

JOURNAL

DE
L'ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE, MARS 1926

OF THE
SPECIAL ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA MARCH 1926

N° 1. — LUNDI 8 MARS 1926.

No. 1. — MONDAY, MARCH 8th, 1926.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, Bureau 290, villa Beau-Regard.

Note: Le *Journal* est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beau-Regard).

Note: The *Journal* is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances pour le lundi 8 mars 1926.	1
II. Ordre du jour de la session extraordinaire de l'Assemblée	2
III. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée	2
IV. Guide officiel.	2
V. Lettres de créance des délégués à l'Assemblée	5

I. PROGRAMME DES SÉANCES POUR LE LUNDI 8 MARS 1926.

Première séance.

Lundi 8 mars 1926, à 15 heures.

- Discours d'ouverture du vicomte Ishii, Président du Conseil.
- Élection de la Commission chargée de présenter un rapport sur la vérification des pouvoirs des délégués.

Seconde séance.

Lundi 8 Mars 1926, à 16 heures 30.

- Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
- Élection du président de l'Assemblée.
- Adoption de l'Ordre du jour.
- Désignation des Commissions de l'Assemblée et élection des présidents de ces commissions.
- Élection des six vice-présidents de l'Assemblée.

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings for Monday, March 8th, 1926.	1
II. Agenda of the Special Assembly	2
III. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	2
IV. The Official Guide	2
V. Credentials of Delegates to the Assembly	5

I. PROGRAMME OF MEETINGS FOR MONDAY, MARCH 8th, 1926.

First Meeting

Monday, March 8th, 1926, at 3 p.m.

- Opening Speech by Viscount Ishii, President of the Council.
- Election of the Committee to report on the credentials of delegates.

Second Meeting

Monday, March 8th, 1926, at 4.30 p.m.

- Report of the Committee on the Credentials of Delegates.
- Election of the President of the Assembly.
- Adoption of the agenda.
- Nomination of the Committees of the Assembly and election of the Chairmen of these Committees.
- Élection of the six Vice-Presidents of the Assembly.

II. ORDRE DU JOUR DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE

QUI S'OUVRIRA A GENÈVE, LE LUNDI 8 MARS 1926, A 15 HEURES.

Ordre du jour adopté par le Conseil à sa trente-huitième session (session extraordinaire), tenue à Genève le 12 février 1926.

1. Demande d'admission dans la Société des Nations adressée par le Gouvernement allemand (document A. 4. 1926 [extraordinaire]).
2. Décisions de l'Assemblée sur les propositions éventuelles du Conseil par application de l'article 4 du Pacte de la Société des Nations.
3. Questions budgétaires (document A. 2. 1926 [extraordinaire]).
4. Construction d'une Salle de Conférences (document A. 3. 1926 [extraordinaire]).

III. LISTE DES DOCUMENTS COMMUNIQUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE

- A. 1. Modifications dans l'organisation actuelle du Secrétariat.
- A. 2. Questions budgétaires.
- A. 3. Construction d'une Salle de Conférences.
- A. 4. Demande d'admission dans la Société des Nations adressée par le Gouvernement allemand.
- A. 5. Ordre du jour de la Session extraordinaire de l'Assemblée.

IV. GUIDE OFFICIEL

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Les bureaux du Secrétariat international se trouvent au siège de la Société, quai W. Wilson. Le Secrétariat est chargé de toutes les dispositions à prendre pour la réunion de l'Assemblée.

Salle des séances.

Les séances plénières auront lieu à la « Salle de la Réformation », boulevard Helvétique, à proximité de l'extrémité sud du pont du Mont-Blanc.

L'entrée principale du public se trouve boulevard Helvétique; l'entrée réservée aux délégations et aux représentants de la presse est l'entrée principale de l'Hôtel Victoria, rue Pierre-Fatio. L'entrée latérale, rue Versonnex, sera fermée. L'entrée latérale, rue du Rhône, est réservée au Secrétariat. Elle pourra également être utilisée par les représentants de la presse qui occupent des places portant un numéro pair.

Dans la salle, des séances une table est réservée à chaque nation. Les places sont disposées d'après l'ordre alphabétique français; chaque table comprend trois places pour MM. les délégués, plus une place pour un délégué adjoint, un secrétaire ou un expert. Des sièges sont réservés aux autres membres des délégations au fond de la salle, près de l'entrée principale. A l'autre extrémité de la salle se trouve l'estrade où prendront place le Président et les membres du Secrétariat qui l'assisteront. Au-dessous du fauteuil présidentiel se trouve la tribune où les discours seront prononcés et traduits. Au-dessous de la tribune, les sténographes et, à leur gauche, près de la porte, le fonctionnaire chargé de la réception des documents.

La salle communique avec l'Hôtel Victoria par un corridor qui servira de vestiaire. On y trouvera également un Bureau de renseignements. Entre ce corridor et l'entrée de l'Hôtel Victoria, deux pièces sont à la disposition des délégations. Derrière l'estrade, une salle est réservée au Président de l'Assemblée et aux membres du Secrétariat qui lui sont adjoints. Derrière l'estrade également, à gauche, en sortant de la salle des séances, se trouvent les bureaux du Président et du Secrétaire général.

Entre le rez-de-chaussée et le premier étage de l'Hôtel Victoria, se trouve un entresol exclusivement réservé au Secrétariat international.

II. AGENDA OF THE SPECIAL SESSION OF THE ASSEMBLY

TO BE HELD AT GENEVA ON MONDAY, MARCH 8TH, 1926, AT 3 P.M.

Agenda as adopted by the Council at its Thirty-eighth (Special) Session held on February 12th, 1926.

1. Request of the German Government for Admission to the League of Nations (document A.4.1926 [special]).
2. Decisions of the Assembly on Council Proposals, if any, in Application of Article 4 of the Covenant of the League of Nations.
3. Budgetary Questions (document A. 2. 1926 [special]).
4. Construction of an Assembly Hall (document A. 3. 1926 [special]).

III. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY

- A. 1. Modifications in the existing organisation of the Secretariat.
- A. 2. Budgetary questions.
- A. 3. Construction of an Assembly Hall.
- A. 4. Request of the German Government for admission to the League of Nations.
- A. 5. Agenda of the Special Session of the Assembly.

IV. THE OFFICIAL GUIDE

GENERAL ARRANGEMENTS.

The Offices of the International Secretariat are at the headquarters of the League on the Quai W. Wilson. The Secretariat is in charge of all arrangements for the meeting of the Assembly.

Assembly Hall.

The Assembly Hall, known as the "Salle de la Réformation", is situated on the Boulevard Helvétique, close to the southern extremity of the Pont du Mont-Blanc.

The main entrance for the public is in the Boulevard Helvétique; the entrance for the delegates and the Press is through the main entrance to the Hotel Victoria in the Rue Pierre-Fatio. The side entrance in the Rue Versonnex will be closed. The side entrance in the Rue du Rhône will be used by the Secretariat and, if desired, by the Press occupying the even-numbered seats.

In the Assembly Hall there will be one table for each nation. The seating order follows the French alphabetical order, and each table has three seats for delegates and one for a deputy-delegate, secretary or expert. The other members of the delegations are accommodated in seats in the rear of the Hall near the main entrance. At the other end, opposite the main entrance, is the platform where the President and the members of the Secretariat assisting him will sit. Below the platform is the tribune or rostrum, from which the speeches and interpretations will be made; immediately below the rostrum are seats for the verbatim reporters, and, on the left of the platform, is an officer in charge of the receipt of documents.

Connecting the Hall with the Hotel Victoria is a passage which will serve as a "vestiaire"; in this passage will also be situated the Enquiry Office. Between this passage and the entrance to the Hotel Victoria are two rooms, which will be used as lobbies and rest-rooms. Behind the platform is a room for the President of the Assembly and the members of the Secretariat who are assisting him. Behind the platform also, on the left, is the office of the President and the Secretary-General.

Between the first and ground floors of the Hotel Victoria is an "entresol" reserved exclusively for the use of the International Secretariat.

Des places sont réservées à la presse dans la première galerie de la salle des séances. Dans la même galerie, au-dessus de l'entrée principale, des places sont réservées au corps diplomatique, aux représentants des gouvernements et à ceux des organisations internationales. Les personnes qui occupent ces places entreront par le Boulevard Helvétique (porte latérale).

Au-dessus de l'entresol de l'Hôtel Victoria, se trouve un étage réservé entièrement à la presse et pourvu d'un bureau de poste, d'un bureau de réception des télégrammes et de cabines téléphoniques. Un escalier spécial joint la tribune de la presse à cet étage.

Des places sont réservées au public dans la deuxième galerie. Les cartes d'entrée, valables pour une séance, ne seront distribuées que trois jours à l'avance.

Cartes d'entrée.

Les demandes de cartes d'entrée pour l'Assemblée doivent être adressées:

- 1° pour les membres des délégations,
- 2° pour la tribune diplomatique,
- 3° pour la tribune du public,
 - au Bureau du Chef des Services intérieurs (Bureau 90, au Secrétariat).
- 4° pour la tribune de la Presse, à la Section d'information, au Secrétariat.

Les cartes d'entrée remises aux membres des délégations sont strictement personnelles. La personne munie d'une de ces cartes a le droit de pénétrer dans la salle des séances, par l'Hôtel Victoria. Le rez-de-chaussée de la salle des séances est strictement réservé aux délégués, délégués adjoints, experts et secrétaires des délégations.

Le nombre des cartes de tribunes étant très limité, il sera très souvent impossible de donner satisfaction aux demandes d'admission.

Les sièges destinés au public cesseront d'être réservés cinq minutes avant l'ouverture de chaque séance. Les personnes non munies de cartes seront alors admises dans la limite des sièges disponibles.

Commissions.

Toutes les séances des Commissions et Sous-Commissions se tiendront dans les bureaux du Secrétariat, quai W. Wilson, à moins qu'un avis contraire ne soit affiché dans la salle des séances.

Les dates, heures et lieux de réunion des diverses Commissions et Sous-Commissions seront indiqués sur un tableau placé dans la salle des séances. Un autre tableau, donnant les mêmes renseignements sera placé à droite de l'entrée principale au rez-de-chaussée du Secrétariat.

Les cinq principales salles de Commissions au Secrétariat sont désignées par les lettres B, C, D, E, F.

Le bureau de l'Assemblée se réunira soit à la Salle de la Réformation, dans le cabinet du Président, soit dans le cabinet du Secrétaire général, au Secrétariat.

Entrée au Secrétariat.

Les cartes d'entrée pour la salle de l'Assemblée remises à MM. les délégués, délégués-adjoints, experts et secrétaires des délégations leur donneront également le droit d'être admis au Secrétariat de la Société.

Les salles de Commissions étant très exigües, il sera probablement nécessaire de n'y laisser pénétrer, en dehors des membres des délégations, que les personnes munies des cartes spéciales de journalistes.

Service postal.

Les lettres adressées à MM. les délégués, aux soins de la Société des Nations, seront placées dans les casiers destinés à recevoir les documents des diverses délégations.

On the first floor of the Assembly Hall is a gallery containing seats for the Press. At the end of the same gallery, immediately over the main entrance, are seats for the Diplomatic Corps, for the Government representatives and for the representatives of international organisations. Persons occupying these seats will enter by the side door of the entrance in the Boulevard Helvétique.

Above the "entresol" in the Hotel Victoria is a floor devoted entirely to the Press, where post, telegraph and telephone offices, etc., may be found. This floor can be reached from the Press gallery by ascending a short flight of stairs.

On the second floor of the Assembly Hall is a gallery where seats will be reserved for the general public; these seats will be distributed daily and tickets will be issued for three days in advance only.

Cards of Admission to the Assembly Hall.

Application for cards of admission to the Assembly Hall should be addressed as follows:

- (a) For members of delegations, to the office of the Chief of Internal Services, Room 90, Secretariat building.
- (b) For admission to the Diplomatic Gallery, to the office of the Chief of Internal Services, Room 90, Secretariat building.
- (c) For the Public Gallery, to the office of the Chief of Internal Services, Room 90, Secretariat building.
- (d) For the Press, to the Information Section of the Secretariat.

Cards of admission for members of delegations are strictly personal and should be used only by the persons to whom they are issued. They admit the bearer to the ground floor of the Assembly Hall, through the Hotel Victoria. This floor is reserved solely for delegates, deputy delegates, experts, secretaries, etc.

The number of cards available for general distribution is, in view of the very large demand, strictly limited. Seats for the general public will be reserved until up to five minutes before the opening of each meeting. The doors will be opened at that time to the general public without tickets up to the number of seats available.

Committees.

All meetings of Committees and Sub-Committees will be held in the offices of the Secretariat on the Quai W. Wilson, unless notice to the contrary is given in the Assembly Hall.

A large board will be placed in the Assembly Hall upon which will be noted the date, hour and place of the meetings of the Committees and Sub-Committees. A similar board giving the same information will be placed immediately on the right of the main entrance to the Secretariat.

The five principal Committee-rooms are designated by the letters B, C, D, E and F.

The Bureau, when in session at the Assembly Hall, will meet in the President's room and, in general, when in session at the offices of the Secretariat, will meet in the office of the Secretary-General.

Access to the Secretariat Building.

The cards issued to delegates, deputy-delegates, experts, secretaries, etc., for admittance to the Assembly Hall will also be accepted for entrance to the Secretariat building.

In view of the small size of the Committee-rooms, it will probably be necessary to restrict entrance therein — apart from members of delegations — to persons holding journalists' cards.

Postal Arrangements.

Letters addressed to delegates which are forwarded "care of the League of Nations" will be distributed in the pigeon-holes containing the documents for each delegation.

FONCTIONS DU SÉCRÉTARIAT

En vue d'assurer la coordination des services centraux du Secrétariat, au cours de l'Assemblée, Mr. Huston, chef des Services intérieurs, est chargé de toute l'organisation administrative.

Le Service intérieur est chargé de toutes les questions concernant le personnel, le logement, les transports, le matériel de bureau, la papeterie. Le Bureau de renseignements de la salle des séances sera sous la direction du chef des Services intérieurs, qui prendra toutes les dispositions nécessaires pour la répartition des places et des locaux. Les Services de dactylographie et de ronéographie, les sténographes, le Service de distribution des documents, les messagers, les chauffeurs, etc., seront également sous la direction du chef des Services intérieurs.

Service de rédaction.

Le Service de rédaction, sous la direction de M. Vigier, publie le *Journal de l'Assemblée* et le *Compte rendu in extenso des séances plénières de l'Assemblée*. Ce service collabore également à la préparation des documents. M. Vigier est aussi chargé de la direction générale du service d'impression et de publication.

Réception des documents.

MM. les délégués qui désirent faire ronéographier, traduire et distribuer des documents destinés à l'Assemblée ou à ses Commissions voudront bien les faire parvenir au Service de réception des documents, dans la salle des séances, ou au Secrétariat (Bureau 8). Tous les documents qui doivent être traduits, ronéographiés, imprimés, publiés et distribués à l'Assemblée ou à ses Commissions, devront être remis à ce service.

Les délégations faciliteront grandement la tâche du Service de réception des documents en lui faisant parvenir deux exemplaires, si possible, de tous les documents qu'elles désirent faire ronéographier.

Les délégations faciliteront également la tâche de ce Service en voulant bien lui remettre leurs documents aussi tôt que possible.

Distribution des documents.

Les textes anglais et français des documents soumis à l'examen de l'Assemblée et de ses Commissions sont, en principe, imprimés et distribués séparément dans chaque langue. MM. les secrétaires des délégations sont priés de bien vouloir, à la première séance de l'Assemblée, remplir le bulletin qui sera placé sur la table de chaque délégation, en y indiquant le nombre d'exemplaires, français ou anglais, nécessaire à la délégation.

Les documents des Commissions qui ne sont pas imprimés, mais ronéographiés, seront, comme les années précédentes, distribués en trois exemplaires à chaque délégation dans la langue indiquée par elle, un exemplaire étant destiné au délégué siégeant à la Commission et les deux autres exemplaires au secrétariat de la délégation.

Les documents de l'Assemblée seront placés dans les casiers des délégations au Secrétariat, dans le corridor situé entre les salles C et D.

Une distribution de documents sera faite dans les hôtels le matin de bonne heure. C'est à cette distribution que seront remis, dans la mesure du possible, les documents urgents. Dans le cas où un document ne serait pas prêt pour cette distribution, il sera distribué au cours de la séance de l'Assemblée ou de la Commission intéressée.

Le service de distribution des documents ne sera ouvert à la Salle de la Réformation que pendant les séances plénières, et toute demande de documents, en dehors des heures des séances, doit être adressée au Service de distribution du Secrétariat.

Comptes rendus in extenso des séances plénières.

Un exemplaire ronéographié du compte rendu provisoire des débats de l'Assemblée sera adressé à chaque délégué aussitôt que possible après la séance. Ce compte rendu provisoire comprend la reproduction sténographique des débats, y compris celle des traductions improvisées par les interprètes.

DUTIES OF THE SECRETARIAT.

In order to ensure co-ordination in the work of the Central Services of the Secretariat during the Assembly, Mr. Huston, Chief of Internal Services, will be in general charge of all the administrative organisation.

The Office of the Chief of Internal Services will be responsible for staff matters, accommodation, transport, office equipment and stationery. The Enquiry Office at the Assembly Hall will be under the direction of the Chief of Internal Services, who will make all the necessary arrangements for the distribution of seats and rooms at the Assembly Hall. The Typing and Duplicating Branches, the Verbatim Reporters, the Distribution Section and the staff of messengers and chauffeurs, etc., will also report to the Chief of Internal Services.

Précis-Writing Department.

The Précis-Writing Department, under the direction of M. Vigier, edits the *Assembly Journal* and the *Verbatim Record* of the meetings of the Assembly and assists in the preparation of documents. M. Vigier is also responsible for the general direction of the Printing and Publishing Department.

Receipt of Documents.

Delegates desiring to have documents duplicated, translated and distributed to the Assembly or its Committees should deliver them to the Receipt of Documents Branch at the Assembly Hall, or at the offices of the Secretariat (Room 8). The Receipt of Documents Branch is the only department through which documents for translation, duplication, printing, publishing and distribution to the Assembly or its Committees will be received.

The work of the Receipt of Documents Branch will be much facilitated if delegations will supply, when possible, two copies of any paper handed in for duplication.

Delegations will greatly assist the Receipt of Documents Branch in dealing with the papers rapidly and effectively by handing in their documents as early as possible.

Distribution of Documents.

The French and English texts of documents for the Assembly and its Committees will as a rule be printed and distributed separately. Secretaries of delegations are therefore requested to fill up at the first meeting of the Assembly a form which will be found on the table of each delegation, stating the number of copies of documents required in each language for the use of the delegation.

As in former years, Committee documents which are not printed but produced in roneoed form will be supplied in three copies for each delegation in the language required, one copy to the delegate on the Committee and two to the secretariat of the delegation.

Assembly documents will be placed in the pigeon-holes at the Secretariat; these pigeon-holes will be found in the corridor between Rooms C and D.

Distribution of documents to the hotels will take place early in the morning. This procedure will be adopted with urgent documents whenever possible. It may, however, occur that a document is presented too late for distribution by this means; in that event, it will be distributed in the Assembly Hall or Committee-room.

The Distribution Office at the Assembly Hall will be open during plenary meetings only. Requests for documents at other times should be made to the Distribution Office at the Secretariat.

The "Verbatim Record".

One roneoed copy of the speeches delivered at the meetings of the Assembly and the interpretations of those speeches will be distributed individually to each delegate as soon as possible after each meeting.

MM. les délégués trouveront l'après-midi, dans leur casier de la Salle de la Réformation, le compte rendu provisoire des séances du matin. Le compte rendu provisoire des séances de l'après-midi leur sera distribué le lendemain matin, à leur hôtel.

Le compte rendu définitif, contenant un texte soigneusement révisé des discours et de leur traduction, sera distribué aux délégations, autant que possible, dans les trois jours qui suivront la séance.

MM. les délégués qui désireraient apporter des corrections à leurs discours, tels qu'ils figurent dans le compte rendu provisoire, sont priés d'adresser, dans les 24 heures qui suivent la séance, la liste de ces corrections au Dr Gertrude Dixon, au Secrétariat (Bureau 134).

Le nombre des exemplaires ronéographiés du compte rendu provisoire étant nécessairement très limité, ni le Service de réception des documents ni le Service de distribution ne seront en mesure de remettre aux délégations des exemplaires supplémentaires.

Journal de l'Assemblée.

Le *Journal* quotidien de l'Assemblée (Rédacteur: M. Palmer, Bureau 290, villa Beau-Regard), est distribué tous les matins à MM. les délégués, à leur hôtel.

Il contient l'ordre du jour de l'Assemblée et des Commissions, un bref compte rendu analytique des séances de l'Assemblée et des Commissions, ainsi que les renseignements relatifs à la constitution de celles-ci et toutes autres informations pouvant être utiles aux membres de l'Assemblée.

SERVICE DE PRESSE ET D'INFORMATION.

Une brochure spéciale intitulée: *Renseignements techniques pour la Presse* et que la Section d'information tient à la disposition de MM. les journalistes, contient tous les renseignements nécessaires sur l'organisation des services de presse installés à l'Hôtel Victoria et au Secrétariat.

NOMS ET ADRESSES DES MEMBRES DES DÉLÉGATIONS.

A la première séance plénière de l'Assemblée seront distribuées des feuilles spéciales sur lesquelles MM. les membres des délégations sont priés de bien vouloir inscrire leur nom et leur titre officiel, en vue de l'établissement d'une liste définitive des délégations. Après avoir rempli ces feuilles, MM. les délégués sont priés de les faire remettre au Service de réception des documents, dans la salle des séances.

Les délégations désirant apporter des corrections à la liste provisoire des délégués distribuée le premier jour de l'Assemblée, sont priées de vouloir bien les adresser au Dr Gertrude Dixon (Bureau 134, au Secrétariat).

LETTRES DE CRÉANCE DES DÉLÉGUÉS
A L'ASSEMBLÉE.

Conformément à l'article 5, paragraphe 2, du Règlement intérieur de l'Assemblée, « chaque représentant remet, aussitôt que possible, et de préférence avant l'ouverture de la session, ses lettres de créance au Secrétariat général ».

MM. les délégués sont priés de vouloir bien faire parvenir au Secrétariat de la Société (Bureau 68) avant le lundi 8 mars à midi et demi, les pleins pouvoirs les accréditant à l'Assemblée. Dans le cas où il leur serait impossible de le faire, les pleins pouvoirs pourraient être déposés dans l'après-midi du lundi 8 mars au bureau de « Réception des Documents » à l'Assemblée (Salle de la Réformation).

The provisional record of the morning meeting will be distributed in the pigeon-holes at the Assembly Hall the same afternoon, and the provisional record of the afternoon meeting will be distributed to the hotels by the early morning distribution.

The definitive text of the *Verbatim Record*, including the original speeches carefully revised and full translations of them, will be distributed to the delegations, as far as possible, three days after the meeting.

Delegates desiring to make corrections in their speeches should address their communications to Dr. Gertrude Dixon at the Secretariat (Room 134) within 24 hours after the meeting.

As the number of roneoed copies of the provisional record will be extremely limited, no additional copies will be available either at the Receipt of Documents Branch in the Assembly Hall or in the Distribution Section.

Assembly Journal.

The *Assembly Journal* (Editor, Mr. Palmer, Room 290, at the Villa Beau-Regard) will be published daily, and a copy will be distributed each morning to the delegates at their hotels.

The *Assembly Journal* will contain the agenda of the Assembly and of the Committees, a short summary of the proceedings of the plenary meetings of the Assembly and of the Committees, announcements regarding the constitution of the Committees and any other information which may be of use to the members of the Assembly.

PRESS AND PUBLICITY ARRANGEMENTS.

A special pamphlet entitled *Technical Information for the Press* has been prepared by the Information Section of the Secretariat and is at the disposal of the Press. It contains full details regarding the Press arrangements and facilities both at the Hotel Victoria and at the offices of the Secretariat.

NAMES AND ADDRESSES OF MEMBERS OF THE DELEGATIONS.

A form will be distributed in the Assembly Hall at the first meeting on which all members of delegations are invited to give particulars of their names and official positions, so that a precise list may be made of all the delegations. These forms, when completed, should be handed to the officer in charge of the Receipt of Documents Branch.

Delegations wishing to correct the provisional list of delegates distributed on the first day of the Assembly are requested to send their corrections to Dr. Gertrude Dixon at the Secretariat (Room 134).

V. CREDENTIALS OF DELEGATES
TO THE ASSEMBLY.

In accordance with the terms of Rule 5 of the Rules of Procedure of the Assembly, "each representative shall, as soon as possible, and preferably before the opening of the Session, present his credentials to the Secretary-General".

Delegates are requested to send to the Secretariat (Room 68) up to 12.30 p.m. on Monday, March 8th, the credentials accrediting them to the Assembly. If delegates are unable to do this, credentials will be received in the afternoon of Monday, March, 8th at the office of the Receipt of Documents Branch of the Assembly (Salle de la Réformation.)

JOURNAL

DE
L'ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE, MARS 1926

OF THE
SPECIAL ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA MARCH 1926

N° 2. — MARDI 9 MARS 1926.

No. 2. — TUESDAY, MARCH 9th, 1926.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beau-Regard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	7
II. Première séance plénière de l'Assemblée (session extraordinaire)	8
III. Liste des membres des Commissions	11
IV. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée	12

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Bureau de l'Assemblée.

Le Bureau de l'Assemblée se réunira aujourd'hui mardi, 9 mars, à 15 h. 30 au Bureau du Secrétaire général (Secrétariat).

Première Commission (Admission de l'Allemagne dans la Société des Nations).

La première Commission se réunira aujourd'hui mardi, 9 mars, à 16 h. 30, au Secrétariat (Salle C).

Deuxième Commission (Budget).

La deuxième Commission se réunira aujourd'hui mardi, 9 mars, à 16 h. 30, au Secrétariat (Salle B).

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beau-Regard).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	7
II. First Plenary Meeting of the Special Assembly.	8
III. List of Members of the Committees	11
IV. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	12

I. PROGRAMME OF MEETINGS.

General Committee of the Assembly.

There will be a meeting of the General Committee to-day (Tuesday March 9th) at 3.30 p.m. in the office of the Secretary-General (Secretariat).

First Committee (Admission of Germany to the League of Nations).

The First Committee will meet to-day (Tuesday, March 9th) at 4.30 p.m. in the Secretariat (Room C).

Second Committee (Budget).

The Second Committee will meet to-day (Tuesday, March 9th) at 4.30 p.m. in the Secretariat (Room B).

II. PREMIÈRE SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue à la Salle de la Réformation, le lundi 8 mars 1926, à 3 heures.

Ouverture de la session.

Le vicomte ISHII (Japon), occupant le fauteuil présidentiel comme président du Conseil en exercice, prononce le discours suivant:

« Mesdames et Messieurs,

« L'Assemblée de la Société des Nations va se réunir pour la première fois en session extraordinaire.

« Le Pacte de la Société déclare que « l'Assemblée se réunit à des époques fixes, et à tout autre moment, si les circonstances le demandent ». Le Règlement intérieur, adopté par l'Assemblée lors de sa première session, prévoit une session générale de l'Assemblée au mois de septembre de chaque année et indique les conditions dans lesquelles peuvent être convoquées des sessions extraordinaires.

« Le 9 février 1926, le Secrétaire général de la Société a reçu du Gouvernement allemand une demande d'admission de l'Allemagne dans la Société des Nations. Le même jour, le Conseil de la Société a été convoqué par son président en exercice, le représentant de l'Italie, pour le 12 février, à Genève, en vue d'examiner si, conformément aux dispositions du Règlement intérieur, il y avait lieu de convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée, afin que la demande de l'Allemagne pût être examinée sans délai. Le Conseil, lors de cette réunion, a décidé de convoquer la session extraordinaire de l'Assemblée qui se réunit aujourd'hui et il a élaboré l'ordre du jour qui vous est soumis.

« Au moment des sessions générales annuelles de l'Assemblée, il est d'usage qu'en ouvrant la session, le président du Conseil en exercice passe en revue, comme introduction aux délibérations de l'Assemblée, l'œuvre accomplie par la Société, au cours de l'année précédente. Etant donné le caractère spécial de l'ordre du jour de la présente session, vous serez certainement d'accord avec moi pour estimer qu'il n'y a pas lieu que j'anticipe d'une manière quelconque sur le discours d'introduction qui sera prononcé, lors de la session ordinaire de l'Assemblée, en septembre prochain.

« Toutefois, je me permettrai d'attirer votre attention sur une ou deux remarques.

« Je désirerais, en premier lieu, faire observer que, depuis le moment où est parvenue la demande du Gouvernement allemand, il s'est écoulé juste un mois. La réunion, dans un si court laps de temps, des représentants officiels de la plupart des États du monde entier, est certainement sans précédent et montre combien la Société constitue un mécanisme efficace, lorsqu'il s'agit de traiter des affaires intéressant un grand nombre de nations.

« D'autre part, je suis certain d'exprimer les sentiments, non seulement des délégués assemblés ici, mais encore de toutes les personnes qui, dans le monde entier, suivent vos débats, en disant que l'événement qui nous a réunis ici a la signification la plus haute. Une grande nation se présente pour être admise dans la Société. Je me permets de voir dans ce fait le signe que les engagements qui unissent entre eux les Membres de la Société, tant qu'ils sont appliqués, même imparfaitement, dans l'esprit d'équité internationale qui les inspire, ne sauraient manquer d'éveiller de plus en plus les espoirs et d'agir toujours davantage sur la conscience du monde entier.

« Mesdames et Messieurs, je déclare ouverte la session extraordinaire de l'Assemblée de la Société des Nations. »

Election de la Commission de vérification des pouvoirs.

M. MOTTA (Suisse) propose que la Commission de vérification des pouvoirs des délégués soit composée comme suit:

- M. Philippe ROY (Canada).
- M. DE AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba).
- M. LOUCHEUR (France).
- M. GRANDI (Italie).
- M. Wilis SCHUMANS (Lettonie).
- M. le baron LEHMANN (Libéria).
- M. le prince ARFA (Perse).
- M. P. COMNÈNE (Roumanie).

La proposition de M. Motta est adoptée.

La séance est suspendue à 15 h. 30.

La séance est reprise à 16 h. 30.

II. FIRST PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation at 3 p.m. on Monday, March 8th, 1926.

Opening of the Session.

Viscount ISHII (Japan) took the Chair as Acting President of the Council. He spoke as follows:

"Ladies and Gentlemen,

"The Assembly of the League of Nations is about to meet for the first time in special session.

"The Covenant of the League states that 'the Assembly shall meet at stated intervals and from time to time as occasion may require'. The Rules of Procedure adopted by the Assembly at its first session provide for a general session of the Assembly in September of each year and set forth the conditions in which special sessions may be summoned.

"On February 9th, 1926, the Secretary-General of the League received an application for the admission of Germany to the League. On the same day, the Council of the League was convoked by its Acting President, the representative of Italy, to meet at Geneva on February 12th to consider whether, in accordance with the provisions of the Rules of Procedure, a special session of the Assembly should be summoned in order that the German application might be examined without delay. The Council, at its meeting, decided to summon the special session of the Assembly, and in virtue of this decision you have met to-day. The Council also drew up the agenda which is before you.

"At the annual general sessions of the Assembly, it is the custom for the Acting President of the Council, in opening the session, and as an introduction to its deliberations, to review the work of the League for the previous year. Considering the special character of the agenda of this session, I am sure that you will agree that there is no occasion for me to anticipate in any way the introductory speech which will be made at the regular session of the Assembly next September.

"Perhaps, however, I may venture to make one or two remarks.

"In the first place, I would draw your attention to the fact that, since the application of the German Government was received, just one month has elapsed. The meeting at such short notice of the official representatives of most of the States of the world is surely without precedent, and is evidence of the efficiency of the League as a machine for the transaction of business affecting many nations.

"Secondly, I am confident that I shall be expressing the feelings not only of the delegates assembled here but of people throughout the world who are attending to your proceedings, if I say that the event which has brought us together is in the highest degree significant. A great nation asks to be admitted to the League. I venture to see in this a sign that the Covenants which unite the Members of the League, so long as they are applied, however imperfectly, in the spirit of international equity which underlies them, will appeal with growing force to the hopes and consciences of the nations of the world.

"Ladies and Gentlemen, I declare the special session of the Assembly of the League of Nations open."

Election of the Committee on Credentials.

M. MOTTA (Switzerland) proposed that the following delegates should serve on the Committee for the Examination of the Credentials of the Delegates:

- Mr. Philippe ROY (Canada).
- M. Aristides DE AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba).
- M. LOUCHEUR (France).
- M. GRANDI (Italy).
- M. Wilis SCHUMANS (Latvia).
- Baron LEHMANN (Liberia).
- Prince ARFA (Persia).
- M. COMNÈNE (Roumania).

The proposal of M. Motta was adopted.

The Assembly was adjourned at 3.30 p.m.

The Assembly resumed its session at 4.30 p.m.

Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.

M. AGUERO y BETHANCOURT (Cuba), président et rapporteur de la Commission de vérification des pouvoirs, expose que la Commission a trouvé en bonne et due forme les pouvoirs des délégués des Etats ci-après:

- Afrique du Sud, Albanie, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Empire Britannique, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Danemark, République Dominicaine, Espagne, Estonie, Ethiopie, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Hongrie, Inde, Etat libre d'Irlande, Italie, Japon, Lettonie, Libéria, Lithuanie, Luxembourg, Nicaragua, Norvège, Nouvelle Zélande, Paraguay, Pays-Bas, Perse, Pologne, Portugal, Roumanie, Salvador, Royaume des Serbes, Croates et Slovénes, Siam, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Uruguay, Venezuela.

Les Etats ci-après n'ont pas envoyé de délégués à l'Assemblée: Argentine, Bolivie, Costa-Rica, Haiti, Honduras, Panama, Pérou.

Le rapport de la Commission est adopté.

Election du Président.

Le vote a lieu au scrutin secret par appel nominal. 48 Etats prennent part au vote.

- M. Affonso da Costa (Portugal) obtient 36 voix.

Le vicomte ISHII (Japon), en déclarant M. Affonso DA Costa élu président de l'Assemblée extraordinaire, se félicite de cette élection et pour son collègue et pour le pays qu'il représente avec tant de dignité.

Discours du Président.

Je suis profondément touché du grand honneur que vous me faites en me chargeant de diriger les travaux de cette Assemblée, ainsi que des paroles si flatteuses que vient de prononcer Son Excellence M. le Président du Conseil de la Société des Nations.

Ces hommages s'adressent surtout à mon pays qui est, certes, digne de la marque d'estime que vous venez de lui donner. Il a été un des plus anciens pionniers de notre civilisation. Il s'affirme en toute circonstance un ardent et inlassable constructeur de la paix, un défenseur acharné des principes qui doivent coordonner l'activité bienfaisante de la Société des Nations.

Pour moi, personnellement, je ne vois dans votre choix qu'un devoir de plus. Je m'efforcerai de l'accomplir avec le même zèle que j'ai déployé dans la défense de ces mêmes principes depuis les heures déjà lointaines où a été élaboré et développé ce système nouveau et admirable de relations entre les peuples du monde.

Ma reconnaissance est d'autant plus vive que, cette fois, notre tâche, bien que réduite comme durée, est vraiment d'une portée immense. Il ne s'agit plus seulement d'établir des bases de constitution et des directives de fonctionnement pour notre Société. Nous devons aujourd'hui lui imprimer son caractère définitif, l'adapter aux circonstances qui favoriseront le plus la réalisation de ses objets essentiels: celui d'assurer la paix et celui d'accélérer le progrès de l'humanité.

Au cours des six Assemblées ordinaires de la Société des Nations, de 1920 à 1925, nous avons réuni, après les quelques tâtonnements inévitables du début, d'excellents matériaux pour le perfectionnement de cet organisme gigantesque, qui comprend déjà la plupart des nations du globe. Mais ce n'est qu'après les accords si heureux de Locarno que la clef de voûte a été amenée à pied d'œuvre, pour être placée, à la suite des délibérations de la présente Assemblée, au faite de l'édifice magnifique.

Ce n'est pas, à vrai dire, l'entrée d'une nouvelle nation dans le sein de la Société qui donne à cette réunion extraordinaire son importance toute spéciale. Il y a d'autres nations qui restent encore au dehors, entre lesquelles il suffit de citer le grand peuple des Etats-Unis dont la place reste malheureusement encore vide. Ce qui donne à cette Assemblée une signification exceptionnelle, c'est la pénétration et l'influence, dans nos décisions, de ce que j'appelle *l'esprit nouveau*, l'esprit de Locarno, l'esprit qui amène ici l'Allemagne, l'esprit d'une fraternité aujourd'hui possible, demain grandissante, entre tous les peuples de la terre.

Voilà le grand événement de l'heure présente! Ceci me permet de dire, sans exagération, qu'une ère nouvelle s'ouvre enfin,

Report of the Committee on Credentials.

M. AGUERO y BETHANCOURT (Cuba), Chairman and Rapporteur of the Committee on Credentials, said that the Committee had found the credentials of the delegates of the following States to be in order:

- Abyssinia, Albania, Australia, Austria, Belgium, Brazil, British Empire, Bulgaria, Canada, Chile, China, Colombia, Cuba, Czechoslovakia, Denmark, Dominican Republic, Estonia, Finland, France, Greece, Guatemala, Hungary, India, Irish Free State, Italy, Japan, Latvia, Liberia, Lithuania, Luxemburg, the Netherlands, New Zealand, Nicaragua, Norway, Paraguay, Persia, Poland, Portugal, Roumania, Salvador, Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, Siam, South Africa, Spain, Sweden, Switzerland, Uruguay, Venezuela.

The following States had not sent delegates to the Assembly: The Argentine, Bolivia, Costa Rica, Haiti, Honduras, Panama, and Peru.

The Report of the Committee was adopted.

Election of the President.

The votes of the delegations were taken by a secret ballot. 48 States voted.

- M. Affonso da Costa (Portugal) obtained 36 votes.

Viscount ISHII (Japan), in declaring M. Affonso da Costa to be President of the special session of the Assembly, congratulated him and the country which he represented with such distinction.

M. DA COSTA, taking the Chair, spoke as follows:

I am deeply touched by the great honour which you have done me by entrusting me with the direction of the work of this Assembly as well as by the flattering words which have just fallen from the Acting President of the Council of the League of Nations. These tributes are addressed more particularly to my country, which is truly worthy of the esteem which you have just shown towards it. There has been no more ancient pioneer of our civilisation. My country shows itself on all occasions an ardent and untiring constructor of peace, an energetic champion of the principles which must co-ordinate the beneficent activity of the League of Nations.

As for myself, I consider your choice as only a further incentive to do my duty. I will endeavour to accomplish it with the same zeal which I have shown in defending these same principles from the time, already reaching far back, when this new and admirable system of the relations between the peoples of the world was framed and developed. My gratitude is all the more cordial as on this occasion our task, although reduced as regards time, has a scope which is truly immense. Our task is no longer merely to establish the bases of the constitution and guiding principles for the working of our League. We must to-day give to it the impress of its final character and adapt it to circumstances which will be more favourable to the realisation of its essential aims: that of assuring peace and of accelerating the progress of humanity.

During the six ordinary sessions of the Assembly of the League of Nations, from 1920 to 1925, we have, after some experiments inevitably tentative at the beginning, collected excellent materials for the perfecting of this gigantic organisation, which includes the majority of the nations of the globe, but it was only after the fortunate agreements of Locarno that the keystone was made ready in order to be placed on the summit of this magnificent edifice as a result of the deliberations of the present Assembly.

It is not true to say that the entrance of a new nation into the League gives to this special session its particular importance. There are other nations which still remain outside, among which it is sufficient to refer to the great people of the United States, whose place unfortunately remains vacant. What gives to this Assembly a special significance is the penetration, and the influence upon our decisions, of what I may call the new spirit—the spirit of Locarno, the spirit which brings Germany here, the spirit of a fraternity which to-day is possible and which to-morrow will increase among all the peoples of the world.

Such is the true significance of this occasion. I may therefore say without exaggeration that a new era is at last opening

Pour toute l'humanité, une ère de calme et de honneur, après tant de souffrances et d'angoisses.

Qu'est-ce donc que l'esprit de Locarno ? C'est la construction, sur des bases intelligentes et solides, d'un système qui remplace la force par la raison, la violence par la justice, le conflit par l'entente. Cet esprit de Locarno nous fut annoncé ici, l'année dernière, par ses grands animateurs, M. Briand et sir Austen Chamberlain, dans les termes les plus éloquents et les plus précis. Sir Austen Chamberlain, parlant des accords en préparation, destinés à être appliqués sous les auspices de la Société des Nations, nous disait, dans la séance du 10 septembre 1925, en résumant nettement la pensée dominante: « J'espère que nous aurons la sympathie et l'approbation de la Société des Nations, car nous vous apporterons un grand appui pour la Société, un renforcement considérable de son autorité et de son influence, ainsi que la plus large collaboration qu'il soit en notre pouvoir de fournir au maintien de la paix mondiale. »

Cette promesse a été dignement tenue. Vous avez devant vous, mes chers collègues, les accords de Locarno, et vous allez les apprécier en même temps que vous examinerez la demande formulée par l'Allemagne en vue d'être admise dans la Société des Nations, conformément à l'article 1er du Pacte.

Toutefois, et sans préjuger de vos décisions, je ne puis me dispenser d'adresser, d'ores et déjà, au nom de toute l'Assemblée, mon salut le plus cordial et le plus chaleureux à tous ceux qui ont contribué à la réalisation de cette œuvre admirable de Locarno, qui nous ouvre de si heureuses perspectives pour l'avenir.

Peut-être me trouverez-vous trop optimiste et vous étonnerez-vous un peu de ce que, ni personnellement ni comme président de l'Assemblée, je ne fasse aucune réserve et n'exprime point de doutes. La raison en est simple: je suis un homme de principes et de foi, et la Société des Nations, au nom de laquelle j'ai l'honneur de parler, ne doit pas envisager la moindre possibilité de disparition, ni même de recul. Le tournant que nous franchissons en ce moment est tellement décisif, en ce qui concerne l'efficacité d'action de la Société des Nations, que nous devons avoir pleine confiance, sous peine d'avoir à admettre que tout un rêve de paix et de progrès pourrait s'évanouir, au moment même où il commençait à revêtir l'aspect de la plus belle réalité, laissant de nouveau les communautés humaines sous l'empire de toutes les forces destructives que l'on croyait vaincues. Cela n'est plus possible. Et nous tous, qui participons à la vie de la Société des Nations, nous devons nous abstenir de formuler, ou de laisser formuler, des hypothèses déprimantes et paralysantes.

Je me permets, en terminant, de demander votre appui et votre coopération dans l'exercice des hautes fonctions que vous avez bien voulu me confier, afin que je puisse apporter ma contribution aux résultats heureux que nous pouvons attendre de cette Assemblée.

Adoption de l'ordre du jour.

Le PRÉSIDENT propose à l'Assemblée de se prononcer en bloc sur l'ordre du jour, qui comprend les quatre questions figurant dans le document distribué à l'Assemblée. Celle-ci jugera sans doute qu'il n'y a pas lieu de constituer une Commission de l'ordre du jour.

La proposition du Président est approuvée.

Constitution des Commissions.

Le PRÉSIDENT rappelle que, conformément aux précédents, l'Assemblée doit procéder à la constitution des Commissions: le Bureau de l'Assemblée ne peut, en effet, être constitué que lorsque les commissions ont élu leurs présidents, qui forment, avec les six vice-présidents élus par l'Assemblée, le Bureau de l'Assemblée.

D'après l'ordre du jour de cette session extraordinaire, il y a lieu de constituer deux Commissions: l'une pour la première question: « Demande d'admission dans la Société des Nations adressée par le Gouvernement allemand », l'autre, pour les troisième et quatrième questions, qui sont les questions budgétaires et celles relatives à la construction d'une salle de conférences.

L'Assemblée estimera sans doute qu'il n'y a point lieu, pour le moment, de statuer sur le renvoi à l'une des Commissions de la deuxième question: « Décisions de l'Assemblée sur les

for all humanity— an era of calm and happiness after so much distress and suffering.

What, then, is the spirit of Locarno ? It is the construction upon an intelligent and solid basis of a system which substitutes reason for force, justice for violence, mutual agreement for conflict. The spirit of Locarno was proclaimed here last year by its great creators, M. Briand and Sir Austen Chamberlain, in the most eloquent and definite terms. Sir Austen Chamberlain, referring to the agreements which were then in preparation and destined to be applied under the auspices of the League of Nations, said at the meeting of September 10th, 1925, when clearly summarising the governing idea of the agreements: "I hope that we shall have the sympathy and approval of the League of Nations, for we shall bring a great support to the League, a considerable reinforcement of its authority and its influence, as well as the largest contribution which it is in our power to make to the maintenance of world peace."

This promise has been worthily fulfilled. You have before you the agreements of Locarno, and you will appreciate their importance when you come to examine the request formulated by Germany with a view to being admitted into the League of Nations in accordance with Article 1 of the Covenant. I cannot, however, though in no way prejudging your decisions, refrain from rendering, here and now, on behalf of all the Assembly, a most cordial and warm tribute to all those who have contributed to the realisation of this admirable work of Locarno which opens up such happy prospects for the future.

Perhaps you will think me too optimistic and will be somewhat astonished by the fact that neither personally nor as President of the Assembly do I make any reservation or express any doubt. The reason is very simple. I am a man of principle and of faith, and the League of Nations, on behalf of which I have the honour to speak, cannot contemplate the least possibility of disappearance or even of retrogression. The turning which we are taking at this moment is so decisive for the effectiveness of the action of the League of Nations that we must have full confidence, unless we are to admit that all our dreams of peace and progress may disappear at the very moment when they are beginning to assume the aspect of a fine reality, thus leaving the communities of the world once again under the dominion of all the destructive forces which we believe to be overcome. Such an attitude is no longer possible, and all of us who participate in the life of the League of Nations must abstain from entertaining, or of permitting to be entertained, any such depressing or paralysing suppositions.

I venture, in concluding, to ask for your support and cooperation in the exercise of the high duties which you have entrusted to me, in order that I may be able to make my contribution to the happy results which we may expect of this Assembly.

Adoption of the Agenda.

The PRESIDENT proposed that the Assembly should vote the agenda as a whole, comprising the four questions contained in the document which had been distributed. The Assembly would doubtless consider that there was no need to appoint an Agenda Committee.

The proposal of the President was adopted.

Constitution of the Committees.

The PRESIDENT reminded the Assembly that in accordance with precedent the Assembly must proceed with the constitution of its Committees. The General Committee of the Assembly could only in fact be constituted when the Committees had elected their Chairman, who, together with the six Vice-Presidents elected by the Assembly, would constitute the General Committee.

To deal with the agenda of the special session, two Committees would have to be constituted, one to deal with item 1: "Request of the German Government for Admission to the League of Nations", and the other to deal with items 3 and 4: "Budgetary Questions", "The Construction of an Assembly Hall".

The Assembly would doubtless consider that there was no need for the moment to decide on the reference to one of the Committees or Item 2: "Decisions of the Assembly on Council

propositions éventuelles du Conseil par application de l'article 4 du Pacte de la Société des Nations », qui devrait faire l'objet d'un examen préalable du Conseil. L'Assemblée pourra s'en remettre au Bureau du soin de suggérer ultérieurement la procédure à adopter au sujet de cette question.

Il en est ainsi décidé.

Le PRÉSIDENT propose de suspendre la séance pour permettre aux deux Commissions de se constituer et d'élire leurs présidents respectifs.

La proposition du Président est adoptée.

La séance, suspendue à 17 h. 25, est reprise à 18 heures.

Proclamation des présidents des Commissions.

Le PRÉSIDENT déclare que la Commission N° 1 a élu comme Président sir Austen CHAMBERLAIN, délégué de l'Empire Britannique.

La Commission N° 2 a élu comme Président M. LOUCHEUR, délégué de la France.

Election de six vice-présidents de l'Assemblée.

Le PRÉSIDENT rappelle les termes de l'article 21, paragraphe 2, du règlement intérieur de l'Assemblée, qui spécifie que l'élection des six vice-présidents doit se faire au scrutin de liste.

A la suite du vote, sont élus:

- M. SCIALOJA,
- M. le vicomte ISHII,
- Sir James ALLEN,
- M. CABALLERO,
- M. TITULESCO,
- M. MORALES.

proposals, if any, in application of Article 4 of the Covenant of the League of Nations". This question would have to be previously examined by the Council. The Assembly might leave it to its General Committee to suggest later on the procedure to be adopted in dealing with this question.

The Assembly agreed.

The PRESIDENT proposed to suspend the meeting in order to enable the two Committees to be constituted and to elect their respective Chairmen.

The proposal of the President was adopted.

The meeting was suspended at 5.25 p.m. and was resumed at 6 p.m.

Announcement of the Chairmen of the Committees.

The PRESIDENT said that Committee No. 1 had elected for its Chairman Sir Austen CHAMBERLAIN, Delegate of the British Empire. Committee No. 2 had elected for its Chairman M. LOUCHEUR, Delegate for France.

Election of the Six Vice-Presidents of the Assembly.

The PRESIDENT reminded the Assembly of the terms of Article 21, paragraph 2, of its Rules of Procedure, which provided that the election of the six Vice-Presidents should be made by secret ballot in a list of names.

A vote was taken, and the following delegates were elected:

- M. SCIALOJA,
- Viscount ISHII,
- Sir James ALLEN,
- M. CABALLERO,
- M. TITULESCO,
- M. MORALES.

III. LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS. — LIST OF MEMBERS OF COMMITTEES.

Note: Les délégations sont invitées à faire parvenir toutes corrections ou additions désirables à apporter à cette liste provisoire à M. Palmer, Chambre 290, à la Villa Beau-Regard (Secrétariat).

Note: Delegations are requested to send any corrections or additions which may be necessary to this provisional list to Mr. Palmer, Room 290, at the Villa Beau-Regard (Secretariat).

PREMIÈRE COMMISSION. — FIRST COMMITTEE.

- Afrique du Sud:* M. J. S. Smit.
- Albanie:* M. Mehdi Frasheri.
- Argentine:*
- Australie:* Le Très Honorable Sir Joseph Cook. — Suppléant: Major R. G. Casey.
- Autriche:* Son Excellence M. Pflügl.
- Belgique:* Son Excellence M. E. Vandervelde. — Suppléant: M. H. Rolin.
- Bolivie:*
- Brésil:* Son Excellence M. de Mello-Franco. — Suppléant: Son Excellence M. de Souza-Dantas.
- Empire Britannique:* Le Très Honorable Sir Austen Chamberlain.
- Bulgarie:* M. Bourouff.
- Canada:* L'Honorable M. R. Dandurand. — Suppléant: M. A. Riddell.
- Chili:* Son Excellence: M. Bello-Codesido. — Suppléant: Son Excellence M. E. Yanez.
- Chine:* Son Excellence M. Chao-Hsin Chu. — Suppléant: M. Tcheou-Wei.
- Colombie:* Son Excellence M. Urrutia.
- Costa-Rica:*
- Cuba:* Son Excellence M. de Agüero y Bethancourt.
- Danemark:* Son Excellence M. H. Zahle. — Suppléant: Son Excellence M. A. Oldenburg.
- République Dominicaine:* Son Excellence M. A. Morales. — Suppléant: M. Velasquez.

- Espagne:* Son Excellence M. de Yanguas Messia. — Suppléant: Son Excellence le marquis de la Torre Hermosa.
- Estonie:* Son Excellence M. Piip.
- Ethiopie:* Son Excellence M. Lagarde, Duc d'Entotto. — Suppléant: M. Lidj Makonnen Endalkatchou.
- Finlande:* Son Excellence M. R. W. Erich.
- France:* Son Excellence M. Paul-Boncour.
- Grèce:* Son Excellence M. L. Roufos.
- Guatemala:* M. F. A. Figueroa.
- Haïti:*
- Honduras:*
- Hongrie:* Son Excellence le comte Bethlen.
- Inde:* Sir M. Rafique. — Suppléant: M. P. S. Patrick.
- Etat libre d'Irlande:* M. Desmond Fitzgerald.
- Italie:* Son Excellence M. D. Grandi.
- Japon:* Son Excellence le vicomte Ishii.
- Lettonie:* Son Excellence M. W. Schumans. Suppléant: Son Excellence M. F. Vesmans.
- Libérie:* Son Excellence M. Ooms.
- Lithuanie:* Son Excellence M. Reïnys. — Suppléant: Son Excellence M. P. Klimas.
- Luxembourg:* Son Excellence M. Pruem. — Suppléant: M. Vermaire et Wehrer.
- Nicaragua:* Son Excellence M. F. Medina.
- Norvège:* Dr Nansen.
- Nouvelle-Zélande:* L'Honorable Colonel Sir James Allen. — Suppléant: M. C. Knowles.
- Panama:*
- Paraguay:* M. R. Caballero.
- Pays-Bas:* Son Excellence Jonkheer Loudon.
- Pérou:*
- Persie:* Son Altesse le prince Arfa. — Suppléant: Dr Privat.
- Pologne:* Son Excellence M. Sokal.
- Portugal:* Son Excellence Dr A. de Vasconcellos ou Son Excellence M. Ferreira.
- Roumanie:* Son Excellence M. Titulesco. — Suppléant: Son Excellence M. N. Comnène.

Salvador: Son Excellence M. J. G. Guerrero.
Royaume des Serbes, Croates et Slovènes: Son Excellence Dr M. Nintchitch.
Siam: Phya Sanpakitch Preecha. — Suppléant: M. Luang Bahiddha Nukara.
Suède: M. E. Löfgren. — Suppléant: M. Sjöborg.
Suisse: Son Excellence M. G. Motta. — Suppléant: M. L. Gaudard.
Tchécoslovaquie: Son Excellence Dr Benès. — Suppléant: M S. Osusky.
Uruguay: Son Excellence M. A. Guani. — Suppléant: M. M. Bachini.
Venezuela: Son Excellence M. C. Zumeta. — Suppléant: M. F. J. Duarte.

DEUXIÈME COMMISSION. — SECOND COMMITTEE.

Afrique du Sud: M. H. S. Smit.
Albanie: M. Mehdi Frasheri.
Argentine:
Australie: Le Très Honorable Sfr Joseph Cook. — Suppléant: Major R. G. Casey.
Autriche: Son Excellence M. Emeric Pfügl.
Belgique: M. Peltzer.
Bolivie:
Brésil: Son Excellence M. R. Regis de Oliveira. — Suppléant: M. J. A. Barboza Carneiro.
Empire-Britannique: Le Très Honorable Viscount Cecil.
Bulgarie: M. Mikoff.
Canada: L'Honorable M. P. C. Larkin. — Suppléant: L'Honorable M. Philippe Roy.
Chili: Son Excellence M. Eliodoro Yanez, ou Son Excellence Bello-Codesido. — Suppléant: Son Excellence Jorge Valdes-Mendeville.
Chine: M. Wang King-Ky. — Suppléant: M. Lo Hoei.
Colombie: Son Excellence le Dr F. J. Urrutia.
Costa-Rica:
Cuba: Son Excellence le Dr A. de Agüero y Bethancourt.
Danemark: Son Excellence M. Oldenburg. — Suppléant: M. H. Zahle.
République Dominicaine: Son Excellence M. A. Morales. — Suppléant: M. Velasquez.
Espagne: Son Excellence M. de Palacios. — Suppléant: Son Excellence M. Botella.
Esthonie: Le général Laidoner.

Ethiopie: Son Excellence M. Lagarde, Duc d'Entotto. — Suppléant: M. Lidj Makonnen Endalkatchou.
Finlande: M. H. Valvanne.
France: M. Loucheur.
Grèce: M. V. Dendramis.
Guatemala:
Haïti:
Honduras:
Hongrie: Son Excellence M. L. Warko. — Suppléant: M. G. de Barcza.
Inde: Sir Muhammad Rafique. — M. P. J. Patrick.
Etat libre d'Irlande: M. M. MacWhite.
Italie: Professeur Belloni.
Japon: M. Y. Sugimura.
Lettonie: M. C. Duzmans. — Suppléant: M. F. Vesmans.
Libéria: Son Excellence le baron Lehmann.
Lithuanie: Son Excellence le Dr Zaunius.
Luxembourg: Son Excellence M. Pruem. — Suppléants: M. Vermaire et M. Wehrer.
Nicaragua: Dr A. Sottile.
Norvège: Dr Lange.
Nouvelle-Zélande: L'Honorable Sir James Allen. — Suppléant: M. C. Knowles.
Panama:
Paraguay: Dr R. V. Caballero.
Pays-Bas: M. J. P. A. François.
Perse: Son Excellence M. Abol-Gaceme Khan. — Suppléant: M. Abol-Hassan Khan Hekime.
Pologne: Son Excellence M. Jean de Modzelewski.
Portugal: Son Excellence le général A. Freire d'Andrade, ou Son Excellence le Dr C. de Vasconcellos. — Suppléant: Son Excellence M. Affonso da Costa (fils).
Roumanie: Son Excellence M. Comnène. — Suppléant: Son Excellence M. Titulesco.
Salvador: Son Excellence M. Guerrero.
Royaume des Serbes, Croates et Slovènes: Son Excellence le Dr M. Yovanovitch.
Siam: Son Excellence M. P. Sanpakitch Preecha. — Suppléant: M. Luang Bahiddha Nukara.
Suède: M. E. Hennings. — Suppléant: M. E. C. Boheman.
Suisse: Col. B. H. Bolli. — Suppléant: M. L. Gaudard.
Tchécoslovaquie: Son Excellence le Dr Osusky. — Suppléant: Son Excellence le Dr Veverka.
Uruguay: Son Excellence M. A. Guani. — Suppléant: Son Excellence M. Bachini.
Venezuela: Son Excellence M. C. Zumeta.

IV. LISTE DES DOCUMENTS COMMUNIQUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE

- A. 7 Extraordinaire. Budget supplémentaire pour 1926: Mémoire complémentaire du Secrétaire général.
 A. 8 Extraordinaire. Rapport de la Commission de contrôle à l'Assemblée extraordinaire.
 Ordre du jour de l'Assemblée (session extraordinaire) N° 1.
 Liste provisoire des délégués et membres des délégations.

IV. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY

- A. 7, Special. Supplementary Budget for 1926: Additional Memorandum by the Secretary-General.
 A. 8, Special. Report of the Supervisory Commission to the Special Assembly.
 Special Assembly Agenda 1.
 Provisional List of Delegates and Members of Delegations.

JOURNAL

DE
L'ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE, MARS 1926

OF THE
SPECIAL ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA MARCH 1926

N° 3. — MERCREDI 10 MARS 1926.

No. 3. — WEDNESDAY, MARCH 10th, 1926.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beau-Regard.

Note: Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	13
II. Première séance de la première Commission	14
III. Première séance de la deuxième Commission	14
IV. Corrections et adjonctions à la Liste des délégués et des membres des Commissions	15
V. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée	15
VI. Liste des agences télégraphiques et des journaux représentés à l'Assemblée extraordinaire de la Société des Nations	15

I. PROGRAMME DES SÉANCES.

Première Commission: Première Sous-Commission (Admission de l'Allemagne).

La première Sous-Commission de la première Commission se réunira aujourd'hui, mercredi, 10 mars, à 16 heures, au Secrétariat de la Société des Nations (Salle E).

Deuxième Commission: Première Sous-Commission (Construction d'une salle des Assemblées et de bâtiments annexes).

La première Sous-Commission de la deuxième Commission se réunira aujourd'hui mercredi, 10 mars, à 15 heures, au Secrétariat de la Société des Nations (Salle B).

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beau-Regard).

Note: The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.

CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings	13
II. First Meeting of the First Committee	14
III. First Meeting of the Second Committee	14
IV. Corrections and Additions to the List of Delegates and Members of Committees	15
V. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	15
VI. List of Telegraph Agencies and Newspapers represented at the special Assembly of the League of Nations	15

I. PROGRAMME OF MEETINGS.

First Committee: First Sub-Committee (Admission of Germany).

The First Sub-Committee of the First Committee will meet to-day (Wednesday, March 10th) at 4 p.m. in the Secretariat (Room E).

Second Committee: First Sub-Committee (Construction of an Assembly Hall and Annexes).

The First Sub-Committee of the Second Committee will meet to-day (Wednesday, March 10th) at 3 p.m. in the Secretariat (Room B).

II. PREMIÈRE SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION

La première Commission s'est réunie hier mardi, sous la présidence de sir Austen CHAMBERLAIN (Empire Britannique).

Publicité des débats.

La Commission décide que, conformément aux précédents, ses séances seront publiques.

Election d'un Vice-Président.

Sur la proposition du vicomte ISHII (Japon), la Commission, par acclamations, élit vice-président le Jonkheer LOUDON (Pays-Bas).

Demande d'admission dans la Société des Nations adressée par le Gouvernement allemand.

Le PRÉSIDENT expose que la Commission est saisie d'une lettre du Gouvernement allemand, qui demande à être admis dans la Société des Nations, et propose, conformément aux précédents, de désigner une sous-commission chargée de présenter un rapport à la Commission. Celle-ci, à son tour, soumettrait son rapport à l'Assemblée.

Cette proposition est approuvée.

Désignation d'une Sous-Commission.

Sur la proposition du PRÉSIDENT, la Commission décide que la Sous-Commission sera composée comme suit:

Belgique	M. E. VANDERVELDE;
Empire Britannique	Sir Austen CHAMBERLAIN;
Bulgarie	M. A. BOUROFF;
Cuba	M. DE AGÜERO Y BETHANCOURT;
France	M. PAUL-BONCOUR;
Grèce	M. L. C. ROUFOS;
Etat libre d'Irlande	M. D. FITZGERALD;
Italie	M. D. GRANDI;
Japon	Vicomte ISHII;
Norvège	Dr. F. NANSEN;
Pays-Bas	Jonkheer LOUDON;
Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	M. M. NINTCHITCH.

La Commission décide que la Sous-Commission se réunira immédiatement.

Réunion de la Sous-Commission.

La Sous-Commission de la première Commission s'est réunie à 17 heures, et a élu président sir Austen CHAMBERLAIN (Empire Britannique).

III. PREMIÈRE SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu sa première séance le mardi 9 mars 1926, à 16 h. 30, sous la présidence de M. LOUCHEUR (France).

Election du Vice-Président.

Sur la proposition de M. OSUSKY (Tchécoslovaquie), appuyé par plusieurs délégués, M. Philippe ROY (Canada) est élu vice-président par acclamations.

Publicité des séances.

La Commission décide, en principe, de tenir des séances publiques, tout en se réservant le droit de prononcer le huis-clos lorsqu'elle le jugera nécessaire.

Ordre du jour.

La Commission adopte, à l'unanimité, tant pour le fond que pour le rang des questions à traiter, l'ordre du jour suivant:

- 1^o Examen des prévisions supplémentaires budgétaires pour 1926;
- 2^o Construction d'une salle des Assemblées et de bâtiments annexes pour le Secrétariat général.

II. FIRST MEETING OF THE FIRST COMMITTEE.

The First Committee met yesterday (Tuesday) under the Chairmanship of Sir Austen CHAMBERLAIN (British Empire).

Publicity of Discussions.

The Committee decided that, in conformity with precedent, its meetings should be public.

Election of a Vice-Chairman.

On the proposal of Viscount ISHII (Japan), the Committee, by acclamation, elected as Vice-Chairman, Jonkheer LOUDON (Netherlands).

Request of the German Government for Admission to the League of Nations.

The CHAIRMAN explained that the Committee was asked to deal with a letter from the German Government requesting admission to the League of Nations, and proposed, in conformity with precedent, that a Sub-Committee should be appointed which would present a report to the Committee, which in its turn would submit a report to the Assembly.

This proposal was adopted.

Appointment of a Sub-Committee.

On the proposal of the CHAIRMAN, the Committee decided that the Sub-Committee should be composed as follows:

Belgium	M. E. VANDERVELDE;
British Empire	Sir Austen CHAMBERLAIN;
Bulgaria	M. A. BOUROFF;
Cuba	M. DE AGÜERO Y BETHANCOURT;
France	M. PAUL-BONCOUR;
Greece	M. L. C. ROUFOS;
Irish Free State	Mr. D. FITZGERALD;
Italy	M. D. GRANDI;
Japan	Viscount ISHII;
Netherlands	Jonkheer LOUDON;
Norway	Dr. F. NANSEN.
Kingdom of the Serbs Croats and Slovenes	M. M. NINTCHITCH;

The Committee decided that the Sub-Committee should meet immediately.

Meeting of the Sub-Committee.

The Sub-Committee of the First Committee met at 5 p.m. and elected as its Chairman Sir Austen CHAMBERLAIN (British Empire).

III. FIRST MEETING OF THE SECOND COMMITTEE.

The Second Committee held its first meeting on Tuesday, March 9th, 1926, at 4.30 p.m. under the Chairmanship of M. LOUCHEUR (France).

Election of the Vice-Chairman.

On the proposal of M. OSUSKY (Czechoslovakia), M. Philippe ROY (Canada) was elected Vice-Chairman by acclamation.

Publicity of Meetings.

The Committee decided, in principle, to hold its meetings in public, while reserving the right to deliberate in private when it thought necessary.

Agenda.

The Committee unanimously adopted its agenda both as to the subjects and the order in which they were to be treated.

- (1) Examination of the Supplementary Budget for 1925.
- (2) Erection of an Assembly hall and an annex for the Secretariat.

Prévisions budgétaires supplémentaires pour 1926.

Après une longue discussion, la Commission adopte, à l'unanimité, la résolution suivante, proposée par le vicomte CECIL (Empire Britannique):

« La Commission remercie la Commission de contrôle de son rapport et recommande à l'Assemblée d'autoriser la Commission de contrôle à examiner le projet de budget supplémentaire pour 1926, et de l'inviter à présenter un rapport sur ce budget dans le plus bref délai possible. La Commission est d'avis que le budget supplémentaire ne devrait comprendre aucune dépense qui pourrait utilement et raisonnablement être ajournée jusqu'à l'examen régulier du budget de l'exercice 1927. »

Construction d'une salle des Assemblées et de bâtiments annexes pour le Secrétariat général.

Sur la proposition du PRÉSIDENT, il est décidé de constituer une sous-commission composée des représentants de l'Empire Britannique, de la France, de l'Italie, du Libéria, de la Pologne, de la Suisse, de la Tchécoslovaquie et de l'Uruguay, chargée d'examiner la question de la construction d'une salle des Assemblées et de bâtiments annexes pour le Secrétariat général.

Supplementary Budget for 1926.

After a long discussion, the Committee unanimously adopted the following resolution, proposed by Viscount CECIL (British Empire):

"The Committee thanks the Supervisory Commission for its Report (document A.S.1926.X, Special) and recommends to the Assembly that the Supervisory Commission be authorised to consider the Supplementary Draft Budget for 1926 and be asked to present a report with the least possible delay. The Committee is of opinion that no expenditure should be proposed in the Supplementary Budget which can properly and reasonably be postponed till the regular Budget of 1927 is examined."

Construction of an Assembly Hall and of an Annex to the Secretariat.

On the proposal of the CHAIRMAN, it was decided to appoint a Sub-Committee, composed of the representatives of the British Empire, France, Italy, Liberia, Poland, Switzerland, Czechoslovakia and Uruguay, to examine the question of the construction of an Assembly hall and of an annex for the Secretariat.

IV. CORRECTIONS ET ADJONCTIONS A LA LISTE DES DÉLÉGUÉS ET DES MEMBRES DES COMMISSIONS.

IV. CORRECTIONS AND ADDITIONS TO THE LIST OF DELEGATES AND MEMBERS OF COMMITTEES.

Première Commission — First Committee.

- *Ethiopie*: Son Excellence M. Lagarde, Duc d'Entotto ou M. Lidj Makonnen Endalkatchou.
- *Uruguay*: Son Excellence M. Antonio Bachini — Suppléant: M. Guani.

Deuxième Commission. — Second Committee.

- *France*: M. Loucheur — Suppléant: M. Reveilland.
- *Italy*: Count Bonin-Longare, third Italian delegate.

V. LISTE DES DOCUMENTS COMMUNIQUÉS AUX DÉLÉGUÉS DE L'ASSEMBLÉE LE 9 MARS 1925.

Compte rendu provisoire: première séance.

V. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON MARCH 9th, 1926.

Provisional Verbatim Record: First Meeting.

VI. LISTE DES AGENCES TÉLÉGRAPHIQUES ET DES JOURNAUX REPRÉSENTÉS A L'ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

VI. LIST OF TELEGRAPH AGENCIES AND NEWSPAPERS REPRESENTED AT THE SPECIAL ASSEMBLY OF THE LEAGUE OF NATIONS

PRESSE ALLEMANDE.

- *Acht-Uhr-Abend-Blatt*: M. Joseph REINER, Hôtel Métropole.
- *Ausland-Pressedienst*: M. FLEISCHER, Hôtel Métropole.
- *Badische Presse*: M. W. SCHNEIDER, Hôtel Métropole.
- *Berliner Blatt*: M. W. HACK, Hôtel des Alpes.
- *Berliner Lokalanzeiger*: M. R. BRANDT, Hôtel Métropole.
- *Berliner Tageblatt*: M. W. RUPPEL, Pension Eden; M. E. FEDER, Hôtel Métropole; M. G. HOFFNER, Hôtel Régina.
- *B. Z. am Mittag*: M. G. KAUDER, Hôtel Richemond.
- *Danziger Zeitung*: M. Max REINER, Hôtel Métropole.
- *Der Bund*, Frankfurt: M. R. KREUZ, Chemin Furet, 15.
- *Der Deutschenspiegel*: M. L. HAMBURGER, 16, Quai des Eaux-Vives.
- *Der Gemeinnützige*: M^{me} H. TREUBERG, Hôtel Richemond.
- *Die Menschheit*: M. SCHWANN, Hôtel de Bourgogne.
- *Der Tag*, Berlin: M. SCHULTZE-PFELZER, Hôtel Métropole.
- *Deutsche Allgemeine Zeitung*: M. F. KLEIN, Hôtel Métropole; M. G. SCHULHOF, Hôtel Minerva.
- *Deutsche Tageszeitung*: M. W. SCHEUERMANN, Hôtel des Alpes.
- *Deutsche Zeitung*: M. L. NEUBERGER, Hôtel de l'Union.
- *Dresdner Anzeiger*: M. W. FRIEDLICH, Hôtel Bristol; M. A. PUTZ, 13, rue de Candolle.

- *Eiche, Hilfe*: M. F. SIEGISMUND-SCHULTZE.
- *Frankfurter Volksstimme*: M^{me} SCHNEIDER.
- *Frankfurter Zeitung*: M. DEWALL, Hôtel d'Angleterre.
- *Germania*: M. R. KUENZER, Hôtel Métropole.
- *Grüne Briefe*: M. J. SONNTAG, Hôtel d'Angleterre.
- *Hamburger Anzeiger*: M. A. LEVY, 24, rue de Candolle.
- *Hamburger Fremdenblatt*: M. R. KAUFMANN, Hôtel Richemond.
- *Hucksche Blätter*: M. S. FLOCH, Hôtel Richemond.
- *Kölnische Volkszeitung*: M. H. CARDUCK, Hôtel Métropole.
- *Kölnische Zeitung*: M. Max BEER, 15, rue de Contamines.
- *Landauer Anzeiger*: M. F. W. W. REICHOLD, 12, rue de la Violette.
- *Montagn Morgen*: M. L. SCHWARZSCHILD, Hôtel des Bergues.
- *Münchener Neueste Nachrichten*: M. G. STRUVE, Pension Engler; Tertasse, 5.
- *Münchener Post*: M. K. LENZ, 12, rue du Vieux - Collège.
- *Nachtausgabe*: M. O. KRIEGK, Hôtel Métropole.
- *Nationale Rundschau*: M. A. v. OERTZEN, 20, rue du Conseil-Général.
- *Neuenkirchener Volkszeitung*: M. O. H. BAUER, Hôtel Richemond.
- *Neue Preussische Zeitung Berlin. Biersenzeitung Kreuzzeitung*: M. H. MOSBERG, 10, rue St-Léger.

Neue Westphälische Volkszeitung: M. A. BOEHLE, 13, Grand-
Pressebüro Krauss: M. H. KRAUSS, Hôtel du Lac.
Reichsdienst der Deutschen Presse: M. CAHEN, Hôtel Métropole.
Socialdemokratischer Pressedienst: M. E. ALFRINGHAUS, Hôtel
 Victoria.
Tägliche Rundschau: M. E. SPIESS, Hôtel Métropole.
Telegraphen-Union, Berlin: M. F. de la TROBE, 30, Chemin de
 Belmont; M. P. BROEDNER, Hôtel du Simplon.
Transocean, Tel.-Gesellschaft: M. W. SCHWEDLER, Hôtel Métro-
 pole.
Thüringer Allgemeine Zeitung: M. G. RICHTERS, 5, Chemin
 du Square.
Ullstein Nachrichtendienst: M. Juls BEIKER, 7, Avenue Gas-
 pard-Vallette.
Verlag Girardet: M. E. BECK, Hôtel Métropole.
Völkerbund-Korrespondenz: M. E. TUNG, 2, rue des Buis.
Vorwärts: M. V. SCHIFF, Hôtel Victoria.
Vossische Zeitung: M. G. BERNHARD, Hôtel des Bergues.
Welt am Montag: M. H. v. GERLACH, 11, Avenue de Champel.
Wolff's Telegraphisches Büro: M. B. SCHEFFER, Hôtel Métro-
 pole; M. STERN-RUBARTH, Hôtel Métropole.
Württembergische Zeitung: M. E. SYFRIG.

PRESSE AMÉRICAINNE.

Associated Press of America: Mr. J. E. SHARKEY, 8, route de
 Florissant; Mr. H. HAWLEY, Hôtel Victoria.
Baltimore Sun: Mr. F. ESSARY, Hôtel Richemond.
Chicago Evening News: Mr. E. MOWLER, Hôtel de Russie.
Chicago Evening Post: Mr. R. DENNIS, Hôtel Richemond.
Chicago Tribune: Mr. H. WALES, Hôtel Victoria.
Hearst Papers: Mr. von WIEGAND, Hôtel Victoria.
Herald Tribune: Mr. E. POOLE, c/o Mr. Bullard, 2, rue de la
 Tertasse; Mr. W. O. FORREST, Hôtel Victoria.
Outlook: Mr. E. F. BALDWIN, Hôtel Richemond.
Pax International: Mlle. DOTY, 12, rue du Vieux-Collège.
McClure Newspaper Syndicate: Mr. F. H. SIMONDS, Hôtel
 Métropole.
New York Herald: Mr. L. HILLS, Hôtel Victoria.
New York Times: Mr. E. L. JAMES, Hôtel Victoria; Mr. R.
 NEVILLE, Hôtel Victoria.
New York World: Mr. A. E. JOHNSON, La Résidence, Florissant.
Public Ledger; *New York Evening Post*: Mr. P. NOEL, Hôtel
 Victoria.
United Press of America: Mr. H. WOOD, 29, Quai du Mont-
 Blanc.

PRESSE SUD-AMÉRICAINNE.

Diario de la Marina (Havane): M. L. XAMMAR.
La Nacion (Buenos Aires): M. H. ROIGT, Hôtel des Bergues.
La Prensa (Buenos Aires): M. R. de FRANCH, Hôtel des Bergues.
La Razon (Buenos Aires): M. E. ORTEGA Y GASSET, Pension
 du Léman.

PRESSE AUTRICHIENNE.

Der Abend: M. B. FREISTADT.
Der Tag: M. S. FLOCH, Hôtel Richemond.
Neue Freie Presse: M. GOLDMAN, Hôtel de la Paix.
Wiener Neueste Nachrichten: M. K. H. VOLLERT, Hôtel Métro-
 pole.

PRESSE BELGE.

Agence Télégraphique Belge: M. P. OLIVIER, Hôtel de Russie.
Etoile Belge: M. A. HAUBRECHTS, 26, chemin de Richemont.
Indépendance Belge: M. R. GÉRARD, 42, boulevard des Tran-
 chées.
Soir (Bruxelles): M. Paul ADAM, c/o le *Journal de Genève*.

PRESSE BRITANNIQUE.

Agence Reuter: Mr. F. E. EMETT, Hôtel Beau-Rivage.
 Mr. W. G. H. WERNDL, Hôtel d'Angleterre.
Central News Agency: M. PENTMAN, 17, rue Tœpffer.
Children's Newspaper: Miss M. BRADFIELD, Monnetier-Mornex.
Christian Science Monitor: Mr. T. E. BLEWITT, c/o Farnell,
 2, rue du Cloître.
Daily Chronicle: Mr. L. SPRAY, Hôtel d'Angleterre.

Daily Express: Mr. H. J. GREENWALL, Hôtel de Russie; Mr.
 P. DEVITTE, 33, chemin de Mirémont.
Daily Herald: Mr. EWER, Hôtel Touring & Balance.
Daily Mail: Mr. C. James, Hôtel de la Paix.
Daily News: Mr. H. Wilson HARRIS, Hôtel Richemond.
English Herald: Mr. A. CHARLESON, 8, Crêts de Champel.
Evening Standard: Mr. W. COLLEY, Hôtel de la Paix.
Foreign Affairs: Mrs. F. A. MOCATTA, 17, boulevard Helvé-
 tique.
Manitoba Free Press: Mr. G. SPRY, 1, chemin des Châlets.
Nation: Mr. G. WEBSTER, Hôtel Richemond.
Times: Mr. A. L. KENNEDY, Hôtel de la Paix; Mr. E.
 D'ARCIS, 8, rue Michel-Chauvet.
Westminster Gazette: Mr. C. E. HANCOCK, Hôtel Métropole;
 Mr. R. ATKINSON, Hôtel Touring & Balance.

PRESSE CANADIENNE.

La Presse (Montreal): M. A. L. MATTHEY, « Les Vergers »,
 Grange-Canal.

PRESSE EGYPTIENNE.

La Tribune d'Orient: M. A. EL-GHAÏATY, 8, rue Barthélemy-
 Menn.

PRESSE ESPAGNOLE.

A.B.C.: M. J. LOSADA DE LA TORRE, Hôtel de la Paix.
El Debate: M. Mariano DARANAS.
El Liberal Heraldo (Madrid):
La Vanguardia (Barcelona): M. Carlos ESPLA, Pension du
 Léman.
El Sol: M. P. ROSSELLO, 4, rue Fréd.-Amiel.
Informaciones: M. Justo DE LA CUEVA, Hôtel de la Paix;
 M. Celso JOANQUET, Hôtel de la Paix.
La Libertad: M. Ed. ORTEGA Y GASSET, Pension du Léman.
La Nacion: M. Francisco DE VIU, Hôtel de la Paix.

PRESSE ESTHONIENNE.

Lietuva: M. M. RAGDONAG, Hôtel Richemond.
Sevodyna: M. A. ARENSTAM, 8, rue St-Léger.

PRESSE FRANÇAISE.

Agence Havas: M. Henry RUFFIN, Hôtel Victoria.
*Agence information; Information politique, Information finan-
 cière*: M. E. TAPONIER, Hôtel des Bergues.
Christianisme social: M. H. DARTIGUE, 14, Avenue de la Gare,
 Annemasse.
Echo de Paris: M. GÉRAUD.
Évangile et Liberté: M. C. DUCASSE, 11, rue de Candolle.
Europe Nouvelle: Mlle L. WEISS, Hôtel Métropole.
L'Humanité: M. G. PERI, Hôtel des Voyageurs.
Illustration: M. L. NAUDEAU, Hôtel de Russie; M^{me} Noelle
 ROGER, 36, chemin des Cottages.
Intransigeant: M. A. de GOBART, Hôtel de Russie.
Le Journal: M. Tony ROCHE, 3, place des XXII Cantons.
Journal des Débats: M. Ed. BAUTY, 5, Avenue des Vollandes.
La Liberté: M. J. de BONNEFOU, Hôtel Touring et Balance.
Lyon Républicain: M. J. VEYRAT, 32, rue de la Terrassière.
Le Matin: M. J. SAUERWEIN, Hôtel Victoria; M. H. de KORAB,
 Hôtel de Russie.
Le Nouveau Journal: M. D. TRONEL, Hôtel des Familles.
L'Œuvre: M. H. BARDE, Hôtel Richemond.
Le Petit Dauphinois: M. M. BERTHET, 25, rue des Alpes.
Le Petit Journal: M. Marcel RAY, Hôtel Victoria.
Le Petit Parisien: M. A. JULLIEN; M. P. du BOCHET, c/o la
 Tribune de Genève.
Le Quotidien: M. S. GRUMBACH, 25, Quai des Bergues, chez
 Mlle Thomsen.
Le Temps: M. J. F. LAYA, 4, Boulevard du Théâtre.

PRESSE GÉORGIENNE.

Bureau de presse géorgien: M. K. CHAVICHVILY, 10, rue de
 l'Aubépine.

PRESSE GRECQUE.

Eleftheros Typos: M. B. VEKIARELLI, Hôtel Minerva.
Embros: M. E. MAZARACHI, 19, rue Merle-d'Aubigné.
Kathimerini: M. P. PAPADOPOULOS, 5, rue Massot.
Vzadyni: M. E. DZELEPY, Hôtel Minerva.

PRESSE HOLLANDAISE.

Algemeen Handelsblad: M. de BALLUSACK, 1, route de Florissant.
Het Volk: M. D^r H. van MEURS, Pension Sergy, Chemin Krieg.
Nieuwe Rotterdamse Courant: D^r B. de JONG VAN BEEK EN DONK, 31, Quai du Mont-Blanc.
Telegraaf: M. H. VAN DER ELST, 4, rue Wendt.

PRESSE HONGROISE.

Az Est: M. G. RUTTKAY, Hôtel Beau-Rivage; M. A. DERSO, Hôtel Regina.
Pesti Hirlap: M. E. BENDA, Hôtel Suisse.
Pragai Maayar Hirlap: M. E. FLACHBARSL, Hôtel de l'Ecu.
8 orai Cljsag: M. A. HEVISI, Hôtel Central.

PRESSE ITALIENNE.

Agence Stefani: M. V. TERRAGNI, 25, Avenue Pictet de Rochemont.
Corriere della Sera: M. G. CAPRIN, Hôtel de l'Ecu.
Gazetta del Popolo: M. M. MAFFII, Hôtel du Lac.
Giornale d'Italia: M. C. STELLUTI-SCALA, 25, Quai des Bergues, chez M^{lle} Thomsen.
Lavoro: M. V. TORRACA, Hôtel International et Terminus.
Mondo: M. F. P. RATTI, Pension Lapiere, 4, place de la Fusterie.
Popolo d'Italia: M. P. PARINI, Hôtel d'Angleterre.
Secolo: M. C. SPELLANZON, Hôtel de l'Ecu; M. A. MONTI, Chemin du Bois, Onex.
Stampa: M. P. MANELLI, Hôtel de l'Ecu.
Tribuna: M. G. PUCCIO, Hôtel Richemond.

PRESSE JAPONAISE.

Osaka Asahi et *Tokio Asahi*: M. J. SIGUETOKOU, Hôtel Bellevue.

PRESSE JUIVE.

Bulletin du Comité des délégations juives: M. Z. ABERSON, 12, rue des Pitons.
Bulletin d'information des Organisations sionistes: M. A. COHEN, 9, chemin du Square.

PRESSE PERSE.

Iran: M. H. BOUDAGHIAN, 6, Passage des Lions.

PRESSE POLONAISE.

Agence télégraphique polonaise: M. CHRZANOWSKI.
Agence télégraphique « Express »: M. T. KATELBACH, 4, rue de Hesse.
Dzien Polski: M. PIASECKI.
Dziennik Poznanski: M. MALESSA.
Hajnt: M. S. PODGORSKY, 36, rue de Candolle.
Ilustrowany Kurjer Codzienny: M. DABROWSKI, Hôtel de la Paix; M. C. SMOGORZEWSKI, Hôtel Richemond.
Kurjer Poznanski: M. R. PIETRZYNSKI, Hôtel Richemond.
Kurjer Roranny: M. C. EHRENBERG, Hôtel de Russie.
Messenger polonais: M. St. AUBAC, Hôtel des Familles.
Nasz Przegląd: M. N. SCHWALBE, Hôtel Minerva.
Nowy Dziennik: M. M. KAHANY, Pension Ducasse.
Nowy Kurjer Polski: M. K. WRZOS, Hôtel Minerva.
Oberschlesische Kurjer: M. V. BEDA, Hôtel de l'Europe.
Robotnik: M. SZAPIRO.

Rzeczpospolita: M. KACZYNSKI.
Warszawianka: M. S. STRONSKI, Hôtel Richemond.

PRESSE PORTUGAISE.

Diario de Lisboa: M^{me} de VASCONCELOS-PIÇARRA, Hôtel de Russie.
Diario de Tarde: M. A. FRANCO, Pension Dupuis.
Diario de Noticias: M. A. PINTO, Pension Dupuis.
Seculo: M^{me} V. ALMEIDA DE CASTRO, Hôtel Bellevue.

PRESSE ROUMAINE.

Agence télégraphique roumaine: M. J. SCHIOPUL, Hôtel Suisse; M^{lle} R. CHAIES, Villa Mon Plaisir.
Indépendance Roumaine: M. A. BERKWITZ, Hôtel Richemond.

PRESSE RUSSE.

Dernières Nouvelles: M. L. NEMANOFF, Pension Dupuis; M. S. ZAGORSKY, 117, rue de Lausanne.
Rul: M. B. NICOLSKY, 1, chemin de l'Escalade.

PRESSE SARROISE.

Agence Mirbach: D^r G. KAUFÉ-WICHMANN, Hôtel Richemond.
Saarbrücker Landes-Zeitung: M. W. STEGER, Hôtel Richemond.
Saarbrücker Zeitung: M. A. FRANKE, Hôtel Richemond.

PRESSE SERBE-CROATE-SLOVENE.

Agence Novi-Vek: M. L. VALITCH, 18, boul. des Philosophes.
Agence Télégraphique Belgrado: M. Drag. MILETITCH, 60, rue du Stand.
L'Europe Nouvelle: M. R. MITKOVITCH, 8, rue St-Victor.
Narodni Dnevnik: M. Milan LILEG.
Politika: M. M. RADOVANOVITCH, 15, avenue Henri-Dunand.
Samoprava: M. Mih. GIVANTCHEVITCH, Hôtel Central.
S. K. Glasnik: M. B. TCHSSITZ, Hôtel Bristol.
Vrenie: M. R. MARCOVITCH, Hôtel Touring et Balance.

PRESSE SUÉDOISE.

Bureau de Presse (Oslo): M. A. GIVERHOLT, Pension Huguenin.
Dagens Nyheter: M. J. WICKMAN, Hôtel d'Angleterre.
Svenska Dagbladet: M. K. DAMGREN, Hôtel de l'Ecu.

PRESSE SUISSE.

Agence Télégraphique Suisse: MM. F. FILLIOL, K. KUBICK, F. KUGLER, 12, rue de Hesse.
Basler Nachrichten: M. OERI, chez M^{me} Vouga, 69, rue des Eaux-Vives.
Bund: M. KELLER.
Citoyen: M. LESCAZES, rue Diday.
Courrier de Genève: M. René LEYVRAZ, 15, rue des Granges.
Europäische Correspondenz: M. HARST GOLLÉ, Anières.
Feuille d'Avis (Lausanne): M. REYMOND, chez M. Bauty, 5, rue des Vollandes.
Gazette de Lausanne: M. M. MURET.
Genevois: M. Ed. SOMMER, 17, boulevard James-Fazy.
M. G. TISSERAND, 17, boulevard James-Fazy.
Hochwacht: M. BERRA, 4, avenue du Mail.
Journal de Genève: M. Ed. CHAPUISAT; M. William MARTIN, 12, rue du Général-Dufour.
Liberté (Fribourg): M. E. J. Gottret, 12, Cours de Rive.
National-Zeitung: M. BEHRENS.
Nouvelle Gazette de Zurich: MM. KLOETZLI et M. BOREL, 2, avenue de Warens.
Le Pays (Porrentruy): M. A. GJON, 11, rue Musy.
Presse Télégraphique Suisse: M. J. BECKER, 7, avenue Gaspard-Valette.

Revue de Genève: M. Robert DE TRAZ, rue des Granges.
Revue de Lausanne: M. R. GOUZY, c/o la *Tribune de Genève*.
Revue Mensuelle: M. C. BERNARD, 8, rue Boyy-Lysberg.
St. Galler Tagblatt: M. LAUCHNAUER, Hôtel des Familles.
Schweizerisches Frauenblatt: M^{lle} M. GOBAT, 4, rue du Vieux-Colège.
Solothurner Anzeiger: M. F. DE SURY, Hôtel International.
Semaine Littéraire: M. DEBARGE, 10, rue Petitot.
La Suisse: MM. E. FABRE, 19, Cité; A. NICOLE, 19, Cité.
Tages-Anzeiger (Zurich): M. E. TUNG, 2, rue des Buis.
Thurgauer Zeitung: M. J. BLUMER, 8, rue St-Victor.
Le Travail: M. P. BORSA.
Tribune de Genève: M. Eg. JUNOD, 27, boulevard Georges-Favon; M. Ed. COMBE.

PRESSE TCHÉCOSLOVAQUE.

Bohemia: M. F. WEIL, Hôtel Richemond.
Bureau de Presse Tchécoslovaque: M. L. MLEC, 45, rue Phil. Plantamour.
Nar Osvození: M. J. KOSE, 18, avenue Weidt.
Nová Doba: M. L. LINHART, 30, quai des Eaux-Vives.
Prager Presse: M. S. NECASEK, Hôtel Richemond.
Prager Tageblatt: M. R. BERMANN, Pension Regina; Prof. H. RAUCHBERG, Hôtel de Russie.
Práva Lidu: M. X. WINTER, Hôtel des Alpes.

PRESSE TURQUE.

Agence d'Anatolie: M. Z. HUSNI BEY, 20, Cours de Rive.

JOURNAL

DE
L'ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE, MARS 1926

OF THE
SPECIAL ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA MARCH 1926

N° 4. — JEUDI 11 MARS 1926.

No. 4. — THURSDAY, MARCH 11th, 1926.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beau-Regard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beau-Regard).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	19
II. Première Commission: deuxième séance de la Sous-Commission	20
III. Deuxième Commission: première séance de la Sous-Commission	20
IV. Election du Président de l'Assemblée: Télégramme du Gouvernement portugais	20
V. Ratification par la Belgique de son adhésion à la clause facultative du Statut de la Cour permanente de Justice internationale	20
VI. Courrier des membres des délégations à la Salle de la Réformation	21
VII. Corrections et additions à la Liste des délégués et des membres des Commissions	21
VIII. Signatures et ratifications des engagements internationaux	21
IX. Liste révisée des agences télégraphiques et des journaux représentés à l'Assemblée extraordinaire de la Société des Nations	21

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Première Commission.

La première Commission se réunira aujourd'hui, jeudi 11 mars, à 10 h., au Secrétariat (Salle C).

Bureau de l'Assemblée.

Le Bureau de l'Assemblée se réunira aujourd'hui, jeudi 11 mars, à 11 h. 30, au bureau du Secrétaire général (Secrétariat).

CONTENTS:

	Page
I. Programme of Meetings	19
II. First Committee: Second Meeting of the Sub-Committee	20
III. Second Committee: First Meeting of the Sub-Committee	20
IV. Election of the President of the Assembly: Telegram from the Portuguese Government	20
V. Ratification by Belgium of her Adhesion to the Optional Clause of the Statute of the Permanent Court of International Justice	20
VI. Correspondence of Delegations at the Assembly Hall	21
VII. Corrections and Additions to the List of Delegates and Members of Committees	21
VIII. Signatures and Ratifications of International Engagements	21
IX. Revised List of Telegraph Agencies and Newspapers represented at the Special Assembly of the League of Nations	21

I. PROGRAMME OF MEETINGS.

First Committee.

The First Committee will meet to-day (Thursday, March 11th) at 10 a.m. at the offices of the Secretariat (Room C).

General Committee of the Assembly.

There will be a meeting of the General Committee to-day (Thursday, March 11th) at 11.30 a.m. at the offices of the Secretariat in the Secretary-General's room.

II. DEUXIÈME SÉANCE DE LA SOUS-COMMISSION DE LA PREMIÈRE COMMISSION

La Sous-Commission de la première Commission a tenu hier, mercredi 10 mars, à 16 heures, sa deuxième séance, sous la présidence de Sir Austen CHAMBERLAIN (Empire Britannique). Elle a arrêté les termes de son rapport à la première Commission.

III. DEUXIÈME COMMISSION: PREMIÈRE SÉANCE DE LA SOUS-COMMISSION

(Construction d'une Salle des Assemblées.)

La Sous-Commission de la deuxième Commission, chargée d'examiner la question de la construction d'une Salle des Assemblées et d'Annexes pour le Secrétariat, a tenu hier après-midi sa première séance.

Le Baron LEHMANN (Libéria) est élu président, et M. RÉVEILLAUD (France), rapporteur.

M. RÉVEILLAUD expose brièvement à ses collègues la situation telle qu'elle se présentait il y a un mois, lorsque lui-même et les autres membres de la Commission désignée par la sixième Assemblée furent appelés à Genève afin d'examiner la situation résultant de la recommandation faite par le Jury d'architectes et tendant à substituer un nouvel emplacement à celui qu'avait approuvé la sixième Assemblée. A la lumière des nouveaux renseignements qu'on a pu obtenir au cours du mois écoulé, la Sous-Commission procède à la revision des évaluations présentées en vue des deux solutions. Elle constate que, en tenant compte de tous les éléments d'appréciation, les frais entraînés par les deux solutions restent, en somme, tels qu'ils étaient exposés dans le rapport soumis à l'Assemblée par M. Réveillaud.

Elle décide, en outre, qu'un certain nombre de ses membres procéderont immédiatement à l'étude de la question de la garantie que l'on pourrait obtenir relativement à la vente de l'Hôtel National, s'il venait à être décidé que la Salle des Assemblées et les nouveaux bureaux du Secrétariat seraient construits sur la propriété sise en bordure du lac.

M. HORTA, président du Jury d'architectes, en illustrant de plans ses observations, présente alors un exposé détaillé des motifs sur lesquels s'est fondé le jury pour décider à l'unanimité de recommander à la Société que l'emplacement sis en bordure du lac soit substitué à la propriété avoisinant l'emplacement actuellement occupé par le Secrétariat.

IV. ELECTION DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE

TÉLÉGRAMME DU GOUVERNEMENT PORTUGAIS.

Docteur Affonso da Costa,
Président Assemblée Société Nations,
Genève.

Chambre Députés vota à l'unanimité salutations à Votre Excellence et qu'il soit transmis à la Société des Nations la reconnaissance de la Chambre pour le haut témoignage de considération donné au Portugal dans la personne de son Ministre représentant.

Président:
Daniel RODRIGUEZ.

V. RATIFICATION PAR LA BELGIQUE DE SON ADHÉSION A LA CLAUSE FACULTATIVE DU STATUT DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

M. Henri Rolin, Chef de Cabinet du Ministre des Affaires étrangères de Belgique, a déposé aujourd'hui au Secrétariat

II. FIRST COMMITTEE: SECOND MEETING OF THE SUB-COMMITTEE.

The Sub-Committee held its second meeting at 4 p.m. yesterday (Wednesday, March 10th) under the Chairmanship of Sir Austen CHAMBERLAIN (British Empire). It established the text of its report to the First Committee.

III. SECOND COMMITTEE: FIRST MEETING OF THE SUB-COMMITTEE.

(Construction of an Assembly Hall.)

The first meeting of the Sub-Committee of the Second Committee appointed to deal with the question of building an Assembly Hall and Annexes for the Secretariat was held yesterday afternoon.

Baron LEHMANN (Liberia) was appointed Chairman, and M. RÉVEILLAUD (France) Rapporteur.

M. RÉVEILLAUD explained briefly to his colleagues the position as it stood a month ago when he, together with the other members of the Committee appointed by the Sixth Assembly, had been summoned to Geneva to consider the situation which had resulted from the recommendation of the Jury of Architects to the effect that a new site should be substituted for the site agreed upon by the Sixth Assembly.

The Sub-Committee revised the estimates for the two solutions in the light of additional information which had become available during the last month. It noted that, taking every factor into consideration, the cost of the two solutions remained substantially as it was set out in the report presented to the Assembly by M. Réveillaud.

It further decided that some of its members should examine forthwith the question of the guarantee which might be obtained for the sale of the Hotel National, should it be decided to build the Assembly Hall and new Secretariat offices on the property bordering on the lake.

M. HORTA, Chairman of the Jury of Architects, illustrating his observations by means of plans, then gave a full explanation of the grounds on which the Jury had unanimously decided to recommend to the League that the site bordering on the lake should be substituted for the property adjoining the site at present occupied by the Secretariat.

IV. ELECTION OF THE PRESIDENT OF THE ASSEMBLY.

TELEGRAM FROM THE PORTUGUESE GOVERNMENT.

Dr. Affonso da Costa,
President of the Assembly of the League of Nations,
Geneva.

The Chamber of Deputies yesterday unanimously voted its congratulations to Your Excellency and moved that the thanks of this Chamber should be forwarded to the League of Nations for the distinguished mark of appreciation afforded to Portugal represented in the person of her Minister.

President:
Daniel RODRIGUEZ.

V. RATIFICATION BY BELGIUM OF HER ADHESION TO THE OPTIONAL CLAUSE OF THE STATUTE OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.

M. Henri Rolin, Chef de Cabinet of the Ministry for Foreign Affairs of Belgium, deposited yesterday with the

l'instrument de ratification par Sa Majesté le Roi des Belges de la déclaration d'adhésion de la Belgique, pour une période de quinze années, à la disposition facultative du Statut de la Cour permanente de Justice internationale (Genève, le 16 décembre 1920).

Ainsi qu'on se le rappelle, la Belgique a signé la déclaration suivante le 25 septembre 1925:

« Au nom du Gouvernement belge, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre ou Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour, conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour, pour une durée de 15 années, sur tous les différends qui s'élèveraient après la ratification de la présente déclaration au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette ratification, sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.

(Signé) P. HYMANS. »

VI. COURRIER DES MEMBRES DES DÉLÉGATIONS A LA SALLE DE LA RÉFORMATION

Le bureau de poste de la Salle de la Réformation se charge de recevoir le courrier de MM. les délégués et de le déposer dans leurs casiers. MM. les délégués peuvent retirer leur courrier de 9 h. à 19 h.

VII. CORRECTIONS ET ADDITIONS A LA LISTE DES DÉLÉGUÉS ET DES MEMBRES DES COMMISSIONS

Première Commission.

Pologne: Son Excellence M. Alexandre Skrzynski, Son Excellence M. Sokal.

VIII. SIGNATURES ET RATIFICATIONS DES ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX

M. C. Parra-Perez, Chargé d'Affaires du Venezuela à Berne a signé, hier, 10 mars 1926, la Convention concernant le contrôle du commerce international des armes et munitions et des matériels de guerre, le Protocole de signature et l'Acte final élaborés à Genève, le 19 juin 1925, à la Conférence du désarmement.

Secretary the instrument of ratification by His Majesty the King of the Belgians of the declaration of the adhesion of Belgium for a period of fifteen years to the optional clause of the Statute of the Permanent Court of International Justice (Geneva, December 16th, 1920).

It will be remembered that Belgium, on September 25th, 1925, signed the following declaration:

"On behalf of the Belgian Government, I recognise as compulsory, *ipso facto* and without special agreement in relation to any other Member or State accepting the same obligation, the jurisdiction of the Court in conformity with Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court for a period of fifteen years, in any disputes arising after the ratification of the present declaration with regard to situations or facts subsequent to this ratification, except in cases where the parties have agreed or shall agree to have recourse to another method of pacific settlement.

(Signed) P. HYMANS."

VI. CORRESPONDENCE OF DELEGATIONS AT THE ASSEMBLY HALL.

The Post Office at the Salle de la Réformation receives correspondence for Delegates to the Assembly and distributes it to the pigeon-holes outside the Assembly Hall. The correspondence can be withdrawn at any time between 9 a.m. and 7 p.m.

VII. CORRECTIONS AND ADDITIONS TO THE LIST OF DELEGATES AND MEMBERS OF COMMITTEES.

First Committee.

Poland: His Excellency M. Alexandre Skrzyński, His Excellency M. Sokal.

VIII. SIGNATURES AND RATIFICATIONS OF INTER- NATIONAL ENGAGEMENTS.

M. C. Parra-Perez, Chargé d'Affaires of Venezuela at Berne, signed yesterday, March 10th, 1926, the Convention for the Supervision of the International Trade in Arms and Ammunition and in Implements of War, the Protocol of Signature, and the Final Act, drawn up at Geneva, June 19th, 1925, at the Disarmament Conference.

IX. LISTE REVISÉE DES AGENCES TÉLÉGRAPHIQUES ET DES JOURNAUX REPRÉSENTÉS A L'ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

IX. REVISED LIST OF TELEGRAPH AGENCIES AND NEWSPAPERS REPRESENTED AT THE SPECIAL ASSEMBLY OF THE LEAGUE OF NATIONS

PRESSE ALLEMANDE.

Acht-Uhr-Abend-Blatt: M. Joseph REINER, Hôtel Métropole.
Ausland-Pressedienst: M. FLEISCHER, Hôtel Métropole.
Badische Presse: M. W. SCHNEIDER, Hôtel Métropole.
Berliner Blatt: M. W. HACK, Hôtel des Alpes.
Berliner Lokalanzeiger: M. R. BRANDT, Hôtel Métropole.
Berliner Tageblatt: M. W. RUPPEL, Pension Eden; M. E. FEDER, Hôtel Métropole; M. G. HOFFNER, Hôtel Victoria.
B. Z. am Mittag: M. G. KAUDER, Hôtel Richemond.
Danziger Zeitung: M. Max REINER, Hôtel Métropole.
Der Bund, Frankfurt: M. R. KREUZ, Chemin Furet, 15.
Der Deutschespiegel: M. L. HAMBURGER, 16, Quai des Eaux-Vives.
Der Gemeinnützig: Mme H. TREUBERG, Hôtel Richemond.
Die Menschheit: M. SCHWANN, Hôtel de Bourgogne.
Der Tag, Berlin: M. SCHULTZE-PFELZER, Hôtel Métropole.

Deutsche Allgemeine Zeitung: M. F. KLEIN, Hôtel Métropole; M. G. SCHULHOF, Hôtel Minerva.
Deutsche Tageszeitung: M. W. SCHEUERMANN, Hôtel des Alpes.
Deutsche Zeitung: M. L. NEUBERGER, Hôtel de l'Union.
Dresdner Anzeiger: M. W. FRÖHLICH, Hôtel Bristol; M. A. PUTZ, 13, rue de Candolle.
Eiche, Hilfe: M. F. SIEGISMUND-SCHULTZE.
Frankfurter Volksstimme: Mme SCHNEIDER.
Frankfurter Zeitung: M. DEWALL, Hôtel d'Angleterre.
Germania: M. R. KUENZER, Hôtel Métropole.
Grüne Briefe: M. J. SONNTAG, Hôtel d'Angleterre.
Hamburger Anzeiger: M. A. LEVY, 24, rue de Candolle.
Hamburger Fremdenblatt: M. R. KAUFMANN, Hôtel Richemond.
Hucksche Blätter: M. S. FLOCH, Hôtel Richemond.
Kölnische Volkszeitung: M. H. CARDUCK, Hôtel Métropole.
Kölnische Zeitung: M. Max BEER, 15, chemin de Contamines.

Lafayette Anzeiger: M. F. W. W. REICHHOLD, 12, rue de la Violette.
Montagnoren: M. L. SCHWARZSCHILD, Hôtel des Bergues.
Münchener Neueste Nachrichten: M. G. STRUVE, Pension Engler, Tertasse, 5.
Münchener Post: M. K. LENZ, 12, rue du Vieux - Collège.
Nachtausgabe: M. O. KRIEGK, Hôtel Métropole.
Nationale Rundschau: M. A. V. OERTZEN, 20, rue du Conseil-Général.
Neuenkirchener Volkszeitung: M. O. H. BAUER, Hôtel Richemond.
Neue Preussische Zeitung Berlin. Børsenzeitung Kreuzzeitung: M. H. MOSBERG, 10, rue St-Léger.
Neue Westphälische Volkszeitung: M. A. BOEHLE, 15, Grand.
Pommersche Tagespost (Stettin): M. K. H. VOLLERT, Hôtel de l'Union, 11, rue Bautte.
Pressebüro Krauss: M. H. KRAUSS, Hôtel du Lac.
Reichsdienst der Deutschen Presse: M. CAHEN, Hôtel Métropole.
Socialdemokratischer Pressedienst: M. E. ALFRINGHAUS, Hôtel Victoria.
Tägliche Rundschau: M. E. SPIESS, Hôtel Métropole.
Telegraphen-Union, Berlin: M. F. de la TROBE, 30, Chemin de Belmont; M. P. BROEDNER, Hôtel du Simplon.
Transocean, Tel.-Gesellschaft: M. W. SCHWEDLER, Hôtel Métropole.
Thüringer Allgemeine Zeitung: M. G. RICHTERS, 5, Chemin du Square.
Ullstein Nachrichtendienst: M. Jul. BECKER, 7, Avenue Gaspard-Vallette.
Verlag Girardet: M. E. BECK, Hôtel Métropole.
Völkerbund-Korrespondenz: M. E. TUNG, 2, rue des Buis.
Vorwärts: M. V. SCHIFF, Hôtel Victoria.
Vossische Zeitung: M. G. BERNHARD, Hôtel des Bergues.
Welt am Montag: M. H. v. GERLACH, 11, Avenue de Champel.
Wolff's Telegraphisches Büro: M. B. SCHEFFER, Hôtel Métropole; M. STERN-RUBARTH, Hôtel Métropole.
Württembergischer Zeitung: M. E. SYFRIG.

PRESSE ARGENTINE.

La Nacion (Buenos Aires): M. H. ROIGT, Hôtel des Bergues.
La Prensa (Buenos Aires): M. R. de FRANCH, Hôtel des Bergues.
La Razon (Buenos Aires): M. E. ORTEGA Y GASSET, Pension du Léman.

PRESSE AUTRICHIENNE.

Der Abend: M. B. FREISTADT.
Der Tag: M. BERMAN, Hôtel Regina.
Neue Freie Presse: M. GOLDMAN, Hôtel de la Paix
Wiener Neueste Nachrichten: M. K. H. VOLLERT, Hôtel de l'Union, 11, rue Bautte.

PRESSE BELGE.

Agence Télégraphique Belge: M. P. OLIVIER, Hôtel de Russie.
Etoile Belge: M. A. HAUBRECHTS, 26, chemin de Richemont.
Indépendance Belge: M. R. GÉRARD, 42, boulevard des Tranchées.
Soir (Bruxelles): M. Paul ADAM, c/o le *Journal de Genève*.

PRESSE BRITANNIQUE.

Agence Reuter: Mr. F. E. EMETT, Hôtel Beau-Rivage.
 Mr. W. G. H. WERNDL, Hôtel d'Angleterre.
Central News Agency: M. PENTMAN, 17, rue Töpffer.
Children's Newspaper: Miss M. BRADFIELD, Monnetier-Mornex.
Christian Science Monitor: Mr. T. E. BLEWITT, c/o Farnell, 2, rue du Cloître.
Daily Chronicle: Mr. L. SPRAY, Hôtel d'Angleterre.
Daily Express: Mr. H. J. GREENWALL, Hôtel de Russie; Mr. P. DEVITTE, 33, chemin de Miremont.
Daily Herald: Mr. EWER, Hôtel Touring & Balance.
Daily Mail: Mr. C. James, Hôtel de la Paix.
Daily News: Mr. H. Wilson HARRIS, Hôtel Richemond.
English Herald: Mr. A. CHARLESON, 8, Crêts de Champel.
Evening Standard: Mr. W. COLLEY, Hôtel de la Paix.

Exchange Telegraph: M. A. GLARNER, Hôtel Victoria.
Foreign Affairs: Mrs. F. A. MOCATTA, 17, boulevard Helvétique.
Manitoba Free Press: Mr. G. SPRY, 1, chemin des Châlets.
Morning Post: Mr. A. E. JOHNSON, La Résidence, Florissant.
Nation: Mr. G. WEBSTER, Hôtel Richemond.
Patriot: Mr. W. G. CALTON-HALL, Hôtel Richemond.
Times: Mr. A. L. KENNEDY, Hôtel de la Paix; Mr. E. D'ARCIS, 8, rue Michel-Chauvet.
Westminster Gazette: Mr. C. E. HANCOCK, Hôtel Métropole; Mr. R. ATKINSON, Hôtel Touring & Balance.

PRESSE CANADIENNE.

La Presse (Montreal): M. A. L. MATHEY, «Les Vergers», Grange-Canal.

PRESSE CUBAINE.

Diario de la Marina (Havane): M. E. XAMMAR, Hôtel de l'Écu.

PRESSE DANOISE.

Berlingske Tidende: M. B. de JONG VAN BEEK EN DONK, 31, Quai du Mont-Blanc.
Politiken: M. H. J. van MEURS, Pension Sergy, chemin Krieg.

PRESSE EGYPTIENNE.

La Tribune d'Orient: M. A. EL-GHAÏATY, 8, rue Barthélemy-Menn.

PRESSE ESPAGNOLE.

A.B.C.: M. J. LOSADA DE LA TORRE, Hôtel de la Paix.
El Debate: M. Mariano DARANAS.
El Liberal Herald (Madrid): M. Carlos ESPLA, Pension du
La Vanguardia (Barcelona): Léman, rue des Alpes.
El Sol: M. P. ROSSELLO, 4, rue Fréd.-Amiel.
Informaciones: M. Justo DE LA CUEVA, Hôtel de la Paix;
 M. Celso JOANQUET, Hôtel de la Paix.
La Libertad: M. Ed. ORTEGA Y GASSET, Pension du Léman.
La Nacion: M. Francisco DE VIU, Hôtel de la Paix.

PRESSE DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Associated Press of America: Mr. J. E. SHARKEY, 8, route de Florissant; Mr. H. HAWLEY, Hôtel Victoria.
Baltimore Sun: Mr. F. ESSARY, Hôtel Richemond.
Chicago Evening News: Mr. E. MOWRER, Hôtel de Russie.
Chicago Evening Post: Mr. R. DENNIS, Hôtel Richemond.
Chicago Tribune: Mr. H. WALES, Hôtel Victoria.
Hearst Papers: Mr. von WIEGAND, Hôtel Victoria.
Herald Tribune: Mr. E. POOLE, c/o Mr. Bullard, 2, rue de la Tertasse; Mr. W. O. FORREST, Hôtel Victoria.
Outlook: Mr. E. F. BALDWIN, Hôtel Richemond.
Pax International: Mlle. DOTY, 12, rue du Vieux-Collège.
McClure Newspaper Syndicate: Mr. F. H. SIMONDS, Hôtel Métropole.
New York Herald: Mr. L. HILLS, Hôtel Victoria.
New York Times: Mr. E. L. JAMES, Hôtel Victoria; Mr. R. NEVILLE, Hôtel Victoria.
New York World: Mr. A. E. JOHNSON, La Résidence, Florissant.
Public Ledger; New York Evening Post: Mr. P. NOEL, Hôtel Victoria.
United Press of America: Mr. H. WOOD, 29, Quai du Mont-Blanc.

PRESSE FINLANDAISE.

Musi Suomi: M. H. J. van MEURS, Pension Sergy, chemin Krieg.

PRESSE FRANÇAISE.

Agence Havas: M. Henry RUFFIN, Hôtel Victoria.
Agence information; Information politique, Information financière: M. E. TAPONIER, Hôtel des Bergues.
Christianisme social: M. H. DARTIGUE, 14, Avenue de la Gare, Annemasse.

Echo de Paris: M. GÉRAUD, Hôtel Richemond.
Evangile et Liberté: M. C. DUCASSE, 11, rue de Candolle.
Europe Nouvelle: Mlle L. WEISS, Hôtel Métropole.
L'Humanité: M. G. PÉRI, Hôtel des Voyageurs.
Illustration: M. L. NAUDEAU, Hôtel de Russie; M^{me} Noelle ROGER, 36, chemin des Cottages.
Intransigeant: M. A. de GOBART, Hôtel de Russie.
Le Journal: M. Tony ROCHE, 3, place des XXII Cantons.
Journal des Débats: M. Ed. BAUTY, 5, Avenue des Vollandes.
La Liberté: M. J. de BONNEFOU, Hôtel Touring et Balance.
Lyon Républicain: M. J. VEYRAT, 32, rue de la Terrassière.
Le Matin: M. J. SAUERWEIN, Hôtel des Bergues; M. H. de KORAB, Hôtel de Russie.
Le Nouveau Journal: M. D. TRONEL, Hôtel des Familles.
L'Œuvre: M. H. BARDE, Hôtel Richemond.
Le Petit Dauphinois: M. M. BERTHET, 25, rue des Alpes.
Le Petit Journal: M. Marcel RAY, Hôtel Victoria.
Le Petit Parisien: M. A. JULLIEN; M. P. du BOCHET, c/o la Tribune de Genève.
Progrès de la Haute-Savoie: M^{me} H. DARTIGUE, 14, Avenue de la Gare, Annemasse.
Le Quotidien: M. S. GRUMBACH, 25, Quai des Bergues, chez M^{lle} Thomsen.
Le Temps: M. J. F. LAYA, 4, Boulevard du Théâtre.

PRESSE GÉORGIENNE.

Bureau de presse géorgien: M. K. CHAVICHVILY, 10, rue de l'Aubépine.

PRESSE GRECQUE.

Eleftheros Typos: M. B. VEKIARELLI, Hôtel Minerva.
Embros: M. E. MAZARACHI, 19, rue Merle-d'Aubigné.
Kathimerini: M. P. PAPADOPOULOS, 5, rue Massot.
Prota: M. J. RATEAU, 3, rue des Alpes.
Vradyni: M. E. DZELEPY, Hôtel Minerva.

PRESSE HOLLANDAISE.

Algemeen Handelsblad: M. D. J. de BALLUSECK, 1, route de Florissant.
Het Volk: M. D^r H. van MEURS, Pension Sergy, Chemin Krieg.
Nieuwe Rotterdamse Courant: D^r B. de JONG VAN BEEK EN DONK, 31, Quai du Mont-Blanc.
Telegraaf: M. H. VAN DER ELST, 4, rue Fendt.

PRESSE HONGROISE.

Az Est: M. G. RUTTKAY, Hôtel Beau-Rivage; M. A. DERSO, Hôtel Regina.
Pesti Hirlap: M. E. BENDA, Hôtel Suisse.
Pragai Magyar Hirlap: M. E. FLACHBARSL, Hôtel de l'Ecu.
8 orai Cljsag: M. A. HEVISI, Hôtel Central.

PRESSE ITALIENNE.

Agence Stefani: M. V. TERRAGNI, 25, Avenue Pictet de Rochemont.
Corriere della Sera: M. G. CAPRIN, Hôtel de l'Ecu.
Guzetta del Popolo: M. M. MAFFII, Hôtel du Lac.
Giornale d'Italia: M. C. STELLUTI-SCALA, 25, Quai des Bergues, chez M^{lle} Thomsen.
Lavoro: M. V. TORRACA, Hôtel International et Terminus.
Mondo: M. F. P. RATTI, Pension Lapiere, 4, place de la Fusterie.
Popolo d'Italia: M. P. PARINI, Hôtel d'Angleterre.
Secolo: M. C. SPELLANZON, Hôtel de l'Ecu; M. A. MONTI, Chemin du Bois, Onex.
Stampa: M. P. MONELLI, Hôtel de l'Ecu.
Pribuna: M. G. PUCCIO, Hôtel Richemond.

PRESSE JAPONAISE.

Osaka Asahi et Tokio Asahi: M. J. SIGUETOKOU, Hôtel Bellevue.

PRESSE JUIVE.

Bulletin du Comité des délégations juives: M. Z. ABERSON, 22, rue des Pitons.
Bulletin d'information des Organisations sionistes: M. A. COHEN, 9, chemin du Square.

PRESSE LETTONE.

Sevodyna: M. A. ARENSTAM, 8, rue St-Léger.

PRESSE LITHUANIENNE.

Lietuva: M. M. BAGDONAS, Hôtel Richemond.

PRESSE NORVÉGIENNE.

Bureau de Presse (Oslo): M. A. GIVERHOLT, Pension Huguenin.

PRESSE PERSANE.

Iran: M. H. BOUDAGHIAN, 6, Passage des Lions.

PRESSE POLONAISE.

Agence télégraphique polonaise: M. CHRZANOWSKI.
Agence télégraphique « Express »: M. T. KATELBACH, 4, rue de Hesse.
Dzien Polski: M. PIASECKI.
Dziennik Poznanski: M. MALESSA.
Hajnt: M. S. PODGORSKY, 36, rue de Candolle.
Ilustrowany Kurjer Codzienny: M. DABROWSKI, Hôtel de la Paix; M. C. SMOGORZEWSKI, Hôtel des Familles.
Kurjer Poznanski: M. R. PIETRZYNSKI, Hôtel Richemond.
Kurjer Poranny: M. C. EHRENBURG, Hôtel de l'Ecu.
Messenger polonais: M. St. AUBAC, Hôtel des Familles.
Nasz Przegląd: M. N. SCHWALBE, Hôtel Minerva.
Nowy Dziennik et Chwila: M. M. KAHANY, Pension Ducasse.
Nowy Kurjer Polski: M. K. WRZOS, Hôtel Minerva.
Oberschlesische Kurjer: M. V. BEDA, Hôtel de l'Europe.
Robotnik: M. J. SZAPIRO, Hôtel du Lac.
Rzeczpospolita: M. KACZYNSKI.
Warszawianka: M. S. STRONSKI, Hôtel Richemond.

PRESSE PORTUGAISE.

Diario de Lisboa: M^{me} de VASCONCELOS-PIÇARRA, Hôtel de Russie.
Diario de Tarde: M. A. FRANCO, Pension Dupuis.
Diario de Noticias: M. A. PINTO, Pension Dupuis.
Seculo: M^{me} V. ALMEIDA DE CASTRO, Hôtel Bellevue.

PRESSE ROUMAINE.

Agence télégraphique roumaine: M. J. SCHIOPUL, Hôtel Suisse.
Argus: M^{lle} R. CHAIES, Villa Mon Plaisir.
Indépendance Roumaine: M. A. BERKWITZ, Hôtel Richemond.

PRESSE RUSSE.

Dernières Nouvelles: M. L. NEMANOFF, Pension Dupuis.
La Renaissance: M. S. ZAGORSKY, 117, rue de Lausanne.
Rul: M. B. NICOLSKY, 1, chemin de l'Escalade.

PRESSE SARROISE.

Agence Mirbach: D^r G. KAUFÉ-WICHMANN, Hôtel Richemond.
Saarbrücker Landes-Zeitung: M. W. STEGER, Hôtel Richemond.
Saarbrücker Zeitung: M. A. FRANKE, Hôtel Richemond.

PRESSE SERBE-CROATE-SLOVENE.

Agence Novi-Vek: M. L. VALITCH, 18, boul. des Philosophes.
 Agence Télégraphique Beogradio: M. Drag. MILETITCH, 60, rue du Stand.
 L'Europe Nouvelle (Zagreb): M. R. MITKOVITCH, 8, rue St-Victor.
 Narodni Dnevnik: M. Milan LILEG.
 Politika: M. M. RADOVANOVITCH, 15, avenue Henri-Dunand.
 Samouprava: M. Mih. GIVANTCHEVITCH, Hôtel Central.
 S. K. Glasnik: M. B. TCHOSSITCH, Hôtel Bristol.
 Vreme: M. R. MARKOVITCH, Hôtel Touring et Balance.

PRESSE SUÉDOISE.

Dagens Nyheter: M. J. WICKMAN, Hôtel d'Angleterre.
 Göteborgs Handelstidning: M. G. POPOFF, Hôtel Victoria.
 Stockholms Tidningen: M. B. de JONG VAN BEEK EN DONK, 31, Quai du Mont-Blanc.
 Svenska Dagbladet: M. K. DAMGREN, Hôtel de l'Ecu.

PRESSE SUISSE.

Agence Télégraphique Suisse: MM. F. FILLIOL, K. KUBICK, F. KUGLER, Hôtel Victoria.
 Basler Nachrichten: M. OERI, chez Mme Vouga, 69, rue des Eaux-Vives.
 Bund: M. KELLER.
 Citoyen: M. LESCAZES, rue Diday.
 Courrier de Genève: M. René LEYVRAZ, 15, rue des Granges.
 Europäische Correspondenz: M. HARST GOLLÉ, Anjères.
 Feuille d'Avis (Lausanne): M. REYMOND, chez M. Bauty, 5, rue des Vollandes.
 Gazette de Lausanne: M. M. MURET, Hôtel de Russie.
 Genevois: M. Ed. SOMMER, 17, boulevard James-Fazy.
 M. G. CISSERAND, 17, boulevard James-Fazy.
 Hochwacht: M. BERRA, 4, avenue du Mail.
 Journal de Genève: M. Ed. CHAPUISAT; M. William MARTIN, 12, rue du Général-Dufour.

Liberté (Fribourg): M. E. J. Gottret, 12, Cours de Rive.
 National-Zeitung: M. BEHRENS.
 Nouvelle Gazette de Zurich: MM. KLÖETZLI et M. BOREL, 2, avenue de Warena.
 Le Pays (Porrentruy): M. A. GIGON, 11, rue Musy.
 Presse Télégraphique Suisse: M. J. BECKER, 7, avenue Gaspard-Valette.
 Revue de Genève: M. Robert DE TRAZ, rue des Granges.
 Revue de Lausanne: M. R. GOÛZY, 6, la Tribune de Genève.
 Revue Mensuelle: M. C. BERNARD, 8, rue Bovy-Lysberg.
 St. Galler Tagblatt: M. LAUGHNAUER, Hôtel des Familles.
 Schweizerisches Frauenblatt: Mlle M. GOBAT, 4, rue du Vieux-Collège.
 Solothurner Anzeiger: M. F. DE SURY, Hôtel International.
 Semaine Littéraire: M. DÉBARGE, 10, rue Pétitot.
 La Suisse: MM. E. FABRE, 19, Cité; A. NICOLE, 19, Cité.
 Tages-Anzeiger (Zürich): M. E. TUNG, 2, rue des Buis.
 Thurgauer Zeitung: M. J. BLÜMER, 8, rue St-Victor.
 Le Travail: M. P. BORSA.
 Tribune de Genève: M. Eg. JUNOD, 27, boulevard Georges-Favon; M. Ed. COMBE.

PRESSE TCHÉCOSLOVAQUE.

Bohemia: M. F. WEIL, Hôtel Richemond.
 Bureau de Presse Tchécoslovaque: M. I. MILEC, 45, rue Phil-Plantamour.
 Nar Osvozozeni: M. J. KOSE, 18, avenue Wéndt.
 Nová Doba: M. L. LINHART, 30, quai des Eaux-Vives.
 Prager Presse: M. S. NEGASEK, Hôtel Richemond.
 Prager Tageblatt: M. R. BERMANN, Pension Regina; Prof. H. RAUCHBERG, Hôtel de Russie.
 Právo Lidu: M. X. WINTER, Hôtel des Alpes.

PRESSE TURQUE.

Agence d'Anatolie: M. Z. HUSNI BEY, 20, Cours de Rive.

JOURNAL

DE
L'ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE, MARS 1926

OF THE
SPECIAL ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA MARCH 1926

N° 5. — VENDREDI 12 MARS 1926.

No. 5. — FRIDAY, MARCH 12th, 1926.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beau-Regard.

Note: Le *Journal* est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beau-Regard).

Note: The *Journal* is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	25
II. Deuxième séance de la première Commission	26
III. Deuxième Commission: deuxième séance de la Sous-Commission	29
IV. Corrections et additions à la liste des délégués et des membres des Commissions	29
V. Signatures et ratifications des engagements internationaux	29
VI. Travaux de l'Assemblée et des Commissions	29

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	25
II. Second Meeting of the First Committee	26
III. Second Committee: Second Meeting of the Sub-Committee	29
IV. Corrections and Additions to the List of Delegates and Members of Committees	29
V. Signatures and Ratifications of International Engagements	29
VI. Work of the Assembly and the Committees	29

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Séance plénière de l'Assemblée.

- Une séance plénière de l'Assemblée aura lieu demain, samedi 13 mars 1926, à 10 h. 30, dans la Salle de la Réformation.
- *Ordre du jour :*
 - 1^o Hommage à la mémoire de M. Léon Bourgeois.
 - 2^o Prévisions budgétaires supplémentaires pour 1926. Résolution de la deuxième Commission.
 - 3^o Construction d'une salle de conférences et de bâtiments annexes. Rapport de la deuxième Commission.

Deuxième Commission (Budget).

La deuxième Commission se réunira aujourd'hui, vendredi 12 mars, à 15 h., au Secrétariat (Salle B).

I. PROGRAMME OF MEETINGS

Plenary Meeting of the Assembly.

There will be a plenary meeting of the Assembly at 10.30 a.m. on Saturday, March 13th, at the Salle de la Réformation.

Agenda :

1. Tribute to the Memory of M. Léon Bourgeois.
2. Supplementary Budgetary Estimates for 1926. Resolution of the Second Committee.
3. Construction of an Assembly Hall and Annexes. Report of the Second Committee.

Second Committee (Budget).

The Second Committee will meet to-day (Friday, March 12th) at 3 p.m. at the Secretariat (Room B).

II. DEUXIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION

La première Commission a tenu hier, jeudi 11 mars, à 10 h., sa deuxième séance, sous la présidence de Sir Austen CHAMBERLAIN (Empire Britannique).

ADMISSION DE L'ALLEMAGNE: RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION ET ADOPTION D'UN PROJET DE RÉOLUTION.

Le PRÉSIDENT présente à la Commission le projet de résolution suivant:

« La première Commission a l'honneur de communiquer ci-après à l'Assemblée le rapport de sa Sous-Commission chargée d'examiner la demande d'admission de l'Allemagne dans la Société des Nations.

« La Commission a fait siennes les conclusions de ce rapport en se déclarant unanimement favorable à l'admission de l'Allemagne. »

Le projet de résolution est adopté à l'unanimité.

Nomination du rapporteur devant l'Assemblée.

Sur la proposition de M. PAUL-BONCOUR (France), Sir Austen CHAMBERLAIN (Empire Britannique) est désigné comme rapporteur devant l'Assemblée.

ADMISSION DE L'ALLEMAGNE: TEXTE DU RAPPORT ADOPTÉ PAR LA PREMIÈRE COMMISSION.

Genève, 11 mars 1926.

La demande d'admission dans la Société des Nations du Gouvernement allemand a été examinée par la Sous-Commission de la première Commission de l'Assemblée.

La Sous-Commission a jugé qu'elle devait se conformer à la procédure ordinaire selon laquelle les questions suivantes auraient à être examinées:

- 1^o La demande d'admission de l'Allemagne dans la Société des Nations est-elle régulière ?
- 2^o Le Gouvernement allemand est-il reconnu *de jure* et *de facto*, et par quels Etats ?
- 3^o Le pays possède-t-il un gouvernement stable et des frontières définies ?
- 4^o Se gouverne-t-il librement ?
- 5^o Quels ont été les actes et les déclarations du Gouvernement allemand:

- a) En ce qui concerne ses engagements internationaux ?
- b) En ce qui concerne les prescriptions de la Société relatives aux armements ?

La Sous-Commission a été unanime à déclarer que la réponse à la première question est affirmative et qu'aucun doute ne peut s'élever en ce qui concerne les questions 2, 3 et 4.

En ce qui concerne la cinquième question, le Conseil, agissant conformément à l'article 9 du Pacte, a reçu de la Commission permanente consultative pour les questions militaires, navales et aériennes l'avis dont copie est jointe au présent rapport (annexe 1). D'autre part, la Sous-Commission, se conformant aux précédents, se proposait d'obtenir de l'autorité compétente en la matière une déclaration au sujet de l'exécution, par le Gouvernement allemand, de ses obligations internationales en conséquence du Traité de Versailles. Mais, devant une telle requête, la Conférence des ambassadeurs, siégeant à Paris, avait déjà eu l'obligeance de communiquer au Secrétaire général le document dont copie est jointe à ce rapport (annexe 2).

En possession de ces informations, la Sous-Commission, à l'unanimité, estime que toutes les questions ci-dessus mentionnées peuvent recevoir une réponse affirmative et recommande à la première Commission de proposer à l'Assemblée que l'Allemagne soit admise dans la Société des Nations, conformément à l'article 1^{er} du Pacte.

II. SECOND MEETING OF THE FIRST COMMITTEE

The First Committee held its second meeting at 10 a.m. yesterday (Thursday, March 11th) under the chairmanship of Sir Austen CHAMBERLAIN (British Empire).

ADMISSION OF GERMANY: REPORT OF THE SUB-COMMITTEE AND ADOPTION OF A DRAFT RESOLUTION.

The CHAIRMAN submitted the following draft resolution:

“ The First Committee has the honour to communicate herewith to the Assembly the Report of the Sub-Committee appointed to examine Germany's request for admission to the League of Nations.

“ The Committee has adopted the conclusions of that Report and has declared itself unanimously in favour of the admission of Germany.”

The draft resolution was unanimously adopted.

Appointment of a Rapporteur to the Assembly.

On the proposal of M. PAUL-BONCOUR (France), Sir Austen CHAMBERLAIN (British Empire) was appointed Rapporteur to the Assembly.

ADMISSION OF GERMANY: TEXT OF THE REPORT ADOPTED BY THE FIRST COMMITTEE.

Geneva, March 11th, 1926.

The request by the German Government for admission to the League of Nations has been examined by the Sub-Committee of the First Committee of the Assembly.

The Sub-Committee was agreed that the ordinary precedent should be followed, according to which the following questions would have to be considered:

1. Is the application of the German Government for admission to the League of Nations in order ?
2. Is the German Government recognised *de jure* or *de facto* and by what States ?
3. Does the country possess a stable Government and well-defined frontiers ?
4. Is it fully self-governing ?
5. What have been the acts and declarations of the German Government regarding:

- (a) its international engagements;
- (b) the stipulations of the League with regard to armaments ?

The Sub-Committee was unanimously agreed that the reply to the first question was in the affirmative, and that no doubt could be entertained in regard to questions 2, 3 and 4.

As regards the fifth question, the Council, acting under Article 9 of the Covenant, obtained the opinion of the Permanent Advisory Commission for Military, Naval and Air Questions, copy of which is annexed to this report (Annex 1). Further, in accordance with precedent, the Sub-Committee intended to obtain from the competent authority a statement regarding the execution by the German Government of its international obligations arising out of the Treaty of Versailles. But in anticipation of a request of this nature, the Ambassadors' Conference in Paris had already been good enough to communicate to the Secretary-General the document, copy of which is annexed (Annex 2).

In view of the evidence thus afforded, the Sub-Committee was unanimous in considering that an affirmative reply could be returned to all the above questions, and in recommending the First Committee to propose to the Assembly that Germany should be admitted to the League of Nations under Article 1 of the Covenant.

Annexe 1. — Lettre du Président de la Commission permanente consultative au Secrétaire général de la Société des Nations.

Genève, le 9 mars 1926.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 8 mars me transmettant la résolution ci-dessous, adoptée par le Conseil:

« Le Conseil, vu la demande d'admission de l'Allemagne dans la Société des Nations, prie la Commission permanente consultative pour les questions militaires, navales et aériennes d'examiner, du point de vue technique militaire, naval et aérien, aux fins de l'article premier du Pacte, la demande d'admission de l'Allemagne. »

En vertu de cette résolution, la Commission permanente consultative s'est réunie le 9 mars et a adopté à l'unanimité l'avis suivant, que je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter à la connaissance du Conseil:

« La question du statut des forces militaires, navales et aériennes de l'Allemagne est réglée par le Traité de Versailles du 28 juin 1919 et n'a pas à être examinée par la Commission. »

(Signé) A. DE MARINIS,
Président en exercice de la C. P. C.

Annexe 2. — Lettre de la Conférence des ambassadeurs au Secrétaire général.

Quai d'Orsay,
Paris, le 6 mars 1926.

Dans sa séance du 4 mars 1926, la Conférence des ambassadeurs a arrêté les termes de la déclaration dont vous trouverez ci-joint le texte.

J'ai l'honneur de vous prier, si vous l'estimez utile, de bien vouloir porter ce document à la connaissance des Membres de la Société des Nations.

(Signé) R. MASSIGLI.

Déclaration.

La Conférence des ambassadeurs constate, en ce qui la concerne, qu'à sa connaissance, l'Allemagne donne actuellement des garanties effectives de son intention sincère d'observer les engagements qui résultent pour elle du Traité de paix du 28 juin 1919 et des actes connexes.

En ce qui concerne particulièrement l'état des armements militaires, navals et aériens de l'Allemagne, tel qu'il a été stipulé par le Traité de paix:

Clauses militaires:

Les conditions dans lesquelles l'exécution desdites clauses doit être achevée ont fait l'objet, entre les Puissances signataires intéressées, d'un accord actuellement en voie de réalisation. (Ci-joint copie de la lettre adressée à ce sujet par la Conférence des ambassadeurs au Gouvernement allemand, à la date du 6 novembre 1925).

Clauses navales:

Ces clauses sont actuellement exécutées et les rapports finals de la Commission de contrôle naval ont été transmis à la Société des Nations à la date du 6 janvier 1925 (voir Annexe 3).

Clauses aériennes:

Il ne reste qu'à achever l'élaboration de certaines dispositions propres à assurer à l'avenir l'observation générale du Traité en cette matière.

4 mars 1926.

Annex 1. — Letter from the President of the Permanent Advisory Commission to the Secretary-General of the League of Nations.

Geneva, March 9th, 1926.

[Translation.]

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of March 8th, in which you communicated to me the following resolution adopted by the Council:

"The Council, in view of the request of Germany for admission to the League of Nations, asks the Permanent Advisory Commission for Military, Naval and Air Questions to examine the request of Germany for admission from the technical, military, naval and air points of view in fulfilment of Article I of the Covenant."

In virtue of this resolution, the Permanent Advisory Commission met on March 9th and unanimously adopted the following opinion, which I would beg you to be good enough to communicate to the Council:

"The question of the status of the military, naval and air forces of Germany is regulated by the Treaty of Versailles of June 28th, 1919, and does not require to be considered by this Commission."

(Signed) A. DE MARINIS,
Acting President of the P. A. C.

Annex 2. — Letter from the Conference of Ambassadors to the Secretary-General.

Quai d'Orsay,
Paris, March 6th, 1926.

[Translation.]

At its meeting on March 4th, 1926, the Conference of Ambassadors agreed upon the terms of the Declaration attached hereto.

I have the honour to request you, should you think it desirable, to bring this document to the knowledge of the Members of the League of Nations.

(Signed) R. MASSIGLI.

Declaration.

[Translation.]

The Conference of Ambassadors declares that, as far as it is concerned and to the best of its knowledge, Germany is now giving effective guarantees of her sincere intention to discharge her obligations under the Treaty of Peace of June 28th, 1919, and the instruments connected therewith.

As regards more particularly the position of the military, naval and air armaments of Germany, as laid down in the Treaty of Peace:

Military Clauses:

The conditions on which the execution of these clauses is to be completed are contained in an agreement now in course of realisation between the Signatory Powers concerned. (Attached is a copy of a letter on this subject from the Conference of Ambassadors to the German Government dated November 16th, 1925.)

Naval Clauses:

These clauses have already been executed, and the final reports of the Naval Commission of Control were forwarded to the League of Nations on January 6th, 1925 (see Annex 3).

Air Clauses:

It only remains to complete certain arrangements for ensuring in the future the general observance of the Treaty on this subject.

March 4th, 1926.

Appendice à l'annexe 2.

*Lettre du Président de la Conférence des ambassadeurs au
Gouvernement allemand.*

No 255.

Paris, le 16 novembre 1925.

La Conférence des ambassadeurs a pris connaissance des dernières propositions que le Gouvernement allemand lui a soumises concernant les questions énumérées dans la quatrième liste annexée à la note allemande du 23 octobre dernier; elle a également pris connaissance du résultat des conversations qui ont eu lieu à ce sujet entre les experts alliés et les représentants du Gouvernement allemand. Elle a été ainsi en mesure de constater avec satisfaction que ces conversations avaient permis de réaliser un accord sur les points encore en litige. Il reste seulement à vérifier l'exécution des engagements déjà pris en ce qui concerne les listes 1 à 3 annexées à la note allemande du 23 octobre¹, ainsi que celle de l'accord ci-dessus visé, concernant la liste 4.

Dans ces conditions et sans attendre que cette exécution soit entièrement terminée, les Gouvernements alliés représentés par la Conférence des ambassadeurs et agissant par application de l'article 429, 1^o du Traité de Versailles ont décidé, conformément à leur note du 4 juin dernier, de procéder à l'évacuation de la première zone d'occupation rhénane, dite « zone de Cologne ».

Les mesures d'exécution seront poursuivies avec toute la célérité possible, en vue de pouvoir terminer l'évacuation dans le courant du mois de janvier. Si, en raison de trop graves difficultés matérielles, l'évacuation ne pouvait néanmoins être effectuée en totalité au 31 janvier, toutes les dispositions seront prises pour que, à cette date, la plus grande partie des troupes et des services aient quitté la zone de Cologne et pour que le nombre des unités restant à retirer soit aussi restreint que possible, la date du 20 février étant prévue, dans ce cas, comme celle à laquelle l'évacuation sera achevée.

En faisant ainsi coïncider le début de l'évacuation avec la signature des Accords de Locarno, la Conférence marque la confiance dont sont animés les gouvernements représentés par elle, que cette signature inaugurerait une nouvelle période dans leurs relations avec l'Allemagne. Elle a donc le ferme espoir que le Gouvernement allemand s'emploiera de tout son pouvoir à hâter la réalisation du programme sur lequel l'accord est maintenant intervenu.

A cet égard, le Gouvernement allemand trouvera le concours le plus entier auprès de la Commission de contrôle, à laquelle il appartient de suivre et de vérifier l'exécution du programme sur lequel l'accord vient d'être réalisé, ainsi que le règlement de celles des questions énumérées dans les trois premières listes que la Commission n'a pas encore été à même de contrôler.

La Commission, dont l'effectif pourra dès maintenant être sensiblement réduit, sera complètement retirée aussitôt qu'elle aura pu mener à bien la tâche qui lui reste ainsi à accomplir.

(Signé) A. BRIAND.

Son Excellence Monsieur von Hoesch,
Ambassadeur d'Allemagne,
Paris.

*Annexe 3. — Lettre du Secrétaire général
à Sir Austen Chamberlain, K. G., Président de la première
Commission de l'Assemblée de la Société des Nations.*

Genève, le 10 mars 1926.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, depuis la date à laquelle ont pris fin les fonctions de la Commission de contrôle naval instituée par les articles 203 et 209 du Traité de Versailles, le Conseil de la Société des Nations n'a reçu aucune demande tendant à l'application de l'article 213 dudit traité.

Le Secrétaire général:
ERIC DRUMMOND.

¹ Réserve étant faite, toutefois, en ce qui concerne les questions sub 20 et 21 de la liste 3.

Appendix to Annex 2.

*Letter from the President of the Conference of Ambassadors
to the German Government.*

No. 255.

Paris, November 16th, 1925.

[Translation.]

The Conference of Ambassadors has taken note of the latest proposals submitted to it by the German Government with reference to the questions named in the fourth list annexed to the German note of October 23rd last; it has also noted the issue of the negotiations which have taken place on this subject between the Allied experts and the representatives of the German Government. The Conference is accordingly able to observe with satisfaction that these negotiations have brought about an agreement on the points which were still in dispute. It only remains to verify the execution of the engagements already entered into in respect of Lists 1 to 3 annexed to the German Note of October 23rd¹, and the execution of the above-mentioned agreement regarding List 4.

Under these circumstances, without awaiting the complete fulfilment of the engagements mentioned, the Allied Governments represented by the Conference of Ambassadors, acting in conformity with Article 429, paragraph 1, of the Treaty of Versailles, have decided, as stated in their note of June 4th last, to proceed to evacuate the first Rhineland occupied zone, known as the "Cologne zone".

Measures in execution of this decision will be carried out as rapidly as possible in order that the evacuation may be completed during the month of January. If, however, the material difficulties should prove too serious to allow of total evacuation by January 31st, all arrangements will be made for the great majority of the troops and officials to leave the Cologne zone by that date, the number of units still to be withdrawn being as small as possible. In that case the date fixed for the completion of the evacuation will be February 20th.

In thus arranging for the beginning of the evacuation to coincide with the signature of the Locarno Agreements, the Conference is giving proof on behalf of the Governments which it represents of its confidence that that signature will inaugurate a new era in their relations with Germany. The Conference therefore firmly trusts that the German Government will do all in its power to hasten the execution of the programme on which agreement has now been reached.

In this matter the German Government will have the full co-operation of the Commission of Control, whose duty it is to observe and verify the execution of the programme on which agreement has now been reached and the settlement of such of the questions in the first three lists as the Commission has not yet been able to investigate.

It will be possible to make a considerable reduction at once in the membership of the Commission, which will be completely withdrawn as soon as it has finished this remaining part of its work.

(Signed) A. BRIAND.

His Excellency M. von Hoesch,
German Ambassador,
Paris.

*Annex 3. — Letter from the Secretary-General to Sir Austen
Chamberlain, K. G., Chairman of the First Committee
of the Assembly of the League of Nations.*

Geneva, March 10th, 1926.

I have the honour to inform you that since the date on which the Naval Commission of Control set up under Articles 203 and 209 of the Treaty of Versailles ceased to exist, the Council of the League of Nations has not received any request in regard to the application of Article 213 of the said Treaty.

ERIC DRUMMOND,
Secretary-General.

¹ Except questions 20 and 21 in List 3, which are reserved.

III. DEUXIÈME COMMISSION: DEUXIÈME SÉANCE
DE LA SOUS-COMMISSION

La Sous-Commission de la deuxième Commission (Construction d'une salle des Assemblées et d'annexes) s'est réunie hier, jeudi 11 mars, à 16 h. 30, sous la présidence du Baron LEHMANN (Libéria).

Elle a arrêté les lignes générales du rapport qu'elle soumettra cet après-midi à la deuxième Commission.

IV. CORRECTIONS ET ADDITIONS A LA LISTE DES
DÉLÉGUÉS ET DES MEMBRES DES COMMISSIONS

Le Dr Leo Di PAULI, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République d'Autriche, accrédité auprès de la Confédération helvétique, a été nommé troisième délégué de l'Autriche à l'Assemblée extraordinaire.

V. SIGNATURES ET RATIFICATIONS DES
ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX

Sir James ALLEN, Haut Commissaire de la Nouvelle-Zélande à Londres, a signé, le 11 mars 1926, le Protocole relatif aux clauses d'arbitrage (Genève, le 24 septembre 1923).

M. DANDURAND, Sénateur, Délégué du Canada à l'Assemblée de la Société des Nations, a signé, le 11 mars 1926, le Protocole relatif à un amendement à l'article 16 du Pacte, adopté par la sixième Assemblée, le 21 septembre 1925.

VI. TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE ET DES COMMISSIONS

Le Bureau de l'Assemblée, dans sa séance du 11 mars, s'inspirant du désir exprimé par de très nombreuses délégations, a décidé d'appeler l'attention des membres de l'Assemblée sur l'intérêt qu'il y aurait à ce que les séances plénières de l'Assemblée, comme celles des Commissions, puissent s'ouvrir très exactement à l'heure fixée.

III. SECOND COMMITTEE: SECOND MEETING OF THE
SUB-COMMITTEE

The Sub-Committee of the Second Committee (Construction of an Assembly Hall and Annexes) met at 4.30 yesterday afternoon (March 11th) under the chairmanship of Baron LEHMANN (Liberia).

It determined the general lines of its report, which will be submitted to the Second Committee this afternoon.

IV. CORRECTIONS AND ADDITIONS TO THE LIST OF
DELEGATES AND MEMBERS OF COMMITTEES

Dr. Leo Di PAULI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Austrian Republic accredited to the Swiss Confederation, has been appointed third delegate of Austria to the Special Assembly.

V. SIGNATURES AND RATIFICATIONS OF
INTERNATIONAL ENGAGEMENTS

Sir James ALLEN, High Commissioner for New Zealand in London, signed on March 11th, 1926, the Protocol on Arbitration Clauses dated Geneva, September 24th, 1923.

M. DANDURAND, Senator, Delegate of Canada to the Assembly of the League of Nations, signed on March 11th, 1926, the Protocol concerning an amendment to Article 16 of the Covenant, adopted by the Sixth Assembly on September 21st, 1925.

VI. WORK OF THE ASSEMBLY AND OF THE
COMMITTEES

The General Committee of the Assembly, at its meeting on March 11th, in response to the wishes of a considerable number of delegations, decided to call the attention of the Members of the Assembly to the importance of being able to begin precisely at the hours appointed for the plenary meetings of the Assembly and the meetings of the Committees.

COMPTE RENDU PROVISOIRE DE L'ASSEMBLÉE

Comme dans les années passées, un compte rendu provisoire des séances plénières de l'Assemblée sera publié. Des exemplaires pourront être commandés:

Au Service de vente des publications de la Société des Nations (Villa Beau-Regard, Annexe de l'Hôtel National); à l'entrée publique de la Salle des Assemblées, pendant les séances; à la Librairie Payot et C^{ie}, Place du Molard, Genève.

LISTE DES DÉLÉGUES ET MEMBRES DES DÉLÉGATIONS

(Edition révisée.)

Vient de paraître.

50 centimes (argent suisse).

ALBUM ILLUSTRÉ DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Un aperçu officiel illustré de l'activité de la Société.

Cet album contient 84 grandes pages (17x24 cm.) et plus de 100 photographies, cartes, etc., illustrant chaque phase de l'organisation et de l'activité de la Société des Nations. Un texte explicatif, divisé en seize chapitres, donne un aperçu succinct du développement, de la structure et de l'œuvre de la Société.

5 francs (argent suisse).

BROCHURES DE LA SECTION D'INFORMATION

Afin de faire connaître à tous l'organisation et l'activité multiple de la Société des Nations, la Section d'information a entrepris la publication d'une série de brochures consacrées aux divers aspects de l'œuvre de la Société des Nations. Ces brochures ne sauraient en aucune manière être considérées comme des documents officiels.

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS: SON ŒUVRE (janvier 1920-juin 1925).
1 franc (argent suisse).

L'ŒUVRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

RECONSTRUCTION FINANCIÈRE DE L'AUTRICHE.

L'ACTIVITÉ POLITIQUE.

L'ORGANISATION D'HYGIÈNE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.

LA RÉDUCTION DES ARMEMENTS.

L'ŒUVRE SOCIALE ET HUMANITAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

LES MANDATS.

LES MINORITÉS.

LE BASSIN DE LA SARRE ET LA VILLE LIBRE DE DANTZIG.

Chaque brochure, 25 centimes (argent suisse).

Nouvelles éditions révisées.

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LA COOPÉRATION INTELLECTUELLE

L'ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LE PACTE.
(ensemble) (sous presse).

L'ŒUVRE SOCIALE ET HUMANITAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS (sous presse).

Chaque brochure, 50 centimes (argent suisse).

RÉDUCTION DES ARMEMENTS: Débats de la cinquième Assemblée, du 4 au 6 septembre 1924. Fr. 1.—
(Argent suisse.)

ARBITRAGE, SÉCURITÉ ET RÉDUCTION DES ARMEMENTS: Documents et travaux de la cinquième Assemblée (septembre 1924) Fr. 1,50.
(Argent suisse.)

VERBATIM RECORD OF THE ASSEMBLY

As in past years, a Provisional Verbatim Record of the Plenary Meetings of the Assembly is being issued. Copies may be ordered at the Publications Sales Department of the League of Nations (Villa Beau-Regard, Annex to the Hotel National), at the Public Entrance of the Assembly Hall during the meetings, or at the Librairie Payot & Cie, Place du Molard, Geneva.

LIST OF DELEGATES AND MEMBERS OF DELEGATIONS

(Revised edition.)

Now Ready.

50 centimes (Swiss).

ILLUSTRATED ALBUM OF THE LEAGUE OF NATIONS

An Official Illustrated Survey of the League in Action

This album contains 84 large pages (17 x 24 cm.) and over a hundred photographs, charts, maps, etc., illustrating every phase of the League's organisation and activities, together with an explanatory text divided into sixteen chapters and giving a succinct account of the growth, structure, and work of the League.

5 francs (Swiss).

PAMPHLETS OF THE INFORMATION SECTION

In order to render information about the League of Nations easily accessible, the Information Section of the Secretariat of the League has prepared a series of pamphlets on the various aspects of League work. These pamphlets should not be regarded as official statements engaging the responsibility of the League; for official purposes reference should be made to the official texts, reports and proceedings.

THE LEAGUE OF NATIONS: A SURVEY (January 1920-June 1925).
1 franc (Swiss).

THE LEAGUE OF NATIONS: ITS CONSTITUTION AND ORGANISATION.

THE COVENANT.

THE FINANCIAL RECONSTRUCTION OF AUSTRIA.

TRANSIT AND COMMUNICATIONS.

POLITICAL PROBLEMS.

THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.

DISARMAMENT.

FINANCIAL ADMINISTRATION AND ALLOCATION OF EXPENSES.

MINORITIES.

DANTZIG AND THE SAAR.

25 centimes (Swiss) each.

Revised Editions.

HEALTH AND EPIDEMICS.

SOCIAL AND HUMANITARIAN WORK (in the press).

INTELLECTUAL CO-OPERATION (in the press).

50 centimes (Swiss) each.

PROTOCOL FOR THE PACIFIC SETTLEMENT OF INTERNATIONAL DISPUTES

(Text of Protocol; Debates of the Assembly; Reports)

Fr. 1,50 (Swiss)

LISTE DES DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIE**
Nouvelle-Galles du Sud: Angus & Robertson Ltd., 89-95, Castlereagh Street, SYDNEY.
Victoria: Robertson & Mullens Ltd., 107-113, Elizabeth Street, MELBOURNE.
- BELGIQUE**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRESIL**
Livreria F. Brigulet & Cia, 23, rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.
- BULGARIE**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, B-d « Tsar Osvo-hoditel » No. 4a, SOFIA.
- CANADA**
League of Nations Society in Canada, 279 Wellington Street, OTTAWA.
- CHILI**
Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO-DE-CHILE.
- COLOMBIE**
Libreria Colombiana, P. O. Box 199, BOGOTA.
- COSTA-RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.
- DANEMARK**
V. Pios Boghandel-Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.
- DANTZIG (Ville Libre de)**
John & Rosenberg, Buchhandlung (Inh. Friedrich Händler), Zeughaus-passage, DANTZIG.
- EQUATEUR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE**
Centro Editorial « Minerva » Tudescos, 39-41, MADRID, E. 12.
- ÉTATS-UNIS**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- FINLANDE**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).
- GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE DU NORD et COLONIES DE LA COURONNE**
Constable & Co. Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W.C., 2.
- GRÈCE**
Eleftheroudakis & Barth, Librairie Internationale, Place de la Constitution, ATHÈNES.
- GUATÉMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantes, 10a, Calle Oriente No. 5, GUATÉMALA.
- HAÏTI**
Librairie-Papeterie, M^{me} D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.
- HAWAÏ**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- HONGRIE**
Ferdinand Pfeifer (Zeldler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST IV, KER.
- INDES NÉERLANDAISES**
Algemeene Boekhandel, G. Kolff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.
- ITALIE**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco-Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPON**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- LETTONIE**
Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.
- LUXEMBOURG (G. D.)**
Librairie J. Heintzé, M. Hagen, successeur, Place Guillaume, 8, LUXEMBOURG.
- MEXIQUE**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- NORVEGE**
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, OSLO.
- NOUVELLE-ZÉLANDE**
Nash & Kissling, Fletcher's Buildings, 4, Willis Street, WELLINGTON.
- PANAMA**
Libreria I. Preciado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PAYS-BAS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PÉROU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- PORTUGAL**
J. Rodrigues & Ca, rua Aurea, 186-188, LISBONNE.
- ROUMANIE**
« Cartea Românească », 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- SARRE (Basin de la)**
Librairie Parisienne, Maison Marguet, M. Golbert, successeur, 4, Friederich Wilhelmstrasse, SARRBRUCK.
- SERBES, CROATES ET SLOVÈNES (Royaume des)**
Librairie « Vreme », BELGRADE.
- SUÈDE**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- TOHCOSLOVAQUIE**
Librairie F. Topic, 11, Narodni, PRAQUE.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandí 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser :
Service de vente des Publications de la Société des Nations,
GENÈVE (Suisse).
(Catalogue envoyé sur demande).

AUTHORISED AGENTS FOR THE PUBLICATIONS OF THE LEAGUE OF NATIONS

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIA**
New South Wales: Angus & Robertson Ltd., 89-95, Castlereagh Street, SYDNEY.
Victoria: Robertson & Mullens Ltd., 107-113, Elizabeth Street, MELBOURNE.
- BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUSSELS.
- BOLIVIA**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRAZIL**
Livreria F. Brigulet & Cia, 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIA**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd « Tsar Osvo-hoditel » No 4a, SOFIA.
- CANADA**
League of Nations Society in Canada, 279, Wellington Street, OTTAWA.
- CHILE**
Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO DE CHILE.
- COLOMBIA**
Libreria Colombiana, P. O. Box 199, BOGOTA.
- COSTA RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.
- CZECHOSLOVAKIA**
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- DANZIG, Free City of**
John & Rosenberg, Buchhandlung (Inh. Friedrich Händler), Zeughaus-passage, DANZIG.
- DENMARK**
V. Pios Boghandel, Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.
- DUTCH EAST INDIES**
Algemeene Boekhandel G. Kolff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.
- ECUADOR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- FINLAND**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).
- GREAT BRITAIN, NORTHERN IRELAND and CROWN COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.
- GREECE**
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitution, ATHENS.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantes, 10a, Calle Oriente, No 5, GUATEMALA.
- HAÏTI**
Librairie-Papeterie Mme D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HUNGARY**
Ferdinand Pfeifer (Zeldler Bros.), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST, IV, KER.
- ITALY**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco-Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPAN**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- LATVIA**
Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.
- LUXEMBURG (G.-D.)**
Librairie J. Heintzé, M. Hagen, successeur, Place Guillaume, 8 LUXEMBURG.
- MEXICO**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NETHERLANDS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE HAGUE.
- NEW ZEALAND**
Nash & Kissling, Fletcher's Buildings, 4, Willis Street, WELLINGTON.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORWAY**
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, OSLO.
- PANAMA**
Libreria I. Preciado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PERU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLAND**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.
- PORTUGAL**
J. Rodrigues & Ca, Rua Aurea, 186-188, LISBON.
- ROUMANIA**
« Cartea Românească », 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SAAR BASIN**
Librairie Parisienne, Maison Marguet, M. Golbert, successeur, 4, Friederich Wilhelmstrasse, SAARBRUCK.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- SERBS, CROATS AND SLOVENES (Kingdom of the)**
Librairie « Vreme », BELGRADE.
- SPAIN**
Centro Editorial « Minerva », Tudescos, 39-41, MADRID, E. 12.
- SWEDEN**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SWITZERLAND**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- UNITED STATES**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandí 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries, apply:
Publication Sales Department of the League of Nations,
GENEVA (Switzerland).
(Catalogue sent on application.)

JOURNAL

DE
L'ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE MARS 1926

OF THE
SPECIAL ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA MARCH 1926

N° 6. — SAMEDI 13 MARS 1926.

No. 6. — SATURDAY, MARCH 13th, 1926.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beau-Regard.

Note: Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	31
II. Deuxième séance de la deuxième Commission	32
III. Signatures et ratifications des engagements internationaux	32
IV. Liste des documents communiqués aux membres de l'Assemblée	32
V. Adjunctions à la liste révisée des journaux représentés à la Société des Nations	33

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Séance plénière de l'Assemblée.

Une séance plénière de l'Assemblée aura lieu aujourd'hui, samedi 13 mars 1926, à 10 h. 30, à la Salle de la Réformation.

Ordre du jour :

- 1^o Hommage à la mémoire de M. Léon Bourgeois.
- 2^o Prévisions budgétaires supplémentaires pour 1926.
Résolution de la deuxième Commission (Doc. A. 10.1926).
Rapporteur: Vicomte Cecil (Empire Britannique).
- 3^o Construction d'une salle de conférences et de bâtiments annexes pour le Secrétariat général. Rapport de la deuxième Commission (Doc. A. 11.1926).
Rapporteur: M. Réveillaud (France).

Deuxième Commission (Budget).

La deuxième Commission se réunira aujourd'hui, samedi, 13 mars, à 15 heures, au Secrétariat (Salle B).

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beau-Regard).

Note: The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	31
II. Second Meeting of the Second Committee	32
III. Signatures and Ratifications of International Engagements	32
IV. List of Documents distributed to Members of the Assembly	32
V. Additions to the List of Newspapers represented at the Special Assembly of the League of Nations	33

I. PROGRAMME OF MEETINGS

Plenary Meeting of the Assembly.

There will be a plenary meeting of the Assembly at 10.30 a.m. to-day (Saturday, March 13th) at the Salle de la Réformation.

Agenda :

1. Tribute to the memory of M. Léon Bourgeois.
2. Supplementary estimates for the Budget of 1926.
Resolution of the Second Committee (Doc. A. 10.1926).
Rapporteur: Viscount Cecil (British Empire).
3. Erection of a Conference Hall and of Annexes for the use of the Secretariat. Report of the Second Committee (Doc. A. 11.1926).
Rapporteur: M. Réveillaud (France).

Second Committee (Budget).

The Second Committee will meet to-day (Saturday, March 13th) at 3 p.m. in the Secretariat (Room B).

II. DEUXIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu sa deuxième séance hier, vendredi 12 mars 1926, à 15 heures, sous la présidence de M. LOUCHEUR (France).

Projet de budget supplémentaire pour 1926: Nomination d'un rapporteur.

Sur la proposition du PRÉSIDENT, le Vicomte CECIL OF CHELWOOD (Empire Britannique) est chargé de présenter, à l'Assemblée, la résolution adoptée par la Commission lors de sa première séance, relativement à la question de principe soulevée par le projet de budget supplémentaire pour 1926.

Construction d'une salle des Assemblées et de bâtiments annexes pour le Secrétariat général: Examen du rapport de la Sous-Commission.

Après discussion, la Commission, à l'unanimité, adopte, avec certaines modifications, le rapport de la Sous-Commission chargée d'examiner la question de la construction d'une salle des Assemblées et de bâtiments annexes pour le Secrétariat général.

Les conclusions de ce rapport, amendées sur la proposition du PRÉSIDENT, sont les suivantes:

« La deuxième Commission propose à l'Assemblée l'adoption de la résolution suivante:

« L'Assemblée,

« Modifiant, sur l'avis unanime du Jury d'architectes désigné par le Conseil, la résolution qu'elle a prise le 23 septembre 1925; en ce qui concerne la construction d'une salle des Assemblées et de bâtiments annexes pour le Secrétariat de la Société des Nations,

« 1. Approuve le rapport de sa deuxième Commission sur la construction d'une salle des Assemblées et de bâtiments annexes pour le Secrétariat;

« 2. Adopte le devis de l'opération, s'élevant, déduction faite de la somme de 4.000.000 fr., prix de vente garanti de l'Hôtel National, à 12.968.000 fr., soit 8.000.000 pour la construction d'une salle des Assemblées, 6.138.000 fr. pour la construction d'un nouveau Secrétariat, 300.000 fr. pour la construction d'une annexe temporaire et 2.530.000 francs pour l'achat du terrain de construction. »

Désignation du rapporteur devant l'Assemblée

A l'unanimité, la Commission désigne M. RÉVEILAUD (France) comme rapporteur devant l'Assemblée.

III. SIGNATURES ET RATIFICATIONS DES ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX

M. MIKOFF, Chargé d'affaires de Bulgarie à Berne, a signé, le 12 mars 1926, la Convention concernant le contrôle du Commerce international des armes et munitions et des matériels de guerre, le Protocole de signature, le Protocole concernant la prohibition de l'emploi, à la guerre, de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, la Déclaration concernant le territoire d'Ifni et l'Acte final (Genève, 17 juin 1925).

IV. LISTE DES DOCUMENTS COMMUNIQUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE, LE 12 MARS 1926

Liste révisée des délégués et membres des délégations.

II. SECOND MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee held its second meeting at 3 p.m. yesterday (Friday, March 12th, 1926) under the chairmanship of M. LOUCHEUR (France).

Draft Supplementary Budget for 1926: Appointment of a Rapporteur.

On the proposal of the CHAIRMAN, Viscount CECIL OF CHELWOOD (British Empire) was asked to submit to the Assembly the resolution on the question of principle raised by the draft supplementary budget of 1926 adopted by the Commission at its first meeting.

Construction of an Assembly Hall and of Annexes for the Secretariat: Examination of the Report of the Sub-Committee.

The Committee, after some discussion, unanimously adopted with certain modifications the report of the Sub-Committee instructed to examine the question of the construction of an Assembly Hall and of Annexes for the Secretariat. The conclusions of this report, amended on the proposal of the CHAIRMAN, were as follows:

“The Second Committee proposes that the Assembly adopt the following resolution:

“The Assembly,

“Amending, upon the unanimous advice of the Jury of Architects appointed by the Council, the resolution adopted on September 23rd, 1925, for the construction of an Assembly Hall and of Annexes for the Secretariat of the League of Nations:

“1. Approves the report of its Second Committee on the construction of an Assembly Hall and Annexes for the Secretariat;

“2. Adopts the estimate for this work, which amounts to 12,968,000 francs, after making a deduction of 4,000,000 francs which is the guaranteed price for the sale of the Hotel National; the estimate provides 8,000,000 francs for the construction of an Assembly Hall, 6,138,000 francs for the construction of new offices for the Secretariat, 300,000 francs for the construction of a temporary annex and 2,530,000 francs for the purchase of the building land.”

Appointment of Rapporteur to the Assembly.

The Committee unanimously appointed as Rapporteur to the Assembly M. RÉVEILAUD (France).

III. SIGNATURES AND RATIFICATIONS OF INTERNATIONAL ENGAGEMENTS

M. MIKOFF, Chargé d'Affaires of Bulgaria at Berne, signed on March 12th, 1926, the Convention for the Supervision of the International Trade in Arms and Ammunition and Implements of War, the Protocol of Signature, the Protocol for the Prohibition of the Use in War of Asphyxiating, Poisonous or other Gases and of Bacteriological Methods of Warfare, the Declaration regarding the Territory of Ifni, and the Final Act (Geneva, June 17th, 1925).

IV. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON MARCH 12th, 1926

Revised List of Delegates and Members of Delegations.

V. ADJONCTIONS A LA LISTE REVISÉE DES JOURNAUX
REPRÉSENTÉS A L'ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE
DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

V. ADDITIONS TO THE LIST OF NEWSPAPERS
REPRESENTED AT THE SPECIAL ASSEMBLY OF THE
LEAGUE OF NATIONS

Action Française (Paris): M. J. LE BOUCHER, Hôtel International et Terminus.

Brooklyn Daily Eagle (Brooklyn): Mr. Guy C. HICKOK, Hôtel de la Paix.

Corriere degli Italiani (Paris): M. V. E. APRATO, Hôtel de l'Ecu.

Journal de Charleroi (Charleroi): M. le Sénateur H. LA FONTAINE, Hôtel de Russie.

Journée Industrielle (Paris): M. H. MORO, Hôtel Bristol.

New York Sun (New York): Mr. G. ADAM, Hôtel de la Paix.
Vox Populorum (Turin): Prof. V. COSENTINI.

Erratum. — PRESSE RUSSE

La Renaissance est représentée par M. B. NICOLSKY et non par M. S. ZAGORSKY, Correspondant des *Dernières Nouvelles*.

COMPTE RENDU PROVISOIRE DE L'ASSEMBLÉE

Comme dans les années passées, un compte rendu provisoire des séances plénières de l'Assemblée sera publié. Des exemplaires pourront être commandés:

Au Service de vente des publications de la Société des Nations (Villa Beau-Regard, Annexe de l'Hôtel National); à l'entrée publique de la Salle des Assemblées, pendant les séances; à la Librairie Payot et C^{ie}, Place du Molard, Genève.

LISTE DES DÉLÉGUÉS ET MEMBRES DES DÉLÉGATIONS

(Edition révisée.)

Vient de paraître.

50 centimes (argent suisse).

ALBUM ILLUSTRÉ DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Un aperçu officiel illustré de l'activité de la Société.

Cet album contient 84 grandes pages (17x24 cm.) et plus de 100 photographies, cartes, etc., illustrant chaque phase de l'organisation et de l'activité de la Société des Nations. Un texte explicatif, divisé en seize chapitres, donne un aperçu succinct du développement, de la structure et de l'œuvre de la Société.

5 francs (argent suisse).

BROCHURES DE LA SECTION D'INFORMATION

Afin de faire connaître à tous l'organisation et l'activité multiple de la Société des Nations, la Section d'information a entrepris la publication d'une série de brochures consacrées aux divers aspects de l'œuvre de la Société des Nations. Ces brochures ne sauraient en aucune manière être considérées comme des documents officiels.

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS: SON ŒUVRE (janvier 1920-juin 1925).
1 franc (argent suisse).

L'ŒUVRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

RECONSTRUCTION FINANCIÈRE DE L'AUTRICHE.

L'ACTIVITÉ POLITIQUE.

L'ORGANISATION D'HYGIÈNE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.

LA RÉDUCTION DES ARMEMENTS.

L'ŒUVRE SOCIALE ET HUMANITAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

LES MANDATS.

LES MINORITÉS.

LE BASSIN DE LA SARRE ET LA VILLE LIBRE DE DANTZIG.

Chaque brochure, 25 centimes (argent suisse).

Nouvelles éditions révisées.

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LA COOPÉRATION INTELLECTUELLE
L'ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LE PACTE.
(ensemble) (sous presse).

L'ŒUVRE SOCIALE ET HUMANITAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS (sous presse).

Chaque brochure, 50 centimes (argent suisse).

RÉDUCTION DES ARMEMENTS: Débats de la cinquième Assemblée, du 4 au 6 septembre 1924. Fr. 1.—
(Argent suisse.)

ARBITRAGE, SÉCURITÉ ET RÉDUCTION DES ARMEMENTS: Documents et travaux de la cinquième Assemblée (septembre 1924) Fr. 1,50.
(Argent suisse.)

VERBATIM RECORD OF THE ASSEMBLY

As in past years, a Provisional Verbatim Record of the Plenary Meetings of the Assembly is being issued. Copies may be ordered at the Publications Sales Department of the League of Nations (Villa Beau-Regard, Annex to the Hotel National), at the Public Entrance of the Assembly Hall during the meetings, or at the Librairie Payot & Cie, Place du Molard, Geneva.

LIST OF DELEGATES AND MEMBERS OF DELEGATIONS

(Revised edition.)

Now Ready.

50 centimes (Swiss).

ILLUSTRATED ALBUM OF THE LEAGUE OF NATIONS

An Official Illustrated Survey of the League in Action

This album contains 84 large pages (17 x 24 cm.) and over a hundred photographs, charts, maps, etc. illustrating every phase of the League's organisation and activities, together with an explanatory text divided into sixteen chapters and giving a succinct account of the growth, structure, and work of the League.

5 francs (Swiss).

PAMPHLETS OF THE INFORMATION SECTION

In order to render information about the League of Nations easily accessible, the Information Section of the Secretariat of the League has prepared a series of pamphlets on the various aspects of League work. These pamphlets should not be regarded as official statements engaging the responsibility of the League; for official purposes reference should be made to the official texts, reports and proceedings.

THE LEAGUE OF NATIONS: A SURVEY (January 1920-June 1925).
1 franc (Swiss).

THE LEAGUE OF NATIONS: ITS CONSTITUTION AND ORGANISATION.

THE COVENANT.

THE FINANCIAL RECONSTRUCTION OF AUSTRIA.

TRANSIT AND COMMUNICATIONS.

POLITICAL PROBLEMS.

THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.

DISARMAMENT.

FINANCIAL ADMINISTRATION AND ALLOCATION OF EXPENSES.

MINORITIES.

DANZIG AND THE SAAR.

25 centimes (Swiss) each.

Revised Editions.

HEALTH AND EPIDEMICS.

SOCIAL AND HUMANITARIAN WORK (in the press).

INTELLECTUAL CO-OPERATION (in the press).

50 centimes (Swiss) each.

PROTOCOL FOR THE PACIFIC SETTLEMENT OF INTERNATIONAL DISPUTES

(Text of Protocol; Debates of the Assembly; Reports)

Fr. 1,50 (Swiss)

JOURNAL

DE
L'ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE MARS 1926

OF THE
SPECIAL ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA MARCH 1926

N° 7. — DIMANCHE 14 MARS 1926.

No. 7. — SUNDAY, MARCH 14th, 1926.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beau-Regard.

Note: Le *Journal* est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.

SOMMAIRE :

	Pages
I. Deuxième séance plénière de l'Assemblée extraordinaire . . .	35
II. Troisième séance de la deuxième Commission	38
III. Lettre de la Chambre de Commerce de Genève	39
IV. Election du président de l'Assemblée: Télégramme du président de la République Portugaise	39
V. Liste des documents communiqués aux membres de l'Assemblée	40

I. DEUXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue à la Salle de la Réformation, le samedi 13 mars 1926,
à 10 heures 30.

Commission de vérification des pouvoirs.

M. DE AGÜERO Y BETHANCOURT (Cuba), président de la Commission de vérification des pouvoirs, fait savoir que le Gouvernement fédéral d'Autriche a nommé le Dr Leo Di Pauli troisième délégué à l'Assemblée extraordinaire.

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beau-Regard).

Note: The *Journal* is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.

CONTENTS:

	Page
I. Second Plenary Meeting of the Special Assembly	35
II. Third Meeting of the Second Committee	38
III. Letter from the Geneva Chamber of Commerce	39
IV. Election of the President of the Assembly: Telegram from the President of the Portuguese Republic	39
V. List of Documents distributed to Members of the Assembly . . .	40

I. SECOND PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation at 10.30 a.m. on Saturday,
March 13th, 1926.

The Committee on Credentials.

M. de AGÜERO Y BETHANCOURT (Cuba), Chairman of the Committee on Credentials, announced that the Federal Government of Austria had accredited to the Assembly as its third delegate Dr. Leo Di Pauli.

Hommage à la mémoire de M. Léon Bourgeois.

Le PRÉSIDENT exposé que M. Urrutia, premier délégué de la Colombie, auquel il aura le plaisir de donner en premier la parole, a pris l'initiative d'une manifestation de l'Assemblée extraordinaire en hommage à la mémoire de M. Léon Bourgeois.

M. URRUTIA (Colombie) rappelle d'abord le rôle de Léon Bourgeois aux deux conférences de La Haye, et le double but qu'il poursuivait : établir l'organisation juridique de la paix par opposition à son organisation militaire, et faire adopter l'arbitrage obligatoire afin de sauvegarder le principe de l'égalité juridique des États. « Il n'y a ici, disait-il, ni grandes ni petites Puissances; toutes sont égales devant l'œuvre à accomplir. » Lorsque survint la catastrophe de 1914, de tels hommes purent apparaître simplement comme de nobles idéalistes; mais la vérité est que leur travail n'avait pas été stérile. A mesure que le désastre s'intensifiait, l'idée d'inaugurer un ordre international nouveau gagnait des adeptes de plus en plus nombreux et obtenait des appuis aussi puissants que celui de l'illustre Président Wilson. La guerre finie, tous savent combien grands furent les efforts de Léon Bourgeois pour doter la Société des Nations de la force morale et matérielle qu'il jugeait essentielle à son développement. Pour lui, le désarmement moral devait précéder le désarmement matériel, mais l'idéalisme s'alliait chez lui au sens pratique, et il n'ignorait pas que les forces matérielles doivent concourir avec les forces morales pour la protection du droit. Le nom de Léon Bourgeois est attaché aux actes les plus importants de la Société durant ses premières années, notamment à la création de la Cour permanente de Justice internationale. Ceux qui ont participé aux discussions de la première Commission de la première Assemblée au sujet de l'élaboration du statut de la Cour, ne peuvent avoir oublié le tact exquis avec lequel il conciliait des intérêts et des opinions divergentes et sa tolérance, fruit de son expérience, de sa sagesse et de son irrépressible bonté. Léon Bourgeois a toujours été partisan du principe de l'arbitrage obligatoire, et personnellement il ne pouvait pas ne pas être aussi partisan de la juridiction obligatoire de la Cour, au moins dans les différends d'ordre juridique; mais il se rendait compte des résistances politiques que l'acceptation de cette juridiction rencontrait encore. Il était confiant que la juridiction de la Cour irait en s'élargissant, par la forme même des choses, et les grands événements qui se sont dernièrement déroulés, tant au sein de la Société qu'en dehors d'elle, montrent à quel point ses espoirs étaient fondés. Il a vécu assez pour voir se transformer en réalités magnifiques les meilleurs rêves de son existence. Au cours des discussions mémorables de la première Assemblée sur les problèmes intéressant la paix mondiale, l'attitude de Léon Bourgeois, représentant une des plus grandes Puissances de la terre, était la meilleure preuve qu'un changement profond était survenu dans l'ordre international, et que les jours où une Assemblée internationale telle que la première Conférence de La Haye pouvait se réunir sans que les États de l'Amérique latine y fussent invités, étaient passés à jamais. Plus tard, à la deuxième Conférence, quand les délégués de seize États donnèrent leur appui unanime à Léon Bourgeois, ils réalisèrent un acte de sagesse, de prévoyance et de justice.

Le délégué de la Colombie évoque alors Léon Bourgeois à la tribune de l'Assemblée: la lucidité de ses raisonnements, sa pensée claire et pénétrante, sa volonté ferme, ses conceptions élevées, son noble désintéressement lui donnaient une autorité irrésistible et contribuaient à maintenir le rayonnement de cette figure en même temps austère et souriante. Il restera comme une des plus hautes incarnations de l'esprit de la Société des Nations. Le flambeau que le philosophe, le précurseur, le réalisateur portait dans ses mains, illumine l'enceinte des Conseil et de l'Assemblée et, de là, répand sa lumière sur le monde civilisé.

Le PRÉSIDENT rappelle que Léon Bourgeois fut toute sa vie un champion de la paix et de la morale comme forces directrices de l'humanité. Avant de se faire l'avocat de l'arbitrage, puis de la Société des Nations, Léon Bourgeois, dès 1894, avait soutenu la doctrine de la solidarité entre les hommes et entre les peuples et lui avait consacré un grand nombre de livres, de

Tribute to the Memory of M. Léon Bourgeois.

The PRESIDENT stated that M. Urrutia, first delegate for Colombia, whom he would have the pleasure of asking to speak first, had taken the initiative of a tribute by the Special Assembly to the memory of the late M. Léon Bourgeois.

M. URRUTIA (Colombia) first reminded the Assembly of the part played by Léon Bourgeois in the two conferences of The Hague and the twofold object which he had kept in view—namely, the legal organisation of peace as opposed to its military organisation, and the adoption of compulsory arbitration in order to safeguard the principle of the legal equality of States. There were not, Léon Bourgeois had said, either great or small Powers; all were equal in face of the task to be accomplished. When the catastrophe of 1914 had occurred, men such as he might have seemed to be merely noble idealists, but in actual fact their work had not been sterile. In proportion as the disaster increased, the idea of inaugurating a new international order gained an increasing number of supporters and obtained the adherence of statesmen as powerful as the illustrious President Wilson. Everyone knew how great had been the efforts of Léon Bourgeois when the war had come to an end to endow the League of Nations with the moral and material resources which he had deemed essential for its development. In his view, moral disarmament must precede material disarmament, but, in his mind, idealism went along with practical sense, and he did not ignore the fact that material forces must come to the assistance of moral forces for the protection of right. The name of Léon Bourgeois was associated with the most important actions of the League during its first years, and particularly with the creation of the Permanent Court of International Justice. Those who had participated in the First Committee of the First Assembly in the elaboration of the Statute of the Court would never forget the fine tact with which he reconciled divergent interests and opinions, nor would they cease to remember his tolerance, which was the fruit of experience, or his wisdom and his inexhaustible good will. Léon Bourgeois had always been a champion of the principle of compulsory arbitration, and he could not fail to have been equally the champion of the compulsory jurisdiction of the Court—at least for disputes of a legal character. He had realised, however, the political opposition which the acceptance of this jurisdiction must still encounter. He had been confident that the jurisdiction of the Court would continue to extend by the mere force of events, and the considerable developments which had lately occurred both inside and outside the League showed to what extent his hopes had been well founded. He had lived long enough to see the best aspirations of his life transformed into magnificent realities. During the memorable discussions of the First Assembly on problems of importance for world peace, the attitude of Léon Bourgeois, representing one of the greatest Powers in the world, was the best proof that a profound change had come about in the international sphere and that the days when an international assembly like the First Hague Conference might come together without the States of Latin America being invited to participate were for ever past. Later on, at the Second Conference, when the delegates of sixteen States unanimously supported Léon Bourgeois, they accomplished an act of wisdom, of foresight, and of justice.

He would call up before the minds of the Assembly a memory of Léon Bourgeois upon that platform. The lucidity of his reasoning, his clear and penetrating thought, his firm will, his high ideals and his noble disinterestedness had given him irresistible authority and had helped to strengthen the inspiration derived from the presence of that figure which was, at the same time, so amiable and so austere. He would remain as one of the finest embodiments of the spirit of the League of Nations. The torch which this philosopher, forerunner and practical man of affairs had so triumphantly carried still illuminated the proceedings of the Council and of the Assembly and spread its light over the civilised world.

The PRESIDENT said that Léon Bourgeois had been all his life an enlightened champion of peace and morality as the guiding force of mankind. Before becoming the advocate of arbitration and the League of Nations, he had since 1894 been the advocate of solidarity between the nations, to which cause he had devoted many books, lectures and public speeches.

conférences, de discours. Il a contribué inlassablement à rapprocher les individus et les nations et à atténuer les discordes. Le prix Nobel de 1920 l'a justement consacré grand apôtre de la paix.

(Sur la proposition du PRÉSIDENT, les membres de l'Assemblée se lèvent et consacrent quelques instants de recueillement à la mémoire de Léon Bourgeois.)

M. BRIAND (France), au nom de la délégation française, remercie l'Assemblée de cette manifestation de respect envers la mémoire de son grand compatriote, qui, dans cette Assemblée, représenta la France avec tant de prestige, de dignité et d'éclat.

Prévisions budgétaires supplémentaires pour 1926: Résolution de la deuxième Commission.

M. LOUCHEUR (France), président de la deuxième Commission, et le vicomte CECIL OF CHELWOOD (Empire Britannique), rapporteur, prennent place à la tribune.

Le vicomte CECIL OF CHELWOOD rappelle qu'au moment où fut convoquée la présente Assemblée, il est apparu qu'il se présenterait certaines dépenses qui n'avaient pu être prévues lorsque le budget ordinaire de 1926 avait été présenté, en septembre 1925. Le Secrétaire général a estimé que le seul moyen de couvrir ces dépenses était de soumettre à la présente Assemblée un budget supplémentaire. Il a donc préparé un projet de budget supplémentaire, qu'il a soumis à la Commission de contrôle.

La Commission de contrôle a fait ressortir qu'il était difficile même de procéder au simple examen d'un budget supplémentaire, qui ne rentrait pas dans les habitudes financières ordinaires et régulières de la Société, et elle a déposé un rapport par lequel elle se déclarait hors d'état d'examiner le budget sans être appuyée de l'autorité de l'Assemblée.

Ce rapport de la Commission de contrôle est venu devant la deuxième Commission de l'Assemblée, qui a estimé qu'un budget supplémentaire était indispensable et qui, en conséquence, a décidé de recommander à l'Assemblée d'inviter la Commission de contrôle à l'étudier. Dans le même temps, la deuxième Commission a prié la Commission de contrôle d'aborder officieusement l'examen du budget supplémentaire, de façon à pouvoir, aussitôt l'autorisation de l'Assemblée obtenue, présenter, sans perdre de temps, un rapport à ce sujet à la deuxième Commission. La Commission de contrôle a presque achevé ses travaux et son rapport sera soumis au cours de l'après-midi à la deuxième Commission.

Le rapporteur présente le projet de résolution ci-après:

« L'Assemblée remercie la Commission de contrôle de son rapport (Doc. A. 8. 1926. X. Extraordinaire). Elle décide de l'autoriser à examiner le projet de budget supplémentaire pour 1926, et l'invite à présenter un rapport sur ce budget dans le plus bref délai possible. L'Assemblée est d'avis que le budget supplémentaire ne devrait comprendre aucune dépense qui pourrait utilement et raisonnablement être ajournée jusqu'à l'examen régulier du budget de l'exercice 1927. »

En présentant cette résolution, le rapporteur signale que le deuxième paragraphe présente toute garantie contre la possibilité d'abuser, à l'avenir, de cette décision en la considérant comme un précédent.

La résolution est adoptée.

Construction d'une salle des Assemblées et de bâtiments annexes pour le Secrétariat: Rapport de la deuxième Commission.

M. RÉVEILLAUD (France), rapporteur de la deuxième Commission, prend place à la tribune.

M. RÉVEILLAUD fait un bref historique de la question:

En septembre 1924, les autorités genevoises avaient bien voulu offrir, en vue de la construction d'une salle de conférences, un terrain situé à côté du Secrétariat actuel. Le jury d'architectes, convoqué pour arrêter les conditions du concours, fit ressortir que, si l'on mettait à exécution le plan projeté, il serait impossible, en raison de l'exiguïté du terrain, de donner au Secrétariat une nouvelle extension à mesure que ses besoins se développeraient.

He had unweariedly done his utmost to bring together individuals and nations and to render disputes less acute. The Nobel Prize of 1920 had rightly distinguished him as the great apostle of peace.

(On the proposal of the PRESIDENT, the members of the Assembly rose from their seats and stood for a few moments in silence as a tribute to the memory of M. Léon Bourgeois.)

M. BRIAND (France), on behalf of the French delegation, thanked the Assembly for this demonstration of its respect for the memory of his great countryman, who had in that Assembly represented France with such dignity, prestige and distinction.

Supplementary Estimates for the Budget of 1926: Resolution of the Second Committee.

M. LOUCHEUR (France), Chairman of the Second Committee, and Viscount CECIL OF CHELWOOD (British Empire), Rapporteur, came to the platform.

Viscount CECIL OF CHELWOOD said that when the present session of the Assembly had been convened, it was realised that certain expenses would be incurred which could not have been foreseen when the ordinary budget for 1926 had been presented in September 1925. The Secretary-General had considered that these expenses could only be met by the presentation to the present Assembly of a supplementary budget. He had accordingly prepared a supplementary budget and submitted it to the Supervisory Commission.

The Supervisory Commission had pointed out that there were difficulties in even considering a supplementary budget which did not fall within the ordinary and regular financial practice of the League, and it reported that it was unable without the authority of the Assembly to consider the budget.

This report of the Supervisory Commission had come before the Second Committee of the Assembly, which felt that a supplementary budget was necessary and which accordingly decided to recommend the Assembly to ask the Supervisory Commission to consider it. The Second Committee had at the same time asked the Supervisory Commission to begin the consideration of the supplementary budget unofficially, so that, as soon as the authorisation of the Assembly had been obtained, they could report upon it to the Second Committee without loss of time. The Supervisory Commission had very nearly concluded its work, and its report would be presented to the Second Committee that afternoon.

He begged to move the following resolution:

"The Assembly thanks the Supervisory Commission for its report (document A. 8. 1926. X. Special), decides to authorise that Commission to consider the Supplementary Draft Budget for 1926, and requests it to present a report on that Budget with the least possible delay. The Assembly is of opinion that no expenditure should be proposed in the Supplementary Budget which can properly and reasonably be postponed till the regular Budget for 1927 is examined."

In presenting this resolution, he would point out that the final paragraph was a safeguard against any possible abuse of this decision as a precedent in the future.

The resolution was adopted.

Erection of a Conference Hall and Annexes for the Use of the Secretariat: Report of the Second Committee.

M. RÉVEILLAUD (France), Rapporteur of the Second Committee, came to the platform.

M. RÉVEILLAUD briefly summarised the history of the question.

In September 1924 the Genevese authorities had offered a site adjacent to the Secretariat for the construction of a new Assembly Hall. The Jury of Architects, which had been convened in order to fix the conditions under which a competition should be held, pointed out that, if the proposed plan were carried out, it would be impossible, owing to the smallness of the site, further to extend the Secretariat as its needs developed.

C'est pourquoi l'Assemblée de 1925 rechercha des terrains plus vastes et porta à 11.700.000 francs les crédits primitifs, qui étaient de 4 millions de francs.

Il se présentait, dès ce moment, deux solutions, et l'on aboutit à un compromis sur les bases suivantes:

Il fut décidé que, si l'Hôtel National pouvait être vendu au prix de 4.500.000 francs, la construction de nouveaux bâtiments, sur des terrains situés au bord du lac et susceptibles d'être acquis, pouvait être envisagée (solution n° 2). Au contraire, dans le cas où l'Hôtel National n'aurait pas trouvé acquéreur au 15 décembre 1925, il serait nécessaire de le conserver et de construire de nouveaux bâtiments sur les terrains adjacents (solution n° 1).

Aucun acquéreur ne se présenta et, conformément à la décision de la dernière Assemblée, on dut en revenir à la solution n° 1.

Or, le jury international d'architectes s'est fortement prononcé en faveur de la solution n° 2, et c'est cette solution que la présente Assemblée est actuellement invitée à approuver.

Si la solution n° 2 est devenue réalisable, c'est grâce à l'intervention de M. Motta, délégué de la Suisse, qui, après entente avec les autorités du canton de Genève et ses collègues du Conseil fédéral, a été en mesure d'apporter, au nom du Gouvernement fédéral, la garantie que le prix de vente de l'Hôtel National ne serait pas inférieur à 4 millions de francs suisses. M. Motta s'est également engagé à mettre à la disposition de la Société le droit d'expropriation pour l'acquisition des nouveaux terrains dont elle a besoin.

Du fait de cet arrangement, le prix de revient total de la solution n° 2 sera de 12.968.000 francs, soit, selon les évaluations rectifiées, quelque 450.000 francs de plus que le prix de revient de la solution n° 1. Dans ces conditions, la solution n° 2 a été approuvée à l'unanimité par la deuxième Commission. Il n'y aura pas à inscrire de nouveaux crédits au budget pour faire face aux dépenses entraînées par le projet. Conformément aux propositions de la Commission de contrôle, les sommes devant servir au paiement des nouveaux bâtiments seraient fournies par un fonds spécial de trésorerie, alimenté surtout par les plus-values d'exercices précédents, et une annuité fixe de 1.375.000 francs serait incorporée au budget jusqu'à extinction totale des avances fournies par la Trésorerie.

Le rapporteur présente le projet de résolution ci-après:

« L'Assemblée,

« Modifiant, sur l'avis unanime du jury d'architectes désigné par le Conseil, la résolution qu'elle a prise le 23 septembre 1925, en ce qui concerne la construction d'une salle des Assemblées et de bâtiments annexes pour le Secrétariat de la Société des Nations,

« 1. Approuve le rapport de sa deuxième Commission sur la construction d'une salle des Assemblées et de bâtiments annexes pour le Secrétariat;

« 2. Adopte le devis de l'opération, s'élevant, déduction faite de la somme de 4.000.000 fr., prix de vente garanti de l'Hôtel National, à 12.968.000 fr., soit 8.000.000 pour la construction d'une salle des Assemblées, 6.138.000 fr. pour la construction d'un nouveau Secrétariat, 300.000 fr. pour la construction d'une annexe temporaire et 2.530.000 francs pour l'achat du terrain de construction. »

M. MOTTA (Suisse) remercie M. Réveillaud ainsi que tous ceux qui ont contribué à la solution de cette délicate et importante question.

M. ZUMETA (Venezuela) demande s'il y a eu un rapport de la Commission de contrôle sur les nouvelles dépenses projetées.

M. RÉVEILLAUD (France) croit pouvoir se porter garant que, si l'Assemblée décidait de demander au préalable l'opinion de la Commission de contrôle, celle-ci émettrait un avis qui serait nettement favorable.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

II. TROISIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu hier samedi, 13 mars 1926, à 15 heures, sa troisième séance, sous la présidence de M. LOUCHEUR (France).

Accordingly, the Assembly in 1925 had sought for a more extensive site and had raised the original credit of 4,000,000 francs to 11,700,000 francs.

There were at that time two solutions of the problem under consideration, and the following compromise had been reached.

It was decided that, if the Hôtel National could be sold for 4,500,000 francs, the construction of new buildings on sites available on the shores of the lake might be undertaken (solution No. 2). If, however, by December 15th, 1925, no purchaser for the Hôtel National had been found, it would be necessary to retain it and to construct additional buildings on the sites adjacent (solution No. 1).

No purchaser came forward, and under the decision of the last Assembly, it became necessary to revert to solution No. 1.

The International Jury of Architects, however, was strongly in favour of solution No. 2, and the Assembly was now being asked to accept this solution.

Solution No. 2 had become practical owing to the intervention of M. Motta, delegate for Switzerland, who, with the assent of the authorities of the Canton of Geneva and of his colleagues on the Federal Council, was in a position to offer on behalf of the Federal Government a guarantee for the sale of the Hotel National of not less than 4 million Swiss francs.

M. Motta had also undertaken to place at the disposal of the League of Nations the right of expropriation for the acquisition of the new sites which it required.

Under this arrangement, the total cost of solution No. 2 would be 12,968,000 francs, or, according to revised estimates, some 450,000 francs in excess of the cost of solution No. 1. In these circumstances, solution No. 2 had been unanimously approved by the Second Committee.

To meet the costs of the scheme, no new credits would have to be placed on the budget. In accordance with the proposals of the Supervisory Commission, the sums to be paid for the new buildings would be supplied from a special fund largely made up of the surpluses of the previous financial periods, while a fixed annuity of 1,375,000 francs would be incorporated in the budget until the complete repayment of the advances made from this fund.

He would accordingly submit the following resolution:

“ The Assembly,

“ Deciding, in view of the unanimous opinion expressed by the Jury of Architects appointed by the Council, to modify the resolution which it adopted on September 23rd, 1925, with regard to the construction of an Assembly Hall and of adjoining buildings for the Secretariat of the League of Nations:

“ 1. Approves the Report of its Second Committee concerning the construction of an Assembly Hall and of adjoining buildings for the Secretariat;

“ 2. Adopts for this purpose the working estimate, amounting, after deduction of the sum of 4,000,000 francs (being the guaranteed sale price of the Hotel National), to 12,968,000 francs, of which 8,000,000 will be for the construction of an Assembly Hall, 6,138,000 francs for the construction of a new Secretariat, 300,000 francs for the construction of a temporary annex, and 2,530,000 francs for the purchase of ground.”

M. MOTTA (Switzerland) thanked M. Réveillaud and all those who had contributed to the solution of this very delicate and important problem.

M. ZUMETA (Venezuela) asked if there was a report from the Supervisory Commission on the new expenditure proposed.

M. RÉVEILLAUD (France) said he could guarantee that, if the Assembly decided to invite the opinion of the Supervisory Commission, the latter would pronounce itself to be clearly in favour of the new proposal.

The resolution was unanimously adopted.

II. THIRD MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee held its third meeting at 3 p.m. yesterday (Saturday, March 13th, 1926) under the chairmanship of M. LOUCHEUR (France).

Prévisions budgétaires supplémentaires pour 1926: Rapport complémentaire de la Commission de contrôle.

- Après discussion, la Commission adopte à l'unanimité le rapport de la Commission de contrôle sur les prévisions budgétaires supplémentaires pour 1926.
- La Commission approuve la création d'un nouveau poste de Sous-Secrétaire général et soumet à l'Assemblée la résolution suivante:
 - « L'Assemblée, en vertu de la résolution prise le 13 mars 1926, arrête à la somme totale de 597.777 francs le budget supplémentaire pour 1926. »

Nomination d'un rapporteur devant l'Assemblée.

Sur la proposition de M. OLDENBURG (Danemark), M. BELLONI (Italie) est désigné comme rapporteur devant l'Assemblée.

Clôture de la session.

Le vicomte CECIL OF CHELWOOD (Empire Britannique) remercie, au nom de la deuxième Commission, la Commission de contrôle, qui a bien voulu se charger, pour accélérer la marche des travaux, d'examiner officieusement les prévisions budgétaires supplémentaires pour 1926.

Le PRÉSIDENT s'associe aux remerciements du représentant de l'Empire Britannique.

III. LETTRE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE GENÈVE

Le Secrétaire général a reçu la lettre suivante:

CHAMBRE DE COMMERCE
DE GENÈVE

Genève, le 13 mars 1926.

Au cours de la séance de la deuxième Commission de la Société des Nations de vendredi après-midi, il a été annoncé que la Chambre de Commerce de Genève aurait envoyé à ses membres une circulaire demandant si la présence du Secrétariat de la Société des Nations avait amené une circulation d'argent à Genève.

Nous tenons à vous informer que nous opposons le démenti le plus formel à cette déclaration et que nous n'avons envoyé aucune circulaire ou lettre ayant un rapport quelconque avec l'allusion faite à la deuxième Commission.

Au nom de la Chambre de Commerce:
(Signé) Edmond TURRETTINI,
Président.

Albert PICTET,
Secrétaire général.

IV. ÉLECTION DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE

• TÉLÉGRAMME DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE.

S. E. le Docteur Affonso da Costa, président de la Délégation portugaise, Société des Nations, Genève.

• Plein de foi dans l'avenir, je présente à la Société des Nations les assurances de ma reconnaissance la plus dévouée. En me congratulant cordialement avec l'illustre Délégation portugaise, je suis vraiment ému pour le juste hommage rendu personnellement à Votre Excellence à qui la République doit les plus hauts services. — Bernardino MACHADO, président de la République Portugaise.

Le Sénat et la Chambre des Députés du Portugal ont émis « un vote de congratulation pour l'élection de M. le Dr Affonso da Costa à la présidence de l'Assemblée extraordinaire de la Société des Nations ».

Supplementary Estimates for the Budget of 1926: Complementary Report of the Supervisory Commission.

The Committee, after discussion, unanimously adopted the complementary report of the Supervisory Commission on the estimates of the Supplementary Budget for 1926.

The Committee approved the creation of a new post of Under-Secretary-General and decided to submit to the Assembly the following resolution:

“The Assembly, in view of the resolution adopted on March 13th, 1926, fixes as the total of the Supplementary Budget for 1926 the sum of 597,777 francs.”

Appointment of a Rapporteur to the Assembly.

On the proposal of M. OLDENBURG (Denmark), M. BELLONI (Italy) was appointed Rapporteur to the Assembly.

Close of the Session.

Viscount CECIL OF CHELWOOD (British Empire), on behalf of the Second Committee, thanked the Supervisory Commission, which had, in order to accelerate the progress of the work, undertaken to examine the estimates of the Supplementary Budget for 1926 unofficially.

The CHAIRMAN associated himself with the thanks of the representative of the British Empire.

III. LETTER FROM THE GENEVA CHAMBER OF COMMERCE

The Secretary-General has received the following letter:

GENEVA CHAMBER
OF COMMERCE

Geneva, March 13th, 1926.

At the meeting of the Second Committee of the League of Nations held on Friday afternoon, it was stated that the Geneva Chamber of Commerce had circularised its members and asked them whether the presence of the League Secretariat had led to increased business in Geneva.

We beg to assure you in the most explicit terms that there is no truth whatever in this statement and to inform you that we have sent no circular or letter in any way connected with the matter referred to in the Second Committee.

On behalf of the Chamber of Commerce:
(Signed) Edmund TURRETTINI,
Président.

Albert PICTET,
General Secretary.

IV. ELECTION OF THE PRESIDENT OF THE ASSEMBLY

TELEGRAM FROM THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC

H. E. Dr. Affonso da Costa, President of the Portuguese Delegation, League of Nations, Geneva.

Full of confidence in the future, I send to the League of Nations an assurance of my most devoted gratitude. Congratulating myself cordially, together with the distinguished Portuguese delegation, I am sincerely sensible of the just tribute paid personally to Your Excellency, who has rendered the Republic the greatest services. — Bernardino MACHADO, President of the Portuguese Republic.

The Senate and Chamber of Deputies of Portugal has moved a “vote of congratulation for the election of Dr. Affonso da Costa to the presidency of the Special Session of the Assembly of the League of Nations”.

V. LISTE DES DOCUMENTS COMMUNIQUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LE 13 MARS 1926

A. II, Extraordinaire. Construction d'une salle des Assemblées et de bâtiments annexes pour le Secrétariat général.
Rapport de la deuxième Commission.
Ordre du jour de l'Assemblée (session extraordinaire) N° 2.
Compte rendu définitif: première séance plénière.

V. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON MARCH 13th, 1926

A. II, Special. Erection of an Assembly Hall and of Annexes for the Use of the Secretariat.
Report by the Second Committee.
Assembly Agenda (Special Session) No. 2.
Definitive Verbatim Record: First Plenary Meeting.

COMPTE RENDU PROVISOIRE DE L'ASSEMBLÉE

Comme dans les années passées, un compte rendu provisoire des séances plénières de l'Assemblée sera publié. Des exemplaires pourront être commandés:

Au Service de vente des publications de la Société des Nations (Villa Beau-Regard, Annexe de l'Hôtel National); à l'entrée publique de la Salle des Assemblées, pendant les séances; à la Librairie Payot et C^{ie}, Place du Molard, Genève.

LISTE DES DÉLÉGUÉS ET MEMBRES DES DÉLÉGATIONS

(Edition révisée.)

Vient de paraître.

50 centimes (argent suisse).

ALBUM ILLUSTRÉ DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Un aperçu officiel illustré de l'activité de la Société.

Cet album contient 84 grandes pages (17x24 cm.) et plus de 100 photographies, cartes, etc., illustrant chaque phase de l'organisation et de l'activité de la Société des Nations. Un texte explicatif, divisé en seize chapitres, donne un aperçu succinct du développement, de la structure et de l'œuvre de la Société.

5 francs (argent suisse).

BROCHURES DE LA SECTION D'INFORMATION

Afin de faire connaître à tous l'organisation et l'activité multiple de la Société des Nations, la Section d'information a entrepris la publication d'une série de brochures consacrées aux divers aspects de l'œuvre de la Société des Nations. Ces brochures ne sauraient en aucune manière être considérées comme des documents officiels.

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS: SON ŒUVRE (janvier 1920-juin 1925).
1 franc (argent suisse).

L'ŒUVRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

RECONSTRUCTION FINANCIÈRE DE L'AUTRICHE.

L'ACTIVITÉ POLITIQUE.

L'ORGANISATION D'HYGIÈNE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.

LA RÉDUCTION DES ARMEMENTS.

L'ŒUVRE SOCIALE ET HUMANITAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

LES MANDATS.

LES MINORITÉS.

LE BASSIN DE LA SARRE ET LA VILLE LIBRE DE DANTZIG.

Chaque brochure, 25 centimes (argent suisse).

Nouvelles éditions révisées.

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LA COOPÉRATION INTELLECTUELLE

L'ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LE PACTE.
(ensemble) (sous presse).

L'ŒUVRE SOCIALE ET HUMANITAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS (sous presse).

Chaque brochure, 50 centimes (argent suisse).

RÉDUCTION DES ARMEMENTS: Débats de la cinquième Assemblée, du 4 au 6 septembre 1924. Fr. 1.—
(Argent suisse.)

ARBITRAGE, SÉCURITÉ ET RÉDUCTION DES ARMEMENTS: Documents et travaux de la cinquième Assemblée (septembre 1924) Fr. 1,50.
(Argent suisse.)

VERBATIM RECORD OF THE ASSEMBLY

As in past years, a Provisional Verbatim Record of the Plenary Meetings of the Assembly is being issued. Copies may be ordered at the Publications Sales Department of the League of Nations (Villa Beau-Regard, Annex to the Hotel National), at the Public Entrance of the Assembly Hall during the meetings, or at the Librairie Payot & Cie, Place du Molard, Geneva.

LIST OF DELEGATES AND MEMBERS OF DELEGATIONS

(Revised edition.)

Now Ready.

50 centimes (Swiss).

ILLUSTRATED ALBUM OF THE LEAGUE OF NATIONS

An Official Illustrated Survey of the League in Action

This album contains 84 large pages (17 x 24 cm.) and over a hundred photographs, charts, maps, etc., illustrating every phase of the League's organisation and activities, together with an explanatory text divided into sixteen chapters and giving a succinct account of the growth, structure, and work of the League.

5 francs (Swiss).

PAMPHLETS OF THE INFORMATION SECTION

In order to render information about the League of Nations easily accessible, the Information Section of the Secretariat of the League has prepared a series of pamphlets on the various aspects of League work. These pamphlets should not be regarded as official statements engaging the responsibility of the League; for official purposes reference should be made to the official texts, reports and proceedings.

THE LEAGUE OF NATIONS: A SURVEY (January 1920-June 1925).
1 franc (Swiss).

THE LEAGUE OF NATIONS: ITS CONSTITUTION AND ORGANISATION.

THE COVENANT.

THE FINANCIAL RECONSTRUCTION OF AUSTRIA.

TRANSIT AND COMMUNICATIONS.

POLITICAL PROBLEMS.

THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.

DISARMAMENT.

FINANCIAL ADMINISTRATION AND ALLOCATION OF EXPENSES.

MINORITIES.

DANTZIG AND THE SAAR.

25 centimes (Swiss) each.

Revised Editions.

HEALTH AND EPIDEMICS.

SOCIAL AND HUMANITARIAN WORK (in the press).

INTELLECTUAL CO-OPERATION (in the press).

50 centimes (Swiss) each.

PROTOCOL FOR THE PACIFIC SETTLEMENT OF INTERNATIONAL DISPUTES

(Text of Protocol; Debates of the Assembly; Reports)
Fr. 1.50 (Swiss)

LISTE DES DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIE**
Nouvelle-Galles du Sud: Angus & Robertson Ltd., 89-95, Castlereagh Street, SYDNEY.
Victoria: Robertson & Mullens Ltd., 107-113, Elizabeth Street, MELBOURNE.
- BELGIQUE**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRESIL**
Livreria F. Brigulet & Cia, 23, rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.
- BULGARIE**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, B-d « Tsar Osvoboditel » No. 4a, SOFIA.
- CANADA**
League of Nations Society in Canada, 279 Wellington Street, OTTAWA.
- CHILI**
Alexander R. Walker, Abumada 357, SANTIAGO-DE-CHILI.
- COLOMBIE**
Libreria Colombiana, P. O. Box 199, BOGOTA.
- COSTA-RICA**
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.
- DANEMARK**
V. Plos Boghandel-Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.
- DANTZIG (Ville Libre de)**
John & Rosenberg, Buchhandlung (Inh. Friedrich Händler), Zeughauspassage, DANTZIG.
- EQUATEUR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE**
Centro Editorial « Minerva » Tudescos, 39-41, MADRID, E. 12.
- ÉTATS-UNIS**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- FINLANDE**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).
- GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE DU NORD et COLONIES DE LA COURONNE**
Constable & Co. Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W.C. 2.
- GRECE**
Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Constitution, ATHÈNES.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantes, 10a, Calle Oriente, No. 5, GUATEMALA.
- HAÏTI**
Librairie-Papeterie, M^{me} D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.
- HAWAÏ**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- HONGRIE**
Ferdinand Pfeifer (Zeldier Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST IV, KÉR.
- INDES NÉERLANDAISES**
Algemeene Boekhandel, G. Kolff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.
- ITALIE**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco-Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPON**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- LETONIE**
Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.
- LUXEMBOURG (G. D.)**
Librairie J. Heintzé, M. Hagen, successeur, Place Guillaume, 8, LUXEMBOURG.
- MEXIQUE**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- NORVEGE**
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, OSLO.
- NOUVELLE-ZÉLANDE**
Nash & Kissling, Fletcher's Buildings, 4, Willis Street, WELLINGTON.
- PANAMA**
Libreria I. Preciado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PAYS-BAS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PÉROU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- PORTUGAL**
J. Rodrigues & Ca, rua Aurea, 186-188, LISBONNE.
- ROUMANIE**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- SARRE (Bassin de la)**
Librairie Parisienne, Maison Marguet, M. Golbert, successeur, 4, Friederich Wilhelmstrasse, SARREBRUCK.
- SERBES, CROATES ET SLOVÈNES (Royaume des)**
Librairie « Vreme », BELGRADE.
- SUEDE**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHÉCOSLOVAQUIE**
Librairie F. Topic, 11, Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser :
Service de vente des Publications de la Société des Nations,
GENÈVE (Suisse).
(Catalogue envoyé sur demande).

AUTHORISED AGENTS FOR THE PUBLICATIONS OF THE LEAGUE OF NATIONS

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIA**
New South Wales: Angus & Robertson Ltd., 89-95, Castlereagh Street, SYDNEY.
Victoria: Robertson & Mullens Ltd., 107-113, Elizabeth Street, MELBOURNE.
- BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUSSELS.
- BOLIVIA**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRAZIL**
Livreria F. Brigulet & Cia, 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIA**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd « Tsar Osvoboditel » No 4a, SOFIA.
- CANADA**
League of Nations Society in Canada, 279, Wellington Street, OTTAWA.
- CHILE**
Alexander R. Walker, Abumada 357, SANTIAGO-DE CHILE.
- COLOMBIA**
Libreria Colombiana, P. O. Box 199, BOGOTA.
- COSTA RICA**
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.
- CZECHOSLOVAKIA**
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- DANTZIG, Free City of.**
John & Rosenberg, Buchhandlung (Inh. Friedrich Händler), Zeughauspassage, DANTZIG.
- DENMARK**
V. Plos Boghandel, Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.
- DUTCH EAST INDIES**
Algemeene Boekhandel G. Kolff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.
- ECUADOR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- FINLAND**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).
- GREAT BRITAIN, NORTHERN IRELAND and CROWN COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.
- GREECE**
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitution, ATHENS.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantes, 10a, Calle Oriente, No 5, GUATEMALA.
- HAÏTI**
Librairie-Papeterie M^{me} D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HUNGARY**
Ferdinand Pfeifer (Zeldier Bros.), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST, IV, KÉR.
- ITALY**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco-Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPAN**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- LATVIA**
Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.
- LUXEMBURG (G.-D.)**
Librairie J. Heintzé, M. Hagen, successeur, Place Guillaume, 8, LUXEMBURG.
- MEXICO**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NETHERLANDS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE HAGUE.
- NEW ZEALAND**
Nash & Kissling, Fletcher's Buildings, 4, Willis Street, WELLINGTON.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORWAY**
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, OSLO.
- PANAMA**
Libreria I. Preciado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PERU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLAND**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.
- PORTUGAL**
J. Rodrigues & Ca, Rua Aurea, 186-188, LISBON.
- ROUMANIA**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCHAREST.
- SAAR BASIN**
Librairie Parisienne, Maison Marguet, M. Golbert, successeur, Friederich Wilhelmstrasse, SAARBRUCK.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- SERBS, CROATS AND SLOVENES (Kingdom of the)**
Librairie « Vreme », BELGRADE.
- SPAIN**
Centro Editorial « Minerva », Tudescos, 39-41, MADRID, E. 12.
- SWEDEN**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SWITZERLAND**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- UNITED STATES**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries, apply:
Publication Sales Department of the League of Nations,
GENÈVE (Switzerland).
(Catalogue sent on application.)

JOURNAL

DE
L'ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE MARS 1926

OF THE
SPECIAL ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA MARCH 1926

N° 8. — MARDI 16 MARS 1926.

No. 8. — TUESDAY, MARCH 16th, 1926.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beau-Regard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

SOMMAIRE :

	Pages
I. Séance plénière de l'Assemblée	41
II. Signatures et ratifications des engagements internationaux	42
III. Liste des documents communiqués aux membres de l'Assemblée	42

I. SÉANCE PLÉNIÈRE DE L'ASSEMBLÉE

Une séance plénière de l'Assemblée aura lieu le mercredi 17 mars 1926, à 10 heures, dans la Salle de la Réformation.

Ordre du jour :

Demande d'admission dans la Société des Nations adressée par le Gouvernement allemand: Rapport de la première Commission.

N. B. Une seconde séance plénière de l'Assemblée sera probablement tenue au cours de la même journée. L'ordre du jour et l'heure de cette seconde séance seront, dans ce cas, indiqués par le Président, à la fin de la première.

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beau-Regard).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

CONTENTS :

	Page
I. Plenary Meeting of the Assembly	41
II. Signatures and Ratifications of International Engagements	42
III. List of Documents distributed to Members of the Assembly	42

I. PLENARY MEETING OF THE ASSEMBLY.

A plenary meeting of the Assembly will be held on Wednesday, March 17th, 1926, at 10 a.m., at the Salle de la Réformation.

Agenda :

Request of the German Government for Admission to the League of Nations: Report of the First Committee.

N.B. A second plenary meeting of the Assembly will probably be held on the same day. The agenda and hour of this second meeting will in that case be announced by the President at the end of the first meeting.

II. SIGNATURES ET RATIFICATIONS
DES ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX

S. E. le Dr H. Gustavo GUERRERO, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République du Salvador en France, a adhéré, le 11 mars 1926, au nom de la République du Salvador, à la Convention et au Protocole élaborés par la deuxième Conférence de l'opium et ouverts à la signature, à Genève, du 18 février au 30 septembre 1925.

II. SIGNATURES AND RATIFICATIONS
OF INTERNATIONAL ENGAGEMENTS.

H.E. Dr. H. Gustavo GUERRERO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Salvador in France, adhered on March 11th, 1926, on behalf of the Republic of Salvador, to the Convention and Protocol framed by the Second Opium Conference and opened for signature at Geneva from February 18th to September 30th, 1925.

III. LISTE DES DOCUMENTS COMMUNIQUÉS AUX
DÉLÉGUÉS A L'ASSEMBLÉE, LE 15 MARS 1926.

Compte rendu provisoire: Deuxième séance.

A. 10, Extraordinaire. Construction d'une Salle des Assemblées et de bâtiments annexes pour le Secrétariat général. Résolution adoptée par l'Assemblée le 13 mars 1926.

A. 12, Extraordinaire. Prévisions budgétaires supplémentaires pour 1926: Résolution adoptée par l'Assemblée le 13 mars 1926.

A. 13, Extraordinaire. Budget supplémentaire pour 1926: Rapport de la deuxième Commission à l'Assemblée.

III. LIST OF DOCUMENTS
DISTRIBUTED TO DELEGATES AT THE ASSEMBLY
ON MARCH 15th, 1926.

Provisional Verbatim Record: Second Meeting.

A. 10, Special. Erection of an Assembly Hall and of Annexes for the Use of the Secretariat: Resolution adopted by the Special Assembly on March 13th, 1926.

A. 12, Special. Supplementary Estimates for the Budget of 1926: Resolution adopted by the Special Assembly on March 13th, 1926.

A. 13, Special. Supplementary Budget for 1926: Report by the Second Committee to the Special Assembly.

COMPTE RENDU PROVISOIRE DE L'ASSEMBLÉE

Comme dans les années passées, un compte rendu provisoire des séances plénières de l'Assemblée sera publié. Des exemplaires pourront être commandés:

Au Service de vente des publications de la Société des Nations (Villa Beau-Regard, Annexe de l'Hôtel National); à l'entrée publique de la Salle des Assemblées, pendant les séances; à la Librairie Payot et C^{ie}, Place du Molard, Genève.

LISTE DES DÉLÉGUÉS ET MEMBRES DES DÉLÉGATIONS

(Edition révisée.)

Vient de paraître.

50 centimes (argent suisse).

ALBUM ILLUSTRÉ DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Un aperçu officiel illustré de l'activité de la Société.

Cet album contient 84 grandes pages (17x24 cm.) et plus de 100 photographies, cartes, etc., illustrant chaque phase de l'organisation et de l'activité de la Société des Nations. Un texte explicatif, divisé en seize chapitres, donne un aperçu succinct du développement, de la structure et de l'œuvre de la Société.

5 francs (argent suisse).

BROCHURES DE LA SECTION D'INFORMATION

Afin de faire connaître à tous l'organisation et l'activité multiple de la Société des Nations, la Section d'information a entrepris la publication d'une série de brochures consacrées aux divers aspects de l'œuvre de la Société des Nations. Ces brochures ne sauraient en aucune manière être considérées comme des documents officiels.

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS: SON ŒUVRE (janvier 1920-juin 1925).
1 franc (argent suisse).

L'ŒUVRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

RECONSTRUCTION FINANCIÈRE DE L'AUTRICHE.

L'ACTIVITÉ POLITIQUE.

L'ORGANISATION D'HYGIÈNE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.

LA RÉDUCTION DES ARMEMENTS.

L'ŒUVRE SOCIALE ET HUMANITAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

LES MANDATS.

LES MINORITÉS.

LE BASSIN DE LA SARRE ET LA VILLE LIBRE DE DANTZIG.

Chaque brochure, 25 centimes (argent suisse).

Nouvelles éditions révisées.

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LA COOPÉRATION INTELLECTUELLE

L'ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LE PACTE.
(ensemble) (sous presse).

L'ŒUVRE SOCIALE ET HUMANITAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS
(ensemble) (sous presse).

Chaque brochure, 50 centimes (argent suisse).

VIENT DE PARAÎTRE

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES SUR LE COMMERCE DES ARMES, MUNITIONS ET MATÉRIELS DE GUERRE

(Textes français et anglais ensemble) . . . 10 francs
(Argent suisse.)

VERBATIM RECORD OF THE ASSEMBLY

As in past years, a Provisional Verbatim Record of the Plenary Meetings of the Assembly is being issued. Copies may be ordered at the Publications Sales Department of the League of Nations (Villa Beau-Regard, Annex to the Hotel National), at the Public Entrance of the Assembly Hall during the meetings, or at the Librairie Payot & Cie, Place du Molard, Geneva.

LIST OF DELEGATES AND MEMBERS OF DELEGATIONS

(Revised edition.)

Now Ready.

50 centimes (Swiss).

ILLUSTRATED ALBUM OF THE LEAGUE OF NATIONS

An Official Illustrated Survey of the League in Action

This album contains 84 large pages (17 x 24 cm.) and over a hundred photographs, charts, maps, etc., illustrating every phase of the League's organisation and activities, together with an explanatory text divided into sixteen chapters and giving a succinct account of the growth, structure, and work of the League.

5 francs (Swiss).

PAMPHLETS OF THE INFORMATION SECTION

In order to render information about the League of Nations easily accessible, the Information Section of the Secretariat of the League has prepared a series of pamphlets on the various aspects of League work. These pamphlets should not be regarded as official statements engaging the responsibility of the League; for official purposes reference should be made to the official texts, reports and proceedings.

THE LEAGUE OF NATIONS: A SURVEY (January 1920-June 1925).
1 franc (Swiss).

THE LEAGUE OF NATIONS: ITS CONSTITUTION AND ORGANISATION.

THE COVENANT.

THE FINANCIAL RECONSTRUCTION OF AUSTRIA.

TRANSIT AND COMMUNICATIONS.

POLITICAL PROBLEMS.

THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.

DISARMAMENT.

FINANCIAL ADMINISTRATION AND ALLOCATION OF EXPENSES.

MINORITIES.

DANZIG AND THE SAAR.

25 centimes (Swiss) each.

Revised Editions.

HEALTH AND EPIDEMICS.

SOCIAL AND HUMANITARIAN WORK (in the press).

INTELLECTUAL CO-OPERATION (in the press).

50 centimes (Swiss) each.

NOW READY

STATISTICAL INFORMATION ON THE TRADE IN ARMS, AMMUNITION AND IMPLEMENTS OF WAR

(English and French texts together) . . . 10 francs
(Swiss.)

LISTE DES DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIE**
Nouvelle-Galles du Sud: Angus & Robertson Ltd., 89-95, Castlereagh Street, SYDNEY.
Victoria: Robertson & Mullens Ltd., 107-113, Elizabeth Street, MELBOURNE.
- BELGIQUE**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRESIL**
Livreria F. Brigulet & Cia, 23, rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.
- BULGARIE**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, B-d « Tsar Osvo-boditel » No. 4a, SOFIA.
- CANADA**
League of Nations Society in Canada, 279 Wellington Street, OTTAWA.
- CHILI**
Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO-DE-CHILI.
- COLOMBIE**
Libreria Colombiana, P. O. Box 199, BOGOTA.
- COSTA-RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.
- DANEMARK**
V. Pios Boghandel-Povi Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.
- DANTZIG (Ville Libre de)**
John & Rosenberg, Buchhandlung (Inb. Friedrich Händler), Zeughaus-passage, DANTZIG.
- EQUATEUR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE**
Centro Editorial « Minerva » Tudescos, 39-41, MADRID, E. 12.
- ÉTATS-UNIS**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- FINLANDE**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).
- GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE DU NORD et COLONIES DE LA COURONNE**
Constable & Co. Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W.C., 2.
- GRECE**
Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Constitution, ATHÈNES.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantes, 10a, Calle Oriente No. 5, GUATEMALA.
- HAÏTI**
Librairie-papeterie Mme D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.
- HAWAÏ**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- HONGRIE**
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST IV, KER.
- INDES NÉERLANDAISES**
Algemeene Boekhandel, G. Kolff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.
- ITALIE**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco-Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPON**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- LETTONIE**
Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.
- LUXEMBOURG (G.-D.)**
Librairie J. Heintzé, M. Hagen, successeur, Place Guillaume, 8, LUXEMBOURG.
- MEXIQUE**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- NORVEGE**
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, OSLO.
- NOUVELLE-ZELANDE**
Nash & Kissling, Fletcher's Buildings, 4, Willis Street, WELLINGTON.
- PANAMA**
Libreria I. Preciado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PAYS-BAS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PÉROU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE**
Gebethner & Wolff, ulica Stenkliewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- PORTUGAL**
J. Rodrigues & Ca, rua Aurea, 186-188, LISBONNE.
- ROUMANIE**
« Cartea Româneasca » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- SARRE (Basin de la)**
Librairie Parisienne, Maison Marguet, M. Golbert, successeur, 4, Friederich Wilhelmstrasse, SARRERUCK.
- SERBES, CROATES ET SLOVÈNES (Royaume des)**
Librairie « Vreme », BELGRADE.
- SUEDE**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHÉCOSLOVAQUIE**
Librairie F. Topic, 11, Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser :
Service de vente des Publications de la Société des Nations,
GENÈVE (Suisse).
(Catalogue envoyé sur demande).

AUTHORISED AGENTS FOR THE PUBLICATIONS OF THE LEAGUE OF NATIONS

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIA**
New South Wales: Angus & Robertson Ltd., 89-95, Castlereagh Street, SYDNEY.
Victoria: Robertson & Mullens Ltd., 107-113, Elizabeth Street, MELBOURNE.
- BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUSSELS.
- BOLIVIA**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRAZIL**
Livreria F. Brigulet & Cia, 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIA**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd « Tsar Osvo-boditel » No 4a, SOFIA.
- CANADA**
League of Nations Society in Canada, 279, Wellington Street, OTTAWA.
- CHILE**
Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO DE CHILE.
- COLOMBIA**
Libreria Colombiana, P. O. Box 199, BOGOTA.
- COSTA RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.
- CZECHOSLOVAKIA**
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- DANZIG, Free City of.**
John & Rosenberg, Buchhandlung (Inb. Friedrich Händler), Zeughaus-passage, DANZIG.
- DENMARK**
V. Pios Boghandel, Povi Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.
- DUTCH EAST INDIES**
Algemeene Boekhandel G. Kolff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.
- ECUADOR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- FINLAND**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).
- GREAT BRITAIN, NORTHERN IRELAND and CROWN COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.
- GREECE**
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitu-tion, ATHENS.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantes, 10a, Calle Oriente, No 5, GUATEMALA.
- HAÏTI**
Librairie-Papeterie Mme D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HUNGARY**
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Bros.), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST, IV, KER.
- ITALY**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco-Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPAN**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- LATVIA**
Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.
- LUXEMBURG (G.-D.)**
Librairie J. Heintzé, M. Hagen, successeur, Place Guillaume, 8, LUXEMBURG.
- MEXICO**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NETHERLANDS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE HAGUE.
- NEW ZEALAND**
Nash & Kissling, Fletcher's Buildings, 4, Willis Street, WELLINGTON.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORWAY**
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, OSLO.
- PANAMA**
Libreria I. Preciado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PERU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLAND**
Gebethner & Wolff, ulica Stenkliewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.
- PORTUGAL**
J. Rodrigues & Ca, Rua Aurea, 186-188, LISBON.
- ROUMANIA**
« Cartea Româneasca » 3-5, Boul. Academiei, BUCHAREST.
- SAAR BASIN**
Librairie Parisienne, Maison Marguet, M. Golbert, successeur, 4, Friederich Wilhelmstrasse, SAARBRUCK.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- SERBS, CROATS AND SLOVENES (Kingdom of the)**
Librairie « Vreme », BELGRADE.
- SPAIN**
Centro Editorial « Minerva », Tudescos, 39-41, MADRID, E. 12.
- SWEDEN**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SWITZERLAND**
Librairie Payot & Cie, GENEVA, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- UNITED STATES**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries, apply:
Publication Sales Department of the League of Nations,
GENEVA (Switzerland).
(Catalogue sent on application.)

JOURNAL

DE
L'ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE MARS 1926

OF THE
SPECIAL ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA MARCH 1926

N° 9. — MERCREDI 17 MARS 1926.

No. 9. — WEDNESDAY, MARCH 17th, 1926.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beau-Regard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

SOMMAIRE :

	Pages
I. Séance plénière de l'Assemblée	43
II. Liste des documents communiqués aux membres de l'Assemblée	44

I. SÉANCE PLÉNIÈRE DE L'ASSEMBLÉE

Une séance plénière de l'Assemblée aura lieu aujourd'hui, mercredi 17 mars 1926, à 10 heures, dans la Salle de la Réformation.

• Ordre du jour :

Demande d'admission dans la Société des Nations adressée par le Gouvernement allemand: Rapport de la première Commission.

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beau-Regard).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

CONTENTS:

	Page
I. Plenary Meeting of the Assembly	43
II. List of Documents distributed to Members of the Assembly	44

I. PLENARY MEETING OF THE ASSEMBLY

A plenary meeting of the Assembly will be held to-day, Wednesday, March 17th, 1926, at 10 a.m., at the Salle de la Réformation.

Agenda:

Request of the German Government for Admission to the League of Nations: Report of the First Committee.

II. LISTE DES DOCUMENTS COMMUNIQUÉS AUX
DÉLÉGUÉS A L'ASSEMBLÉE, LE 16 MARS 1926.

- A. 6, Extraordinaire. Construction d'une salle des Assemblées et de bâtiments annexes pour le Secrétariat général.
- A. 9, Extraordinaire. Assemblée extraordinaire, mars 1926. Admission de nouveaux Membres dans la Société des Nations. Allemagne. Rapport présenté par la première Commission à l'Assemblée.

II. LIST OF DOCUMENTS
DISTRIBUTED TO DELEGATES AT THE ASSEMBLY
ON MARCH 16TH, 1926

- A. 6, Special. Erection of an Assembly Hall and of Annexes for the Use of the Secretariat.
- A. 9, Special. Special Session of the Assembly, March 1926; Admission of New Members to the League of Nations; Germany: Report presented by the First Committee to the Assembly.

COMPTE RENDU PROVISOIRE DE L'ASSEMBLÉE

Comme dans les années passées, un compte rendu provisoire des séances plénières de l'Assemblée sera publié. Des exemplaires pourront être commandés:

Au Service de vente des publications de la Société des Nations (Villa Beau-Regard, Annexe de l'Hôtel National); à l'entrée publique de la Salle des Assemblées, pendant les séances; à la Librairie Payot et Cie, Place du Molard, Genève.

LISTE DES DÉLÉGUÉS ET MEMBRES DES DÉLÉGATIONS

(Edition révisée.)

Vient de paraître.

50 centimes (argent suisse).

ALBUM ILLUSTRÉ DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Un aperçu officiel illustré de l'activité de la Société.

Cet album contient 84 grandes pages (17x24 cm.) et plus de 100 photographies, cartes, etc., illustrant chaque phase de l'organisation et de l'activité de la Société des Nations. Un texte explicatif, divisé en seize chapitres, donne un aperçu succinct du développement, de la structure et de l'œuvre de la Société.

5 francs (argent suisse).

BROCHURES DE LA SECTION D'INFORMATION

Afin de faire connaître à tous l'organisation et l'activité multiple de la Société des Nations, la Section d'information a entrepris la publication d'une série de brochures consacrées aux divers aspects de l'œuvre de la Société des Nations. Ces brochures ne sauraient en aucune manière être considérées comme des documents officiels.

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS: SON ŒUVRE (janvier 1920-juin 1925).
1 franc (argent suisse).

L'ŒUVRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

RECONSTRUCTION FINANCIÈRE DE L'AUTRICHE.

L'ACTIVITÉ POLITIQUE.

L'ORGANISATION D'HYGIÈNE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.

LA RÉDUCTION DES ARMEMENTS.

L'ŒUVRE SOCIALE ET HUMANITAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

LES MANDATS.

LES MINORITÉS.

LE BASSIN DE LA SARRE ET LA VILLE LIBRE DE DANTZIG.

Chaque brochure, 25 centimes (argent suisse).

Nouvelles éditions révisées.

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LA COOPÉRATION INTELLECTUELLE
L'ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LE PACTE.
(ensemble) (sous presse).

L'ŒUVRE SOCIALE ET HUMANITAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS (sous presse).

Chaque brochure, 50 centimes (argent suisse).

VIENT DE PARAÎTRE

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES SUR LE COMMERCE DES ARMES, MUNITIONS ET MATÉRIELS DE GUERRE

(Textes français et anglais ensemble) . . . 10 francs
(Argent suisse.)

VERBATIM RECORD OF THE ASSEMBLY

As in past years, a Provisional Verbatim Record of the Plenary Meetings of the Assembly is being issued. Copies may be ordered at the Publications Sales Department of the League of Nations (Villa Beau-Regard, Annex to the Hotel National), at the Public Entrance of the Assembly Hall during the meetings, or at the Librairie Payot & Cie, Place du Molard, Geneva.

LIST OF DELEGATES AND MEMBERS OF DELEGATIONS

(Revised edition.)

Now Ready.

50 centimes (Swiss).

ILLUSTRATED ALBUM OF THE LEAGUE OF NATIONS

An Official Illustrated Survey of the League in Action.

This album contains 84 large pages (17 x 24 cm.) and over a hundred photographs, charts, maps, etc. illustrating every phase of the League's organisation and activities, together with an explanatory text divided into sixteen chapters and giving a succinct account of the growth, structure, and work of the League.

5 francs (Swiss).

PAMPHLETS OF THE INFORMATION SECTION

In order to render information about the League of Nations easily accessible, the Information Section of the Secretariat of the League has prepared a series of pamphlets on the various aspects of League work. These pamphlets should not be regarded as official statements engaging the responsibility of the League; for official purposes reference should be made to the official texts, reports and proceedings.

THE LEAGUE OF NATIONS: A SURVEY (January 1920-June 1925).
1 franc (Swiss).

THE LEAGUE OF NATIONS: ITS CONSTITUTION AND ORGANISATION.

THE COVENANT.

THE FINANCIAL RECONSTRUCTION OF AUSTRIA.

TRANSIT AND COMMUNICATIONS.

POLITICAL PROBLEMS.

THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.

DISARMAMENT.

FINANCIAL ADMINISTRATION AND ALLOCATION OF EXPENSES.

MINORITIES.

DANZIG AND THE SAAR.

25 centimes (Swiss) each.

Revised Editions.

HEALTH AND EPIDEMICS.

SOCIAL AND HUMANITARIAN WORK (in the press).

INTELLECTUAL CO-OPERATION (in the press).

50 centimes (Swiss) each.

NOW READY

STATISTICAL INFORMATION ON THE TRADE IN ARMS, AMMUNITION AND IMPLEMENTS OF WAR

(English and French texts together) . . . 10 francs
(Swiss.)

LISTE DES DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIE**
Nouvelle-Galles du Sud: Angus & Robertson Ltd., 89-95, Castlereagh Street, SYDNEY.
Victoria: Robertson & Mullens Ltd., 107-113, Elizabeth Street, MELBOURNE.
- BELGIQUE**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRESIL**
Livreria F. Brigulet & Cia, 23, rua Sachet, RIO-DE-JANEIRO.
- BULGARIE**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd « Tsar Osvo-
boditel » No. 4a, SOFIA.
- CANADA**
League of Nations Society in Canada, 279 Wellington Street, OTTAWA.
- CHILI**
Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO-DE-CHILI.
- COLOMBIE**
Libreria Colombiana, P. O. Box 199, BOGOTA.
- COSTA-RICA**
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.
- DANEMARK**
V. Pios Boghandel, Povel Branner, 12, Nørregade, COPENHAGUE.
- DANTZIG (Ville Libre de)**
John & Rosenberg, Buchhandlung (Inh. Friedrich Händler), Zeughaus-
passage, DANTZIG.
- ÉQUATEUR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE**
Centro Editorial « Minerva » Tudescos, 39-41, MADRID, E. 12.
- ÉTATS-UNIS**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- FINLANDE**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain,
Paris (VI^e).
- GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE DU NORD et COLONIES DE LA
COURONNE**
Constable & Co. Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W.C., 2.
- GRECE**
Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Consti-
tution, ATHÈNES.
- GUATÉMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantes, 10a, Calle Oriente No. 5,
GUATÉMALA.
- HAÏTI**
Librairie-papeterie, M^{me} D. Viard, angle des rues du Centre et des
Casernes, PORT-AU-PRINCE.
- HAWAÏ**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- HONGRIE**
Ferdinand Pfeiffer (Zeldler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST
IV, KÉR.
- INDES NÉERLANDAISES**
Algemeene Boekhandel, G. Kolff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.
- ITALIE**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco-Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPON**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi
Torii-Sanchome, TOKIO.
- LETTONIE**
Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.
- LUXEMBOURG (G. D.)**
Librairie J. Heintzé, M. Hagen, successeur, Place Guillaume, 8,
LUXEMBOURG.
- MEXIQUE**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- NORVEGE**
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, OSLO.
- NOUVELLE-ZÉLANDE**
Nash & Kissling, Fletcher's Buildings, 4, Willis Street, WELLINGTON.
- PANAMA**
Libreria I. Preciado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PAYS-BAS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PÉROU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- PORTUGAL**
J. Rodrigues & Ca, rua Aurea, 186-188, LISBONNE.
- ROUMANIE**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- SARRE (Bassin de la)**
Librairie Parisienne, Maison Marguet, M. Golbert, successeur, 4,
Friederich Wilhelmstrasse, SAARBRUCK.
- SERBES, CROATES ET SLOVÈNES (Royaume des)**
Librairie « Vreme », BELGRADE.
- SUÈDE**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE**
Librairie Payot & Cie, GENEVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX,
NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHÉCOSLOVAQUIE**
Librairie F. Topič, 11, Narodní, PRAGUE.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandí 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser:
Service de vente des Publications de la Société des Nations,
GENÈVE (Suisse).
(Catalogue envoyé sur demande).

AUTHORISED AGENTS FOR THE PUBLICATIONS OF THE LEAGUE OF NATIONS

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIA**
New South Wales: Angus & Robertson Ltd., 89-95, Castlereagh
Street, SYDNEY.
Victoria: Robertson & Mullens Ltd., 107-113, Elizabeth Street,
MELBOURNE.
- BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil,
BRUSSELS.
- BOLIVIA**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRAZIL**
Livreria F. Brigulet & Cia, 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIA**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd « Tsar Osvo-
boditel » No 4a, SOFIA.
- CANADA**
League of Nations Society in Canada, 279, Wellington Street, OTTAWA.
- CHILE**
Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO DE CHILE.
- COLOMBIA**
Libreria Colombiana, P. O. Box 199, BOGOTA.
- COSTA RICA**
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.
- CZECHOSLOVAKIA**
Librairie F. Topič, 11 Narodní, PRAGUE.
- DANZIG, Free City of**
John & Rosenberg, Buchhandlung (Inh. Friedrich Händler), Zeughaus-
passage, DANZIG.
- DENMARK**
V. Pios Boghandel, Povel Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.
- DUTCH EAST INDIES**
Algemeene Boekhandel G. Kolff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.
- ECUADOR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- FINLAND**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain,
Paris (VI^e).
- GREAT BRITAIN, NORTHERN IRELAND and CROWN COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.
- GREECE**
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitu-
tion, ATHENS.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantes, 10a, Calle Oriente, No. 5,
GUATEMALA.
- HAÏTI**
Librairie-Papeterie M^{me} D. Viard, angle des rues du Centre et des
Casernes, PORT-AU-PRINCE.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HUNGARY**
Ferdinand Pfeiffer (Zeldler Bros.), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST,
IV, KÉR.
- ITALY**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco-Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPAN**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi
Torii-Sanchome, TOKIO.
- LATVIA**
Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.
- LUXEMBURG (G.-D.)**
Librairie J. Heintzé, M. Hagen, successeur, Place Guillaume, 8,
LUXEMBURG.
- MEXICO**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NETHERLANDS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE
HAGUE.
- NEW ZEALAND**
Nash & Kissling, Fletcher's Buildings, 4, Willis Street, WELLINGTON.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Linares, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORWAY**
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, OSLO.
- PANAMA**
Libreria I. Preciado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PERU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLAND**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.
- PORTUGAL**
J. Rodrigues & Ca, Rua Aurea, 186-188, LISBON.
- ROUMANIA**
« Cartea Românească », 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SAAR BASIN**
Librairie Parisienne, Maison Marguet, M. Golbert, successeur, 4,
Friederich Wilhelmstrasse, SAARBRUCK.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- SERBS, CROATS AND SLOVENES (Kingdom of the)**
Librairie « Vreme », BELGRADE.
- SPAIN**
Centro Editorial « Minerva », Tudescos, 39-41, MADRID, E. 12.
- SWEDEN**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SWITZERLAND**
Librairie Payot & Cie, GENEVA, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX,
NEUCHÂTEL, BERNE.
- UNITED STATES**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandí 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries, apply:
Publication Sales Department of the League of Nations,
GENEVA (Switzerland).
(Catalogue sent on application.)

JOURNAL

DE
L'ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE MARS 1926

OF THE
SPECIAL ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA MARCH 1926

N° 10. — JEUDI 18 MARS 1926.

No. 10. — THURSDAY, MARCH 18th, 1926.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beau-Regard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

SOMMAIRE :

	Page
I. Troisième séance plénière de l'Assemblée.	45
II. Liste des documents communiqués aux délégués à l'Assemblée	59

I. TROISIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation, le mercredi 17 mars 1926, à 10 heures.

Demande d'admission dans la Société des Nations adressée par le Gouvernement allemand.

Sir Austen Chamberlain (Empire Britannique), président et rapporteur de la première Commission, monte à la tribune.

Sir Austen CHAMBERLAIN déclare que la proposition qu'il présentera à l'Assemblée dépend d'une déclaration que lui a faite le représentant du Brésil. Il demande donc l'autorisation d'ajourner son exposé jusqu'à ce que le représentant du Brésil ait fait sa déclaration à la tribune.

M. DE MELLO-FRANCO (Brésil) prend la parole en ces termes:

Répondant au memorandum adressé par le Gouvernement allemand aux Gouvernements des Etats représentés au Conseil, le Gouvernement du Brésil, après avoir manifesté combien il désirait et trouvait nécessaire l'adhésion à la Société des Nations de tous les Etats qui en sont encore absents, et après avoir

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor (Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beau-Regard).

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

CONTENTS:

	Page
I. Third Plenary Meeting of the Assembly	45
II. List of Documents distributed to the Delegates at the Assembly	59

I. THIRD PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation at 10 a.m. on Wednesday, March 17th, 1926.

Request of the German Government for Admission to the League of Nations.

Sir Austen Chamberlain (British Empire), Chairman and Rapporteur of the First Committee, came to the platform.

Sir Austen CHAMBERLAIN said that the proposal which he would have to present to the Assembly depended on a declaration which had been made to him by the representative of Brazil. He would therefore ask the permission of the Assembly to defer his own remarks until the representative of Brazil had made this declaration from the platform.

M. DE MELLO-FRANCO (Brazil) spoke as follows:

The Government of Brazil, replying to the memorandum addressed by the German Government to the Governments of the States represented on the Council, after having shown how much it desired and how necessary it considered the adherence to the League of Nations of all the States which

réaffirmé notre profond dévouement à l'esprit et à la lettre du Pacte, dont le Brésil est l'un des signataires, a ajouté les paroles suivantes :

« Le Gouvernement du Brésil entend, toutefois, que les questions concrètes résultant des désirs exprimés par l'Allemagne appartiennent à la nature de celles qui ne doivent pas être traitées de gouvernement à gouvernement, mais qui doivent être de préférence exposées et discutées dans leur ensemble, par les Membres de la Société et au sein de celle-ci, afin que les divers aspects desdites questions et les points de vue des autres associés soient mieux connus. Le Gouvernement allemand peut, cependant, avoir la certitude que nous examinerons impartialement et dans un esprit de conciliation ses aspirations contenues dans l'aide-mémoire du 29 septembre 1924, en nous maintenant dans le ferme dessein de trouver des solutions adéquates pour toutes les questions et toutes les réclamations justes, sans préjudice des engagements pris par le Brésil et de la bonne doctrine du droit international, en ce que celle-ci serait applicable à chaque cas. »

Ce sont les principes établis dans cette réponse qui ont guidé l'action du représentant du Brésil au Conseil, au cours des débats ardues et pénibles qui se sont produits dans les séances secrètes de ces derniers jours.

Nous ne nous sommes pas mêlés aux laborieuses négociations engagées alors en vue d'une solution acceptable pour les différents intérêts politiques en jeu ; nous avons dû nous borner à ne pas transiger sur les principes tracés dans notre réponse précitée du 1^{er} décembre 1924.

Nous continuons à penser fermement que la question de la réforme de la structure actuelle du Conseil n'intéresse pas seulement certains Etats européens, mais, au contraire, que, par l'importance qu'elle a dans la vie de la Société, cette question est de la nature de celles qui, loin de pouvoir être résolues par des accords particuliers entre quelques-uns d'entre eux, exigent pour l'être que tous les Etats, sans exception, aient été d'abord entendus, afin que les solutions soient adoptées après que les points de vue de tous les associés auront été connus.

Ces principes, que nous sommes fiers d'avoir défendus, se basent sur les fondements mêmes du Pacte et découlent de l'égalité juridique des souverainetés.

La nation brésilienne a suivi avec le plus profond intérêt les travaux de la Conférence de Locarno et elle a exulté en apprenant la conclusion de la grande œuvre du traité de garantie et des conventions d'arbitrage qui contribueront beaucoup à implanter définitivement, en Europe, la paix par la justice.

Il était impossible, d'ailleurs, qu'il en fût autrement, lorsqu'on songe aux sentiments unanimes d'un peuple idéaliste et pacifique comme le peuple brésilien, qui a inscrit l'arbitrage parmi les principes essentiels de sa constitution politique.

Cependant, quelque grande que soit la valeur de ce système d'accords, qui honorent tellement les hommes éminents qui les ont négociés, nous ne devons pas perdre de vue que l'œuvre admirable de Locarno doit rentrer dans le cadre de la Société des Nations et non pas la Société des Nations dans la construction politique de Locarno.

Ce serait une erreur regrettable de supposer que notre action, au cours des événements qui viennent de se dérouler, ait obéi à quelque préoccupation égoïste ou à quelque inspiration d'un orgueil national mal compris.

Non et non ! Je répéterai fortement devant cette honorable Assemblée ce que j'ai toujours déclaré au sein du Conseil, c'est-à-dire qu'usant de notre droit, comme nation américaine, nous revendiquons pour l'Amérique une représentation plus équitable et plus nombreuse au Conseil. En tant que partie intégrante du territoire de l'Amérique, le Brésil a le droit, sur un pied d'égalité avec les autres Etats américains, de formuler cette revendication ; car il découle logiquement de la communauté des intérêts, comme d'un condominium abstrait, que le co-possesseur peut défendre comme son propre bien celui qui est possédé en commun : *res sua propria agitur*.

Nous regrettons sincèrement que la grande nation allemande n'ait pas été immédiatement admise dans la Société des Nations. Nous le regrettons, non seulement pour la valeur

are still absent, and after having reaffirmed its deep devotion to the spirit and letter of the Covenant, of which Brazil is one of the signatories, adds the following declaration :

"The Government of Brazil understands, however, that the concrete questions resulting from the desire expressed by Germany belong to the class of questions which should not be dealt with between one Government and another but which should rather be explained and discussed in their entirety by the Members of the League and within the League, in order that the various aspects of these questions and the points of view of the other parties concerned may be better known. The German Government may nevertheless be certain that we shall examine impartially and in a spirit of conciliation the aspirations embodied in the memorandum of September 29th, 1924, remaining faithful as we do to our firm intention of finding adequate solutions for all questions and all just claims, without prejudice to the undertakings made by Brazil and to the sound doctrine of international law so far as international law may be applicable to each case."

The principles laid down in this reply have guided the action of the representative of Brazil on the Council during the arduous and painful discussions which have taken place at the secret meetings held during the last few days.

We have not taken part in the laborious negotiations which were started with a view to finding an acceptable solution for all the various political interests at stake. We have been obliged to confine ourselves to an endeavour not to abandon the principles laid down in the above reply of December 1st, 1924.

We continue to have the firm conviction that the question of the reform of the present structure of the Council does not interest only certain European States but that, on the contrary, in view of its importance for the life of the League, this question belongs to the class of questions which, far from being capable of solution by particular agreements between certain States, require for their settlement that all States without exception shall first be heard in order that solutions may be adopted after the views of all the associated nations have been expressed.

These principles, which we are proud of having defended, are based on the main principles of the Covenant and result from the legal equality of the sovereign States.

The Brazilian nation has followed with the greatest interest the Conference of Locarno, and it has been very glad to learn of the conclusion of the great work of the Treaty of Guarantee and of the arbitration agreements which will contribute greatly to the final establishment in Europe of peace through justice.

It was impossible that our position could be otherwise when one remembers the unanimous sentiment of an idealistic and pacific people like the Brazilian people, which has adopted arbitration as one of the essential principles of its political constitution.

Nevertheless, however great may be the value of the system of agreements which do so much honour to the distinguished men who negotiated them, we must not lose sight of the fact that the admirable work of Locarno should be brought within the framework of the League of Nations and that the League of Nations should not be brought within the framework of the political system of Locarno.

It would be a regrettable error to suppose that our action during the events which have just taken place was dictated by any selfish preoccupation or by the influence of any mistaken national pride. This is not the case. I would repeat most forcibly before this honourable Assembly what I have always said in the Council : namely that, using our right as an American nation, we claim for America a more equitable and numerous representation on the Council. Brazil, as an integral part of America, has the right, on the same footing of equality as the other American States, to formulate this claim, since it follows logically from the community of interests as from an abstract condominium, that one of its joint possessors may defend, as his own a possession which is held in common : *res sua propria agitur*.

We regret sincerely that the great German nation has not been immediately admitted into the League of Nations. We regret the non-admission of Germany, not only from a sense

de sa contribution à l'œuvre commune, mais encore pour l'immense progrès que son entrée représenterait dans le sens de l'universalisation de ce grand organisme, auquel le Brésil n'a jamais cessé d'apporter sans défaillance sa collaboration modeste, mais inlassable.

Les éminents représentants des Etats membres du Conseil ne sauraient nous refuser la justice de reconnaître la loyauté de notre conduite et les raisons supérieures dont elle s'est inspirée.

J'ai l'honneur de communiquer à l'Assemblée que les instructions de mon gouvernement sont irrévocables et définitives.

Sir Austen CHAMBERLAIN (Empire Britannique) prend la parole en ces termes:

Le rapport de la première Commission se trouve entre vos mains depuis quelque temps. Il répond affirmativement aux questions qu'il est régulier de poser, lorsqu'on examine une demande d'admission d'une nation quelconque, et il recommande l'acceptation de la demande de l'Allemagne et l'approbation de son entrée à la Société des Nations. Mais nous savons tous que, dès le début, le Gouvernement allemand a présenté sa demande sous réserve d'une condition naturelle et raisonnable, à savoir que, s'il entrait à la Société des Nations et au moment où il y entrerait, il reçût au Conseil une place qui répondît à sa grande situation et à sa grande influence. Par conséquent, avant qu'il fût possible de vous proposer un vote qui ferait de l'Allemagne un membre de la Société des Nations, il était nécessaire de nous assurer que cette nouvelle demande, parfaitement raisonnable, recevrait satisfaction. Or, la déclaration que vient de faire l'honorable représentant du Brésil montre que les Membres du Conseil ne sont pas en mesure de donner cette assurance et, dans ces conditions, il m'est impossible, par égard pour la loyauté que je dois à l'Allemagne elle-même, de vous proposer de l'admettre actuellement comme membre de la Société des Nations.

Lorsque nous sommes arrivés à Genève, nous nous sommes aperçus que, subitement, à la suite d'un regrettable malentendu, je pourrais même dire à la suite d'un oubli regrettable, de l'une et de l'autre partie, qui n'ont pas mentionné un point qui présentait une importance critique, il s'était élevé de nombreuses difficultés pour nous empêcher d'admettre immédiatement l'Allemagne.

A un certain moment ces difficultés existaient parmi les Puissances qui signèrent le Protocole de Locarno. Je suis profondément heureux de pouvoir dire que toutes les difficultés qui existaient entre les sept Puissances réunies à Locarno ont été écartées, et que, si ces difficultés-là avaient représenté le seul obstacle, nous pourrions en ce moment voter l'entrée de l'Allemagne; elle pourrait recevoir aujourd'hui son siège permanent au Conseil et l'on aurait réalisé dès maintenant, comme nous avions tous la vive confiance qu'il était possible de le faire, cette nouvelle acquisition de force et de puissance pour la Société des Nations, cette nouvelle garantie de la stabilité de la paix.

Je ne peux pas rappeler simplement que ces difficultés ont été écartées; je dois ajouter qu'elles l'ont été grâce à la générosité de deux membres du Conseil et des Etats qu'ils représentent; l'un d'eux figure parmi les Puissances de Locarno et l'autre n'a pas eu l'occasion de participer aux réunions de Locarno. Je ne peux que déclarer que c'est avec une profonde émotion que j'ai entendu l'offre qu'ils ont faite et qui résolvait nos difficultés, une offre qui montre, si l'on avait besoin d'une preuve, combien profondément l'un et l'autre sont attachés à la cause de la paix mondiale, combien profondément ils sont dévoués aux intérêts de cette grande Société des Nations et de tout ce qu'elle représente, et combien vivement ils ressentaient le désastre qui nous menaçait tous, si l'entrée de l'Allemagne ne s'accomplissait pas dès maintenant.

Je désire, au nom de la délégation britannique — et je sais que j'exprime l'idée de tous mes collègues des Dominions et de l'Inde —, je désire ici, du haut de cette tribune, dire à quel point nous avons profondément apprécié la conduite généreuse, désintéressée et noble de la Suède et de la Tchécoslovaquie.

Il est vraiment tragique de penser que lorsque ces difficultés avaient été écartées, lorsqu'il n'y avait plus aucun danger de voir l'Europe divisée de nouveau en deux camps comme elle l'était il y a quelques années, lorsqu'en surmontant ces difficultés, nous avions non seulement évité d'endommager et d'arrêter la tâche de réconciliation qui était en train de progresser, mais encore donné des preuves nouvelles de la profondeur de ses fon-

of the value of her contribution to the common task but also from an appreciation of the immense progress which her entry would represent in the direction of making this great organisation universal—a progress to which Brazil has never ceased to contribute by affording her collaboration, modest but unwearying.

The distinguished representatives of the States Members of the Council cannot refuse to do us the justice of recognising the loyalty of our conduct and the higher reasons by which it is inspired.

I have the honour to inform the Assembly that the instructions of my Government are final and irrevocable.

Sir Austen CHAMBERLAIN (British Empire) spoke as follows:

The Report of the First Committee has been in your hands for some time. It answers in the affirmative the questions which it has been customary to put when examining a request for admission from any nation, and it recommends the acceptance of the German request and an approval of her entry into the League. But it is known to us all that, from the first, the German Government has made its demand subject to one natural and reasonable condition: namely that, if and when she entered the League, she should receive a place on the Council consonant with her great position and influence. It was necessary, therefore, that, before I could propose to you to give a vote which, by itself, made Germany a Member of the League, we should be assured that this further and most reasonable request would receive satisfaction. The declaration which has just been made by the honourable representative of Brazil shows that the Members of the Council are not in a position to give that assurance, and, under those circumstances, it is impossible for me, having regard to the duty of loyalty that I owe to Germany herself, to propose that, at this moment, you should make her a Member of the League.

When we all came to Geneva, we found that there had risen suddenly, and owing to a regrettable misunderstanding—I might even say owing to a regrettable failure on either side to mention a point which was of critical importance—many difficulties in the way of the immediate acceptance of Germany.

At one moment those difficulties existed in the ranks of the Powers which signed the Protocol of Locarno. I am profoundly happy to be able to say that all the difficulties which existed within the ranks of the seven Locarno Powers have been removed, and that, if they had been the only obstacle at this moment, we might vote the entry of Germany; to-day she might receive her permanent seat upon the Council; and this new acquisition of force and strength to the League, this new pledge for the stability of peace, would have been realised, as we all earnestly trusted that it might be.

I cannot merely record that those difficulties have been removed; I must add that they were removed by the generosity of two members of the Council and the States which they represented. One of them was among the Locarno Powers, and one of them had no occasion to participate in the Locarno meetings. I can only say that it was with profound emotion that I listened to the offer which they made and which solved our difficulties—an offer which shows, if any proof were needed, how deeply both are attached to the cause of world peace, how profound is the devotion of both to the interests of this great League and of all for which it stands, and how keen must have been their sense of the disaster which menaced us all if the entry of Germany were not now accomplished.

I desire, on behalf of the British delegation—and I know I speak the mind of all my colleagues from the Dominions and from India—here from this platform to express our deep appreciation of the generous, unselfish, and indeed noble conduct of Sweden and of Czechoslovakia.

It is indeed a tragedy that, when these difficulties had been removed, when there was no longer any danger that Europe might again be divided into the two camps of a few years ago, when by surmounting these difficulties we had not only not injured or impeded the work of reconciliation that was in progress but had given new proof how deeply its roots had struck and had shown that, even under such a strain, that

datons et montré que, même sous une épreuve aussi grave, cette tâche continue et continuera, un autre obstacle à surgi sur notre route et l'unanimité du Conseil n'est pas réalisée.

Je suis obligé de parler non seulement comme rapporteur de la première Commission, mais également au nom de la Grande-Bretagne. Permettez-moi donc de déclarer que nous, les sept Puissances qui avons signé le Traité de Locarno et les Pactes qui l'accompagnaient, nous sommes décidés à ce que l'œuvre utile accomplie à Locarno ne soit pas interrompue et à ce que ces Pactes progressent vers leur exécution et leur ratification; nous sommes décidés à ce que la politique de paix, de réconciliation et de coopération qui a commencé là-bas ne soit plus interrompue.

Maintenant, je me suis acquitté de ma tâche; c'est pour moi un amer désappointement de penser qu'il faut ajourner ce que je m'étais efforcé si vivement d'accomplir, ce qui semblait être en notre pouvoir et susceptible d'être réalisé dès maintenant; mais je suis certain que l'Assemblée, tout en partageant mes regrets, partagera mon espoir et ma confiance: l'ajournement de cette demande, s'il doit y avoir ajournement, ne sera effectué que pour donner la certitude qu'à la prochaine session de l'Assemblée, la demande sera acceptée et l'Allemagne prendra la place à laquelle elle a droit, de façon à donner à la Société des Nations toute l'importance et l'influence nouvelles dans le monde que la coopération de ce grand pays doit nous apporter, à nous, qui sommes déjà Membres de la Société, et à lui-même.

M. Aristide BRIAND (France) prend la parole en ces termes:

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, Au nom de la délégation française, je viens à cette tribune m'associer de tout cœur aux sentiments qu'a exprimés avec tant d'éloquence et de noblesse mon collègue et ami, sir Austen Chamberlain, premier délégué de la Grande-Bretagne.

Je viens exprimer, comme lui, des regrets et une espérance. Lorsque cette Assemblée s'est réunie, certaines difficultés graves existaient parmi les Membres du Conseil, et je peux dire qu'entre les représentants de la France et les représentants de l'Allemagne venus ici pour négocier avec eux, des malentendus sérieux, aggravés par des polémiques, pouvaient paraître difficiles à résoudre. Nous les avons, et du côté de l'Allemagne et du côté de la France, abordés résolument, dans un esprit de conciliation et de transaction, et je dois dire qu'au fur et à mesure de nos explications réciproques, les malentendus diminuaient et se dissipaient pour finalement réaliser entre nous un accord qui paraissait devoir être consacré par votre Assemblée, par le Conseil; c'est-à-dire l'entrée de l'Allemagne dans la Société avec la réalisation du désir légitime qu'elle avait exprimé.

Cet accord, Messieurs, ne s'est pas fait sans certains sacrifices auxquels l'honorable sir Austen Chamberlain rendait hommage tout à l'heure. Je tiens à m'associer à lui. L'esprit de la Société des Nations, l'esprit de conciliation et de paix est fort parmi ses Membres. Quand il s'est agi de rechercher les moyens d'atteindre le but pour lequel cette Assemblée extraordinaire avait été convoquée, il s'est trouvé très vite, pour aplanir les difficultés, des cœurs généreux et nobles, des esprits de sacrifice spontané, auxquels on a rendu hommage tout à l'heure. Mon collègue Undén, mon collègue Beneš, représentants de deux pays qui, au sein de la Société des Nations, ont rendu déjà tant de services signalés, se sont offerts d'emblée et, grâce à cet esprit de sacrifice, l'accord semblait définitif entre nous. Il n'avait plus qu'à être consacré.

Pour des difficultés que nous n'avons pas à juger, qui s'inspirent de considérations et de principes qu'il est dans les traditions de la Société des Nations de respecter, nous nous sommes trouvés en présence d'une impossibilité actuelle. Je ne peux pas croire que ce fait si regrettable soit de nature à nous faire abandonner nos espérances. Il n'a pas produit les effets désastreux qu'on aurait pu redouter. Par les principaux intéressés, il a — et, en disant cela, je leur rends hommage — été envisagé avec tout le sang-froid désirable. Il a fait apparaître qu'après tout, nous nous trouvions peut-être en présence d'une nécessité d'ajourner nos espoirs, mais non d'une impossibilité.

Je suis convaincu, profondément convaincu, que nous sortirons de cette situation délicate dans des conditions telles que nulle atteinte ne sera portée à l'œuvre de paix que nous avons

work had continued and would continue, another obstacle arose in our path and the unanimity of the Council was not secured.

I am obliged to speak not only as Rapporteur of the First Committee but also in the name of Great Britain. Permit me, therefore, to say that we seven Powers who signed the Treaty of Locarno and its accompanying pacts are determined that the good work there done shall not be interrupted, that those pacts shall go forward to their fulfilment and their ratification, and that the policy of peace, of reconciliation and of co-operation which was there begun shall not be discontinued.

I have now discharged my task. It is a bitter disappointment to me that the task which I have so earnestly striven to accomplish, the achievement which seemed well within our grasp and capable of realisation here and now, must be postponed; but I am sure that the Assembly, whilst sharing my regret, will share my hope and confidence that an adjournment of this request, if adjournment there must be, shall be an adjournment only in order to make certain that, at the next meeting of the Assembly, the demand will be accepted and Germany take her rightful place, so that the League may gain all the new importance and all the new influence in the world which the co-operation of that great country with us who are already Members of the League will bring to us and to itself.

M. Aristide BRIAND (France) spoke as follows:

In the name of the French delegation I wish from this platform to associate myself wholeheartedly with the feelings which have been so nobly and eloquently expressed by my friend and colleague Sir Austen Chamberlain, First Delegate of Great Britain.

I shall express, like him, regrets and hopes. When this Assembly met, certain grave difficulties among the Members of the Council existed, and I may say that there were serious misunderstandings between the representatives of France and the representatives of Germany who had come here to negotiate. These misunderstandings, increased by controversies, might have appeared difficult to settle. They were resolutely attacked both by Germany and by France in a spirit of conciliation and compromise, and it is my duty to say that, as our mutual explanations proceeded, the misunderstandings dwindled and disappeared, to give place finally to an agreement between us which it appeared necessary to have confirmed by the Assembly and by the Council. This agreement was the entry of Germany into the League of Nations, together with the fulfilment of the legitimate desire which she had expressed.

This agreement, gentlemen, was only brought about by certain sacrifices to which Sir Austen Chamberlain has just alluded. I wish to associate myself with him in what he said. The spirit of the League of Nations, the spirit of conciliation and peace, is strong in the hearts of its Members. When the question arose of finding means to attain the object for which this special session of the Assembly was convened, generous and noble hearts, ready to smooth away difficulties, were very quickly found, together with a spontaneous spirit of self-sacrifice to which a tribute has just been paid. My colleague M. Undén, and my colleague M. Beneš, representatives of the two countries which have already afforded such distinguished service as Members of the League of Nations, came forward immediately, and, thanks to the spirit of self-sacrifice, the agreement appeared to be definitely concluded between us. There was nothing further to be done but to register it.

For the difficulties upon which we are not called upon to pass judgment, based on motives and principles which it is the tradition of the League of Nations to respect, we are now faced with the impossibility of finding a solution. I cannot think that this fact, regrettable as it is, is of a kind which should cause us to abandon our hopes. It has not produced the disastrous effects which might have been feared. Among the principal parties concerned—and in saying this I would pay them a tribute—it had been contemplated with all the necessary coolness. It appeared that, after all, we were perhaps faced with the necessity of postponing our hopes, but not with the impossibility of realising them. I am convinced—profoundly convinced—that we shall find a way out of this delicate position in such a manner as to leave quite untouched

réalisée en commun, pas plus qu'à la grande Assemblée que vous êtes, à la noble Société des Nations, qui a déjà rendu à l'humanité tant de services.

J'entends déjà les esprits moroses, sceptiques, volontiers portés à la critique de la Société des Nations, qui ne se résignent pas, d'année en année, à la voir grandir en force, en noblesse, en beauté, je les entends apprécier ces événements avec un esprit de catastrophe et de désastre définitif. Messieurs, on a souvent dit que j'étais un optimiste impénitent: je m'en accuse. Mais, Messieurs, même au milieu des difficultés que nous avons rencontrées, même dans les circonstances graves où nous sommes et qui pourraient nous porter à un ajournement pénible pour tous, cruel pour tous, je dis que la Société des Nations ne peut être atteinte à aucun degré.

Elle a rendu à l'humanité déjà trop de services, son bilan est trop fort et trop beau pour que des événements passagers qui ne marquent, en somme, qu'une crise de croissance plutôt qu'autre chose, puissent avoir pour effet de lui porter atteinte.

Quand on se tourne vers son œuvre d'hier, quand on voit toutes les causes de conflit graves qui ont surgi à sa base, dont elle s'est saisie, qu'elle a réglées, empêchant ainsi peut-être des conflits plus graves et plus sanglants, on a le droit de dire que, s'appuyant sur un tel bilan, elle peut affronter toutes les difficultés passagères les plus difficiles, les plus graves avec la certitude de les résoudre.

C'est dans cette pensée que je commente celle de ces difficultés que nous rencontrons dans le moment présent.

Comme représentant de la France — je puis le dire hautement — je ressens peut-être plus que quiconque la cruauté de l'événement. Je sens plus qu'un autre la peine que l'Allemagne ne puisse pas, dans cette Assemblée même, entrer parmi nous et, au Conseil, travailler avec nous.

Nous avons en commun, Français et Allemands, avec six autres grandes nations, signé un pacte, un pacte sincère, loyal, de paix. Nous savons qu'il ne peut prendre toute sa force, tout son développement que sous l'égide de la Société des Nations. C'est à elle que nous l'avons confié; c'est par elle, dans son sein, qu'il doit prendre tout son développement, car elle réalise l'atmosphère propice au règlement de tous les conflits irritants qui peuvent naître entre deux nations que leur histoire sanglante fait apparaître comme s'étant affrontées si souvent sur les cruels champs de bataille.

C'est dans la sérénité de la Société des Nations, c'est dans cette atmosphère si particulière que j'ai si profondément appréciée, comme président du Conseil, lorsque je me suis trouvé dans une circonstance difficile appelé à régler un conflit, c'est dans ce milieu de force pacifique qui nous pénètre tous, qu'un accord comme le nôtre peut trouver sa vie et réaliser ses buts.

C'est donc une chose assez triste pour moi, qui ai été l'un des artisans passionnés de cette œuvre, de voir qu'elle ne peut pas trouver, dans le moment présent, la consécration que nous avions prévue.

La Société des Nations est née d'une pensée qui était noble, assurément, mais qui, malgré tout, était assez restreinte. Sous l'influence des événements, avec le concours, l'encouragement des peuples — car, il faut bien le dire, c'est surtout dans les peuples qu'elle a poussé ses racines et qu'elle a grandi en solidité —, elle a rencontré, dans d'autres milieux soi-disant d'élite, un scepticisme qui ne l'aurait véritablement pas encouragée à vivre.

C'est dans cet espèce d'instinct généreux des peuples ayant l'horreur de la guerre et voulant trouver un organisme qui assure la paix que la Société des Nations a développé tous ses germes et qu'elle a pris l'aspect magnifique qu'elle a aujourd'hui devant le monde.

Au fur et à mesure qu'elle grandissait, au fur et à mesure que, de tous les coins du monde, on se tournait vers elle, soit qu'il s'agit d'œuvres d'humanité, soit qu'il s'agit de régler des conflits, soit qu'on la prit comme arbitre, soit qu'on la considérât comme devant accorder sa tutelle à des œuvres humanitaires, la Société des Nations a vu se multiplier à sa barre tous les problèmes les plus graves et les plus complexes.

Il se trouve qu'aujourd'hui, son rôle déborde sa constitution; des difficultés naissent devant elle que, parfois, elle ne peut résoudre. Or, pour l'avenir de la Société, il faut que les causes de paralysie qui sont en elle disparaissent.

Dans ce but, il y a une œuvre de réformation qu'il conviendra d'entreprendre, œuvre difficile, délicate, qui doit s'accomplir

the work of peace which we have built up in common, and that the great Assembly which you represent and the noble League of Nations which has already given so much service to humanity will likewise in no degree suffer.

Already I hear surly and sceptical observers eagerly beginning to criticise the League of Nations, for they are not resigned to view its yearly increase in strength, nobility and beauty. Already I hear them qualifying these events as a catastrophe, as a final disaster. Gentlemen, I have often been accused of being an impenitent optimist. I plead guilty to that accusation.

But, gentlemen, even in the midst of the difficulties we have encountered, even amid the grave circumstances in which we are placed and which may force upon us the painful and cruel necessity felt by all of an adjournment, I maintain that the League of Nations cannot to any degree be affected.

It has already been of too great a service to humanity. Its stature is too high for transient events, which are symptoms more of growing pains than of anything else, to have the effect of injuring it. When we look at the work it has already performed, when we remember all the causes of grave dispute which have raged about her, which have been brought before her and which have been settled, thus perhaps preventing still greater and more costly disputes, we have the right to say that she can confront the gravest and most stubborn of transient difficulties with the certainty of being able to solve them. It is with this in mind that I comment on the obstacles which we are encountering at the present moment.

As representative of France—and I can say this in public—I feel perhaps more than anyone else the cruel disappointment of what has happened. I am more disappointed than anyone else that Germany should be unable in this Assembly to come among us and work with us on the Council. We have—the French and Germans—in common with six other great nations, signed a covenant—a sincere, a loyal covenant of peace. We know that it cannot have all its possible strength nor attain its full development except under the protection of the League of Nations. It is to the League that we have entrusted it. It is by the League, within the League, that we must develop it to its full extent, because the League provides an atmosphere propitious for the settlement of all troublesome disputes which may arise between two nations which have in the course of their blood-stained history so often confronted one another upon the cruel field of battle.

It is in the calm environment of the League of Nations, in that special atmosphere of which I have been so deeply conscious when, as President of the Council, I found myself in a difficult position called upon to settle a dispute—it is in this peaceful environment which surrounds us all that an agreement such as ours may find it possible to live and to be fulfilled.

It is therefore a somewhat sad task for me, who have been one of the most ardent participators in this work, to find that the League cannot at the present moment give us that confirmation for which we had looked.

The League of Nations is the result of a conception assuredly noble in character but which was, after all, a fairly narrow one. Under the influence of events, it has grown with the help and the encouragement of all the peoples — for it should not be forgotten that it is above all in the minds of the people that it has struck deep its roots and grown in strength — but it has encountered in other circles of the so-called "élite" a scepticism which has certainly not encouraged its survival.

It is in the generous instinct of peoples who have a horror of war and desire to find an organisation which will assure peace that the League of Nations has flourished and has assumed the magnificent aspect which to-day it bears in the face of the world.

The more it continues to grow, the more all parts of the earth turn towards it, either for humanitarian work or for the settlement of disputes or for questions in which it is chosen as an arbitrator, or when it is called upon to grant its protection to works of humanity, the League of Nations has seen the gravest and most complex problems come to it for settlement in ever-increasing numbers. To-day the part it is called upon to play is too much for its constitution. Difficulties arise which sometimes it cannot solve. For the future of the League, however, it is necessary that the causes of her paralysis shall disappear.

With this object a reform must be undertaken, a reform which will be difficult and delicate and which will have to be

dans le centre même des principes qui ont présidé à la naissance de la Société. Certes, une main prudente doit s'empêcher de rien détruire; mais il y a tout de même quelque chose à faire. L'événement d'aujourd'hui doit nous servir de leçon et d'expérience.

Il est inadmissible, en effet, qu'à un problème comme celui qui se pose devant nous, on ne puisse pas apporter des solutions, qu'un grand organisme comme le nôtre soit arrêté demain encore par de telles paralysies humiliantes.

Par conséquent, c'est vers l'avenir que nous devons tourner nos pensées et, bien loin d'être découragés par cet événement, nous devons y puiser une force de réformation, de rénovation, en affirmant avec plus de vigueur encore notre foi dans l'avenir de la Société.

Me tournant vers l'Allemagne, je dois dire qu'après tout, ses représentants ont pris les difficultés qui étaient rencontrées avec une certaine sérénité d'esprit, avec une véritable noblesse de cœur auxquelles, moi, Français, je tiens à rendre hommage.

Bien loin de se décourager, bien loin d'éprouver un sentiment d'amertume, de dépit, peut-être, tout de suite, ils ont regardé l'événement sous son véritable aspect; et ils ont dit: il est inadmissible qu'un obstacle de ce genre, qui, après tout, ne fait qu'ajourner des solutions qui seront réalisées, porte atteinte à l'esprit de paix qui nous avait guidé lorsque nous avons signé en commun le Pacte de Locarno.

Ils ont voulu tout de suite, avec nous, affirmer devant les peuples que cette œuvre de paix n'est pas atteinte, qu'elle reste intacte, qu'elle continuera à vivre et à se développer, et nous n'avons pas hésité à donner notre signature à cette belle affirmation dont ils ont, je le reconnais et je les en félicite, l'initiative.

Mais il faut que, demain, ils puissent être parmi nous, avec toute la force que possède une grande nation comme l'Allemagne, à la place qu'elle doit avoir. Elle comprendra que, dans la Société des Nations, c'est l'esprit d'égalité qui règne, qu'on ignore les partis pris d'une nation contre une autre, que les particularismes s'y fondent dans une atmosphère de solidarité, car le sentiment profond d'égalité est inscrit au frontispice de notre monument.

Elle le comprendra. Demain, les difficultés que nous avons rencontrées aujourd'hui seront vaincues, si nous voulons appliquer notre esprit et notre effort à l'œuvre de renouvellement dont je vous ai parlé.

Cependant, il ne faut pas que cette Assemblée se sépare sans qu'un geste ait été fait vers l'Allemagne. Il est nécessaire qu'elle sente qu'il y a ici une profonde déception du fait qu'on n'a pas pu réaliser le but qui avait été envisagé. Il faut que cette Assemblée se termine par une sorte d'adoption morale anticipée, avant sa réalisation concrète. Et c'est pourquoi, comme représentant de la France, je me permets de proposer à l'Assemblée un projet de vœu que je lui demande la permission de lire:

« L'Assemblée regrette que les difficultés rencontrées jusqu'à présent n'aient pas permis d'atteindre le but pour lequel elle avait été convoquée et exprime le vœu que ces difficultés soient aplanies d'ici la session ordinaire de septembre 1926, afin de rendre possible, à cette époque, l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations. »

Le vicomte ISHII (Japon), président du Conseil, prononce le discours suivant:

Après les paroles remarquables des éminents orateurs qui m'ont précédé, je n'ai pas besoin de m'étendre sur le profond regret que je ressens de voir ajourner l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations, ni sur le sentiment de haute estime et de gratitude profonde que j'éprouve pour le geste chevaleresque de mes deux collègues de Suède et de Tchécoslovaquie.

Je me bornerai simplement à dire que la délégation japonaise s'associe pleinement à l'hommage rendu à M. Undén et à M. Beneš, ainsi qu'aux deux pays représentés par ces deux distingués collègues.

La délégation japonaise s'associe de même entièrement au vœu que M. le premier délégué de la France vient de vous soumettre.

Mesdames, Messieurs, en ma qualité de président du Conseil, j'estime qu'il est opportun et utile de faire savoir à l'Assemblée que je compte soumettre à mes collègues du Conseil— et je suis

carried out among the very principles which presided at the birth of the League. Obviously, prudence must prevent anything from being destroyed, but nevertheless there is something which must be done. To-day's event must teach us a lesson, and we must profit from this experience.

It cannot be admitted that a problem such as this with which we are confronted is incapable of solution, or that a great organisation such as ours can be subject in the future to such a humiliating paralysis.

Consequently, it is towards the future that we must turn our thoughts, and, far from being discouraged by this event, we must make use of it in order to reform and renovate our constitution and affirm once more, with still greater energy, our faith in the future of the League.

Turning towards Germany, I would say that her representatives have faced the difficulties which have arisen with a calmness of spirit and with a true nobility of heart to which I, as a Frenchman, would pay a tribute.

Far from being discouraged, far from feeling bitter or even rancorous, they immediately viewed this event in its proper light and they said: "It cannot be admitted that an obstacle of this kind, which, after all, will only have the effect of adjourning solutions which will be realised, can attack the spirit of peace which guided us when we signed in common the agreement of Locarno". They desired immediately to declare to the world along with us that this work of peace was not affected, that it remained intact, that it would continue to live and to develop; and we have not hesitated to place our signatures to this noble statement, due in the first instance to their initiative—a fact which I recognise and upon which I would congratulate them.

But they must take their place among us in the future with all the strength that a great nation like Germany possesses. Germany must take the place which she ought to occupy. She will understand that the League of Nations is inspired by the spirit of equality, that within it the feeling of one nation against another is unknown, that the private interests of a State become merged in an atmosphere of solidarity, since the principle of equality is deeply graven on the façade of our monument. Germany will understand this, and to-morrow the difficulties which we have encountered to-day will be overcome if we really desire to apply our will and strength to the work of reform to which I have just alluded.

Nevertheless, this Assembly must not separate without giving vent to some expression of feeling towards Germany. It is necessary that Germany should feel that the Assembly is profoundly disappointed because it has been unable to attain the object which was desired. It is necessary that this Assembly should end by adopting a kind of anticipatory solution before it is actually realised in practice. For this reason, as representative of France, I beg to put before the Assembly a draft recommendation which I will now read:

"The Assembly:

"Regrets that the difficulties encountered have prevented the attainment of the purpose for which it was convened;

"And expresses the hope that, between now and the ordinary September 1926 Session, these difficulties may be surmounted so as to make it possible for Germany to enter the League of Nations on that occasion."

Viscount ISHII (Japan), President of the Council of the League of Nations, spoke as follows:

After the remarkable words of the distinguished speakers who have preceded me, I have no need to expatiate on the deep regret which I feel at seeing the entry of Germany into the League of Nations postponed, nor on the sentiment of high esteem and profound gratitude which I feel for the chivalrous action of my two colleagues from Sweden and Czechoslovakia.

I will confine myself to saying that the Japanese delegation fully associates itself with the tribute paid to M. Undén and M. Beneš and to the two countries represented by these distinguished colleagues.

The Japanese delegation also associates itself entirely with the recommendation which the First Delegate of France has just submitted.

As President of the Council, I feel that it is opportune and useful for me to inform the Assembly that I intend to submit to my colleagues, and I am persuaded that they will approve

persuadé qu'ils m'approuveront — cette proposition qu'avant la fin de cette présente session, le Conseil nommera une Commission chargée d'étudier la composition, le nombre et le mode d'élection des Membres du Conseil. Cette Commission sera chargée, en outre, de présenter son rapport à une date qui permettra aux Membres de la Société des Nations d'en prendre connaissance avant l'ouverture de la session ordinaire de septembre 1926.

La mission et la composition de cette Commission seront fixées par le Conseil, au cours d'une des prochaines séances de cette session.

M. UNDÉN (Suède) prend la parole en ces termes:

Cette Assemblée a été convoquée en vue d'admettre l'Allemagne dans la Société des Nations. Depuis longtemps, tous les amis de la Société désiraient ardemment la présence de l'Allemagne dans son sein. L'admission de cette nation devait marquer un progrès énorme: elle signifiait le commencement d'une nouvelle période dans la vie de la Société; elle représentait le premier pas dans la direction de l'universalité, condition indispensable pour que la Société puisse accomplir sa haute mission: la conservation de la paix. Nous éprouvons donc une profonde déception en constatant que l'Allemagne ne pourra pas être admise dès maintenant au sein de la Société.

Le but unique de cette Assemblée extraordinaire était l'admission de l'Allemagne dans la Société, avec l'attribution d'un siège permanent au Conseil. Malheureusement, la question de l'entrée de l'Allemagne a été liée à d'autres, qui lui sont étrangères: des revendications nationales ont surgi de part et d'autre; des intérêts particuliers se sont opposés aux intérêts généraux, au bien commun de la Société des Nations.

En vue de surmonter les difficultés soulevées par ces nouvelles questions, des efforts immenses ont été faits et des négociations laborieuses ont eu lieu.

C'est avec un profond regret que nous devons constater que ces efforts et ces négociations n'ont abouti à aucun résultat positif et qu'il n'a pas été possible d'arriver à une solution compatible avec les principes qui sont à la base même de la constitution et de l'organisation de la Société.

Si cruelle que soit notre déception à l'heure actuelle, nous devons toutefois espérer — ainsi que l'a souligné tout à l'heure M. Briand — qu'animée d'un esprit de solidarité plus large, la Société des Nations accueillera prochainement l'Allemagne dans son sein.

M. R. V. CABALLERO (Paraguay) s'exprime ainsi:

En qualité de vice-président, de cette Assemblée je suis chargé de faire la déclaration suivante:

« Au nom des délégations du Chili, de la Colombie, de Cuba, du Guatemala, du Nicaragua, du Paraguay, de la République Dominicaine, du Salvador, de l'Uruguay et du Venezuela, je viens exprimer le profond regret que cette Assemblée doive se séparer sans avoir épuisé son ordre du jour.

« Les délégations américaines mentionnées n'ont fait que suivre, cette fois encore, leur traditionnelle politique de conciliation, d'apaisement, d'amicale collaboration en faveur des intérêts permanents de la paix universelle et de tout ce qui peut contribuer à la réconciliation sincère et durable entre les peuples européens, facteur indispensable à la paix du monde.

« Ces délégations ont de nouveau fait preuve de cet esprit au cours de la présente Assemblée, par les décisions qu'elles ont prises à l'unanimité et transmises d'un commun accord au chef de la délégation du Brésil, afin de faciliter l'accord unanime du Conseil.

« Permettez-moi de vous lire le texte de la décision prise mardi matin par les délégations américaines représentées à la session extraordinaire de la Société des Nations:

- « Les délégations américaines, en séance extraordinaire de la Société des Nations, après avoir échangé des idées dans un esprit de la plus grande cordialité et solidarité, et après avoir entendu les informations que MM. Guani et de Mello-Franco, membres du Conseil, ont bien voulu leur donner, ont décidé ce qui suit:
- « Tenant compte de la gravité de la situation actuelle à la Société des Nations, tenant compte des intérêts de la paix universelle et tenant compte de la nécessité que les États américains exercent une action en faveur de la

my suggestion—a proposal that, before the end of the present session, the Council shall appoint a commission instructed to examine the composition, number and method of election of the Members of the Council. This Commission will be instructed to present its report at a date which will enable the Members of the League of Nations to take note of it before the opening of the ordinary session of the Assembly in September 1926.

The terms of reference and composition of this Commission will be fixed by the Council during one of the next meetings of this session.

M. UNDÉN (Sweden) spoke as follows:

This Assembly was convened with a view to admitting Germany into the League of Nations. For a long time, all the friends of the League ardently desired the presence of Germany; her admission was to have marked a very great progress. It would have meant the beginning of a new period in the life of the League and would have represented the first step in the direction of making the League universal, which is an indispensable condition for the fulfilment by the League of its high mission, which is the preservation of peace. We accordingly note with deep disappointment that it will be impossible for Germany to be admitted at once within the League.

The sole object of this special session of the Assembly was the admission of Germany into the League and the allocation to Germany of a permanent seat on the Council. Unhappily the question of the entry of Germany has been bound up with other questions which are foreign to it; national claims have arisen in various quarters; special interests have found themselves in opposition with the general interests and with the common welfare of the League of Nations.

With a view to surmounting the difficulties raised by these questions, immense efforts have been made and laborious negotiations have taken place.

It is with deep regret that we have to admit that these efforts and negotiations have led to no positive result and that it has not been possible to reach a solution compatible with the principles which are at the basis of the constitution and organization of the League.

However cruel our present disappointment may be, we must, however, hope, as was emphasised just now by M. Briand, that the League of Nations, animated by a more liberal spirit of solidarity, will shortly welcome Germany within its ranks.

M. CABALLERO (Paraguay) spoke as follows:

As Vice-President of this Assembly, I am instructed to make the following declaration:

“On behalf of the Delegations of Chile, Colombia, Cuba, Guatemala, Nicaragua, Paraguay, the Dominican Republic, Salvador, Uruguay and Venezuela, I have to express my deep regret that this Assembly will have to separate without having dealt with its Agenda. The American delegations above mentioned have no choice but to follow, on this as on former occasions, their traditional policy of conciliation, appeasement and friendly collaboration on behalf of the permanent interests of universal peace and of all which may contribute to the sincere and lasting reconciliation of the European peoples, which is indispensable to the peace of the world.

“The American delegations gave renewed evidence of this spirit of conciliation during the present Assembly by the decisions which they unanimously took and forwarded by common agreement to the head of the Delegation of Brazil in order to facilitate the unanimous agreement of the Council. Permit me to read to you the text of the decision which was taken last Tuesday morning by the American delegations represented at the special session of the League of Nations:

“The American delegations represented at the special session of the League of Nations, after having exchanged their views in a spirit of the greatest cordiality and solidarity, and after having received the information given them by M. Guani and M. de Mello-Franco, members of the Council, took the following decision:

“In view of the gravity of the present situation for the League of Nations, of the interests of universal peace and of the necessity that the American States should exercise their influence in favour of reconciliation between the

«réconciliation entre les peuples d'Europe, expriment à M. l'Ambassadeur de Mello-Franco le désir des dites délégations que le Brésil facilite, par les moyens qu'il estime les plus opportuns, l'accord unanime du Conseil, afin de résoudre les difficultés qui empêchent sa décision.»

« Je tiens à déclarer, en outre, au nom des délégations précitées, que nous nous associons à la proposition de l'honorable M. Briand. »

M. MOTTA (Suisse) prononce le discours suivant :

C'est avec une émotion profonde que je monte à cette tribune. Cette formule est souvent employée par les orateurs, mais, aujourd'hui, cette émotion est réellement poignante; et elle est, je crois, partagée par tous les délégués de cette Assemblée. Cependant, les paroles que j'ai entendues au cours de la discussion m'ont un peu rasséré. J'allais peut-être me laisser aller — et j'aurais été coupable — à des récriminations. Ces récriminations n'auraient pas été à leur place, après les nobles et généreuses déclarations faites par la plupart des orateurs qui m'ont précédé.

Nous avons été convoqués à cette Assemblée extraordinaire dans un but unique: l'admission de l'Allemagne dans la Société des Nations. Tout le monde savait que l'admission de l'Allemagne comportait en même temps l'attribution à cette nation d'un siège permanent au Conseil.

La première Commission a été unanime à admettre la demande du Gouvernement allemand; aucune objection n'avait été soulevée à ce moment, sa demande paraissant légitime et licite.

Je sais que bien des difficultés avaient surgi, mais elles avaient été aplanies. Une seule est restée. Il ne m'appartient pas de formuler des griefs ni de chercher, même de loin, à exercer une contrainte au nom des délégations ici réunies et qui représentent presque tous les pays du monde. Je sais que la loi des Etats est la loi de l'égalité et de la souveraineté.

J'avais espéré, je me permets de le dire, que l'image de l'Europe sanglante, meurtrie, prête, enfin, à faire un geste définitif de réconciliation, aurait flechi le cœur de tout le monde. J'avais espéré également que le grand et noble pays qui a donné l'exemple de développer la justice internationale et l'arbitrage aurait tendu la main à cette possibilité de réconciliation de l'Europe. Il n'a pu en être ainsi. Je me garderai d'élever une critique quelconque, mais je tiens à dire au Conseil que si l'Assemblée avait pu l'aider dans l'œuvre difficile qu'il a entreprise, il l'aurait trouvée tout entière serrée derrière lui pour l'aider à vaincre la difficulté. Si l'Assemblée doit être vraiment l'expression de l'opinion publique du monde, celle-ci aurait été avec la presque unanimité du Conseil de la Société des Nations.

Il y a quelques instants encore, je me demandais si, au point de vue de la régularité de nos opérations, il n'aurait pas convenu de renvoyer à la première Commission elle-même, qui avait abouti à une conclusion favorable et unanime, la question qui se trouve aujourd'hui entravée. Mais je m'abstiens de soulever cette question de procédure, parce qu'elle me semble trop petite et même quelque peu mesquine, comparée à la gravité et à la grandeur des événements. Cependant, le Conseil peut compter aujourd'hui et pourra compter demain, comme dans la session prochaine, sur l'appui de l'Assemblée tout entière.

Je rends hommage, à mon tour, à la Suède, à la Tchécoslovaquie, à leurs deux gouvernements; et je tiens à rendre un hommage particulier au Gouvernement de l'Empire Britannique comme à celui de la France. S'il est une parole très belle qui demeurera de cette Assemblée, s'il y a un geste qui sera gravé dans nos esprits et dans nos mémoires, c'est celui de M. Aristide Briand, qui a vraiment mérité à cette occasion le nom de sage et de juste; c'est le geste de M. Aristide Briand, rendant hommage à la sérénité avec laquelle les délégués de l'Allemagne ont attendu la décision et compris la nécessité du renvoi de leur admission dans la Société des Nations. Je fais des vœux ardents pour que, dans la session d'automne, l'Allemagne soit admise, qu'elle obtienne au sein du Conseil le siège permanent auquel elle a droit et que toutes les difficultés soient aplanies, grâce à l'esprit de justice et de conciliation de tous. C'est sur ce vœu que je quitterai la tribune.

“peoples of Europe, the American delegations hereby inform M. de Mello-Franco of their desire that Brazil should facilitate, by any means which she may consider to be most advisable, the unanimous agreement of the Council in order to solve the difficulties which prevent it from reaching a decision.”

“I would also declare, on behalf of the above-named delegations, that we associate ourselves with the proposal of M. Briand.”

M. MOTTA (Switzerland) spoke as follows:

It is with profound emotion that I come to this platform. This is an expression often used by orators, but to-day this emotion is deeply felt and is, I believe, shared by all the delegates at this Assembly. Nevertheless, the words which I have heard during the discussion have a little reassured me. I might perhaps have allowed myself—and I should be wrong in doing so—to indulge in recriminations. These recriminations would be out of place after the noble and generous declarations made by the majority of the speakers who have preceded me.

We have been convened to this special session of the Assembly with a single object: the admission of Germany into the League of Nations. It was common knowledge that the admission of Germany involved at the same time an allocation to Germany of a permanent seat on the Council.

The First Committee was unanimous in admitting the request of the German Government. No objection had been raised at the moment, and the request of Germany appeared to be lawful and legitimate.

I am well aware that difficulties had arisen, but these difficulties had been removed. Only one single obstacle remained. It is not for me to formulate any grievances, nor to endeavor even distantly to exercise any pressure on behalf of the delegations here assembled, which represent almost all the countries of the world. I am well aware that the law of States is the law of equality and of sovereignty.

I would, however, venture to say that I had hoped that the vision of Europe, wounded and suffering from her injuries but at last ready to perform a final act of reconciliation, would have softened the heart of all the world. I had also hoped that the great and noble country which has set an example in the development of international justice and arbitration would have seized this opportunity of effecting the reconciliation of Europe. This was not to be. I will refrain from making any criticism whatever, but I would say to the Council that, if the Assembly had been able to assist it in the difficult work which it had undertaken, the Council would have found the entire Assembly behind it and would have had its full support in overcoming the obstacle. If the Assembly may truly be taken as the expression of the public opinion of the world, this public opinion would have been on the side of that unanimity of the Council of the League of Nations which was almost achieved. A few moments ago I was still asking myself whether, from the point of view of the regularity of our procedure, it might not be advisable to refer back to the First Committee, which had reached a unanimous and favourable conclusion, the question which to-day finds itself without issue. I abstain, however, from raising this question of procedure because it seems to me to be too small and insignificant compared with the gravity and greatness of the present events. Nevertheless, the Council may count to-day, and will be able to count to-morrow in its next session, on the support of the whole Assembly.

I will in my turn pay a tribute to Sweden and to Czechoslovakia and to their two Governments, and I would pay a special tribute to the Government of the British Empire and to the Government of France. There is one fine declaration which will remain with this Assembly and one action which will be engraved upon our minds and on our memories. This is the declaration of M. Aristide Briand, who so truly merited on this occasion the name of the wise and the just, when he paid a tribute to the calm with which the delegates of Germany have awaited the decision and have understood the necessity for a postponement of their admission into the League of Nations. I will express my ardent desire that at the autumn session Germany may be admitted and obtain within the Council the permanent seat to which she has a right, and that all difficulties may be removed thanks to the spirit of justice and conciliation of all concerned. It is in this desire that I shall leave the platform.

La période que nous traversons est grave. Si la Société des Nations y résiste, elle aura donné la preuve de sa profonde vitalité. C'est là qu'est toute mon espérance. Si la crise à laquelle nous assistons et dont je souhaite le dénouement heureux était vraiment celle qui précéderait l'écroulement de la Société des Nations, le bruit de sa ruine serait couvert par la voix, la colère et l'indignation de tous les peuples.

M. J. LOUDON (Pays-Bas) prend la parole en ces termes :

Si je me permets de prendre la parole, ce n'est certes pas le moins du monde pour combattre la proposition que nous a si éloquemment faite M. le premier délégué de la France; je l'appuie, au contraire, de tout cœur.

Cependant, comme membre de cette Assemblée, je crois de mon devoir d'exprimer la consternation avec laquelle nous avons tous appris hier que la question pour laquelle nous étions convoqués à Genève n'était pas résolue et que la décision à prendre devait être ajournée à septembre.

Depuis dix jours, l'Assemblée attendait une solution avec une impatience croissante. Dès le début de cette session, elle avait chargé la première Commission d'étudier la demande d'admission de l'Allemagne. Cette admission, votée à l'unanimité par la Commission, ne peut pas, néanmoins, avoir lieu parce que les Membres du Conseil n'ont pas pu s'entendre sur l'attribution du siège permanent promis à l'Allemagne.

Dans des entretiens particuliers ou officieux, dont les délégations à l'Assemblée recueillaient quelques bribes, les Membres du Conseil ont cherché, pendant dix jours, à se mettre d'accord. Mais l'esprit qui devrait animer la Société des Nations, celui qui consiste à placer toujours le bien de la communauté au-dessus des amours-propres individuels de ses Membres, n'a point, hélas ! prévalu. Certains d'entre eux, cependant, tout en ne transigeant pas sur les principes qu'ils défendaient, ont fait preuve d'un désintéressement auquel il nous sied de rendre le plus chaleureux hommage, hommage auquel vos acclamations se sont déjà associées par avance.

Est-il surprenant que les délégations de quarante-huit nations appelées ici pour se prononcer sur une question du plus haut intérêt pour la Société des Nations aient manifesté d'abord de l'impatience, puis un profond mécontentement de voir que le but pour lequel on les convoquait n'était pas atteint ? Comme l'a si bien dit l'honorable M. Motta, nous savons tous que l'Assemblée aurait unanimement donné son appui le plus absolu à l'admission de l'Allemagne.

Est-ce à dire que l'impuissance à trouver une solution de la question brûlante qui nous préoccupe équivaut à la déchéance de la Société des Nations ? Loin de là, Messieurs. Aux yeux du gros public et des sceptiques, la Société des Nations, je le crains, aura sans doute, pour quelque temps, perdu un peu de son auréole, voire de son prestige. Mais, pour ceux qui réfléchissent, qui voient et qui comprennent l'œuvre accomplie par elle, dans les sept courtes années de son existence, pour les gouvernements et les hommes qui réalisent que, grâce à son intervention, des conflits entre nations — conflits encore pacifiques dans la plupart des cas, mais déjà sanglants dans d'autres — ont été réglés, pour ceux aussi qui reconnaissent que le relèvement financier de certains pays est dû à son action efficace, il est incontestable, ainsi que l'a si heureusement souligné l'honorable M. Briand, que la Société des Nations a fait la preuve de sa vitalité et que des difficultés comme celles dont nous sommes aujourd'hui les témoins sont d'un ordre secondaire.

Toutefois, qu'elles soient d'ordre secondaire ou non, ces questions ont, aux yeux des masses qui doutent encore de l'œuvre qu'accomplit la Société des Nations, dans le sens de la paix mondiale, une importance que nous ne devons surtout jamais perdre de vue. Plus on critiquera demain le Conseil, plus le public haussera les épaules avec un sourire de compassion peut-être, plus il sera de notre devoir de rétablir notre prestige, si rudement atteint.

Ce que nous demandons pour cela au Conseil, c'est que l'ajournement étant devenu nécessaire, le Conseil ne néglige rien pour que la discussion qui nous attend en septembre soit, cette fois-ci, dûment préparée, afin d'éviter un nouvel échec qui serait impardonnable, sinon fatal.

Nous demandons que le Conseil choisisse la Commission

The period through which we are passing is serious. If the League of Nations survives this crisis, it will have given proof of its deep vitality, and I place all my hopes in this possibility. If the crisis in which we are taking part, and for which I desire a happy issue, were really a crisis preceding the overthrow of the League of Nations, the noise of its fall would be drowned in the clamour, the fury and indignation of all nations.

M. LOUDON (Netherlands) spoke as follows:

If I venture to speak, it is certainly not in order to oppose in any way the proposal so eloquently made to us by the First Delegate of France. On the contrary, I support this proposal with all my heart.

Nevertheless, as member of this Assembly, I think it my duty to express the consternation with which we learned yesterday that the question for which we had been called to Geneva was not settled and that the decision to be taken would have to be adjourned until September.

For the last ten days the Assembly has been waiting for a solution with a growing impatience. At the beginning of this session it instructed its First Committee to study the claims of Germany for admission. This admission, unanimously voted by the Committee, cannot, however, take place because the Members of the Council have not been able to agree on the allocation of the permanent seat which was promised to Germany.

In the course of the private or informal conversations of which the delegations to the Assembly have heard certain rumours, the Members of the Council have endeavoured for ten days to come to an agreement. But the spirit which should animate the League of Nations, which consists in placing always the good of the community above the individual aspirations of its members, has not—alas!—prevailed. Certain Members of the Council, however, while not diverging from the principles which they were defending, have given proof of a disinterestedness to which it is fitting that we should render the most cordial homage—a homage with which you have already associated yourselves by acclamation.

Is it surprising that the delegations of forty-eight nations summoned here in order to decide a question of the highest interest for the League of Nations should first have shown some impatience and subsequently profound discontent on realising that the object for which they had been convened was not achieved? As M. Motta has so well said, we all know that the Assembly would unanimously have given its most unreserved support to the admission of Germany.

Is it to be said that our inability to find a solution of the burning question with which we are dealing means the downfall of the League of Nations? I think this is far from being the case. In the eyes of the great public and of those who are doubtful of the success of the League, the League of Nations will, without any doubt I fear, for some time lose a little of its brilliance and prestige. But for those who reflect, for those who see and understand the work which has been done by the League during the seven short years of its existence, for the Governments and persons who realise that, thanks to its intervention, disputes between nations, disputes which were pacific in the majority of cases but which had already given rise to bloodshed in other cases, have been settled, and for those who recognise that the financial reconstruction of certain countries is due to its effective action, it is indisputable, as M. Briand so happily emphasised, that the League of Nations has given sufficient proof of its vitality and that difficulties such as those which we are witnessing to-day are of secondary character. Nevertheless, whether these difficulties are secondary or not, they are questions which, in the eyes of the masses which still entertain doubts in regard to the work accomplished by the League of Nations in the direction of world peace, have an importance of which we must never lose sight. The more the Council is criticised on the morrow of these events, the more the public shrugs its shoulders, with a smile, perhaps, of compassion, the more it will be our duty to restore our prestige which has been so badly damaged.

What we now ask of the Council is that, since an adjournment has become necessary, it will do its utmost to ensure that the discussion which will come before us in September shall be on that occasion well prepared in order that a new failure may be avoided. Such a failure would be unpardonable and perhaps fatal.

We ask that the Council shall choose the Commission to

d'étude dont Son Excellence le vicomte Ishii nous a parlé, de la façon la plus impartiale, qu'on n'y mêle pas de politique, que l'Assemblée — et non le seul Conseil — y soit largement représentée, et, je le répète, que l'amour-propre individuel des États n'y joue aucun rôle prépondérant.

Ce n'est qu'ainsi que notre résolution d'ajournement sera acceptée avec confiance par l'opinion. Si Léon Bourgeois, ce grand Français que nous commémorions l'autre jour et qui personnifiait plus que quiconque l'esprit de la Société des Nations, était encore parmi nous, il vous parlerait peut-être dans le même sens. Agissons dans son esprit, Messieurs. L'appel que j'adresse au Conseil est pressant. Il y va de notre honneur, il y va de l'avenir de la Société des Nations.

Le Dr NANSEN (Norvège):

Nous savons tous qu'en ce moment le monde entier tient anxieusement les regards fixés sur Genève. Les résolutions que nous prenons ici actuellement sont d'une très haute importance pour l'avenir tout entier de la Société des Nations et du monde. Malheureusement, la situation est devenue d'une telle difficulté que l'on a proposé d'ajourner notre réunion et de remettre à septembre la décision sur laquelle nous comptons.

Nous espérons fermement qu'il ne s'agit là que d'un ajournement, que l'Allemagne, en septembre prochain, entrera dans la Société avec tous les honneurs dus à une grande puissance, et qu'elle aura un siège permanent. Nous savons aussi, cependant, que, venus ici dans le seul but d'admettre l'Allemagne, mais n'ayant pu parvenir à nos fins pendant le temps que nous étions réunis, un tel résultat nous expose à des critiques dans le monde entier. J'ai bien peur, comme l'a dit M. Loudon, que la Société, à la suite de ce qui est advenu, ne perde ou ne risque de perdre un peu de son prestige. Mais ce qu'il faut dire ici, et ce sur quoi l'attention du monde devrait être appelée, c'est que, dans la circonstance présente, au cours des événements qui sont survenus et de toutes les difficultés qui ont surgi à l'improviste, on n'a nullement utilisé le mécanisme de la Société, en sorte que l'on ne saurait reprocher à la Société elle-même ce qui est advenu. Le mécanisme de la Société n'a même pas commencé à fonctionner; on n'en a nullement fait usage. La vérité, c'est qu'il y a eu des conversations privées, mais que ni le Conseil, ni la Société n'ont tenu séance pour discuter la question. Aucun procès-verbal ne fut fait, pour l'avenir, de ce qui s'est produit; les peuples ne disposeront, dans l'avenir, d'aucun procès-verbal de ce qui a eu lieu à Genève en mars 1926.

J'estime que l'opinion publique du monde entier devrait juger ce fait à sa valeur et se rendre compte que les méthodes de la Société ne sont pas à incriminer. Nous qui, depuis de nombreuses années, avons travaillé au sein de la Société, nous connaissons ses méthodes, nous les tenons pour bonnes et efficaces, et nous formons l'espoir que les événements actuels ne porteront pas trop atteinte à ce qui a été édifié au cours des années écoulées.

On a proposé que le Conseil constitue une Commission qui serait chargée d'examiner la question de la composition de cet organisme. Je comprends bien, et je crois que tous nous comprenons, qu'il y a des questions extrêmement compliquées, devant être étudiées avec soin avant que soient prises d'importantes décisions; mais, comme la présente question est précisément d'une extrême importance pour la Société, je me permettrai de suggérer au Conseil que cette Commission comprenne, en nombre aussi grand que possible, des membres impartiaux représentant les diverses manières de voir de l'Assemblée et de la Société des Nations. C'est là, selon moi, un point de la plus haute importance, étant donné ce qui doit se passer en septembre, lorsque l'Assemblée se réunira de nouveau.

Permettez-moi, en terminant, d'affirmer ma conviction que nous sommes tous désireux de collaborer de toutes nos forces et de tout notre savoir à la recherche d'une heureuse solution de la difficulté qui a surgi, et que tous nous comptons sur la réussite future de l'entreprise commencée ici, et qui, malheureusement, a dû être ajournée. Nous espérons tous sincèrement qu'il n'y aura pas de difficulté nouvelle venant s'opposer à ce que l'Allemagne soit admise à la Société, et à ce qu'elle reçoive un siège permanent au Conseil.

M. PIIP (Esthonie): La délégation esthonienne regrette vivement que l'objet principal pour lequel l'Assemblée avait été

which Viscount Ishii referred in the most impartial manner and that in this choice no political considerations shall be allowed to intrude. We ask that the Assembly and not only the Council shall be largely represented on this Commission, and we ask, I repeat, that the individual vanity of States shall not be allowed to play a decisive part.

Only in this way will our resolution for an adjournment of the question be accepted with confidence by public opinion. If Léon Bourgeois, the great Frenchman whom we were commemorating the other day and who represented more than anybody else the spirit of the League of Nations, were still among us, he would perhaps speak to you in the same sense. Let us act in the spirit in which he would have acted. The appeal which I address to the Council is a pressing appeal. On it will depend our honour and the future of the League of Nations.

Dr. NANSEN (Norway) spoke as follows:

The eyes of the world are anxiously turned towards Geneva at this moment. The resolutions which we are taking here are of very great importance for the whole future of the League and of the world. Unfortunately, circumstances have developed with such difficulty that it has been proposed that we shall adjourn our meeting and that the decision for which we hoped shall be postponed until September.

Let us hope that this adjournment is really only a postponement, and that Germany will come into the League with all the honours of a Great Power, and with a permanent seat on the Council, in September. We also know, however, that, having met here for the one purpose of admitting Germany, and not having succeeded in doing so during the time we have been here, we are exposed to criticism throughout the world. I am afraid, as M. Loudon has said, the League may have lost or may lose some of its prestige on account of what has happened, but it should be said here—and the attention of the world ought to be drawn to the fact—that under the circumstances, owing to what has happened and to all the difficulties that unexpectedly arose, the machinery of the League has not been used at all, and therefore the League itself cannot be blamed for what has happened. The machinery of the League did not even begin to work; no use has been made of it. What has happened has been that there have been private conversations; there has been no meeting of the Council and no meeting of the Assembly to discuss the question. There has been no record kept for the future at all; people in the future will have no record of what happened in Geneva in March 1926.

I think public opinion throughout the world should appreciate this fact and should realise that the methods of the League cannot be blamed. We who have worked in the League for many years know its methods and know them to be efficient and good, and we hope that what has happened will not damage too much what has been built up in past years.

The proposal has been made that the Council should appoint a Commission to consider the composition of the Council. I realise, and I think we all realise, that there are very complicated questions which have to be studied carefully before any important decisions are taken in this matter, but, as this is such a very important question for the League, I venture to propose to the Council that that Commission should contain as many impartial members as possible, representing the different views of the Assembly and of the League of Nations. I think that is a point of the very greatest importance in view of what is going to happen in September, when the League meets again.

Let me end by saying that I am sure we are all willing to co-operate with all our power and all our ability in seeking a happy solution of the difficulty which has arisen, and we all look forward to the future success of the undertaking which has begun here but which has unfortunately had to be postponed. We all hope sincerely that no new difficulties will be placed in the way of the entry of Germany into the League and of her taking a permanent seat on the Council.

M. PIIP (Esthonia) spoke as follows:

The Esthonian Delegation keenly regrets that the principal

convoquée en session extraordinaire n'ait pas été atteint, que l'Allemagne ne soit pas admise dans la Société des Nations et qu'elle ne reçoive pas encore un siège de membre permanent au Conseil.

Lorsque notre Gouvernement nous a donné comme instructions de voter en faveur de cette admission de l'Allemagne et de l'attribution d'un siège permanent, nous estimions que l'entrée de ce grand pays dans la Société des Nations se traduirait par une nouvelle stabilisation de la paix en général et notamment dans l'Europe orientale. Nous espérions aussi que, quelque jour, nous pourrions avoir le plaisir d'accueillir parmi nous une autre grande Puissance d'Europe restée jusqu'à présent en dehors de la Société des Nations.

Heureusement, l'admission de l'Allemagne n'est qu'ajournée. Dans ces conditions, l'Esthonie espère que, d'ici à la session de septembre, on aura pu aplanir toutes les difficultés de procédure qui ont rendu vains les efforts de la présente Assemblée.

Il est évident que la constitution actuelle des organes de la Société n'est pas assez souple pour réaliser le désir unanime de l'Assemblée, tel qu'il s'est manifesté et qu'il s'est exprimé au sein de la première Commission; c'est pourquoi nous appuyons sérieusement et sincèrement la proposition de M. le Président du Conseil, qui tend à éliminer les difficultés existantes en ce qui concerne le mode d'élection des Membres du Conseil, de manière à faire disparaître les inconvénients auxquels nous nous heurtons aujourd'hui.

Nous estimons que la Société des Nations est d'une telle importance pour la paix et pour le bien-être du monde que des difficultés de cette nature ne devraient pas compromettre son œuvre.

Jusqu'ici, toutes les décisions de la Société des Nations ont été prises, pour ainsi dire, à l'unanimité; sans aucun doute, elle possède en elle-même assez de force pour éliminer tous les obstacles d'ordre secondaire.

Les importantes déclarations de sir Austen Chamberlain et de M. Aristide Briand, le grand et noble sacrifice des représentants de la Suède et de la Tchécoslovaquie, sont les meilleures garanties de la vitalité de ce grand organe de paix qui s'efforce de réaliser un idéal auquel nous aspirons depuis des siècles. A notre avis, fort heureusement, nous ne sommes pas en présence d'une crise de la Société des Nations, mais seulement en présence d'une crise de procédure.

M. CHAO-HSIN CHU (Chine): Je demande la permission de prendre la parole en ce moment critique, mais je puis vous donner l'assurance que je ne veux rien faire pour ajouter aux difficultés de la question controversée soumise aux discussions de l'Assemblée. Voici ce que je tiens à dire: Si l'on veut rendre plus heureuse l'organisation de la Société, il est indispensable de redresser deux conceptions erronées. En premier lieu, on apprécie aujourd'hui d'une manière générale une Puissance à son pouvoir militaire. C'est là une conception fautive. A mon humble point de vue, pour reconnaître une nation comme grande Puissance, nous devrions prendre uniquement en considération ses possibilités économiques et sa situation géographique. Continuer d'adopter un point de vue étroit et de juger une Puissance d'après sa force militaire, c'est tendre à encourager les préparations militaires. De tels encouragements, à la longue, mettront en péril la paix du monde. Nous devrions modeler l'opinion publique internationale de telle sorte que le militarisme soit entièrement découragé et apparaisse méprisable. Nous avons le devoir, pour le bien de l'humanité, de nous mettre, sans nouveau délai, à élaborer un programme pratique de désarmement général et de sécurité mutuelle afin d'épargner à la civilisation mondiale de nouvelles ruines.

Le peuple se fait, généralement, une autre conception erronée de la Société, c'est à savoir que celle-ci est dominée par les affaires européennes. Nous admettons tous qu'à l'heure actuelle, les affaires d'Europe semblent être d'une importance plus vitale pour la paix du monde. Mais, en notre qualité de Membres de la Société, nous ne devrions pas oublier que la Société est celle du monde entier, et qu'elle doit réaliser les espérances d'universalité. La Société ne devrait, en aucune manière, être dominée par la politique européenne. Elle devrait avoir le regard fixé sur toutes les parties du monde et encourager toutes les nations à prendre également part à l'œuvre considérable que constitue son organisation internationale.

Pour conclure, je tiens à me rallier à la proposition que vient de formuler M. le Jonkheer Loudon, premier délégué des Pays-

object for which the Assembly was convened in special session has not been achieved and that Germany may not be admitted within the League of Nations or yet receive a seat as a permanent Member of the Council.

When our Government gave us our instructions to vote in favour of the admission of Germany and the allocation to Germany of a permanent seat, we thought that the entry of this great country into the League of Nations would result in a new stabilisation of peace in general and particularly in Eastern Europe. We hoped also that some day we should have the pleasure of welcoming among us another great Power of Europe which has hitherto remained outside the League of Nations.

Happily the admission of Germany is only adjourned. In these circumstances, Estonia hopes that between now and the session of September it will be possible to remove all the difficulties of procedure which have rendered vain the efforts of the present Assembly.

It is clear that the present constitution of the organs of the League is not sufficiently elastic in order to make effective the unanimous desire of the Assembly as shown and expressed in its First Committee. For this reason we seriously and sincerely support the proposal of the President of the Council, which aims at eliminating existing difficulties in regard to the method of election of the Members of the Council, in order to remove the obstacles with which we are to-day confronted. We think that the League of Nations is of such importance for the peace and welfare of the world that difficulties of this kind should not compromise its work.

Hitherto all the decisions of the League of Nations have been taken, so to speak, unanimously. Doubtless it possesses sufficient strength in itself to eliminate all obstacles of a secondary character.

The important declarations of Sir Austen Chamberlain and M. Aristide Briand, the great and noble sacrifice of the representatives of Sweden and Czechoslovakia, are the best guarantees of the vitality of this great organ of peace, which is endeavouring to realise an ideal to which we have aspired for centuries. In our opinion, we are happily not confronted with a crisis in the history of the League of Nations but only with a crisis in its procedure.

M. CHAO-HSIN CHU (China) spoke as follows:

I am asking for permission to speak at this critical moment, but I can assure you I am not going to make more difficulties on this controversial subject which the Assembly has been discussing. What I have to say is this: in order to make the League a more successful organisation two wrong conceptions should be corrected. In the first place, people nowadays generally recognise a Power by reason of its military strength. This is a wrong conception. From my humble point of view, in considering a nation as a great Power, we should take into account solely its economic potentialities and geographical position. If we still take a narrow-minded point of view and consider a Power as a military Power it will tend to encourage military preparation. Such encouragement will, in the long run, endanger the peace of the world. We should lead international public opinion to think that militarism should be entirely discouraged and looked down upon. It is our duty for the sake of humanity without further delay to work out a practical programme of general disarmament and mutual security in order to save world civilisation from being once more ruined.

Another wrong conception of the League which people generally take is that the League is dominated by European affairs. We all admit that European affairs nowadays seem more vital to the peace of the world, but we as Members of the League should not forget that the League is a League of the whole world and has to fulfil a worldwide expectation. The League should not be in any wise dominated by European politics. The League should have its eye on all parts of the world and encourage all nations to take an equal part in the great work of its international organisation.

In conclusion, I wish to support the proposal just put forward by M. Loudon, the first delegate of the Netherlands, that the

Bas, tendant à la création par le Conseil d'une commission absolument impartiale chargée d'étudier dans son ensemble la question de l'élargissement et de la composition du Conseil. De plus, je me permets d'insister pour que, dans la répartition des sièges au Conseil, la Commission prenne pleinement en considération le principe géographique qu'a souligné la délégation chinoise et qui a été, chaque année, affirmé de nouveau par les précédentes Assemblées.

M. COMNENE (Roumanie):

A peine était-elle prévenue, le lundi 15 mars, du geste qu'on attendait, pendant la présente session, de la part du représentant au Conseil de la Petite Entente, la délégation roumaine a immédiatement mis tout en œuvre pour faire preuve de son esprit international dans la solution des graves problèmes qui se posaient.

Elle tient donc à affirmer hautement que la Roumanie, consciente de ses droits aussi bien que de ses devoirs, a apporté aux côtés de ses alliés tchécoslovaques et yougoslaves, sa franche collaboration à la grande œuvre de paix que nous devons réaliser.

Elle saisit cette occasion pour exprimer son espoir que des méthodes nouvelles, plus démocratiques, plus conformes à l'esprit des temps nouveaux, seront recherchées, afin de permettre à la Société des Nations de se développer sans secousse, pour le plus grand bien de l'humanité.

La délégation roumaine pense que, grâce à nos efforts communs et à l'esprit de conciliation qui est de l'essence même de la Société des Nations, l'Allemagne pourra occuper dans la Société même et au Conseil la place qui lui est due.

M. ZAHLE (Danemark):

Je serai extrêmement bref. Après les éloquentes paroles qui ont été dites ici du haut de cette tribune par les collègues qui m'ont précédé, il y a très peu de choses à ajouter.

Je m'associe, comme représentant de mon pays, de grand cœur aux paroles de consternation, de regret et d'espoir, qui ont été prononcées ici. Je me rallie également aux remarques qui ont été faites par l'honorable délégué des Pays-Bas, en ce qui concerne la constitution de la Commission envisagée par le Conseil. Je me permets de souligner qu'il est désirable d'y voir figurer un certain nombre de représentants d'Etats non membres du Conseil.

J'ai particulièrement apprécié les quelques paroles prononcées par M. Motta. Avec sa sagesse habituelle, il nous a déconseillé en ce moment de rechercher la responsabilité de l'état actuel des choses. Je partage tout à fait sa manière de voir sur ce point. Il est certain que le moment n'est pas venu de rechercher cette responsabilité, mais il est opportun de souligner, du haut de cette tribune, que la responsabilité de cette situation n'incombe pas à l'Assemblée.

M. MEHDI FRASHERI (Albanie):

Je n'ai pas l'intention de faire un discours après ceux prononcés par tant d'hommes célèbres. Je crois, toutefois, que chaque Membre de l'Assemblée a le droit de donner son opinion sur la question en discussion, à savoir si nous avons la compétence de la trancher immédiatement ou si nous devons l'ajourner jusqu'à la réunion de l'Assemblée au mois de septembre.

Je vous demande la permission de présenter la question d'une manière différente de celle employée par les orateurs qui m'ont précédé.

Vous savez que le Conseil est composé de deux sortes de Membres: les Membres permanents et les Membres non permanents. Les Membres non permanents tiennent leur mandat de l'Assemblée et non pas de leurs gouvernements respectifs.

Si un désaccord vient à surgir au sein du Conseil, suscité par un Membre non permanent, pour une question qui ne touche pas l'intérêt direct de la Société des Nations et de l'Assemblée, les Membres non permanents du Conseil, n'ayant pas un mandat impératif, sont libres d'exprimer leur conviction propre; mais au contraire, si un Membre non permanent du Conseil fait une opposition sur une question qui touche à l'intérêt direct de la Société des Nations et que l'Assemblée se trouve réunie extraordinairement et précisément pour trancher cette question, l'Assemblée a toute compétence pour prendre une décision immédiate, car elle est souveraine.

Par conséquent, je vous propose d'admettre que l'Assemblée souveraine, malgré le désaccord d'un des Membres non per-

Council should appoint a Committee of absolute impartiality to consider the whole question of the enlargement and composition of the Council. Furthermore, let me urge that, in the allocation of seats on the Council, the Committee should pay full attention to the geographical principle which has been emphasised by the Chinese Delegation and reaffirmed annually by the previous Assemblies.

M. COMNENE (Roumania) spoke as follows:

As soon as it was informed on Monday, March 15th, of what was expected of the representative on the Council of the "Petite Entente" during its present session, the Roumanian Delegation immediately did everything possible to show its international spirit in solution of the grave problems which arose.

It desires, therefore, to state openly that Roumania, conscious of its rights as well as its duties, has frankly co-operated with her Czechoslovak and Yugoslav allies in the great work of peace which we must achieve.

It takes this occasion to express a hope that new and more democratic methods, more in conformity with the spirit of the age, will be sought in order that the League of Nations may develop smoothly for the general good of humanity.

The Roumanian Delegation thinks that, thanks to our common effort and the spirit of conciliation which is the essence of the League of Nations, Germany may be able to occupy in the League and in the Council the place which is due to her.

M. ZAHLE (Denmark) spoke as follows:

I will be extremely brief. After the eloquent speeches made by my colleagues on this platform who have preceded me, there is little to add.

As representative of my country, I associate myself warmly with the expressions of consternation, regret and hope to which I have listened. I also agree with the opinions expressed by the Delegate for the Netherlands regarding the constitution of the Commission the appointment of which is contemplated by the Council. I would emphasise that it is desirable that a certain number of representatives of States who are not Members of the Council should form part of that Commission.

I particularly agree with the words of M. Motta. With his habitual skill he has advised us not to seek at this moment to fix the responsibility for the present state of affairs. I entirely agree with him on this point. It is clear that the moment has not yet arrived to fix this responsibility. It is, however, an opportune moment to emphasise from this platform that the responsibility for this situation does not fall upon the Assembly.

M. MEHDI FRASHERI (Albania) spoke as follows:

I do not intend to make any kind of speech after those made by so many celebrated persons. I think, nevertheless, that each member of the Assembly has a right to give his opinion on the question under discussion: namely whether we are competent to settle the point immediately or whether we ought to adjourn until the session of the Assembly in September next.

I ask permission to submit the question in a manner different from that in which it has been put forward by speakers preceding me.

You are aware that the Council is composed of two kinds of Members: permanent and non-permanent. The non-permanent Members hold a mandate from the Assembly and not from their Governments.

If disagreement arises in the Council due to the action of a non-permanent Member, regarding a question which does not affect the direct interests of the League of Nations and of the Assembly, the non-permanent Members of the Council, since they have received no imperative mandate, are free to express their own personal views, but, on the other hand, if a non-permanent member of the Council opposes the settlement of a question in which the direct interests of the League of Nations are concerned, and if the Assembly is specially convened precisely with the object of settling this question, the Assembly is quite competent to take an immediate decision, for it is sovereign.

Consequently, I propose that you should state that the sovereign Assembly, despite the disagreement of one of the

manents du Conseil a le droit de se prononcer définitivement sur l'admission de l'Allemagne dans la Société des Nations et sur l'octroi à l'Allemagne d'un siège au Conseil.

L'Assemblée adopte à l'unanimité la proposition de M. Briand, dans les termes suivants:

« L'Assemblée regrette que les difficultés rencontrées jusqu'à présent n'aient pas permis d'atteindre le but pour lequel elle avait été convoquée et exprime le vœu que ces difficultés soient aplanies d'ici la session ordinaire de septembre 1926, afin de rendre possible, à cette époque, l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations. »

Le PRÉSIDENT déclare que, en conséquence, l'Assemblée aura à se prononcer, à sa session ordinaire de septembre, sur la demande d'admission de l'Allemagne dans la Société des Nations.

Rapport sur le projet de budget supplémentaire.

M. Belloni (Italie), rapporteur de la deuxième Commission, prend place à la tribune.

M. BELLONI, rapporteur, constate que la question d'un budget supplémentaire ne se pose plus. La réalisation des vœux exprimés aujourd'hui par tous les orateurs, réalisation vivement souhaitée par l'Italie qui s'inspire du même sentiment que les autres signataires de Locarno, rendra sûrement inutile l'examen de tout budget supplémentaire, en permettant d'englober les frais prévus pour l'admission de l'Allemagne dans le budget ordinaire qui sera discuté par l'Assemblée de septembre.

Il y a, toutefois, deux catégories de dépenses auxquelles il faudra faire face: en ce qui concerne l'Assemblée extraordinaire, le Conseil voudra certainement imputer les frais sur les crédits qui leur sont alloués pour les dépenses imprévues. Quant aux frais d'installation de l'annexe dont la construction a été décidée par l'Assemblée, ils pourront, s'il y a lieu, être prélevés sur les fonds prévus pour la construction du nouveau bâtiment.

Les conclusions du rapporteur de la deuxième Commission sont adoptées.

Clôture de la Session. Discours de M. le Président.

M. le PRÉSIDENT:

Il m'appartient de clore cette session, mais vous me permettrez, avant de le faire, de vous exposer en quelques mots comment je crois pouvoir interpréter le sens et la portée de la résolution que l'Assemblée vient de prendre.

Sir Austen Chamberlain, en qualité de président et de rapporteur de la première Commission, nous a exposé comment cette commission était parvenue à un accord unanime, mais que les circonstances n'avaient pas paru permettre de donner suite, au cours de la présente session, à ses propositions.

Notre décision d'ajournement est cependant une affirmation; elle prouve avant tout que la Société des Nations a la plus absolue confiance qu'au cours de la prochaine Assemblée ordinaire, les difficultés qui se sont produites seront aplanies et que l'Assemblée de septembre pourra accomplir la tâche qui avait été dévolue à cette Assemblée.

La Société des Nations sera ainsi en condition de pouvoir s'affirmer, dans un temps très prochain, comme l'organe essentiel, sinon unique, des aspirations et des tendances internationales de tous les peuples, en y arrivant par le développement des idées d'entente et de fraternité et par la solution, dans des conditions équitables, de toutes les divergences, même les plus graves, qui peuvent de temps en temps se produire et qui mettraient en péril la paix du monde. L'ajournement est en lui-même un moyen d'arriver à la solution la plus utile des

non-permanent Members of the Council, has a right to take a definite decision on the admission of Germany into the League of Nations and the granting to Germany of a seat on the Council.

The Assembly unanimously adopted the proposal of M. Briand (France) in the following terms:

“The Assembly

“Regrets that the difficulties encountered have prevented the attainment of the purpose for which it was convened, and expresses the hope that between now and the ordinary September 1926 Session these difficulties may be surmounted so as to make it possible for Germany to enter the League of Nations on that occasion.”

The PRESIDENT said that the Assembly would accordingly take a decision at its ordinary meeting of September regarding the request for the admission of Germany into the League of Nations.

Report on the Draft Supplementary Budget.

M. Belloni (Italy), Rapporteur of the Second Committee, came to the platform.

M. BELLONI (Italy), Rapporteur, said that the question of a supplementary budget no longer arose. The realisation of the hopes expressed by all the speakers — a realisation which was warmly desired by Italy, who was filled with the same feelings as the other signatories of the Locarno treaties — would not make it necessary to examine any supplementary budget, as the expenses connected with the admission of Germany could be included in the ordinary budget which would be discussed by the Assembly in September.

There were nevertheless two classes of expenditure which would have to be met. With regard to the expenditure on the special session of the Assembly, the Council would certainly allow the credits under the heading “Unforeseen Expenses” to be used.

With regard to the cost of building the annex, the construction of which had been decided upon by the Assembly, this could if necessary be met out of the amount set aside for the construction of the new building.

The conclusions of the Rapporteur of the Second Committee were adopted.

Close of the Session. Speech by the President.

The PRESIDENT spoke as follows:

It is my duty to close this session, but you will allow me before doing so to say in a few words in what sense I interpret the meaning and purpose of the resolution which you have adopted.

Sir Austen Chamberlain, as President and Rapporteur of the First Committee, has told us how that Committee has reached a unanimous conclusion and how circumstances now prevent effect being given to its proposals.

Our decision for an adjournment, however, is a positive decision. It shows that the League of Nations is perfectly confident that, during the next session of the Assembly, the difficulties which have arisen will be eliminated and that the Assembly in September will be able to accomplish the task which had been assigned to the Special Assembly now closing.

The League of Nations will then be in a position to reveal itself at a very early date as the principal, if not the only, organ of the inspirations and international tendencies of the peoples — a position which it has obtained by developing the ideas of accommodation and fraternity and by its success in finding equitable solutions for all, even the gravest, divergencies which arise from time to time and which threaten the peace of the world. The adjournment is itself one of the means of reaching the most satisfactory solution of the divergencies which have

divergences, d'ailleurs pacifiques, qui se sont révélées dernièrement sur la meilleure manière de compléter ou remanier le Conseil de notre Société.

Il n'y a pas de grand œuvre qui ne soit difficile et qui ne comporte de souffrance: la Société des Nations aura le droit de se consoler de ne pas avoir atteint tout de suite le résultat annoncé et espéré, en constatant que celui-ci n'a pas été inutile, en dépit des longues discussions, des hésitations, voire des inquiétudes, qui se sont produites pendant la durée de cette Assemblée.

Le problème étant clairement posé devant tous les gouvernements, ils ne peuvent désormais que se considérer comme étant tenus de prendre leurs responsabilités, sachant que le court délai qui nous sépare de la session de septembre doit suffire pour éliminer toutes causes ultérieures de discussions et de mésententes. Si ces gouvernements sont persuadés des obligations que la situation actuelle leur crée, nous pourrions ajouter que ce qui intéresse essentiellement l'humanité et, par conséquent, la Société des Nations c'est l'étape acquise dans un mouvement ascensionnel et non les obstacles rencontrés sur le chemin. Ces obstacles, nous ne devons les regarder que pour apprendre à les écarter et pour ne plus les laisser surgir.

Quand on jette un regard d'ensemble sur l'évolution et la position actuelle de la Société des Nations, on est obligé de constater ceci: quelles que soient les préventions contre elle et quelle que soit même la déception momentanée que pourrait provoquer l'ajournement du plus grand problème qui nous ait jamais été posé, notre institution est à la veille, et reste dès aujourd'hui en mesure, de faire le plus grand pas vers la réalisation de sa finalité, telle qu'elle a été inscrite dans le préambule du Pacte.

Cela prouve tout d'abord que notre Société est à présent bien consciente de sa valeur; et, si on descend au fond des choses, on voit aussi que, par la force des faits et des sentiments, elle était, dans les premières heures de son existence, bien différente de ce qu'elle va devenir, quand sera prise, en septembre, la décision aujourd'hui ajournée.

De cette hauteur, où nous sommes déjà parvenus et où nous voulons nous fixer solidement, on ne pourra plus descendre. Celui qui, dans un coup de folie ou par un retour en arrière, oserait le tenter, serait destiné à un échec, à la réprobation universelle et, plus que cela, et quelle que soit son importance, à se voir obligé, par la marche des événements, à rebrousser chemin et à faire toutes les pénitences nécessaires pour reconquérir la position perdue.

Cette grandeur de la Société des Nations, ainsi assurée et consacrée, n'empêche pas que, comme tout organisme humain, elle ne cherche à s'améliorer, à mieux s'adapter aux exigences, chaque jour plus complexes, des buts qu'elle poursuit. Il me semble, en effet, — et j'exprime sous ce rapport une impression plutôt personnelle — que la Société des Nations aura besoin de modifier quelques-uns de ses organes, de les rendre plus souples, plus efficaces, plus puissants. L'exemple que nous donne l'évolution des pays de régime parlementaire dans un sens démocratique me fait croire qu'une transformation progressive parallèle se fera dans la structure, dans les attributions et dans le fonctionnement, soit de notre Conseil, soit de notre Assemblée. Toutes les circonstances sont aujourd'hui favorables pour que l'étude de ces réformes soit entreprise, sans perte de temps, chacun de nous donnant sa contribution, toujours dans le même esprit du Pacte, pour qu'elles soient opportunément introduites par la volonté générale des Etats qui font et feront partie de la Société des Nations.

Pour le moment, comme Président de cette Assemblée et au nom de tous mes collègues, je me borne à former les vœux les plus ardents pour que l'œuvre de la Société des Nations ne s'arrête pas et, au contraire, s'affermisse dans tous les domaines de son activité, pour promouvoir le bien de l'humanité et pour maintenir de façon définitive et irrévocable la paix entre tous les peuples de la terre.

Dans la période qui vient immédiatement, la Société des Nations a d'ailleurs à l'ordre du jour de ses divers organes des problèmes particulièrement importants. Je ne citerai que la préparation d'une conférence économique et la préparation d'une conférence pour la réduction des armements. Il importe qu'elle les mène à bien, avec la plus absolue confiance en elle-même, sûre que les résultats qu'elle acquerrait ainsi augmentent son crédit et son prestige et lui permettront d'affronter avec sérénité et certitude de succès les inévitables divergences

recently arisen between us with regard to the best method of enlarging and adjusting the composition of our Council.

There is no great work which has not been difficult and which has not involved suffering; and the League of Nations, although it has not immediately attained the result announced and hoped for, will be entitled to seek consolation in the fact that its work has not been useless. In spite of long discussions, hesitations, and even apprehensions, it has served a purpose.

Now that the problem is fairly stated to all the Governments, they cannot fail to consider themselves as under an obligation to face their responsibilities, knowing that the short interval of time between now and the September session must suffice to eliminate all further causes of discussions or misunderstandings. If these Governments truly recognise the obligations which the present situation imposes on them, we may consider that the point which most concerns humanity and therefore the League of Nations is the ground which has been gained in an ascending course and not the obstacles which have been met with on that course. These obstacles must be regarded by us as obstacles which have arisen simply in order to be removed and which must never arise again.

When we survey the whole evolution and the present position of the League of Nations, we are bound to admit this: whatever prejudices there may be against the League, and however great may be the temporary disappointment at the adjournment of the greatest problem that has ever been laid before us, our institution is on the eve — and at the present time is capable — of taking the greatest step forward it has yet taken towards its final goal as defined in the Preamble to the Covenant.

This proves in the first place that the League is now conscious of its value; and, if we go down to essentials we must also realise that, by the force of events and public feeling, it was very different in the early days of its existence from what it will be when the decision postponed to-day is taken in September.

From this summit which we have reached and on which we desire to establish ourselves firmly, we cannot allow ourselves to descend. He who in a moment of folly or by a reversion to the principles of a bygone era dared to attempt it would be condemned to failure, to universal reprobation, and, more than that, however great might be his importance, he would see himself obliged by the force of circumstances to retrace his steps and do full penance to regain his lost position.

The greatness that the League of Nations has thus achieved does not prevent it, like all human organisms, from endeavouring to improve itself and to adapt itself better to the requirements, every day more complex, of the aims it pursues. It seems to me — and in saying this I give my personal impression — that the League of Nations will have to modify some of its organs and render them more supple, more effective and more powerful. The example supplied by the democratic evolution of countries with a parliamentary system leads me to think that a similar progressive transformation will occur in the structure, attributions and working either of our Council or of our Assembly. Every circumstance is favourable to-day to the study of these reforms being undertaken without loss of time, each of us giving our contribution in the spirit of the Covenant, in order that these reforms may be introduced in due course by the general will of the States which belong or may belong in future to the League.

For the present, as President of this Assembly, and in the name of all my colleagues, I only wish to express the most ardent wish that the work of the League of Nations should not cease, but should on the contrary be consolidated in all the spheres of its activity to promote the welfare of humanity and to maintain the final and immutable reign of peace among all the peoples of the world.

Moreover, in the period immediately before us, the League of Nations has on its Agenda some problems of particular importance. I will only refer to the preparation for an Economic Conference and the preparation for the Conference on the Reduction of Armaments. It is very necessary that these works should be carried to a successful conclusion and that the League with perfect confidence in itself should go on to obtain results in regard to them which will increase its credit and its prestige. The League will then be able to encounter

politiques qui ne pourront que peu à peu, et grâce à l'œuvre même de tous les jours de la Société des Nations, s'atténuer pour définitivement s'aplanir.

En saluant l'esprit de coopération qui s'est, malgré tout, montré au cours de ces difficultés, je n'entends pas en faire un hommage seulement aux délégations représentées dans cette enceinte, mais aussi à celle de la grande nation qui est directement intéressée aux travaux de cette Assemblée sans y être immédiatement associée, et trouvera bientôt parmi nous la place que nous lui réservons et qui lui revient.

Je déclare close la session extraordinaire de la Société des Nations.

La session de l'Assemblée s'est terminée à 13 h. 15.

II. LISTE DES DOCUMENTS COMMUNIQUÉS AUX DÉLÉGUÉS A L'ASSEMBLÉE, LE 17 MARS 1926.

Ordre du jour de l'Assemblée (session extraordinaire) N° 3.
Compte rendu provisoire: troisième séance.

with a calm certainty of success the inevitable political divergencies which can only be gradually attenuated and finally removed thanks to the daily work of the League of Nations.

While paying this tribute to the spirit of co-operation which has, in spite of all, been manifested during the last few days, I am not paying a tribute only to the delegations at present represented here in this Assembly but also to the delegation of that great nation which is so directly concerned in the work of the Assembly, though not directly associated therewith, and which will soon find the place which we reserve for it and which it is fitting it should occupy.

I declare the present Session of the Assembly to be closed.

The Session of the Assembly terminated at 1.15 p.m.

II. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO DELEGATES AT THE ASSEMBLY, ON MARCH 17th, 1926.

Assembly Agenda (special session) No. 3.
Provisional Verbatim Record: Third Meeting.

COMPTE RENDU PROVISOIRE DE L'ASSEMBLÉE

Comme dans les années passées, un compte rendu provisoire des séances plénières de l'Assemblée sera publié. Des exemplaires pourront être commandés:

Au Service de vente des publications de la Société des Nations (Villa Beau-Regard, Annexe de l'Hôtel National); à l'entrée publique de la Salle des Assemblées, pendant les séances; à la Librairie Payot et C^{ie}, Place du Molard, Genève.

LISTE DES DÉLÉGUÉS ET MEMBRES DES DÉLÉGATIONS

(Édition révisée.)

Vient de paraître.

50 centimes (argent suisse).

ALBUM ILLUSTRÉ DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Un aperçu officiel illustré de l'activité de la Société.

Cet album contient 84 grandes pages (17x24 cm.) et plus de 100 photographies, cartes, etc., illustrant chaque phase de l'organisation et de l'activité de la Société des Nations. Un texte explicatif, divisé en seize chapitres, donne un aperçu succinct du développement, de la structure et de l'œuvre de la Société.

5 francs (argent suisse).

BROCHURES DE LA SECTION D'INFORMATION

Afin de faire connaître à tous l'organisation et l'activité multiple de la Société des Nations, la Section d'information a entrepris la publication d'une série de brochures consacrées aux divers aspects de l'œuvre de la Société des Nations. Ces brochures ne sauraient en aucune manière être considérées comme des documents officiels.

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS: SON ŒUVRE (janvier 1920-juin 1925).
1 franc (argent suisse).

L'ŒUVRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

RECONSTRUCTION FINANCIÈRE DE L'AUTRICHE.

L'ACTIVITÉ POLITIQUE.

L'ORGANISATION D'HYGIÈNE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.

LA RÉDUCTION DES ARMEMENTS.

L'ŒUVRE SOCIALE ET HUMANITAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

LES MANDATS.

LES MINORITÉS.

LE BASSIN DE LA SARRE ET LA VILLE LIBRE DE DANTZIG.

Chaque brochure, 25 centimes (argent suisse).

Nouvelles éditions révisées.

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LA COOPÉRATION INTELLECTUELLE

L'ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LE PACTE.
(ensemble) (sous presse).

L'ŒUVRE SOCIALE ET HUMANITAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS (sous presse).

Chaque brochure, 50 centimes (argent suisse).

VIENT DE PARAÎTRE

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES SUR LE COMMERCE DES ARMES, MUNITIONS ET MATÉRIELS DE GUERRE

(Textes français et anglais ensemble) . . . 10 francs
(Argent suisse.)

VERBATIM RECORD OF THE ASSEMBLY.

As in past years, a Provisional Verbatim Record of the Plenary Meetings of the Assembly is being issued. Copies may be ordered at the Publications Sales Department of the League of Nations (Villa Beau-Regard, Annex to the Hotel National), at the Public Entrance of the Assembly Hall during the meetings, or at the Librairie Payot & Cie, Place du Molard, Geneva.

LIST OF DELEGATES AND MEMBERS OF DELEGATIONS

(Revised edition.)

Now Ready.

50 centimes (Swiss).

ILLUSTRATED ALBUM OF THE LEAGUE OF NATIONS

An Official Illustrated Survey of the League in Action

This album contains 84 large pages (17 x 24 cm.) and over a hundred photographs, charts, maps, etc. illustrating every phase of the League's organisation and activities, together with an explanatory text divided into sixteen chapters and giving a succinct account of the growth, structure, and work of the League.

5 francs (Swiss).

PAMPHLETS OF THE INFORMATION SECTION

In order to render information about the League of Nations easily accessible, the Information Section of the Secretariat of the League has prepared a series of pamphlets on the various aspects of League work. These pamphlets should not be regarded as official statements engaging the responsibility of the League; for official purposes reference should be made to the official texts, reports and proceedings.

THE LEAGUE OF NATIONS: A SURVEY (January 1920-June 1925).
1 franc (Swiss).

THE LEAGUE OF NATIONS: ITS CONSTITUTION AND ORGANISATION.

THE COVENANT.

THE FINANCIAL RECONSTRUCTION OF AUSTRIA.

TRANSIT AND COMMUNICATIONS.

POLITICAL PROBLEMS.

THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.

DISARMAMENT.

FINANCIAL ADMINISTRATION AND ALLOCATION OF EXPENSES.

MINORITIES.

DANZIG AND THE SAAR.

25 centimes (Swiss) each.

Revised Editions.

HEALTH AND EPIDEMICS.

SOCIAL AND HUMANITARIAN WORK (in the press).

INTELLECTUAL CO-OPERATION (in the press).

50 centimes (Swiss) each.

NOW READY

STATISTICAL INFORMATION ON THE TRADE IN ARMS, AMMUNITION AND IMPLEMENTS OF WAR

(English and French texts together) . . . 10 francs
(Swiss.)

JOURNAL

DE LA
SEPTIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1926

OF THE
SEVENTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1926

N° 1. — LUNDI 6 SEPTEMBRE 1926.

No. 1. — MONDAY, SEPTEMBER 6th, 1926.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beauregard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beauregard.

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	1
II. Ordre du jour de la septième Assemblée	1
III. Liste des documents communiqués aux Membres de l'Assemblée	3
IV. Guide officiel	4
V. Pouvoirs des délégués à l'Assemblée	4
VI. Les <i>Opinions de la Presse</i>	4
VII. Correspondance des délégations	5
VIII. Règlement concernant l'entrée au Secrétariat pendant les sessions de l'Assemblée	5

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	1
II. Agenda of the Seventh Assembly	1
III. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	3
IV. The Official Guide	4
V. Credentials of Delegates to the Assembly	4
VI. <i>Press Opinions</i>	4
VII. Correspondence of Delegations	5
VIII. Rules for Entry into the Secretariat during Assembly Sessions	5

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Conformément à l'article premier du Règlement, la première séance aura lieu aujourd'hui (lundi), à 11 heures du matin, à la Salle de la Réformation.

M. Beneš, président du Conseil en exercice, occupera le fauteuil présidentiel.

II. ORDRE DU JOUR DE LA SEPTIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE

qui s'ouvrira à Genève, le lundi 6 septembre 1926, à 11 heures.

(Communiqué conformément au paragraphe 1 de l'article 4 du Règlement intérieur de l'Assemblée.)

1. Election de la Commission chargée de présenter un rapport sur la vérification des pouvoirs des délégués.
2. Election du président.
3. Examen et adoption de l'ordre du jour.
4. Désignation des commissions et election des présidents de ces commissions.

I. PROGRAMME OF MEETINGS

In accordance with Article 1 of the Rules of Procedure, the first plenary meeting will be held to-day (Monday) at 11 a.m. at the Salle de la Réformation.

M. Beneš, as Acting President of the Council, will take the Chair.

II. AGENDA OF THE SEVENTH SESSION OF THE ASSEMBLY

to be held at Geneva on Monday, September 6th, 1926, at 11 a.m.

(Circulated in accordance with Rule 4, paragraph 1, of the Rules of Procedure of the Assembly.)

1. Election of the Committee to report on the Credentials of Delegates.
2. Election of the President.
3. Examination and Adoption of the Agenda.
4. Nomination of Committees and Election of Chairmen of these Committees.

5. Election de six vice-présidents.
6. Rapport sur l'œuvre accomplie par le Conseil depuis la dernière session générale de l'Assemblée, sur les travaux du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.

QUESTIONS INSCRITES PAR L'ASSEMBLÉE AU COURS DE SA SIXIÈME SESSION.

7. Règlement pacifique des différends internationaux: Rapport du Conseil sur les propositions, déclarations et suggestions faites en vue du règlement pacifique des différends internationaux.
8. Arbitrage, sécurité et réduction des armements: Rapport du Conseil sur les progrès réalisés, au point de vue de la sécurité générale, par la conclusion de conventions et de traités.
9. Protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient: Rapport sur les travaux de Miss Jeppe et du Dr. Kennedy pendant l'année 1925-1926.
10. Contributions arriérées: Rapport du Conseil.

QUESTION INSCRITE PAR L'ASSEMBLÉE AU COURS DE SA SESSION EXTRAORDINAIRE DE MARS 1926.

11. Examen du rapport de la première Commission de l'Assemblée extraordinaire sur la demande d'admission dans la Société des Nations adressée par le Gouvernement allemand.

QUESTIONS PROPOSÉES PAR LE CONSEIL.

12. Le rapport ou les propositions que le Conseil pourrait décider de présenter, après avoir examiné le rapport de la Commission chargée d'étudier la question de la composition du Conseil, institué par la résolution du Conseil en date du 18 mars 1926.
13. Rapport sur les travaux de l'Organisation économique et financière, y compris la restauration financière de l'Autriche, la restauration financière de la Hongrie, l'œuvre de l'Office autonome pour l'établissement des réfugiés grecs, l'œuvre pour l'établissement des réfugiés bulgares, etc.
14. Conférence économique internationale: Rapport sur les travaux du Comité préparatoire.
15. Rapport sur les travaux de l'Organisation des communications et du transit.
16. Rapport sur les travaux de l'Organisation d'hygiène de la Société.
17. Rapport sur les travaux de la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.
18. Rapport sur les travaux de la Commission consultative pour la protection des enfants et de la jeunesse:
 - a) Rapport du Comité de la traite des femmes et des enfants;
 - b) Rapport du Comité de la protection de l'enfance.
19. Rapport sur les travaux de la Commission internationale de coopération intellectuelle.
20. Conférence pour la réduction et la limitation des armements: Rapport sur les travaux du Comité préparatoire.

BUDGET ET COMPTABILITÉ.

21. Budget de 1927, y compris les budgets de l'Organisation internationale du Travail et de la Cour permanente de Justice internationale.
Vérification des comptes du septième exercice financier (1925).
Rapports de la Commission de contrôle.
Fonds pour la construction du nouvel immeuble de la Société (Quote-part proportionnelle des Membres).

AUTRES QUESTIONS.

22. Nomination des Membres non permanents du Conseil.

5. Election of Six Vice-Presidents.
6. Report on the Work of the Council since the last General Session of the Assembly, on the Work of the Secretariat and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.

ITEMS INSERTED BY THE ASSEMBLY AT ITS SIXTH SESSION.

7. Pacific Settlement of International Disputes: Report by the Council on Proposals, Declarations and Suggestions made for the Pacific Settlement of International Disputes.
8. Arbitration, Security and Reduction of Armaments: Report by the Council on the Progress in General Security brought about by the Conclusion of Conventions and Treaties.
9. Protection of Women and Children in the Near East: Report on the Work of Miss Jeppe and Dr. Kennedy for 1925-26.
10. Contributions in Arrears: Report by the Council.

ITEM INSERTED BY THE ASSEMBLY AT ITS SPECIAL SESSION OF MARCH 1926.

11. Consideration of the Report of the First Committee of the Special Assembly on the Request of the German Government for Admission to the League of Nations.

ITEMS PROPOSED BY THE COUNCIL.

12. Such Report or Proposals as the Council may decide to make after considering the Report of the Committee on the Composition of the Council appointed by the Council Resolution of March 18th, 1926.
13. Report on the Work of the Economic and Financial Organisation, including the Financial Reconstruction of Austria, the Financial Reconstruction of Hungary, the Work of the Greek Refugee Settlement Commission, establishment of Bulgarian Refugees, etc.
14. International Economic Conference: Report on the Work of the Preparatory Committee.
15. Report on the Work of the Organisation for Communications and Transit.
16. Report on the Work of the Health Organisation of the League.
17. Report on the Work of the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.
18. Report on the Work of the Advisory Commission for the Protection and Welfare of Children and Young People:
 - (a) Report of the Committee on the Traffic in Women and Children.
 - (b) Report of the Child-Welfare Committee.
19. Report on the Work of the International Committee on Intellectual Co-operation.
20. Conference for the Reduction and Limitation of Armaments: Report on the Work of the Preparatory Committee.

BUDGET AND ACCOUNTS.

21. Budget for 1927, including the Budgets of the International Labour Organisation and of the Permanent Court of International Justice.
Audit of Accounts for the Seventh Financial Period (1925).
Reports of the Supervisory Commission.
League Building Fund (Proportional Interest of Members).

OTHER ITEMS.

22. Appointment of the Non-Permanent Members of the Council.

LISTE SUPPLÉMENTAIRE DE QUESTIONS COMMUNIQUÉE CONFORMÉMENT AU PARAGRAPHE 3 DE L'ARTICLE 4 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'ASSEMBLÉE.

1. Conclusion d'une Convention internationale sur l'esclavage et les conditions analogues.
2. Conférence pour les questions des réfugiés russes et arméniens: Suite donnée par les gouvernements aux dispositions de l'Arrangement adopté par la Conférence.
3. Caisse de prévoyance du personnel: Amendement à l'article 6 du Statut apporté provisoirement par le Conseil.

III. LISTE DES DOCUMENTS COMMUNIQUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE

- A. 1 Convocation de la septième Assemblée.
- A. 2 (1) Ordre du jour de la septième session de l'Assemblée et liste supplémentaire des questions.
- A. 3 Comptes vérifiés du septième exercice (1925) et rapports y relatifs de M. A. Cérésa, Commissaire aux comptes.
- A. 4 Budget du neuvième exercice (1927). Première partie. — Secrétariat et Organisations spéciales de la Société.
- A. 4 (a) Budget pour le neuvième exercice (1927). Deuxième partie. — Organisation internationale du Travail.
- A. 4 (b) Budget du neuvième exercice (1927). Troisième partie. — Cour permanente de Justice internationale.
- A. 5 (1) Commission de contrôle. Rapport de la Commission sur les travaux de ses dix-huitième et dix-neuvième sessions.
- A. 6 Rapport à la septième Assemblée de la Société des Nations sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.
- A. 7 Caisse de prévoyance du personnel. Rapport présenté par le président du Conseil d'administration.
- A. 8 Etat général de l'actif et du passif de la Société des Nations au 31 décembre 1925.
- A. 9 Projet de convention sur l'esclavage. Rapport de sir Austen Chamberlain.
- A. 10 Projet de convention relative à l'esclavage. Réponses des gouvernements.
- A. 10 (a) Projet de convention relative à l'esclavage. Réponses des gouvernements.
- A. 11 Indemnité spéciale aux membres de la Commission permanente des mandats.
- A. 12 Commission permanente des mandats. Rapport sur les travaux de la neuvième session de la Commission (Genève, 8-25 juin 1926).
- A. 13 Edification d'un palais de la Société des Nations. Dons pour l'aménagement du palais. Nouvelle offre du Gouvernement de la Nouvelle-Zélande.
- A. 14 Mandats B et C. Liste des questions que la Commission permanente des mandats désirerait voir traiter dans les rapports annuels des Puissances mandataires.
- A. 15 Enseignement aux enfants et à la jeunesse sur l'existence et les buts de la Société des Nations. Rapport supplémentaire du Secrétaire général.
- A. 16 Commission permanente des mandats (neuvième session). Remarques du représentant accrédité de l'Union de l'Afrique du Sud au sujet des observations de la Commission sur le rapport relatif à l'administration du Sud-Ouest Africain pour l'année 1925.
- A. 17 Rapport annuel de l'Organisation d'hygiène pour l'année 1925.
- A. 18 Commission consultative pour la protection de l'enfance et de la jeunesse. Comité de la traite des femmes et des enfants. Rapport sur les travaux de la cinquième session.
- A. 19 Commission consultative pour la protection de l'enfance et de la jeunesse. Comité de la protection de l'enfance. Rapport sur les travaux de la deuxième session.

SUPPLEMENTARY LIST OF ITEMS CIRCULATED IN ACCORDANCE WITH RULE 4, PARAGRAPH 3, OF THE RULES OF PROCEDURE OF THE ASSEMBLY.

1. Conclusion of an International Convention on Slavery and Conditions Analogous thereto.
2. Conference on Russian and Armenian Refugee Questions; Measures taken by Governments to give effect to the terms of the Arrangement concluded at the Conference.
3. Staff Provident Fund: Amendment to Article 6 of the Regulations provisionally made by the Council.

III. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY

- A. 1. Convocation of the Seventh Assembly.
- A. 2 (1). Agenda of the Seventh Session of the Assembly and Supplementary List of Items.
- A. 3. Audited Accounts for the Seventh Financial Period (1925) and Reports thereon by Commendatore A. Ceresca, Auditor.
- A. 4. Budget for the Ninth Financial Period (1927). Part I — Secretariat and Special Organisations of the League.
- A. 4 (a). Budget for the Ninth Financial Period (1927). Part II — International Labour Organisation.
- A. 4 (b). Budget for the Ninth Financial Period (1927). Part III — Permanent Court of International Justice.
- A. 5 (1). Supervisory Commission. Report of the Commission on its Eighteenth and Nineteenth Sessions.
- A. 6. Report to the Seventh Assembly of the League on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.
- A. 7. Staff Provident Fund. Report submitted by the Chairman of the Board of Management.
- A. 8. General Statement of the Assets and Liabilities of the League of Nations as at December 31st, 1925.
- A. 9. Draft Convention on Slavery. Report by Sir Austen Chamberlain.
- A. 10. Draft Convention on Slavery. Replies from Governments.
- A. 10 (a). Draft Convention on Slavery. Replies from Governments.
- A. 11. Special Allowances to Members of the Permanent Mandates Commission.
- A. 12. Permanent Mandates Commission. Report on the Work of the Ninth Session of the Commission (Geneva, June 8th-25th, 1926).
- A. 13. Construction of the League of Nations Buildings. Gifts for the furnishing of the Proposed Buildings. Further Offer by the New Zealand Government.
- A. 14. B and C Mandates. List of Questions which the Permanent Mandates Commission desires should be dealt with in the Annual Reports of the Mandatory Powers.
- A. 15. Instruction of Children and Youth in the Existence and Aims of the League of Nations. Supplementary Report by the Secretary-General.
- A. 16. Permanent Mandates Commission (Ninth Session). Comments by the Accredited Representative of the Union of South Africa on the Commission's Observations regarding the Report for 1925 on the Administration of South-West Africa.
- A. 17. Annual Report of the Health Organisation for 1925.
- A. 18. Advisory Commission for the Protection and Welfare of Children and Young People. Traffic in Women and Children Committee. Report on the Work of the Fifth Session.
- A. 19. Advisory Commission for the Protection and Welfare of Children and Young People. Child Welfare Committee. Report on the Work of the Second Session.

- A. 20 Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles. Rapport au Conseil sur les travaux de la huitième session.
- A. 21 Assemblée extraordinaire. Mars 1926. Admission de nouveaux Membres dans la Société des Nations. Allemagne — Rapport présenté par la première Commission à l'Assemblée.
- A. 22 Comité d'hygiène. Rapport sur les travaux de la septième session.
- A. 23 Vérification de la comptabilité des subventions de la Fondation Rockefeller à l'Organisation d'hygiène.
- A. 24 Comité préparatoire de la Conférence économique internationale. Rapport sur la première session du Comité.
- A. 25 Rapport de la Commission pour la protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient du 1^{er} juillet 1925 au 30 juin 1926.
- A. 26 Commission internationale de coopération intellectuelle. Sous-Commission d'experts pour l'enseignement aux enfants et à la jeunesse de l'existence et des buts de la Société des Nations.
- A. 26 a) Commission internationale de coopération intellectuelle. Sous-Comité d'experts pour l'enseignement aux enfants et à la jeunesse sur l'existence et les buts de la Société des Nations.
- A. 27 Commission internationale de coopération intellectuelle. Conseil d'administration de l'Institut international de coopération intellectuelle. Rapport sur les travaux de l'Institut international.
- A. 29 Conférence pour les questions des réfugiés russes et arméniens. Rapport du Haut Commissaire et rapport du représentant de la Belgique présentés au Conseil.
- A. 30 Organisation économique et financière. Travaux du Comité financier. Extrait du rapport à la septième Assemblée de la Société des Nations, sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.
- A. 31 Travaux de l'Organisation des communications et du transit entre la sixième et la septième Assemblée. Rapport de la Commission consultative et technique des communications et du transit soumis au Conseil pour être transmis à l'Assemblée.
- A. 32 Réduction des armements. Extrait du rapport à la septième Assemblée de la Société des Nations sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.
- A. 34 Comptes relatifs à l'exercice 1925 du Bureau de renseignements épidémiologiques en Extrême-Orient.

IV. GUIDE OFFICIEL

Un guide officiel a été préparé afin de fournir aux délégations les renseignements nécessaires sur les dispositions prises pour la réunion de l'Assemblée et de ses commissions, sur les communications postales, la distribution des documents et les fonctions du Secrétariat.

V. POUVOIRS DES DÉLÉGUÉS A L'ASSEMBLÉE

MM. les délégués à l'Assemblée sont invités à remettre leurs pouvoirs, si possible dès la première séance, au service de réception des documents, dans la salle des séances de l'Assemblée, ou au Bureau N° 68, au Secrétariat. Les pouvoirs seront immédiatement transmis au secrétaire de la Commission de vérification des pouvoirs.

VI. LES "OPINIONS DE LA PRESSE"

Les *Opinions de la Presse* paraîtront cette année comme les années précédentes. Si les extraits reçus sont en nombre suffisant, le premier numéro paraîtra le mardi matin, 7 septembre.

- A. 20. Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs. Report to the Council on the Work of the Eighth Session.
- A. 21. Special Session of the Assembly, March 1926. Admission of New Members to the League of Nations. Germany — Report presented by the First Committee to the Assembly.
- A. 22. Health Committee. Report on the Work of the Seventh Session.
- A. 23. Audit of the Accounts of the Rockefeller Foundation Grants to the Health Organisation.
- A. 24. Preparatory Committee for the International Economic Conference. Report on the First Session of the Committee.
- A. 25. Report of the Commission for the Protection of Women and Children in the Near East from July 1st, 1925, to June 30th, 1926.
- A. 26. International Committee on Intellectual Co-operation. Sub-Committee of Experts for the Instruction of Children and Youth in the Existence and Aims of the League of Nations.
- A. 26 (a). International Committee on Intellectual Co-operation. Sub-Committee of Experts for the Instruction of Children and Youth in the Existence and Aims of the League of Nations.
- A. 27. International Committee on Intellectual Co-operation. Governing Body of the International Institute of Intellectual Co-operation. Report on the Work of the International Institute of Intellectual Co-operation.
- A. 29. Conference on Russian and Armenian Refugee Questions. Report by the High Commissioner and Report by the Belgian Representative presented to the Council.
- A. 30. Economic and Financial Organisation. Work of the Financial Committee. Extract from the Report to the Seventh Assembly of the League of Nations on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.
- A. 31. Work of the Organisation for Communications and Transit between the Sixth and Seventh Assemblies. Report of the Advisory and Technical Committee for Communications and Transit, submitted to the Council for transmission to the Assembly.
- A. 32. Reduction of Armaments. Extract from the Report to the Seventh Assembly of the League of Nations on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.
- A. 34. Accounts for 1925 of the Far-Eastern Bureau for Epidemiological Intelligence.

IV. THE OFFICIAL GUIDE

An Official Guide has been prepared for the convenience of delegates, in which the necessary information is given in regard to the arrangements which have been made for the accommodation of the Assembly and its Committees, postal arrangements, the distribution of documents, and the duties of the Secretariat.

V. CREDENTIALS OF DELEGATES TO THE ASSEMBLY

Delegates to the Assembly are invited to hand in their credentials at the Receipt of Documents Branch in the Assembly Hall, if possible during the first meeting, or to send them to Room 68 at the offices of the Secretariat. The credentials will be immediately forwarded to the Secretary of the Credentials Committee.

VI. "PRESS OPINIONS"

Press Opinions will be published this year as in previous years. If sufficient copy is forthcoming, the first number will be issued on the morning of Tuesday, September 7th.

Cette publication a pour objet de donner une idée générale des opinions exprimées par la presse des différents pays sur les travaux de l'Assemblée. Ces opinions ne peuvent naturellement engager que leurs auteurs. Les extraits cités sont tirés des journaux ainsi que des dépêches que les correspondants spéciaux veulent bien communiquer aux rédacteurs des *Opinions de la Presse*.

Les délégations qui désirent recevoir cette publication sont priées de vouloir bien faire savoir au chef du Service de distribution du Secrétariat le nombre d'exemplaires qui leur est nécessaire. Ces exemplaires seront placés dans les casiers des délégations à la Salle de la Réformation.

VII. CORRESPONDANCE DES DÉLÉGATIONS

Les lettres et imprimés arrivant à Genève pour MM. les Délégués et leur personnel, aux soins de la Société des Nations, seront placés pendant les deux premiers jours de l'Assemblée dans les casiers de la Salle de la Réformation destinés à recevoir les documents des diverses délégations.

A partir du troisième jour, cette distribution se fera, à moins d'avis contraire des délégations, directement à leur domicile tel qu'il sera indiqué sur la Liste des délégations publiée par le Secrétariat.

VIII. RÈGLEMENT CONCERNANT L'ENTRÉE AU SECRETARIAT PENDANT LES SESSIONS DE L'ASSEMBLÉE

Le règlement ci-après est publié pour l'information des délégués à l'Assemblée. Les cartes d'admission auxquelles il y est fait allusion peuvent être obtenues à l'Annexe du Secrétariat, 11, rue Rothschild.

Afin d'assurer un contrôle sur l'entrée dans les locaux du Secrétariat et d'en interdire l'accès aux personnes non autorisées, seront seules admises, pendant les sessions de l'Assemblée, du Conseil et pendant les réunions du même genre, les personnes munies de cartes ou introduites par un membre du Secrétariat.

La stricte observation de ce règlement étant jugée essentielle pour assurer toutes facilités aux délégués et garantir leur sécurité, on espère que tout inconvénient personnel qui pourrait à l'occasion résulter dudit règlement sera accepté dans l'intérêt général.

1. Il sera distribué aux représentants de gouvernements et aux membres des Commissions des cartes officielles donnant accès à tous les locaux du Secrétariat. Les cartes leur seront délivrées au reçu de l'avis notifiant leur arrivée à Genève, ou lorsqu'ils se présenteront pour la première fois au Secrétariat. Ces personnes sont invitées à annoncer, si possible, leur arrivée à l'avance, afin que les cartes puissent leur être envoyées.

2. Il sera délivré aux journalistes des cartes de journalistes donnant accès aux parties des locaux du Secrétariat ouvertes à la presse.

3. L'admission à la bibliothèque, qui, en temps ordinaire, est accordée sur présentation d'une carte de bibliothèque délivrée aux personnes autorisées à y travailler, sera suspendue pendant les sessions.

4. a) Les cartes seront rigoureusement personnelles. Il ne sera pas délivré de cartes en blanc. Lorsqu'une carte sera présentée par une personne autre que le titulaire, l'admission sera refusée et la carte sera confisquée aux fins d'enquête.

b) La durée de validité des cartes variera suivant les cas.

c) Les cartes n'accorderont que le droit d'entrer dans les locaux du Secrétariat; les titulaires de ces cartes ne seront pas admis aux séances qui auront lieu au Secrétariat, à moins qu'ils ne soient, par ailleurs, autorisés à y assister.

5. Les visiteurs accompagnant des titulaires de cartes officielles ou des fonctionnaires du Secrétariat seront admis dans les locaux avec les personnes qu'ils accompagnent.

6. L'entrée dans les locaux du Secrétariat sera interdite aux autres visiteurs pendant les sessions de l'Assemblée, du Conseil, etc.

7. Il ne sera fait exception que pour les personnes désirant voir un fonctionnaire du Secrétariat, un délégué d'un gouver-

The purpose of *Press Opinions* is to give a general idea of the opinions expressed in the Press of the various countries on the proceedings of the Assembly. Responsibility for the opinions quoted remains with their authors. The extracts quoted are compiled from the newspapers and from copies of despatches kindly put at the disposal of the Editor by special correspondents.

Delegations who wish to receive this publication are requested to inform the head of the Distribution Branch of the Secretariat how many copies they require. The required number of copies will be delivered in the pigeon-holes of the delegations at the Salle de la Réformation.

VII. CORRESPONDENCE OF DELEGATIONS

Letters and printed matter reaching Geneva addressed to delegates and their staff in care of the League of Nations will be placed during the first two days of the Assembly in the pigeon-holes at the Salle de la Réformation for the reception of documents distributed to the various delegations. From the third day of the Assembly the distribution of these letters, unless delegations notify the Secretariat to the contrary, will be made directly to their place of residence as shown in the list of delegations published by the Secretariat.

VIII. RULES FOR ENTRY INTO THE SECRETARIAT DURING ASSEMBLY SESSIONS.

The following rules are published for the information of Delegates to the Assembly. The cards of admission referred to in the Rules may be obtained at the Annex to the Secretariat, 11, Rue Rothschild.

In order to maintain control over the entry of persons into the Secretariat buildings and to prevent the entry of unauthorised persons, admission, during sessions of the Assembly, Council and meetings assimilated thereto will be by card only or by personal introduction by an official of the Secretariat.

The strict observance of this rule being considered essential for the convenience and safety of delegates, it is hoped that any individual inconvenience which it may occasionally cause will be accepted in the general interest.

1. Government representatives and Committee members will receive *Official Cards* giving access to the whole of the Secretariat buildings. The cards will be issued to them on their notifying their arrival in Geneva or on their first entering the Secretariat. They are requested, where possible, to notify their arrival in advance in order to enable the cards to be sent to them.

2. Journalists will be issued *Journalist Cards* giving entrance to such parts of the buildings as are open to the Press.

3. Admittance to the Library, which at other times is gained by *Library Cards* issued to persons authorised to work there, will be suspended during the sessions.

4. (a) All cards are strictly personal. No blank cards will be issued, and if a card is presented by a person other than the person for whom it is issued, admittance will be refused and the card kept for purposes of enquiry.

(b) Cards will be made valid for longer or shorter periods according to the circumstances of the case.

(c) All cards admit to the buildings only and not to meetings in progress therein unless the holder is otherwise entitled to enter such meetings.

5. Persons accompanying holders of *Official Cards* or officials of the Secretariat will be admitted to the buildings with the persons whom they accompany.

6. The Secretariat buildings will be closed to other visitors during sessions of the Assembly, Council, etc.

7. Exceptions will only be made in the case of persons desiring to see an official of the Secretariat, a Government

nement ou tout autre fonctionnaire travaillant dans les locaux. Ces visiteurs seront invités à indiquer le motif de leur visite sur un formulaire spécial, qui sera présenté à la personne qu'ils désirent voir et ils ne seront admis qu'à la demande de cette dernière.

ADMISSION AUX SÉANCES DU CONSEIL.

Seuls les représentants des gouvernements, les fonctionnaires du Secrétariat, les familles de ces représentants ou fonctionnaires, les journalistes dûment accrédités et les personnes qu'intéressent particulièrement les questions discutées seront admis aux séances du Conseil.

Le public ne pourra, en aucun cas, être admis autrement que sur présentation d'une carte.

representative or other officials working in the buildings. They will be required to state their business on a prescribed form for submission to the person whom they desire to see, and will only be admitted at the latter's request.

ADMISSION TO MEETINGS OF THE COUNCIL.

Admission to meetings of the Council will be limited to representatives of Governments, Secretariat officials, the families of such representatives or officials, duly accredited journalists and members of the public having a particular interest in the subjects under discussion.

Members of the public will in all cases be admitted exclusively by card.

JOURNAL

DE LA
SEPTIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1926

OF THE
SEVENTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1926

N° 2. — MARDI 7 SEPTEMBRE 1926.

No. 2. — TUESDAY, SEPTEMBER 7th, 1926.

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	7
II. Première séance plénière de l'Assemblée	8
III. Deuxième séance plénière de l'Assemblée	15
IV. Liste des membres des Commissions	19

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	7
II. First Plenary Meeting of the Assembly	8
III. Second Plenary Meeting of the Assembly	15
IV. List of Members of Committees	19

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beau-Regard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beau-Regard.

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Séance plénière de l'Assemblée.

Une séance plénière de l'Assemblée aura lieu aujourd'hui (mardi 7 septembre), à midi, dans la Salle de la Réformation:

Ordre du jour:

- I. Proclamation concernant les présidents des Commissions.
- II. Election des six vice-présidents de l'Assemblée.

Première Commission:

La première Commission se réunira aujourd'hui (mardi 7 septembre), à 10 heures, à la Salle de la Réformation.

Deuxième Commission:

La deuxième Commission se réunira aujourd'hui (mardi 7 septembre), à 10 h. 20, à la Salle de la Réformation.

Troisième Commission:

La troisième Commission se réunira aujourd'hui (mardi 7 septembre), à 10 h. 40, à la Salle de la Réformation.

Quatrième Commission:

La quatrième Commission se réunira aujourd'hui (mardi 7 septembre), à 11 heures à la Salle de la Réformation.

I. PROGRAMME OF MEETINGS

Plenary Meeting of the Assembly.

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day (Tuesday, September 7th) at noon at the Salle de la Réformation.

Agenda:

- I. Announcement concerning the Chairmen of the Committees.
- II. Election of the six Vice-Presidents of the Assembly.

First Committee.

The First Committee will meet to-day (Tuesday, September 7th) at 10 a.m. at the Salle de la Réformation.

Second Committee.

The Second Committee will meet to-day (Tuesday, September 7th) at 10.20 a.m. at the Salle de la Réformation.

Third Committee.

The Third Committee will meet to-day (Tuesday, September 7th) at 10.40 a.m. at the Salle de la Réformation.

Fourth Committee.

The Fourth Committee will meet to-day (Tuesday, September 7th) at 11 a.m. at the Salle de la Réformation.

Cinquième Commission:

La cinquième Commission se réunira aujourd'hui (mardi 7 septembre), à 11 h. 20, à la Salle de la Réformation.

Sixième Commission:

La sixième Commission se réunira aujourd'hui (mardi 7 septembre), à 11 h. 40, à la Salle de la Réformation.

II. PREMIÈRE SÉANCE PLÉNIÈRE

Tenue à la Salle de la Réformation, le lundi 6 septembre 1926, à 11 heures.

OUVERTURE DE LA SESSION.

Le Docteur BENEŠ (Tchécoslovaquie) occupe le fauteuil présidentiel comme président du Conseil en exercice. Il prononce le discours suivant:

Mesdames, Messieurs,

I. C'est au délégué de la Tchécoslovaquie qu'incombe le grand honneur d'ouvrir les séances de la septième Assemblée de la Société des Nations et d'inaugurer ses travaux. J'en suis fier et j'en garderai un souvenir inoubliable, d'autant plus que l'Assemblée actuelle aura certainement une importance toute particulière soit dans l'histoire de la Société des Nations, soit dans l'histoire de la politique européenne en général.

En ouvrant cette première séance, je ne veux pas insister trop longuement sur les difficultés de l'heure présente. Vous les connaissez tous aussi bien que moi et nous aurons à nous en occuper au cours de nos séances. Je ne veux pas non plus entonner des chants de triomphe, d'un optimisme dit officiel, qui ne se rendraient pas compte des obstacles que nous surmontons difficilement.

Sans exagérer l'optimisme nécessaire à tous ceux qui travaillent pour le développement de la Société des Nations et qui veulent, par elle, contribuer au maintien de la paix mondiale, sans me dissimuler, d'autre part, les obstacles qui se dressent tous les jours sur notre chemin, mais aussi sans admettre le pessimisme déplacé et les critiques injustifiées de sceptiques qui sont rarement capables de construire quelque chose de solide dans notre société tourmentée et de faire avancer l'humanité de quelque pas dans la bonne voie, celle qui mène vers un avenir meilleur, je veux tout simplement, comme l'exige déjà la tradition, indiquer ce que la Société a fait directement ou indirectement pendant les douze derniers mois, et nous verrons tous que si cela ne signifie pas un changement radical des difficiles conditions actuelles de la vie politique, sociale et économique, l'œuvre accomplie par la Société des Nations dans l'année qui vient de s'écouler a tout de même été très considérable, qu'elle est un pas en avant dans l'évolution de l'Europe, une preuve que la voie choisie par nous même, malgré tout, à une amélioration progressive et assez rapide du monde actuel.

La lutte que nous menons est dure et difficile; mais elle nous promet des succès, elle nous promet la victoire. Et nous savons tous que cette victoire ne peut venir que lentement, au prix de grands sacrifices.

Le rapport sur l'œuvre du Conseil et les mesures prises pour exécuter vos décisions de l'an dernier est sur toutes les tables. Qui d'entre nous, à sa lecture, n'est pas frappé de l'ampleur toujours plus considérable que prennent les travaux de la Société des Nations, des responsabilités nouvelles qu'on lui confie, des services toujours plus grands qu'elle rend à la cause de la paix? Permettez-moi donc de retracer en quelques mots l'activité de la Société des Nations pendant l'année 1925-1926.

II. On peut, d'une manière générale, diviser l'activité de notre Société, pendant ces douze mois, en trois catégories de questions. La première comprend l'œuvre des *organisations techniques et consultatives de la Société et du Conseil*, surtout en matière économique et financière et au point de vue des œuvres sociales et humanitaires.

Dans cet ordre d'idées, je constate que, depuis la dernière Assemblée, chaque mois, des commissions ont siégé à Genève pour étudier les problèmes les plus variés.

Par deux fois, la Société des Nations a tenu des conférences générales, conférences techniques relevant de l'Organisation du transit, et dont le but était de diminuer les formalités si nom-

Fifth Committee.

The Fifth Committee will meet to-day (Tuesday, September 7th) at 11.20 a.m. at the Salle de la Réformation.

Sixth Committee.

The Sixth Committee will meet to-day (Tuesday, September 7th) at 11.40 a.m. at the Salle de la Réformation.

II. FIRST PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation at 11 a.m. on Monday, September 6th, 1926.

OPENING OF THE SESSION.

Dr. Eduard BENEŠ (Czechoslovakia) took the Chair as Acting President of the Council.

He spoke as follows:

Ladies and Gentlemen,

I. It is to the delegate of Czechoslovakia that falls the great honour of opening the meetings of the seventh Assembly of the League of Nations and of inaugurating its work. I am proud of this honour, and it will remain for me an unforgettable memory, particularly as the present Assembly will without doubt be of special importance both in the history of the League of Nations and in that of European politics in general.

In opening this first meeting, I do not wish to dwell too much on the difficulties of the moment. You are as familiar with them as I am, and we shall have to deal with them during our discussions. But I shall also refrain from sounding a note of triumph, or of "official optimism", regardless of the obstacles which we can hardly hope to surmount without difficulty.

Without indulging to excess the optimism which must inspire all those who work for the development of the League of Nations and who desire through it to contribute to the maintenance of world peace; without, on the other hand, attempting to ignore the obstacles which daily beset our path, but without giving way to the misplaced pessimism and unjustified criticisms of the sceptics, who are rarely capable of any solid achievement in our distracted society or of bringing humanity a step forward in the path which leads to a better future, I merely desire, in accordance with our young tradition, to give a brief outline of what the League has done directly or indirectly during the last twelve months, and we shall all realise that, while it has not achieved a radical change in the present difficult conditions of political, social and economic life, the work accomplished by the League of Nations in the past year has nevertheless been very considerable, that it constitutes a step forward in the evolution of Europe and a proof that the path we have chosen leads, despite all, to a progressive and comparatively rapid improvement of the world of to-day.

The struggle we have undertaken is a hard and difficult one, but it holds out promise of successes and of final victory. And we all realise that this victory can only come slowly and at the cost of great sacrifices.

You have before you the report on the work of the Council and of the measures taken to execute your decisions of last year. Who can peruse it without being struck with the growing amplitude of the League's work, with the fresh responsibilities which it is assuming, and with the ever greater services it is rendering to the cause of peace? May I therefore be allowed to recall in a few words the activities of the League of Nations during the year 1925-26?

II. Broadly speaking, the activities of the League during these twelve months may be divided into three categories. The first includes the work of the *technical and advisory organisations of the League and of the Council*, particularly in economic and financial matters and from the point of view of social and humanitarian undertakings.

In this connection it may be pointed out that, since last Assembly, committees have sat at Geneva every month to consider problems of the most varied kinds.

On two occasions the League of Nations has held *general conferences, technical conferences in connection with the Transit Organisation*, for the purpose of reducing the numerous forma-

breuses, surtout après la guerre, qui entravent les rapports commerciaux. L'une de ces conférences, qui traitait de certains points techniques relatifs à la navigation intérieure, était une conférence européenne. L'autre conférence, au contraire, était universelle. Elle s'est attaquée à un des petits problèmes les plus irritants d'après-guerre: celui des passeports. Elle a réuni, pour faire disparaître les formalités les plus vexatoires, une quarantaine d'Etats qui se sont mis d'accord sur des conclusions communes.

Qu'il me soit permis, à ce propos, d'attirer l'attention de toutes les délégations sur leur devoir de suivre, une fois rentrées dans leur pays, le sort des décisions prises à Genève. Je sais bien que nos parlements, si souvent écrasés de besogne, sont contraints de sérier les questions et de faire attendre parfois trop longtemps la ratification des actes internationaux signés au siège de la Société des Nations. N'oublions pas, cependant, que, dans ce domaine des conventions internationales, la Société s'est montrée d'une réserve et d'une prudence parfois jugées excessives, que les projets de conventions établis par elle portent sur des questions techniques qu'il est vraiment de l'intérêt de tous de voir définitivement réglées, que tout son effort a tendu à simplifier le mécanisme des échanges internationaux sans porter atteinte aux intérêts de chacun.

Dois-je dire qu'au point de vue des conventions élaborées par les Commissions techniques: *par la Commission économique, du transit, de l'hygiène, de l'opium, par nos Commissions de désarmement, la situation n'est pas très satisfaisante*? Je le crois; la continuation de nos travaux techniques rencontrerait des difficultés si cette situation ne s'améliorait pas; l'action de nos experts, de nos gouvernements mêmes, risquerait d'être entravée, si cette base que lui donnent les conventions établies leur manquait, par suite de leur non ratification; aussi, suis-je convaincu, sachant votre désir de les voir entrer en vigueur, que, porté par vous, *mon appel sera entendu dans toutes vos capitales*.

Cet effort pour améliorer les relations internationales dans les domaines techniques, la Société des Nations l'a poursuivi, au cours de l'année écoulée, avec la collaboration des meilleurs représentants que possèdent nos administrations respectives. Il suffit, pour s'en rendre compte, de parcourir la liste des travaux de l'Organisation économique et financière: projet d'accord sur l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation; travaux sur les crises économiques et le chômage, sur les fausses déclarations en matière de douane, sur la concurrence déloyale, sur la double imposition et l'évasion fiscale, sur les mesures à prendre pour empêcher l'émission et la circulation de la fausse monnaie. C'est l'esquisse de l'œuvre de demain, du rapprochement économique indispensable à l'établissement solide de la paix et de l'entraide internationale.

À ce point de vue, nous avons, vous le savez, entrepris une œuvre de longue haleine: *la préparation d'une conférence économique internationale*. Un comité s'est réuni, dont la composition même assure que toutes les formes d'intérêts seront représentées et défendues. Il constitue une liste d'experts choisis parmi les plus compétents. Il a déjà dégrossi le programme de recherches qu'il importe d'achever avant de convoquer la conférence elle-même. Les organisations de la Société des Nations, le Bureau international du Travail, d'autres organisations internationales se sont aussitôt appliquées à ce travail. Le Comité a tracé les lignes générales de l'enquête qu'elles doivent poursuivre. À sa prochaine session, muni de cette documentation, il sera en mesure de dégager les grandes données des problèmes industriels, agricoles, commerciaux, qui seront soumis à la conférence. Cette dernière ne se réunira donc, pour aborder ces problèmes vitaux, mais si complexes, qu'après avoir été mise en possession d'un ordre du jour clair, précis, limité. Elle pourra se prononcer en toute connaissance de cause.

En attendant, nous ne saurions manquer de souligner les progrès accomplis par la Société des Nations dans l'œuvre de reconstruction européenne poursuivie déjà depuis plusieurs années avec le succès que vous connaissez. L'enquête approfondie, conduite l'année dernière en Autriche par deux économistes éminents désignés par le Conseil, M. M. Layton et Rist, a prouvé que les difficultés économiques subies par l'Autriche, comme par tant d'autres pays, ne risquent pas de compromettre l'œuvre de restauration financière et monétaire. La stabilité du pays est désormais assurée sur des bases solides. Les deux

lities which, particularly since the war, have hampered commercial relations. One of these conferences, which dealt with certain technical points concerning inland navigation, was a European conference, while the other was universal. The latter dealt with one of the most irritating of the minor problems of the post-war period — that of passports. In order to remove the most vexatious formalities, forty States sent representatives, who came to an agreement on a number of conclusions.

In this connection I should like to draw the attention of all the delegations to the fact that it is their duty, once they have returned to their own countries, to see what effect is given to the decisions taken at Geneva. I am fully aware that our Parliaments, which are often overburdened with work, are obliged to take questions in their order and to postpone, sometimes for too long, the ratification of the international instruments signed at the seat of the League of Nations. We must not forget, however, that, in this sphere of international conventions, the League has displayed a reserve and a prudence which have sometimes been judged excessive, that the draft conventions drawn up by it refer to technical questions which it is in the interest of everybody to have finally settled, and that it has always made every effort to simplify the mechanism of international exchange without detriment to individual interests.

I think I am bound to say that, from the point of view of the conventions drafted by the technical committees: *by the Economic, Transit, Health and Opium Committees and by our Disarmament Committees, the situation is not very satisfactory*. Indeed the further progress of our technical work would be a matter of some difficulty if this situation did not improve. The action of our experts and even of our Governments would run the risk of being thwarted if, owing to their non-ratification, it were deprived of the groundwork provided by established conventions; and, knowing your desire to have these conventions put into force, I am convinced that you will convey my appeal to the proper quarter and that it will be heard in all your capitals.

In the past year the League of Nations has pursued its efforts to improve international relations in the technical spheres with the assistance of the most qualified representatives which our various administrations possess. To realise this, it is sufficient to peruse the list of tasks undertaken by the Economic and Financial Organisation: Draft Agreement on the Abolition of Import Prohibitions and Restrictions; investigations on Economic Crises and Unemployment; on False Customs Declarations; on Unfair Competition; on Double Taxation and Tax Evasion; on the measures to be taken to prevent the Issue and Circulation of Counterfeit Currency. This enumeration outlines the work of to-morrow — of the economic rapprochement which is essential to the establishment of peace and international co-operation on solid foundations.

In this connection we have, as you know, undertaken an ambitious task: *the preparation of an International Economic Conference*. A Committee has met whose composition ensures that every type of interest will be represented and defended. It comprises a list of experts, chosen from among the most competent. It has already roughly drawn up the programme of the investigations which must be made before the Conference itself is convened. The organisations of the League of Nations, the International Labour Office and other international organisations immediately set to work on this task. The Committee has sketched the main outlines of the enquiry which they must pursue. Once in possession of these data, it will be in a position, at its next session, to single out the chief points of the industrial, agricultural and commercial problems to be submitted to the Conference. The latter will therefore only meet to consider these vital and complex problems after it has been given a clear, precise and limited agenda. It will therefore be able to reach its conclusions with a full knowledge of the facts.

Meanwhile we must not omit to lay stress on the progress achieved by the League of Nations in the work of European reconstruction, which has now been pursued for some years with the success that you know. The thorough enquiry conducted last year in Austria by two eminent economic experts appointed by the Council, Mr. Layton and Professor Rist, showed that the economic difficulties suffered by Austria in common with so many other countries do not threaten to compromise the work of financial and monetary reconstruction. The stability of the country is now established on a solid basis.

experts de la Société des Nations ont en même temps indiqué les meilleures méthodes pour que les conséquences de la restauration financière se développent, pour qu'elles deviennent la source de la prospérité économique grâce à laquelle l'Autriche en rapports cordiaux avec tous ses voisins, jouera librement, dans la communauté européenne, le rôle qui lui revient. Notre Commissaire général, M. Zimmerman, sa tâche accomplie, a pu se consacrer à d'autres travaux, et je serai votre interprète à tous en lui transmettant l'expression de notre gratitude.

Les mêmes sentiments de l'Assemblée vont certainement à M. Smith, qui s'est dévoué avec tant de succès à l'œuvre du contrôle financier en Hongrie et dont les exceptionnelles qualités de tact et de travail ont conquis, dans tous les milieux, une affection unanime. Avant de partir, M. Smith a eu la satisfaction de voir le Comité financier constater les heureux résultats, de la surveillance budgétaire qu'il avait été appelé à exercer, et le Conseil se charge lui-même de veiller à l'utilisation du reliquat disponible de l'emprunt de reconstruction.

D'autres exemples ont montré, depuis la dernière Assemblée, la valeur des procédures internationales en matière financière et de l'aide que votre Conseil peut apporter à cet égard: emprunt municipal de Dantzig, étude du Comité financier sur la situation de la Ville libre, continuation, grâce à l'emprunt, des travaux de l'Office autonome pour l'établissement des réfugiés grecs, préparation d'un emprunt destiné à établir les réfugiés bulgares. Telles sont les principales contributions que la Société a apportées, dans le courant de l'année, à la grande œuvre de la restauration européenne. Les résultats ne peuvent qu'en être heureux pour la paix.

Ainsi, l'œuvre économique, financière et humanitaire de la Société des Nations n'a pas chômé. En ajoutant à cette œuvre les travaux pour les réfugiés arméniens, pour la protection de l'enfance, je ne veux pas manquer de constater, en outre, qu'en Extrême-Orient, la première institution de la Société des Nations, notre bureau épidémiologique de Singapour, commence à fonctionner. Sur ce terrain, notre Société poursuit sa tâche avec un succès incontestable.

Enfin, vous serez certainement frappés, en lisant le rapport de la Commission de coopération intellectuelle, de l'intérêt grandissant que soulève ses travaux. Il était juste que l'œuvre de paix entreprise par la Société des Nations s'étendît au domaine de l'esprit. Il est heureux que, grâce à l'initiative du Gouvernement français, les moyens aient été donnés aux savants éminents réunis dans notre Commission de faire passer leurs décisions dans le domaine des réalités. Demain, ils seront dotés, grâce à la générosité du Gouvernement italien, d'un nouvel instrument de travail. Et déjà s'affirment les résultats de ces heureuses initiatives. De tous côtés les concours arrivent. De leur propre mouvement, des savants appartenant aux pays les plus divers, instruits par la longue expérience de leurs travaux désintéressés, apportent des suggestions pour éviter à leurs collègues les pertes de temps, pour parfaire, dans le domaine des lettres et des sciences, la collaboration internationale, pour qu'y soit appliqué définitivement le grand principe de la division du travail. Un peu partout, des commissions nationales se sont créées. Elles redoublent d'activité; une sorte de Société des Nations intellectuelle répand ses organismes dans tous les pays.

Comme vous le voyez, Messieurs, l'une des préoccupations maîtresses que vous aviez l'an dernier, celle d'assurer la continuité de ce travail lent, tenace, fructueux de construction qui incombe à la Société des Nations, a été, du mieux qu'il l'a pu, prise en considération par votre Conseil et les commissions consultatives et techniques que vous lui avez données.

III. La seconde catégorie de questions dont s'occupe en permanence la Société des Nations — je veux parler de cette œuvre continue de la Société et du Conseil dans la sphère des rapports politiques quotidiens entre les Etats, le règlement des différends éventuels qui surgissent tout d'un coup entre les Membres de la Société et, enfin, les questions spéciales, comme celles des minorités et du désarmement — est marquée cette année aussi par des résultats très considérables.

A ce sujet, je me permets de vous rappeler en premier lieu le règlement définitif de la très délicate affaire de Mossoul. Elle était à l'ordre du jour en 1925, lorsque nous étions tous réunis dans cette même salle. Il a fallu au Conseil quelques mois de travail pour aboutir à une solution. Il l'a adoptée après de

The two experts of the League at the same time indicated the best methods to be adopted for the results of the financial reconstruction to develop and become the source of an economic prosperity which will enable Austria, in cordial co-operation with all her neighbours, to play in full freedom that part in the European community which is hers by right. Our Commissioner-General, M. Zimmerman, having concluded his task, has been able to take up other work, and I am sure I shall be voicing the feeling of the Assembly in expressing to him our deep gratitude.

The thanks of the Assembly are also due to Mr. Smith, who has devoted himself with such conspicuous success to the work of financial control in Hungary and whose exceptional qualities of tact and thoroughness have won for him the affection and esteem of all those with whom he has come in contact. Before his departure, Mr. Smith had the satisfaction of learning that the Financial Committee had recognised the excellent results of the budgetary supervision which he had been called upon to exercise, and that the Council had undertaken itself to deal with the question of the utilisation of the balance of the reconstruction loan.

Since the last Assembly, other examples have demonstrated the value of international action in financial matters and the assistance which can be rendered by your Council in this connection, among them being those of the Danzig municipal loan, the enquiry into the position of the Free City, undertaken by the Financial Committee, the continuation of the work of the Greek Refugees Settlement Commission with the help of the loan, and the preparation of a loan for the settlement of the Bulgarian refugees. Such have been the principal contributions made by the League in the course of the year to the great work of European reconstruction; the cause of peace cannot fail thereby to be greatly promoted.

Thus the economic, financial and humanitarian activities of the League of Nations have continued unchecked. While adding to this list the work undertaken for the benefit of the Armenian refugees and for the protection of children, I should also mention that the first institution of the League of Nations in the Far East — our Epidemiological Bureau at Singapore — has begun operations. In this field also the League is pursuing its task with conspicuous success.

Finally, when reading the Report of the Committee on Intellectual Co-operation, you will certainly be struck by the increasing interest which its work arouses. It was only right that the work of peace undertaken by the League of Nations should extend to intellectual matters. Fortunately, thanks to the initiative of the French Government, the means were found to enable the eminent scholars on our Committee to translate their decisions into realities. To-morrow, through the generosity of the Italian Government, they will be endowed with a new instrument of work. The results of these welcome acts of generosity are already becoming apparent. Assistance is arriving from all sides. Of their own accord, scholars all over the world, taught by a long experience of disinterested work, have come forward with suggestions to save their colleagues loss of time, to complete the process of international co-operation in the sphere of letters and science and to secure the final triumph of the great principle of division of labour. National committees have been established in almost all countries. They are working with redoubled energy; a kind of intellectual League of Nations is spreading its organisations into all countries.

As you see, gentlemen, one of your main preoccupations of last year, i.e., to ensure continuity in this slow, steady, fruitful and constructive work, which it lies with the League of Nations to perform, has been given all possible consideration by your Council and by the Advisory and technical committees which you placed at its disposal.

III. The second class of questions on which the League of Nations is permanently engaged — I refer to the regular work done by the League and the Council in the sphere of daily political relations between States, the settlement of the disputes which may suddenly arise between Members of the League, and, finally, the special questions like minorities and disarmament — has been marked this year, too, by substantial results.

In this connection I would remind you in the first place of the final settlement of the very delicate Mosul question. It was included in the agenda for 1925 when we were all gathered in this same hall. Several months of work were needed before the Council could arrive at a solution. That solution was adop-

longues réflexions, après avoir mûrement pesé le pour et le contre, après avoir soigneusement étudié le rapport de la Commission d'enquête qu'il avait envoyée dans le territoire contesté. Un avis précieux de la Cour de Justice internationale, ce nouveau tribunal des nations, l'avait éclairé au point de vue juridique. Il a pu finalement réunir l'unanimité, rendre une sentence qui lui a semblé juste et qu'il a entourée de toutes les précautions qu'il a pu prendre en faveur des populations intéressées.

Certes, ce n'était pas sans un profond sentiment de ses responsabilités que le Conseil prenait sa décision finale. Aussi, sa satisfaction fut-elle grande de constater que les deux parties en cause, animées d'un esprit de conciliation qu'on ne saurait trop louer, avaient conclu un accord entre elles pour appliquer la sentence rendue. C'est à notre dernière session que nous avons, avec une joie que vous devinez, pris connaissance de l'arrangement conclu entre la Turquie et la Grande-Bretagne. Il ne manque que la conclusion logique, celle que la Turquie, j'espère, nous mettra bientôt en état d'apporter. Nous éprouverons tous une grande satisfaction, quand nous aurons la possibilité de l'accueillir ici parmi nous comme Membre de la Société.

Un autre cas, d'une autre nature, mais d'une gravité peut-être aussi grande, s'est présenté tout récemment au Conseil: c'était le différend qui avait surgi sur les frontières de deux Membres de la Société, la Grèce et la Bulgarie. Je suis, certes, convaincu que les deux gouvernements avaient été entraînés par la fatalité des circonstances, dans cette situation difficile, qui s'est dénouée à Paris devant le Conseil de la Société des Nations. La preuve en est dans la facilité avec laquelle ils se sont inclinés devant les suggestions que nous leur avons transmises.

Voilà, Messieurs, de puissantes assurances pour l'avenir, de solides gages d'entente et de compréhension. Ces espoirs sont confirmés puissamment, si vous parcourez le rapport du Conseil qui est devant vous et si vous examinez le travail de la Société dans les questions des minorités: jadis opprimées, jouets des ambitions internationales, elles sont aujourd'hui assurées de se développer librement au sein des Etats dont elles font partie. Vous y trouverez, en outre, des résultats positifs et remarquables dans l'œuvre d'administration de certains territoires, d'échange de populations, de délimitations de frontières, d'actions conciliatrices de toutes sortes, de travaux de la Commission des mandats pour le bien des populations indigènes, etc.

C'est dans la même intention d'apaisement politique que la Société des Nations poursuit ses travaux sur le désarmement. Vous avez, l'an dernier, lancé le projet de deux grandes conférences d'une importance mondiale: la Conférence économique, dont je parlais il y a un instant, et la Conférence du désarmement.

Nul ne peut être étonné que la préparation d'aussi vastes entreprises ne soit pas encore achevée.

Dès ses débuts, la Société des Nations, en vertu même de son Pacte, s'est saisie du problème du désarmement. Des esprits chagrins peuvent trouver que ces six années d'efforts n'ont donné que de maigres résultats. Ce serait un jugement sévère, injuste. Evidemment, nous voudrions tous en être beaucoup plus loin que nous ne le sommes. Mais, si d'un coup d'œil on mesure le chemin parcouru, on voit que, malgré tout, nous nous rapprochons sensiblement du but. Le problème des armements n'est que l'expression de l'état politique, social et surtout psychologique du monde. Les progrès vers la pacification accomplis depuis six ans, et particulièrement dans les deux dernières années, rendront bientôt possibles, j'en suis convaincu, les premières réalisations.

Il est hors de doute que, même à l'heure actuelle, le problème du désarmement ne peut être résolu dans son ensemble. Ce que nous proposons, c'est d'accomplir une première étape, d'arriver à un premier accord international sur la limitation des préparations à la guerre, si restreint fût-il, et nous souhaitons tous qu'il le soit le moins possible. Qui ne s'apercevrait de son importance, qui ne comprendrait que rien, depuis les accords conclus l'an dernier à Locarno, ne serait plus propre à créer une détente dans les relations internationales?

Mais, plus encore peut-être que pour toute autre conférence, il importe de ne pas aborder l'acte final à la légère, de s'entourer de toutes les préparations voulues, de concilier à l'avance, dans toute la mesure du possible, les grands intérêts en présence. C'est à quoi travaillent vos commissions, sachant bien que l'échec d'une conférence mal préparée équivaldrait à une catastrophe. La principale d'entre elles a dressé le programme de toutes les difficultés techniques à résoudre. Elle a eu la collaboration de l'Allemagne et des Etats-Unis d'Amérique.

ted after lengthy reflection, after weighing the pros and cons and after carefully studying the Report by the Commission of Enquiry which was sent to the disputed territory. A valuable opinion by the International Court of Justice, that new tribunal of the nations, enlightened the Council on the legal aspect of the question. It finally gave a unanimous award, which seemed to it to be fair and which it surrounded with all possible precautions in the interests of the populations concerned.

It was certainly not without a deep sense of its responsibilities that the Council took its final decision. Its satisfaction was therefore great when it learned that the two parties in the case, animated by a spirit of conciliation which cannot be too highly praised, had concluded an agreement between themselves to apply the award given. At our last session we took note, with what pleasure you may imagine, of the arrangement concluded between Turkey and Great Britain. All that is now wanting is the logical conclusion, which I hope Turkey will shortly enable us to supply. We shall all be delighted if the opportunity is given to us to welcome her among us as a Member of the League.

Another case, of a different kind but perhaps no less serious, came before the Council quite recently. That was the dispute which arose on the frontiers of two Members of the League, Greece and Bulgaria. I am quite convinced that unavoidable circumstances forced both Governments into that difficult situation, which found its solution in Paris before the Council of the League. This is proved by the readiness with which they acceded to the suggestions we made to them.

Those, gentlemen, are powerful assurances for the future, firm pledges of agreement and understanding. These hopes receive strong confirmation if you read through the report of the Council now before you and if you examine the work of the League on the minority questions. Formerly oppressed, the sport of international ambitions, these minorities are today assured of free development within the States to which they belong. Further, you will find in that report positive and remarkable results in regard to the administration of certain territories, the exchange of populations, the delimitation of frontiers, conciliatory action of all kinds, the work of the Mandates Commission on behalf of native populations, etc.

It is with the same intention of political pacification that the League of Nations pursues its work on disarmament. Last year you suggested the idea of two great conferences of world importance: the Economic Conference, of which I spoke just now, and the Disarmament Conference.

No one can be surprised that the preparations for such vast enterprises are not yet complete.

Ever since its creation, the League of Nations has, in virtue of its Covenant, been concerned with the problem of disarmament. Pessimists may find that these six years of effort have yielded very meagre results. That would be a harsh and an unjust judgment. Naturally, we should all like to be much further advanced than we are, but if we glance back at the road we have travelled, we see that in spite of all we are appreciably nearer our goal. The problem of armaments is nothing less than the expression of the political, social and, above all, psychological state of the world. The progress made towards pacification during the last six, and particularly during the last two, years will, I am sure, bring the first positive results within our reach at an early date.

There is no doubt that even now the disarmament problem cannot be solved in its entirety. What we propose is to accomplish a first stage and to arrive at an initial international agreement on the limitation of the preparations for war, however restricted this limitation may be, though we all hope that it will be as little restricted as possible. No one can fail to realise its importance or to grasp the fact that nothing since the agreements concluded last year at Locarno would be more likely to improve international relations.

More perhaps than in the case of any other conference, it is important not to approach the final act too heedlessly but to make all the requisite preparations and as far as possible to reconcile in advance the important interests at stake. That is the work of your committees, who know well that the failure of an ill-prepared conference would amount to a catastrophe. The chief of these committees has drawn up a programme of all the technical difficulties to be solved. It has had the co-operation of Germany and of the United States of America.

Elle a constitué, pour étudier ce programme, de vastes corps de techniciens qui se sont immédiatement mis à la besogne. Ils seront en mesure, d'ici peu, de nous apporter les résultats de leur travail. Il appartiendra alors aux hommes politiques de la Commission préparatoire d'en tirer les conclusions et de mettre sur pied un projet d'accord qui serait soumis à une conférence générale.

IV. Lorsque cette conférence se réunira, la Société des Nations aura, grâce aux résolutions que vous allez prendre, fait de nouveaux progrès vers l'universalité que vous n'avez cessé d'appeler de tous vos vœux.

Je passe ainsi à la dernière catégorie de questions dont se soit occupée notre Société pendant l'année dernière. Elles sont, au moment présent, les plus importantes, parce qu'elles touchent les questions actuelles de la politique européenne et même mondiale, parce que leur règlement a eu pour but d'amener la réconciliation des grandes nations européennes engagées dans la dernière guerre et d'assurer, pour une longue période, la sécurité et la paix à une très grande partie du monde. Je veux parler du grand événement international qu'on appelle les actes de Locarno et qui, en dehors de sa grande signification politique internationale, a pris une importance décisive pour la Société des Nations, puisqu'il est lié à l'entrée de l'Allemagne dans notre Société.

Au mois de septembre de l'année dernière, le président en exercice du Conseil, M. Painlevé, en ouvrant l'Assemblée, lui annonçait que ses travaux antérieurs pour l'organisation de la paix étaient sur le point de porter leurs fruits et que, s'il n'était pas possible de mettre immédiatement en vigueur les règles que l'Assemblée avait posées elle-même, l'année précédente, en rédigeant le Protocole de Genève, du moins, s'inspirant de son esprit, les principales nations européennes allaient-elles conclure entre elles un système de pactes de garantie et de conventions d'arbitrage destinés à préciser les obligations pacifiques du Pacte de la Société des Nations. Il annonçait ainsi l'importance extrême des douze mois qui allaient s'écouler jusqu'à notre réunion actuelle, pour l'avenir de la paix. Il n'est pas exagéré de dire, en effet, que toutes les négociations diplomatiques, en Europe toute au moins, ont été, depuis la dernière Assemblée, orientées vers la Société des Nations.

Vous connaissez les événements auxquels je fais allusion. A peine vous étiez-vous séparés l'an dernier qu'un certain nombre de Puissances européennes, celles-là même qui ont été le plus engagées dans la grande guerre, se réunissaient à Locarno pour y conclure le pacte et traité d'arbitrage dont vous décréterez indirectement cette semaine l'entrée en vigueur. Si la Conférence de Locarno s'est tenue en dehors de la Société des Nations, l'œuvre accomplie là-bas n'en est pas moins toute illuminée de son influence.

Le président du Conseil, M. Briand, déclarait, en novembre dernier, au cours de notre réunion de Paris :

« Nous avons, sous les inspirations d'une résolution votée par la dernière Assemblée, et qui nous encourageait grandement, poursuivi l'œuvre restreinte, mais malgré tout importante, de Locarno Si les négociations de Locarno ont abouti, c'est parce que nous avons pris un soin jaloux de rattacher toutes ces négociations, depuis le commencement jusqu'à la fin, à l'esprit même de la Société des Nations et à son Pacte et parce que nous nous sommes inspirés de tous les travaux antérieurs de la Société des Nations. »

Sir Austen Chamberlain, qui a si largement contribué au succès de cette grande œuvre de paix, a, à plusieurs reprises, souligné son importance historique. Les autres hommes politiques qui y ont pris part : MM. Mussolini et Scialoja, M. Vandervelde, MM. Stresemann et Luther, les hommes politiques polonais et les milieux politiques tchécoslovaques, tous, sans exagérer la portée de cette œuvre, se rendent compte que les actes de Locarno marquent une étape dans l'histoire politique de l'Europe.

Sans l'existence de la Société des Nations, vous le savez, les accords de Locarno seraient caducs. Ils ne sont, en effet, qu'une application du Pacte dont ils respectent scrupuleusement toutes les prescriptions. Ils précèdent, en même temps, du grand effort accompli par les quatrième et cinquième Assemblées pour l'organisation de la paix. Les longs débats que vous avez poursuivis pour mettre sur pied un projet de traité d'assistance mutuelle, puis un projet de protocole, ont porté leurs fruits.

For the study of this programme it established comprehensive bodies of technical experts, which set to work immediately. They will shortly be able to give us the result of their labours. It will then rest with the political representatives on the Preparatory Commission to draw the conclusions and to elaborate a draft agreement for submission to a general conference.

IV. When this conference meets, the League of Nations, thanks to the resolutions which you are going to adopt, will have made further progress towards that universality to which you have always aspired.

I thus come to the last class of questions with which our League has been occupied during the past year. These are for the moment the most important, because they touch upon current questions of European and even world policy, and because their settlement aims at the reconciliation of the great European nations which took part in the Great war and at ensuring for a long time to come the security and peace of a very large part of the world. I refer to the important international event known as the Locarno Agreements and which, apart from their great international political significance, are of decisive importance to the League of Nations, because they are bound up with the entry of Germany into our League.

In September last year, M. Painlevé, at that time President of the Council, in opening the Assembly, informed it that its previous work for the organisation of peace was on the point of bearing fruit and that, although it was not possible to put in force immediately the regulations which the Assembly had drawn up the previous year in drafting the Geneva Protocol, at least the principal European nations, guided by its spirit, were about to conclude between themselves a system of guarantee pacts and arbitration conventions which would define the pacific obligations of the Covenant of the League of Nations. He thus emphasised the extreme importance, for the future of peace, of the year which was to elapse before our present meeting. It is no exaggeration to say that all diplomatic negotiations, at all events in Europe, since the last Assembly have set in the direction of the League of Nations.

You are all familiar with the events to which I allude. Hardly had you separated last year when a number of European Powers, those who had been most closely engaged in the Great War, met at Locarno to conclude the Agreement and Treaty of Arbitration, of which you will indirectly decree the coming into force this week. Although the Conference of Locarno was held outside the League of Nations, the work accomplished there was none the less inspired by its influence.

M. Briand, President of the Council, made the following statement in November last during our Paris meeting :

“ Under the inspiration of a resolution voted by the last Assembly, which gave us great encouragement, we have pursued the limited, but nevertheless important, work of Locarno . . . If the negotiations of Locarno . . . have been crowned with success, it is due to the fact that from beginning to end we took the utmost care to conduct those negotiations in the spirit of the League of Nations and of its Covenant. It is because we were guided by all the previous work of the League of Nations that we were able to attain our ends. ”

Sir Austen Chamberlain, who so largely contributed to the success of this great work of peace, has on various occasions emphasised its historic importance. Other statesmen who took part in it — M. Mussolini and M. Scialoja, M. Vandervelde, M. Stresemann and M. Luther, Polish statesmen and political circles in Czechoslovakia — all these, without exaggerating what had been done, have borne testimony that the Treaties of Locarno mark a stage in the political history of Europe.

But for the existence of the League of Nations, the Treaties of Locarno would, as you know, be a dead letter. They are, in fact, no more than an application of the Covenant, all the provisions of which they scrupulously respect. They are also the outcome of the great effort made by the fourth and fifth Assemblies for the organisation of peace. Your long discussions, which were the necessary preliminary to the elaboration of the Draft Treaty of Mutual Assistance and subsequently of the

S'il n'a pas été possible de donner aux ingénieuses et puissantes formules juridiques que vous avez élaborées la valeur universelle dont vous rêviez, du moins les avons-nous appliquées dans un cadre restreint, que vous aviez d'ailleurs prévu.

Le Traité d'assistance mutuelle et le protocole de Genève envisageaient la conclusion d'accords particuliers, soigneusement rattachés au Pacte de la Société des Nations, fidèles à ses prescriptions, placés sous la sauvegarde du Conseil. Le plus original de ceux qu'on puisse concevoir a été conclu l'hiver dernier à Locarno. Il englobe les belligérants d'hier. Il ne rappelle en rien les alliances d'autrefois, qui tendaient à établir une fausse sécurité par l'équilibre des groupes de Puissances, alliances secrètes et qui, trop souvent, dissimulaient une pointe offensive et des visées ambitieuses.

Je crois que je peux proclamer de cette tribune, sans crainte d'être démenti, que les négociateurs de Locarno ont été fidèles à cet esprit nouveau qu'a créé l'Assemblée de la Société des Nations, qu'elle personnifie, qu'elle a fait acclamer ici dans des moments d'enthousiasme inoubliable par tous les représentants des peuples civilisés de l'univers.

Ils ont tenu compte aussi de l'intérêt que vous portez, à juste titre, aux progrès de la conciliation et de l'arbitrage. Je sais que nulle initiative ne pouvait être accueillie plus favorablement par vous, qu'elle ne manquera pas, notamment, de recueillir l'approbation des républiques de l'Amérique latine qui se sont, depuis longtemps déjà, engagées dans cette voie et qui n'ont pas voulu que leur jeune vigueur, leurs forces d'expansion et d'avenir se développassent autrement que sous le signe de l'arbitrage et de la justice.

Désormais, entre tous les signataires de Locarno, il est prévu toute la série des procédures pacifiques : commissions de conciliation, arbitrage, Cour de Justice, Conseil de la Société des Nations.

Mais, il y a plus. Sous l'impulsion puissante des deux dernières Assemblées, un mouvement profond s'est dessiné dans le monde politique. Répondant au vœu de l'Assemblée, les nations membres de la Société, dans le monde entier, sont en train d'instituer entre elles un vaste système politique nouveau, basé sur le principe de conciliation et d'arbitrage. On ne saurait trop insister sur cette évolution, sur ces procédures nouvelles que les peuples ont conçues pour régler leurs litiges. Quelle aide pour les gouvernements que cet appel en conciliation, qui leur permet de faire entendre leurs voix au sein d'organes aussi qualifiés qu'impartiaux, de justifier ainsi les concessions indispensables à la bonne entente internationale !

Je sais bien que tout n'est pas encore parfait dans ce système, qu'il y a des lacunes et qu'il pourra se produire des défaillances. Mais, si vous ajoutez à tout ce qui a été fait volontairement, ces derniers mois, entre les divers Etats, cette garantie suprême, en matière politique notamment, qu'est l'appel au Conseil de la Société des Nations, vous embrassez le système le plus complet qui ait été établi jusqu'à ce jour pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

V. J'arrive aux événements des derniers jours et qui nous préoccupent tous en ce moment même.

Marqués par les heureux événements dont je viens de parler, les premiers mois qui suivirent votre dernière Assemblée permettaient d'augurer une admission rapide de l'Allemagne dans la Société des Nations. Vous savez tous à la suite de quels événements il nous fallut attendre jusqu'à aujourd'hui pour répondre à la demande que M. le Dr Stresemann a présentée le 10 février dernier.

Pour résoudre ces difficultés, le Conseil a constitué une commission, où ses Membres se sont adjoints les représentants de plusieurs autres Etats et de l'Allemagne elle-même. Le rapport de cette commission sera prochainement entre vos mains. Il a non seulement tenu compte des obstacles qu'avait rencontrés l'Assemblée extraordinaire de mars, mais aussi des travaux qu'avait poursuivis la première Commission au cours des années précédentes.

Presque dès le début de la Société des Nations, cette question de l'organisation du Conseil s'est posée. Vous savez à quelles controverses elle a donné lieu au sein du Conseil où, dès l'année 1921, la question de nouveaux sièges permanents était soulevée, puis devant vous, qui avez longuement étudié des règles d'élection pour les Membres non permanents. Peut-être quelque impatience a-t-elle pu se manifester devant la longueur de ces débats.

Draft Protocol, have borne fruit. Although it has not proved possible to give to the ingenious and effective legal formulas which you devised that universal application which was your desire, at least we have been able to apply them in a restricted field, as you had indeed foreseen.

The Treaty of Mutual Assistance and the Geneva Protocol had in view the conclusion of partial agreements carefully annexed to the Covenant of the League of Nations, in conformity with its provisions and placed under the authority of the Council. The most original of these treaties which could be conceived was concluded last winter at Locarno. It comprises the belligerents in the late war. It is in no way reminiscent of the alliances of a former day, which aimed at establishing a false security by means of a balance between groups of Powers, secret alliances which only too frequently masked ambitions and war-like intentions.

I think that I may state from this platform, without fear of contradiction, that the negotiators of Locarno were true to the new spirit created by the Assembly of the League of Nations, a spirit which it personifies and which has been acclaimed here in moments of unforgettable enthusiasm by all the representatives of civilised nations. These negotiators also took into account the importance which you so rightly attach to the progress of conciliation and arbitration. I know that no policy could be more popular with you and that it will above all meet with the approval of the Republics of Latin America, which have already pursued this path so long and whose wish it has been that their youthful strength, their powers of expansion and their future should develop along the lines of arbitration and justice.

Provision is made as between all the signatories of Locarno for the whole series of pacific procedure: commissions of conciliation, arbitration, Court of Justice, Council of the League of Nations.

But there is more than this. As a result of the powerful impulse given by the last two Assemblies, a remarkable movement has begun in the political world. In response to the Assembly's recommendation, the States Members of the League, throughout the world, are in process of inaugurating among themselves a vast new political system based upon the principle of conciliation and arbitration. It is impossible to overestimate the importance of this evolution, of this new procedure instituted by the nations for the settlement of their disputes. What valuable assistance will be given to Governments by this appeal to conciliation, which will make it possible for them to obtain a hearing by organisations at once competent and impartial, and thus to justify the concessions indispensable to a good international understanding?

I know very well that all is not yet perfect in this system — that there are gaps and that backslidings may ensue. But if you add, to all that has been done voluntarily these last months between the various countries, that supreme guarantee, above all in political matters, offered by the appeal of the Council of the League, you embrace the most complete system that has been established up to the present day for the pacific settlement of international disputes.

V. I come to the events of the last few days, which are occupying us all at this moment.

Signalled by the auspicious events to which I have just referred, the first months following your last Assembly encouraged the belief that Germany would be speedily admitted into the League of Nations. You are all aware of the events which made it necessary for us to wait until to-day in order to reply to the request which Dr. Stresemann submitted on February 10th last.

To solve these difficulties, the Council constituted a Committee, whose members were assisted by the representatives of several other States and of Germany herself. The report of this Committee will shortly be in your hands. It has taken account not only of the obstacles which faced the Extraordinary Assembly in March but of the work pursued by the First Committee during previous years.

This question of the organisation of the Council arose in almost the very earliest days of the League of Nations. You know the controversies to which it led in the Council when the question of new permanent seats was raised in 1921, and later, when the question came before you, who have thoroughly studied the Rules for the Election of Non-Permanent Members. It is possible that a certain impatience may have been aroused

Comment ne pas nous en féliciter aujourd'hui, puisque la réorganisation du Conseil peut encore faciliter la solution des graves problèmes qui sont posés devant vous ?

La Commission de réorganisation a tenu compte de la volonté de l'Assemblée et elle a établi des règles d'élection directement inspirées de celles que vous aviez rédigées. Elle n'a pas négligé les résistances qui s'étaient manifestées, que l'Assemblée ne rencontre plus, grâce à l'heureuse ratification de l'amendement à l'article IV du Pacte, ratification dont nous nous réjouissons tous, en même temps que nous sentons l'importance des responsabilités qu'elle entraîne pour cette Assemblée.

Aussi notre Commission a-t-elle donné la souplesse au système proposé, en prévoyant la possibilité, pour l'Assemblée, de réélire des États, si elle le désire, leur mandat une fois achevé. Elle a, d'ailleurs, limité sagement cette faculté à un petit nombre de sièges. Ainsi sont conciliées les deux tendances qui s'étaient manifestées dans le passé et j'ai l'espoir que, de cette façon, pourront être évitées de nouvelles difficultés pour l'avenir. Peut-être aurions-nous regretté un jour d'avoir dressé un plan trop rigide. Celui qui vous est soumis, qui sera la base de vos discussions de demain, sur lequel vous êtes appelés à vous prononcer librement dans toute votre souveraineté et votre indépendance, me semble offrir l'espoir d'un accord unanime et rapide.

Ainsi, je crois que les difficultés qui se sont présentées au mois de mars ne surgiront plus, et que nous aurons demain la satisfaction, d'une part, d'accueillir un nouveau Membre dans notre communauté; d'autre part, de satisfaire certaines revendications légitimes des autres États. Dans l'intérêt de la paix du monde, dans l'intérêt de l'entente internationale, dans l'intérêt de la réconciliation européenne, nous pourrions nous féliciter de cet heureux événement. Je me permets de souhaiter, dès à présent, au nouveau Membre de la Société, du haut de cette tribune, une cordiale bienvenue.

Est-il possible que cet accord probable et l'entrée dans la Société d'une grande Puissance européenne soient attristés par des décisions qui nous laisseraient au cœur le regret de voir s'éloigner de nous quelques-uns des États qui nous sont le plus cher ? Je n'ai pas encore perdu tout espoir à ce sujet. L'Assemblée a tâché de donner, depuis six ans, de telles preuves de sagesse, de largeur de vues, de justice, d'équité, que nul ne devrait se méprendre sur la portée des décisions que vous prendrez. Nous sommes tous désireux, ici, de faire la part la plus large, la part qui leur revient, à toutes les civilisations, anciennes et jeunes, à toutes les formes de culture, à toutes ces richesses inestimables que nous apportent, du fond de leur passé, par la vertu de leur race, par leur avenir aussi, les Membres de la Société des Nations qui nous ont fait connaître, au cours de l'année, leurs désirs et leurs aspirations.

Je sais bien que deux États importants, deux Membres du Conseil, qui, depuis six ans, ont travaillé au sein de la Société avec un esprit de dévouement sans mesure à la cause de la paix et de l'entente internationale, qui, dans les personnes de leurs représentants éminents, ont rendu à la Société des services inappréciables, ont pris des décisions qui nous attristent profondément, tous, sans exception.

Qu'il me soit permis, comme président du Conseil, de faire appel dès aujourd'hui, avec moins d'autorité que vous ne le ferez certainement bientôt, mais avec la même chaleur confiante, à leurs nobles sentiments, à leur fierté même, qui les empêchera d'abandonner leur part de responsabilités qui nous incombent à tous, à leur générosité de cœur, à leur esprit d'amitié internationale.

Je déclare ouverte la septième Assemblée de la Société des Nations.

Election de la Commission de vérification des pouvoirs des délégués.

M. MOTTA (Suisse) propose de désigner les délégués suivants comme membres de la Commission de vérification des pouvoirs :

- M. Vladimir MOLLOFF (Bulgarie).
- M. Wang KING-KY (Chine).
- M. A. DE AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba).
- M. le général Johan LAIDONER (Esthonie).
- M. Joseph BARTHÉLEMY (France).
- S. M. le MAHARAJA DE KAPURTHALA (Inde).
- M. le comte BONIN-LONGARE (Italie).
- M. le baron LEHMANN (Libéria).

La proposition de M. Motta est adoptée.

La séance est levée à midi.

by the length of these discussions. How should we not congratulate ourselves upon them to-day, since the reorganisation of the Council may further facilitate the solution of the grave problems with which you are faced.

The Committee for Reorganisation has taken account of the wishes of the Assembly and has drawn up rules for election directly based upon those which you had laid down. It has taken account of certain opposition that made itself felt and which the Assembly will no longer meet with, thanks to the welcome ratification of the amendment to Article 4 of the Covenant, a ratification at which we all rejoice, while realising the grave responsibility which it lays upon this Assembly.

Thus, our Committee has given elasticity to the proposed system by according to the Assembly facilities for re-electing States, if it so desires, when their mandate has expired. It has wisely limited this right to a small number of States. Thus, the two tendencies which have manifested themselves in the past are reconciled, and I hope that in this way further difficulties may be avoided in the future. We should perhaps have one day regretted having drawn up too rigid a plan. The one submitted to you, which will now serve as the basis of your discussions and upon which you will be asked to pronounce freely in your sovereign independence, seems to me to hold out prospects of a unanimous and speedy agreement.

Accordingly, I think that the difficulties with which we were faced in March will no longer arise, and that to-morrow we shall have the satisfaction, first, of welcoming a new member in our midst, and, second, of satisfying certain legitimate claims by other States. In the interests of the peace of the world, international understanding and European reconciliation, we may congratulate ourselves upon this happy event. I venture already from this platform to extend a cordial welcome to the new Member of the League.

Is it possible that this expected agreement and the entry of a great European Power into the League may be saddened by decisions which would result, to our sorrow, in the departure from among us of some of the States which are dearest to us ? I have not yet lost all hope. For six years the Assembly has attempted to give such proofs of wisdom, breadth of view, justice and equity that no one should misunderstand the import of the decisions which you will take. We are all anxious to accord the largest possible share, their rightful share, to all the civilisations old and new, to all forms of culture, to all those inestimable riches contributed — out of their long past, the virtues of their race and through their future also — by those Members of the League of Nations which have communicated to us their desires and aspirations in the course of the year.

I am fully aware that two important States, both members of the Council, which for six years have worked on the League with the utmost devotion in the cause of peace and international understanding, and which, through their distinguished representatives, have rendered incalculable service to the League, have taken decisions which are profoundly saddening to us all without exception.

May I be allowed, as President of the Council, to appeal to-day with less authority than that with which you will certainly soon appeal, but with the same confidence of heart, to their noble sentiments, to their pride even, which will prevent them from abandoning their share in the responsibilities which fall upon us all, to their generosity, and to their spirit of international friendship ?

I declare the Seventh Assembly of the League of Nations open.

Election of the Committee on Credentials of the Delegates.

M. MOTTA (Switzerland) proposed that the following delegates should serve on the Committee for the examination of the credentials of delegates :

- M. Vladimir MOLLOFF (Bulgaria).
- M. Wang KING-KY (China).
- M. de AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba).
- General Johan LAIDONER (Estonia).
- M. Joseph BARTHÉLEMY (France).
- The MAHARAJA OF KAPURTHALA (India).
- Count BONIN-LONGARE (Italy).
- Baron LEHMANN (Liberia).

The proposal of M. Motta was adopted.

The Assembly rose at noon.

III. DEUXIEME SEANCE PLENIERE

*tenue à la Salle de la Réformation, le lundi 6 septembre 1926,
à 16 h. 30.*

• *Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.*

M. DE AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba), Président et Rapporteur de la Commission de vérification des pouvoirs, déclare que la Commission a trouvé en bonne et due forme les pouvoirs des délégués des Etats suivants:

Albanie	Lettonie
Australie	Libéria
Autriche	Lithuanie
Belgique	Luxembourg
Empire Britannique	Nicaragua
Bulgarie	Norvège
Canada	Nouvelle-Zélande
Chili	Panama
Chine	Paraguay
Colombie	Pays-Bas
Cuba	Perse
Danemark	Pologne
République Dominicaine	Portugal
Esthonie	Roumanie
Ethiopie	San-Salvador
Finlande	Royaume des Serbes, Croates et Slovènes
France	Siam
• Grèce	Suède
Guatémala	Suisse
Haiti	Tchécoslovaquie
• Hongrie	Union Sud africaine
Inde	Uruguay
Etat libre d'Irlande	Venezuela
Italie	
Japon	

La Commission a constaté que les Etats ci-après n'avaient fourni aucun document concernant leur représentation à la septième Assemblée:

République Argentine	Espagne
Bolivie	Honduras
Brésil	Pérou
• Costa-Rica	

Election du Président.

Le vote a lieu au scrutin secret. 48 Etats prennent part au vote.

M. NINTCHITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) obtient 42 suffrages.

En conséquence, M. NINTCHITCH est proclamé Président de la septième Assemblée.

Discours du Président.

• M. NINTCHITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) prononce le discours suivant:

Mesdames et Messieurs, je vous remercie du grand honneur que vous venez de faire à mon pays. C'est à lui, en effet, et non à ma personne, que s'adressent vos suffrages.

Je suis certain que le vote d'aujourd'hui causera une profonde émotion dans ma patrie qui, ayant connu toutes les épreuves et toutes les horreurs de la guerre, est d'autant plus résolument attachée à la Société des Nations, gardienne de la paix et de la civilisation.

Je suis particulièrement fier de présider cette septième session. La tâche qui s'offre à elle marquera notre histoire d'une empreinte mémorable. En dépit des difficultés qu'elle vient de traverser, la Société des Nations sortira de cette Assemblée plus forte qu'elle ne l'a jamais été.

Nous avons l'espoir que les nuages qui ont assombri ces derniers mois, notre horizon se dissiperont. La présence imminente d'un grand peuple de plus parmi nous doit nous donner pleine confiance. Un nouvel hôte va entrer dans notre maison. En lui souhaitant demain la bienvenue, nous aurons tous la conviction que ceux de nos amis qui manqueront à cette grande

III. SECOND PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation at 4.30 p.m. on September 6th, 1926.

Report of the Committee on Credentials.

M. DE AGUERO Y BETHANCOURT (Cuba), Chairman and Rapporteur of the Committee on Credentials, said that the Committee had found the credentials of the delegations of the following States to be in order:

Albania	Japan
Australia	Latvia
Austria	Liberia
Belgium	Lithuania
British Empire	Luxembourg
Bulgaria	Netherlands
Canada	New Zealand
• Chile	Nicaragua
• China	Norway
• Colômbia	Panama
Cuba	Paraguay
Czechoslovakia	Persia
Denmark	Poland
Dominican Republic	Portugal
Esthonia	Roumania
Ethiopia	Salvador
Finland	Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes
France	Siam
Greece	Sweden
Guatemala	Switzerland
Haiti	South Africa
Hungary	Uruguay
India	Venezuela
Irish Free State	
Italy	

The Committee noted that the following States had not presented any documents concerning their representation at the seventh Assembly.

Argentine Republic	Honduras
Bolivia	Peru
Brazil	Spain
Costa Rica	

Election of the President.

The votes of the delegations were taken by a secret ballot. 48 States voted. M. Nintchitch (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) obtained 42 votes.

M. NINTCHITCH was accordingly declared President of the seventh Assembly.

Speech by the President.

M. NINTCHITCH, on taking the chair, spoke as follows:

Ladies and Gentlemen, I thank you for the great honour which you have just done to my country. It is my country and not myself individually to whom this tribute has been paid.

I am certain that to-day's vote will cause a profound emotion in my country, which, having experienced all the trials and horrors of war, is all the more resolutely attached to the League of Nations, the guardian of peace and of civilisation.

I am particularly proud to preside over this seventh session of the Assembly. The task before it will leave an indelible mark on our history. In spite of the difficulties which the League of Nations has just traversed, it will emerge from this Assembly stronger than it has ever been.

We hope that the clouds which have darkened our horizon during these last months will disappear. The imminent presence among us of a great nation should give us full confidence in the future. A new guest is about to enter our house. In welcoming this guest, we shall all have the conviction that those of our friends who will be absent on that great occasion

« journée nous reviendront bientôt. L'acte solennel qui s'accomplira dans cette enceinte d'ici quelques jours, aura certainement un vaste retentissement dans le monde.

Pour les peuples qui nous observent et doutent encore, il ne saurait y avoir de témoignage plus convaincant et d'appel plus pathétique à venir se joindre à nous pour notre œuvre de paix et de collaboration universelle.

Dans la région d'Europe d'où je viens, cette foi robuste dans ce que je n'hésiterai pas à appeler la plus noble des institutions humaines, est nécessaire. La guerre a, pendant des siècles, ravagé cette portion de notre continent. Pour croire à la paix, pour défendre cette cause sacrée, il faut que nous sentions que tous les peuples sont animés du même désir. Les pessimistes qui se complaisent parfois dans le vain jeu intellectuel de dénigrer la Société des Nations et d'annoncer sa ruine prochaine, ne se doutent pas des pénibles répercussions que ses paroles aussi légères peuvent avoir dans certains pays d'Europe qui, pour avoir trop connu la guerre, ont peine à croire parfois qu'elle ne recommencera plus.

Si nous voulons fermement maintenir la paix, il nous faut affirmer bien haute notre conviction qu'elle est désormais inébranlable. Nombreux sont les hommes d'Etat, dans ces assemblées annuelles, qui viennent puiser ici le réconfort et la foi nouvelle qui leur permettront de poursuivre, rentrés dans leur pays, la tâche parfois difficile de la conciliation, de la modération et de la paix.

Pendant les sept années de son existence, la Société des Nations a déjà rendu d'éminents services à l'humanité éprouvée par la guerre.

Elle s'apprête à lui en rendre de nouveaux. Mais, indépendamment de la bienfaisante action qu'elle exerce directement, son existence à elle seule suffit à faire rayonner parmi les peuples un esprit nouveau, inconnu jusqu'ici.

Je me demande en effet, Mesdames et Messieurs, ce que seraient, sans la Société des Nations, les rapports entre peuples que la guerre semblait devoir dresser à jamais les uns contre les autres. Si l'œuvre de la réconciliation morale a déjà fait un chemin aussi important, c'est à la Société des Nations qu'on le doit.

Enfin, n'est-il pas hautement significatif de voir tant d'hommes d'Etats éminents portant, dans leurs pays respectifs, la lourde responsabilité du pouvoir se retrouver tout naturellement chaque année, à pareille époque, à Genève, animés du même désir d'apaiser les querelles et de faire régner l'harmonie et la bonne entente entre les peuples? Combien de malentendus, qui auraient pu avoir des conséquences funestes, n'ont-ils pas été dissipés dans ces contacts personnels et combien de questions graves n'ont-elles pas trouvé leur solution à Genève, cependant que des esprits superficiels ou malveillants nous prétendaient attardés à des discussions académiques.

Tels sont les auspices sous lesquels s'ouvrent les travaux de cette Assemblée. Vous allez, dans vos commissions et dans cette salle même, embrasser l'œuvre tout entière de la Société des Nations, tracer le programme des mois à venir et donner aux représentants de tous les pays réunis ici les idées directrices qu'ils seront heureux de rapporter chez eux, de défendre et de faire triompher pour le bien et la grandeur de cette puissante communauté des peuples qu'est la Société des Nations.

Adoption de l'ordre du jour.

L'Assemblée adopte en bloc les articles 1 à 22 de l'ordre du jour.

Elle approuve successivement les trois articles supplémentaires soumis conformément à l'article 4, paragraphe 3 du Règlement intérieur de l'Assemblée.

Rapport du Conseil, en date du 4 septembre 1926, sur la composition du Conseil.

Le PRÉSIDENT communique à l'Assemblée la résolution adoptée par le Conseil, le 4 septembre, sur la composition du Conseil.

« La résolution est ainsi conçue:

« Le Conseil, prenant note de la résolution proposée par le délégué de la France et votée par l'Assemblée extraordinaire de mars 1926, ladite résolution étant ainsi conçue:

« L'Assemblée regrette que les difficultés rencontrées jusqu'à présent n'aient pas permis d'atteindre

will shortly return to us. The solemn act which will be accomplished within these walls in a few days from now will certainly have a resounding echo throughout the world.

For the nations which are observing us here, and which still have doubts of the future, there could be no more convincing reason and no more moving appeal to come among us in order to associate themselves with our work of peace and universal collaboration.

In the region of Europe from whence I come, a firm faith in what I shall not hesitate to call the most noble of human institutions is essential. War has for many centuries raged in that portion of our continent. In order to believe in peace and to defend this sacred cause, it is essential for us to feel all the nations are animated with the same desire. Pessimists who sometimes take pleasures in the barren intellectual pastime of blackening the League of Nations and announcing its approaching ruin have little idea of the painful effects which such frivolous pronouncements may have in certain countries of Europe which, having had too much experience of war, can only with difficulty sometimes believe that there will be no more war in the future.

If we firmly desire to maintain peace, it is necessary to affirm very distinctly our conviction that peace is henceforth invincible. There are numerous statesmen in these annual Assemblies who come here for comfort and a renewal of faith which enable them to continue when they return to their countries the sometimes difficult task of conciliation, moderation and peace.

During the seven years of its existence, the League of Nations has already rendered distinguished services to humanity, which has suffered so much from war. The League is preparing to render to humanity still further services. Independently, however, of the beneficent action which it brings directly to bear, the existence of the League alone suffices to spread among the peoples a new spirit, hitherto unknown.

I ask you, ladies and gentlemen, what without the League of Nations would be the relations between the nations which war seemed necessarily to pit one against the other? If the work of moral reconciliation has already made so important a progress, it is to the League of Nations to whom this fact is due.

Finally, is it not highly significant to see so many distinguished statesmen, who bear in their respective countries the heavy responsibility of power, meeting one another quite naturally every year at the same time in Geneva, animated by the same desire to appease their disputes and to introduce harmony and good-will among the peoples? Many misunderstandings, which might have had disastrous consequences, have been removed by means of this personal contact and many serious questions have found their solution at Geneva. Nevertheless, there are superficial or malicious minds which affect to believe that we are engaged upon merely academic discussions.

Such are the auspices under which the work of this Assembly is about to begin. You will, in your Committees and in this hall, deal with the entire work of the League of Nations, trace the programme for the coming months, and give to the representatives of all the countries assembled here the guiding ideas which they will be happy to take back with them to defend and to bring to a successful issue for the welfare and greatness of this powerful community of the peoples known as the League of Nations.

Adoption of the Agenda.

The Assembly adopted *en bloc* Items 1 to 22 of the Agenda.

It approved *seriatim* the three supplementary items circulated in accordance with Rule 4, paragraph 3, of the Rules of Procedure of the Assembly.

Report of the Council of September 4th, 1926, on the Composition of the Council.

The PRESIDENT communicated to the Assembly the resolution adopted by the Council on September 4th on the composition of the Council.

The resolution was as follows:

« The Council, taking note of the resolution proposed by the delegate of France and passed by the Special Assembly of March 1926, which reads as follows:

« The Assembly regrets that the difficulties encountered have prevented the attainment of the

le but pour lequel elle avait été convoquée et exprime le vœu que ces difficultés soient aplanies d'ici la session ordinaire de septembre, afin de rendre possible à cette époque l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations.

Et, agissant en conformité du vœu exprimé dans ladite résolution:

1° Approuve le rapport de la Commission sur la composition du Conseil;
2° Décide en conséquence et en vertu des pouvoirs qu'il tient de l'article 4 du Pacte:

a) La désignation de l'Allemagne comme Membre permanent du Conseil dès son entrée dans la Société des Nations;

b) L'augmentation du nombre des sièges non permanents, qui seront portés à neuf;

3° Recommande à l'Assemblée l'approbation de ces décisions;

4° Recommande à l'Assemblée d'examiner favorablement les propositions faites par la Commission concernant le mode d'élection des Membres non permanents du Conseil et le régime de leur mandat.

Le Président propose à l'Assemblée de se prononcer sur la suite à donner à cette communication lorsqu'elle examinera l'article 12 de l'ordre du jour.

La proposition est adoptée.

Nomination de la Commission de l'ordre du jour.

L'Assemblée procède à la nomination de la Commission de l'ordre du jour, chargée d'étudier les questions à porter à l'ordre du jour de l'Assemblée au cours de sa session.

La Commission est composée de :

- M. DINO (Albanie).
- Vicomte CECIL (Empire Britannique).
- M. URRUTIA (Colombie).
- M. NEMOURS (Haïti).
- M. GRANDI (Italie).
- M. BECH (Luxembourg).
- Prince CHAROON (Siam).

Répartition des différents articles de l'ordre du jour entre les diverses Commissions de l'Assemblée.

Le PRÉSIDENT désire tout d'abord soumettre une proposition concernant les articles 11 et 12 de l'ordre du jour. Ces articles sont les suivants:

N° 11. Examen du rapport de la première Commission de l'Assemblée extraordinaire sur la demande d'admission dans la Société des Nations adressée par le Gouvernement allemand.

N° 12. Le rapport ou les propositions que le Conseil pourrait décider de présenter, après avoir examiné le rapport de la Commission chargée d'étudier la question de la composition du Conseil, instituée par la résolution du Conseil en date du 18 mars 1926.

A cette dernière question serait ajoutée la résolution du Conseil qu'il a communiquée l'après-midi à l'Assemblée.

Il propose d'inviter le Bureau de l'Assemblée à présenter, dès qu'il aura été constitué, des suggestions devant permettre à l'Assemblée de se prononcer sur la procédure à suivre en ce qui concerne les articles en question ainsi que les divers paragraphes de la résolution du Conseil.

La proposition est adoptée.

L'Assemblée décide en outre de répartir comme suit entre ses six Commissions, les autres articles de l'ordre du jour:

Première Commission: Questions juridiques et constitutionnelles.

N° 7. Règlement pacifique des différends internationaux: Rapport du Conseil sur les propositions, déclarations

purpose for which it was convened, and expresses the hope that between now and the ordinary September session of 1926 these difficulties may be surmounted so as to make it possible for Germany to enter the League of Nations on that occasion—

And acting in pursuance of the wish expressed in that resolution:

1. Approves the Report of the Committee on the Composition of the Council;

2. In consequence and in virtue of the powers which it derives from Article 4 of the Covenant, decides upon:

(a) The appointment of Germany as a permanent Member of the Council upon her entry into the League of Nations;

(b) The increase in the number of the non-permanent seats to nine;

3. Recommends to the Assembly the approval of these decisions;

4. Commends to the favourable consideration of the Assembly the proposals made by the Committee as regards the method of election and tenure of the non-permanent seats.

The President proposed that the Assembly should decide on the action to take in regard to this communication when it came to consider Item 12 on the Agenda.

The proposal was adopted.

Appointment of Agenda Committee

The Assembly appointed an Agenda Committee for the examination of questions to be placed on the Agenda of the Assembly during its session.

The Committee was composed as follows:

- M. DINO (Albania).
- Viscount CECIL (British Empire).
- M. URRUTIA (Colombia).
- M. NEMOURS (Haïti).
- M. GRANDI (Italy).
- M. BECH (Luxembourg).
- Prince CHAROON (Siam).

Distribution of the Items of the Agenda between the Committees of the Assembly.

The PRESIDENT said he would first make a proposal in regard to Items 11 and 12. These items were as follows:

Item 11. Consideration of the Report of the First Committee of the Special Assembly on the Request of the German Government for Admission to the League of Nations.

Item 12. Such report or proposals as the Council may decide to make after considering the Report of the Committee on the Composition of the Council appointed by the Council Resolution of March 18th, 1926.

To this last question should be added the resolution of the Council which he had communicated to the Assembly that afternoon.

He proposed that the General Committee of the Assembly should, as soon as it was constituted, be asked to submit suggestions which would enable the Assembly to decide as to the procedure to be followed in regard to these items and with regard to the various paragraphs of the resolution of the Council.

The proposal was adopted.

The Assembly further decided that the remaining items on the Agenda should be distributed between six Committees of the Assembly as follows:

First Committee: Legal and Constitutional Questions.

Item 7. Pacific Settlement of International Disputes: Report by the Council on Proposals, Declarations and

et suggestions faites en vue du règlement pacifique des différends internationaux.

- N° 8. Arbitrage, sécurité et réduction des armements: Rapport du Conseil sur les progrès réalisés, au point de vue de la sécurité générale, par la conclusion de conventions et de traités.

Deuxième Commission: Organisations techniques.

- N° 13. Rapport sur les travaux de l'Organisation économique et financière, y compris la restauration financière de l'Autriche, la restauration financière de la Hongrie, l'œuvre de l'Office autonome pour l'établissement des réfugiés grecs, l'œuvre pour l'établissement des réfugiés bulgares, etc.
- N° 14. Conférence économique internationale: Rapport sur les travaux du Comité préparatoire.
- N° 15. Rapport sur les travaux de l'Organisation des communications et du transit.
- N° 16. Rapport sur les travaux de l'Organisation d'hygiène de la Société.
- N° 19. Rapport sur les travaux de la Commission internationale de coopération intellectuelle.

Troisième Commission: Réduction des armements.

- N° 7. Règlement pacifique des différends internationaux: Rapport du Conseil sur les propositions, déclarations des suggestions faites en vue du règlement pacifique des différends internationaux.
- N° 8. Arbitrage, sécurité et réduction des armements: Rapport du Conseil sur les progrès réalisés, au point de vue de la sécurité générale, par la conclusion de conventions et de traités.
- N° 20. Conférence pour la réduction et la limitation des armements: Rapport sur les travaux du Comité préparatoire.

Quatrième Commission: Budget et questions financières.

- N° 10. Contributions arriérées: Rapport du Conseil.
- N° 21. Budget de 1927, y compris les budgets de l'Organisation internationale du travail et de la Cour permanente de justice internationale.
- N° 25. Caisse de prévoyance du personnel: Amendement à l'article 6 du Statut apporté provisoirement par le Conseil.

Cinquième Commission: Questions sociales et générales.

- N° 9. Protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient: Rapport sur les travaux de Miss Jeppe et du Dr Kennedy pendant l'année 1925-1926.
- N° 17. Rapport sur les travaux de la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.
- N° 18. Rapport sur les travaux de la Commission consultative pour la protection des enfants et de la jeunesse:
- a) Rapport du Comité de la traite des femmes et des enfants;
 - b) Rapport du Comité de la protection de l'enfance.
- N° 24. Conférence pour les questions des réfugiés russes et arméniens: suite donnée par les gouvernements aux dispositions de l'Arrangement adopté par la Conférence.

Sixième Commission: Questions politiques.

- N° 23. Conclusion d'une Convention internationale sur l'esclavage et les conditions analogues.

Suggestions made for the Pacific Settlement of International Disputes.

- Item 8. Arbitration, Security and Reduction of Armaments: Report by the Council on the Progress in General Security brought about by the Conclusion of Conventions and Treaties.

Second Committee: Technical Organisations.

- Item 13. Report on the Work of the Economic and Financial Organisation, including the Financial Reconstruction of Austria, the Financial Reconstruction of Hungary, the Work of the Greek Refugee Settlement Commission, Establishment of Bulgarian Refugees, etc.
- Item 14. International Economic Conference: Report on the Work of the Preparatory Committee.
- Item 15. Report on the Work of the Organisation for Communications and Transit.
- Item 16. Report on the Work of the Health Organisation of the League.
- Item 19. Report on the Work of the International Committee on Intellectual Co-operation.

Third Committee: Reduction of Armaments.

- Item 7. Pacific Settlement of International Disputes: Report by the Council on Proposals, Declarations and Suggestions made for the Pacific Settlement of International Disputes.
- Item 8. Arbitration, Security and Reduction of Armaments: Report by the Council on the Progress in General Security brought about by the Conclusion of Conventions and Treaties.
- Item 20. Conference for the Reduction and Limitation of Armaments: Report on the Work of the Preparatory Committee.

Fourth Committee: Budget and Financial Questions.

- Item 10. Contributions in Arrears: Report by the Council.
- Item 21. Budget for 1927, including the Budgets of the International Labour Organisation and of the Permanent Court of International Justice.
- Item 25. Staff Provident Fund: Amendment to Article 6 of the Regulations provisionally made by the Council.

Fifth Committee: Social and General Questions.

- Item 9. Protection of Women and Children in the Near East: Report on the Work of Miss Jeppe and Dr. Kennedy for 1925-26.
- Item 17. Report on the Work of the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.
- Item 18. Report on the Work of the Advisory Commission for the Protection and Welfare of Children and Young People:
- (a) Report of the Committee on the Traffic in Women and Children.
 - (b) Report of the Child-Welfare Committee.

- Item 24. Conference on Russian and Armenian Refugee Questions: Measures taken by Governments to give Effect to the Terms of the Arrangement concluded at the Conference.

Sixth Committee: Political Questions.

- Item 23. Conclusion of an International Convention on Slavery and Conditions analogous thereto.

IV. LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS. — LIST OF MEMBERS OF COMMITTEES.

Note. — Les délégations sont invitées à faire parvenir toutes corrections ou additions désirables à apporter à cette liste provisoire à M. Palmer, Chambre 290, à la Villa Beau-Regard (Secrétariat).

Note. — The Delegations are requested to send any corrections or additions which may be necessary to this provisional list to Mr. Palmer, Room 290, at the Villa Beau-Regard (Secretariat).

PREMIÈRE COMMISSION. — FIRST COMMITTEE.

- Afrique du Sud* : Mr. Jacobus Stephanus SMIT.
- Australie* : The Right Honourable J. G. LATHAM. — Suppléant : Mr. M. C. BONIWELL.
- Autriche* : Le Docteur Marc LEITMAIER.
- Belgique* : Son Excellence M. VANDERVELDE. — Suppléant : M. Henri ROLIN.
- Empire britannique* : Sir Cecil James Barrington HURST ou The Right Honourable Viscount CECIL OF CHELWOOD.
- Bulgarie* : Son Excellence M. Vladimir MOLLOFF.
- Canada* : The Right Honourable Sir George E. FOSTER.
- Chili* : Son Excellence M. Armando QUEZADA. — Suppléant : Son Excellence M. Jorge VALDES-MANDEVILLE.
- Colombie* : Son Excellence le Docteur Francisco José URRUTIA.
- Chine* :
- Cuba* : Son Excellence M. Orestes FERRARA. — Suppléant : Son Excellence M. Guillermo de BLANCK.
- Danemark* : Son Excellence M. Herluf ZAHLE. — Suppléant : M. Holger ANDERSEN.
- République Dominicaine* : Le Docteur Tullio Franco FRANCO. — Suppléant : Son Excellence M. PARADAS.
- Estonie* : Son Excellence le Docteur Friedrich AREL. — Suppléant : M. August SCHMIDT.
- Ethiopie* :
- Finlande* : Son Excellence M. Rafael Waldemar ERICH.
- France* : Son Excellence M. Aristide BRIAND. — M. Louis LOUCHEUR. — M. Joseph BARTHÉLEMY. — M. Marcel PLAISANT. — M. FROMAGEOT.
- Grèce* : Son Excellence M. S. POLYCHRONIADIS.
- Guatemala* : M. Rafael Pineda de MONT.
- Haiti* : Son Excellence M. Alfred NEMOURS.
- Hongrie* : M. Paul de HEVESY ou M. Zoltan BARANYAI.
- Inde* : Sir William Henry Hoare VINCENT. — Suppléants : Sir Edward CHAMIER. — Sir Basanta MULLICK.
- Etat libre d'Irlande* : Mr. Ernest BLYTHE. — Suppléant : Mr. Eoin MACNEILL.
- Italie* : Son Excellence M. Vittorio SCIALOJA. — Suppléant : M. Massimo PILOTTI.
- Japon* : His Excellency M. ADATCI. — His Excellency M. N. SATO.
- Lettonie* : M. Charles DUZMANS.
- Liberia* : His Excellency Baron Rodolphe A. LEHMANN.
- Lithuanie* : Son Excellence M. Venceslas SIDZIKAUSKAS.
- Luxembourg* : Son Excellence M. Joseph BECH. — Suppléant : M. Gaston DIDEREICH.
- Nicaragua* : Le Docteur Antoine SOTTILE.
- Norvège* : Son Excellence M. B. VOGT.
- Nouvelle-Zélande* :
- Panama* :
- Paraguay* : Le Docteur Ramon V. CABALLERO.
- Pays-Bas* : M. J. LIMBURG ou Son Excellence le Jonkheer J. LOUDON.
- Perse* : Son Altesse le Prince ARFA. — Suppléant : Le Docteur Edmond PRIVAT.
- Pologne* : Son Excellence M. Auguste ZALESKI ou Son Excellence M. François SOKAL. — Suppléants : Le Comte Michel ROSTWOROWSKI. — M. Thadé JACKOWSKI.
- Portugal* : Son Excellence le Docteur Auguste Cesar de VASCONCELLOS ou Son Excellence le Docteur Bethencourt RODRIGUES.
- Roumanie* : Son Excellence M. Nicolas TITULESCO. — Suppléants : Son Excellence M. N. P. COMNÈNE. — M. Démètre NEGULESCO.
- Salvador* : Son Excellence le Docteur T. Gustave GUERRERO.
- Royaume des Serbes, Croates et Slovènes* : Le Docteur Youraj KRNYEVITCH ou Son Excellence le Docteur Momtchilo NINTCHITCH.

- Siam* : His Highness Prince CHAROON. — Suppléant : Nai Thawin ARTHAYUKTI.
- Suède* : Son Excellence M. Jones Eliel LÖFGREN. — Le Baron E. T. Marks von WURTEMBERG. — M^{me} Anna BUGGE-WICKSFL.
- Suisse* : Son Excellence M. Giuseppe MOTTA. — Suppléant : M. Walther BURCKHARDT.
- Tchécoslovaquie* : Son Excellence le Docteur Stephan OSUSKY. — Suppléant : Son Excellence le Docteur Ferdinand VEVEKA.
- Uruguay* : Son Excellence M. Alberto GUANI ou Son Excellence M. Enrique BUERO.
- Venezuela* : Son Excellence M. Diogenes ESCALANTE. — Son Excellence M. César ZUMETA.

DEUXIÈME COMMISSION — SECOND COMMITTEE.

- Afrique du Sud* : Mr. S. JACKLIN.
- Albanie* :
- Australie* : Mr. A. G. MANNING, M. P. — Suppléant : Miss Freda BAGE.
- Autriche* : M. Leo DI PAULI.
- Belgique* : M. Fr. van CAUWELAERT.
- Empire Britannique* : Commander Hilton YOUNG ou Dame LYTTLETON.
- Bulgarie* : Son Excellence M. Vladimir MOLLOFF.
- Canada* : L'Honorable Philippe ROY.
- Chili* : Son Excellence M. QUEZADA. — Suppléant : M. Valdes MENDEVILLE.
- Chine* :
- Colombie* : Son Excellence le Docteur Esteban JARAMILLO.
- Cuba* : Son Excellence M. Aristides de AGUIERO Y LETHANCOURT. — Suppléants : Dr. D. F. RAMOS (Hygiène). — M. Rumbro Fernandez PORTELA.
- Danemark* : M. Holger ANDERSEN. — Suppléant : M. Peter MUNCH.
- République Dominicaine* : Le Docteur T. Franco, FRANCO. — Suppléant : Son Excellence M. PARADAS.
- Estonie* : M. le Général Johan LAIDONER. — Suppléant : M. Oskar OPIK.
- Ethiopie* :
- Finlande* : M. C. ENCKELL. — Suppléant : R. HOLSTI.
- France* : MM. LOUCHEUR, JOUBAUX, PLAISANT, BASTID.
- Grèce* : M. Vassili DENDRAMIS.
- Guatemala* :
- Haiti* : Son Excellence M. Alfred NEMOURS.
- Hongrie* : M. Paul de HEVESY et M. Georges de LUKACS.
- Inde* : Khan Bahadur Shaikh Abdul QADIR. — Suppléants : Sir C. P. Ramaswami AYYAR et Sir B. K. MULLICK.
- Etat libre d'Irlande* : Mr. Desmond FITZGERALD. — Suppléant : Mr. Joseph P. WALSH.
- Italie* : L'Honorable Ernesto BELLONI, L'Honorable Fulvio SUVICH, M. Massimo PILOTTI.
- Japon* : Son Excellence M. Matsuzo NAGAI. — Suppléants : M. Isaburo YOSHIDA et Son Excellence M. N. SATO.
- Lettonie* : Son Excellence M. Friedrichs VERMANS. — Suppléant : M. Peter WELPS.
- Liberia* : Son Excellence Baron R. A. LEHMANN.
- Lithuanie* : M. O. MILOSZ-MILIASIUS.
- Luxembourg* : Son Excellence M. Emile REUTER. — Suppléant : M. Charles VERMAIRE.
- Nicaragua* : Son Excellence M. T. F. MEDINA.
- Norvège* : M. le Docteur J. WORM-MULLER.
- Nouvelle-Zélande* :
- Panama* :
- Paraguay* : M. le Docteur Ramon V. CABALLERO.
- Pays-Bas* : Le Jonkheer W. J. M. Van EYSINGA. — Suppléant : M. J. P. A. FRANÇOIS.
- Perse* : M. le Docteur Edmond PRIVAT.
- Pologne* : Son Excellence M. Henri STRASBURGER. — Suppléant : M. M. NIEDZIALKOWSKI.
- Portugal* : Son Excellence le Docteur Bethencourt RODRIGUES ou Son Excellence le Docteur A. C. de VASCONCELLOS. — Suppléant : M. le Docteur Rodrigo RODRIGUES.

Bulgarie: S. E. M. BOUROFF.
Canada: M. W. A. RIDDELL.
Chili: S. E. M. VAZDES-MENDEVILLE.
Chine:
Colombie: M. JARAMILLO.
Cuba: M. O. FERRARA. — Suppléant: M. Fernandez PORTELA.
Danemark: M. BORGBJERG, M^{lle} H. FORCHHAMMER.
République dominicaine: D^r T. Franco FRANCO. — Suppléant: S. E. M. PARADAS.
Ethiopie: M. SCHMIDT. — Suppléant: P. OPIK.
Ethiopie:
Finlande: M. V. VOIONMAA.
France: M. PAMS, M. LABROUSSE, M. BARTHÉLEMY.
Grèce: M. DENDRAMIS.
Guatemala: D^r Francisco A. FIGUEROA.
Haiti: S. E. M. A. NEMOURS.
Hongrie: M. de BARCZA et M. de ULLEIN.
Inde: S. A. le Maharaja de KAPURTHALA. — Suppléant: Sir Basanta K. MULLICK.
Etat libre d'Irlande: Mr. Daniel A. BINCHY, Mr. Joseph M. WALSHE.
Italie: S. E. M. CAVAZZONI, le Comte GRANINA.
Japon: S. E. M. NAGAI. — Suppléants: M. YOSHIDA et S. E. M. SATO.
Lettonie: M. F. VESMANS.
Libérie: M. N. OOMS.
Lithuanie: M. O. MILOSZ-MILASJUS.
Luxembourg: M. E. REUTER. — Suppléant: M. WEHRER.
Nicaragua: M. T. F. MEDINA.
Norvège: Madame LARSEN-JAHN.
Nouvelle-Zélande:
Panama:
Paraguay: M. CABALLERO.
Pays-Bas: M. J. P. A. FRANÇOIS.
Perse: Prince ARFA, S. E. A. K. AMID.
Pologne: S. E. M. F. SOKAL. — Suppléant: M. S. POSNER.
Portugal: S. E. le D^r A. M. B. FERREIRA.
Roumanie: Madame H. VACARESCO. — Suppléant: M. N. DIANO, M. M. ARION.
Salvador: M. Gustavo GUERRERO.
Royaume des Serbes, Croates et Slovènes: M. S. RADITCH, M. AVRAMOVITCH.
Siam: Prince CHAROON. — Suppléant: Nai Thawin ARTHAYUKTI
Suède: Madame A. BUGGE-WICKSELL.
Suisse: M. W. BURCKHARDT.
Tchécoslovaquie: M. le D^r VEVERKA. — Suppléant: M. le D^r KROFTA.
Uruguay: M. Fernandez y MEDINA, M. BUERO.
Venezuela: M. PARRA-PÉREZ. — Suppléant: M. G. RINCONES.

SIXIÈME COMMISSION. — SIXTH COMMISSION.

Afrique du Sud: M. J. S. SMIT.
Albanie:
Australie: The Rt. Honourable Sir Joseph COOK. — Suppléant: Sir Arthur RICKARD.
Autriche: Son Excellence M. Albert MENSENDORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN. — Suppléant: M. le Docteur Marc LEITMAIER.
Belgique: M. Louis de BROUCKÈRE. — Suppléant: M. O. LOUWERS.
Empire Britannique: The Rt. Honourable Sir Austen CHAMBERLAIN, ou The Rt. Honourable Viscount CECIL of CHELWOOD.

Bulgarie: Son Excellence M. Athanase BOUROFF.
Canada: The Rt. Honourable Sir George E. FOSTER. — Suppléant: D^r Walter A. RIDDELL.
Chili: Son Excellence M. Enrique VILLEGAS. — Suppléant: M. Ernesto BERTRAND-VIDAL.
Chine:
Colombie: Son Excellence le Docteur F. J. URRUTIA.
Cuba: Son Excellence M. J. M. CORTINA. — Suppléant: M. G. de la CAMPA Y CUFEL.
Danemark: M. Laust MOLTESEN. — Suppléant: M. Holger ANDERSEN.
République Dominicaine: M. le Docteur T. Franco FRANCO. — Suppléant: Son Excellence M. PARADAS.
Ethiopie: Son Excellence le Docteur Friedrich AKEL. — Suppléant: M. August SCHMIDT.
Ethiopie:
Finlande: Son Excellence M. C. J. A. ENCKELL.
France: M. Henry de JOUVENEL, M. SEROT, M. AUBERT.
Grèce: Son Excellence M. D. CACLAMANOS.
Guatemala: M. R. Pinède de MONT.
Haiti: Son Excellence M. Alfred NEMOURS.
Hongrie: M. Georges de BARCZA et M. Ervin de VLADAR.
Inde: Sir William Henry Hoare VINCENT. — Suppléant: Sir Edward M. des CHAMPS CHAMBER.
Etat libre d'Irlande: M. Joseph P. WALSHE. — Suppléant: M. Michael WACWHITE.
Italie: Son Excellence M. Dino GRANDI, Son Excellence le Comte Lelio BONIN-LONGARRE, Son Excellence le Marquis Giuseppe MEDICI DEL VASCHELLO.
Japon: Son Excellence le Vicomte K. ISHII. — Suppléant: M. Isaburo YOSHIDA.
Lettonie: Son Excellence M. Wills SCHUMANS.
Libérie: M. Nicholas OOMS.
Lithuanie: Son Excellence M. Vencslas SIDZIKAVSKAS.
Luxembourg: M. Albert WEHRER et M. Gaston DIDERICH.
Nicaragua: M. le Docteur Antoine SOTTILE.
Norvège: M. le Docteur Fridtjof NANSEN.
Nouvelle-Zélande:
Panama:
Paraguay: M. le Docteur Ramon V. CABALLERO.
Pays-Bas: Son Excellence le Comte F. A. C. van LYNDEN VAN SANDENBURG.
Perse: Son Altesse le Prince ARFA. — Suppléant: Son Excellence Abolghacem Khan AMID.
Pologne: Son Excellence M. Henri STRASBURGER et M. Stanislas POSNER. — Suppléants: M. Joseph CHACINSKI et M. Thadée JACKOWSKI.
Portugal: Son Excellence le général Alfredo FERREI D'ANDRADE. — Suppléant: M. Antonio Gomes D'ALMENDRA.
Roumanie: Son Excellence M. N. P. COMNENI. — Suppléants: Son Excellence M. N. TITULESCO, Son Excellence M. Constantin CONTZESCO, M. Michel ARION.
Salvador: Son Excellence le Docteur T. G. GUERRERO.
Royaume des Serbes, Croates et Slovènes: Son Excellence le Docteur M. YOVANOVITCH. — Suppléant: Son Excellence le Docteur Lazar MARKOVITCH.
Siam: Son Altesse Prince VIPULYA SVASTIVONGS. — Suppléant: Khun PRASIRT MAITRI.
Suède: M. le Baron E. T. Marks von WURTEMBERG. — Suppléant: M. le Docteur T. M. HÖJER.
Suisse: M. Emile Louis GAUDARD. — Suppléant: M. le Colonel Beat Henri BOLL.
Tchécoslovaquie: Son Excellence le Docteur Kamil KROFTA.
Uruguay: Son Excellence M. Juan Carlos BLANCO ou Son Excellence M. Benjamin FERNANDEZ Y MEDINA.
Venezuela: Son Altesse M. C. PARRA-PÉREZ. — Suppléant: Son Excellence M. Diogenes ESCALANTE.

LISTE DES DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

- ALLEMAGNE**
Theod. Thomas Kohn, Gesch., Talstrasse 13, LEIPZIG.
- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.
- AUSTRALIE**
Nouvelle-Galles du Sud: Angus & Robertson Ltd., 89-95, Castlereagh Street, SYDNEY.
Victoria: Robertson & Mullens Ltd., 107-113, Elizabeth Street, MELBOURNE.
- BELGIQUE**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRESIL**
Livreria F. Brigulet & Cia, 23, rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIE**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd « Tsar Osvoboditel » No. 4a, SOFIA.
- CANADA**
League of Nations Society in Canada, 279, Wellington Street, OTTAWA.
- CHILI**
Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO-DE-CHILI.
- COLOMBIE**
Libreria Colombiana, P. O. Box 199, BOGOTÁ.
- COSTA-RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.
- DANEMARK**
V. Pios Boghandel, Povel Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.
- EQUATEUR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE**
Centro Editorial « Minerva », Tudescos, 39-41, MADRID, E. 12.
- ÉTATS-UNIS**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, Mass.
- FINLANDE**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANOE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).
- GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE DU NORD et COLONIES DE LA COURONNE**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W.C. 2.
- GRÈCE**
Elotheroudakis & Barth, Librairie Internationale, Place de la Constitution, ATHÈNES.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantes, 10a, Calle Oriente No. 5, GUATEMALA.
- HAÏTI**
Librairie-papeterie, Mme D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.
- HAWAÏ**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- HONGRIE**
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Frères), Kossuth Lajos-Utea 7 S., BUDAPEST IV, Ker.
- INDES NÉERLANDAISES**
Algemeene Boekhandel, G. Kolff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.
- ITALIE**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco-Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPON**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchoime, TOKIO.
- LETTONIE**
Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.
- LUXEMBOURG (G. D.)**
Librairie J. Heintzé, M. Hagen, successeur, Place Guillaume 8, LUXEMBOURG.
- MEXIQUE**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- NORVEGE**
Olaf Norll, Universitetsgaten, 24, OSLO.
- NOUVELLE-ZÉLANDE**
Walter Nash, Fletcher's Buildings, 4, Willis Street, WELLINGTON.
- PANAMA**
Libreria I. Preciado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PAYS-BAS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PÉROU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- PORTUGAL**
J. Rodrigues & Ca, rua Aurea, 186-188, LISBONNE.
- ROUMANIE**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- SARRE (Basin de la)**
Librairie Parisienne, Maison Marguet, M. Golbert, successeur, 4, Friedrich Wilhelmstrasse, SARRERBRUCK.
- SERBES, CROATES ET SLOVÈNES (Royaume des)**
Librairie « Vreme », BELGRADE.
- SUEDE**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHÉCOSLOVAQUIE**
Librairie F. Topič, 11, Narodní, PRAGUE.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser :

Service de vente des Publications de la Société des Nations,
GENÈVE (Suisse)
(Catalogue complet envoyé sur demande.)

AUTHORISED AGENTS FOR THE PUBLICATIONS OF THE LEAGUE OF NATIONS

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIA**
New South Wales: Angus & Robertson, Ltd., 89-95, Castlereagh Street, SYDNEY.
Victoria: Robertson & Mullens, Ltd., 107-113, Elizabeth Street, MELBOURNE.
- BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUSSELS.
- BOLIVIA**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRAZIL**
Livreria F. Brigulet & Cia, 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIA**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd « Tsar Osvoboditel » No. 4a, SOFIA.
- CANADA**
League of Nations Society in Canada, 279, Wellington Street, OTTAWA.
- CHILE**
Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO DE CHILE.
- COLOMBIA**
Libreria Colombiana, P. O. Box 199, BOGOTA.
- COSTA RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.
- CZECHOSLOVAKIA**
Librairie F. Topič, 11 Narodní, PRAGUE.
- DENMARK**
V. Pios Boghandel, Povel Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.
- DUTCH EAST INDIES**
Algemeene Boekhandel G. Kolff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.
- ÉQUATEUR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- FINLAND**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).
- GERMANY**
Theod. Thomas Kohn, Gesch., Talstrasse 13, LEIPZIG.
- GREAT BRITAIN, NORTHERN IRELAND and CROWN COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.
- GRÈCE**
Elotheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitution, ATHENS.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantes, 10a, Calle Oriente, No. 5, GUATEMALA.
- HAÏTI**
Librairie-Papeterie Mme D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HUNGARY**
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Bros.), Kossuth Lajos-Utea 7 SZ., BUDAPEST IV, Ker.
- ITALY**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco-Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPAN**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchoime, TOKIO.
- LATVIA**
Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.
- LUXEMBURG (G.-D.)**
Librairie J. Heintzé, M. Hagen, successeur, Place Guillaume 8, LUXEMBURG.
- MEXICO**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NETHERLANDS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE HAGUE.
- NEW ZEALAND**
Walter Nash, Fletcher's Buildings, 4, Willis Street, WELLINGTON.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORWAY**
Olaf Norll, Universitetsgaten 24, OSLO.
- PANAMA**
Libreria I. Preciado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PERU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLAND**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.
- PORTUGAL**
J. Rodrigues & Ca., Rua Aurea 186-188, LISBON.
- ROUMANIA**
« Cartea Românească », 3-5, Boul. Academiei, BUCHAREST.
- SAAR BASIN**
Librairie Parisienne, Maison Marguet, M. Golbert, successeur, 4, Friedrich Wilhelmstrasse, SAARBRUCK.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- SERBS, CROATS AND SLOVENES (Kingdom of the)**
Librairie « Vreme », BELGRADE.
- SPAIN**
Centro Editorial « Minerva », Tudescos, 39-41, MADRID, E. 12.
- SWEDEN**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SWITZERLAND**
Librairie Payot & Cie, GENEVA, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- UNITED STATES**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, Mass.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries, apply:

Publication Sales Department of the League of Nations,
GENEVA (Switzerland).
(Complete catalogue sent on application.)

JOURNAL

DE LA
SEPTIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1926

OF THE
SEVENTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1926

N° 3. — MERCREDI 8 SEPTEMBRE 1926.

No. 3. — WEDNESDAY, SEPTEMBER 8th, 1926.

SOMMAIRE :

	Page
I. Programme des séances	23
II. Communication du Bureau de l'Assemblée	24
III. Troisième séance plénière de l'Assemblée	24
IV. Première séance de la première Commission	24
V. Première séance de la deuxième Commission	25
VI. Première séance de la troisième Commission	26
VII. Première séance de la quatrième Commission	26
VIII. Première séance de la cinquième Commission	26
IX. Première séance de la sixième Commission	27
X. Secrétariat des Commissions	27
XI. Procès-verbaux des Commissions	28
XII. Maintien de l'ordre dans la salle des séances de l'Assemblée	28
XIII. Banquets offerts par les délégations	28
XIV. Opinions de la Presse	28
XV. Corrections et additions à la liste des membres des Commissions	29
XVI. Liste des documents distribués aux Membres de l'Assemblée les 6 et 7 septembre	29

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beau-Regard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Séance plénière de l'Assemblée.

Une séance plénière de l'Assemblée aura lieu aujourd'hui mercredi 8 septembre, à 10 h., dans la Salle de la Réformation.

Ordre du jour:

Propositions du Bureau de l'Assemblée¹ concernant les questions 11 et 12 de l'Ordre du jour de l'Assemblée et la résolution du Conseil du 4 septembre communiquée à l'Assemblée dans sa séance du 6 septembre après-midi.

¹ Voir ci-après: Communication du Bureau de l'Assemblée.

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	23
II. Communication by the General Committee of the Assembly	24
III. Third Plenary Meeting of the Assembly	24
IV. First Meeting of the First Committee	24
V. First Meeting of the Second Committee	25
VI. First Meeting of the Third Committee	26
VII. First Meeting of the Fourth Committee	26
VIII. First Meeting of the Fifth Committee	26
IX. First Meeting of the Sixth Committee	27
X. Secretariat Arrangements for the Committees	27
XI. Minutes of Committees	28
XII. Maintenance of Order in the Assembly Hall	28
XIII. Banquets offered by the Delegations	28
XIV. Press Opinions	28
XV. Corrections and Additions to the List of Members of Committees	29
XVI. List of Documents distributed to Members of the Assembly on September 6th and 7th	29

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beau-Regard.

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

I. PROGRAMME OF MEETINGS.

Plenary Meeting of the Assembly.

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day (Wednesday, September 8th) at 10 a.m. at the Salle de la Réformation.

Agenda:

Proposals of the General Committee of the Assembly¹ concerning items 11 and 12 of the Agenda of the Assembly and the resolution of the Council of September 4th communicated to the Assembly at its afternoon meeting of September 6th.

¹ See, following page: Communication by the General Committee of the Assembly.

II. COMMUNICATION DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE

Le Bureau propose à l'Assemblée de tenir une séance plénière le mercredi 8 septembre à 10 heures, avec l'ordre du jour suivant, qui comprend les articles 11 et 12 de l'ordre du jour de l'Assemblée:

1. Examen du rapport de la première Commission de l'Assemblée extraordinaire sur la demande d'admission dans la Société des Nations adressée par le Gouvernement allemand.
2. Examen de la résolution adoptée par le Conseil le 4 septembre 1926, concernant:
 - a) La désignation de l'Allemagne comme Membre permanent du Conseil;
 - b) L'augmentation du nombre des sièges non permanents, qui seront portés à neuf.
3. Examen des propositions faites par la Commission chargée d'étudier la question de la composition du Conseil concernant le mode d'élection des Membres non permanents du Conseil et le régime de leurs mandats.

Le Bureau propose à l'Assemblée de décider, conformément à l'article 14, paragraphe 2, de son Règlement intérieur, qu'elle statuera sur les articles 1 et 2 de l'ordre du jour ci-dessus sans renvoi préalable à une Commission.

Le Bureau propose que l'article 3 de l'ordre du jour ci-dessus soit renvoyé à la première Commission, qui sera priée de présenter le plus tôt possible à l'Assemblée un rapport sur la question.

Le Bureau a confié à M. MOTTA, premier délégué de la Suisse, le soin de présenter à l'Assemblée la proposition du Bureau.

III. TROISIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue à la Salle de la Réformation, le mardi 7 septembre 1926, à midi.

Election des présidents des Commissions.

Le PRÉSIDENT proclame le résultat des élections:

- | | |
|----------------------|---|
| Première Commission: | M. MOTTA (Suisse). |
| Deuxième | » M. Desmond FITZGERALD (Etat libre d'Irlande). |
| Troisième | » M. VILLEGAS (Chili). |
| Quatrième | » M. TITULESCO (Roumanie). |
| Cinquième | » M. MENSENDORFF-POUILLY-DIETRICH-STEIN (Autriche). |
| Sixième | » M. DE BROUCKÈRE (Belgique). |

Election des six vice-présidents de l'Assemblée.

En conformité du paragraphe 1 de l'article 7 du Règlement intérieur de l'Assemblée, les six délégués suivants sont élus vice-présidents de l'Assemblée:

- Sir Austen CHAMBERLAIN (Empire Britannique).
- M. BRIAND (France).
- Vicomte ISHII (Japon).
- M. SCIALOJA (Italie).
- M. FIGUEROA (Guatemala).
- Baron LEHMANN (Libéria).

Le Bureau de l'Assemblée est constitué des six vice-présidents de l'Assemblée et des six présidents des Commissions.

IV. PREMIÈRE SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION

La première Commission a tenu sa première séance hier mardi 7 septembre, à 16 heures, sous la présidence de M. MOTTA (Suisse).

II. COMMUNICATION BY THE GENERAL COMMITTEE OF THE ASSEMBLY.

The General Committee of the Assembly proposes that there should be a plenary meeting of the Assembly on Wednesday, September 8th, at 10 a.m., with the following agenda, which comprises Questions 11 and 12 on the Agenda of the Assembly:

- (1) Consideration of the Report of the First Committee of the Special Assembly on the Request of the German Government for Admission to the League of Nations.
- (2) Consideration of the resolution adopted by the Council on September 4th, 1926, in regard to:
 - (a) The nomination of Germany as a permanent Member of the Council;
 - (b) The increase to nine of the number of non-permanent seats on the Council.
- (3) Consideration of the proposals made by the Committee instructed to study the question of the composition of the Council as regards the method of election and tenure of the non-permanent seats.

The General Committee proposes that the Assembly should determine, in accordance with Rule 14, paragraph 2, of its Rules of Procedure, to decide on items (1) and (2) on the above Agenda without reference to a Committee.

The General Committee proposes that question (3) on the above agenda should be referred to the First Committee with the request that a report on the subject be presented to the full Assembly at the earliest possible date.

The General Committee has asked M. MOTTA, delegate of Switzerland, to present its proposal to the Assembly.

III. THIRD PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation at Noon on Tuesday, September 7th, 1926.

Election of the Chairmen of the Committees.

The PRESIDENT announced the result of the elections:

- | | |
|------------------|--|
| First Committee: | M. MOTTA (Switzerland). |
| Second | » Mr. Desmond FITZGERALD (Irish Free State). |
| Third | » M. VILLEGAS (Chile). |
| Fourth | » M. TITULESCO (Roumania). |
| Fifth | » M. MENSENDORFF-POUILLY-DIETRICH-STEIN (Austria). |
| Sixth | » M. DE BROUCKÈRE (Belgium). |

Election of the Six Vice-Presidents.

In conformity with Article 7, paragraph 1, of the Rules of Procedure of the Assembly, the following delegates were elected to be the six Vice-Presidents of the Assembly:

- Sir Austen CHAMBERLAIN (British Empire).
- M. BRIAND (France).
- Viscount ISHII (Japan).
- M. SCIALOJA (Italy).
- M. FIGUEROA (Guatemala).
- Baron LEHMANN (Liberia).

These, together with the six Chairmen of the Committees, form the General Committee of the Assembly.

IV. FIRST MEETING OF THE FIRST COMMITTEE.

The First Committee held its first meeting yesterday (Tuesday, September 7th) at 4 p.m. under the chairmanship of M. MOTTA (Switzerland).

Election du vice-président.

Le Dr. LIMBURG (Pays-Bas) est élu vice-président par acclamation.

Communication du Président.

Le PRÉSIDENT, rappelant la résolution du Conseil du 4 septembre concernant la composition du Conseil, informe la Commission que le Bureau de l'Assemblée vient de décider de demander à l'Assemblée de traiter immédiatement, sans renvoi à une Commission, les questions suivantes:

- a) Admission de l'Allemagne dans la Société;
- b) Attribution à l'Allemagne d'un siège permanent au Conseil;
- c) Augmentation de 6 à 9 du nombre des Membres non-permanents du Conseil.

Cette décision, conformément au Règlement intérieur de l'Assemblée, devra être prise à une majorité des deux tiers.

La première question, celle de l'admission dans la Société de l'Allemagne, avait été examinée à fond lors de l'Assemblée extraordinaire de mars et il semble inutile qu'elle soit renvoyée à nouveau devant une Commission.

En ce qui concerne le siège permanent au Conseil à accorder à l'Allemagne, le Président rappelle que l'unanimité à ce sujet n'a pu être obtenue au Conseil qu'à condition que cette question soit liée à celle de l'augmentation de 6 à 9 du nombre des sièges non-permanents.

En conséquence, le Bureau a décidé de lier ces trois questions et de demander à l'Assemblée d'adopter pour leur examen la procédure sommaire prévue par le Règlement intérieur.

Il est bien entendu qu'au cas où, à l'Assemblée, la majorité des deux tiers, requise pour cette procédure, ne serait pas atteinte, les trois questions seraient renvoyées à une Commission.

Le Président est persuadé que la procédure proposée par le Bureau est la meilleure, étant donné la situation, et espère que les membres de la Commission partageront son sentiment.

Lorsque l'Assemblée aura adopté les trois résolutions qui lui seront présentées lors de la séance du lendemain matin, la première Commission aura encore à s'occuper des règles à suivre pour l'élection des Membres non-permanents du Conseil. Le Président invite instamment la Commission à examiner favorablement les conclusions de la Commission spéciale.

Sur la proposition du Président, la Commission renonce à discuter avant l'Assemblée du lendemain les questions relatives à l'admission de l'Allemagne et la composition du Conseil.

Publicité des séances.

La Commission décide que ses séances seront publiques.

Ordre du jour de la Commission.

Le PRÉSIDENT informe la Commission qu'elle ne pourra sans doute pas aborder la discussion de son ordre du jour — publié dans le *Journal de l'Assemblée* du 7 septembre — avant vendredi; il espère qu'alors la délégation allemande sera arrivée à Genève.

V. PREMIÈRE SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION.

La deuxième Commission s'est réunie hier mardi 7 septembre, sous la présidence de M. FITZGERALD (Etat libre d'Irlande).

M. VEVEŘKA (Tchécoslovaquie) est élu vice-président par acclamation.

La Commission décide de déterminer, au cours de sa prochaine séance, l'ordre du jour dans lequel elle abordera l'examen

Election of the Vice-Chairman.

Dr. LIMBURG (Netherlands) was elected Vice-Chairman by acclamation.

Communication from the Chairman.

The CHAIRMAN reminded the Committee of the resolution of the Council of September 4th concerning the composition of the Council. He informed the Committee that the General Committee of the Assembly had just decided to ask the Assembly to deal immediately with the following questions without reference to a Committee:

- (a) admission of Germany to the League;
- (b) attribution to Germany of a permanent seat on the Council;
- (c) increase from six to nine of the number of the non-permanent Members of the Council.

This decision, in conformity with the Rules of Procedure of the Assembly, would have to be taken by a majority of two-thirds.

The first of these items — the admission of Germany to the League — had been thoroughly examined by the Special Assembly in March, and it seemed unnecessary that it should be again referred to a Committee.

As regarded the permanent seat on the Council to be attributed to Germany, he would remind the Committee that it had only been possible to obtain unanimity on this subject in the Council on condition that it was bound up with that of the increase of the number of non-permanent seats from six to nine.

For this reason the General Committee had decided to connect these three questions and to ask the Assembly to adopt for their examination the summary procedure contemplated by its Rules of Procedure.

It was understood that, in the event of the majority of two-thirds required for this procedure not being obtained in the Assembly, the three questions would be referred to a Committee.

He was persuaded that the procedure proposed by the General Committee was the best in the circumstances, and he hoped that the members of the Committee would share his view.

When the Assembly had adopted the three resolutions, which would be submitted to it at the meeting to be held on the following day, the First Committee would have to deal with the rules to be followed for the election of the non-permanent members of the Council, and he would urge the Committee to examine favourably the conclusions of the Special Committee.

On the proposal of the CHAIRMAN, the Committee decided not to discuss before the Assembly meeting to be held on the following day the questions relating to the admission of Germany and the composition of the Council.

Publicity of Meetings.

The Committee decided that its meetings should be held in public.

Agenda.

The CHAIRMAN informed the Committee that it would probably not be able to take up the discussion of its agenda before the Friday following. He hoped that by that time the German delegation would arrive at Geneva.

V. FIRST MEETING OF THE SECOND COMMITTEE.

The Second Committee met yesterday (Tuesday, September 7th) under the chairmanship of Mr. FITZGERALD (Irish Free State).

M. VEVEŘKA (Czechoslovakia) was elected Vice-Chairman by acclamation.

The Committee decided to determine at the next meeting the order in which it would undertake the examination of the

des différentes questions figurant à l'ordre du jour. Le Bureau de la Commission lui fera des propositions à cet égard.

Il est toutefois d'ores et déjà entendu que la Commission examinera immédiatement, à sa prochaine séance, le rapport sur l'œuvre de l'Office autonome pour l'établissement des réfugiés grecs.

VI. PREMIÈRE SÉANCE DE LA TROISIÈME COMMISSION

La troisième Commission a tenu sa première séance mardi 7 septembre, à 18 heures, sous la présidence de M. VILLEGAS (Chili).

Election du vice-président.

M. BUERO (Uruguay) est élu vice-président à l'unanimité.

Ordre du jour.

Après avoir adopté son ordre du jour, la Commission s'est ajournée.

VII. PREMIÈRE SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION

La quatrième Commission a tenu sa première séance, hier mardi 7 septembre, sous la présidence de M. Nicolas TITULESCO (Roumanie).

Election du vice-président.

M. VERMAIRE (Luxembourg) est élu vice-président par acclamation.

Publicité des séances.

La Commission décide que ses séances seront publiques, tout en se réservant de tenir des séances privées lorsqu'elle le jugera nécessaire.

Adoption de l'ordre du jour.

L'ordre du jour est adopté. La Commission se réserve toutefois le droit soit d'ajouter de nouveaux articles, soit d'intervertir l'ordre des questions à examiner, le cas échéant.

Constitution de la Sous-Commission des contributions arriérées.

Sur la proposition du Président, la Commission charge son bureau d'élaborer, d'accord avec le Bureau de l'Assemblée, un projet sur la composition de la Sous-Commission des contributions arriérées. Ce projet lui sera soumis à sa prochaine séance.

Il est entendu que le président de la quatrième Commission assistera aux séances de la Sous-Commission afin d'assurer la liaison entre les deux organismes.

VIII. PREMIÈRE SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION

La cinquième Commission a tenu sa première séance hier mardi 7 septembre, à 18 heures, sous la présidence de M. MENSdorFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Autriche).

Election du vice-président.

M. PARRA-PEREZ (Venezuela) est nommé, à l'unanimité, vice-président de la Commission.

Ordre du jour.

La Commission prend connaissance de son ordre du jour.

Nomination des rapporteurs.

La Commission désigne à l'unanimité les rapporteurs sur les trois premiers points de l'ordre du jour: le Dr VEVERKA

various questions on its agenda. It was understood that the bureau of the Committee would submit proposals in regard to the matter.

It was, however, at once decided that the Committee should immediately examine at its next meeting a report on the work of the Autonomous Office for the Settlement of Greek Refugees.

VI. FIRST MEETING OF THE THIRD COMMITTEE

The Third Committee held its first meeting yesterday (Tuesday, September 7th) at 6 p.m. under the chairmanship of M. VILLEGAS (Chile).

Election of Vice-Chairman.

M. BUERO (Uruguay) was unanimously elected Vice-Chairman.

Agenda.

The Committee adopted its agenda and adjourned.

VII. FIRST MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE

The Fourth Committee held its first meeting yesterday (Tuesday, September 7th) under the chairmanship of M. Nicolas TITULESCO (Roumania).

Election of Vice-Chairman.

M. VERMAIRE (Luxemburg) was elected Vice-Chairman by acclamation.

Publicity of Meetings.

The Committee decided that its meetings would be public, reserving the right to hold private meetings when it considered that course to be necessary.

Adoption of the Agenda.

The agenda was adopted. The Committee, however, reserved the right to add new items, or, if necessary, to change the order in which the questions should be examined.

Appointment of the Sub-Committee for Contributions in Arrears.

On the proposal of the Chairman, the Committee instructed its bureau to elaborate, in agreement with the General Committee of the Assembly, proposals for the composition of the Sub-Committee for Contributions in Arrears. These proposals will be submitted to the Committee at its next meeting.

It was understood that the Chairman of the Fourth Committee would be present at the meetings of the Sub-Committee in order to ensure that the two bodies should be kept in touch.

VIII. FIRST MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE

The Fifth Committee held its first meeting (Tuesday, September 7th) at 6 p.m. under the chairmanship of M. MENSdorFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Austria).

Election of Vice-Chairman.

M. PARRA-PEREZ (Venezuela) was unanimously elected Vice Chairman of the Committee.

Agenda.

The Committee noted its agenda.

Appointment of Rapporteurs.

The Committee unanimously appointed Rapporteurs for the first three items on the Agenda: Dr. VEVERKA (Czechoslovakia):

(Tchécoslovaquie): Trafic de l'opium et autres drogues nuisibles; M. NAGAI (Japon): Traite des femmes et des enfants; M. W. A. RIDDELL (Canada): Protection de l'enfance.

IX. PREMIÈRE SÉANCE DE LA SIXIÈME COMMISSION

La sixième Commission s'est réunie hier mardi 7 septembre, à 16 h. 30, sous la présidence de M. de BROUCKÈRE (Belgique).

Election du vice-président.

M. Alfred NEMOURS (Haïti) est élu vice-président.

Publicité des débats.

La Commission décide que ses séances seront publiques.

Conclusion d'une Convention internationale sur l'esclavage et les conditions analogues: Questions de procédure.

Le vicomte CECIL (Empire Britannique) rappelle qu'une discussion générale approfondie avait eu lieu lors de l'examen du projet de Convention sur l'esclavage devant la sixième Commission de la sixième Assemblée. Dans ces conditions, il ne semble guère utile d'ouvrir cette année une discussion générale. Il propose donc que, dès sa prochaine séance, la Commission procède immédiatement à l'examen, article par article, du projet de convention ainsi que des divers amendements et suggestions que les gouvernements ont déjà fait parvenir avant la session ou que pourront présenter les diverses délégations.

La proposition du vicomte Cecil, appuyée par le comte BONIN-LONGARE (Italie) et M. Henry DE JOUVENEL (France), est adoptée.

La Commission décide d'ajourner provisoirement la question de la procédure à suivre en ce qui concerne la signature de la convention qui devra être conclue.

Sur la proposition du vicomte CECIL, la Commission décide d'inviter M. GOHR, président de la Commission temporaire de l'esclavage, qui était présent l'an dernier à la sixième Commission, à assister également aux séances cette année.

Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs; M. NAGAI (Japan): Traffic in Women and Children; Mr. W. A. RIDDELL (Canada): Child Welfare.

IX. FIRST MEETING OF THE SIXTH COMMITTEE

The Sixth Committee met yesterday (Tuesday, September 7th) at 4.30 p.m. under the chairmanship of M. de BROUCKÈRE (Belgium).

Election of the Vice-Chairman.

It elected M. Alfred NEMOURS (Haiti) as its Vice-Chairman.

Publicity of Meetings.

The Committee decided that its meetings should be held in public.

Conclusion of an International Convention on Slavery and Conditions Analogous thereto: Questions of Procedure.

Viscount CECIL OF CHILWOOD (British Empire) reminded the Commission that a full general discussion had taken place when the Draft Convention on Slavery was examined in the Sixth Committee of the Sixth Assembly. In view of this fact a new general discussion would hardly seem necessary this year. He accordingly proposed that the Committee should at its next meeting at once proceed to examine the Draft Convention clause by clause together with the various amendments and suggestions which had already been forwarded by the Governments before the session or which might now be submitted by the various delegations.

The proposal of Viscount Cecil, which was supported by Count BONIN-LONGARE (Italy) and M. Henry DE JOUVENEL (France), was adopted by the Committee.

It was decided to adjourn for the moment the question of the procedure to be followed as regarded the signature of the Convention to be concluded.

On the proposal of Viscount CECIL, the Committee decided to ask M. GOHR (Chairman of the Temporary Committee on Slavery), who had assisted the Sixth Committee last year, to attend its meetings this year also.

X. SECRÉTARIAT DES COMMISSIONS — SECRETARIAT ARRANGEMENTS FOR THE COMMITTEES

Les membres suivants sont chargés des dispositions à prendre touchant le travail des Commissions.

The following members of the Secretariat are in charge of the general arrangements for the work of the Committees.

PREMIÈRE COMMISSION — FIRST COMMITTEE

Secrétaire — Secretary: Mr. McKinnon WOOD.
Secrétaire au procès-verbal — Recording Secretary: M. SOLYOM
Archiviste — Document Officer: Miss PACZENSKY.

DEUXIÈME COMMISSION — SECOND COMMITTEE

Secrétaire — Secretary: M. QUESNAY.
Secrétaires au procès-verbal — Recording Secretaries: M. SMETS;
Mr. HAMBLÉN.
Archiviste — Document Officer: Mlle. MAYRAS.

TROISIÈME COMMISSION — THIRD COMMITTEE

Secrétaire — Secretary: M. DE MADARIAGA.
Secrétaires au procès-verbal — Recording Secretaries: Captain
MATHEWET, Commr. BLACKMAN.
Archiviste — Document Officer: Mlle. BOISSEAU.

QUATRIÈME COMMISSION — FOURTH COMMITTEE

Secrétaire — Secretary: Mr. BIELER.
Secrétaires au procès-verbal — Recording Secretaries:
Mr. MANNING; M. GODET.
Archiviste — Document Officer: M. PASTUHOV.

CINQUIÈME COMMISSION — FIFTH COMMITTEE

Secrétaire — Secretary: Dame Rachel CROWDY.
Secrétaires au procès-verbal — Recording Secretaries:
Mr. CHAMBERS; M. DE HALLER.
Archiviste — Document Officer: M. REYMOND.

SIXIÈME COMMISSION — SIXTH COMMITTEE

Secrétaire — Secretary: M. MANTHOUX (who will be assisted
by M. COLBAN and M. CATASTINI when their questions
are being discussed).
Secrétaire au procès-verbal — Recording Secretary: Major
ABRAHAM.
Archiviste — Document Officer: Mrs. SPILLER.

XI. PROCÈS-VERBAUX DES COMMISSIONS

DÉCISION DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE.

Le Bureau de l'Assemblée prie les présidents des Commissions de bien vouloir rappeler aussitôt que possible aux membres des Commissions le caractère des procès-verbaux des Commissions.

Alors que les comptes rendus des séances plénières de l'Assemblée sont des comptes rendus *in-extenso*, les procès-verbaux des Commissions ne consistent qu'en un résumé des points principaux de la discussion. Les délégués ne doivent donc pas s'attendre à trouver dans ces procès-verbaux un compte rendu *in-extenso* des observations qu'ils ont présentées, mais bien un résumé auquel ils peuvent demander que les corrections nécessaires soient apportées.

Les procès-verbaux provisoires de chaque séance seront, dans toute la mesure du possible, distribués avant la séance suivante. Toutes les rectifications que les délégués pourraient désirer y apporter devront être remises au Secrétariat avant la séance qui suit celle au cours de laquelle les procès-verbaux sont distribués. Le Président pourra, s'il le juge utile, soumettre lesdites rectifications à la Commission à qui il appartient de décider du texte définitif des procès-verbaux et d'en autoriser la publication.

XII. MAINTIEN DE L'ORDRE DANS LA SALLE D'ASSEMBLÉE

DÉCISION DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE

1. Le rez-de-chaussée de la salle, à l'exception des sièges réservés au fond, sera affecté exclusivement aux délégués, délégués suppléants, experts, conseillers, secrétaires et membres du Secrétariat. Le public ou les membres des familles des personnes susmentionnées ne seront pas autorisés à y pénétrer.

2. Conformément à la pratique suivie dans les parlements nationaux, aucun applaudissement ne sera toléré dans les galeries réservées à la presse et au public.

XIII. BANQUETS OFFERTS PAR LES DÉLÉGATIONS

RECOMMANDATION DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE

Le Bureau de l'Assemblée, ayant reçu de nombreuses suggestions dans ce sens, désire recommander aux délégués de bien vouloir s'abstenir, au cours de la présente Assemblée, d'offrir des banquets. Le Bureau est convaincu que toutes les délégations reconnaîtront avec lui que les banquets ainsi offerts entraînent, dans une certaine mesure, des dépenses inutiles et que, quand cette initiative est prise par certaines délégations, il est difficile aux autres de ne pas suivre l'exemple.

Cette recommandation du Bureau ne vise pas les réceptions données à des occasions spéciales, par exemple pour la célébration de fêtes nationales, etc., les objections ci-dessus ne s'appliquant pas à des réceptions de ce genre.

XIV. LES "OPINIONS DE LA PRESSE"

Les *Opinions de la Presse* paraîtront cette année comme les années précédentes.

Cette publication a pour objet de donner une idée générale des opinions exprimées par la presse des différents pays sur les travaux de l'Assemblée. Ces opinions ne peuvent naturellement engager que leurs auteurs. Les extraits cités sont tirés des journaux ainsi que des dépêches que les correspondants spéciaux veulent bien communiquer aux rédacteurs des *Opinions de la Presse*.

XI. MINUTES OF COMMITTEES

DECISION OF THE GENERAL COMMITTEE OF THE ASSEMBLY

The General Committee of the Assembly asks the Chairmen of Committees to remind the members of the Committees as soon as possible of the character of their Minutes.

While the accounts of the plenary meetings of the Assemblies are verbatim records, the Minutes of the Committees consist only of a summary of the principal points of the discussions. Delegates should not, therefore, expect to find in these Minutes a verbatim record of the observations which they have made, but a summary to which they may request that the necessary corrections be made.

The provisional Minutes of each meeting will be as far as possible distributed before the following meeting. All the corrections which the delegates may desire to make should be forwarded to the Secretariat before the meeting which immediately follows that during which the Minutes were distributed. The Chairman may, if he thinks it useful, submit the corrections to the Committee, and it will be for the Committee to decide on the final text of the Minutes and to authorise their publication.

XII. MAINTENANCE OF ORDER IN THE ASSEMBLY HALL

DECISION OF THE GENERAL COMMITTEE OF THE ASSEMBLY

1. The ground floor of the Assembly Hall, except the reserved seats at the back, is intended exclusively for delegates, substitute delegates, experts, advisers, secretaries and members of the Secretariat. The public or members of the families of the persons mentioned above will not be admitted to this part of the hall.

2. In conformity with the practice followed in national parliaments, no applause will be allowed in the galleries reserved for the Press and for the public.

XIII. BANQUETS OFFERED BY THE DELEGATIONS

RECOMMENDATION OF THE GENERAL COMMITTEE OF THE ASSEMBLY

The General Committee of the Assembly, having received numerous suggestions in this connection, wishes to recommend the delegations to be so good as to abstain during the present Assembly from giving banquets.

The General Committee is convinced that all the delegations will agree that the banquets thus offered involve to some extent useless expenditure, and that, when the initiative is taken by certain delegations, it is difficult for others not to follow their example.

This recommendation of the General Committee does not cover receptions given on special occasions, as, for example, in celebration of national festivals, since the above objections do not apply to this kind of reception.

XIV. "PRESS OPINIONS"

Press Opinions will be published this year as in previous years.

The purpose of *Press Opinions* is to give a general idea of the opinions expressed in the Press of the various countries on the proceedings of the Assembly. Responsibility for the opinions quoted remains with their authors. The extracts quoted are compiled from the newspapers and from copies of despatches kindly put at the disposal of the Editor by special correspondents.

Les délégations qui désirent recevoir cette publication sont priées de bien vouloir faire savoir au chef du Service de distribution du Secrétariat le nombre d'exemplaires qui leur est nécessaire. Ces exemplaires seront placés dans les casiers des délégations à la Salle de la Réformation.

Delegations who wish to receive this publication are requested to inform the head of the Distribution Branch of the Secretariat how many copies they require. The required number of copies will be delivered in the pigeon-holes of the delegations at the Salle de la Réformation.

XV. CORRECTIONS ET ADJONCTIONS A LA LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS
CORRECTIONS AND ADDITIONS TO THE LIST OF MEMBERS OF COMMITTEES

PREMIÈRE COMMISSION. — FIRST COMMITTEE.

- Australie:* The Hon. J. C. LATHAM, C.M.G., K.C. M.P.
- Chine:* S.E. M. CHAO-HSIN-CHU. — Suppléant: M. TCHANG GUI-TONG.
- Ethiopie:* S.E. M. LAGARDE, duc d'Entotto, ou S.E. Dedjazmatch GUETATCHEOU. — Suppléant: Lidj MAKONNEN.
- Nicaragua:* M. le docteur A. SOTTILE. — Suppléant: S.E. M. Tomas Francisco MEDINA.
- Nouvelle-Zélande:* Sir Francis BELL.
- Panama:* M. le docteur E. A. MORALES.
- Pologne:* S.E. M. Auguste ZALESKI; S.E. M. François SOKAL. — Suppléants: le professeur Michel ROSTOWOROWSKI; M. Thadée JACKOWSKI.
- Venezuela:* S.E. M. Diogenes ESCALANTE.

DEUXIÈME COMMISSION. — SECOND COMMITTEE.

- Australie:* M. A. G. MANNING, M.P. — Suppléant: Miss Freda BAGE, M.Sc.
- Chine:* M. le docteur HIU NIEN-SENG. — Suppléant: M. C. N. Lou.
- Ethiopie:* Lidj MAKONNEN. — Suppléant: M. Kantiba GABROU.
- Nicaragua:* M. le docteur A. SOTTILE. — Suppléant: S.E. M. Tomas Francisco MEDINA.
- Nouvelle-Zélande:* Sir James PARR. — Suppléant: M. C. A. KNOWLES.
- Panama:* M. le docteur E. A. MORALES.
- Pologne:* S.E. M. Henri STRASBURGER; M. Miecislav NIEDZIALKOWSKI.
- Venezuela:* S.E. M. César ZUMETA.

TROISIÈME COMMISSION. — THIRD COMMITTEE.

- Australie:* The Hon. J. G. LATHAM, C.M.G., K.C., M.P.
- Chine:* M. TCHANG GUI-TONG. — Suppléant: M. CHEN TING.
- Ethiopie:* S.E. M. LAGARDE, duc d'Entotto. — Suppléant: Lidj MAKONNEN.
- Nicaragua:* M. le docteur A. SOTTILE. — Suppléant: S.E. M. Tomas Francisco MEDINA.
- Inde:* Sir William VINCENT. — Suppléants: H.H. the Maharaja of KAPURTHALA and Sir E. M. DES CHAMPS CHAMIER.
- Nouvelle-Zélande:* Sir James PARR.
- Pologne:* M. Jean DEBSKI; M. le professeur Michel ROSTOWOROWSKI.

QUATRIÈME COMMISSION. — FOURTH COMMITTEE.

- Australia:* The Rt. Hon. Sir Joseph COOK, G.C.M.G. — Suppléant: Sir Arthur RICKARD, K.B.E., F.R.G.S.

- Chine:* S.E. M. WANG KING-KY. — Suppléant: M. LOUOAI
- Ethiopie:* S.E. M. LAGARDE, duc d'Entotto. — Suppléant: Ato TASFAB.
- Nicaragua:* M. le docteur A. SOTTILE. — Suppléant: S.E. M. Tomas Francisco MEDINA.
- Nouvelle-Zélande:* Sir Francis BELL. — Suppléant: M. J. S. HUNTER.
- Panama:* M. le docteur E. A. MORALES.
- Pologne:* S.E. M. Jean DE MOUZELEWSKI; M. Eustache RUDZINSKI.

CINQUIÈME COMMISSION. — FIFTH COMMITTEE.

- Australie:* M. A. G. MANNING, M.P. — Suppléant: Miss Freda BAGE, M.Sc.
- Chine:* S.E. M. CHAO-HSIN CHU. — Suppléant: M. SU-SENG KOO.
- Ethiopie:* S.E. Dedjazmatch GUETATCHEOU. — Suppléant: Lidj MAKONNEN.
- Nicaragua:* M. le docteur A. SOTTILE. — Suppléant: S.E. M. Tomas Francisco MEDINA.
- Nouvelle-Zélande:* Sir James PARR. — Suppléant: M. C. A. KNOWLES.
- Panama:* M. Guillermo ANDREVE.
- Pologne:* S.E. M. François SOKAL; M. Stanislas POMER.
- Portugal:* M. le docteur FERREIRA. — Suppléant: M. DE OLIVEIRA.
- Tchécoslovaquie:* M. le docteur KROFTA.

SIXIÈME COMMISSION. — SIXTH COMMITTEE.

- Australie:* The Rt. Hon. Sir Joseph COOK, G.C.M.G. — Suppléant: Sir Arthur RICKARD, K.B.E., F.R.G.S.
- Chine:* S.E. M. WANG KING-KY. — Suppléant: M. LOUOAI
- Ethiopie:* S.E. Dedjazmatch GUETATCHEOU et Lidj MAKONNEN. — Suppléant: Kantiba GABROU.
- Nicaragua:* M. le docteur A. SOTTILE. — Suppléant: S.E. M. Tomas Francisco MEDINA.
- Nouvelle-Zélande:* Sir James PARR ou Sir Francis BELL.
- Panama:* M. Guillermo ANDREVE.
- Pologne:* S.E. M. Henri STRASBURGER; M. Stanislas PATER; M. Joseph CHACINSKI. — Suppléant: M. Tadeusz JACKOWSKI.
- Tchécoslovaquie:* Suppléant: S.E. M. BENEŠ.
- Venezuela:* S.E. M. C. PARRA-PÉREZ.

XVI. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LES 6 ET 7 SEPTEMBRE 1926

- Guide officiel.
- Liste provisoire des délégués et membres des délégations.
- Ordres du jour Nos 1 et 2 de l'Assemblée.
- A. 6a. Rapport supplémentaire à la septième Assemblée de la Société des Nations sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.
- A. 6b. Extraits du deuxième rapport sur les travaux de la Cour permanente de Justice internationale (juin 1925-juin 1926).

XVI. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 6th AND 7th, 1926

- Official Guide.
- Provisional List of Delegates.
- Assembly Agendas 1 and 2.
- A. 6a. Supplementary Report to the Seventh Assembly of the League on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.
- A. 6b. Extracts from the Second Annual Report of the Permanent Court of International Justice (June 1925 - June 1926).

- A. 28. Commission internationale de coopération intellectuelle. Huitième séance plénière. Rapport de la Commission soumis au Conseil et à l'Assemblée.
- A. 36. Comité de la traite des femmes et des enfants. Rapport de sir Austen Chamberlain, adopté par le Conseil le 7 juin 1926.
- A. 37. Comité de la protection de l'enfance. Rapport de sir Austen Chamberlain, adopté par le Conseil le 9 juin 1926.
- A. 39. Quote-part proportionnelle des Membres de la Société dans le « fonds pour les constructions ». Rapport du Secrétaire général.
- A. 42. Virements dans le budget, approuvés depuis la sixième Assemblée. Rapport du Secrétaire général.
- A. 43. Nouveaux travaux entraînant pour la Société des Nations des charges supplémentaires.
Discours du Dr Benes, Président du Conseil de la Société des Nations, à l'ouverture de la septième Assemblée.
Compte rendu provisoire: Deuxième séance.
Compte rendu provisoire: Troisième séance.
- A. 10b. Projet de convention sur l'esclavage. Réponses des gouvernements.
- A. 46. Virements dans le budget approuvés depuis la sixième Assemblée. Rapport du Directeur du Bureau international du Travail.
Conférence internationale du Travail, Genève 1926. Rapport du Directeur.

- A. 28. International Committee on Intellectual Co-operation. Eighth Plenary Session. Report of the Committee, submitted to the Council and the Assembly.
- A. 36. Traffic in Women and Children Committee. Report by Sir Austen Chamberlain, adopted by the Council on June 7th, 1926.
- A. 37. Child Welfare Committee. Report by Sir Austen Chamberlain, adopted by the Council on June 9th, 1926.
- A. 39. Proportional Share of the Members of the League in the Building Fund. Report by the Secretary-General.
- A. 42. Transfers in the Budget approved since the Sixth Assembly. Report by the Secretary-General.
- A. 43. New Work involving New Expenditure on the Part of the League.
Speech by Dr. Benes, President of the Council of the League of Nations, at the opening of the Seventh Assembly.
Provisional Verbatim Record: Second Meeting.
Provisional Verbatim Record: Third Meeting.
- A. 10b. Draft Convention on Slavery. Replies from Governments.
- A. 46. Budget Transfers approved since the Sixth Assembly. Report of the Director of the International Labour Office.
International Labour Conference, Geneva, 1926. Report of the Director.

JOURNAL

DE LA
SEPTIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1926

OF THE
SEVENTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1926

N° 4. — JEUDI 9 SEPTEMBRE 1926.

No. 4. — THURSDAY, SEPTEMBER 9th, 1926.

SOMMAIRE :

	Page
I. Programme des séances	31
II. Communication du Bureau de l'Assemblée	32
III. Quatrième séance plénière de l'Assemblée	32
IV. Cinquième séance plénière de l'Assemblée	37
V. Première séance de la Commission de l'ordre du jour.	41
VI. Signatures et ratifications des accords internationaux	42
VII. Liste de la délégation allemande	42
VIII. Liste des documents distribués aux membres de l'Assemblée.	42
IX. Séance du Comité de « La Petite Entente de la Prusse » et de la « Presse polono-roumaine »	43

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	31
II. Communication by the General Committee of the Assembly.	32
III. Fourth Plenary Meeting of the Assembly	32
IV. Fifth Plenary Meeting of the Assembly	37
V. First Meeting of the Agenda Committee	41
VI. Signatures and Ratifications of International Engagements.	42
VII. List of German Delegates.	42
VIII. List of Documents distributed to Members of the Assembly	42
IX. Meeting of the Committee of "La Petite Entente de la Prusse" and of the "Presse Polono-Roumaine".	43

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beau-Regard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beau-Regard.

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Séance plénière de l'Assemblée.

Une séance plénière de l'Assemblée aura lieu aujourd'hui jeudi 9 septembre, à 10 h. 15, dans la Salle de la Réformation.

Ordre du jour :

Suite de la discussion générale du rapport sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.

Troisième Commission.

La troisième Commission se réunira aujourd'hui jeudi 9 septembre, à 16 heures, au Secrétariat (Salle F).

Quatrième Commission.

La quatrième Commission se réunira aujourd'hui jeudi 9 septembre, à 16 heures, au Secrétariat (Salle B).

Cinquième Commission.

La cinquième Commission se réunira aujourd'hui jeudi 9 septembre, à 15 h. 30, au Secrétariat (Salle C).

I. PROGRAMME OF MEETINGS

Plenary Meeting of the Assembly.

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day (Thursday, September 9th) at 10.15 a.m. at the Salle de la Réformation.

Agenda :

Continuation of the general discussion of the Report on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.

Third Committee.

The Third Committee will meet to-day (Thursday, September 9th) at 4 p.m. at the Secretariat (Room F).

Fourth Committee.

The Fourth Committee will meet to-day (Thursday, September 9th) at 4 p.m. at the Secretariat (Room B).

Fifth Committee.

The Fifth Committee will meet to-day (Thursday, September 9th) at 3.30 p.m. at the Secretariat (Room C).

II. COMMUNICATION DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE

Le Bureau de l'Assemblée, à une session tenue hier après-midi, mercredi 8 septembre, a décidé que l'ordre des travaux de l'Assemblée pour les trois jours suivants serait celui-ci:

*Jeu*di 9 septembre:

Matin: Discussion du rapport sur l'œuvre du Conseil.

Soir: Séances des troisième, quatrième et cinquième Commissions.

*Vend*redi 10 septembre:

Matin: Discussion du rapport sur l'œuvre du Conseil.

Soir: Séances des première, deuxième et sixième Commissions.

*Sam*edi 11 septembre:

Matin: Séances des première, deuxième et sixième Commissions.

Soir: Séances des première, deuxième et sixième Commissions.

III. QUATRIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue à la Salle de la Réformation, le mercredi 8 septembre 1926, à 10 heures.

Admission de l'Allemagne dans la Société des Nations.

Le Président soumet à l'Assemblée les propositions suivantes du bureau:

1. Examen du rapport de la première Commission de l'Assemblée extraordinaire sur la demande d'admission dans la Société des Nations adressée par le Gouvernement allemand.
2. Examen de la résolution adoptée par le Conseil le 4 septembre 1926, concernant:
 - a) La désignation de l'Allemagne comme Membre permanent du Conseil;
 - b) L'augmentation du nombre des sièges non permanents, qui seront portés à neuf.
3. Examen des propositions faites par la Commission chargée d'étudier la question de la composition du Conseil concernant le mode d'élection des Membres non permanents du Conseil et le régime de leurs mandats.

Le Bureau propose à l'Assemblée de décider, conformément à l'article 14, paragraphe 2, de son règlement intérieur, qu'elle statuera sur les articles 1 et 2 de l'ordre du jour ci-dessus sans renvoi préalable à une Commission.

Le Bureau propose que l'article 3 de l'ordre du jour ci-dessus soit renvoyé à la première Commission, qui sera priée de présenter le plus tôt possible à l'Assemblée un rapport sur la question.

M. MOTTA (Suisse), rapporteur du Bureau de l'Assemblée a divisé son rapport verbal en deux parties. Dans la première, il touchera à quelques questions de procédure. Dans la seconde, il abordera, brièvement, la question de fond.

En ce qui concerne la procédure, le Bureau propose à l'Assemblée de se servir des moyens les plus directs et les plus rapides pour atteindre le but, c'est-à-dire de voter l'entrée en matière sans renvoi à l'une des Commissions. Bien que, normalement, tout objet soumis aux décisions de l'Assemblée doit être traité préalablement dans une de ses Commissions, l'article 14, alinéa 2, du règlement prévoit que l'Assemblée, votant à la majorité des deux tiers, peut traiter un objet par procédure immédiate, c'est-à-dire sans renvoi préalable à l'une de ses Commissions. Le Bureau demande à l'Assemblée de faire usage de cette faculté souveraine, parce que l'usage de la procédure ordinaire semble, dans le cas dont il s'agit, inutile et que, par contre, l'usage de la procédure immédiate semble être commandé par les circonstances.

Il s'agit de trois objets. Le premier consiste à admettre l'Allemagne dans la Société des Nations; le deuxième à lui

II. COMMUNICATION BY THE GENERAL COMMITTEE OF THE ASSEMBLY.

The General Committee of the Assembly, at a meeting held yesterday afternoon (Wednesday, September 8th), decided that the order of work of the Assembly for the next three days should be as follows:

*Thurs*day, September 9th.

Morning: Discussion of the Report on the Work of the Council.

Afternoon: Meetings of Third, Fourth and Fifth Committees.

*Fri*day, September 10th.

Morning: Discussion of the Report on the Work of the Council.

Afternoon: Meetings of First, Second and Sixth Committees.

*Sat*urday, September 11th.

Morning: Meetings of First, Second and Sixth Committees.

Afternoon: Meetings of First, Second and Sixth Committees.

III. FOURTH PLENARY MEETING.

held at the Salle de la Réformation on Wednesday, September 8th, 1926, at 10 a.m.

Admission of Germany to the League of Nations.

The PRESIDENT submitted to the Assembly the following proposals of the General Committee:

- (1) Consideration of the Report of the First Committee of the Special Assembly on the Request of the German Government for Admission to the League of Nations.
- (2) Consideration of the resolution adopted by the Council on September 4th, 1926, in regard to:
 - (a) The nomination of Germany as a permanent Member of the Council;
 - (b) The increase to nine of the number of non-permanent seats on the Council.
- (3) Consideration of the proposals made by the Committee instructed to study the question of the composition of the Council as regards the method of election and tenure of the non-permanent seats.

The General Committee proposes that the Assembly should determine, in accordance with Rule 14, paragraph 2, of its Rules of Procedure, to decide on items (1) and (2) on the above agenda without reference to a Committee.

The General Committee proposes that question (3) on the above agenda should be referred to the First Committee with the request that a report on the subject be presented to the full Assembly at the earliest possible date.

M. MOTTA (Switzerland), Rapporteur for the General Committee, said that he would divide his report on the proposals of the General Committee into two parts, the first concerning questions of procedure, the second concerning the substance of the proposals.

With regard to procedure, the General Committee proposed that the Assembly should take the most direct and quickest manner of achieving its object—that was to say of voting an immediate discussion on the proposals without submitting them to any Committee. Although normally any proposals submitted to the Assembly for decision must have been previously discussed by one of its Committees, Article 14, paragraph 2, of the Rules of Procedure provided that the Assembly could by a majority of two-thirds discuss a proposal immediately—that was to say without any previous reference to one of its Committees. The General Committee asked the Assembly to use this sovereign right, because to use the ordinary procedure seemed in the case in question to be useless, while to deal with the matter immediately would appear to be imposed by the circumstances of the case.

Three objects were to be achieved. The first consisted of admitting Germany into the League of Nations; the second

attribuer un siège permanent au Conseil en ratifiant la décision unanime déjà intervenue dans le Conseil lui-même; le troisième à élever en même temps de six à neuf le nombre des sièges non permanents, c'est-à-dire électifs.

Le premier de ces objets est plus que mûr. La première Commission de l'Assemblée extraordinaire avait déjà proposé, le 11 mars dernier, un rapport unanime tendant à admettre l'Allemagne dans la Société des Nations. Nul n'ignore les circonstances dans lesquelles l'Assemblée du mois de mars fut empêchée de remplir la tâche pour laquelle elle avait été convoquée.

L'attribution à l'Allemagne d'un siège permanent dans le Conseil — deuxième objet — est une des conditions que l'Allemagne a posées au moment de présenter sa demande d'admission dans la Société des Nations. Il est évident que les deux questions: admission dans la Société des Nations et attribution d'un siège permanent doivent aller de pair.

En ce qui concerne le troisième objet, le Président du Conseil, qui a fourni toutes les explications nécessaires au Bureau dans sa séance d'hier, a déclaré que, dans l'esprit du Conseil, l'attribution d'un siège permanent à l'Allemagne et l'augmentation de six à neuf du nombre des sièges non permanents constituaient deux actes connexes. La résolution forme donc un tout. Si les deux questions devaient être scindées, il n'est pas sûr que le Conseil pourrait réaliser encore dans son sein l'unanimité indispensable. Il n'est donc pas possible, politiquement parlant, de renvoyer à une commission la question des sièges non permanents sans y renvoyer en même temps les deux autres questions.

Il ne faudrait pas confondre deux questions tout à fait distinctes: celle de l'augmentation de six à neuf du nombre des Membres non permanents du Conseil et celle des règles appliquées par l'Assemblée à l'élection de ces Membres non permanents.

Cette dernière question est renvoyée à la première Commission qui aura prochainement l'occasion de présenter à l'Assemblée un rapport contenant ses propositions.

En résumé, la procédure immédiate est indiquée. La liberté de discussion de l'Assemblée demeure entière. Le représentant de la Suisse espère que l'Assemblée voudra bien accepter d'entrer dans les vues du Bureau.

Il lui reste à présenter encore quelques brèves observations sur la question de fond.

L'admission de l'Allemagne dans la Société des Nations a toujours été, à ses yeux, une nécessité vitale. Ce sentiment s'est renforcé en lui chaque année. Il n'est plus contesté par personne. Il y a là des preuves les plus éclatantes de l'impulsion formidable que la constitution de la Société des Nations a donnée aux idées de paix, de conciliation et d'arbitrage.

Lorsque l'Allemagne aura été reçue dans le sein de la Société des Nations, un des vœux les plus chers du peuple suisse aura été réalisé.

L'attribution d'un siège permanent à l'Allemagne est aussi une des idées qui se sont imposées à l'opinion publique avec la force d'une vérité élémentaire. On pourrait discuter la question de savoir s'il est bien que le Pacte prévoit, pour les grandes Puissances, des sièges permanents donnés de droit.

La discussion à ce sujet, close aujourd'hui, pourra peut-être se rouvrir dans un temps plus ou moins éloigné. Les raisons pour et les raisons contre les sièges permanents des grandes Puissances se tiennent à peu près en balance.

Quoi qu'il en soit de cette question, il est clair que si l'on donne aux grandes Puissances des sièges permanents, et si l'Allemagne est indiscutablement une grande Puissance, elle ne peut entrer dans la Société des Nations qu'à condition d'obtenir également un siège permanent au sein du Conseil.

Par contre, lorsqu'il s'agit de l'augmentation des sièges non permanents, on se trouve dans un autre domaine. Cette question peut être controversée. Le représentant de la Suisse connaît trop bien les raisons qui militent soit contre l'augmentation des sièges non permanents, soit contre une augmentation exagérée de ces sièges. M. Motta eut l'honneur de présider la Commission d'études instituée par le Conseil. Il a estimé de son devoir, puisque cette Commission pouvait examiner tous les aspects du problème, d'indiquer quelles étaient à ses yeux les raisons qui militent contre l'augmentation.

En premier lieu, il y a le danger que le Conseil, étant trop nombreux, soit tenté de concentrer en lui-même trop de

of granting her a permanent seat on the Council by ratifying the unanimous decision already taken by the Council itself; the third of increasing at the same time from six to nine the non-permanent elective seats.

The first of these objects was the most ready for immediate realisation. The First Committee of the Special Assembly had already submitted on March 11th, 1920, a unanimous report to the effect that Germany should be admitted to the League of Nations. Everyone was aware of the circumstances which had prevented the Assembly of the previous March from fulfilling the task for which it had been convened.

The granting to Germany of a permanent seat on the Council (the second proposal) was one of the conditions which Germany had laid down when submitting her request for admission to the League. It was obvious that these two questions — the admission of Germany into the League of Nations and the granting of a permanent seat to Germany — must be dealt with together.

With regard to the third object, the President of the Council, who had given all the necessary explanations to the General Committee at its meeting of the day before, had said that, in the view of the Council, the granting of a permanent seat to Germany and the increase from six to nine of the non-permanent seats constituted two connected acts. The resolution therefore formed a single whole. If the two questions were to be divided, it was uncertain whether the Council would be able to achieve within itself the unanimity which was indispensable. It was not therefore possible from a political point of view to forward to a Committee the question of the non-permanent seats without at the same time forwarding the two other questions to it.

No confusion should arise between two distinct questions: that of the increase from six to nine of the non-permanent Members of the Council and that of the regulations to be applied by the Assembly to the election of those non-permanent members.

This latter question was to be forwarded to the First Committee, which would probably find an opportunity of presenting a report containing its own proposals to the Assembly.

To sum up, the direct procedure was necessary. The Assembly's freedom of discussion would remain intact. He hoped that the Assembly would accept the views of its General Committee.

He would make a few short observations on the substance of the question.

The admission of Germany to the League of Nations had always been, in his view, a vital necessity. This feeling was strengthened each year; nobody any longer disputed it. In this lay one of the most striking proofs of the formidable impulse which the constitution of the League of Nations had given to peace, arbitration and conciliation.

When Germany had been received into the League of Nations, one of the desires which was dearest to the Swiss people would have been achieved.

The attribution of a permanent seat to Germany was also one of those ideas which had affected the general public with the force of an elementary truth. The question whether it was a good thing for the Covenant to lay down that, in the case of the Great Powers, the seats should be permanent was open to discussion.

The discussion on that subject, closed for the moment, might perhaps be re-opened at a more or less distant future. The reasons for and against permanent seats held by the great Powers were about equally balanced. Whatever might happen with regard to this question, it was obvious that if permanent seats were granted to great Powers, and if Germany were unquestionably a great Power, she could not enter the League of Nations except on the understanding that she would receive a permanent seat on the Council. On the other hand, when it was a question of increasing the non-permanent seats, the matter was different. That question might be open to controversy. He was only too well aware of the reasons militating against the increase of non-permanent seats or, at any rate, against an exaggerated increase of those seats. He had the honour of presiding over the Committee for studying the Composition of the Council. He had considered it to be his duty, since that Committee had been empowered to examine all the aspects of the problem, to indicate what in his view were the reasons which militated against an increase.

First there was the danger that the Council, being too numerous, would be tempted to concentrate power to an

pouvoir et de faire que l'Assemblée, sans que d'ailleurs la volonté du Conseil y soit pour quelque chose, soit diminuée dans son importance et dans son autorité.

Il faudra veiller à ce que si, comme il est à espérer, le nombre des sièges permanents est augmenté, la souveraineté de l'Assemblée soit toujours respectée car on ne pourra jamais oublier que c'est dans l'Assemblée, surtout quand elle est unanime, que palpite le pouls du monde.

L'autre raison est qu'un Conseil trop nombreux, étant donné que cet organisme est régi par la règle de l'unanimité, risque de se trouver entravé dans son fonctionnement et dans ses œuvres.

Mais il y a aussi des raisons très graves et, à l'heure actuelle, décisives à ses yeux qui militent en faveur de l'augmentation.

La principale est qu'il faut tenir, à l'avenir, un compte plus équitable des intérêts des continents. L'Amérique latine n'a pas de siège permanent; on sait qu'il n'a pas été possible de satisfaire au vœu d'un des Etats de ce continent. Il semble juste que, du fait que ce continent n'a pas de siège permanent, on soit large à son égard dans l'attribution de sièges non permanents et c'est la raison pour laquelle la Commission d'études, d'abord, le Conseil, ensuite, ont proposé et proposent de donner trois sièges non permanents à l'Amérique latine.

Il a pu être constaté, en outre, au cours des années passées, combien il était pénible pour l'Assemblée de se voter chaque année à elle-même une recommandation l'invitant à tenir compte des grandes divisions géographiques du monde, et de se trouver chaque fois dans l'impossibilité morale de remplir l'obligation qu'elle s'était ainsi imposée. Ainsi, a-t-on vu un grand Etat de l'Asie éloigné du Conseil, au moment même où chacun était persuadé qu'il était bon qu'il y fût représenté.

La deuxième raison qui milite en faveur de l'augmentation des sièges est la nécessité de concilier le principe du roulement, en vertu duquel tous ou presque tous les Etats de l'Assemblée pourront arriver un jour à siéger dans le Conseil, avec le besoin qui peut exister, qui existe, qui a existé, de tenir compte des contingences politiques, des services rendus, des aspirations de certains Etats dans des circonstances particulières.

C'est pourquoi la Commission d'études et le Conseil, en même temps qu'ils ont proposé d'augmenter le nombre des sièges non permanents, ont recommandé également l'idée d'accomplir le roulement en apportant, par un vote acquis aux deux tiers de l'Assemblée, des exceptions au principe d'après lequel un Etat qui a terminé sa période de réélection au Conseil n'est plus rééligible.

Enfin, la troisième raison qui, en dehors de tous les motifs d'ordre théorique, milite en faveur de l'augmentation des sièges non permanents, la raison qui, pour l'homme politique, est décisive, est qu'il fallait dénouer la crise. Et s'il était nécessaire à cet effet de sacrifier quelques-unes de ses préférences, de ses opinions, il ne fallait pas hésiter pour arriver à ce résultat, à faire ce sacrifice sur l'autel du bien commun.

Il est, en effet, un proverbe que l'on peut appliquer également ici: «*Primum vivere, deinde philosophari*». On peut discuter à perte de vue sur la meilleure constitution du Conseil, mais la meilleure solution sera toujours celle qui réunit l'unanimité des opinions au sein de l'Assemblée.

La bonne volonté et l'esprit de conciliation, qui ont triomphé dans la Commission d'étude, puis dans le Conseil, triompheront, le représentant de la Suisse l'espère. Ce jour sera un jour historique. Les discussions sur l'organisation intérieure de la Société des Nations cesseront pour un temps. La Société pourra vouer son effort aux tâches positives qui l'attendent: la collaboration internationale dans tous les domaines, la codification du droit, le développement des moyens pacifiques pour résoudre les conflits, le désarmement, etc. L'œuvre de Locarno sera enfin assurée dans son existence et dans son efficacité.

Oui, le ciel de cette Europe a été, pendant plusieurs années, ravagé par la douleur et assombri par l'inquiétude. Que Dieu veuille enfin lui restituer, par la Société des Nations, la lumière épandue de la paix et de la justice!

M. LOUDON (Pays-Bas) déclare qu'il ne peut y avoir de divergence sur l'admission de l'Allemagne, cette proposition ayant déjà été votée à l'unanimité par la Commission de l'Assemblée extraordinaire du mois de mars dernier.

excessive extent in its own hands and thus cause the Assembly to lose in importance and authority, though this action on the part of the Council would be involuntary.

It would be necessary to take precautions to ensure that in the event, as he hoped, of the number of permanent seats being increased, the sovereignty of the Assembly should always be respected, for it should never be forgotten that the Assembly, especially when it was unanimous, was the vital organ. Another reason was that too numerous a Council, in view of the fact that it was bound by the unanimity rule, might find its activity and its work impeded.

There were, however, very grave reasons which, in his view, militated in favour of an increase at the moment. The principal of these was that a more just account could be taken in future of the interests of continents. Latin America possessed no permanent seat, and the Assembly was aware that it had not been possible to satisfy the desires of the States belonging to that continent. It seemed only just that, in view of the fact that such a continent did not have a permanent seat, it should be generously treated in the matter of the attribution of non-permanent seats, and it was for that reason that the Committee which had studied the composition of the Council in the first instance, and the Council in the second, had proposed that three non-permanent seats should be granted to Latin America.

During past years, it could not have failed to be noticed how unfortunate it was that the Assembly should each year have passed a recommendation in favour of taking into account the principal geographical divisions of the world and should then have found itself faced each time with the moral impossibility of fulfilling the obligations which it had imposed upon itself. A great Asiatic State had in this manner been removed from the Council at a moment when the whole Assembly had been persuaded that it would have been good for it to have been represented upon it.

The second reason in favour of an increase was the necessity of combining the principle of rotation, by means of which all, or nearly all, States represented in the Assembly might one day hold a seat on the Council, with the need which might arise, or which had arisen, of taking account of the political interests of certain countries and of the aspirations of certain States placed in particular circumstances.

It was for that reason that the Committee which had studied the composition of the Council and the Council itself, while they had proposed to increase the number of non-permanent seats, had also recommended that a certain degree of suppleness should be introduced into the system of rotation by making exceptions, subject to a two-thirds majority vote of the Assembly, to the principle according to which a State, once it had ended its second period on the Council, was no longer re-eligible.

Finally, the third reason, which took precedence of all theoretical reasons, and which was decisive so far as the politician was concerned, was that it had been necessary to solve the crisis. If, to secure this end, it was necessary to sacrifice individual preferences, there could be no hesitation in making this sacrifice on the altar of the common good: *Primum vivere, deinde philosophari*. The best solution would always be that which met with unanimous approval in the Assembly.

The good-will and the spirit of conciliation which had triumphed in the Committee which had studied the composition of the Council and which had triumphed in the Council itself would, he hoped, triumph in the Assembly. The occasion would be historic. Discussions regarding the internal organisation of the League would cease for a certain time. The League would be able to devote its efforts to the positive work which awaited it: international co-operation in all fields, codification of law, the development of possible means for solving conflicts, disarmament, etc.; the work of Locarno would finally be assured of effective fulfilment. The sky of Europe had been for several years clouded and overcast. He would express the pious hope that God, through the League of Nations, would finally restore to it the all-pervading light of peace and justice.

M. LOUDON (Netherlands) said that there could be no dispute as to the admission of Germany, as this proposal had been unanimously adopted by a Committee of the Special Session of the Assembly which had met in March.

Il ne soulèvera pas non plus d'objection relativement au second point. Il estime cependant que c'est une erreur de lier la question du siège permanent de l'Allemagne, — que personne ici ne désire lui refuser — et la question de l'augmentation du nombre des sièges non permanents, point sur lequel les avis sont partagés. Cette procédure force la main à l'Assemblée et, tout en s'y soumettant dans le seul but d'éviter de nouvelles complications, l'Assemblée a le droit et le devoir d'en exprimer son profond désappointement.

La Hollande est le seul pays qui, en septembre 1922, ait voté contre l'augmentation du nombre des Membres du Conseil; sa délégation avait alors demandé quelles garanties on aurait qu'une autre année on ne voudra pas modifier encore la composition du Conseil pour tenir compte des circonstances politiques changeantes.

Les objections à l'augmentation du nombre des Membres du Conseil ont été clairement exposées devant la Commission spéciale par M. Scialoja, M. Sjöberg et M. Lebreton. Ces derniers, cependant, par esprit de conciliation et pour trouver une solution à la crise actuelle, se sont finalement ralliés au compromis proposé.

La délégation néerlandaise maintient toutes ses objections antérieures à l'élargissement du Conseil, et elle ne se rallie à l'arrangement proposé que dans l'unique but d'aplanir les difficultés qui ont surgi.

Elle se réjouit d'ailleurs, comme l'Assemblée tout entière, du fait que ce jour même l'application du principe de l'universalité, indispensable à l'évolution de la Société des Nations, aura fait un grand pas en avant par l'admission dans la Société de l'une des grandes Puissances.

Le Dr NANSSEN (Norvège) déclare que le Gouvernement norvégien est heureux de la perspective qui s'offre de l'entrée prochaine de l'Allemagne dans la Société, et reconnaît volontiers que ce résultat sera dû à l'œuvre du Comité spécial. Le Gouvernement norvégien se rend compte des difficultés immenses qu'a dû surmonter cette Commission, et du fait que la situation a été beaucoup améliorée par ses discussions et par les méthodes de publicité qu'elle a employées. Toutefois, on s'est quelque peu écarté des bonnes méthodes constitutionnelles de la Société des Nations. Il n'est pas constitutionnel que le Conseil ait décidé d'admettre parmi ses Membres permanents un Etat qui ne faisait pas encore partie de la Société. Le Gouvernement norvégien se réjouit de cette décision, mais celle-ci n'est évidemment pas compatible avec les termes stricts de l'article 4 du Pacte. De même, le Gouvernement norvégien regrette la proposition faite par le Bureau de joindre la question du siège permanent de l'Allemagne et celle de l'augmentation du nombre des sièges non permanents, et de discuter ces deux questions sans les renvoyer préalablement et normalement à une Commission. L'explication qui a été donnée ne semble pas concluante. La délégation norvégienne regrette profondément que l'Assemblée se trouve ainsi empêchée de se prononcer sur ces propositions séparément comme elle le désire.

Les deux questions sont d'ordre tout à fait différent. L'attribution d'un siège permanent à l'Allemagne a toujours paru à tous les membres de l'Assemblée une mesure juste et inévitable. L'augmentation du nombre des sièges non permanents est chose totalement différente. C'est là une proposition nouvelle, dont personne n'avait entendu parler jusqu'en ce dernier mois, et sur laquelle quinze Membres seulement de la Société sur cinquante-cinq se sont trouvés dans la possibilité d'exprimer une opinion. La procédure suggérée comporte une atteinte à la pleine liberté des membres de l'Assemblée, et si on pouvait invoquer cette procédure comme un précédent, cela pourrait constituer une menace très sérieuse pour le bon fonctionnement futur de la Société.

M. LÖFGREN (Suède) se voit obligé, par principe, de formuler certaines réserves quant à la procédure proposée, bien que, dans les circonstances actuelles, il ne tienne pas à ce qu'il soit procédé à un vote sur cette question.

Il se permet de remarquer que l'attribution à l'Allemagne d'un siège permanent au Conseil n'a, au point de vue de la procédure, aucun rapport matériel avec la création de nouveaux sièges permanents. L'admission de l'Allemagne à titre de Membre permanent du Conseil a, dès le début, été posée comme condition *sine qua non* de son entrée dans la Société, et cette condition était en fait déjà acceptée par tous les Membres de la Société.

D'autre part, la création de trois nouveaux sièges non permanents n'a pas jusqu'ici été examinée par l'Assemblée. Des

Nor would he raise any objection as regarded the second point. He thought, however, that it was a mistake to connect the question of a permanent seat for Germany, to which no one desired to raise any objection, with the question of the increase of the non-permanent seats on the Council, in regard to which opinions were divided. This procedure forced the hands of the Assembly, and it was the right and duty of the Assembly, in accepting it with the sole object of avoiding further complications, to express its deep disappointment.

The Netherlands had been the only country which in September 1922 had voted against an increase in the number of the Members of the Council, and she had asked on that occasion what guarantees there would be in future that the composition of the Council would not again be altered to correspond with changing political circumstances.

The objections to increasing the number of Members of the Council had been clearly submitted in the Special Committee by M. Scialoja, M. Sjöberg and M. Lebreton. These Members of the Committee, however, had finally assented to the proposed arrangements in a spirit of conciliation and in order to find a solution for the present crisis.

The Netherlands delegation maintained her previous objections to enlarging the Council, and consented to the proposed arrangement with the sole object of meeting the difficulties which had arisen.

She rejoiced, however, with the Assembly as a whole that the application of the principle of universality, which was indispensable to the evolution of the League of Nations, would that day make a great step in advance by the admission to the League of one of the great Powers.

Dr. NANSSEN (Norway) said that the Norwegian Government was glad that there was a near prospect of Germany entering the League, and recognised that this prospect was due to the work of the Special Committee. It realised that immense difficulties had been overcome by that Committee, and that the situation had been greatly improved owing to its discussions and the methods of publicity which it had employed. Serious departures, however, had been made from the proper constitutional methods of the League. It was constitutionally incorrect that the Council should have decided to admit to a permanent seat a State which was not at the moment a Member of the League. The Norwegian Government rejoiced in that decision, but it was admittedly not consistent with the strict terms of Article 4 of the Covenant. The Norwegian Government similarly regretted the proposal of the General Committee of the Assembly that the question of the permanent seat for Germany and the increase in the non-permanent members should have been connected and should both have been dealt with without the usual reference to a committee.

The explanation given did not seem to be conclusive. The Norwegian delegation deplored that the Assembly was thereby prevented from voting on these proposals separately as it desired.

The two questions were on an entirely different footing. The allocation to Germany of a permanent seat on the Council had always seemed to practically every Member of the League right and inevitable. The increase in the number of non-permanent members of the Council was a wholly different matter. It was a new proposal which had not been advanced until a few months previously, and which only fifteen out of fifty-five Members of the League had as yet had any opportunity of discussing. The suggested procedure involved an infringement of the full liberty of the members of the Assembly, and, if accepted as a precedent, might seriously threaten the future good working of the League.

M. LÖFGREN (Sweden) said he felt, as a matter of principle, obliged to formulate reserves as to the procedure, although, in the circumstances, he did not insist that a vote should be taken on the subject.

He would point out that the attribution to Germany of a permanent seat on the Council had from the point of view of procedure no real connection with the creation of new non-permanent seats. The admission of Germany as a permanent member of the Council was recognised to be an indispensable condition of her entry into the League, and this condition had already been accepted by all the Members of the League.

The creation of three new non-permanent seats had not, however, hitherto been examined by the Assembly. Countries

Pays tels que la Suède ont eu, il est vrai, le privilège d'étudier le problème au sein de la Commission spéciale. Le membre suédois de cette Commission a, de cette manière, eu l'occasion d'exprimer des doutes sérieux quant à la sagesse d'une mesure tendant à l'augmentation du nombre des Membres du Conseil et de formuler les conditions qu'il estimait devoir poser à l'acceptation d'un projet qu'il considérait en soi comme comportant certains dangers pour l'évolution future de la Société. La délégation suédoise a accepté cet arrangement pour sauver la Société des Nations de la crise la plus grave de sa courte existence.

Les Membres de la Société qui n'ont pas participé aux travaux de la Commission spéciale ne devraient pas être privés de leur droit de délibérer de ce problème vital conformément à la procédure habituelle de la Société des Nations, et la question de l'augmentation du nombre des sièges non permanents aurait dû être renvoyée à une Commission comme une proposition distincte.

Le délégué de la Suède exprime l'espoir que cette dérogation à la procédure établie ne constituera pas un précédent pour l'avenir.

Le PRÉSIDENT rappelle que le Bureau de l'Assemblée propose que l'article 3 de l'ordre du jour soit renvoyé à la première Commission. L'article 3 est ainsi conçu :

« Examen des propositions faites par la Commission chargée d'étudier la question de la composition du Conseil concernant le mode d'élection des Membres non permanents du Conseil et le régime de leurs mandats. »

L'Assemblée décide à l'unanimité de renvoyer cette question à la première Commission.

Le PRÉSIDENT invite ensuite l'Assemblée à décider si elle abordera la discussion immédiate des articles 1 et 2.

L'Assemblée se prononce pour la discussion immédiate des articles 1 et 2.

Le PRÉSIDENT met aux voix l'article 1 ainsi conçu :

« Examen du rapport de la première Commission de l'Assemblée extraordinaire sur la demande d'admission dans la Société des Nations, adressée par le Gouvernement allemand. »

Il rappelle qu'aux termes du paragraphe 2 de l'article 1 du Pacte, l'Assemblée doit se prononcer sur l'admission de l'Allemagne à la majorité des deux tiers.

A la suite du vote, qui a lieu par appel nominal, l'admission de l'Allemagne dans la Société des Nations est approuvée à l'unanimité des 48 Etats prenant part au vote.

Le PRÉSIDENT se félicite de la décision que vient de prendre l'Assemblée. Cette décision donne raison à ceux qui, en mars dernier, ne se sont pas découragés malgré les difficultés que tous ont déplorées. Par ce vote, l'Assemblée a accompli une des tâches les plus nécessaires, les plus délicates et les plus importantes pour l'avenir de la Société des Nations. Il est certain d'être l'interprète des sentiments de l'Assemblée en exprimant le souhait de voir les représentants de l'Allemagne prendre place le plus tôt possible dans l'Assemblée.

Le PRÉSIDENT met aux voix l'article 2 ainsi conçu :

« Examen de la résolution adoptée par le Conseil le 4 septembre 1926, concernant :

- « a) La désignation de l'Allemagne comme Membre permanent du Conseil ;
- « b) L'augmentation du nombre des sièges non permanents, qui seront portés à 9. »

Il rappelle que, conformément au paragraphe 2 de l'article 4 du Pacte, cette proposition peut être approuvée à la majorité simple.

A la suite du vote, qui a lieu par appel nominal, la désignation de l'Allemagne comme Membre permanent du Conseil et l'augmentation de 6 à 9 du nombre des sièges non permanents sont approuvées à l'unanimité des 48 Etats prenant part au vote.

like his own had, it was true, had the privilege of studying the problem in the Special Committee. The Swedish delegate on that Committee had thus had an opportunity of expressing serious doubts as to the wisdom of increasing the number of Members on the Council and of defining the conditions which it felt it necessary to attach to the acceptance of a scheme which it regarded in itself as involving certain dangers for the future development of the League. The Swedish delegation accepted this arrangement in order to rescue the League of Nations from the gravest crisis so far encountered in its short existence.

The Members of the League which had not participated in the work of the Special Committee should not be deprived of their right to discuss this vital problem in conformity with the habitual procedure of the League of Nations, and the question of the increase of the number of the non-permanent seats should have been referred to a committee as a distinct proposal.

He hoped that the present exception which was being made to the ordinary procedure would not constitute a precedent for the future.

The PRESIDENT said that the General Committee of the Assembly was proposing that question (3) of the agenda should be referred to the First Committee. Question (3) was as follows:

“Consideration of the proposals made by the Committee instructed to study the question of the composition of the Council as regards the method of election and tenure of the non-permanent seats.”

The Assembly unanimously decided to refer this question to the First Committee.

The PRESIDENT said that the Assembly was next asked to decide whether it should discuss immediately items (1) and (2).

The Assembly decided upon the immediate discussion of items (1) and (2).

The PRESIDENT proposed that a vote should be taken upon item (1). This item was as follows:

“Consideration of the Report of the First Committee of the Special Assembly on the Request of the German Government for Admission to the League of Nations.”

He pointed out that, under paragraph 2 of Article 1 of the Covenant, the Assembly would have to decide on the admission of Germany by a majority of two-thirds.

A vote was taken by roll-call, as a result of which the admission of Germany into the League of Nations was unanimously approved by the forty-eight States participating in the vote.

The PRESIDENT said he would venture to congratulate the Assembly on the decision which it had just taken. It justified those who in March had not allowed themselves to be discouraged in spite of the difficulties which everyone had deplored. By means of this decision, the Assembly had accomplished a most necessary, delicate, and important achievement for the future of the League of Nations. He would, on behalf of the Assembly, express the desire that the representatives of Germany would as soon as possible take their place in the Assembly.

The PRESIDENT proposed that a vote should be taken upon item (2). This item was as follows:

“Consideration of the resolution adopted by the Council on September 4th, 1926, in regard to:

- “(a) The nomination of Germany as a permanent Member of the Council;
- “(b) The increase to nine of the number of non-permanent seats on the Council.”

He pointed out that this proposal would need to be approved by a simple majority in conformity with Article 2, paragraph 4, of the Covenant.

A vote was taken by roll-call, as a result of which the nomination of Germany as a permanent Member of the Council and the increase to nine of the number of non-permanent seats in the Council was unanimously approved by the forty-eight States participating in the vote.

Composition du Bureau de l'Assemblée.

Le PRÉSIDENT expose que le Bureau a décidé de proposer à l'Assemblée d'adjoindre au Bureau, comme l'année précédente, le président de la Commission de l'ordre du jour.

La proposition est adoptée.

IV. CINQUIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue à la Salle de la Réformation le mercredi 8 septembre 1926, à 16 heures.

Maintien de l'ordre dans la Salle d'Assemblée.

Le PRÉSIDENT fait les communications suivantes:

1. « Le rez-de-chaussée de la salle, à l'exception des sièges réservés au fond, sera affecté exclusivement aux délégués, délégués suppléants, experts, conseillers, secrétaires et membres du Secrétariat. Le public ou les membres des familles des personnes susmentionnées ne seront pas autorisés à y pénétrer. »

2. « Conformément à la pratique suivie dans les parlements nationaux, aucun applaudissement ne sera toléré dans les galeries réservées à la presse et au public. »

Il se permet d'insister pour que le public s'abstienne de se livrer à toute démonstration du genre de celles auxquelles il a fait allusion dans sa seconde communication.

Rapport sur l'œuvre du Conseil et sur le travail du Secrétariat.

Le comte MOLTKE (Danemark) constate qu'il a toujours été permis d'exprimer de la confiance en l'œuvre de la Société en dépit des nuages qui ont pu obscurcir les premières années de son existence.

Il désire en premier lieu rappeler la solution du conflit gréco-bulgare au mois d'octobre 1925. Ce conflit avait éclaté le 19 octobre; neuf jours après, l'incident était clos et la menace contre la paix se trouvait écartée, grâce à l'autorité déjà acquise par la Société et par le Conseil, à la promptitude de l'action du Conseil et à la bonne volonté des deux gouvernements en litige.

Il désire mentionner ensuite la solution apportée aux questions de frontière entre la Turquie et l'Irak au sujet de Mossoul. Il rappelle à l'Assemblée les utiles efforts faits par le Conseil, l'avis consultatif donné par la Cour permanente de Justice internationale le 21 novembre 1925, enfin, l'accord conclu entre la Grande-Bretagne, l'Irak et la Turquie, accord auxquels auront applaudi tous les amis de la paix.

Le représentant du Danemark insiste spécialement sur l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations, car c'est là une occasion en laquelle on peut légitimement exprimer la joie profonde que l'on ressent d'un événement si longtemps attendu. L'entrée de l'Allemagne est une nécessité vitale pour le développement de la Société, et elle permet d'envisager avec confiance la réalisation de sa politique d'apaisement et de collaboration.

Il convient d'observer que la Société joue un rôle toujours plus considérable dans les débats des Parlements des États membres. Ces débats ont servi à féconder l'œuvre de la Société au sein même de ces États, de même que l'œuvre individuelle de ces États, ou de groupements d'États, dans tel ou tel domaine politique, vient féconder les idées fondamentales de la Société. Une telle œuvre trouve des garanties de durée dans la permanence même de la Société; c'est là l'un de ses incontestables mérites. Même lorsque telle ou telle proposition n'a pu aboutir sous sa forme primitive, la discussion a pu néanmoins être continuée grâce au caractère permanent de la Société.

Le délégué du Danemark désire ensuite rappeler l'œuvre accomplie par son pays en faveur de la paix suivant sa politique traditionnelle. Le 25 septembre 1925, l'Assemblée avait voté une résolution attirant l'attention sur l'avantage que pourrait présenter la conclusion de conventions particulières d'arbitrage ou de règlement judiciaire. La conclusion de telles conventions est avantageuse non seulement pour les États qui les concluent, mais encore pour la Société elle-même, car ils favorisent le développement des grands buts que s'est proposée la Société et qui peuvent être résumés dans cette formule: arbitrage, sécurité, réduction des armements. Le Gouvernement danois, au cours de l'année dernière, a procédé à une révision efficace

Composition of the General Committee.

The PRESIDENT said that the General Committee had decided to recommend that the Chairman of the Agenda Committee should, as last year, sit on the General Committee.

The proposal was adopted.

IV. FIFTH PLENARY MEETING

held at the Salle de la Réformation on Wednesday, September 8th, 1926, at 4 p.m.

Maintenance of Order in the Assembly Hall.

The PRESIDENT made the following communications:

1. "The ground floor of the Assembly Hall, except the reserved seats at the back, is intended exclusively for delegates, substitute delegates, experts, advisers, secretaries and members of the Secretariat. The public or members of the families of the persons mentioned above will not be admitted to this part of the Hall."

2. "In conformity with the practice followed in national Parliaments, no applause will be allowed in the galleries reserved for the Press and for the public."

He urged the public to abstain from any demonstration such as were alluded to in the second of these communications.

Report on the Work of the Council and the Secretariat.

Count MOLTKE (Denmark) said that it had always been possible to have confidence in the League despite the clouds which had overshadowed the first years of its existence. The work of the past year especially merited such confidence.

He would refer first of all to the solution of the Greco-Bulgarian dispute in the month of October 1925. The dispute had occurred on October 19th, and nine days later the incident had been closed and the threat to peace had disappeared, thanks to the authority which the League and the Council possessed, the promptitude of its action and the goodwill displayed by the two Governments concerned.

Secondly, he would refer to the solution given to the questions of the frontier between Turkey and Iraq at Mosul. He would remind the Assembly of the useful efforts of the Council, the advisory opinion of the Permanent Court of International Justice of November 21st, 1925, and finally the agreement between Great Britain, Iraq and Turkey, which had just been concluded to the great gratification of all friends of peace.

He would refer especially to the entry of Germany into the League of Nations, for this was a legitimate occasion on which to express profound joy at an event so long awaited. The entry of Germany was of vital necessity for the development of the League, and would enable it to face confidently its task of putting into practice its policy of peace and conciliation.

It was to be noticed that the League played an increasingly large part in the debates of the parliaments of the various nations. These debates had served to foster the work of the League within those States, just as the individual work of those States or groups of States in particular fields of policy had fostered the fundamental ideas of the League.

The permanent character of the League was a guarantee of the continuation of such work, and this was one of its incontestable merits. Even if a particular proposal was not finally adopted in its original form, yet, thanks to its permanent nature, the League could always continue to discuss it.

He would next refer to the traditional policy of Denmark and the work she had accomplished in the service of peace. The Assembly had adopted on September 25th, 1925, a resolution drawing attention to the advantage of concluding individual conventions for arbitration and the judicial settlement of disputes. The conclusion of such conventions was of benefit not only to the States which concluded them but also to the League itself, for they facilitated the development of the main objects of the League, which could be summed up in the formula: arbitration, security and reduction of armaments. The Danish Government had in the past year effectually revised its system of arbitration treaties. Denmark belonged

de son système de traités d'arbitrage. Le Danemark appartient au groupe des pays qui, les premiers, ont adhéré au mouvement d'arbitrage et il a toujours été prêt à conclure des conventions sur les bases les plus larges. C'est ainsi que le traité danono-nerlandais du 12 février 1904 est le premier traité d'arbitrage sans réserve qui ait jamais été conclu.

Au cours de l'année écoulée, le Gouvernement danois a poursuivi des négociations avec un certain nombre d'Etats au sujet de la conclusion de conventions d'arbitrage obligatoire. Les négociations entre le Danemark et les pays du Nord, la Pologne, l'Allemagne et la France, ont déjà abouti à un résultat positif. Il tient à rendre hommage à l'esprit de loyale coopération que son pays a trouvé chez tous les gouvernements en question. Le Gouvernement danois continue ses négociations avec d'autres pays dans le but de donner une plus ample application encore à la résolution de l'Assemblée de 1925. Il s'opère en ce moment un mouvement considérable en faveur de l'arbitrage obligatoire, et le Danemark le salue de tout cœur comme un grand bien pour les Etats intéressés.

La nouvelle conscience à laquelle s'est éveillé le monde est la condition indispensable de la réussite des travaux de la Société, et le Danemark désire pouvoir continuer sa politique de coopération à la fois limpide et persévérante.

M. URRUTIA (Colombie) désire exprimer le profond regret qu'inspire à son pays la décision du Brésil de se séparer de la Société des Nations, ainsi que l'absence de l'Espagne de la présente session. Il est convaincu que ces regrets sont partagés par toutes les délégations américaines présentes. Il n'est pas en Amérique un seul pays qui n'entretienne avec le Brésil d'étroites et cordiales relations d'amitié. Quelques-uns, la Colombie par exemple, sont unis à cet Etat, non seulement par le voisinage géographique et par des intérêts communs, mais aussi par des traditions et un idéal analogues. Le Brésil s'est toujours attaché, pour sa part, à développer ces rapports avec les républiques sœurs sur la base du respect du droit et dans un esprit éminemment pacifique. Nul ne peut oublier le rôle joué par le Brésil à la deuxième Conférence de la Paix à la Haye, ni sa coopération brillante à l'œuvre de la Société des Nations.

La coopération de l'Espagne à cette institution a été également précieuse. Le vide produit par son absence est regretté par tous, mais particulièrement par les délégués des pays de même race et de même langue, unis à l'Espagne par des liens moraux indestructibles et qui s'enorgueillissent avec elle de son passé glorieux. Il sera difficile de résoudre aucun problème concernant toute une race et toute une civilisation, dans l'absence de la nation qui a le mieux représenté cette civilisation.

Il souhaite que les places aujourd'hui vides ne le restent pas indéfiniment; et il espère que l'on formera des vœux fervents pour que l'on trouve les moyens d'assurer l'universalité de la Société, condition nécessaire à son développement et même à son existence. Il est à espérer qu'un effort constant pour la mise en pratique des principes du Pacte pourra donner à la Société des Nations une force morale suffisante pour attirer dans son sein toutes les nations et pour créer entre elles et la Société des liens assez vigoureux pour qu'ils ne puissent être ébranlés à l'avenir par des vicissitudes semblables à celles qui privent aujourd'hui l'Assemblée de la présence de l'Espagne et du Brésil.

S. A. le Maharajah de KAPURTHALA (Inde) rappelle que d'autres princes indiens, entre autres le Maharajah Jam Sahib de Nawanagar et les Maharajahs de Bikaner et de Patiala, ont assisté à l'Assemblée et ont expliqué l'intérêt qu'éprouve les masses populaires de l'Inde pour les buts et pour l'œuvre de la Société. L'Inde se compose de peuples de différentes races et de différentes religions, parlant des langues absolument différentes d'une région à l'autre du pays. Les deux cinquièmes de la péninsule de l'Inde toute entière et le cinquième de sa population sont gouvernés par les princes et les chefs indiens, sous la suzeraineté et la protection de Sa Majesté le roi, empereur des Indes. Ils sont absolument indépendants en tant qu'il s'agit de l'administration intérieure de leurs Etats. Le droit indo-britannique n'est pas en vigueur sur leurs territoires; les hautes cours de justice de l'Inde britannique n'exercent aucune juridiction sur leurs sujets. Les princes ressentent profondément l'honneur et la responsabilité qui leur incombe du fait de se trouver parmi les représentants de l'Inde à l'Assemblée et d'avoir la possibilité, en tant qu'administrateurs en exercice, d'apporter leur expérience personnelle à la somme commune de connaissances.

Les princes de l'Inde ont plus d'occasions de faire connaître parmi leurs peuples les buts élevés de la Société que d'autres

to that group of countries which had been among the first to adhere to the arbitration movement, and she had always been ready to conclude conventions on the widest basis. Thus the Danish-Dutch Treaty of February 12th, 1904, was the first arbitration treaty ever concluded which contained no reservations whatever.

The Danish Government had been carrying on throughout the past year negotiations with a certain number of States concerning the conclusion of compulsory arbitration conventions. Negotiations between Denmark, the northern countries, Poland, Germany and France had been successfully prosecuted. He would pay a particular tribute to the spirit of loyal co-operation displayed by the Governments of those countries.

The Danish Government was continuing its negotiations with the hope of still further fulfilling the resolution of the Assembly of 1925. There was a general movement in favour of compulsory arbitration, and Denmark wholeheartedly welcomed it, being convinced of its great utility.

The new consciousness which had been born in the world was the essential condition of the League's work, and Denmark desired to continue its policy of clear-sighted and persevering co-operation.

M. URRUTIA (Colombia) wished to express the profound regret of his country at the decision taken by Brazil to leave the League of Nations, as well as the absence of Spain from the present session. He felt sure that such a feeling was shared by all the American delegates present. All countries in America were in the closest and most cordial relationship with Brazil. Some, such as Colombia, were united to that State, not only by geographical neighbourhood and common interests but also by similar traditions and ideals. Brazil had always been careful to develop this relationship with its sister republics on the basis of respect for law and in a peaceful spirit. He would refer to the part played by Brazil at the Second Peace Conference at The Hague and its brilliant co-operation in the work of the League.

The co-operation of Spain in the League was also most valuable. Her empty place would be regretted by all, but especially by the delegates of countries belonging to the same race and language, for these countries were united to Spain by moral bonds impossible to destroy and shared with her a common pride in the glorious past. It would be difficult to solve any problems interesting a whole race and a whole civilisation in the absence of the nation which was the best representative of that civilisation.

He hoped that the places now empty would not remain so indefinitely, and trusted that the most fervent wish would be expressed that means would be found to ensure the universality of the League—a necessary condition not only to its development but even to its existence. It was to be hoped that by a constant effort to practise the precepts of the Covenant the League of Nations would acquire a moral force sufficient to draw all nations to itself and create too strong a bond between them to make it possible for passing vicissitudes, such as those which had deprived the Assembly of the presence of Spain and Brazil, to be of any effect in the future.

His Highness the MAHARAJAH OF KAPURTHALA (India) said that other Indian Princes, among them the Maharajah Jam Sahib of Nawanagar and the Maharajahs of Bikaner and Patiala, had attended the Assembly and had explained the interest of the masses of India in the ideals and work of the League. India was composed of people of different races and creeds, speaking languages entirely different in the different parts of the country. Two-fifths of the entire Indian Peninsula and one-fifth of its population were ruled by the Indian Princes and Chiefs under the suzerainty and the protection of His Majesty the King Emperor. They were absolutely independent in the internal administration of their States. The British-Indian law was not in force in their territories; the High Courts of Justice in British India had no jurisdiction over their subjects. The Princes keenly felt the honour and responsibility of being included among the representatives of India at the Assembly, and, as practical administrators, of being allowed to bring their personal experience as a contribution to the common stock.

The Indian Princes had better opportunities of diffusing the aims of the League amongst their people than others who were

représentants n'occupant pas la même situation. Grâce à la diffusion de l'éducation, grâce aux connaissances et à l'expérience procurées par les voyages en pays étrangers, l'Inde s'éveille à un esprit nouveau de nationalité qui, avec la direction et l'appui amicaux du Gouvernement britannique, atteindra, en un jour qui n'est pas lointain, il l'espère profondément, son noble but. C'est-à-dire que l'Inde deviendra une nation unie dans un pays autonome, comme ses sœurs les Dominions du Canada, de l'Australie et de l'Afrique du Sud.

L'Inde a suivi avec intérêt les efforts incessants du Conseil et de l'Assemblée pour trouver les moyens de réaliser les nobles buts de la sécurité, de l'arbitrage et de la réduction des armements; elle a été témoin de leur zèle en vue de hâter la mise en pratique des plans de restauration économique et financière des pays qui avaient été frappés le plus lourdement à la suite de la guerre. Plusieurs Indiens ont été associés à l'œuvre des organisations de la Société, en particulier sir Jagadis Bose, de la Commission de coopération intellectuelle, sir Muhammad Rafique, du Comité d'experts pour la codification du droit international, et sir Atul Chatterjee, de la Commission préparatoire pour la Conférence économique.

L'Inde est représentée au Conseil d'administration de l'Organisation du Travail depuis 1923, en qualité d'une des huit nations industrielles les plus importantes du monde, et ses représentants ont assisté aux conférences sur le transit et les communications, sur les douanes, sur les passeports, sur l'opium, sur la traite des femmes et des enfants et sur le trafic des armes. Douze conventions internationales importantes, conclues sous les auspices de la Société, ont été ratifiées au nom de l'Inde, sans parler des conventions particulières du travail conclues par l'entremise de l'Organisation internationale du travail.

La récente législation indienne du travail comprend la loi sur les usines de l'Inde et la loi sur les mines de l'Inde, qui limitent le nombre des heures de travail hebdomadaires, conformément à la Convention du travail de Washington, et qui assurent aux mineurs le repos hebdomadaire de vingt-quatre heures, conformément à la Convention du travail de Genève de 1921.

Comme conséquence de la ratification de la Convention pour la suppression de la traite des femmes et des enfants, d'importants amendements ont été introduits dans la législation criminelle en vue de protéger d'une façon plus efficace la communauté, et en particulier les mineurs, contre les crimes sexuels.

Les conférences qui ont eu lieu à Genève sur l'opium et les drogues nuisibles ont amené l'administration de l'Inde à adopter certains changements, consistant à restreindre progressivement la culture, la consommation intérieure et l'exportation de l'opium, et aussi à échanger avec d'autres pays des renseignements en vue de supprimer le trafic des drogues illicites. L'Inde a décidé de réduire ses exportations d'opium, au cours des dix années à venir, suivant une proportion donnée, si bien que ce commerce d'exportation aura au bout de dix ans absolument disparu, sauf pour des fins médicales et scientifiques. L'Inde s'efforce de collaborer intimement avec les pays voisins pour favoriser l'œuvre entreprise par le Bureau épidémiologique établi par la Société à Singapour et des docteurs ou autres praticiens des services médicaux de l'Inde participent à la recherche de la cause des maladies qui menacent l'Orient.

Les Etats indiens sont parfois en avance sur l'Inde britannique en matière de progrès social et d'instruction. Dans son propre Etat, l'instruction fait de rapides progrès pour les deux sexes. On enseigne l'anglais, le persan, l'arabe et le sanscrit; depuis quelques années, le français a même été introduit dans les classes inférieures et supérieures; son Etat est d'ailleurs le seul dans ce cas. Les méthodes hygiéniques modernes, les améliorations sanitaires et la lumière électrique ont été adoptées. Il existe une Assemblée représentative, chargée d'examiner et de discuter le budget, de proposer de nouvelles lois et de conseiller le gouvernement sur des questions sociales, agricoles ou administratives. Des Commissions centrales et provinciales ont été constituées pour s'occuper des mères et des enfants, et des sociétés philanthropiques accomplissent une œuvre louable. Le mariage n'est pas autorisé avant un certain âge, et des lois interdisent aux enfants de fumer.

Si éloignée que soit l'Inde du siège de la Société, les obligations qu'elle a assumées ont été en tous points appliquées dans le pays, particulièrement en ce qui concerne la vie sociale et industrielle. Il ne faut pas oublier que l'Inde possède une civilisation et des traditions dont elle est fière. C'est un pays profondément religieux et conservateur, qui reste étranger à beau-

différentement placée. India, with the increase in education and knowledge and experience gained by travel, was awakening to a spirit of nationalism, which, with the friendly guidance and assistance of the British Government, would, he sincerely hoped, in the not too far future achieve its glorious goal. This would mean that India would be a united nation in a self-governing country, like its sister dominions of Canada, Australia and South Africa.

India had watched with interest the unceasing efforts of the Council and the Assembly to devise some means of promoting the great ideals of security, arbitration and reduction of armaments, and its zeal in pressing forward schemes for the economic and financial reconstruction of the countries most stricken as a result of the war. Several Indians had been associated in the work of League organisation, more particularly Sir Jagadis Bose of the Committee for Intellectual Co-operation, Sir Muhammad Rafique of the Committee for Codification of International Law, and Sir Atul Chatterjee of the Preparatory Committee for the Economic Conference.

India had been represented on the Governing Body of the Labour Organisation since 1923 as one of the eight chief industrial countries of the world, and her representatives had attended conferences on Transit and Communications, Customs, Passports, Opium, Traffic in Women and Children, and Traffic in Arms. Twelve important international conventions concluded under the auspices of the League had been ratified on behalf of India, apart from special labour conventions concluded through the International Labour Organisation.

Recently labour legislation on India had included the Indian Factories Act, the Indian Mines Act, limiting weekly hours of work in accordance with the Washington Labour Convention, and securing to minors the twenty-four hour weekly rest day in accordance with the Geneva Labour Convention of 1921.

Important amendments in the penal law devised to protect the community, and particularly minors, more effectively against sexual crime had recently been adopted as a result of the ratification of the Convention for the Suppression in Traffic in Women and Children.

As a result of the Conference in Geneva on Opium and Dangerous Drugs, administrative changes, resulting in the progressive restriction of the cultivation, internal consumption and export of opium, had been introduced, together with provisions covering the exchange with other countries of information designed to check the illicit drug traffic. India had decided to reduce her export of opium by a fixed annual proportion during the next ten years, so that the export trade would be entirely extinguished, save for medical and scientific purposes, during that period.

India was closely co-operating with neighbouring countries to promote the work of the League Epidemiological Bureau at Singapore, and Indian medical officers and doctors were co-operating in research into the causes of diseases menacing the East.

Some Indian States were ahead of British India in social and educational advancement. In his State, education was making rapid strides with both sexes. English, Persian, Arabic and Sanscrit was taught, and recently French had been introduced in the lower and higher classes. In this respect his State was unique. Modern health methods, sanitary improvements and electric light had been established. A representative assembly existed for examining and discussing budgets and suggesting fresh legislation for giving advice on social, agricultural and administrative points. Central and provincial committees had been formed for maternity and child welfare, and philanthropic societies were doing useful work. Marriage among juveniles was prohibited, and laws had been passed preventing children from smoking.

Distant as India was from the seat of the League, the obligations which she had undertaken had been brought home to the people in all directions, particularly in matters affecting social and industrial life. It should not be forgotten that India possessed civilization and traditions of which she was intensely proud. She was a deeply religious and conservative

coup des innovations industrielles et politiques de l'Europe. Aussi, dans bien des cas, les problèmes sociaux et industriels de l'Inde ont été traités différemment, bien que l'on y ait mis en œuvre la plupart des réformes recommandées à Genève en ce qui concerne la vie domestique et industrielle.

Il prie donc l'Assemblée de vouloir bien étudier si à l'avenir la Société ne devrait pas prêter une attention plus particulière aux conditions et aux problèmes propres à l'Asie. Si l'on veut que l'influence et l'autorité de la Société deviennent aussi universelles que le souhaitaient les auteurs du Pacte, il faudra tenir compte davantage des différences qui existent entre les hommes et qui sont la conséquence du climat, des traditions, de la civilisation et de l'histoire. Dans l'Inde, certaines des propositions faites par les organisations de la Société ont semblé conçues suivant un modèle trop exclusivement européen, et ont paru empiéter sur la souveraineté intérieure des différents gouvernements de l'Inde. Il demande à l'Assemblée d'étudier sérieusement les moyens pratiques que l'on pourra employer pour faire comprendre aux peuples de l'Inde qu'à Genève on a la même considération pour leurs intérêts que pour les intérêts de l'Occident et qu'on les met sur un même plan. Aussi longtemps que l'Inde ne sera pas convaincue de cette idée, il sera impossible d'assurer à l'œuvre de la Société cette sympathie et cette coopération dont elle a besoin pour réussir dans sa tâche.

Il se permet d'insister particulièrement sur la prévention des maladies épidémiques: il y a là un domaine dans lequel l'aide et la sympathie de l'Occident seraient profondément appréciées des peuples de l'Orient. Si la Société peut promettre la collaboration et l'assistance des pays plus heureusement situés que les peuples de l'Asie dans la lutte quotidienne contre la peste, le choléra et autres maladies, sa cause fera de grands progrès en Orient.

En conclusion, il déclare que la délégation indienne est extrêmement désireuse de collaborer pour sa part à développer l'œuvre de la Société et à rendre son influence aussi large et aussi universelle que possible.

Le prince ARFA (Perse) remercie tout d'abord la Société des grands services qu'elle a rendus en matière d'hygiène. Son pays est profondément reconnaissant des efforts qu'elle a tentés dans ce domaine. L'Orient est ravagé par un fléau terrible et persistant, le paludisme, et c'est en réponse à un appel de la Perse que la Société a envoyé dans ce pays un spécialiste éminent, le Dr Gilmour, qu'elle a chargé d'étudier les conditions dans lesquelles se développe cette maladie. Son rapport a abouti à des résultats immédiats. Il a recommandé à la Perse de dessécher certains marais — le Gouvernement persan est sur le point de procéder à ce travail — et il a proposé à la Section d'hygiène de former des spécialistes persans, dont l'un, le Dr Scheikh, est déjà arrivé à Genève.

L'Orient est également affligé du fléau de l'opium et l'on a dû se rendre compte que la culture du pavot n'avait pas assez diminué. A la Conférence de Genève, la Perse a demandé qu'on s'attaque à la véritable base du mal et qu'il soit envoyé en Perse une commission d'enquête, subventionnée en partie par la Société, en partie par la fondation Rockefeller. Les membres de la Commission ont été les hôtes du Gouvernement persan pendant tout leur séjour. Le rapport de la Commission sera prochainement soumis à l'Assemblée. S'il lui est fait bon accueil, et si l'on aide la Perse à remplacer la culture du pavot par une autre culture, ce seront des milliers de vies sauvées, non seulement en Perse, mais dans le monde entier. Il remercie chaleureusement l'Assemblée, le Conseil et le Secrétariat de leurs bienfaisantes interventions dans ces deux domaines.

Il ne saurait être aussi optimiste en ce qui concerne les aspects politiques de l'œuvre de la Société. Il résulte un grand danger de la tendance qui se manifeste à mettre un peu de côté l'Assemblée au profit du Conseil et de ses commissions. Le Conseil ne doit pas se transformer en un Etat dans l'Etat, et ses Membres devront se rappeler qu'ils ne siègent pas au Conseil pour représenter uniquement leurs intérêts, mais qu'ils sont en somme délégués par l'Assemblée pour défendre l'intérêt supérieur de la communauté des Nations. C'est pourquoi le principe de la représentation géographique et du roulement doit être appliqué sérieusement. Un Conseil de 14 Membres d'où serait exclu le monde islamique inspirerait à l'Orient un sentiment de déception.

La Perse désire proclamer l'égalité absolue des races et des peuples, quelle que soit leur couleur, leur religion ou leur

country, to which many of the rapid industrial and political developments of Europe were entirely foreign. In many cases, therefore, the social and industrial problems of India had been dealt with on different lines, though the greater part of the reforms in industrial and domestic life recommended at Geneva had been put into practice.

He would therefore urge the Assembly to consider whether in the future more particular attention should not be paid by the League to the conditions and problems special to Asia. If the intention of the authors of the Covenant that the influence and authority of the League should be universal was to be carried out, then more account must be taken of the differences existing in mankind due to climate, traditions, civilization and history. India thought that some proposals made by League organisations too narrowly followed European models and appeared to encroach on the internal authority of the various governments in India. He would refer in more detail to such matters in committee. He asked the Assembly seriously to consider what practical method could be found whereby the peoples of India could be made to realise that their interests were appreciated and considered at Geneva to be of equal importance with the interests of the West. Until that were achieved it would be impossible to secure that whole-hearted interest and co-operation which was essential to the success of the League.

He would lay particular stress on the prevention of epidemic disease, in which the sympathy and assistance of the West would be highly valued by the East. If the League could promise the co-operation and assistance of countries more fortunately situated than the people of the East in the daily contest with plague, cholera and other diseases, the cause of the League would be greatly advanced in Eastern countries.

In conclusion he would state that the Indian delegation was eager to do its share in furthering the work of the League and in making its influence as comprehensive and world-wide as possible.

Prince ARFA (Persia) would first thank the League for the great services which it had rendered in the field of health. Persia was very grateful to its efforts in that direction. Malaria — a terrible and persistent scourge — ravaged the East, and it was in reply to Persia's appeal that the League had sent a distinguished specialist, Dr. Gilmour, to enquire into conditions regarding that disease. His report had produced immediate results. He had proposed that certain marshes in Persia should be drained — a procedure which the Persian Government was about to follow — and that the Health Section should train Persian doctors, one of whom, Dr. Scheikh, had already arrived.

The East was also afflicted with the scourge of opium, and it was realised that the cultivation of the poppy had not sufficiently diminished. Persia, at the Opium Conference, had asked that the root of the evil should be attacked, and a Committee of Enquiry had been sent to Persia, financed partly by the League and partly by the Rockefeller Foundation. The members of the Committee had been the guests of the Persian Government throughout their stay in the country. Its report would shortly reach the Assembly. If it were favourably received and if Persia were aided to replace the poppy by some other form of crop, many thousands of lives would be saved, not only in Persia but throughout the whole world. He warmly thanked the Assembly, the Council and the Secretariat for what had been done in these two fields.

He could not be so optimistic regarding the political sides of the League's activities. There was a great danger shown in the tendency to put aside the Assembly in favour of the Council and of its committees. The Council must not be transformed into a State within a State, and its Members should remember that they were not sitting on the Council to represent solely their own interests but that they had been elected by the Assembly to further the superior interests of the community of nations. It was for this reason that the principle of geographical representation and rotation must be seriously applied. If from a Council composed of fourteen Members the world of Islam were excluded, there would exist in the East a feeling of disappointment.

Persia would proclaim the absolute equality of all races and peoples, whatever their colour, religion or numbers. The

grandeur. La Société ne travaillera efficacement à la paix qu'en observant strictement cette égalité.

Le représentant de la Perse tient à rappeler l'attitude de son pays en ce qui concerne l'article 10. La Perse a toujours été opposée à ce qu'on touche au sens profond de cet article essentiel du Pacte. Aujourd'hui que le Conseil est beaucoup plus nombreux, il y aura certaines difficultés à le réunir en cas d'urgence. Bien que le Protocole de 1923 n'ait pas été approuvé, il est un élément qui faciliterait l'action rapide et efficace du Conseil en cas de conflit, à savoir la définition de l'agresseur comme étant l'Etat qui refuse l'arbitrage. La Perse sera heureuse et même rassurée si les Membres du nouveau Conseil agrandi veulent bien déclarer que cette définition inspirera leur attitude au Conseil au cas où l'un quelconque des Membres de la Société serait menacé par un plus fort que lui. Puisque la Société n'a pu encore réaliser le désarmement, qu'elle tâche au moins de faire avancer énergiquement le principe de l'arbitrage et de faire triompher dans la pratique une définition qui avait rencontré l'approbation de l'Assemblée.

M. FRANCO FRANCO (République Dominicaine) déclare qu'en sa qualité de représentant des Etats les plus jeunes du Nouveau-Monde, il considère comme son devoir de dire en peu de mots le fond de la pensée et du sentiment de ce peuple latino-américain qui a donné tant de preuves de son attachement aux institutions internationales. L'œuvre accomplie pendant les premières années de la vie de la Société des Nations justifie les espérances de ceux qui désirent vraiment la fin de l'anarchie des souverainetés nationales, anarchie qui était au fond la destruction de la négation du principe de l'égalité des Etats. Il importe pour le développement de l'esprit de la Société des Nations de modérer, jusqu'à l'extrême limite du possible, toute tendance vers la course aux honneurs de la part des Etats ou de leurs représentants, et c'est dans cet esprit que lui-même aborde la question délicate et essentielle de la composition du Conseil de la Société. La crise par laquelle l'organisation internationale vient de passer a trouvé son origine dans certaines aspirations à un siège permanent au Conseil ce qui aurait conduit à une augmentation du nombre de ces sièges. Il convient de dire ici que la constitution du Conseil dans le Pacte, du point de vue de la pure doctrine juridique internationale, est contraire au principe de l'égalité des Etats, base même du droit des gens moderne. L'existence au Conseil de sièges permanents, propriété exclusive et individuelle de certaines Puissances, est en franche opposition avec les principes fondamentaux dont le Pacte lui-même a voulu et déclaré s'inspirer.

L'acceptation par les autres Etats d'un semblable arrangement n'a pas été un hommage offert à la force, mais un sacrifice fait afin de voir disparaître à tout jamais la funeste notion de la souveraineté absolue et d'instaurer une ère d'ordre dans la liberté des Etats qui correspond davantage à l'aspect actuel de la vie interdépendante des Nations. Il faut s'opposer énergiquement à la création de nouveaux privilèges, parce que cette création serait contraire à l'esprit et aux droits internationaux. Les principes démocratiques qui sont à la base des institutions américaines imposent l'acceptation d'une thèse qui, augmentant le nombre des sièges non permanents au sein du Conseil, assure à tous les Etats, par le jeu d'un roulement juste, la jouissance des mêmes droits et leur permet d'abriter les mêmes espérances

V. PREMIERE SEANCE DE LA COMMISSION DE L'ORDRE DU JOUR

* La Commission de l'ordre du jour, devant procéder à la nomination de son président, s'est réunie pour la première fois hier le 8 septembre 1926, à 15 heures, dans la salle de la Réformation.

Son présents: Son Excellence le vicomte CECIL (Empire Britannique), M. NEMOURS (Haïti), M. BECH (Luxembourg), Son Excellence le prince CHAROON (Siam).

Son Excellence le vicomte CECIL propose le prince CHAROON comme président.

Le prince CHAROON, tout en se déclarant très flatté de cette proposition, déclare ne pas pouvoir accepter cette tâche.

League would only do good work if it paid strict attention to this equality.

He would remind the Assembly of the attitude adopted by Persia with regard to Article 10. His country had always firmly opposed any change being made in the meaning of that essential Article. Now, however, with a more numerous Council, certain difficulties would be encountered by its Members in meeting urgently. Though the Protocol of 1923 had not found favour, one fact would greatly contribute to the rapid and effective action of the Council in cases of dispute, and that was if the aggressor were defined as the State which refused to arbitrate. Persia would be grateful and reassured if Members of the new enlarged Council would inform her that their attitude would be inspired by this definition in the event of a Member of the League finding itself threatened by one stronger than itself. Since the League had not yet been successful in achieving disarmament, it should at least try to further energetically the principle of arbitration and to secure the acceptance, in practice, of a definition which had met with the approval of the Assembly.

M. FRANCO FRANCO (Dominican Republic) said that, as representative of one of the youngest States of the New World, he felt it his duty to express the thoughts and feelings of a Latin-American nation which had given proofs of its attachment to international institutions. The work accomplished during the first years of the existence of the League of Nations justified the hopes of those who really desired that an end should be put to the anarchy of national sovereignties, which was in fundamental contradiction with the principle of the equality of States.

For the development of the spirit of the League it was necessary to moderate as far as possible any tendency towards rivalry and competition for honours on the part of States or their representatives, and it was in this spirit that he would consider the delicate and essential question of the composition of the Council of the League. The origin of the crisis through which the League had just passed lay in certain aspirations to a permanent place on the Council which would have involved an increase in this category of seats. He would point out in passing that the constitution of the Council under the Covenant was, from the point of view of international law and doctrine, contrary to the principle of the equality of States, which was the basis of the modern law of nations. The existence on the Council of permanent seats, which were the exclusive and individual property of particular Powers, was in frank opposition to the fundamental principles on which the Covenant was supposed to be founded.

The acceptance by the other States of this arrangement was not a tribute paid to force or an honour rendered to more powerful countries, but was a sacrifice made in order that the evil notion of absolute sovereignty might disappear for ever and an era of ordered liberty be instituted, which would more closely correspond with the present conditions necessary for the independent life of nations.

It was necessary energetically to oppose the creation of new privileges, because such a creation would be contrary to the international spirit and international law. The democratic principles which lay at the basis of American institutions required the acceptance of an arrangement which, while increasing the number of non-permanent seats within the Council, assured to all States, by means of a just system of rotation, the enjoyment of the same rights and aspirations.

V. FIRST MEETING OF THE AGENDA COMMITTEE.

The Agenda Committee, having to elect its Chairman, met for the first time at 3 p.m. yesterday (September 8th, 1926) at the Salle de la Réformation.

There were present Viscount CECIL (British Empire), M. NEMOURS (Haïti), M. BECH (Luxembourg) and Prince CHAROON (Siam).

Viscount CECIL proposed that Prince CHAROON should be elected Chairman.

Prince CHAROON said he felt extremely flattered by this proposal but was unable to accept this duty.

Son Excellence le vicomte CECIL, en faisant remarquer à ses collègues la nécessité d'avoir comme président une personne très au courant des questions de procédure de l'Assemblée, propose la nomination de M. URRUTIA, délégué de la Colombie.
La proposition est adoptée à l'unanimité.

VI. SIGNATURES ET RATIFICATIONS DES ACCORDS INTERNATIONAUX

S.E. M. Molloff, ministre des Finances de Bulgarie, a signé, le 8 septembre 1926, dans le bureau de Sir A. Salter, Directeur de la Section économique et financière du Secrétariat de la Société des Nations, le Protocole relatif à l'établissement des réfugiés en Bulgarie.

VII. DÉLÉGATION ALLEMANDE A L'ASSEMBLÉE

- Son Excellence — His Excellency Dr. STRESEMANN.
Ministre des Affaires étrangères du Reich — Minister for Foreign Affairs of the Reich.
- Dr. VON SCHUBERT.
Secrétaire d'Etat du Ministère des Affaires étrangères — Under-Secretary of State at the Ministry for Foreign Affairs.
- Dr. GAUS.
Directeur ministériel au Ministère des Affaires étrangères — Ministerial Director at the Ministry for Foreign Affairs.
- Suppléants — Substitutes.*
- Le Comte — Count BERNSTORFF.
Membre du Reichstag, Ambassadeur à la disposition — Member of the Reichstag, Ambassador, unattached.
- Dr. BREITSCHNEIDER.
Membre du Reichstag — Member of the Reichstag.
- Le Professeur — Professor Dr. KAAS.
Membre du Reichstag, Prêlat de la Maison pontificale, Chanoine capitulaire — Member of the Reichstag, Canon and Domestic Prelate to His Holiness the Pope.
- Le Baron — Baron VON RHEINBABEN.
Membre du Reichstag, Secrétaire d'Etat en disponibilité — Member of the Reichstag, former Under-Secretary of State.
- Conseillers techniques — Experts.*
- Dr. PÜNDER.
Secrétaire d'Etat — Under-Secretary of State.
- Dr. WEISMANN.
Secrétaire d'Etat — Under-Secretary of State.
- Dr. KIEP.
Directeur ministériel — Ministerial Director.

VIII. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LE 8 SEPTEMBRE 1926.

- Compte rendu provisoire: Quatrième Séance.
- Deuxième rapport annuel de la Cour permanente de Justice internationale.
- Assemblée: Ordre du jour N° 3.
- A. 41. Situation financière au 31 août 1926. Mémoire du Secrétaire général.
- A. 45. Travaux de la Commission de coopération intellectuelle. Rapport du représentant de la France, et résolution adoptée par le Conseil le 3 septembre 1926.
- A. 48. Question de la composition du Conseil. Lettre du Président du Conseil au Président de l'Assemblée, en date du 6 septembre 1926. Résolution du Conseil, adoptée le 4 septembre 1926.
- A. 49. Communication du Bureau de l'Assemblée.
- A. 50. Projets de résolutions présentés au nom du Bureau de l'Assemblée par M. Motta, délégué de la Suisse.

Viscount CECIL, observing that it was necessary to have as Chairman someone who was familiar with the procedure of the Assembly, proposed to elect M. URRUTIA, delegate of Colombia.

The proposal was unanimously adopted.

VI. SIGNATURES AND RATIFICATIONS OF INTERNATIONAL ENGAGEMENTS.

H.E. M. Molloff, Minister for Finance of Bulgaria, signed on September 8th, 1926, in the office of Sir A. Salter, Director of the Economic and Financial Section of the Secretariat of the League of Nations, the Protocol concerning the Settlement of Refugees in Bulgaria.

THE GERMAN DELEGATION TO THE ASSEMBLY.

- Herr SCHAFFER.
Directeur ministériel — Ministerial Director.
- L'Amiral — Admiral VON FREYBERG.
- Dr. VON DIRKSEN.
Conseiller intime — Privy Councillor.
- Dr. SOEHRING.
Conseiller intime — Privy Councillor.
- Dr. VON BÜLOW.
Conseiller intime — Privy Councillor.
- Dr. FUEHR.
Conseiller intime — Privy Councillor.
- Frau Dr. BAÜMER.
Conseiller ministériel — Ministerial Councillor.
- Dr. MAYER.
Conseiller ministériel — Ministerial Councillor.
- Herr KARLOWA.
Conseiller ministériel — Ministerial Councillor.
- Le lieutenant-colonel — Lieutenant-Colonel VON BOETTICHER.
- Herr ASCHMANN.
Consul général — Consul-General.
- Herr POENSGEN.
Consul.
- Secrétaire — Secretary.*
- Dr. BOLTZE.
Conseiller de légation — Councillor of Legation.

VIII. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 8TH, 1926.

- Provisional Verbatim Record: Fourth Meeting.
- Second Annual Report of the Permanent Court of International Justice.
- Assembly Agenda 3.
- A. 41 Financial Position on August 31st, 1926. Memorandum by the Secretary-General.
- A. 45 Work of the Committee on Intellectual Co-operation. Report by the French Representative and Resolution adopted by the Council on September 3rd, 1926.
- A. 48 Question of the Composition of the Council. Letter from the President of the Council to the President of the Assembly dated September 6th, 1926. Resolution of the Council, adopted September 4th, 1926.
- A. 49 Communication by the General Committee of the Assembly.
- A. 50 Draft Resolutions submitted on behalf of the General Committee of the Assembly by M. Motta, Delegate of Switzerland.

IX. RÉUNION DU COMITÉ DE
LA « PETITE ENTENTE DE LA PRESSE » ET DE
« LA PRESSE POLONO-ROUMAINE »

Les journalistes serbes-croates-slovènes, polonais, tchécoslovaques et roumains ont eu une réunion dans une des salles de la presse de l'Hôtel Victoria, où ils ont décidé que les organisations communes: « La Petite Entente de la Presse » et « La Presse polono-roumaine » seraient représentées pendant la durée de la septième Assemblée par un Comité ainsi composé: pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, M. SOKITCH; pour la Pologne, M. BEAUPRE; pour la Tchécoslovaquie, M. SVIHOVSKI; pour la Roumanie, M. PAMFIL-SEICARU.

Le siège du Comité se trouve 45, rue Plantamour (téléphone Mont-Blanc 52-54), chez M. Miléc, directeur du Bureau de Presse tchécoslovaque, à Genève.

IX. MEETING OF THE COMMITTEE OF THE "PETITE ENTENTE DE LA PRESSE" AND OF THE "PRESSE POLONO-ROUMAINE".

The Serb-Croat-Slovene, Polish, Czechoslovak and Roumanian journalists held a meeting in one of the rooms allotted to the Press at the Hotel Victoria at which they decided that the common organisations "La Petite Entente de la Presse" and "La Presse Polono-Roumaine" would be represented during the Seventh Assembly by a Committee composed of the following members: for the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes M. SOKITCH; for Poland M. BEAUPRE; for Czechoslovakia M. SVIHOVSKI; for Roumania M. PAMFIL-SEICARU.

The headquarters of the Committee are 45, rue Plantamour (telephone Mt. Blanc 52-54), in the house of M. Miléc, Director of the Czechoslovak Press Bureau in Geneva.

Service des documents de l'Assemblée

JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE.

Afin de mettre entre les mains des délégués, des journalistes et des visiteurs à l'Assemblée le programme quotidien et le résumé des séances, le *Journal de l'Assemblée* paraîtra tous les matins.

Le prix d'abonnement à la série du Journal publiée durant l'Assemblée est de Fr. 6.— (pour l'étranger: Fr. 9.—, port compris). Les exemplaires seront portés à domicile, pour autant que cela est possible; tous les autres seront expédiés par la poste.

* * *

COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLÉE.

Le *Compte rendu* donne le texte officiel des débats des séances plénières de l'Assemblée, les débats des Commissions étant résumés dans le *Journal de l'Assemblée*. Le compte rendu complet des séances plénières et des Commissions sera publié dans les *Actes de l'Assemblée*, édition définitive paraissant quelques mois après la clôture de l'Assemblée.

Prix de souscription au *Compte rendu*: Fr. 6.— (pour l'étranger: Fr. 9.—, port compris).

* * *

RAPPORT A LA SEPTIÈME ASSEMBLÉE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS SUR L'ŒUVRE DU CONSEIL, SUR LE TRAVAIL DU SÉCRÉTARIAT ET SUR LES MESURES PRISES POUR EXÉCUTER LES DÉCISIONS DE L'ASSEMBLÉE.

Ce rapport résume l'œuvre du Conseil, les travaux des Conférences et des Commissions de la Société des Nations, ainsi que du Secrétariat depuis la sixième session de l'Assemblée jusqu'au 15 mai 1926. Comme ce rapport est discuté dans tous ses points par l'Assemblée, il est indispensable à ceux qui désirent suivre les séances en détail.

Prix: Fr. 4.—; *Rapport supplémentaire* pour la période 15 mai-31 août 1926: Fr. 2.—.

* * *

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE.

Prix: Fr. 0.50.

* * *

NOTE. — L'édition définitive des **ACTES DE LA SEPTIÈME ASSEMBLÉE** paraîtra au commencement de 1927. Les commandes sont reçues dès maintenant au Secrétariat de la Société des Nations: Service de vente des publications.

Les publications sont en vente aux adresses suivantes:

Au **SÉCRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS**: Service de vente des publications (Villa Beauregard, annexe du bâtiment du Secrétariat), pendant les heures de bureau ordinaires;

A la **SALLE DE L'ASSEMBLÉE** (Salle de la Réformation, hall d'entrée), pendant les séances de l'Assemblée;

A la **LIBRAIRIE PAYOT & C^{ie}**, Place du Molard, Genève.

Service of Assembly Documents

JOURNAL OF THE ASSEMBLY.

In order to provide delegates, journalists and visitors to the Assembly with a regular daily programme and résumé of the meetings, the *Journal of the Assembly* is issued each morning. Copies will be delivered to subscribers at their private addresses where possible, or sent by post.

The subscription to the series during the Seventh Assembly is 6 francs (9 francs abroad, including postage).

* * *

VERBATIM RECORD OF THE ASSEMBLY.

The *Verbatim Record* gives the official text of the proceedings of the Plenary Meetings of the Assembly. The proceedings of the Committees are summarised in the *Journal of the Assembly*, the complete verbatim record being published in the definitive *Records of the Assembly* some months after the close of the Assembly.

Subscription to the *Verbatim Record*: 6 francs (9 francs abroad, including postage).

* * *

REPORT TO THE SEVENTH ASSEMBLY OF THE LEAGUE ON THE WORK OF THE COUNCIL, ON THE WORK OF THE SECRETARIAT AND ON THE MEASURES TAKEN TO EXECUTE THE DECISIONS OF THE ASSEMBLY.

This report summarises the work of the Council, of the Conferences and Committees of the League of Nations, and of the Secretariat from the date of the meeting of the Sixth Session of the Assembly until about May 15th, 1926. As the report is discussed at length by the Assembly, it is essential to those wishing to follow the meetings in detail.

Price: 4 francs; *Supplementary Report*, covering the period May 15th - August 31st, 1926: 2 francs.

* * *

AGENDA OF THE ASSEMBLY.

Price: 50 centimes.

* * *

NOTE. — The definitive **RECORDS OF THE SEVENTH ASSEMBLY** will be issued at the beginning of 1927. Orders for them may be left at the Secretariat Sales Department.

The publications are on sale in Geneva at the following addresses:

SECRETARIAT SALES DEPARTMENT (Villa Beauregard, annex to the Secretariat Building) during the ordinary office hours.

ASSEMBLY HALL (Salle de la Réformation, Public Entrance), during the Assembly meetings.

LIBRAIRIE PAYOT et C^{ie}, Place du Molard, Geneva.

LISTE DES DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

- ALLEMAGNE**
Theod. Thomas Komm. Gesch., Talstrasse 13, LEIPZIG.
- ARGENTINE**
Libreria « El Atefeo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.
- AUSTRALIE**
Nouvelle-Galles du Sud: Angus & Robertson Ltd., 89-95, Castlereagh Street, SYDNEY.
Victoria: Robertson & Mullens Ltd., 107-113, Elizabeth Street, MELBOURNE.
- BELGIQUE**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRESIL**
Livreria F. Briguiet & Cia, 23, rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIE**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd « Tsar Osvo-
hoditel » No. 4a, SOFIA.
- CANADA**
League of Nations Society in Canada, 279, Wellington Street, OTTAWA.
- CHILI**
Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO-DE-CHILI.
- COLOMBIE**
Libreria Colombiana, P. O. Box 199, BOGOTÁ.
- COSTA-RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia, LA HAVANE.
- DANEMARK**
V. Pios Boghandel, Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.
- ÉQUATEUR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE**
Centro Editorial « Minerva », Tudescos, 39-41, MADRID, E. 12.
- ÉTATS-UNIS**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, Mass.
- FINLANDE**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).
- GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE DU NORD et COLONIES DE LA COURONNE**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W.C. 2.
- GRÈCE**
Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Constitution, ATHÈNES.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantes, 10a, Calle Oriente No. 5, GUATEMALA.
- HAÏTI**
Librairie-papeterie, Mme D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.
- HAWAÏ**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- HONGRIE**
Ferdinand Pfeifer (Zeldler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 S., BUDA-
PEST IV, Ker.
- INDES NÉERLANDAISES**
Algemeene Boekhandel, G. Kolff & Co., BATAVIA-WELTEVRLEDEN.
- ITALIE**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco-Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPON**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi
Tori-Sanchome, TOKIO.
- LETTONIE**
Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.
- LUXEMBOURG (G. D.)**
Librairie J. Heintzé, M. Hagen, successeur, Place Guillaume, 8,
LUXEMBOURG.
- MEXIQUE**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- NORVEGE**
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, OSLO.
- NOUVELLE-ZÉLANDE**
Walter Nash, Fletcher's Buildings, 4, Willis Street, WELLINGTON.
- PANAMA**
Libreria I. Preclado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PAYS-BAS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PÉROU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE**
Gebethner & Wolff, ulica Stenklowicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- PORTUGAL**
J. Rodrigues & Ca, rua Aurea, 186-188, LISBONNE.
- ROUMANIE**
« Cartea Românească », 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- SARRE (Bassin de la)**
Librairie Parisienne, Maison Marguet, M. Golbert, successeur, 4,
Friedrich Wilhelmstrasse, SARREBRUCK.
- SERBES, CROATES ET SLOVÈNES (Royaume des)**
Librairie « Vreme », BELGRADE.
- SUÈDE**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTEUX,
NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHÉCOSLOVAQUIE**
Librairie F. Topic, 11, Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser :
Service de vente des Publications de la Société des Nations,
GENÈVE (Suisse)
(Catalogue complet envoyé sur demande.)

AUTHORISED AGENTS FOR THE PUBLICATIONS OF THE LEAGUE OF NATIONS

- ARGENTINE**
Libreria « El Atefeo », calle Florida 371, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIA**
New South Wales: Angus & Robertson, Ltd., 89-95, Castlereagh
Street, SYDNEY.
Victoria: Robertson & Mullens, Ltd., 107-113, Elizabeth Street,
MELBOURNE.
- BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil,
BRUSSELS.
- BOLIVIA**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRAZIL**
Livreria F. Briguiet & Cia, 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIA**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd « Tsar Osvo-
hoditel » No. 4a, SOFIA.
- CANADA**
League of Nations Society in Canada, 279, Wellington Street, OTTAWA.
- CHILE**
Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO DE CHILE.
- COLOMBIA**
Libreria Colombiana, P. O. Box 199, BOGOTÁ.
- COSTA RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.
- CZECHOSLOVAKIA**
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- DENMARK**
V. Pios Boghandel, Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.
- DUTCH EAST INDIES**
Algemeene Boekhandel G. Kolff & Co., BATAVIA-WELTEVRLEDEN.
- ECUADOR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- FINLAND**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain,
PARIS (VI^e).
- GERMANY**
Theod. Thomas Komm. Gesch., Talstrasse 13, LEIPZIG.
- GREAT BRITAIN, NORTHERN IRELAND and CROWN COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.
- GRÈCE**
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Consti-
tution, ATHENS.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantes, 10a, Calle Oriente, No. 5,
GUATEMALA.
- HAÏTI**
Librairie-Papeterie Mme D. Viard, angle des rues du Centre et des
Casernes, PORT-AU-PRINCE.
- HAWAÏ**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- HUNGARY**
Ferdinand Pfeifer (Zeldler Bros.), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDA-
PEST IV, Ker.
- ITALY**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco-Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPAN**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi
Tori-Sanchome, TOKIO.
- LATVIA**
Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.
- LUXEMBURG (G.-D.)**
Librairie J. Heintzé, M. Hagen, successeur, Place Guillaume 8,
LUXEMBURG.
- MEXICO**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NETHERLANDS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE
HAGUE.
- NEW ZEALAND**
Walter Nash, Fletcher's Buildings, 4, Willis Street, WELLINGTON.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- NORWAY**
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, OSLO.
- PANAMA**
Libreria I. Preclado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PERU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLAND**
Gebethner & Wolff, ulica Stenklowicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.
- PORTUGAL**
J. Rodrigues & Ca., Rua Aurea 186-188, LISBON.
- ROUMANIA**
« Cartea Românească », 3-5, Boul. Academiei, BUCHAREST.
- SAAR BASIN**
Librairie Parisienne, Maison Marguet, M. Golbert, successeur, 4,
Friedrich Wilhelmstrasse, SAARBRUCK.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- SERBS, CROATS AND SLOVENES (Kingdom of the)**
Librairie « Vreme », BELGRADE.
- SPAIN**
Centro Editorial « Minerva », Tudescos, 39-41, MADRID, E. 12.
- SWEDEN**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SWITZERLAND**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTEUX,
NEUCHÂTEL, BERNE.
- UNITED STATES**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, Mass.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries, apply:
Publication Sales Department of the League of Nations,
GENEVA (Switzerland).
(Complete catalogue sent on application.)

JOURNAL

DE LA
SEPTIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1926

OF THE
SEVENTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1926

N° 5. — VENDREDI 10 SEPTEMBRE 1926.

No. 5. — FRIDAY, SEPTEMBER 10th, 1926.

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	45
II. Sixième séance plénière de l'Assemblée	46
III. Deuxième séance de la troisième Commission	50
IV. Deuxième séance de la quatrième Commission	52
V. Deuxième séance de la cinquième Commission	52
VI. Signatures et ratifications des accords internationaux	53
VII. Liste des documents distribués aux membres de l'Assemblée	53
VIII. Liste des agences télégraphiques et des journaux représentés à la septième Assemblée de la Société des Nations	54

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beau-Regard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Séance plénière de l'Assemblée.

Une séance plénière de l'Assemblée aura lieu aujourd'hui vendredi 10 septembre, à 10 h. 30, dans la Salle de la Réformation.

Ordre du jour:

- Suite de la discussion générale du rapport du Conseil sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.

Première Commission.

La première Commission se réunira aujourd'hui vendredi 10 septembre, au Secrétariat. L'heure et la salle qui lui seront attribuées seront annoncées par le Président de l'Assemblée.

Ordre du jour:

- 1. Examen des propositions faites par la Commission chargée d'étudier la question de la composition du Conseil concernant le mode d'élection des Membres non permanents du Conseil et le régime de leurs mandats. (A. 48. 1926. VII.)

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	45
II. Sixth Plenary Meeting of the Assembly	46
III. Second Meeting of the Third Committee	50
IV. Second Meeting of the Fourth Committee	52
V. Second Meeting of the Fifth Committee	52
VI. Signatures and Ratifications of International Engagements	53
VII. List of Documents distributed to Members of the Assembly	53
VIII. List of Telegraphic Agencies and Newspapers represented at the Seventh Assembly of the League of Nations	54

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beau-Regard.

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

I. PROGRAMME OF MEETINGS

Plenary Meeting of the Assembly.

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day (Friday, September 10th) at 10.30 a.m. at the Salle de la Réformation.

Agenda:

Continuation of the General Discussion of the Report on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.

First Committee.

The First Committee will meet to-day (Friday, September 10th) in the offices of the Secretariat. The time and place of meeting will be announced by the President of the Assembly.

Agenda:

- 1. Consideration of the proposals made by the Committee instructed to study the question of the composition of the Council as regards the method of election and tenure of the non-permanent seats. (A. 48. 1926. VII.)

2. Règlement pacifique des différends internationaux: Rapport du Conseil sur les propositions, déclarations et suggestions faites en vue du règlement pacifique des différends internationaux. (A. 32. 1926. IX.)

3. Arbitrage, sécurité et réduction des armements: Rapport du Conseil sur les progrès réalisés, au point de vue de la sécurité générale, par la conclusion de conventions et de traités. (A. 32. 1926. IX.)

Deuxième Commission.

La deuxième Commission se réunira aujourd'hui vendredi 16 septembre, à 16 h., au Secrétariat (Salle F).

Sixième Commission.

La sixième Commission se réunira aujourd'hui vendredi 10 septembre, au Secrétariat, l'heure et la salle qui lui seront attribuées seront annoncées par le Président de l'Assemblée.

II. SIXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue à la Salle de la Réformation, le jeudi 9 septembre 1926, à 10 h. 15.

Rapport sur l'œuvre du Conseil (suite).

Sir George FOSTER (Canada) déclare qu'il fera entendre une voix parlant au nom de cette partie du continent américain qui s'étend du golfe du Mexique jusqu'au pôle nord. Ce continent contient une population de plus de 130 millions de personnes qui ont, pour les buts et l'idéal de la Société des Nations, une entière sympathie.

Il était membre de l'Assemblée en 1920, et il est fortement frappé du contraste entre le domaine sur lequel s'exerçait l'activité de la Société en 1920 et le domaine qu'elle couvre aujourd'hui. Il n'y a à ce moment en aucune partie du monde, dans les esprits des penseurs, aucun doute sur la valeur de l'œuvre accomplie par la Société et sur les possibilités qu'elle offre pour l'avenir. La Société a subi bien des épreuves et des déceptions, mais celles-ci n'ont eu pour effet que de mettre en lumière les vertus, la force et la puissance de l'organisation.

La première déception a été pour la Société de se voir privée de la collaboration active des Etats-Unis. Cependant, elle a poursuivi sa marche en avant.

La Société a encore traversé heureusement une autre épreuve, à savoir, les difficultés qu'elle a dû surmonter pour exécuter ses traités et ses obligations. Elle a triomphé de cette épreuve. Les périodes de trouble en Haute-Silésie et en Lithuanie ont été suivies d'une ère de coopération et de relations amicales.

L'incident de Corfou fut une autre épreuve pour la Société, ainsi que ses tentatives pour régler le problème du désarmement. Elle a pour ainsi dire atteint son apogée lors de l'élaboration du traité d'assistance mutuelle et du Protocole pour le règlement pacifique des différends internationaux. Les Traités de Locarno sont venus ensuite; on y a introduit les principes de ce protocole, qui reçoivent une application pratique et prudente.

Au cours de ses sept années d'existence, la Société a obtenu d'admirables résultats. Il y a eu la constitution de la Cour permanente de Justice internationale, la restauration financière de l'Autriche et de la Hongrie, le concours apporté à la Grèce pour la solution du problème des réfugiés.

Le souvenir de l'échec subi par la Société en mars dernier est encore présent dans les mémoires, mais on aura vu effacer cet échec au cours de la présente session.

L'heure est venue pour les Membres de la Société de renouveler le serment formulé naguère et, sous l'impulsion de circonstances nouvelles, de rétablir l'esprit d'enthousiasme. Les Membres de la Société doivent concentrer de nouveau leurs efforts à la cause de la paix et de la bonne entente, en conservant l'esprit de sacrifice du début et en renonçant aux ambitions personnelles ou nationales pour l'intérêt général.

Les difficultés subies par la Société, notamment la crise devant laquelle elle s'est trouvée en mars dernier, proviennent des erreurs du passé. Il faut abandonner les anciens principes et les errements de jadis. Il ne doit y avoir, entre le Conseil et l'Assemblée, aucune malsaine rivalité. Les deux organismes doivent continuer de travailler en harmonie dans l'avenir comme dans le passé. A ce propos, il insiste sur le fait que l'Assemblée doit

2. Pacific Settlement of International Disputes: Report by the Council on Proposals, Declarations and Suggestions made for the Pacific Settlement of International Disputes. (A. 32. 1926. IX.)

3. Arbitration, Security and Reduction of Armaments: Report by the Council on the Progress in General Security brought about by the Conclusion of Conventions and Treaties. (A. 32. 1926. IX.)

Second Committee.

The Second Committee will meet to-day (Friday, September 10th) at 4 p.m. at the Secretariat (Room F).

Sixth Committee.

The Sixth Committee will meet to-day (Friday, September 10th) in the offices of the Secretariat. The time and place of meeting will be announced by the President of the Assembly.

II. SIXTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation on Thursday, September 9th, 1926, at 10.15 a.m.

Report on the Work of the Council (continuation).

Sir George FOSTER (Canada) said he spoke as coming from that portion of the American Continent which extended from the Gulf of Mexico to the North Pole. That portion of the world had a population of more than 130,000,000 people, who were in absolute sympathy with the aims and purposes of the League of Nations.

He had been a delegate to the Assembly in 1920, and he was greatly struck with the contrast between the field of work covered by the League in 1920 and the field of work covered to-day. There was not now in any quarter of the world any doubt among thinking people as to the value and future of the work of the League. The League had suffered trials and disappointments, but these had only brought out the virtue, strength and power of the organisation.

The first disappointment of the League was its failure to secure the active co-operation of the United States. In spite of that failure, however, the League had moved continuously forward.

Another trial successfully encountered by the League was the difficulty it had been obliged to overcome in carrying out its treaties and obligations. That trial had been successfully met. A period of unrest in Silesia and Lithuania had been followed by a period of co-operation and good fellowship.

The League was tested again in the incident of Corfu and in its attempts to deal with the problem of disarmament. It reached its highest point of achievement in the drafting of the Treaty of Mutual Assistance and in the Protocol for the Pacific Settlement of International Disputes. The agreements of Locarno followed, in which the principles of that Protocol were adopted and applied in a practical and prudent way.

During its seven years of existence, the League had achieved conspicuous success. There had been the constitution of the Permanent Court of International Justice, the financial reconstruction of Hungary and of Austria, and the assistance given to Greece in solving the problem of the refugees.

The memory of the failure met by the League in March of the present year was still present in the mind, but this failure had been remedied during the present session.

The time had now come for the Members of the League to renew their pledges, and, under the impulse of a new situation, to refresh its enthusiasm. The Members of the League must consecrate themselves again to the cause of peace and good fellowship, maintaining its spirit of self-sacrifice and surrendering personal and national ambitions to the general welfare.

The difficulties of the League, particularly the crisis with which it had been confronted in March of the present year, had arisen from its mistakes. It was necessary to abandon old principles and practices. There was no need for any unhealthy rivalry between the Council and the Assembly. The two bodies must continue to work harmoniously together in the future, as they had done in the past. He would empha-

conserver son indépendance et ses droits essentiels, car cet organisme est constitué des différentes nationalités qui donnent à la Société sa substance et sa forme, et elle doit à tout prix préserver son indépendance et ses libertés.

La Société des Nations ne doit jamais céder aux flatteries non plus qu'aux menaces d'aucune Puissance de l'extérieur. Elle doit être consciente de ses droits et de ses buts sans jamais s'en écarter par suite de pressions exercées de l'extérieur. Si des Puissances se trouvant en dehors d'elle posent des conditions à leur union avec la Société, celle-ci doit avant toute chose prendre en considération ses propres vues et son propre idéal. S'il est possible d'amener de telles Puissances au sein de la Société, qu'on le fasse; dans le cas contraire, il n'y a qu'à se séparer, avec regret, et en conservant l'espoir qu'il sera possible de se retrouver ensemble dans une atmosphère plus raisonnable.

Pour finir, le représentant du Canada insiste sur la nécessité de renforcer la Société en faisant largement connaître dans les divers pays ses buts et ses principes, là seulement où un tel enseignement peut être donné. Si l'on veut que la Société soit une institution durable et toujours plus forte, il faut faire pénétrer son influence jusque dans les foyers, dans les collèges et dans les universités. Ce n'est que de cette manière qu'elle sera enfin établie sur de larges fondations dans chacune des Nations qui la composent.

Le vicomte CECIL OF CHELWOOD (Empire Britannique) insiste sur l'ampleur du rapport sur l'œuvre du Conseil. Ce rapport traite des questions les plus variées, allant du grave conflit international entre la Grèce et la Bulgarie jusqu'à des propositions de réforme du calendrier, et du trafic de l'opium à l'établissement de piscines pour les enfants. Il désire attirer l'attention sur les points suivants du rapport qui l'intéressent particulièrement. La codification du droit international, dont s'occupe une Commission nommée il y a deux ans, est en progrès, mais l'Assemblée peut à bon droit désirer avoir des renseignements plus abondants que ceux contenus dans le rapport au sujet de l'œuvre de cette Commission. Peut-être la première Commission de l'Assemblée pourra-t-elle s'enquérir de l'activité de la Commission pour la codification du droit international car de nombreux pays considèrent cette Commission comme très importante.

Le rapport sur l'œuvre du Conseil, de même que le discours d'ouverture de M. Benès à la première séance de l'Assemblée, ont fait allusion à l'importance de la ratification, par les gouvernements, des conventions élaborées par des conférences réunies sous les auspices de la Société des Nations ou par la Société des Nations elle-même. M. Benès avait insisté aussi sur le devoir qu'ont les délégations de veiller à ce que leur pays mette à exécution les décisions prises par eux à ces conférences; il avait aussi parlé de la situation peu satisfaisante où l'on se trouve en ce qui concerne les conventions préparées par les commissions techniques de la Société des Nations, particulièrement le Comité économique, les Commissions du transit, de l'hygiène et de l'opium.

L'attention du Gouvernement britannique a été sérieusement attirée sur la question par d'importants intérêts commerciaux. Le fait que les admirables conventions élaborées sous les auspices de la Société des Nations, ou par la Société des Nations elle-même, n'ont pas été ratifiées dans un délai raisonnable, a eu pour résultat un affaiblissement graduel de la confiance dans l'efficacité de la Société des Nations et la naissance d'une certaine inquiétude dans le monde commercial et industriel. Le fait est que, sur les huit conventions traitant de questions commerciales, il y a 55 signatures mais seulement 23 ratifications, ce qui veut dire que les conventions ne sont pas encore entrées en vigueur. La Convention sur les voies navigables internationales, qui date maintenant de cinq ans et demi, et le Protocole relatif à l'arbitrage commercial ont recueilli 27 signatures et seulement 11 ratifications. Le délégué britannique espère que les délégués à l'Assemblée, avant d'assumer de nouvelles responsabilités, voudront bien consacrer un peu de leur énergie à l'achèvement de ce qui a été commencé. La Convention sur le trafic des armes n'a été ratifiée par aucun des 31 États qui l'avaient signée, ni des 35 qui avaient signé le Protocole relatif à l'emploi des gaz. La Convention internationale de l'opium a recueilli 34 signatures et seulement 6 ratifications, venant toutes de l'Empire Britannique.

He would emphasise that the Assembly should maintain its essential independence and essential rights as a body made up of the different nationalities which gave substance and form to the League, and that it must at all costs preserve its independence and its liberties.

He would emphasise that the League of Nations was an organisation which should not bend to the flattery or menace of any outside Power. The League must be conscious of its rights and its purposes and not deviate from them in any way owing to pressure from outside. If Powers outside the League attached conditions to their association with the League, the League must first have regard to its own purposes and its own ideals. If it were possible to bring such powers within the League, well and good, but if that was impossible it would be necessary to part company with regret in the hope that it would be possible to meet again in a more reasonable atmosphere.

Finally, he would emphasise the need for strengthening the League by means of a wide instruction of the nations in its purposes and principles in places where such education could alone be given. It was necessary, if the League were to be a continuous and a growing institution, to bring influence to bear in the homes and colleges and universities. Only in this way could the League of Nations be firmly built upon a broad foundation in every nation which belonged to it.

Viscount CECIL OF CHELWOOD (British Empire) emphasised the wide scope of the Report on the Work of the Council, which dealt with subjects of the most varied character, ranging from a serious international dispute between Greece and Bulgaria to proposals for the reform of the calendar, from traffic in opium to the provision of swimming-baths for children. He would refer to the following points in the report which were of particular interest to him. The codification of international law, which was being dealt with by a Committee appointed two years previously, was progressing, but the Assembly might justifiably desire to receive more information than was included in the report regarding the work of that Committee. Perhaps the First Committee of the Assembly could make enquiries into the activities of the Committee on the Codification of International Law, for many countries regarded it as of great importance.

Both the report and the opening speech of Dr. Benes made at the first meeting of the Assembly had referred to the importance of the ratification by Governments of conventions drafted by conferences called under the auspices of the League or by the League itself. Dr. Benes had referred to the duty of delegations to see that effect was given in their own countries to the decisions reached by them at conferences and to the unsatisfactory position regarding the conventions drafted by the technical committees of the League, notably the Economic, Transit, Health and Opium Committees. Important commercial interests had urged the matter upon the British Government. Failure to ratify the admirable conventions drawn up under the auspices of the League or by the League itself within a reasonable period of time resulted in a gradual weakening of the belief in the efficiency of the League and a creation in the commercial and industrial world of a spirit of uncertainty. It would appear that, out of eight conventions dealing with commercial subjects, there were 55 signatures but only 23 ratifications, which meant that the conventions had not come into force. To the Convention on International Waterways, now five and a-half years old, and to the Protocol for the Mutual Recognition of Arbitration Clauses in Commercial Contracts there were 27 signatures and only 11 ratifications. He hoped that delegates to the Assembly would devote some of their energy to finishing what had been so well begun before undertaking new responsibilities. The Convention on the Traffic in Arms had been ratified by no single State of the 31 which had signed it and of the 35 which had signed the Protocol dealing with the Employment of Gas in Warfare. There were 34 signatures to the International Opium Convention and only six ratifications, all of which came from the British Empire.

Le délégué britannique propose en conséquence la résolution suivante :

« L'Assemblée :

« Constatant avec regret que de nombreux accords et conventions conclus sous les auspices de la Société des Nations sont restés sans effet, ou ne sont entrés en vigueur qu'avec un retard excessif, par suite de la difficulté d'assurer un nombre suffisant de ratifications par les signataires,

« Désire attirer l'attention des gouvernements de tous les Etats membres de la Société sur la nécessité de prendre toutes mesures en leur pouvoir afin de faciliter et de hâter la ratification de tous accords et conventions signés en leur nom,

« Et décide de recommander au Conseil de la Société d'étudier la possibilité de nommer une commission qui examinerait les moyens de provoquer une entente générale, en vue d'assurer une action rapide et, si possible, simultanée de la part des signataires de tels accords et conventions. »

Des questions ont dernièrement été soulevées relativement aux limites de l'activité de la Société des Nations. Le Pacte déclare que le but de la Société est de développer la coopération entre les nations et de leur garantir la paix et la sûreté. Ce sont là des termes nécessairement vagues, et par conséquent les opinions peuvent différer sur le point de déterminer ce qui entre dans le cadre de la coopération internationale. La question des armements y entre sans aucun doute, de même que celle de la traite des esclaves; mais ceci revient à dire que l'esclavage est aussi une question internationale, puisqu'il est impossible de mettre fin à la traite des esclaves sans mettre fin à l'esclavage. Tant que les conditions du travail sont du domaine de l'Organisation internationale du travail, les conditions du travail d'un pays particulier ont une influence importante sur les conditions du travail dans un autre pays et doivent, par conséquent, être examinées du point de vue international. Il en est de même pour ce qui concerne les questions d'hygiène.

Outre ces questions, qui révèlent évidemment un caractère international, un très grand nombre d'autres questions s'éloignent de plus en plus de la sphère internationale pour se rapprocher de la sphère nationale. On soutenait au début que la politique d'un pays en matière d'enseignement ne regardait que ce pays même, mais quelques aspects de l'enseignement, tout au moins, sont, sans aucun doute, internationaux, par exemple l'enseignement à la jeunesse des principes et de l'activité de la Société des Nations. D'autre part, il constate que le rapport mentionne des questions telles que l'établissement de piscines pour les enfants. Il serait très difficile, à son avis, de considérer que la question des piscines dans les divers pays présente un caractère international particulier, tandis que les cas d'enfance abandonnée ou de cruauté envers les animaux entreraient peut-être, à juste titre, dans la sphère internationale. En raison de la grande importance de cette question au point de vue de la prospérité de la Société des Nations, il proposera une résolution demandant que l'on examine ce qui est et ce qui n'est pas une question d'ordre international. Il sera peut-être désirable de créer une espèce de comité d'arbitres auquel, sur la demande de tout pays, on pourrait demander son avis sur telle ou telle question pour savoir si elle présente ou non un caractère international.

Le Gouvernement britannique ne désire nullement restreindre les entreprises légitimes de la Société des Nations. Il désire au contraire voir son activité s'accroître, pourvu qu'elle reste toujours dans le terrain international. Personnellement, il soutient que, en principe et d'une façon générale, il est désirable, autant que possible, de concentrer à Genève toute l'action internationale officielle du monde. Il veut cependant insister sur le fait qu'il importe que la Société limite son action à des questions réellement internationales et qu'aucun argument, quelque spécieux qu'il soit, ne doit l'amener à étendre son activité au delà de la sphère internationale. Cela pour deux raisons. D'abord, si le champ d'action de la Société devenait trop vaste, les fins essentielles de son existence se trouveraient obscurcies. Sa tâche auguste et gigantesque est d'assurer la coopération internationale par le maintien de la paix du monde. Il ne faut pas que, appelés à s'occuper de questions qui ne contribuent pas à cet objet suprême, ses Membres soient détournés de cette tâche. En second lieu, on ne doit pas oublier que la Société des Nations doit remplir un rôle très délicat. A certains égards, il est inévitable qu'elle empiète sur la souveraineté nationale. Cela résulte

He would therefore propose the following resolution :

“The Assembly :

“Observing with regret that many agreements and conventions concluded under the auspices of the League of Nations have remained ineffective or have only come into force after undue delay, owing to the difficulty experienced in securing a sufficient number of ratifications by the signatories :

“Desires to call the attention of the Governments of all States Members of the League to the necessity for taking all measures in their power to facilitate and expedite the ratification in all cases of agreements and conventions signed in their name ;

“And decides to invite the Council of the League to examine the possibility of appointing a Committee to consider whether any general understanding could be promoted that would secure rapid and, if possible, simultaneous action by the Signatories of such agreements and conventions.”

Questions had been raised of late regarding the proper sphere of the activities of the League of Nations. The Covenant laid down that the object of the League was to promote international co-operation and to achieve international peace and security. These terms were necessarily vague, and opinions might therefore differ as to what was a proper subject for international co-operation. The question of armaments was obviously one of these, as also was the slave trade, which meant that slavery was also an international matter, because it was impossible to put an end to the slave trade unless an end was put to slavery. While labour conditions had to be dealt with by the International Labour Organisation, the conditions of labour in one country had an important effect on the conditions of labour in another and therefore required international consideration. The same was true with everything regarding health questions.

Apart from these questions, which were of an obviously international character, there were a very large number of others which lay farther and farther away from the international sphere and nearer the national sphere. It had originally been maintained that the educational policy of a country was its sole concern, but there were at any rate some aspects of education which were unquestionably international—for example, the instruction of youth in the principles and activities of the League. On the other hand, he observed that such questions as the provision of swimming-baths were mentioned in the report. It would be very difficult, he thought, to attribute any special international aspect to the provision of swimming-baths in the various countries, though cases of neglected children or cases of cruelty to animals might perhaps justly be considered to be within the international sphere. In view of the great importance of the matter from the point of view of the League's prosperity, he would move a resolution asking that what was and what was not an international question should be studied. It might perhaps prove desirable to establish some kind of committee of referees to which, on the application of any country, a special subject might be referred for advice as to whether it was or not of an international character.

The British Government had no desire to restrict the legitimate activities of the League. It would indeed desire to see them increase provided that they were always of an international kind. He personally would maintain that, as a broad, general principle, it was desirable to concentrate in Geneva as far as possible all the official international action in the world. He would, however, emphasise the fact that it was of importance that the League should confine itself to real international action and that it should not be led by any argument, however specious, into extending its activities beyond the international sphere, and this for two reasons. First, if its sphere of action were too widely extended, the chief objects for which the League of Nations existed would become obscured. Its tremendous and august task was to secure international co-operation in maintaining the peace of the world. Its members must not be diverted from that task by any appeals to deal with matters not contributing to that supreme object. Secondly, it should not be forgotten that the League had a very delicate task. In some respects it was bound to infringe upon national sovereignty. This was involved by the very existence of the Cove-

de l'existence même du Pacte. Il est donc de la plus haute importance, puisque la Société est nécessairement exposée au risque d'éveiller les susceptibilités nationales, qu'elle ne le fasse pas sans nécessité ou, pour des raisons auxquelles ferait défaut la raison suprême, à savoir le maintien de la paix et de la bonne entente entre les nations du monde.

Il est convaincu que l'avenir de la Société dépend à un haut degré de la mesure dans laquelle elle pourra mettre de son côté ce mobile dont le pouvoir est immense parmi les hommes, c'est-à-dire le patriotisme et le sentiment national. Ce qu'il faut, c'est proposer aux patriotes du monde un nouveau but à leur patriotisme: le désir d'exceller dans les œuvres de paix et dans le progrès de la prospérité de la race humaine. Il présente en conséquence le projet de résolution ci-après:

« L'Assemblée prie le Conseil de nommer une commission en vue d'examiner et de préciser dans un rapport quelles sont les questions qui rentrent ou non dans la sphère d'activité de la Société des Nations au sens du Préambule et des articles 3 et 4 du Pacte, notamment en ce qui concerne les questions qui sont actuellement traitées par les organismes de la Société, ou qu'on propose de leur renvoyer. »

M. GUERRERO (Salvador) constate que le rapport sur l'œuvre du Conseil donne une idée très exacte de l'ampleur croissante de l'activité de la Société. Il songe en particulier aux travaux du Comité d'experts pour la codification progressive du droit international, aux travaux des organisations techniques et à ceux de la Commission préparatoire du désarmement.

Pourquoi faut-il que cette institution, en plein essor, se trouve comme bloquée devant un obstacle si considérable que tout l'édifice s'en trouve menacé? La Société, qui est en état de crise depuis le commencement de mars, a, dans l'espace de peu de mois, été diminuée numériquement, matériellement et moralement. Deux grands Etats lui ont retiré le concours de leur précieuse collaboration.

Au mois de mars, M. Briand disait que la Société était en proie à une crise de croissance. Personnellement, il n'est pas d'accord sur ce diagnostic. Les racines du mal sont autrement profondes. C'est d'une infirmité de naissance et d'un défaut de conformation que souffre la Société.

L'origine du mal réside dans le Pacte lui-même, et c'est au Pacte qu'il faut s'attaquer afin que son article 4 ne vienne pas réduire à néant le principe de l'égalité entre les Etats, base même de l'existence de la Société. Comment peut-on, dans l'état actuel de la communauté internationale, nier que l'égalité des sacrifices, des obligations et des engagements que le Pacte impose à tous les Membres de la Société n'entraîne pas avec elle l'égalité absolue de leur situation juridique?

Mais à quoi bon insister sur un vice de constitution que chacun connaît? Peut-être a-t-il eu son utilité au début, lorsque le Pacte fut élaboré, mais il a provoqué par la suite l'abstention et le retrait de la République Argentine, du Brésil et de l'Espagne. Il est à craindre que ce ne soit là qu'un commencement et que la liste ne s'allonge encore, si la Société persiste dans son erreur et s'il n'est pas porté remède à une situation singulièrement aggravée par les événements qui se sont précipités depuis l'Assemblée extraordinaire du mois de mars.

Il faut reconnaître que la Société, par la directive que lui a imposée son Pacte, s'est éloignée de son but. Ce n'est pas la solution adoptée par le Conseil qui enrayera le mal. Elle l'élargit au contraire, puisqu'elle n'est qu'une extension pure et simple de l'inégalité existant actuellement entre les Etats. Aux grands maux il faut les grands remèdes. Mieux vaut accepter volontairement les sacrifices avant qu'ils ne soient imposés par la force des événements. Ce n'est pas aux Etats qui, dans l'espoir de servir la cause de la paix, se soumettent à une situation qui n'était pas en accord avec leurs principes démocratiques, qu'incombe ces sacrifices, mais aux Etats à l'avantage desquels le Pacte a créé la situation qui a abouti à la crise actuelle.

Le sacrifice indispensable pour sauver la situation est le renoncement, librement consenti, des grandes Puissances à la permanence des sièges du Conseil.

M. HAMBRO (Norvège) déclare que le Gouvernement norvégien a suivi avec un intérêt tout particulier les travaux de la Cour permanente de Justice internationale, et qu'il a décidé

nant. It was of the utmost importance, therefore, that since the League was compelled to run the risk of arousing national feeling, it should not do so unnecessarily or for reasons short of the supreme reason: that of maintaining the peaceful and good relations of the nations of the world.

He was convinced that the future of the League depended very largely upon how far it could enlist that immensely powerful motive among men: the motive of patriotism and national feeling. What was essential was to create in the hearts of the patriots of the world a new purpose for their patriotism, the desire to excel in the work of peace and the promotion of the prosperity of the human race. He would therefore submit the following resolution:

" That the Assembly requests the Council to appoint a Committee to consider and report what questions are, and what are not, within the sphere of action of the League within the meaning of the Preamble and Articles 3 and 4 of the Covenant, especially with reference to the questions which are now being dealt with by the organs of the League or are proposed to be so dealt with. "

M. GUERRERO (Salvador) said that the Report on the Work of the Council gave a very clear idea of the continuously increasing activities of the League. He would refer in particular to the work of the Committee on the Progressive Codification of International Law, the work of the Technical Organisations and of the Preparatory Committee on Disarmament.

Why should an institution so full of vitality have found itself confronted with obstacles so formidable that the whole structure of the League had been threatened? The League, which had been passing through a crisis since the beginning of March, had in the course of a few months been diminished in numbers, in material power and in moral prestige. Two great States had refused to accord it their valuable collaboration.

M. Briand, in March, had said that the League was passing through a period of growing pains. He could not agree with this diagnosis. The roots of the evil were far more profound. The infirmity from which it suffered was one inherited at birth; it was a physical deformity from which it continuously suffered.

The origin of the evil lay in the Covenant of the League itself, and it was necessary to attack the Covenant in order that Article 4 might not succeed in rendering null and void the principle of equality between States which lay at the basis of its existence. How was it possible in the present stage of international development to deny that the equality of sacrifices, obligations and engagements which the Covenant imposed on all the Members of the League should bring with it an absolute equality in their legal position?

What, however, was the use of insisting on this vice of construction, which was well known to everyone? It might have had its use at the outset, when the Covenant was framed, but in the sequel it had brought about the abstention and withdrawal of the Argentine Republic, Brazil and Spain. It was to be feared that these withdrawals were only a beginning and that the list would be increased if the League persisted in its error and if an energetic remedy was not found for a situation seriously aggravated by the events which had happened since the Special Assembly of March.

It must be recognised that the League, under the rules imposed by the Covenant, had become remote from its object. The solution adopted by the Council would certainly not eradicate the evil. It would, on the contrary, increase it, since it amounted to a pure and simple extension of the inequality at present existing between the States. For great evils heroic remedies were necessary. It would be better to accept them voluntarily than to wait until they were imposed by the force of events. It was not for the States which, in the hope of serving the cause of peace, had accepted a situation which was not in accord with their democratic principles to make the necessary sacrifices, but for the States for whose benefit the Covenant had created the situation which had resulted in the present crisis.

The sacrifice which was needed to save the situation was the free renunciation by the great Powers of their permanent seats on the Council.

M. HAMBRO (Norway) said that the Norwegian Government had followed with special interest the work of the Permanent Court of International Justice and had decided to renew for

de recueillir pour une nouvelle période de dix années son acceptation de la juridiction obligatoire, conformément à l'article 36 du Statut de la Cour.

Le Gouvernement norvégien attache la plus haute importance au travail entrepris par le Comité d'experts pour la codification du droit international, et félicite ce Comité d'avoir amorcé l'étude de l'importante question des eaux territoriales. Il s'est passé bien du temps avant que cette question, qui touche aux intérêts et aux problèmes de la plupart des Etats, ait été traitée internationalement. Il n'a nul désir de critiquer l'œuvre de ce Comité, mais il fait observer qu'il y a des pays qui ne sont pas représentés dans cet organisme et pour certains desquels les questions touchant aux eaux territoriales sont de la plus haute importance. La Norvège a une ligne côtière plus longue et plus compliquée qu'aucun autre Etat européen, et son histoire depuis des temps immémoriaux est liée indissolublement à la mer. Quatre-vingt-dix pour cent environ de la population des ports septentrionaux du pays dépendent, en totalité ou en partie, de l'existence même des eaux territoriales. On suit ces questions en Norvège avec la plus grande attention, et on est convaincu qu'elles ne sauraient être étudiées et épuisées du seul point de vue juridique, mais qu'il est nécessaire de les examiner également aux points de vue hydrographique, géographique et historique.

Le Gouvernement norvégien soumettra à l'attention sympathique du Conseil et du Comité spécial la question de savoir s'il ne serait pas utile que les pays particulièrement intéressés aux problèmes rentrant dans le domaine de ce Comité aient la faculté de participer à l'œuvre préparatoire de codification.

De l'avis du Gouvernement norvégien, il serait naturel de répartir plus équitablement les sièges dans les diverses commissions de la Société parmi les Membres de celle-ci, peut-être d'après un système de roulement correspondant à celui qui fut recommandé à l'unanimité par l'Assemblée en 1922 et 1923 pour les élections au Conseil. Ce gouvernement attache une importance considérable à ces recommandations et espère que les Membres du Conseil se conformeront toujours aux vues de l'Assemblée, en tenant compte du fait que les sièges au Conseil leur ont été confiés par l'Assemblée afin qu'ils respectent les désirs et soutiennent les droits de celle-ci.

Il a été heureux d'entendre les exposés des délégués de la Perse et du Salvador. Le Gouvernement norvégien se ralliera à toute tentative de rendre le système des élections plus juste et plus conforme aux recommandations formulées à plusieurs reprises par l'Assemblée, et s'efforcera de combattre toute tentative de créer une nouvelle classification plus accentuée des Etats.

Travaux de la troisième Commission : Propositions de M. Loudon.

M. LOUDON (Pays-Bas) présente les résolutions suivantes :

« L'Assemblée renvoie à la troisième Commission toutes les parties du rapport et du rapport supplémentaire sur l'œuvre du Conseil et sur le travail du Secrétariat concernant la réduction des armements. »

« L'Assemblée décide de renvoyer à la troisième Commission le rapport de M. Benès, adopté par le Conseil le 4 septembre 1926, au sujet de l'avant-projet de convention sur le contrôle de la fabrication privée des armes et munitions et des matériels de guerre ainsi que les documents qui accompagnent ce rapport. »

Le PRÉSIDENT dit que ces résolutions seront distribuées à l'Assemblée, qui sera en mesure de se prononcer le lendemain à leur sujet.

III. DEUXIÈME SÉANCE DE LA TROISIÈME COMMISSION

La troisième Commission s'est réunie hier jeudi le 9 septembre 1926, à 16 heures, sous la présidence de M. VILLEGAS (Chili) et a commencé l'examen de l'ordre du jour suivant :

Questions renvoyées par l'Assemblée :

- 1. Règlement pacifique des différends internationaux: Rapport du Conseil sur les propositions, déclarations

another period of ten years its acceptance of the compulsory jurisdiction under Article 36 of the Statute of the Court.

The Norwegian Government attached the highest importance to the work of the Committee for the Codification of International Law, and congratulated the Committee on having begun the study of the important question of territorial waters. This question had long awaited international examination, and it touched the interests and problems of most of the States. He did not desire to criticise in any way the work of the Committee. He would point out, however, that certain countries were unrepresented on that body, including countries for which the questions relating to territorial waters were of vital importance. Norway had a longer and more broken coastline than any European country, and her history had from time immemorial been bound up with the sea. Some 90 per cent of the population of the northern parts of Norway were wholly or partially dependent on the territorial waters for their livelihood. The questions were followed with the closest attention in Norway, which was convinced that they could not be studied exhaustively from the legal point of view but that they must be considered hydrographically, geographically and historically.

The Norwegian Government would submit to the sympathetic consideration of the Council and the Committee whether it would not be advisable to give to countries particularly interested in such questions as came under its examination an opportunity of participating in its preparatory work.

In the opinion of the Norwegian Government, it was advisable that seats on the various committees of the League should be distributed more evenly among its members and possibly under a system of rotation corresponding to that unapprisingly recommended by the Assembly in 1922 and 1923 for the elections to the Council. The Norwegian Government attached considerable importance to these recommendations and hoped that the Members of the Council would always respect the views of the Assembly, bearing in mind that their seats on the Council had been given to them in trust by the Assembly, so that they might respect and uphold its wishes and its rights.

He had heard with interest the views of the delegates of Persia and of Salvador. The Norwegian Government would support any attempt to make the system of elections more just in accordance with the repeated recommendations of the Assembly, and would endeavour to counteract any attempt to create any new and more marked classification of States.

Work of the Third Committee : Proposals of M. Loudon.

M. LOUDON (Netherlands) moved the following resolutions :

“ The Assembly decides to refer to the Third Committee all the portions of the Report and of the Supplementary Report on the Work of the Council and of the Secretariat dealing with the reduction of armaments. ”

“ The Assembly decides to refer to the Third Committee M. Benes' report (approved by the Council on September 4th, 1926), on the Draft Convention for the Control of the Private Manufacture of Arms and Ammunition and of Implements of War, and the documents annexed thereto. ”

The PRESIDENT said that these resolutions would be circulated to the Assembly, which would be able to vote upon them on the following day.

III. SECOND MEETING OF THE THIRD COMMITTEE.

The Third Committee met yesterday (September 9th, 1926) at 4 p.m. under the chairmanship of M. VILLEGAS (Chile) and entered upon the examination of the following agenda :

Questions referred by the Assembly :

- 1. Pacific Settlement of International Disputes: Report of the Council on the proposals, declarations and suggestions

et suggestions faites en vue du règlement pacifique des différends internationaux. (Document A. 32, pages 2 et 12-14).

2. Arbitrage, sécurité et réduction des armements: Rapport du Conseil sur les progrès réalisés, au point de vue de la sécurité générale, par la conclusion de conventions et de traités. (Document A. 32, pages 2 et 10-12).

3. Conférence pour la réduction et la limitation des armements: Rapport sur les travaux de la Commission préparatoire. (Document A. 32, pages 2-7 et 14-21).

M. MARKOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) constate que les rapports du Conseil qui forment les points 1 et 2 de l'ordre du jour, tout en faisant preuve d'un optimisme exagéré sur les progrès réalisés au point de vue de la sécurité générale, concluent qu'il convient de se borner pour le moment à enregistrer ces accords et à espérer qu'ils aideront à trouver une solution générale du problème.

M. Markovitch est d'avis qu'on peut faire quelque chose de plus. Il croit que la troisième Commission devrait procéder à un examen des accords particuliers pour en tirer des principes généraux qui, sans fournir une solution d'application aussi générale que le Protocole, formeraient néanmoins un système complet pour le règlement pacifique des conflits.

M. PAUL-BONCOUR (France) demande à M. Markovitch de bien vouloir préciser sa proposition. Consiste-t-elle à faire affirmer d'une manière plus précise la liaison qui doit exister entre les garanties de sécurité en relation avec l'arbitrage et les travaux du désarmement? Dans ce cas, il l'appuiera chaleureusement. Est-ce une invitation à reprendre l'étude du problème sous une forme plus générale que celle des accords particuliers et toutefois plus limitée que le Protocole? Il exprimerait alors quelque appréhension à ce sujet. Le Protocole était un instrument complet. Il craindrait qu'un travail nouveau ne vint apporter des atténuations à son principe auquel on reviendra tôt ou tard et qui a animé déjà les accords particuliers qui sans lui n'existeraient pas. Il ne faut pas sous-estimer les accords particuliers mais il faut s'efforcer de les multiplier de façon à couvrir tous les cas de conflits possibles.

M. MARKOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) répond qu'il partage entièrement l'avis de M. Paul-Boncour sur ce dernier point mais il estime cependant que les accords particuliers, tout en augmentant la sécurité, ne fournissent pas une solution complète du problème. Sans vouloir discuter à nouveau et encore moins diminuer le Protocole, il croit utile de chercher dans les accords particuliers quels sont les principes généraux qui pourraient servir de règle pour l'avenir.

M. LANGE (Norvège) fait observer qu'il y a une démarcation à faire sur les deux premiers points de l'ordre du jour entre les travaux de la première et ceux de la troisième commission et que la troisième commission ne pourrait pas procéder à l'étude de la part qui lui revient sans avoir connaissance de la documentation qui a servi au Conseil pour établir ses rapports; il demande donc l'ajournement de cette discussion jusqu'à ce que les délégations aient pu prendre connaissance de ces documents.

Il rappelle en outre à la Commission que la question du désarmement forme la tâche principale de la troisième Commission et que les travaux en cours ont été institués par la sixième Assemblée pour combler une lacune qui existait dans le Protocole. La troisième Commission pourrait commencer dès maintenant l'examen de ce point de son ordre du jour.

Après un échange d'observations entre le PRÉSIDENT, M. PAUL-BONCOUR, M. LANGE et M. BUERO, la Commission décide de continuer ses travaux par l'étude du point 3 de son ordre du jour. (Rapport sur les travaux de la Commission préparatoire du désarmement.)

M. LOUDON, président de la Commission préparatoire, est prié de fournir sur ce point des renseignements à la Commission. Le bureau de la Commission se mettra en rapports avec la

made with a view to the pacific settlement of international disputes (document A. 32, pages 2 and 12-14).

2. Arbitration, Security and Reduction of Armaments: Report of the Council on the progress which has been achieved from the point of view of general security by the conclusion of conventions and treaties (document A. 32, pages 2 and 10-12).

3. Conference for the Reduction and Limitation of Armaments: Report on the Work of the Preparatory Commission (document A. 32, pages 2-7 and 14-21).

M. MARKOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) noted that the reports of the Council referred to in items 1 and 2 of the agenda, while showing an exaggerated optimism in regard to the progress achieved from the point of view of general security, concluded by pointing out that it was advisable for the moment to do no more than register these agreements and to hope that they would assist towards a general solution of the problem.

He was of opinion that something more than this might be done. He believed that the Third Committee should proceed to an examination of the special agreements in order to draw from them general principles which, without furnishing a solution as generally applicable as the Protocol, would nevertheless form a complete system for the pacific settlement of disputes.

M. PAUL-BONCOUR (France) asked M. Markovitch to define his proposal. Did it consist in affirming more precisely the connection which should exist between the guarantees of security in relation to arbitration and the work of disarmament. In this case he would cordially support it. Or was it an invitation to resume a study of the problem under a more general form than that of the special agreements but at the same time in a more limited form than that of the Protocol? In the latter case, he had some misgivings on the subject. The Protocol was a complete instrument. He feared that further work upon it would result in weakening its principle, to which a return would sooner or later be made and which had already inspired the special agreements which, without the Protocol, would not exist. It was necessary not to underestimate the value of the special agreements, but an endeavour must be made to multiply them so as to cover all cases of possible conflict.

M. MARKOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) replied that he entirely shared the view of M. Paul-Boncour on this last point. He considered, however, that the special agreements, while increasing security, did not provide a complete solution of the problem. Without desiring again to discuss and still less to diminish the value of the Protocol, he thought it useful to examine the special agreements with a view to discovering what were the general principles underlying them which might serve as rules for the future.

M. LANGE (Norway) observed that a distinction should be drawn in regard to the first two items of the agenda between the work of the First and Third Committees. The Third Committee could not proceed to an examination of the part of the work with which it was concerned without being acquainted with the documents which had assisted the Council to establish its reports. He would accordingly ask that discussion should be adjourned until the delegations had had an opportunity of examining these documents.

He further reminded the Committee that the question of disarmament was the principal task of the Third Committee, and that the work in progress had been begun by the Sixth Assembly in order to fill a gap which existed in the Protocol. The Third Committee might begin at once the examination of this item on the agenda.

After an exchange of views between the CHAIRMAN, M. PAUL-BONCOUR, M. LANGE and M. BUERO, the Committee decided to continue its work by examining item 3 of its agenda (Report on the Work of the Preparatory Committee).

M. LOUDON (Netherlands), Chairman of the Preparatory Committee, was asked to give to the Committee some information on this point. It was understood that the Bureau of the

première Commission pour établir la liaison entre les travaux des deux Commissions sur les points 1 et 2 de l'ordre du jour.

IV. DEUXIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION.

La quatrième Commission a tenu sa deuxième séance le jeudi 9 septembre, à 16 heures, sous la présidence de M. Nicolas TITULESCO (Roumanie).

Composition de la Sous-Commission des contributions arriérées.

Les suggestions présentées par le Bureau de la Commission, conformément à la décision prise au cours de la première séance, sont adoptées. En conséquence, la Sous-Commission des contributions arriérées est composée de la manière suivante :

M. Mineitciro ADATCI (Japon),
Sir Herbert AMES (Canada),
M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay),
M. Jean REVEILLAUD (France),
M. Auguste-César DE VASCONCELLOS (Portugal).

Examen du rapport de la Commission de contrôle sur les travaux de ses dix-huitième et dix-neuvième sessions.

Les paragraphes 54 à 57 de ce rapport sont approuvés.

Comptes vérifiés du septième exercice financier (1925).

La Commission décide de recommander à la septième Assemblée d'arrêter définitivement les comptes vérifiés de la Société des Nations pour le septième exercice financier ayant pris fin le 31 décembre 1925.

Mémoire du Secrétaire général sur la situation financière au 31 août 1926.

La Commission décide de prendre acte du mémoire du Secrétaire général sur la situation financière au 31 août 1926.

Rapport sur les nouveaux travaux entraînant pour la Société des charges financières supplémentaires.

La Commission prend acte du rapport sur les nouveaux travaux entraînant pour la Société des charges financières supplémentaires.

Indemnité spéciale aux membres de la Commission permanente des mandats.

Les conclusions du rapport spécial de la Commission de contrôle relatives à l'indemnité des membres de la Commission permanente des mandats sont adoptées.

Fonds pour les constructions.

La Commission approuve les conclusions de la section 2 (fonds pour les constructions de la Société et excédent de l'exercice 1925) du rapport de la Commission ainsi que le barème définitif annexé au document A. 39. 1926.

V. DEUXIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION

La cinquième Commission a tenu sa deuxième séance hier jeudi 9 septembre, à 15 h. 30, sous la présidence de M. MENSENDORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Autriche).

Travaux de la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie) donne lecture de son rapport sur le travail accompli par la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles pendant sa huitième session, et présente un projet de résolution concluant à l'adoption du rapport de la Commission consultative.

M. PARRA-PEREZ (Venezuela), vice-président, attire l'attention sur la gravité croissante de la situation, malgré les efforts

Committee would get into touch with the First Committee in order to establish the liaison required between the work of the two Committees in regard to items 1 and 2 of the agenda.

IV. SECOND MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE.

The Fourth Committee held its second meeting yesterday (Thursday, September 9th) at 4 p.m. under the chairmanship of M. Nicolas TITULESCO (Roumania).

Composition of the Sub-Committee for Contributions in Arrears.

The suggestions presented by the Bureau of the Committee in conformity with the decision taken at the previous meeting were adopted.

The Sub-Committee for Contributions in Arrears was accordingly constituted as follows:

M. Mineitciro ADATCI (Japan),
Sir Herbert AMES (Canada),
M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay),
M. Jean REVEILLAUD (France),
M. Auguste César DE VASCONCELLOS (Portugal).

Examination of the Report of the Supervisory Commission on the Work of its Eighteenth and Nineteenth Sessions.

Paragraphs 54 to 57 of the report were approved.

Audited Accounts for the Sixth Financial Period (1925).

The Committee decided to recommend the Seventh Assembly finally to pass the audited accounts of the League of Nations for the seventh financial period ending December 31st, 1925.

Memorandum of the Secretary-General on the Financial Situation on August 31st, 1926.

The Committee took formal note of the Secretary-General's report on the financial situation on August 31st, 1926.

Report on New Work involving New Expenditure on the Part of the League.

The Committee took formal note of the Report on New Work involving New Expenditure on the Part of the League.

Special Allowances for Members of the Permanent Mandates Commission.

The conclusions of the special report of the Supervisory Commission on the allowance to be made to the members of the Permanent Mandates Commission were adopted.

Building Fund.

The Committee approved the conclusions of Section 2 (League building fund and surplus for the financial year 1925), together with the final scale annexed to document A. 39, 1926.

V. SECOND MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE.

The Fifth Committee held its second meeting (Thursday, September 9th, 1926) at 3.30 p.m. under the chairmanship of M. MENSENDORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Austria).

Work of the Advisory Committee on the Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.

M. VEVERKA (Czechoslovakia) read a report on the work of the eighth session of the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs and proposed a resolution adopting the report of the Advisory Committee.

M. PARRA-PEREZ (Venezuela), Vice-Chairman, drew attention to the increasingly serious situation which had developed

tentés pendant les dernières années. La production a aujourd'hui augmenté au point de dépasser considérablement la demande pour les besoins médicaux. Les pays manufacturiers devraient faire un effort général pour remédier à cette situation.

M. CAVAZZONI (Italie) estime que les difficultés actuelles résultent principalement du fait que les dispositions de la Convention de La Haye ne sont pas appliquées avec la rigidité nécessaire. Selon lui, si l'on agissait autrement et si la Commission consultative était composée dans une proposition équitable de représentants des pays producteurs et consommateurs, un progrès plus considérable serait accompli dans la bonne direction que si l'on mettait en vigueur les mesures envisagées par la Convention sur l'opium de 1925.

Le vicomte CECIL (Empire Britannique) insiste également sur la gravité de la situation. Loin d'être incompatible avec la Convention de la Haye, la Convention de 1925 va plus loin que celle-ci, et il y aurait avantage pour les Etats à ratifier la Convention de 1925 avant de prendre d'autres mesures.

Peut-être la Commission désirera-t-elle entendre, du délégué de la Perse, des renseignements sur les progrès accomplis en ce qui concerne le contrôle du trafic dans le golfe Persique.

M. FRANÇOIS (Pays-Bas) expose que les Pays-Bas ont l'intention de faire une réserve sur la seconde résolution, ce qui n'empêchera pas son pays d'adhérer aux résolutions dans leur ensemble. Des mesures ont déjà été prises dans les Pays-Bas en vue d'appliquer les autres résolutions.

Mlle VACARESCO (Roumanie) recommande que l'on adresse un appel à la presse afin d'indiquer le flot montant de l'opium, et suggère que l'on convoque une conférence où l'on se mettrait d'accord sur la direction à imprimer à la propagande.

Sir B. MULLICK (Inde) fournit des statistiques en vue de montrer combien largement le Gouvernement de l'Inde remplit ses devoirs en matière de contrôle. Des mesures ont été prises pour introduire la prohibition absolue des exportations dans un délai de dix ans, c'est-à-dire en 1935. On procède graduellement à la restriction de la distribution intérieure, en dépit des difficultés résultant de coutumes invétérées dans le peuple. La situation est plus menaçante en ce qui concerne les autres drogues nuisibles. Il est impossible de compter sur une amélioration substantielle tant que la Convention sur l'opium de 1925 n'aura pas été mise en vigueur par les pays exportateurs.

Mme BUGGE-WICKSELL (Suède) est autorisée à déclarer que le Gouvernement suédois ratifiera sous peu la Convention de 1925. Elle appuie les remarques du vicomte Cecil sur les rapports entre la Convention de La Haye et la Convention de Genève.

La suite de la discussion sur le rapport de M. Veverka est reportée à la prochaine séance de la Commission.

VI. SIGNATURES ET RATIFICATIONS DES ACCORDS INTERNATIONAUX

Le prince VIPULYA, délégué du Siam, a signé au Secrétariat, le 9 septembre 1926:

La Convention relative au contrôle du Commerce des armes, munitions et des matériels de guerre, et

Le Protocole concernant la prohibition de l'emploi à la guerre des gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques,

faits à Genève le 17 juin 1925.

VII. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LE 9 SEPTEMBRE 1926

Compte rendu provisoire: cinquième séance.

Compte rendu provisoire: sixième séance.

Assemblée: Ordre du jour N° 4.

A. 6a. Annexe au rapport supplémentaire sur les travaux du Conseil et du Secrétariat.

in spite of the efforts of recent years. Production had now increased to such an extent that it had far exceeded the demand for medicinal purposes. A general effort should be made by the manufacturing countries to deal with the situation.

M. CAVAZZONI (Italy) stated that the present difficulties very largely arose from failure to apply the provisions of the Hague Convention as rigidly as they should have been applied. He considered that were this done and were the Advisory Committee to consist of representatives from producing and consuming countries in an equitable proportion it would mean a greater step in the right direction than were the measures contemplated under the 1925 Opium Convention to be enforced.

Viscount CECIL (British Empire) also laid stress on the serious nature of the situation. The 1925 Convention, so far from being incompatible with the Hague Convention, went beyond it, and it would be preferable for States to ratify the former Convention before taking steps in other directions.

He suggested that the Committee would be pleased to receive information from the delegate of Persia as to the progress made in the control of traffic in the Persian Gulf.

M. FRANCOIS (Netherlands) stated that the Netherlands intended to make a reservation to the second resolution, although that would not prevent them adhering to the resolutions as a whole. Measures had already been taken in his country to apply the other resolutions.

Mlle. VACARESCO (Roumania) advocated an appeal to the Press to stem the mounting tide of opium and suggested the holding of a Conference to agree upon the means by which propaganda was to be directed.

Sir B. MULLICK (India) gave statistics to show how widely the Indian Government was fulfilling its duties in the matter of control. Steps had been taken to introduce absolute prohibition of export within a term of ten years, i.e. 1935. Internal distribution was gradually being restricted in spite of the difficulties proceeding from the ingrained habits of the people. The situation as regards other dangerous drugs was more menacing. No real improvement could be expected until the 1925 Opium Convention had been enforced by exporting countries.

Mme. BUGGE-WICKSELL (Sweden) was authorised to say that the Swedish Government would ratify the 1925 Convention in the near future. She supported the remarks of Viscount Cecil as to the relation of the Hague and Geneva Conventions.

The remainder of the discussion on the report of M. Veverka will be continued at the next meeting of the Committee.

VI. SIGNATURES AND RATIFICATIONS OF INTERNATIONAL ENGAGEMENTS.

Prince VIPULYA, delegate of Siam, signed at the Secretariat on September 9th, 1926:

The Convention for the Supervision of the International Trade in Arms and Ammunition and in Implements of War;

The Protocol for the Prohibition of the Use in War of Asphyxiating, Poisonous or Other Gases, and of Bacteriological Methods of Warfare;

done at Geneva, June 17th, 1925.

VII. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER, 9th, 1926.

Provisional Verbatim Record: Fifth Meeting.

Provisional Verbatim Record: Sixth Meeting.

Assembly Agenda 4.

A. 6a. Annex to the Supplementary Report on the Work of Annex. the Council and the Secretariat.

- | | |
|--|--|
| <p>A. 47. Contrôle de la fabrication privée des armes et munitions et des matériels de guerre.</p> <p>A. 51. Demande d'admission dans la Société des Nations adressée par le Gouvernement allemand. Résolutions proposées par M. Motta, délégué de la Suisse, et adoptées par l'Assemblée le 8 septembre 1926.</p> | <p>A. 47. Supervision of the Private Manufacture of Arms and Ammunition and Implements of War.</p> <p>A. 51. Request of the German Government for admission to the League of Nations. Resolutions proposed by M. Motta, delegate of Switzerland, and adopted by the Assembly at its meeting held on September 8th, 1926.</p> |
|--|--|

VIII. LISTE DES AGENCES TÉLÉGRAPHIQUES ET DES JOURNAUX REPRÉSENTÉS
A LA SEPTIÈME ASSEMBLÉE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

VIII. LIST OF TELEGRAPHIC AGENCIES AND NEWSPAPERS REPRESENTED
AT THE SEVENTH ASSEMBLY OF THE LEAGUE OF NATIONS

PRESSE ALLEMANDE — GERMAN PRESS

Acht-Uhr Abendblatt: M. J. REINER, Hôtel de la Paix.

Agence Wolff: M. B. SCHEFFER, Hôtel des Familles; Dr. STERN-RUBARTH, Hôtel de l'Écu.

Badische Presse: M. A. KIMMIG, 17, rue Versonnex.

Bergische Zeitung: M. O. GILLEN.

Berliner Lokalanzeiger: M. R. BRANDT, Hôtel de la Paix.

Berliner Morgenpost: M. A. HERZ, Hôtel Victoria.

Berliner Morgenzeitung: G. HÖFFNER, Hôtel Victoria.

Berliner Nachtausgabe: Dr. O. KRIEGK, Hôtel Métropole.

Berliner Tageblatt: M. W. RUPPEL, 5, rue Massot.
Dr. ERNST FEDER, Hôtel Métropole.

Berliner Volkszeitung: Dr. FEDER, Hôtel Métropole.

Breslauer Zeitung: M. A. PUTZ, 13, rue de Candolle.

B.Z. am Mittag: M. G. KAUDER, Hôtel Richemond.

Cottensche Zeitung: Dr. A. O. v. HALEM, 11, avenue de Champel.

Demokratischer Zeitungsdienst: Dr. P. WOHL, 25, rue Merle d'Aubigné.

Deutsche Allgemeine Zeitung: M. G. SCHULHOF, Pension Favorite;
M. F. KLEIN, Hôtel Touring-Balance.

Deutsches Magazin: M. BEERLI.

Deutsche Nachrichten- und Korrespondenzgesellschaft: M^{me} A. VALENTIN, 33, Quai Wilson.

Deutscher Spiegel: M. L. HAMBURGER, 16, Quai des Eaux-Vives.

Deutsche Tageszeitung: M. W. SCHEUERMANN, Hôtel des Alpes, rue de Rive; M. W. HACK, Hôtel des Alpes, rue de Rive.

Die Frau im Staat: M^{me} G. BAER, 12, rue du Vieux-Collège.

Die Menschheit: M. H. SCHWAN, Hôtel de Bourgogne.

Dortmunder Zeitung: M. G. POPOFF, Hôtel Régina.

Dresdner Anzeiger: M. A. GERICK, Hôtel des Alpes.

Dresdner Neueste Nachrichten: M. S. FLOCH, Hôtel Richemond.

Düsseldorfer Nachrichten: Dr. DOERKES-BOPPARD, Pension Elisa, rue Chantepoulet.

Eisleber Zeitung: M. J. GAST, 3, rue St.-Ours.

Essener Allgemeine Zeitung: M. G. NIEMEYER, 25, chemin de Miremont.

Frankfurter Generalanzeiger: M. E. DOMBROWSKI, Hôtel Richemond.

Frankfurter Zeitung: M. von DEWALL.

Germania: Dr. O. FECHER, Pension du Lac, Longemalle.

Girardet-Verlag: M. E. BECK, Hôtel Métropole.

Glauchauer Tageblatt & Anzeiger: M. K. KLUNKER.

Hamburger Fremdenblatt, Dr. M. KAUFMANN, Hôtel Richemond.
M. K. SPITZNER, Hôtel Richemond.

Jungsocialistische Blätter: M. Curt RICHTER, Chemin Sautter, 18, Plainpalais.

Kölnische Volkszeitung: M. H. CARDUCK, Hôtel du Lac, Longemalle.

Kölnische Zeitung: Dr. Max BEER, 15, chemin des Contamines.

Königsberger-Hartungische Zeitung: M^{me} M. DRIESCH, Hôtel Bristol.

Leipziger Volksstimme: M. S. LION, 8, rue Bonivard.

Magdeburgische Zeitung: M. L. EMMERICH, Hôtel des Alpes.

Münchener Neueste Nachrichten: M. W. MENZI, Vésenaz.

Neue Leipziger Zeitung: M. R. LEHMAN, Hôtel de Strasbourg, rue Pradier.

Nijälzische Rundschau: Dr. F. HEISSMANN, Hôtel de Bourgogne, Place de Cornavin.

Pressebüro Krauss: M. M. KRAUSS.

Pressedienst der deutschen Liga für Völkerbund, Hôtel Richemond.

Pressedienst Weltwirtschaft: M. v. OERTZEN, Ma Retraite, Chambésy.

Reichsdienst Deutscher Presse: M^{me} A. VALENTIN, 33, quai Wilson.

Rostocker Anzeiger: Dr. T. VON RENTELN.

Tägliche Rundschau: M. E. SPIESS.

Telegraphen Union: M. DE LA TROBE, 30, Chemin de Belmont.

Thüringer Allgemeine Zeitung: M. G. RICHTERS, 7, chemin du Square.

Transocean-Nachrichtendienst: M. W. SCHWEDLER.

Ullstein-Nachrichtendienst: Dr. J. BECKER, 7, Av. Gaspard, Valette.

Volkswacht: M. K. LENZ, 12, rue du Vieux-Collège.

Vorwärts: M. V. SCHIFF, Hôtel Victoria.

Vossische Zeitung: M. G. BERNHARD, Hôtel Beau-Séjour.

Welt am Abend: Dr. A. ROSENBERG, Hôtel Mont-Blanc.

Welt am Montag: M. H. v. GERLACH, 11, Avenue de Champel.

Württembergische Zeitung: Dr. E. SYFRIG, Genève-Stand, Case postale 591.

PRESSE DE L'AFRIQUE DU SUD — SOUTH AFRICAN PRESS

Burger (de) (Pretoria): M. P. N. VAN EYCK, Hôtel Suisse.

Cape Times: Mr. Norman HART, Hôtel de la Paix.

South African Women's Magazine: Miss Winifred HOLTBY, Pension Coupier.

PRESSE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE — WEST AFRICAN PRESS

West Africa: Mr. Frank OWEN, 55, route Florissant.

PRESSE ANNAMITE — ANNAM PRESS

Echo Annamite: M. Duong van GIAO, 11, rue de Candolle.

PRESSE ARGENTINE — ARGENTINE PRESS

Nacion (La): M. Alvarez DEL VAYO, 39, quai Wilson.

Prensa (La): M. R. DE FRANCH, Hôtel des Bergues.

PRESSE ARMÉNIENNE — ARMENIAN PRESS

Abaka: M. L. PACHALIAN, Hôtel des Voyageurs.

PRESSE AUSTRALIENNE — AUSTRALIAN PRESS

Australian Newspaper Service: Mr. Trevor SMITH, Hôtel Métropole.

Australian Press Association: Mr. P. E. G. BAYLEY, Hôtel d'Angleterre.

PRESSE AUTRICHIENNE — AUSTRIAN PRESS

Neue Europe: Dr. Paul HOHENAU.

Neue Freie Presse: Dr. P. GOLDMANN, Pension Gerst, 2, Rond-point de Plainpalais; M. A. WEISS, 21, rue Rotschild.

Neues Wiener Journal: Dr. J. STRASSER, Hôtel Minerva.

Neues Wiener Tageblatt: M. M. FORST.

Tag: Dr. H. BESSEMER, III, Les Grangettes.

Wiener Neueste Nachrichten: M. H. von MOOS, 8, rue de la Rôtisserie.

PRESSE BELGE — BELGIAN PRESS

Agence Télégraphique Belge: M. R. GÉRARD, 42, boulevard des Tranchées.

Etoile Belge: M. HAUBRECHTS, rue du 31-Décembre.
Journal de Charleroi: M. H. LA FONTAINE, 41, rue de la Synagogue.
Libre Belgique: Dr. T. GREENWOOD, Hôtel Central.
Muse (La): M. Ed. BAUTY, 5, avenue des Vollandes.
Nation Belge (La): M. MURET, 3, rue Versonnex.
Soir (Le), Bruxelles: M. Paul ADAM, c/o Le Journal de Genève.

PRESSE BRITANNIQUE — BRITISH PRESS

British Weekly: Mr. B. MATHEWS, 3, rue Général-Dufour.
Central News Agency: Mr. T. HUNTER, Hôtel de la Paix; Mr. J. PENTMAN, 17, rue Toepffer.
Children's Newspaper: Miss B. BRADFIELD, 4, rue Imbert Galloix.
Daily Chronicle: Mr. G. RENWICK, Hôtel d'Angleterre.
Daily Express: Mr. H. J. GREENWALL, Hôtel de Russie; Mr. H. P. DEWITTE, 33, chemin Miremont.
Daily Herald: Mr. G. SLOCOMBE, Hôtel Touring et Balance.
Daily Mail: Mr. J. M. N. JEFFRIES, Hôtel de la Paix; Mr. H. C. JAMES, Hôtel de la Paix.
Daily News: Mr. H. Wilson HARRIS, Hôtel Richemond; Mr. S. G. JENNINGS.
Daily Telegraph: Mr. Julian GRANDE, 7, avenue Léon Gaud.
Edinburgh Evening News: Mr. T. P. McDONALD, Pension Perron.
English Herald: Mr. CHARLESON, 8, Crêts de Champel.
Evening Standard: Mr. W. COLLEY, Hôtel de la Paix.
Exchange Telegraph: Mr. A. A. GLARNER, Hôtel Victoria.
Express and Star: Mr. G. MANDER, Pension des Tranchées.
Foreign Affairs (London): Mrs. H. M. SWANWICK, Hôtel de Russie.
Friend (The): Mr. J. H. HARRIS, Hôtel des Familles.
Law Journal (London): Mr. P. M. HENDERSON, Hôtel des Alpes.
Leeds Mercury: Miss L. REID, 22, rue Plantamour.
Manchester Guardian: Mr. J. G. HAMILTON, 7, chemin du Square.
Middlesex County Times: Mr. A. BAGNALL, Pension Perron, 8, rue des Moulins.
Morning Post: Albin E. JOHNSON, Club International, rue Monthoux.
The Nation: Prof. C. K. WEBSTER, Hôtel Richemond.
New Leader: Mr. Arnold FOSTER, Hôtel Bellevue, Monnetier-Mornex.
North-Eastern Daily Gazette: Miss Ida SAMUEL.
Observer: Mr. Philip CARR, Hôtel Victoria.
Patriot: Mr. Carlton HALL, Hôtel Richemond.
Reuters Ltd.: Mr. J. W. EMETT, O.B.E., Hôtel Beau-Rivage; Mr. WERNDL, 79, route de Chêne.
Review of Reviews: Mr. Wickham STEED, Hôtel de la Paix.
Scotsman: Prof. Basil WILLIAMS, Hôtel des Familles.
Somerset County Gazette: Dr. F. A. SIBLEY.
Spectator: Prof. F. F. ROGET, Le Manoret, Vandœuvres.
Sphere: Mr. O. McCOWAN, 3, rue Général Dufour.
Sunday Chronicle: Sir Philip GIBBS, Hôtel Métropole.
Times: Mr. LUMBY, Hôtel de la Paix; Mr. C. E. D'ARCIS, 8, rue Michel-Chauvet.
Time and Tide: Miss Vera BRITAIN, Pension Coupier.
Universe: Dr. T. GREENWOOD, Hôtel Central.
Welsh Outlook: Mr. W. W. DAVIES.
Western Mail: Sir Anton BERTRAM, Pension Régina.
Westminster Gazette: Mr. Trevor BLEWITT, 2, rue du Cloître.
Woman's Leader: Mrs. K. INNES, Pension Beau-Site.

PRESSE BULGARE — BULGARIAN PRESS

Zora de Sofia: M. J. D. PETSOFF, Pension Ducasse, rue de Candole, II.

PRESSE CANADIENNE — CANADIAN PRESS

Presse (La), Montreal: M. L. MATTHEY, Les Vergers, Grange-Canal.

PRESSE CUBAINE — CUBAN PRESS

Diario de la Marina: M. E. XAMMAR, Hôtel de l'Ecu.

PRESSE DANOISE — DANISH PRESS

Agence Bogholm: M. K. BOGHOLM, Hôtel de l'Europe.

Berlingske Tidende: M. DE JONG VAN BEEK EN DONK, 31, quai du Mont-Blanc.

København: Mme. E. B. PETERSEN, Pension Leman, 15, rue des Alpes.

Langlands Folkeblad: M. H. KRISTIANSSEN.

Politiken: M. N. BLAEDEL, Hôtel de l'Europe.

Social Demokraten: M. C. A. ANDERSEN, Hôtel Suisse.

Sørø Amtstidende, etc.: M. W. PETERSEN, Pension Leman, 15, rue des Alpes.

PRESSE DANTZICOISE — DANZIG PRESS

Baltische Presse: M. E. DE RUECKER, Hôtel Régina.

PRESSE ÉGYPTIENNE — EGYPTIAN PRESS

Tribune d'Orient: M. A. EL GHAIATY, 26, Corratérie.

PRESSE ESPAGNOLE — SPANISH PRESS

Liberal (El) Herald, de Madrid; *Vanguardia (La)*, Barcelone: M. Carlos ESPLÁ, Hôtel des Alpes.

Sol (El): M. P. ROSELLÓ, 4, rue Fred.-Amiel.

PRESSE ESTHONIENNE — ESTHONIAN PRESS

Revaler Bote: Dr AMMENDE.

PRESSE DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE — UNITED STATES PRESS

Associated Press of America: Mr. J. E. SHARKEY, 8, route de Florissant; Mr. HUDSON HAWLEY, Hôtel Victoria.

Baltimore Sun: Mr. F. ESSARY, Hôtel Richemond.

Brockton Times: Mrs. G. POOLE, Hôtel Richemond.

Brooklyn Daily Eagle: H. V. KALTENBORN, 112, rue du Rhône, chez M. Chabloz.

Chicago Daily News: Mr. R. DECKER, Hôtel de Russie.

Chicago Tribune: Mr. Henry WALES, Hôtel Victoria.

Christian Science Monitor: Mr. H. SPENDER, Hôtel des Familles.

Christian Work: Mr. H. S. HINTINGTON, Hôtel Richemond.

Foreign Affairs, Mr. H. F. ARMSTRONG, Hôtel Bellevue.

Hearst Papers: Mr. K. v. WIEGAND.

Houston Post Dispatch: Mrs. A. PENNYBACKER, La Résidence, Florissant.

International News Service: Mr. S. WEYER, Hôtel VICTORIA.

League of Nations News: Mr. Chester ROWELL, Hôtel de la Paix.

McClure Newspaper Syndicate: Mr. Frank SIMONDS, Hôtel de la Paix.

Nation, New York: Miss Anne MARTIN.

New Haven Journal: Mr. DOGGETT.

New Republic: Miss R. MORGAN, Hôtel de la Paix.

New York Daily News: Mr. J. ALLEN, Hôtel Victoria.

New York Evening Post: Mr. PERCY-NOEL, Hôtel de l'Ecu.

New York Herald: Mr. L. HILLS.

New York Herald Tribune: Mr. H. E. SCARBOROUGH, Hôtel Bristol.

New York Times: Mr. Edwin L. JAMES, Hôtel Bellevue; Mr. R. NEVILLE, 6, avenue Michel-Chauvet.

New York World: Mr. A.E. JOHNSON, La Résidence.

Outlook: Mr. E. F. BALDWIN, 39, quai Wilson.

Pax International: Miss Z.M. DOTY, 12, rue du Vieux-College.

Portland Telegram: Mr. T.C. HUME, 39, quai Wilson.

Public Ledger: Mr. PERCY-NOEL, Hôtel de l'Ecu.

Springfield Republican: Mr. G. FOX, Hôtel d'Angleterre.

Scripps-Howard Newspapers: Mr. W. P. SIMMS, Hôtel Beau-Rivage.

Syracuse Herald: Miss D. ADAMS.

United Press of America: Mr. Henry WOOD, 29, quai du Mont-Blanc; Mr. Frederik KUH, Hôtel Touring et Balance.

PRESSE FINLANDAISE — FINNISH PRESS

Helsingin Sanomat: M. Y. NIINILUOTO, Pension Verly, rue des Grands-Philosophes, I.

Turun Sanomat: M. TOIVOLA.

Uusi Suomi: H. J. VAN MEURS, Pension Sergy.

PRESSE FRANÇAISE — FRENCH PRESS

Action Française: M. LE BOUCHER, Hôtel des Voyageurs.

Agence Havas: M. H. RUFFIN, Hôtel Victoria.

Bonhomme Breton (Le): Mme. CAMERLYNCK, Hôtel Bellevue, Ferney-Voltaire.
Cahiers des Droits de l'Homme: M. M. MILHAUD, 11, chemin des Colombettes.
Christianisme Social: M. H. DARTIGUE, 14, Av. de la Gare, Annemasse.
Correspondance Universelle: M. E. BALLERO, Grand Hôtel.
Dépêche de Toulouse (La): Henri GENEVOIS, Hôtel Victoria.
Documents Politiques: M. R. MENNEVÉE, Pension Lapierre, 4, Fusterie.
Echo de Paris: M. GÉRAUD, Hôtel du Siècle.
Europe Nouvelle (L'): M^{lle} Louise WEISS, Hôtel Métropole; M. R. LEVY, Hôtel Métropole.
Évangile et Liberté: M. C. DUCASSE, 11, rue de Candolle.
Excelsior: M. Maurice RAYMONDE, Hôtel Victoria.
Express du Midi (L'): M. G. MARTY, Pension Perotti, chemin des Roches.
Figaro (Le): M. J. DONNADIEU, Hôtel de l'Europe.
France (La): M. A. PUTZ, La Résidence, route de Florissant.
Humanité (L'): M. PERI, Hôtel des Voyageurs.
Illustration (L'): M. L. NAUDEAU, Hôtel de Russie.
Information (L'): M. E. TAPONNIER, Hôtel des Bergues.
Intransigeant (L'): M. A. DE GOBART, Hôtel de Russie.
Journal (Le): M. H. LUCAS, 5, place des Alpes; M. T. ROCHE.
Journal des Débats (Le): M. A. GAUVAIN, Hôtel de Russie; M. E. BAUTY, 5, avenue des Vollandes.
Journée Industrielle (La): M. Henri MORO, Hôtel de Bourgogne.
Justice et Paix: M. P. DIBON, Hôtel de Russie.
Matin (Le): M. J. SAUERWEIN, Hôtel Bristol; M. H. DE KORAB, 37, rue Plantamour.
Nouveau Journal: M. TRONEL.
Œuvre: M. H. BARDE, Hôtel du Siècle.
Paix par le Droit (La): M. PRUDHOMMEAUX, Les Fleurettes, route d'Onex, Petit-Lancy.
Petit Dauphinois (Le): M. BERTHET, 25, rue des Alpes.
Petite Gironde: Mme. G. TABOUIS, Les Bergues.
Petit Journal: M. M. RAY, Hôtel Victoria.
Petit Parisien (Le): M. L. BOURYNES, Hôtel Victoria; M. Paul DU BOCHET, 95, boulevard Carl-Vogt.
Presse (La), Paris: M. A. DELECRAZ, Hôtel de Bourgogne.
Presse Libre (La): M. MOY, 5, route Pont de Plainpalais.
Quotidien: M. H. GRUMBACH, Hôtel Victoria.
Revue de Paris (La): M. A. DE FELS, Hôtel des Bergues.
Salut Public, Lyon: M. Henri MORO, Hôtel de Bourgogne.
Semaine Sociale: M. le Rév. Père Yves DE LA BRIÈRE.
Temps (Le): M. J. F. LAYA, 4, boulevard du Théâtre; M. W. D'ORMESSON, Hôtel Bellevue.
Volonté (La): M. DESLAURENS, Hôtel du Siècle.

PRESSE GÉORGIENNE — GEORGIAN PRESS

Brzola: M. K. CHAVICHVILY, 10, rue de l'Aubépine.

PRESSE GRECQUE — GREEK PRESS

Agon: M. P. J. PETRIDES.
Eleftheros Typos: M. A. ZAFIROPOULOS, Pension Minerva.
Eleftheron Vima: M. G. SYRIOTIS, Pension Minerva.
Proia: M. N. YOCARINIS, Pension Minerva.
Vradyni: M. N. DZELEPY, Hôtel International.

PRESSE DU GUATÉMALA — GUATEMALAN PRESS

Diario de Centro America: M. J. ARZU.
Diario de Guatemala: M. O. BERTHOLIN, Grand-Sacconnex.

PRESSE HOLLANDAISE — DUTCH PRESS

Algemeen Handelsblad: M. J. de BALLUSECK, 1, route de Florissant.
Dagblad van Arnhem: M. J. VAN ESSEN, Pension Sergy.
Haagsche Post: M. VAN OSS, Royal Hôtel, Evian.
Maasbode: Dr. B. DE JONG VAN BEEK EN DONK, 31, quai du Mont-Blanc.
Morgen: M. P. BROUWERS, avenue Wendt, 49.
Nieuwe Courant: M. E. VAN RAALTE.
Nieuwe Rotterdamse Courant: Dr. B. DE JONG VAN BEEK EN DONK, 31, quai du Mont-Blanc; Dr. VAN BLANKENSTEIN, Hôtel de la Paix.
Telegraaf: M. H. VAN DER ELST, 4, rue Fendt; Dr. H. VAN DEN BERGH, Pension Fleischmann, Plainpalais.
Volk (Het): M. J. H. VAN MEURS, Pension Sergy.

PRESSE HONGROISE — HUNGARIAN PRESS

Magyar Hirlap: M. N. PAL, 10, rue de la Confédération.
Pester Lloyd: M. Dr. KISS, Pension Kammer, 8, rue St-Léger.

PRESSE INDIENNE — INDIAN PRESS

Modern Review (Calcutta): Mr. R. CHATTERGEE, Hôtel des Familles.

PRESSE ITALIENNE — ITALIAN PRESS

Agence Stefani: M. V. TERRAGNI, 25, avenue Pictet de Rochemont.
Corriere della Sera: M. G. CAPRIN, Hôtel Richemond.
Corriere d'Italia: M. M. PETRONE, Pension Huguenin.
Gazetta del Popolo: M. M. MAFFII, Hôtel International.
Giornale d'Italia: M. C. STELLUTI-SCALA, 3, rue du Rhône.
Lavoro (Il): M. A. MONTI, Onex.
Mondo (Il): M. E. P. RATTI, 56, rue Monthoux.
Popolo d'Italia: M. P. PARINI, Hôtel d'Angleterre.
Resto del Carlino: M. A. DE ANGELIS, Hôtel des Alpes.
Secolo: M. E. CAVACCHIOLI, Hôtel International.
Sera (La): M. A. SCANZIANI, Hôtel des Voyageurs.
Stampa (La): M. A. CAJUMI, Hôtel de l'Ecu.
Tribuna: M. G. PUCCIO, Hôtel International.

PRESSE JAPONAISE — JAPANESE PRESS

Herald of Asia: M. M. ZUMOTO, Hôtel de la Paix.
Tokio Asahi et Osaka Asahi: M. R. SIGUÉTOU, Hôtel Bellevue.

PRESSE JUIVE — JEWISH PRESS

Agence télégraphique juive et la presse israélite: M. D. SHKLAR, 2, place de la Métropole.
Bulletin de l'Organisation sioniste: M. A. COHEN, 33, rue Plantamour.
Bulletin du Comité des Délégations juives: M. Z. ABERSON, 12, rue des Pitons.
Jüdische Pressecentrale: M^{lle} Adèle ADLER, rue Adrien-Lachenal, 3.

PRESSE LETTONE — LATVIAN PRESS

Briva Zeme, Riga: M. J. BLUMER, 6, rue St-Victor.
Jaunaekas Zinas: M. A. ARENSTAM, 5, Passage des Lions.
Rigasche Rundschau: M. G. POPOFF, Hôtel Regina.

PRESSE LITHUANIENNE — LITHUANIAN PRESS

Echo: M. L. KOPPELMANN, 1, rue d'Italie.

PRESSE NORVÉGIENNE — NORWEGIAN PRESS

Altenposten: M. P. LÖDRUP, Hôtel Victoria.
Stavangeren: M. B. EGELANDSDAL, Hôtel des Alpes.

PRESSE POLONAISE — POLISH PRESS

Agence Télégraphique Express: M. E. PACIORKOWSKI, 4, rue de Hesse.
Agence Télégraphique Polonaise: M. W. ORYNG, 37, rue Plantamour.
Czas: M. A. BEAUPRÉ, Pension Minerva.
Express Poranny: M. M. WAJNYB, Hôtel des Alpes.
Gazeta Poranna: Dr. T. BIEROWSKI, Hôtel de la Nouvelle-Gare, 21, rue des Alpes.
Glos Prawdy: M. W. STPICZYNSKI, 37, rue Plantamour.
Hajnt: M. S. PODGORSKI, 36, rue de Candolle.
Ilustrowany Kurjer Krakowski: M. J. WALEWSKI, Pension Minerva.
Kurjer Poranny: M. C. ERENBERG, 12, rue Bonivard.
Kurjer Polski: M^{me} A. CHOROWICZ, Hôtel du Siècle.
Kurjer Warszawski: M. L. CHRZANOWSKI, 6, rue de Rive.
Messenger Polonais (Le): M. St. AUBAC, Hôtel des Familles.
Naprzod: M^{lle} R. ABERDAM.
Nasz Przegląd: M. N. SZWALBE, Pension Minerva.
Nowy Dziennik — « Chwila »: M. M. KAHANY, 24, rue Plantamour, chez M. Bertrand.
Nowy Kurjer Polski: M. E. DE RUECKER, Pension Régina.
Oberschlesische Kurier: Dr. V. BEDA, Hôtel de l'Europe.

Reczpospolita: Abbé Z. KACZYNSKI, Pension Huguenin, place des Alpes.
Robotnik: M. J. SZAPIRO, Pension du Lac, Longemalle.
Slowo Polski: M. A. DERYNG, 10, rue des Pâquis.

PRESSE PORTUGAISE — PORTUGUESE PRESS

Diario de Lisboa: M^{me} DE VASCONCELLOS, Hôtel d'Angleterre.
Diario de Noticias: M. A. PINTO, Pension La Résidence.

PRESSE ROUMAINE — ROUMANIAN PRESS

Adeverul: M. BRANISTEANU, Hôtel du Siècle.
Agence Atmo: M. M. MIRCEA, Hôtel de la Paix.
Agence télégraphique « Rador »: M^{lle} Rachel CHAIRES, Villa Mon Plaisir, 17, rue des Buis.
Argus: M. G. GAFENCO, Pension Regina.
Cuvântul: M. P. SEICARN.
Ellenzik: M. F. ADAM, 7, boulevard du Pont d'Arve.
Indreptarea: M. A. BARDESCO, Hôtel de l'Europe.
Lupta: M. E. FAGURE, Hôtel Richmond.
Patria: M. J. SCHIOPUL, Hôtel de l'Univers.
Politica: M. A. HEFTER, Hôtel Suisse; M^{me} Michaela CATARGI, Hôtel des Bergues.
Progrès (Le): M. H. STREITMAN, Hôtel de l'Europe.
Universul: M. O. G. JOAN, Hôtel de la Nouvelle Gare.

PRESSE RUSSE — RUSSIAN PRESS

Dernières Nouvelles: M. L. NEMANOFF, 21, Glacis-de-Rive.
Rul: M. B. NICOLSKY, 1, chemin de l'Escalade.
Temps Russe: M. W. FELKNER, 6, boulevard du Théâtre.

PRESSE SARROISE — SAAR PRESS

Neunfircher Volkszeitung: M. O. BAUER, Hôtel Richmond.
Saar Volksstimme: M. M. BRAUN, Hôtel des Familles, rue de Lausanne.
Saarbrücker Zeitung: M. E. SYFRIG, Genève-Stand; Case postale 591.

PRESSE SERBE-CROATE-SLOVÈNE — SERB-CROAT-SLOVENE PRESS

Agence Avala: M. A. MOUSSET, Hôtel Bellevue.
Europe Nouvelle de Zagreb: M. R. MITKOVITCH, 8, rue St-Victor.
Jutro: M. V. FABIJANCIC, 2, Chemin-Neuf, Eaux-Vives.
Narodni Dnevnik: M. M. LILLEG, 12, rue de la Tour-Maitresse.
Novi Vek: M. L. VALITCH, 18, Boulevard des Philosophes.
Novosti: M. B. DÉNITCH, 2, Rond-Point de Plainpalais.
Obzor: M. R. MAIXNER, Hôtel de la Nouvelle Gare.
Pravda: M. M. SOKITCH, Hôtel de Russie.
Politika, Belgrade: M. A. MILOSSAVLJEVITCH, 54, rue du Rhône (chez M^{me} Barrot).
Retch: M. V. GIVOYINOVITCH, 22, rue Plantamour.
Saeva (Agence): M. M. D. MILETITCH, 60, rue du Stand.
Slovenec: M. V. SCHWEIGER, 116, rue des Eaux-Vives.
Vreme: M. S. KRAKOW, Hôtel Richmond.

PRESSE SIAMOISE — SIAMESE PRESS

Siam Observer: M. P. PAMON MONTRI, 11, rue de Candolle.

PRESSE SUÉDOISE — SWEDISH PRESS

Aftonbladet: M. R. SOHLMAN.
Göteborgs Handels och Sjöfartstidning: M. I. TORELL, Hôtel des Alpes.
Social-demokraten, Stockholm: M. O. THORSING, Pension, 1, rue d'Italie.
Stockholms Tidningen: D^r B. DE JONG VAN BEEK EN DONK, 31, Quai du Mont-Blanc.

Svenska Dagbladet: M. K. DANGREN, Hôtel de l'Écu.
Svenska Morgon Bladet: M. K. MALMSTEN, 12, Boulevard des Philosophes.

PRESSE SUISSE — SWISS PRESS

Agence Télégraphique Suisse: MM. F. FILLIOL; Ch. KUBICK; F. KUGLER; E. ROSSET, Hôtel Victoria.
Basler Nachrichten: D^r OERI, Rue des Eaux-Vives, 69 (chez M. Vouga.)
Bund: D^r KELLER, Hôtel Central, Rue des Alpes.
Courrier de Genève: M. R. LEYVRAZ, rue des Granges.
Europäische Correspondenz, Anières (Genève): M. HARST-GOLLÉ.
Feuille d'Avis de Lausanne: M. M. REYMOND, chez M. Bauty, 5, avenue des Vollandes.
Feuille d'Avis des Montagnes (La): M. ODERBOLZ.
Gazette de Lausanne: M. M. MURET, 3, rue Versonnex.
Genevois: M. E. SOMMER, 17, boul. James-Fazy.
Journal de Genève: M. E. CHAPUISAT, rue Général-Dufour.
Liberté de Fribourg (La): M. GOTTRET, 17, cours de Rive.
National Zeitung: M. E. BÉHRENS, Hôtel de l'Europe.
Neue Zürcher Zeitung: D^r H. KLOETZLI, Hôtel Bellevue; M. T. BOREL, 2, Avenue de Warens.
Pays: M. A. GIGON, 11, rue Muzy.
Revue de Droit International (A. Sottile): M. H. CHAVANNES, case Rive, 185.
Revue de Genève: M. R. DE TRAZ, rue des Granges.
Revue Mensuelle: M. C. BERNARD, rue Bovy-Lysberg, 8.
Revue de Lausanne: M. R. GOUZY, 27, boulevard Georges-Favon.
St. Galler Tageblatt: M. E. TUNG, 2, rue des Buis.
Schweizer Press-Telegraph: D^r J. BECKER, 7, avenue Gaspard-Valette.
Semaine littéraire: M. L. DEBARYE, 10, rue Petitot.
Suisse (La): M. E. FABRE, 19, rue de la Cité.
Suisse Libérale (La): M. MATTHEY-CLAUDET, 17, boulevard Georges-Favon.
Thurgauer Zeitung: M. KAESSLER.
Travail: M. ZAVEN, 14, rue du Jura.
Tribune de Genève: M. E. JUNOD, boulevard Georges-Favon.

PRESSE TCHÉCOSLOVAQUE — CZECHOSLOVAK PRESS

Agence Télégraphique Tchecoslovaque: M. E. CERMAK, Hôtel Bristol.
Bohemia: Dr. F. WEIL, Pension Huguenin, 15, rue A. Lévrier.
Bureau de Presse Tchecoslovaque: M. J. MILEC, 6, avenue de la Grenade.
Central European Observer: M. C. HOFFMANN, Hôtel de la Paix.
Central European Press: M. V. SVIHOVSKY, Hôtel Victoria.
Central European Radio: M. E. OPLATKA, Hôtel Victoria.
Ceské Slovo: Dr. J. KOPECKY, Pension du Square, 38, boulevard des Tranchées.
Gazette de Prague: M. J. HYKA, Hôtel de la Paix.
Kostnické Jiskry: M. F. B. WURMOVI.
Pravo Lidu: M. G. WINTER, Hôtel des Alpes.
Narodni Osвобоzení: M. J. KOSE, 18, Avenue Wendt.
Nova Doba: M. J. LINHART, 30, quai des Eaux-Vives.
Prager Presse: M. E. OPLATKA, Hôtel Victoria.
Venkov: M. SASEK, 6, avenue de Warens.
28 Rijen: M. J. HUDEC, 38, boulevard des Tranchées.
Zahranicni Politika: M. J. CHMELAR, Hôtel de la Paix.

PRESSE TURQUE — TURKISH PRESS

Agence Anatolie: M. Husni Bey, 20, cours de Rive.

PRESSE URUGUAYENNE — URUGUAYAN PRESS

Dia (El): M. A. LASPLACES, Pension des Tranchées.

Service des documents de l'Assemblée

JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE.

Afin de mettre entre les mains des délégués, des journalistes et des visiteurs à l'Assemblée le programme quotidien et le résumé des séances, le *Journal de l'Assemblée* paraîtra tous les matins.

Le prix d'abonnement à la série du Journal publiée durant l'Assemblée est de Fr. 6.— (pour l'étranger: Fr. 9.—, port compris). Les exemplaires seront portés à domicile, pour autant que cela est possible; tous les autres seront expédiés par la poste.

* * *

COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLÉE.

Le *Compte rendu* donne le texte officiel des débats des séances plénières de l'Assemblée, les débats des Commissions étant résumés dans le *Journal de l'Assemblée*. Le compte rendu complet des séances plénières et des Commissions sera publié dans les *Actes de l'Assemblée*, édition définitive paraissant quelques mois après la clôture de l'Assemblée.

Prix de souscription au *Compte rendu*: Fr. 6.— (pour l'étranger: Fr. 9.—, port compris).

* * *

RAPPORT A LA SEPTIÈME ASSEMBLÉE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS SUR L'ŒUVRE DU CONSEIL, SUR LE TRAVAIL DU SECRETARIAT ET SUR LES MESURES PRISES POUR EXÉCUTER LES DÉCISIONS DE L'ASSEMBLÉE.

Ce rapport résume l'œuvre du Conseil, les travaux des Conférences et des Commissions de la Société des Nations, ainsi que du Secrétariat depuis la sixième session de l'Assemblée jusqu'au 15 mai 1926. Comme ce rapport est discuté dans tous ses points par l'Assemblée, il est indispensable à ceux qui désirent suivre les séances en détail.

Prix: Fr. 4.—; *Rapport supplémentaire* pour la période 15 mai-31 août 1926: Fr. 2.—.

* * *

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE.

Prix: Fr. 0.50.

* * *

NOTE. — L'édition définitive des **ACTES DE LA SEPTIÈME ASSEMBLÉE** paraîtra au commencement de 1927. Les commandes sont reçues dès maintenant au Secrétariat de la Société des Nations: Service de vente des publications.

Les publications sont en vente aux adresses suivantes:

Au **SECRETARIAT DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS**: Service de vente des publications (Villa Beauregard, annexe du bâtiment du Secrétariat), pendant les heures de bureau ordinaires;

A la **SALLE DE L'ASSEMBLÉE** (Salle de la Réformation, hall d'entrée), pendant les séances de l'Assemblée;

A la **LIBRAIRIE PAYOT & C^{ie}**, Place du Molard, Genève.

Service of Assembly Documents

JOURNAL OF THE ASSEMBLY.

In order to provide delegates, journalists and visitors to the Assembly with a regular daily programme and résumé of the meetings, the *Journal of the Assembly* is issued each morning. Copies will be delivered to subscribers at their private addresses where possible, or sent by post.

The subscription to the series during the Seventh Assembly is 6 francs (9 francs abroad, including postage).

* * *

VERBATIM RECORD OF THE ASSEMBLY.

The *Verbatim Record* gives the official text of the proceedings of the Plenary Meetings of the Assembly. The proceedings of the Committees are summarised in the *Journal of the Assembly*, the complete verbatim record being published in the definitive *Records of the Assembly* some months after the close of the Assembly.

Subscription to the *Verbatim Record*: 6 francs (9 francs abroad, including postage).

* * *

REPORT TO THE SEVENTH ASSEMBLY OF THE LEAGUE ON THE WORK OF THE COUNCIL, ON THE WORK OF THE SECRETARIAT AND ON THE MEASURES TAKEN TO EXECUTE THE DECISIONS OF THE ASSEMBLY.

This report summarises the work of the Council, of the Conferences and Committees of the League of Nations, and of the Secretariat from the date of the meeting of the Sixth Session of the Assembly until about May 15th, 1926. As the report is discussed at length by the Assembly, it is essential to those wishing to follow the meetings in detail.

Price: 4 francs; *Supplementary Report*, covering the period May 15th - August 31st, 1926: 2 francs.

* * *

AGENDA OF THE ASSEMBLY.

Price: 50 centimes.

* * *

NOTE. — The definitive **RECORDS OF THE SEVENTH ASSEMBLY** will be issued at the beginning of 1927. Orders for them may be left at the Secretariat Sales Department.

The publications are on sale in Geneva at the following addresses:

SECRETARIAT SALES DEPARTMENT (Villa Beauregard, annex to the Secretariat Building) during the ordinary office hours.

ASSEMBLY HALL (Salle de la Réformation, Public Entrance), during the Assembly meetings.

LIBRAIRIE PAYOT et C^{ie}, Place du Molard, Geneva.

LISTE DES DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

- ALLEMAGNE**
Theod. Thomas Komm. Gesch., Talstrasse 13, LEIPZIG.
- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.
- AUSTRALIE**
Nouvelle-Galles du Sud: Angus & Robertson Ltd., 89-95, Castlereagh Street, SYDNEY.
Victoria: Robertson & Mullens Ltd., 107-113, Elizabeth Street, MELBOURNE.
- BELGIQUE**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRESIL**
Livreria F. Brigueit & Cia, 23, rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIE**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd « Tsar Osvo-boditel » No. 4a, SOFIA.
- CANADA**
League of Nations Society in Canada, 279, Wellington Street, OTTAWA.
- CHILI**
Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO-DE-CHILI.
- COLOMBIE**
Libreria Colombiana, P. O. Box 199, BOGOTÁ.
- COSTA-RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia, LA HAVANE.
- DANEMARK**
V. Pios Boghandel, Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.
- EQUATEUR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE**
Centro Editorial « Minerva », Tudescos, 39-41, MADRID, E. 12.
- ÉTATS-UNIS**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, Mass.
- FINLANDE**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).
- GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE DU NORD et COLONIES DE LA COURONNE**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W.C. 2.
- GRÈCE**
Eleftheroudakis & Barth, Librairie Internationale, Place de la Constitution, ATHÈNES.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantes, 10a, Calle Oriente No. 5, GUATEMALA.
- HAÏTI**
Librairie-papeterie, Mme D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.
- HAWAÏ**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- HONGRIE**
Ferdinand Pfeifer (Zeldler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 S., BUDAPEST IV, Ker.
- INDES NÉERLANDAISES**
Algemeene Boekhandel, G. Kolff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.
- ITALIE**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco-Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPON**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- LETTONIE**
Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.
- LUXEMBOURG (G. D.)**
Librairie J. Heintzé, M. Hagen, successeur, Place Guillaume 8, LUXEMBOURG.
- MEXIQUE**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- NORVÈGE**
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, OSLO.
- NOUVELLE-ZÉLANDE**
Walter Nash, Fletcher's Buildings, 4, Willis Street, WELLINGTON.
- PANAMA**
Libreria I. Preciado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PAYS-BAS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PÉROU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- PORTUGAL**
J. Rodrigues & Ca, rua Aurea, 186-188, LISBONNE.
- ROUMANIE**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- SARRE (Bassin de la)**
Librairie Parisienne, Maison Marguet, M. Golbert, successeur, 4, Friedrich Wilhelmstrasse, SARREBRUCK.
- SERBES, CROATES ET SLOVÈNES (Royaume des)**
Librairie « Vreme », BELGRADE.
- SUÈDE**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHÉCOSLOVAQUIE**
Librairie F. Topic, 11, Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser :

Service de vente des Publications de la Société des Nations,
GENÈVE (Suisse)
(Catalogue complet envoyé sur demande.)

AUTHORISED AGENTS FOR THE PUBLICATIONS OF THE LEAGUE OF NATIONS

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIA**
New South Wales: Angus & Robertson, Ltd., 89-95, Castlereagh Street, SYDNEY.
Victoria: Robertson & Mullens, Ltd., 107-113, Elizabeth Street, MELBOURNE.
- BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUSSELS.
- BOLIVIA**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRAZIL**
Livreria F. Brigueit & Cia, 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIA**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd « Tsar Osvo-boditel » No. 4a, SOFIA.
- CANADA**
League of Nations Society in Canada, 279, Wellington Street, OTTAWA.
- CHILE**
Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO DE CHILE.
- COLOMBIA**
Libreria Colombiana, P. O. Box 199, BOGOTÁ.
- COSTA RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.
- CZECHOSLOVAKIA**
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- DENMARK**
V. Pios Boghandel, Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.
- DUTCH EAST INDIES**
Algemeene Boekhandel G. Kolff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.
- ECUADOR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- FINLAND**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).
- GERMANY**
Theod. Thomas Komm. Gesch., Talstrasse 13, LEIPZIG.
- GREAT BRITAIN, NORTHERN IRELAND and CROWN COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.
- GREECE**
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitution, ATHENS.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantes, 10a, Calle Oriente, No. 5, GUATEMALA.
- HAÏTI**
Librairie-Papeterie Mme D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- HUNGARY**
Ferdinand Pfeifer (Zeldler Bros.), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST IV, Ker.
- ITALY**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco-Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPAN**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- LATVIA**
Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.
- LUXEMBURG (G.-D.)**
Librairie J. Heintzé, M. Hagen, successeur, Place Guillaume 8, LUXEMBURG.
- MEXICO**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NETHERLANDS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE HAGUE.
- NEW ZEALAND**
Walter Nash, Fletcher's Buildings, 4, Willis Street, WELLINGTON.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- NORWAY**
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, OSLO.
- PANAMA**
Libreria I. Preciado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PERU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLAND**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.
- PORTUGAL**
J. Rodrigues & Ca., Rua Aurea 186-188, LISBON.
- ROUMANIA**
« Cartea Românească », 3-5, Boul. Academiei, BUCHAREST.
- SAAR BASIN**
Librairie Parisienne, Maison Marguet, M. Golbert, successeur, 4, Friedrich Wilhelmstrasse, SARREBRUCK.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- SERBS, CROATS AND SLOVENES (Kingdom of the)**
Librairie « Vreme », BELGRADE.
- SPAIN**
Centro Editorial « Minerva », Tudescos, 39-41, MADRID, E. 12.
- SWEDEN**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SWITZERLAND**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- UNITED STATES**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, Mass.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries, apply:

Publication Sales Department of the League of Nations,
GENEVA (Switzerland).
(Complete catalogue sent on application.)

JOURNAL

DE LA
SEPTIÈME ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1926

OF THE
SEVENTH ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1926

N° 6. — SAMEDI 11 SEPTEMBRE 1926.

No. 6. — SATURDAY, SEPTEMBER 11th, 1926.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beau-Regard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beau-Regard.

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	59
II. Septième séance plénière de l'Assemblée	60
III. Huitième séance plénière de l'Assemblée	66
IV. Deuxième séance de la première Commission	69
V. Deuxième séance de la deuxième Commission	70
VI. Deuxième séance de la sixième Commission	71
VII. Rapport sur l'Office autonome pour l'établissement des réfugiés grecs	72
VIII. Additions à la liste des membres des Commissions	77
IX. Documents distribués aux membres de l'Assemblée le 10 septembre 1926	77

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Première Commission (première Sous-Commission).

• La première Sous-Commission de la première Commission se réunira aujourd'hui samedi 11 septembre, à 10 h. 30, au Secrétariat (Salle D).

• Les représentants des pays suivants ont été nommés membres de cette Sous-Commission:

• Allemagne	Italie
• Empire Britannique	Japon
• Chili	Norvège
• Chine	Pays-Bas
• Colombie	Pologne
• Danemark	Roumanie
• France	Suisse

Deuxième Commission.

La deuxième Commission se réunira aujourd'hui samedi 11 septembre, à 10 heures, au Secrétariat (Salle F).

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	59
II. Seventh Plenary Meeting of the Assembly	60
III. Eighth Plenary Meeting of the Assembly	66
IV. Second Meeting of the First Committee	69
V. Second Meeting of the Second Committee	70
VI. Second Meeting of the Sixth Committee	71
VII. Report on the Greek Refugee Settlement Commission	72
VIII. Additions to the List of Members of Committees	77
IX. List of Documents distributed to Members of the Assembly September 10th, 1926	77

I. PROGRAMME OF MEETINGS

First Committee (First Sub-Committee).

The First Sub-Committee of the First Committee will meet to-day (Saturday, September 11th) at 10.30 a.m. in the Secretariat (Room D).

Representatives of the following countries have been appointed to sit on this Sub-Committee:

British Empire	Italy
Chile	Japan
China	Netherlands
Colombia	Norway
Denmark	Poland
France	Roumania
Germany	Switzerland

Second Committee.

The Second Committee will meet to-day (Saturday, September 11th) at 10 a.m. in the Secretariat (Room F).

Cinquième Commission.

La cinquième Commission se réunira aujourd'hui samedi 11 septembre, à 15 heures, au Secrétariat (Salle C).

Sixième Commission: Sous-Commission (Esclavage).

La Sous-Commission (esclavage) de la sixième Commission se réunira aujourd'hui samedi 11 septembre, à 11 heures, au Secrétariat (salle B).

Commission de l'ordre du jour.

La Commission de l'ordre du jour se réunira aujourd'hui samedi 11 septembre, à 16 heures, au Secrétariat (Bureau 104).

II. SEPTIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue à la Salle de la Réformation le vendredi 10 septembre 1926, à 10 heures 30.

Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.

M. DE AGÜERO Y BETHANCOURT (Cuba) déclare que la Commission a examiné les pouvoirs des délégués du Reich allemand et les a trouvés en bonne et due forme.

Entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations.

À l'invitation du PRÉSIDENT, les délégués allemands prennent place dans la salle de l'Assemblée.

Le PRÉSIDENT prononce les paroles suivantes : Mesdames, Messieurs, mon rôle de Président est facile aujourd'hui, puisqu'il consiste à interpréter les sentiments unanimes de l'Assemblée en adressant un chaleureux souhait de bienvenue aux représentants de l'Allemagne qui viennent prendre place parmi nous.

Cet événement est, pour la Société des Nations, doublement heureux et mémorable.

Il marque tout d'abord une nouvelle étape dans la voie de cette universalité à laquelle la Société tend naturellement, en dépit de difficultés que nous espérons passagères.

En second lieu, le but essentiel de la Société des Nations étant le maintien de la paix, l'admission d'une grande Puissance européenne est un heureux présage pour l'avenir pacifique du continent le plus éprouvé par la guerre.

Nous avons donc, à la fois, l'heureuse fortune d'accomplir aujourd'hui un acte que la Société des Nations n'a cessé d'appeler de ses vœux et d'y voir le prélude de nouveaux succès pour sa mission pacifique, succès préparés l'an dernier et cette année-ci au dedans et au dehors de cette enceinte, mais rendus possibles par la volonté de cette Assemblée qui s'est exprimée avant-hier avec une unanimité dont l'importance symbolique n'aura échappé à personne.

Je suis heureux de voir l'Allemagne prendre parmi nous la place qui revient à un grand peuple désireux de seconder nos efforts vers la sécurité et l'entente internationales.

En conviant cordialement les distingués représentants de l'Allemagne à s'associer à nos travaux, je salue leur présence comme un gage nouveau de succès pour la collaboration pacifique des peuples.

M. STRESEMANN (Allemagne) prononce le discours suivant:

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs. M. le Président de l'Assemblée ainsi que M. le Président du Conseil de la Société des Nations ont bien voulu saluer l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations en exprimant leur grande satisfaction. En prenant la parole devant vous, à cette tribune, je considère donc comme mon premier devoir de dire, de mon côté à ces deux hommes d'Etat les remerciements de l'Allemagne et d'étendre l'expression de cette reconnaissance à la Haute Assemblée toute entière. J'y joins mes remerciements à l'adresse du Gouvernement de la Confédération helvétique, qui, selon sa grande tradition, accorde désormais la généreuse hospitalité de ce beau pays aussi à l'Allemagne en sa qualité de Membre de la Société des Nations.

Plus de six années se sont écoulées depuis la fondation de la Société des Nations. Il a donc fallu une certaine évolution avant que la situation politique générale ait été de nature à rendre

Fifth Committee.

The Fifth Committee will meet to-day (Saturday, September 11th) at 3 p.m. in the Secretariat (Room C).

Sixth Committee: Sub-Committee (Slavery).

The Sub-Committee (Slavery) of the Sixth Committee will meet to-day (Saturday, September 11th) at 11 a.m. in the Secretariat (Room B).

Agenda Committee.

The Agenda Committee will meet to-day (Saturday, September 11th) at 4 p.m. in the Secretariat (Room 104).

II. SEVENTH PLENARY MEETING

Held at the Salle de la Réformation at 10.30 a.m. on Friday, September 10th, 1926.

Report of the Committee on Credentials.

M. DE AGÜERO Y BETHANCOURT (Cuba) said that the Committee on Credentials had examined the credentials of the delegates of Germany and had found them to be in due and proper form.

Entry of Germany into the League of Nations.

On the invitation of the PRESIDENT the German delegates took their places in the Assembly Hall.

The PRESIDENT spoke as follows:

Ladies and Gentlemen, my duty as President is easy, since it consists in interpreting the unanimous feeling of the Assembly in addressing a warm welcome to the German delegates who have just taken their places amongst us.

This event is doubly fortunate and memorable for the League of Nations.

First, it marks a new stage in the progress towards universality, to which the League naturally tends in spite of the difficulties which we hope are only transitory.

Secondly, the essential object of the League of Nations being the maintenance of peace, the admission of a great European Power is of happy augury for the pacific future of the continent which was most tried by the war.

We have accordingly at the same time the good fortune to accomplish to-day an act for which the League of Nations has not ceased to call and to see in this act a prelude to new successes of the League in its peaceful mission. This success was prepared last year and this year, both inside and outside the Assembly, but it was rendered possible by the will of this Assembly, which the day before yesterday expressed its views with a unanimity the significance of which will be apparent to everyone.

I am happy to see Germany take among us the place which properly belongs to a great people desirous of assisting our efforts towards security and international understanding.

In cordially inviting the distinguished representatives of Germany to participate in our work, I welcome their presence as a new pledge of success for the pacific collaboration of peoples.

M. STRESEMANN (Germany) spoke as follows:

Mr. President, Ladies and Gentlemen, the President of this Assembly and the President of the Council of the League of Nations have been good enough to greet Germany's entry into the League with words of contentment and satisfaction. In addressing you from this platform, I feel it my first duty to express Germany's thanks to these two gentlemen, and also to this Assembly. Allow me, at the same time, to express our gratitude to the Swiss Government, which is now extending its traditional and generous hospitality to Germany as a Member of the League of Nations. Six years have passed since the foundation of the League. A long period of development was necessary before the general political situation was such as to render possible Germany's membership of the League, and even in the present year we see that great difficulties have had to be overcome before Germany's decision could be followed by the unanimous decision of the League of Nations. It is far from

possible l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations. Cette année encore, de grandes difficultés ont dû être aplanies avant que la résolution de l'Allemagne fût suivie de la décision unanime des Membres de la Société. Il n'entre nullement dans mes intentions de faire revivre le passé. La génération actuelle doit diriger ses regards sur le présent et vers l'avenir. Toutefois, laissez-moi insister sur un point. Lorsqu'un événement comme l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations ne se réalise qu'au bout d'une évolution aussi longue, il y a lieu d'espérer que, précisément pour cette raison, cet événement comporte une garantie toute particulière de permanence, de solidité et d'efficacité.

L'Allemagne fait aujourd'hui son entrée parmi les nations dont les unes lui sont attachées depuis de longues années par des liens d'amitié que rien n'a pu troubler, et dont les autres se trouvaient alliées contre elle dans la grande guerre. Le fait que l'Allemagne et ses anciens adversaires se réunissent, à l'heure actuelle, dans la grande Ligue de Genève pour une collaboration paisible et permanente, est, certes, d'une importance historique toute particulière. Ce fait montre plus clairement que ne pourraient le faire des paroles ou des programmes, que la Société des Nations peut être appelée à donner à l'évolution politique de l'humanité une orientation nouvelle. C'est précisément à l'époque d'aujourd'hui que la civilisation humaine serait gravement menacée si l'on ne réussissait pas à donner aux peuples la garantie qu'ils pourront remplir dans le calme, dans une coordination paisible de leurs efforts, les tâches qui leur sont assignées par le destin. Les bouleversements profonds provoqués par une guerre effroyable ont rappelé à la conscience de l'humanité les tâches qui sont assignées aux nations. Dans nombre d'Etats, nous voyons l'effondrement de couches sociales, intellectuelles et économiques des plus précieuses et indispensables à la vie des Etats. Nous assistons à la genèse de nouvelles formes d'organisation économique et à la disparition de formes anciennes. Nous voyons la vie économique passer par dessus les vieilles frontières nationales et aspirer à des formes nouvelles de coopération internationale. La vieille économie mondiale ne basait sa coopération ni sur des statuts ni sur des programmes, elle reposait sur la loi non écrite de l'échange traditionnel des marchandises. C'est à nous de rétablir cet échange. Mais si nous voulons assurer à la vie économique du monde un développement continu, cela ne se fera pas par des barrières dressées entre les territoires, mais par la suppression de tout ce qui a séparé jusqu'à présent les différents systèmes économiques nationaux.

Mais ce qui est bien plus important que les faits matériels, c'est l'âme des nations. Parmi tous les peuples, une forte effervescence se fait sentir. Les uns défendent les principes de la concentration nationale et ils rejettent l'idée d'une entente internationale parce qu'ils ne veulent point substituer au résultat de leur histoire nationale l'idée plus vaste de l'humanité. J'estime quant à moi qu'aucune nation, en faisant partie de la Société des Nations, n'abandonne sa personnalité nationale. Le grand Architecte divin n'a pas fait de l'humanité un ensemble uniforme. Il a donné aux peuples un sang différent; il leur a donné, comme sanctuaire de leur âme, leur langue maternelle, comme patrie, des pays de nature différente. Mais l'ordre universel, tel que la Divinité l'a institué, ne peut avoir pour but de voir les humains se dresser les uns contre les autres dans leurs suprêmes efforts nationaux et de les voir ainsi reculer toujours à nouveau la marche générale, de la civilisation. L'humanité sera le mieux servie par celui qui, profondément enraciné dans la vie de son peuple, développera au plus haut point le patrimoine moral et intellectuel qu'il a recueilli et qui, s'élevant ainsi au-dessus de sa nation, sera à même de rendre service à l'humanité toute entière, comme l'ont su faire les grands esprits de toutes les nations dont les noms sont inscrits dans le livre de l'histoire humaine.

C'est ainsi que les idées de nation et d'humanité s'unissent sur le terrain intellectuel; c'est ainsi qu'elles peuvent s'unir également dans le domaine des aspirations politiques, du moment où l'on est décidé de servir, dans cet esprit, l'évolution commune.

Pour réaliser ces idées au point de vue politique, les nations ont l'obligation morale de se vouer à une coopération paisible. Cette obligation s'impose également en ce qui concerne les grands problèmes de l'humanité. Pour ceux-ci, aucune autre loi ne saura valoir si ce n'est celle de la justice.

La coopération des nations, au sein de la Société des Nations, doit avoir pour résultat que les problèmes d'ordre moral qui se posent devant la conscience des peuples recevront, eux aussi,

my desire to revive things which belong to the past. It is rather the task of the present generation to direct its gaze to things of the present and of the future. Let me only say this: if an event like Germany's entry into the League could only reach maturity after so long a period of germination, that is perhaps a special guarantee of its permanence and fruitful results.

To-day Germany enters the circle of States, to some of which she has been attached by untroubled ties of friendship, whereas others were allied against her during the Great War. It is surely an event of historical importance that Germany and these latter States are now brought together within the League of Nations for permanent and pacific co-operation. It is a fact which indicates more clearly than words or programmes could ever express, that the League of Nations may indeed be destined to give a new direction to the political development of mankind. The civilisation of mankind would be exposed to particularly grave dangers at the present time if it were impossible for the nations to obtain guarantees of being able to perform the tasks which their destiny has assigned to them in peaceful and untroubled co-operation.

The catastrophic happenings of a terrible war have recalled the conscience of mankind to a consideration of the tasks which confront the different nations. In many countries we see witnesses of the ruin of whole classes of the population, who not only merit consideration but are intellectually and economically indispensable to the life of the nation. We behold the birth of new forms of economic life and the disappearance of older ones. We see how economic life overleaps the old national boundaries and seeks new forms of international co-operation. The old economic situation of the world had no rules and no programmes to guide its co-operation. This co-operation was based on the unwritten law of the traditional exchange of goods. The restoration of that exchange must be our task. If we really desire the undisturbed economic development of the world, that end will not be attained by erecting barriers between the countries but rather by bridging over the gulfs which hitherto have separated the different national economic systems.

But there is something which far transcends in importance all material considerations, and that is the soul of the nations themselves. There is just now a mighty stirring of ideas among the nations of the world. We see some that adhere to the principle of self-contained national unity and who reject international understanding because they do not wish to see all that has been developed on the basis of nationality superseded by the more general conception of humanity. Now I hold that no country which belongs to the League of Nations thereby surrenders in any way her national individuality. The Divine Architect of the world has not created mankind as a homogeneous whole; He has made the nations of different races; He has given them their mother tongue as an expression of their spirit; He has given them countries with different characteristics as their homes. But it cannot be the purpose of the Divine world-order that men should direct their supreme national energies against one another, thus ever thrusting back the general progress of civilisation. He will serve humanity best who, firmly rooted in the faith of his own people, develops his moral and intellectual gifts to their highest significance, thus overstepping his own national boundaries and serving the whole of mankind, as has been done by those great men of all nations, whose names are written in the history of mankind. Thus the ideals of nationality and of humanity may unite on the intellectual plane, and in the same way they may unite in the field of political aspiration, provided that there is a will to serve the common process of evolution in this spirit. The political outcome of these ideas is a moral obligation on the part of the different countries to devote their efforts to peaceful co-operation. This moral obligation exists also with regard to the great moral problems of humanity. No other law should be applied to their solution than that of justice. The co-operation of the peoples in the League of Nations must and will lead to just solutions being arrived at for the moral questions which arise in the conscience of the people.

une solution juste et équitable. En effet, la paix n'a pas de base plus solide qu'une politique fondée sur un esprit mutuel des peuples.

Déjà, avant d'entrer dans la Société des Nations, l'Allemagne s'est efforcée de travailler dans cet esprit de coopération pacifique. La preuve en est dans l'initiative allemande qui a conduit aux Accords de Locarno. La preuve en est, en outre, dans les traités d'arbitrage qui unissent, à l'heure actuelle, l'Allemagne à presque toutes les nations voisines. Le Gouvernement allemand est fermement résolu à poursuivre cette politique. Il est heureux de constater que ces idées, après avoir été d'abord vivement discutées en Allemagne, ont progressivement conquis la conscience du peuple allemand.

Ainsi, le Gouvernement allemand est vraiment l'interprète de la grande partie du peuple allemand lorsqu'il déclare vouloir prendre part avec un entier dévouement aux tâches de la Société des Nations.

La Société des Nations se préoccupe depuis six ans de ces travaux, et elle en a fait progresser un nombre important. La délégation allemande n'ignore pas qu'elle n'a pas l'expérience dont peuvent se réclamer les autres membres de l'Assemblée. Nous croyons cependant pouvoir émettre l'avis qu'en poursuivant ces travaux, on devrait prêter une attention particulière à tous les domaines permettant aux nations d'augmenter leurs facultés individuelles en acceptant des institutions communes. A côté d'autres créations de la Société des Nations, je songe ici, notamment, aux efforts tendant à établir un ordre juridique international, efforts qui ont déjà trouvé une expression tangible dans la fondation de la Cour permanente de Justice internationale.

Il faut constater, en outre, l'importance particulière qu'ont, pour la consolidation de la paix entre les nations, tous les efforts tendant au désarmement. Le désarmement total de l'Allemagne a été, par le Traité de Versailles, institué comme le préliminaire du désarmement général. Il est à souhaiter que, par un travail actif, on se rapprochera de ce désarmement général, prouvant ainsi que, d'ores et déjà, une grande force positive s'attache aux idéals élevés de la Société des Nations.

Il est vrai que les relations de l'Allemagne avec la Société des Nations ne sont pas uniquement déterminées par la possibilité qu'elle a actuellement de coopérer aux grands buts d'ordre général que poursuit la Société. En effet, la Société des Nations est aussi, à beaucoup d'égards, l'héritière et l'exécutrice des traités de 1919. Il en est résulté, dans le passé, j'ose le dire en toute franchise, de nombreuses divergences entre la Société des Nations et l'Allemagne. Je me plais à espérer que notre collaboration future, au sein de la Société des Nations, facilitera le règlement des problèmes en question. Dans ce domaine également, la confiance réciproque se révélera au point de vue politique d'une plus grande force créatrice que toute autre méthode. Il est incompatible avec l'idée de la Société des Nations de diviser les nations membres en nations sympathiques et antipathiques, au point de vue de la collaboration.

Je tiens à déclarer que de pareilles sympathies n'ont jamais dicté à l'Allemagne son attitude dans les affaires de la Société des Nations. L'Allemagne n'a que le désir de collaborer sur la base d'une confiance réciproque avec toutes les nations représentées dans la Société et dans son Conseil.

Pour le moment, la Société des Nations n'est pas encore parvenue à englober toutes les Puissances du monde. S'il est vrai que l'entrée de l'Allemagne constitue un pas important vers l'universalité, nous n'en pouvons pas moins exprimer notre vif regret de ce que le Brésil a fait connaître son intention de se retirer de la Société. Ce regret est d'autant plus vif que l'Allemagne est d'avis que la notion de l'universalité de la Société des Nations comporte l'idée qu'il ne convient pas d'attribuer à un continent un rôle prépondérant au détriment d'autres continents. D'autre part, nous nourrissons, avec les nations réunies ici, le ferme espoir que la collaboration si précieuse de l'Espagne restera conservée à la Société des Nations. Nous sommes persuadés que l'appel adressé à l'Espagne par toutes les Puissances montrera à ce grand pays, à ce grand peuple espagnol, combien il serait préjudiciable aux grandes idées dont il est lui-même le champion, s'il venait à rester absent de Genève pendant une période prolongée.

Ce n'est que l'universalité qui garantira la Société des Nations du danger d'employer sa force politique à d'autres fins qu'à des fins purement pacifiques. Ce n'est que sur la base d'une communauté enveloppant tous les Etats, sans distinction, et sur un

For the most durable foundation of things is a policy inspired by mutual understanding and mutual respect between peoples. Germany has already, before her entry into the League, endeavoured to work in the direction of this friendly co-operation. In that respect, the German initiative which led to the Pact of Locarno is a proof, and as further evidence there are the arbitration treaties which Germany has concluded with almost all her neighbours. The German Government is resolved to persevere unswervingly in this line of policy, and it notes with satisfaction that these ideas, which in the beginning encountered lively opposition in Germany, are now becoming more and more deeply rooted in the conscience of the German people. The German Government may well speak for the great majority of the German race when it declares that it will wholeheartedly devote itself to the task of the League of Nations.

During the past six years the League of Nations has already undertaken a substantial portion of its tasks, and it has done most valuable work. The German delegation does not possess the experience which the members here assembled have already acquired. It believes, however, with respect to the further tasks to be approached, that those fields of activity should be given preference in which the different nations are able to increase their own capacities by adapting themselves to common institutions, and, among others, to the institution of the League of Nations. It has in mind, above all, the endeavours made towards the establishment of an international legal order which has taken substantial shape in the foundation of the Court of International Justice. Furthermore, the efforts made towards disarmament are of particular importance for the consolidation of a peaceful order among the nations. The complete disarmament of Germany was stipulated by the Treaty of Versailles as a preliminary to general disarmament. It is to be hoped that this general disarmament may be advanced by active work. Such an advance would constitute a proof of the great force which already resides in the ideals of the League of Nations.

Germany's relations to the League are not, however, exclusively governed by the possibilities of co-operation of those great general ideals which the League of Nations is now pursuing. The League of Nations is, in fact, in many respects the heir and executor of the Treaties of 1919. From these treaties have resulted in the past, I think I may say frankly, many divergencies between the League of Nations and Germany. I hope that a settlement of these questions will be rendered easier in future by our co-operation within the League. In this field mutual confidence will, from a political point of view, be found to be a greater creative force than any other method. It would, indeed, be incompatible with the ideals of the League of Nations to divide the peoples co-operating within it into nations which are the objects of sympathy and nations which are the objects of the antipathy of other Members. In this connection I reject most emphatically the conception according to which the attitude adopted by Germany in matters concerning the League of Nations has been dictated by such sympathies or antipathies. Germany desires to co-operate on the basis of mutual confidence with all nations represented in the League or upon the Council.

The League of Nations has not yet attained its ideal, which is to include all the Powers of the world. Germany's entry into the League does, it is true, constitute an important step towards the universality of the League. But we desire at the same time to express our deep regret that Brazil has manifested her intention to withdraw from the League. These regrets are all the keener because Germany believes that the notion of the universality of the League is inseparable from the consideration that predominant influence in the League cannot be reserved for one continent alone.

Furthermore, we share, with the other nations members of the League, the firm hope that the valuable co-operation of Spain may be retained for the League. We are convinced that the appeal which has been addressed to Spain by all the Powers will convince that great country and will convince the Spanish people how detrimental it would be to the high ideals of which she has been so leading a champion if Spain were to be long absent from Geneva at this period. It is only its universality which can protect the League of Nations against the danger of using its political forces for other purposes than for the service of peace. Only on the basis of a community which includes all

ped d'égalité parfaite, que les idées d'assistance mutuelle et de justice deviendront les vraies étoiles directrices de la destinée humaine. Ce n'est que sur cette base que peut se réaliser le principe de la liberté pour lequel lutte chaque nation comme tout être humain. L'Allemagne est décidée, dans sa politique, à se placer sur les bases de ces sublimes idées. A tous les peuples ici réunis s'applique la parole du grand poète qui a dit: « Nous appartenons aux êtres qui, des ténèbres, aspirent à la lumière ». Puissent les travaux de la Société des Nations s'accomplir en se fondant sur les grands principes de la paix, de la liberté et de la concorde ! C'est alors que nous nous rapprocherons du but vers lequel nous aspirons tous. Dans cette œuvre l'Allemagne vous promet avec une volonté et une joie sincères, sa collaboration toute entière.

M. BRIAND (France) prononce le discours suivant :

Je remercie bien sincèrement mes collègues du Bureau d'avoir bien voulu admettre qu'après le représentant distingué de l'Allemagne, celui de la France pût monter à cette tribune pour saluer la délégation allemande dès son entrée dans cette Assemblée et pour vous apporter l'assurance de l'esprit cordial et sincère dans lequel nous sommes décidés à collaborer avec elle à l'œuvre de pacification internationale. Mes collègues ont compris sans doute, et je les en remercie, que la présence du délégué de la France, dans ce moment, à cette tribune, après les paroles éloquentes et élevées que vous avez entendues, ne serait pas négligeable pour souligner le caractère de cette journée, pour en mieux montrer la portée, en marquer les conséquences, exprimer les espérances que les peuples ont le droit d'en concevoir.

Ah ! Messieurs, les ironistes, les détracteurs de la Société des Nations, ceux qui se plaisent journellement à mettre en doute sa solidité et qui périodiquement annoncent sa disparition, que pensent-ils s'ils assistent à cette séance ? N'est-ce pas un spectacle émouvant, particulièrement édifiant et réconfortant, que, quelques années à peine après la plus effroyable guerre qui ait jamais bouleversé le monde, alors que les champs de bataille sont encore presque humides de sang, les peuples, les mêmes peuples qui se sont heurtés si rudement se rencontrent dans cette Assemblée pacifique et s'affirment mutuellement leur volonté commune de collaborer à l'œuvre de la paix universelle.

Quelle espérance pour les peuples ! Et comme je connais des mères qui, après cette journée, reposeront leurs yeux sur leurs enfants sans sentir leur cœur se serrer d'angoisse.

Messieurs, la paix, pour l'Allemagne et pour la France, cela veut dire : c'en est fini de la série des rencontres douloureuses et sanglantes dont toutes les pages de l'histoire sont tachées ; c'en est fini des longs voiles de deuil sur des souffrances qui ne s'apaiseront jamais, plus de guerres, plus de solutions brutales et sanglantes à nos différends. Certes, ils n'ont pas disparu, mais, désormais, c'est le juge qui dira le droit. Comme les individus, qui s'en vont régler leurs difficultés devant le magistrat, nous aussi, nous réglerons les nôtres par des procédures pacifiques. Arrière les fusils, les mitrailleuses, les canons ! Place à la conciliation, à l'arbitrage, à la paix !

Un pays ne se grandit pas seulement devant l'héroïsme de ses enfants sur les champs de bataille et par les succès qu'ils y remportent. Il se grandit davantage si, au travers d'événements difficiles, dans les heures d'irritation, où la raison a souvent beaucoup de peine à faire entendre sa voix, il sait résister aux entraînements, patienter, demander au droit la consécration de ses justes intérêts.

Nos peuples, Messieurs les représentants de l'Allemagne, au point de vue de la vigueur, au point de vue de l'héroïsme, n'ont plus de démonstrations à faire. Tous deux ont su faire montre d'héroïsme sur les champs de bataille, tous deux ont fait dans les combats une ample moisson de gloire. Ils peuvent désormais chercher d'autres succès sur d'autres champs.

Nous avons, M. Stresemann et moi, pendant de longs mois, travaillé à une œuvre commune. Il a eu confiance. J'ai eu confiance. Je ne m'en plains pas et j'espère qu'il n'aura pas non plus l'occasion de s'en plaindre. Avec l'aide d'un homme dont vous connaissez tous la noblesse, la générosité, la loyauté, je veux parler de mon collègue et ami, M. le premier délégué de l'Empire Britannique, sir Austen Chamberlain, nous avons travaillé. Il fallait que les uns et les autres nous apportions quelque courage dans la poursuite d'un but alors si lointain. A vol d'oiseau, Locarno et Genève ne sont pas très éloignés

nations, without distinction and on a footing of perfect equality, can the ideas of mutual assistance and justice become the true guiding stars of the destiny of mankind. It is only upon this foundation that the principle of freedom can be based, for which each people, as well as each individual, constantly strives. Germany has resolved to base her policy on the foundation of these lofty ideals. To all the nations assembled here, we can apply the words of the great poet and thinker who said that we belong to a species which strives from obscurity towards the light.

May the great destinies of the League of Nations be fulfilled on the basis of the lofty conceptions of peace, freedom and unity. In that way we shall be able to draw nearer to the ideals to which we aspire, and it is the firm resolve of Germany to assist wholeheartedly in that task.

M. BRIAND (France) spoke as follows:

Mr. President, Ladies and Gentlemen, I sincerely thank my colleagues on the General Committee of the Assembly for having allowed the delegate of France to follow the distinguished representative of Germany on this platform, to welcome the German delegation on its entry into this Assembly and to assure you that we are resolved to collaborate with that delegation, cordially and sincerely, in the work of pacification. My colleagues doubtless realised, and I thank them for it—that the presence of the delegate of France on this platform at this moment, after the eloquent and lofty words which you have just heard, would perhaps do something to emphasise the character of this occasion and make clear its significance, its consequences and all the hopes which the peoples of the world rightly centre in it.

And those who indulge in irony and detraction at the expense of the League of Nations, who daily cast doubt upon the soundness of this institution and time after time proclaim that it is doomed to perish, what will they think if they are present at this meeting ? Is it not a moving spectacle, and a specially ennobling and comforting one, when we think that only a few years after the most frightful war which has ever devastated the world, when the battlefields have hardly ceased to reek with blood, the peoples of the world, the same peoples who were hurled in combat against each other, are meeting in this peaceful assembly and are expressing to each other their common will to collaborate in the work of world peace ?

What a renewal of hope for the nations ! And I know that after the events of to-day there are many mothers who will look down at their children without feeling their hearts contract with fear.

Peace for Germany and for France; that means that we have finished with all terrible and sanguinary conflicts which have stained the pages of history. No more shall we see our lands mourning for unappeasable sufferings. No more war ! No more shall we resort to brutal and sanguinary methods of settling our disputes, even though differences between us still exist. Henceforth it will be for the judge to declare the law. Just as individual citizens take their difficulties to be settled by a magistrate, so shall we bring ours to be settled by pacific procedure. Away with rifles, machine-guns, cannon ! Clear the way for conciliation, arbitration, peace !

Countries do not go down to history as great solely through the heroism of their sons on the battlefield or the victories that they gain there. It is a far greater tribute to their greatness if, faced with difficulties, in the midst of circumstances in which anger all but drowns the voice of reason, they can stand firm, be patient and appeal to right to safeguard their just interests.

Gentlemen of the German delegation, our nations need give no further proof of their strength or of their heroism. Both nations have shown their prowess on the battlefield, and both have reaped an ample harvest of military glory. Henceforth they may seek laurels in other fields.

For many months now M. Stresemann and myself have been working together at the same task. I had every confidence; so had he. I do not regret that confidence; I trust that he also will have no occasion to regret it.

With the help of a man whose noble and generous spirit and sincerity are known to you all — I refer to my colleague and friend the first delegate of the British Empire, Sir Austen Chamberlain — we have worked together. Both of us needed all our courage in our endeavour to reach a goal which was then so distant. As the crow flies, Locarno and Geneva are

mais les routes qui les relient ne sont pas des plus faciles; elles doivent contourner bien des obstacles, et s'il est vrai qu'il faut admirer que la foi puisse transporter des montagnes, nous devons nous féliciter qu'elle ait pu amener le lac de Locarno à voisiner de si près avec le lac de Genève.

Messieurs, si, dès l'abord, nous nous étions rebutés, si, subissant l'influence de certaines manifestations de doute, d'incertitude, de méfiance qui se produisaient dans nos pays, nous nous étions arrêtés dans notre effort, c'était fini. Bien loin qu'un pas nouveau eût été fait vers la paix, au contraire, entre des pays déjà divisés, de nouveaux germes de défiance eussent été semés.

J'ai le droit, à cette tribune, de me féliciter particulièrement d'avoir pu participer à la manifestation d'aujourd'hui, j'y vois avec une grande satisfaction la consécration d'un effort personnel — mais c'est bien peu de chose — j'y vois surtout la certitude que demain il ne sera plus possible de nous faire revivre les événements terribles que nous avons traversés dans les années dernières.

Pour aboutir à cette journée, il a fallu régler certains problèmes délicats au moyen de tractations particulières, que nous avions recommandées les Assemblées précédentes qui ont su faire montre d'un grand esprit politique. Elles avaient compris que, si certains rapprochements n'étaient pas réalisés en dehors de la Société des Nations, si certaines concessions réciproques ne pouvaient pas être obtenues, si certaines conversations ne pouvaient pas préparer les solutions qui vous seraient proposées, la tâche que nous poursuivions en commun ne pourrait être accomplie.

Lors de l'Assemblée dernière, nous avons passé bien près du danger. Je me félicite de n'avoir pas douté alors du résultat final et d'avoir fait voter la motion qui a permis au représentant de l'Allemagne de quitter Genève avec la certitude que, moralement, il était admis par l'unanimité de l'Assemblée.

Entre temps, nous avons discuté, nous avons préparé des solutions de conciliation. Ce genre de travail — je me hâte de le dire — n'est pas dans le véritable esprit de la Société des Nations. Tout doit se passer au grand jour et en collaboration avec la totalité des nations réunies au sein de la Société. Et je puis bien affirmer, avec la certitude de ne pas être démenti par mes amis, que, demain, il ne sera plus nécessaire de recourir à des tractations de cette nature.

La Société des Nations doit collaborer par tous ses Membres, grands, moyens et petits, sans distinction, à la poursuite des buts que nous assigne le Pacte.

Si, dans les circonstances difficiles que nous avons traversées, certains d'entre vous ont pu croire qu'il était dans nos intentions de les tenir à l'écart de nos délibérations, qu'ils soient bien certains de s'être trompés. Les délégués de la France sont, autant que personne, décidés à faire en sorte qu'à l'avenir les travaux de la Société s'accomplissent au grand jour, avec la collaboration de tous.

Je n'ai rien à reprendre aux paroles qu'a prononcées l'honorable représentant de l'Allemagne sur la manière dont il comprend la collaboration avec nous au sein de la Société des Nations. En ce qui concerne le représentant de la France, les délégués de l'Allemagne peuvent entièrement compter sur la loyauté de sa coopération.

Sans doute, ce n'est pas parce que vous et nous siégeons dans la même Assemblée et que nous pouvons communier dans le culte d'un même idéal que les obstacles disparaissent. Il en subsiste entre nous; vous l'avez indiqué avec beaucoup de tact et je ne les ignore pas. Nous sommes, M. Stresemann et moi, chacun dans notre pays, placés à un poste qui nous permet de les apercevoir et ce n'est pas parce que nous aurons quitté, lui la Wilhelmstrasse, et moi le quai d'Orsay, pour venir dans ce beau pays de Genève, que tous les obstacles auront disparu sous la bonne volonté de nos propos.

Mais il suffit que, les uns et les autres, traduisant le sentiment profond de nos pays — et je puis vous assurer que c'est le sentiment du mien — nous ayons la bonne volonté d'affronter toutes ces difficultés avec la résolution de les résoudre par la conciliation; il suffit que cela soit pour qu'aucun conflit ne dégénère entre nous en une lutte armée.

Ce sont précisément les peuples qui ne se sont pas toujours entendus qui, plus que d'autres, ont besoin de la Société des Nations. Car, s'il est vrai qu'il y a peut-être un plan divin qui détourne les peuples de se faire la guerre, l'honorable

not far distant from each other, but the road between them is by no means easy. It has to pass round many obstacles, and since we all admire faith when it moves mountains, we should certainly congratulate ourselves on the fact that it has brought the Lake of Locarno so near to the Lake of Geneva.

If at the outset we had allowed ourselves to lose heart; if, influenced by certain manifestations of doubt, hesitation and mistrust which occurred in our countries, we had gone no further, all would have been at an end. So far from taking a further step towards peace, the seeds of renewed mistrust would have been sown between countries already divided.

I have perhaps the right, speaking from this platform, to congratulate myself specially on having taken part in to-day's manifestation, for I have the great satisfaction of seeing in it the outcome of a personal effort — although that, of course, is a small matter — and above all I foresee that there will henceforth be no possibility of a repetition of the terrible events which we have witnessed in recent years.

Before we could arrive at the stage we have reached to-day, certain difficult problems had to be settled, and we have had to carry on certain negotiations. In point of fact, these negotiations were recommended by previous Assemblies, which displayed remarkable political insight and realised that, if certain *rapprochements* were not made outside the League of Nations, if certain concessions could not be obtained from both sides, if certain negotiations could not be carried out in preparation of solutions to be submitted to you, the task we were jointly pursuing would never be accomplished.

At the last Assembly we came very close to the danger-spot. I am glad now that at the time I never doubted of the final result and that it was I who caused the Special Assembly to adopt the motion which enabled the German representative to go away in the certainty that morally Germany's application had been unanimously accepted by the Assembly.

In the interval we discussed matters, and we prepared for solutions by conciliation. This kind of work — I hasten to add — does not partake of the true spirit of the League of Nations.

Everything must be done in public and in collaboration with all the nations belonging to the League. I can now proclaim, with the certainty that I shall not be contradicted by my friends, that in future it will no longer be necessary to resort to proceedings of this nature.

The League of Nations must collaborate by means of all its Members, great and small, without distinction, for the objects laid down in the Covenant.

If, during the course of these difficult times through which we have passed, some of you have felt perhaps that it was our intention not to admit you to a share in our decisions, let me persuade you that you have been mistaken. No one is more firmly resolved than the delegates of France that in future the work of the League shall be done in the light of day and with the collaboration of all its Members.

I have no fault to find with what the representative of Germany has said as to the way in which he conceives collaboration with us on the League, and as for the delegate of France, I may say that the German delegation can be sure of finding in him a loyal collaborator.

The fact that we are both present in this Assembly and that, on the plane of the ideal, we can easily hold communion with one another does not destroy existing obstacles. Such obstacles still divide us, as you, Sir, so tactfully indicated. Of this fact I am fully aware; M. Stresemann and I, each in our respective countries, are in a position which enables us to perceive those obstacles, and the mere fact that he has left the Wilhelmstrasse and I the Quai d'Orsay, to meet here in the fair town of Geneva does not mean that these difficulties will disappear through the good will manifested in our words.

It is sufficient, however, if both of us, translating the deep-rooted feeling in our countries — and I can assure you that it is the feeling of my country — have the will to meet these various difficulties, firmly resolved to settle them by conciliatory means. That is enough to prevent any dispute between us from becoming an armed conflict.

It is especially those peoples who have not always been in agreement who have most need of the League of Nations; for, if it is true that there may be some divine plan whereby the nations will be brought to cease from making war on one

M. Stresemann voudra bien reconnaître que, au cours d'un long passé, ce plan a été singulièrement méconnu. Je voudrais bien qu'à partir d'aujourd'hui il commençât à s'exécuter. Ce n'est pas moi, soyez-en sûr, qui y ferai obstacle. Mais si vous êtes ici, vous comme Allemand et seulement comme Allemand, et si je m'y trouve, moi, comme Français et seulement comme Français, l'accord ne sera pas très facile.

Si, sans perdre de vue nos pays respectifs, nous venons ici comme des citoyens associés à l'œuvre universelle de la Société des Nations, tout deviendra facile, nos esprits communieront avec ceux de nos collègues dans cette atmosphère si particulière de Genève.

Vous disiez que vous êtes inexpérimenté; ce ne sera pas pour bien longtemps. Vous avez l'intuition qui est la grande qualité des hommes d'Etat, et votre discours suffit à le démontrer, que vous avez des antennes qui vous ont permis de percevoir ce qu'est l'esprit de la Société des Nations.

Je me suis vu souvent arriver à Genève ou dans telle ville où siégeait le Conseil, avec l'angoisse de me trouver aux prises avec des problèmes insolubles; les discussions de la presse, les débats des hommes politiques les avaient parfois obscurcis. Dans ces rencontres, souvent je me disais: nous allons partir divisés et sans avoir trouvé la solution. Or, toujours nous l'avons trouvée. C'est que, aussitôt mis en face les uns des autres, sous la sauvegarde tutélaire du Pacte, saisis par l'esprit du lieu, grandis vis-à-vis de nous-mêmes par la noblesse du but, sentant la responsabilité morale qui pesait sur nous, non pas seulement à l'égard de nos nations particulières, mais à l'égard du monde entier, nous nous redressions, nous faisons un effort suprême et, au moment le plus délicat, alors qu'il semblait que la solution s'éloignât pour toujours, par une espèce de prodige que je ne veux pas essayer d'expliquer, il arrivait que nous nous mettions d'accord; c'était à la stupefaction de tous et particulièrement de ceux qui, peut-être, n'avaient pas désiré le succès de nos efforts.

Mais un tel résultat ne se peut obtenir qu'à une condition que je vais vous dire, je la dis pour vous comme pour moi, car je suis aussi capable que d'autres, dans ma fragilité, de me laisser entraîner à ce genre d'erreurs. J'en ai un long passé à déplorer et je voudrais bien que ce que je vais dire ne soit pas compris comme un conseil, mais, pour une large part, comme une confession.

Il y a deux manières de venir ici: On y vient avec l'esprit d'objectivité ou dans un esprit de combativité. Si la Société des Nations apparaît comme un champ clos; si, sous l'impulsion des polémiques, guidés par des amours-propres nationaux surexcités, nous arrivons ici comme des champions qui vont se battre, avec la volonté d'emporter le terrible succès de prestige, alors tout est gâté. Le succès de prestige c'est l'apparence d'un résultat. Que de ravages n'a-t-il pas faits dans le passé! Il excite les imaginations, il exaspère les intérêts égoïstes, il pousse les nations à des manifestations fiévreuses d'amour-propre, il les dresse contre les hommes d'Etat qui ne sont plus dès ce moment les maîtres de la raison, les maîtres des solutions mesurées, incapables désormais de travailler dans un esprit de conciliation; ils sont dressés l'un contre l'autre, leurs peuples les regardant avidement, se demandant quel est celui qui aura le dessus. Cela c'est l'esprit de guerre; il ne doit pas exister ici, ici moins que partout ailleurs.

Pour ma part, Messieurs, je vous jure de faire sur moi-même l'effort nécessaire pour ne pas apporter ici un tel esprit, et je compte sur l'intelligence, sur l'esprit pacifique et sur la noblesse des sentiments des délégués de l'Allemagne pour faire le même effort.

Si l'on nous excite les uns contre les autres, si l'on nous presse, dans des interviews et dans des discours, de nous heurter, écartons les mauvaises tentations, éloignons-les de nous! Cela, c'est la route du sang, ce sont les routes du passé couvertes de morts, de deuils, d'incendies. Ce n'est point notre route.

Désormais, notre route c'est celle de la paix et du progrès, et nous grandirons nos pays en les portant à taire leur amour-propre, à faire le sacrifice de certains désirs au service de la paix du monde.

Ce sacrifice ne sera pas diminué, mais grandira nos patries.

Il faut bien le dire, si l'Europe retrouve son équilibre économique, son équilibre moral, si les peuples ont conscience qu'ils sont en sécurité, ils pourront secouer de leurs épaules les lourds fardeaux qu'imposent les inquiétudes de la guerre; ils pourront collaborer à l'amélioration de leur situation respective, il se

another, M. Stresemann will readily agree that, during the long years of the past, this plan has been singularly disregarded. I would desire that from to-day onwards it might begin to be applied, and I, you may be sure, shall prove no obstacle. I simply wish to say this: If you are here as a German and only as a German, and if I am here as a Frenchman and only as a Frenchman, agreement will not prove very easy. If we come here, not forgetting our respective countries, but as citizens sharing in the universal work of the League, all will be well, and we shall attain spiritual communion with our colleagues in that atmosphere peculiar to Geneva.

You said, Sir, that you were inexperienced: that will not be for long. You possess intuition, the statesman's supreme quality—this your speech has clearly proved, and you have the sensitive perception which enables you to realise the spirit of the League.

I have often happened to arrive at Geneva, or in some other town where the Council of the League was sitting, with the helpless feeling of being at grips with problems impossible of solution and confronted with the comments of the Press and of politicians which sometimes serve to render them more obscure. On such occasions, I have often said to myself that we were going to part divided or without finding a solution. But a solution has always been found, because, directly we were seated there, opposite one another, under the safeguard of the Covenant, infected by the spirit of the place, ennobled in one another's eyes by our great purpose, realising the moral responsibility which weighed upon us toward not only our individual nations but the whole world, we readjusted our minds, we made a supreme effort, and at the most critical moment, just when a solution appeared to be escaping us forever, by a kind of miracle which I will not attempt to explain, we reached an agreement, to the stupefaction of all and particularly of those who perhaps had not desired the success of our endeavours.

But that could only be attained upon one condition, which I am now going to put before you. It is a condition which applies no less to myself than to you all, for I, like any other statesman, am too weak to avoid committing that kind of error. I have in the past been guilty of many such errors, and I trust that what I am going to say will be taken not as advice but largely as a confession.

There are two spirits in which delegates may come to Geneva: the objective spirit and the fighting spirit. If the League has the appearance of a kind of tourney; if, under the stimulus of polemical debates or actuated by an overheated national sense of pride, we come here as champions to fight, with the desire to gain the perilous successes of prestige, then all is spoilt. Victories of prestige bring no result save in appearance. Think of the havoc they have wrought in the past! Prestige stimulates the imagination, aggravates selfish interests, urges States on to feverish demonstrations of national pride and eggs them on to oppose the statesmen, who then lose the guiding rein of reason, the power to find moderate solutions. In such conditions it is impossible for statesmen to work in a spirit of conciliation. They face one another like wrestlers in the ring, with their peoples eagerly looking on and asking which is going to throw the other. That is the spirit of war; it is a spirit which must not exist—least of all in this Assembly.

For my part I promise to endeavour to avoid bringing this spirit here, and I count on the intelligence, the pacific spirit and the lofty sentiments of the German delegates to do the same.

If we are egged on against each other, if we are urged in interviews and speeches to oppose each other, let us put aside all such temptations; let us put them far from us! That is the road of blood, the road of the past covered with the dead, the road of mourning, of fire and disaster. That is not our road.

Henceforth our road is one of peace and progress. We shall win real greatness for our countries if we induce them to lay aside their pride, if we persuade them to sacrifice certain of their own desires in the service of world-peace. This sacrifice will not diminish; it will increase their prestige.

When Europe has regained its economic and moral equilibrium, when the peoples realise their security, then they will be able to cast away the heavy burdens imposed by the dread of war, they will be able to work together to improve their respective positions. There will arise at last a European spirit

créera enfin un esprit européen. Il ne sera pas né de la guerre, et il n'en sera que plus noble, plus généreux, plus digne d'admiration.

A nous de faire cet effort. Condamner les peuples, c'est facile, la plupart du temps, ce sont leurs dirigeants qui méritent surtout cette condamnation; parce qu'ils ont le devoir de faire effort sur eux-mêmes, de comprendre les événements, de les interpréter toujours dans un sens favorable aux tentatives de conciliation.

L'Arbitrage! Ce mot a maintenant tout son prestige et toute sa force; les traités d'arbitrage se multiplient; de peuple à peuple, on se promet de ne plus se battre, de recourir à des juges. La paix chemine à travers toutes ces entreprises et c'est l'esprit de la Société des Nations qui les anime; c'est elle, par conséquent, que tous les peuples doivent défendre du plus profond de leur amour, du plus profond de leur cœur, la mettant à l'abri des attaques, la dressant au-dessus de tout.

Avec elle, la Paix! Sans elle, tous les risques de guerre et de sang dont les peuples n'ont que trop pâti.

Mesdames et Messieurs, la journée d'aujourd'hui doit être marquée d'une pierre blanche. Les bonnes paroles de collaboration que l'Allemagne et la France viennent d'échanger dans un esprit d'égalité sincérité, elles aussi doivent être marquées du même signe: ce n'est certainement pas par moi que la couleur de cette pierre changera.

Et maintenant, en m'excusant d'avoir été si long, d'avoir tant abusé de votre patience, qu'il me soit permis de dire que si la Société a fait aujourd'hui, par l'entrée de l'Allemagne, un pas vers son but d'universalité, et s'il faut s'en réjouir, malgré tout, notre joie s'assombrit du fait que deux grandes nations sociétaires ne sont pas parmi nous.

Je m'associe aux paroles que vous avez prononcées, et pour le Brésil et pour l'Espagne. Ces deux grands pays étaient profondément imprégnés de l'esprit qui nous anime tous. Que de services, dans des circonstances difficiles, n'ont-ils pas rendus au sein de la Société des Nations. Il n'est pas étonnant que, même dans notre joie d'aujourd'hui, nous éprouvions quelque chagrin de les voir absents. Mais nous ne perdons pas l'espoir; et je garde la conviction profonde que nous reverrons bientôt parmi nous les représentants de l'Espagne et du Brésil.

La Société des Nations ne tend pas à se rétrécir. Son avenir est dans un élargissement toujours plus grand. Aujourd'hui, elle a fait un pas; demain, elle en fera un autre. Notre présence, à vous et à nous, a une grande signification.

Je me félicite d'avoir pu assister à cet événement, il tiendra, j'en suis sûr, une grande place dans l'histoire; à nous de nous employer pour qu'aucune imprudence des uns ou des autres ne vienne compromettre les espérances des peuples.

Le PRÉSIDENT s'exprime ainsi:

Profondément ému, comme vous tous, Messieurs, des discours si profonds et si éloquents que nous venons d'entendre, je suis sûr d'être l'interprète de l'Assemblée toute entière en remerciant les deux orateurs, MM. Stresemann et Briand et en leur affirmant que leurs paroles pathétiques et sincères sont allées droit à nos cœurs.

Quel spectacle impressionnant que de voir la délégation de l'Allemagne et la délégation de la France monter à la même tribune et, animés du même esprit, exprimer leur foi profonde et leur conviction inébranlable dans l'avenir de la Société des Nations.

Je suis persuadé que ces paroles auront une influence déterminante non seulement sur les travaux qui vont se poursuivre ici, mais encore sur tout l'avenir de notre grande association des peuples.

Sir Austen CHAMBERLAIN (Empire Britannique) propose que les discours prononcés par le Président et par les représentants de l'Allemagne et de la France soient imprimés *in extenso* dans le *Journal de l'Assemblée*.

La proposition est adoptée.

III. HUITIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue à la Salle de la Réformation, le vendredi 10 septembre 1926, à 15 heures 30.

Rapport sur l'œuvre du Conseil (suite).

M. J. G. LATHAM (Australie) tient tout d'abord à s'associer aux sentiments exprimés lors de la séance précédente à l'occa-

which will not be born of war, and for that reason be nobler, loftier and more worthy of admiration.

It is for us to make this effort. It is easy to blame the peoples, but it is generally their leaders who are to blame. It is they who should know how to control themselves, who should have a proper understanding of events and always interpret them in a spirit favourable to efforts of conciliation.

Arbitration! This word is now at the height of its prestige and its power. Arbitration treaties are increasing; nation after nation is promising to abjure war and to accept intermediaries. Peace is making its way through all these undertakings. The spirit of the League is at the root of them; and for this reason all nations should devote themselves heart and soul to the League's defence. It should be sheltered from all attacks and placed above all other considerations.

With the League goes Peace! Without it, the menace of war and blood from which the peoples have suffered too long!

This day should be commemorated with a white stone. The noble words of collaboration just exchanged by Germany and France in a like spirit of sincerity should be marked with a white stone—and I certainly will not change the colour of that stone.

And now, apologising for having presumed upon your patience so long, may I be permitted to say that the League has to-day, by the entry of Germany, made another step towards its object: universality. Although this is a cause for rejoicing, our joy must be darkened by the fact that two great nations of the League are no longer with us.

I endorse your remarks both as regards Brazil and Spain. These two great countries were deeply imbued with the spirit which animates us all; they have rendered many services to the League in difficult circumstances. It is therefore not surprising that even our joy at to-day's event should be tinged with regret at their absence. But we do not give up hope, and I am deeply convinced that soon we shall once again see among us the representatives of Spain and Brazil.

The League is not going back; its future is one of ever-growing expansion. To-day it has taken one step forward; to-morrow it will take another. Our presence, both yours and ours, is of great significance.

I am glad to have been able to take part in this event. It will, I am sure, take a great place in history. It is for us to ensure that no imprudence on the part of any of us will endanger the hopes of the peoples of the world.

The PRESIDENT spoke as follows:

Deeply moved as you all must be by the two eloquent and profound speeches you have just heard, I am persuaded that the whole Assembly will agree with me in expressing its thanks to the two speakers, M. Stresemann and M. Briand, and in assuring them that their moving and sincere words have gone straight to our hearts.

It is an impressive spectacle to see the delegates of Germany and France come to the same platform, animated by the same spirit, in order to express their profound faith and their invincible conviction in the future of the League of Nations.

I am persuaded that these words will certainly have in future a determining influence not only on the work which will be done in this place but also on the entire future of our great association of nations.

Sir Austen CHAMBERLAIN (British Empire) proposed that the speeches delivered by the President and by the representatives of Germany and France should be printed *in extenso* in the *Assembly Journal*.

This proposal was adopted.

III. EIGHTH PLENARY MEETING

held at the Salle de la Réformation at 3.30 p.m. on Friday, September 10th, 1926.

Report on the Work of the Council (continuation).

Mr. J. G. LATHAM (Australia) said he first desired to associate himself with the sentiments expressed at the morning meeting

sion de l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations. Le désir unanime d'admettre l'Allemagne dans la Société s'inspire de la conviction que l'Allemagne collaborera avec les Membres de la Société à la réalisation de ses buts.

Le peuple australien s'intéresse vivement à la proposition qui est faite de tenir une conférence économique internationale, tout en éprouvant à son sujet quelque inquiétude. La question de la réunion d'une conférence figure dans une résolution de l'Assemblée en date du 24 septembre 1925. Cette résolution laisse au Conseil le soin de décider de la date à laquelle aurait lieu la conférence. Le Conseil a nommé une commission préparatoire, mais on ne possède pas encore d'explications autorisées de la part du Conseil sur la nature et la portée de la conférence. Au sujet de la nature de cette conférence, deux opinions ont été émises, l'une par le Comité économique, l'autre par le rapporteur du Conseil, et les deux rapports font l'hypothèse que la conférence économique devra se composer de membres qui ne seraient pas considérés comme des délégués gouvernementaux. Le rapporteur du Conseil a même été plus loin et a suggéré que la conférence discute librement les programmes et les doctrines sous toutes les formes, sans être liée par la nécessité immédiate de transformer les conclusions de la conférence en engagements internationaux.

Etant donné le caractère de ces recommandations provisoires, il y a aussi une grande importance à ce que le Conseil se prononce aussi rapidement que possible sur la convocation de la conférence. Certains craignent que la conférence ne se juge peut-être autorisée à faire des recommandations à la suite desquelles la Société pourrait être invitée à prendre des mesures, alors que plusieurs de ces recommandations porteraient peut-être sur des questions d'ordre intérieur. Il y a donc une nécessité urgente à ce que le Conseil fasse une déclaration sur la portée et la nature de la conférence projetée.

Les sujets d'enquête qui peuvent s'offrir à la conférence comprennent les questions de tarifs, de protection et de libre échange, plus particulièrement les questions de tarifs préférentiels, d'organes de ventes, de primes d'Etat, l'organisation du commerce intérieur dans ses rapports avec l'utilité des intermédiaires, etc., ainsi que diverses questions relatives à l'émigration et l'immigration. En attendant que le Conseil ait déterminé, à une date prochaine, la nature et la portée de la conférence, on continuera de travailler sur ces diverses matières, et l'on pourra ainsi se trouver en présence du fait que toutes ces matières seront admises comme constituant des sujets d'enquête de la part de la Société.

L'opinion des milieux politiques est fortement divisée au sujet de plusieurs de ces questions, mais la Société des Nations commettrait une erreur en réunissant une semblable conférence, car elle courrait alors le risque de prendre parti dans des controverses de nature domestique. Une décision précise sur la nature et la portée des travaux de la conférence doit donc être prise et il faut qu'il soit bien défini que cette conférence est une conférence d'experts, ne représentant pas leurs gouvernements; il faut aussi préciser que la Société des Nations servirait mieux ses propres intérêts en évitant toute question domestique qui ne soit pas d'une nature réellement internationale.

Le désarmement est un des principaux buts de la Société des Nations qui ne peut garantir la paix aux nations sans prendre des mesures effectives en vue de réaliser le désarmement. On considère généralement que l'arbitrage, la sécurité et le désarmement sont absolument inséparables. La Société des Nations a déjà exploré, malheureusement en vain, les possibilités d'accords généraux tels que ceux qui sont compris dans le projet de Traité d'assistance mutuelle et dans le Protocole. C'est pourquoi on emploie maintenant des méthodes nouvelles et, à ce sujet, il désire présenter deux suggestions. D'abord l'arbitrage appartient non pas au droit réel, mais au droit de procédure. C'est avant tout une méthode qui consiste à s'assurer des faits, et certains droits imprévus proviennent d'autres sources que la procédure arbitrale elle-même. Certains peuvent convenir de soumettre une querelle à un arbitre dont l'arrêt dépend de ses connaissances personnelles, de son impartialité et de sa loyauté: ceci revient à dire que le sujet est enlevé au royaume du droit et ramené à celui de l'opinion d'un individu. Une telle procédure a des limites évidentes, surtout dans le cas de conflits importants. Il faut donc quelque chose de plus et ce sera un système de droit pour l'établissement d'accords entre les nations, définissant les droits et les devoirs. C'est parce qu'elle comprend cela que la Société des Nations étudie le

on the entry of Germany into the League of Nations. The unanimous desire to receive Germany into the League was inspired by the belief that Germany would work with the Members of the League for the accomplishment of its ideals.

People of Australia were greatly interested in a proposal to hold an international economic conference, but they also regarded it with some concern. The question of holding a conference was included in a resolution of the Assembly dated September 24th, 1925. That resolution left it to the Council to decide the date upon which the conference should be held. The Council had appointed a preparatory committee, but there had not yet been any authoritative description by the Council of the nature and scope of the conference. Two views as to its nature had been expressed, one by the Economic Committee, the other by the Rapporteur of the Council, and both reports assumed that the Economic Conference should be composed of members not regarded as Government delegates. The Rapporteur to the Council had gone further and suggested that the Conference should freely discuss all forms of programmes and doctrines and should not be bound by the immediate necessity of transforming the conclusions of the Conference into international engagements.

It was very important, in view of the nature of these provisional recommendations, for the Council to decide as quickly as possible as to the convening of the Conference. There was a certain fear that the Conference might feel itself entitled to make recommendations upon which the League might be asked to take action but of which many might prove to be of a domestic character. A declaration of the Council upon the scope and nature of the suggested Conference was therefore an early necessity.

Potential subjects of enquiry by the Conference included questions of tariffs, questions of protection and free trade, more particularly preferential tariffs, selling organisations, State trading bounties, the organisation of internal trade and commerce in relation to the utility of middlemen, etc., together with various questions affecting migration. Until the Council had settled, at an early date, the scope and nature of the Conference, work on all those matters would be carried on and thus a position might be reached in which all those matters would be assumed to be fit subjects of enquiry by the League.

Upon a number of those matters political opinion was acutely divided, but it would be an error for the League to hold a conference of such a character, for the League would risk becoming a party of one side or another in a domestic controversy. A definite decision upon the nature and scope of the Conference should be taken, and the Conference should be defined as one of experts, not representing their Governments, with the proviso that the League would best serve its own interests by avoiding domestic questions not of a truly international kind.

Disarmament was one of the principal objects of the League, which could not secure peace without taking effective steps to achieve disarmament. It was generally considered that arbitration, security and disarmament were inseparably linked together. The League had already explored, unfortunately without success, the possibility of general agreements, such as those embodied in the Draft Treaty of Mutual Guarantee and the Protocol. New methods were therefore being followed, and in this connection he would make two suggestions. First, arbitration belonged, in his view, not to substantive law but to procedure or adjective law. Arbitration was a method of ascertaining facts and enforcing rights derived from some other source than the arbitral procedure itself. Persons might agree in special cases to submit a dispute to an arbitrator. The award then depended upon his knowledge, impartiality and fairness, which meant that the latter was removed from the realm of law to that of the opinion of an individual. There were obvious limitations to such a procedure, especially in the case of important disputes.

Something more was therefore required, namely, a system of law for the making of agreements between nations, defining rights and duties. Realising this, the League was studying the problem of the codification of international law—a fundamental

problème de la codification du droit international, question fondamentale dont, à son avis, dépend beaucoup l'avenir de la Société des Nations.

Il désire appeler l'attention de l'Assemblée sur les dangers inhérents à l'institution d'un système d'arbitrage dans lequel l'arbitre, au lieu d'appliquer une loi provenant d'un autre que lui, ou d'interpréter ou d'appliquer un accord entre les deux parties, a le droit d'agir selon sa propre opinion sur l'affaire. L'effet d'une telle procédure est de forcer l'arbitre à faire la loi: on s'est aperçu en Australie que lorsqu'une commission était créée dans le but de régler des conflits industriels, sans qu'on ait, au préalable, établi des règles de droit destinées au règlement de ce conflit, le résultat était qu'on créait un conflit uniquement pour avoir recours à l'arbitrage. Il est par conséquent essentiel d'éviter, dans la sphère internationale, tout danger analogue. La Commission préparatoire a rédigé un questionnaire qui aborde dans ses moindres détails le problème du désarmement. Quiconque étudie ce rapport ne peut cependant qu'être frappé par la complication extraordinaire du problème et la difficulté ou même l'impossibilité qu'il y a à arriver à un accord général sur les réponses aux questions posées. On a posé sept questions principales et si le désarmement devait amener un accord général quant à leurs réponses, il faut bien se demander si le désarmement est dans les limites des possibilités humaines. Le Traité de Locarno fera beaucoup pour assurer la sécurité à une large étendue de l'Europe. Les peuples du monde ne peuvent pas s'offrir le luxe d'attendre trop longtemps un pas définitif vers le désarmement et c'est aux gouvernements qu'incombe l'action.

Il fait appel aux représentants de tous les gouvernements afin qu'ils ne laissent pas passer l'occasion, au cours d'une discussion trop longue et trop détaillée même des questions les plus nécessaires. Ceux qui sont prêts à montrer le chemin par leurs actes mériteront la gratitude éternelle de l'humanité.

Le délégué de l'Australie propose la résolution suivante:

« La première Commission est invitée à étudier la question de l'utilité qu'il pourrait y avoir à numéroter les alinéas des articles du Pacte dans les exemplaires du Pacte publiés par la Société des Nations et à faire rapport à l'Assemblée sur cette question. »

M. RAMEK (Autriche) dit que la restauration de l'Autriche, qui vient d'être menée à bonne fin, fait partie intégrante de l'œuvre de la Société des Nations et lie l'Autriche à la Société par un sentiment de sincère gratitude. Il a constaté avec satisfaction que le Conseil a su compléter son œuvre excellente en résolvant les questions d'organisation particulièrement difficiles qui se sont présentées au cours de cette année.

Il tient à saluer très cordialement le nouveau Membre de l'Assemblée, l'Allemagne, pays habité par une population de même race que celle de l'Autriche. L'arrivée de l'Allemagne ne peut manquer d'enrichir puissamment la Société des Nations.

Le vicomte ISHII (Japon) rappelle que depuis le commencement de cette année, la Société des Nations a eu à résoudre la question particulièrement difficile de la réorganisation du Conseil. Il est profondément regrettable qu'une des grandes républiques de l'Amérique latine ait manifesté sa résolution de se retirer de la Société. L'opinion japonaise a été gravement impressionnée par ce départ d'une grande Puissance amie, qui avait si brillamment contribué aux travaux de la Société. Il faut vivement espérer que son absence ne sera que momentanée.

Il ne regrette pas moins vivement que l'Espagne, dont le concours a été si précieux dans les travaux de la Société, semble aussi vouloir s'abstenir de toute collaboration active. Il espère sincèrement que l'Espagne reviendra sur sa décision.

Au nom de son Gouvernement, il adresse à l'Allemagne ses sincères félicitations pour son entrée dans la Société des Nations avec un siège permanent au Conseil. Le Traité de Versailles a rétabli la paix juridique entre les belligérants, mais l'entrée de l'Allemagne dans la Société peut être considérée comme le rétablissement de la paix politique. La participation de l'Allemagne contribuera efficacement à l'œuvre générale de restauration dans le monde entier.

question upon which he thought much of the future of the League depended.

He would draw attention to the dangers attaching to the institution of a system of arbitration in which the arbitrator, instead of applying a law derived from a source other than himself, or interpreting and applying an agreement made by the parties, was left to act according to his own view of the case. The effect of such a procedure was to cause the arbitrator to make a law, and it had been found in Australia that, when a body was set up for the purpose of determining industrial disputes without any rules being laid down as to the law according to which they were to be determined, the result was that in order to invoke the jurisdiction of the tribunal a dispute was created. It was essential to avoid any such possibility in the international sphere.

The Preparatory Committee had prepared a questionnaire which attacked the problem of disarmament in analytical detail. Any student of its Report, however, could not but be struck by the extraordinary complication of the problem and the difficulty, amounting almost to impossibility, of securing any general agreement upon the answers to the questions proposed. There were seven principal questions, and, if disarmament was to await a general agreement upon their answers, it was to be doubted whether disarmament was humanly possible to achieve.

The Treaty of Locarno would go far to promote security in a large area of Europe. The peoples of the world could not afford to wait too long for a definite step towards disarmament, and action depended upon their Governments. He appealed to the representatives of all Governments not to lose their opportunity by too long and too elaborate a discussion even of very necessary questions. Those who were prepared to lead the way by action would deserve the undying gratitude of mankind.

Finally he would beg to submit the following resolution:

“That the First Committee be requested to consider and to report to the Assembly upon the desirability of numbering the paragraphs of the Articles of the Covenant published by the League.”

M. RAMEK (Austria) said that the reconstruction of Austria, which had just been brought to a successful conclusion, was an integral part of the work of the League of Nations, which bound Austria to the League by feelings of sincere gratitude. He had been happy to note that the Council had been able to complete its good work by settling questions of organisation which had arisen during the present year and which had been particularly difficult.

He desired to welcome very cordially the new member of the Assembly, Germany, a country inhabited by a population of the same race as Austria. The entry of Germany could not fail greatly to enrich the League of Nations.

Viscount ISHII (Japan) said that since the beginning of the year the League of Nations had had to settle the particularly difficult question of the re-organisation of the Council. It was deeply to be regretted that one of the great republics of Latin America had decided to withdraw from the League. Japanese opinion had been seriously affected by this departure of a great and friendly Power which had so brilliantly contributed to the work of the League. It was greatly to be hoped that this absence would be only momentary.

He regretted not less keenly that Spain, whose assistance in the work of the League had been so valuable, also appeared to wish to abstain from any active collaboration. He sincerely hoped that Spain would reconsider her decision.

He would, on behalf of his Government, extend his sincere congratulations to Germany upon her entry into the League of Nations with a permanent seat on the Council. The Treaty of Versailles had re-established legal peace between the belligerents, but the entry of Germany into the League might be regarded as a re-establishment of political peace. The participation of Germany would effectively contribute to the work of general restoration throughout the world.

Aujourd'hui que les incidents qu'avait provoqués la réorganisation du Conseil se trouvent heureusement réglés, tous pourront travailler sans relâche au bon développement de la Société.

Des suggestions ont été formulées de plusieurs côtés pour l'avenir de la Société. L'une d'elles vise, tout en maintenant l'organe central de Genève pour la coordination général du travail, l'établissement de plusieurs sociétés de nations sur une base continentale. Toutes les questions internationales seraient renvoyées à ces nouvelles sociétés continentales. A son avis, cette suggestion doit être écartée. Il est à craindre que, en présence de plusieurs sociétés continentales, des malentendus, des soupçons, des concurrences et même des intrigues n'apparaissent petit à petit. Les difficultés entre continents, si elles devaient surgir, seraient d'autant plus redoutables qu'elles seraient d'une plus grande envergure que celles qui surgiraient entre Etats individuels. Ces organes continentaux, au lieu de contribuer à la paix du monde, feraient donc naître de grands périls et des antagonismes nouveaux.

Il a la conviction que la mission de la Société consiste à concilier et à harmoniser les divers sentiments et intérêts qui existent dans les différentes parties du globe, à faciliter et à favoriser la collaboration cordiale entre les différents Etats, les différents continents et les différentes races.

Décision sur les résolutions soumises à l'Assemblée.

Le PRÉSIDENT propose de renvoyer à la troisième Commission le projet de résolution présenté la veille par la délégation néerlandaise (voir *Journal de l'Assemblée*, n° 5, page 50).

La proposition est adoptée.

Le PRÉSIDENT propose en outre de renvoyer à la Commission de l'ordre du jour les projets de résolution présentés la veille par la délégation britannique (voir *Journal de l'Assemblée*, n° 5, pages 48 et 49).

La proposition est adoptée.

IV. DEUXIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION

La première Commission a tenu sa deuxième séance hier vendredi 10 septembre, à 17 heures, sous la présidence de M. MOTTA (Suisse).

Examen des propositions faites par la Commission chargée d'étudier la question de la composition du Conseil concernant le mode d'élection des Membres non permanents du Conseil et le régime de leurs mandats.

Le PRÉSIDENT, avant d'ouvrir la discussion générale sur ces propositions, rappelle à la Commission la nécessité où elle se trouve, d'une part de travailler avec une certaine rapidité, d'autre part d'éviter, par une hâte excessive, de donner l'impression que l'Assemblée est bousculée et ne peut pas travailler avec le calme et la tranquillité qu'exige l'importance du sujet à l'ordre du jour.

M. LÖFGREN (Suède) signale le caractère de compromis de ces propositions. Si son Gouvernement les accepte, il désire souligner cependant que la faculté de réélection ne doit pas être considérée comme un privilège accordé à certains Etats, mais comme une faculté donnée à l'Assemblée. Il signale plusieurs imperfections d'ordre technique des propositions présentées à l'Assemblée, et qu'il appartiendra à la sous-commission qui sera nommée de corriger; ainsi il croit nécessaire de stipuler que la déclaration de rééligibilité doit être prise par l'Assemblée en scrutin secret, de prévoir un procédé pour la détermination de la durée — un, deux ou trois ans — des mandats conférés par l'Assemblée en 1926. Il se fait l'interprète enfin de l'opinion suédoise qui espère que la réglementation qui va être adoptée, tout en assurant la pleine liberté de l'Assemblée, apportera une solution définitive à la question de la composition du Conseil.

M. VOGT (Norvège) annonce que son Gouvernement est entièrement en faveur d'un système de roulement, et qu'il aurait voulu qu'il n'y ait pas de rééligibilité possible. Si cependant la rééligibilité doit être admise, il préfère aux propositions du

Now that the incidents which had arisen around the re-organisation of the Council were happily closed, all would be able to work uninterruptedly for the healthy development of the League.

Suggestions had been put forward on various sides for the future of the organisation of the League. One of these proposals was to the effect that there should be a central body in Geneva for a general co-ordination of work and that several associations of nations should be formed on a continental basis. All international questions would be sent to these new continental leagues. In his opinion this suggestion should not be entertained. In the presence of several continental leagues, misunderstandings, suspicions, rivalries, and even intrigues would gradually appear. Difficulties between continents, if they should arise, would be all the more formidable as they would be on a wider scale than those arising between individual States. Such continental leagues, instead of contributing to the peace of the world, might give rise to great dangers and new antagonisms.

He was convinced that the mission of the League was to reconcile and harmonise the various feelings and interests existing in the different portions of the globe and to facilitate and encourage cordial collaboration between the different States, continents and races.

Action taken with regard to Resolutions before the Assembly.

The PRESIDENT proposed that the draft resolutions submitted by the Netherlands delegation on the previous day (see *Assembly Journal* No. 5, p. 50) should be referred to the Third Committee.

The proposal was adopted.

He further proposed that the draft resolutions submitted by the British delegation on the previous day (see *Assembly Journal* No. 5, pp. 48 and 49) should be referred to the Agenda Committee.

The proposal was adopted.

IV. SECOND MEETING OF THE FIRST COMMITTEE.

The First Committee held its second meeting yesterday, Friday, September 10th, at 5 p.m., under the chairmanship of M. MOTTA (Switzerland).

Examination of the Proposals made by the Committee instructed to study the Question of the Composition of the Council, the Method of Election of the Non-Permanent Members of the Council and the Conditions of their Terms of Office.

The CHAIRMAN, before opening the general discussion on these proposals, reminded the Committee of the necessity of working with a certain rapidity and at the same time avoiding, from excessive haste, giving the impression that the Assembly was being hustled and was unable to work with the calm and tranquillity required by the importance of the subject on the agenda.

M. LÖFGREN (Sweden) drew attention to the fact that these proposals were in the nature of a compromise. If his Government accepted them, he desired nevertheless to emphasise that the possibility of re-election must not be regarded as a privilege accorded to certain States but as an option given to the Assembly. He drew attention to several imperfections of a technical character in the proposals submitted to the Assembly. It would be for the Sub-Committee which would be appointed to remedy these imperfections. Thus he thought it was necessary to provide that the declaration of re-eligibility should be made by the Assembly by means of a secret ballot to provide a procedure for the determination of the period of office — one, two or three years — to be accorded by the Assembly in 1926. He was interpreting Swedish opinion on the subject in expressing the hope that the regulations to be adopted, while ensuring full liberty to the Assembly, would provide a final solution of the question of the composition of the Council.

M. VOGT (Norway) said that his Government was entirely in favour of a system of rotation and would have liked to make it impossible to allow re-eligibility. If, however, re-eligibility were admitted, he would prefer the proposals adopted on March

Comité d'étude celles adoptées le 17 mars, et qui sauvegardent mieux la liberté de l'Assemblée. Il ajoute que le Gouvernement norvégien aimerait que les élections au Conseil soient faites d'après un système de représentation proportionnelle.

M. POLYCHRONIADIS (Grèce) s'associe aux observations faites par les représentants de la Suède et la Norvège.

M. ZAHLE (Danemark) rappelle que son Gouvernement a beaucoup hésité à accepter le principe de l'augmentation du nombre des sièges non permanents au Conseil, et celui de la rééligibilité. Cette dernière en tout cas ne doit pas aboutir à créer une classe d'Etats privilégiés. Lui aussi croit que les propositions du Comité d'étude doivent être mises au point du point de vue technique.

M. LIMBURG (Pays-Bas) émet le vœu que, d'une façon générale, ce ne soient pas les auteurs des propositions qui en deviennent les rapporteurs aux Commissions.

Il signale que le compromis présenté par le Comité d'étude comporte, à son dernier alinéa, un vœu, et il lui paraît qu'un vœu n'est pas à sa place dans des règles de droit.

Il passe en revue les différents paragraphes du projet présenté par le Conseil, et signale les points sur lesquels ils doivent être, soit modifiés, soit complétés. Il n'est pas partisan d'un système de représentation proportionnelle pour les élections au Conseil, et il signale les inconvénients qu'un tel système comporterait en l'espèce. Il propose enfin de confier au sort la fixation de la durée du mandat des Membres non permanents du Conseil qui seront élus en 1926.

M. CHU (Chine) rappelle que pendant des années, la délégation chinoise a préconisé une répartition géographique des sièges. Il espère que l'augmentation du nombre des Membres non permanents permettra cette répartition géographique; il estime que si un seul siège non permanent sera accordé par l'Assemblée à l'Asie, ce siège devra avoir une durée de trois ans.

Le PRÉSIDENT propose de nommer une sous-commission composée des délégués des Etats suivants:

Allemagne	Italie
Chili	Japon
Chine	Norvège
Colombie	Pays-Bas
Danemark	Pologne
Empire Britannique	Roumanie
France	

Sur la proposition de M. LOUCHEUR (France), appuyée par de nombreux délégués, le Président est adjoint à cette sous-commission.

La commission compose la Sous-Commission des délégués des Etats proposés par le Président, auxquels est adjoint le délégué de la Suisse.

V. DEUXIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu sa deuxième séance hier vendredi 10 septembre, à 17 h. 30, sous la présidence de M. Desmond FITZGERALD (Etat libre d'Irlande).

Ouverture de la session.

Le PRÉSIDENT souhaite la bienvenue aux membres de la délégation allemande; la deuxième Commission est heureuse d'avoir leur coopération.

Adoption de l'ordre du jour et désignation du rapporteur.

La Commission adopte l'ordre du jour et désigne les membres suivants pour faire rapport à la Commission:

Œuvre de l'Office autonome pour l'établissement des réfugiés grecs: Rapporteur, M. VAN CAUWELAERT.
Travaux de l'Organisation d'hygiène: Rapporteur, M. FERNANDEZ Y MEDINA.

17th, which better safeguarded the liberty of the Assembly, to the proposals of the Committee of Enquiry. He would add that the Norwegian Government would like the elections to the Council to be made in accordance with the system of proportional representation.

M. POLYCHRONIADIS (Greece) associated himself with the observations made by the representatives of Sweden and Norway.

M. ZAHLE (Denmark) said that his Government had considerable hesitation in accepting the principle of the increase in the number of non-permanent seats on the Council and the principle of re-eligibility. The latter principle in any case must not result in creating a class of privileged States. He also thought that the proposals of the Committee of Enquiry should be revised from a technical point of view.

M. LIMBURG (Netherlands) expressed the wish that, in a general way, the authors of the proposals should not act as the Rapporteurs to the Committees.

He noted that the compromise submitted by the Committee of Enquiry included in its last paragraph a recommendation. It did not seem to him that a recommendation was quite in place in rules of law.

He passed in review the various paragraphs of the draft submitted by the Council and drew attention to the respects in which they must be either amended or completed. He was not in favour of a system of proportional representation for the elections to the Council, and he emphasised the disadvantages such a system would entail in the present instance. He finally proposed to determine by lot the periods of office of the non-permanent Members of the Council elected in 1926.

M. CHU (China) reminded the Committee that for many years the Chinese delegation had contemplated a geographical distribution of the seats. He hoped that the increase in the number of non-permanent Members would enable this geographical representation to be achieved. He hoped that, if a single non-permanent seat were accorded by the Assembly to Asia, this seat would involve a period of office of three years.

The CHAIRMAN proposed to appoint a Sub-Committee composed of the following States:

British Empire	Italy
Chile	Japan
China	Netherlands
Colombia	Norway
Denmark	Poland
France	Roumania
Germany	

On the proposal of M. LOUCHEUR (France), supported by numerous delegates, it was decided that the Chairman should also sit on the Sub-Committee.

The Committee constituted the Sub-Committee of the delegates of the States proposed by the Chairman, to which was added the delegate of Switzerland.

V. SECOND MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee met yesterday, Friday, September 10th, at 5.30 p.m., under the chairmanship of Mr. Desmond FITZGERALD (Irish Free State).

Opening of the Session.

The Chairman welcomed the members of the German delegation. The Second Committee was glad to be assured of their co-operation.

Adoption of the Agenda and Appointment of Rapporteurs.

The Committee adopted the agenda and appointed the following members as Rapporteurs:

Work of the Greek Refugee Settlement Commission: Rapporteur: M. VAN CAUWELAERT.
Work of the Health Organisation: Rapporteur: M. FERNANDEZ Y MEDINA.

Travaux de la Commission internationale de coopération intellectuelle: Rapporteur, M. Peter MUNCH.

Travaux du Comité économique: Rapporteur, M. NAGAI.

Travaux du Comité préparatoire de la Conférence économique: Rapporteur, M. LOUCHEUR.

Restauration financière de la Hongrie: Rapporteur, M. Fulvio SUVICH.

Restauration financière de l'Autriche: Rapporteur, M. STRASBURGER.

Travaux de l'Organisation des communications et du transit: Rapporteur, M. JARAMILLO.

Travaux du Comité financier: Rapporteur, M. AVRAMOVITCH.

Oeuvre pour l'établissement des réfugiés bulgares: Rapporteur le Commandeur Hilton YOUNG.

Oeuvre de l'office autonome pour l'établissement des réfugiés grecs.

M. HOWLAND, président de l'Office autonome, donne lecture de son rapport sur l'oeuvre d'établissement (voir page 72 le texte du rapport).

Le PRÉSIDENT, au nom de la Commission, remercie M. Howland pour les admirables résultats obtenus.

M. VAN CAUWELAERT (Pays-Bas) s'associe à ces félicitations.

- Il souhaite que l'Office autonome puisse achever aussi heureusement son oeuvre. L'Office s'est-il heurté à des restrictions dans certaines parties du territoire? En particulier a-t-il rencontré dans l'établissement des réfugiés le long des frontières des difficultés dont il faudrait tenir compte?

M. HOWLAND répond que les relations entre les réfugiés et la population sont excellentes, d'une manière générale. A ce sujet il rappelle le précédent des Huguenots; un bill des marchands de la City protestant contre la concurrence des commerçants français, fut repoussé grâce à l'intervention d'un ancêtre de lord Cecil.

On a pu facilement procéder à la tâche d'établissement; les réfugiés ont été installés partout où il se trouvait des terrains disponibles, y compris les terrains situés à proximité des frontières, sans que l'Office ait rencontré de difficultés.

- M. DENDRAMIS (Grèce) rend hommage au dévouement de M. Howland et le remercie chaleureusement, au nom du Gouvernement grec. La Société des Nations a rendu un service signalé à la Grèce. Il vient exprimer la gratitude du peuple grec à tous ceux qui ont mené à bonne fin cette oeuvre humanitaire, économique et politique.

Le PRÉSIDENT remercie de nouveau M. Howland et prie M. van Cauwelaert de préparer un projet de résolution pour une prochaine séance.

La Commission le désigne comme rapporteur devant l'Assemblée.

VI. DEUXIÈME SÉANCE DE LA SIXIÈME COMMISSION

La sixième Commission s'est réunie hier vendredi 10 septembre, à 17 heures, sous la présidence de M. DE BROUCKÈRE (Belgique).

- *Conclusion d'une convention internationale sur l'esclavage et les conditions analogues.*

- La Commission aborde la discussion du projet de Convention sur l'esclavage et des amendements soumis par divers gouvernements.

- *La Commission ajourne l'examen du Préambule.*

Après un échange de vues auquel prennent part le vicomte CECIL (Empire Britannique), M. LOUWERS (Belgique), M. VON SCHUBERT (Allemagne), sir Joseph COOK (Australie) et le comte BONIN-LONGARE (Italie), l'article 1, contenant les définitions de l'esclavage et de la traite des esclaves, est adopté sous réserve de modifications de rédaction.

Après une discussion sur l'article 2, à laquelle prennent part M. J. S. SMIT (Afrique du Sud), M. VON SCHUBERT (Allemagne), sir William Henry Hoare VINCENT (Inde), le vicomte CECIL (Empire Britannique), M. HAMBRO (Norvège) et M. Alfred

Work of the International Committee on Intellectual Co-operation. Rapporteur: M. Peter MUNCH.

Work of the Economic Committee. Rapporteur: M. NAGAI.

Work of the Preparatory Committee for the Economic Conference. Rapporteur: M. LOUCHEUR.

Financial Reconstruction of Hungary. Rapporteur: M. Fulvio SUVICH.

Financial Reconstruction of Austria. Rapporteur: M. STRASBURGER.

Work of the Organisation for Communications and Transit. Rapporteur: M. JARAMILLO.

Work of the Financial Committee. Rapporteur: M. AVRAMOVITCH.

Work for the Settlement of Bulgarian Refugees. Rapporteur: Commander Hilton YOUNG.

Work of the Settlement Commission for the Establishment of Greek Refugees.

Mr. HOWLAND, President of the Settlement Commission, read his report on the work of the establishment of Greek refugees (see text of the report, page 72).

The CHAIRMAN of the Second Committee thanked Mr. Howland for the admirable results achieved.

M. VAN CAUWELAERT (Netherlands) associated himself with these congratulations. He hoped that the Settlement Commission might complete its work as successfully as it had begun. Had the Commission met with restrictions in its work in certain parts of the territory? Especially had it encountered difficulties of which account would have to be taken in establishing the refugees along the frontiers?

Mr. HOWLAND replied that the relations between the refugees and the population were, generally speaking, excellent. He would recall the precedent of the Huguenots. A bill proposed by the city merchants protesting against competition of French traders had been rejected, thanks to the intervention of an ancestor of Lord Cecil.

The task of establishing refugees had been easily accomplished. Refugees had been established in all places where land was vacant, including land close to the frontiers, and the Commission had met with no difficulties.

M. DENDRAMIS (Greece) paid a tribute to Mr. Howland and warmly thanked him in the name of the Greek Government. The League of Nations had been of conspicuous service to Greece. He would express the gratitude of the Greek people to all those who had brought to a successful conclusion this work, which was humanitarian, economic and political.

The CHAIRMAN once more thanked Mr. Howland and asked M. van Cauwelaert to prepare a draft resolution for consideration at a future meeting.

The Committee appointed him Rapporteur on the question to the Assembly.

VI. SECOND MEETING OF THE SIXTH COMMITTEE

The Sixth Committee met on Friday, September 10th, at 5 p.m. under the chairmanship of M. DE BROUCKÈRE (Belgium).

Conclusion of an International Convention on Slavery and Conditions analogous thereto.

The Committee began its discussion of the Draft Convention on Slavery and the various amendments submitted by the different Governments.

The examination of the preamble was adjourned.

After an exchange of views between Viscount CECIL (British Empire), M. LOUWERS (Belgium), M. VON SCHUBERT (Germany), Sir Joseph COOK (Australia) and Count BONIN-LONGARE (Italy), Article 1, containing definitions of slavery and the slave trade, was adopted subject to drafting amendments.

After a discussion of Article 2, in which the following members took part: Mr. J. S. SMIT (South Africa), M. VON SCHUBERT (Germany), Sir William Henry Hoare VINCENT (India), Viscount CECIL (British Empire), M. HAMBRO (Norway), M. Alfred

NEMOURS (Haïti), la Commission décide de renvoyer cet article ainsi que le reste de la Convention à une sous-commission composée des délégués des pays suivants: Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Belgique, Empire Britannique, Ethiopie, France, Haïti, Inde, Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Uruguay.

VII. OFFICE AUTONOME POUR L'ÉTABLISSEMENT DES RÉFUGIÉS GRECS.

RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LES TRAVAUX ACCOMPLIS.

L'Office autonome pour l'établissement des réfugiés a, comme il y était tenu par le Protocole, régulièrement présenté ses rapports trimestriels dont le onzième a été communiqué cette semaine. Ces rapports témoignent des progrès réalisés dans l'ordre administratif, mais ils ne sont pas d'une lecture intéressante, ainsi que le savent tous ceux qui ont eu l'occasion de les consulter. Il ne saurait d'ailleurs en être autrement, étant donné leur nature même. Aussi, l'Office autonome s'occupe-t-il actuellement de préparer un rapport spécial de caractère plus populaire et d'une lecture plus facile; ce rapport comprendra un exposé de la portée des travaux de l'Office depuis ses débuts jusqu'au moment où la tâche envisagée aura pris fin, et il y sera joint un grand nombre d'observations ayant trait au mode d'existence et à l'établissement des réfugiés, ainsi que des photographies. La Commission a estimé devoir entreprendre ce travail pour deux raisons:

Il est désirable que les Membres de la Société des Nations, et le grand public, puissent se faire une idée de la vaste tâche dont la Société s'est chargée, ainsi que des progrès réalisés dans ce domaine, et de la manière loyale dont la Grèce s'est acquittée de la mission qui lui incombait.

En second lieu, cette œuvre a eu un effet marqué sur la vie politique, sociale et économique du pays. Elle a touché à des questions d'un caractère spécial et général dont un grand nombre intéressent le fond même de la politique du Gouvernement hellénique et, pour cette raison, elle mérite de retenir l'attention des historiens, des économistes et des sociologues. La forme succincte dans laquelle doivent être rédigés les rapports habituels ne permet pas de donner une idée de ces éléments du problème.

Nous indiquons en premier lieu que la Grèce, à l'époque de cette migration, était un pays d'environ cinq millions d'habitants et que les réfugiés, d'après les chiffres les plus exacts dont on dispose, étaient à peu près au nombre de 1.400.000, soit un chiffre de peu inférieur à 30% de la population du pays dans lequel cette foule d'immigrants venait se réfugier en un désordre inexprimable. La situation est donc la même que si la France ou l'Angleterre, après huit ou dix années de guerre épuisante, s'étaient vues obligées de recevoir 12 millions de réfugiés, sans ressources, appartenant à la même race que leurs nationaux, de les loger et de les nourrir, en attendant de pouvoir leur trouver des moyens d'existence permanents.

Vous connaissez tous l'histoire de l'appel adressé par la Grèce à la Société des Nations et vous n'ignorez ni le rôle joué par le docteur Nansen dans l'échange des deux populations, ni l'appui donné au projet par le vicomte Cecil, dans ses discours à l'Assemblée, ni l'enquête poursuivie par le colonel Proctor, ni, enfin, le plan élaboré par le Comité financier. L'Office autonome qui comprend deux Grecs et deux étrangers, contrôle une organisation qui comprend approximativement 2.000 personnes, toutes de nationalité hellénique. Toutes les personnes au service de l'Office autonome constituent maintenant, en raison des licenciements et des nouveaux engagements, un organisme d'élite qui travaille avec intelligence et persévérance et tous ceux qui s'intéressent aux efforts tentés dans le domaine international constateront avec un vif intérêt l'esprit de corps qui s'est développé parmi eux. Le premier président de l'Office autonome, M. Morgenthau, et sir John Campbell ont travaillé assidûment d'année en année et ont fait preuve dans leur mission du plus grand dévouement, mais nous pouvons déclarer que la plupart des travaux ont été effectués par des Grecs dans l'intérêt d'autres Grecs et que le principal rôle des étrangers a été d'apporter leur expérience et de servir de guides.

Sur 1.400.000 réfugiés, 200.000 approximativement étaient surtout des citadins possédant quelques ressources; parmi les autres réfugiés (soit 1.200.000) 500.000 peut-être étaient des

NEMOURS (Haïti), it was decided to refer this article, as well as the rest of the Convention, to a Sub-Committee composed of members of the following delegations: Abyssinia, Australia, Belgium, British Empire, France, Germany, Haiti, India, Italy, Netherlands, Norway, Portugal, South Africa, Uruguay.

VII. GREEK REFUGEE SETTLEMENT COMMISSION

REPORT OF THE CHAIRMAN ON THE WORK ACCOMPLISHED

The Refugee Settlement Commission has regularly filed its quarterly reports as required by the Protocol, and the eleventh is in circulation this week. These reports contain the evidence of administrative progress, but they are uninteresting reading, as anyone knows who has had occasion to consult them, and as in their nature they must be. The Commission has therefore in course of preparation a special report more popular and readable, containing a description of the scope of the work from its beginning to the expected end, containing many observations relevant to the life and establishment of the refugees, and illustrated with photographs. The Commission has felt justified in doing this for two reasons:

It is desirable that the Members of the League of Nations and the world at large should know what an enormous amount of work the League undertook, what progress has been made with that work and how loyally Greece itself responded to the task laid upon her.

The second reason lies in the fact that the work has had a profound effect upon the political, social and economic life of the country. It has been involved with questions of a special and general character, many of them touching the fundamental policies of the Greek Government, and for this reason it deserves the attention of historians, economists and sociologists. It is not possible to give an idea of those elements of the problem in the restrained form required for the usual report.

We begin with the fact that Greece, at the time of this migration, was a country of approximately 5,000,000 people, and that the refugees, according to the best figures we have, were approximately 1,400,000 in number, or just under 30 per cent of the population of the country into which they poured in a chaotic mass. The situation is therefore as if France or England, after eight or ten years of exhausting war, had been obliged to receive destitute refugees of their own blood amounting to approximately 12,000,000 people and to provide for them dwellings, temporary sustenance and permanent livelihood.

You know the story of the appeal of Greece to the League of Nations, of the part that Dr. Nansen played in exchanging the two populations, of the support given to the project by Viscount Cecil in his speeches in the Assembly, of the investigation made by Colonel Proctor, and the plan prepared by the Financial Committee. The Commission, consisting of two Greeks and two foreigners, has an organization under its control of approximately 2,000 persons, all Greek. In the course of time they have become, by discharges and new engagements, a picked body, functioning skilfully and perseveringly, and it would be interesting for supporters of international effort to see what an *esprit de corps* has developed among them. While the first Chairman of the Commission, M. Morgenthau, and my colleague Sir John Campbell have worked industriously year in and year out because of their devotion to the task, we may say that in the main it has been done by Greeks for Greeks, and that foreigners have served mainly to give their experience and act as guides.

Out of the 1,400,000 refugees, approximately 200,000, mainly city dwellers, had resources of their own. Of the balance of 1,200,000, perhaps 500,000 were city dwellers and 700,000

citadins et 700.000 des personnes habituées à la vie rurale — il est impossible de donner des chiffres très exacts lorsqu'il s'agit d'un nombre aussi considérable de personnes.

Dès ses débuts, l'Office autonome s'est attaché, en étroite coopération avec le Gouvernement hellénique, à établir de préférence les réfugiés de profession agricole, car, dans l'ensemble, ces réfugiés sont des producteurs dans une bien plus grande mesure que ceux qui appartiennent aux classes urbaine et commerciale, et sont, par suite, destinés à rendre, à l'avenir, des services beaucoup plus grands à la Grèce, au point de vue économique, social et politique. Aussi a-t-on donné la préférence à l'établissement intégral des campagnards. Le bien-fondé de cette distinction est reconnu par les Grecs eux-mêmes. Elle a obligé tous ceux qui estimaient pouvoir se suffire à eux-mêmes en vivant sur le sol à se faire inscrire comme fermiers, afin d'obtenir des lotissements de terres cultivables. Dans l'ensemble, cette prétention s'est trouvée justifiée, bien que la Commission ait constaté le cas d'une seule personne à qui avait été attribuée une parcelle de terrain et qui arrosait ses pommes de terre en temps de sécheresse avec de l'eau salée qu'elle apportait de la mer.

Les Grecs résidant dans la Vieille Grèce, bien que fortement unis par leur fidélité à l'idée hellénique, diffèrent considérablement par leurs coutumes et par leur culture en raison du régionalisme traditionnel des différentes parties du pays, dû à la difficulté des moyens de communication, sauf par mer. Les réfugiés grecs accusent entre eux les mêmes différences intéressantes et il serait possible d'écrire tout un article sur les causes de ces différences. Les montagnards qui viennent de la Haute Anatolie ont un maintien réservé et austère, les citadins de Smyrne et des villes situées le long de la côte ont l'esprit souple, curieux et frondeur, mais tous font preuve du même enthousiasme et font voir qu'ils sont bien de la même race que leurs compatriotes de l'Attique et du Péloponèse. Les ancêtres de quelques-uns d'entre eux étaient sans doute des Hellènes blonds, originaires des forêts de l'Europe centrale; dans d'autres cas, les premiers qui s'établirent étaient certainement d'anciens colons venant des villes de la Grèce proprement dite. J'ai eu, dans mon bureau, des hommes qui m'ont affirmé descendre des soldats d'Alexandre le Grand, restés en Asie Mineure au retour de la campagne de l'Inde.

A leur arrivée, un grand nombre de ces réfugiés ne parlaient que le turc. La moitié des habitants de la ville d'Adalia étaient des Grecs qui parlaient le turc parce qu'ils avaient résidé dans cette ville pendant plusieurs siècles. L'autre moitié était constituée par des Turcs ne parlant que le grec parce qu'ils appartenaient à la génération venant immédiatement après les Turcs qui avaient émigré du Péloponèse dans cette ville, au cours du siècle dernier.

Tous ces gens, qui s'étaient réfugiés pêle-mêle en Grèce, étaient séparés les uns des autres, les habitants du même village ou les membres de la même famille étant dispersés dans les différents ports où ils avaient été transportés en premier lieu. La tâche principale, au cours de la première année, a été de réunir les membres des différentes familles et de grouper ensemble les habitants de chaque village afin de donner satisfaction à l'instinct grégaire qui caractérise les Grecs. Aujourd'hui encore des annonces sont insérées de temps à autre dans les journaux pour découvrir un membre disparu d'une certaine famille. Une fois qu'un groupe est reformé, les membres de ce groupe s'efforcent d'en reconstituer l'unité primitive. Il existe une colonie située près de Cavalla, dans une région marécageuse et infestée de paludisme qu'il y aurait lieu d'évacuer promptement pour l'installer ailleurs; mais les habitants du village se refusent à partir, car ils craignent que leur collectivité soit dispersée une fois encore et il leur faudrait discuter longuement entre eux pour décider à laquelle des unités ainsi divisées reviendraient les ossements sacrés de saint Grégoire de Naziance qui est le saint patron de ce groupe depuis le septième siècle.

Vous serez heureux d'apprendre que les paysans indigènes ont presque partout bien accueilli ces nouveaux arrivants; aucune difficulté sérieuse n'a surgi, sauf occasionnellement, quelques difficultés locales au sujet du lotissement des terres dans des régions où le nombre des réfugiés était trop considérable. Aucune opposition générale ne s'est manifestée contre les réfugiés; de même, personne n'a semblé craindre leur concurrence au point de vue de la production agricole ou industrielle.

Il serait peut-être intéressant de rappeler à cet égard qu'au temps de la première immigration des Huguenots en Angleterre après la Saint-Barthélemy, et de la création de leurs établisse-

accustomed to farming life—it is not possible to be very exact with figures on such a scale.

It has been the policy of the Commission from the beginning, in close co-operation with the Hellenic Government, to give the preference in establishment to the farming refugees as being on the whole far more productive than the urban commercial classes and therefore promising much greater support in the future for the economic, social and political life of Greece. Full establishment of country people was therefore preferred. The Greeks themselves recognise the merit in this distinction. It has caused as many persons as thought they could maintain themselves in the country to enrol as farmers in order to obtain allotments of cultivable land. In the main they justify their claims, though the Commission did find one person who had thus obtained land watering his potatoes in time of drought with brine he was transporting from the sea.

The Greeks in Old Greece, though strongly unified by their allegiance to the Hellenic Idea, represent great diversity of habits and culture owing to the traditional regionalism of the different parts of the country, which in its turn was due to the difficulty of communication except by sea. The refugee Greeks show the same interesting differences, and an essay could be written upon the causes of those differences. The mountaineers from Upper Anatolia are dignified and austere; the city dwellers of Smyrna and of the towns along the coast are supple-minded, inquisitive, *frondeur*—while they all have the same enthusiasm and unity of race as their compatriots in Attica and the Peloponnesus. The ancestors of some of these people must have come down as fair-haired Hellenes out of the forests of Central Europe; in other cases, the first settlers must have been colonists from the cities of Greece proper; I have had men in my office who asserted that they were descended from soldiers of Alexander the Great, who subsisted in Asia Minor on their way back from the Indian Campaign.

A considerable number of them on their arrival spoke only Turkish. Half the inhabitants of the town of Adalia were Greeks who spoke Turkish, because they had been resident there for centuries; the other half was made up of Turks who spoke only Greek, being the next generation after Turks who had migrated there from the Peloponnesus in the last century.

These people, coming pell-mell into Greece, were separated, villages and families being scattered among the different ports to which they were first conveyed. For the first year or so the main effort was for families to come together and for villages to re-group themselves to satisfy the natural gregarious tendency of the Greek. Even now the newspapers contain occasional advertisements searching for a lost member of a family. A group once brought together does its best to attain its original unity. There is a settlement near Cavalla in a marshy, malarial district which ought to be promptly removed. The villagers are not willing to go away because they are afraid in that case their community will have to be divided and they would then have a struggle among themselves as to which unit of them should be entitled to the sacred bones of St. Gregory of Nazianzus, who has been the patron saint of the group since the seventh century.

You will be glad to know that almost everywhere the native peasants have been hospitable to these newcomers, and except for occasional local difficulties over allotment of land where there has been too much crowding, no serious difficulties have occurred. There has been no general opposition to the refugees, no fear of them as competing producers in agriculture or in industry.

It may be interesting in this connection to recall that, at the time of the first migration of the Huguenots into England after the Massacre of St. Bartholomew, and the establishment

ments commerciaux concurrents, les commerçants de Londres avaient été si affectés par la concurrence des Français qu'ils avaient préparé un projet de loi pour interdire cette concurrence; ce projet fut présenté au Parlement par sir Walter Raleigh. Il semble intéressant de signaler à cet égard que l'adoption de ce projet avait été empêchée par celui qui était à cette époque le chef de la famille des Cecil, l'un des hommes d'Etat de la reine Elisabeth et un ancêtre du lord Cecil d'aujourd'hui.

Les réfugiés étaient tout d'abord très découragés et même désespérés. Leur état physique était au plus bas, et il en était de même de leur moral. Mais cette situation s'est rapidement améliorée. Dès que le réfugié chef d'une famille a eu conscience que sa famille était à l'abri, que sa femme et ses enfants étaient nourris, et qu'il avait lui-même la possibilité de gagner sa vie, il a repris courage et s'est mis au travail.

A Sérès, une cinquantaine de familles ont été logées dans des cabanes de bois, dans une gorge exposée aux vents, mais lorsqu'un membre de notre groupe a montré avec sa canne les trous dans le toit et les murs, le propriétaire lui a répondu: « Peu importe ! Le vent entre par un trou et il sort par celui qui se trouve en face ! »

A Arakova, le propriétaire d'un petit magasin auquel on a demandé s'il aimerait retourner à Smyrne, a répondu: « Non ! J'aime cet endroit-ci: les olives sont bonnes et l'eau est abondante ! » — Il arrive quelquefois que les réfugiés répondent d'une manière originale aux questions. Au cours de l'un de nos voyages, nous avons demandé à un réfugié paresseux pour quelle raison il dormait au soleil au lieu de labourer son champ, et nous avons obtenu la réponse suivante: « Le sommeil dans le bonheur est du temps perdu et du temps gagné dans l'infortune ».

Le Gouvernement hellénique s'était engagé dans le Protocole à transférer à l'Office 500.000 hectares de terres propres à l'établissement des réfugiés; cette superficie devait comprendre une certaine proportion de pâturages et de forêts. L'Office autonome a reçu la superficie intégrale de 500.000 hectares, et même une quantité légèrement supérieure; on peut donc considérer que le Gouvernement a rempli son engagement, nonobstant le fait qu'il s'est heurté lui-même à de sérieuses difficultés pour se procurer les terres nécessaires.

Heureusement pour notre œuvre, la Grèce a poursuivi depuis 1914 environ une politique agraire orientée vers le progrès, politique que M. Venizelos avait inaugurée. Elle a progressivement exproprié les terres de grands propriétaires fonciers et des monastères et les a réparties par lots parmi les petits cultivateurs du pays qui sont ainsi devenus propriétaires de leurs exploitations rurales. Cette politique a abouti aux résultats habituels: les classes laborieuses rurales sont devenues un élément politique conservateur et ont apporté à la vie intérieure de la Grèce un facteur de stabilité.

La Grèce est maintenant à peu près aussi peuplée qu'elle peut l'être. Heureusement, la Macédoine était relativement dépeuplée au moment où les réfugiés sont arrivés; l'Office autonome a donc installé dans ce pays la plupart des réfugiés ruraux.

La première mesure en vue de l'établissement du groupe consistait à découvrir des terres susceptibles de fournir à la population la subsistance nécessaire; il fallait ensuite choisir un emplacement approprié pour l'exploitation de ces terres cultivables et, en troisième lieu, il s'agissait de choisir un groupe dont l'expérience antérieure lui avait permis d'acquérir les connaissances nécessaires pour les cultures auxquelles se prêtaient la région et les terres disponibles. Des arrangements de ce genre sont généralement intervenus entre l'Office autonome ou le Gouvernement hellénique d'une part, et, d'autre part, le chef d'une collectivité qui cherchait à s'établir; ce dernier fournissait à l'Office autonome toutes les données nécessaires prouvant que le travail de la collectivité sur l'emplacement choisi serait couronné de succès.

L'Office autonome a ensuite construit un village suffisamment étendu pour assurer un logement au nombre de familles que la colonie pouvait faire subsister. La première année, lorsque les réfugiés n'étaient pas en mesure de travailler, et que le pays ne pouvait guère prélever sur ses propres ressources les moyens nécessaires pour construire rapidement, un contrat a été conclu avec une maison allemande qui s'est engagée à fournir la charpente de 10.000 maisons; ce contrat a été complètement exécuté. Après cette phase expérimentale qui était toutefois nécessaire, les travaux de construction ont été exécutés prin-

of their trades in competition, the London tradesmen were so aggrieved by the competition of the French that they prepared a bill to prohibit that competition and had it introduced into Parliament by Sir Walter Raleigh. An interesting point to notice in this connection is that the passage of the bill was prevented by the Cecil of his time, one of Queen Elizabeth's statesmen and ancestor of Lord Cecil of to-day.

The spirit of the refugees at first was one of discouragement, even despair. Their physical conditions were at the lowest ebb at which life can be supported, and their psychological state was, of course, in correspondence. But rapidly an improvement took place. As soon as his family was sheltered, his wife and children nourished and the possibility of a livelihood was present to his consciousness, the refugee head of the family took heart and went to work. At Serres some 50 families were lodged in wooden huts in a windy gorge and one of our party was pointing with his stick to holes in the roof and walls. The owner said: "That's a small matter — one hole lets in the wind and the hole on the opposite side lets it out".

At Arakova the proprietor of a small shop, when asked if he would like to return to Smyrna, replied: "No; I like this place; the olives are good and there's plenty of water". Sometimes a whimsical answer will be given to a question. On one of our journeys we asked a lazy refugee why he was sleeping in the sun instead of working his field, and he replied: "Sleep in prosperity is lost time, but it is time saved in misfortune".

The Hellenic Government, in the Protocol, engaged itself to transfer to the Commission 500,000 hectares of land suitable for the establishment of refugees, counting in a certain proportion of pasture and forest land. The Commission has received its full 500,000 hectares and something more, and the Government may be considered to have fulfilled its engagement, this notwithstanding the fact that it has itself met with serious difficulties in obtaining the land necessary.

It is fortunate for this work that since about 1914 Greece has had an advanced agrarian policy instituted by M. Venizelos, and has been gradually expropriating the properties of large landed proprietors and of the monasteries and parcelling them out among the small farmers of the country, who have thus become peasant proprietors. The usual results have followed this policy: that the land-working classes have adopted conservative policies and have supplied a stabilising element in Greek domestic life.

Greece is now about as full as the country will hold. Fortunately Macedonia was relatively empty at the time of the arrival of the refugees, and most of the country people have been placed there by the Commission.

The first process in the location of the group was the discovery of lands suitable for maintaining a population; next the selection of a site available to these cultivable lands, and, thirdly, the selection of a group whose previous experience had made it competent for the raising of the crops for which the region and the lands available for cultivation were alike suitable. Arrangements on this score have usually been made between either the Commission or the Government on the one hand, and the chief of a community seeking establishment on the other, the latter furnishing all the data necessary to satisfy the Commission that the community would succeed in the spot selected.

The Commission then proceeded to build a village large enough to house the number of families who could be supported in the establishment. During the first year, when the refugees were unable to work and the country was scarcely able, out of its own resources, to furnish the means for rapid construction, a contract was made with a German firm to supply a framework for 10,000 houses, and that contract has been completed. After that experimental but necessary endeavour, the building has been mainly done by local contractors who have employed the refugees in the building of their own houses and have used

cipalement par des entrepreneurs locaux qui ont employé les réfugiés à la construction de leurs propres maisons et ont utilisé les matériaux qu'on trouvait en quantités suffisantes dans la région (briques séchées, briques de glaise, pierre, ciment, etc.). Beaucoup de ces matériaux ont dû être transportés sur des chemins très difficiles et, pendant la saison des pluies, à dos de mulets et d'ânes à travers des rivières torrentueuses et des champs de neige dans les montagnes.

L'Office autonome a été obligé d'assurer l'approvisionnement en eau des différents villages. Toutes les fois qu'on ne trouvait pas d'eau superficielle de bonne qualité, il a fait creuser des puits artésiens, au moyen d'appareils importés d'Amérique, et il a ainsi réussi à assurer largement l'approvisionnement de chaque collectivité; toutes les analyses chimiques ont prouvé que l'eau était partout d'excellente qualité.

De cette manière, l'Office autonome a établi, en Macédoine, 116.403 familles comptant 550.000 personnes environ; et, en Thrace, 16.596 familles, soit environ 75.000 personnes; pour les autres provinces, les chiffres respectifs sont de 14.250 familles (62.000 individus approximativement). On obtient ainsi un total de 147.249 familles comptant 687.000 individus environ.

Suivant la région et la nature du sol, ces villages produisent du froment — qui constitue évidemment la culture la plus importante — d'autres céréales, des fruits de toute espèce (les arbres fruitiers commencent maintenant à donner des fruits), du coton, du chanvre, des roses pour la fabrication de l'essence de roses, des légumes de toutes sortes (culture maraîchère), du raisin pour la préparation de l'alcool, du vin et des raisins secs, des cocons pour la fabrication de la soie et aussi des quantités importantes de tabac. L'Office autonome a fourni à ces cultivateurs des graines pour tous les produits agricoles et des pieds de vigne de Californie qui sont pasteurisés contre le phylloxéra; en outre, des superficies considérables dans différentes parties de la Grèce sont plantées de mûriers pour la sériciculture. Les maisons diffèrent suivant les besoins de ces divers producteurs; les habitudes et le mode d'existence du ver à soie constituent par exemple un facteur plus important que les préférences du propriétaire de la maison; l'Office autonome a également construit, à proximité de pêcheries, des maisons pour des pêcheurs et a fourni à ceux-ci des canots ainsi que des emplacements pour le séchage des filets et des poissons.

Enfin l'Office autonome a fourni à chaque famille de cultivateurs une bête de trait pour la charrue (mulet ou buffle), ainsi qu'un animal de bât (poney ou âne); l'Office autonome a mis, en outre, à la disposition des intéressés une charrue et une herse; il a également distribué un certain nombre de voitures pour le transport des approvisionnements et des grains, ces voitures étant utilisées en commun par plusieurs familles.

Ensuite, l'Office autonome a fourni des semences pour les emblavements, et des moyens de subsistance pour toute la famille, jusqu'à la rentrée de la première récolte. En outre, il a organisé un service vétérinaire pour les animaux qui ont tous été examinés lors de leur arrivée en Grèce, ainsi que des établissements de démonstration, pratiquant la culture modèle et il a également nommé des inspecteurs qui se déplacent pour aider les réfugiés dans leurs affaires.

Le coût de cet établissement par famille a été continuellement réduit par l'Office; il atteint maintenant 100 livres sterling par famille, dont 50 livres pour la maison et 50 pour les autres secours fournis.

Dans l'ensemble, les réfugiés cultivateurs semblent être dans une situation prospère. Ils paraissent bien nourris, leurs troupeaux ont augmenté et cette population donne nettement l'impression de se mouvoir dans une atmosphère de satisfaction et de sécurité. Au mois d'avril, j'ai trouvé, dans un village de Macédoine, presque tous les hommes réunis le soir dans une salle de café, discutant avec grand enthousiasme, dans un nuage de fumée, alors qu'un vieillard du groupe jouait un air plaintif sur sa cornemuse, les yeux fixés au plafond avec extase. Il célébrait le succès des emblavements qui avaient été suivis immédiatement d'une pluie bienfaisante. L'instrument sur lequel il jouait était exactement semblable à un instrument décrit par Aristophane.

Les réfugiés ont souffert terriblement de la fièvre typhoïde, de la dysenterie, et surtout du paludisme. Quiconque a eu connaissance des ravages causés parmi les troupes de Macédoine, pendant la guerre, par cette maladie redoutable, se rend compte de ce qui peut arriver à des personnes qui n'ont pas été immunisées par un séjour dans ce pays. En 1923, sur 14.000 personnes

for that purpose the material available in sufficient quantity in the region — whether dried bricks or mud bricks or stone or cement, or what not. Many of the materials have had to be carried over most difficult routes and, in the flood season, on the backs of mules and donkeys, struggling through rushing streams and over fields of mountain snow.

For the different villages the Commission has been obliged to secure a supply of water. For this purpose, wherever surface water of good quality was not available, it has dug artesian wells with apparatus brought from America, and has succeeded in obtaining an ample supply for each community, the water in every case showing excellent qualities on chemical analysis.

In this manner the Commission has established in Macedonia 116,403 families, approximately 550,000 people; in Thrace 16,596 families, approximately 75,000 people; in the other provinces 14,250 families, approximately 62,000 people — a total of 147,249 families, approximately 687,000 people.

These villages, according to the region and the character of the soil, produce wheat — this is, of course, the largest item of production — other cereals, fruits of all kinds from trees which are beginning to bear, cotton, hemp, roses for the manufacture of attar of roses, vegetables of all kinds from market gardens, grapes for alcohol or wine, grapes for raisin production, cocoons for the manufacture of silk, and, last but not least, tobacco on a large scale. The Commission has supplied these farmers with seed for all the agricultural products, vine roots from California pasteurised against phylloxera, and is planting large areas in different parts of Greece with mulberry trees for the silkworm growers. The houses vary according to the needs of these different producers — the habits and temperament of the silkworm, for instance, being of far greater importance than the predilection of the owner of the house — and similarly have built houses for fishermen near fishing grounds and supplied them with boats and places for drying their nets and their fish, etc. The Commission has also supplied each farming family with a plough animal (mule, ox or buffalo), with a transport animal (pony or donkey), with a plough and harrow, and an interest with other families in a wagon for the carriage of supplies and grain. Then the Commission has furnished seed for planting and subsistence for the entire family until the first crop should be gotten in. In addition to this, it has supplied veterinary service for the animals, which were all tested at the time of their arrival in Greece, some demonstration establishments where model cultivation is carried on, and travelling inspectors to aid the refugees in their affairs.

The cost of this establishment per family has been continually pared down by the Commission until it now amounts to £100 per family — £50 for the house and £50 for all the rest of the assistance given.

The refugee farming population seems on the whole to be thriving. The people seem well nourished, their flocks and herds have increased, there is a visible air of content and of security about their movements. In one village in Macedonia in April, I found nearly all the men gathered in the evening in a smoky *café* talking with great enthusiasm, while an ancient member of the group played on wailing bagpipes with his eyes fixed ecstatically upon the ceiling. He was celebrating the successful planting of the seed just prior to a beneficent rain, and the instrument he was playing was the duplicate of one described by Aristophanes.

The refugees have suffered terribly from typhoid and dysentery, but most of all from malaria. Any person who knew about the decimation of the troops in Macedonia during the war from that dread disease knows what can happen to persons who have not been immunised by residence there. In 1923, out of 14,000 persons in transit in Salonika, there were over 5,000

en transit à Salonique, on comptait plus de 5.000 cas graves de paludisme. Dans certaines collectivités, le taux de la mortalité pendant une courte période aurait atteint, si la situation n'avait pas changé, plus de 40%, par an du nombre total des réfugiés. Presque tous les enfants qui ont été atteints de paludisme sont morts; la proportion des décès par rapport aux naissances, en 1923, était de trois pour un. Toutefois, la situation, en ce qui concerne le paludisme, semble heureusement s'améliorer d'une manière rapide, grâce aux progrès réalisés dans les conditions de vie et d'alimentation, à l'exécution de travaux de drainage par les réfugiés eux-mêmes et à l'établissement d'un service médical par l'Office, avec distribution de quinine dont une grande partie a été fournie à l'Office par la Croix-Rouge américaine. En 1925, sur un groupe « contrôlé » de 200.000 personnes, le nombre de cas n'a atteint que la moitié du chiffre enregistré en 1924 et le taux de la natalité parmi les réfugiés dépasse maintenant sensiblement et constamment le taux de la mortalité.

Sur les 500.000 ou 600.000 réfugiés urbains, l'Office a, par ses propres efforts, ou en utilisant les maisons commencées par l'État dans les villes, logé complètement ou partiellement des familles constituant un total de 100.000 à 200.000 personnes. L'Office vend progressivement ces propriétés aux réfugiés, qui ont été invités à acheter les maisons qu'ils occupent. En effectuant un paiement général de 2 1/2 à 5%, puis en acquittant le solde par versements égaux échelonnés sur une période de quinze ans. Cette population urbaine organise sa vie dans d'assez bonnes conditions: elle a établi différentes industries, obtenu des emplois dans les usines qui se créent autour des quartiers de réfugiés et cherchent de la main-d'œuvre parmi les réfugiés. Il suffira de mentionner ici l'industrie des tapis qui, en Turquie, était en grande partie aux mains des Grecs. Les tisserands qui travaillent aux métiers aussi bien que les capitalistes et dirigeants d'une grande partie de l'industrie des tapis en Turquie ont émigré en Grèce, en même temps que les réfugiés, et cette industrie y est maintenant très prospère. L'exportation des articles manufacturés de coton et de laine a augmenté de plus de 50% depuis que les réfugiés urbains se sont établis dans les villes de Grèce.

Il nous reste à indiquer brièvement la situation financière de l'Office. Sur les 10 millions de livres sterling recueillis par les banquiers pour l'œuvre de l'Office, il a été dépensé jusqu'au 30 juin de cette année £ 7.807.039 15 s. 5 d. Une fraction considérable du solde d'environ 2.200.000 livres sterling a déjà reçu une affectation déterminée et ce qui reste constitue le fonds de réserve de l'Office pour les dépenses imprévues et pour l'établissement du cadastre des terres occupées par les réfugiés.

Le fait que la somme requise pour le service annuel de l'œuvre (intérêts et fonds d'amortissement régulier) atteint 292 millions de drachmes, alors que les recettes affectées à la Commission internationale pour la garantie de l'emprunt ont produit l'année dernière 1.821.904.416 drachmes, soit plus de six fois la somme nécessaire pour le service de l'emprunt, indique que les capitaux placés ne courent pas de risque. Outre les intérêts qui leur sont versés et les avantages qui leur sont assurés par un fonds d'amortissement annuel restreint, les porteurs d'obligations bénéficient, pour l'amortissement extraordinaire de leurs titres, de la majeure partie des sommes versées par les réfugiés afin d'acquitter leur dette envers l'Office. Cet amortissement extraordinaire est déjà commencé et environ 30.000 livres sterling d'obligations ont été remboursées.

Il est prématuré de prédire les effets de cette œuvre sur la vie sociale et économique de la Grèce. J'ai indiqué que les réfugiés sont travailleurs, qu'ils font preuve de beaucoup d'initiative en apprenant à améliorer leurs méthodes agricoles ainsi que leur situation générale et qu'ils donnent l'impression d'être satisfaits de leur sort. D'ici quatre ou cinq ans, on sera en mesure de se rendre compte des effets durables que cette œuvre exercera probablement sur la prospérité du pays. Le fait que, dans toute la Grèce, les mendiants sont très rares et que les effractions, actes de violence, escroqueries, vols à la tire et autres formes de vol sont choses presque inconnues, permet d'entrevoir des résultats favorables. Il ressort déjà que la production agricole du pays a très considérablement augmenté alors que le chiffre des exportations indique que l'industrie a reçu une impulsion énergique et, il y a lieu de l'espérer, durable.

serious cases of malaria. In some communities the death rate for a short time would, if continued, have amounted to over 40 per cent per annum of the entire refugee number. Nearly all children who were attacked with malaria died, and the ratio of deaths to births in 1923 was 3 to 1. Fortunately, with better living conditions, more nourishment and works of drainage undertaken by the refugees themselves and the establishment of a medical service by the Commission with the distribution of quinine, a large part of which was given to the Commission by the American Red Cross, the malaria situation seems to be improving rapidly. The number of cases in 1925 out of a "controlled" group of 200,000 persons was only about half that of 1924, and the birth rate among the refugees now substantially and continuously exceeds the death rate.

Of the 500,000 or 600,000 urban refugees, the Commission has, by its own efforts or with the urban houses begun by the State, completely or partly housed families aggregating between 100,000 and 200,000 persons. These properties the Commission is gradually selling to the refugees, who were asked to buy the houses they occupy, to make a general payment of 2 1/2 to 5 per cent, and then to pay the balance in equal instalments running over 15 years. These urban people are pretty well looking after themselves, establishing various industries or gaining employment in the factories which are growing up around the refugee quarters and seeking refugee labour. It will suffice here to mention only the industry of carpet-making, which in Turkey was carried on largely by those of Greek blood. Both the weavers at the looms and the capitalists and executives of a large part of the carpet industry in Turkey migrated to Greece with the refugees, and the industry is now successfully established there. The exportation of manufactured cotton and woollen goods has increased by over 50 per cent since the urban refugees came into the cities of Greece.

It remains to mention briefly the financial situation of the Commission. Out of the £10,000,000 raised by the bankers for the work of the Commission, it has expended, up to June 30th of this year, £7,807,039 15s. 5d. Of the balance of about £2,200,000 a considerable part has been budgeted, and what is left constitutes the reserve fund of the Commission for contingencies and for making a survey of the lands on which refugees have been settled.

That the investor's capital is well secured may be seen from the fact that the amount required for the annual service of the loan, interest and regular sinking fund, amounts to 292,000,000 drachmæ, while the revenues pledged to the International Service Commission for the protection of the loan produced last year 1,821,904,416 drachmæ, or more than six times the amount necessary for the service of the loan. Besides their receipt of interest and the benefit of a small annual sinking fund, the bondholders also get the benefit for extraordinary amortisation of their bonds of most of the amounts paid by refugees in payment of their debts to the Commission. A beginning has been made on this extraordinary amortisation, and approximately £30,000 of bonds have been redeemed.

It is early to predict the effect of this work upon the social and economic life of Greece. I have indicated that the refugees are industrious, have plenty of initiative in learning ways of bettering their agricultural processes and their condition generally, and give every outward appearance of content. After four or five years one will be able to judge the probable lasting effect upon the welfare of the country. Some evidence of a favourable outcome may be seen from the fact that in the whole of Greece there are scarcely any beggars, while such crimes as robbery, violence, theft, pocket-picking and other forms of theft are almost unknown. It is, of course, already evident that there is an enormous increase in agricultural production in the country, while the export figures show that industry has received a strong and, it is to be expected, durable stimulation.

VIII. ADJONCTIONS A LA LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS
VIII. ADDITIONS TO THE LIST OF MEMBERS OF COMMITTEES

Délégation allemande — German Delegation

PREMIÈRE COMMISSION — FIRST COMMITTEE

- M. le docteur STRESEMANN.
- M. le docteur VON SCHUBERT.
- M. le docteur GAUS.

DEUXIÈME COMMISSION — SECOND COMMITTEE

- Le baron VON RHEINBABEN.
- M. SCHÄFFER.

TROISIÈME COMMISSION — THIRD COMMITTEE

- Le comte BERNSTORFF.
- M. le docteur VON BÜLOW.

QUATRIÈME COMMISSION — FOURTH COMMITTEE

- M. le docteur KAAS.
- M. le docteur KARLOWA.

CINQUIÈME COMMISSION — FIFTH COMMITTEE

- M. le docteur BREITSCHIED.
- Frau Dr. BÄUMER.

SIXIÈME COMMISSION — SIXTH COMMITTEE

- M. le docteur STRESEMANN.
- M. le docteur VON SCHUBERT.
- M. le docteur GAUS.
- M. le docteur SOEHRING.

IX. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE
L'ASSEMBLÉE LE 10 SEPTEMBRE 1926.

Compte rendu provisoire: Septième séance.
Assemblée: ordre du jour N° 5.
Liste révisée des délégués et membres des délégations.

- A. 52. Renvoi à la troisième Commission de l'Assemblée des questions relatives aux armements. Projets de résolutions déposés par M. Loudon, délégué des Pays-Bas (9 septembre 1926).
- A. 53. Ratification des accords et conventions conclus sous les auspices de la Société des Nations. Projet de résolution déposé par le vicomte Cecil, délégué de l'Empire Britannique (9 septembre 1926).
- A. 54. Interprétation du Préambule et des articles 3 et 4 du Pacte. Projet de résolution déposé par le vicomte Cecil, délégué de l'Empire Britannique (9 septembre 1926).

IX. LIST OF DOCUMENTS
DISTRIBUTED TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY
ON SEPTEMBER 10th, 1926.

Provisional Verbatim Record: Seventh Meeting.
Assembly Agenda 5.
Revised List of Delegates.

- A. 52. Reference to the Third Committee of Questions concerning Armaments. Draft resolutions proposed by M. Loudon, delegate of the Netherlands (September 9th, 1926).
- A. 53. Ratification of the Agreements and Conventions concluded under the Auspices of the League of Nations. Draft resolution proposed by Viscount Cecil, delegate of the British Empire (September 9th, 1926).
- A. 54. Interpretation of the Preamble and Articles 3 and 4 of the Covenant. Draft resolution proposed by Viscount Cecil, Delegate of the British Empire (September 9th, 1926).

Service des documents de l'Assemblée

JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE.

Afin de mettre entre les mains des délégués, des journalistes et des visiteurs à l'Assemblée le programme quotidien et le résumé des séances, le *Journal de l'Assemblée* paraîtra tous les matins.

Le prix d'abonnement à la série du Journal publiée durant l'Assemblée est de Fr. 6.— (pour l'étranger: Fr. 9.—, port compris). Les exemplaires seront portés à domicile, pour autant que cela est possible; tous les autres seront expédiés par la poste.

* * *

COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLÉE.

Le *Compte rendu* donne le texte officiel des débats des séances plénières de l'Assemblée, les débats des Commissions étant résumés dans le *Journal de l'Assemblée*. Le compte rendu complet des séances plénières et des Commissions sera publié dans les *Actes de l'Assemblée*, édition définitive paraissant quelques mois après la clôture de l'Assemblée.

Prix de souscription au *Compte rendu*: Fr. 6.— (pour l'étranger: Fr. 9.—, port compris).

* * *

RAPPORT A LA SEPTIÈME ASSEMBLÉE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS SUR L'ŒUVRE DU CONSEIL, SUR LE TRAVAIL DU SECRETARIAT ET SUR LES MESURES PRISES POUR EXÉCUTER LES DÉCISIONS DE L'ASSEMBLÉE.

Ce rapport résume l'œuvre du Conseil, les travaux des Conférences et des Commissions de la Société des Nations, ainsi que du Secrétariat depuis la sixième session de l'Assemblée jusqu'au 15 mai 1926. Comme ce rapport est discuté dans tous ses points par l'Assemblée, il est indispensable à ceux qui désirent suivre les séances en détail.

Prix: Fr. 4.—; *Rapport supplémentaire* pour la période 15 mai-31 août 1926: Fr. 2.—.

* * *

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE.

Prix: Fr. 0.50.

* * *

NOTE. — L'édition définitive des **ACTES DE LA SEPTIÈME ASSEMBLÉE** paraîtra au commencement de 1927. Les commandes sont reçues dès maintenant au Secrétariat de la Société des Nations: Service de vente des publications.

Les publications sont en vente aux adresses suivantes:

Au **SECRETARIAT DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS**: Service de vente des publications (Villa Beauregard, annexe du bâtiment du Secrétariat), pendant les heures de bureau ordinaires;

A la **SALLE DE L'ASSEMBLÉE** (Salle de la Réformation, hall d'entrée), pendant les séances de l'Assemblée;

A la **LIBRAIRIE PAYOT & C^{IE}**, Place du Molard, Genève.

Service of Assembly Documents

JOURNAL OF THE ASSEMBLY.

In order to provide delegates, journalists and visitors to the Assembly with a regular daily programme and résumé of the meetings, the *Journal of the Assembly* is issued each morning. Copies will be delivered to subscribers at their private addresses where possible, or sent by post.

The subscription to the series during the Seventh Assembly is 6 francs (9 francs abroad, including postage).

* * *

VERBATIM RECORD OF THE ASSEMBLY.

The *Verbatim Record* gives the official text of the proceedings of the Plenary Meetings of the Assembly. The proceedings of the Committees are summarised in the *Journal of the Assembly*, the complete verbatim record being published in the definitive *Records of the Assembly* some months after the close of the Assembly.

Subscription to the *Verbatim Record*: 6 francs (9 francs abroad, including postage).

* * *

REPORT TO THE SEVENTH ASSEMBLY OF THE LEAGUE ON THE WORK OF THE COUNCIL, ON THE WORK OF THE SECRETARIAT AND ON THE MEASURES TAKEN TO EXECUTE THE DECISIONS OF THE ASSEMBLY.

This report summarises the work of the Council, of the Conferences and Committees of the League of Nations, and of the Secretariat from the date of the meeting of the Sixth Session of the Assembly until about May 15th, 1926. As the report is discussed at length by the Assembly, it is essential to those wishing to follow the meetings in detail.

Price: 4 francs; *Supplementary Report*, covering the period May 15th - August 31st, 1926: 2 francs.

* * *

AGENDA OF THE ASSEMBLY.

Price: 50 centimes.

* * *

NOTE. — The definitive **RECORDS OF THE SEVENTH ASSEMBLY** will be issued at the beginning of 1927. Orders for them may be left at the Secretariat Sales Department.

The publications are on sale in Geneva at the following addresses:

SECRETARIAT SALES DEPARTMENT (Villa Beauregard, annex to the Secretariat Building) during the ordinary office hours.

ASSEMBLY HALL (Salle de la Réformation, Public Entrance), during the Assembly meetings.

LIBRAIRIE PAYOT et C^{IE}, Place du Molard, Geneva.

JOURNAL

DE LA
SEPTIÈME SESSION
DE L'
ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1926

OF THE
SEVENTH SESSION
OF THE
ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1926

N° 7. — DIMANCHE 12 SEPTEMBRE 1926.

No. 7. — SUNDAY, SEPTEMBER 12th, 1926.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beau-Regard.

Note: Le *Journal* est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beau-Regard.

Note: The *Journal* is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	79
II. Première Commission: Première Sous-Commission	80
III. Troisième séance de la deuxième Commission	80
IV. Troisième séance de la cinquième Commission	82
V. Sixième Commission: Sous-Commission (Esclavage)	84
VI. Documents distribués aux membres de l'Assemblée	85
VII. Correction à la liste des membres des délégations	85

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	79
II. First Committee: First Sub-Committee	80
III. Third Meeting of the Second Committee	80
IV. Third Meeting of the Fifth Committee	82
V. Sixth Committee: Sub-Committee (Slavery)	84
VI. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	85
VII. Correction to the List of Members of Delegations	85

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Première Commission: Première Sous-Commission.

La première Sous-Commission de la première Commission se réunira demain lundi 13 septembre, à 17 heures, au Secrétariat (Salle E).

Deuxième Commission.

La deuxième Commission se réunira demain lundi 13 septembre, à 15 h. 30, au Secrétariat (Salle F).

Troisième Commission.

La troisième Commission se réunira demain lundi 13 septembre, à 10 h. 30, au Secrétariat (Salle F).

I. PROGRAMME OF MEETINGS

First Committee: First Sub-Committee.

The First Sub-Committee of the First Committee will meet to-morrow (Monday, September 13th) at 5 p.m. in the Secretariat (Room E).

Second Committee.

The Second Committee will meet to-morrow (Monday, September 13th) at 3.30 p.m. in the Secretariat (Room F).

Third Committee.

The Third Committee will meet to-morrow (Monday, September 13th) at 10.30 a.m. in the Secretariat (Room F).

Quatrième Commission.

La quatrième Commission se réunira demain lundi 13 septembre, à 10 h. 30, au Secrétariat (Salle B).

Cinquième Commission.

La cinquième Commission se réunira demain lundi 13 septembre, à 10 h. 30, au Secrétariat (Salle C).

Sixième Commission: Sous-Commission (esclavage).

La Sous-Commission (esclavage) de la sixième Commission se réunira demain lundi 13 septembre, à 15 h. 30, au Secrétariat (Salle B).

Bureau de l'Assemblée.

Le Bureau de l'Assemblée se réunira demain lundi 13 septembre, à 10 heures, au Secrétariat, dans le bureau du Secrétaire général.

II. PREMIÈRE COMMISSION

PREMIÈRE SOUS-COMMISSION.

La première Sous-Commission de la première Commission s'est réunie hier samedi 11 septembre.

Elle a achevé la discussion des questions soulevées par le projet qui lui était soumis, et a nommé un Comité de rédaction qui lui soumettra un texte définitif lundi 13 septembre, à 17 heures.

III. TROISIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission s'est réunie hier, samedi le 11 septembre 1926, sous la présidence de M. Desmond FITZGERALD (Etat libre d'Irlande).

Travaux de l'Organisation d'hygiène.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay), rapporteur, signale avec satisfaction l'universalité de l'œuvre accomplie; une collaboration permanente et fructueuse a été créée avec l'Extrême-Orient; des voyages d'études, institués dans les colonies, ont donné les plus heureux résultats pour les indigènes; la création d'un bureau de renseignements épidémiologiques en Afrique sera examinée à la session d'octobre. Une commission internationale poursuit en Afrique équatoriale l'étude de la prévention contre la maladie du sommeil.

Il constate avec satisfaction que le nombre des experts des pays de l'Amérique latine augmente chaque année. Ces pays portent un puissant intérêt à tout ce qui peut contribuer à l'amélioration de la race, et sont arrivés à des résultats extrêmement encourageants dans différents domaines.

M. NAGAI (Japon) remercie le rapporteur; il constate avec satisfaction le développement de l'œuvre d'hygiène. L'an dernier, un voyage d'études organisé en Extrême-Orient a permis au Japon de recevoir le directeur de la Section et vingt experts médicaux; cette réunion a été extrêmement fructueuse. L'échange de professeurs et de médecins se trouve organisé d'une façon très satisfaisante, ainsi que l'échange de renseignements épidémiologiques par le Bureau de Singapour. Il tient à attirer l'attention de l'Assemblée sur l'avenir budgétaire de ce Bureau, lorsque les fonds de l'Institut Rockefeller auront été épuisés, et présente à l'examen de la deuxième Commission le projet de résolution suivante:

« La deuxième Commission, considérant l'importance de l'œuvre du Bureau des renseignements épidémiologiques de Singapour comme celle de la première institution de la Société en Extrême-Orient; considérant d'autre part l'utilité de son action non seulement pour les pays d'Extrême-Orient mais aussi pour d'autres Etats membres de la Société, recommande qu'un crédit soit porté au budget de la Société pour 1927 pour les dépenses de ce Bureau. »

Fourth Committee.

The Fourth Committee will meet to-morrow (Monday, September 13th) at 10.30 a.m. in the Secretariat (Room B).

Fifth Committee.

The Fifth Committee will meet to-morrow (Monday, September 13th) at 10.30 a.m. in the Secretariat (Room C).

Sixth Committee: Sub-Committee (Slavery).

The Sub-Committee (Slavery) of the Sixth Committee will meet to-morrow (Monday, September 13th) at 3.30 p.m. in the Secretariat (Room B).

General Committee of the Assembly.

The General Committee of the Assembly will meet to-morrow (Monday, September 13th) at 10 a.m. in the Secretariat (Secretary-General's Room).

II. FIRST COMMITTEE.

FIRST SUB-COMMITTEE.

The First Sub-Committee of the First Committee met yesterday (September 11th).

It concluded the discussion of the questions raised by the draft submitted to it and appointed a drafting committee which will present a final text on Monday (September 13th) at 5 p.m.

III. THIRD MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee met yesterday (September 11th) under the Chairmanship of Mr. Desmond FITZGERALD (Irish Free State).

Work of the Health Organisation.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay), Rapporteur, noted with satisfaction the universal character of the work accomplished. Permanent and fruitful co-operation had been established with the Far East. Study tours carried out in the Colonies had been of the greatest benefit to the natives. The creation of a bureau of epidemiological information in Africa would be examined in the month of October. An international commission was at the moment pursuing its investigations in Equatorial Africa into the prevention of sleeping-sickness. He noted with satisfaction that the number of experts from the countries of Latin America was yearly increasing. These countries brought a powerful interest to bear on all which might aid in the improvement of the race, and had reached very encouraging results indeed in various special fields.

M. NAGAI (Japan) thanked the Rapporteur. He noted with satisfaction the development of the Health Organisation. In the previous year, tours of investigation organised in the Far East had made it possible for Japan to make the acquaintance of the Director of the Section and of twenty medical experts, and that meeting had been of the most fruitful character. An exchange of professors and doctors was being organised in a most satisfactory manner, as well as the exchange of epidemiological information by the Singapore Bureau. He would draw the Assembly's attention to the future of the bureau as far as its finances were concerned, when the funds given by the Rockefeller Institute had been expended, and submitted the following draft resolution for discussion:

« The Second Committee, in view of the importance of the work of the Singapore Bureau of Epidemiological Intelligence as the first institution of the League in the Far East, and in view of the utility of its work not only for the Far Eastern countries but also for other States Members of the League, recommends that a sum for the expenses of the bureau be included in the budget of the League for 1927. »

Sir C. P. Ramaswami AYYAR (Inde) insiste sur l'extrême utilité du Bureau de renseignements épidémiologiques de Singapour, qui justifie l'aide financière demandée à la Société des Nations. Le budget annuel s'élève à 39.763 dollars, et le déficit à combler est de 15.000 dollars. Il propose donc que la Société des Nations assume la tâche de combler le déficit, étant donné le caractère international de la répression des épidémies. Le fait d'accorder cette subvention témoignera de l'intérêt sans réserve que la Société des Nations accorde à toutes les nations, proches ou lointaines.

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie), vice-président, approuve l'excellent rapport de M. Fernandez y Medina. La Tchécoslovaquie possède une des plus puissantes organisations de formation physique, les Sokols, qui groupent un million d'adhérents. Le Gouvernement tchécoslovaque mène avec des résultats les plus encourageants le développement d'un vaste programme d'éducation physique qu'il considère comme un des plus puissants moyens d'hygiène.

Il présente la proposition suivante:

« La deuxième Commission, considérant l'importance de l'éducation physique comme moyen de prévenir les maladies et considérant l'intérêt que portent de nombreux pays à cette question, prie le Conseil d'inviter le Comité d'hygiène à inclure dans le programme de ses travaux l'étude internationale de l'éducation physique, y compris l'hygiène scolaire, et à examiner quels sont les problèmes particuliers qui peuvent nécessiter une étude comparative et une coordination de recherches et d'enquêtes nationales. »

Le Dr RAMOS (Cuba) rappelle que l'échange des fonctionnaires médicaux a commencé à la Havane; le succès de cette réunion a été complet, et l'on a proposé de faire de la Havane un centre permanent d'échange pour l'Amérique du Sud; conformément à une résolution votée par la sixième session de l'Assemblée, son gouvernement l'a désigné pour assurer la liaison avec le Comité d'hygiène. Il insiste sur l'intérêt de l'eugénisme et de la prophylaxie infantile. La première Conférence pan-américaine d'eugénisme et de puériculture se réunira à la Havane en février 1927.

Il présente la proposition suivante:

« La deuxième Commission, en vue des idées exprimées par le rapporteur, M. Fernandez y Medina, dans la dernière partie de son rapport, et conformément aux résolutions de la cinquième et sixième Assemblée sur la mortalité infantile et la protection de l'enfance, recommande à l'Assemblée de charger l'Organisation d'hygiène d'élargir les mesures qui ont été prises pour la protection de l'enfance, jusqu'à la complète organisation de l'eugénisme et de l'hominculture. »

M. FRANÇOIS (Pays-Bas) est heureux de constater que le Comité d'hygiène a exécuté les décisions de l'Assemblée relatives à l'hygiène de l'enfance. Un Comité d'experts se réunira dans quelques semaines à Genève.

Le Commander Hilton YOUNG (Empire Britannique), déclare que la Grande-Bretagne s'intéresse tout spécialement à l'œuvre entreprise dans les pays tropicaux. L'Assemblée avait accepté de stabiliser à un million de francs le budget de la Section d'hygiène; il faut concilier ce principe avec la résolution du délégué japonais; il propose donc d'en modifier légèrement le texte de la façon suivante:

« La deuxième Commission, considérant l'importance de l'œuvre du Bureau des renseignements épidémiologiques de Singapour comme celle de la première institution de la Société en Extrême-Orient; considérant d'autre part l'utilité de ses œuvres non seulement pour les pays d'Extrême-Orient mais aussi pour d'autres États membres de la Société, recommande qu'une partie de la somme totale déjà prévue au budget de la Société des Nations pour 1927 soit affectée aux dépenses de ce bureau. »

Il appuie la proposition du vice-président et de M. Ramos. En principe, ces propositions devraient être renvoyées au Comité d'hygiène, afin qu'il en examine l'aspect et l'utilité

Sir C. P. Ramaswami AYYAR (India) urged the extreme usefulness of the office for epidemiological information at Singapore, which justified the financial assistance requested from the League of Nations. The annual budget amounted to 39,763 dollars, and the deficit to be covered was 15,000 dollars.

He proposed, therefore, that the League of Nations should assume the responsibility of meeting this deficit, in view of the international character of the suppression of epidemics. The granting of a subvention would show the unreserved interest which the League of Nations took in all nations, whether close at hand or far distant.

M. VEVERKA (Czechoslovakia), Vice-Chairman, approved the admirable report submitted by M. Fernandez y Medina. Czechoslovakia possessed one of the most powerful organisations for physical culture, the Sokals, which numbered one million adherents. The Czechoslovak Government was carrying out with the most encouraging results a vast programme of physical culture, which he considered as one of the strongest means of promoting health. He submitted the following proposal:

« The Second Committee, considering the importance of physical culture as a means for preventing disease, and in view of the interest which numerous countries take in that question, asks the Council to instruct the Health Committee to include in the programme of its work the international investigation of physical culture, including scholastic hygiene, and to decide what special problems may necessitate a comparative study and a co-ordination of national research work and national enquiries. »

Dr. RAMOS (Cuba) recalled that the first exchange of medical officers had taken place at Havana. The success of that meeting had been complete, and it had been proposed that Havana should be made a permanent centre for the exchange of information in South America.

In conformity with the resolution adopted by the Sixth Session of the Assembly, his Government had instructed him to maintain liaison with the Health Committee. He urged the interest of eugenics and of infant prophylaxis. The first Pan-American Conference on eugenics and on the physical and moral education of children would meet at Havana in February 1927. He submitted the following resolution:

« The Second Committee, in conformity with the ideas contained in the latter part of the Report of the Rapporteur, M. Fernandez y Medina, and in conformity with the resolutions of the Fifth and Sixth Sessions of the Assembly on infantile mortality and the protection of children, recommends that the Assembly should instruct the Health Organisation to increase the steps already taken for the protection of children so as to include the complete organisation of eugenics and physical and moral education. »

M. FRANÇOIS (Netherlands) was happy to note that the Health Committee had carried out the decisions of the Assembly concerning the health of children. A Committee of Experts would meet in some weeks' time in Geneva.

Commander Hilton YOUNG (British Empire) said that Great Britain was especially interested in the work undertaken in tropical countries. The Assembly had agreed to stabilise the budget of the Health Section at one million francs. That agreement must be reconciled with the resolution of the Japanese delegate. He proposed, therefore, slightly to amend the text in the following manner:

« The Second Committee, in view of the importance of the work of the Singapore Bureau on epidemiological intelligence, as the first institution of the League in the Far East, and in view of the utility of this work, not only for the Far-Eastern countries but also for other States Members of the League, recommends that provision for the expenses of the Bureau should be made out of the total sum already provided in the Budget of the League for 1927. »

He supported the proposal of the Vice-Chairman and of Dr. Ramos. In principle, these proposals should be forwarded to the Health Committee in order that it might examine them

au point de vue international, en réunissant la documentation nécessaire auprès des différents pays.

Sir C. P. Ramaswami AYYAR (Inde) accepte l'amendement, étant donné qu'il prévoit que les dépenses resteront dans le cadre fixé par la Société des Nations.

M. DI PAULI (Autriche) déclare que l'Autriche attache un grand intérêt aux questions d'éducation physique sur lesquelles porte la proposition de M. Veverka. Il rappelle qu'il existe à Berlin une haute école d'éducation physique, dont les renseignements pourraient présenter une grande utilité.

M. NAGAI (Japon) se demande s'il est opportun que la deuxième Commission aille plus loin que l'approbation du principe d'une participation aux dépenses de Singapour, et fixe une limite de dépenses, d'autant plus qu'on ignore encore quelle sera la répartition des fonds entre les différentes tâches du Comité d'hygiène.

M. AVRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) appuie ces propositions. Il exprime le vœu que lors de la reconstitution prochaine du Comité d'hygiène, on tienne compte non seulement de la représentation géographique, mais encore des capacités régionales.

M. Marcel PLAISANT (France) insiste sur le rayonnement mondial de l'œuvre d'hygiène de la Société des Nations.

Dès le début, la France a donné sa contribution personnelle au Bureau de Singapour. Le Gouvernement d'Indochine a offert la transmission gratuite des renseignements épidémiologiques.

Il faut assurer l'existence de cet organisme, et M. Marcel Plaisant estime que la résolution de la délégation japonaise devrait être amendée ainsi:

« Considérant l'utilité de son action non seulement pour les pays d'Extrême-Orient mais encore pour d'autres Etats membres de la Société, recommande qu'un crédit soit inscrit au budget de 1927 pour les dépenses de ce Bureau. »

M. CABALLERO (Paraguay) appuie les propositions relatives à l'éducation physique et à l'hygiène scolaire; ce sont des points qu'il avait lui-même soulevés à l'Assemblée en 1924.

Le PRÉSIDENT, conformément au paragraphe 14 du règlement de procédure, invite le rapporteur à discuter avec le Commander Hilton Young, M. Nagai, sir C.P. Ramaswami Ayyar, et M. Marcel Plaisant, sur le montant de la participation de la Société des Nations aux frais du Bureau de Singapour. Cette estimation devra être examinée à une séance ultérieure et transmise à la quatrième Commission.

Il invite le rapporteur à présenter un rapport à la prochaine séance, d'après cette consultation, et en tenant compte des différents points de vue formulés en cours de séance:

La suite du débat est renvoyée à la prochaine réunion.

IV. TROISIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION

La cinquième Commission a tenu sa troisième séance samedi 11 septembre, à quinze heures, sous la présidence de M. MENSENDORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Autriche).

Bienvenue au représentant de l'Allemagne.

Le PRÉSIDENT, au nom de toute la Commission, souhaite la bienvenue au représentant de l'Allemagne.

M. BREITSCHIED (Allemagne) remercie le Président et assure ses collègues de sa grande satisfaction de pouvoir collaborer à l'œuvre humanitaire qui incombe à la Commission.

from the point of view of their international usefulness by collecting the necessary information from the different countries.

Sir C. P. Ramaswami AYYAR (India) agreed to the amendment, since he foresaw that the expenditure of the Bureau would remain within the limits fixed by the League of Nations.

M. DI PAULI (Austria) said that Austria attached great interest to the question of physical culture, concerning which M. Veverka had made a proposal. He recalled that there was a high school of physical culture at Berlin. Information furnished by that body would prove of great use.

M. NAGAI (Japan) doubted whether it would be of use for the Second Committee to go further than to approve the principle of sharing in the expenses of the Singapore Bureau, and whether it should fix a limit to those expenses, all the more so as the division of the available funds between the various tasks which the Health Committee would have to fulfil was not yet known.

M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) supported this proposal. He expressed the hope that, when the Health Committee was reconstituted again, it should take account not only of geographical divisions but also of regional capacities.

M. Marcel PLAISANT (France) emphasised the importance of the world character of the Health Organisation of the League of Nations.

From the beginning France had made a personal contribution to the Singapore Bureau. The Government of Indo-China had offered to forward epidemiological information free of charge.

The existence of that organisation must be assured. He thought that the resolution of the Japanese delegation should be amended as follows:

“ ...considering the usefulness of its action not only for countries of the Far East but also for other States Members of the League of Nations, recommends that a sum should be included in the budget of 1927 to meet the expenses of this bureau. ”

M. CABALLERO (Paraguay) supported the proposals concerning physical culture and scholastic hygiene. These two points had been raised by himself in the Assembly of 1924.

The CHAIRMAN, in conformity with Article 14 of the Rules of Procedure, asked the Rapporteur to discuss, with Commander Hilton YOUNG, M. NAGAI, Sir C. P. Ramaswami AYYAR and M. Marcel PLAISANT, the amount which the League of Nations should contribute to the expenditure of the Singapore Bureau.

This estimate would be examined at a future meeting and forwarded to the Fourth Committee.

He asked the Rapporteur to submit a report at the next meeting after consulting those members of the Committee. The report should take account of the various points of view put forward during the discussion.

The remainder of the discussion was postponed to the next meeting.

IV. THIRD MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE.

The Fifth Committee held its third meeting on Saturday, September 11th, at 3 p.m. under the Chairmanship of M. MENSENDORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Austria).

Welcome to the German Representative.

The CHAIRMAN, on behalf of the Committee, welcomed the representative of Germany.

M. BREITSCHIED (Germany) thanked the Chairman for his welcome and assured the Committee of the great satisfaction which he felt in being able to participate in the humanitarian work with which it was entrusted.

Discussion sur le rapport concernant l'opium et autres drogues nuisibles (suite).

M. SATO (Japon) informe la Commission que le Gouvernement japonais a l'intention de ratifier les conventions de Genève dans un avenir prochain.

M. CHAO-HSIN CHU (Chine) déclare que la Chine applique et continuera à appliquer la Convention de La Haye, mais il ne peut pas prendre part à une discussion sur la nouvelle Convention. Les circonstances n'ont pas permis au Gouvernement chinois de faire parvenir à la Société des Nations son rapport pour l'année 1925, mais il a l'intention de communiquer, avant la fin de 1926, les renseignements qu'il a recueillis.

Le prince ARFA (Perse) rappelle les conditions dans lesquelles il fut décidé d'envoyer en Perse une Commission d'enquête. Le Gouvernement persan, qui prend toutes les mesures en son pouvoir pour lutter contre la contrebande et restreindre la culture du pavot, ne manquera pas de faire le nécessaire lorsque la Commission d'enquête aura déposé son rapport.

M^{lle} VACARESCO (Roumanie) retire le projet de résolution qu'elle a présenté au cours de la précédente séance au sujet de la propagande contre l'opium et les drogues nuisibles. Elle a en effet constaté que les termes de ce projet s'écartent des conclusions formulées par la Commission consultative en cette matière.

M. RADITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) déclare que son Gouvernement se rallie en principe à la Convention de Genève. Le Ministère du Commerce a déjà fait les préparatifs nécessaires pour en permettre l'application dans le royaume.

M. RAMOS (Cuba) fait un exposé détaillé de la législation en vigueur à Cuba et des efforts de son Gouvernement pour combattre les abus de l'opium et des drogues nuisibles.

M. P. BASTID (France) adhère au nom de la France aux conclusions de la Commission consultative et au rapport présenté par M. Veverka. Le Gouvernement français vient de soumettre au Parlement la Convention de 1925 aux fins de ratification. M. Bastid expose ensuite en détail les différentes mesures prises pour réprimer les abus de l'opium en Indochine.

M. POSNER (Pologne) se rallie au rapport présenté par M. Veverka et fait ressortir, par de nombreux arguments, l'importance qu'il attribue à la propagande contre les narcotiques et à l'action des institutions internationales, telles par exemple que l'Union interparlementaire.

M^{me} Larsen JAHN (Norvège) déclare que le Ministère des Affaires sociales norvégien, examine actuellement la Convention de Genève en vue de sa ratification et donne quelques explications au sujet de deux navires norvégiens impliqués dans le trafic de l'opium en provenance du golfe Persique. Elle annonce qu'une loi a été promulguée dans le but de punir les ressortissants norvégiens impliqués à l'étranger dans des délits de contrebande.

Le D^r RIDDELL (Canada) votera l'adoption du rapport soumis à la Commission; il est convaincu que le Gouvernement canadien ratifiera prochainement la Convention de Genève dans un avenir rapproché.

M. DENDRAMIS (Grèce) adhère au nom de la Grèce aux conclusions du rapporteur. Il suggère qu'à l'avenir la Commission consultative, lorsqu'elle est amenée à traiter une question concernant un pays particulier, invite ce pays à déléguer un représentant pour assister à ses débats. Il signale, d'autre part, que la Grèce a établi le monopole d'Etat de l'exportation, de l'importation et du transit de l'opium et des autres narcotiques.

M. CAVAZZONI (Italie) informe la Commission que le Gouvernement italien a l'intention de prendre des mesures conformes à l'esprit qui a inspiré les rédacteurs de la Convention de Genève. Il renouvelle ses déclarations de la séance précédente au sujet de la composition de la Commission consultative, de l'importance d'une plus stricte application de la Convention de La

Continuation of the Discussion on the Report concerning Opium and Other Dangerous Drugs.

M. SATO (Japan) informed the Committee that the Japanese Government intended to ratify the Geneva Conventions in the near future.

M. CHAO-HSIN CHU (China) said that China was applying and would continue to apply the Hague Convention, but he could not take part in a discussion on the new Convention. Circumstances had not enabled the Chinese Government to forward to the League of Nations its report for 1925, but it intended to communicate the information which it had collected before the end of 1926.

Prince ARFA (Persia) reminded the Committee of the conditions in which the decision had been taken concerning the despatch to Persia of a Commission of Enquiry. The Persian Government, which was taking all the steps in its power to combat smuggling and to restrict the cultivation of the poppy, would not fail to do what was necessary when the Commission of Enquiry had submitted its report.

M^{lle} VACARESCO (Roumania) withdrew the draft resolution which she had submitted during the previous meeting regarding propaganda against opium and dangerous drugs. She had noted that the terms of that resolution differed from the conclusions put forward by the Advisory Committee concerning these substances.

M. RADITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) said that his Government agreed in principle with the Convention of Geneva. The Ministry of Trade had already taken the necessary steps to apply it in Serbia.

M. RAMOS (Cuba) read a detailed statement concerning the legislation in force in Cuba and the efforts made by his Government to combat the abuse of opium and dangerous drugs.

M. P. BASTID (France) adhered in the name of France to the conclusions put forward by the Advisory Committee and to the report submitted by M. Veverka. The French Government had just submitted the Convention of 1925 to the Chamber for ratification. M. Bastid then explained in detail the various measures adopted to suppress the abuse of opium in Indo-China.

M. POSNER (Poland) agreed with the report made by M. Veverka and emphasised with numerous arguments the importance he attached to propaganda against narcotics and the action of international institutions, such, for example, as the Inter-Parliamentary Union.

M^{me} Larsen JAHN (Norway) said that the Geneva Convention was at the moment under examination with a view to its ratification by the Norwegian Ministry for Social Questions. She gave explanations regarding two Norwegian vessels implicated in the traffic in opium in the Persian Gulf. She said that a law had been passed with the object of punishing Norwegian nationals involved abroad in acts of smuggling.

Dr. RIDDELL (Canada) said he would vote for the report submitted to the Committee and expressed the conviction that the Canadian Government would shortly ratify the Geneva Convention.

M. DENDRAMIS (Greece) adhered in the name of Greece to the conclusions put forward by the Rapporteur. He suggested that, in the future, the Advisory Committee, when it was called upon to deal with a question concerning any particular country, should invite that country to appoint a representative to take part in the discussion. He informed the Committee that Greece had established a State monopoly for the export, import and transit of opium and other narcotics.

M. CAVAZZONI (Italy) informed the Committee that the Italian Government intended to take measures in conformity with the spirit which had inspired the authors of the Geneva Convention. He renewed the statements which he had made at the preceding meeting with regard to the composition of the Advisory Committee, of the importance of a stricter application

Haye, et sur le rôle du Secrétariat comme organe technique chargée du contrôle de l'application des engagements internationaux.

Le vicomte CECIL (Empire Britannique) soumet un projet de résolution tendant à hâter la ratification et la mise en vigueur de la Convention de Genève. Il prie le représentant de la Perse de compléter son exposé par des indications sur quelques points particuliers.

Un échange de vues a lieu entre le prince ARFA, d'une part, et Sir Basanta MULLICK et le vicomte CECIL, d'autre part, à l'issue duquel le prince ARFA rappelle que le Gouvernement persan n'a pas encore adhéré à la Convention de La Haye et qu'il attend de connaître les conclusions de la Commission d'enquête pour aviser aux mesures nécessaires.

Le vicomte CECIL (Empire Britannique) amende légèrement son projet de proposition à la suite d'une remarque de M. SATO visant à la prolongation du délai prévu pour la mise en vigueur de la Convention de Genève.

M. BURCKHARDT (Suisse) déclare que le Gouvernement suisse a promulgué, le 1^{er} août 1925, une loi dont les dispositions vont bien au-delà des principes posés par la Convention de La Haye. La fabrication et l'exportation des stupéfiants sont soumis à un contrôle sévère.

La Suisse ratifiera bientôt la Convention de Genève et ne cessera pas de vouer des efforts les plus sincères à la répression du trafic illicite des stupéfiants.

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie), rapporteur, constate qu'une grande force morale se dégage des débats de la Commission sur la question de l'opium et des autres drogues nuisibles. Il avait l'intention de faire une proposition visant à abréger le délai de mise en vigueur de la Convention de Genève, mais il est heureux de pouvoir se rallier au projet de résolution du vicomte Cecil.

La Commission adopte à l'unanimité, l'Italie s'étant abstenue, le rapport présenté par M. Veverka.

La Commission adopte ensuite la résolution proposée par le vicomte Cecil et tendant à hâter la mise en vigueur de la Convention signée à Genève en 1925.

Le PRÉSIDENT propose de désigner M. Veverka comme rapporteur de la Commission devant l'Assemblée.

La proposition du Président est adoptée à l'unanimité.

Nomination des rapporteurs pour les points IV et V de l'ordre du jour.

Sur la proposition de M. CAVAZZONI, appuyée par M. BASTID, M. BREITSCHIED (Allemagne) est nommé rapporteur sur la question des réfugiés russes et arméniens.

Sur la proposition de M. POSNER, appuyée par M. DENDRAMIS, Dame Edith LYTTTELTON (Empire Britannique) est nommée rapporteur sur la protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient.

V. SIXIÈME COMMISSION

Sous-Commission (ESCLAVAGE).

La Sous-Commission de l'esclavage de la sixième Commission s'est réunie samedi 11 septembre, à 11 heures, sous la présidence de M. DE BROUCKÈRE (Belgique) et a poursuivi l'examen du projet de Convention sur l'esclavage et des amendements proposés par divers gouvernements.

La Sous-Commission a abordé la discussion de l'article 2 du projet et des amendements relatifs à cet article.

Ont pris part à la discussion: le comte BONIN-LONGARE (Italie), MM. DE BROUCKÈRE (Belgique), NEMOURS (Haïti), vicomte CECIL (Empire Britannique), M. SMIT (Afrique du Sud), sir Hoare VINCENT (Inde), comte VAN LYNDEN (Pays-Bas), MM. Dedjazmatch GUETATCHEOU (Ethiopie), M. LOUWERS (Belgique), AUBERT (France), SCHUBERT (Allemagne), NANSEN (Norvège), sir Joseph COOK (Australie).

of the Hague Convention, and on the part to be played by the Secretariat as a technical organisation instructed to control the application of international engagements.

Viscount CECIL (British Empire) submitted a resolution to the Committee drafted with the object of hastening the ratification and the putting into force of the Convention of Geneva. He asked the representative of Persia to complete his statement by giving details regarding special points.

An exchange of views took place between Prince ARFA, Sir Basanta MULLICK and Viscount CECIL, at the end of which Prince ARFA recalled that the Persian Government had not yet adhered to the Hague Convention and that it awaited the conclusions of the Committee of Enquiry in order to decide what measures it was necessary to take.

Viscount CECIL (British Empire) submitted a slightly amended text of his draft resolution as the result of an observation of M. Sato concerning the prolongation of the period allowed for the putting into force of the Geneva Convention.

M. BURCKHARDT (Switzerland) said that the Swiss Government had promulgated on August 1st, 1925, a law of which the provisions went further than those laid down in the Hague Convention. The manufacture and export of narcotics were submitted to severe control. Switzerland would shortly ratify the Geneva Convention and would make every effort in all sincerity to suppress the illicit traffic in drugs.

M. VEVERKA (Czechoslovakia) noted that much moral force had been engendered by the discussions of the Committee on the question of opium and other dangerous drugs. He intended to make a proposal to the effect that the period allowed for the putting into force of the Geneva Convention should be shortened, but he was happy to be able to agree to the resolution put forward by Viscount Cecil to that effect.

The Committee unanimously adopted, the Italian delegate abstaining, the report of M. Veverka.

The Committee next adopted the resolution put forward by Viscount Cecil to the effect that the putting into force of the Convention signed at Geneva in 1925 should be hastened.

The CHAIRMAN proposed that M. Veverka should be asked to submit the report of the Committee to the Assembly.

This proposal was unanimously adopted.

Appointment of Rapporteurs for Items IV and V of the Agenda.

On the proposal of M. CAVAZZONI, supported by M. BASTID, M. BREITSCHIED (Germany) was appointed Rapporteur on the question of Russian and Armenian refugees.

On the proposal of M. POSNER, supported by M. DENDRAMIS, Dame Edith LYTTTELTON (British Empire) was appointed Rapporteur for the question of the protection of women and children in the Near East.

V. SIXTH COMMITTEE.

SUB-COMMITTEE (SLAVERY).

The Sub-Committee on Slavery of the Sixth Committee met on Saturday, September 11th, at 11 a.m. under the Chairmanship of M. DE BROUCKÈRE (Belgium) and continued the examination of the Draft Convention on Slavery and the amendments proposed by the various Governments.

The Sub-Committee discussed Article 2 of the Draft and the amendments relating to that Article.

The following delegates participated in the discussion: Count BONIN-LONGARE (Italy), M. DE BROUCKÈRE (Belgium), M. NEMOURS (Haïti), Viscount CECIL (British Empire), M. SMIT (South Africa), Sir Hoare VINCENT (India), Count van LYNDEN (Netherlands), M. Dedjazmatch GUETATCHEOU (Abysinia), M. LOUWERS (Belgium), M. AUBERT (France), M. SCHUBERT (Germany), Dr NANSEN (Norway), Sir Joseph COOK (Australia).

VI. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES
DE L'ASSEMBLÉE

• *Compte rendu provisoire*: huitième séance.

- A. 56. Question de l'utilité de numéroter les alinéas des articles du Pacte. Projet de résolution déposé par le très honorable J. G. Latham, délégué de l'Australie (10 septembre 1926).
- A. 57. Renvoi à la troisième Commission de l'Assemblée, des questions relatives aux armements. Résolutions proposées par M. Loudon, délégué des Pays-Bas, et adoptées par l'Assemblée le 10 septembre 1926.

VII. CORRECTIONS A LA LISTE DES MEMBRES DES
DÉLÉGATIONS

NICARAGUA.

Premier délégué:

Son Excellence M. Tomas Francisco MEDINA, Ministre à Paris.

Deuxième délégué:

Le Dr Antoine SOTTILE, délégué permanent auprès de la Société des Nations.

MAINTIEN DE L'ORDRE DANS LA SALLE
D'ASSEMBLÉE

DÉCISION DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE.

1. *Le rez-de-chaussée de la salle, à l'exception des sièges réservés au fond, sera affecté exclusivement aux délégués, délégués suppléants, experts, conseillers, secrétaires et membres du Secrétariat. Le public ou les membres des familles des personnes susmentionnées ne seront pas autorisés à y pénétrer.*
2. *Conformément à la pratique suivie dans les parlements nationaux, aucun applaudissement ne sera toléré dans les galeries réservées à la presse et au public.*

VI. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE
MEMBERS OF THE ASSEMBLY

Provisional Verbatim Record: Eighth Meeting.

- A. 56. Question of the Desirability of numbering the Paragraphs of the Articles of the Covenant. Draft resolution proposed by the Rt. Hon. J. G. Latham, delegate of Australia, September 10th, 1926.
- A. 57. Reference to the Third Committee of Questions concerning Armaments: Resolutions proposed by M. Loudon, delegate of the Netherlands, and adopted by the Assembly at its meeting held on September 10th, 1926.

VII. CORRECTIONS TO THE LIST OF MEMBERS
OF DELEGATIONS

NICARAGUA.

First Delegate:

His Excellency M. Tomas Francisco MEDINA, Minister in Paris.

Second Delegate:

Dr. Antoine SOTTILE, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

MAINTENANCE OF ORDER IN THE ASSEMBLY
HALL.

DECISION OF THE GENERAL COMMITTEE OF THE ASSEMBLY.

1. *The ground floor of the Assembly Hall, except the reserved seats at the back, is intended exclusively for delegates, substitute delegates, experts, advisers, secretaries and members of the Secretariat. The public or members of the families of the persons mentioned above will not be admitted to this part of the hall.*
2. *In conformity with the practice followed in national parliaments, no applause will be allowed in the galleries reserved for the Press and for the public.*

Service des documents de l'Assemblée

JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE.

Afin de mettre entre les mains des délégués, des journalistes et des visiteurs à l'Assemblée le programme quotidien et le résumé des séances, le *Journal de l'Assemblée* paraîtra tous les matins.

Le prix d'abonnement à la série du Journal publiée durant l'Assemblée est de Fr. 6.— (pour l'étranger: Fr. 9.—, port compris). Les exemplaires seront portés à domicile, pour autant que cela est possible; tous les autres seront expédiés par la poste.

* * *

COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLÉE.

Le *Compte rendu* donne le texte officiel des débats des séances plénières de l'Assemblée, les débats des Commissions étant résumés dans le *Journal de l'Assemblée*. Le compte rendu complet des séances plénières et des Commissions sera publié dans les *Actes de l'Assemblée*, édition définitive paraissant quelques mois après la clôture de l'Assemblée.

Prix de souscription au *Compte rendu*: Fr. 6.— (pour l'étranger: Fr. 9.—, port compris).

* * *

RAPPORT A LA SEPTIÈME ASSEMBLÉE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS SUR L'ŒUVRE DU CONSEIL, SUR LE TRAVAIL DU SECRÉTARIAT ET SUR LES MESURES PRISES POUR EXÉCUTER LES DÉCISIONS DE L'ASSEMBLÉE.

Ce rapport résume l'œuvre du Conseil, les travaux des Conférences et des Commissions de la Société des Nations, ainsi que du Secrétariat depuis la sixième session de l'Assemblée jusqu'au 15 mai 1926. Comme ce rapport est discuté dans tous ses points par l'Assemblée, il est indispensable à ceux qui désirent suivre les séances en détail.

Prix: Fr. 4.—; *Rapport supplémentaire* pour la période 15 mai-31 août 1926: Fr. 2.—.

* * *

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE.

Prix: Fr. 0.50.

* * *

NOTE. — L'édition définitive des **ACTES DE LA SEPTIÈME ASSEMBLÉE** paraîtra au commencement de 1927. Les commandes sont reçues dès maintenant au Secrétariat de la Société des Nations: Service de vente des publications.

Les publications sont en vente aux adresses suivantes:

Au **SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS**:
Service de vente des publications (Villa Beauregard, annexe du bâtiment du Secrétariat), pendant les heures de bureau ordinaires;

A la **SALLE DE L'ASSEMBLÉE** (Salle de la Réformation, hall d'entrée), pendant les séances de l'Assemblée;

A la **LIBRAIRIE PAYOT & C^{IE}**, Place du Molard, Genève.

Service of Assembly Documents

JOURNAL OF THE ASSEMBLY.

In order to provide delegates, journalists and visitors to the Assembly with a regular daily programme and résumé of the meetings, the *Journal of the Assembly* is issued each morning. Copies will be delivered to subscribers at their private addresses where possible, or sent by post.

The subscription to the series during the Seventh Assembly is 6 francs (9 francs abroad, including postage).

* * *

VERBATIM RECORD OF THE ASSEMBLY.

The *Verbatim Record* gives the official text of the proceedings of the Plenary Meetings of the Assembly. The proceedings of the Committees are summarised in the *Journal of the Assembly*, the complete verbatim record being published in the definitive *Records of the Assembly* some months after the close of the Assembly.

Subscription to the *Verbatim Record*: 6 francs (9 francs abroad, including postage).

* * *

REPORT TO THE SEVENTH ASSEMBLY OF THE LEAGUE ON THE WORK OF THE COUNCIL, ON THE WORK OF THE SECRETARIAT AND ON THE MEASURES TAKEN TO EXECUTE THE DECISIONS OF THE ASSEMBLY.

This report summarises the work of the Council, of the Conferences and Committees of the League of Nations, and of the Secretariat from the date of the meeting of the Sixth Session of the Assembly until about May 15th, 1926. As the report is discussed at length by the Assembly, it is essential to those wishing to follow the meetings in detail.

Price: 4 francs; *Supplementary Report*, covering the period May 15th - August 31st, 1926: 2 francs.

* * *

AGENDA OF THE ASSEMBLY.

Price: 50 centimes.

* * *

NOTE. — The definitive **RECORDS OF THE SEVENTH ASSEMBLY** will be issued at the beginning of 1927. Orders for them may be left at the Secretariat Sales Department.

The publications are on sale in Geneva at the following addresses:

SECRETARIAT SALES DEPARTMENT (Villa Beauregard, annex to the Secretariat Building) during the ordinary office hours.

ASSEMBLY HALL (Salle de la Réformation, Public Entrance), during the Assembly meetings.

LIBRAIRIE PAYOT et C^{IE}, Place du Molard, Geneva.

JOURNAL

DE LA
SEPTIÈME SESSION
DE L'
ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1926

OF THE
SEVENTH SESSION
OF THE
ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1926

N° 8. — LUNDI 13 SEPTEMBRE 1926.

No. 8. — MONDAY, SEPTEMBER 13th, 1926.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beau-Regard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

MAINTIEN DE L'ORDRE DANS LA SALLE D'ASSEMBLÉE

DÉCISION DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE.

1. *Le rez-de-chaussée de la salle, à l'exception des sièges réservés au fond, sera affecté exclusivement aux délégués, délégués suppléants, experts, conseillers, secrétaires et membres du Secrétariat. Le public ou les membres des familles des personnes susmentionnées ne seront pas autorisés à y pénétrer.*

2. *Conformément à la pratique suivie dans les parlements nationaux, aucun applaudissement ne sera toléré dans les galeries réservées à la presse et au public.*

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	88
II. Deuxième séance de la Commission de l'ordre du jour	88
III. Première Commission: Première Sous-Commission	88
IV. Quatrième séance de la deuxième Commission	89
V. Troisième séance de la quatrième Commission	91
VI. Quatrième séance de la cinquième Commission	92
VII. Sixième Commission: Sous-Commission (Esclavage)	93
VIII. Troisième et quatrième séances de la troisième Commission	94
IX. Signatures et ratifications des accords internationaux	98
X. Corrections et additions à la liste des membres	98
XI. Liste des documents distribués aux membres de l'Assemblée	98

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beau-Regard.

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

MAINTENANCE OF ORDER IN THE ASSEMBLY HALL.

DECISION OF THE GENERAL COMMITTEE OF THE ASSEMBLY.

1. *The ground floor of the Assembly Hall, except the reserved seats at the back, is intended exclusively for delegates, substitute delegates, experts, advisers, secretaries and members of the Secretariat. The public or members of the families of the persons mentioned above will not be admitted to this part of the hall.*

2. *In conformity with the practice followed in national parliaments, no applause will be allowed in the galleries reserved for the Press and for the public.*

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	88
II. Second Meeting of the Agenda Committee	88
III. First Committee: First Sub-Committee	88
IV. Fourth Meeting of the Second Committee	89
V. Third Meeting of the Fourth Committee	91
VI. Fourth Meeting of the Fifth Committee	92
VII. Sixth Committee: Sub-Committee (Slavery)	93
VIII. Third and Fourth Meetings of the Third Committee	94
IX. Signatures and Ratifications of International Engagements	98
X. Corrections and Additions to the List of Members of Committees	98
XI. List of Documents distributed to Members of the Assembly	98

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Séance plénière de l'Assemblée.

Une séance plénière de l'Assemblée aura lieu aujourd'hui mardi 14 septembre, à 15 h. 30, dans la Salle de la Réformation.

Ordre du jour :

- I. Rapport de la Commission de l'ordre du jour sur les projets de résolution présentés par le vicomte Cecil au nom de la délégation britannique.
- II. Suite de la discussion générale du rapport sur l'œuvre du Conseil, sur les travaux du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.

Première Commission.

La première Commission se réunira aujourd'hui mardi 14 septembre, à 10 h. 30, au Secrétariat (Salle F).

Deuxième Commission.

La deuxième Commission se réunira aujourd'hui mardi 14 septembre, à 10 heures, au Secrétariat (Salle C).

Troisième Commission : Sous-Commission.

La Sous-Commission de la Troisième Commission se réunira aujourd'hui mardi 14 septembre, à 10 heures 30, au Secrétariat (Chambre 95).

Sixième Commission : Sous-Commission (Esclavage).

La Sous-Commission (esclavage) de la sixième Commission se réunira aujourd'hui mardi 14 septembre, à 11 h. 15, et non pas à 10 heures comme on l'avait annoncé, au Secrétariat (Salle B).

II. COMMISSION DE L'ORDRE DU JOUR

La Commission de l'ordre du jour s'est réunie samedi, 11 septembre, à 16 heures. Étaient présents: M. URRUTIA (Colombie), président; le vicomte CECIL (Empire Britannique); le prince CHAROON (Siam); M. BECH (Luxembourg); M. DINO (Albanie).

Le PRÉSIDENT donne lecture de l'article 4 du Règlement intérieur de l'Assemblée.

La Commission passe ensuite à l'examen du projet de résolution sur la ratification des accords et conventions conclus sous les auspices de la Société et du projet de résolution relatif aux questions qui rentrent ou non dans la sphère d'activité de la Société au sens du préambule et des articles 3 et 4 du Pacte (voir *Journal de l'Assemblée*, n° 5, pages 48-49).

Après une discussion sur les aspects politique et juridique de ces deux questions, la Commission décide à l'unanimité de proposer à l'Assemblée de renvoyer le premier projet de résolution à la sixième Commission et le deuxième projet de résolution à la première Commission.

III. PREMIÈRE COMMISSION: PREMIÈRE SOUS-COMMISSION

La première Sous-Commission (Election des membres non permanents du Conseil) de la première Commission s'est réunie hier le 13 septembre, à 17 heures.

La Sous-Commission a élaboré des règles pour l'élection des membres non permanents. Ces règles seront soumises à la première Commission ce matin, à 10 heures 30.

I. PROGRAMME OF MEETINGS

Plenary Meeting of the Assembly.

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day (Tuesday, September 14th) at 3:30 p.m. at the Salle de la Réformation.

Agenda :

- I. Report of the Agenda Committee on the draft resolutions submitted by Viscount Cecil on behalf of the British delegation.
- II. Continuation of the discussion on the General Report on the Work of the Council, on the Work of the Secretariat, and on the Measures taken to execute the Decisions of the Assembly.

First Committee.

The First Committee will meet to-day (Tuesday, September 14th) at 10.30 a.m. in the Secretariat (Room F).

Second Committee.

The Second Committee will meet to-day (Tuesday, September 14th) at 10 a.m. in the Secretariat (Room C).

Third Committee: Sub-Committee.

The Sub-Committee of the Third Committee will meet to-day, Tuesday, September 14th, at 10.30 a.m. in the Secretariat (Room 95).

Sixth Committee: Sub-Committee (Slavery).

The Sub-Committee (Slavery) of the Sixth Committee will meet to-day (Tuesday, September 14th) at 11.15 a.m., and not at 10 a.m. as announced, in the Secretariat (Room B).

II. AGENDA COMMITTEE

The Agenda Committee met on Saturday, September 11th, 1926, at 4 p.m. There were present: M. URRUTIA (Colombia), Chairman; Viscount CECIL (British Empire); Prince CHAROON (Siam); M. BECH (Luxemburg) and M. DINO (Albania).

The CHAIRMAN read Article 4 of the Rules of Procedure of the Assembly.

The Committee then examined the draft resolution on the ratification of agreements and conventions concluded under the auspices of the League of Nations and the draft resolution concerning questions which are or are not within the sphere of action of the League of Nations within the meaning of the Preamble and Articles 3 and 4 of the Covenant (see *Assembly Journal* No. 5, pages 48-49).

After a discussion on the political and legal aspects of these two questions, the Committee unanimously proposed that the Assembly should refer the first draft resolution to the Sixth Committee and the second draft resolution to the First Committee.

III. FIRST COMMITTEE: FIRST SUB-COMMITTEE

The First Sub-Committee (Election of the Non-Permanent Members of the Council) of the First Committee met yesterday, September 13th, at 5 p.m.

The Sub-Committee drew up rules for the election of the non-permanent members, which will be submitted to the First Committee this morning at 10.30 a.m.

IV. QUATRIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu sa quatrième séance hier lundi 13 septembre, à 15 h. 30, sous la présidence de M. Desmond FITZGERALD (Etat libre d'Irlande).

Bureau des renseignements épidémiologiques de Singapour.

Le PRÉSIDENT présente le projet de résolution suivant élaboré par la Sous-Commission désignée à la séance précédente :

« La deuxième Commission, considérant l'importance de l'œuvre accomplie par le Bureau des renseignements épidémiologiques de Singapour, première institution de la Société des Nations en Extrême-Orient, considérant d'autre part l'utilité de son action non seulement pour les pays d'Extrême-Orient mais aussi pour d'autres Etats membres de la Société, recommande qu'un crédit soit inscrit au budget de la Société pour les dépenses de ce Bureau. Le crédit nécessaire pour l'exercice 1927 est de 25.000 francs. »

M. DE VASCONCELLOS (Portugal) tout en acceptant cette proposition, étant donné l'extrême intérêt de ce Bureau, se réserve de demander une réduction à la quatrième Commission, afin que le maximum auquel on a stabilisé le budget de la Section d'hygiène ne soit pas dépassé.

Le Dr RAJCHMAN (directeur médical) rappelle la décision qui institua ce maximum budgétaire. Or, le budget voté par la sixième Session de l'Assemblée s'élevait à 988.000 francs; les prévisions actuelles s'élèvent à 991.000 francs; mais l'entrée de l'Allemagne entraîne de nouvelles dépenses et apporte une nouvelle contribution; si bien qu'en réalité le chiffre à comparer avec celui de l'an dernier est de 971.000 francs. Dans ces conditions, la deuxième Commission réunie le 11 septembre, après un examen approfondi, a pensé qu'on pourrait ouvrir un crédit spécial de 25.000 francs, sans dépasser le maximum fixé.

Le Dr LUTRARIO (Italie) insiste après le rapporteur sur l'extrême importance morale du Bureau de Singapour, premier gage de la volonté de collaboration en Extrême-Orient. La stabilisation du budget du Comité d'hygiène s'est posée l'an dernier, mais d'une façon relative, et l'on a pris toutes les précautions pour ne pas entraver le développement de cet organisme. Il s'agit d'une tâche nouvelle qui respecte le principe de la proportion des dépenses. Le Dr Lutrario insiste sur le maintien de ce crédit.

M. DE VASCONCELLOS (Portugal) se réserve de développer ses raisons à la quatrième Commission.

La résolution est adoptée et la Commission reprend la discussion générale.

Le Dr LUTRARIO (Italie) signale la complexité et la richesse de la tâche accomplie. L'étude des maladies sociales, infectieuses, exotiques, des moyens de prévention; la nécessité d'uniformiser les statistiques médicales, la création des stations sanitaires, etc., représentent d'heureuses initiatives qui ont à leur tour suscité de nouvelles tâches aussi fécondes. Il cite plusieurs exemples de cette diffusion.

Reprenant la proposition du vice-président sur l'éducation physique, il distingue entre la gymnastique médicale bienfaisante et les inconvénients des exercices violents poursuivis sans discernement, et compte sur le Comité d'hygiène pour une saine réglementation.

M. VON RHEINBABEN (Allemagne) rappelle que l'Allemagne a toujours été fidèle au principe de la collaboration internationale en matière d'hygiène. A plus forte raison place-t-elle maintenant son expérience et son activité à la disposition de la Société. Dès maintenant, un Allemand fait partie de l'expédition qui lutte contre la maladie du sommeil en Afrique. Une organisation privée, la Haute école allemande de culture physique, étudie scientifiquement ces questions avec les meilleurs résultats, et collaborera très volontiers à la tâche du Comité d'hygiène.

IV. FOURTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee held its fourth meeting on Monday, September 13th, at 3.30 p.m., under the chairmanship of Mr. Desmond FITZGERALD (Irish Free State).

Bureau of Epidemiological Information at Singapore.

The CHAIRMAN submitted the following draft resolution drawn up by the Sub-Committee appointed at the preceding meeting:

" The Second Committee, in view of the importance of the work of the Singapore Bureau of Epidemiological Intelligence as the first institution of the League of Nations in the Far East, and in view of the utility of its work, not only for the Far Eastern countries but also for other States Members of the League, recommends that provision for the the expenses of the Bureau should be made in the Budget of the League. The provision necessary for 1927 is 25,000 francs. "

M. DE VASCONCELLOS (Portugal), while accepting this proposal in view of the great importance of the Bureau, reserved the right to ask the Fourth Committee to reduce the credit in order that the maximum at which the budget of the Health Section had been stabilised should not be exceeded.

Dr. RAJCHMAN (Medical Director) recalled the decision which had resulted in the adoption of this budgetary maximum. The budget voted by the Sixth Assembly had been 988,000 francs. The present estimates amounted to 991,000 francs. The entry of Germany, however, entailed additional expenditure, while at the same time the League received another contribution, which meant that in actual fact the figure to be compared with that of the previous year was 971,000 francs. In those circumstances the Second Committee, at its meeting of September 11th, after a detailed investigation, had considered that a special credit of 25,000 francs could be inserted in the budget without the maximum being thereby exceeded.

Dr. LUTRARIO (Italy) urged on the Rapporteur the extreme importance, from a moral point of view, of the Singapore Bureau, constituting, as it did, the first proof of the desire of the League to co-operate with the Far East. The question of the stabilisation of the budget of the Health Committee had been raised in the previous year, but only relatively, and all precautions had been taken not to interfere with the development of this organisation. Stabilisation was a novel step based on the principle of proportionate expenditure. He urged the maintenance of this sum in the budget.

M. DE VASCONCELLOS (Portugal) reserved his right to put forward his arguments in the Fourth Committee.

The resolution was adopted, and the Committee resumed the general discussion.

Dr. LUTRARIO (Italy) emphasised the complexity and detail of the task accomplished. The investigation of social, infectious and exotic diseases and the means of preventing them, the adoption of a uniform system of medical statistics, the establishment of health stations, etc., had been due to well-inspired initiatives which had in their turn given rise to fresh tasks equally fruitful. He quoted several examples.

Returning to the proposal of the Vice-Chairman concerning physical culture, he drew a distinction between healthy medical gymnastics and the evils of violent exercise pursued without discernment. He relied on the Health Committee for a sound regulation of the matter.

M. VON RHEINBABEN (Germany) recalled that Germany had always been faithful to the principle of international co-operation as far as health questions were concerned. *A fortiori* was she ready to place her experience and activity at the disposal of the League. At the present time a German formed part of the expedition which was combating sleeping-sickness in Africa. A private organisation, the German High School for Physical Culture, was scientifically studying this question with excellent results and would very willingly co-operate with the Health Committee.

M^{me} LARSEN JAHN (Norvège) appuie la proposition du vice-président sur la culture physique et l'hygiène scolaire, spécialement pour les enfants. Un système d'inspection médicale dans les écoles fonctionne avec succès à Oslo. Elle espère que cette proposition ne se heurtera pas à des difficultés budgétaires; son pays s'y intéresse tout spécialement et pourra fournir une utile documentation.

M. ROY (Canada), représentant un pays d'immigration, insiste sur l'intérêt du Bureau de Singapour. Malgré l'importance des raisons qui ont conduit l'Assemblée à fixer un maximum budgétaire, il estime qu'on doit faire les sacrifices nécessaires pour en assurer le fonctionnement permanent. Par ailleurs, tout en reconnaissant les bienfaits de l'instruction physique des enfants, il se demande si elle présente un caractère international suffisant pour justifier une demande de crédit.

M. NAGAI (Japon) appuie la proposition du vice-président. Il rappelle l'adage "*Mens sana in corpore sano*" particulièrement utile à retenir à une époque de lutte intense pour la vie.

Le Japon, qui s'est adapté il y a un demi-siècle à l'hygiène occidentale est maintenant en mesure de constater les résultats des sports et de l'hygiène scolaire. Les échanges de fonctionnaires médicaux sont tout spécialement intéressants pour le Japon.

Le D^r RAMOS (Cuba) estime que l'étude de l'instruction physique présente un caractère international, car les expériences faites dans un pays sont valables pour les autres pays, et appuie la proposition du vice-président.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay), rapporteur, présente, au nom de son pays, une proposition relative au problème de l'alimentation, dont les pays reconnaissent de plus en plus l'importance.

Le texte de cette proposition est le suivant:

« L'Assemblée, constatant que le plan d'étude de la Conférence économique internationale comprend l'étude du problème de l'alimentation (document A. 24 1926 II) attire l'attention sur l'intérêt qu'il y aurait à suppléer à cette enquête par une étude du problème au point de vue de l'amélioration de la race. Cette étude tiendrait compte, notamment, des travaux de l'Organisation d'hygiène, sur la mortalité infantile, ainsi que des travaux de l'Institut japonais de recherches sur l'alimentation inclus dans la documentation du Comité d'hygiène ».

M. AVRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) appuie les propositions qui ont été présentées; aucune d'elles n'entraîne de charges nouvelles pour le budget d'hygiène, et elles forment un tout logique.

M. Marcel PLAISANT (France) admire l'ampleur des propositions présentées et regrette que les crédits soient nettement limités. Il importe d'être extrêmement circonspects sur la portée de certaines études qu'on propose d'entreprendre, et de fixer deux règles; 1^o ces études ne doivent entraîner aucune dépense nouvelle; 2^o elles doivent respecter les particularismes nationaux.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay), rapporteur, déclare que la Bureau lui a donné l'assurance que l'exécution, sans limite de temps, des propositions qu'il va présenter n'entraînera pas de nouvelles dépenses. De même, il n'est pas à craindre qu'elles portent atteinte aux patrimoines nationaux.

Après un échange de vues entre le Commandeur Hilton YOUNG (Empire Britannique), le D^r RAMOS (Cuba), M. NAGAI (Japon) et le rapporteur, la Commission adopte le projet de résolution suivant:

« L'Assemblée:

« Ayant pris connaissance des rapports relatifs à l'œuvre de l'Organisation d'hygiène (documents A. 6, A. 6(a) et A. 17) constate avec satisfaction que son action devient toujours plus grande et plus utile, et tend à devenir universelle;

« Se félicite des efforts poursuivis et des résultats obtenus par le Comité d'hygiène et ses organes ainsi que par les diverses personnalités chargées de missions spéciales et assure sa sympathie et son intérêt aux savants, membres de la Commission

Madame Larsen JAHN (Norway) supported the proposal of the Vice-Chairman regarding physical culture and scholastic hygiene, especially for children. A system of medical inspection of schools was successfully in operation in Oslo. She hoped that this proposal would not meet with financial budgetary difficulties. Her country was especially interested in it and could furnish useful information in regard to it.

Mr. ROY (Canada), as representative of an immigration country, urged the importance of the Singapore Bureau. Despite the weighty reasons which had led the Assembly to fix a budgetary maximum, he thought the necessary sacrifices should be made in order to assure its permanent working. On the other hand, while recognising the benefits resulting from the physical instruction of children, he wondered whether such a proposal was of a sufficiently international character to warrant a request for credits.

M. NAGAI (Japan) supported the proposal of the Vice-Chairman. He recalled the motto "*Mens sana in corpore sano*". It was of special interest to bear this in mind in an age where the struggle for life was very intense.

Japan, which had adapted herself 50 years previously to Western methods of health, was now in a position to note the results achieved by games and scholastic hygiene. The interchange of medical officers was of special interest for Japan.

Dr. RAMOS (Cuba) thought that the study of physical culture was of an international character, for experiments made in one country were of value for other countries. He supported the proposal of the Vice-Chairman.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay), Rapporteur, submitted, in the name of his country, a proposal concerning the problem of nutrition, the importance of which was being ever-increasingly recognised.

His proposal was as follows:

"The Assembly, having taken note that the International Economic Conference's plan of enquiry is to include an examination of the problem of nutrition (doc. A.24.1926.II), points out the interest which would attach to the supplementing of this enquiry by a study of the problem from the standpoint of race improvement. This study should take into account the work of the Health Organisation regarding infant mortality, as well as the reports by the Japanese Institute of Research into Nutrition Problems comprised in the publication of the Health Committee."

M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) supported the proposals submitted. None of them would entail fresh additions to the budget of the Health Committee, and they formed a logical whole.

M. Marcel PLAISANT (France) admired the wide scope of the proposals submitted and regretted that the credits were so strictly limited. Extreme prudence should be shown regarding certain investigations which it was proposed to undertake, and two rules should be laid down: (1) such investigations should not involve any fresh expenditure; (2) they should respect national peculiarities.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay), Rapporteur, said that the Bureau had assured him that the execution within an indefinite time of the proposals which he would present would entail no additional expenditure. Neither was it to be feared that they would interfere with any national heritage.

After an exchange of views between Commander Hilton YOUNG (British Empire), Dr. RAMOS (Cuba), M. NAGAI (Japan) and the Rapporteur, the Committee adopted the following draft resolution:

"The Assembly,

"Having taken note of the reports dealing with the work of the Health Organisation (documents A. 6, A. 6(a) and A. 17), records with satisfaction that this work is becoming increasingly universal;

"Expresses its gratification at the work undertaken and the results obtained by the Health Committee and its organs, as well as by the various experts entrusted with special missions, and wishes to express its sympathetic interest with the scien-

internationale de la maladie du sommeil, qui poursuivent des travaux parfois dangereux, en Afrique Equatoriale.

« Elle se réjouit de la collaboration intime établie avec les autorités sanitaires et médicales du Japon, comme suite à l'échange et aux conférences qui ont eu lieu dans ce pays, ainsi qu'avec les administrations sanitaires d'autres pays d'Extrême-Orient, grâce à l'intermédiaire du Comité consultatif du Bureau de renseignements épidémiologiques de la Société à Singapour ;

« Relève particulièrement le programme des recherches et des enquêtes spéciales sur les problèmes d'hygiène de l'Extrême-Orient auxquelles ont promis leur concours les administrations de la Chine, des Iles Philippines, des Indes britanniques, des Indes néerlandaises, de l'Indo-chine, du Japon et du Siam,

« Et prie le Conseil de renvoyer à l'examen du Comité d'hygiène les résolutions soumises par les délégations de Cuba¹, de la Tchécoslovaquie² et de l'Uruguay³.

Le rapport sur les travaux de l'Organisation d'hygiène est également adopté.

Le PRÉSIDENT remercie le rapporteur pour l'excellence de son travail.

Le rapport et les résolutions seront transmises à l'Assemblée. M. Fernandez y Medina agira comme rapporteur.

V. TROISIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION.

La quatrième Commission a tenu sa troisième séance hier lundi 13 septembre, à 10 h. 30, sous la présidence de M. Nicolas TITULESCO (Roumanie).

Examen des prévisions budgétaires du Secrétariat et des Organisations spéciales de la Société pour le septième exercice financier (1927).

Sir Ramaswami AYYAR (Inde) soumet à la Commission le projet de résolution suivant :

« La quatrième Commission notant la tendance du budget de la Société des Nations à s'accroître et considérant que, dans la situation financière actuelle de la majorité des pays du monde, il convient de faire tous les efforts possibles pour résister à cette tendance,

« Estime désirable, avant de commencer la discussion des articles du budget, de poser comme directive générale

¹ « La deuxième Commission, conformément aux résolutions des cinquième et sixième sessions de l'Assemblée sur la mortalité infantile et la protection de l'enfance :

« Prie le Conseil d'inviter le Comité d'hygiène à examiner dans quelles mesures il pourrait, au moment opportun, élargir aux autres problèmes de l'eugénisme son plan d'études internationales. »

² « La deuxième Commission, considérant l'importance de l'éducation physique comme moyen de prévenir les maladies et considérant l'intérêt que portent de nombreux pays à cette question,

« Prie le Conseil d'inviter le Comité d'hygiène à examiner l'inclusion dans le programme de ses travaux, l'étude internationale de l'éducation physique, y compris l'hygiène scolaire et à examiner quels sont les problèmes particuliers qui peuvent nécessiter une étude comparative et une coordination de recherches et d'enquêtes nationales. »

³ « La deuxième Commission, en constatant que le plan d'étude de la Conférence économique internationale comprend l'étude du problème de l'alimentation (document A. 24. 1926. II), attire l'attention sur l'intérêt qu'il y aurait à suppléer à cette enquête par une étude du problème au point de vue de l'amélioration de la race. Cette étude tiendrait compte notamment des travaux de l'Organisation d'hygiène relatifs à la mortalité infantile ainsi que des travaux de l'Institut japonais des recherches sur le problème de l'alimentation inclus dans la documentation du Comité d'hygiène. »

tists of the International Commission on Sleeping-Sickness who are conducting their sometimes dangerous enquiry in Equatorial Africa.

« The Assembly notes with satisfaction the close collaboration established with the sanitary and medical authorities of Japan, as a result of the interchange and the conferences held in that country, and with the sanitary administration of other Far Eastern countries, through the intermediary of the Advisory Council of the Epidemiological Intelligence Bureau of the League at Singapore;

« And notes in particular the plan of research work and special enquiries into health problems of the Far East in which the administrations of British India, China, the Dutch Indies, French Indo-China, Japan, the Philippine Islands and Siam have promised their assistance;

« And requests the Council to refer the resolutions proposed by the Cuban¹, Czechoslovak² and Uruguayan³ delegations to the Health Committee for consideration. »

The Report on the Work of the Health Organisation was also adopted.

The CHAIRMAN thanked the Rapporteur for his excellent work.

The report and the resolutions would be forwarded to the Assembly. M. Fernandez y Medina would act as Rapporteur.

V. THIRD MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE.

The Fourth Committee held its third meeting yesterday (Monday, September 13th) at 10.30 a.m., under the chairmanship of M. Nicolas TITULESCO (Roumania).

Examination of the Budgetary Estimates of the Secretariat and Special Organisations of the League for the Seventh Financial Period (1927).

Sir Ramaswami AYYAR (India) submitted the following draft resolution :

« That this Committee, noting the tendency of the Budget of the League to increase, and considering that in the present financial state of most countries of the world every effort should be made to resist this tendency, is of opinion that, as a preliminary to the discussion of the details of the Budget and as a general guide to their consideration, it is desirable to keep in view a maximum limit of

¹ « The Second Committee, in conformity with the resolutions of the Fifth and Sixth Sessions of the Assembly on the subject of infant mortality and the protection of children :

« Requests the Council to ask the Health Committee to consider to what extent it could, at a suitable time, enlarge its scheme of international enquiry to include other problems of eugenics. »

² « The Second Committee, considering the importance of physical culture as a means for preventing disease, and in view of the interest which numerous countries take in that question, asks the Council to instruct the Health Committee to consider the inclusion in the programme of its work the international investigation of physical culture; including scholastic hygiene, and to decide what special problems may necessitate a comparative study and a co-ordination of national research work and national enquiries. »

³ « The Second Committee, having taken note that the International Economic Conference's plan of enquiry is to include an examination of the problems of nutrition (document A.24.1926.II), points out the interest which would attach to the supplementing of this enquiry by a study of the problem from the standpoint of race-improvement. This study should take into account the work of the Health Organisation regarding infant mortality, as well as the reports by the Japanese Institute of Research into Nutrition Problems comprised in the publications of the Health Committee. »

de son examen le principe que, jusqu'à ce que les circonstances se modifient, il importe de se fixer une limite maxima de dépenses, afin d'arriver à ce que les contributions des Etats individuelles ne dépassent pas à l'avenir, normalement, les contributions fixées pour la présente année; ce maximum de dépenses qu'il convient de se fixer devrait être approximativement le chiffre total des dépenses ordinaires de 1926, avec les modifications que peuvent nécessiter les augmentations ou diminutions du nombre des Etats membres contribuant au budget; copie de la présente résolution devra être communiquée aux autres commissions dont les décisions peuvent comporter des dépenses.»

Commentant ensuite son projet de résolution, le délégué de l'Inde indique, entre autres, que si la discussion montre que le budget de 1927 constituerait une meilleure base que celui de 1926 pour la fixation du chiffre total approximatif des dépenses annuelles de la Société, la délégation de l'Inde ne verra pas de difficulté à ce que l'on fasse mention, dans la résolution, de l'année 1927, au lieu de l'année 1926.

Après discussion, l'examen du projet de résolution présenté par la délégation de l'Inde est renvoyé à la prochaine séance.

La Commission passe ensuite à l'examen détaillé des prévisions budgétaires du Secrétariat et des Organisations spéciales de la Société.

Les crédits afférents au chapitre I (Assemblée et Conseil) de la Section I (Dépenses ordinaires) sont ramenés de 980.000 à 973.000 francs.

La suite de l'examen des prévisions budgétaires du Secrétariat et des Organisations spéciales pour l'exercice 1927 est ajournée à la prochaine séance.

Désignation du rapporteur.

Sur la proposition du PRÉSIDENT, la Commission charge son bureau de lui présenter, à sa prochaine séance, des suggestions relatives à la nomination d'un rapporteur afin que celui-ci puisse suivre sans retard, en cette qualité, les débats de la session.

VI. QUATRIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION

La cinquième Commission a tenu sa quatrième séance hier lundi 13 septembre, à 10 h. 30, sous la présidence de M. MENSdorFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Autriche).

Travaux effectués par la Commission de la traite des femmes et des enfants pendant sa cinquième session.

M. NAGAI (Japon) donne lecture de son rapport et propose une résolution tendant à l'adoption du rapport de la Commission de la traite des femmes et des enfants.

Mlle FORCHHAMMER (Danemark) constate avec satisfaction l'excellente collaboration qui s'est établie entre les gouvernements et les associations privées. Après avoir traité certaines des questions mentionnées dans le rapport, elle demande s'il sera possible de soumettre à la Commission un rapport sur le travail du Comité d'experts.

M. LABROUSSE (France) déclare que la France désire vivement que le problème de la prostitution soit étudié dans tous ses détails. Il faudrait diviser ce problème en ses divers éléments, dont chacun serait examiné séparément. Il souligne la nécessité de porter une grande attention à la question de l'hygiène mentale.

La France tient à voir supprimer le trafic des publications obscènes mais il importe de définir avec exactitude la littérature en question.

M. RAMOS (Cuba) expose que la prostitution doit être étudiée dans ses rapports avec tous les autres éléments, et non comme un fait isolé. La collaboration des diverses associations, y compris les associations scientifiques, est indispensable. Il insiste sur l'aspect prophylactique du problème, notamment en ce qui concerne l'hérédité.

expenditure with the object of securing that the contributions of individual States shall not normally in future exceed their contributions for the current year; that the maximum expenditure to be kept in view should in effect approximate to the total expenditure for 1926 with such adjustments as may be necessitated by additions to or withdrawals from the number of contributory States Members; and that copies of this resolution should be communicated to other Committees concerned with measures involving expenditure."

He indicated, among other things, in commenting upon this draft resolution, that if discussion showed that the budget for 1927 would constitute a better basis than that of 1926 for fixing the total approximate figure of the annual expenditure of the League, the Indian delegation would have no objection to mentioning in the resolution the year 1927 instead of the year 1926.

After discussion, the examination of the draft resolution submitted by the Indian delegation was postponed to the next meeting.

The Committee then passed to the detailed examination of the budgetary estimates of the Secretariat and the special organisations of the League. The credits mentioned in Chapter I (Assembly and Council) of Section I (Ordinary Expenditure) were reduced from 980,000 to 973,000 francs.

The continuation of the examination of the budgetary estimates of the Secretariat and special organisations of the League for the seventh financial period (1927) was adjourned to the next meeting.

Appointment of a Rapporteur.

On the proposal of the CHAIRMAN, the Committee asked its bureau to submit to it at its next meeting suggestions concerning the appointment of a rapporteur in order that the member appointed might at once, as rapporteur, follow the discussions of the Committee.

VI. FOURTH MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE

The Fifth Committee held its fourth meeting (Monday, September 13th, 1926) at 10.30 a.m. under the chairmanship of M. MENSdorFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Austria).

Work of the Fifth Session of the Committee on the Traffic in Women and Children.

M. NAGAI (Japan) read his report and submitted a resolution adopting the report of the Committee on the Traffic in Women and Children.

Mlle. FORCHHAMMER (Denmark) was pleased to note the excellent co-operation now existing between Governments and voluntary associations. She dealt with various questions mentioned in the report and asked whether it would be possible for a report to be laid before the Committee on the work of the Expert Committee.

M. LABROUSSE (France) said that France was anxious to have the question of prostitution examined in all its details. The problem should be split up into its component parts and each part examined separately. He emphasised the necessity of paying great attention to the question of mental hygiene.

France was anxious to see the trade in obscene publications suppressed, but it was important that the literature in question should be accurately defined.

M. RAMOS (Cuba) said that prostitution must be dealt with in all its relationships and not as an isolated fact. The co-operation of different societies, including scientific societies, was needed. He laid stress on the prophylaxis of the question, especially in reference to heredity.

M. POSNER (Pologne) émet l'avis que la question de l'hygiène mentale est de celles que la Commission devra aborder. La question de l'alcoolisme est également inséparable de celle de la traite des femmes, car son influence se retrouve dès le premier stade.

Mme BAUMER (Allemagne) a constaté les excellents effets de l'institution de la police féminine. Il faudrait insister dans le rapport sur la collaboration des organisations privées avec la police féminine. Le problème de l'expulsion des prostituées étrangères doit être traité en liaison avec la question générale de l'assistance aux nécessiteux.

Mlle VACARESCO (Roumanie) se prononce en faveur d'une définition plus stricte des publications obscènes.

Dame Edith LYTTTELTON (Empire Britannique) estime que l'on doit tendre aux méthodes de prévention et de conseils à la jeunesse plutôt qu'à l'adoption de méthodes policières.

M. CAVAZZONI (Italie) énumère les différentes méthodes suivies en Italie pour atteindre les buts définis dans les recommandations de la Commission. Son pays considère l'intégrité de la famille comme la condition essentielle de la moralité et est résolument opposé à toute forme de contrôle de la natalité.

M. RADITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) déclare que son Gouvernement appuie les principes de la Société et que, ayant aujourd'hui surmonté les difficultés législatives ou administratives, il procédera à la ratification de toutes les conventions de la Société.

Le rapport et les résolutions sont adoptées à l'unanimité.

Un projet de résolution présenté par le délégué de Cuba est renvoyé à un Comité de rédaction.

Rapport sur les travaux effectués par le Comité de la protection de l'enfance pendant sa deuxième session.

M. RIDDELL (Canada), rapporteur, donne lecture de son rapport. Il espère que la Commission voudra bien appuyer dans ses grandes lignes le programme du Comité de la protection de l'enfance.

La suite de la discussion du rapport de M. Riddell est ajournée à la prochaine séance.

VII. SIXIÈME COMMISSION: DEUXIÈME SÉANCE DE LA SOUS-COMMISSION (ESCLAVAGE)

La Sous-Commission de la sixième Commission a tenu sa seconde séance hier lundi, à 15 heures 30, sous la présidence de M. DE BROUCKÈRE (Belgique). Elle a continué l'examen du projet de convention sur l'esclavage.

Les délégués suivants ont pris part à la discussion de l'article 2: le vicomte CECIL (Empire Britannique), Dr VON SCHUBERT (Allemagne), M. A. NEMOURS (Haïti), le comte BONIN-LONGARE (Italie), Dr NANSEN (Norvège), M. LOUWERS (Belgique), le PRÉSIDENT et M. GOHR (président de la Commission temporaire de l'esclavage); à la suite de cette discussion, la Sous-Commission a adopté l'article 2 sous réserve d'amendements à la rédaction.

La Sous-Commission a ensuite discuté l'article 3 du projet de convention (traite des esclaves par mer). Une discussion générale a eu lieu, en particulier sur la proposition britannique demandant l'assimilation de la traite des esclaves par mer à la piraterie, et en général sur la possibilité qu'il y aurait de renforcer les clauses de la convention. La délégation française a exprimé sa préférence pour des règles semblables à celles contenues dans la Convention sur le trafic des armes (1925).

Après un échange de vues entre le vicomte CECIL (Empire Britannique), le comte BONIN-LONGARE (Italie), le Dr NANSEN (Norvège), le comte VAN LYNDEN (Hollande) et sir Joseph COOK (Australie), la séance a été levée pour permettre aux délégués britannique, français et italien de présenter par écrit divers amendements qu'ils ont soumis à la Commission pendant la séance.

M. POSNER (Poland) thought that the question of mental hygiene was one which the Committee would have to take up. Alcoholism also was a subject which was inseparable from the traffic in women, because its influence was felt even at the earliest stage.

Mme. BAUMER (Germany) had found the institution of women police extremely beneficial. The co-operation of voluntary organisations with women police should be emphasised in the report. The problem of the expulsion of foreign prostitutes should be connected with the general question of the assistance of necessitous people.

Mlle. VACARESCO (Roumania) was in favour of a closer definition of obscene publications.

Dame Edith LYTTTELTON (British Empire) said that prevention and suggestion to the young rather than police methods should be aimed at.

M. CAVAZZONI (Italy) enumerated the different methods taken in Italy to realise the ideals expressed in the recommendations of the Committee. His country regarded the integrity of the family as the essential condition of morality and was resolutely opposed to any form of birth control.

M. RADITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) stated that his Government favoured the League principles, and, having now overcome the legislative and administrative difficulties, would proceed to ratify all the League Conventions.

The report and resolutions were adopted unanimously.

A draft resolution presented by the delegate of Cuba was referred to a Drafting Committee.

Report on the Work of the Second Session of the Committee on Child Welfare.

M. RIDDELL (Canada), Rapporteur, read his report and hoped that the Committee would support the Child Welfare Committee along the broad lines of its programme.

Further discussion on the report of Mr. Riddell was adjourned to the next meeting of the Committee.

VII. SIXTH COMMITTEE: SECOND MEETING OF THE SUB-COMMITTEE (SLAVERY).

The Sub-Committee of the Sixth Committee held its second meeting yesterday, Monday, at 3.30 p.m., under the chairmanship of M. DE BROUCKÈRE (Belgium), and continued its examination of the Draft Convention on Slavery.

There was a discussion of Article 2, in which the following delegates took part: Viscount CECIL (British Empire), Dr. VON SCHUBERT (Germany), M. A. NEMOURS (Haiti), Count BONIN-LONGARE (Italy), Dr. NANSEN (Norway), M. LOUWERS (Belgium), the CHAIRMAN and M. GOHR (Chairman of the Temporary Slavery Committee); the Sub-Committee, as a result of this discussion, adopted Article 2 subject to drafting amendments.

The Sub-Committee then discussed Article 3 of the Draft Convention (Slave Trade by Sea). A general discussion took place, particularly on the British proposal of assimilating slave-trade by sea to piracy and in general on the possibility of reinforcing the provisions of the Convention. The French delegation expressed its preference for rules analogous to those contained in the Convention on the Traffic in Arms (1925).

After an exchange of views between Viscount CECIL (British Empire), Count BONIN-LONGARE (Italy), Dr. NANSEN (Norway), Count VAN LYNDEN (Holland), and Sir Joseph COOK (Australia), the Commission adjourned in order to permit the British, French and Italian delegates to present in writing various amendments submitted by them during the meeting.

VIII. TROISIÈME ET QUATRIÈME SÉANCES DE LA TROISIÈME COMMISSION

La troisième Commission a tenu ses troisième et quatrième séances hier lundi 13 septembre, sous la présidence de M. VILLEGAS (Chili).

TROISIÈME SÉANCE.

Le PRÉSIDENT félicite le comte Bernstorff (Allemagne) qui prend place pour la première fois à la troisième Commission. Il met en discussion les points 2, 3 et 5 de l'ordre du jour, concernant la fabrication privée des armes, les renseignements statistiques sur le commerce et le contrôle du commerce international des armes.

M. GUERRERO (Salvador) constate que la Convention sur le commerce des armes, etc., a été ratifiée par un seul des signataires. Il croit qu'en raison de la liaison étroite entre le contrôle de la fabrication et celui du commerce des armes, les pays non producteurs attendent, pour ratifier la première, que soit conclue une convention analogue sur la fabrication, conformément à l'engagement pris par les Etats producteurs. L'Assemblée de 1925 avait envisagé la convocation d'une conférence internationale avant l'Assemblée de 1926. Ce vœu n'a pas pu être exaucé, mais, il importe que l'Assemblée demande au Conseil à nouveau la convocation de cette conférence, dans un délai aussi court que possible.

M. LANGE (Norvège) appuie les observations de M. Guerrero. Il s'étonne de ce que dans la résolution du Conseil du 4 septembre 1926 on attire l'attention de l'Assemblée sur la liaison qui existe entre la fabrication privée et le problème général du désarmement. Il fait observer que les études sur la fabrication privée sont entreprises depuis le début de la Société des Nations et il ne voit pas de raisons valables pour retarder la convocation d'une conférence.

Le général LAIDONER (Esthonie) se déclare d'accord avec MM. Guerrero et Lange.

M. MARKOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes), à son tour, appuie la proposition de M. Guerrero pour les mêmes raisons. Il demande également une explication sur la résolution du Conseil à laquelle vient de se référer M. Lange.

Il ne pourrait pas admettre qu'elle signifie que le problème de la fabrication privée est ajournée jusqu'à la solution complète du problème du désarmement. Par contre, il pourrait approuver la liaison entre ces deux problèmes si cette résolution n'avait d'autre but que de la constater.

M. LATHAM (Australie) croit que la Commission n'est pas en mesure de discuter cette question avant d'être au courant des travaux du désarmement.

Le comte BERNSTORFF (Allemagne) remercie le Président des paroles aimables qu'il a prononcées à son égard et affirme la volonté de la délégation allemande de coopérer loyalement aux travaux de la troisième Commission.

Il lui semble difficile de vouloir accumuler trop de conférences en même temps. Par contre, il suggère que la question de la fabrication privée soit renvoyée également à la Commission préparatoire du désarmement.

M. PAUL-BONCOUR (France) explique que la résolution du Conseil du 4 septembre 1926 est motivée par les deux raisons suivantes :

1° L'avant-projet préparé est si précis qu'il pourrait être renvoyé sans aucune discussion à l'Assemblée et à une Conférence internationale.

2° Il existe un lien indiscutable entre la fabrication privée et le problème général de la réduction des armements et du contrôle de cette réduction.

Il est d'accord avec le délégué de l'Allemagne et voudrait éviter tout double emploi. Un travail mené parallèlement par une conférence sur la fabrication privée et par les commissions techniques s'occupant du désarmement pourrait aboutir à des contradictions gênantes, en particulier sur le point capital du contrôle. Il estime que, lors de la Conférence sur le commerce des armes, beaucoup de délégués ont été opposés à l'établisse-

VIII. THIRD AND FOURTH MEETINGS OF THE THIRD COMMITTEE

The Third Committee held its third and fourth meetings yesterday, Monday, September 13th, 1926, under the chairmanship of M. VILLEGAS (Chile).

THIRD MEETING.

The CHAIRMAN welcomed Count Bernstorff, who attended the meeting of the Third Committee for the first time.

He called upon the Committee to discuss items 2, 3 and 5 of the agenda concerning the private manufacture of arms and statistical information on the traffic in arms and the control of the international traffic in arms.

M. GUERRERO (Salvador) noted that the Convention on the Traffic in Arms, etc., had only been ratified by one of the signatory Powers. He thought that, owing to the close connection between the control of the manufacture and the control of the traffic in arms, non-producing countries were waiting until the manufacturing countries had concluded a similar convention regarding manufacture in conformity with the engagement which they had undertaken. The Assembly of 1925 had contemplated the summoning of an international conference to be held before the Assembly of 1926. This desire had not been fulfilled, but it was important for the Assembly to ask the Council once more to convene that conference within as short a period of time as possible.

M. LANGE (Norway) supported the observations of M. Guerrero. He was surprised that in the resolution of the Council dated September 4th, 1926, the attention of the Assembly was drawn to the connection existing between private manufacture and the general problem of disarmament. He would point out that investigations into private manufacture had been undertaken since the beginning of the League of Nations, and he saw no valid reason for retarding the convening of a conference.

General LAIDONER (Esthonia) agreed with M. Guerrero and M. Lange.

M. MARKOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) also supported the proposal of M. Guerrero for the same reasons. He asked for an explanation regarding the resolution of the Council to which M. Lange had referred.

He could not agree that it meant that the problem of private manufacture was postponed until a complete solution for the problem of disarmament had been found. On the other hand he would agree to the establishment of a connection between these two problems provided that the resolution did no more than state the fact of its existence.

Mr. LATHAM (Australia) thought that the Committee could not discuss this question until it had been informed of the progress with regard to the work of disarmament.

Count BERNSTORFF (Germany) thanked the Chairman for his kind welcome and informed the Committee of the desire of the German delegation to co-operate loyally in its work.

He thought it would be difficult to summon too many conferences to meet simultaneously. On the other hand, he would suggest that the question of private manufacture should also be submitted to the Preparatory Committee on Disarmament.

M. PAUL-BONCOUR (France) explained that the resolution of the Council of September 4th, 1926, had been adopted for the two following reasons:

(1) The preliminary draft scheme prepared was so definite in its terms that it could be sent without any discussion to the Assembly and to an international conference.

(2) There was indisputable connection between private manufacture and the general problem of the reduction of armaments and of the control of that reduction.

He agreed with the German delegate in his desire to avoid duplication of work. The work carried on at one and the same time by a conference on the private manufacture of arms and by technical committees dealing with disarmament might result in mischievous contradictions, especially as regarded the main point: the question of control. He thought that at the time of the conference on the traffic in arms many delegates

ment d'un contrôle international en raison de l'inégalité des obligations qui pesaient sur les contractants.

- o Il craint qu'un fait analogue se produise dans une convention sur la fabrication privée par suite des différences qui existent entre les Etats possédant ou non des fabrications d'Etat. Il insiste sur ce point que la fabrication privée n'est qu'une partie du problème général de limitation et de réduction des armements. Si la Commission estime comme lui-même en est persuadé qu'une conférence du désarmement peut se réunir dans un avenir pas trop éloigné, il semble inutile de vouloir résoudre actuellement ce point particulier de la fabrication privée.

Le délégué de la France rappelle que, l'année dernière, la troisième Commission a pris l'initiative de commencer les travaux préparatoires de désarmement dans une situation politique très incertaine. Il estime qu'elle devrait cette année manifester sa volonté ferme de voir aboutir ses travaux et il espère pour terminer qu'il a la conviction profonde que la réunion prochaine d'une conférence de réduction des armements est possible et qu'elle doit réussir.

- o M. GUERRERO (Salvador) pense que le prestige de l'Assemblée diminuerait si la résolution qu'elle a prise en 1925 demandant la convocation d'une conférence pour la fabrication privée était annulée par une décision de 1926. Pour beaucoup de gens le fait de joindre cette question à celle plus générale du désarmement semblerait être un enterrement de la question. Il n'est donc pas d'avis de renvoyer le projet à la Commission préparatoire du désarmement et il propose de demander la convocation d'une conférence internationale pour 1927.

M. KROFTA (Tchécoslovaquie) ne partage pas le pessimisme de M. Guerrero et espère comme M. Paul-Boncour que la conférence du désarmement pourra se réunir l'année prochaine.

M. DE BROUCKÈRE (Belgique) ne veut pas se prononcer d'une façon définitive sur la réunion d'une conférence pour la fabrication privée, mais il insiste pour qu'on ne fasse rien qui soit de nature à laisser croire qu'on se résigne à renvoyer à un avenir indéterminé la conférence du désarmement.

- o Il estime qu'après la séance solennelle qui a eu lieu à l'Assemblée lors de l'entrée de l'Allemagne, la troisième Commission doit prévoir la réunion de la conférence du désarmement à une date prochaine. Il fait observer, en outre, que le problème ne porte pas seulement sur la fabrication privée mais également sur la fabrication d'Etat, sinon on risquerait de créer entre les Etats des inégalités inadmissibles. Le délégué de la Belgique croit d'ailleurs que le contrôle des établissements publics est possible; il existe, en particulier, en Belgique. Il faut savoir, en outre, à la Commission que la Belgique est prête à ratifier la convention sur le commerce des armes à la condition que les autres Etats producteurs ratifient en même temps.

Le général DE MARINIS (Italie) pense comme M. Paul-Boncour qu'il y a une relation étroite entre le problème du contrôle de la fabrication privée et le problème général du désarmement. Il pense également, d'après la façon dont se sont déroulés les travaux préparatoires, qu'il sera possible de réunir une conférence du désarmement dans un délai assez court. En ce qui concerne l'avant-projet du contrôle de la fabrication privée, préparé par le Comité d'études, il croit qu'on pourrait encore l'amender en tenant compte des réponses des gouvernements et, en conclusion, il déclare appuyer les suggestions de M. Paul-Boncour et de M. de Brouckère.

- o Le vicomte ISHII (Japon) pense également qu'il y a une liaison très intime entre les différents aspects du problème du désarmement et qu'on risque, en les étudiant séparément, de faire des doubles emplois. Une convocation prématurée d'une conférence sur la fabrication privée ne donnerait pas les résultats qu'on peut attendre d'une solution d'ensemble.

Lord ONSLOW (Empire Britannique) fait observer que lorsque la résolution de 1925 a été adoptée, la situation était toute différente de ce qu'elle est maintenant. En mars 1926, le Conseil a institué une commission chargée des travaux préparatoires du désarmement et il serait regrettable de prendre aujourd'hui des mesures qui pourraient compromettre le succès de ces

had been opposed to the establishment of an international control because of the unequal nature of the obligations which were imposed on the contracting States.

He feared that a similar position would arise with regard to a convention on private manufacture because of the differences existing between States which did and States which did not possess State manufactories. He urged that private manufacture was only a part of the general problem of the limitation and reduction of armaments. If the Committee thought, as he was persuaded that it would think, that the conference on disarmament might meet in a not too remote future, it seemed useless to try to settle the particular question of private manufacture at that moment.

He would remind the Committee that in the previous year the Third Committee had taken the first steps towards beginning the preparatory work on disarmament in a political situation of great uncertainty. He thought that it should on this occasion show its firm desire to see that work brought to a successful conclusion. Finally he would repeat that it was his profound conviction that the forthcoming meeting of the conference on the reduction of armaments was possible and that such a conference would be successful.

M. GUERRERO (Salvador) considered that the prestige of the Assembly would be lessened if the resolution which it had taken in 1925 requesting the convening of a conference concerning private manufacture were superseded by a decision taken in 1926. To many persons the effect of joining this question to the more general question of disarmament appeared to amount to burying it. He did not therefore think that the scheme proposed by the Preparatory Committee on Disarmament should be set aside, and he proposed that the convening of an international conference to meet in 1927 should be requested.

M. KROFTA (Czechoslovakia) did not share the pessimistic view of M. Guerrero and hoped, with M. Paul-Boncour, that the conference on disarmament would meet next year.

M. DE BROUCKERE (Belgium) did not wish to express a definite opinion on the meeting of a conference on private manufacture. He urged the Committee, however, to do nothing which might make it appear that it viewed with resignation the postponement *sine die* of the disarmament conference.

He considered that after the solemn meeting of the Assembly in connection with Germany's entry into the League, the Third Committee ought to foresee that the conference on disarmament would take place at a near date. He would point out, further, that the problem did not concern only private manufacture but also State manufacture. If this were not the case, States would be placed in an unequal position, which was inadmissible. The Belgian delegate thought that the control of public establishments was possible. It existed, for instance, in Belgium. He informed the Committee that Belgium was ready to ratify the Convention on the Traffic in Arms provided that the other producing States would ratify at the same time.

General DE MARINIS (Italy) agreed with M. Paul-Boncour in thinking that there was a close connection between the problem of the private manufacture and the general problem of disarmament. He also thought that, as a result of the manner in which the preparatory work had been carried on, it would be possible to summon a conference on disarmament in a fairly short time. The preliminary draft scheme for the control of private manufacture drawn up by the committee of investigation could, he considered, still be amended, account being taken of the replies of Governments. In conclusion he declared himself in favour of the suggestion put forward by M. Paul-Boncour and M. de Brouckère.

Viscount ISHII (Japan) also thought that there was a close connection between the various aspects of the problem of disarmament and that there might be a duplication of work if they were investigated separately. The premature summoning of a conference on private manufacture would not achieve the result which might be expected were a conference to be held to solve the whole problem.

Lord ONSLOW (Great Britain) pointed out that when the resolution of 1925 had been adopted the situation had been quite different from what it was at the moment. In March 1926 the Council had set up a Committee whose duty it was to carry out preparatory work on disarmament, and it would be regrettable now to adopt measures which might compromise

travaux, et il appuie donc dans ces conditions la résolution du Conseil. En ce qui concerne la ratification de la Convention sur le commerce des armes, il informe la Commission que le Gouvernement britannique a pris l'initiative de consulter un certain nombre d'autres gouvernements pour leur demander la ratification simultanée de la Convention. Des négociations sont en cours et on peut espérer qu'elles aboutiront.

M. LANGE (Norvège) se félicite des déclarations très satisfaisantes faites par MM. Paul-Boncour, de Brouckère et de Marinis, mais il proteste contre l'idée que la procédure proposée pour la fabrication privée pourrait entraver les travaux du désarmement. Il fait observer, en outre, que la liaison que le Conseil signale entre la question de la fabrication privée et celle plus générale du désarmement est une idée toute nouvelle et que, jusqu'alors, on avait cru que ces questions pouvaient être résolues séparément. Il réserve son opinion sur la question de savoir s'il faut surseoir à la convocation d'une conférence sur la fabrication privée jusqu'à la fin des travaux du désarmement.

M. GUERRERO (Salvador) déclare s'associer à M. Lange pour protester contre l'idée émise que les propositions qu'il a faites auraient entravé les travaux du désarmement. Il serait très heureux de voir convoquer aussi vite que possible une conférence pour la réduction des armements mais il croit, cependant, que cette conférence aurait plus de chance de succès si on avait conclu au préalable un accord sur la fabrication privée. Néanmoins, il accepte le projet de résolution que M. Jouhaux va développer.

M. JOUHAUX (France) propose de présenter une résolution dont le dernier alinéa est ainsi conçu :

« Que soient continuées les études sur la fabrication privée afin qu'elles puissent être incluses dans le programme de la conférence du désarmement si celle-ci peut être réunie avant la huitième session de l'Assemblée ou, dans le cas contraire, afin que la question de la fabrication privée puisse faire l'objet d'une conférence spéciale réunie le plus tôt possible. »

M. Jouhaux a voulu éviter de donner l'impression que l'on essaie de retarder la solution du problème de la fabrication privée. Il signale, d'autre part, qu'aux yeux de l'opinion publique le problème du désarmement prime tous les autres et qu'elle ne serait pas satisfaite si, prochainement, en place d'une conférence du désarmement, elle voyait seulement se réunir une conférence sur la fabrication privée.

M. MUNCH (Danemark) déclare que l'espoir exprimé par M. Paul-Boncour de voir se réunir une conférence du désarmement dans un délai assez court est partagé par d'autres Etats et qu'il serait utile que l'Assemblée soulignât cette espérance dans une résolution, mais M. Munch ne voit pas pour cela la nécessité d'abandonner la conférence sur la fabrication privée surtout si l'on se borne à étudier l'avant-projet établi par le Comité du Conseil et qui lui semble n'être qu'une première étape assez peu hardie.

Après le succès d'une conférence de réduction des armements, on pourrait faire une deuxième étape dans la solution de la fabrication privée, au besoin même par la suppression totale de la fabrication.

M. DIDERICH (Luxembourg) appuie la proposition de M. Jouhaux et espère aussi la réunion prochaine d'une conférence du désarmement.

QUATRIÈME SÉANCE.

La Commission adopte à l'unanimité le projet de résolution ci-dessous présenté par la délégation française :

« L'Assemblée affirme à nouveau l'étroite liaison qui existe entre la question du contrôle de la fabrication privée des armes et munitions et des matériels de guerre et leur commerce international.

« Constate qu'à la date de ce jour la Convention sur le contrôle du commerce international n'a été ratifiée que par un seul

the success of this work. He therefore supported the resolution of the Council. With regard to the ratification of the Convention on the Traffic in Arms, he informed the Committee that the British Government had taken the initiative and consulted a certain number of other Governments with a view to requesting them to ratify the Convention simultaneously. Negotiations were in progress, and it was to be hoped that they would be successful.

M. LANGE (Norway) was glad to note the very satisfactory statements made by M. Paul-Boncour, M. de Brouckère and General de Marinis. He protested, however, against the idea that the procedure proposed for dealing with private manufacture might hinder the work of disarmament. He would point out that the connection to which the Council referred between the question of private manufacture and the more general question of disarmament was quite a new conception, and that until then it had been the general opinion that such questions could be settled separately.

He would reserve his opinion on the question whether the Committee should abandon the idea of convening a conference on private manufacture until the end of the work of disarmament.

M. GUERRERO (Salvador) agreed with M. Lange in his protest against the idea that the proposals which he had made would interfere with the work of disarmament. He would be very happy to see a conference for the reduction of armaments convened as quickly as possible, but he thought nevertheless that such a conference would have a greater chance of success if an agreement on private manufacture had first been concluded. Nevertheless he accepted the draft resolution upon which M. Jouhaux was about to comment.

M. JOUHAUX (France) submitted a resolution of which the last paragraph was as follows :

“ That the investigations into private manufacture be continued in order that they may be included in the programme of the conference on disarmament if such a conference can be summoned to meet before the Eighth Session of the Assembly, or, if this be not possible, in order that the question of private manufacture may be made the object of a special conference to meet as soon as possible.”

M. Jouhaux said that he had desired to avoid giving the impression that an endeavour was being made to delay the solution of the problem of private manufacture. He pointed out that in the eyes of public opinion the problem of disarmament took precedence over all others, and public opinion would not be satisfied if it were shortly to witness in place of a conference on disarmament a mere conference on private manufacture.

M. MUNCH (Denmark) said that the hope expressed by M. Paul-Boncour that a conference on disarmament would meet in a fairly short time was shared by other States, and it would be useful for the Assembly to emphasise that hope in a resolution. He did not, however, see any necessity for abandoning the conference on private manufacture, especially if it were limited to studying the preliminary draft scheme drawn up by the Committee of the Council, which, in his view, did not appear to mark a very decisive stage.

After the success of a conference on the reduction of armaments, a second step forward could be taken towards the solution of private manufacture by, if necessary, decreeing the total abolition of such manufacture.

M. DIDERICH (Luxemburg) supported the proposal of M. Jouhaux and also hoped that the meeting of the disarmament conference would take place shortly.

FOURTH MEETING.

The Committee unanimously adopted the following draft resolution submitted by the French delegation.

“ The Assembly once again draws attention to the close connection which exists between the question of the supervision of the private manufacture of arms, of ammunition and implements of war and the international trade in these articles;

“ It notes that up to the present the Convention on the Supervision of the International Trade has been ratified by only one

pays signataire, et espère que les efforts faits en vue d'obtenir la ratification des principaux pays producteurs aboutiront le plus tôt possible;

« Prend acte des travaux effectués sous la direction du Conseil en matière de contrôle de la fabrication privée;

« Déclare partager l'avis du Conseil au sujet de la liaison qui existe entre cette question et le problème d'ensemble actuellement à l'étude de la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement,

« Insiste sur la nécessité d'aboutir le plus tôt possible à une convention, tout en reconnaissant la priorité qui devrait être accordée aux travaux de la Convention sur le désarmement,

« Et propose au Conseil de continuer les études sur la fabrication privée afin qu'elles puissent être incluses dans le programme de la Conférence du désarmement, si celle-ci peut être réunie avant la huitième Assemblée, ou dans le cas contraire, afin qu'elles puissent faire l'objet d'une Conférence spéciale réunie le plus tôt possible. »

Annuaire militaire.

M. JOUHAUX (France) observe qu'il y aurait intérêt à ce que l'Annuaire militaire soit établi pour tous les pays sur un plan uniforme et qu'une distinction nette soit faite entre les forces métropolitaines et les forces coloniales pour les pays ayant des territoires d'outre-mer.

M. DE MARINIS et M. LANGE félicitent le Secrétariat des progrès réalisés dans la publication de l'Annuaire.

Règlement pacifique des différends internationaux. Arbitrage, sécurité, désarmement (rapports du Conseil).

Le PRÉSIDENT déclare qu'il s'est mis en rapport avec le Président de la première Commission, qui présentera ultérieurement des propositions.

M. LANGE (Norvège) fait une critique du document C.34 contenant un certain nombre de traités d'arbitrage et de conciliation. Il estime ce document incomplet; il n'a pas été tenu compte des traités non enregistrés à la Société des Nations et qui, d'après M. Lange, doivent se monter à environ une centaine.

M. Lange pense qu'il serait très utile de suivre les suggestions présentées par M. Markovitch et qu'on pourrait envisager la possibilité d'une surveillance de la Société des Nations sur les traités d'arbitrage dont certains peuvent être donnés en exemple et dont d'autres ne laissent pas de présenter quelques stipulations inquiétantes. Il fait observer, en outre, que pour couvrir tous les cas possibles de différends pouvant naître dans le monde, il faudrait un nombre considérable de traités d'arbitrage et que cette procédure ne constitue donc qu'un pis-aller.

M. MARKOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) déclare que le système d'accords particuliers recommandé par la dernière Assemblée à défaut de protocole n'offre aux Etats qu'une sécurité toute relative, bien qu'il soit certain que depuis la signature des Accords de Locarno on puisse admettre que l'état de sécurité est plus grand en Europe.

Sans vouloir refaire le protocole, il estime qu'il serait indispensable de tirer des accords particuliers des conclusions d'ordre général qu'on pourrait recommander aux différents Membres de la Société des Nations pour la conduite de leur politique extérieure.

M. Markovitch craint que la Conférence du désarmement ne se heurte ainsi que la Commission préparatoire à la question de la sécurité. Il ne croit pas que les garanties qu'on peut trouver dans les accords particuliers soient suffisantes pour compenser les risques du désarmement.

Il estime que les traités d'arbitrage pourraient être multipliés entre les Membres de la Société des Nations et il ajoute que, en ce qui concerne la garantie de l'intégrité territoriale des Etats, il ne comprend pas comment un Etat ayant souscrit au Pacte pourrait se refuser à prendre dans un contrat bilatéral l'engagement solennel de ne rien entreprendre contre l'intégrité de tel autre Etat.

Il répète en terminant que sa proposition consiste à demander à l'Assemblée de prier le Conseil d'examiner les traités particuliers pour en tirer des conclusions générales pouvant valoir

signatory country, and hopes that the efforts which are being made to obtain the ratification of the principal producing countries will soon be successful;

"It notes the work which has been carried out under the direction of the Council with regard to the supervision of private manufacture;

"It declares that it is in agreement with the Council as regards the connection which exists between this question and the whole problem now being examined by the Preparatory Commission for the Disarmament Conference;

"It lays stress upon the necessity of concluding a convention as soon as possible, though it recognises that priority must be accorded to work in connection with the Convention on Disarmament.

"It therefore proposes that the Council should continue its enquiries regarding private manufacture in order that these questions may be included in the programme of the disarmament conference if this conference can be convened before the Eighth Session of the Assembly, or, if that is impossible, in order that a special conference may be convened as soon as possible to deal with the matter."

Military Year-book.

M. JOUHAUX said it was of importance that the *Military Year-book* should be established by all the countries on a uniform plan and that a clear distinction should be drawn between the forces of the mother country and the colonial forces of all States which possessed overseas territories.

M. DE MARINIS and M. LANGE congratulated the Secretariat on the progress achieved in the publication of the *Year-book*.

Peaceful Settlement of International Disputes. Arbitration, Security, Disarmament. Reports of the Council.

The CHAIRMAN said that he had discussed the matter with the Chairman of the First Committee, who at a later stage would submit proposals.

M. LANGE (Norway) criticised document C.34, which contained a certain number of arbitration and conciliation treaties. He thought this document was incomplete. No account was taken of treaties not registered with the League of Nations, which he estimated must amount to about a hundred. He thought that it would be useful to follow the suggestions made by M. Markovitch and that the possibility might be contemplated of supervision by the League of Nations of arbitration treaties, some of which might be given as good examples, while others did not fail to reveal a number of disquieting provisions. He would, moreover, observe that, in order to cover possible cases of disputes which might arise in the world, a considerable number of arbitration treaties would be necessary and that this procedure could only be regarded as a *pis aller*.

M. MARKOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) said that the system of special agreements recommended by the last Assembly in default of the protocol only gave States an altogether relative security, though it was certain that since the signature of the Agreements of Locarno the position in regard to security was admittedly better in Europe.

Without wishing to make another protocol, he thought that it was indispensable to draw from the special agreements conclusions of a general character which might be recommended to the various Members of the League of Nations for the conduct of their external policy.

He feared that the Disarmament Conference would, like the Preparatory Committee, find this question of security an obstacle to its progress. He did not think that the guarantees to be found in the special agreements would be sufficient to compensate for the risks of disarmament.

He thought that arbitration treaties might be multiplied between the Members of the League of Nations, and he did not understand, with regard to the guarantee of the territorial integrity of States, how a State which had subscribed to the Covenant could refuse to undertake, by means of a bilateral contract, a solemn engagement not to embark upon any enterprise directed against the integrity of another State.

He would, in conclusion, repeat his proposal, which consisted in asking the Assembly to request the Council to examine the special treaties in order to draw from them general conclusions

pour la politique étrangère de tous les Membres de la Société et donnant aux Etats qu'on invite à désarmer les garanties nécessaires.

M. LATHAM (Australie) croit qu'il n'est pas suffisant d'organiser des juridictions si l'on n'établit pas les bases du droit et que le premier problème consiste donc à codifier le droit international, mais il pense que c'est une tâche qui, autant qu'il résulte de la discussion actuelle, est plutôt de la compétence de la première Commission.

M. GUERRERO (Salvador), en sa qualité de membre du Comité de codification du droit international, donne des précisions sur la procédure de ce Comité. Il croit que si la Commission le désire, il serait possible d'arriver, en collaboration avec la première Commission, à poser la question sous une forme telle qu'elle puisse être envoyée au Comité de codification.

M. MARKOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes), fait observer que la troisième Commission est une commission essentiellement politique et que les solutions qu'elle propose et, qui feront partie du droit international, sont obtenues toutefois en partant du point de vue politique. C'est donc à la troisième Commission qu'il appartient de trouver une solution, quitte à demander ensuite à la première Commission si elle y voit des difficultés juridiques.

Le PRÉSIDENT propose d'attirer l'attention de la première Commission sur le côté juridique de la question et d'instituer une sous-commission chargée de formuler un projet de résolution en ce qui concerne le côté politique.

Cette proposition est adoptée et la Sous-Commission est composée comme suit:

Général DE MARINIS, M. MARKOVITCH, M. PAUL-BONCOUR, comte BERNSTORFF, comte ONSLOW, vicomte ISHII, M. LANGE, M. GUERRERO.

IX. SIGNATURES ET RATIFICATIONS DES ACCORDS INTERNATIONAUX

Le Secrétariat de la Société des Nations a reçu le 13 septembre 1926, du Ministère des Affaires étrangères de la République Française, la ratification, par le Gouvernement de la République de la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières et du Protocole y relatif, signés à Genève le 3 novembre 1923.

which might be of value in guiding the foreign policy of all the Members of the League and which might give to the States invited to disarm the necessary guarantees.

Mr. LATHAM (Australia) thought that it was not sufficient to organise jurisdictions unless the bases of law were established. He believed that the first problem was to codify international law, but this was a task which, as appeared from the present discussion, lay rather within the competence of the First Committee.

M. GUERRERO (Salvador), speaking as a member of the League Committee on the Codification of International Law, gave details regarding the procedure of this Committee. He believed that, if the Third Committee so desired, it would be possible, in collaboration with the First Committee, to raise the question in a form which would enable it to be referred to the Committee on Codification.

M. MARKOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovènes) observed that the Third Committee was essentially a political committee and that the solutions which it proposed should form part of international law were all derived from political considerations. It was therefore for the Third Committee to find a solution, but the First Committee might be asked whether it saw any legal difficulties in the way of it.

The CHAIRMAN proposed to draw the attention of the First Committee to the legal aspect of the question and to appoint a Sub-Committee to draw up a draft resolution dealing with the political spect.

This proposal was adopted, and the Sub-Committee was constituted as follows: M. DE MARINIS, M. MARKOVITCH, M. PAUL-BONCOUR, Count BERNSTORFF, the EARL OF ONSLOW, M. LANGE, M. GUERRERO, Viscount ISHII.

IX. SIGNATURES AND RATIFICATIONS OF INTERNATIONAL ENGAGEMENTS.

The Secretariat of the League of Nations received on September 13th, 1926, from the Minister for Foreign Affairs of the French Republic, the ratification by the Government of the Republic of the International Convention relating to the Simplification of Customs Formalities and Protocol relating thereto (Geneva, November 3rd, 1923).

X. CORRECTIONS ET ADJONCTIONS A LA LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS X. CORRECTIONS AND ADDITIONS TO THE LIST OF MEMBERS OF COMMITTEES.

DEUXIÈME COMMISSION — SECOND COMMITTEE.

Italie: M. Alberto LUTRARIO.

TROISIÈME COMMISSION — THIRD COMMITTEE.

Lithuanie: M. V. SIDZIKASKAS, au lieu de — instead of — M. B. K. Balutis.

SIXIÈME COMMISSION — SIXTH COMMITTEE.

Lithuanie: M. V. SIDZIKASKAS, au lieu de — instead of — M. B. K. Balutis.

XI. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE

A.44. Réfugiés arméniens et russes. Rapport du Haut Commissaire pour les réfugiés sur des questions concernant les réfugiés arméniens et russes, transmis par le Directeur du Bureau international du Travail.

C.535-M.205.1926.VII. Note du Ministre des Affaires étrangères d'Espagne.

XI. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY.

A.44. Armenian and Russian Refugees: Report by the High Commissioner for Refugees on Armenian and Russian Refugee, Questions, forwarded by the Director of the International Labour Office.

C-535-M.205.1926.VII. Note from the Spanish Minister of Foreign Affairs.

JOURNAL

DE LA
SEPTIÈME SESSION
ORDINAIRE
DE L'
ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1926

OF THE
SEVENTH ORDINARY
SESSION
OF THE
ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1926

N° 9. — MERCREDI 15 SEPTEMBRE 1926.

No. 9: — WEDNESDAY, SEPTEMBER 15th, 1926.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beau-Regard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beau-Regard.

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

MAINTIEN DE L'ORDRE DANS LA SALLE D'ASSEMBLÉE

DÉCISION DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE.

I. *Le rez-de-chaussée de la salle, à l'exception des sièges réservés au fond, sera affecté exclusivement aux délégués, délégués suppléants, experts, conseillers, secrétaires et membres du Secrétariat. Le public ou les membres des familles des personnes susmentionnées ne seront pas autorisés à y pénétrer.*

2. *Conformément à la pratique suivie dans les parlements nationaux, aucun applaudissement ne sera toléré dans les galeries réservées à la presse et au public.*

MAINTENANCE OF ORDER IN THE ASSEMBLY HALL.

DECISION OF THE GENERAL COMMITTEE OF THE ASSEMBLY.

I. *The ground floor of the Assembly Hall, except the reserved seats at the back, is intended exclusively for delegates, substitute delegates, experts, advisers, secretaries and members of the Secretariat. The public or members of the families of the persons mentioned above will not be admitted to this part of the hall.*

2. *In conformity with the practice followed in national parliaments, no applause will be allowed in the galleries reserved for the Press and for the public.*

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	100
II. Neuvième séance plénière de l'Assemblée.	100
III. Troisième séance de la Première Commission	105
IV. Quatrième séance de la Première Commission	108
V. Cinquième séance de la deuxième Commission.	109
VI. Séance de la Sous-Commission de la troisième Commission	111
VII. Sixième Commission: Sous-Commission (Esclavage)	111
VIII. Liste des documents distribués aux membres de l'Assemblée.	111

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	100
II. Ninth Plenary Meeting of the Assembly	100
III. Third Meeting of the First Committee.	105
IV. Fourth Meeting of the First Committee	108
V. Fifth Meeting of the Second Committee	109
VI. Meeting of the Sub-Committee of the Third Committee	111
VII. Sixth Committee: Sub-Committee (Slavery).	111
VIII. List of Documents distributed to Members of the Assembly.	111

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Séances plénières de l'Assemblée.

Deux séances plénières auront lieu aujourd'hui mercredi 15 septembre, dans la Salle de la Réformation.
La séance du matin aura lieu à 10 heures.

Ordre du jour :

Propositions faites par la Commission chargée d'étudier la question de la composition du Conseil concernant le mode d'élection des Membres non permanents du Conseil, et le régime de leurs mandats.

La séance de l'après-midi aura lieu à 15 heures.

Bureau de l'Assemblée.

Le Bureau de l'Assemblée se réunira aujourd'hui mercredi 15 septembre, à la Salle de la Réformation (Bureau de la Présidence) immédiatement après la séance du matin.

Troisième Commission: Sous-Commission.

La Sous-Commission de la troisième Commission se réunira aujourd'hui mercredi 15 septembre, à 15 heures, dans la Salle de la Réformation.

II. NEUVIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue à la Salle de la Réformation le mardi 14 septembre 1926,
à 15 h. 30.

Maintien de l'ordre dans la Salle des séances de l'Assemblée.

Le PRÉSIDENT informe l'Assemblée que le Bureau, au cours de sa réunion du 13 septembre, a examiné diverses dispositions qui pourraient être prises afin de faciliter à la présidence sa tâche, qui est de maintenir l'ordre pendant les séances plénières de l'Assemblée. Le Bureau a exprimé le désir que l'attention de l'Assemblée soit appelée de nouveau sur la décision prise par lui et qui prévoyait que le parterre de la salle des séances serait exclusivement réservé aux membres des délégations et du Secrétariat. Le Bureau fait appel aux délégations afin que cette règle soit scrupuleusement observée.

De plus, afin de faire observer le silence pendant les discours et d'assurer une certaine liberté de mouvement durant les traductions, le Président fait les propositions suivantes:

1^o A la fin d'un discours, et avant que la traduction ne soit commencée, il sera laissé un intervalle d'une ou deux minutes, pour permettre à toute personne qui ne désirera pas entendre la traduction de quitter la salle des séances;

2^o Les portes des galeries réservées à la presse et au public seront strictement fermées, sauf au cours des intervalles entre deux discours ou entre un discours et sa traduction;

3^o Les huissiers auront pour instructions de prévenir les conversations et les mouvements du public durant les discours et leur traduction.

Ces propositions sont adoptées.

Rapport de la Commission de l'ordre du jour sur les projets de résolution présentés par lord Cecil.

Le rapport de la Commission de l'ordre du jour est adopté.

(Pour les propositions de la Commission de l'ordre du jour concernant ces projets de résolution, voir le *Journal de l'Assemblée*, N^o 8, page 88.)

Rapport sur l'œuvre du Conseil (suite).

M. BOUROFF (Bulgarie) déclare que son pays a un double devoir de reconnaissance à remplir envers la Société des Nations.

En premier lieu, la Société a réussi, dans un bref délai, à régler l'incident de frontière du mois d'octobre dernier, en méritant la gratitude des deux peuples intéressés et en soulignant

I. PROGRAMME OF MEETINGS

Plenary Meetings of the Assembly.

There will be two plenary meetings of the Assembly to-day (Wednesday, September 15th) at the Salle de la Réformation. The morning meeting will take place at 10 a.m.

Agenda:

Proposals made by the Committee on the Composition of the Council regarding the method of election and tenure of the non-permanent seats on the Council.

The afternoon meeting will take place at 3 p.m.

General Committee of the Assembly.

The General Committee of the Assembly will meet to-day (Wednesday, September 15th) at the Salle de la Réformation (President's Room) immediately after the morning plenary meeting.

Third Committee: Sub-Committee.

The Sub-Committee of the Third Committee will meet to-day (Wednesday, September 15th) at 3 p.m. at the Salle de la Réformation.

II. NINTH PLENARY MEETING

held at the Salle de la Réformation at 3.30 p.m. on Tuesday,
September 14th, 1926.

Maintenance of Order in the Assembly Hall.

The PRESIDENT said that the General Committee of the Assembly had on September 13th examined various proposals for assisting the President in his task, which was to maintain order during the plenary meetings of the Assembly. The General Committee had expressed a desire that the attention of the Assembly should again be drawn to the decision which it had taken. This decision was to the effect that the floor of the Assembly Hall should be reserved exclusively for the members of the delegations and of the Secretariat. The General Committee of the Assembly appealed to the delegations to see that this rule was scrupulously observed.

Moreover, in order to secure silence during the speeches, and to ensure a certain freedom of movement during translations, he would propose:

(1) That, at the end of a speech and before the translation was begun, an interval of one or two minutes should be left to enable anyone who did not wish to hear the translation to leave the Assembly Hall;

(2) That the doors of the galleries reserved for the Press and public should be closed except during the intervals between two speeches or between a speech and its translation;

(3) That the attendants should be instructed to check talking and movement among the public during speeches or translations.

The proposals were adopted.

Report of the Agenda Committee on the Draft Resolutions presented by Viscount Cecil.

The report of the Agenda Committee was adopted.

(For the proposals of the Agenda Committee in regard to these draft resolutions, see *Assembly Journal* No. 8, page 88).

Report on the Work of the Council (continuation).

M. BOUROFF (Bulgaria) said that his country owed a twofold debt of gratitude to the League of Nations.

First, the League had succeeded in a very short time in settling the frontier incident which had arisen last October, thereby deserving the gratitude of the two nations concerned

en même temps non seulement son autorité morale, mais l'efficacité de son action.

- En second lieu la Bulgarie, en présence du problème que représentait pour elle l'afflux de milliers de réfugiés, problème grave par les dangers politiques, sociaux et sanitaires qu'il impliquait, et dans l'impossibilité de le résoudre soit par ses propres ressources, soit en concluant directement un emprunt extérieur, car toutes ses ressources étaient gagées au titre des réparations, la Bulgarie sollicita au début de mai l'intervention de la Société. Dès le commencement de juin, la question recevait une solution favorable en principe et, au cours de sa session présente, le Conseil a approuvé à l'unanimité l'octroi de l'emprunt demandé par la Bulgarie. Aujourd'hui, la Bulgarie peut disposer d'une avance de 400.000 livres sterling pour les besoins de l'établissement des réfugiés, en attendant la réalisation de l'emprunt aussitôt que les conditions du marché financier en permettront l'émission.

Le délégué de Bulgarie se refuse à critiquer l'œuvre de la Société ou à douter de ses destinées futures. Il déclare que son pays est fermement décidé à conformer toujours sa conduite à l'esprit pacifique de la Société et à contribuer, dans la mesure de ses forces, à l'activité grandissante de cette institution. La reconnaissance de la Bulgarie s'étend aux organes permanents de la Société des Nations.

- En dehors du devoir de gratitude, des raisons profondes, d'ordre général, fondent sa croyance en l'avenir de la Société, qui, née dans les chancelleries diplomatiques, est devenue aujourd'hui l'œuvre des nations elles-mêmes, sous la garde vigilante de la conscience mondiale.

Tous conserveront l'impression inoubliable de la journée historique du 10 septembre. Les paroles ardentes et sincères des représentants de l'Allemagne et de la France ont montré qu'il y a quelque chose de changé dans le monde. Tous les pays doivent suivre l'exemple de concorde et d'abnégation de ces deux grands peuples et leur exprimer leur reconnaissance pour la voie qu'ils indiquent.

- En terminant, le représentant de la Bulgarie se joint aux regrets unanimes qu'inspirent à l'Assemblée le départ du Brésil et de l'Espagne, et émet l'espoir que les circonstances permettront à ces deux pays de revenir sur leur décision dans un proche avenir.

M. LOUDON (Pays-Bas) désire appeler l'attention de l'Assemblée sur certains chapitres du rapport du Conseil.

La délégation néerlandaise s'était particulièrement intéressée au rapport du Comité spécial de juristes, visé par la résolution du Conseil du 28 septembre 1923. Vingt-et-un gouvernements ont fait connaître leurs observations sur les points de ce rapport qui leur semblaient devoir être élucidés, à la suite d'une demande faite par l'Assemblée au Conseil, sur l'initiative de la délégation néerlandaise. Les observations des gouvernements se rapportent principalement aux mesures de coercition mentionnées dans la quatrième question soumise aux juristes, mesures qui préoccupent la plupart des gouvernements. Pour plusieurs d'entre eux, elles sont contraires à l'essence même de la Société des Nations; à défaut d'un critère pour établir si elles sont licites ou illicites, il est difficile de distinguer dans quelles circonstances elles sont permises et sous quelle forme. L'un d'eux déclare que des mesures consistant en violation de territoire sont inadmissibles comme étant contraires à l'article 10 du Pacte.

- Bien que les réponses démontrent qu'un grand nombre de gouvernements ayant étudié le rapport des juristes ne sont pas satisfaits et demandent des éclaircissements complémentaires, le Conseil est d'avis qu'il n'y aurait aucun avantage pratique à essayer de faire progresser la question en instituant à nouveau une commission chargée d'un nouvel examen des réponses du Comité spécial. Tout en regrettant cette décision, et bien que ne pouvant partager l'avis du Conseil suivant lequel tous les gouvernements ayant pu exprimer leur opinion, l'objet essentiel visé par la résolution du 26 septembre 1925 est atteint, la délégation des Pays-Bas n'insiste pas pour le moment sur la procédure qu'elle avait proposée. Toutefois, elle prie l'Assemblée de prendre acte d'une façon toute particulière de l'assurance donnée par le Conseil que, le cas échéant, il ne manquera pas de tenir compte des observations que lui avaient fait parvenir un aussi grand nombre de Membres de la Société.

Dans les Pays-Bas, on a suivi avec un vif intérêt les efforts du Comité d'experts qui travaille à la codification progressive

and emphasising not only its moral authority but also the effectiveness of its action.

Secondly, Bulgaria was recently confronted with the problem of the influx of thousands of refugees. The problem was serious owing to the political, social and sanitary dangers which it involved. Bulgaria was unable to settle this problem either by means of her own resources or by the direct conclusion of an external loan, as her assets were pledged for reparation purposes. Bulgaria accordingly, at the beginning of May, requested the intervention of the League. At the beginning of June a favourable solution had been found in principle for the question, and the Council, during its present session, had unanimously approved the granting of the loan which Bulgaria had requested. At the present moment Bulgaria had at her disposal an advance of £400,000 sterling for the establishment of the refugees, pending the raising of the loan as soon as the conditions of the financial market would enable it to be issued.

He certainly had no intention of criticising the work of the League or of expressing any doubt as to its future destiny. His country was firmly resolved to conduct its policy always in conformity with the peaceful spirit of the League and to contribute within the limits of her resources to its increasing activity. The gratitude of Bulgaria extended to the permanent bodies of the League of Nations.

Quite apart from her gratitude to the League, Bulgaria, for convincing reasons of a general character, had faith in the future of the League. The League, which had originated in the Foreign Offices, was to-day the work of the nations themselves under the vigilant protection of the public conscience of mankind. Everyone would retain an indelible impression of the historic day of September 10th. The cordial and sincere words of the representatives of Germany and France showed that a change had come over the world. All countries must follow the example and self-sacrifice shown by these two great nations and express to them their gratitude for the direction which they were giving to the policy of nations.

In conclusion, he would associate himself with the unanimous regrets felt by the Assembly for the departure of Brazil and Spain and express the hope that circumstances would enable these two countries to reconsider their decision in the near future.

M. LOUDON (Netherlands) wished to call the attention of the Assembly to certain chapters in the Report on the Work of the Council.

The Netherlands delegation was particularly interested in the report of the Special Committee of Jurists set up under the resolution of the Council of September 28th, 1923. Twenty-one Governments had forwarded their observations on the points in this report which appeared to them to require elucidation as the result of a request made by the Assembly to the Council on the initiative of the Netherlands delegation. The observations of the Governments dealt principally with the coercive measures mentioned in the fourth question submitted to the jurists, the majority of the Governments being chiefly interested in this point. Several Governments considered these measures contrary to the principles of the League of Nations. In default of a criterion to determine whether such measures were legitimate or illegitimate, it was difficult to distinguish under what circumstances they were permissible and what form they should take. One of the Governments declared that measures involving the violation of a territory were inadmissible as being contrary to Article 10 of the Covenant. Although the replies showed that a large number of Governments which had studied the report of the jurists were not satisfied and were asking for supplementary explanations, the Council was of opinion that there would be no practical advantage in endeavouring to proceed with the question by the appointment of a new Committee. The Netherlands delegation regretted this decision. It could not share the view of the Council that, as all the Governments had had an opportunity of expressing their views, the essential object of the resolution of September 26th, 1925, had been attained. The Netherlands delegation, however, did not for the moment insist on the procedure which it had proposed, but it begged the Assembly to take particular note of the assurance given by the Council that, if necessary, it would not fail to take into account the observations which so large a number of the Members of the League had forwarded to it.

The Netherlands had followed with keen interest the efforts of the Committee of Experts which was working upon the

du droit international. Le délégué néerlandais émet le vœu que le Comité d'experts veuille bien se restreindre, pour le moment, à des sujets de première importance, en état d'être actuellement codifiés. On aboutira ainsi plus rapidement à des résultats définitifs. Pour éviter tout double emploi, il faudrait laisser de côté des matières déjà étudiées par des conférences internationales spéciales, telles que celle de Bruxelles pour le droit maritime, celle de Berne pour la protection de la propriété industrielle et des œuvres littéraires et artistiques, celle de La Haye pour le droit international privé, enfin les conférences panaméricaines.

Appuyant le vœu du vicomte Cecil, et désireuse de faire un pas de plus, la délégation néerlandaise proposera à l'Assemblée une résolution décidant le renvoi à la première Commission du rapport dudit Comité.

Le délégué des Pays-Bas déclare ensuite que son Gouvernement a dernièrement renouvelé pour une période de dix ans son adhésion à la clause obligatoire de l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

Comme Puissance coloniale jouissant d'une expérience de plusieurs siècles, les Pays-Bas s'intéressent vivement au problème des mandats et à l'œuvre de la Commission permanente des mandats. La tâche de cette Commission est difficile et souvent délicate. La Commission s'applique à ne pas donner à son contrôle le caractère d'une ingérence et son activité mérite, il en est persuadé, tous les éloges de l'Assemblée.

La réduction des armements est le problème qui préoccupe le plus l'opinion publique du monde; c'est le grand but auquel vise l'article 8 du Pacte. Tous sentent que ce problème est parmi les plus difficiles à résoudre, parce qu'il est le plus intimement lié à la sécurité. La préparation d'une conférence internationale dite du désarmement est entreprise et est en bonne voie. La Commission préparatoire, à l'œuvre depuis le 18 mai, a constitué deux sous-commissions, l'une chargée de l'étude de l'aspect militaire, naval et aérien des problèmes qui lui sont confiés, l'autre de l'étude de l'aspect non militaire de ces mêmes problèmes.

La Sous-Commission militaire, qui reprendra ses travaux à la fin de ce mois, a terminé une grande partie de l'œuvre dont elle était chargée, et qui consistait principalement à éclaircir et préciser l'aspect technique et militaire des questions qui se posaient, en vue de l'élaboration d'un accord sur la réduction des armements.

La Sous-Commission non militaire, conformément à son mandat, a renvoyé certaines questions, pour avis, à la Commission instituée par le Conseil sous le nom de Commission mixte.

Sans vouloir faire de prévisions sur le délai dans lequel la Commission préparatoire aura terminé ses travaux, qu'il a l'honneur de présider, le délégué des Pays-Bas considère qu'ils se poursuivent avec assiduité et dans un esprit qui fait honneur à la Société et dénote la volonté absolue d'aboutir.

En face de l'admirable activité de la Société des Nations, de l'œuvre si remarquable du Conseil, qui a réglé, avec tact et rapidité de décision, des conflits déjà sanglants, peut-on prétendre que la Société n'a pas fait ses preuves? Ceux qu'il faut convaincre, ce sont moins les détracteurs systématiques que les indifférents. La Société des Nations ne songe pas à changer l'instinct des hommes, non plus qu'à diminuer le noble sentiment du patriotisme. Ce qu'elle veut, c'est habituer les hommes et les peuples, dirigés par leurs gouvernants, à réfléchir sur les conséquences funestes pour les vainqueurs comme pour les vaincus du recours aux armes pour régler un différend.

La Société vient de faire un pas immense vers l'universalité, et nul n'a pu entendre sans émotion le vibrant discours de M. Briand en réponse aux dignes paroles du premier délégué de l'Allemagne. Sans doute, ces derniers temps, on a éprouvé de rudes déceptions: deux Membres de la Société se sont retirés. Ce fait est évidemment regrettable mais ne saurait constituer un affaiblissement de la grande institution de Genève. L'œuvre de celle-ci est déjà assez forte pour subir quelques chocs passagers. Il faut travailler autant que possible en silence. Celles des nations qui quittent la Société se rendront bientôt compte d'elles-mêmes que celle-ci est déjà indispensable à la vie commune des peuples.

progressive codification of international law. He would express the wish that the Committee of Experts would for the moment confine itself to subjects of first importance which had reached the stage of being actually codified. Final results would more rapidly be achieved in that way. In order to avoid overlapping, it would be necessary to put on one side subjects which had already been studied by special international conferences, such as the Conference of Brussels for Maritime Law, of Berne for the Protection of Industrial Property and Literary and Artistic Works, of The Hague for Private International Law, and, finally, the Pan-American Conferences.

The Netherlands delegation, supporting the recommendation of Viscount Cecil and anxious to take a further step forward, would submit to the Assembly a resolution asking for the reference of the report of the Committee on Codification to the First Committee.

He had next to announce that his Government had lately renewed for a period of ten years its adhesion to the compulsory clause of Article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

The Netherlands, as a colonial Power with an experience of several centuries, was keenly interested in the mandates question and in the work of the Permanent Mandates Commission. The task of this Commission was difficult and often delicate. The Commission endeavoured to avoid giving to its control the character of administrative interference, and its work deserved, he was sure, all praise from the Assembly.

The reduction of armaments was the problem which most interested public opinion. Disarmament was the great object contemplated in Article 8 of the Covenant. Everyone felt that this problem was amongst the most difficult to settle, because it was most intimately bound up with the problem of security. The preparation for an International Disarmament Conference had been undertaken and was progressing. The Preparatory Committee, which had been at work since May 18th, had appointed two Sub-Committees, one instructed to study the military, naval and air aspect of the problems entrusted to the Committee, and the other to study the non-military aspect of the problem.

The Military Sub-Committee, which would resume its work at the end of the month, had finished a large portion of the task entrusted to it. This task consisted chiefly in elucidating and defining the technical and military aspects of the questions which arose with a view to the elaboration of an agreement for the reduction of armaments.

The Non-Military Sub-Committee, in conformity with its instructions, had referred certain questions for advice to the committee appointed by the Council and known as the Mixed Committee.

Without wishing to prophesy as to the period within which the Preparatory Committee would have finished its work, he would, as Chairman of the Committee, express the view that it was proceeding with its task perseveringly and in a spirit which did honour to the League of Nations and was evidence of a firm desire to achieve success.

In view of the admirable activity of the League of Nations and the remarkable work of the Council, which had with tact and rapidity of decision settled conflicts already assuming a critical aspect, could it be alleged that the League of Nations had not given proof of its utility? Those whom it was necessary to convince were not so much its systematic detractors as people who were indifferent. The League of Nations did not dream of changing human nature or of weakening the noble sentiments of patriotism. It desired to accustom men and nations, directed by their rulers, to reflect on the consequences, disastrous alike for the victors and for the vanquished, of a resort to arms for the settlement of a dispute.

The League had just made an immense step towards universality. No one had heard without emotion the moving speech of M. Briand in reply to the noble words of the first delegate of Germany. Doubtless in recent times there had been great disappointments. Two Members of the League had withdrawn. This fact was clearly to be regretted as enfeebling the great institution of Geneva. The League, however, was already strong enough to withstand occasional and transitory shocks. It was necessary to work as far as possible in silence. Those nations which left the League would very soon realise of themselves that it was already indispensable to the common life of nations.

Le PRÉSIDENT donne lecture du projet de résolution suivant, présenté par la délégation néerlandaise:

- « L'Assemblée décide le renvoi à la première Commission du chapitre du rapport du Secrétaire général ayant trait aux travaux du Comité d'experts pour la codification progressive du droit international. »

Le Président soumettra ultérieurement des suggestions sur la suite à réserver à ce projet de résolution.

Le Dr NANSSEN (Norvège) se félicite des paroles prononcées devant l'Assemblée par M. Briand, paroles dans lesquelles il assurait que la publicité et la coopération entre tous ses Membres seraient désormais les principes fondamentaux des méthodes constitutionnelles de la Société des Nations.

Il fait allusion en premier lieu au désir exprimé dans certains milieux, que les travaux de l'Assemblée se terminent à une date fixe, adoptée très peu après l'ouverture de l'Assemblée et même avant la fin de la discussion du rapport sur l'œuvre du Conseil. Il désire insister pour que l'on ne précipite pas sans nécessité les travaux de l'Assemblée. De nombreuses questions dont dépend tout l'avenir de la Société des Nations doivent être discutées pendant cette session. Ces observations expriment l'opinion de nombreuses délégations.

En second lieu, il désire faire allusion à la conduite de la discussion actuelle sur le rapport sur l'œuvre du Conseil. Il considère comme regrettable que l'on ait cru nécessaire d'interrompre cette discussion importante afin de hâter comme on l'a fait le travail des diverses Commissions. L'Assemblée est encore en train de discuter l'œuvre accomplie par le Conseil pendant l'année dernière au moment où les Commissions ont déjà considérablement avancé dans l'élaboration du programme détaillé des travaux de l'année prochaine. Il espère que l'on ne considérera pas une telle procédure comme un précédent.

Il attache plus d'importance qu'on ne le fait d'ordinaire à l'examen général de l'œuvre de la Société des Nations pendant l'année passée, en particulier à la question du désarmement. Il a reçu des instructions spéciales pour soulever cette question. Le Gouvernement norvégien croit que la solution de ce problème est d'une importance vitale. Une Commission préparatoire a été créée afin de préparer le programme d'une conférence du désarmement et cette commission s'est assuré le concours de l'Allemagne et des Etats-Unis. Le Gouvernement norvégien regrette que n'y soient pas mieux représentés certains Etats qui, ne possédant pas des armements considérables, sont, par conséquent, particulièrement capables de contribuer à l'élaboration d'un programme constructif. La Commission préparatoire a cependant très bien commencé ses travaux et il espère qu'elle les continuera activement.

Il veut enfin faire allusion à la question de l'administration des territoires sous mandat dont la Société des Nations est responsable et il désire, à ce sujet, soumettre une résolution semblable à celles qu'il a présentées au cours des années précédentes. La résolution est la suivante:

« L'Assemblée, se conformant au précédent déjà établi au cours de plusieurs années,

« Décide de renvoyer à la sixième Commission les rapports annuels des Puissances mandataires, les rapports de la Commission permanente des mandats et tous autres documents relatifs à la question des mandats, qui ont été distribués aux Membres de la Société depuis la sixième session ordinaire de l'Assemblée. »

Il passe ensuite à la question principale sur laquelle il désire attirer l'attention de l'Assemblée, c'est-à-dire l'établissement des réfugiés arméniens. La cinquième Commission a convenu l'année dernière qu'il ne serait possible de créer un foyer national pour les Arméniens que dans la République d'Erivan, et on a demandé au Conseil d'instituer une Commission spéciale afin d'étudier les plans techniques d'établissement et de restauration nationale dans le pays. Cette Commission a été nommée par le Conseil et parmi ses membres se trouvaient des citoyens allemands, britanniques, français et italiens. La Commission s'est réunie plusieurs fois pendant l'année et a envoyé deux experts en Arménie, entre autres un ingénieur britannique dûment qualifié. Après avoir pris connaissance du rapport de ces experts, la Commission a conclu à l'unanimité que les plans

The PRESIDENT read the following resolution submitted by the Netherlands delegation:

- The Assembly decides to refer to its First Committee the section of the Secretary-General's Report dealing with the work of the Committee of Experts for the Progressive Codification of International Law.

He would submit suggestions at a later stage as to the procedure to be followed in dealing with this resolution.

Dr. NANSSEN (Norway) said he very warmly welcomed the assurance given by M. Briand in his speech to the Assembly that publicity and co-operation among all Members of the League would henceforth be the basic principles of its constitutional methods.

He would first refer to the desire which had been expressed in certain quarters that the work of the Assembly should be ended by a fixed date, decided upon very shortly after the opening of the Assembly and even before the debate on the report on the Council was finished. He would urge that there should be no undue haste in the proceedings of the Assembly. There were many questions affecting the whole future of the League which had during the present session to be discussed. In making these observations he was expressing the views of many delegations.

Secondly, he would refer to the conduct of the present debate on the report on the work of the Council. He thought it was regrettable that it should have been thought necessary to interrupt this important discussion in order to press on with such haste with the work of the various Committees. The Assembly was still discussing the work which the Council had done during the past year at a time when the Committees had already made considerable progress with the detailed programme of the work of the coming year. He hoped that such a procedure would not be regarded as a precedent.

He attached more than usual importance to the general survey of the work of the League during the past year. In particular there was the question of disarmament. He had special instructions to raise this question. The Norwegian Government believed that the solution of the problem of disarmament was of vital importance. A Preparatory Committee had been set up to prepare a programme for a Disarmament Conference, and this Committee had secured the co-operation of Germany and the United States. The Norwegian Government regretted that on this Committee there was not a greater representation of States which were free from great armaments and were therefore in a specially favourable position to contribute to a constructive programme. The Preparatory Committee, however, had made an excellent start, and he hoped that it would press on with all speed.

He would refer next to the question of the administration of the mandated territories for which the League was responsible, and he would in this connection submit a resolution similar to those which he had put forward in previous years. The resolution was as follows:

“ That the Assembly, following the precedent already established in previous years, decides to refer to the Sixth Committee the annual reports of the mandatory Powers, the reports of the Permanent Mandates Commission and all other documents dealing with the mandates question which have been distributed to the Members of the League since the Sixth Ordinary Session of the Assembly. ”

He would turn next to the principal question to which he desired to draw the attention of the Assembly, namely the settlement of the Armenian refugees. The Fifth Committee had last year agreed that only in the Republic of Erivan would it be possible to find a national home for the Armenian people, and the Council had been asked to set up a special Committee to study technical plans for settlement and national reconstruction in that country. That Committee was duly appointed by the Council, and it had included among its members citizens of Great Britain, France, Germany and Italy. The Committee had held a number of meetings during the year and had sent to Armenia two experts, one of whom was a qualified British engineer. The Committee, having heard the report of these experts, had unanimously concluded that the plans prepared

préparés pour l'irrigation et d'autres travaux, ainsi que pour l'établissement des réfugiés en général, étaient entièrement satisfaisants du point de vue technique.

Restaient à trouver les fonds nécessaires pour exécuter le projet. La Commission avait espéré lever un emprunt du même genre que ceux qui avaient été levés pour la Grèce et la Bulgarie, et à cette fin elle a obtenu des garanties importantes des autorités arméniennes et de la Banque d'Etat. Cependant, le Comité financier de la Société des Nations n'a pas cru possible de recommander l'émission d'un emprunt public sans des garanties supplémentaires d'un autre genre. Le délégué norvégien a espéré que ces garanties viendraient des gouvernements des Puissances occidentales, et pendant quelque temps cet espoir a été encouragé. Les Gouvernements français, italien et allemand ont tous promis de garantir une partie de l'emprunt sous réserve de certaines conditions, et d'autres Puissances ont promis qu'elles examineraient favorablement cette proposition si les grandes Puissances se tenaient prêtes à agir.

Le Gouvernement français a le premier fait une promesse sous condition, cette condition étant que le Gouvernement britannique participerait à la garantie collective; cependant le Gouvernement britannique a jugé qu'il lui était impossible de donner suite au projet.

Il fait de nouveau appel aux gouvernements et leur demande d'examiner à nouveau la situation actuelle et de considérer avec générosité la destinée tragique du peuple arménien. Aucun peuple dans l'histoire n'a souffert de plus grandes misères et de plus grandes persécutions, la conséquence des déportations arméniennes a été la mort de centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants et toutes sortes de tortures et de supplices. Un grand peuple, qui a contribué au cours de l'histoire à la culture du monde, a été en quelques années presque entièrement exterminé et, cependant, avec un courage désespéré, ceux qui survivent tentent de nouveau de se créer un foyer national.

Ce foyer national ne peut être fondé que dans la République d'Erivan, où se rassemble peu à peu ce qui reste de la nation. La situation du pays s'est déjà considérablement améliorée et le délégué norvégien fait appel aux gouvernements afin qu'ils trouvent quelques moyens de venir en aide aux efforts du peuple arménien.

On n'a besoin que d'une somme relativement petite. Un million et demi de livres sterling permettraient la mise en train de l'œuvre, et ce serait là un nouveau pas considérable dans l'œuvre de reconstruction dans laquelle la Société des Nations a jusqu'ici obtenu des succès si remarquables.

M. MITTLENU (Roumanie), en qualité de nouveau venu à l'Assemblée, tient à affirmer une fois de plus le profond attachement de la Roumanie pour la Société des Nations.

Il faut espérer que le jour est proche où toutes les nations seront unies au sein de la Société au service de la même idée et par un lien commun.

Il réitère l'assurance que la Roumanie, dans les limites de ses frontières actuelles, est toujours prête à signer un pacte de non agression avec tous ses voisins, sans distinction.

Le PRÉSIDENT propose de renvoyer à la Commission de l'ordre du jour la résolution présentée par la délégation australienne lors de la huitième séance plénière, le 10 septembre. (Voir *Journal de l'Assemblée*, No 6, page 68.)

La proposition est adoptée.

Question de l'alcoolisme: Communication des délégations de la Finlande, de la Pologne et de la Suède.

Le PRÉSIDENT donne lecture de la communication suivante, présentée conjointement par MM. SETALA, premier délégué de la Finlande, ZALESKI, premier délégué de la Pologne et LÖFGREN, premier délégué de la Suède:

« Dans son activité pratique, sociale, économique et humanitaire, la Société des Nations a chaque jour davantage à se préoccuper de la question de l'alcoolisme. Le rapport à la septième session ordinaire de l'Assemblée sur l'œuvre du Conseil et le travail du Secrétariat, mentionne que le Comité de la traite des femmes et des enfants a été unanime à reconnaître qu'il existe une dépendance mutuelle entre l'alcoolisme et la prostitution (page 111), et le Comité de la protection de l'enfance, après avoir examiné le rapport présenté par le Bureau inter-

for irrigation and other works and for settlement in general were from a technical point of view, entirely sound.

There remained the problem of finding the necessary funds to carry out the scheme. The Committee had hoped to raise a loan of the same kind as those which had been raised for Greece and Bulgaria and to this end it had obtained important guarantees from the Armenian authorities and the State Bank. The Financial Committee of the League, however, had not found it possible to recommend the issue of a public loan without additional guarantees of a different kind. He had hoped that these guarantees would be forthcoming from the Governments of the Western Powers, and for a time he had been encouraged in these hopes. The Governments of France, Italy and Germany had all given promises to guarantee a part of a loan subject to certain conditions, and other Powers had promised that they would consider the proposal favourably if the greater Powers were ready to take action.

The Government of France had been the first to make a conditional promise, the condition being that the Government of Great Britain should also participate in the collective guarantee. The British Government, however, had felt unable to go forward with the scheme.

He would make a new appeal to the Governments to consider again the present situation and to take a generous view of the tragic destiny of the Armenian people. No people in history had endured greater misery and maltreatment. The Armenian deportations had resulted in the death of hundreds of thousands of men, women and children, accompanied by every circumstance of torture and outrage. A great people, which had made an historic contribution to the culture of the world, had in a few years been almost exterminated. Nevertheless, with desperate courage, the surviving remnant was making another attempt to establish a national home.

This national home could only be found in the Republic of Erivan, where gradually the survivors of the nation were being assembled. Already the condition of the country had greatly improved, and he would appeal to the Governments to find some means by which they might help the Armenian people in their devoted efforts.

The sum required was comparatively small. A million and a-half pounds sterling would enable the work to go forward and another great advance to be made in the reconstructive work in which the League had achieved such conspicuous success.

M. MITTLENU (Roumania) said that, as a newcomer to the Assembly, he desired to affirm once again the devoted attachment of Roumania to the League of Nations.

It was to be hoped that the day would shortly come when all the nations would be united within the League in the service of the same idea and united by a common bond.

He would again assure the Assembly that Roumania was always ready within the limits of her present frontiers to sign a Covenant of non-aggression with all her neighbours without distinction.

The PRESIDENT proposed that the resolution submitted by the Australian delegation at the eighth plenary meeting on September 10th (see *Assembly Journal* No. 6, page 68) should be referred to the Agenda Committee.

The proposal was adopted.

Question of Alcoholism: Communication by the Delegations of Finland, Poland and Sweden.

The PRESIDENT read the following communication presented jointly by M. SETALA, first delegate of Finland, M. ZALESKI, first delegate of Poland, and M. LÖFGREN, first delegate of Sweden:

“ In its practical activities in the field of social, economic and humanitarian questions, the League has more and more been compelled to deal with the question of alcoholism. Thus the report to the Seventh Ordinary Session of the Assembly on the work of the Council and of the Secretariat contains the information that the Traffic in Women and Children Committee was unanimously of the opinion that an interdependence existed between the two evils, namely alcoholism and prostitution (page 111), and the Child Welfare Committee, after having

national contre l'alcoolisme, a prié le Conseil de s'adresser aux gouvernements pour qu'ils préservent l'enfance et la jeunesse par tous les moyens possibles (page 114).

« On sait aussi combien la question de l'importation et de la consommation des spiritueux dans les territoires sous mandat préoccupe les Puissances mandataires et la Commission des mandats et qu'il existe à ce sujet des divergences quant à l'interprétation des textes et aux méthodes de travail. (Rapport sur l'œuvre du Conseil, pages 57 et 66.)

« L'absence d'une action directrice internationale contre l'alcoolisme se fait sentir dans les pays les plus civilisés. Ainsi la contrebande de l'alcool, qui s'exerce sur les frontières terrestres et surtout maritimes des Etats, rend vains les efforts les plus méritoires des peuples et des gouvernements pour régler la question de l'alcool.

« De divers côtés (Etats-Unis, Etats riverains de la Baltique) on a eu recours à des conventions passées entre Etats pour extirper le mal, mais, sans une action internationale uniforme, on ne peut espérer en venir à bout.

« Les sociétés privées fondées contre l'abus de l'alcool se sont efforcées depuis longtemps de provoquer une action officielle contre ce grand fléau mondial.

« La Conférence internationale d'études contre l'alcoolisme, réunie à Paris les 3, 4 et 5 avril 1919, sous la présidence de M. E. Vandervelde, actuellement ministre des Affaires étrangères de la Belgique, a prié la Conférence de la paix de bien vouloir examiner la possibilité de recommander à la Société des Nations un examen détaillé de la question de l'alcool.

« La Conférence internationale de Genève contre l'alcoolisme, réunie les 1^{er}, 2 et 3 septembre 1925, a voté une série de résolutions relatives aux questions coloniales, de la contrebande et des conflits entre Etats exportateurs d'alcool et Etats à législation antialcoolique avancée et a prié le Conseil de la Société des Nations d'examiner de quelle façon la Société pourrait se préoccuper du problème de l'alcool.

« Enfin, le dix-huitième Congrès international contre l'alcoolisme, réuni à Dorpat (Esthonie) du 21 au 29 juillet 1926, a adhéré aux résolutions votées par la Conférence de Genève, et a demandé que la Société des Nations s'occupât de la question de l'alcool.

« Des congrès réunissant les représentants d'un grand nombre de pays du monde ont ainsi adressé des appels à la Société des Nations espérant qu'elle va, avec toute l'autorité qui lui est propre, entreprendre une action coordinatrice pour la mise au point de la question de l'alcool, si importante pour l'avenir de l'humanité.

« Il y a des divergences dans la question de l'alcool. Personne ne peut dire quels sont, en vérité, les meilleurs moyens de la résoudre. Ce qui importe maintenant, c'est d'étudier la question et de préparer ainsi les mesures à entreprendre.

« Lorsque les divers gouvernements et les divers courants d'idées s'uniront pour un travail commun entrepris dans l'esprit de la Société des Nations et sur la base de recherches scientifiques impartiales, on peut espérer, de ce travail, des fruits bienfaisants pour l'humanité.

« Les soussignés prennent donc la liberté de demander que l'Assemblée veuille bien décider de porter au programme des travaux de la Société des Nations l'étude de la question de l'alcool et de prier le Conseil de prendre les mesures respectives.

(Signed) Emile SETÄLÄ (Finlande)
Auguste ZALESKI (Pologne)
J. E. LOEFGREN (Suède).»

Le PRÉSIDENT dit que ce texte sera imprimé et distribué; il fera ultérieurement à l'Assemblée des suggestions sur la suite à donner à ce projet de résolution.

Il en est ainsi décidé.

III. TROISIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION

La première Commission s'est réunie hier mardi 14 septembre 1926, sous la présidence de M. MOTTA (Suisse).

considered the report furnished by the International Bureau against Alcoholism, requested the Council to ask the Governments to protect children and young people from the danger of alcoholism by every possible means (page 114).

« The difficulty of the mandatory Powers and the Permanent Mandates Commission of the League of Nations in dealing with the importation and consumption of liquor in the mandated territories is well known, as well as the lack of clearly defined terms and of uniform methods in this respect (pages 57 and 66).

« Moreover, the absence of co-ordinated international action against alcoholism is felt in the most civilised countries. As an example may be mentioned the smuggling of alcoholic liquor which is much in evidence on the frontiers of all countries and especially on the seas and which, to the disgrace of civilisation, renders vain the most praiseworthy efforts of the peoples and Governments to settle the alcohol question.

« On various sides (United States, States around the Baltic Sea) recourse has been had to conventions passed between States in order to extirpate the evil, but without uniform international action there can be no hope of success.

« Various organisations founded to protect society against alcoholism have for a long time been endeavouring to secure international official action against this scourge of the world.

« The International Conference of Studies against Alcoholism which met at Paris on April 3rd, 4th and 5th, 1919, under the presidency of M. Vandervelde, now Foreign Minister of Belgium, requested the Peace Conference to consider whether it would be possible to ask the League of Nations to take the question of alcoholism under detailed examination.

« The International Conference against Alcoholism, which met at Geneva on September 1st, 2nd and 3rd, 1925, voted a series of resolutions relating to the questions of the colonies, of smuggling and of the conflicts between alcohol-exporting States and States with advanced alcohol legislation, and requested the Council of the League of Nations to examine in what way the League could concern itself with the alcohol problem. Finally the Eighteenth International Congress against Alcoholism, which met at Dorpat (Esthonia) from July 21st to 29th, 1926, adhered to the resolutions voted by the Geneva Conference and requested the League of Nations to interest itself in the alcohol question.

« Several Congresses assembling representatives of very many countries have appealed to the League of Nations, hoping that with all the authority at its command, it will now undertake a co-ordinating action for the future settlement of the alcohol question, so important for the future of humanity.

« There are divergences of opinion as regards the alcohol question and the best means of solving it. What has to be done now is to examine the question thoroughly and scientifically and to endeavour thus to prepare the proper measures to be taken.

« When the different Governments and the different currents of opinion join together for a common task, undertaken in the spirit of the League of Nations and on the basis of impartial scientific research, one may hope that this work will bear fruit which will prove beneficial to humanity.

« The undersigned therefore venture to request that the Assembly should decide to include in the programme of the work of the League of Nations the question of alcoholism and should ask the Council to take measures to this effect.

(Signed) Emile SETÄLÄ (Finland).
Auguste ZALESKI (Poland).
J. E. LOEFGREN (Sweden).»

The PRESIDENT said that the text would be printed and distributed and that he would eventually submit proposals to the Assembly with regard to the procedure to be followed in dealing with the proposal.

It was so decided.

III. THIRD MEETING OF THE FIRST COMMITTEE.

The First Committee met yesterday, Tuesday, September 14th, 1926, under the chairmanship of M. MOTTA (Switzerland).

Projet de résolution fixant les règles d'élection des neuf Membres non permanents du Conseil, la durée de leur mandat et les conditions de leur rééligibilité.

La première Sous-Commission a présenté à la Commission un projet de résolution, qui comporte des règles générales et, à son article 3, un certain nombre de dispositions transitoires.

Discussion générale du projet.

M. SIDZIKAUSKAS (Lithuanie) annonce que son Gouvernement, qui était opposé tant à l'augmentation du nombre des sièges non permanents qu'à la création de Membres rééligibles, renonce, vu les circonstances, à son opposition sur ces deux points. Par contre, la délégation lithuanienne se réserve de s'opposer, le moment venu, à la disposition transitoire du projet de la Sous-Commission prévoyant que des États pourront être déclarés, dès à présent, rééligibles au Conseil, avant d'avoir donné les preuves de leur capacité d'occuper ce poste.

Le prince ARFA (Perse) a reçu de son Gouvernement pour instructions de demander que deux des sièges non permanents au Conseil soient réservés aux Membres non européens et américains de la Société; à défaut, qu'un siège tout au moins, par un système de roulement, soit assuré de façon permanente à l'Asie.

M. FERRARA (Cuba) annonce que son Gouvernement, en raison des nécessités politiques du moment, votera le projet de la Sous-Commission. Il désire qu'aucun des trois sièges qui vont être accordés à l'Amérique latine n'ait le caractère d'un siège semi-permanent, afin d'éviter de créer un fâcheux précédent de prééminence parmi les États de l'Amérique latine. En tout cas, aucun État latino-américain ne devra être déclaré rééligible sans que tous les Membres latino-américains aient pu exprimer leur préavis.

M. QUEZADA (Chili) appuie ces observations; il estime en particulier que la question de rééligibilité ne se pose pas pour les pays de l'Amérique latine.

M. GUANI (Uruguay) est entièrement d'accord avec ses deux collègues sur la solidarité des États latino-américains. Cependant, si le continent sud-américain constitue l'entité politique et géographique homogène la plus considérable à l'heure présente, les Membres de la Société qui en font partie n'en sont pas moins régis par les règles générales valables pour tous les Membres de la Société.

Il ne conçoit pas que les États de l'Amérique latine puissent se réunir entre eux et procéder à des élections particulières, dont les conclusions s'imposeraient à l'Assemblée plénière de la Société.

M. BLYTHE (État libre d'Irlande) regrette qu'il n'y ait pas dans le projet de dispositions permettant à l'Assemblée de révoquer un Membre du Conseil avant l'expiration de son mandat. Il craint qu'un Membre faisant de l'obstruction dans la poursuite d'intérêts égoïstes, ne puisse paralyser pendant près de trois ans toute activité de la Société. Une telle disposition, à son avis, diminuerait les inconvénients inhérents à l'augmentation du nombre des Membres non permanents.

MM. FERRARA et GUANI précisent leur pensée, le délégué de Cuba rappelant les réunions des délégations latino-américaines à l'Assemblée qui ont eu lieu ces jours-ci, le délégué de l'Uruguay spécifiant que, de l'avis de son Gouvernement, ces réunions ne doivent avoir lieu que pour faciliter des échanges de vues, les décisions étant réservées à l'Assemblée.

La discussion générale est close.

Discussion des articles.

L'article 1^{er}, alinéa 1^{er} (élection annuelle des trois Membres pour trois ans) est adopté sans discussion.

L'article 1^{er}, alinéa 2 (élection complémentaire en cas de vacance) est adopté, après que M. LATHAM (Australie) a obtenu du Président l'assurance que cet alinéa n'entravera pas la réunion, le cas échéant, d'une session extraordinaire pour procéder à une élection complémentaire.

Draft Resolution making Rules dealing with the Election of the Nine Non-Permanent Members of the Council, Their Term of Office and the Conditions of Re-eligibility.

Sub-Committee I submitted a draft resolution containing the general rules and a certain number of temporary provisions contained in Article 3.

General Discussion of the Draft Resolution.

M. SIDZIKAUSKAS (Lithuania) said that his Government, which had been opposed both to an increase in the number of non-permanent Members and to the creation of re-eligible Members, withdrew, in view of the circumstances, its opposition to these two proposals. On the other hand, the Lithuanian delegation reserved the right to oppose, when the time came, the temporary provision contained in the draft put forward by the Sub-Committee to the effect that States might be declared immediately re-eligible before they had given proof of their capacity.

Prince ARFA (Persia) said that he had received instructions from his Government to ask that two non-permanent seats on the Council should be reserved for non-European and American Members of the League. If this were not possible, one seat at least should be granted permanently to Asia by means of a system of rotation.

M. FERRARA (Cuba) said that his Government, owing to the present political circumstances, would vote for the draft proposed by the Sub-Committee. He expressed the desire that none of the three seats which would be granted to Latin America should possess the character of a semi-permanent seat in order to avoid the creating of an unfortunate precedent with regard to the pre-eminence of authority among the States of Latin America. In any case no Latin-American State should be declared re-eligible until all the Latin-American Members of the League had been able to express their views.

M. QUEZADA (Chile) agreed with M. Ferrara. He thought that the question of re-eligibility would not arise in the case of the countries of Latin America.

M. GUANI (Uruguay) entirely agreed with the statements made by the two preceding speakers concerning the solidarity of the Latin-American States. Though, however, the South American Continent constituted the most homogeneous political and geographical whole which was at the moment to be found in the world, the Members of the League of Nations belonging to it were not the less bound by the general rules governing all the Members of the League.

He did not think that the States of Latin America could meet among themselves and carry out special elections of which the results would be binding on the full Assembly of the League.

Mr. BLYTHE (Irish Free State) regretted that there was no provision in the draft resolution making it possible for the Assembly to remove a Member of the Council before the expiration of its term of office. He feared that a Member which had proved obstructive through selfish interests might paralyse the whole activity of the League of Nations for nearly three years. Such a provision would, he thought, diminish the objections inherent in any increase in the number of non-permanent Members.

M. FERRARA and M. GUANI explained their views. The representative of Cuba reminded the Committee of the meetings which had taken place in the last few days between the Latin-American delegations to the Assembly. The delegate for Uruguay explained that in the view of his Government these meetings had only taken place in order to facilitate an exchange of views, all decisions being reserved for the Assembly.

The general discussion was closed.

Discussion of the Draft Resolution Article by Article.

Article 1, paragraph 1 (annual election of three Members for three years) was adopted without discussion.

Article 1, paragraph 2 (additional election in the case of a vacancy) was adopted, after Mr. LATHAM (Australia) had been assured by the Chairman that this paragraph would not prevent the summoning, if necessary, of an extraordinary session in order to proceed to additional elections.

À l'article 2, alinéas 1 et 2 (conditions de rééligibilité des Membres non permanents), M. LOUCHEUR (France) propose que la rééligibilité, au lieu d'être décidée à la majorité des deux tiers des votants, c'est-à-dire des deux tiers des bulletins valables (bulletins blancs y compris), soit décidée à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, à l'exclusion des bulletins blancs ou nuls. Il lui semble anormal qu'un bulletin blanc ait l'effet d'un bulletin non.

L'argument émis à la Sous-Commission de l'« inertie courtoise » de certains membres de l'Assemblée, répugnant à l'acte discourtois que constituerait envers un Etat candidat à la rééligibilité, le dépôt d'un bulletin négatif, lui paraît peu convaincant. Les membres de l'Assemblée doivent avoir le courage de leur opinion.

M. VOGT (Norvège) rappelle que son Gouvernement n'a jamais pu se rallier au principe de la rééligibilité; il est opposé surtout à ce qu'un Etat puisse être déclaré rééligible avant même d'avoir pu donner, au Conseil, la preuve de ses capacités. La rééligibilité étant un pouvoir exceptionnel de l'Assemblée, il doit y avoir une majorité qualifiée de membres qui expriment de façon positive leur approbation de l'exercice de ce pouvoir. Il ne peut donc se rallier à la proposition de M. Loucheur.

M. ZAHLE (Danemark) préfère la proposition de la Sous-Commission à celle de M. Loucheur.

Le PRÉSIDENT estime qu'au surplus la question est d'importance secondaire.

M. LIMBURG (Pays-Bas) croit qu'il y a eu confusion dans l'esprit de quelques délégués entre les bulletins nuls et les bulletins blancs.

Lord CECIL (Empire Britannique) se prononce en faveur de la proposition Loucheur, car il lui semble qu'il faut encourager les membres de l'Assemblée à exprimer leur opinion.

L'amendement de M. Loucheur est accepté à la majorité des votants.

Article 2, alinéa 3.

M. LÖFGREN (Suède) présente l'amendement suivant:

« Avant l'élection, le Président soumettra à l'Assemblée la question de savoir si l'un des Membres sortants doit être déclaré rééligible. Ce vote doit être fait au scrutin secret. »

M. VOGT et lord CECIL ne voudraient pas qu'un Etat, même contre sa volonté, eût à se soumettre à un vote sur sa rééligibilité.

À la suite des explications du PRÉSIDENT et de M. LIMBURG, M. LÖFGREN retire son amendement.

La Commission adopte cet alinéa.

L'article 2, alinéa 4 (limitation du nombre des Membres rééligibles).

Il est décidé, à la demande de M. ZAHLE (Danemark), qu'il sera fait mention, dans le rapport de la Commission à l'Assemblée, de la déclaration du Président que si des Membres, en nombre supérieur à celui des Membres pouvant être déclarés rééligibles, obtiennent un même nombre de voix, le Règlement intérieur de l'Assemblée sera appliqué par analogie.

L'alinéa est adopté.

Article 3 (nouveau).

M. VOGT (Norvège) propose l'insertion dans le projet d'un article 3 nouveau, ainsi conçu:

« Nonobstant les dispositions qui précèdent, l'Assemblée peut, en tout temps, et en statuant à la majorité des deux tiers, décider que, par application de l'article 4 du Pacte, il sera procédé à une nouvelle élection de tous les Membres non permanents du Conseil. En pareil cas, il appartiendra à l'Assemblée de décider des règles applicables à cette nouvelle élection. »

In regard to Article 2, paragraphs 1 and 2 (conditions of re-eligibility of the non-permanent Members), M. LOUCHEUR (France) proposed that re-eligibility, instead of being decided by a majority of two-thirds of the voting States (that was to say by two-thirds of the voting papers, including blank papers), should be decided by a majority of two-thirds of the votes cast, excluding blank or spoiled voting papers. He thought it would be an abnormal procedure for a blank voting paper to have the effect of a negative vote.

The argument put forward by the Sub-Committee regarding the courteous "inertia" of certain Members of the Assembly in refusing to perform the discourteous act of voting in the negative when a State put forward its candidature for re-eligibility appeared to him inconclusive. Members of the Assembly should have the courage of their convictions.

M. VOGT (Norway) recalled that his Government had never been able to agree to the principle of re-eligibility. It was opposed, in particular, to the proposal that a State could be re-eligible, even before it had been able to show its capacity on the Council. As re-eligibility was an exceptional power in the hands of the Assembly, a definite majority of members should be secured expressing very definitely their approval of the exercise of this power. He could not therefore agree to the proposal of M. Loucheur.

M. ZAHLE (Denmark) preferred the proposal of the Sub-Committee to that of M. Loucheur.

The CHAIRMAN thought that the question was of secondary importance.

M. LIMBURG (Netherlands) believed that some delegates failed to realise the distinction between blank voting papers and spoiled voting papers.

Viscount CECIL (British Empire) supported the proposal of M. Loucheur, for he thought that Members of the Assembly should be encouraged to express their opinion.

The amendment of M. Loucheur was adopted by the majority of persons voting.

Article 2, paragraph 3.

M. LOEFGREN (Sweden) submitted the following amendment:

« Before the election, the President shall put before the Assembly the question if any of the outgoing Members should be declared re-eligible. This vote is to be taken by secret ballot. »

M. VOGT (Norway) and Viscount CECIL (British Empire) did not desire that a State should have to submit, even against its will, to a vote as to its re-eligibility.

After explanations from the CHAIRMAN and M. LIMBURG, M. LOEFGREN withdrew his amendment.

The Committee adopted this paragraph.

Article 2, paragraph 4 (Limitation of the Number of Re-eligible Members).

It was decided, at the request of M. ZAHLE (Denmark), that mention should be made in the report of the Committee to the Assembly of the statement of the Chairman to the effect that, if a greater number of members than could be declared re-eligible obtained the same number of votes, the Rules of Procedure of the Assembly would be applied by analogy.

The paragraph was adopted.

Article 3 (New Text).

M. VOGT (Norway) proposed that a new text of Article 3 to the following effect should be inserted in the draft rules:

« Notwithstanding the above provisions, the Assembly may at any time by a two-thirds majority decide to proceed, in application of Article 4 of the Covenant, to a new election of all the non-permanent Members of the Council. In this case the Assembly shall determine the rules applicable to the new election. »

Le Gouvernement norvégien estime que ce droit de l'Assemblée, pour empêcher toute équivoque à la suite de l'entrée en vigueur de l'article 4 amendé du Pacte, doit être expressément prévu dans les règles d'élection. Cet article, tiré du rapport du 17 mai 1926 de la Commission chargée d'étudier la composition du Conseil, serait une menace latente, empêchant qu'un Membre, profitant de ce que l'unanimité est requise pour les décisions du Conseil, ne soit tenté de faire une obstruction qui pourrait être désastreuse pour la Société.

IV. QUATRIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION

La première Commission a tenu sa quatrième séance hier mardi 14 septembre, à 17 heures 30, sous la présidence de M. MOTTA (Suisse).

Suite de la discussion du projet de résolution concernant les règles d'élection des Membres non permanents du Conseil.

Le PRÉSIDENT répond à des demandes d'explications de M. LATHAM (Australie) et de M. CHU (Chine), sur la façon dont le Bureau fixera les règles d'élection des neuf Membres qui seront élus en 1926.

La Commission, à l'unanimité, adopte les dispositions transitoires du projet.

La Commission reprend ensuite la discussion de l'amendement présenté le matin par M. VOGT (Norvège), discussion sur une motion d'ordre de M. LOUCHEUR (France), qui avait été renvoyée jusqu'après l'adoption des dispositions transitoires.

Le vicomte CECIL (Empire Britannique) fait remarquer qu'il est invraisemblable que la situation à laquelle remédie la proposition de M. Vogt ne se présente jamais; à son avis, cependant, il serait bon d'avoir les moyens d'empêcher un Membre de paralyser toute l'activité du Conseil et de l'Assemblée, et il se déclare en faveur de la proposition.

M. SCIALOJA (Italie) expose la situation juridique un peu incertaine créée par l'existence simultanée, dans le Pacte, des dispositions de l'alinéa 1^{er} de l'ancien article 4, et celles du nouvel alinéa 3, récemment entré en vigueur, de cet article. Il croit que l'amendement de M. Vogt permettra d'avoir une situation juridique claire; en conséquence il le votera.

M. LÖFGREN (Suède) et M. ZAHLE (Danemark) se déclarent en faveur de cet amendement.

M. LOUCHEUR (France) rappelle qu'il doutait de la nécessité de mentionner expressément le droit de l'Assemblée de procéder à une réélection générale du Conseil. Il a été convaincu par les observations de plusieurs juristes, et il votera l'amendement. Il espère, d'autre part, que le projet de la Sous-Commission sera voté à l'unanimité.

M. VOGT (Norvège) espère également que le projet de la Sous-Commission, malgré ses imperfections, sera voté à l'unanimité.

L'amendement de M. Vogt est accepté à l'unanimité.

L'ensemble du projet de la Sous-Commission est accepté à l'unanimité.

Sur la proposition de M. ADATCI (Japon), M. MOTTA (Suisse) est nommé, par acclamation, rapporteur devant l'Assemblée.

Proposition du délégué de la Perse.

Le prince ARFA (Perse) présente le projet de résolution suivant:

« Sur les neuf sièges non permanents du Conseil, deux seront réservés aux Etats de l'Asie et de l'Afrique. »

Le PRÉSIDENT doute qu'il soit opportun de lier l'Assemblée en lui imposant un nombre quelconque. Il propose au prince

The Norwegian Government thought that this right of the Assembly, in order to prevent any misunderstanding as the result of the entry into force of the amendment to Article 4 of the Covenant, ought expressly to be provided for in the rules of election. This article, taken from the report of May 17th, 1926, of the Committee instructed to study the composition of the Council, would be a latent threat which would prevent a Member who might wish to profit from the fact that unanimity was required for decisions of the Council being tempted to adopt obstructive tactics which might be disastrous for the League.

IV. FOURTH MEETING OF THE FIRST COMMITTEE

The First Committee held its fourth meeting yesterday, Tuesday, September 14th, 1926, at 5.30 p.m. under the chairmanship of M. MOTTA (Switzerland).

Continuation of the Discussion on the Draft Resolution making Rules dealing with the Election of the Non-Permanent Members of the Council.

The CHAIRMAN responded to requests for explanations from Mr. LATHAM (Australia) and M. CHU (China) concerning the manner in which the General Committee would settle the rules of election for the non-permanent Members to be elected in 1926.

The Committee unanimously adopted the temporary provisions of the draft resolutions.

The Committee next discussed the amendments submitted at the morning meeting by M. VOGT (Norway). This discussion had been postponed on a point of order raised by M. LOUCHEUR (France) until after the adoption of the temporary provisions.

Viscount CECIL (British Empire) pointed out that it was very unlikely that the situation which the proposal of M. Vogt was designed to remedy would ever occur. In his view, however, it would be useful to have a means of preventing a Member paralysing the activity of the Council and the Assembly. He therefore declared himself to be in favour of the proposal.

M. SCIALOJA (Italy) explained the somewhat doubtful legal situation arising from the simultaneous existence in the Covenant of the provisions of paragraph 1 of the former Article 4 and those of the new paragraph 3, which had recently come into force. He thought that the amendment of M. Vogt would make it possible for a clear legal position to be established. He would in consequence vote for it.

M. LÖFGREN (Sweden) and M. ZAHLE (Denmark) supported this amendment.

M. LOUCHEUR (France) recalled that he had expressed doubts as to the necessity of making a definite mention of the right of the Assembly to proceed to a general re-election of the Council. He had been convinced by the remarks of several jurists, and he would vote for the amendment. He hoped that the draft resolution of the Sub-Committee would be adopted unanimously.

M. VOGT (Norway) also hoped that the draft resolution of the Sub-Committee would, despite its imperfections, be adopted unanimously.

The amendment of M. Vogt was unanimously adopted.

The draft resolution of the Sub-Committee was unanimously adopted.

On the proposal of M. ADATCI (Japan), M. MOTTA (Switzerland) was appointed by acclamation Rapporteur to the Assembly.

Proposal of the Persian Delegate.

Prince ARFA (Persia) presented the following draft resolution

“ Out of the nine non-permanent seats on the Council two shall be set aside for the States of Asia and Africa. ”

The CHAIRMAN doubted whether it would be opportune to bind the Assembly's action by forcing it to accept any

Arfa de se contenter d'une déclaration expresse, dans le rapport de la Commission à l'Assemblée, de son ferme désir qu'il soit tenu compte du principe de la répartition géographique.

M. ADATCI (Japon) est en sympathie avec la proposition du prince Arfa. Il demande au Président, en sa qualité de rapporteur, d'être l'interprète des vœux de l'Asie devant l'Assemblée.

M. CHU (Chine) fait sienne la proposition du délégué de la Perse.

Le prince ARFA (Perse) annonce que si la Commission est d'accord sur le fond de sa proposition, il pourrait se contenter d'une expression des sentiments de la Commission dans le rapport à l'Assemblée.

Le vicomte CECIL (Empire Britannique) et M. POLYCHRONIADIS (Grèce) exposent les difficultés que susciterait l'adoption de la proposition du prince Arfa, notamment en limitant la liberté de l'Assemblée.

Le prince ARFA ayant renoncé à demander un vote sur sa proposition, il est décidé que le rapport du Président à l'Assemblée contiendra l'exposé fait par M. Adatci à l'appui de la proposition du délégué de la Perse.

V. CINQUIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission s'est réunie hier mardi 14 septembre, sous la présidence de M. Desmond FITZGERALD (État libre d'Irlande).

Composition de la délégation italienne.

Le PRÉSIDENT annonce que le Dr Lutrario a été spécialement désigné par la délégation italienne pour prendre part aux travaux de la deuxième Commission.

Rapport sur l'œuvre de la Commission de coopération intellectuelle.

M. MUNCH (Danemark), rapporteur, enregistre avec satisfaction les heureux résultats de l'activité de l'Institut de Paris et espère que d'autres États imiteront le Gouvernement polonais et le Gouvernement tchécoslovaque, qui ont offert des subventions régulières.

Un Sous-Comité d'experts a déjà formulé d'importantes recommandations pour l'enseignement des buts de la Société des Nations à la jeunesse. Un Sous-Comité des arts et des lettres a été créé. Plusieurs pays ont organisé de nouvelles commissions nationales de coopération intellectuelle. Les travaux déjà effectués par l'Institut offrent une ampleur considérable et sont du meilleur augure pour l'avenir.

M. LUCHAIRE, directeur de l'Institut, pense qu'il est permis de se réjouir de la création d'un bureau modeste mais permanent qui prépare matériellement le travail de la Commission et étudie les problèmes qui lui sont transmis. Si les offres de collaboration et d'appui continuent à affluer, cet organisme pourra bientôt accomplir un travail des plus utiles. Dès maintenant, la maison est construite dans des proportions réduites, mais harmonieuses, et on peut considérer qu'à l'heure actuelle les préventions qui s'étaient manifestées au début semblent apaisées. Plus de trente gouvernements ont décidé de désigner des délégués officiels auprès de l'Institut. Il y a un échange quotidien de notes entre l'Institut et ces représentants, et des relations fréquentes et fructueuses avec les Commissions nationales. Le Conseil d'administration a élevé au rang de sous-directeur M. Zimmermann. Dès la fondation de l'Institut, un fonctionnaire de nationalité allemande avait été nommé à l'un des postes les plus importants. Un accord intellectuel et financier est sur le point d'être conclu avec la *Deutsche Hochschule für Politik*.

À l'heure actuelle, les frais généraux sont couverts, mais la plupart du temps les fonds manquent pour organiser des réunions d'experts ou des voyages d'enquête, et pour faire fonctionner un service de documentation. M. Luchaire demande à la Commission de tenir compte des résultats acquis et de voter cette année encore un renouvellement de crédits.

definite number. He proposed that Prince Arfa should be content with an explicit statement in the report of the Committee to the Assembly of its desire that account should be taken of the principle of geographical division.

M. ADATCI (Japan) sympathised with the proposal of Prince Arfa. He asked the Chairman, when he fulfilled his duties as rapporteur, to lay before the Assembly the desires of Asia.

M. CHU (China) supported the proposal of the Persian delegate.

Prince ARFA (Persia) said that, if the Committee were in agreement on the principle underlying his proposal, he would be content with an expression of the feelings of the Committee in the report to the Assembly.

Viscount CECIL (British Empire) and M. POLYCHRONIADIS (Greece) mentioned the difficulties which would be created by adopting the proposal of Prince Arfa, especially regarding the curtailment of the Assembly's freedom.

Prince ARFA having withdrawn his request for a vote on his proposal, it was decided that the report of the Chairman to the Assembly should contain the statement made by M. Adatci in support of the proposal of the Persian delegate.

V. FIFTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee met yesterday, Tuesday, September 14th, 1926, under the chairmanship of Mr. Desmond FITZGERALD (Irish Free State).

Composition of the Italian Delegation.

The CHAIRMAN announced that Dr. Lutrario had been specially appointed by the Italian delegation to take part in the work of the Second Committee.

Report on the Work of the Committee on Intellectual Co-operation.

M. MUNCH (Denmark), Rapporteur, noted with satisfaction the happy results achieved by the Paris Institute and hoped that other States would follow the example of the Polish and Czechoslovak Governments, which were granting regular subsidies to the Institute.

A Sub-Committee of Experts had already put forward important recommendations concerning the education of youth in the ideals of the League of Nations. A Sub-Committee on Arts and Letters had been established. Several countries had organised new national committees of intellectual co-operation. The work already carried out by the Institute was of considerable scope and was the best augury for the future.

M. LUCHAIRE (Director of the Institute) thought that he could legitimately express his satisfaction at the creation of a small but permanent office which was materially assisting the work of the Committee and was investigating the problems forwarded to it. If offers of co-operation and support continued to reach the Institute, that organisation would shortly be able to fulfil the most useful work. At the moment the house was constructed on small but well-proportioned lines, and it might be assumed at the moment that the prejudices against the Institute at the beginning had been removed. More than thirty Governments had decided to appoint official delegates accredited to the Institute. There was a daily exchange of notes between the Institute and these representatives, and frequent and fruitful relations had been established with the national committees. The Governing Body had appointed M. Zimmermann to be a sub-director. Ever since the beginning of the Institute, an official of German nationality had been appointed to one of the most important posts. An intellectual and financial agreement was on the point of being concluded with the *Deutsche Hochschule für Politik*.

At the moment the general expenditure of the Institute was assured, but mostly funds were lacking for the organisation of meetings of experts or study tours and also for a department whose duty it would be to collect information.

M. Luchaire asked the Committee to take account of the results achieved and to vote a renewal of credits this year.

Khan Bahadur CHAIKH ABDUL QADIR (Inde) affirme les sentiments de sympathie de son pays à l'égard de l'Institut de coopération intellectuelle. Son compatriote sir Jagadis Bose figure parmi les membres de l'Institut, et sir Atul Chatterjee a assisté à l'inauguration. Le Gouvernement de l'Inde sera toujours disposé, moyennant certaines garanties, à accéder aux demandes de prêt de livres et de manuscrits. Il souligne l'extrême importance que présente la diffusion des brochures relatives aux travaux de la Société des Nations dans les milieux d'étudiants. Le Gouvernement de l'Inde favorise toujours cette diffusion, car il a une profonde foi en l'œuvre de la coopération intellectuelle.

M. Sextil PUSCARIU (Roumanie) exprime la sympathie de son pays. L'institution qui unit en une étroite collaboration les penseurs et les littérateurs est destinée à être le véritable foyer d'éducation internationale et pacifiste. Parmi les travaux de la Commission des lettres et des arts, le projet de convocation d'un congrès des arts populaires lui semble particulièrement intéressant; son pays serait heureux si Bucarest était choisie comme lieu de réunion de ce Congrès.

M. FRANÇOIS (Pays-Bas) déclare que son pays a fondé une commission nationale qui témoigne des progrès réalisés par l'opinion publique hollandaise. En ce qui concerne l'utilité des voyages d'étude, il signale que les résultats obtenus depuis quatre ans par l'Académie de droit international de La Haye sont des plus satisfaisants. Le Gouvernement néerlandais formule les meilleurs vœux pour le développement de l'Institut, et l'appel adressé par le Directeur rencontrera toute l'attention qu'il mérite.

M. NIEDZIALKOWSKI (Pologne) déclare que la subvention annuelle de 100.000 francs français constitue plutôt un geste d'ordre moral; mais il pense que cette somme pourra être augmentée prochainement. La Pologne votera les crédits et les résolutions qui tendront à accroître l'influence de la Commission de coopération intellectuelle.

M. VAN CAUWELAERT (Belgique) déclare que les résultats obtenus sont des plus réconfortants, car c'est dans le domaine intellectuel et moral que doit être entreprise l'œuvre constructive de la communauté universelle. La modicité de ressources sera une garantie que l'Institut ne s'écartera pas de sa route et saura toujours au début de son fonctionnement distinguer entre les buts immédiats et les buts secondaires. L'Institut doit savoir se limiter à ce qui est son rôle dominant, c'est-à-dire se préoccuper des intérêts intellectuels généraux, favoriser l'instruction de la jeunesse sur les buts de la Société des Nations et favoriser les échanges d'étudiants. L'institution de bourses internationales est un point d'une importance exceptionnelle.

Le baron VON RHEINBABEN (Allemagne) rappelle, ainsi que l'a signalé M. Luchaire, que l'Allemagne n'a jamais refusé son concours à l'œuvre commune poursuivie dans le domaine intellectuel et scientifique. Le professeur Einstein a participé aux travaux de la Commission intellectuelle. La création d'un Comité national n'a pas pu être encore effectuée, car l'administration des universités relève des divers Etats allemands, et dans diverses sphères on entretient déjà depuis longtemps des relations internationales fécondes, en dehors de la Société des Nations, mais il espère que cette création sera bientôt réalisée.

M. ROY (Canada) déclare que les deux principales colonnes sur lesquelles s'édifiera la Société des Nations sont la coopération intellectuelle et la coopération économique. Il insiste sur l'intérêt des échanges d'étudiants et de professeurs, et annonce que, dans un mois, le Canada sera le premier des pays étrangers à inaugurer dans la cité universitaire de Paris une maison canadienne pour ses étudiants. Il espère que tous les comités nationaux feront un effort dans le même sens.

M^{me} LARSEN-JAHN (Norvège) espère que tous les Etats membres de la Société des Nations mettront en pratique les suggestions du Sous-Comité d'experts sur l'instruction à donner à la jeunesse. Il est nécessaire que tous les différents points de vue y soient représentés. Or, comme l'enseignement sur les buts de la Société des Nations doit être répandu chez les filles

Khan Bahadur CHAIKH ABDUL QUADIR (India) expressed the feelings of sympathy which his country felt towards the Institute of Intellectual Co-operation. His compatriot Sir Jagadis Bose was among the members of the Institute, and Sir Atul Chatterjee had assisted at its inauguration. The Government of India would always be ready, provided that certain guarantees were forthcoming, to grant requests for the loan of books and manuscripts.

He emphasised the extreme importance of circulating among student circles pamphlets on the work of the League of Nations. The Government of India would always promote such a circulation, for it had profound faith in the work of intellectual co-operation.

M. Sextil PUSCARIU (Roumania) expressed the sympathy of his country. The Institution, which united thinkers and literary men in a close co-operation, was destined to prove the true centre of international and pacifist education. Among the work of the Committee on Arts and Letters, the scheme for convening a congress on popular arts appeared to him to be of particular interest, and his country would be happy if Bucharest were chosen as the meeting-place for this conference.

M. FRANCOIS (Netherlands) said that his country had established a National Committee, and this showed the amount of progress achieved by public opinion in Holland. With regard to the utility of study tours, he pointed out that the results achieved during the last four years by the Academy of International Law at The Hague were of the most satisfactory kind. The Dutch Government expressed its warmest wishes for the development of the Institute. The appeal made by the Director would meet with all the attention it deserved.

M. NIEDZIALKOWSKI (Poland) said that the annual subsidy of 100,000 French francs paid by his Government was in the nature of a moral support. He thought, however, that that sum would shortly be increased. Poland would vote the credits and would adopt any resolutions tending to increase the influence of the Committee on Intellectual Co-operation.

M. VAN CAUWELAERT (Belgium) said that the results obtained were most comforting, for it should be in intellectual and moral fields that the work of instructing a universal community should be undertaken. The modest nature of its resources would be a guarantee that the Institute would not depart from the road laid down for it to follow and would be capable at the beginning of its life of distinguishing between immediate ends and ends of secondary importance. The Institute must be capable of limiting itself to what was its principal part, that was to say, to dealing with intellectual interests in general, to promoting instruction of youth in the ideals of the League of Nations and promoting exchanges of students. The constitution of international scholarships was a point of exceptional importance.

Baron VON RHEINBABEN (Germany) recalled that Germany had never refused its help in the work pursued in scientific and intellectual fields. Professor Einstein had taken part in the work of the Committee on Intellectual Co-operation. The establishment of a National Committee had not yet been carried out, for the administration of universities was a matter in the hands of the various German States, and fruitful international relations apart from the League of Nations had for a long time been in existence in various spheres. He hoped, however, that that Committee would soon be established.

Mr. ROY (Canada) said that the principal foundation stones on which the edifice of the League of Nations should be built were intellectual and economic co-operation. He urged the importance of the exchanges of students and professors and said that in a month Canada would be the first foreign country to establish in the University City of Paris a Canadian house for her students. He hoped that all National Committees would make a similar effort.

Madame LARSEN-JAHN (Norway) hoped that all States Members of the League of Nations would put into practice the suggestion of the Sub-Committee of Experts on the instruction of youth. It was necessary that all points of view should be represented. Since, however, education in the ideals of the League of Nations ought to be given to girls as well as

comme chez les garçons, ce Sous-Comité ne doit pas avoir une seule femme sur douze membres. Mme Larsen-Jahn espère donc qu'à l'avenir il fera appel à un plus grand nombre de femmes.

Mme Edith LYTTTELTON (Empire Britannique) appuie cette proposition.

M. DI PAULI (Autriche) estime qu'il ne faut négliger aucune occasion de faire une propagande intense dans les universités et suggère qu'on invite le Conseil à prendre en considération la création de bourses permettant aux étudiants de séjourner à Genève pendant les assemblées, afin de suivre les travaux de la Société des Nations.

Le colonel BOLLI (Suisse) témoigne du vif intérêt de son pays pour la coopération intellectuelle. La délégation suisse reconnaît les grands avantages qu'il y aurait à ce que le Congrès de l'art populaire se tint à Bucarest; elle signale cependant qu'une exposition d'art populaire suisse aura lieu à Berne, et qu'elle pourrait utilement collaborer si le Congrès se tenait à Berne pendant cette exposition.

La suite de la discussion est ajournée à la séance suivante.

VI. TROISIÈME COMMISSION: SÉANCE DE LA SOUS-COMMISSION

La Sous-Commission de la troisième Commission a tenu une séance mardi 14 septembre 1926, à 10 heures 30, sous la présidence de M. GUERRERO (Salvador).

Après un échange de vues sur la question suivante: « Rapports du Conseil relatifs au règlement pacifique des différends internationaux et au progrès réalisé au point de vue de la sécurité générale par la conclusion de conventions et traités », la Sous-Commission a procédé à un premier examen d'un projet de résolution présenté par M. MARKOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes), qui a été chargé de lui soumettre un nouveau projet amendé pour tenir compte des observations faites en séance.

VII. SIXIÈME COMMISSION

TROISIÈME SÉANCE DE LA SOUS-COMMISSION (ESCLAVAGE).

La Sous-Commission de la sixième Commission a poursuivi, au cours de sa troisième séance, hier mardi, à 11 h. 15, sous la présidence de M. A. NEMOURS (Haïti), l'examen du projet de Convention sur l'esclavage.

La suite de la discussion de l'article 3 est renvoyée à une séance ultérieure.

La Sous-Commission adopte, sans discussion, l'article 4 du projet de Convention (engagement d'assistance mutuelle entre les Hautes Parties contractantes pour la suppression de l'esclavage et de la traite).

Après un échange de vues auquel prennent part M. Cavendish BENTINCK (Empire Britannique), M. AUBERT (France), M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay), le comte BONIN-LONGARE (Italie), M. LOUWERS (Belgique), et sir Joseph COOK (Australie), l'article 5 du projet (mesures de répression des infractions aux lois sur l'esclavage et la traite) est adopté avec un amendement proposé par le comte BONIN-LONGARE.

La discussion des articles 6 et 7 est ajournée.

L'article 8 concernant l'abrogation des stipulations des conventions antérieures est supprimé, sur la proposition du délégué britannique, appuyée par plusieurs délégués.

Le rapport de la Sous-Commission contiendra un paragraphe explicatif au sujet de cette suppression.

VIII. DOCUMENTS

DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE
LE 14 SEPTEMBRE 1926.

Compte rendu définitif: première séance.
Assemblée: Ordre du jour N° 6.

to boys, that Committee ought not to count only one woman among twelve members. Madame Larsen-Jahn hoped, therefore, that in future a larger number of women would be appointed to that Committee.

Dame Edith LYTTTELTON (British Empire) supported this proposal.

M. DI PAULI (Austria) thought that no opportunity should be neglected for carrying on active propaganda among universities. He suggested that the Council should be asked to consider the establishment of scholarships making it possible for students to live in Geneva during the meetings of the Assembly in order to follow the work of the League of Nations.

Colonel BOLLI (Switzerland) informed the Committee of the warm interest taken by his country in the work of intellectual co-operation. The Swiss delegation recognised the great advantages which would be obtained if the Congress on Popular Arts met at Bucharest. It would point out, however, that an exhibition of Swiss popular art would be held in Berne, and useful co-operation would be established if that congress could be held in Berne during that exhibition.

The continuation of the discussion was postponed until the next meeting.

VI. THIRD COMMITTEE: MEETING OF THE SUB-COMMITTEE

The Sub-Committee of the Third Committee met yesterday (Tuesday, September 14th, 1926) at 10.30 a.m. under the chairmanship of M. GUERRERO (Salvador).

It discussed the reports of the Council on the pacific settlement of international disputes and on the progress achieved from the point of view of general security by the conclusion of treaties and conventions. The Sub-Committee proceeded to a preliminary examination of a draft resolution submitted by M. MARKOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes), who was instructed to submit to it a new and amended text, taking into account the observations made during the meeting.

VII. SIXTH COMMITTEE

THIRD MEETING OF THE SUB-COMMITTEE (SLAVERY).

The Sub-Committee of the Sixth Committee continued, during its third meeting yesterday (Tuesday) at 11.15 a.m., under the chairmanship of M. NEMOURS (Haiti), its examination of the Draft Convention on Slavery.

The continuation of the discussion on Article 3 was adjourned to a later meeting.

The Sub-Committee adopted without discussion Article 4 of the Draft Convention (undertaking of the High Contracting Parties mutually to assist one another in the suppression of slavery and the slave trade).

After an exchange of views, in which Mr. Cavendish BENTINCK (British Empire), M. AUBERT (France), M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay), Count BONIN-LONGARE (Italy), M. LOUWERS (Belgium) and Sir Joseph COOK (Australia) took part, Article 5 of the Draft (measures for the repression of breaches of the laws on slavery and the slave trade) was adopted with an amendment proposed by Count BONIN-LONGARE.

The discussion of Articles 6 and 7 was adjourned.

Article 8 (concerning the abrogation of the provisions of previous Conventions) was suppressed on the proposal of the British delegate, supported by several other delegates.

The report of the Sub-Committee will contain a paragraph explaining this suppression.

VIII. DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 14TH, 1926.

Definitive Verbatim Record: First Meeting.
Assembly Agenda 6.

Service des documents de l'Assemblée

JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE.

Afin de mettre entre les mains des délégués, des journalistes et des visiteurs à l'Assemblée le programme quotidien et le résumé des séances, le *Journal de l'Assemblée* paraîtra tous les matins.

Le prix d'abonnement à la série du Journal publiée durant l'Assemblée est de Fr. 6.— (pour l'étranger: Fr. 9.—, port compris). Les exemplaires seront portés à domicile, pour autant que cela est possible; tous les autres seront expédiés par la poste.

COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLÉE.

Le *Compte rendu* donne le texte officiel des débats des séances plénières de l'Assemblée, les débats des Commissions étant résumés dans le *Journal de l'Assemblée*. Le compte rendu complet des séances plénières et des Commissions sera publié dans les *Actes de l'Assemblée*, édition définitive paraissant quelques mois après la clôture de l'Assemblée.

Prix de souscription au *Compte rendu*: Fr. 6.— (pour l'étranger: Fr. 9.—, port compris).

RAPPORT A LA SEPTIÈME ASSEMBLÉE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS SUR L'ŒUVRE DU CONSEIL, SUR LE TRAVAIL DU SÉCRÉTARIAT ET SUR LES MESURES PRISES POUR EXÉCUTER LES DÉCISIONS DE L'ASSEMBLÉE.

Ce rapport résume l'œuvre du Conseil, les travaux des Conférences et des Commissions de la Société des Nations, ainsi que du Secrétariat depuis la sixième session de l'Assemblée jusqu'au 15 mai 1926. Comme ce rapport est discuté dans tous ses points par l'Assemblée, il est indispensable à ceux qui désirent suivre les séances en détail.

Prix: Fr. 4.—; *Rapport supplémentaire* pour la période 15 mai-31 août 1926: Fr. 2.—.

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE.

Prix: Fr. 0.50.

NOTE. — L'édition définitive des **ACTES DE LA SEPTIÈME ASSEMBLÉE** paraîtra au commencement de 1927. Les commandes sont reçues dès maintenant au Secrétariat de la Société des Nations: Service de vente des publications.

Les publications sont en vente aux adresses suivantes:

- Au **SÉCRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS**: Service de vente des publications (Villa Beauregard, annexe du bâtiment du Secrétariat), pendant les heures de bureau ordinaires;
- A la **SALLE DE L'ASSEMBLÉE** (Salle de la Réformation, hall d'entrée), pendant les séances de l'Assemblée;
- A la **LIBRAIRIE PAYOT & C^{IE}**, Place du Molard, Genève.

Service of Assembly Documents

JOURNAL OF THE ASSEMBLY.

In order to provide delegates, journalists and visitors to the Assembly with a regular daily programme and résumé of the meetings, the *Journal of the Assembly* is issued each morning. Copies will be delivered to subscribers at their private addresses where possible, or sent by post.

The subscription to the series during the Seventh Assembly is 6 francs (9 francs abroad, including postage).

VERBATIM RECORD OF THE ASSEMBLY.

The *Verbatim Record* gives the official text of the proceedings of the Plenary Meetings of the Assembly. The proceedings of the Committees are summarised in the *Journal of the Assembly*, the complete verbatim record being published in the definitive *Records of the Assembly* some months after the close of the Assembly.

Subscription to the *Verbatim Record*: 6 francs (9 francs abroad, including postage).

REPORT TO THE SEVENTH ASSEMBLY OF THE LEAGUE ON THE WORK OF THE COUNCIL, ON THE WORK OF THE SECRETARIAT AND ON THE MEASURES TAKEN TO EXECUTE THE DECISIONS OF THE ASSEMBLY.

This report summarises the work of the Council, of the Conferences and Committees of the League of Nations, and of the Secretariat from the date of the meeting of the Sixth Session of the Assembly until about May 15th, 1926. As the report is discussed at length by the Assembly, it is essential to those wishing to follow the meetings in detail.

Price: 4 francs; *Supplementary Report*, covering the period May 15th - August 31st, 1926: 2 francs.

AGENDA OF THE ASSEMBLY.

Price: 50 centimes.

NOTE. — The definitive **RECORDS OF THE SEVENTH ASSEMBLY** will be issued at the beginning of 1927. Orders for them may be left at the Secretariat Sales Department.

The publications are on sale in Geneva at the following addresses:

- SECRETARIAT SALES DEPARTMENT** (Villa Beauregard, annex to the Secretariat Building) during the ordinary office hours.
- ASSEMBLY HALL** (Salle de la Réformation, Public Entrance), during the Assembly meetings.
- LIBRAIRIE PAYOT et C^{IE}**, Place du Molard, Geneva.

LISTE DES DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

- ALLEMAGNE**
Theod. Thomas Komm. Gesch., Talstrasse 13, LEIPZIG.
- ARGENTINE**
Libreria « El Atenco », calle Florida 371, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIE**
Nouvelle-Galles du Sud: Angus & Robertson Ltd., 89-95, Castlereagh Street, SYDNEY.
Victoria: Robertson & Mullens Ltd., 107-113, Elizabeth Street, MELBOURNE.
- BELGIQUE**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRESIL**
Livreria F. Briguiet & Cia, 23, rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIE**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd « Tsar Osvo-boditel » No. 4a, SOFIA.
- CANADA**
League of Nations Society in Canada, 279, Wellington Street, OTTAWA.
- CHILI**
Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO-DE-CHILI.
- COLOMBIE**
Libreria Colombiana, P. O. Box 199, BOGOTÁ.
- COSTA-RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia, LA HAVANE.
- DANEMARK**
V. Pios Boghandel, Povel Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.
- ÉQUATEUR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE**
Centro Editorial « Minerva », Tudescos, 39-41, MADRID, E. 12.
- ÉTATS-UNIS**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, Mass.
- FINLANDE**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).
- GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE DU NORD et COLONIES DE LA COURONNE**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W.C. 2.
- GREECE**
Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Constitution, ATHÈNES.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantes, 10a, Calle Oriente No. 5, GUATEMALA.
- HAÏTI**
Librairie-papeterie Mme D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.
- HAWAÏ**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- HONGRIE**
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 S., BUDAPEST IV, Ker.
- INDES NÉERLANDAISES**
Algemeene Boekhandel, G. Koff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.
- ITALIE**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco-Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPON**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- LETTONIE**
Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.
- LUXEMBOURG (G. D.)**
Librairie J. Heintzé, M. Hagen, successeur, Place Guillaume, 8, LUXEMBOURG.
- MEXIQUE**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- NORVÈGE**
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, OSLO.
- NOUVELLE-ZÉLANDE**
Walter Nash, Fletcher's Buildings, 4, Willis Street, WELLINGTON.
- PANAMA**
Libreria I. Preclado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PAYS-BAS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PÉROU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- PORTUGAL**
J. Rodrigues & Ca, rua Aurea, 186-188, LISBONNE.
- ROUMANIE**
« Cartea Românească », 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- SARRE (Basin de la)**
Librairie Parisienne, Maison Marguet, M. Golbert, successeur, 4, Friedrich Wilhelmstrasse, SARREBRUCK.
- SERBES, CROATES ET SLOVÈNES (Royaume des)**
Librairie « Vreme », BELGRADE.
- SUEDE**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTRÉUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHÉCOSLOVAQUIE**
Librairie F. Topič, 11, Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser :

Service de vente des Publications de la Société des Nations,
GENÈVE (Suisse)
(Catalogue complet envoyé sur demande.)

AUTHORISED AGENTS FOR THE PUBLICATIONS OF THE LEAGUE OF NATIONS

- ARGENTINE**
Libreria « El Atenco », calle Florida 371, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIA**
New South Wales: Angus & Robertson, Ltd., 89-95, Castlereagh Street, SYDNEY.
Victoria: Robertson & Mullens, Ltd., 107-113, Elizabeth Street, MELBOURNE.
- BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUSSELS.
- BOLIVIA**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRAZIL**
Livreria F. Briguiet & Cia, 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIA**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd « Tsar Osvo-boditel » No. 4a, SOFIA.
- CANADA**
League of Nations Society in Canada, 279, Wellington Street, OTTAWA.
- CHILE**
Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO DE CHILE.
- COLOMBIA**
Libreria Colombiana, P. O. Box 199, BOGOTÁ.
- COSTA RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.
- CZECHOSLOVAKIA**
Librairie F. Topič, 11 Narodni, PRAGUE.
- DENMARK**
V. Pios Boghandel, Povel Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.
- DUTCH EAST INDIES**
Algemeene Boekhandel G. Koff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.
- ECUADOR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- FINLAND**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).
- GERMANY**
Theod. Thomas Komm. Gesch., Talstrasse 13, LEIPZIG.
- GREAT BRITAIN, NORTHERN IRELAND and CROWN COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.
- GREECE**
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitution, ATHENS.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantes, 10a, Calle Oriente, No. 5, GUATEMALA.
- HAÏTI**
Librairie-Papeterie Mme D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.
- HAWAÏ**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- HUNGARY**
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Bros.), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST IV, Ker.
- ITALY**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco-Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPAN**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- LATVIA**
Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.
- LUXEMBURG (G. D.)**
Librairie J. Heintzé, M. Hagen, successeur, Place Guillaume 8, LUXEMBURG.
- MEXICO**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NETHERLANDS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE HAGUE.
- NEW ZEALAND**
Walter Nash, Fletcher's Buildings, 4, Willis Street, WELLINGTON.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.
- NORWAY**
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, OSLO.
- PANAMA**
Libreria I. Preclado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PERU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLAND**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.
- PORTUGAL**
J. Rodrigues & Ca., Rua Aurea 186-188, LISBON.
- ROUMANIA**
« Cartea Românească », 3-5, Boul. Academiei, BUCHAREST.
- SAAR BASIN**
Librairie Parisienne, Maison Marguet, M. Golbert, successeur, 4, Friedrich Wilhelmstrasse, SAARBRUCK.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- SERBS, CROATS AND SLOVÈNES (Kingdom of the)**
Librairie « Vreme », BELGRADE.
- SPAIN**
Centro Editorial « Minerva », Tudescos, 39-41, MADRID, E. 12.
- SWEDEN**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SWITZERLAND**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTRÉUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- UNITED STATES**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, Mass.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries, apply:

Publication Sales Department of the League of Nations,
GENEVA (Switzerland).
(Complete catalogue sent on application.)

JOURNAL

DE LA
SEPTIÈME SESSION
ORDINAIRE
DE L'
ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1926

OF THE
SEVENTH ORDINARY
SESSION
OF THE
ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1926

N° 10. — JEUDI 16 SEPTEMBRE 1926.

No. 10. — THURSDAY, SEPTEMBER 16TH, 1926.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressées à M. John Palmer, rédacteur en chef bureau 290, villa Beau-Regard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

MAINTIEN DE L'ORDRE DANS LA SALLE D'ASSEMBLÉE

DÉCISION DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE.

1. *Le rez-de-chaussée de la salle, à l'exception des sièges réservés au fond, sera affecté exclusivement aux délégués, délégués suppléants, experts, conseillers, secrétaires et membres du Secrétariat. Le public ou les membres des familles des personnes susmentionnées ne seront pas autorisés à y pénétrer.*

2. *Conformément à la pratique suivie dans les parlements nationaux, aucun applaudissement ne sera toléré dans les galeries réservées à la presse et au public.*

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	114
II. Election des Membres non permanents du Conseil	114
III. Dixième séance plénière de l'Assemblée	115
IV. Onzième séance plénière de l'Assemblée	120
V. Troisième Commission: Sous-Commission	123
VI. Protection des minorités	124
VII. Erratum, au <i>Journal de l'Assemblée</i> du 15 septembre	124
VIII. Signatures et ratifications des accords internationaux	124
IX. Documents distribués aux membres de l'Assemblée	124

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL.

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beau-Regard.

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

MAINTENANCE OF ORDER IN THE ASSEMBLY HALL.

DECISION OF THE GENERAL COMMITTEE OF THE ASSEMBLY.

1. *The ground floor of the Assembly Hall, except the reserved seats at the back, is intended exclusively for delegates, substitute delegates, experts, advisers, secretaries and members of the Secretariat. The public or members of the families of the persons mentioned above will not be admitted to this part of the hall.*

2. *In conformity with the practice followed in national parliaments, no applause will be allowed in the galleries reserved for the Press and for the public.*

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	114
II. Election of the Non-Permanent Members of the Council	114
III. Tenth Plenary Meeting of the Assembly	115
IV. Eleventh Plenary Meeting of the Assembly	120
V. Third Committee: Sub-Committee	123
VI. Protection of Minorities	124
VII. Erratum to <i>Assembly Journal</i> of September 15th	124
VIII. Signatures and Ratifications of International Engagements	124
IX. List of Documents distributed to Members of the Assembly	124

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Séance plénière de l'Assemblée.

Il y aura une séance plénière de l'Assemblée aujourd'hui jeudi 16 septembre, à 10 h. 15, à la Salle de la Réformation.

Ordre du jour :

Election des Membres non permanents du Conseil.

Première Commission.

La première Commission se réunira aujourd'hui jeudi 16 septembre, à 15 heures, au Secrétariat (Salle E).

Deuxième Commission.

La deuxième Commission se réunira aujourd'hui jeudi 16 septembre, à 15 heures, au Secrétariat (Salle C).

Ordre du jour :

- a) Fin de la discussion sur l'œuvre de la Commission de coopération intellectuelle.
- b) A 16 heures: Travaux de la Commission préparatoire pour la Conférence économique internationale.

Troisième Commission: Sous-Commission.

La Sous-Commission de la troisième Commission se réunira aujourd'hui jeudi 16 septembre, à 15 heures, au Secrétariat (Chambre 95).

Sixième Commission: Sous-Commission (Esclavage).

La Sous-Commission de la sixième Commission se réunira aujourd'hui jeudi 16 septembre, à 15 heures, au Secrétariat (Salle B).

Conseil.

Le Conseil se réunira aujourd'hui jeudi 16 septembre, à 17 heures, au Secrétariat (Salle F). La séance sera privée et suivie d'une séance publique à 17 h. 45.

Seuls seront admis les membres des délégations et les journalistes porteurs de cartes barrées.

Comité du Conseil.

Le Comité du Conseil se réunira samedi 18 septembre, à 10 h. 30, au Secrétariat (salle D), afin d'examiner conformément à la résolution adoptée par le Conseil le 4 septembre 1926, les propositions des Gouvernements finlandais, français et polonais soumises à la Commission préparatoire du désarmement, ainsi que le mémorandum soumis au Conseil en annexe à cette proposition par le Gouvernement finlandais.

Programme des travaux.

Le Bureau de l'Assemblée, au cours d'une réunion tenue le 15 septembre, a fixé ainsi le programme des travaux jusqu'au samedi 18 septembre, inclusivement:

Vendredi 17 septembre:

- Matin:* Réunion des première, deuxième et sixième Commissions.
Après-midi: Réunion des troisième, quatrième et cinquième Commissions.

Samedi 18 septembre:

- Matin:* Séance plénière de l'Assemblée.
Après-midi: Réunion des troisième, quatrième et cinquième Commissions.

II. ÉLECTION DES MEMBRES NON PERMANENTS DU CONSEIL

PROCÉDURE ADOPTÉE PAR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE POUR L'ÉLECTION DE 1926.

Au cours de sa réunion d'hier mercredi après-midi 15 septembre, le Bureau a arrêté comme suit, conformément au para-

I. PROGRAMME OF MEETINGS.

Plenary Meeting of the Assembly.

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day (Thursday, September 16th) at 10.15 a.m. at the Salle de la Réformation.

Agenda:

Election of the Non-Permanent Members of the Council.

First Committee.

The First Committee will meet to-day (Thursday, September 16th) at 3 p.m. in the Secretariat (Room E).

Second Committee.

The Second Committee will meet to-day (Thursday, September 16th) at 3 p.m. in the Secretariat (Room C).

Agenda:

- (a) End of the Discussion on the Work of the Committee on Intellectual Co-operation.
- (b) At 4 p.m.: Work of the Preparatory Committee for the International Economic Conference.

Third Committee: Sub-Committee.

The Sub-Committee of the Third Committee will meet to-day (Thursday, September 16th) at 3 p.m. in the Secretariat (Room 95).

Sixth Committee: Sub-Committee (Slavery).

The Sub-Committee of the Sixth Committee will meet to-day (Thursday, September 16th) at 3 p.m. in the Secretariat (Room B).

Council.

The Council will meet to-day (Thursday, September 16th) at 5 p.m. in the Secretariat (Room F). The meeting will be private and will be followed by a public meeting at 5.45 p.m.

Only members of delegations and journalists with barred cards will be admitted.

Committee of the Council.

The Committee of the Council will meet on Saturday, September 18th, at 10.30 a.m. in the Secretariat (Room D) in order to examine, in conformity with the resolution adopted by the Council on September 4th, 1926, the proposals of the Governments of Finland, France and Poland submitted to the Preparatory Committee on Disarmament, together with the memorandum submitted to the Council by the Government of Finland as an annex to its proposal.

Future Arrangements.

At a meeting held on September 15th the General Committee of the Assembly fixed as follows the programme of work up till Saturday, September 18th, inclusive:

Friday, September 17th:

- Morning:* Meetings of First, Second and Sixth Committees.
Afternoon: Meetings of Third, Fourth and Fifth Committees.

Saturday, September 18th:

- Morning:* Plenary meeting of the Assembly.
Afternoon: Meetings of Third, Fourth and Fifth Committees.

II. ELECTION OF THE NON-PERMANENT MEMBERS OF THE COUNCIL

PROCEDURE ADOPTED BY THE GENERAL COMMITTEE OF THE ASSEMBLY FOR THE 1926 ELECTION.

The General Committee, at a meeting held on Wednesday afternoon, September 15th, fixed as follows, in accordance with

graphie 1 de l'article IV du rapport de la première Commission, la procédure à suivre pour l'élection des neuf Membres non permanents du Conseil:

1. a) L'Assemblée procédera à un scrutin pour élire les neuf Membres non permanents du Conseil. Les noms des Membres ainsi élus seront proclamés;

b) L'Assemblée procédera à un scrutin pour désigner, sur les neuf Membres élus, trois Membres qui seront représentés au Conseil pendant une durée de trois années. Les noms des trois Membres ainsi désignés seront proclamés;

c) L'Assemblée procédera à un scrutin pour désigner, sur les six autres Membres élus, trois Membres qui seront représentés au Conseil pendant une durée de deux années. Les noms des trois Membres ainsi désignés seront proclamés.

2. S'il a été présenté, par l'un quelconque des neuf Membres élus, une candidature en vue de la rééligibilité, conformément aux termes du Rapport de la première Commission, l'Assemblée procédera à un scrutin sur cette candidature.

III. DIXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue à la Salle de la Réformation, le mercredi 15 septembre 1926, à 10 heures.

Mode d'élection des Membres non permanents du Conseil et régime de leurs mandats. Rapport de la première Commission.

M. Motta (Suisse), président et rapporteur de la première Commission, prend place à la tribune.

M. MOTTA déclare que la première Commission l'a chargé de présenter à l'Assemblée un rapport purement oral.

Il tient à souligner tout d'abord que les travaux de la première Commission se sont déroulés avec toute l'attention et le calme nécessaires pour garantir la pleine liberté et la dignité de l'Assemblée. Les discussions de la Commission ont fortement amélioré le projet primitif, établi par la Commission spéciale que le Conseil avait chargé d'étudier la question, tout en maintenant ce projet dans ses lignes maîtresses. L'œuvre que va accomplir l'Assemblée ne sera donc pas une simple formalité mais un véritable acte de législation, par lequel s'affirmera la souveraineté de l'Assemblée.

Le projet est divisé en deux parties. La première, qui contient les articles 1 à 3, fixe les règles applicables en temps normal. La seconde partie, constituée par l'article 4, indique les règles applicables, à titre transitoire, aux élections de cette année.

Le principe dominant est celui du roulement. La durée du mandat est fixée à trois années. A l'expiration de cette période, les Membres non permanents ne sont plus, en règle, rééligibles. La période d'exercice du mandat commence immédiatement après l'élection et se termine trois années après le jour où l'Assemblée procède aux élections. La période durant laquelle l'Etat reste inéligible dure trois ans, et à l'expiration de cette période l'Etat redevient éligible selon les règles ordinaires.

Le renouvellement du Conseil dans sa partie permanente se fait par tiers; c'est-à-dire que les élections de chaque année ne portent que sur trois des neuf Membres non permanents. Ce système satisfait ainsi à deux besoins essentiels: celui de faire entrer dans le Conseil, successivement, le plus grand nombre possible d'Etats, et celui de la continuité.

L'idée du roulement n'est cependant pas une règle absolue et inflexible. Il peut se présenter des situations où l'intérêt même de la Société commande des exceptions. Il peut être désirable qu'un Etat reste au Conseil pendant une période prolongée, les services rendus ou ceux qu'il pourra rendre à la cause de la paix pouvant justifier une exception en sa faveur. Cette exception ne doit cependant pas devenir une règle. Aussi le projet prévoit-il que l'exception ne pourra être consacrée que par un vote secret et distinct, pris aux deux tiers des suffrages exprimés dans l'Assemblée. Ce vote ne pourra être demandé que par l'Etat intéressé et, comme règle, en dehors des dispositions transitoires pour cette année, seulement à l'expiration de son mandat ou pendant les années dites « de repos ».

Dans le calcul des deux tiers des suffrages, les bulletins blancs ou nuls ne sont pas comptés.

paragraph 1 of Article IV of the Report of the First Committee on the election of the nine non-permanent Members of the Council, the procedure of election:

1. (a) A vote will be taken whereby the Assembly will elect the nine non-permanent Members of the Council. The names of the Members so elected will be proclaimed;

(b) A vote will be taken whereby, of the nine elected Members, the Assembly will choose three to be represented on the Council for a term of three years. The names of the three Members so chosen will be proclaimed;

(c) A vote will be taken whereby, of the six remaining elected Members, the Assembly will choose three to be represented on the Council for a term of two years. The names of the three Members so chosen will be proclaimed.

2. Should any request for re-eligibility have been presented in accordance with the terms of the Report of the First Committee by any of the nine Members elected, the Assembly will vote on such request.

III. TENTH PLENARY MEETING

held at the Salle de la Réformation at 10 a.m. on Wednesday, September 15th, 1926.

Method of Election and Tenure of the Non-Permanent Seats on the Council: Report of the First Committee.

M. Motta (Switzerland) (Chairman), Rapporteur of the First Committee, came to the platform.

M. MOTTA said that the First Committee had instructed him to present its report verbally to the Assembly.

First, he would emphasise that the work of the First Committee had been done carefully and at leisure in circumstances which guaranteed the full liberty and dignity of the Assembly. The discussions of the Committee had resulted in a considerable improvement of the original scheme drafted by the special Committee appointed by the Council to examine the question, though the main lines of that scheme had been substantially preserved. The work of the Assembly was not therefore a mere formality but a genuine act of legislation whereby the sovereignty of the Assembly was affirmed.

The scheme was divided into two parts. The first consisted of Articles 1 to 3, which determined the rules ordinarily applicable. The second part, consisting of a fourth article, indicated the rules applicable as a temporary measure to the elections of the present year.

The governing principle was that of rotation. The term of office was fixed at three years. On its expiration the non-permanent Members were not as a rule re-eligible. The term of office began immediately after the election and terminated three years after the day on which the Assembly had made the elections. The period during which a State remained ineligible lasted for three years, and on the termination of this period the State again became eligible in the ordinary way.

The renewal of the non-permanent part of the Council would be effected by thirds, the elections each year covering only three of the nine non-permanent Members. This arrangement met two essential requirements: that of bringing into the Council successively the greatest possible number of States and the necessity of continuity.

The principle of rotation was not, however, an absolute and inflexible rule. There might arise situations in which the interests of the League of Nations required exceptions. It might be desirable that a State should remain in the Council for a long period, the services which it had rendered or might render in future to the cause of peace justifying an exception in its favour. Such an exception must not, however, become the rule. The scheme therefore provided that an exception could only be authorised by a secret and distinct vote of two-thirds of the delegations voting in the Assembly. Such a vote could only be requested by the State concerned and, as a rule, apart from the temporary provisions of the present year, only on the expiration of its term of office or during the years of its retirement.

In the calculation of the majority of two-thirds, spoilt or blank voting papers would not be counted.

Le projet prévoit en outre qu'en aucun cas ne siégeront ensemble dans le Conseil plus de trois Etats ayant obtenu la qualification de rééligibles.

L'Assemblée est libre de faire usage en tout temps de son droit de procéder, si les circonstances le lui imposaient, au renouvellement intégral du Conseil. Il n'y a donc pas de droit acquis aux sièges du Conseil. L'Assemblée est souveraine; elle peut enlever ce qu'elle a donné. Elle n'exercera d'ailleurs ce droit qu'à la majorité des deux tiers, et il est clair que ce droit n'est qu'un moyen suprême de dénouer une crise insoluble autrement.

Les règles qui viennent d'être exposées subissent certaines modifications pour la présente année. Avant tout, l'élection de cette année porte, non pas sur le tiers, mais sur la totalité des Membres non permanents. Trois Etats doivent être nommés pour une période de trois années, trois Etats pour une période de deux années et trois Etats pour une période d'un an.

On peut concevoir que l'Assemblée procède à l'élection de neuf Membres non permanents par un seul scrutin, et, qu'ensuite, par trois scrutins successifs, elle fasse un partage des sièges entre les neuf Membres élus, en indiquant ceux qui sont désignés pour trois années, ensuite ceux qui sont désignés pour deux années, enfin ceux qui sont désignés pour une année. On peut concevoir aussi que l'Assemblée, par trois scrutins successifs, désigne d'abord les Etats à nommer pour trois années, ensuite ceux à nommer pour deux années, enfin ceux à nommer pour une année.

La première Commission recommande instamment à l'Assemblée de laisser à son Bureau le choix de la procédure à suivre pour cette année.

En outre, cette année, la déclaration relative à la rééligibilité suivra l'élection, au lieu de la précéder, comme ce sera la règle dans les circonstances normales.

Les délégués de la Perse et de la Chine ont insisté, la veille, à la séance de la première Commission, pour que l'Asie et l'Afrique se voient attribuer deux sièges non permanents dès cette année. Le rapporteur ne présente cette demande qu'avec la réserve qui s'impose à lui, car la liberté de l'Assemblée est ici engagée. Il se permet cependant de déclarer que ni cette année, ni les années futures, l'Assemblée ne peut oublier les populations immenses du continent asiatique.

Si plusieurs Etats posaient leur candidature, ne seraient déclarés rééligibles que ceux qui, ayant obtenu au moins les deux tiers des suffrages, recueilleraient le plus grand nombre de ces suffrages. En cas d'égalité, il y aurait un nouveau scrutin.

En 1927 et 1928, l'Assemblée sera libre de donner la qualification de rééligibilité à d'autres Etats. Cependant elle ne devra se servir de cette faculté — dans l'hypothèse où, cette année, on aurait déjà désigné plus de trois Etats ou au moins trois Etats comme rééligibles — que dans des cas tout à fait exceptionnels.

Les élections auront lieu demain.

Ses collègues n'oublieront pas que le Conseil et l'Assemblée, en élevant le nombre des Membres non permanents de six à neuf, ont voulu, entre autres, faire une part plus large que la part actuelle à l'Amérique latine; ils n'oublieront pas non plus qu'une représentation meilleure du continent asiatique répond également aux commandements de la prudence et de la justice.

Le projet qui a été exposé constitue un compromis; il n'est pas parfait au point de vue de la raison pure, mais il répond aux besoins présents. Il serait injuste de dire qu'il constitue une œuvre insuffisante et hâtive. Son acceptation montrera que les délégations de l'Assemblée savent subordonner leurs vues particulières aux intérêts généraux.

M. LÖFGREN (Suède) rappelle le discours dans lequel M. Briand, délégué de la France, signalait les dangers auxquels la vanité nationale de ses Membres pourrait exposer la Société des Nations. La crise qui vient de se produire à l'intérieur du conseil a montré combien les différents peuples sont encore loin du temps où le prestige national ne sera plus un facteur déterminant dans les affaires internationales.

La solution proposée, loin d'être une solution idéale, peut, au contraire, comporter de graves dangers et de graves difficultés pour la Société des Nations. La Suède a pris à la préparation de cette solution une part plus active que la majorité des Etats membres de la Société des Nations; elle est pourtant bien loin de considérer avec orgueil le résultat obtenu; les représentants de la Suède se sont, à maintes reprises, efforcés d'écarter les décisions qui, dans leur modeste jugement, apparaissaient comme hâtives ou peu sages et, pour un ou deux points d'ordre vital, relatifs à l'organisation du Conseil, leur avis a prévalu.

The scheme also provided that in no case should there sit on the Council more than three States which had obtained the qualification of being re-eligible.

The Assembly was free to make use at any time of its right to proceed, if circumstances required, to a complete renewal of the Council. There would accordingly be no prescriptive right to a seat on the Council. The Assembly was sovereign and might take away the privilege which it had conferred. It would exercise this right, however, only by a majority of two-thirds, and the right was intended, as the final means if all else failed, of settling any possible crisis.

The above rules would for the present year be subject to certain modifications. In particular, the elections for the present year would cover not one-third of the non-permanent Members of the Council but all of them. Three States must be nominated for a period of three years, three States for a period of two years, and three States for a period of one year.

The Assembly might proceed to the election of nine non-permanent Members by a single ballot, and afterwards, by three successive ballots, it might make a division of the seats between the nine elected Members, indicating those who would be appointed for three years, those who would be appointed for two years, and finally those who would be appointed for one year. Alternatively, the Assembly might, by three successive ballots, first appoint the States to hold office for three years, then those to hold office for two years, and finally those to hold office for one year.

The First Committee urgently recommended the Assembly to leave for this year the choice of the procedure to be followed to its General Committee.

Secondly, the declaration in regard to re-eligibility would this year follow the election, instead of, as in normal circumstances, preceding it.

The delegates of Persia and of China had insisted on the previous day, at a meeting of the First Committee, that Asia and Africa should this year receive two non-permanent seats. He presented this request with some reserve, as the liberty of the Assembly was involved. He would urge, however, that neither this year nor in future years was it possible to forget the immense populations of the Asiatic Continent.

If several States presented their candidature, only those would be declared re-eligible which, having obtained at least two-thirds of the votes, received the greatest number of votes. In case of equality there would have to be a new ballot.

In 1927 and 1928 the Assembly would be free to qualify other States as re-eligible. Nevertheless, it should not make use of this option in the event of more than three States, or at least three States, being declared re-eligible this year, except in quite exceptional circumstances.

The elections would take place on the following day.

It would not be forgotten that the Council and the Assembly, in increasing the number of non-permanent Members from six to nine, had desired to give a larger representation than at present to Latin America, nor would it be forgotten that a more adequate representation of the Asiatic Continent would also respond to the dictates of prudence and justice.

The above scheme was a compromise and was not logically perfect, but it corresponded with present necessities. It would be unjust to say that it was a result of inadequate or hasty work. Its acceptance would show that the delegations of the Assembly knew how to subordinate their special views to the general interest.

M. LÖFGREN (Sweden) referred to the speech in which M. Briand, delegate of France, had alluded to the dangers which might arise for the League of Nations from the national vanity of its Members. The crisis which had just arisen within the Council had shown how very far various people still were from the time when national prestige would no longer be one of the determining factors in international affairs.

The solution offered was by no means ideal, and might involve serious dangers and difficulties for the League.

Sweden had taken a more active part in the preparation of this scheme than the majority of the Members of the League but was far from being proud of the result. The representatives of Sweden had on several occasions endeavoured to combat decisions which in their modest judgment appeared to be hasty or imprudent, and on one or two vital points in regard to the organisation of the Council their views had prevailed.

Ils ont également donné un avertissement à propos des conséquences de l'augmentation du nombre des sièges non permanents du Conseil, et de certaines dispositions de propositions soumises à l'Assemblée. Mais cet avertissement a été vain. La Suède n'a abandonné certains de ses points de vue que dans l'intérêt de la Société des Nations et parce qu'elle estimait que la crise avait assez duré.

C'est dans le même esprit que la délégation suédoise votera en faveur de la proposition de la première Commission. Cette proposition, en effet, ne viole aucun principe fondamental de la Société des Nations, des assurances formelles ayant été données au délégué suédois que le texte du projet ne comporte aucune classification des Etats, aucun privilège et aucune garantie quelconque de réélection.

La délégation suédoise espère qu'on a trouvé maintenant une solution définitive au problème de l'organisation du Conseil et qu'une ère nouvelle de bonne volonté entre tous les Membres de la Société des Nations est tout près de s'ouvrir.

Sir John FOSTER (Canada) déclare qu'il est impossible de ne pas constater avec une joie presque infinie le contraste qui existe entre l'atmosphère de la session actuelle de l'Assemblée et la session de mars. La Société des Nations, ayant traversé la crise principale, se trouve actuellement dans une situation plus forte que jamais. Cependant, la Société des Nations est une expérience qui a été confiée à des êtres faillibles, qui ont dû constituer de toutes pièces une nouvelle organisation mondiale. Elle ne peut, par conséquent, que se développer graduellement. L'Assemblée considère que le Conseil doit réunir la plus grande somme de capacité et d'expériences, étant donné qu'il est l'organe exécutif de la Société des Nations.

La continuité est un des précieux éléments de succès pour l'œuvre du Conseil et ce fait est d'ailleurs reconnu dans le Pacte, qui a créé des Membres permanents surtout afin d'assurer cette continuité.

Des difficultés ont été rencontrées au sujet des Membres non permanents; il en est résulté un examen nouveau de la question de la composition du Conseil et de la procédure de l'Assemblée. Le rapport de la première Commission contient une conclusion unanime, qui n'est peut-être pas idéale; mais c'est la meilleure à laquelle on puisse arriver pour le moment. La Société des Nations, bien que soumise aux lois de l'évolution, voit garantir la continuité de son œuvre par l'existence de Membres permanents, tandis que des vues et une expérience nouvelles lui seront apportées chaque année par les Membres non permanents. La continuité de la participation au Conseil sera renforcée par la disposition stipulant que les Membres non permanents seront élus pour trois ans; cette procédure sera utile à la Société des Nations aussi bien qu'à ses Membres dont l'expérience et les capacités augmenteront pendant la durée de leur mandat. Le rapport de la Commission rend aussi impossible toute répétition des événements de mars 1926, car l'Assemblée aura, désormais, toujours le pouvoir, quand elle croira devoir l'exercer, de révoquer le mandat de ses Membres non permanents et de procéder à une nouvelle répartition de leur siège.

Le délégué du Canada désire féliciter ceux des membres de l'Assemblée qui, afin d'arriver à une conclusion, unanime, ont soit abandonné, soit modifié l'opinion qu'ils avaient sur la composition du Conseil et à laquelle ils tenaient particulièrement. C'est là une preuve frappante du désir qu'ont les Membres de la Société des Nations de travailler dans l'intérêt de la coopération et des bonnes relations de tous.

La première Commission a touché à la question de l'octroi des sièges non permanents et de leur répartition entre les Membres de l'Assemblée. Une répartition géographique a été discutée, et l'Assemblée a souvent adopté des résolutions à ce sujet.

Le représentant du Canada est partisan d'une répartition géographique dans des limites raisonnables, mais il estime qu'à ce sujet l'Assemblée ne doit, à aucun moment particulier, s'engager à adopter un système de répartition géographique figée. Il vaut mieux laisser à la Société des Nations une liberté entière afin qu'elle puisse décider, suivant les circonstances et l'expérience du moment. La délégation canadienne ne peut, par conséquent, s'engager à appuyer aucune répartition numérique quelconque, susceptible de lier l'Assemblée pour l'avenir.

Tout en donnant tout son appui au principe fondamental sur lequel se fonde la revendication de trois sièges pour l'Amérique latine, il prie l'Assemblée de se souvenir que la Société des Nations est une association mondiale et qu'elle doit éviter,

They had also issued a warning as to the consequences of increasing the number of the non-permanent seats of the Council and of other provisions of the scheme. This warning had been in vain. Sweden had abandoned certain of her views solely in the interests of the League and because she considered that the crisis had lasted sufficiently long.

In the same spirit, the Swedish delegation would vote for the proposals of the First Committee. These proposals did not violate any fundamental principle of the League of Nations, as assurances had been given that they involved no classification of States, no privileges or guarantees of re-election.

The Swedish delegation hoped that the problem was now finally settled and that a new era of good-will was about to open for the Members of the League.

Sir John FOSTER (Canada) said it was impossible not to contrast with almost infinite joy the difference between the present session of the Assembly and the session in March. The League of Nations, having passed through the main crisis, was in a stronger position than in any previous moment. The League was an experiment confided to fallible creatures whose task it was to build up a new world organisation, and it could therefore only be built up step by step. The Assembly felt that the Council should represent the best ability and the largest experience available, as it was the executive body of the League.

Continuity was a very strong element in the successful work of the Council, and this fact was recognised in the Covenant, which had created permanent Members largely in order to preserve continuity.

Difficulties had arisen regarding the non-permanent Members which had resulted in the reconsideration of the composition of the Council and of the methods of procedure of the Assembly. The report of the First Committee contained a unanimous conclusion — not ideal, perhaps, but the best that could be achieved for the moment. The League, though subject to the laws of evolution, was assured of continuity of its work by means of the permanent Members, while fresh views and fresh experience would be available each year through the non-permanent Members. An increase in the continuity of membership of the Council had been obtained by the provision that the non-permanent Members should be elected for three years — a procedure alike of benefit to the League and to the Members, whose experience and capability would increase during their term of office. The report also made impossible any repetition of the events which had occurred in March 1926, for the Assembly would now always have the power, whenever it desired to exercise it, of recalling the mandates of its non-permanent Members and of re-distributing them.

He would pay a tribute to those Members of the Assembly who had held especially strong views regarding the composition of the Council and who had abandoned or modified those views in order that a unanimous conclusion might be achieved. This was a striking proof of the desire of the Members of the League to work in the interests of general co-operation and amity.

The First Committee had referred to the question of the allocation of the non-permanent seats and of their distribution among the Members of the Assembly. A geographical distribution had been discussed, and the Assembly had frequently adopted resolutions concerning this point.

He was in favour of a reasonable distribution of seats on a geographical basis, but he thought that in that matter the Assembly should not bind itself at any particular moment to adopt a rigid geographical system of distribution. It was best to allow entire freedom to the League to be guided by circumstances and experience. The Canadian delegation could not therefore undertake to support any specific numerical allocations which might bind the Assembly's hands in the future.

While giving every support to the underlying principle upon which the claim for three seats for Latin America was founded, he would ask the Assembly to remember that the League was a world society and that it must avoid as far as possible the

autant que possible, l'établissement d'une série de divisions de races ou de cultures; étant une organisation mondiale, la Société des Nations doit demeurer libre d'accomplir son œuvre d'un point de vue mondial.

Bien que se soient formées, au cours des six dernières années, de nombreuses associations de culture et de race, on a peu parlé encore d'un groupe de Membres de la Société des Nations formé des Dominions et possessions d'outre-mer de l'Empire Britannique. Le Canada, l'Australie, l'Afrique du Sud, l'Inde, la Nouvelle-Zélande et l'Etat libre d'Irlande sont tous Membres de la Société des Nations sur un pied d'égalité absolue. A la seule exception de l'Etat libre d'Irlande aucune exigence et aucune revendication n'a été présentée de la part de ce groupe de peuples libres pour une préséance, un pouvoir ou un honneur d'aucune sorte. Le Canada ne revendique pas de siège au Conseil, mais considère qu'il convient de faire remarquer que ses droits à être représenté au Conseil sont égaux à ceux de tous les autres cinquante-six Membres de la Société des Nations. Selon sa conception de la participation à la Société, chacun des Membres de celle-ci doit, non pas briguer sa part des honneurs qui peuvent être offerts, mais rechercher les meilleurs moyens de coopérer à l'œuvre de la Société des Nations elle-même. Des millions d'habitants du continent de l'Amérique du Nord ont été grandement affectés de constater qu'en mars dernier, on a semblé se préoccuper des honneurs à recevoir plus que des services que l'on pouvait rendre. Heureusement, cette atmosphère a maintenant enfin disparu. Elle a été dissipée par l'affirmation du représentant de la France qui, répondant au représentant de l'Allemagne, a déclaré: « C'est fini ». Les représentants de ces deux pays, il en est convaincu, ont parlé au nom de tous leurs compatriotes. Sa foi dans l'honnêteté de leurs convictions est absolue, et il a confiance que ces convictions se trouveront réalisées.

M. Desmond FITZGERALD (Etat libre d'Irlande) déclare qu'en principe les résolutions proposées à l'Assemblée ne sont pas entièrement désirables. Le nombre de quatorze Membres, tous pourvus du droit de veto, est trop considérable. La clause de non rééligibilité de certains Membres peut conduire, dans certains cas, à des résultats peu satisfaisants puisqu'elle limite le choix de l'Assemblée lors de l'élection de ses représentants. Cependant, la Société des Nations doit se laisser guider par l'expérience et certains principes faux en théorie peuvent être justifiés en pratique. La non rééligibilité semble pratiquement nécessaire étant donné que les Membres élus ont tendance à considérer leur siège comme leur appartenant de droit, si bien que l'Assemblée, lorsqu'il s'agit de changer un Membre du Conseil, peut se trouver en face d'une crise amenant peut-être la démission de l'Etat visé.

Et pourtant l'Assemblée, en adoptant ces propositions, sera-t-elle débarrassée de certaines prétentions fondées sur un soi-disant droit acquis? Outre les propositions déposées devant l'Assemblée on a présenté certaines suggestions tendant à donner un droit à certains sièges, à certains Etats ou groupes d'Etats. Elle reconnaît qu'il est désirable que soient équitablement représentés au Conseil les divers Etats et les diverses civilisations compris dans la Société des Nations. Et cependant les Membres non permanents doivent représenter l'Assemblée tout entière et aucun groupe particulier ne devrait avoir le droit, à aucun moment, d'être représenté au Conseil en quelque proportion spécifiquement déterminée.

Il faudrait encore moins qu'un groupe ait le droit de choisir parmi ses membres un Etat que l'Assemblée soit obligée d'élire. Un tel arrangement aurait pour résultat de diviser l'Assemblée en une hiérarchie d'Etats qui devraient nécessairement devenir Membres du Conseil, soit tous les deux ans, tous les trois ans, tous les quatre ans, ou seulement tous les dix ans, selon les cas. L'établissement, sous quelque forme que ce soit, d'un droit acquis à un siège, tendrait à détruire la puissance de l'Assemblée; celle-ci ne possède, en réalité, qu'un seul pouvoir vital qui est son pouvoir d'élire la majorité du Conseil et, par conséquent, d'avoir une influence sur celui-ci. L'Assemblée tout entière doit conserver le droit de choisir librement, d'année en année, les représentants qu'elle voudra et de remplacer par un autre Membre, quand elle le voudra, n'importe quel Membre élu, si elle le juge nécessaire, sans avoir à craindre la possibilité de nouvelles crises pouvant conduire à de nouvelles démissions.

M. DE BROUCKÈRE (Belgique) désire expliquer pourquoi, après que ses collègues de Suède et d'Irlande ont formulé des

establishment of a series of racial or cultural divisions. The League of Nations was a world organisation and must hold itself free to do its work from a world point of view.

Though many cultural and racial associations had become defined during the past six years, little had so far been heard of a group of Members of the League of Nations comprising the overseas dominions and possessions of the British Empire. Canada, Australia, South Africa, India, New Zealand and the Irish Free State were all Members of the League of Nations in a position of absolute equality; but with one exception—the Irish Free State—no demand or claim had been made from that group of free peoples for precedence, power or honour of any kind. Canada was making no claim for a seat on the Council, but she considered it pertinent to point out that she had equal rights to representation on the Council with all the other fifty-six Members of the League. His view of membership of the League was that it was for every Member not to seek for a share of the honours which might be available but to find out what best it could do to assist the work of the League itself. It had been a great grief to millions of people in the North American Continent to perceive that in March last honours appeared to have been more thought of than service. Happily, that atmosphere no longer remained. It had been dissipated by the assertion made by the representative of France when, in reply to the representative of Germany, he had said: "C'est fini". The representatives of those two countries had, he felt convinced, been speaking on behalf of all their countrymen. He had absolute faith in the honesty of their convictions and was entirely confident that they would be fulfilled.

Mr. Desmond FITZGERALD (Irish Free State) said he did not think that in principle the proposals before the Assembly were desirable. Fourteen was too large a number for the Council, seeing that each Member of the Council possessed a veto. The provision debarring elected Members from re-election was theoretically wrong, as it limited the Assembly's choice in electing representatives. The League, however, had to be guided by practical experience, and principles which were in theory wrong might in practice be justified. Non-re-eligibility seemed practically necessary owing to the fact that Members tended to regard their seats as belonging to them by prescriptive right, with the result that the Assembly, when it came to remove a Member, might be faced with a crisis resulting, perhaps, in the withdrawal of the State concerned.

Would the Assembly, however, by adopting these proposals, get rid of claims to a prescriptive right to a seat? Besides the proposals placed before the Assembly were other suggestions intended to give certain States or groups of States a right to certain seats on the Council. He recognised the desirability of having a Council on which the various States and civilisations of the League were equitably represented. The non-permanent Members, however, must represent the Assembly as a whole, and no particular group should have any right to be at any time represented in any specific proportion on the Council. Still less should any group have the right to choose from among its associates a State which the Assembly would be under an obligation to elect. Such an arrangement would result in dividing the Assembly into a hierarchy of States due to be Members of the Council once in every two years, or every three years, or every four years, or only every ten years, as the case might be.

The establishment of any kind of prescriptive right to a seat tended to destroy the power of the Assembly. The Assembly had only one really vital power, and that was its power to control the Council by electing the majority of its Members. The Assembly as a whole must retain the power to choose freely from year to year whatever representatives it liked and to replace at any time any elected Member by another Member should it seem necessary to do so, without having to risk the possibility of fresh crises leading perhaps to further withdrawals from the League.

M. DE BROUCKÈRE (Belgium) said he wished to explain why, though his Swedish and Irish colleagues had expressed mis-

appréhensions et des regrets, il votera le texte proposé, non pas avec résignation mais avec joie. On a trop dit, dans ces derniers temps, qu'il se manifestait partout des sentiments d'égoïsme incompatibles avec le maintien même de la Société des Nations. Si les hommes restent des hommes, si les nations conservent leur égoïsme national, est-ce que vraiment une Assemblée d'hommes d'Etat doit s'en étonner ? Les fondateurs de la Société des Nations ont voulu faire d'elle une œuvre politique réelle tenant compte de toutes les conditions de la vie. Sans doute il s'est produit une crise, mais, malgré tant de prédictions pessimistes, cette crise, on l'a traversée. La Société est aujourd'hui matériellement et moralement plus forte. Elle s'est enrichie d'un Membre nouveau, et elle n'en a perdu aucun. Car si deux Puissances ont donné une sorte de préavis de leur départ, ne reste-t-il pas deux années pour faire tout le possible de ramener ces Puissances à la Société, de leur montrer la sympathie de tous, et peut-être aussi de leur faire comprendre le devoir, qu'elles ont à l'égard de l'humanité et d'elles-mêmes, de ne pas abandonner la tâche commencée.

Au surplus, la crise récente n'était pas un accident de l'histoire de la Société, dû à l'imprudence de quelques-uns ou à l'imperfection des hommes. En réalité, la Société se trouve devant l'obligation de résoudre un grand problème de droit constitutionnel, et, en le résolvant, elle accomplira un immense progrès.

De quoi s'agit-il ? Il s'agit de trouver une méthode permettant de créer un Conseil de la Société des Nations qui soit vraiment représentatif de l'ensemble des peuples. Sans vouloir essayer de déterminer quel est le rôle respectif du Conseil et de l'Assemblée, le délégué de la Belgique désire simplement constater quelques faits.

C'est au Conseil qu'appartient le rôle principal quand il s'agit de résoudre un de ces grands conflits susceptibles de menacer la paix. Alors que tous rêvent d'une Société universelle, quelle dérision ce serait si l'on ne parvenait pas, pour une telle tâche, à obtenir un Conseil qui aurait lui aussi ce caractère d'universalité ?

Le Conseil tient du Pacte la mission difficile, redoutable, d'administrer certains territoires. Au nom de qui ce contrôle peut-il être exercé si ce n'est au nom de l'humanité tout entière ?

Enfin, par la force des choses, chaque fois que l'Assemblée prend une décision, elle en confie l'exécution au Conseil. Ce dernier doit donc revêtir le même caractère d'universalité que la Société elle-même, et toutes les nuances de l'opinion doivent y être représentées.

Pour atteindre le but, qui était de créer un véritable Conseil représentatif, on avait pensé au début à composer le Conseil uniquement des représentants des grandes Puissances. Mais quelle que soit l'autorité que les grandes Puissances peuvent mettre au service des décisions de la Société, l'humanité tout entière ne se résume pas en elles. On a constaté ainsi que les moyennes et petites nations devaient être aussi représentées et l'on a admis alors le système électif.

Le représentant de l'Irlande disait que l'Assemblée devait être soucieuse d'exercer son droit électoral en toute liberté. Mais si l'on se reporte aux débats des diverses Assemblées, on constate que toute l'histoire des Assemblées successives n'est que le long récit des efforts de l'Assemblée elle-même pour échapper à la liberté non organisée, qui la paralyse comme tout excès de liberté. Chaque année, des délégués ont demandé que l'Assemblée ait enfin le droit d'organiser sa liberté et d'élaborer un règlement de vote, afin de créer un véritable système représentatif. Il serait déplorable que, au moment d'obtenir ce droit, l'Assemblée refuse d'en user. Ce serait la faillite des efforts des dernières années.

Le représentant de la Belgique analyse ensuite le texte soumis à l'Assemblée par la première Commission. Il constate que le projet permet de tenir compte de la représentation géographique, dont la nécessité résulte non seulement du caractère universel de la Société, mais aussi de l'expérience pratique.

La représentation géographique une fois admise, on aperçoit la nécessité de donner à l'Europe, qui offre tant de visages différents, un nombre suffisant de représentants, et par suite, conformément à l'équité, un nombre de sièges proportionnel à l'Amérique et aux autres continents. Il serait impossible de

giving and regrets, he would vote the proposed text not only with resignation but with satisfaction. It had recently been too often said that there had everywhere been manifested feelings of egoism incompatible with the maintenance of the League of Nations. If men remained men, and if nations preserved their national egoism, should an Assembly of statesmen express astonishment at the fact ? The founders of the League of Nations had wished to make of it a practical political achievement, taking into account all existing circumstances. Doubtless there had been a crisis, but, in spite of many gloomy predictions, this crisis had been successfully survived. The League was to-day materially and morally stronger. It was enriched with a new Member, and it had not lost any of the old ones. Though two Powers had given a warning of their intention to leave the League, it was no less true that there remained two years in which to do all that was possible in order to bring these Powers back to the League, to show that everyone sympathised with them, and perhaps also to get them to realise that they owed it to humanity as well as to themselves not to abandon the task which had been begun.

Moreover, the recent crisis was not an accident in the history of the League due to human imprudence. The League had found itself obliged to settle a great problem of constitutional law, and, by settling it, had achieved a substantial progress.

What was the problem in question ? The problem was to find a method which would enable a Council of the League of Nations to be created which should be truly representative of the nations as a whole. Without trying to determine what were the respective functions of the Council and the Assembly he would merely draw attention to certain facts.

The principal responsibility fell to the Council when it came to dealing with one of those great conflicts which might become a menace to peace. At a time when everyone was dreaming of a universal League, it would be a mockery if it had been impossible to obtain for such a task a Council which would also be universal in character.

The Council, under the Covenant, was entrusted with the difficult and formidable mission of administering certain territories. On behalf of whom could this control be exercised if it were not on behalf of humanity as a whole ?

Finally, by the force of circumstances, the Assembly, every time it took a decision, entrusted its execution to the Council. The latter must accordingly have the same universal character as the League itself, and every shade of opinion must be represented upon it.

In order to achieve this object, which was to create a really representative Council, the idea had been put forward at the beginning that the Council should be composed solely of the representatives of the great Powers. Whatever authority, however, the great Powers might be able to put at the service of the League, humanity as a whole was not entirely represented and expressed in them. It had thus been urged that the small nations and nations of moderate size should also be represented, and for this purpose the system of election had been admitted.

The representative of Ireland had said that the Assembly must be scrupulous to exercise its electoral rights in full liberty. If, however, reference was made to the discussions of the various Assemblies, it would be noted that their successive history was no more than one long series of efforts on the part of the Assembly itself to escape from an unorganised liberty which paralysed it, like every excess of liberty.

Every year delegates had asked that the Assembly should at last exercise the right of organising its liberty and of elaborating regulations for its vote in order to create a really representative system. It would be deplorable if, at the moment of obtaining this right, the Assembly refused to make use of it. This would mean the failure of the efforts made during the last years.

He would next analyse the text submitted to the Assembly by the First Committee. He noted that the scheme enabled account to be taken of geographical representation, the necessity for which arose not only from the universal character of the League but also from practical experience.

Once the principle of geographical representation was admitted, the necessity would be realised of giving to Europe, which had so many different aspects, an adequate number of representatives, and, as a result of this, for the sake of equity, of giving a proportional number of seats to America and the other

résoudre ce problème avec moins de neuf Membres, quels que soient d'ailleurs les inconvénients d'un Conseil nombreux.

En troisième lieu, la rééligibilité n'est qu'en apparence en contradiction avec les principes démocratiques. Car si le mandat doit être exercé, non pas dans l'intérêt du mandataire, mais dans l'intérêt de la Société tout entière, celle-ci doit avoir le droit de maintenir au Conseil les Membres dont elle juge la présence nécessaire, tout en évitant d'organiser la réélection de telle manière qu'il en résulte la création d'une catégorie particulière d'Etats. A ce propos, le délégué belge explique les raisons d'ordre politique qui ont amené à remplacer la date de 1927 par 1926, et qui répondent au désir de continuité et à la nécessité de résoudre la crise.

Il fait appel à l'esprit de conciliation de ses collègues, les concessions naturelles étant, pour la Société, le seul moyen de vivre sous la règle de l'unanimité.

En terminant, il déclare que ceux qui vont être élus devront se considérer, non point comme jouissant d'un privilège, mais comme acceptant une charge. Il est très légitime qu'un Etat, confiant en lui-même, vienne braver cette charge, mais il ne peut faire dignement cette déclaration que s'il est décidé, dans l'exercice de son mandat, non pas à sacrifier ses intérêts nationaux, mais à avoir la claire conscience des intérêts généraux et à les défendre jusqu'au bout.

IV. ONZIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue à la Salle de la Réformation, le mercredi 15 septembre 1926, à 16 h. 15.

Suite donnée aux résolutions soumises à l'Assemblée.

Le PRÉSIDENT propose de renvoyer à la première Commission le projet de résolution présenté la veille par la délégation néerlandaise (voir *Journal de l'Assemblée*, N° 9, page 103).

La proposition est adoptée.

Le PRÉSIDENT propose de renvoyer à la sixième Commission le projet de résolution présenté la veille par la délégation norvégienne (voir *Journal de l'Assemblée*, N° 9, page 103).

La proposition est adoptée.

Le PRÉSIDENT propose de renvoyer à la Commission de l'ordre du jour la déclaration soumise la veille à l'Assemblée sur la question de l'alcoolisme par les délégations de la Finlande, de la Pologne et de la Suède (voir *Journal de l'Assemblée*, N° 9, page 105).

La proposition est adoptée.

Mode d'élection des Membres non permanents du Conseil et régime de leurs mandats (suite).

M. MOTTA (Suisse), Président et rapporteur de la première Commission, prend place à la tribune.

M. MOLTKE (Danemark) déclare que le rapport de la première Commission constitue un compromis. Le mot de « compromis » a parfois une signification fâcheuse, car il implique que certaines parties auraient abandonné leur point de vue de principe primitif. Ce serait une erreur de juger de cette manière le compromis actuel. Aucun Etat animé d'un esprit de collaboration ne vient à la Société des Nations pour imposer sa volonté aux autres Etats, mais bien pour obtenir, d'un commun accord, un résultat pouvant être accepté par tous.

La délégation danoise considère la solution proposée avec une certaine appréhension et, à ce sujet, se rallie à la thèse de la délégation suédoise. Elle salue cependant l'introduction d'un système de roulement, dont elle a toujours été un des avocats les plus fervents. Elle envisage avec une certaine appréhension, mais elle accepte cependant avec confiance, l'importante augmentation du nombre des Membres non permanents du Conseil. Sa confiance se base sur la conviction que les Membres siégeant au Conseil agiront conformément à l'idée fondamentale de la Société.

continents. It would be impossible to settle this problem with less than nine Members, whatever might be the inconveniences attaching to a numerous Council.

Thirdly, re-eligibility was only apparently in contradiction with democratic principles. For if the mandate must be exercised not in the interests of the mandatory but in the interests of the whole League, the latter must have the right to keep on the Council the Members whose presence it considered to be necessary, while avoiding organising the process of re-election in such a way that it would entail the creation of a special category of States. In this connection he would allude to the reasons of a political character which had led to the substitution of 1926 for 1927 — an arrangement which met the desire for continuity and the necessity for settling the crisis.

He would appeal to the spirit of conciliation of his colleagues, mutual concessions being for the League the only means of existence under the rule of unanimity.

In conclusion, he would urge that those Members which would be elected should consider themselves not as enjoying a privilege but as accepting a burden. It was quite legitimate that a State, having confidence in itself, should offer to assume this burden, but it could not worthily make a declaration to this effect unless it was resolved, in the exercise of its mandate, while not sacrificing its national interests, to keep clearly in mind the general interests of the League and to defend them to the last.

IV. ELEVENTH PLENARY MEETING

held on Wednesday, September 15th, 1926, at 4.15 p.m.

Action taken with regard to Resolutions before the Assembly.

The PRESIDENT proposed that the draft resolution submitted by the Netherlands delegation on the previous day (see *Assembly Journal* No. 9, page 103) should be referred to the First Committee.

The proposal was adopted.

The PRESIDENT proposed that the draft resolution submitted by the Norwegian delegation on the previous day (see *Assembly Journal* No. 9, page 103) should be referred to the Sixth Committee.

The proposal was adopted.

The PRESIDENT proposed that the declaration submitted to the Assembly on the previous day on the question of alcoholism by the delegations of Finland, Poland and Sweden (see *Assembly Journal* No. 9, page 105) should be referred to the Agenda Committee.

The proposal was adopted.

Method of Election and Tenure of the Non-Permanent Seats on the Council (continuation).

M. MOTTA (Switzerland), Chairman and Rapporteur of the First Committee, came to the platform.

M. MOLTKE (Denmark) said that the report of the First Committee represented a compromise. The word "compromise" had sometimes an unfortunate significance, as it implied that certain parties had abandoned the principles for which they stood. It would be a mistake, however, to regard the present compromise in that way. No State inspired by a spirit of collaboration came to the League of Nations in order to impose its will on the other States but in order to obtain by common agreement a result which might be generally accepted.

The Danish delegation felt some misgiving as to the present solution and in this respect associated itself with the views of the Swedish delegation. It welcomed, however, the introduction of the system of rotation, of which it had always been a cordial advocate. It viewed with a certain apprehension, but was, nevertheless, willing to accept with confidence, the substantial increase in the number of the non-permanent Members of the Council. Its confidence was founded on the belief that the Members sitting on the Council would act in conformity with the fundamental ideas of the League.

M. CHAO-HSIN CHU (Chine) appuie les propositions de la première Commission et remercie M. Motta de ses efforts. Le fait que l'Onu a maintenant recommandé définitivement l'adoption du principe géographique dont le délégué chinois s'est fait l'avocat au cours de plusieurs sessions de l'Assemblée est le facteur le plus important du nouveau système. Il est dit clairement dans le rapport de la Commission que l'Asie doit être représentée au Conseil de façon adéquate. Il insiste pour que les membres de l'Assemblée se souviennent que la Société doit prêter dûment attention à la Chine, la plus importante nation du continent asiatique. Il espère sincèrement que la Chine sera le premier des Etats asiatiques à occuper un siège non permanent. L'Asie a le droit de revendiquer deux sièges non permanents mais si on ne doit à présent ne lui en accorder qu'un seul il a le droit d'exiger au nom de l'Asie que ce siège lui soit donné pour une période de trois ans.

La Chine a présenté la demande légitime qu'on lui donne un des neuf sièges non permanents du Conseil. Il espère qu'elle ne sera pas déçue, car le peuple chinois ne comprendrait pas alors l'attitude de la Société des Nations envers son pays, et penserait que la Société n'apprécie pas assez ses efforts.

Le PRÉSIDENT déclare close la discussion sur le rapport de la première Commission.

Il dit que l'Assemblée doit maintenant, conformément au paragraphe 3 de l'article 4 du Pacte, se prononcer sur les règles relatives au mode d'élection des Membres non permanents du Conseil, à la durée de leur mandat et aux conditions de la rééligibilité. Cette décision devra être prise à la majorité des deux tiers. Si aucune délégation ne demande un vote par appel nominal, il considérera la résolution soumise par la première Commission comme étant adoptée à l'unanimité.

L'Assemblée adopte à l'unanimité la résolution dans les termes suivants:

L'Assemblée, agissant en vertu de l'article 4 du Pacte décide:

RÉSOLUTION FIXANT LES RÈGLES D'ÉLECTION DES NEUF MEMBRES NON PERMANENTS, DU CONSEIL, LA DURÉE DE LEUR MANDAT ET LES CONDITIONS DE LEUR RÉÉLIGIBILITÉ.

Article I.

Chaque année, au cours de la session ordinaire, l'Assemblée procède à l'élection de trois Membres non permanents du Conseil. Ceux-ci sont élus pour une période commençant immédiatement après leur élection et se terminant le jour où l'Assemblée aura procédé aux élections, trois années après.

Si un Membre non permanent cesse de faire partie du Conseil avant l'expiration de son mandat, il sera remplacé au moyen d'une élection complémentaire séparée, à la session suivant la vacance. Le mandat du Membre ainsi élu prendra fin au moment où aurait expiré le mandat du Membre qui est remplacé.

Article II.

Un Membre sortant ne pourra, pendant la période s'écoulant entre l'expiration de son mandat et la troisième élection en session ordinaire qui suivra, être réélu que si, à l'expiration de son mandat ou au cours de cette période de trois années, l'Assemblée, statuant à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, décide préalablement qu'il est rééligible.

L'Assemblée statue séparément sur chaque demande de rééligibilité et au scrutin secret. Le nombre des suffrages exprimés est déterminé par le total des bulletins, déduction faite des bulletins blancs ou nuls.

L'Assemblée ne pourra statuer sur la rééligibilité d'un Membre que sur la demande écrite de ce Membre lui-même. Cette demande devra être remise au président de l'Assemblée, au plus tard la veille du jour fixé pour l'élection; elle sera présentée à l'Assemblée, qui statuera sans renvoi à une commission et sans débat.

Toutefois, le nombre des Membres réélus en conséquence d'une déclaration préalable de rééligibilité sera limité de façon que ne fassent pas partie en même temps du Conseil plus de trois Membres élus dans ces conditions. Si le résultat du scrutin est

M. CHAO-HSIN CHU (China) supported the proposals of the First Committee and paid a tribute to the efforts of M. Motta. The most important factor in the new scheme was that the adoption of the geographical principle advocated by the Chinese delegate during several sessions of the Assembly had now been definitely recommended. It was clearly stated in the Committee's report that adequate representation on the Council should be given to Asia. He would urge the members of the Assembly to bear in mind the fact that China, which was the most important nation in the Continent of Asia, ought to receive due attention from the League. He sincerely hoped that China would be the first of the Asiatic States to occupy a non-permanent seat. Asia had the right to claim two non-permanent seats, but, if only one was to be allocated on the present occasion, he was justified in demanding, on behalf of Asia, that that seat should be for a term of three years.

China had made a legitimate request to be given one of the nine non-permanent seats on the Council. He hoped that she would not be disappointed, for if she were, the Chinese people would misunderstand the attitude of the League towards their country and would think that the League did not sufficiently appreciate their efforts.

The PRESIDENT declared the discussion on the Report of the First Committee to be closed.

He said that the Assembly would now, in conformity with paragraph 3 of Article 4 of the Covenant, decide as to the rules dealing with the method of election of the non-permanent Members of the Council, their term of office, and the conditions of re-eligibility. This decision would have to be taken by a two-thirds majority. If no delegation requested a vote by roll-call, he would regard the resolution submitted by the First Committee as being unanimously adopted.

The Assembly unanimously adopted the resolution in the following terms:

The Assembly, acting in virtue of Article 4 of the Covenant, decides as follows:

RÉSOLUTION MAKING RULES DEALING WITH THE ELECTION OF THE NINE NON-PERMANENT MEMBERS OF THE COUNCIL, THEIR TERM OF OFFICE AND THE CONDITIONS OF RE-ELIGIBILITY.

Article I.

The Assembly shall each year, in the course of its ordinary session, elect three non-permanent Members of the Council. They shall be elected for a term commencing immediately on their election and ending on the day of the elections held three years later by the Assembly.

Should a non-permanent Member cease to belong to the Council before its term of office expires, its seat shall be filled by a by-election held separately at the session following the occurrence of the vacancy. The term of the Member so elected shall end at the date at which the term of office of the Member whose place it takes would have expired.

Article II.

A retiring Member may not be re-elected during the period between the expiration of its term of office and the third election in ordinary session held thereafter unless the Assembly, either on the expiration of the Member's term of office or in the course of the said period of three years, shall, by a majority of two-thirds of the votes cast, previously have decided that such Member is re-eligible.

The Assembly shall pronounce separately, by secret ballot, upon each request for re-eligibility. The number of votes cast shall be determined by the total number of voting tickets deposited, deducting blank or spoilt votes.

The Assembly may not decide upon the re-eligibility of a Member except upon a request in writing made by the Member itself. The request must be handed to the President of the Assembly not later than the day before the date fixed for the election; it shall be submitted to the Assembly, which shall pronounce upon it without referring it to a committee and without debate.

The number of Members re-elected in consequence of having been previously declared re-eligible shall be restricted so as to prevent the Council from containing at the same time more than three Members thus elected. If the result of the ballot in-

tel que cette limite de trois se trouve dépassée, ne seront pas considérés comme élus ceux de ces Membres qui, se trouvant dans ces conditions, ont recueilli le moins de voix.

Article III.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, l'Assemblée peut, en tout temps, et en statuant à la majorité des deux tiers, décider que, par application de l'article 4 du Pacte, il sera procédé à une nouvelle élection de tous les Membres non permanents du Conseil. En pareil cas, il appartiendra à l'Assemblée de décider des règles applicables à cette nouvelle élection.

Article IV. — Dispositions transitoires.

1. En 1926, les neuf Membres non permanents du Conseil seront élus par l'Assemblée, savoir: trois pour une période de trois années, trois pour une période de deux années, et trois pour une période d'une année. La procédure de ces élections sera fixée par le Bureau de l'Assemblée.

2. Parmi les neuf Membres ainsi élus en 1926, trois au maximum pourront être immédiatement déclarés rééligibles par une décision de l'Assemblée intervenant à la suite d'un vote spécial, secret, distinct pour chaque candidat, et pris à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

Aussitôt après la proclamation de l'élection, l'Assemblée sera appelée à statuer sur les demandes de rééligibilité qui auront été déposées.

Au cas où l'Assemblée se trouverait saisie de plus de trois demandes de rééligibilité, seront seuls déclarés rééligibles les trois candidats qui, en sus des deux tiers, auront obtenu le plus grand nombre de voix.

3. La qualification de rééligible qui aurait été reconnue par avance en 1926 à un, deux ou trois Membres élus à cette date, ne porte pas atteinte au droit de l'Assemblée d'user, en 1927 et 1928, au profit d'autres Membres non permanents sortant du Conseil à ces dates, de la faculté prévue à l'article II. Toutefois, il est entendu que, si trois Membres se trouvent déjà avoir la qualification de rééligible, l'Assemblée n'usera de cette faculté que dans des cas tout à fait exceptionnels.

Rapport sur l'œuvre du Conseil (suite).

M. CHAO-HSIN CHU (Chine) rappelle à l'Assemblée la proposition qu'il avait faite lors d'une session antérieure et tendant à ce qu'il soit procédé à un nouvel examen des traités conclus entre la Chine et les Puissances étrangères. Conformément aux termes de l'article 19 du Pacte, ces traités doivent aujourd'hui être considérés comme désuets et inapplicables. L'intérêt de l'opinion publique chinoise se concentre sur la revision de traités injustes, et le Gouvernement chinois, soutenu par le peuple, a fait un grand effort pour régler la question. La Conférence des tarifs, actuellement réunie à Pékin, a adopté une résolution aux termes de laquelle la Chine se verra octroyer l'autonomie tarifaire dans un délai de trois ans, et étudie en ce moment une proposition visant une augmentation raisonnable des tarifs chinois avant l'octroi de cette autonomie. Comme Etat souverain, la Chine doit exercer le droit de fixer ses propres tarifs. Le tarif actuel est limité à un prélèvement de 5 % sur toutes les denrées étrangères. Cela est loin de suffire à équilibrer le budget de la Chine. Le Gouvernement chinois tient donc vivement à élever les tarifs afin de réorganiser les finances nationales.

La Chine se prêtera à la négociation de tout nouveau traité avec les Puissances étrangères, notamment avec celles dont le régime des traités en Chine prend ou prendra fin conformément aux termes des anciens traités. Ce pays a conclu des traités d'égalité et de réciprocité avec certaines Puissances étrangères, notamment avec l'Allemagne et l'Autriche. Le traité récemment conclu entre la Chine et l'Autriche sera enregistré au Secrétariat le 15 septembre.

Si l'on veut faire de la Société une véritable société de toutes les nations, il faut avoir présente à l'esprit la situation géographique de tous les pays.

L'Assemblée a dûment pris ces éléments en considération, comme l'a prouvé la manifestation qui a eu lieu à l'occasion de l'entrée de l'une des grandes Puissances dans la Société. Il présente ses sincères félicitations à ses collègues allemands.

fringes this restriction to three Members, those of the Members affected which have received the smallest number of votes shall not be considered to have been elected.

Article III.

Notwithstanding the above provisions, the Assembly may at any time by a two-thirds majority decide to proceed, in application of Article 4 of the Covenant, to a new election of all the non-permanent Members of the Council. In this case the Assembly shall determine the rules applicable to the new election.

Article IV. — Temporary Provisions.

1. In 1926, the nine non-permanent Members of the Council shall be elected by the Assembly, three for a term of three years, three for a term of two years, and three for a term of one year. The procedure of the election shall be determined by the General Committee of the Assembly.

2. Of the nine Members thus elected in 1926, a maximum of three may be immediately declared re-eligible by a decision of the Assembly taken by a special vote by secret ballot, a separate ballot being held for each Member, and adopted by a majority of two-thirds of the number of votes cast. Immediately after the announcement of the results of the election, the Assembly shall decide upon the requests for re-eligibility which have been presented. Should the Assembly have before it more than three requests for re-eligibility, the three candidates having received the largest number of votes in excess of two-thirds of the votes cast shall alone be declared re-eligible.

3. The according in advance in 1926 to one, two or three Members elected at that date of the quality of re-eligibility shall not affect the Assembly's right to exercise the power given by Article II in the years 1927 and 1928 in favour of other non-permanent Members retiring from the Council in those years. It is, however, understood that, if three Members already possess the quality of re-eligibility, the Assembly will only exercise this power in very exceptional cases.

Report on the Work of the Council (continuation of the discussion).

M. CHAO-HSIN CHU (China) reminded the Assembly of the proposal which he had made at a previous session asking for a reconsideration of the treaties concluded between China and foreign Powers. In accordance with the terms of Article 19 of the Covenant, such treaties should now be regarded as out of date and inapplicable. Chinese public opinion was now concentrated on the revision of unequal treaties, and the Chinese Government, backed by popular support, had made a great effort to deal with the matter. The Tariff Conference, at the moment sitting in Peking, had adopted a resolution to the effect that China should be granted tariff autonomy within three years, and it was now considering a proposal for a reasonable increase in Chinese tariffs before that autonomy was granted. China, as a sovereign State, should exercise the right of fixing her own tariffs. The present tariff was limited to 5 per cent on all foreign commodities. This was far from sufficient to balance the budget of China. The Chinese Government was accordingly very anxious to increase the tariffs in order to reorganise the national finances of the country.

China would welcome the negotiation of any new treaty with foreign Powers, particularly with those whose treaty status in China was, or would be, terminated according to the terms of the old treaties.

China had concluded treaties of equality and reciprocity with certain foreign Powers, notably with Germany and Austria. The newly concluded treaty between China and Austria would be registered with the Secretariat on September 15th.

In order to make the League a real league of all nations, the geographical position of all nations in it must be borne in mind.

The Assembly had given due consideration to these factors, as was shown by the demonstration which had taken place on the occasion of the entry of one of the great Powers into the League. He would offer his German colleagues his sincere congratulations.

Il espère que le Brésil et l'Espagne reviendront bientôt à la Société et que les autres grandes nations qui se tiennent encore à l'écart se joindront bientôt à elle.

Au nom du Gouvernement chinois, il exprime sa profonde satisfaction de l'œuvre accomplie l'an passé par le Conseil et le Secrétariat.

Représentation proportionnelle en matière d'élection des Membres non permanents du Conseil: Résolution soumise par la délégation norvégienne.

M. HAMBRO (Norvège) déclare que, devant la première Commission, le délégué norvégien, M. Vogt, a déclaré que le Gouvernement norvégien était partisan d'un système de représentation proportionnelle en matière d'élection des Membres non permanents du Conseil. La tâche de la Commission présentant un caractère des plus délicats, M. Vogt s'est toutefois abstenu de réclamer une discussion immédiate de cette proposition.

Puisqu'à présent la résolution présentée par la première Commission a été adoptée, on peut en séparer la question de la représentation proportionnelle et la soumettre à un examen sérieux.

En Norvège, le système proportionnel a été adopté d'abord pour les élections municipales, puis pour les élections parlementaires. Actuellement, les Commissions du Parlement norvégien sont toutes composées d'après le système proportionnel.

Il serait, à son avis, inconcevable de voir l'Assemblée se priver de cette garantie que donnerait le partage des responsabilités entre tous les partis et de toutes les minorités de l'Assemblée. C'est pourquoi il désire proposer la résolution suivante:

« L'Assemblée invite le Conseil à nommer une Commission chargée :

« 1^o D'examiner le système du vote unique transférable et le principe de la représentation proportionnelle en général en ce qui concerne le problème de l'élection des Membres non permanents du Conseil, et

« 2^o De présenter, en temps voulu pour que la prochaine Assemblée puisse en être saisie, un rapport sur la méthode d'élection des Membres non permanents du Conseil. »

Le PRÉSIDENT déclare qu'il soumettra ultérieurement à l'Assemblée une proposition relative à la procédure à suivre en ce qui concerne la résolution proposée par la délégation norvégienne.

V. TROISIÈME COMMISSION: SÉANCE DE LA SOUS-COMMISSION

La Sous-Commission de la troisième Commission s'est réunie mercredi à 15 heures, sous la présidence de M. GUERRERO (Salvador).

Elle a chargé M. MARKOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) de rapporter devant la troisième Commission le projet de résolution ci-dessous:

« L'Assemblée,

« Ayant examiné les rapports du Conseil sur l'arbitrage, la sécurité et le règlement pacifique des différends internationaux,

« Constate que le vœu de la sixième session ordinaire de l'Assemblée proclamant que le besoin le plus pressant était d'établir la confiance mutuelle entre les nations a été suivi d'effet. Elle en voit une preuve évidente dans le nombre toujours croissant de conventions d'arbitrage et de traités de sécurité conçus dans l'esprit du Pacte de la Société des Nations et en harmonie avec les principes du Protocole de Genève (arbitrage, sécurité, désarmement). Elle souligne, en particulier, l'importance des Traités de Locarno dont l'entrée en vigueur a été rendue possible par l'admission de l'Allemagne dans la Société des Nations et dont le but principal est d'assurer la paix dans une des régions les plus sensibles de l'Europe;

« Voit dans ces derniers traités un progrès appréciable dans l'établissement de la confiance mutuelle entre les nations;

He hoped that Brazil and Spain would soon return to the League and that the other great nations at present outside it would join it in the near future.

On behalf of the Chinese Government he would express his great satisfaction with the work which had been accomplished during the past year by the Council and the Secretariat.

Proportional Representation in the Election of the Non-Permanent Members of the Council: Resolution submitted by the Norwegian Delegation.

M. HAMBRO (Norway) said that in the First Committee the Norwegian delegate, M. Vogt, had stated that the Norwegian Government was in favour of a system of proportional representation in the election of the non-permanent Members of the Council. The task of the Committee being of such a delicate character, M. Vogt had, however, abstained from requesting an immediate discussion of that proposal.

Now that the resolution presented by the First Committee had been adopted, the question of proportional representation might be isolated and submitted to a serious examination.

In Norway the system had been adopted first for the municipal elections, and afterwards for parliamentary elections. At present all the Committees of the Norwegian Parliament were constituted in accordance with that system.

He thought it inconceivable that the Assembly should deprive itself of the guarantee which would be secured by the participation of all the parties and minorities of the Assembly in the division of responsibility. He would accordingly submit the following resolution:

“ The Assembly requests the Council to appoint a Committee:

“ 1. To study the question of the single transferable vote and the principle of proportional representation in general, as regards the problem of the election of the non-permanent Members of the Council;

“ 2. To report on the method of election of the non-permanent Members in sufficient time to lay the question before the next session of the Assembly.”

The PRESIDENT said that he would at a later meeting submit a proposal as to the procedure to be followed in dealing with the resolution submitted by the Norwegian delegation.

V. THIRD COMMITTEE: MEETING OF THE SUB-COMMITTEE

The Sub-Committee of the Third Committee met yesterday (Wednesday, September 15th) at 3 p.m. under the chairmanship of M. GUERRERO (Salvador).

It instructed M. MARKOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) to present to the Third Committee the following draft resolution:

“ The Assembly,

“ Having examined the reports of the Council on arbitration, security and the pacific settlement of international disputes:

“ Records the fact that the resolution of the Sixth Ordinary Session of the Assembly to the effect that the most urgent need of the present time is the re-establishment of mutual confidence between nations has had definite results. It sees clear proof of this in the ever-increasing number of arbitration conventions and treaties of security conceived in the spirit of the Covenant of the League of Nations and in harmony with the principles of the Geneva Protocol (Arbitration, Security and Disarmament). It emphasises in particular the importance of the Treaties of Locarno, the coming into force of which has been rendered possible by the admission of Germany into the League of Nations and the principal object of which is to ensure peace in one of the most sensitive regions of Europe; “ Sees in the last-mentioned Treaties a definite step forward in the establishment of mutual confidence between nations;

« Estime que des accords de ce genre ne doivent pas nécessairement être limités à une région restreinte, mais peuvent s'appliquer au monde entier;

« Affirme sa conviction que les idées générales qui se dégagent des clauses des Traités de Locarno en tant qu'ils organisent la procédure de conciliation et d'arbitrage et la sécurité par la garantie mutuelle des Etats contre toute agression non provoquée, sont susceptibles d'être admises parmi les règles fondamentales devant régir la politique étrangère de chaque nation civilisée;

« Exprime l'espoir que ces principes généraux seront reconnus par les Etats membres de la Société des Nations et qu'ils seront mis en pratique le plus tôt possible par tous les Etats ayant intérêt à contracter un tel traité;

« Invite le Conseil à recommander aux Etats membres de la Société des Nations la mise en pratique des principes ci-dessus énoncés, et à offrir éventuellement ses bons offices pour la conclusion d'accords appropriés de nature à établir la confiance, condition indispensable pour maintenir la paix internationale et par là faciliter la réduction et la limitation des armements de tous les Etats. »

VI. PROTECTION DES MINORITÉS

Le Secrétaire général a reçu une lettre, en date du 13 septembre 1926, du secrétaire du *Joint Foreign Committee of the Jewish Board of Deputies and the Anglo-Jewish Association*, écrivant au nom de ce Comité et de l'Alliance Israélite Universelle de Paris et de l'*American Jewish Congress* de New-York. Cette lettre soumet à l'Assemblée, à propos des minorités, certaines observations relatives à l'élection des Membres non permanents du Conseil.

VII. ERRATUM AU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE DU 15 SEPTEMBRE.

Page 102: dernier paragraphe, cinquième phrase: le texte anglais de cette phrase doit être corrigé comme suit:

« This fact was clearly to be regretted, *but could not be considered* as enfeebling the great institution of Geneva. »

VIII. SIGNATURES ET RATIFICATIONS DES ACCORDS INTERNATIONAUX.

Le 14 septembre 1926, à 11 heures du matin, a eu lieu au Secrétariat de la Société des Nations, dans le Bureau du Secrétaire général, le dépôt des instruments de ratification des Accords de Locarno par les représentants de l'Allemagne, de la Belgique, de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie.

M. Bartholomeu FERREIRA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Portugal près le Conseil fédéral suisse, a effectué, le 13 septembre 1926, le dépôt des ratifications, par son Gouvernement, de l'amendement à l'Article 393 du Traité de Versailles et aux articles correspondants des autres traités de paix, adopté par la Conférence internationale du travail à sa quatrième session (18 octobre-3 novembre 1922).

IX. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LE 15 SEPTEMBRE 1926

Compte rendu provisoire: neuvième séance.

Compte rendu définitif: seconde séance.

Compte rendu définitif: troisième séance.

Assemblée: Ordre du jour N° 7.

« Considers that agreements of this kind need not necessarily be restricted to a limited area but may be applied to the whole world;

« Proclaims its conviction that the general ideas embodied in the clauses of the Treaties of Locarno, whereby provision is made for conciliation and arbitration and for security by the mutual guaranteeing of States against any unprovoked aggression, are susceptible of acceptance as fundamental rules which should govern the foreign policy of every civilised nation;

« Expresses the hope that these general principles will be recognised by the States Members of the League of Nations and will be put into practice as soon as possible by all States in whose interest it is to contract such a treaty;

« And requests the Council to recommend the States Members of the League of Nations to put into practice the above-mentioned principles and to offer, if necessary, its good offices for the conclusion of suitable agreements likely to establish confidence — the indispensable condition of the maintenance of international peace — and, as a result, to facilitate the reduction and limitation of the armaments of all States. »

VI. PROTECTION OF MINORITIES

The Secretary-General has received a letter dated September 13th, 1926, from the Secretary of the Joint Foreign Committee of the Jewish Board of Deputies and the Anglo-Jewish Association, acting on behalf of that Committee and on behalf of the Alliance Israélite Universelle of Paris and the American Jewish Congress of New York. The letter submits certain observations to the Assembly on the subject of the protection of minorities in connection with the election to the Council of the non-permanent Members.

VII. ERRATUM TO THE ASSEMBLY JOURNAL OF SEPTEMBER 15TH.

Page 102, last paragraph, fifth sentence: the English text of this sentence should be corrected as follows:

« This fact was clearly to be regretted, *but could not be considered* as enfeebling the great institution of Geneva. »

VIII. SIGNATURES AND RATIFICATIONS OF INTERNATIONAL ENGAGEMENTS.

The instruments of ratification of the Locarno Agreements were deposited by the representatives of Belgium, Czechoslovakia, France, Germany, Great Britain, Italy and Poland with the Secretariat in the office of the Secretary-General at 11 a.m. on September 14th, 1926.

M. Bartholomeu FERREIRA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Portugal accredited to the Swiss Federal Council, deposited on September 13th, 1926, the ratifications by his Government of the amendment to Article 393 of the Treaty of Versailles and to the corresponding articles of the other Treaties of Peace, adopted by the International Labour Conference at its fourth session (October 18th-November 3rd, 1922).

IX. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 15TH, 1926.

Provisional Verbatim Record: Ninth Meeting

Definitive Verbatim Record: Second Meeting.

Definitive Verbatim Record: Third Meeting.

Assembly Agenda 7.

- | | |
|--|---|
| A. 55. Comité économique. Rapport soumis à la septième session ordinaire de l'Assemblée. | A. 55. Economic Committee: Report submitted to the Seventh Ordinary Session of the Assembly. |
| A. 59. Renvoi à la première Commission du chapitre du rapport sur l'œuvre du Conseil relatif aux travaux du Comité d'experts pour la codification progressive du droit international. Projet de résolution présenté par M. Loudon, délégué des Pays-Bas (14 septembre 1926). | A. 59. Reference to the First Committee of the Section of the Report on the Work of the Council dealing with the Work of the Committee for the Progressive Codification of International Law: Draft Resolution proposed by M. Loudon, Delegate of the Netherlands (September 14th, 1926). |
| A. 60. Election de neuf Membres non permanents du Conseil. Projet de résolution présenté par la première Commission. | A. 60. Election of the Nine Non-Permanent Members of the Council: Draft Resolution proposed by the First Committee. |
| A. 61. Mandats. Projet de résolution déposé par le Dr Nansen, délégué de la Norvège (14 septembre 1926). | A. 61. Mandates: Draft Resolution proposed by Dr. Nansen, Delegate of Norway (September 14th, 1926). |
| A. 62. La question de l'alcoolisme. Projet de résolution présenté par M. Setälä, premier délégué de la Finlande, M. Zaleski, premier délégué de la Pologne et M. Löfgren, premier délégué de la Suède (14 septembre 1926). | A. 62. The Question of Alcoholism: Proposal by M. Setälä, First Delegate of Finland, M. Zaleski, First Delegate of Poland, M. Löfgren, First Delegate of Sweden (September 14th, 1926). |

Service des documents de l'Assemblée

JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE.

Afin de mettre entre les mains des délégués, des journalistes et des visiteurs à l'Assemblée le programme quotidien et le résumé des séances, le *Journal de l'Assemblée* paraîtra tous les matins.

Le prix d'abonnement à la série du Journal publiée durant l'Assemblée est de Fr. 6.— (pour l'étranger: Fr. 9.—, port compris). Les exemplaires seront portés à domicile, pour autant que cela est possible; tous les autres seront expédiés par la poste.

* * *

COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLÉE.

Le *Compte rendu* donne le texte officiel des débats des séances plénières de l'Assemblée, les débats des Commissions étant résumés dans le *Journal de l'Assemblée*. Le compte rendu complet des séances plénières et des Commissions sera publié dans les *Actes de l'Assemblée*, édition définitive paraissant quelques mois après la clôture de l'Assemblée.

Prix de souscription au *Compte rendu*: Fr. 6.— (pour l'étranger: Fr. 9.—, port compris).

* * *

RAPPORT A LA SEPTIÈME ASSEMBLÉE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS SUR L'ŒUVRE DU CONSEIL, SUR LE TRAVAIL DU SECRETARIAT ET SUR LES MESURES PRISES POUR EXÉCUTER LES DÉCISIONS DE L'ASSEMBLÉE.

Ce rapport résume l'œuvre du Conseil, les travaux des Conférences et des Commissions de la Société des Nations, ainsi que du Secrétariat depuis la sixième session de l'Assemblée jusqu'au 15 mai 1926. Comme ce rapport est discuté dans tous ses points par l'Assemblée, il est indispensable à ceux qui désirent suivre les séances en détail.

Prix: Fr. 4.—; *Rapport supplémentaire* pour la période 15 mai-31 août 1926: Fr. 2.—.

* * *

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE.

Prix: Fr. 0.50.

* * *

NOTE. — L'édition définitive des **ACTES DE LA SEPTIÈME ASSEMBLÉE** paraîtra au commencement de 1927. Les commandes sont reçues dès maintenant au Secrétariat de la Société des Nations: Service de vente des publications.

Les publications sont en vente aux adresses suivantes:

Au SECRETARIAT DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS:
Service de vente des publications (Villa Beauregard, annexe du bâtiment du Secrétariat), pendant les heures de bureau ordinaires;

A la SALLE DE L'ASSEMBLÉE (Salle de la Réformation, hall d'entrée), pendant les séances de l'Assemblée;

A la LIBRAIRIE PAYOT & C^{IE}, Place du Molard, Genève.

Service of Assembly Documents

JOURNAL OF THE ASSEMBLY.

In order to provide delegates, journalists and visitors to the Assembly with a regular daily programme and résumé of the meetings, the *Journal of the Assembly* is issued each morning. Copies will be delivered to subscribers at their private addresses where possible, or sent by post.

The subscription to the series during the Seventh Assembly is 6 francs (9 francs abroad, including postage).

* * *

VERBATIM RECORD OF THE ASSEMBLY.

The *Verbatim Record* gives the official text of the proceedings of the Plenary Meetings of the Assembly. The proceedings of the Committees are summarised in the *Journal of the Assembly*, the complete verbatim record being published in the definitive *Records of the Assembly* some months after the close of the Assembly.

Subscription to the *Verbatim Record*: 6 francs (9 francs abroad, including postage).

* * *

REPORT TO THE SEVENTH ASSEMBLY OF THE LEAGUE ON THE WORK OF THE COUNCIL, ON THE WORK OF THE SECRETARIAT AND ON THE MEASURES TAKEN TO EXECUTE THE DECISIONS OF THE ASSEMBLY.

This report summarises the work of the Council, of the Conferences and Committees of the League of Nations, and of the Secretariat from the date of the meeting of the Sixth Session of the Assembly until about May 15th, 1926. As the report is discussed at length by the Assembly, it is essential to those wishing to follow the meetings in detail.

Price: 4 francs; *Supplementary Report*, covering the period May 15th - August 31st, 1926: 2 francs.

* * *

AGENDA OF THE ASSEMBLY.

Price: 50 centimes.

* * *

NOTE. — The definitive **RECORDS OF THE SEVENTH ASSEMBLY** will be issued at the beginning of 1927. Orders for them may be left at the Secretariat Sales Department.

The publications are on sale in Geneva at the following addresses:

SECRETARIAT SALES DEPARTMENT (Villa Beauregard, annex to the Secretariat Building) during the ordinary office hours.

ASSEMBLY HALL (Salle de la Réformation, Public Entrance), during the Assembly meetings.

LIBRAIRIE PAYOT et C^{IE}, Place du Molard, Geneva.

LISTE DES DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

- ALLEMAGNE**
Theod. Thomas Komm. Gesch., Talstrasse 13, LEIPZIG.
- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.
- AUSTRALIE**
Nouvelle-Galles du Sud: Angus & Robertson Ltd., 89-95, Castlereagh Street, SYDNEY.
Victoria: Robertson & Mullens Ltd., 107-113, Elizabeth Street, MELBOURNE.
- BELGIQUE**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE**
Flores, San Román y Cia., Librería « Renacimiento », LA PAZ.
- BRESIL**
Livreria F. Briguiet & Cia, 23, rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIE**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd « Tsar Osvo-boditel » No. 4a, SOFIA.
- CANADA**
League of Nations Society in Canada, 279, Wellington Street, OTTAWA.
- CHILI**
Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO-DE-CHILI.
- COLOMBIE**
Libreria Colombiana, P. O. Box 199, BOGOTÁ.
- COSTA-RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia, LA HAVANE.
- DANEMARK**
V. Pios Boghandel, Povel Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.
- EQUATEUR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE**
Centro Editorial « Minerva », Tudescos, 39-41, MADRID, E. 12.
- ÉTATS-UNIS**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, Mass.
- FINLANDE**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).
- GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE DU NORD et COLONIES DE LA COURONNE**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W.C. 2.
- GRÈCE**
Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Constitution, ATHÈNES.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Librería Cervantes, 10a, Calle Oriente No. 5, GUATEMALA.
- HAÏTI**
Librairie-papeterie, Mme D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.
- HAWAÏ**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- HONGRIE**
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 S., BUDAPEST IV, Ker.
- INDES NEERLANDAISES**
Algemeene Boekhandel, G. Koff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.
- ITALIE**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco-Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPON**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- LETTONIE**
Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.
- LUXEMBOURG (G. D.)**
Librairie J. Heintzé, M. Hagen, successeur, Place Guillaume 8, LUXEMBOURG.
- MEXIQUE**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- NORVÈGE**
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, OSLO.
- NOUVELLE-ZÉLANDE**
Walter Nash, Fletcher's Buildings, 4, Willis Street, WELLINGTON.
- PANAMA**
Libreria I. Preciado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PAYS-BAS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PÉROU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- PORTUGAL**
J. Rodrigues & Ca, rua Aurea, 186-188, LISBONNE.
- ROUMANIE**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- SARRE (Basin de la)**
Librairie Parisienne, Maison Marguet, M. Golbert, successeur, 4, Friedrich Wilhelmstrasse, SARREBRUCK.
- SERBES, CROATES ET SLOVÈNES (Royaume des)**
Librairie « Vreme », BELGRADE.
- SUÈDE**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHÉCOSLOVAQUIE**
Librairie F. Topic, 11, Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser :
Service de vente des Publications de la Société des Nations,
GENÈVE (Suisse)
(Catalogue complet envoyé sur demande.)

AUTHORISED AGENTS FOR THE PUBLICATIONS OF THE LEAGUE OF NATIONS

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIA**
New South Wales: Angus & Robertson, Ltd., 89-95, Castlereagh Street, SYDNEY.
Victoria: Robertson & Mullens, Ltd., 107-113, Elizabeth Street, MELBOURNE.
- BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUSSELS.
- BOLIVIA**
Flores, San Román y Cia., Librería « Renacimiento », LA PAZ.
- BRAZIL**
Livreria F. Briguiet & Cia, 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIA**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd « Tsar Osvo-boditel » No. 4a, SOFIA.
- CANADA**
League of Nations Society in Canada, 279, Wellington Street, OTTAWA.
- CHILE**
Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO DE CHILE.
- COLOMBIA**
Libreria Colombiana, P. O. Box 199, BOGOTA.
- COSTA RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.
- CZECHOSLOVAKIA**
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- DENMARK**
V. Pios Boghandel, Povel Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.
- DUTCH EAST INDIES**
Algemeene Boekhandel G. Koff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.
- ECUADOR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- FINLAND**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).
- GERMANY**
Theod. Thomas Komm. Gesch., Talstrasse 13, LEIPZIG.
- GREAT BRITAIN, NORTHERN IRELAND and CROWN COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.
- GREECE**
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitution, ATHENS.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Librería Cervantes, 10a, Calle Oriente, No. 5, GUATEMALA.
- HAÏTI**
Librairie-Papeterie Mme D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HUNGARY**
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Bros.), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST IV, Ker.
- ITALY**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco-Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPAN**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- LATVIA**
Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.
- LUXEMBURG (G.-D.)**
Librairie J. Heintzé, M. Hagen, successeur, Place Guillaume 8, LUXEMBURG.
- MEXICO**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NETHERLANDS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE HAGUE.
- NEW ZEALAND**
Walter Nash, Fletcher's Buildings, 4, Willis Street, WELLINGTON.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORWAY**
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, OSLO.
- PANAMA**
Libreria I. Preciado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PERU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLAND**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.
- PORTUGAL**
J. Rodrigues & Ca., Rua Aurea 186-188, LISBON.
- ROUMANIA**
« Cartea Românească », 3-5, Boul. Academiei, BUCHAREST.
- SAAR BASIN**
Librairie Parisienne, Maison Marguet, M. Golbert, successeur, 4, Friedrich Wilhelmstrasse, SAARBRUCK.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- SERBS, CROATS AND SLOVENES (Kingdom of the)**
Librairie « Vreme », BELGRADE.
- SPAIN**
Centro Editorial « Minerva », Tudescos, 39-41, MADRID, E. 12.
- SWEDEN**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SWITZERLAND**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- UNITED STATES**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, Mass.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries, apply:
Publication Sales Department of the League of Nations,
GENEVA (Switzerland).
(Complete catalogue sent on application.)

JOURNAL

DE LA
SEPTIÈME SESSION
ORDINAIRE
DE L'
ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1926

OF THE
SEVENTH ORDINARY
SESSION
OF THE
ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1926

N° 11. — VENDREDI 17 SEPTEMBRE 1926.

No. 11. — FRIDAY, SEPTEMBER 17TH, 1926.

COMMUNICATIONS A LA REDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beau-Regard.

Note: Le *Journal* est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL.

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beau-Regard.

Note: The *Journal* is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.

MAINTIEN DE L'ORDRE DANS LA SALLE D'ASSEMBLÉE

DÉCISION DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE.

1. Le rez-de-chaussée de la salle, à l'exception des sièges réservés au fond, sera affecté exclusivement aux délégués, délégués suppléants, experts, conseillers, secrétaires et membres du Secrétariat. Le public ou les membres des familles des personnes susmentionnées ne seront pas autorisés à y pénétrer.

2. Conformément à la pratique suivie dans les parlements nationaux, aucun applaudissement ne sera toléré dans les galeries réservées à la presse et au public.

MAINTENANCE OF ORDER IN THE ASSEMBLY HALL.

DECISION OF THE GENERAL COMMITTEE OF THE ASSEMBLY.

1. The ground floor of the Assembly Hall, except the reserved seats at the back, is intended exclusively for delegates, substitute delegates, experts, advisers, secretaries and members of the Secretariat. The public or members of the families of the persons mentioned above will not be admitted to this part of the hall.

2. In conformity with the practice followed in national parliaments, no applause will be allowed in the galleries reserved for the Press and for the public.

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	128
II. Douzième séance plénière de l'Assemblée	128
III. Troisième séance de la Commission de l'ordre du jour.	131
IV. Cinquième séance de la première Commission	131
V. Sixième séance de la deuxième Commission	132
VI. Troisième Commission: Sous-Commission	134
VII. Sixième Commission: quatrième séance de la Sous-Commission (Esclavage)	135
VIII. Documents distribués aux membres de l'Assemblée.	135

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	128
II. Twelfth Plenary Meeting of the Assembly	128
III. Third Meeting of the Agenda Committee	131
IV. Fifth Meeting of the First Committee.	131
V. Sixth Meeting of the Second Committee.	132
VI. Third Committee: Sub-Committee	134
VII. Sixth Committee: Fourth Meeting of the Sub-Committee (Slavery)	135
VIII. List of Documents distributed to Members of the Assembly	135

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Deuxième Commission.

La deuxième Commission se réunira aujourd'hui vendredi 17 septembre, à 10 heures, au Secrétariat (Salle C).

Ordre du jour :

1. Approbation de la résolution et du rapport sur l'œuvre d'établissement des réfugiés grecs.
2. Suite de la discussion sur l'œuvre de la Commission préparatoire de la Conférence économique internationale.

Troisième Commission.

La troisième Commission se réunira aujourd'hui vendredi 17 septembre, à 15 heures, au Secrétariat (Salle F).

Quatrième Commission.

La quatrième Commission se réunira aujourd'hui vendredi 17 septembre, à 15 heures 30, au Secrétariat (Salle B).

Cinquième Commission.

La cinquième Commission se réunira aujourd'hui vendredi 17 septembre, à 15 heures, au Secrétariat (Salle C).

Sixième Commission.

La sixième Commission se réunira aujourd'hui vendredi 17 septembre, à 10 heures, au Secrétariat (Salle F).

Commission de contrôle.

La Commission de contrôle se réunira aujourd'hui vendredi 17 septembre, à 10 heures 30, au Secrétariat (Chambre 49).

II. DOUZIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue à la Salle de la Réformation, le jeudi 16 septembre 1926, à 10 h. 15.

Election des Membres non permanents du Conseil.

Le PRÉSIDENT rappelle le règlement que l'Assemblée a adopté à titre de dispositions transitoires pour les élections de 1926.

Le paragraphe 1^{er} de l'article 4 prévoit qu'en 1926 les neuf Membres non permanents du Conseil seront élus par l'Assemblée, à savoir: trois pour une période de trois années, trois pour une période de deux années et trois pour une période d'une année.

La procédure fixée par le Bureau a été communiquée aux délégations par la voie du *Journal de l'Assemblée* (voir *Journal de l'Assemblée*, N° 10, page 114).

Il sera procédé à trois scrutins secrets par appel nominal. Le premier portera sur l'ensemble des sièges à pourvoir, c'est-à-dire que les bulletins contiendront les noms des neuf Etats que les délégations désirent élire.

Un second scrutin secret aura lieu pour la désignation de trois des Membres du Conseil nouvellement élus qui seront appelés à siéger au Conseil pour une période de trois années.

Il sera ensuite procédé à un troisième scrutin secret pour la désignation, parmi les six autres Membres non permanents du Conseil nouvellement élus, de ceux dont le mandat aura une durée de deux années.

Il est entendu que les Membres non désignés au cours de ce dernier scrutin seront ceux qui siégeront au Conseil pendant une période d'une année.

I. PROGRAMME OF MEETINGS

Second Committee.

The Second Committee will meet to-day (Friday, September 17th) at 10 a.m. in the Secretariat (Room C).

Agenda:

1. Approval of the resolution and report on the work of the settlement of Greek refugees.
2. Continuation of the discussion on the work of the Preparatory Committee for the International Economic Conference.

Third Committee.

The Third Committee will meet to-day (Friday, September 17th) at 3 p.m. in the Secretariat (Room F).

Fourth Committee.

The Fourth Committee will meet to-day (Friday, September 17th) at 3.30 p.m. in the Secretariat (Room B).

Fifth Committee.

The Fifth Committee will meet to-day (Friday, September 17th) at 3 p.m. in the Secretariat (Room C).

Sixth Committee.

The Sixth Committee will meet to-day (Friday, September 17th) at 10 a.m. in the Secretariat (Room F).

Supervisory Commission.

The Supervisory Commission will meet to-day (Friday, September 17th) at 10.30 a.m. in the Secretariat (Room 49).

II. TWELFTH PLENARY MEETING

held at the Salle de la Réformation on Thursday, September 16th, 1926, at 10.15 a.m.

Election of the Non-Permanent Members of the Council.

The PRESIDENT reminded the Assembly of the regulations which the Assembly had adopted provisionally for the elections of 1926.

The first paragraph of Article 4 provided that in 1926 the nine non-permanent Members of the Council would be elected by the Assembly, three for a period of three years, three for a period of two years, and three for a period of one year.

The procedure adopted by the General Committee of the Assembly had been communicated to the delegations through the *Assembly Journal* (see *Assembly Journal* No. 10, page 114).

There would be three secret ballots by roll-call. The first would cover the seats as a whole, and the voting papers should contain the names of the nine States which the delegations wished to elect.

There would be a second secret ballot for the appointment of the three newly elected Members of the Council who would be nominated to sit for a period of three years.

There would be a third secret ballot for the appointment among the six remaining newly elected non-permanent Members of the Council of those whose term of office would last for two years.

It was understood that the Members which were not nominated as a result of the third ballot would sit on the Council for a period of one year.

Le Président rappelle, en outre, les dispositions du règlement de l'Assemblée qui sont applicables en la matière:

[« 1. Les Membres dont les représentants siègent au Conseil comme Membres non permanents de cet organe sont élus par l'Assemblée au scrutin secret.]

« 2. Lorsqu'il y a lieu de pourvoir à la vacance de plusieurs sièges, l'élection se fait au scrutin de liste. Est nul tout bulletin contenant plus de noms qu'il n'y a de sièges à pourvoir.

« 3. Nul n'est élu au premier et au second tour de scrutin s'il n'a obtenu au moins la majorité absolue des voix. Si, après deux tours de scrutin, il reste encore des sièges à pourvoir, il est procédé à un troisième tour sur une liste comprenant les candidats les plus favorisés au deuxième tour, en nombre double des sièges à pourvoir; sont alors élus les Membres ayant obtenu le plus grand nombre des suffrages.

« 4. Si deux ou plusieurs Membres ont obtenu le même nombre de voix sans qu'il y ait un siège pour chacun, il est procédé à un tour spécial de scrutin entre ces Membres; en cas d'égalité nouvelle, il est tiré au sort par le Président. »

Premier scrutin.

Il est procédé au premier scrutin à la suite duquel les huit Etats ci-après obtiennent la majorité absolue et sont déclarés élus Membres non permanents du Conseil:

Colombie	Belgique
Pologne	Roumanie
Chili	Pays-Bas
Salvador	Chine.

Un scrutin supplémentaire a lieu pour l'élection du neuvième Membre non permanent et l'Etat dont le nom suit est déclaré élu:

Tchécoslovaquie.

Communication de la délégation de l'Uruguay.

Le PRÉSIDENT annonce qu'il a reçu la communication suivante de la délégation de l'Uruguay:

« Monsieur le Président,

« Les événements désormais publics qui se sont déroulés dans les réunions privées des délégations des Etats de l'Amérique latine, actuellement présentes à Genève, imposent à la délégation de l'Uruguay le devoir de porter directement à la connaissance de l'Assemblée les raisons qui ont décidé cette délégation à ne pas agréer à la procédure établie par les délégations des autres Etats, pour la désignation des candidats au Conseil, des Républiques de l'Amérique latine.

« Conformément à l'article 4 du Pacte de la Société des Nations, l'élection des Membres non permanents du Conseil doit être faite par l'Assemblée, librement et à la majorité légale prévue.

« Les désignations de candidatures, en dehors de cet ordre légal, ne doivent avoir d'autre caractère que celui d'une expression de certaines tendances d'un groupe électoral quelconque et, en définitive, il peut arriver qu'elles ne soient pas conformes au sentiment général du corps électoral. C'est uniquement à l'Assemblée que reviennent le droit, le pouvoir et l'autorité nécessaires pour choisir les candidats en tenant compte notamment:

- « 1^o Des intérêts généraux de la Société des Nations;
- « 2^o Des circonstances politiques du moment;
- « 3^o D'une équitable répartition des forces continentales.

« L'Assemblée peut et doit corriger toute indication qui ne serait pas conforme aux réalités internationales, si elle

He would remind the Assembly of its Rules of Procedure, under which the vote would be taken:

“ 1. The Members whose representatives are to sit on the Council as non-permanent Members of that body shall be selected by the Assembly by secret ballot.

“ 2. Where several seats are to be filled, the election shall be made by voting a list of names. Any ballot-paper containing more names than there are seats to be filled shall be null and void.

“ 3. No Member shall be elected at the first or at the second ballot unless it has obtained at least the absolute majority of the votes. If, after two ballots, there still remain seats to be filled, a third ballot shall be held upon a list consisting of the candidates which obtained most votes at the second ballot, up to a number double that of the seats still to be filled, and those Members shall be elected which obtain the greatest number of votes.

“ 4. If two or more Members obtain the same number of votes and there is not a seat available for each, a special ballot shall be held between them; if they again obtain an equal number of votes, the President shall decide between them by drawing lots.”

First Ballot.

The first ballot was taken, and, as a result, the eight following States obtained an absolute majority and were declared to be elected as non-permanent Members of the Council:

Colombia	Belgium
Poland	Roumania.
Chile	Netherlands
Salvador	China.

A supplementary ballot was taken for the election of the ninth non-permanent Member, and as a result the following State was declared to be elected:

Czechoslovakia.

Communication from the Delegation of Uruguay.

The PRESIDENT said he had received the following communication from the delegation of Uruguay:

“ Mr. President,

“ The events which have been made public and which have taken place in the private meetings of the delegations of the Latin-American States at present at Geneva impose upon the delegation of Uruguay the duty of bringing directly to the knowledge of the Assembly the reasons which have decided it not to agree to the procedure established by the delegations of the other States for the nomination of candidates to the Council from the Republics of Latin America. In conformity with Article 4 of the Covenant of the League of Nations, the election of the non-permanent Members of the Council must be made by the Assembly in its discretion and according to the majority legally required. The nomination of candidates outside this legal procedure should be no more than the expression of certain tendencies of an electoral group, and might possibly not be in conformity with the general feeling of the electoral body.

“ The Assembly alone should have the power and the necessary authority to select the candidates, taking account, in particular, of:

- “ (1) The general interests of the League of Nations;
- “ (2) The political circumstances of the moment;
- “ (3) A fair distribution of continental forces.

“ The Assembly may and should correct any indication not in conformity with international realities, especially

venait à se trouver, par exemple, devant des candidatures qui ne correspondent pas aux aspirations communes de tout un continent.

« L'adoption, par un groupe d'Etats, d'un système de vote quelconque, qui ne soit pas celui de l'unanimité, et tout particulièrement d'un système de vote secret, comme cela a été le cas ces jours-ci, peut nous conduire au résultat déplorable qu'un groupe de délégués accidentellement plus fort que le nombre impose sa volonté, non seulement au groupe, mais en dernier lieu à toute l'Assemblée.

« Il faut prendre garde à des résultats si injustes.

« Voici maintenant la situation exacte de l'Amérique latine devant la Société: de vingt Etats qui la composent, douze seulement sont, en ce moment, présents à l'Assemblée. Pour des raisons différentes se trouvent être absents: l'Argentine, le Mexique, le Brésil, le Pérou, l'Equateur, la Bolivie, Costa-Rica et le Honduras. Nous ne croyons pas nécessaire de souligner devant l'Assemblée l'importance de ce fait.

« Dans une situation si exceptionnelle, on a le droit de se demander s'il est admissible, au point de vue d'une représentation juste et raisonnable de tout un continent, que, par le moyen d'un scrutin dans lequel six Etats appartenant vraisemblablement à la même région forment la majorité, ces Etats soient suffisamment qualifiés pour pouvoir exprimer devant l'Assemblée de la Société des Nations les véritables aspirations de toute l'Amérique latine!

« La délégation de l'Uruguay, tenant donc compte des raisons précédentes, a le vif regret de déclarer que les réunions américaines auxquelles ses représentants ont toujours prêté la plus sincère et fraternelle attention ne peuvent pas, devant l'Assemblée, avoir d'autre caractère que celui d'un échange de vues officieux et qu'elles ne peuvent ni ne doivent être considérées autrement.

« Tout en soulignant les considérations précédentes et bien que nous ayons le sentiment qu'elles sont également partagées par l'Assemblée, la délégation de l'Uruguay ne croit pas devoir maintenir sa candidature à un des trois postes assurés pour les Etats de l'Amérique latine, lors de l'élection des Membres non permanents du Conseil.

« Notre pays, qui a eu l'honneur de siéger au Conseil pendant quatre années, remercie profondément l'Assemblée de la confiance qu'elle a bien voulu lui témoigner et lui renouveler, en l'assurant que, pour l'avenir comme pour le passé, l'Uruguay restera fidèle à l'idéal de la Société des Nations.

« Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre plus haute considération,

« La délégation de l'Uruguay :

(Signé) J. C. BLANCO,
GUANI,
FERNANDEZ Y MEDINA.
BUERO. »

Deuxième scrutin.

Un deuxième scrutin a lieu en vue de la désignation, parmi les neuf Membres élus, des trois Membres qui siégeront au Conseil pendant une période de trois années.

A la suite du scrutin, sont désignés les trois Etats suivants:

Pologne
Chili
Roumanie.

Troisième scrutin.

Un troisième scrutin a lieu en vue de désigner, parmi les six autres Membres, trois Membres qui siégeront au Conseil pendant une période de deux années.

A la suite du scrutin, sont désignés les Etats suivants:

Colombie
Pays-Bas
Chine.

if it found itself, for instance, in the presence of candidates whose ideas did not correspond to the common aspirations of a whole continent.

"The adoption by a group of States of any system of voting, except that of unanimity, and particularly of a system of secret ballot, as was the case on this present occasion, may lead us to the highly regrettable result that a group of delegates which may happen accidentally to be more numerous can impose its will not only on the group but in the last instance on the Assembly.

"Care should be taken to avoid such unjust results.

"The following is the exact position of Latin America so far as the League is concerned: out of twenty States which compose it, only twelve at the present time are sitting in the Assembly. For various reasons the following States are absent; the Argentine, Mexico, Brazil, Peru, Ecuador, Bolivia, Costa Rica and Honduras. We do not think it necessary to emphasise before the Assembly the importance of that fact.

"In such an exceptional situation, one may very well ask whether it is permissible, from the point of view of a fair and a reasonable representation of a whole continent, that, by means of a secret ballot in which six States belonging presumably to the same region form a majority, these States should be regarded as sufficiently qualified to express in the Assembly of the League of Nations the true aspirations of the whole of Latin America.

"The delegation of Uruguay, therefore, for the above reasons, regrets to have to state that the American meetings, to which its representatives have always given the most sincere and friendly attention, cannot, so far as the Assembly is concerned, have any other character than that of an unofficial exchange of views and that they cannot and should not be otherwise regarded.

"While emphasising the above considerations, and though we have the feeling that they are equally shared by the Assembly, the delegation of Uruguay does not think fit to maintain its candidature for one of these three seats ensured to the States of Latin America in the election of non-permanent Members of the Council.

"Our country, which has had the honour of sitting on the Council for four years, deeply thanks the Assembly for the confidence which it has been kind enough to show it, and renews its assurance that in the future, as in the past, it will remain faithful to the ideal of the League of Nations.

"We have the honour, etc.

"The Delegation of Uruguay :

(Signed) BLANCO,
GUANI,
FERNANDEZ Y MEDINA,
BUERO."

Second Ballot.

A second ballot was taken in order to nominate the three among the nine Members which would sit on the Council for a period of three years.

As a result of the ballot, the following States were nominated:

Poland
Chile
Roumania.

Third Ballot.

A third ballot was taken in order to nominate the three of the remaining six Members which would hold office for a period of two years.

As a result of the ballot, the following States were nominated:

Colombia
Netherlands
China.

Demande de rééligibilité.

Le PRÉSIDENT annonce qu'il est saisi d'une demande de rééligibilité présentée par la Pologne.

Cette demande est présentée conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 4 du règlement adopté par l'Assemblée.

Un scrutin par appel nominal aura lieu sur cette demande et la décision sera prise à la majorité des deux tiers.

Le résultat du vote est le suivant:

Sur 48 Etats votants, 36 se prononcent en faveur de la demande de la Pologne.

Résolution soumise à l'Assemblée par la délégation australienne: Décision de la Commission de l'ordre du jour.

Le PRÉSIDENT annonce que la Commission de l'ordre du jour a décidé à l'unanimité de proposer le renvoi à la première Commission de cette résolution (voir *Journal de l'Assemblée*, N° 6, page 68).

La proposition est approuvée à l'unanimité.

III. TROISIÈME SÉANCE DE LA COMMISSION DE L'ORDRE DU JOUR.

La Commission de l'ordre du jour s'est réunie hier mercredi 15 septembre, à 17 h. 15, à la Salle de la Réformation, sous la présidence de M. URRUTIA (Colombie).

La Commission a examiné le projet de résolution présenté par M. SETÄLÄ, premier délégué de la Finlande, M. ZALESKI, premier délégué de la Pologne, et M. LÖFGREN, premier délégué de la Suède, le 14 septembre 1926, sur la question de l'alcoolisme, et décide d'adresser au Président de l'Assemblée un rapport exprimant, à l'unanimité, l'avis que cette question soit inscrite à l'ordre du jour d'une prochaine session de l'Assemblée.

La Commission examine ensuite le projet de résolution déposé par M. J. G. LATHAM, délégué de l'Australie, le 10 septembre 1926, sur la question de l'utilité de numérotter les alinéas des articles du Pacte, et décide à l'unanimité de proposer à l'Assemblée de renvoyer l'étude de ce projet de résolution à la première Commission.

IV. CINQUIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION

La première Commission a tenu sa cinquième séance hier jeudi 16 septembre 1926, sous la présidence de M. MOTTA (Suisse).

Règlement pacifique des différends internationaux: Rapport du Conseil sur les propositions, déclarations et suggestions faites en vue du règlement pacifique des différends internationaux.

Arbitrage, sécurité et réduction des armements: Rapport du Conseil sur les progrès réalisés, au point de vue de la sécurité générale, par la conclusion de conventions et de traités.

Le PRÉSIDENT rappelle que ces questions ont été également soumises à la troisième Commission de l'Assemblée, dont une Sous-Commission a préparé un projet de résolution (voir *Journal de l'Assemblée*, N° 10, pages 123 et 124). Le Président croit qu'il serait prématuré de délibérer sur ces importantes questions avant que la troisième Commission ne se soit prononcée sur le projet de résolution.

La Commission décide d'ajourner l'examen de cette question.

Request for Re-eligibility.

The PRESIDENT said he had received a request from Poland that she should be declared re-eligible.

This request had been presented in conformity with paragraph 2 of Article 4 of the Regulations adopted by the Assembly.

A vote would be taken by roll-call on this request, and the decision would be taken by a majority of two-thirds.

As a result of the vote, 36 States voted in favour of declaring Poland to be re-eligible out of a total number of 48 States voting.

Resolution submitted to the Assembly by the Australian Delegation: Decision of the Agenda Committee.

The PRESIDENT announced that the Agenda Committee had unanimously decided that this resolution (see *Assembly Journal* No. 6, page 68) should be referred to the First Committee.

The Assembly unanimously approved this proposal.

III. THIRD MEETING OF THE AGENDA COMMITTEE

The Agenda Committee met on Wednesday, September 15th, at 5.15 p.m. at the Salle de la Réformation under the chairmanship of M. URRUTIA (Colombia).

It examined the draft resolution submitted by M. SETÄLÄ, first delegate of Finland, M. ZALESKI, first delegate of Poland, and M. LÖFGREN, first delegate of Sweden, on September 14th, 1926, on the question of alcoholism, and decided to address a report to the President of the Assembly unanimously expressing the opinion that this question should be placed on the agenda of a forthcoming session of the Assembly.

The Committee next examined the draft resolution submitted by Mr. J. G. LATHAM, delegate of Australia, on September 10th, 1926, on the question of the desirability of numbering the paragraphs of the articles of the Covenant, and decided unanimously to propose that the Assembly should refer this draft resolution to the First Committee.

IV. FIFTH MEETING OF THE FIRST COMMITTEE

The First Committee met yesterday, Thursday, September 16th, 1926, under the chairmanship of M. MOTTA (Switzerland).

Pacific settlement of international disputes: report by the Council on the proposals, declarations and suggestions made for the pacific settlement of international disputes.

Arbitration, security and reduction of armaments: report by the Council on the progress in general security brought about by the conclusion of conventions and treaties.

The CHAIRMAN recalled that these questions had also been submitted to the Third Committee of the Assembly, a Subcommittee of which had prepared a draft resolution, which would be found in *Assembly Journal* No. 10, pages 123 and 124.

He thought that it would be premature on the part of the Committee to discuss these important questions before the Third Committee had taken a decision with regard to this draft resolution.

The Committee decided to adjourn the examination of this question.

Interprétation du préambule et des articles 3 et 4 du Pacte: Résolution proposée par le vicomte CECIL, délégué de l'Empire Britannique.

Sir Cecil HURST (Empire Britannique) informe la Commission que le vicomte Cecil, auteur du projet de résolution, prépare un mémoire à ce sujet, et il prie la Commission de bien vouloir ajourner l'examen de cette question.

Il en est ainsi décidé.

Examen du chapitre du rapport sur l'œuvre du Conseil relatif aux travaux du Comité d'experts pour la codification progressive du droit international: Résolution proposée par M. LOUDON, délégué des Pays-Bas, et adoptée par l'Assemblée le 15 septembre 1926.

Le PRÉSIDENT croit qu'il serait inopportun de commencer l'examen de cette question, car il est possible que M. Hammarskjöld, président du Comité d'experts, désire être présent aux délibérations.

La Commission ajourne l'examen de cette question.

Question de l'utilité de numéroter les alinéas des articles du Pacte: Projet de résolution déposé par M. J. G. LATHAM, délégué de l'Australie.

M. LATHAM (Australie) commente brièvement sa proposition. Il est peu de documents dont on parle autant et qui fassent l'objet de plus de publications que le Pacte; malheureusement les références au Pacte sont assez difficiles par suite de la longueur de certains articles.

On a objecté que l'insertion de chiffres en tête des alinéas des articles du Pacte constituerait un amendement au Pacte; il ne croit pas que cette insertion constituerait un amendement plus que la numérotation des pages sur lesquelles le Pacte est imprimé.

Il croit que la Commission trouvera aisément un moyen juridiquement correct de faciliter les références au Pacte, et que des instructions en conséquence pourront être données au Secrétariat.

La Commission adopte le projet de résolution.

M. LATHAM est nommé rapporteur de cette question devant l'Assemblée.

V. SIXIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu sa sixième séance hier jeudi 16 septembre, à 15 heures, sous la présidence de M. Desmond FITZGERALD (Etat libre d'Irlande).

Rapport sur l'œuvre de la Commission de coopération intellectuelle (suite).

Le baron ADELWARD (Suède) déclare qu'une commission nationale a été créée dans son pays. La Suède se préoccupe surtout d'enseigner à la jeunesse les buts et l'œuvre de la Société des Nations. Mme Selma Langerlöff écrit actuellement un livre dans ce but.

Miss BAGE (Australie) signale l'impossibilité où se trouve son pays, malgré l'extrême sympathie qu'il éprouve pour ce système, de faire des échanges d'étudiants et de professeurs, en raison de la longueur du voyage et des frais qu'il entraîne. Cependant des dons privés viennent de permettre à deux étudiantes de se rendre en Australie pour étudier pendant un an. Malheureusement le nombre total des bourses n'atteint que 15 pour 20.000 étudiants.

M. AVRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) déclare que les universités serbes ont une centaine de boursiers à l'étranger. Les Gouvernements français et britannique, après

Interpretation of the Preamble and Articles 3 and 4 of the Covenant: resolution proposed by Viscount Cecil, delegate of the British Empire.

Sir Cecil HURST (British Empire) informed the Committee that Viscount Cecil, author of the draft resolution, was preparing a memorandum on the subject; in those circumstances he asked the Committee to adjourn the examination of the question.

The Committee adopted this proposal.

Examination of the section of the Report on the Work of the Council dealing with the work of the Committee of Experts for the Progressive Codification of International Law: resolution proposed by M. LOUDON, delegate of the Netherlands, and adopted by the Assembly on September 15th, 1926.

The CHAIRMAN thought it would be inopportune for the Committee to begin the examination of this question, as M. Hammarskjöld, Chairman of the Committee of Experts, might desire to be present during the discussion.

The Committee postponed the examination of this question.

Question of the desirability of numbering the paragraphs of the articles of the Covenant: draft resolution proposed by Mr. J. G. LATHAM, delegate of Australia.

Mr. LATHAM (Australia) briefly explained his proposal. There were few documents so much in use, or more frequently published, than the Covenant. Unfortunately, references to the Covenant were difficult because of the length of some of its articles.

The objection had been made that to number the paragraphs of the articles would constitute an amendment to the Covenant. He did not think that the insertion of numbers would constitute an amendment any more than numbering the pages on which the Covenant was printed. The Committee would easily find a correct legal procedure for facilitating references to the Covenant and instructions might therefore be given to the Secretariat.

The Committee adopted the draft resolution.

Mr. LATHAM was appointed Rapporteur for this question to the Assembly.

V. SIXTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee held its sixth meeting yesterday, September 16th, at 3 p.m., under the chairmanship of Mr. Desmond FITZGERALD (Irish Free State).

Report on the Work of the Committee on Intellectual Co-operation (continuation).

Baron ADELWARD (Sweden) said that a national committee had been set up in his country. Sweden was chiefly interested in the instruction of young people in the aims and activities of the League of Nations. Mme. Selma Langerlöff was at present writing a book for this purpose.

Miss BAGE (Australia) pointed out that it was impossible for her country, in spite of its extreme sympathy for this idea, to organise exchanges of students and professors owing to the length and the cost of the journey involved. Private gifts, however, had just enabled two students to go to Australia to study there for one year. Unhappily, the total number of fellowships amounted to only fifteen for 20,000 students.

M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) said that the Serbian universities had about 100 fellowships abroad. The French and British Governments, after the

la guerre, ont bien voulu accorder un certain nombre de bourses sur leur budget. Il rappelle la résolution adoptée le 28 septembre 1922, tendant à faire parvenir des livres et des moyens de travail aux écoles des pays ruinés par la guerre, et formule le vœu que, grâce à l'influence personnelle de chacun des délégués, cette résolution soit reprise et reçoive enfin un commencement d'exécution. Il formule également le vœu que les grandes nations envoient dans les écoles des petites nations leurs professeurs et leurs étudiants.

M. Fulvio SUVICH (Italie) apprécie vivement l'importance de la coopération internationale; par ailleurs, il signale que plus tard il faudra veiller à ce que les initiatives nationales ne soient pas entravées par une aide prématurée.

L'Italie a organisé des cours spéciaux pour les étudiants étrangers, avec exemption de taxes et facilités de voyage.

Il félicite tout spécialement le Directeur de l'Institut des modifications apportées récemment pour tenir compte de l'expérience acquise et de l'esprit de réalisation pratique qu'il sait inspirer et entretenir.

M. PORTELLA (Cuba) signale qu'une Commission nationale a été fondée dans son pays; l'Institut peut compter sur son dévouement et son incessante collaboration. L'idée d'une collaboration entre les bibliothèques est particulièrement intéressante. Il rappelle l'intérêt exceptionnel de la collection iconographique de M. Odero, et signale l'importance qu'il y aurait à donner un appui moral à cette œuvre.

M^{me} Edith LYTTTELTON (Empire Britannique) signale l'intérêt exceptionnel de la collaboration d'un savant aussi éminent que sir Jagadis Bose, qui a découvert le système nerveux et la circulation des plantes, et qui étudie les vibrations les plus délicates de l'esprit humain, et rend hommage à la générosité de la France: le création de l'Institut est un des plus beaux fleurons de la couronne de ce pays.

Elle signale l'intérêt que porte son Gouvernement au système des bourses et des échanges, ainsi qu'à l'instruction donnée aux enfants sur la Société des Nations.

Le Gouvernement britannique est prêt à convoquer une Conférence des éducateurs.

Elle présente le projet de résolution suivant:

« L'Assemblée, ayant examiné soigneusement, sans sa seconde Commission, le rapport du Comité d'experts pour l'enseignement aux enfants et à la jeunesse des buts de la Société des Nations, demande instamment aux Gouvernements des Etats membres de la Société de bien vouloir étudier ce rapport avec sympathie et de prendre les mesures nécessaires pour donner effet à la totalité ou à une partie des recommandations, dont ils jugeraient l'adoption possible dans leurs pays respectifs. »

M. Marcel PLAISANT (France) constate qu'on entre actuellement dans l'ère des réalisations.

Il rappelle l'importance de la question de la propriété scientifique, sur laquelle il avait demandé un supplément d'information dans les milieux allemands et américains.

Des esprits susceptibles avaient pu craindre que la France tirât avantage de l'hospitalité qu'elle accordait à l'Institut; il suffit de constater que plus de seize Etats viennent d'affirmer que l'esprit international de l'Institut a été intégralement conservé. Seul le caractère international de son budget est loin d'être assuré. En remerciant les Gouvernements polonais et tchécoslovaque, qui ont donné l'exemple, il se félicite d'avoir appris que la « Deutsche Hochschule für Politik » vient d'accorder une importante subvention.

En cherchant l'esprit international, la meilleure méthode sera de développer l'esprit national.

Il propose certaines modifications de texte aux projets de résolution.

Le reste de la discussion est ajourné à une prochaine séance.

Travaux du Comité préparatoire de la Conférence économique.

M. LOUCHEUR (France), rapporteur, rappelle l'histoire du problème depuis la résolution de la sixième session de l'Assemblée ordinaire et demande à M. Theunis de bien vou-

war, had placed a certain number of fellowships on their budget. He reminded the Committee of the resolution adopted on September 28th, 1922, to the effect that books and equipment for school work should be sent to the schools of countries ruined by the war. He expressed a hope that, thanks to the personal influence of each of the delegates, this resolution might be taken up and begin to be carried into effect. He also expressed the wish that the great nations should send their professors and students to the schools of the small nations.

M. Fulvio SUVICH (Italy) said he greatly appreciated the importance of international co-operation. On the other hand, it would be necessary later to see that national initiative was not prejudiced owing to premature assistance.

Italy had organised special courses for foreign students with exemption from taxes and with travelling facilities.

He especially congratulated the Director of the Institute for the improvements recently made as the result of experience and of the practical spirit which he so well knew how to inspire and to foster.

M. PORTELLA (Cuba) said that a national committee had been founded in his country. The Institute might rely upon its devotion and continuous collaboration. The idea of collaboration between libraries was particularly interesting. He referred to the exceptional interest of the iconographical collection of M. Odero and emphasised the importance of giving moral support to this work.

Dame Edith LYTTTELTON (British Empire) emphasised the exceptional importance of the collaboration of so eminent a scholar as Sir Jagadis Bose, who had discovered the nervous system and the circulation of plants and had studied the most delicate vibrations of the human mind. She also paid a tribute to the generosity of France. The creation of the Institute was one of the fairest flowers in the garland of that country.

She referred to the interest taken by her Government in the system of scholarships and exchanges as well as in instruction concerning the League of Nations given to children. The British Government was ready to convene a conference of teachers. She would submit the following draft resolution:

“ The Assembly, having carefully considered in its Second Committee the report of the Committee of Experts on the instruction of children and youth in the aims and objects of the League of Nations, urges the Governments of the States Members of the League to give this report their sympathetic consideration and to take the measures necessary to give effect to all or any of its recommendations which may be found suitable for adoption in their respective countries. ”

M. Marcel PLAISANT (France) noted that the time had now come for practical steps to be taken. He referred to the important question of scientific property, on which he had asked for additional information from German and American circles.

Certain somewhat susceptible people had feared that France might derive private benefit from the hospitality which she was granting to the Institute. It would be sufficient for him to note that more than sixteen States had just stated that the international spirit of the Institute had been preserved *in toto*. The only part of its international character which was far from being assured was its budget. In thanking the Polish and Czechoslovak Governments, which had given the example, he was glad to learn that the “ Deutsche Hochschule für Politik ” had just granted the Institute an important subsidy.

In seeking for the international spirit, the best means would be to develop an international spirit.

He proposed certain amendments to the text of the draft resolution.

The remainder of the discussion was adjourned to the next meeting.

Work of the Preparatory Committee for the Economic Conference.

M. LOUCHEUR (France), Rapporteur, gave an account of the history of the problem since the resolution adopted by the Assembly at its sixth ordinary session.

loir exposer les résultats du Comité préparatoire d'experts qu'il a dirigé.

M. THEUNIS (Belgique) regrette que le Comité préparatoire ait été privé de la collaboration de M. G. Ador, qui devait le présider. Quarante-cinq experts, économistes, industriels, politiques, représentants des ouvriers, appartenant à vingt-deux Etats, ont procédé à un vaste échange de vues général, se sont divisés en trois Comités techniques qui ont élaboré une longue liste de sujets sur lesquels une documentation devrait être recueillie. Une enquête générale a été confiée à la Section économique et financière et au Bureau international du Travail. Actuellement, il est utile d'intéresser l'opinion publique, et de lui montrer le bien qu'elle peut attendre de cette Conférence. Or, il existe encore beaucoup de scepticisme et de méfiance. La longue liste de tous les éléments possibles d'informations qui a été dressée, devra être utilisée pour dégager les points saillants susceptibles d'être utilement discutés à la future Conférence. Elle ne constitue pas une esquisse de l'ordre du jour de la future Conférence. Certains des points qu'elle contient ne figureront pas à l'ordre du jour de la Conférence.

La deuxième session du Comité préparatoire aura lieu le 15 novembre; elle sera chargée de la tâche singulièrement complexe d'établir l'ordre du jour de la Conférence économique.

Les membres de cette Conférence générale ne seront probablement pas délégués de leurs gouvernements. Cette Conférence n'établira probablement pas des conventions définitives, qui seront réservées à des Conférences spécialisées. Les deux questions qui dominent les autres sont: 1^o la politique des tarifs, 2^o l'organisation industrielle envisagée d'un point de vue international.

La composition de la Conférence est un gage du caractère objectif des recommandations qu'elle présentera.

M. LOUCHEUR (France) remercie M. Theunis. Il doit faire certaines réserves sur la composition de la Conférence, à laquelle il faut éviter de donner l'apparence d'une académie économique.

M. VON RHEINBABEN (Allemagne) rappelle que son pays a pu participer aux travaux du Comité préparatoire. Ce Comité a pu élaborer dans un délai extrêmement bref un programme très complet. On peut avoir pleine confiance dans la procédure qu'il a suivie.

Les principes dégagés ont une extrême importance, même s'ils ne sont pas immédiatement suivis de réalisations pratiques. Ils éclaireront l'opinion publique mondiale. Tous les gouvernements intéressés ont le devoir de collaborer avec le Comité préparatoire en favorisant sa tâche de documentation et en prenant dès maintenant les mesures susceptibles de réalisation immédiate, ainsi que l'a déjà fait l'Allemagne pour certains accords.

Mme KLUYVER (Pays-Bas), remplaçant le délégué principal, déclare que son pays suit avec confiance et sympathie la tâche entreprise. Elle signale que le Comité préparatoire a demandé par l'intermédiaire du Comité d'hygiène certains renseignements démographiques, qu'on aurait pu obtenir directement auprès de l'Institut international de statistiques. Dans l'intérêt même de la Société des Nations, il faut éviter de demander aux services nationaux des informations qu'ils ont déjà fournies à d'autres organisations.

Le reste de la discussion est ajourné à la prochaine séance.

VI. TROISIÈME COMMISSION: SÉANCE DE LA SOUS-COMMISSION

La Sous-Commission de la troisième Commission s'est réunie jeudi à 15 heures, sous la présidence de M. GUERRERO (Salvador). Elle a adopté, en deuxième lecture, le projet de résolution publié dans le *Journal de l'Assemblée*, N^o 10, du 16 septembre.

He asked M. Theunis to give an account of the results achieved by the Preparatory Committee of Experts, of which he had been Chairman.

M. THEUNIS (Belgium) regretted that the Preparatory Committee had been deprived of the co-operation of M. Gustave Ador, who ought to have taken the Chair. Forty-five experts, comprising economists, industrialists, politicians and representatives of labour belonging to 22 States, had proceeded to a very broad exchange of views. They had divided themselves into three technical Committees which had drawn up a long list of speeches on which information would have to be collected. A general enquiry had been entrusted to the Economic and Financial Section and the International Labour Office. At the moment it would be of use to arouse the interest of the public and to show what could be expected from the results of this Conference. Much scepticism and distrust, however, still existed. A long list containing all possible elements of information should be drawn up and would have to be used in order to ascertain the salient features which could be usefully discussed by the future Conference. That list was not a plan of the agenda of the future Conference. Some points which it contained would not be included in that agenda. The second session of the Preparatory Committee would take place on November 15th. It would have a singularly complex task before it, for it would have to draw up the agenda of the Economic Conference. The members of that Economic Conference would probably not be representatives of their Governments. The Conference would probably not draw up final definite conventions. These would be drafted by special conferences.

The two predominant questions were, first, the policy of tariffs; secondly, industrial organisation from the international point of view.

The composition of the Conference was a guarantee of the impartial character of the resolutions it would submit.

M. LOUCHEUR (France) thanked M. Theunis. He would have to make certain reservations regarding the composition of the Conference, for it was necessary to avoid giving it the appearance of a mere academy of economic experts.

M. VON RHEINBABEN (Germany) said that his country had been able to take part in the work of the Preparatory Committee. That Committee had succeeded in drawing up a very complete programme in a very short time. Every confidence could be placed in the procedure which it had followed.

The principles which emerged were of very great importance even if they were not put into immediate practice. They would serve to enlighten world public opinion. It was the duty of all the Governments concerned to co-operate with the Preparatory Committee by assisting it in its task of collecting information and by at once adopting measures capable of being immediately put into practice, as had been done already by Germany in respect of certain agreements.

Mme. KLUYVER (Netherlands), who was taking the place of the chief delegate, said that her country followed with confidence and sympathy the task which had been undertaken. She pointed out that the Preparatory Committee had asked through the Health Committee for certain demographic information which could have been obtained directly from the International Institute of Statistics. In the interests of the League of Nations, requests for information from the national departments which they had already furnished to other organisations should be avoided.

The remainder of the discussion was adjourned to the next meeting.

VI. THIRD COMMITTEE: MEETING OF THE SUB-COMMITTEE.

The Sub-Committee of the Third Committee met yesterday, (Thursday, September 16th) at 3 p.m. under the chairmanship of M. GUERRERO (Salvador).

It adopted at a second reading the draft resolution which was published in the *Assembly Journal* of September 16th (No. 10)

Le texte français de l'avant-dernier alinéa a été modifié comme suit:

« Exprime l'espoir que ces principes seront reconnus par les Etats membres de la Société des Nations et qu'ils seront mis en pratique le plus tôt possible par tous les Etats ayant intérêt à contracter de tels traités. »

(Le texte anglais du cinquième alinéa a été modifié pour donner une meilleure traduction du texte français.)

VII. SIXIÈME COMMISSION: QUATRIÈME SÉANCE DE LA SOUS-COMMISSION (ESCLAVAGE)

La Sous-Commission (esclavage) de la sixième Commission, au cours de sa quatrième séance, tenue hier jeudi 16 septembre, à 15 heures, sous la présidence de M. DE BROUCKÈRE (Belgique), a poursuivi l'examen de l'article 3 du projet de Convention ainsi que des amendements présentés par les délégations britannique, française et italienne.

Les membres suivants prennent part à la discussion: le comte VAN LYNDEN (Pays-Bas), M. AUBERT (France), M. LOUWERS (Belgique), le comte BONIN-LONGARE (Italie), le vicomte CECIL (Empire Britannique), sir William VINCENT (Inde) et le PRÉSIDENT.

Sur la suggestion du PRÉSIDENT la Sous-Commission invite les délégués de l'Empire Britannique, de la France, de l'Italie et des Pays-Bas, en même temps que M. Gohr, président de la Commission temporaire de l'esclavage, à essayer d'arrêter un texte de proposition où il serait tenu compte des diverses observations présentées au cours de la séance.

VIII. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LE 16 SEPTEMBRE 1926.

Compte rendu provisoire: dixième séance.

Compte rendu provisoire: onzième séance.

Compte rendu provisoire: douzième séance.

Compte rendu définitif: quatrième séance.

Compte rendu définitif: cinquième séance.

Assemblée: Ordre du jour N° 8.

- A. 64. Règles d'élection des neuf Membres non permanents du Conseil: Résolution adoptée par l'Assemblée le 15 septembre 1926.
A. 65. Renvoi à la première Commission du chapitre du rapport sur l'œuvre du Conseil relatif aux travaux du Comité d'experts pour la codification progressive du droit international: Résolution adoptée par l'Assemblée le 15 septembre 1926.
A. 66. Mandats: Résolution adoptée par l'Assemblée le 15 septembre 1926.
A. 67. Nomination par le Conseil d'une Commission chargée d'examiner certaines questions relatives à l'élection des Membres non permanents du Conseil: Projet de résolution déposé par M. Hambro, délégué de la Norvège, le 15 septembre 1926.

The English text of paragraphs 5 and 6 were modified to read as follows:

" Asserts its conviction that the general ideas embodied in the clauses of the Treaties of Locarno, whereby provision is made for conciliation and arbitration and for security by the mutual guaranteeing of States against any unprovoked aggression, may well be accepted among the fundamental rules which should govern the foreign policy of every civilised nation;

" Expresses the hope that these principles will be recognised by the States Members of the League of Nations and will be put into practice as soon as possible by all States in whose interest it is to contract such treaties.

VII. SIXTH COMMITTEE: FOURTH MEETING OF THE SUB-COMMITTEE (SLAVERY)

The Sub-Committee on Slavery of the Sixth Committee, at a meeting on Thursday, September 16th, at 3 p.m., under the chairmanship of M. DE BROUCKÈRE (Belgium), continued its examination of Article 3 of the Draft Convention, together with the amendments submitted by the British, French and Italian delegations.

The following members took part in the discussion: Count VAN LYNDEN (Netherlands), M. AUBERT (France), M. LOUWERS (Belgium), Count BONIN-LONGARE (Italy), Viscount CECIL (British Empire), Sir William VINCENT (India) and the CHAIRMAN.

On the suggestion of the CHAIRMAN, the Sub-Committee asked the delegates of the British Empire, France, Italy and the Netherlands, together with M. Gohr, Chairman of the Temporary Slavery Committee, to endeavour to agree on a proposal, taking into account the various observations made at the meeting.

VIII. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 16TH, 1926.

Provisional Verbatim Record: Tenth Meeting.

Provisional Verbatim Record: Eleventh Meeting.

Provisional Verbatim Record: Twelfth Meeting.

Definitive Verbatim Record: Fourth Meeting.

Definitive Verbatim Record: Fifth Meeting.

Assembly Agenda 8.

- A. 64. Rules dealing with the Election of the Nine Non-Permanent Members of the Council: Resolution adopted by the Assembly on September 15th, 1926.
A. 65. Reference to the First Committee of the Section of the Report on the Work of the Council dealing with the work of the Committee for the Progressive Codification of International Law: Resolution adopted by the Assembly on September 15th, 1926.
A. 66. Mandates: Resolution adopted by the Assembly on September 15th, 1926.
A. 67. Question of the Appointment by the Council of a Committee to examine Certain Questions relating to the Election of the Non-Permanent Members of the Council: Draft Resolution proposed by M. Hambro, Delegate of Norway, on September 15th, 1926.

Service des documents de l'Assemblée

JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE.

Afin de mettre entre les mains des délégués, des journalistes et des visiteurs à l'Assemblée le programme quotidien et le résumé des séances, le *Journal de l'Assemblée* paraîtra tous les matins.

Le prix d'abonnement à la série du Journal publiée durant l'Assemblée est de Fr. 6.— (pour l'étranger: Fr. 9.—, port compris). Les exemplaires seront portés à domicile, pour autant que cela est possible; tous les autres seront expédiés par la poste.

COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLÉE.

Le *Compte rendu* donne le texte officiel des débats des séances plénières de l'Assemblée, les débats des Commissions étant résumés dans le *Journal de l'Assemblée*. Le compte rendu complet des séances plénières et des Commissions sera publié dans les *Actes de l'Assemblée*, édition définitive paraissant quelques mois après la clôture de l'Assemblée.

Prix de souscription au *Compte rendu*: Fr. 6.— (pour l'étranger: Fr. 9.—, port compris).

RAPPORT A LA SEPTIÈME ASSEMBLÉE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS SUR L'ŒUVRE DU CONSEIL, SUR LE TRAVAIL DU SECRÉTARIAT ET SUR LES MESURES PRISES POUR EXÉCUTER LES DÉCISIONS DE L'ASSEMBLÉE.

Ce rapport résume l'œuvre du Conseil, les travaux des Conférences et des Commissions de la Société des Nations, ainsi que du Secrétariat depuis la sixième session de l'Assemblée jusqu'au 15 mai 1926. Comme ce rapport est discuté dans tous ses points par l'Assemblée, il est indispensable à ceux qui désirent suivre les séances en détail.

Prix: Fr. 4.—; *Rapport supplémentaire* pour la période 15 mai-31 août 1926: Fr. 2.—.

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE.

Prix: Fr. 0.50.

NOTE. — L'édition définitive des **ACTES DE LA SEPTIÈME ASSEMBLÉE** paraîtra au commencement de 1927. Les commandes sont reçues dès maintenant au Secrétariat de la Société des Nations: Service de vente des publications.

Les publications sont en vente aux adresses suivantes:

Au **SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS**: Service de vente des publications (Villa Beauregard, annexe du bâtiment du Secrétariat), pendant les heures de bureau ordinaires;

A la **SALLE DE L'ASSEMBLÉE** (Salle de la Réformation, hall d'entrée), pendant les séances de l'Assemblée;

A la **LIBRAIRIE PAYOT & C^{ie}**, Place du Molard, Genève.

Service of Assembly Documents

JOURNAL OF THE ASSEMBLY.

In order to provide delegates, journalists and visitors to the Assembly with a regular daily programme and résumé of the meetings, the *Journal of the Assembly* is issued each morning. Copies will be delivered to subscribers at their private addresses where possible, or sent by post.

The subscription to the series during the Seventh Assembly is 6 francs (9 francs abroad, including postage).

VERBATIM RECORD OF THE ASSEMBLY.

The *Verbatim Record* gives the official text of the proceedings of the Plenary Meetings of the Assembly. The proceedings of the Committees are summarised in the *Journal of the Assembly*, the complete verbatim record being published in the definitive *Records of the Assembly* some months after the close of the Assembly.

Subscription to the *Verbatim Record*: 6 francs (9 francs abroad, including postage).

REPORT TO THE SEVENTH ASSEMBLY OF THE LEAGUE ON THE WORK OF THE COUNCIL, ON THE WORK OF THE SECRETARIAT AND ON THE MEASURES TAKEN TO EXECUTE THE DECISIONS OF THE ASSEMBLY.

This report summarises the work of the Council, of the Conferences and Committees of the League of Nations, and of the Secretariat from the date of the meeting of the Sixth Session of the Assembly until about May 15th, 1926. As the report is discussed at length by the Assembly, it is essential to those wishing to follow the meetings in detail.

Price: 4 francs; *Supplementary Report*, covering the period May 15th - August 31st, 1926: 2 francs.

AGENDA OF THE ASSEMBLY.

Price: 50 centimes.

NOTE. — The definitive **RECORDS OF THE SEVENTH ASSEMBLY** will be issued at the beginning of 1927. Orders for them may be left at the Secretariat Sales Department.

The publications are on sale in Geneva at the following addresses:

SECRETARIAT SALES DEPARTMENT (Villa Beauregard, annex to the Secretariat Building) during the ordinary office hours.

ASSEMBLY HALL (Salle de la Réformation, Public Entrance), during the Assembly meetings.

LIBRAIRIE PAYOT et C^{ie}, Place du Molard, Geneva.

LISTE DES DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

- ALLEMAGNE**
Theod. Thomas Komm. Gesch., Talstrasse 13, LEIPZIG.
- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.
- AUSTRALIE**
Nouvelle-Galles du Sud: Angus & Robertson Ltd., 89-95, Castlereagh Street, SYDNEY.
Victoria: Robertson & Mullens Ltd., 107-113, Elizabeth Street, MELBOURNE.
- BELGIQUE**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRESIL**
Livraria F. Briguier & Cia, 23, rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIE**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd « Tsar Osvo-
boditel » No. 4a, SOFIA.
- CANADA**
League of Nations Society in Canada, 279, Wellington Street, OTTAWA.
- CHILI**
Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO-DE-CHILI.
- COLOMBIE**
Libreria Colombiana, P. O. Box 199, BOGOTÁ.
- COSTA-RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia, LA HAVANE.
- DANEMARK**
V. Pios Boghandel, Povel Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.
- EQUATEUR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE**
Centro Editorial « Minerva », Tudescos, 39-41, MADRID, E. 12.
- ETATS-UNIS**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, Mass.
- FINLANDE**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).
- GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE DU NORD et COLONIES DE LA COURONNE**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W.C. 2.
- GRÈCE**
Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Constitution, ATHÈNES.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantes, 10a, Calle Oriente No. 5, GUATEMALA.
- HAÏTI**
Librairie-papeterie, Mme D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.
- HAWAÏ**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- HONGRIE**
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 S., BUDA-
PEST IV, Ker.
- INDES NÉERLANDAISES**
Algemeene Boekhandel, G. Koff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.
- ITALIE**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco-Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPON**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi
Tori-Sanchome, TOKIO.
- LETTONIE**
Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.
- LUXEMBOURG (G. D.)**
Librairie J. Heintzé, M. Hagen, successeur, Place Guillaume, 8,
LUXEMBOURG.
- MEXIQUE**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- NORVEGE**
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, OSLO.
- NOUVELLE-ZÉLANDE**
Walter Nash, Fletcher's Buildings, 4, Willis Street, WELLINGTON.
- PANAMA**
Libreria I. Preciado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PAYS-BAS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PÉROU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE**
Gebethner & Wolff, ulica Slonkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- PORTUGAL**
J. Rodrigues & Ca, rua Aures, 186-188, LISBONNE.
- ROUMANIE**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- SARRE (Bassin de la)**
Librairie Parisienne, Maison Marguet, M. Golbert, successeur, 4,
Friedrich Wilhelmstrasse, SARBREUCK.
- SERBES, CROATES ET SLOVÈNES (Royaume des)**
Librairie « Vreme », BELGRADE.
- SUEDE**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX,
NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHÉCOSLOVAQUIE**
Librairie F. Topic, 11, Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandí 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser:

Service de vente des Publications de la Société des Nations,
GENÈVE (Suisse)
(Catalogue complet envoyé sur demande.)

AUTHORISED AGENTS FOR THE PUBLICATIONS OF THE LEAGUE OF NATIONS

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIA**
New South Wales: Angus & Robertson, Ltd., 89-95, Castlereagh
Street, SYDNEY.
Victoria: Robertson & Mullens, Ltd., 107-113, Elizabeth Street,
MELBOURNE.
- BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil,
BRUSSELS.
- BOLIVIA**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRAZIL**
Livraria F. Briguier & Cia, 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIA**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd « Tsar Osvo-
boditel » No. 4a, SOFIA.
- CANADA**
League of Nations Society in Canada, 279, Wellington Street, OTTAWA.
- CHILE**
Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO DE CHILE.
- COLOMBIA**
Libreria Colombiana, P. O. Box 199, BOGOTA.
- COSTA RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.
- CZECHOSLOVAKIA**
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- DENMARK**
V. Pios Boghandel, Povel Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.
- DUTCH EAST INDIES**
Algemeene Boekhandel G. Koff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.
- ECUADOR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- FINLAND**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain,
PARIS (VI^e).
- GERMANY**
Theod. Thomas Komm. Gesch., Talstrasse 13, LEIPZIG.
- GREAT BRITAIN, NORTHERN IRELAND and CROWN COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.
- GREECE**
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Consti-
tution, ATHENS.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantes, 10a, Calle Oriente, No. 5,
GUATEMALA.
- HAÏTI**
Librairie-Papeterie Mme D. Viard, angle des rues du Centre et des
Casernes, PORT-AU-PRINCE.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HUNGARY**
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Bros.), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDA-
PEST IV, Ker.
- ITALY**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco-Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPAN**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi
Tori-Sanchome, TOKIO.
- LATVIA**
Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.
- LUXEMBURG (G.-D.)**
Librairie J. Heintzé, M. Hagen, successeur, Place Guillaume, 8,
LUXEMBURG.
- MEXICO**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NETHERLANDS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE
HAGUE.
- NEW ZEALAND**
Walter Nash, Fletcher's Buildings, 4, Willis Street, WELLINGTON.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORWAY**
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, OSLO.
- PANAMA**
Libreria I. Preciado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PERU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLAND**
Gebethner & Wolff, ulica Slonkiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.
- PORTUGAL**
J. Rodrigues & Ca., Rua Aures 186-188, LISBON.
- ROUMANIA**
« Cartea Românească », 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SAAR BASIN**
Librairie Parisienne, Maison Marguet, M. Golbert, successeur, 4,
Friedrich Wilhelmstrasse, SARBREUCK.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- SERBS, CROATS AND SLOVENES (Kingdom of the)**
Librairie « Vreme », BELGRADE.
- SPAIN**
Centro Editorial « Minerva », Tudescos, 39-41, MADRID, E. 12.
- SWEDEN**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SWITZERLAND**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX,
NEUCHÂTEL, BERNE.
- UNITED STATES**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, Mass.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandí 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries, apply:

Publication Sales Department of the League of Nations,
GENEVA (Switzerland).
(Complete catalogue sent on application.)

JOURNAL

DE LA
SEPTIÈME SESSION
ORDINAIRE
DE L'
ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1926

OF THE
SEVENTH ORDINARY
SESSION
OF THE
ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1926

N° 12. — SAMEDI 18 SEPTEMBRE 1926.

No. 12. — SATURDAY, SEPTEMBER 18TH, 1926.

COMMUNICATIONS A LA REDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beau-Regard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

MAINTIEN DE L'ORDRE DANS LA SALLE D'ASSEMBLÉE

DÉCISION DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE.

1. *Le rez-de-chaussée de la salle, à l'exception des sièges réservés au fond, sera affecté exclusivement aux délégués, délégués suppléants, experts, conseillers, secrétaires et membres du Secrétariat. Le public ou les membres des familles des personnes susmentionnées ne seront pas autorisés à y pénétrer.*

2. *Conformément à la pratique suivie dans les parlements nationaux, aucun applaudissement ne sera toléré dans les galeries réservées à la presse et au public.*

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	138
II. Septième séance de la deuxième Commission	138
III. Quatrième séance de la quatrième Commission	142
IV. Cinquième séance de la cinquième Commission	142
V. Troisième séance de la sixième Commission	143
VI. Cinquième séance de la troisième Commission	144
VII. Sixième Commission : Sous-Commission (Esclavage)	146
VIII. Communication de l'Association de droit international	147
IX. Documents distribués aux membres de l'Assemblée.	147

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL.

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beau-Regard.

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

MAINTENANCE OF ORDER IN THE ASSEMBLY HALL.

DECISION OF THE GENERAL COMMITTEE OF THE ASSEMBLY.

1. *The ground floor of the Assembly Hall, except the reserved seats at the back, is intended exclusively for delegates, substitute delegates, experts, advisers, secretaries and members of the Secretariat. The public or members of the families of the persons mentioned above will not be admitted to this part of the hall.*

2. *In conformity with the practice followed in national parliaments, no applause will be allowed in the galleries reserved for the Press and for the public.*

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	138
II. Seventh Meeting of the Second Committee	138
III. Fourth Meeting of the Fourth Committee	142
IV. Fifth Meeting of the Fifth Committee	142
V. Third Meeting of the Sixth Committee	143
VI. Fifth Meeting of the Third Committee	144
VII. Sixth Committee ; Sub-Committee (Slavery)	146
VIII. Communication from the International Law Association	147
IX. List of Documents distributed to Members of the Assembly	147

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Comité du Conseil.

Le Comité du Conseil se réunira aujourd'hui samedi 18 septembre, à 10 heures 30, au Secrétariat (Salle E), afin d'examiner conformément à la résolution adoptée par le Conseil le 4 septembre 1926, les propositions des Gouvernements finlandais, français et polonais soumises à la Commission préparatoire du désarmement, ainsi que le mémorandum soumis au Conseil en annexe à cette proposition par le Gouvernement finlandais.

Troisième Commission.

La troisième Commission se réunira aujourd'hui samedi 18 septembre, à 15 heures, au Secrétariat (Salle F).

Quatrième Commission.

La quatrième Commission se réunira deux fois aujourd'hui samedi 18 septembre, à 10 heures 45 et à 15 heures 30, au Secrétariat (Salle B).

Cinquième Commission.

La cinquième Commission se réunira deux fois aujourd'hui samedi 18 septembre, au Secrétariat, à 10 heures 30 (Salle F) et à 15 heures (Salle C).

Commission de l'ordre du jour.

La Commission de l'ordre du jour se réunira aujourd'hui samedi 18 septembre, à 11 h. 30, au Secrétariat (Chambre 104).

II. SEPTIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu sa septième séance hier vendredi 17 septembre, à 10 heures, sous la présidence de M. Desmond FITZGERALD (Etat libre d'Irlande).

Etablissement des réfugiés grecs.

M. VAN CAUWELAERT (Belgique), rapporteur, présente le rapport qu'il a rédigé à la suite des discussions d'une précédente séance.

M. DENDRAMIS (Grèce) remercie le rapporteur. Si les réfugiés grecs ont été installés partout dans le pays, c'est qu'aucune raison n'existait pour limiter les zones d'établissement.

Le rapport est approuvé et sera transmis par M. van Cauwelaert à la prochaine séance plénière de l'Assemblée.

Travaux du Comité préparatoire de la Conférence économique (suite).

M. VAN CAUWELAERT (Belgique) déclare que son pays a pleine confiance en l'œuvre entreprise sous la direction de M. Theunis. Il espère que le Comité préparatoire pourra achever son œuvre à la prochaine session. Il est disposé à se rallier à la conception de M. Theunis sur le caractère des membres de cette conférence, qui seraient des experts techniques et non des représentants de leurs gouvernements; ils auront ainsi une indépendance pleine et entière et pourront proposer des réformes avec une absolue liberté.

Parmi les trois groupes de problèmes, celui des échanges doit être au premier plan; le second est celui de la production industrielle. La Belgique espère que la conférence donnera, avant la prochaine Assemblée, un programme d'action défini et définitif.

M. JOUHAUX (France) reconnaît la complexité des données du problème et des solutions à apporter. Mais leur interdépendance est telle, au point de vue national et surtout international,

I. PROGRAMME OF MEETINGS

Committee of the Council.

The Committee of the Council will meet to-day (Saturday, September 18th) at 10.30 a.m. in the Secretariat (Room E) in order to examine, in conformity with the resolution adopted by the Council on September 4th, 1926, the proposals of the Governments of Finland, France and Poland, submitted to the Preparatory Committee on Disarmament, together with the memorandum submitted to the Council by the Government of Finland as an annex to its proposal.

Third Committee.

The Third Committee will meet to-day (Saturday, September 18th) at 3 p.m. in the Secretariat (Room F).

Fourth Committee.

The Fourth Committee will meet twice to-day (Saturday, September 18th): at 10.45 a.m. and at 3.30 p.m. in the Secretariat (Room B).

Fifth Committee.

The Fifth Committee will meet twice to-day (Saturday, September 18th) at 10.30 a.m. (Room F) and at 3 p.m. in the Secretariat (Room C).

Agenda Committee.

The Agenda Committee will meet to-day (Saturday, September 18th) at 11.30 a.m. in the Secretariat (Room 104).

II. SEVENTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE.

The Second Committee held its seventh meeting yesterday, Friday, September 17th, at 10 a.m., under the chairmanship of Mr. Desmond FITZGERALD (Irish Free State).

Establishment of Greek Refugees.

M. VAN CAUWELAERT (Belgium), Rapporteur, submitted the report which he had drafted as the result of discussions at a previous meeting.

M. DENDRAMIS (Greece) thanked the Rapporteur. The refugees had been established everywhere in the country, because there had been no reason for limiting the areas where they might be settled.

The report was approved and will be submitted by M. van Cauwelaert to the Assembly at its next plenary meeting.

Work of the Preparatory Committee for the Economic Conference (continuation).

M. VAN CAUWELAERT (Belgium) said that his country had every confidence in the work undertaken under the direction of M. Theunis. He hoped that the Preparatory Committee would be able to complete its work at the next session. He was ready to agree with the view of M. Theunis regarding the character of the representatives of that Conference. These members should be economic experts and not representatives of their Governments. They would thus have complete independence and be free to propose any reforms they thought good.

Among the three groups proposed, that of exchanges ought to be placed first. Then should come industrial production. Belgium hoped that the Conference would draw up a defined and final plan of action before the next Assembly.

M. JOUHAUX (France) recognised the complexity of the data of the problem and of the solutions to be sought. They were, however, so closely interdependent, both from a national

qu'il faut les aborder toutes. Même dans l'ordre financier, l'effort national seul est nécessaire mais insuffisant.

L'opinion publique est hostile à tous les trusts nationaux ou internationaux; il faut donc lui apporter des garanties de contrôle indispensables.

La Conférence ne doit donc pas aboutir à un échange d'idées entre des techniciens, sous peine d'être soupçonnée par l'opinion publique de servir certains intérêts de la production au détriment des consommateurs. C'est pourquoi, sans préconiser une conférence diplomatique, il envisage une réunion des représentants des gouvernements, de l'industrie, de la finance et du monde du travail, qui engagera dans une certaine mesure la liberté des Etats, tout en permettant aux travaux de se poursuivre librement. Elle pourra déterminer des principes généraux qui formeront la base d'accords particuliers, à réaliser sous le contrôle d'un organe supérieur de l'économie internationale. Un accord économique est indispensable à l'heure actuelle pour mettre fin aux conflits d'intérêt qui pèsent lourdement sur le monde.

Le commandeur Hilton Young (Empire Britannique) est d'accord sur certaines propositions de M. Theunis.

A son avis, l'histoire même de la Conférence et le rapport de M. Hymans, approuvé par le Conseil en 1925, montrent qu'il est indispensable que cette Conférence conserve son caractère de réunion d'experts, traitant librement les problèmes d'économie politique en soi. Il est difficile de voir comment une conférence hybride pourrait pratiquement travailler. De même il sera indispensable de limiter l'examen aux points de vue économiques ayant une application universelle, et d'éviter les questions d'ordre intérieur.

Il pense provisoirement comme M. Theunis qu'il est opportun de laisser une certaine latitude sur la date de la prochaine Conférence.

Le baron ADELWARD (Suède) souligne l'importance primordiale de la suppression des droits de douane. L'ouverture graduelle des frontières à la libre circulation constituerait une des plus puissantes améliorations aux difficultés économiques actuelles, et un des plus sûrs gages de paix. Cette conviction gagne d'ailleurs du terrain dans tous les milieux. Les difficultés fiscales seraient moins considérables qu'on ne pense; il faut éclairer franchement l'opinion publique.

M. LATHAM (Australie) fait observer qu'il s'agit d'un problème mondial. Mais l'abondance des points relevés par le Comité préparatoire est impressionnante; c'est pourquoi il a entendu avec satisfaction M. Theunis remarquer qu'il s'agissait seulement de recueillir une documentation et que cette liste ne constituait pas un ordre du jour qu'il aurait été pratiquement impossible d'examiner.

Il appartiendra au Conseil, sur la base d'un rapport du Comité préparatoire, de déterminer la portée de la Conférence. Il faudra éliminer toutes les questions d'ordre intérieur.

Quant au caractère de cette conférence, conformément à l'heureux précédent de la Conférence de Bruxelles, il approuve entièrement l'opinion formulée par M. Theunis et appuyée par le commandeur Hilton Young, en faveur d'une conférence d'experts.

Le meilleur moyen de s'assurer l'appui de l'opinion publique est de définir nettement les points qui seront traités, et de déclarer qu'il s'agira d'une réunion d'experts.

Enfin, il voudrait laisser au Comité préparatoire le soin de proposer la date de la Conférence.

Khan Bahadur Shaikh ABDUL QADIR (Inde) fait observer que ces problèmes sont d'une telle importance pour la paix mondiale qu'ils exigent non seulement l'énoncé de principes généraux, mais encore la coopération active des gouvernements. Quelques-uns des problèmes qui se posent aux Indes lui sont particuliers. Il s'associe aux observations du commandeur Hilton Young sur le caractère de la Conférence. Une réunion d'experts permettra aux nations intéressées de réfléchir avant de se prononcer.

M. AVRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) demande à la Commission:

- 1° D'augmenter le nombre d'experts du Comité préparatoire;

and from an international point of view, that they must all be discussed. Even in the field of finance an unaided national effort was necessary but would be insufficient.

Public opinion viewed all national and international trusts with hostility. Indispensable guarantees of control must therefore be provided.

The Conference should not therefore be confined to an exchange of views between technical experts, for if this were the case it would be suspected by the public of serving certain interests of production to the detriment of consumers. It was for this reason that, though he did not contemplate a diplomatic conference, he would suggest the meeting of representatives of Governments, of industry, of finance and of labour, who would to a certain extent engage gradually the responsibility of States while allowing the work to continue freely. The Conference could determine the general principles which would form the basis of special agreements to be executed under the control of a higher organisation of the international economic system. An economic agreement was indispensable at the moment in order to put an end to the conflict of interests which was so gravely afflicting the world.

Commander Hilton Young (British Empire) agreed with some of the proposals made by M. Theunis.

In his view, the history of the Conference and the report of M. Hymans approved by the Council in 1925 showed that it was indispensable for the Conference to preserve its character of a meeting of experts dealing freely with problems of political economy as such. It was difficult to say how a hybrid Conference could do practical work. It would also be indispensable to limit the work of the Conference to the examination of economic points of view capable of universal application and to avoid questions of a domestic kind.

He provisionally agreed with M. Theunis that it was desirable to leave a certain latitude regarding the date of the next Conference.

Baron ADELWARD (Sweden) emphasised the primary importance of suppressing Customs duties. The gradual opening of frontiers to free trade would constitute one of the most powerful improvements of the present economic situation and one of the most sure guarantees of peace. This conviction was gaining ground in all circles. The fiscal difficulties would be less considerable than was thought. Public opinion must be clearly enlightened.

Mr. LATHAM (Australia) pointed out that the problem was world-wide. The great number of points mentioned by the Preparatory Committee was impressive. It was for this reason that he had been glad to note that M. Theunis had said that it was merely a question of collecting information and that the list drawn up by the Preparatory Committee did not constitute an agenda, for an agenda of that kind would be in practice impossible to deal with.

It was for the Council, on the basis of the report of the Preparatory Committee, to decide the scope of the Conference. All questions of a domestic kind should be avoided.

As to the character of the Conference, in conformity with the happy precedent created by the Brussels Conference, he entirely approved the opinion put forward by M. Theunis, supported by Commander Hilton Young, in favour of a conference of experts.

The best means of ensuring the support of public opinion was clearly to define the points which would be dealt with and to state that the Conference would be a meeting of experts.

Finally, he would desire that the Preparatory Committee should be given the task of proposing the date of the Conference.

Khan Bahadur Shaikh ABDUL QADIR (India) pointed out that the problems were of great importance to the peace of the world, that they required not only a definition of general principles but also the active co-operation of Governments. Some of the problems which were to be met with in India belonged to that country alone. He agreed with the observations of Commander Hilton Young on the character of the Conference. A meeting of experts would make it possible for the nations concerned to reflect before taking a decision.

M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) asked the Committee:

- (1) To increase the number of experts on the Preparatory Committee;

2° De transmettre *in extenso* les points de vue exprimés par les diverses délégations au Comité préparatoire pour le guider dans ses travaux.

3° De prévoir pour la conférence à désigner par les gouvernements un nombre de questions qui soit suffisant et corresponde au nombre des questions primordiales inscrites à l'ordre du jour élaboré par le Comité préparatoire.

La séance est interrompue à 13 heures et reprise à 14 h. 45 sous la présidence de M. VEVERKA (Tchécoslovaquie), vice-président.

M. MOLLOFF (Bulgarie) approuve le travail exécuté jusqu'ici. Il a une grande confiance dans les experts, mais il ne croit pas non plus que les ministres des finances donneraient un caractère et une orientation politique aux travaux. Après la Conférence des experts et des spécialistes, il conviendrait en tout cas de convoquer les représentants des pays intéressés, les industriels et les représentants du monde ouvrier.

M. DE VASCONCELLOS (Portugal) est nettement en faveur d'une conférence de représentants d'Etats; la Commission préparatoire est déjà une conférence d'experts. Du reste le précédent invoqué de la Conférence de Bruxelles milite précisément dans ce sens, car elle était composée de ministres des Finances.

Il aimerait que la stabilisation de la monnaie fût inscrite au programme.

M. Fulvio SUVICH (Italie) ne pense pas que la question de la composition de la conférence soit bien posée. Diplomates ou non, les membres de cette conférence devront être des experts spécialisés. La question est simplement de savoir si les experts seront désignés *ad personam*, ou nommés par leurs gouvernements. Il préfère cette deuxième procédure; mais ce problème, ainsi que la date de la conférence, est du ressort du Conseil.

M. NIEDZIALKOWSKI (Pologne) rappelle que son pays, qui se trouve encore en état de crise, sait à quel point la collaboration internationale est indispensable. Il appuie catégoriquement la conception exposée par M. Jouhau. De toute façon, la confiance de l'opinion publique est un facteur si essentiel que les grandes masses des travailleurs et des consommateurs doivent être représentées.

M. JARAMILLO (Colombie) félicite et remercie le président du Comité préparatoire; une certaine inquiétude, bien légitime, se manifeste sur le développement des travaux. Le Comité doit-il faire une sélection? La conférence doit-elle se borner à rédiger un décalogue économique, ou conclure des accords internationaux? Toutes ces questions devront être étudiées avec le plus grand soin au Comité préparatoire.

Le baron DI PAULI (Autriche) insiste sur la nécessité de dégager les grandes lignes du problème. Il lui est extrêmement difficile d'opter entre les deux conceptions; en dernier ressort, il se rallie à l'idée d'une conférence d'experts. Il veut insister, après le délégué de la Suède, sur l'urgente nécessité d'abaisser les tarifs douaniers. L'Autriche a dû malheureusement élever ses tarifs chaque année, faute d'avoir trouvé la collaboration nécessaire auprès des autres peuples. C'est une preuve, parmi beaucoup d'autres, que le chaos ne pourra s'organiser que par un mouvement international.

M. LOUCHEUR (France), rapporteur, résume le débat. Il y a en tout cas unanimité de bonnes volontés, maintenant que le baron von Rheinbaben vient d'apporter l'indispensable collaboration de l'Allemagne.

Trois points principaux sont à régler: programme, composition, date de la conférence.

Actuellement, l'accord est réalisé sur le programme; il est acquis dès maintenant que le Comité préparatoire a mission de l'établir librement sans s'égarer dans diverses questions susceptibles de faire échouer les travaux.

La discussion sur la composition de cette conférence risque de dégénérer en stérile logomachie. Le commandeur Hilton Young et M. Latham ont formulé la crainte de voir un organisme de politiciens émettre des vérités premières, et le second a invoqué l'exemple de la Conférence de Bruxelles. Or, l'annexe V

(2) To forward *in extenso* to the Preparatory Committee, in order to guide it in its work, the points of view expressed by the various delegations.

(3) To choose for the Conference to be appointed by Governments a number of questions sufficient and corresponding to the number of primarily important questions contained in the agenda drawn up by the Preparatory Committee.

The Committee adjourned at 1 p.m. and sat again at 2.45 under the chairmanship of M. VEVERKA (Czechoslovakia), Vice-Chairman.

M. MOLLOFF (Bulgaria) approved the work which had been accomplished up to the present. He had great confidence in the experts, but he also did not think that Finance Ministers would give a political character or bias to the work. After the Conference of Experts and specialists had finished, the representatives of the countries concerned would in any case have to be convened, and also the industrialists and representatives of labour.

M. DE VASCONCELLOS (Portugal) was strongly in favour of a conference of representatives of States. The Preparatory Committee was already a conference of experts. Further, the precedent of the Brussels Conference could be quoted, for it had been composed of finance ministers. He desired that the stabilisation of currency should be included in the programme.

M. Fulvio SUVICH (Italy) did not think that the question of the composition of the Conference ought to be raised. Whether they were diplomats or not, its members ought to be experts. The question was merely to decide whether the experts would be chosen for their personal qualifications or appointed by their Governments. He would prefer the second procedure. This problem, however, as well as the date of the Conference, was for the Council to decide.

M. NIEDZIALKOWSKI (Poland) recalled that his country was still undergoing a crisis and was well aware how indispensable was international co-operation. He definitely supported the conception outlined by M. Jouhau. In any case the confidence of public opinion was so essential a factor that the great mass of workers and consumers must be represented.

M. JARAMILLO (Colombia) congratulated and thanked the Chairman of the Preparatory Committee. Certain very legitimate apprehensions had been aroused concerning the development of its work. Would the Committee have to make a choice? Ought the Conference to confine itself to drawing up an economic decalogue or to the conclusion of international agreements? All these questions would have to be investigated with the greatest care by the Preparatory Conference.

Baron DI PAULI (Austria) urged the necessity of defining the main lines of the problem. It would be extremely difficult for him to choose between the two conceptions. In the last resort he would be prepared to support the idea of a conference of experts. He would emphasise, with the delegate of Sweden, the urgent necessity of lowering Customs duties. Austria had unhappily been compelled to raise her Customs duties each year, for she had been unsuccessful in finding the necessary co-operation among other peoples. This was one proof among many of the fact that chaos could only be reduced to order by international means.

M. LOUCHEUR (France), Rapporteur, summed up the discussion. In any case, unanimous good will was assured now that Baron von Rheinbaben had brought with him the indispensable co-operation of Germany.

Three main points would have to be settled: the programme, the composition and the date of the Conference.

At the moment an agreement had been reached regarding the programme. It had immediately been decided that it was the duty of the Preparatory Committee to draw up this programme freely without losing its way among various questions which might cause the work to be unsuccessful.

There was a danger that the discussion of the composition of this Conference might develop into an unfruitful war of words. Commander Hilton Young and Mr. Latham had expressed a fear lest the Conference should consist of an organisation of politicians laying down first truths, and the second had quoted

des documents de cette Conférence montre que beaucoup de pays, y compris l'Australie, ont envoyé des ministres des Finances et des secrétaires du Trésor, qui, « bien que désignés par leurs gouvernements respectifs, se sont réunis comme experts ».

C'est précisément le précédent de Bruxelles qui doit être suivi: La conférence doit être appelée par la Société des Nations; les représentants doivent être désignés par les gouvernements; mais comme le dit le rapport Hymans, « la conférence ne devra pas avoir un caractère strictement gouvernemental ».

La deuxième Commission n'a pas qualité pour se prononcer; la discussion qui vient d'avoir lieu dirigera le Comité préparatoire et le Conseil.

Quant à la date, étant donné l'impatience de l'opinion publique, il faut éviter de trop longs délais, et M. Loucheur espère personnellement qu'on pourra réunir la conférence au printemps prochain.

Il a été surpris d'entendre dire que le trouble monétaire actuel ne se prête pas à une réunion, mais ne résulte-t-il pas précisément parfois du malaise économique ?

M. Loucheur se félicite d'avoir proposé à la session de juin du Conseil l'élection de M. Theunis à la présidence du Comité préparatoire. La conférence vivra et sera fructueuse. C'est avec confiance et foi qu'il faut entreprendre cette œuvre.

M. THEUNIS (Belgique) rappelle qu'il était dans son rôle en qualité de vice-président du Comité préparatoire lorsqu'il s'est présenté devant le Conseil. Mais, depuis lors, il a été amené à donner son avis sur certains points; il se félicite d'avoir trouvé une adhésion générale sur la réduction du programme, à quelques questions principales qui doivent servir de pivot et de base de discussion pour toutes les autres questions. Il remercie tous les orateurs et le rapporteur pour leurs encouragements.

Quant à la composition de la conférence, on est arrivé à un accord sincère; M. Loucheur et ses contradicteurs ont invoqué successivement le précédent de Bruxelles; toute la discussion se réduit donc à une question de mots et aucune antinomie n'existe entre les différentes qualifications proposées de part et d'autre pour les membres de la conférence.

Dans deux mois le Comité préparatoire pourra fixer en meilleure connaissance de cause la date de la conférence.

La sympathie et l'intérêt de ceux qui croient à l'œuvre de la Société des Nations est indispensable au succès des travaux.

Le VICE-PRÉSIDENT pense que l'exposé de M. Loucheur et de M. Theunis pourront servir de guide aux travaux du Comité préparatoire.

M. LOUCHEUR (France), rapporteur, présente le projet de résolution suivant:

« L'Assemblée est heureuse de reconnaître que le Conseil a donné suite à sa décision du 15 décembre 1925, en constituant un Comité préparatoire de la Conférence économique.

« Elle constate que la situation économique générale du monde réclame plus que jamais un effort de coopération internationale et rend encore plus nécessaire la réunion de la Conférence économique.

« Elle souhaite en conséquence que les travaux du Comité soient poussés activement de façon que la Conférence économique puisse être convoquée dans le plus bref délai possible. »

Il fera distribuer à ses collègues un bref projet de rapport qui sera présenté pour discussion à la séance du 20 septembre.

Le baron ADELWARD (Suède) a demandé s'il ne serait pas préférable de préciser un peu plus ce projet qui ne contient d'indication que sur la date et laisse de côté le programme et la composition de la conférence. Il propose certains amendements.

« La discussion de ce projet de résolution et du rapport sont ajournés à la séance du 20 septembre. »

the example of the Brussels Conference. Annex 5, however, of the documents of that Conference showed that many countries, including Australia, had sent finance ministers and secretaries of the treasury who, although appointed by their respective Governments, had attended the Conference as experts.

It was precisely the precedent created by the Brussels Conference which must be followed. The Conference must be convened by the League of Nations; the representatives must be chosen by their Governments; but, as stated in the report of M. Hymans, "the Conference must not be of a strictly governmental nature".

The Second Committee was not qualified to take a decision. The discussion which had just taken place would guide the Preparatory Committee and the Council.

With regard to the date, in view of the impatience of public opinion, too long a delay should be avoided. He hoped personally that the Conference would be able to meet next spring.

He had been surprised to hear it said that the present currency trouble could not be solved by a conference, but was it not occasionally one of the results of economic ill-health?

He was glad that he had proposed at the June session of the Council the election of M. Theunis as Chairman of the Preparatory Committee. The Conference would succeed and be fruitful, and the work should be undertaken with confidence and faith.

M. THEUNIS (Belgium) said that he had appeared before the Council in his capacity of Vice-Chairman of the Preparatory Committee. Since that date, however, he had been called upon to give his advice on various points. He congratulated himself on having found that there was a general agreement regarding the reduction of the programme to certain principal questions which would serve as pivots or bases for the discussion of all the other questions. He thanked all the speakers and the Rapporteur for their encouraging words.

With regard to the composition of the Conference, a sincere agreement had been reached. M. Loucheur and those who had disagreed with him had both referred to the precedent of the Brussels Conference. The whole discussion had been reduced, therefore, to a question of words, and there was no contradiction between the various qualifications proposed by both parties for the members of the Conference.

In two months the Preparatory Committee, with a better knowledge of the facts, would be able to fix the date of the Conference.

The sympathy and interest of those who believed in the work of the League of Nations was indispensable for the success of the work.

The VICE-CHAIRMAN thought that the statements of M. Loucheur and M. Theunis would serve as a guide for the work of the Preparatory Committee.

M. LOUCHEUR (France), Rapporteur, submitted the following draft resolution:

"The Assembly notes with satisfaction that the Council has given effect to its decision of December 15th, 1925, by appointing a Preparatory Committee for the Economic Conference.

"It notes that the general economic position of the world demands more than ever before an effort of international co-operation, and makes the meeting of the Economic Conference still more necessary.

"Consequently, it hopes that the work of the Committee may be actively advanced in order that the Economic Conference may be convened as soon as possible."

He would distribute to the members a short draft report which would be submitted for discussion at the meeting of September 20th.

Baron ADELWARD (Sweden) wondered whether it would not be preferable to make the resolution more definite. It contained no reference to the date of the meeting of the Conference and left aside its programme and composition. He proposed certain amendments.

The discussion of the draft resolution and the report were adjourned to the meeting of September 20th.

III. QUATRIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION

La quatrième Commission a tenu sa quatrième séance hier vendredi 17 septembre, à 15 h. 30, sous la présidence de M. Nicolas TITULESCO (Roumanie).

Désignation du rapporteur.

Sur la proposition du bureau de la Commission, M. OLDENBURG (Danemark) est élu rapporteur.

Résolution présentée par la délégation de l'Inde.

Après discussion, la résolution présentée par le délégué de l'Inde est adoptée, après amendement, sous cette forme :

« La quatrième Commission :

« Notant la tendance du budget de la Société des Nations à s'accroître et considérant que, dans la situation financière actuelle de la majorité des pays du monde, il convient de faire tous les efforts possibles pour résister à cette tendance ;

« Estime désirable, avant de commencer la discussion des articles du budget, de poser comme directive générale de son examen le principe qu'il importe, sans mettre d'obstacle au développement de la Société, de ne pas perdre de vue une limite maxima. de dépenses, afin d'arriver à ce que les contributions des Etats individuels ne dépassent pas à l'avenir, normalement, les cotisations pour la présente année.

« Copie de la présente résolution devra être communiquée aux autres Commissions dont les décisions peuvent comporter des dépenses. »

Il est entendu que cette résolution devra être interprétée à la lumière des discussions ayant eu lieu au sein de la quatrième Commission lors de sa présentation et de son adoption.

Suite de l'examen des prévisions budgétaires pour le Secrétariat, afférentes à l'exercice 1927 : Chapitre II.

L'article 4 est adopté provisoirement sans modification.

Sur une question de M. HAMBRO (Norvège) et après une discussion à laquelle prennent part plusieurs délégués, le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL renouvelle les assurances qu'il avait déjà données l'an dernier à la quatrième Commission au sujet du compte qui sera tenu des considérations de nationalité dans le recrutement du personnel du Secrétariat.

L'article 5 est ensuite adopté sans modification.

Le titre de l'article 6 est modifié de la manière suivante : « Liaison avec les pays de l'Amérique latine ».

Les articles 7 à 17 sont adoptés sans modification.

En outre, la Commission approuve plusieurs suggestions formulés par certaines délégations et relatives à des points de détail.

IV. CINQUIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION

La cinquième Commission a tenu hier vendredi 17 septembre, à 16 heures 30, sa cinquième séance sous la présidence de M. MENSENDORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Autriche).

Suite de la discussion sur le rapport du Comité de la protection de l'enfance.

Mme Edith LYTTTELTON (Empire Britannique) affirme le grand intérêt que le Gouvernement britannique porte au problème de la protection de l'enfance. Elle soumet un projet de résolution composé de sept paragraphes, tenant compte de

III. FOURTH MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE

The Fourth Committee held its fourth meeting yesterday (Friday, September 17th), at 3.30 p.m., under the chairmanship of M. Nicolas TITULESCO (Roumania).

Appointment of the Rapporteur.

On the proposal of the Bureau of the Committee, M. OLDENBURG (Denmark) was elected Rapporteur.

Resolution submitted by the Indian Delegation.

After discussion, the resolution submitted by the Indian delegation was adopted in the following amended form :

“ The Fourth Committee,

“ Noting the tendency of the Budget of the League to increase, and considering that, in the present financial state of most countries of the world, every effort should be made to resist this tendency :

“ Is of opinion that, as a preliminary to the discussion of the details of the Budget and as a general guide to their consideration, it is desirable, without putting obstacles in the way of the development of the League, to keep in view a maximum limit of expenditure with the object of securing that the contributions of individual States shall not normally in future exceed their contributions for the current year ;

“ Copies of this resolution should be communicated to other Committees concerned with measures involving expenditure. ”

It was understood that this resolution was to be interpreted in the light of the discussion which had taken place in the Fourth Committee at the time of its submission and adoption.

Continuation of the Examination of the Budget Estimates for the Secretariat for the Financial Period 1927 : Chapter II.

Article 4 was provisionally adopted without change.

In reply to M. HAMBRO (Norway), and after a general discussion in which several delegates took part, the SECRETARY-GENERAL renewed the assurances which he had already given the previous year to the Fourth Committee to the effect that account would be taken of considerations of nationality in recruiting the staff of the Secretariat.

Article 5 was then adopted without change.

The title of Article 6 was amended as follows : “ Liaison with the Countries of Latin America ”.

Articles 7 to 17 were adopted without change.

In addition, the Committee adopted several suggestions put forward by certain delegations concerning points of detail.

IV. FIFTH MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE.

The Fifth Committee held its sixth meeting yesterday (Friday, September 17th) at 4.30 p.m. under the chairmanship of M. MENSENDORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Austria).

Continuation of the Discussion on the Report of the Committee for Child Welfare.

Dame Edith LYTTTELTON (British Empire) informed the Committee of the great interest which the British Government took in the problem of the protection of children.

She submitted a draft resolution containing seven separate

certaines des conclusions de la Commission consultative et en excluant d'autres pour des raisons d'ordre pratique.

Le maharajah DE KAPURTHALA (Inde) insiste particulièrement sur les conditions sociales et religieuses qui différencient les pays; une grande prudence s'impose dans l'action internationale en matière de protection de l'enfance. Il expose les mesures prises aux Indes au cours des dernières années et exprime la certitude que des progrès considérables ne manqueront pas d'être réalisés pour peu que l'on laisse des organisations nationales poursuivre leur effort sans les brusquer. Le maharajah de Kapurthala termine en appuyant chaudement le projet de résolution présenté par la délégation britannique.

M. LABROUSSE (France) attire l'attention de la Commission sur l'influence mentale du cinématographe et suggère que des experts en psychologie soient joints aux représentants des éducateurs et des parents dont le rapport de la Commission consultative prévoit la collaboration au sein des offices nationaux de contrôle des films cinématographiques.

M. POSNER (Pologne) fait un exposé des conditions dans lesquelles la Commission consultative a établi son rapport ainsi que de la procédure suivie à cette occasion. Il insiste sur la nécessité de traiter l'éducation biologique comme un sujet international et recommande vivement à la Commission d'approuver le rapport du représentant du Canada, afin de donner à la Commission consultative un encouragement qu'elle a indiscutablement mérité. Il espère que M^{me} Edith Lyttelton fera siennes les considérations qu'il a développées sur l'œuvre de la Commission consultative et qu'elle ne maintiendra pas dans son projet de résolution les points visant à limiter l'œuvre de la Commission consultative.

M^{me} LARSEN JAHN (Norvège) rappelle les résolutions de l'Assemblée, qui sont à la base de l'œuvre de protection de l'enfance, et décrit la méthode suivie en Norvège en vue de recueillir, avec la collaboration des associations bénévoles, des données susceptibles de faire l'objet d'échanges entre les différents pays scandinaves. Elle se rallie au projet de résolution de M^{me} Edith Lyttelton, mais propose un amendement tendant à maintenir à l'étude le problème de la récréation, dont cette résolution prévoit l'ajournement.

La suite de la discussion est ajournée.

Rapport à l'Assemblée sur la question de l'opium.

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie) donne lecture de son projet de rapport à l'Assemblée sur la question de l'opium.

Ce rapport est adopté à l'unanimité avec deux amendements, présentés, l'un par le vicomte CECIL (Empire Britannique) et l'autre par sir B. MULLICK (Inde).

Rapport de la Sous-Commission chargée de l'examen du projet de résolution du représentant de Cuba, relative à l'étude de certains aspects du problème de la prostitution.

La Commission approuve les conclusions du Comité de rédaction tendant à ajourner la discussion sur ce sujet jusqu'à la présentation, par le Comité des experts, de son rapport au Conseil.

V. TROISIÈME SÉANCE DE LA SIXIÈME COMMISSION

La sixième Commission a tenu sa troisième séance hier vendredi 17 septembre 1926, à 10 heures, sous la présidence de M. DE BROUCKÈRE (Belgique).

La Commission examine la question de la ratification des accords et conventions conclus sous les auspices de la Société, et décide de désigner une sous-commission, composée du vicomte CECIL (Empire Britannique), de M. DE JOUVENEL (France) et du comte BONIN-LONGARE (Italie), chargée de se renseigner auprès du Secrétariat de la Société ainsi que du Bureau international du Travail et de présenter un rapport.

points, which took account of certain conclusions reached by the Advisory Committee and excluded others for practical reasons.

The Maharajah OF KAPURTHALA (India) laid particular stress on the social and religious conditions differentiating countries. These made great prudence necessary when undertaking international action with regard to the protection of children. He gave an account of the measures taken during the last few years in India and expressed his confident hope that considerable progress would be achieved provided that national organisations were left to continue their efforts without being compelled to go too fast. He ended by warmly approving the draft resolution of the British representative.

M. LABROUSSE (France) drew the attention of the Committee to the mental influence of the cinema and suggested that psychological experts should be attached to the representatives of teachers and parents whose co-operation with the national offices for the control of cinema films was provided for in the Advisory Committee's report.

M. POSNER (Poland) gave an account of the conditions under which the Advisory Committee had drawn up its report, as well as the procedure followed on that occasion. He would insist on the necessity of treating biological education as an international subject and warmly urged the Committee to approve the report submitted by the representative of Canada in order to give to the Advisory Committee the encouragement which it had undoubtedly merited. He hoped that Dame Edith Lyttelton would agree with the considerations which he had put forward regarding the work of the Advisory Committee and that she would not maintain in her draft resolution the paragraphs concerning the limitation of the Advisory Committee's work.

Mme. LARSEN JAHN (Norway) recalled the resolutions of the Assembly which formed the basis of the work of the protection of children, and described the method adopted in Norway in order to collect with the help of charitable associations information which might be made the subject of an exchange of statistics between the various Scandinavian countries. She agreed with the draft resolution submitted by Dame Edith Lyttelton but proposed to amend it by retaining the investigation of the problem of recreation, the adjournment of which was proposed in the resolution.

The discussion was adjourned.

Report to the Assembly on the Opium Question.

M. VEVERKA (Czechoslovakia) read his report to the Assembly on the question of opium.

The report was unanimously adopted with two amendments submitted, one by Viscount CECIL (British Empire) and the other by Sir B. MULLICK (India).

Report of the Sub-Committee instructed to study the Draft Resolution submitted by Cuba concerning the Study of Certain Aspects of the Problem of Prostitution.

The Committee approved the conclusions of the Drafting Committee to the effect that the discussion on this subject should be adjourned until the Committee of Experts had submitted its report to the Council.

V. THIRD MEETING OF THE SIXTH COMMITTEE

The Sixth Committee met on Friday, September 17th, at 10 a.m., under the chairmanship of M. DE BROUCKÈRE (Belgium).

It discussed the question of the ratification of agreements and conventions concluded under the auspices of the League of Nations and decided to appoint a Sub-Committee, consisting of Viscount CECIL (British Empire), M. DE JOUVENEL (France) and Count BONIN-LONGARE (Italy), to hear evidence from the Secretariat of the League and from the International Labour Office and to present a report.

Sur la motion du Dr NANSSEN (Norvège), la question des mandats est réservée pour la prochaine séance.

Afin d'activer les travaux de la Commission, il est décidé que la Sous-Commission de l'esclavage se réunira immédiatement pour poursuivre ses discussions.

VI. CINQUIÈME SÉANCE DE LA TROISIÈME COMMISSION

La troisième Commission s'est réunie hier 17 septembre, à 15 heures, sous la présidence de M. VILLEGAS (Chili).

Fabrication privée des armes.

M. GUERRERO (Salvador) donne lecture de son projet de rapport à l'Assemblée, sur le contrôle de la fabrication privée, qui contient la résolution adoptée par la troisième Commission dans sa séance du 13 septembre et publiée dans le *Journal de l'Assemblée*, No 8, du 13 septembre.

Le rapport est adopté avec une modification présentée par M. LANGE (Norvège).

Travaux préparatoires de la Conférence du désarmement.

M. LOUDON (Pays-Bas), président de la Commission préparatoire, fait un exposé de l'état actuel des travaux du désarmement; il explique la procédure de travail de la Commission préparatoire, la classification des questions contenues dans le questionnaire soumis par le Conseil à la Commission préparatoire, et la répartition de ces questions entre les différentes sous-commissions. Il déclare que la Sous-Commission A, chargée des questions militaires, qui a accompli la plus grande partie de sa tâche, a dû fournir un effort énorme. Il donne un aperçu analytique des différents points traités par cette sous-commission, en faisant observer que les textes établis ont été adoptés en première lecture et qu'ils ne sont pas encore sous les yeux de la Commission préparatoire. Les divergences d'ordre technique qui se sont fait jour sont le reflet naturel des divergences d'ordre politique entre les pays représentés à la Commission.

Il expose la tâche confiée à la Sous-Commission B, ainsi que la procédure employée par cette Commission et la Commission mixte qui lui sert d'organe technique. Il espère que les sous-commissions feront tout leur possible pour activer la marche des travaux, mais ne croit pas pouvoir fixer une date pour la prochaine réunion de la Commission préparatoire. Il fait connaître enfin à la troisième Commission que le Conseil a modifié la composition de la Commission préparatoire de façon à y maintenir les Etats qui viennent de quitter le Conseil à la suite des dernières élections.

Le PRÉSIDENT remercie M. Loudon de son exposé.

M. MUNCH (Danemark) a l'impression qu'un travail très important a été accompli; il voudrait, cependant, faire quelques observations dans le but de hâter la marche des travaux. Les Commissions instituées semblent vouloir résoudre tous les aspects du problème; il désirerait qu'une sélection fût faite entre ces différents aspects et qu'on se bornât, par exemple, à considérer le nombre d'habitants comme un élément principal de comparaison entre les armements, les autres éléments servant à corriger les résultats obtenus. Il demande également si l'on a envisagé la possibilité d'entreprendre des réductions graduelles. Il croit que la situation n'a jamais été aussi favorable pour une tentative de désarmement; après Locarno, le sentiment d'insécurité a diminué dans certains pays; il subsiste dans beaucoup d'autres pays, notamment en raison de l'absence de la Russie, et, à ce point de vue, il faudrait que l'on ne pût faire même un semblant de reproche à la Société des Nations de n'avoir pas fait tout le nécessaire pour avoir la collaboration de la Russie. Il exprime enfin l'espoir que la Commission préparatoire et ses sous-commissions se rappelleront qu'une réduction générale et radicale des armements est en elle-même un élément de

At the request of Dr. NANSSEN (Norway), the question of mandates was reserved for the next meeting.

In order to hasten the work of the Committee, the Slavery Sub-Committee was convened for an immediate meeting to continue its discussions.

VI. FIFTH MEETING OF THE THIRD COMMITTEE

The Third Committee met yesterday, September 17th, at 3.30 p.m., under the chairmanship of M. VILLEGAS (Chile).

Private Manufacture of Arms.

M. GUERRERO (Salvador) read his draft report to the Assembly on the control of the private manufacture of arms. The report contained the resolution adopted by the Third Committee at its meeting of September 13th and published in the *Assembly Journal* No. 8 of September 13th.

The report was adopted, with an amendment presented by M. LANGE (Norway).

Preparatory Work of the Disarmament Conference.

M. LOUDON (Netherlands), Chairman of the Preparatory Committee, made a statement as to the present position of the work on disarmament. He explained the procedure of the Preparatory Committee, the classification of the questions contained in the questionnaire submitted by the Council to the Preparatory Committee, and the distribution of these questions between the various Sub-Committees.

Sub-Committee A, instructed to deal with military questions, had accomplished the greater part of its task and had been obliged to make a considerable effort. He gave an analytical summary of the various points dealt with by the Sub-Committee, observing that the texts had been adopted at a first reading and that they were not yet before the Preparatory Committee. The differences of view on technical questions which had become apparent were the natural reflection of differences of a political character between the countries represented on the Committee.

He explained the task entrusted to Sub-Committee B, and the procedure usually followed by that Committee and the Mixed Committee, which served it as a technical body. He hoped the Sub-Committees would do their utmost to press forward with their work, but did not believe that it was possible to fix the date for the next meeting of the Preparatory Committee. He finally informed the Third Committee that the Council had changed the composition of the Preparatory Committee so that States which had just left the Council as a result of the last elections might continue to sit on that Committee.

The CHAIRMAN thanked M. Loudon for his statement.

M. MUNCH (Denmark) said that he had the impression that a very important task had been accomplished. He would like, however, to make some observations with a view to hastening the progress of the work. The Committees appointed seemed to aim at settling all the aspects of the problem. He would like a selection to be made between its various aspects. The task might be limited, for example, by taking the number of inhabitants as a principal standard of comparison between the armaments, the other factors merely serving to correct the results obtained. He would also ask whether the possibility had been contemplated of undertaking gradual reductions. He thought that the situation had never been so favourable for an attempt at disarmament. After Locarno the sentiment of insecurity had decreased in certain countries. It was true that it subsisted in many other countries, particularly owing to the absence of Russia, and from this point of view it was necessary that it should be impossible for even a semblance of a reproach to be addressed to the League of Nations for not having done everything that was necessary to secure the collaboration of Russia. He finally expressed the hope that the

sécurité, qui, pour l'orateur, est même le meilleur de tous.

M. LANGE (Norvège) regrette que les travaux préliminaires de désarmement n'aient commencés que dans la septième année de l'existence de la Société des Nations. Il s'associe aux regrets et aux vœux formés par M. Munch, en ce qui concerne la participation des Soviets.

Il demande si le questionnaire soumis à la Commission préparatoire est limitatif ou si l'Assemblée peut le modifier, pour y inclure, par exemple, la question de la fabrication privée que la résolution adoptée à ce sujet a déclaré être liée au problème général du désarmement. Il voudrait également qu'on y introduisit la prohibition de certaines armes, telles que les sous-marins et les chars d'assaut. Il reproche au questionnaire, en outre, d'être trop abstrait et, sur un certain point, de prévoir que les armements seront alloués aux différents gouvernements par le Conseil, ce qui lui semble contraire au Pacte. C'est dans l'état actuel des armements qu'il faut trouver les bases de réduction et non dans une recherche de principes abstraits, servant à fixer des proportions. Il adjure, en outre, les délégués de faire l'effort d'imagination nécessaire pour se placer dans la situation future, lorsque le désarmement sera réalisé, et de ne pas toujours considérer avec inquiétude les armements actuels de leurs voisins. Il n'a trouvé dans le questionnaire qu'une trace de cet état d'esprit. C'est dans la déclaration de la délégation allemande, où il est dit que cet examen devrait partir d'un état de désarmement qui serait le résultat de la conférence et qui devrait être tel qu'aucun Etat ne soit assez fort pour pouvoir faire prévaloir sa force contre celle de la Société des Nations. Enfin, il partage également l'avis de M. Munch sur la création de la sécurité par la réduction des armements elle-même.

M. BENÈS (Tchécoslovaquie) estime que M. Lange fait une critique trop sévère du questionnaire, critique qui procède de la pure logique et qui ne tient pas compte suffisamment de la réalité des faits; il n'est pas exact de dire que sans armes on ne se battra plus.

Il croit qu'il y a un malentendu dans le reproche fait au questionnaire de n'être pas conforme au Pacte. Le rapport de la Commission préparatoire au Conseil, approuvé par le Conseil, prévoit que ce sont les gouvernements qui, à la conférence du désarmement, envisageront des propositions précises.

Il y aura donc négociation et contrat.

Enfin, s'il est vrai que l'homme d'Etat doit avoir des vues d'avenir il ne peut marcher que par étapes.

M. MARKOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) ne croit pas que la troisième Commission soit en mesure de traiter le problème confié à la Commission préparatoire, ni sur le fond, ni sur la procédure, d'autant plus qu'il y a un Etat non membre de la Société des Nations représenté à la Commission.

Il rappelle que les Etats non représentés à cette Commission préparatoire peuvent collaborer en adressant des mémoires et en venant les soutenir. Il fait observer, en outre, que la Commission préparatoire a toute liberté pour modifier le questionnaire et établir son plan de travail.

La troisième Commission ne peut donc, à son avis, qu'exprimer une opinion du point de vue politique sur l'urgence des travaux. Elle peut aussi, si la chose est matériellement possible, procéder à l'examen des propositions française, polonaise et finlandaise que la Commission préparatoire a renvoyées au Conseil.

Il termine en exprimant l'espoir que la conférence réussira et atteindra des résultats peut-être limités, mais pratiques.

M. DE BROUCKÈRE (Belgique) estime que, après avoir entendu le rapport de M. Loudon, on a toute raison d'être optimiste.

Il voudrait également répondre à quelques-unes des critiques formulées. Il fait observer qu'il n'a pas été demandé aux techniciens d'établir des formules mathématiques et,

Preparatory Committee and its Sub-Committees would remember that a general and radical reduction of armaments was in itself an element of security, which in his view was the best of all possible securities.

M. LANGE (Norway) regretted that the preliminary work of disarmament had only been begun in the seventh year of the existence of the League of Nations. He associated himself with the regrets and wishes expressed by M. Munch in regard to the participation of the Soviets.

He asked whether the questionnaire submitted to the Preparatory Committee was limitative or whether the Assembly might amend it in order to include, for example, the question of private manufacture, which the resolution adopted on this subject had declared to be bound up with the general problem of disarmament. He would also like to introduce the prohibition of certain weapons such as submarines and tanks. He criticised the questionnaire as being too abstract and, in particular, as contemplating that the armaments would be allotted to the various Governments by the Council, a procedure which seemed to him contrary to the Covenant. The basis of a reduction of armaments, should be sought in the present position of armaments and not in a search for abstract principles designed to enable the proportions to be fixed. He further urged the delegates to make the necessary effort of imagination necessary to see into the future when disarmament would be an accomplished fact, and not always to regard with anxiety the present armaments of their neighbours. He had found in the questionnaire only one instance of this state of mind, namely, the declaration of the German delegation, which said that the examination of the subject should start from the position in regard to disarmament which would result from the Conference and which should be such that no State would be sufficiently strong to be able to prevail against the League of Nations. Finally, he shared the views of M. Munch on the establishment of security by the reduction of armaments in itself.

M. BENES (Czechoslovakia) thought that M. Lange criticised the questionnaire too severely. His criticism was based on pure logic and did not take sufficient account of existing facts. It was not true to say that without arms people would no longer fight one another.

He believed that there was a misunderstanding implicit in the criticism that the questionnaire was not in conformity with the Covenant. The report of the Preparatory Committee to the Council, which had been approved by the Council, laid down that it would be the Governments which at the Disarmament Conference would put forward precise proposals.

There would accordingly be negotiations and a contract.

Finally, though it was true that a statesman should take long views, it was only possible for him to proceed by stages.

M. MARKOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) did not think that the Third Committee was in a position to deal with the problem entrusted to the Preparatory Committee, either so far as its substance or as procedure was concerned, particularly as there was a State represented on the Committee which was not a Member of the League of Nations.

He would remind the Committee that the States not represented on the Preparatory Committee might join in addressing memoranda to the Committee and in appearing before the Committee in support of them. He would further observe that the Preparatory Committee was entirely free to amend the questionnaire and to establish its plan of work.

The Third Committee, in his view, could only express an opinion from the political point of view upon the urgency of its work. It might also, if materially possible, proceed to an examination of the French, Polish and Finnish proposals which the Preparatory Committee had referred to the Council.

He would conclude by expressing the hope that the Conference would succeed and achieve results perhaps on a limited scale but of a practical nature.

M. DE BROUCKÈRE (Belgium) thought that, after having heard the report of M. Loudon, there was every reason to be optimistic. He would also like to reply to certain criticisms which had been formulated. He could point out that the technical experts had not been asked to draw up mathematical formulæ and that, on the contrary, the Preparatory Committee

qu'au contraire, la Commission préparatoire a mis les techniciens et l'opinion publique en garde contre les dangers d'une telle tentative.

Se référant à la proposition de M. Munch d'établir des armements proportionnels au chiffre de la population, M. de Brouckère pense que ce serait là une formule fautive. Les armements doivent être proportionnels aux dangers courus par les Etats: ils sont une dure nécessité pour les Etats exposés et non une prime pour les Etats riches.

Il signale une certaine contradiction dans l'argumentation de M. Lange, qui, après avoir déclaré qu'il fallait partir du *status-quo*, a demandé aux politiciens de se placer, par l'imagination, dans une situation d'avenir. M. de Brouckère pense que les hommes d'Etat peuvent difficilement raisonner sur l'avenir et, qu'en tous cas, s'ils le pouvaient, leurs peuples n'ont pas la même imagination et désirent toucher du doigt les réalités concrètes.

Par contre, il estime, avec M. Lange, qu'on pourrait réaliser certaines prohibitions et notamment celle de la guerre chimique. Mais il est certain que, malgré toutes les conventions, si la guerre vient, les peuples, pour le salut suprême de leur pays, feront usage des armes défendues. Des conventions prohibant ces armements ne serviraient qu'à développer l'hypocrisie et supprimer la confiance. Si l'on veut vraiment arriver à cette prohibition il n'y a qu'un moyen: c'est de consentir, en temps de paix, à un contrôle international.

M. de Brouckère, admirant l'effort fourni par les techniciens, estime que leurs travaux ne sont pas une fin en eux-mêmes mais ne sont que des informations à l'usage des délégués de la conférence, qui devront entrer en négociation et, pour cela, se servir, dans une certaine mesure, de la documentation élaborée. Mais il sera nécessaire de mettre un terme à cette documentation qui pourrait être illimitée.

L'orateur pense qu'il est possible, dans les conditions politiques actuelles, de réunir la conférence au cours de l'année prochaine.

Le comte BERNSTORFF (Allemagne) partage l'avis déjà exprimé par d'autres délégués qu'il n'est pas nécessaire, pour la troisième Commission, de discuter les mêmes choses que la Commission préparatoire. Se référant à la situation qu'a faite M. Lange, il précise qu'elle a trait à la proposition de M. Paul-Boncour renvoyée au Conseil. Elle avait pour objet de déclarer que l'Allemagne ne pouvait pas, étant pratiquement désarmée, assumer, en vertu de l'article 16, des obligations qu'elle ne pourrait pas tenir et qu'il fallait envisager le fonctionnement de l'article 16 dans l'hypothèse où, après la Conférence du désarmement, les grandes différences d'armements des divers pays auraient disparu.

Il exprime également l'espoir que la Commission préparatoire reprendra ses travaux aussitôt que possible.

M. BENES (Tchécoslovaquie) explique, en réponse à M. Markovitch, que les propositions française, polonaise et finlandaise ont été renvoyées par le Conseil au Comité du Conseil, qui devra y consacrer probablement plusieurs séances et qu'il ne croit pas qu'il soit matériellement possible de les soumettre à la troisième Commission.

M. MUNCH (Danemark) pense qu'il y a entre M. de Brouckère et lui un malentendu au sujet de la proportion entre la population et les armements. Il n'a pas voulu dire qu'il fallait établir une proportion mathématique mais, d'autre part, il semble bien que le questionnaire ait envisagé une idée de proportionnalité des armements à un certain nombre d'éléments.

En outre, il est certain que les Etats à qui on demande de faire des propositions précises de limitation sont bien obligés de partir d'une base générale.

M. Munch insiste sur la nécessité de simplifier le problème et il appuie la proposition de M. de Brouckère d'envisager la possibilité de réunir la conférence avant la prochaine Assemblée.

VII. SIXIÈME COMMISSION: CINQUIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE SOUS-COMMISSION (ESCLAVAGE)

Au cours de sa cinquième séance, tenue hier matin, vendredi 17 septembre, la Sous-Commission a abordé l'examen de

had warned the experts and public opinion of the danger of such an attempt.

The proposal of M. Munch to establish armaments in proportion to figures of population would, in his view, be a mistake. Armaments ought to be proportionate to the dangers run by States. They were a hard necessity for States in an exposed position and not a luxury for rich States.

He pointed out a contradiction in the argument put forward by M. Lange, who, after having said that a start should be made from the *status quo*, had asked politicians to imagine themselves transported into the future. He thought that statesmen might have difficulty in arguing about the future, and in any case, even if they could do so, their peoples did not have the same imagination and would desire to deal with concrete realities.

On the other hand, he agreed with M. Lange in thinking that certain prohibitions could be enforced, notably a prohibition of chemical warfare. It was, however, certain that, despite all Conventions, if war happened, the people would make use of forbidden weapons in order to secure the safety at any cost of their country. Conventions prohibiting such weapons would only serve to develop the spirit of hypocrisy and do away with confidence. If it was really desired to achieve such a prohibition there was but one means: to consent in time of peace to an international control.

While admiring the efforts made by the technical experts, he thought that their work was not an end in itself but was only in the nature of information for the use of delegates to the Conference, who would have to negotiate and, in order to do so, to use to a certain extent the information collected. It would, however, be necessary to set a limit to such information, which might be endless. He thought that it was possible in present political conditions for the Conference to be convened during the next year.

Count BERNSTORFF (Germany) agreed with the view, already expressed by other delegates, that it was not necessary for the Third Committee to discuss the same questions as the Preparatory Committee. Referring to the quotation made by M. Lange, he explained that it dealt with the proposal of M. Paul-Boncour which had been referred to the Council. Its object was to state that Germany could not, being in practice disarmed, assume obligations under Article 16 which it would be unable to keep, and that it would be necessary to consider the working of Article 16 on the assumption that, after the Disarmament Conference, the great differences between the armaments of the various countries would disappear.

He also expressed the hope that the Preparatory Committee would resume work as soon as possible.

M. BENES (Czechoslovakia) explained, in reply to M. Munch, that the French, Polish and Finnish proposals had been sent by the Council to the Committee of the Council, which would probably have to hold several meetings to discuss them. He did not think that it would be materially possible for them to be submitted to the Third Committee.

M. MUNCH (Denmark) thought that there was a misunderstanding between himself and M. de Brouckère regarding the proportion to be established between population and armaments. He did not wish to say that a mathematical proportion should be established, but he thought that the questionnaire had contemplated the idea of proportioning armaments to a certain number of other elements.

Further, it was obvious that the States which were asked to make definite proposals regarding limitation were obliged to start from a general basis.

He urged the necessity of simplifying the problem and supported the proposal of M. de Brouckère to the effect that the possibility of convening the Conference before the next Assembly would be contemplated.

VII. SIXTH COMMITTEE: FIFTH MEETING OF THE FIRST SUB-COMMITTEE (SLAVERY)

During its meeting held yesterday morning (Friday), the Sub-Committee took up the examination of Article 6 (Forced

l'article 6 (travail forcé) du projet de Convention et des amendements à cet article proposés par les délégations allemande, belge, britannique, hindoue, italienne, norvégienne et portugaise.

• Ont pris part à la discussion: M. AUBERT (France), le comte BONIN-LONGARE (Italie), le vicomte CECIL (Empire Britannique), sir Joseph COOK (Australie), le général FREIRE D'ANDRADE (Portugal), M. GOHR (ancien président de la Commission temporaire de l'esclavage), M. LOUWERS (Belgique), le comte VAN LYNDEN VAN SANDENBURG (Pays-Bas), Dr. NANSEN (Norvège) et sir Hoare VINCENT (Inde).

VIII. COMMUNICATION DE L'ASSOCIATION DE DROIT INTERNATIONAL

Le Secrétaire général a reçu une lettre, en date du 13 septembre 1926, par laquelle l'Association de droit international lui communiquait les rapports des deux Commissions instituées par elle pour les questions de minorités et de protection de la propriété privée, ainsi que les résolutions adoptées au sujet de ces rapports par la conférence que l'Association a tenue à Vienne en août dernier.

IX. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LE 17 SEPTEMBRE 1926

Compte rendu définitif: septième séance.

C.543.M.206.1926. Ordre du jour provisoire de la quarante-deuxième session du Conseil.

- A. 68. Question de l'utilité de numéroter les alinéas des articles du Pacte: Résolution adoptée par l'Assemblée le 16 septembre 1926.
- A. 69. Numérotage des alinéas des articles du Pacte: Rapport de la première Commission.

Labour) of the Draft Convention and the amendments to that article proposed by the delegations of Belgium, Great Britain, Germany, India, Italy, Norway and Portugal.

The following delegates took part in the discussion: M. AUBERT (France), Count BONIN-LONGARE (Italy), Viscount CECIL (British Empire), Sir Joseph COOK (Australia), General FREIRE D'ANDRADE (Portugal), M. GOHR (former Chairman of the Temporary Slavery Committee), M. LOUWERS (Belgium), Count VAN LYNDEN VAN SANDENBURG (Netherlands), Dr. NANSEN (Norway) and Sir Hoare VINCENT (India).

VIII. COMMUNICATION FROM THE INTERNATIONAL LAW ASSOCIATION

The Secretary-General has received a letter dated September 13th, 1926, from the International Law Association forwarding the reports of the Minorities Committee and of the Protection of Private Property Committee of the Association, together with the resolutions passed on these reports by the Conference of the Association at Vienna in August last.

IX. DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 17TH, 1926.

Definitive Verbatim Record: Seventh Meeting.

C.543.M.206.1926. Provisional Agenda for the Forty-second Session of the Council.

- A. 68. Question of the Desirability of Numbering the Paragraphs of the Articles of the Covenant: Resolution adopted by the Assembly on September 16th, 1926.
- A. 69. Question of numbering Paragraphs of the Articles of the Covenant: Report by First Committee.

Service des documents de l'Assemblée

JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE.

Afin de mettre entre les mains des délégués, des journalistes et des visiteurs à l'Assemblée le programme quotidien et le résumé des séances, le *Journal de l'Assemblée* paraîtra tous les matins.

Le prix d'abonnement à la série du Journal publiée durant l'Assemblée est de Fr. 6.— (pour l'étranger: Fr. 9.—, port compris). Les exemplaires seront portés à domicile, pour autant que cela est possible; tous les autres seront expédiés par la poste.

* * *

COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLÉE.

Le *Compte rendu* donne le texte officiel des débats des séances plénières de l'Assemblée, les débats des Commissions étant résumés dans le *Journal de l'Assemblée*. Le compte rendu complet des séances plénières et des Commissions sera publié dans les *Actes de l'Assemblée*, édition définitive paraissant quelques mois après la clôture de l'Assemblée.

Prix de souscription au *Compte rendu*: Fr. 6.— (pour l'étranger: Fr. 9.—, port compris).

* * *

RAPPORT A LA SEPTIÈME ASSEMBLÉE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS SUR L'ŒUVRE DU CONSEIL, SUR LE TRAVAIL DU SecrÉTARIAT ET SUR LES MESURES PRISES POUR EXÉCUTER LES DÉCISIONS DE L'ASSEMBLÉE.

Ce rapport résume l'œuvre du Conseil, les travaux des Conférences et des Commissions de la Société des Nations, ainsi que du Secrétariat depuis la sixième session de l'Assemblée jusqu'au 15 mai 1926. Comme ce rapport est discuté dans tous ses points par l'Assemblée, il est indispensable à ceux qui désirent suivre les séances en détail.

Prix: Fr. 4.—; *Rapport supplémentaire* pour la période 15 mai-31 août 1926: Fr. 2.—.

* * *

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE.

Prix: Fr. 0.50.

* * *

NOTE. — L'édition définitive des **ACTES DE LA SEPTIÈME ASSEMBLÉE** paraîtra au commencement de 1927. Les commandes sont reçues dès maintenant au Secrétariat de la Société des Nations: Service de vente des publications.

Les publications sont en vente aux adresses suivantes:

Au **SECRETARIAT DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS**:
Service de vente des publications (Villa Beau regard, annexe du bâtiment du Secrétariat), pendant les heures de bureau ordinaires;

A la **SALLE DE L'ASSEMBLÉE** (Salle de la Réformation, hall d'entrée), pendant les séances de l'Assemblée;

A la **LIBRAIRIE PAYOT & C^{IE}**, Place du Molard, Genève.

Service of Assembly Documents

JOURNAL OF THE ASSEMBLY.

In order to provide delegates, journalists and visitors to the Assembly with a regular daily programme and résumé of the meetings, the *Journal of the Assembly* is issued each morning. Copies will be delivered to subscribers at their private addresses where possible, or sent by post.

The subscription to the series during the Seventh Assembly is 6 francs (9 francs abroad, including postage).

* * *

VERBATIM RECORD OF THE ASSEMBLY.

The *Verbatim Record* gives the official text of the proceedings of the Plenary Meetings of the Assembly. The proceedings of the Committees are summarised in the *Journal of the Assembly*, the complete verbatim record being published in the definitive *Records of the Assembly* some months after the close of the Assembly.

Subscription to the *Verbatim Record*: 6 francs (9 francs abroad, including postage).

* * *

REPORT TO THE SEVENTH ASSEMBLY OF THE LEAGUE ON THE WORK OF THE COUNCIL, ON THE WORK OF THE SECRETARIAT AND ON THE MEASURES TAKEN TO EXECUTE THE DECISIONS OF THE ASSEMBLY.

This report summarises the work of the Council, of the Conferences and Committees of the League of Nations, and of the Secretariat from the date of the meeting of the Sixth Session of the Assembly until about May 15th, 1926. As the report is discussed at length by the Assembly, it is essential to those wishing to follow the meetings in detail.

Price: 4 francs; *Supplementary Report*, covering the period May 15th - August 31st, 1926: 2 francs.

* * *

AGENDA OF THE ASSEMBLY.

Price: 50 centimes.

* * *

NOTE. — The definitive **RECORDS OF THE SEVENTH ASSEMBLY** will be issued at the beginning of 1927. Orders for them may be left at the Secretariat Sales Department.

The publications are on sale in Geneva at the following addresses:

SECRETARIAT SALES DEPARTMENT (Villa Beau regard, annex to the Secretariat Building) during the ordinary office hours.

ASSEMBLY HALL (Salle de la Réformation, Public Entrance), during the Assembly meetings.

LIBRAIRIE PAYOT & C^{IE}, Place du Molard, Geneva.

JOURNAL

DE LA
SEPTIÈME SESSION
ORDINAIRE
DE L'
ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1926

OF THE
SEVENTH ORDINARY
SESSION
OF THE
ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1926

N° 13. — DIMANCHE 19 SEPTEMBRE 1926.

No. 13. — SUNDAY, SEPTEMBER 19TH, 1926.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressés à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beau-Regard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

MAINTIEN DE L'ORDRE DANS LA SALLE D'ASSEMBLÉE

DÉCISION DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE.

1. *Le rez-de-chaussée de la salle, à l'exception des sièges réservés au fond, sera affecté exclusivement aux délégués, délégués suppléants, experts, conseillers, secrétaires et membres du Secrétariat. Le public ou les membres des familles des personnes susmentionnées ne seront pas autorisés à y pénétrer.*

2. *Conformément à la pratique suivie dans les parlements nationaux, aucun applaudissement ne sera toléré dans les galeries réservées à la presse et au public.*

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL.

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beau-Regard.

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

MAINTENANCE OF ORDER IN THE ASSEMBLY HALL.

DECISION OF THE GENERAL COMMITTEE OF THE ASSEMBLY.

1. *The ground floor of the Assembly Hall, except the reserved seats at the back, is intended exclusively for delegates, substitute delegates, experts, advisers, secretaries and members of the Secretariat. The public or members of the families of the persons mentioned above will not be admitted to this part of the hall.*

2. *In conformity with the practice followed in national parliaments, no applause will be allowed in the galleries reserved for the Press and for the public.*

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	150
II. Quatrième séance de la Commission de l'ordre du jour	150
III. Cinquième séance de la quatrième Commission	150
IV. Sixième séance de la cinquième Commission	151
V. Septième séance de la cinquième Commission	152
VI. Télégramme du Gouvernement de Colombie	153
VII. Résolutions adoptées par l'Union internationale des Associations pour la Société des Nations au cours de sa dixième assemblée (1926)	154
VIII. Sixième séance de la troisième Commission	164
IX. Documents distribués aux membres de l'Assemblée	168

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	150
II. Fourth Meeting of the Agenda Committee	150
III. Fifth Meeting of the Fourth Committee	150
IV. Sixth Meeting of the Fifth Committee	151
V. Seventh Meeting of the Fifth Committee	152
VI. Telegram from the Colombian Government	153
VII. Resolutions adopted by the International Federation of the League of Nations Societies at its Tenth Plenary Congress (1926)	154
VIII. Sixth Meeting of the Third Committee	164
IX. List of Documents distributed to Members of the Assembly	168

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Première Commission.

La première Commission se réunira demain lundi 20 septembre, à 10 heures 30, au Secrétariat (Salle E).

Deuxième Commission.

La deuxième Commission se réunira demain lundi 20 septembre, à 10 heures, au Secrétariat (Salle C).

Troisième Commission.

La troisième Commission se réunira demain lundi 20 septembre, à 15 heures 30, au Secrétariat (Salle C).

Quatrième Commission.

La quatrième Commission se réunira demain lundi 20 septembre, à 15 heures 15, au Secrétariat (Salle B).

Cinquième Commission.

La cinquième Commission se réunira demain lundi 20 septembre, à 15 heures, au Secrétariat (Salle E).

Sixième Commission: Sous-Commission (Esclavage).

La Sous-Commission de la sixième Commission se réunira demain lundi 20 septembre, à 10 heures, au Secrétariat (Salle B).

Le Conseil.

Le Conseil se réunira demain lundi 20 septembre, à 15 h. 30, au Secrétariat (Salle F).

Commission de contrôle.

La Commission de contrôle se réunira demain lundi 20 septembre, à 10 heures, au Secrétariat (Chambre 49).

II. QUATRIÈME SÉANCE DE LA COMMISSION DE L'ORDRE DU JOUR

La Commission de l'ordre du jour s'est réunie le samedi 18 septembre 1926, à 17 heures, au Secrétariat, sous la présidence de M. URRUTIA (Colombie).

Après avoir arrêté la rédaction du rapport au président de l'Assemblée sur la question de l'alcoolisme, elle procéda à l'examen du projet de résolution déposé par M. HAMBRO (Norvège) le 15 septembre 1926, à l'Assemblée, sur la question de la nomination par le Conseil d'une commission chargée d'examiner certaines questions relatives à l'élection des Membres non permanents du Conseil.

Après une discussion sur ce projet de résolution, la Commission décida à l'unanimité de proposer au Président de l'Assemblée de renvoyer ce projet de résolution à l'étude de la première Commission.

III. CINQUIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION

La quatrième Commission a tenu sa cinquième séance hier samedi 18 septembre, à 10 h. 50, sous la présidence de M. Nicolas TITULESCO (Roumanie).

Communication de la délégation du Paraguay.

Le délégué du Paraguay donne lecture de la communication suivante:

« Etant donné que les organisations techniques de la Société des Nations seront probablement appelées cette année à entre-

I. PROGRAMME OF MEETINGS

First Committee.

The First Committee will meet to-morrow (Monday, September 20th) at 10.30 a.m. in the Secretariat (Room E).

Second Committee.

The Second Committee will meet to-morrow (Monday, September 20th) at 10 a.m. in the Secretariat (Room C).

Third Committee.

The Third Committee will meet to-morrow (Monday, September 20th) at 3.30 p.m. in the Secretariat (Room C).

Fourth Committee.

The Fourth Committee will meet to-morrow (Monday, September 20th) at 3.15 p.m. in the Secretariat (Room B).

Fifth Committee.

The Fifth Committee will meet to-morrow (Monday, September 20th) at 3 p.m. in the Secretariat (Room B).

Sixth Committee: Sub-Committee (Slavery).

The Sub-Committee of the Sixth Committee will meet to-morrow (Monday, September 20th) at 10 a.m. in the Secretariat (Room B).

The Council.

The Council will meet to-morrow (Monday, September 20th) at 3.30 p.m. in the Secretariat (Room F).

Supervisory Committee.

The Supervisory Committee will meet to-morrow (Monday, September 20th) at 10 a.m. in the Secretariat (Chamber 49).

II. FOURTH MEETING OF THE AGENDA COMMITTEE

The Agenda Committee met on Saturday, September 18th, 1926, at 5 p.m. in the Secretariat under the chairmanship of M. URRUTIA (Colombia).

After having settled the text of the report to the President of the Assembly on the question of alcoholism, it examined the draft resolution submitted to the Assembly by M. HAMBRO (Norway) on September 15th, 1926, concerning the question of the appointment by the Council of a Committee to be instructed to examine certain questions concerning the election of the non-permanent Members of the Council.

After a discussion of the draft resolution, the Committee unanimously decided to propose that the President of the Assembly should refer it to the First Committee.

III. FIFTH MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE

The Fourth Committee held its fifth meeting yesterday (Saturday, September 18th) at 10.50 a.m. under the chairmanship of M. Nicolas TITULESCO (Roumania).

Communication from the Delegation of Paraguay.

The delegate of Paraguay read the following statement:

“ In view of the fact that the Technical Organisations of the League of Nations will probably be called upon in the coming

prendre dans les pays d'Amérique latine une action, il conviendrait d'inscrire à cet effet un crédit au budget. Comme il n'est pas encore possible de savoir à quelle organisation technique cette action incombera, je proposerais que cette charge figurât sous la forme d'un crédit additionnel à la rubrique « Liaison avec les pays d'Amérique latine », en spécifiant son emploi de la façon suivante: « Liaison d'ordre technique avec les pays d'Amérique latine ».

« Pour le moment, étant donné qu'on ne peut préciser encore en quoi consistera cette action, on ne peut songer à déterminer exactement les dépenses nécessaires. Je proposerais donc de fixer un maximum de 30.000 francs-or étant entendu que des stipulations très précises seront fournies dans la suite au sujet de l'emploi de ce crédit. »

Sur la proposition du Président, cette communication est renvoyée pour examen à la Commission de contrôle.

Suite de l'examen des prévisions budgétaires, afférentes à l'exercice 1927, du Secrétariat: Chapitre III.

Les articles 18 à 22 sont adoptés sans modification.

Après discussion, la Commission décide de réserver l'article 23 jusqu'à la présentation du rapport de la Commission de contrôle sur le nouveau crédit de 25.000 francs proposé par la deuxième Commission pour les dépenses du Bureau de Singapour.

Les articles 24 à 36 sont adoptés sans modification.

Examen des prévisions budgétaires, afférentes à l'exercice 1927, de la Cour permanente de Justice internationale; Article I, session de la Cour.

La Commission, après avoir pris acte des suggestions de M. RÉVEILAUD (France), du commandeur HILTON YOUNG (Empire Britannique), de M. OSUSKI (Tchécoslovaquie), président de la Commission de contrôle, relatives à l'institution d'une enquête sur la nécessité de reviser le barème actuellement en vigueur pour les indemnités des juges, ainsi que des observations de M. HAMMARSKJÖLD, greffier de la Cour permanente de Justice, sur le même sujet, adopte l'article I sans modification.

Les autres articles du budget de la Cour permanente de Justice internationale sont adoptés sans modification.

IV. SIXIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION

La cinquième Commission a tenu sa sixième séance hier samedi 18 septembre, à 10 heures 30, sous la présidence de M. MENSdorFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Autriche).

Rapport sur l'œuvre du Comité de la protection de l'enfance (suite).

M^{lle} FORCHHAMMER (Danemark) demande à la Commission d'appuyer la résolution présentée par le délégué norvégien.

M^{lle} VACARESCO (Roumanie) insiste sur la nécessité de conserver l'idéal humanitaire qui apporte à la Société des Nations un appui considérable de la part du public. L'expérience montre que la souveraineté des États n'est pas diminuée par l'action internationale de la Société des Nations.

A la suite d'une proposition de M^{me} LARSEN-JAHN, appuyée par M^{lle} VACARESCO, la déléguée de l'Empire Britannique modifie sa sixième résolution conformément aux suggestions du délégué norvégien.

Sir Basanta MULLICK (Inde) déclare de nouveau que, selon le Gouvernement indien, le Comité ne doit accomplir sa tâche qu'avec les plus grandes précautions.

M. RADITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) expose la méthode employée dans son pays pour le placement d'enfants dans des familles où ils peuvent apprendre l'amour du travail, le respect de soi-même et d'autres qualités. Il est essentiel que l'influence de la famille vienne compléter l'œuvre du Comité et transformer les enfants en bons citoyens.

Le comte GRAVINA (Italie) estime qu'il faut diviser le problème en deux groupes de questions: d'une part, surtout les

year to take action in Latin-American countries, it is desirable that a credit for that purpose be included in the Budget. As it is not yet possible to know to which Technical Organisation such action will fall, I would propose that the provision in question appear in the form of an additional credit under the rubric 'Liaison with Latin-American countries', with the following indication as to the method of its employment: 'Contact in technical matters with the countries of Latin America'.

"For the moment, as it is not possible yet to state precisely what form the action referred to will take, it is of no use seeking to fix the exact amount of the necessary expenditure. I would therefore propose to set a maximum of 30,000 gold francs, on the understanding that very precise details will later be given as regards the application of the credit in question."

On the proposal of the Chairman, this communication was referred for study to the Supervisory Commission.

Continuation of the Examination of the Budget Estimates of the Secretariat for the Financial Period 1927: Chapter III.

Articles 18 to 22 were adopted without change.

After discussion it was agreed to reserve Article 23 until the Supervisory Commission's report on the new credit of 25,000 francs towards the expenses of the Singapore Bureau, proposed by the Second Committee, had been submitted.

Articles 24 to 36 were adopted without amendment.

Examination of the Budget Estimates of the Permanent Court of International Justice for the Financial Period 1927: Article I, Session of the Court.

The Committee, after having noted the suggestions of M. REVEILAUD (France), Commander HILTON YOUNG (British Empire) and M. OSUSKI (Czechoslovakia), Chairman of the Supervisory Commission, concerning the institution of an enquiry into the necessity of revising the scale of the salaries of the judges at present in force, together with the observations of M. HAMMARSKJÖLD, Registrar of the Permanent Court, on the same object, adopted Article I without amendment.

The other articles of the Budget of the Permanent Court of International Justice were adopted without amendment.

IV. SIXTH MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE

The Fifth Committee held its sixth meeting yesterday (Saturday, September 18th) at 10.30 a.m. under the chairmanship of M. MENSdorFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Austria).

Report on the Work of the Child Welfare Committee (continued).

M^{lle}. FORCHHAMMER (Denmark) asked support for the resolution put forward by the delegate for Norway.

M^{lle}. VACARESCO (Roumania) emphasised the necessity of maintaining humanitarian ideals, which attracted so much public support to the League. It was seen from experience that the sovereignty of States was not impaired by League action on international lines.

As a result of a proposal by M^{me}. LARSEN-JAHN, supported by M^{lle}. VACARESCO, the delegate of the British Empire remodelled her sixth resolution in order to include the suggestions of the Norwegian delegate.

Sir Basanta MULLICK (India) reaffirmed the view of the Indian Government that the utmost caution should be exercised in proceeding with their task.

M. RADITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) explained the method employed in his own country for placing children in families where they learned the love of work, self-respect and other qualities. The influence of the family was essential in order to complete the work of the Committee and turn the children into good citizens.

Count GRAVINA (Italy) would divide the question into two groups: one mainly juridical, relating to the preparation

questions juridiques et celles qui se rapportent à la préparation de conventions internationales; d'autre part, le travail consistant uniquement à réunir les données du problème.

Le Dr RIDDELL (Canada) expose qu'on a accompli dans son pays des progrès considérables en ce qui concerne le traitement des enfants coupables. Les tribunaux pour enfants sont considérés, même du point de vue juridique, comme étant plutôt des cliniques. C'est pourquoi la délégation canadienne appuie la quatrième partie de la résolution présentée par la déléguée de l'Empire Britannique.

Le Dr BAUMER (Allemagne) déclare que l'on a constaté que l'emploi d'enfants comme acteurs de cinéma présentait certains dangers pour leurs yeux. Il faudrait, par conséquent, prendre des mesures internationales afin de fixer un âge minimum pour les enfants acteurs de cinéma.

M. POSNER (Pologne) est partisan de l'adoption de la résolution XIV du Comité consultatif, sans aucun amendement.

M. VOIONMAA (Finlande) déclare que l'expérience de la Finlande tend à faire ressortir l'importance de la résolution XIV, en ce sens que l'alcoolisme rend plus difficile l'œuvre du Comité de la protection de l'enfance.

Une discussion a lieu ensuite, entre le rapporteur, Mme Edith LYTTELTON et M. POSNER, au sujet de la différence qui existe entre la résolution XIV et les propositions de la déléguée britannique.

V. SEPTIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION

La cinquième Commission a tenu sa septième séance hier samedi 18 septembre, à 15 heures, sous la présidence de M. MENSENDORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Autriche).

Discussion du rapport du Comité de la protection de l'enfance (suite).

M. LABROUSSE (France) présente un amendement au projet de résolutions soumis par le rapporteur, amendement tenant compte des considérations développées par la délégation polonaise au sujet du problème de l'alcoolisme.

La Commission adopte les résolutions présentées par Mme Edith Lyttelton, avec les amendements proposés par Mme Larsen-Jahn et par M. Labrousse.

Traite des femmes et des enfants. Rapport de la Commission à l'Assemblée.

M. NAGAI (Japon) soumet à la Commission un projet de rapport, qui est adopté à l'unanimité. M. Nagai, est invité à présenter ce rapport à l'Assemblée au nom de la cinquième Commission.

Protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient.

Mme Edith LYTTELTON (Empire Britannique) donne lecture de son rapport sur l'œuvre accomplie par la section d'Alep, dirigée par Miss Jeppe, et la section de Constantinople, que dirige Miss Caries E. Mills. Après avoir résumé les travaux effectués au cours de l'année, elle propose à la Commission de recommander à l'Assemblée l'adoption de cinq résolutions, comportant la prolongation, pour une durée d'une année encore, de l'œuvre confiée à Miss Jeppe, et invitant celle-ci à soumettre à la prochaine Assemblée un rapport définitif sur les résultats d'ensemble de sa mission.

M. PARRA-PÉREZ (Venezuela), vice-président, exprime toute son admiration pour le rapport présenté par Mme Edith Lyttelton et adresse, au nom de son gouvernement, des remerciements très vifs à Miss Jeppe et au Dr Kennedy pour l'œuvre qu'ils ont accomplie. Il recommande l'adoption du rapport.

M. PAMS (France) s'associe aux remarques de M. Parra-Pérez et exprime la gratitude du Gouvernement français,

of international conventions, and the other confined to the collection of data.

Dr. RIDDELL (Canada) said that great progress had been made in Canada in dealing with the delinquent child. Juvenile courts were regarded, even from a legal point of view, as being of the nature of clinics. The Canadian delegation therefore supported the fourth part of the resolution of the delegate for the British Empire.

Dr. BAUMER (Germany) said that the employment of children as cinema actors had proved to result in harm to their eyes. International action should be taken to limit the age of child cinema actors.

M. POSNER (Poland) was in favour of the adoption of resolution XIV of the Advisory Committee without any amendment at all.

M. VOIONMAA (Finland) said that the experience of Finland went to show the importance of resolution XIV inasmuch as alcoholism rendered the task of the Child Welfare Committee more difficult.

A discussion between the Rapporteur, Dame Edith LYTTELTON and M. POSNER then took place as to the difference between resolution XIV and the proposals of the British delegate.

V. SEVENTH MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE

The Fifth Committee held its seventh meeting yesterday, (Saturday, September 18th, 1926), at 3 p.m. under the chairmanship of M. MENSENDORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Austria).

Discussion on the Report of the Committee for the Protection of Children.

M. LABROUSSE (France) proposed an amendment to the draft resolution submitted by the Rapporteur taking account of the considerations put forward by the Polish delegation concerning the problem of alcoholism.

The Committee adopted the resolution submitted by Dame Edith Lyttelton with the amendments proposed by Mme. Larsen-Jahn and M. Labrousse.

Traffic in Women and Children: Report of the Committee to the Assembly.

M. NAGAI (Japan) submitted a draft report which was unanimously adopted.

M. Nagai was asked to present this report to the Assembly in the meeting of the Fifth Committee.

Protection of Women and Children in the Near East.

Dame Edith LYTTELTON (British Empire) read her report on the work accomplished by the Aleppo section under the direction of Miss Jeppe, and the Constantinople section under the direction of Miss Caries E. Mills. After having summarised the work performed during the year, she proposed that the Committee should recommend the Assembly to adopt five resolutions authorising the continuation for another year of the work entrusted to Miss Jeppe and inviting her to submit to the next Assembly a final report on the total results of her mission.

M. PARRA-PÉREZ (Venezuela), Vice-Chairman, expressed his admiration for the report submitted by Dame Edith Lyttelton and tendered his warm thanks on behalf of his Government to Miss Jeppe and Dr. Kennedy for the work which they had accomplished. He strongly urged the adoption of the report.

M. PAMS (France) agreed with M. Parra-Pérez and expressed the gratitude of the French Government, which was the

mandataire de la Société des Nations pour la Syrie, pour les appréciations bienveillantes à son égard du rapport présenté à la Commission. Il propose d'amender légèrement deux passages du rapport afin d'établir la démarcation entre le mandat confié par la Société à Miss Jeppe et les initiatives personnelles de celle-ci.

Mlle FORCHHAMMER (Danemark) appuie l'adoption du rapport et prie ses collègues de recommander, à leurs délégations respectives à la quatrième Commission, d'accueillir favorablement le crédit demandé pour l'achèvement de l'œuvre de Miss Jeppe.

Sur la proposition de M. PAMS (France), un Comité, composé de Mme Edith LYTTTELTON, du représentant de la France et du président, est chargé d'exposer au président de la quatrième Commission que le crédit demandé à l'Assemblée est indispensable pour l'achèvement de l'œuvre de Miss Jeppe en Syrie.

Sur la proposition de Mme Edith LYTTTELTON, rapporteur, un comité composé de Mlle FORCHHAMMER, de Mme BAUMER et du rapporteur est chargé de présenter, lors de la prochaine séance, un rapport sur les conclusions à soumettre au sujet de la Section de Constantinople de l'œuvre de la protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient.

Miss JEPPE, commissaire pour la protection des femmes et des enfants à Alep, expose, sur la demande de la Commission, les mesures prises par son service au cours de l'année qui vient de s'écouler. Elle est parvenue à sauver jusqu'ici 1.400 femmes et enfants et espère atteindre le chiffre total de 2.000 avant de mettre fin à son activité. Après avoir décrit les résultats bienfaisants de l'œuvre entreprise, elle rend hommage à la collaboration des officiers français et remercie la Société des Nations de l'avoir chargée de cette mission.

M. RADITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) déclare apprécier hautement, au point de vue humanitaire, l'œuvre accomplie par la mission de Miss Jeppe. Il voudrait cependant attirer l'attention de la Commission sur le fait que, dans le domaine social, les efforts de la Société des Nations devraient être limités à des recommandations et des conseils donnés aux Etats Membres, et ne pas empiéter sur la souveraineté nationale en entretenant une action directe sur leur territoire.

Le rapport présenté par Mme Edith Lyttelton est adopté avec les amendements proposés par M. Pams et Mlle Forchhammer.

VI. TÉLÉGRAMME DU GOUVERNEMENT COLOMBIEN

Le Secrétaire général a reçu le télégramme suivant:

A S.E. le Secrétaire général
de la Société des Nations, Genève.

Le Gouvernement colombien, appréciant hautement le grand honneur que l'Assemblée de la Société des Nations a fait à la Colombie en la choisissant pour occuper un siège au Conseil de la Société, a désigné, comme son représentant à cet organisme, le Dr Francisco José URRUTIA, actuellement premier délégué de la Colombie à l'Assemblée. En vous adressant mes vœux les plus chaleureux pour le succès croissant de l'œuvre entreprise par la Société des Nations, j'ai le plaisir de vous prier d'être, auprès de l'Assemblée, l'interprète de la gratitude du Gouvernement colombien, et je vous prie, etc....

Antonio Gomez RESTREPO,
Ministre des Affaires étrangères de Colombie.

mandatory Power of the League for Syria, for the kind remarks contained in the report concerning its action. He proposed slightly to amend two passages in the report with a view to giving an entirely accurate account of the manner in which Miss Jeppe was fulfilling the mandate entrusted to it by the League of Nations on the one hand, and the activities in which she was engaged on her own personal account on the other.

Mlle. FORCHHAMMER (Denmark) said that she was in favour of the adoption of the report and asked members of the Committee to recommend their delegates on the Fourth Committee favourably to consider the credits asked for in order to bring the work of Miss Jeppe to a conclusion.

On the proposal of M. PAMS (France), a committee composed of Dame Edith LYTTTELTON, the representative of France and the Chairman was instructed to explain to the Chairman of the Fourth Committee that the credits asked for from the Assembly were indispensable for bringing to an end the work of Miss Jeppe in Syria.

On the proposal of Dame Edith LYTTTELTON (Rapporteur), a committee composed of Mlle. FORCHHAMMER, Mme. BAUMER and the Rapporteur was instructed to submit a report at the next meeting on the conclusions to be submitted regarding the Constantinople section of the work for the protection of women and children in the Near East.

At the request of the Committee, Miss JEPPE, Commissioner for the Protection of Women and Children in Aleppo, gave an account of the measures taken by her office during the year which had just elapsed. She had succeeded in saving up to the moment 1,400 women and children and hoped to reach a figure of 2,000 before bringing her work to an end. After having described and given many instances of the beneficent results of the work undertaken, she paid a tribute to the co-operation of the French officers and thanked the League of Nations for having given her this mission.

M. RADITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) said that he warmly appreciated the work accomplished by the mission of Miss Jeppe from a humanitarian standpoint. He would, however, desire to draw the Committee's attention to the fact that the efforts of the League of Nations ought to be limited to recommendations and advice given to States Members. The League should not encroach upon the field of national sovereignty by undertaking direct action on the territory of any of its Members.

The report submitted by Dame Edith Lyttelton was adopted with amendments proposed by M. Pams and Mlle. Forchhammer.

VI. TELEGRAM FROM THE GOVERNMENT OF COLOMBIA

The Secretary-General has received the following telegram:

To His Excellency the Secretary-General of the League of Nations, Geneva.

The Colombian Government, highly appreciating the great honour done to Colombia by the Assembly of the League of Nations in electing her to occupy a seat on the Council of the League, has appointed to represent her on that body the present first delegate to the Assembly, Dr. Francisco José URRUTIA. While offering the heartiest good wishes for the growing effectiveness of the work of the League of Nations, I have much pleasure in expressing through you to the Assembly the Colombian Government's gratitude and have the honour to be, etc.,

Antonio Gomez RESTREPO,
Minister for Foreign Affairs of Colombia.

VII. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR L'UNION INTERNATIONALE DES ASSOCIATIONS POUR LA SOCIÉTÉ DES NATIONS AU COURS DE SA DIXIÈME ASSEMBLÉE (1926).

Le Bureau de l'Assemblée a décidé de faire insérer dans le *Journal de l'Assemblée* les résolutions suivantes adoptées par l'Union internationale des Associations pour la Société des Nations.

I. EDUCATION ET PROPAGANDE.

I. *Déclaration relative aux principes de l'éducation en faveur de la coopération internationale.*

L'Assemblée déclare donner son adhésion à la déclaration suivante, adoptée par le Comité d'entente des grandes Associations internationales, groupé en collaboration avec l'Institut de coopération intellectuelle:

Déclaration.

« Enraciner l'enfant dans son milieu naturel, c'est-à-dire dans sa famille et son pays, tel demeure, aujourd'hui comme autrefois, le premier principe de toute éducation saine.

« Il y a là une nécessité permanente, mais encore plus marquée peut-être au lendemain du grand bouleversement qui a secoué l'humanité tout entière, brisé tant de cadres anciens et laissé tant d'éléments de trouble dans les esprits comme dans les choses.

« A la fois pour son propre équilibre et pour le bien général, l'enfant, futur citoyen, doit être élevé dans la notion du devoir et apprendre qu'il aura à remplir virilement toutes ses obligations envers sa famille, envers ses camarades, envers son village ou sa cité, et envers son pays. On lui montrera, en outre, que cette nécessaire solidarité ne peut, ne doit s'arrêter aux frontières nationales; car entre les divers peuples, comme entre les divers membres d'une même société, existe une communauté de droits et de devoirs, en même temps d'ailleurs qu'une interdépendance de fait toujours plus grande.

« L'enfant doit apprendre que la civilisation a été et demeure l'œuvre commune de tous les peuples, y compris de ceux que l'histoire a le plus durement opposés; et que du sentiment de cette communauté, du désir de la maintenir et de la développer, malgré les inévitables divergences, est née la Société des Nations.

* * *

« Aussi, dès le foyer, et dès les débuts de l'éducation en commun, à l'école et dans les organisations qui complètent l'œuvre de l'école, convient-il d'enseigner à l'enfant la courtoisie envers les étrangers et de lui inspirer la curiosité de connaître leurs coutumes, de comprendre leur langue et leur pensée.

« Le maître doit pouvoir trouver, pour illustrer dans cet esprit l'enseignement de la géographie, de l'histoire, des lettres, des sciences et des arts, des auxiliaires précieux dans les livres de lecture, les projections lumineuses, les films, les images, etc.

« Des enquêtes doivent être entreprises pour donner à ces divers instruments pédagogiques leur efficacité la plus grande et les adapter aux besoins progressifs de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire.

« Il convient également de mettre la jeunesse de chaque pays en contact aussi direct que possible avec celle des autres pays, par tous moyens, tels que voyages à l'étranger, stages d'études, camps, échanges de lettres, de dessins, d'ouvrages manuels, etc.

« Ces échanges internationaux complétés, prolongés à tous les degrés et dans tous les ordres d'enseignement par des contacts entre élèves, jeunes apprentis, étudiants, professeurs, sont propres à orienter la jeunesse vers les

VII. RESOLUTIONS ADOPTED BY THE INTERNATIONAL FEDERATION OF LEAGUE OF NATIONS SOCIETIES AT ITS TENTH PLENARY CONGRESS (1926)

The General Committee of the Assembly has authorised the publication in the *Journal of the Assembly* of the following resolutions adopted by the International Federation of League of Nations Societies.

I. EDUCATION AND PROPAGANDA.

I. *Declaration on Principles of Education in Support of International Co-operation.*

The Tenth Plenary Congress supports the following declaration, adopted by the Co-ordinating Committee of the Major International Associations, working in conjunction with the International Institute of Intellectual Co-operation.

Declaration.

“ To enable the child to strike root in its natural setting of family and of homeland remains to-day, as in the past, the first principle of all sound education.

“ That is indeed a permanent necessity, but it is perhaps more urgent on the morrow of the great calamity which has shaken the whole of mankind, broken down so many established social settings, and left so many sources of disturbance in men's spirits as well as in the material order.

“ Alike for its own balance and for the general well-being, the child, who is the citizen of to-morrow, should be brought up to the idea of duty and should learn that it will have to fulfil actively all its obligations to its family, to its companions, to its village, town or city and to its country. At the same time, the instruction given to children should not stop there. They should be taught that this essential solidarity neither can nor should be confined within the national boundaries; for there exists between peoples, as between the various members of any one society, a community of rights and duties as well as an actual and ever-increasing interdependence.

“ Children should learn especially that civilisation is the common work of all peoples — including those who in the course of centuries have been the most bitter enemies; and that, notwithstanding inevitable differences, it is out of the feeling for this common heritage and their desire to preserve and to develop it that the League of Nations was born.

* * *

“ Therefore in the home, and from the earliest days in which they receive their education together, alike in the school and in the other groups in which the work of the school is continued, children should be taught courtesy to foreigners and inspired with a curiosity to know their habits and to understand their language and their thought.

“ To illustrate, in this spirit, the teaching of geography and history, of literature, of science and the arts, the teacher should be able to find invaluable help in books, pictures, lantern-slides, cinematograph films and so forth.

“ Ways and means should be studied to secure the utmost effect from these several instruments of instruction and to adapt them to the changing needs of primary and secondary education.

“ Similarly, travel and periods of study in foreign lands, athletic gatherings, international correspondence among school-children (including exchange of letters, drawings, handicraft, etc.), should be encouraged so as to put the young people of each country in the most direct contact possible with those of other countries.

“ International exchanges of such kind, if supplemented and continued into the higher branches of education and carried out also in every other kind of training, by means of contact between pupils, apprentices, students and

méthodes de coopération intellectuelle, et à favoriser l'œuvre de la Société des Nations.

* * *

« En préparant la connaissance et la compréhension réciproques des peuples, l'éducation (familiale, scolaire et extra-scolaire) et l'enseignement (enseignement littéraire et scientifique, technique et professionnel) aideront à l'organisation de la paix. »

2. L'éducation de la jeunesse et la Société des Nations.

L'Assemblée,

• Accueille avec satisfaction le vœu exprimé par la sixième Assemblée de la Société des Nations en vue:

• « De faire connaître à la jeunesse du monde entier les principes et le travail de la Société des Nations et d'habituer les jeunes générations à considérer la coopération internationale comme la méthode normale de conduire les affaires du monde » (résolution adoptée le 22 septembre 1925);

Attire l'attention sur la suggestion présentée à cette fin et contenue dans l'extrait suivant du procès-verbal des travaux de la Commission de coopération intellectuelle (janvier 1926):

« Il est proposé la convocation d'une conférence (qui pourrait devenir annuelle) de membres de l'enseignement, de représentants des Associations pour la Société des Nations, des organisations pédagogiques et de délégués des gouvernements. Cette conférence pourrait confronter chaque année les nouvelles mesures prises dans les divers pays pour arriver au but désiré. Elle aurait pour objet de faire connaître à chaque Etat ce que les autres Etats sont en train de faire, de telle sorte que les différents pays soient stimulés par leurs efforts mutuels et bénéficient de l'expérience respectivement acquise. Ainsi, on commencerait à effectuer, dans l'esprit des peuples, cette modification qui est indispensable, si l'on veut que des résultats permanents découlent des activités politiques de la Société »;

Prend acte de ce que cette suggestion a fait l'objet d'un examen d'un sous-comité d'experts désigné par le Conseil de la Société des Nations (mars 1926); et

• Demande que le Sous-Comité et le Conseil de la Société des Nations adoptent la suggestion ci-dessus, qui tend à démontrer à la jeunesse que la coopération internationale est la méthode normale de conduire les affaires du monde.

II. MINORITÉS NATIONALES.

A. Procédure en matière de pétitions adressées à la Société des Nations par les Minorités nationales.

• Considérant que la protection efficace des minorités de race, de religion ou de langue est indispensable pour le développement pacifique du monde;

• Considérant que cette protection est la contre-partie du devoir de loyauté qui incombe aux minorités envers les Etats auxquels elles appartiennent;

• Considérant que le Conseil de la Société des Nations a accepté, par des résolutions spéciales, la garantie de la protection des minorités et que le Conseil n'a pas seulement le droit, mais aussi le devoir de garantir cette protection;

• Considérant que la procédure à suivre en cette matière n'a pas encore été suffisamment précisée;

• La dixième assemblée de l'Union internationale des Associations pour la Société des Nations a l'honneur de demander à la Société des Nations d'accepter le projet suivant de règlement de la procédure relative à la protection des minorités de race, de religion ou de langue, projet strictement fondé sur les traités en vigueur et sur les résolutions de l'Assemblée et du Conseil de la Société des Nations.

teachers, will have the effect of leading young people into habits of intellectual co-operation and thus of supporting the League of Nations.

* * *

“ In thus paving the way to mutual knowledge and understanding between peoples, education (in the home, in the school and in continuation courses) and training (literary, scientific, technical or professional) will effectively help in the organisation of peace.”

2. The Education of Youth and the League of Nations.

The Plenary Congress:

Welcomes the desire of the Sixth Assembly of the League of Nations:

• “ To familiarise young people throughout the world with the principles and work of the League of Nations, and to train the younger generation to regard international co-operation as the normal method of conducting world affairs.” (Resolution adopted on September 22nd, 1925);

Invites attention to the suggestion to that end contained in the following extract from the Minutes of the meeting of the Committee on Intellectual Co-operation (January 1926):

“ A conference might be summoned (which might become an annual conference) of teachers, representatives of associations of the League of Nations, educational bodies and Government delegates. This conference might compare from year to year the new steps taken in the various countries to achieve the desired end; its object would be to let each State know what the others were doing, so that they might be stimulated by each other's efforts and learn from each other's experience. Thus a beginning would be made of effecting that change in the minds of the peoples which is indispensable if permanent results are to follow from the League's political activities ”;

Notes that this suggestion is shortly to be examined by a sub-committee of experts appointed by the League of Nations Council (March 1926); and

• Urges its adoption, both by the Sub-Committee and by the Council, as likely to promote the training of the younger generation to regard international co-operation as the normal method of conducting world affairs.

II. NATIONAL MINORITIES.

A. Draft of Procedure to be adopted in Respect of Petitions addressed to the League of Nations by National Minorities.

Whereas effective protection of racial, religious and linguistic minorities is indispensable to the peaceful development of the world;

Whereas that protection is the counterpart of the duty incumbent upon minorities of loyalty towards the State of which they have become nationals;

Whereas the Council of the League of Nations, having undertaken in special resolutions to guarantee the protection of minorities, is not only entitled but is also under obligation to guarantee such protection;

And whereas the procedure to be followed in this question has not as yet been adequately determined:

The Tenth Plenary Congress of the Federation of League of Nations Societies has the honour to request the League of Nations to accept the following draft of a Procedure to be adopted in regard to the protection of racial, religious and linguistic minorities, a draft based strictly on the Treaties in force and on resolutions adopted by the Assembly and the Council of the League of Nations:

CHAPITRE PREMIER. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article premier.

La Société des Nations, sous la garantie de laquelle sont placées les stipulations relatives à la protection des minorités de race, de religion ou de langue, est appelée à prêter secours contre toute infraction ou danger d'infraction aux traités assurant cette protection.

Les personnes appartenant à des minorités ont le devoir de se comporter en citoyens loyaux envers les Etats auxquels elles ressortissent.

Article 2.

L'organe de la Société des Nations chargé d'assurer cette protection est le Conseil.

La Cour permanente de Justice internationale aura à intervenir dans les questions de minorités dans les cas cités à l'article 23.

CHAPITRE II. — PROCÉDURE DEVANT LE CONSEIL.

Article 3.

Seuls les Membres du Conseil ont le droit d'attirer l'attention du Conseil sur l'infraction ou danger d'infraction aux traités concernant la protection des minorités.

L'acte par lequel ce droit a été exercé a pour effet juridique de saisir valablement le Conseil.

Article 4.

Il est désirable que le Membre du Conseil qui a attiré l'attention de celui-ci présente en même temps un mémoire détaillé. Dans ce cas, de même que dans les cas où l'attention du Conseil a été attirée sur l'affaire au cours d'une séance ou, dans des cas urgents, télégraphiquement, l'Etat intéressé sera invité à faire ses observations et à communiquer toutes les pièces à l'appui dans un délai convenable à déterminer par le président du Conseil.

Article 5.

Le président du Conseil désigne pour l'affaire en question, parmi les Membres du Conseil, un rapporteur assisté d'un fonctionnaire du Secrétariat.

Il lui transmet tous les documents et l'invite à présenter son rapport à la session prochaine du Conseil.

Dans les cas urgents, une session extraordinaire pourra être convoquée.

Article 6.

Sur la base du rapport, le Conseil pourra procéder de telle façon et donner telles instructions qui lui paraîtront appropriées et efficaces en la circonstance.

Article 7.

Le Conseil peut demander l'avis consultatif de la Cour permanente de Justice internationale sur tout point juridique du différend. Il doit, en principe, demander cet avis au cas où il ne pourrait arriver à une décision unanime.

Article 8.

A chaque phase de la procédure, le Conseil a la faculté d'indiquer quelles mesures conservatoires doivent être prises à titre provisoire.

Article 9.

La séance du Conseil sera publique à moins que le Conseil n'ordonne le huis-clos.

Le Conseil peut, à chaque phase de la procédure, ordonner la publication de la cause avec tous faits pertinents et pièces justificatives.

Article 10.

En conservant son plein droit de procéder directement dans les cas d'infractions sérieuses aux traités de minorités, le Conseil, dans les cas ordinaires, fait d'abord des communications officieuses et bienveillantes aux gouvernements intéressés avant d'employer la procédure officielle. Si le Conseil ne réussit pas dans cette intervention, la procédure prescrite par les articles précédents sera employée.

Article 11.

Les articles 3-10 de ce chapitre s'appliquent aussi aux cas où la protection des minorités est assurée seulement par une déclaration faite par un Etat devant le Conseil de la Société des Nations et où celui-ci en a pris acte. Les dispositions spéciales de cette déclaration restent en vigueur.

Article 12.

Si un Membre du Conseil attire l'attention du Conseil sur une infraction aux droits d'une minorité tels qu'ils sont stipulés dans les traités ou déclarations, mais qui ne sont pas, en ce qui concerne la minorité en question, stipulés dans une convention internationale, ou dans une déclaration dont le Conseil a pris acte, le Conseil ne sera pas saisi de l'affaire. Pourtant, il s'en occupera avec bienveillance et prendra les mesures qui lui paraîtront appropriées.

CHAPTER I. — GENERAL PROVISIONS.

Article 1.

The League of Nations, under whose guarantee the provisions relating to the protection of racial, religious and linguistic minorities have been placed, is called upon to lend its aid in resisting all violation or menace of violation of the Treaties ensuring such protection.

It is the duty of persons belonging to minorities to act as loyal citizens towards the State of which they are nationals.

Article 2.

The organ of the League of Nations charged with ensuring this protection is the Council.

The Permanent Court of International Justice shall be called upon to intervene in respect of the cases cited in Article 23.

CHAPTER II. — PROCEDURE BEFORE THE COUNCIL.

Article 3.

Only Members of the Council have the right to draw the Council's attention to any violation or menace of violation of the Treaties dealing with the protection of minorities.

The juridical effect of the exercise of this right is to make the Council thereupon officially cognisant of the matter.

Article 4.

It is desirable that the Member of the Council which shall draw the attention of the Council to any violation should submit at the same time a detailed memorandum. In that event, as also in the event of the attention of the Council being drawn to the question during the course of a session or, in urgent cases, by telegram, the State interested shall be invited to submit its observations and to communicate all confirmatory documents within a suitable period determined by the President of the Council.

Article 5.

The President of the Council shall appoint from amongst the Members of the Council a rapporteur to deal with the question, and the rapporteur shall be assisted by a member of the Secretariat. The President shall submit to the rapporteur the documents in question and shall request him to present his report at the next meeting of the Council.

In urgent cases, an extraordinary meeting may be convened.

Article 6.

On the basis of the report, the Council shall take such steps and issue such instructions as it shall deem appropriate and adequate in the circumstance.

Article 7.

The Council may ask the Permanent Court of International Justice for an advisory opinion upon any juridical point in dispute. It is proposed that such opinion be asked for in any case in which the Council cannot arrive at a unanimous decision.

Article 8.

At each stage of the proceedings, the Council may indicate what measures of protection should be provisionally adopted.

Article 9.

The session of the Council shall be public unless the Council shall ordain otherwise.

The Council may order publication of the case and of all the facts and relevant documents at any stage of the proceedings.

Article 10.

Whilst retaining its entire right to act directly in case of serious violation of the Minorities Treaties, the Council shall in ordinary cases, instead of adopting strictly official procedure, make friendly and unofficial representations to the Governments concerned. Should the Council fail in this attempt, the procedure prescribed by the preceding articles shall be adopted.

Article 11.

Articles 3-10 of this Chapter shall apply also to cases in which the protection of minorities is assured only by a declaration which a State has made before the Council of the League of Nations and of which the Council has taken cognisance. The special provisions of such declaration shall remain operative.

Article 12.

If a Member of the Council draw the attention of the Council to a violation of any rights of minorities which are stipulated in treaties or declarations but which, as regards the minority in question, are not stipulated in an international convention or in a declaration of which the Council has taken cognisance, the Council shall not officially admit the complaint. Nevertheless, it will consider the matter sympathetically and take such steps as it shall deem appropriate.

Article 13.

Les dispositions précédentes (articles 3-12) de ce chapitre n'apportent pas de restrictions à l'article 11 du Pacte.

CHAPITRE III. — PROCÉDURE DES PÉTITIONS

Article 14.

Les pétitions au sujet d'infractions ou de dangers d'infraction aux traités pour la protection des minorités provenant de personnes autres que les Membres du Conseil sont faites à titre d'information et n'ont pas pour effet juridique de saisir le Conseil.

Si, sur la base de la pétition, un Membre du Conseil attire l'attention de celui-ci sur une infraction ou danger d'infraction aux traités pour la protection des minorités, le Conseil sera valablement saisi de l'affaire et les dispositions du chapitre précédent seront appliquées.

Article 15.

Le droit de présenter une pétition pour infraction ou danger d'infraction aux clauses des traités pour la protection des minorités appartient:

- (a) A tous les Etats membres de la Société des Nations;
- (b) A toute association, corporation ou personne appartenant à la minorité en question.

Article 16.

A cet effet, chaque pétition signée par le pétitionnaire doit comprendre l'indication des noms des intéressés et de l'objet du différend, l'exposé détaillé des faits sur lesquels la demande est fondée, les preuves y relatives, l'indication de la règle de droit lésée et la désignation des mesures à prendre.

Les pièces à l'appui doivent être annexées.

Les pétitions des personnes appartenant à des minorités de l'Etat intéressé ne doivent pas être regardées comme un acte de déloyauté à l'égard de cet Etat.

Article 17.

Pour être soumises à la procédure, les pétitions adressées à la Société des Nations et ayant trait à la protection des minorités:

- (a) Doivent avoir pour objet la protection des minorités;
- (b) Ne doivent pas être présentées sous la forme d'une demande de rupture des liens politiques entre la minorité en question et l'Etat dont elle fait partie;
- (c) Ne doivent pas émaner d'une source anonyme ou mal établie;
- (d) Doivent contenir des informations ou signaler des faits qui n'ont pas récemment fait l'objet d'une pétition soumise à la procédure ordinaire;
- (e) Doivent être rédigées sans violences de langage.

Les pétitions doivent être adressées au Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 18.

Si le président du Conseil est d'avis que la pétition satisfait aux conditions requises, le Secrétaire général la communique à l'Etat intéressé. Celui-ci est invité à faire des observations éventuelles dans un délai fixé par le président du Conseil. Si l'Etat intéressé soulève des objections contre la recevabilité, le Secrétaire général soumet la question au président du Conseil, qui peut inviter deux autres Membres du Conseil à l'assister. Cette Commission de trois membres décide de la recevabilité.

Article 19.

Si la pétition est reconnue valable, l'Etat intéressé doit faire connaître, dans les trois semaines qui suivent la communication, s'il désire présenter des observations ou non. Dans l'affirmative, il dispose d'un délai de deux mois pour transmettre ses observations. Ce délai peut être prolongé par le président du Conseil, si l'Etat intéressé le demande et si les circonstances semblent le rendre nécessaire.

Article 20.

Le Secrétaire général communique ensuite conjointement la pétition et les observations du gouvernement intéressé aux Membres du Conseil à titre d'information.

Tout Etat membre de la Société des Nations peut également, s'il le demande, obtenir communication de ces documents.

La communication pourra être faite aux Membres de la Société ou au public en général, à la demande de l'Etat intéressé.

Le Conseil peut ordonner la communication d'office des documents aux Membres de la Société ou au public, lorsqu'il a été saisi de l'affaire.

Article 21.

La pétition et les observations de l'Etat intéressé seront examinées par le président et par deux autres Membres du Conseil, qui feront un rapport pour établir éventuellement s'il y a lieu, pour un ou plusieurs

Article 13.

The foregoing provisions (Articles 3-12) of this Chapter do not in any way limit the scope of Article 11 of the Covenant.

CHAPTER III. — PROCEDURE IN REGARD TO PETITIONS.

Article 14.

If persons other than Members of the Council submit petitions regarding the violation or menace of violation of treaties for the protection of minorities, such petitions can only be regarded as information communicated, and the Council cannot be held in law to have official cognisance of the matter.

If, on the strength of such a petition, a Member of the Council draw the attention of the Council to such a case, the Council thereupon becomes officially cognisant and the provisions of the preceding Chapter shall be applied.

Article 15.

The right to submit a petition concerning a violation or menace of violation of the Minorities Treaties shall be accorded to:

- (a) All States Members of the League;
- (b) Any association, corporation or person belonging to the minority in question.

Article 16.

To this end, each petition signed by the petitioner must contain the names of the persons concerned, the nature of the dispute, a detailed statement of the facts upon which the petition is based, along with relevant proofs. It must also indicate the legal right which has been infringed and outline the steps to be taken.

Documents supporting the same must accompany the petition.

Petitions submitted by persons belonging to minorities of the interested State shall not be judged as an act of disloyalty to the said State.

Article 17.

In order to come under this procedure, petitions addressed to the League of Nations and having to do with the protection of minorities:

- (a) Must have in view the protection of minorities;
- (b) Must not be submitted in the form of a request for the severance of political relations between the minority in question and the State of which it forms a part;
- (c) Must not emanate from an anonymous or unauthenticated source;
- (d) Must contain information or refer to facts which have not recently been the subject of a petition submitted to the ordinary procedure;
- (e) Must abstain from violent language.

Petitions must be addressed to the Secretary-General of the League of Nations.

Article 18.

If the President of the Council is of the opinion that the petition fulfils the required conditions, the Secretary-General shall forward it to the interested State. The State shall then be invited to submit its views within a period prescribed by the President of the Council. If the interested State raise difficulties about officially receiving the petition, the Secretary-General shall submit the question to the President of the Council, who may ask two other Members of the Council, to assist him. That Commission of three members shall decide whether the State in question must officially take cognisance of the petition or not.

Article 19.

If it is decided that official cognisance of the petition shall be taken, the interested State must intimate, within three weeks following its receipt of the communication to that effect, whether it intends to submit its observations or not. If it intend to do so, it shall have two months in which to submit them. This period may be extended by the Council if the interested State requires it and if circumstances warrant an extension.

Article 20.

The Secretary-General shall then communicate to the Members of the Council, for their information, the petition, together with any observations of the interested Government.

All States Members of the League may similarly have these documents communicated to them should they require it. The documents may, on the request of the interested State, be communicated either to the Members of the League or to the general public.

Once the question has been brought to its notice, the Council may direct that the documents shall be officially communicated to the Members of the League or to the general public.

Article 21.

The petition and the observations of the interested State shall be examined by the President and by two other Members of the Council, who shall report whether it may be necessary for one or more Members

Membres du Conseil, d'attirer l'attention du Conseil sur une infraction ou danger d'infraction à l'une quelconque des stipulations pour la protection des minorités.

Aucun des Membres de ce Comité des trois ne pourra être ni le ressortissant de l'Etat intéressé, ni le représentant d'un Etat voisin de l'Etat intéressé, ni le représentant d'un Etat dont la majorité de la population appartient au point de vue ethnique au même peuple que la minorité dont il s'agit dans la requête.

Article 22.

Le président du Conseil communique à celui-ci à titre d'information toute pétition reconnue recevable avec les observations de l'Etat intéressé et l'avis des trois Membres, qui doit être rendu dans un délai fixé par le président du Conseil, afin de rendre plus facile aux Membres du Conseil d'attirer l'attention de celui-ci sur l'affaire.

CHAPITRE IV. — PROCÉDURE JUDICIAIRE

Article 23.

La compétence de la Cour permanente de Justice internationale en matière de minorités s'étend à tous les cas prévus par les traités en vigueur et par le statut même de la Cour.

CHAPITRE V. — PROCÉDURE DE CONCILIATION

Article 24.

Si les Etats particulièrement intéressés aux questions de minorités ont conclu des conventions concernant l'institution de commissions permanentes de conciliation pour les différends relatifs aux minorités, à défaut d'autres dispositions, le règlement modèle contenu dans la résolution de la troisième Assemblée concernant la procédure de conciliation sera employé.

B. L'avenir des Minorités nationales.

a) Considérant que les minorités de race, de langue et de religion ont le devoir d'être loyales à l'égard de l'Etat auquel elles ressortissent et que ce résultat ne peut être atteint si ces minorités sont mécontentes de leur sort par suite de la privation de la pleine jouissance de leur langue, de leur religion ou de leur culture propre, ou par suite de traitements dont l'objet serait de les absorber contre leur gré dans la nationalité de la majorité;

L'Assemblée estime que la diversité de race, de langue, de religion ou de culture parmi les citoyens d'un Etat n'est pas incompatible avec le loyalisme des citoyens à l'égard de l'Etat ni de nature à compromettre son unité et que, par conséquent, des tentatives d'absorption de cette nature sont à la fois inconsidérées et injustes, et elle exprime sa conviction que pour arriver à une solution satisfaisante des questions de minorités, il est nécessaire de considérer celles-ci comme une valeur de l'Etat, et qu'en satisfaisant le désir qu'elles éprouvent d'être l'objet de mesures spéciales en ce qui concerne leur langue, leur religion et leur culture propre, la majorité servira de la manière la plus efficace à la fois la justice et l'intérêt de l'Etat;

b) En vue de contribuer à la réalisation des principes énoncés ci-dessus, l'Assemblée prie la Société des Nations de vouloir bien rappeler avec insistance à ses Membres la résolution adoptée dans sa troisième Assemblée et qui exprimait « l'espoir que les Etats qui ne sont pas liés vis-à-vis de la Société des Nations par aucune obligation légale en ce qui concerne les minorités observeront cependant dans le traitement de leurs minorités de race, de religion ou de langue, au moins le même degré de justice et de tolérance qui est exigé par les traités et selon l'action permanente du Conseil. »

C. Renonciation aux droits des Minorités.

L'Assemblée, approuvant la déclaration formulée par un Sous-Comité juridique que « toute renonciation aux droits minoritaires est nulle et que toute action gouvernementale directe ou indirecte aux fins d'arriver à ces renonciations est contraire à l'ordre public international et aux devoirs essentiels des Etats »;

Décide d'adresser à la Société des Nations une demande pour la prier de prendre en considération la question de principe ainsi posée et de prendre, s'il y a lieu, toutes les mesures nécessaires pour l'application de ce principe.

of the Council to draw the Council's attention to any violation or menace of violation of any of the provisions for the protection of minorities.

No member of the Committee of Three may be a national of the State interested, the representative of a State adjoining the State interested, or the representative of a State the majority of whose population belongs ethnically to the same people as that of the minority concerned in the petition.

Article 22.

The President of the Council shall communicate to the Council, for information, all petitions recognised as being in order, and therewith the observations of the interested State and the advisory opinion of the three Members, which must, in order to make it easier for the Members of the Council to draw the attention of the Council to the question, be submitted within the period prescribed by the President.

CHAPTER IV. — JURIDICAL PROCEDURE.

Article 23.

The competence of the Permanent Court of International Justice in minorities questions shall apply to all cases provided for in the treaties in force and in the Statute of the Court.

CHAPTER V. — CONCILIATION PROCEDURE.

Article 24.

If States particularly interested in minorities questions have concluded conventions for setting up Permanent Conciliation Commissions to deal with disputes relating to minorities, the rules laid down and recommended in the Resolution of the Third Assembly for conciliation procedure shall, in the absence of other provisions, be adopted.

B. The Future of National Minorities.

(a) Seeing that it is the duty of racial, linguistic and religious minorities to be loyal to the State of which they form part, and that this cannot be so if these minorities are discontented with their lot through being deprived of the full enjoyment of their own language, religion or special culture or through being subjected to treatment the effect of which is to absorb the minorities, against their will, into the nationality of the majority;

This Congress, being of opinion that variety of race, language, religion or culture amongst citizens of a State is not inconsistent with loyalty to the State or detrimental to its solidarity and that therefore attempts at such absorption as mentioned above are both unwise and unjust:

Declares its conviction that, in order to arrive at a satisfactory solution of the question of these minorities, it is necessary to regard them as being a valuable element within a State, and that, in acceding to their desire for special treatment in regard to their language, religion and culture, the majority will best serve both the ends of justice and the interest of the State.

(b) In order to contribute to the realisation of the principles enunciated above, the Congress prays the League of Nations to be so good as to remind its Members of the resolution adopted by the Third Assembly, in which the hope was expressed "that the States which are not bound by any legal obligations to the League with respect to minorities will nevertheless observe, in the treatment of their own racial, religious or linguistic minorities, at least as high a standard of justice and toleration as is required by any of the treaties and by the regular action of the Council".

C. Renunciation of Rights of Minorities.

The Tenth Plenary Congress,

Approving the declaration formulated by a juridical sub-committee to the effect that "any renunciation of the rights of minorities is invalid and that any governmental action, direct or indirect, intended to secure such renunciation of rights is contrary to the established public international order and to the essential duties of States";

Decides to address to the League of Nations the request that it shall consider the question of principle thus raised and, if necessary, take such measures as are required to put this principle into execution.

III. QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES.

A. *Organisation internationale du Travail.*

1. *Chômage et émigration.*

L'uniformisation des conditions du travail étant impossible à défaut d'une réglementation internationale des mouvements migratoires susceptible d'assurer la liberté de la circulation des personnes;

Les obstacles opposés à la circulation des personnes rendant inefficace la lutte contre le chômage;

Les législations nationales ne pouvant d'ailleurs exercer leur action que sur le territoire national,

Il paraît absolument nécessaire de réduire les froissements inutiles, en assurant l'application de mesures d'ordre international fondées sur la coordination des législations nationales en matière de migration.

En conséquence, l'Assemblée demande:

1° Que la Commission internationale de l'émigration auprès du Bureau international du Travail prépare l'introduction d'un système de statistiques internationales fournissant des données sincères et authentiques sur le marché du travail de tous les pays;

2° Que cette même Commission étudie les modalités propres à établir l'équilibre de l'offre de travail dans les différentes parties du monde et à combattre le chômage de la main-d'œuvre de certains pays par la répartition des sans-travail;

3° Que cette répartition soit déterminée uniquement par les besoins des marchés du travail en question;

4° Que cette répartition ne porte aucun préjudice aux conditions du travail, aux salaires, aux assurances sociales, etc., la main-d'œuvre étrangère devant être traitée sur le même pied que la main-d'œuvre nationale.

2. *Traitement équitable des étrangers et émigration.*

L'Assemblée,

Reconnaissant que, par suite de causes économiques ou autres, une migration perpétuelle de personnes a eu lieu et se poursuit encore entre tous les pays du monde et que ce fait semble de nature à s'accroître plutôt qu'à s'atténuer;

Considérant que les conditions établies par un Etat pour l'admission des étrangers sur son territoire affectent nécessairement: 1° les Etats d'où proviennent les émigrants; 2° les autres Etats vers lesquels les courants d'émigration pourraient refluer par suite de ces conditions;

Considérant que les problèmes de l'émigration, de l'immigration et du traitement équitable des étrangers qui résultent de ce fait tendent à affecter un caractère de plus en plus large international;

Rappelant les obligations souscrites par les Etats qui ont adhéré au Pacte de la Société des Nations et à l'Organisation internationale du Travail;

Est convaincue que la meilleure voie pour arriver à la solution de ces problèmes consiste dans la collaboration des Etats intéressés, réalisée par l'organisme de la Société des Nations;

Recommande en conséquence l'adoption par tous les Etats des principes généraux suivants, qui devraient être observés dans l'exercice du droit que revendiquent les Etats d'imposer des conditions pour régler l'admission et le traitement des étrangers;

1° Toute restriction imposée à la liberté de l'immigration devrait être conçue de manière à ne pas introduire une différenciation inéquitable entre les Etats, mais tenir compte de l'égalité des Etats, qui constitue la base de toute la vie juridique internationale.

2° Ces restrictions devraient être: a) objectives; b) limitées à des catégories déterminées; c) clairement définies; elles devraient être annoncées aussi largement que possible et n'être mises en vigueur qu'après un délai raisonnable.

3° Ces restrictions devraient être mises en vigueur d'une manière égale, publique, régulière, sans arbitraire et avec autant de modération et d'humanité qu'il paraît souhaitable pour atténuer les conséquences préjudiciables pouvant en résulter.

III. ECONOMIC AND SOCIAL QUESTIONS.

A. *The International Labour Organisation.*

1. *Unemployment and Migration.*

Since it is impossible to achieve uniform labour conditions without international regulation of migration, which can ensure freedom of circulation for individuals;

Since the obstacles put in the way of circulation of individuals render ineffective the efforts to combat unemployment;

Since, further, the action of national legislature is confined to national territory:

It appears absolutely necessary to reduce useless friction by ensuring the application of international measures, based upon the co-ordination of national legislation on migration.

The Plenary Congress would therefore urge:

(1) That the International Emigration Commission of the International Labour Office should work for the establishment of a system of international statistics giving genuine and authentic data on the labour market in all countries;

(2) That the same Commission should study means for establishing equilibrium between the demands for labour in different parts of the globe, and for combating unemployment in certain countries by the distribution of the unemployed;

(3) That such distribution should be determined solely by the needs of the labour market in question;

(4) That such distribution should likewise be effected without prejudice to labour conditions, wages, social insurance, etc., foreign workers being treated on the same footing as nationals.

2. *Equitable Treatment of Foreigners and Migration.*

The Tenth Plenary Congress:

Recognising the fact that, owing to economic and other causes, a perpetual movement of people has been and is taking place throughout the world from one country to another and that this movement appears likely to increase rather than diminish in the future; and

Considering that the conditions under which access to its territory is permitted to foreigners by a State must necessarily affect: (1) the States from which emigrants come, and (2) other States to which the flow of emigration may be diverted in consequence of those conditions; and

Believing that the resulting problems of emigration, immigration and the equitable treatment of foreigners tend to become more and more international in character; and

Having regard to the obligations which have been undertaken by the States which have adhered to the Covenant of the League and the International Labour Organisation:

Is convinced that the solution of these problems can best be found by the States concerned in co-operation with one another through the machinery of the League of Nations; and

Recommends, therefore, the adoption by all States of the following general principles, which should be observed in exercise of the right of the States to impose conditions regulating the admission and treatment of foreigners:

(1) That any limitations placed on freedom of immigration should be framed so as not to act unfairly as between different States but so as to have due regard to the equality of States, which forms the foundation of all international juridical life;

(2) That such limitation should be objective, specific and clearly defined and should be published as widely as possible and should not be brought into operation without reasonable notice;

(3) That such limitations should be enforced equally, openly, regularly, without caprice and with such moderation and humanity as may be required for mitigating prejudicial consequences;

4° Les Etats membres de la Société des Nations devraient coopérer, par l'intermédiaire du mécanisme de la Société, pour faire en sorte que les restrictions imposées à la liberté de l'immigration soient en rapport avec les principes énoncés ci-dessus, de manière à réduire au minimum le danger d'injustices et de froissements internationaux qui pourrait résulter des méthodes adoptées pour la réglementation de l'émigration.

5° Tous les Etats devraient accorder aux étrangers dûment admis sur leur territoire les mêmes droits juridiques et économiques que ceux dont jouissent leurs nationaux, dans la mesure où cette égalité est compatible avec la sécurité et le développement de l'Etat dans les domaines économique, politique et social.

6° Aucune distinction ne devrait être faite dans le traitement des étrangers une fois admis, à moins que cette distinction ne soit strictement exigée par la sécurité politique, économique et sociale de l'Etat. Ces distinctions devraient être: a) objectives; b) limitées à des catégories déterminées; c) clairement définies.

L'Assemblée recommande, en outre, aux Associations pour la Société des Nations d'étudier l'œuvre importante actuellement poursuivie dans ce sens par la Commission économique et financière de la Société des Nations et par la Commission d'émigration du Bureau international du Travail; elle les invite à recommander à leurs gouvernements respectifs d'adopter les principes incorporés dans les résolutions ci-dessus et de s'efforcer d'obtenir que ces principes soient consacrés par une convention internationale et universelle, élaborée par la Société des Nations.

B. Propositions au Comité préparatoire de la Conférence économique.

L'Assemblée recommande à la considération du Comité préparatoire de la Conférence économique internationale les suggestions suivantes élaborées par le Sous-Comité économique:

I. Travaux du Comité préparatoire.

Il est hautement désirable que le Comité préparatoire de la Conférence économique internationale décide, comme il y a été autorisé par le Conseil de la Société des Nations, la formation de comités de spécialistes et d'experts choisis dans tous les milieux intéressés aux différentes branches de la production et de la circulation. Il est souhaitable que ces comités se livrent sans délai à un travail de documentation systématique, en vue de la recherche des causes des difficultés économiques actuelles et des remèdes à proposer à la Conférence économique internationale. Il devrait être constitué, entre autres, un Comité spécial d'experts, qui reprendrait la tâche de la Commission financière de Bruxelles de 1920. Ces comités feraient rapport à la Commission économique préparatoire.

2. Programme général de la Conférence économique internationale.

La Conférence économique internationale est accueillie avec satisfaction par l'opinion publique comme la manifestation d'un sentiment général favorable à une politique économique internationale fondée sur l'entente des peuples, et non plus sur une lutte ou une concurrence ruineuse pour eux. Après avoir établi les causes de la fâcheuse situation économique actuelle, la Conférence devrait proposer des remèdes qui seraient le point de départ d'ententes économiques, contrôlables et contrôlées, ayant pour objet:

1° L'établissement et la publication de statistiques établies sur des bases communes et comparables, donnant, à des périodes fixes et rapprochées et d'après leur nature et leur qualité, les quantités de matières premières disponibles, les quantités de produits semi-ouvrés et ouvrés, ainsi que les stocks existants des uns et des autres dans chaque pays du monde, de façon que ces pays puissent régler, sur ces statistiques, l'importance de leur production et la répartition de celle-ci, suivant les communications existantes et les nécessités des différents marchés. Une mesure semblable devrait être prise pour la main-d'œuvre.

(4) That the States which are Members of the League of Nations should co-operate through the machinery of the League so as to secure that any limitations placed on freedom of immigration shall be in accordance with the above principles and so as to minimise any risk of injustice or international friction arising through the methods adopted for regulating immigration;

(5) That all States should accord to foreigners once they have been duly admitted to their territories equal legal and economic rights with their own nationals in so far as is compatible with the political, economic and social security and development of the State;

(6) That no distinction should be made in the treatment of foreigners after admission, except when the avoidance of such distinction is incompatible with the political, economic and social security of the State. Such distinction should be objective, specific and clearly defined.

The Plenary Congress further recommends:

That the League of Nations Societies should study the valuable work which is being done in that direction by the Financial and Economic Committees of the League of Nations and the Emigration Commission of the International Labour Organisation, and should call upon their Governments to adopt the principles set forth in the foregoing recommendations and endeavour to secure, through the League of Nations, their embodiment in a General International Convention.

B. Suggestions to the Preparatory Committee of the International Economic Conference.

The Tenth Plenary Congress recommends to the consideration of the Preparatory Committee of the International Economic Conference the following suggestions prepared by the Economic Sub-Committee:

I. On the Activities of the Preparatory Committee.

It is highly desirable that the Preparatory Committee of the International Economic Conference should, as it was authorised to do by the Council of the League, set up Committees of specialists and experts selected from the groups interested in the various branches of production and circulation. These Committees should immediately undertake the work of systematic documentation in order to discover the causes of difficulty in the existing economic conditions and the remedies for these. There should be set up, among others, a special committee of experts to resume the work of the Brussels Financial Committee of 1920. These Committees should submit their reports to the Preparatory Committee.

2. On the General Programme for the International Economic Conference.

The International Economic Conference is welcomed as the manifestation of a general feeling in favour of an international economic policy, based upon good understanding between peoples and no longer upon a conflict and competition ruinous for all. Having established the causes of the regrettable existing economic situation, it is desirable that the Conference should propose remedies which should be starting-points of *supervisable and supervised economic agreements*, having as object:

(1) *The Establishment and Publication of Statistics*, on agreed comparable bases, giving for fixed short periods, and according to nature and quality, the quantities of raw materials available, of half-finished and finished goods, as well as of the existing stocks of each kind in each country, in order that these countries may be able to base upon such statistics the quantities to be produced and the logical distribution of these, according to existing communications and the needs of different markets. Corresponding measures should be adopted in respect of the labour supply.

2° L'amélioration et le développement de la circulation des produits et du commerce international, en assurant, dans la mesure du possible, l'égalité de traitement des différentes nations; en particulier, en facilitant tous les moyens de transport et en mettant un terme aux exagérations tarifaires sous toutes leurs formes.

3° L'abaissement graduel des barrières séparant les Etats aussi bien pour les personnes (migrations) que pour les biens (tarifs douaniers). Il devrait être tenu compte, dans le premier cas, des nécessités du marché du travail.

En ce qui concerne les biens, le plus important, peut-être, est d'étudier la question du « dumping » et des primes quelles qu'elles soient et d'arriver à un arrangement international pour leur suppression.

4° La stabilisation générale des monnaies et, par là, celle des changes.

5° Le développement des informations économiques et financières, permettant une utilisation plus rationnelle de l'épargne et des crédits.

6° Les méthodes propres à abaisser le prix de revient et à améliorer le rendement de l'industrie par une organisation plus rationnelle du travail et des entreprises.

C. Résolutions diverses.

Composition et durée éventuelle de la Conférence économique internationale.

L'Union des Associations pour la Société des Nations est invitée à préparer dès à présent l'opinion publique, par l'intermédiaire des Associations nationales, à l'idée que l'œuvre de la Conférence économique internationale doit être continuée par un organisme permanent ayant son origine dans les organisations techniques de la Société des Nations, en particulier dans la Sous-Commission des crises économiques, dans le sens d'une représentation plus complète des différents intérêts (agriculture, commerce, industrie, travail, consommateurs) qui pourrait s'adjoindre tous experts ou comités d'experts utiles à l'accomplissement de sa tâche. Cette tâche consisterait à préparer l'application à la situation économique actuelle des remèdes proposés par la Conférence économique internationale et à en pousser la mise en pratique par tous les intéressés.

IV. DÉARMEMENT.

I.

Considérant que le désarmement, l'arbitrage et la sécurité forment un tout cohérent et interdépendant;

Considérant que, jusqu'à présent, on a réalisé plus de progrès dans la voie de l'arbitrage et de la sécurité que dans celle du désarmement;

Le Congrès est d'avis que les travaux de la Commission préparatoire du désarmement, à Genève, devraient être activés, afin de mettre en vigueur le plus rapidement possible l'article 8 du Pacte.

II.

Considérant que les articles 12 et 15 du Pacte laissent encore la possibilité de recourir à la guerre;

Le Congrès est d'avis que la prochaine Assemblée devrait immédiatement entreprendre de combler cette lacune en faisant de la guerre d'agression un crime international.

III.

Considérant que, en dehors de l'œuvre de la Commission préparatoire du désarmement, le Conseil est saisi de propositions ayant pour objet d'accroître la sécurité générale internationale contre la guerre d'agression, en définissant plus exactement les obligations de l'article 16 et en organisant dans le cadre de cet article les sanctions qu'il prévoit;

Considérant que l'usage toujours croissant des traités d'arbitrage conclus entre Etats devrait être développé sous forme d'une entente complète et générale appliquée au monde entier;

Le Congrès insiste pour que les deux objets (désarmement et sécurité) soient toujours envisagés en fonction l'un de l'autre afin que, d'un côté, des plans pour la sécurité et l'arbitrage soient mis en œuvre dans la présomption que le désarmement qui est en lui-même une condition indispensable de la sécurité, a été adopté et mis en application et, de l'autre, afin que des

(2) *The improvement and development of the circulation of commodities and of international commerce, based as far as possible on equality of treatment of nations, particularly by facilitating all means of transport and bringing to an end exaggerated tariffs in all their forms;*

(3) *The gradual lowering of the barriers between nations alike in respect of persons (migration) and of goods (Customs tariffs). In the first case account should be taken of the needs of the labour market.*

In so far as goods are concerned, perhaps the most important step is to study the question of "dumping" and subsidies in their various forms and to devise means for their abolition by international agreement.

(4) *The stabilisation of monies in general, including rates of exchange.*

(5) *The development of economic and financial intelligence, permitting of a more rational utilisation of savings and credits.*

(6) *Methods adapted to reducing net costs and increasing the output of industry by a more rational organisation of labour and works.*

C. Miscellaneous Resolutions.

Composition and Possible Duration of the International Economic Conference.

The Federation of League of Nations Societies should forthwith accustom public opinion to the idea that the International Economic Conference should be continued as a permanent organisation, arising out of the technical organisations of the League of Nations and, in particular, out of the Sub-Committee on Economic Crises, which should, however, include a fuller representation of different interests (agriculture, commerce, industry, labour and consumers) and be empowered to co-opt any experts who may help in the completion of its task.

Its task should be to prepare for the application of such remedies for the existing economic situation as are proposed by the International Economic Conference, and to press for their being carried into effect by all parties interested.

IV. DISARMAMENT.

I.

Considering that Disarmament, Arbitration and Security form a coherent and interdependent whole;

Observing that hitherto more progress has been made towards arbitration and security than towards disarmament:

The Congress is of opinion that the work of the Geneva Preparatory Disarmament Commission ought to be pressed forward in order that Article 8 of the Covenant may be made fully operative as early as possible.

II.

Considering that Articles 12 and 15 of the Covenant still leave a loophole for war, the Congress is of opinion that the next Assembly should take immediate steps to close this gap by making aggressive war an international crime.

III.

Noting that, in addition to the work of the Preparatory Disarmament Commission, the Council also has under consideration the promotion of general international security against aggressive war by the further definition of the obligations of Article 16 and the organisation of sanctions under this Article;

Considering that the increasing use of arbitration treaties concluded between States should be developed into a complete general agreement applied to the whole world:

The Congress urges that in each of these related matters the others should be kept in view; that on the one hand plans for security and arbitration should be framed on the assumption that disarmament, which is itself an indispensable condition of security, has been accepted and carried out; that on the other hand plans for disarmament should be framed on the

plans pour le désarmement soient préparés dans la présomption que les plans pour la sécurité et l'arbitrage ont été acceptés; Le Congrès insiste pour que les plans ainsi préparés et adoptés à la fois pour le désarmement, la sécurité et l'arbitrage soient mis en vigueur conjointement et simultanément.

V. QUESTIONS JURIDIQUES.

Staatlösigkeit.

La dixième Assemblée de l'Union des Associations pour la Société des Nations.

I. Prie de la façon la plus instante les Etats successeurs de l'ancienne monarchie austro-hongroise, qui n'ont pas encore ratifié la Convention signée à Rome le 6 avril 1922, de donner leur ratification le plus tôt possible;

II. Invite les Etats à ajouter par la voie de traités additionnels les dispositions suivantes:

a) L'Etat qui a été le dernier à refuser une nationalité réclamée et qui se trouve en conflit négatif avec un autre Etat intéressé, s'adressera à cet autre Etat, en lui proposant un arrangement amiable qui devra être réalisé dans un délai de six semaines;

b) Si l'arrangement amiable se trouve impossible, l'Etat qui a été le dernier à refuser la requête prendra l'initiative de convoquer ou de saisir dans un délai de six semaines la commission prévue à l'article 4 de la Convention de Rome. La commission tranchera la question dans un délai de trois mois au plus;

c) Au cas où l'Etat qui a été le dernier à refuser la requête ne prendrait pas l'initiative dans un délai de quatre semaines, la personne en question sera autorisée à saisir elle-même la commission de sa requête;

d) La procédure sera gratuite;

e) Les personnes intéressées seront obligées de présenter leurs requêtes aux Etats dont elles prétendent être citoyens dans un délai maximum de deux ans après la ratification des Conventions additionnelles par chaque Etat intéressé;

III. — Constate que ni la Convention de Rome, ni les Conventions additionnelles ne peuvent être interprétées de manière à porter atteinte aux traités de paix, ni aux traités pour la protection des minorités, ni aux conventions spéciales conclues ou à conclure entre les Etats successeurs pour régler les questions de nationalité;

L'Assemblée décide, en outre, que la résolution sera communiquée aux gouvernements des Etats intéressés et à l'Assemblée de la Société des Nations;

IV. — Elle demande, enfin, au cas où la Convention de Rome ne serait pas ratifiée avant la prochaine session de l'Assemblée de la Société des Nations, qu'une démarche soit faite auprès du Conseil de la Société, afin que celui-ci prenne les dispositions nécessaires, en vue d'assurer la solution des questions relatives à la « Staatlösigkeit. »

VI. QUESTIONS POLITIQUES.

1. *Adhésion des Etats-Unis à la Cour permanente de Justice internationale.*

L'Assemblée invite les Associations affiliées à insister auprès de leurs gouvernements respectifs pour que ceux-ci emploient tous les moyens qu'ils jugent convenables pour rendre possible l'adhésion des Etats-Unis à la Cour permanente de Justice internationale.

2. *Mandats coloniaux.*

a) *Suppression du droit commun sur les territoires à mandat.*

L'Assemblée émet le vœu que la Commission des mandats soumette au Conseil de la Société des Nations la suggestion qu'il serait opportun d'exiger que toute puissance mandataire qui trouverait nécessaire de suspendre à un moment donné l'application du droit commun, fût tenue de le notifier sans délai à la Société des Nations.

assumption that plans for general security and arbitration have been accepted; and that the schemes thus prepared for disarmament, security and arbitration should be put into force jointly and simultaneously.

V. JURIDICAL QUESTIONS.

Staatlösigkeit.

The Tenth Plenary Congress of the International Federation of the League of Nations Societies:

I. Most urgently prays the Succession States of the former Austro-Hungarian Monarchy, which have not yet ratified the Convention signed at Rome on April 6th, 1922, to do so at the earliest possible moment.

II. Invites the States to add to the said Convention additional treaties embodying the following provisions:

(a) The State which last withheld its nationality from a claimant and which is consequently in negative conflict with another interested State shall approach that other State, proposing to it a friendly arrangement which should be carried out within a period of six weeks;

(b) If friendly arrangement is impossible, the State which has last refused the claim shall take the initiative, either of convening within a period of six weeks the Commission provided for in Article 4 of the Rome Convention or of communicating to it the facts. The Commission shall settle the question within a maximum period of three months;

(c) In the event of the State which last refused a claim to nationality not taking the action above indicated within a period of four weeks, the person in question shall be authorised to inform the Commission directly of his or her request;

(d) The procedure shall be gratis;

(e) Interested persons shall be obliged to submit their requests to the State of which they claim to be citizens within a maximum period of two years from the ratification of the several additional Conventions.

III. The Federation declares that neither the Rome Convention nor the additional Conventions can be so interpreted as to invalidate provisions in the Peace Treaties or the Treaties for the Protection of Minorities or special Conventions already concluded or yet to be concluded between the Succession States for the regulation of questions of nationality.

The Tenth Plenary Congress further decides that this resolution shall be communicated to the Governments of the interested States and to the Assembly of the League of Nations.

IV. Finally, it requests that, in the event of the Rome Convention not being ratified before the next sitting of the Assembly of the League of Nations, application be made to the Council of the League to take such steps as it deems advisable to bring about a settlement of questions relating to *Staatlösigkeit.*

VI. POLITICAL QUESTIONS.

1. *Adherence of the United States to the Permanent Court of International Justice.*

The Tenth Plenary Congress requests its constituent Societies to urge their respective Governments to seek every means which they consider suitable in order to render possible the adherence of the United States to the Permanent Court of International Justice.

2. *Mandates.*

(a) *Suppression of Common Law in Mandated Territories.*

The Plenary Congress:

Respectfully urges that the Mandates Commission should suggest to the Council of the League of Nations the propriety of requiring that any mandatory Power which finds it necessary at any time to suspend its ordinary laws should immediately notify the League.

b) *Visite des territoires à mandat.*

L'Assemblée

Accueille avec satisfaction la suggestion que les membres de la Commission permanente des mandats fassent des visites officieuses dans les territoires à mandat, aux fins d'information; Et espère qu'ils ne rencontreront aucun obstacle dans ces visites, qui seront entreprises avec les conseils et le concours bienveillant des puissances mandataires.

3. *L'Esclavage.*

a) *Le projet de convention sur l'esclavage.*

L'Assemblée,

Après avoir étudié le projet de convention sur l'esclavage, invite les Associations affiliées à attirer l'attention de leurs gouvernements respectifs sur l'importance qu'il y a à soumettre à la Société des Nations les suggestions suivantes:

1° *Rapports de la nouvelle Convention avec les obligations antérieures.* — Il y a lieu de consulter une autorité compétente pour déterminer quelles sont les sections de l'Acte de Bruxelles contre l'esclavage qui ne sont pas reproduites dans les accords internationaux postérieurs et qui sont cependant essentielles pour l'abolition totale de l'esclavage.

2° *Travail forcé pour fins d'utilité publique.* — L'Assemblée émet le vœu que tous les efforts possibles soient faits pour mettre les dispositions de la Convention sur le même pied que celle des mandats, notamment celle en vertu de laquelle le travail forcé pour fins d'utilité publique doit être convenablement rétribué.

3° *Travail forcé au service d'intérêts particuliers.* — L'Assemblée estime que tous les efforts devraient être faits pour réaliser l'interdiction de toute forme, quelle qu'elle soit, de travail forcé au bénéfice d'intérêts particuliers. Toutefois, si une Puissance se croyait empêchée de signer la convention par suite de cette interdiction, en raison des conditions spéciales existant dans certains territoires soumis à sa souveraineté, elle pourrait être autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 9, en vertu desquelles toute Puissance est en droit de se dégager de ces dispositions à l'égard de ces territoires.

4° *Rapports périodiques.* — L'Assemblée émet le vœu que la résolution du Dr Nansen concernant les rapports périodiques des Etats signataires, sur les mesures prises en vertu de la convention, soit appuyée.

b) *Projet de convention nouvelle.*

L'Assemblée,

Approuvant la démarche entreprise par le Conseil en vue de présenter à l'approbation de tous les Etats, membres ou non de la Société des Nations, une nouvelle convention sur l'esclavage,

Espère que cette convention sera élaborée de façon à incorporer ceux des articles de l'Acte de Bruxelles concernant l'esclavage et le commerce des esclaves, qui se sont trouvés abrogés, tout au moins en ce qui concerne les puissances signataires du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919.

Elle estime que la convention devrait prévoir l'abolition de toute forme de travail forcé. Seul pourrait être exigé celui rendu indispensable, dans des cas d'utilité générale, par des circonstances exceptionnelles, à condition qu'il soit fourni en conformité avec les exigences de la morale et qu'il soit équitablement rétribué.

Elle apprend également avec satisfaction que le Bureau international du Travail se propose de convoquer une Conférence d'experts chargée d'étudier la possibilité de rédiger une convention réglant certaines formes du travail dans les contrées tropicales ou semi-tropicales.

Elle estime que, dans l'Acte de Bruxelles, il se trouve des règles telles que celles qui concernent la protection des esclaves fugitifs, l'affranchissement des esclaves et l'assistance aux esclaves libérés, etc., qui méritent de subsister et émet le vœu que la Société des Nations les comprenne dans un protocole additionnel au projet soumis aux Etats.

(b) *Visits to Mandated Territories.*

The Plenary Congress:

Welcomes the suggestion that the members of the Permanent Mandates Commission should pay unofficial visits to mandated territories for the purpose of acquiring information; and

Trusts that no impediments will be placed in their way in carrying out such visits with the advice and the friendly help of the mandatory Powers.

3. *Slavery.*

(a) *The Draft Slavery Convention.*

The Tenth Plenary Congress,

Having considered the proposed Slavery Convention, invites the affiliated Societies to draw the attention of their respective Governments to the importance of submitting the following suggestions to the League of Nations:

(1) *The new Convention in relation to former obligations.* — That a competent authority should be consulted as to what sections of the Brussels Anti-Slavery Act, which have not reappeared in any subsequent international agreement, are still essential for the total abolition of slavery.

(2) *Forced labour for public works.* — That every effort should be made to level up the provision in the Convention to that set forth in the Mandates, namely, that forced labour for public works should be adequately remunerated.

(3) *Forced labour for private profit.* — The Tenth Plenary Congress considers that every effort should be made to secure the prohibition of any form of forced labour for private profit: but that, in the event of any Power hesitating to sign the Convention on account of this prohibition because of special conditions existing in certain territories under their sovereignty, it should be open to them to "contract out" of this provision for any specific area under their sovereignty.

(4) *Periodical reports.* — The Tenth Plenary Congress is of opinion that the resolution moved by Dr. Nansen providing for annual reports to the Secretary-General of the League of Nations on the measures taken under the Convention should be supported.

(b) *New Draft Convention on Slavery.*

The Plenary Congress:

Appreciates the action of the Council of the League in presenting for the approval of States, whether members of the League or not, a new Slavery Convention, and trusts that this instrument may be so framed as to revive those articles of the Brussels Act relating to slavery and the slave-trade which are indispensable for the total abolition of slavery and which were abrogated in so far as the signatories of the St. Germain Treaty of September 10th, 1919, were concerned.

It considers that the Convention should provide for the abolition of all forms of forced labour excepting only where it is needed in emergency work of public utility, when it is carried out under humane conditions, and where it is adequately remunerated.

It also welcomes the suggestion of the International Labour Office to call a conference of experts to consider the possibility of preparing a convention in regard to certain forms of labour in tropical and semi-tropical countries.

[It considers that, in the Brussels Act, rules exist such as those concerning the protection of fugitive slaves, the freeing of slaves and help for liberated slaves, etc., which are worthy of retention, and expresses the recommendation that the League should include them in an Additional Protocol to the Draft submitted to States.]

RÉCEPTION DE LA DÉLÉGATION INTERNATIONALE
PAR LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE

Le Président de la septième session ordinaire de l'Assemblée, M. NINTCHITCH, assisté du Secrétaire général, sir Eric DRUMMOND, a reçu ce matin la délégation de l'Union internationale des Associations pour la Société des Nations :

Colonel Roger DOLLFUS, *Président*.
Sénateur H. LA FONTAINE, *Trésorier*.
Professeur Th. RUYSSSEN, *Secrétaire général*.
Capitaine Lothian SMALL, *Secrétaire adjoint*.
Dr O. JUNGHANN (Allemagne).
Sir Walter NAPIER (Grande-Bretagne).
Amiral DRURY LOWE (Grande-Bretagne).
Dr Th. MARBURG (Etats-Unis).
M. Ch. BAUER (Etats-Unis).
M. CERULLI (Italie).
M. BALDONI (Italie).
M. INAGAKI (Japon).
M. VAN RAALTE (Pays-Bas).
Professeur Ernest BOVET (Suisse).

M. Dollfus a exposé au Président de l'Assemblée le résultat des travaux du dernier Congrès des Associations pour la Société des Nations et a remis entre ses mains un exemplaire des résolutions adoptées par cette assemblée. Il a commenté les plus importantes de ces résolutions, notamment celles qui concernent l'éducation, l'avenir des minorités nationales, la préparation de la Conférence économique internationale, la « Staatlösigkeit » et le désarmement.

Le Président a remercié la délégation pour la démarche qu'elle a faite auprès de lui. Il a reconnu l'importance de la propagande poursuivie par les Associations en insistant sur l'avantage que la liberté même de leur action donne aux Associations, qui peuvent aborder les problèmes difficiles que la Société des Nations ne peut résoudre que par étapes.

VIII. SIXIÈME SÉANCE DE LA TROISIÈME
COMMISSION

La troisième Commission s'est réunie le samedi 18 septembre, à 15 heures, sous la présidence de M. VILLEGAS (Chili).

Travaux préliminaires de la Conférence du désarmement.

M. DEBSKI (Pologne) est satisfait des résultats obtenus dans les travaux du désarmement. Il rappelle que la résolution du 25 septembre 1925 marquait fortement l'interdépendance de la sécurité et du désarmement et qu'on ne peut s'éloigner de cette formule. Il croit que le problème du désarmement est d'une complexité très grande et qu'une simplification ne donnerait pas des résultats pratiques. Enfin, il désire la convocation d'une conférence de désarmement le plus tôt possible. Il propose donc la résolution suivante :

« L'Assemblée prend acte des rapports qui lui ont été présentés sur l'activité de la Commission préparatoire, félicite la Commission des progrès sensibles qui ont été atteints au cours de ses travaux, et exprime l'espoir qu'ils permettront bientôt de convoquer une conférence pour la réduction et la limitation des armements en rapport avec les conditions actuelles de la sécurité. »

M. ENGBERG (Suède) déclare qu'il est extrêmement important que la conférence aboutisse heureusement, sinon la déception provoquée parmi les masses amènerait un état d'insécurité. Il croit indispensable de se limiter à quelques points essentiels. Il s'associe aux observations faites par M. de Brouckère sur la nécessité de calculer les armements des pays suivant le danger qu'ils courent et à ce point de vue il considère que le problème du désarmement est beaucoup plus politique que techni-

RECEPTION BY THE PRESIDENT OF THE ASSEMBLY
OF A DELEGATION FROM THE INTERNATIONAL FEDERATION.

The President of the Seventh Ordinary Session of the Assembly, M. NINTCHITCH, attended by the Secretary-General, Sir Eric DRUMMOND, received this morning the delegation from the International Federation of League of Nations Associations. The delegation was composed as follows :

Colonel Roger DOLLFUS, *President*.
Senator H. LA FONTAINE, *Treasurer*.
Professor Th. RUYSSSEN, *Secretary-General*.
Captain Lothian SMALL, *Assistant Secretary*.
Dr. O. JUNGHANN (Germany).
Sir Walter NAPIER (Great Britain).
Admiral DRURY-LOWE (Great Britain).
Dr. Th. MARBURG (United States).
M. Ch. BAUER (United States).
M. CERULLI (Italy).
M. BALDONI (Italy).
M. INAGAKI (Japan).
M. VAN RAALTE (Holland).
Professor Ernest BOVET (Switzerland).

Colonel Dollfus laid before the President of the Assembly the results of the work of the recent Congress of the Associations for the League of Nations and handed him a copy of the resolutions adopted at its meeting. He explained the more important ones, in particular those concerning education, the future of national minorities, the preparation of the International Economic Conference, the "Staatlösigkeit" and disarmament.

The President thanked the delegation for its visit and said he recognised the importance of the propaganda undertaken by the Associations. He drew attention to the advantage they possessed in being free to deal with certain difficult problems which the League of Nations could only solve by degrees.

VIII. SIXTH MEETING OF THE THIRD COMMITTEE.

The Third Committee held its sixth meeting on Saturday, September 18th, 1926, at 3 p.m., under the chairmanship of M. VILLEGAS (Chile).

Preparatory Work of the Disarmament Conference.

M. DEBSKI (Poland) said he was satisfied with the results obtained in the work of disarmament. The resolution of September 25th, 1925, strongly emphasised the interdependence of security and disarmament, and it was impossible to escape this formula. The problem of disarmament was extremely complex, and a simplification of it would not lead to any practical results. He would like the Conference on Disarmament to be convened as soon as possible, and he would accordingly submit the following resolution :

“ The Assembly takes note of the Reports which have been submitted to it on the activities of the Preparatory Commission, congratulates the Commission on the real progress which has been made in the course of its work, and expresses the hope that this progress will in the near future allow of a Conference for the Reduction and Limitation of Armaments being called in accordance with the existing conditions of security. ”

M. ENGBERG (Sweden) said that it was extremely important that the Conference should succeed, otherwise the disappointment caused among the peoples would result in a condition of insecurity. It was indispensable to limit the problem to certain essential points. He agreed with M. de Brouckère on the necessity of calculating the disarmament of countries according to the risks which they ran, and from this point of view he considered that the problem of disarmament was much

que et que c'est par des négociations entre gouvernements qu'on arrivera à des évaluations précises.

M. LANGE (Norvège) se référant à la controverse qu'il eut hier avec M. Benès, rappelle qu'on lui fit souvent le même reproche de soutenir des thèses idéalistes, telles que l'idée de l'arbitrage, qui se sont réalisées par la suite. Il a voulu dire qu'il faut pour résoudre le problème du désarmement partir du *statu quo* actuel, mais il faut savoir où l'on va et pour cela faire effort d'imagination.

Il croit avec M. de Brouckère que ce serait une illusion de baser uniquement sur des conventions l'interdiction de certains procédés de guerre. Etant donné que le programme de la Commission préparatoire n'est pas limité, il suggère qu'elle mette à l'étude cette question de la prohibition de certaines armes, telles que les sous-marins et les chars d'assaut ainsi que la possibilité d'une réduction graduelle des armements.

M. PAUL-BONCOUR (France) exprime sa gratitude aux experts qui ont travaillé depuis des mois avec tant de conscience et d'abnégation. Il croit que les orateurs qui trouvent le travail des experts trop minutieux et trop long se méprennent sur ce que sera la Conférence. Si la Société des Nations avait pris à sa charge la sécurité des pays, comme dans la conception défendue par M. Bourgeois ou dans le système du Traité d'assistance mutuelle ou du Protocole, elle aurait pu fixer d'autorité le contingent d'armements de chacun. Il n'en est pas ainsi. Chaque pays doit assurer sa propre sécurité en tenant compte des accords précis qu'il a contractés ou des accords généraux du Pacte. Il faut donc que l'on puisse établir un certain rapport entre les éléments partiels de sécurité dont il jouit et ses armements. Il sera nécessaire sur ce point que les gouvernements négocient. Or, comment faire ces négociations sans le travail préalable des experts qui donneront des bases pour les justifications à présenter et des éléments de comparaison ?

M. Paul-Boncour attire l'attention sur le fait qu'un contrat de désarmement, même limité, ne peut être modifié que par un accord général en vertu du Pacte et qu'il signifie déjà l'arrêt de la course aux armements.

Il n'est pas d'accord pour ajouter des questions nouvelles au questionnaire. D'abord la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement contient des représentants d'Etats qui ne sont pas Membres de la Société des Nations. Ensuite, il lui semble que la prohibition des sous-marins et des chars d'assaut qu'on a proposée est assez arbitraire. Pourquoi se limiter à ces deux types d'armes ? L'interdiction de la guerre chimique est une autre question, car si la limitation des armes est possible, celle des usines est impossible. En conclusion, M. Paul-Boncour propose que la troisième Commission prenne acte des travaux effectués et donne son avis sur le calendrier de ceux qui restent à faire. Il pense que la Commission préparatoire pourrait arrêter le programme de la Conférence avant la fin de l'année.

Le général de MARINIS (Italie) dit qu'il ne faut pas s'étonner que le questionnaire ait donné lieu à des discussions longues et même passionnées. C'était une chose attendue. Ceci prouve que la question est essentiellement politique et que la solution doit être cherchée sur le terrain politique, bien que les études techniques soient utiles et même indispensables sur des questions secondaires. Se référant à la réduction graduelle demandée par M. Lange, il croit que cette manière de faire ne diminuera pas les dangers de guerre. Il ne comprend pas très bien la hâte que l'on veut mettre dans la dernière phase des travaux. Son pays n'est pas suspect de ne pas vouloir participer à une politique pacifique. Il a montré par des faits qu'il est un loyal partisan de cette politique, mais l'orateur ne voit pas la raison de bouleverser la procédure établie pour le simple résultat de gagner quelques semaines.

Lord ONSLOW (Empire Britannique) se rallie aux propositions de M. Paul-Boncour et il croit qu'on peut envisager des dates

more a political than a technical problem and that it was only by negotiations between Governments that it would be possible to achieve precise evaluations.

M. LANGE (Norway), referring to the controversy which, he had yesterday had with M. Benes, said that he was frequently reproached for supporting idealistic doctrines, such as the idea of arbitration, which had in the long run been realised. He had intended to argue that, while in order to settle the problem of disarmament it was necessary to start from the present position, it was necessary to know in what direction one intended to go and that for this reason an effort of imagination was required.

He believed with M. de Brouckère that it would be illusory to base the prohibition of certain practices in warfare solely upon conventions. As the programme of the Preparatory Committee was not limited, he suggested that it should undertake the investigation of this question of the prohibition of certain weapons, such as submarines and tanks, as well as the possibility of a gradual reduction of armaments.

M. PAUL-BONCOUR (France) expressed his gratitude to the experts who had worked for some months with such conscientiousness and devotion. Speakers who found the work of the experts too detailed and too prolonged did not appreciate the character and scope of the Conference. If the League of Nations had made itself responsible for the security of nations, according to the conception defended by M. Bourgeois or the system defended in the Treaty of Mutual Assistance or the Protocol, it would have been able to fix authoritatively the amount of armaments for each State. This was not the case. Each country must ensure its own security, taking into account the precise agreements into which it had entered or the general agreements of the Covenant. It was accordingly necessary to establish a certain relationship between the partial elements of security which a State enjoyed and its armaments. It would be necessary for the Governments to negotiate on this point. How could these negotiations be conducted without the preliminary work of the experts, which would serve as a basis for the arguments to be presented and the factors to be compared?

He would draw attention to the fact that a contract of disarmament, even limited, could only be modified by general agreement under the Covenant, and that it already implied a check in the competition in armaments.

He did not agree that new questions should be added to the questionnaire. In the first place, the Preparatory Committee for the Disarmament Conference contained representatives of States which were not Members of the League of Nations. Moreover it seemed to him that the prohibition of the use of submarines and tanks, which had been proposed, was an arbitrary suggestion. Why should prohibition be limited to these two classes of weapons ? Prohibition of chemical warfare was another question, for if the limitation of weapons was possible, the limitation of factories was impossible. Finally, he proposed that the Third Committee should note the work already done and give its opinion as to the programme and date of the work which remained to be done. He thought that the Preparatory Committee might draw up the programme of the Conference before the end of the year.

General DE MARINIS (Italy) said that it was not astonishing that the questionnaire had given rise to long and even passionate discussions. This was to be expected. It proved that the question was essentially political and that the solution must be sought in the political field, though technical studies might be useful and even indispensable in regard to secondary questions. In reference to the progressive reduction demanded by M. Lange, he thought that this procedure would not diminish the risks of war. He did not very well understand the haste which appeared to be desired in the last phases of the work. His country could not be suspected of any unwillingness to participate in a pacific policy. He had shown by facts that his country was a loyal champion of this policy. He did not, however, see any reason for upsetting the procedure established merely in order to gain a few weeks.

Lord ONSLOW (British Empire) supported the proposals of M. Paul-Boncour. He thought that it would be possible to

de réunion assez rapprochées, sans pour cela passer trop vite sur les travaux préliminaires.

M. DE BROUCKÈRE (Belgique) estime que la Conférence du désarmement sera utile si elle se réunit dans un délai raisonnable, sinon on court le risque de voir recommencer la course aux armements. Il estime que si l'on ne se hâte pas dans les travaux préliminaires, on perdra une année; or, le moment est extrêmement favorable et il ne faut pas le laisser passer.

M. DEBSKI (Pologne) se rallie aux observations de M. Paul-Boncour et retire son projet de résolution.

M. PAUL-BONCOUR (France) rappelle que cette première conférence du désarmement a pour but d'établir une première convention qui sera limitée dans le temps et dans son objet. Il faut donc désirer qu'elle entre en vigueur le plus tôt possible et pour cela que la Conférence ait lieu avant la prochaine Assemblée. Si l'on tient compte des délais nécessaires pour que les gouvernements puissent étudier le programme il faut décider que les travaux préliminaires à l'établissement de ce programme soient terminés au plus tard à la fin de cette année. Il donne lecture d'un projet de résolution établie sur ces bases.

M. MARKOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) précise que le point essentiel en discussion est de savoir si on peut convoquer la Conférence du désarmement avant la prochaine Assemblée. Or cela est une question politique sur laquelle il n'est pas en mesure de donner l'opinion de son gouvernement. Il rappelle la résolution de l'Assemblée dernière qui provoyait la convocation de la Conférence lorsque des conditions satisfaisantes auraient été réalisées du point de vue de la sécurité générale. Il lui semble que M. Paul-Boncour veuille partir de la sécurité actuelle résultant des Traités de Locarno. Mais ces traités ne concernent pas toute l'Europe. Il ne pourrait admettre que la convocation de la Conférence laissât supposer que la sécurité générale est acquise.

M. NEGULESCO (Roumanie) demande à M. Paul-Boncour de rappeler dans sa résolution le texte de celle du 25 septembre 1925.

La discussion sur cette question est interrompue en attendant la distribution de la résolution de M. Paul-Boncour.

2. *Projet de résolution présenté par M. Lange.*

M. LANGE (Norvège), présente le projet de résolution suivant qui est adopté:

« La troisième Commission, après examen du document C.34.M.74.1926.V. « Etude méthodique des Conventions d'arbitrage et des Traités de sécurité mutuelle déposés auprès de la Société des Nations »,

« Exprime sa sincère satisfaction du caractère sérieux de cette étude.

« Elle constate, d'autre part, que cette étude présente inévitablement, par suite du cadre qui lui a été tracé, de sérieuses lacunes en tant qu'exposé de l'état actuel des engagements liant les Etats à avoir recours aux moyens pacifiques pour résoudre les conflits, étant donné qu'un nombre considérable de ces engagements, datant d'avant la création de la Société des Nations, mais étant toujours en vigueur, n'ont pas été déposés au Secrétariat.

« La troisième Commission suggère à la première Commission de discuter la question de charger le Secrétariat de faire élaborer un relevé aussi complet que possible des engagements actuellement en vigueur entre Etats, membres et non-membres de la Société, instituant le recours obligatoire au règlement judiciaire ou amiable des conflits qui viendraient à surgir entre eux- ainsi que des traités de sécurité par la garantie mutuelle. »

3. *Projet de rapport à l'Assemblée présenté par M. Markovitch (document A/III/7).*

M. DEBSKI (Pologne) constate les progrès lents mais appréciables dans l'établissement de la confiance mutuelle et, tout

fix a date for the meeting which was fairly near without being thereby obliged to hasten unduly the preliminary work.

M. DE BROUCKÈRE (Belgium) thought that the Disarmament Conference would be useful if it met within a reasonable time. If it were delayed there was a risk of seeing the competition in armaments reopened. He thought that unless the preliminary work were pressed forward, a whole year would be lost. The present moment was extremely favourable, and it was necessary not to lose the opportunity.

M. DEBSKI (Poland) associated himself with the observations of M. Paul-Boncour and withdrew his draft resolution.

M. PAUL-BONCOUR (France) said that the object of the First Disarmament Conference was to establish a first Convention, which would be limited in time and in its object. It was accordingly desirable that it should enter into force as soon as possible and that the Conference should therefore take place before the next Assembly. If account were taken of the time necessary to enable Governments to study the programme, it became essential to decide that the preliminary work for the establishment of this programme should be finished at latest by the end of the year. He read a draft resolution drawn up on this assumption.

M. MARKOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) said that the essential point under discussion was whether the Disarmament Conference could be convened before the next Assembly. This was a political question on which he was not in a position to give the views of his Government. He referred to the resolution of the last Assembly which contemplated the convening of the Conference when satisfactory conditions should have been realised from the point of view of general security. It seemed to him that M. Paul-Boncour wished to start from the present position with regard to security resulting in the Treaties of Locarno. These treaties, however, did not cover the whole of Europe. He could not admit that the convening of the Conference should allow it to be supposed that general security was acquired.

M. NEGULESCO (Roumania) asked M. Paul-Boncour to take account in his resolution of the text of the resolution of September 25th, 1925.

The discussion on this question was adjourned pending the distribution of the resolution of M. Paul-Boncour.

2. *Draft Resolution submitted by M. Lange.*

M. LANGE presented the following draft resolution, which was adopted:

“ The Third Committee, having examined document C.34.M.74.1926.V, entitled ‘ Systematic Survey of the Arbitration Conventions and Treaties of Mutual Security deposited with the League of Nations ’:

“ Expresses its genuine satisfaction with this valuable survey.

“ The Committee observes, however, that, owing to the lines on which it is compiled, this survey necessarily presents serious deficiencies as a statement of the present situation in regard to engagements binding countries to resort to peaceful means for settling disputes, since a considerable number of such engagements, dating from before the formation of the League of Nations but still in force, have not been deposited with the Secretariat.

“ The Third Committee suggests that the First Committee should discuss the question of instructing the Secretariat to prepare as full as possible a schedule of the engagements at present in force between States, Members or Non-Members of the League, providing for the compulsory, judicial or amicable settlement of disputes between them, as also treaties of securities by mutual guarantee.”

3. *Draft Report to the Assembly submitted by M. Markovitch (Document A.III.7).*

M. DEBSKI (Poland) noted that progress was slow but appreciable in the establishment of mutual confidence. While

en désirant que ces progrès soient plus rapides, comprend la nécessité de procéder avec prudence.

Il voudrait reprendre les suggestions présentées par la délégation polonaise à la Commission préparatoire.

L'Assemblée doit orienter les relations internationales et jouer un rôle dans l'élaboration d'un système complet d'accords. Les divers accords politiques conclus en Europe sont une preuve de la nécessité d'apporter certaines précisions au problème de la sécurité.

Les accords particuliers ne sont pas capables de fournir la sécurité générale parce qu'ils ne suppriment pas complètement la possibilité de conflits armés, qu'ils ne s'appliquent en général qu'à une partie déterminée du territoire et qu'ils ne fournissent pas d'assurances en ce qui concerne une agression par une puissance non contractante. C'est pour ces raisons que la délégation polonaise a envisagé l'organisation d'un système régional de sécurité et qu'elle demande à faire préciser la notion de la région.

L'orateur considère la région comme étant une unité territoriale dans laquelle l'existence de liens d'intérêts plus étroits rend possible la création d'un système de garanties complet. Pour créer une région, il faut donc une solidarité des pays composant la région en ce qui concerne le maintien de la paix et certaines conditions permettant l'organisation de l'assistance militaire et économique.

On trouve des exemples de cette organisation régionale dans la convention conclue à Washington le 7 février 1923 entre les Etats de l'Amérique Centrale et dans le Traité de Santiago du 3 mars 1923.

La délégation polonaise prévoit donc l'organisation de la sécurité générale en trois phases :

- 1^o Celle des accords particuliers;
- 2^o Celle des accords régionaux;
- 3^o Celle des accords généraux.

M. MUNCH (Danemark) est d'accord avec la résolution présentée par M. Markovitch en ce qu'elle souligne l'importance des Accords de Locarno et l'amélioration des conditions de sécurité. Il désirerait seulement que cette résolution ne donnât pas ces accords comme un exemple à suivre pour tous les pays.

En effet, certains pays ont déjà conclu des traités d'arbitrage plus complets que ceux de Locarno et il n'est pas toujours indispensable de conclure des traités de garantie mutuelle. Il propose des amendements dans ce sens à la résolution.

Lord ONSLOW (Empire Britannique) présente également quelques amendements au rapport de M. Markovitch.

M. CABALLERO (Paraguay) a été heureux d'entendre M. Debski citer, parmi les deux exemples de pactes régionaux de sécurité, le Pacte Gondra ainsi nommé du nom de l'ancien président du Paraguay.

Etant donné que l'on a rejeté le Protocole, il est évident qu'il ne reste d'autre voie à suivre que celle indiquée par le Pacte Gondra. Il rappelle qu'il avait déjà fait cette suggestion à l'Assemblée de 1925.

M. CASSIN (France) attire l'attention de la Commission sur l'importance pour l'opinion publique, de la résolution présentée par M. Markovitch qui se tient à la formule : arbitrage, sécurité, désarmement.

Cette résolution affirme d'abord la continuité des travaux de la Société. Elle marque, en outre, que les accords particuliers ne valent qu'autant qu'ils préparent la sécurité générale et, enfin, elle affirme la continuité de la compétence de la Société des Nations, pour le maintien de la paix.

Les Accords de Locarno forment un élément moral qui est bien dans l'esprit du Pacte, et préparent la réduction des armements. Il est donc impossible que l'Assemblée ne saisisse pas cette occasion de constater que la politique étrangère des Membres de la Société est conforme au Pacte.

M. Cassin propose ensuite quelques amendements au rapport et à la résolution.

desiring that this progress should be more rapid, he understood the necessity for proceeding with prudence. He would like to take up again the suggestions submitted by the Polish delegation to the Preparatory Committee.

The Assembly should give a direction to international relations and play a part in the elaboration of a complete system of agreements. The various political agreements concluded in Europe were a proof of the necessity of introducing certain definitions into the problem of security.

Special agreements were not capable of ensuring general security, because they did not entirely suppress the possibility of armed conflicts, and because they applied generally only to a certain portion of territory and furnished no assurance as regarded an act of aggression committed by a non-contracting Power. For these reasons the Polish delegation contemplated the organisation of a regional system of security and asked that the regional idea should be defined.

He considered a region as being a territorial unit within which the existence of closer bonds of interest rendered possible the creation of a complete system of guarantees. In order to constitute a region it was necessary that there should be a solidarity among the countries composing it as regarded the maintenance of peace together with certain conditions which would permit of the organisation of military and economic assistance.

Examples would be found of such regional organisations in the Convention concluded at Washington on February 7th, 1923, between the States of Central America and in the Treaty of Santiago of March 3rd, 1923.

The Polish delegation contemplated the organisations of general security in three phases :

- (1) That of special agreements;
- (2) That of regional agreements;
- (3) That of general agreements.

M. MUNCH (Denmark) said he agreed with the resolution submitted by M. Markovitch in that it emphasised the importance of the Locarno Agreements and the improvement of the conditions of security. He desired only that this resolution should not hold up these agreements as an example to be followed by all countries.

Certain countries had already concluded arbitration treaties more complete than those of Locarno and it was not always indispensable to conclude treaties of mutual guarantee. He submitted amendments to the resolution in this sense.

Lord ONSLOW (British Empire) also presented some amendments to the report of M. Markovitch.

M. CABALLERO (Paraguay) said he had been glad to hear M. Debski quote, among the two examples of regional agreements of security, the Gondra Agreement, so called from the name of the ex-President of Paraguay.

As the Protocol had been rejected, it was clear that there remained no other course than that indicated by the Gondra Agreement. He had made this suggestion during the Assembly of 1925.

M. CASSIN (France) drew the attention of the Committee to the importance for public opinion of the resolution submitted by M. Markovitch which kept within the formula arbitration, security and disarmament.

This resolution first affirmed the continuity of the work of the League. It further emphasised that special agreements were only of value in so far as they prepared the way for general security. Finally it affirmed the continuity of the League of Nations for the maintenance of peace.

The Agreements of Locarno constituted a moral factor which was well within the spirit of the Covenant and prepared the way for the reduction of armaments. It was impossible for the Assembly to let slip this opportunity of noting that the foreign policy of the Members of the League was in conformity with the Covenant.

He proposed certain amendments to the report and to the resolution.

M. MUNCH (Danemark) n'insiste pas pour modifier la résolution si le rapport tient compte des idées qu'il a exprimées.

Après un échange de vues entre MM. MARKOVITCH, LANGE CASSIN, le général DE MARINIS et PAUL-BONCOUR, la Commission décide de renvoyer à la prochaine séance l'adoption du rapport et la résolution présentée par M. Markovitch et de la résolution présentée par M. Paul-Boncour.

IX. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE, LE 18 SEPTEMBRE 1926.

Compte rendu définitif: Sixième séance.

- A. 63. Rapport sur les travaux de l'organisation d'hygiène, présenté à l'Assemblée par la deuxième Commission.
- A. 70. Etablissement des réfugiés arméniens: Rapport du représentant de la Tchécoslovaquie.
- A. 71. Rapport sur les travaux de l'Office autonome pour l'établissement des réfugiés grecs, présenté à l'Assemblée par la deuxième Commission.
- A. 73. Contrôle de la fabrication privée des armes et munitions et matériels de guerre: Rapport de la troisième Commission.
- A. 74. Trafic de l'opium et autres drogues nuisibles: Travaux de la Commission consultative: Rapport de la cinquième Commission à l'Assemblée.

M. MUNCH (Denmark) said he would not insist on amending the resolution if the report took into account the views which he had expressed.

After an exchange of views made between M. MARKOVITCH, M. LANGE, M. CASSIN, General DE MARINIS, and M. PAUL-BONCOUR, the Committee decided to refer to its next meeting the adoption of the report and the resolution submitted by M. Markovitch and the resolution submitted by M. Paul-Boncour.

IX. DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 18TH, 1926.

Definitive Verbatim Record: Sixth Meeting.

- A. 63. Report on the Work of the Health Organisation, presented to the Assembly by the Second Committee.
- A. 70. Settlement of Armenian Refugees: Report by the Representative of Czechoslovakia.
- A. 71. Report on the Work of the Greek Refugee Settlement Commission, presented to the Assembly by the Second Committee.
- A. 73. Supervision of the Private Manufacture of Arms and Ammunition and of Implements of War.
- A. 74. Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs: Work of the Advisory Committee: Report of the Fifth Committee to the Assembly.

JOURNAL

DE LA
SEPTIÈME SESSION
ORDINAIRE
DE L'
ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1926

OF THE
SEVENTH ORDINARY
SESSION
OF THE
ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1926

N° 14. — MARDI 21 SEPTEMBRE 1926.

No. 14. — TUESDAY, SEPTEMBER 21ST, 1926.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressées à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beau-Regard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

MAINTIEN DE L'ORDRE DANS LA SALLE D'ASSEMBLÉE

DÉCISION DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE.

1. *Le rez-de-chaussée de la salle, à l'exception des sièges réservés au fond, sera affecté exclusivement aux délégués, délégués suppléants, experts, conseillers, secrétaires et membres du Secrétariat. Le public ou les membres des familles des personnes susmentionnées ne seront pas autorisés à y pénétrer.*

2. *Conformément à la pratique suivie dans les parlements nationaux, aucun applaudissement ne sera toléré dans les galeries réservées à la presse et au public.*

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	170
II. Sixième séance de la première Commission	170
III. Huitième séance de la deuxième Commission	172
IV. Huitième séance de la cinquième Commission	175
V. Sixième Commission : Sous-Commission (Esclavage)	177
VI. Septième séance de la troisième Commission	177
VII. Sixième séance de la quatrième Commission	180
VIII. Télégramme du Président du Sénat de la République de Colombie	181
IX. Corrections à la liste des membres des délégations	181
X. Documents distribués aux membres de l'Assemblée	181

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL.

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beau-Regard.

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

MAINTENANCE OF ORDER IN THE ASSEMBLY HALL.

DECISION OF THE GENERAL COMMITTEE OF THE ASSEMBLY.

1. *The ground floor of the Assembly Hall, except the reserved seats at the back, is intended exclusively for delegates, substitute delegates, experts, advisers, secretaries and members of the Secretariat. The public or members of the families of the persons mentioned above will not be admitted to this part of the hall.*

2. *In conformity with the practice followed in national parliaments, no applause will be allowed in the galleries reserved for the Press and for the public.*

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	170
II. Sixth Meeting of the First Committee	170
III. Eighth Meeting of the Second Committee	172
IV. Eighth Meeting of the Fifth Committee	175
V. Sixth Committee: Sub-Committee (Slavery)	177
VI. Seventh Meeting of the Third Committee	177
VII. Sixth Meeting of the Fourth Committee	180
VIII. Telegram from the President of the Senate of the Republic of Colombia	181
IX. Corrections to the List of Members of Delegations	181
X. List of Documents distributed to Members of the Assembly	181

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Séance plénière de l'Assemblée.

Il y aura une séance plénière aujourd'hui mardi 21 septembre, à 10 h. 30, à la Salle de la Réformation.

Ordre du jour :

1. Rapports de la Commission de l'ordre du jour.
2. Lettre du Secrétaire général transmettant un rapport du Conseil en date du 16 septembre 1926 sur l'établissement des réfugiés arméniens (Document A.70.1926.II).
3. Numérotage des alinéas des articles du Pacte: Rapport de la première Commission. Rapporteur: M. J. G. LATHAM, délégué de l'Australie (Document N° A.69.1926.V).
4. Trafic de l'opium et autres drogues nuisibles: Rapport de la cinquième Commission. Rapporteur: M. VEVERKA, délégué de la Tchécoslovaquie (Document N° A.74.1926.XI).
5. Traite des femmes et des enfants: Rapport de la cinquième Commission. Rapporteur: M. NAGAI, délégué du Japon (Document N° A.75.1926.IV).
6. Contrôle de la fabrication privée des armes et munitions et des matériels de guerre: Rapport de la troisième Commission. Rapporteur: M. GUERRERO, délégué du Salvador (Document N° A.73.1926.IX).
7. Travaux de l'Office autonome pour l'établissement des réfugiés grecs: Rapport de la deuxième Commission. Rapporteur: M. VAN CAUWELAERT, délégué de la Belgique (Document N° A.71.1926.II).
8. Travaux du Comité préparatoire de la Conférence économique: Rapport de la deuxième Commission. Rapporteur: M. LOUCHEUR, délégué de la France. (Document N° A.76.1926.II).

Bureau de l'Assemblée.

Le Bureau de l'Assemblée se réunira aujourd'hui mardi 21 septembre, à 10 h., à la Salle de la Réformation (Bureau de la présidence).

Ordre du jour :

Echange de vues sur la marche des travaux de l'Assemblée.

Première Commission.

La première Commission se réunira aujourd'hui mardi 21 septembre, à 15 h., au Secrétariat (Salle B).

Deuxième Commission.

La deuxième Commission se réunira aujourd'hui mardi 21 septembre, à 15 h., au Secrétariat (Salle C).

Quatrième Commission.

La quatrième Commission se réunira aujourd'hui mardi 21 septembre, à 10 h. 30, au Secrétariat (Salle B).

Sixième Commission.

La sixième Commission se réunira aujourd'hui mardi 21 septembre, à 15 h., au Secrétariat (Salle F).

II. SIXIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION

La première Commission a tenu sa sixième séance le lundi, 20 septembre 1926, à 10 h. 30, sous la présidence de M. MOTTA (Suisse).

I. PROGRAMME OF MEETINGS

Plenary Meeting of the Assembly.

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day (Tuesday, September 21st) at 10.30 a.m. at the Salle de la Réformation.

Agenda:

1. Reports of the Agenda Committee.
2. Letter of the Secretary-General covering a report of the Council of September 16th, 1926, on the settlement of the Armenian refugees (Document A.70.1926.II).
3. Numbering of the paragraphs of the articles of the Covenant: Report of the First Committee. Rapporteur: Mr. J. G. LATHAM, delegate of Australia (Document A.69.1926.V).
4. Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs: Report of the Fifth Committee. Rapporteur: M. VEVERKA, delegate of Czechoslovakia (Document A.74.1926.XI).
5. Traffic in Women and Children: Report of the Fifth Committee. Rapporteur: M. NAGAI, delegate of Japan (Document A.75.1926.IV).
6. Supervision of the Private Manufacture of Arms, Ammunition and Implements of War: Report of the Third Committee. Rapporteur: M. GUERRERO, delegate of Salvador (Document A.73.1926.IX).
7. Work of the Autonomous Office for the Settlement of Greek Refugees: Report of the Second Committee. Rapporteur: M. VAN CAUWELAERT, delegate of Belgium (Document A.71.1926.II).
8. Work of the Preparatory Committee of the Economic Conference: Report of the Second Committee. Rapporteur: M. LOUCHEUR, delegate of France (Document A.76.1926.II).

General Committee of the Assembly.

The General Committee of the Assembly will meet to-day (Tuesday, September 21st) at 10 a.m. at the Salle de la Réformation (President's Room).

Agenda:

Exchange of Views on the Progress of the Work of the Assembly.

First Committee.

The First Committee will meet to-day (Tuesday, September 21st) at 3 p.m. in the Secretariat (Room B).

Second Committee.

The Second Committee will meet to-day (Tuesday, September 21st) at 3 p.m. in the Secretariat (Room C).

Fourth Committee.

The Fourth Committee will meet to-day (Tuesday, September 21st) at 10.30 a.m. in the Secretariat (Room B).

Sixth Committee.

The Sixth Committee will meet to-day (Tuesday, September 21st) at 3 p.m. in the Secretariat (Room F).

II. SIXTH MEETING OF THE FIRST COMMITTEE

The First Committee held its sixth meeting yesterday (Monday, September 20th, 1926) at 10.30 a.m. under the chairmanship of M. MOTTA (Switzerland).

Interprétation du préambule et des articles 3 et 4 du Pacte: Résolution proposée par le vicomte Cecil, délégué de l'Empire Britannique.

Sir Cecil HURST (Empire Britannique) expose la thèse de la délégation britannique, qui, renonçant à la nomination d'une Commission spéciale pour l'étude de cette question, se contenterait d'un accord au sein de la première Commission, sur la détermination de la sphère d'activité de la Société des Nations.

Il rappelle le préambule du Pacte et, en dehors de l'activité essentielle de la Société, qui est le maintien de la paix, il constate qu'il n'y a que trois articles du Pacte qui donnent à la Société compétence de s'occuper de questions sociales, humanitaires et économiques: les articles 23, 24 et 25. Tandis que les deux premiers ne lui donnent qu'une compétence basée sur des conventions internationales, seul le troisième l'autorise à s'occuper d'organisations nationales.

Sir Cecil Hurst divise le champ d'action de la Société en trois activités essentielles: politique, administrative et non politique (économique, sociale et humanitaire). Les questions politiques dont la Société a à s'occuper sont celles qui sont de nature à troubler les relations internationales; l'activité administrative de la Société est celle dont elle est expressément chargée par des traités internationaux; son activité non politique enfin doit être restreinte à des questions qui font l'objet de conventions internationales, ou sont susceptibles de l'être.

Si la délégation britannique a soulevé cette question, c'est que la Société des Nations, fondée pour assurer la paix, pénètre peu à peu la vie des peuples, et que plus elle étend sa sphère d'activité, plus elle risque de soulever de l'opposition. Il ne veut que citer, sans y insister, la question financière, qui a aussi son importance. Il y a eu des défections dans la Société, et il croit le moment venu de voir si elle fait tout ce qu'elle doit faire, et si on ne peut lui reprocher d'avoir failli à ce qui est sa tâche.

M. BARTHELEMY (France) se demande si la proposition britannique n'implique pas une interprétation authentique du Pacte, qui ne pourrait être donnée que par l'Assemblée, agissant à l'unanimité. Pour lui, définir c'est restreindre, limiter. Une définition abstraite, *a priori*, des buts de la Société, lui paraît non seulement difficile mais dangereuse. Il croit qu'il y a des définitions qui ne peuvent être faites une fois pour toutes, sans tenir compte des contingences. En restreignant l'activité de la Société au maintien de la paix, on condamne des œuvres émouvantes ou utiles comme celles du rapatriement des Russes en exil, du secours aux Arméniens, l'Institut de coopération intellectuelle. Le mémorandum de la délégation britannique obligerait à des différenciations extrêmement subtiles sur ce qui présente un intérêt international et ce qui ne présente qu'un intérêt national.

La limitation de l'activité de la Société lui semble être une question plus de tact que de formules. Si la Société ne doit pas se prêter aux fantaisies de tous les sentimentaux et de tous les idéologues, il y aura aussi d'autres questions, très graves pour la paix du monde, qu'elle devra renoncer à examiner, pour des raisons d'opportunité, par exemple parce qu'elles touchent de trop près à la politique intérieure des Etats.

M. Barthélemy croit que c'est à propos de chaque cas concret que, sans vouloir se lier par des règles générales immuables, il faut examiner si la Société est compétente. L'organe chargé de cet examen devrait être, croit-il, la Commission juridique de l'Assemblée.

M. SCIALOJA (Italie) constate que, d'une part, sir Cecil Hurst veut poser des limites précises à l'activité de la Société des Nations, d'autre part, avoir une autorité chargée de l'établissement de ces limites.

Il est opposé à la première partie des propositions de la délégation britannique. Il faudrait pouvoir disposer d'une très longue expérience pour fixer rigoureusement ces limites de compétence. Il rappelle l'article 15, alinéa 8, du Pacte, qui fait dépendre du droit international une compétence de la Société; or, le droit international est essentiellement mouvant et les conclusions auxquelles il permettra d'arriver aujourd'hui ne sont peut-être pas celles auxquelles il amènerait dans cinquante ans. Il ne croit pas que ce soit pour des considérations juridiques que la Société doit limiter son activité.

Interpretation of the Preamble and of Articles 3 and 4 of the Covenant: Resolution submitted by Viscount Cecil, Delegate of the British Empire.

Sir Cecil HURST (British Empire) explained the thesis of the British delegation. The British delegation had abandoned the idea of appointing a special committee to study this question and would be content with an agreement within the First Committee as to the delimiting of the competence and activities of the League of Nations.

He recalled the Preamble of the Covenant, and, passing over the essential activity of the League, which was the maintenance of peace, noted that there were only three articles of the Covenant which gave the League competence to deal with social, humanitarian and economic questions: Articles 23, 24 and 25. While the first two gave to the League only a competence based on international conventions, the third authorised it to deal with national organisations.

He divided the field of action of the League into three essential activities: political, administrative and non-political (economic, social and humanitarian). The political questions with which the League had to deal were those which were of a character likely to disturb international relations. The administrative activity of the League was that with which it was expressly entrusted by international treaties. Its non-political activities must be, in fact, restricted to questions which were the subject of international conventions or which might possibly become the subject of such conventions.

The British delegation had raised this question because the League of Nations, founded to ensure peace, was gradually entering more deeply into the life of nations, and because the more it extended its activities the more risk it ran of encountering opposition. He would only refer, without unduly emphasising the point, to the financial question, which also had its importance. There had been withdrawals from the League, and he thought that the time had come to see whether the League was doing all that it should do and whether it might not be reproached with having failed in its proper task.

M. BARTHELEMY (France) wondered whether the British proposal did not involve an authentic interpretation of the Covenant which could only be given by the Assembly acting unanimously. In his opinion, to define was to restrict or to limit. An *a priori* abstract definition of the objects of the League seemed to him not only difficult but dangerous. He believed that there were definitions which could not be made once for all and without allowing for future possibilities. The restriction of the activity of the League to the maintenance of peace would condemn useful and striking tasks such as the repatriation of the Russians in exile, the relief of the Armenians and the Institute of Intellectual Co-operation. The memorandum of the British delegation would necessitate differentiations extremely subtle between subjects having an international interest and subjects having only a national interest.

The limitations of the activity of the League seemed to him a question more of tact than of definition. Though the League must not lend itself to the fancies of sentimentalists and idealogues, there were other questions, very serious for the peace of the world, which it would have to abandon for reasons of convenience, as, for example, those questions which too nearly touched the domestic policy of States.

He thought that it was necessary to examine whether the League was competent in relation to each concrete case without thereby binding it to observe immovable and general rules. The body entrusted with such an examination should, he thought, be the Legal Committee of the Assembly.

M. SCIALOJA (Italy) noted that Sir Cecil Hurst wished to fix precise limits to the activity of the League of Nations and to have an authority entrusted with the establishment of these limits. He was opposed to the first part of the proposals of the British delegation. It would be necessary to have a very long experience behind one in order strictly to fix the limits of competence. He would remind the Committee of Article 15, paragraph 8, of the Covenant, which made the competence of the League depend on international law. International law was essentially fluid, and the conclusions to which it pointed to-day were not perhaps those to which it would point in fifty years' time. He did not think that the League should limit its activity out of regard for legal considerations.

Enfin, il remarque que l'autorité chargée d'examiner la compétence de la Société, selon les cas, sera la première Commission, ou l'Assemblée, ou le Conseil, ou enfin la Cour permanente.

M. LATHAM (Australie) croit que la Société des Nations commettrait une erreur en s'attaquant à des tâches qui sont évidemment en dehors de sa compétence. Elle a été fondée pour s'occuper du maintien de la paix; sa compétence n'embrasse pas toutes les relations internationales. Aucune interprétation d'ailleurs, même si elle est donnée par la Cour, ne peut prétendre à être immuable.

Sans vouloir lier la Société, il serait avantageux de fixer les lignes générales de son activité. Il distingue d'une part entre les questions susceptibles de troubler la paix du monde, et à propos desquelles les Membres de la Société se sont soumis à son autorité, d'autre part l'étude des questions internationales d'intérêt général, où la coopération internationale est souhaitable, sans que les Membres de la Société soient tenus d'adhérer à ses recommandations. Il ne voudrait pas que cette dernière activité l'emportât sur celle, essentielle, du maintien de la paix, et que l'on s'habitât par trop à considérer les décisions de la Société des Nations comme dépourvues de toute valeur obligatoire.

La suite de la discussion est ajournée à la séance suivante.

III. HUITIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu sa huitième séance hier lundi 20 septembre, à 10 heures, sous la présidence de M. Desmond FITZGERALD (Etat libre d'Irlande).

Communication de la quatrième Commission.

Le PRÉSIDENT donne lecture de la communication suivante:

« Monsieur le Président, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'à sa quatrième séance tenue hier après-midi, la quatrième Commission a adopté la résolution suivante:

- « La quatrième Commission,
- « Notant la tendance du budget de la Société des Nations à s'accroître,
- « Considérant que, dans la situation financière actuelle de la majorité des pays du monde, il convient de faire tous les efforts possibles pour résister à cette tendance;
- « Estime désirable, avant de commencer la discussion des articles du budget, de poser comme directive générale de son examen le principe que, sans vouloir entraver le développement de la Société, il importe de ne pas perdre de vue une limite maximum des dépenses, afin d'arriver à ce que les contributions des Etats individuels ne dépassent pas, à l'avenir, normalement, les contributions fixées pour la présente année. »
- « Copie de la présente résolution devra être communiquée aux autres Commissions dont les décisions peuvent comporter des dépenses, etc. »

Il est pris acte de cette communication.

Rapport sur les travaux du Comité préparatoire de la Conférence économique.

M. LOUCHEUR (France), rapporteur, donne lecture de son rapport et d'un projet d'amendement que lui a communiqué le baron Adelsward, auquel il s'est efforcé de donner satisfaction dans le texte du rapport; il demande donc à son collègue de Suède d'accepter le texte suivant de projet de résolution:

« L'Assemblée est heureuse de reconnaître que le Conseil a donné suite à sa décision du 15 décembre 1925, en constituant un Comité préparatoire de la Conférence économique.

Finally, he observed that the authority entrusted with the examination of the competence of the League would, according to circumstances, be the First Committee, or the Assembly, or the Council, or, finally, the Permanent Court.

Mr. LATHAM (Australia) thought that the League of Nations would make a mistake in undertaking tasks which were clearly outside its competence. It had been founded to deal with the maintenance of peace. Its competence did not embrace the whole field of international relations. No interpretation, even if it were given by the Court, could claim to be irrevocable.

Without binding the League, it would be of advantage to fix the general lines of its activity. He would distinguish between questions which might disturb the peace of the world and in regard to which the Members of the League had accepted its authority, and international questions of general interest in which international co-operation was desirable but in regard to which the Members of the League were not bound to adhere to its recommendations. He did not wish this last form of activity of the League to take precedence over its essential work of maintaining peace, nor did he wish that the habit should grow of regarding the decisions of the League of Nations as having an obligatory value.

The continuation of the discussion was postponed to the following meeting.

III. EIGHTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee held its eighth meeting yesterday, Monday, September 20th, 1926, at 10 a.m., under the chairmanship of Mr. Desmond FITZGERALD (Irish Free State).

Communication from the Fourth Committee.

The CHAIRMAN read the following communication:

“ I have the honour to inform you that the Fourth Committee adopted yesterday the following resolution:

- “ The Fourth Committee,
- “ Noting the tendency of the Budget of the League to increase, and considering that, in the present financial state of most countries of the world, every effort should be made to resist this tendency:

“ Is of opinion that, as a preliminary to the discussion of the details of the Budget and as a general guide to their consideration, it is desirable, without putting obstacles in the way of the development of the League, to keep in view a maximum limit of expenditure with the object of securing that the contributions of individual States shall not normally in future exceed their contributions for the current year.

“ Copies of this resolution should be communicated to other Committees concerned with measures involving expenditure.”

The Communication was noted.

Report on the Work of the Preparatory Committee of the Economic Conference.

M. LOUCHEUR (France), Rapporteur, read his report and a draft amendment submitted by Baron ADELWARD. He had endeavoured to satisfy the point of view of the Swedish delegate in the text of the report. He therefore asked him to accept the following draft resolution:

“ The Assembly is happy to note that the Council has given effect to its decision of December 15th, 1925, by constituting a Preparatory Committee for the Economic Conference.

« Elle constate que la situation économique générale du monde réclame plus que jamais un effort de coopération internationale et rend encore plus nécessaire la réunion de la Conférence économique.

« Elle souhaite en conséquence que les travaux du Comité soient poussés activement, de façon que la Conférence économique puisse être convoquée dans le plus bref délai possible. »

Le commandeur Hilton YOUNG (Empire Britannique) se rallie au projet du rapporteur, qui concilie les divers points de vue, et aurait des difficultés à accepter l'amendement suédois.

Il signale le passage du rapport exprimant les inconvénients d'une conférence académique; il ne craint pas que la conférence ait ce caractère, et verrait plutôt des inconvénients à une conférence hybride. Le rôle des délégations à cette conférence serait difficile à déterminer.

M. LOUCHEUR (France), rapporteur, estime qu'il faut se prononcer sans détour. S'il avait pensé que la conférence dût être une réunion d'experts publiant un nouveau décalogue, il n'aurait pas présenté sa proposition.

Les gouvernements désigneront les représentants qui leur plairont, chacun sous sa responsabilité. Le sens du mot d'experts varie selon les pays. En tout cas la France s'opposera à une réunion d'experts.

Le commandeur Hilton YOUNG (Empire Britannique) a toujours pensé que les membres de la conférence seraient nommés par leurs gouvernements. C'est sur les instructions qu'ils recevront que les divergences existent.

M. LOUCHEUR (France), rapporteur, est d'accord sur la nécessité de voir les gouvernements donner des instructions aussi larges que possibles, et conçues dans un esprit international. Il propose certains amendements de forme.

Le commandeur Hilton YOUNG (Empire Britannique) les accepte.

Le baron ADELWARD (Suède) reconnaît que le rapport lui donne satisfaction. Mais n'est-il pas possible de résumer la discussion dans le texte de la résolution? Il indique les amendements qui lui semblent nécessaires. Quant à la date, il accepte de laisser une plus grande latitude en spécifiant que la conférence devra se réunir l'année prochaine.

Le baron DI PAULI (Autriche) appuie l'opinion exprimée par le délégué de la Suède.

M. LOUCHEUR (France), rapporteur, aurait préféré personnellement préciser certains points, mais s'est conformé à une méthode fréquemment employée. Peut-être l'accord ne se réaliserait-il pas sur les points principaux; du reste, le Comité préparatoire doit avoir toute latitude pour élarger le programme. Le sens précis du terme « d'experts » est impossible à donner. Les membres seront désignés par les gouvernements. Pour donner à l'opinion publique une impression d'efficacité, il estime, personnellement, que la conférence devra siéger au printemps. Mais étant donné la diversité des opinions exprimées, il accepte de s'en remettre au Conseil.

M. ANDERSEN (Danemark) rappelle que M. Loucheur avait signalé lui-même le rapport existant entre la situation économique de l'Europe et la réduction des armements. Or, la troisième Commission a accueilli un projet de M. Paul-Boncour, que la Conférence du désarmement se réunisse avant la prochaine Assemblée. Il demande donc qu'on spécifie au moins que la Conférence économique soit réunie dans le cours de l'année prochaine.

Sir Arthur SALTER (Directeur de la Section économique et financière) déclare, au nom de M. Theunis, que, pour la préparation de la conférence, il est préférable de déclarer uniquement qu'elle doit se réunir le plus rapidement possible.

“ It realises that the general economic situation of the world calls more imperiously than ever for an effort towards international co-operation and makes it yet more necessary that the Economic Conference should be held.

“ The Assembly therefore hopes that the Committee will actively push forward its work, so as to enable the Economic Conference to be convened as soon as possible.”

Commander Hilton YOUNG (British Empire) agreed with the draft proposed by the Rapporteur, which conciliated the various points of view. He would have difficulty in accepting the Swedish amendment.

He referred to the passage of the report stating the objections to an academic conference. He was not afraid that the Conference would be of that kind and saw greater objections to a hybrid conference. The part to be played by delegates at such a conference would be difficult to settle.

M. LOUCHEUR (France), Rapporteur, thought that the Committee should give a clear expression of opinion. If he had thought that the Conference would consist of a meeting of experts whose duties it would be to publish a new decalogue, he would not have made his proposal.

The Governments would choose what representatives they liked and each on its own responsibility. The meaning of the word “ expert ” differed according to countries. In any case France would oppose any suggestion that the Conference should be one of experts.

Commander Hilton YOUNG (British Empire) had always considered that the members of the Conference would be appointed by their Governments. Divergencies of view existed only with regard to the instructions that they would receive.

M. LOUCHEUR (France), Rapporteur, agreed on the necessity for Governments to give as wide instructions as possible to their representatives. Such instructions should be inspired by an international spirit. He proposed certain formal amendments.

Commander Hilton YOUNG (British Empire) accepted them.

Baron ADELWARD (Sweden) said he was satisfied with the report. Was it not, however, possible to summarise the discussion in the text of the resolution? He described in detail the amendments which he thought necessary. In fixing the date of the Conference, he was ready to leave a wider latitude provided it was specified that the Conference should meet next year.

Baron DI PAULI (Austria) agreed with the Swedish delegate.

M. LOUCHEUR (France), Rapporteur, would have preferred personally to be more definite on certain points. He had, however, followed a method frequently used. Perhaps agreement would not be reached on the principal points. Further, the Preparatory Committee must be perfectly free to curtail the programme. It was impossible to give a precise definition of the term “ expert ”. The members of the Conference would be appointed by their Governments. In order to give public opinion an impression that it was doing effective work, he personally thought that the Conference should meet in the spring. In view of the divergencies of view which had been expressed, he agreed to the proposal that the matter should be referred to the Council.

M. ANDERSEN (Denmark) recalled that M. Loucheur had himself emphasised the connection between the economic position of Europe and the reduction of armaments. The Third Committee had welcomed a proposal of M. Paul-Boncour to the effect that the Disarmament Conference should meet before the next Assembly. He asked therefore that it should at least be specified that the Economic Conference should meet during the course of next year.

Sir Arthur SALTER (Director of the Economic and Financial Section), speaking for M. Theunis, said that, so far as the preparation of the Conference was concerned, it would be preferable to decide only that the Conference should meet as quickly as possible.

L'insertion dans le rapport, et non dans la résolution, des opinions qui se sont dégagées à la Commission, constitue la meilleure procédure.

M. G. MANNING (Australie) estime, avec le délégué de l'Empire Britannique, que les représentants désignés par les gouvernements devront rester libres de s'exprimer en pleine liberté. Il espère que le représentant de la Suède voudra bien se rallier au rapport, qui mérite, par son exactitude et sa clarté, de recueillir tous les suffrages.

Le baron ADELWARD (Suède), tout en maintenant son point de vue, donnera son adhésion au rapport.

M. Fulvio SUVICH (Italie) se rallie également au rapport; la question de composition de la conférence se résoudra d'elle-même, car les gouvernements désigneront forcément des experts compétents. Peut-être serait-il bon d'insérer une phrase faite pour marquer l'urgence de la réunion.

Mlle VACARESCO (Roumanie) donne également son adhésion formelle au rapport.

Le rapport et le projet de résolution sont adoptés. M. Loucheur les présentera à l'Assemblée au nom de la deuxième Commission.

Travaux sur la Commission de coopération intellectuelle (suite).

Le Dr HIU NIENISENG (Chine) constate avec satisfaction les progrès réalisés et déclare que l'organisation gagnerait en autorité si toutes les civilisations du monde y étaient représentées.

Sir Ramaswami AGGAR (Inde) signale l'intérêt du mouvement des éclaireurs comme moyen de conduire la jeunesse vers l'internationalisation de la pensée.

M. WALDES-MENDEVILLE (Chili) félicite le directeur de l'Institut et rappelle que son pays a été l'un des premiers promoteurs de l'œuvre de coopération. Alors que la Société des Nations dispose de crédits pour des œuvres d'intérêt particulier, il serait logique qu'elle en disposât pour l'œuvre de coopération intellectuelle qui présente un intérêt universel. Il espère que les autres gouvernements suivront l'exemple de la Pologne et de la Tchécoslovaquie.

Mlle VACARESCO (Roumanie) appuie ce vœu et félicite M. Luchaire des heureux résultats dus à son activité.

M. AVRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) insiste sur l'intérêt qu'il y aurait à insérer dans le rapport le vœu de voir donner suite à la résolution adoptée par l'Assemblée le 28 septembre 1922, en vue de procurer des livres et des documents scientifiques aux universités des pays qui en ont été dépourvus par la guerre.

M. CONTZESCO (Roumanie) fait observer que le Conseil a déjà pris certaines dispositions conformes à cette décision à l'égard de l'Autriche et de la Hongrie.

M. AVRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) répond que la Serbie, la Roumanie ou la Pologne ont énormément souffert de la guerre, et qu'il serait extrêmement intéressant, au point de vue coopération et propagande, que certains Etats particulièrement riches en matériel pédagogique fissent des dons aux Etats moins favorisés.

M. MUNCH (Danemark), rapporteur, complétera son rapport en conséquence. Il présente les projets de résolution suivants:

• L'Assemblée approuve l'Organisation de la coopération intellectuelle telle qu'elle se présente aujourd'hui, avec la Commission internationale et ses Sous-Commissions, les Commissions nationales, l'Institut international. Elle estime que cette organisation constitue désormais un mécanisme capable de resserrer les relations intellectuelles entre les nations, et d'améliorer les conditions du travail intellectuel dans le monde. Elle note avec satisfaction l'assurance donnée par le Conseil d'administration de l'Institut inter-

To insert in the report, but not in the resolution, a record of the opinions which had been expressed in the Committee would be the best procedure.

Mr. G. MANNING (Australia) agreed with the British delegate in thinking that the representatives appointed by Governments ought to remain free to express themselves in full liberty. He hoped that the representative of Sweden would agree with the report, which, owing to its accuracy and clearness, deserved to be unanimously adopted.

Baron ADELWARD (Sweden), while maintaining his own point of view, was ready to adhere to the report.

M. Fulvio SUVICH (Italy) also agreed with the report. The question of the composition of the Conference would settle itself, for the Governments would be obliged to choose competent experts. It might perhaps be useful to insert a sentence referring to the urgent importance of the meeting.

Mlle. VACARESCO (Roumania) also formally adhered to the report.

The report and the draft resolution were adopted. It was agreed that M. Loucheur would submit them to the Assembly on behalf of the Second Committee.

Work of the Committee on Intellectual Co-operation (continuation of the discussion).

Dr. HIU NIENISENG (China) noted with satisfaction the progress made and said that the organisation would gain in authority if all civilisations of the world were represented in it.

Sir Ramaswami AGGAR (India) referred to the interesting Boy Scout movement as a means of inducing young persons to think internationally.

M. WALDES-MENDEVILLE (Chile) congratulated the Director of the Institute and recalled that his country had been one of the first to collaborate in the work of co-operation. Since the League of Nations possessed credits for work of special interest, it would be logical for funds to be at its disposal for devotion to the work of intellectual co-operation, which was of international interest. He hoped that other Governments would follow the example of Poland and Czechoslovakia.

Mlle. VACARESCO (Roumania) supported this hope and congratulated M. Luchaire on the fortunate results achieved owing to his activity.

M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) urged the usefulness of inserting in the report a recommendation to the effect that the resolution adopted by the Assembly on September 28th, 1922, should be carried out in order to procure books and scientific documents for the universities of countries which had lost them owing to the war.

M. CONTZESCO (Roumania) pointed out that the Council had already adopted certain provisions in conformity with this decision so far as Austria and Hungary were concerned.

M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) replied that Serbia, Roumania and Poland had suffered very greatly during the war and that it would be of great use, from the point of co-operation and propaganda, if certain States particularly rich in scholastic material would make gifts to less-favoured States.

M. MUNCH (Denmark), Rapporteur, said he would complete his report accordingly. He submitted the following draft resolutions:

“ The Assembly approves the Intellectual Co-operation Organisation as at present constituted—with the International Committee and its Sub-Committees, the National Committees, and the International Institute. It considers that this organisation now provides a mechanism capable of strengthening the intellectual relations between nations and improving the conditions of intellectual work in the world. It notes with satisfaction the assurance given by the Governing Board of the International Institute to the

national que cette institution est conduite de façon à assurer une parfaite égalité de traitement entre toutes les nations. Elle signale à tous les membres de l'Assemblée l'heureuse initiative de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, qui, suivant le geste généreux de la France, ont accordé à l'Institut international une subvention.

« D'autre part, l'Assemblée tient à souligner le caractère pratique et l'opportunité des projets de coopération intellectuelle, internationale, dont la Commission et l'Institut poursuivent en ce moment la réalisation. Elle signale en particulier l'intérêt des projets suivants: réunion d'un congrès des arts populaires, création de l'Office international des musées, union des bibliothèques de tous les pays pour faciliter les recherches du public, coordination par collaboration internationale de la bibliothèque analytique des diverses sciences.

« L'Assemblée, ayant examiné dans sa seconde Commission le rapport du Comité d'experts pour l'enseignement aux enfants et à la jeunesse des buts de la Société des Nations, demande instamment aux gouvernements des Etats membres de la Société de bien vouloir étudier ce rapport avec sympathie et de prendre les mesures nécessaires pour donner effet à la totalité ou à une partie des recommandations, dont ils jugeraient l'adoption possible dans leurs pays respectifs.

« L'Assemblée invite les Etats à prendre en considération et à faire étudier par les institutions compétentes la création éventuelle de bourses pour étudiants d'universités, leur permettant de séjourner à Genève avant et pendant les assemblées annuelles, pour y suivre de près les travaux de la Société des Nations. »

Ces projets de résolution sont adoptés.

Restauration financière de la Hongrie.

M. ROYALL TYLER (Commissaire général adjoint) résume son rapport; il insiste en particulier sur l'efficacité de certaines mesures. Le principe de la concentration des fonds de l'Etat à la Banque nationale peut être considéré comme l'une des clefs de voûte de la restauration financière de la Hongrie. La Banque a suivi une politique prudente; les deux exercices financiers 1924-25 et 1925-26 ont donné d'importantes plus-values et, une année après la mise en œuvre du plan, on a pu consacrer d'importantes sommes à des investissements productifs qui s'imposaient depuis longtemps, et alléger certaines charges fiscales excessives. Des traités de commerce comportant des réductions de tarifs ont été conclus et sont en voie de conclusion avec plusieurs Etats. Le chômage a diminué de 25% depuis deux ans et les perspectives de récoltes sont satisfaisantes. La loyale collaboration du gouvernement a constitué un important élément de succès.

Le PRÉSIDENT remercie M. Tyler et prie le rapporteur, M. Fulvio Suvich, de bien vouloir insérer dans son rapport certaines observations particulièrement importantes du Commissaire général adjoint.

La discussion est ajournée à la prochaine séance.

IV. HUITIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION

La cinquième Commission a tenu sa huitième séance hier lundi 20 septembre, à 15 heures, sous la présidence de M. MENS DORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Autriche).

Protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient: Rapport de la Sous-Commission.

M^{me} Edith LYTTTELTON (Empire Britannique) présente le rapport de la Sous-Commission constituée pendant la séance précédente et propose que l'on demande à l'Assemblée d'allouer au Dr Kennedy, pour son œuvre de l'année 1927, la somme de 20.000 francs.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

effect that that institution is so conducted as to ensure perfect equality of treatment between all nations. It draws the attention of all the members of the Assembly to the felicitous step taken by Poland and by Czechoslovakia, who, following France's generous action, have granted a subsidy to the International Institute.

« Further, the Assembly wishes to emphasise the practical character and the expediency of the plans for international intellectual co-operation which the Committee and the Institute are at the present moment proceeding to carry out. It lays particular stress on the importance of the following plans: the convening of a congress of popular art; creation of an international museums office; union of libraries of all countries in order to facilitate research by the public; analytical co-ordination, by means of international collaboration, of the bibliographies of the various sciences.

« The Assembly, having carefully considered in its Second Committee the report of the Committee of Experts on the Instruction of Children and Youth in the Aims and Objects of the League of Nations, urges the Governments of the States Members of the League to give this report their sympathetic consideration and to take the measures necessary to give effect to all or any of its recommendations which may be found suitable for adoption in their respective countries.

« The Assembly invites the various States to consider, and to ask the competent institutions to examine, the possibility of establishing scholarships for university students, whereby they would be enabled to visit Geneva both before and during the annual Assemblies in order to obtain first-hand knowledge of the work of the League of Nations. »

The draft resolutions were adopted.

Financial Reconstruction of Hungary.

Mr. ROYALL TYLER, Assistant Commissioner-General, summarised his report. He laid special stress on the effective nature of some of the provisions. The principle of the concentration of State reserves in the National Bank might be considered as one of the keystones of the financial reconstruction of Hungary. The Bank has followed a prudent policy. The two financial periods of 1924-25 and 1925-26 had given important surpluses, and a year after the undertaking of a plan of work it had been possible to set aside important sums for productive investments, the necessity for which had been long standing, and to alleviate certain excessive fiscal burdens. Commercial treaties, comprising reductions of tariff, had been or were being concluded with several States. Unemployment had fallen 25 per cent in two years, and the harvest proceeds were satisfactory. The loyal co-operation of the Government had been an important factor in the success which had been achieved.

The CHAIRMAN thanked Mr. Tyler and asked the Rapporteur, M. Fulvio Suvich, to insert in his report certain of the observations of the Assistant Commissioner-General which were of particular importance.

The remainder of the discussion was deferred to the next meeting.

IV. EIGHTH MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE

The Fifth Committee held its eighth meeting yesterday (Monday, September 20th), at 3 p.m. under the chairmanship of M. MENS DORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Austria).

Protection of Women and Children in the Near East: Report of the Sub-Committee.

Dame Edith LYTTTELTON (British Empire) presented the report of the Sub-Committee which had been constituted at the previous meeting and suggested that the Assembly be asked to allocate the sum of 20,000 francs to Dr. Kennedy for work in 1927.

The resolution was adopted unanimously.

M^{me} Edith LYTELTON est nommée rapporteur devant l'Assemblée.

Question des réfugiés russes et arméniens.

Le Dr BREITSCHIED (Allemagne), rapporteur, donne lecture de son rapport.

Le Dr NANSSEN (Haut Commissaire pour les réfugiés) fait appel à plusieurs gouvernements qui n'ont pas encore adopté, ou n'ont pas encore complètement appliqué le système des certificats pour qu'ils examinent de nouveau la question et fassent tous leurs efforts pour constituer le fonds de roulement afin de résoudre le problème du chômage chez les réfugiés.

Le comte GRAVINA (Italie) exprime la grande sympathie du Gouvernement italien envers le plan proposé. Il veut cependant faire une réserve en ce qui concerne l'emploi et la gestion du fonds de roulement.

M^{lle} FORCHHAMMER (Danemark) explique les réserves faites par le Danemark lors de son acceptation du système des certificats et de la quête faite pour le fonds de roulement.

M^{me} BUGGE-WICKSELL (Suède) affirme l'intention du Gouvernement suédois d'appliquer le système des certificats.

M^{lle} FORCHHAMMER et le Dr NANSSEN discutent la situation des Arméniens de Syrie et les dangers auxquels ils pourraient être exposés pendant l'année prochaine.

Le Dr BREITSCHIED (Allemagne) espère que le Gouvernement allemand fera bientôt connaître sa décision. Les gouvernements provinciaux discutent actuellement la question. Il recommandera volontiers le versement d'une certaine somme destinée à soutenir l'œuvre du Haut Commissaire pour l'année 1927.

M. VOIONMAA (Finlande) déclare que son gouvernement a été forcé de faire deux réserves étant donné l'extrême pauvreté des réfugiés en Finlande.

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie) déclare que les deux réserves faites par son gouvernement sont dues à ce que le système des passeports pour les réfugiés est déjà appliqué dans son pays.

Le PRÉSIDENT invite les délégations à faire les déclarations demandées à leurs gouvernements par la résolution du Conseil adoptée pendant sa quarantième session.

Le Dr NANSSEN attire l'attention sur le fait que la taxe de cinq francs sur les certificats a été proposée par les réfugiés eux-mêmes, et montre que le fonds de roulement allégera considérablement le fardeau financier qui pèse sur les Etats qui secourent actuellement les réfugiés.

Les délégués de l'Empire Britannique, de l'Esthonie, de la Grèce, de la France, de la Suisse et du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes présentent les vues de leur gouvernement sur l'impossibilité qu'il y aurait d'exécuter les arrangements relatifs aux certificats; ils font aussi quelques réserves.

M. PARRA-PÉREZ (Venezuela), Vice-Président, s'oppose à un alinéa du rapport qui semble prévoir l'établissement d'une organisation permanente pour les secours aux chômeurs. Il propose la suppression de l'alinéa en question.

M^{me} Edith LYTELTON et le Dr RIDDELL appuient la proposition du Vice-Président.

Le PRÉSIDENT suggère que le vote ait lieu à la prochaine séance.

Rapport à l'Assemblée sur la Protection de l'enfance.

Le Dr RIDDELL (Canada) donne lecture de son rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité, avec un amendement de M^{me} Edith Lytton.

Le comte GRAVINA (Italie) attire l'attention de la Commission sur une loi récemment votée en Italie pour la protection de la maternité, et le Président donne des ordres pour que le texte en soit mis en circulation.

Dame Edith LYTELTON was appointed Rapporteur to the Assembly.

Russian and Armenian Refugee Questions.

Dr. BREITSCHIED (Germany), Rapporteur, read his report.

Dr. NANSSEN, High Commissioner for Refugees, appealed to several Governments which had not yet adopted or had not yet applied the certificate system in full to reconsider the question and to make every effort to constitute the revolving fund in order to meet the problem of unemployment among refugees.

Count GRAVINA (Italy) expressed the great sympathy of the Italian Government towards the scheme proposed. Nevertheless he would like to make one reservation as to the use and control of the revolving fund.

M^{lle}. FORCHHAMMER (Denmark) explained the reservations made by Denmark in accepting the certificate system and in making a collection for the revolving fund.

M^{me} BUGGE-WICKSELL (Sweden) affirmed the intention of the Swedish Government to carry out the certificate system.

M^{me}. FORCHHAMMER and Dr. NANSSEN discussed the situation of the Armenians in Syria and the dangers to which they would be exposed in the coming year.

Dr. BREITSCHIED (Germany) hoped that the decision of the German Government would soon be available. The matter was at the moment being discussed by the Provincial Governments. He would gladly recommend the contribution of a certain sum towards the maintenance of the work of the High Commissioner in 1927.

M. VOIONMAA (Finland) reported that his Government was obliged to make two reservations owing to the extreme poverty of the refugees in Finland.

M. VEVERKA (Czechoslovakia) said that the two reservations made by his Government were necessitated by the fact that the passport system for refugees already existed in his country.

The CHAIRMAN invited delegations to make the declarations requested of Governments by the resolution of the Council adopted during its fortieth session.

Dr. NANSSEN drew attention to the fact that the levy of five francs on the certificates had been suggested by the refugees themselves, and showed that the revolving fund would considerably lighten the financial burden of the States now giving relief.

The delegates of the British Empire, Esthonia, Greece, France, Switzerland and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes presented the views of their Governments on the possibility of carrying out the arrangements concerning certificates; some reservations were also made.

M. PARRA-PÉREZ (Venezuela), Vice-Chairman, objected to a paragraph in the report which seemed to contemplate the establishment of a permanent organisation to relieve unemployment. He proposed the deletion of the paragraph in question.

Dame Edith LYTELTON and Dr. RIDDELL supported the proposal of the Vice-Chairman.

The CHAIRMAN intimated that the vote would be taken at the next meeting.

Child Welfare: Report to the Assembly.

Dr. RIDDELL (Canada) read his report.

The report, with one amendment proposed by Dame Edith Lytton, was adopted unanimously.

Count GRAVINA (Italy) brought to the notice of the Committee a recent law passed in Italy for the protection of maternity, and the CHAIRMAN directed that it should be circulated.

V. SIXIÈME COMMISSION: SIXIÈME SÉANCE
DE LA SOUS-COMMISSION (ESCLAVAGE).

La Sous-Commission dans sa séance tenue le lundi matin 20 septembre, sous la présidence de M. DE BROUCKÈRE (Belgique), a poursuivi l'examen de l'article 6 du projet de Convention et de ses amendements.

Ont pris part à la discussion le comte BONIN-LONGARE (Italie), le PRÉSIDENT, le vicomte CECIL (Empire Britannique), sir Joseph COOK (Australie), M. FREIRE d'ANDRADE (Portugal), M. GOHR (président de la Commission temporaire de l'esclavage), M. LOUWERS (Belgique), le comte VAN LYNDEN (Pays-Bas), le Dr NANSEN (Norvège), le Dr VON SCHUBERT (Allemagne), M. SMIT (Afrique du Sud), sir Hoare VINCENT (Inde).

La Sous-Commission a décidé, sur la demande de la délégation de la Perse, de permettre à cette dernière de prendre part à ses délibérations relatives à l'article 3 lorsque celui-ci viendra en discussion.

VI. SEPTIÈME SÉANCE
DE LA TROISIÈME COMMISSION

La troisième Commission s'est réunie hier, lundi 20 septembre, à 15 h, 30, sous la présidence de M. VILLEGAS (Chili).

Arbitrage, Sécurité.

Le rapport de M. MARKOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) est adopté sans discussion (document A/III/10).

Il est donné lecture de la résolution suivante, contenue dans le rapport:

« L'Assemblée,

« Ayant examiné les rapports du Conseil sur l'arbitrage, la sécurité et le règlement pacifique des différends internationaux,

« Constate que le vœu de la sixième session ordinaire de l'Assemblée proclamant que le besoin le plus pressant était d'établir la confiance mutuelle entre les nations a été suivi d'effet. Elle en voit une preuve évidente dans le nombre toujours croissant de conventions d'arbitrage et de traités de sécurité conçus dans l'esprit du Pacte de la Société des Nations et en harmonie avec les principes du Protocole de Genève (arbitrage, sécurité, désarmement). Elle souligne, en particulier, l'importance des Traités de Locarno dont l'entrée en vigueur a été rendue possible par l'admission de l'Allemagne dans la Société des Nations et dont le but principal est d'assurer la paix dans une des régions les plus sensibles de l'Europe;

« Voit dans ces derniers traités un progrès appréciable dans l'établissement de la confiance mutuelle entre les nations;

« Estime que les accords de ce genre ne doivent pas nécessairement être limités à une région restreinte, mais peuvent s'appliquer à diverses régions du monde;

« Affirme sa conviction que les idées générales qui se dégagent des clauses des Traités de Locarno, en tant qu'ils organisent la procédure de conciliation et d'arbitrage, et la sécurité par la garantie mutuelle des Etats contre toute agression non provoquée, sont susceptibles d'être admises parmi les règles fondamentales devant régir la politique étrangère de chaque nation civilisée;

« Exprime l'espoir que ces principes seront reconnus par les Etats membres de la Société des Nations, et qu'ils seront mis en pratique le plus tôt possible par tous les Etats ayant intérêt à contracter de tels traités;

« Invite le Conseil à recommander aux Etats membres de la Société des Nations la mise en pratique des principes ci-dessus énoncés, et à offrir éventuellement ses bons offices pour la conclusion d'accords appropriés de nature à établir la confiance et la sécurité, conditions indispensables pour

V. SIXTH COMMITTEE: SIXTH MEETING
OF THE SUB-COMMITTEE (SLAVERY).

The Sub-Committee, at its meeting held yesterday morning (Monday, September 20th) under the chairmanship of M. DE BROUCKÈRE (Belgium), continued the examination of Article 6 of the Draft Convention and the amendments regarding it.

The following delegates took part in the discussion: Count BONIN-LONGARE (Italy), the CHAIRMAN, Viscount CECIL (British Empire), Sir Joseph COOK (Australia), M. FREIRE d'ANDRADE (Portugal), M. GOHR (Chairman of the Temporary Slavery Commission), M. LOUWERS (Belgium), Count VAN LYNDEN (Netherlands), Dr. NANSEN (Norway), Dr. VON SCHUBERT (Germany), M. SMIT (South Africa), Sir Hoare VINCENT (India).

The Sub-Committee decided to permit the Persian delegation, on its request, to take part in the discussions regarding Article 3 when these came up for debate.

VI. SEVENTH MEETING OF THE THIRD COMMITTEE

The Third Committee met yesterday (Monday, September 20th) at 3.30 p.m. under the chairmanship of M. VILLEGAS (Chile).

Arbitration, Security.

The report of M. MARKOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes), Rapporteur, was adopted without discussion (Document A.III.10).

The following resolution contained in the report was read:

« The Assembly,

« Having examined the reports of the Council on Arbitration, Security and the Pacific Settlement of International Disputes:

« Records the fact that the resolution of the Sixth Ordinary Session of the Assembly to the effect that the most urgent need of the present time is the re-establishment of mutual confidence between nations has had definite results. It sees clear proof of this in the ever-increasing number of arbitration conventions and treaties of security conceived in the spirit of the Covenant of the League of Nations and in harmony with the principles of the Geneva Protocol (Arbitration, Security and Disarmament). It emphasises in particular the importance of the Treaties of Locarno, the coming into force of which has been rendered possible by the admission of Germany into the League of Nations and the principal object of which is to ensure peace in one of the most sensitive regions of Europe;

« Sees in the last-mentioned Treaties a definite step forward in the establishment of mutual confidence between nations;

« Considers that agreements of this kind need not necessarily be restricted to a limited area but may be applied to different parts of the world;

« Asserts its conviction that the general ideas embodied in the clauses of the Treaties of Locarno, whereby provision is made for conciliation and arbitration and for security by the mutual guaranteeing of States against any unprovoked aggression, may well be accepted amongst the fundamental rules which should govern the foreign policy of every civilised nation;

« Expresses the hope that these principles will be recognised by the States Members of the League of Nations and will be put into practice as soon as possible by all States in whose interest it is to contract such treaties;

« And requests the Council to recommend the States Members of the League of Nations to put into practice the above-mentioned principles and to offer, if necessary, its good offices for the conclusion of suitable agreements likely to establish confidence and security, the indispens-

maintenir la paix internationale et par là faciliter la réduction et la limitation des armements de tous les Etats.»

M. SCHUMANS (Lettonie) propose d'inclure aussi les Etats non membres dans l'avant-dernier paragraphe.

M. MARKOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) accepte la suggestion.

Lord ONSLOW (Empire Britannique) propose alors de remplacer les termes « les Etats membres de la Société des Nations » par « tous les Etats ».

La résolution est adoptée avec cet amendement.

M. MARKOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) est désigné comme rapporteur devant l'Assemblée. Il se mettra également en liaison avec la première Commission sur cette question.

Travaux préliminaires du désarmement.

Il est donné lecture du projet de résolution de la délégation française (document A. III/9 .I):

« L'Assemblée prend acte du rapport qui lui a été soumis par le Secrétariat et des renseignements si complets qui lui ont été fournis par le président de la Commission préparatoire sur les travaux de cette Commission et sur ceux de ses Sous-Commissions techniques A et B et de la Commission mixte;

« Elle se félicite, et félicite leurs auteurs des travaux accomplis;

« Soucieuse de voir aboutir dans les délais les plus rapides le programme des études dont elle a pris elle-même l'initiative par sa résolution du 25 septembre 1925, elle prie le Conseil d'inviter la Commission préparatoire à prendre ses dispositions pour hâter l'achèvement des travaux techniques, afin d'être en mesure d'arrêter, au début de l'année prochaine, le programme d'une Conférence de limitation et de réduction des armements, en rapport avec les conditions actuelles de la sécurité régionale et générale, et qui se réunirait avant la huitième session ordinaire de l'Assemblée.»

Lord ONSLOW (Empire Britannique) est tout à fait d'avis de hâter les travaux préliminaires et serait heureux de voir se réunir la conférence le plus tôt possible. Mais après les travaux préliminaires, il faudra pour le Conseil établir le programme que les gouvernements auront à étudier. Il peut y avoir des difficultés d'ordre matériel, dans la désignation des délégués, par exemple. Si la conférence ne pouvait pas se réunir pour des raisons de ce genre, l'opinion publique pourrait en tirer des conclusions fausses et être indûment désappointée.

L'article 8, paragraphe 2, du Pacte donne au Conseil la mission de procéder à la réduction des armements. Il devrait donc être laissé libre de sa décision.

M. MARKOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) rappelle qu'il avait fait une réserve sur cette résolution.

Il pense que la dernière ligne a pour objet de tenir compte de la sécurité réalisée dans une certaine partie de l'Europe et non pas de conclure qu'une sécurité générale est établie. Pour son pays, l'état de sécurité n'a pas changé depuis la dernière Assemblée. Avec cette interprétation, il accepte le projet de résolution.

M. NEGULESCO (Roumanie) déclare que les mots « sécurité régionale et générale » ajoutés à sa demande signifient qu'à la Conférence du désarmement il y aura des Etats liés entre eux par les Traités de Locarno et d'autres qui ne sont pas liés par de tels traités.

Il croit, avec lord Onslow, qu'on devrait ajouter les mots « si possible » à la fin de la résolution.

M. MOTTA (Suisse) demande si l'Assemblée veut prendre l'engagement moral de convoquer une conférence avant la

able conditions of the maintenance of international peace and, as a result, to facilitate the reduction and limitation of the armaments of all States."

M. SCHUMANS (Latvia) proposed also to include the States non-Members of the League in the penultimate paragraph.

M. MARKOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) agreed with this suggestion.

Lord ONSLOW (British Empire) proposed to replace the phrase "the States Members of the League of Nations" by the phrase "All States".

The resolution with this amendment was adopted.

M. MARKOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) was appointed Rapporteur to the Assembly. He will also keep in touch with the First Committee on this question.

Preliminary Work of Disarmament.

The following draft resolution proposed by the French delegation was read (A/III/9.I):

"The Assembly takes note of the report submitted to it by the Secretariat and the very full information furnished it by the Chairman of the Preparatory Commission on the work of that Commission, its technical Sub-Commissions A and B, and the Joint Commission;

"It expresses its complete satisfaction with the work performed and thanks those who have contributed to its success;

"Being desirous that the investigations in regard to which the Assembly itself took the initiative in its resolution of September 25th, 1925, should be brought to a successful conclusion as soon as possible, it requests the Council to call upon the Preparatory Commission to take steps to hasten the completion of the technical work and thus be able to draw up, at the beginning of next year, the programme for a Conference on the Limitation and Reduction of Armaments corresponding to existing conditions in regard to regional and general security. This conference should meet before the Eighth Ordinary Session of the Assembly."

Lord ONSLOW (British Empire) fully agreed that the preliminary work should be hastened, and would be glad if the Conference met as soon as possible. After the preliminary work, however, it would be necessary for the Council to draw up the programme which the Governments would have to study. Difficulties of a material kind might arise regarding, for example, the appointment of delegates. If the Conference could not meet for reasons of this kind, the general public might draw false conclusions and be unduly disappointed.

Article 8, paragraph 2, of the Covenant entrusted the Council with the duty of proceeding with the reduction of armaments. It must therefore be allowed to take its decision in freedom.

M. MARKOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) reminded the Committee that he had made a reservation concerning this resolution. He thought that the object of the last line was to take account of the security which had been achieved in a certain part of Europe and that it should not be concluded from this that general security had been reached. So far as his country was concerned, its state of security had not changed since the last Assembly. He would accept the draft resolution with this interpretation.

M. NEGULESCO (Roumania) said that the words "regional and general security" added at his request meant that States bound by the Locarno Treaties and others not bound by such treaties would both attend the Disarmament Conference.

He agreed with Lord Onslow in thinking that the words "if possible" should be added at the end of the resolution.

M. MOTTA (Switzerland) asked whether the Assembly was to assume the moral undertaking to convene a Conference

prochaine Assemblée. Il est certain qu'elle aura lieu, et c'est l'essentiel. La question de la date est secondaire. Or, il y a un doute général sur la possibilité de la fixer avant la prochaine Assemblée. Il n'est pas sage, dans l'intérêt de la Société des Nations, de se fixer des engagements aussi précis.

Lord ONSLOW (Empire Britannique) est également convaincu que l'essentiel est la certitude que la conférence se réunirait et accepte l'amendement proposé par M. Negulesco.

M. LATHAM (Australie) comprend que cette résolution exprime un vœu et non une décision de l'Assemblée. Sinon, il faudrait fixer une date. Il propose des amendements de forme et appuie la résolution très chaleureusement, dans ses termes généraux.

M. DE JOUVENEL (France) accepte les amendements de forme proposés. En ce qui concerne la date de la conférence, il lui semble indispensable de se fixer une date. Le Conseil n'établira pas le programme.

La Commission préparatoire devra le faire, puisqu'elle comprend les Etats-Unis qui ne sont pas Membres. Quand les travaux préliminaires seront terminés, et tout le monde admet qu'ils peuvent l'être au début de l'année, le Conseil n'aura qu'à convoquer la conférence. S'il tergiversait pendant huit mois, l'opinion publique serait sévère. Il y a une détente dans une partie de l'Europe dont il faut profiter, pour une conférence qui sera d'ailleurs limitée dans son objet. La délégation française se déclare prête, les Accords de Locarno étant ratifiés, à venir à la conférence.

Le général DE MARINIS (Italie) estime que le programme de la conférence ne sera pas établi au début de l'année prochaine, car il ne suffira pas d'une seule séance de la Commission préparatoire et il restera peu de temps entre l'établissement du programme et la session de l'Assemblée.

En outre, la dernière Assemblée avait laissé au Conseil la liberté de juger de l'opportunité de la convocation. Par la résolution proposée, l'Assemblée ôte cette latitude au Conseil et prend des engagements trop précis, qu'on n'est pas sûr de tenir.

M. JANSON (Belgique) fait observer que la Commission est unanime dans son désir de voir réunir la conférence le plus tôt possible. Dans ces conditions, l'amendement proposé n'est pas heureux, car il laisse croire que l'Assemblée n'a pas l'impression que ce soit faisable. Le texte français n'est pas impératif: il contient un élément de possibilité.

M. SATO (Japon) ne croit pas, pour des raisons matérielles, qu'il soit possible de réunir la conférence avant fin juin, et pense que cette époque ne sera pas très favorable. Toutefois, il se défend de vouloir retarder la conférence, car le Japon sera très enpressé à y venir.

M. LANGE (Norvège) est d'accord sur l'esprit de la résolution et sur les termes, et fait observer qu'il s'agit d'une Conférence de réduction des armements. Il ne s'agit que de commencer. Ce serait une illusion de croire qu'on peut d'un seul coup, passer de l'état actuel à un état de désarmement. Il fait remarquer, en outre, qu'en prévoyant un ajournement, on accepte du même coup la Conférence sur le contrôle de la fabrication privée.

M. MOTTA (Suisse) déclare qu'il se ralliera à l'opinion de la majorité, mais il croit que la Commission comprend bien en réalité que c'est la grande Conférence de réduction des armements qui est en jeu, bien qu'on n'envisage qu'un commencement. Il pense que le texte implique un engagement moral. L'opinion publique, qui ne fait pas de subtilité de langage, le comprendra ainsi. Des empêchements peuvent venir de faits matériels, il propose de dire: « qui se réunirait, sauf impossibilité matérielle ».

before the next Assembly. That Conference would certainly take place, and that was the essential point. The question of date was of secondary importance. General doubt had been expressed regarding the possibility of fixing the date before the next ordinary session of the Assembly. It would be unwise in the interests of the League of Nations to assume so definite an undertaking.

Lord ONSLOW (British Empire) was also convinced that the essential point was that it had been decided that the Conference would meet. He accepted the amendment proposed by M. Negulesco.

Mr. LATHAM (Australia) realised that this resolution expressed a recommendation and not a decision of the Assembly. If the case were otherwise, it would be necessary to fix a date. He proposed certain formal amendments and warmly supported the resolution in its general terms.

M. DE JOUVENEL (France) accepted the formal amendments proposed. He thought that it was indispensable to fix a date for the Conference. The Council would not draw up its programme. It was for the Preparatory Committee to do so, since that Committee comprised representatives of the United States, which was not a Member of the League. When the preliminary work had been finished—and everyone agreed that it could be brought to an end at the beginning of the year—the Council had only to convene the Conference. If the Council lost time for eight months, public opinion would be severe in its criticism. A reaction had set in in a part of Europe, and advantage should be taken of this fact to convene a Conference of which the object, it should be remembered, would be a limited one. The French delegation declared itself ready to come to the Conference now that (the Locarno Agreements had been ratified.

General DE MARINIS (Italy) thought the programme of the Conference would not be drawn up by the beginning of next year, for it could not be prepared in one meeting only of the Preparatory Committee, and there would be very little time between drawing up the programme and the session of the Assembly.

The last Assembly had left the Council free to decide when the moment was favourable for convening a Conference. In the resolution which had been proposed, the Assembly took away this latitude from the Council and assumed undertakings of too definite a kind which it could not be certain of keeping.

M. JANSON (Belgium) pointed out that the Committee unanimously desired to see the Conference convened as soon as possible. In those circumstances, the proposed amendment was not a happy one, for it made it appear that the Assembly was not under the impression that such a step was feasible. The French text was not entirely definite, for it left the way open for possible eventualities.

M. SATO (Japan) did not think that, for material reasons, it would be possible to convene the Conference before the end of June. That date would not be very favourable; nevertheless, he denied that he desired to delay the meeting of the Conference, for Japan would be very anxious to attend it.

M. LANGE (Norway) agreed with the spirit and terms of the resolution and pointed out that it was a Conference for the reduction of armaments. It was merely a question of making a beginning. It would be an illusion to think that everything could be done at once and that the world could pass from the present state of affairs into a state of disarmament. He would point out that to provide for an adjournment was equivalent to accepting at the same time a Conference on the control of private manufacture.

M. MOTTA (Switzerland) said that he would agree with the opinion of the majority. He thought, however, that the Committee readily understood that in actual fact it was the great Conference on the Reduction of Armaments which was at stake, although only a beginning was at the moment contemplated. He considered that the text implied a moral undertaking. Public opinion, which did not understand subtleties of wording, would understand the proposal in that sense. Since material considerations might create obstacles, he proposed that the text should read: "which shall meet unless material difficulties render this impossible".

M. DE JOUVENEL (France) déclare que pour la délégation française il n'y a plus d'impossibilité technique ni d'impossibilité politique. Il faut donc commencer, et d'abord donner le sentiment que l'heure des conclusions est arrivée. L'Assemblée de cette année a donné diverses preuves de cet esprit de réalisation. Il n'y a pas de pire politique que d'ajourner les difficultés. Toutefois, il admet qu'il peut y avoir des impossibilités matérielles. Il acceptera donc le texte suivant: «... qui se réunira, sauf impossibilité matérielle».

M. CABALLERO (Paraguay) donne également son adhésion. Son pays est virtuellement désarmé et aimerait voir les déclarations platoniques sur le désarmement se transformer en réalités.

M. LOUDON (Pays-Bas) propose, afin de ne pas empiéter sur les droits du Conseil, la formule suivante:

« Qu'elle demande au Conseil de réunir avant la huitième session ordinaire de l'Assemblée, sauf impossibilité matérielle. »

M. MOTTA (Suisse) et le général DE MARINIS (Italie) se rallient à cette formule en la considérant comme une atténuation de la formule primitive.

La résolution est finalement adoptée à l'unanimité dans le texte suivant:

« L'Assemblée prend acte du rapport qui lui a été soumis par le Secrétariat et des renseignements si complets fournis à la troisième Commission par le président de la Commission préparatoire sur les travaux de cette Commission et sur ceux de ses Sous-Commissions techniques A et B et de la Commission mixte;

« Elle exprime son entière satisfaction des travaux accomplis et en remercie les auteurs;

« Soucieuse de voir aboutir dans les détails les plus rapides le programme des études dont elle a pris elle-même l'initiative par sa résolution du 25 septembre 1925, elle prie le Conseil d'inviter la Commission préparatoire à prendre ses dispositions pour hâter l'achèvement des travaux techniques; afin d'être en mesure d'arrêter, au début de l'année prochaine, le programme d'une Conférence de limitation et de réduction des armements, en rapport avec les conditions actuelles de la sécurité régionale et générale, qu'elle demande au Conseil de réunir avant la huitième session ordinaire de l'Assemblée, sauf impossibilité matérielle. »

Sur la proposition du général DE MARINIS (Italie), M. PAUL-BONCOUR (France) est désigné comme rapporteur à l'Assemblée.

Le PRÉSIDENT propose de charger un Comité de rédaction comprenant:

Comte BERNSTORFF (Allemagne);
M. LOUDON (Pays-Bas);
Général DE MARINIS (Italie);
Lord ONSLOW (Empire Britannique);
M. SATO (Japon),

d'approuver le rapport qui sera préparé par M. Paul-Boncour.

Cette proposition est adoptée.

La session de la troisième Commission est déclarée close.

VII. SIXIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION

La quatrième Commission a tenu sa sixième séance hier mardi 20 septembre, à 15 h. 15, sous la présidence de M. Nicolas TITULESCO (Roumanie).

M. DE JOUVENEL (France) said that, in the view of the French delegation, there was no technical or political impossibility in the way of the Conference. A beginning should therefore be made and the impression created that the day on which conclusions would be reached had arrived. The Assembly of this year had given various proofs of its desire to achieve something concrete. No worse policy could be imagined than to postpone the attack on difficulties. Nevertheless, he agreed that material considerations might make the meeting of the Conference impossible. He would therefore accept the following text: "... which shall meet unless material difficulties render this impossible".

M. CABALLERO (Paraguay) also agreed. His country was virtually disarmed and would like to see reality take the place of platonic declarations concerning disarmament.

M. LOUDON (Netherlands) proposed the following formula in order not to infringe the rights of the Council: "... and it asks the Council to convene this Conference before the Eighth Ordinary Session of the Assembly unless material difficulties render this impossible".

M. MOTTA (Switzerland) and General DE MARINIS (Italy) agreed to this proposal, since they considered it to be somewhat less definite than the original.

The resolution was finally unanimously adopted in the following form:

"The Assembly takes note of the report submitted to it by the Secretariat and the very full information furnished to the Third Committee by the Chairman of the Preparatory Commission on the work of that Commission, its technical Sub-Commissions A and B, and the Joint Commission.

"It expresses its complete satisfaction with the work performed and thanks those who have contributed to it.

"Being desirous that the investigations in regard to which the Assembly itself took the initiative in its resolution of September 25th, 1925, should be brought to a successful conclusion as soon as possible, it requests the Council to call upon the Preparatory Commission to take steps to hasten the completion of the technical work and thus be able to draw up, at the beginning of next year, the programme for a Conference on the Limitation and Reduction of Armaments corresponding to existing conditions in regard to regional and general security, and it asks the Council to convene this Conference before the Eighth Ordinary Session of the Assembly unless material difficulties render this impossible."

On the proposal of General DE MARINIS (Italy), M. PAUL-BONCOUR was appointed Rapporteur to the Assembly.

The CHAIRMAN proposed that a Drafting Committee should be set up composed of:

Count BERNSTORFF (Germany),
M. LOUDON (Netherlands),
General DE MARINIS (Italy),
Lord ONSLOW (British Empire),
M. SATO (Japan),

to approve the report which would be prepared by M. Paul-Boncour.

This proposal was adopted.

The session of the Third Committee was declared to be at an end.

VII. SIXTH MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE

The Fourth Committee held its sixth meeting yesterday (Monday, September 20th) at 3.15 p.m. under the chairmanship of M. Nicolas TITULESCO (Roumania).

EXAMEN DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL.

Discussion générale.

M. Albert THOMAS (Directeur du Bureau international du Travail) ayant présenté les prévisions budgétaires et fourni des explications à leur sujet, une discussion s'engage sur la procédure existante en ce qui concerne la détermination et l'application de la politique financière des organisations de la Société en général et, en particulier, du Bureau international du Travail.

Détail des prévisions budgétaires.

La Commission adopte sans modification le chapitre I (tous les articles) et le chapitre II, article 3.

VIII. TÉLÉGRAMME DU PRÉSIDENT DU SÉNAT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE

M. NINTCHITCH, Président de la septième Assemblée, a reçu le télégramme suivant:

Bogota, le 18 septembre 1926.

J'ai l'honneur de vous aviser que le Sénat a adopté aujourd'hui, à l'unanimité des voix, la motion suivante:

« Le Sénat de la République a appris avec satisfaction que la Colombie a été élue Membre du Conseil de la Société des Nations à une grande majorité des voix des nations représentées à l'Assemblée générale de la Société réunie actuellement à Genève. »

Ignacion MORENO, Président du Sénat de la République de Colombie.

IX. CORRECTION A LA LISTE DES MEMBRES DES DÉLÉGATIONS

Le Dr Bethencourt RODRIGUES, ministre des Affaires étrangères de Portugal, ayant quitté Genève, le Dr Augusto DE VASCONCELLOS, ministre plénipotentiaire, ancien président du Conseil, prendra la présidence de la délégation portugaise.

X. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LE 20 SEPTEMBRE 1926

Compte rendu définitif: huitième séance.

Compte rendu définitif: neuvième séance.

A. 33. Rapport relatif à la réforme du calendrier, présenté à la Commission consultative et technique des communications et du transit de la Société des Nations par le Comité spécial d'étude de la Réforme du Calendrier.

A. 44. Addendum: Réfugiés arméniens et russes.

A. 38. Mandats: Frontière entre le Sud-Ouest africain et l'Angola.

A. 72. Amendement à l'article 6 du Statut de la Caisse de prévoyance du personnel: Mémoire du Secrétaire général.

EXAMINATION OF THE BUDGET ESTIMATES OF THE INTERNATIONAL LABOUR OFFICE.

General Discussion.

M. Albert THOMAS (Director of the International Labour Office) having introduced and explained the budget estimates, there ensued a discussion of the existing procedure in the determination and execution of the financial policy of the League organisations in general and, in particular, of the International Labour Office.

Detailed Estimates.

The Committee adopted Chapter I (all items) and Chapter II, Item 3, without change.

VIII. TELEGRAM FROM THE PRESIDENT OF THE SENATE OF THE REPUBLIC OF COLOMBIA

M. NINTCHITCH, President of the Seventh Assembly, has received the following telegram:

Bogota, September 18th, 1926.

I have the honour to inform you that the Senate unanimously adopted to-day the following resolution:

" The Senate of the Republic has learnt with satisfaction that Colombia has been elected a Member of the Council of the League of Nations by a large majority of the votes of the nations represented at the General Assembly of the League now meeting in Geneva."

Ignacion MORENO, President of the Senate of the Republic of Colombia.

IX. CORRECTION TO THE LIST OF MEMBERS OF DELEGATIONS

Dr. Bethencourt RODRIGUES, Minister for Foreign Affairs of Portugal, having left Geneva, Dr. Augusto DE VASCONCELLOS, Minister Plenipotentiary, former President of the Council, is now the head of the Portuguese delegation.

X. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 20TH, 1926

Definitive Verbatim Record: Eighth Meeting.

Definitive Verbatim Record: Ninth Meeting.

A. 33. Report on the Reform of the Calendar, submitted to the Advisory and Technical Committee of the League of Nations by the Special Committee of Enquiry on the Reform of the Calendar.

A. 44. Addendum: Armenian and Russian Refugees.

A. 38. Mandates: Frontier between South-West Africa and Angola.

A. 72. Amendment to Article 6 of the Regulations of the Staff Provident Fund: Memorandum by the Secretary-General.

Service des documents de l'Assemblée

JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE.

Afin de mettre entre les mains des délégués, des journalistes et des visiteurs à l'Assemblée le programme quotidien et le résumé des séances, le *Journal de l'Assemblée* paraîtra tous les matins.

Le prix d'abonnement à la série du Journal publiée durant l'Assemblée est de Fr. 6.— (pour l'étranger: Fr. 9.—, port compris). Les exemplaires seront portés à domicile, pour autant que cela est possible; tous les autres seront expédiés par la poste.

COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLÉE.

Le *Compte rendu* donne le texte officiel des débats des séances plénières de l'Assemblée, les débats des Commissions étant résumés dans le *Journal de l'Assemblée*. Le compte rendu complet des séances plénières et des Commissions sera publié dans les *Actes de l'Assemblée*, édition définitive paraissant quelques mois après la clôture de l'Assemblée.

Prix de souscription au *Compte rendu*: Fr. 6.— (pour l'étranger: Fr. 9.—, port compris).

RAPPORT A LA SEPTIÈME ASSEMBLÉE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS SUR L'ŒUVRE DU CONSEIL, SUR LE TRAVAIL DU SECRETARIAT ET SUR LES MESURES PRISES POUR EXÉCUTER LES DÉCISIONS DE L'ASSEMBLÉE.

Ce rapport résume l'œuvre du Conseil, les travaux des Conférences et des Commissions de la Société des Nations, ainsi que du Secrétariat depuis la sixième session de l'Assemblée jusqu'au 15 mai 1926. Comme ce rapport est discuté dans tous ses points par l'Assemblée, il est indispensable à ceux qui désirent suivre les séances en détail.

Prix: Fr. 4.—; *Rapport supplémentaire* pour la période 15 mai-31 août 1926: Fr. 2.—.

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE.

Prix: Fr. 0.50.

NOTE. — L'édition définitive des **ACTES DE LA SEPTIÈME ASSEMBLÉE** paraîtra au commencement de 1927. Les commandes sont reçues dès maintenant au Secrétariat de la Société des Nations: Service de vente des publications.

Les publications sont en vente aux adresses suivantes:

Au **SECRETARIAT DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS**: Service de vente des publications (Villa Beauregard, annexe du bâtiment du Secrétariat), pendant les heures de bureau ordinaires;

A la **SALLE DE L'ASSEMBLÉE** (Salle de la Réformation, hall d'entrée), pendant les séances de l'Assemblée;

A la **LIBRAIRIE PAYOT & C^{IE}**, Place du Molard, Genève.

Service of Assembly Documents

JOURNAL OF THE ASSEMBLY.

In order to provide delegates, journalists and visitors to the Assembly with a regular daily programme and résumé of the meetings, the *Journal of the Assembly* is issued each morning. Copies will be delivered to subscribers at their private addresses where possible, or sent by post.

The subscription to the series during the Seventh Assembly is 6 francs (9 francs abroad, including postage).

VERBATIM RECORD OF THE ASSEMBLY.

The *Verbatim Record* gives the official text of the proceedings of the Plenary Meetings of the Assembly. The proceedings of the Committees are summarised in the *Journal of the Assembly*, the complete verbatim record being published in the definitive *Records of the Assembly* some months after the close of the Assembly.

Subscription to the *Verbatim Record*: 6 francs (9 francs abroad, including postage).

REPORT TO THE SEVENTH ASSEMBLY OF THE LEAGUE ON THE WORK OF THE COUNCIL, ON THE WORK OF THE SECRETARIAT AND ON THE MEASURES TAKEN TO EXECUTE THE DECISIONS OF THE ASSEMBLY.

This report summarises the work of the Council, of the Conferences and Committees of the League of Nations, and of the Secretariat from the date of the meeting of the Sixth Session of the Assembly until about May 15th, 1926. As the report is discussed at length by the Assembly, it is essential to those wishing to follow the meetings in detail.

Price: 4 francs; *Supplementary Report*, covering the period May 15th-August 31st, 1926: 2 francs.

AGENDA OF THE ASSEMBLY.

Price: 50 centimes.

NOTE. — The definitive **RECORDS OF THE SEVENTH ASSEMBLY** will be issued at the beginning of 1927. Orders for them may be left at the Secretariat Sales Department.

The publications are on sale in Geneva at the following addresses:

SECRETARIAT SALES DEPARTMENT (Villa Beauregard, annex to the Secretariat Building) during the ordinary office hours.

ASSEMBLY HALL (Salle de la Réformation, Public Entrance), during the Assembly meetings.

LIBRAIRIE PAYOT et C^{IE}, Place du Molard, Geneva.

LISTE DES DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

- ALLEMAGNE**
Theod. Thomas Komm. Gesch., Talstrasse 13, LEIPZIG.
- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.
- AUSTRALIE**
Nouvelle-Galles du Sud: Angus & Robertson Ltd., 89-95, Castlereagh Street, SYDNEY.
Victoria: Robertson & Mullens Ltd., 107-113, Elizabeth Street, MELBOURNE.
- BELGIQUE**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRESIL**
Livreria F. Briguiet & Cia, 23, rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIE**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd « Tsar Osvo-boditel » No. 4a, SOFIA.
- CANADA**
League of Nations Society in Canada, 279, Wellington Street, OTTAWA.
- CHILI**
Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO-DE-CHILI.
- COLOMBIE**
Libreria Colombiana, P. O. Box 199, BOGOTÁ.
- COSTA-RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia, LA HAVANE.
- DANEMARK**
V. Pios Boghandel, Povel Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.
- ÉQUATEUR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE**
Centro Editorial « Minerva », Tudescos, 39-41, MADRID, E. 12.
- ÉTATS-UNIS**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, Mass.
- FINLANDE**
Akademiska Bokhandeln, 7, Åkxandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).
- GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE DU NORD et COLONIES DE LA COURONNE**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W.C. 2.
- GRÈCE**
Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Constitution, ATHÈNES.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantes, 10a, Calle Oriente No. 5, GUATEMALA.
- HAÏTI**
Librairie-papeterie, Mme D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.
- HAWAÏ**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- HONGRIE**
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 S., BUDAPEST IV, Ker.
- INDES NÉERLANDAISES**
Algemeene Boekhandel, G. Kolff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.
- ITALIE**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco-Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPON**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- LETTONIE**
Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.
- LUXEMBOURG (G. D.)**
Librairie J. Heintzé, M. Hagen, successeur, Place Guillaume 8, LUXEMBOURG.
- MEXIQUE**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- NORVEGE**
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, OSLO.
- NOUVELLE-ZÉLANDE**
Walter Nash, Fletcher's Buildings, 4, Willis Street, WELLINGTON.
- PANAMA**
Libreria I. Preciado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PAYS-BAS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PÉROU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE**
Gebethner & Wolff, ulica Slonkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- PORTUGAL**
J. Rodrigues & Ca, rua Aurea, 186-188, LISBONNE.
- ROUMANIE**
« Cartea Românească », 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- SARRE (Bassin de la)**
Librairie Parisienne, Maison Marguet, M. Golbert, successeur, 4, Friedrich Wilhelmstrasse, SARRREBRUCK.
- SERBES, CROATES ET SLOVÈNES (Royaumes des)**
Librairie « Vreme », BELGRADE.
- SUÈDE**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTEUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHÉCOSLOVAQUIE**
Librairie F. Topic, 11, Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser :

Service de vente des Publications de la Société des Nations,
GENÈVE (Suisse)
(Catalogue complet envoyé sur demande.)

AUTHORISED AGENTS FOR THE PUBLICATIONS OF THE LEAGUE OF NATIONS

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIA**
New South Wales: Angus & Robertson, Ltd., 89-95, Castlereagh Street, SYDNEY.
Victoria: Robertson & Mullens, Ltd., 107-113, Elizabeth Street, MELBOURNE.
- BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUSSELS.
- BOLIVIA**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRAZIL**
Livreria F. Briguiet & Cia, 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIA**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd « Tsar Osvo-boditel » No. 4a, SOFIA.
- CANADA**
League of Nations Society in Canada, 279, Wellington Street, OTTAWA.
- CHILE**
Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO DE CHILE.
- COLOMBIA**
Libreria Colombiana, P. O. Box 199, BOGOTA.
- COSTA RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.
- CZECHOSLOVAKIA**
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- DENMARK**
V. Pios Boghandel, Povel Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.
- DUTCH EAST INDIES**
Algemeene Boekhandel G. Kolff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.
- ECUADOR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- FINLAND**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).
- GERMANY**
Theod. Thomas Komm. Gesch., Talstrasse 13, LEIPZIG.
- GREAT BRITAIN, NORTHERN IRELAND and CROWN COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.
- GREECE**
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitution, ATHENS.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantes, 10a, Calle Oriente, No. 5, GUATEMALA.
- HAÏTI**
Librairie-Papeterie Mme D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HUNGARY**
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Bros.), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST IV, Ker.
- ITALY**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco-Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPAN**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- LATVIA**
Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.
- LUXEMBURG (G.-D.)**
Librairie J. Heintzé, M. Hagen, successeur, Place Guillaume 8, LUXEMBURG.
- MEXICO**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NETHERLANDS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE HAGUE.
- NEW ZEALAND**
Walter Nash, Fletcher's Buildings, 4, Willis Street, WELLINGTON.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORWAY**
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, OSLO.
- PANAMA**
Libreria I. Preciado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PERU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLAND**
Gebethner & Wolff, ulica Slonkiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.
- PORTUGAL**
J. Rodrigues & Ca., Rua Aurea 186-188, LISBON.
- ROUMANIA**
« Cartea Românească », 3-5, Boul. Academiei, BUCHAREST.
- SAAR BASIN**
Librairie Parisienne, Maison Marguet, M. Golbert, successeur, 4, Friedrich Wilhelmstrasse, SAARBRUCK.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- SERBS, CROATS AND SLOVENES (Kingdom of the)**
Librairie « Vreme », BELGRADE.
- SPAIN**
Centro Editorial « Minerva », Tudescos, 39-41, MADRID, E. 12.
- SWEDEN**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SWITZERLAND**
Librairie Payot & Cie, GENEVA, LAUSANNE, VEVEY, MONTEUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- UNITED STATES**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, Mass.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries, apply:

Publication Sales Department of the League of Nations,
GENEVA (Switzerland).
(Complete catalogue sent on application.)

JOURNAL

DE LA
SEPTIÈME SESSION
ORDINAIRE
DE L'
ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1926

OF THE
SEVENTH ORDINARY
SESSION
OF THE
ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1926

N° 15. — MERCREDI 22 SEPTEMBRE 1926.

No. 15. — WEDNESDAY, SEPTEMBER 22ND, 1926.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressées à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beau-Regard.

Note: *Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.*

MAINTIEN DE L'ORDRE DANS LA SALLE D'ASSEMBLÉE

DÉCISION DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE.

1. *Le rez-de-chaussée de la salle, à l'exception des sièges réservés au fond, sera affecté exclusivement aux délégués, délégués suppléants, experts, conseillers, secrétaires et membres du Secrétariat. Le public ou les membres des familles des personnes susmentionnées ne seront pas autorisés à y pénétrer.*

2. *Conformément à la pratique suivie dans les parlements nationaux, aucun applaudissement ne sera toléré dans les galeries réservées à la presse et au public.*

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	184
II. Treizième séance plénière de l'Assemblée	184
III. Septième séance de la première Commission	193
IV. Neuvième séance de la deuxième Commission	195
V. Septième séance de la quatrième Commission	199
VI. Quatrième séance de la sixième Commission	199
VII. Signatures et ratifications des accords internationaux	204
VIII. Documents distribués aux membres de l'Assemblée	204

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL.

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beau-Regard.

Note: *The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.*

MAINTENANCE OF ORDER IN THE ASSEMBLY HALL.

DECISION OF THE GENERAL COMMITTEE OF THE ASSEMBLY.

1. *The ground floor of the Assembly Hall, except the reserved seats at the back, is intended exclusively for delegates, substitute delegates, experts, advisers, secretaries and members of the Secretariat. The public or members of the families of the persons mentioned above will not be admitted to this part of the hall.*

2. *In conformity with the practice followed in national parliaments, no applause will be allowed in the galleries reserved for the Press and for the public.*

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	184
II. Thirteenth Plenary Meeting of the Assembly	184
III. Seventh Meeting of the First Committee	193
IV. Ninth Meeting of the Second Committee	195
V. Seventh Meeting of the Fourth Committee	199
VI. Fourth Meeting of the Sixth Committee	199
VII. Signatures and Ratifications of International Engagements	204
VIII. List of Documents distributed to Members of the Assembly	204

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Première Commission: Deuxième Sous-Commission.

La deuxième Sous-Commission de la première Commission se réunira aujourd'hui mercredi 22 septembre, à 10 h., au Secrétariat (Salle E).

La Sous-Commission est composée des membres suivants:

M. l'ambassadeur ADATCI (Japon);
M. le professeur BARTHÉLEMY (France);
Sir Cecil HURST (Empire Britannique);
M. ROLIN (Belgique).

Première Commission.

La première Commission se réunira deux fois aujourd'hui mercredi 22 septembre, à 11 heures et à 15 heures, au Secrétariat (Salle E).

Deuxième Commission.

La deuxième Commission se réunira aujourd'hui mercredi 22 septembre, à 15 heures, au Secrétariat (Salle C).

Quatrième Commission.

La quatrième Commission se réunira aujourd'hui mercredi 22 septembre, à 10 h. 15, au Secrétariat (Salle B).

Cinquième Commission.

La cinquième Commission se réunira aujourd'hui mercredi 22 septembre, à 10 heures, au Secrétariat (Salle C).

Sixième Commission: Sous-Commission (Esclavage).

La Sous-Commission (Esclavage) de la sixième Commission se réunira aujourd'hui mercredi 22 septembre, à 15 heures, au Secrétariat (Salle F).

II. TREIZIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue à la Salle de la Réformation le mardi 21 septembre 1926, à 10 h. 30.

Rapport de la Commission de l'ordre du jour sur le projet de résolution sur l'alcoolisme.

Le PRÉSIDENT soumet à l'Assemblée le rapport suivant de la Commission de l'ordre du jour:

« La Commission de l'ordre du jour s'est réunie le 15 septembre 1926, à la Salle de la Réformation, sous la présidence de M. URRUTIA. Elle a soumis à un examen préalable le projet de résolution sur la question de l'alcoolisme, présenté par M. SETÄLÄ, premier délégué de la Finlande, M. ZALESKI, premier délégué de la Pologne, et M. LÖFGREN, premier délégué de la Suède, le 14 septembre 1926 et qui lui avait été renvoyé à la suite d'une décision de l'Assemblée, à sa session ordinaire du 16 septembre 1926.

« La Commission, ayant examiné ce projet, a constaté la grande importance de la question, entièrement nouvelle pour l'Assemblée. Elle a dû reconnaître que cette grave question, ainsi posée, ne paraît pas, à un premier examen, être suffisamment définie. Pour ces motifs et eu égard à la date récente à laquelle cette proposition a été déposée, la Commission estime qu'il serait préférable d'inscrire cette question à l'ordre du jour de la prochaine session ordinaire de l'Assemblée.

« Il fut pourtant décidé à l'unanimité de proposer à l'Assemblée l'inscription à l'ordre du jour de sa prochaine

I. PROGRAMME OF MEETINGS

First Committee: Second Sub-Committee.

The Second Sub-Committee of the First Committee will meet to-day (Wednesday, September 22nd) at 10 a.m. in the Secretariat (Room E).

The Sub-Committee will be composed of the following members:

M. ADATCI (Japan);
Professor BARTHÉLEMY (France);
Sir Cecil HURST (British Empire);
M. ROLIN (Belgium).

First Committee.

The First Committee will meet twice to-day (Wednesday, September 22nd): at 11 a.m. and at 3 p.m. in the Secretariat (Room E).

Second Committee.

The Second Committee will meet to-day (Wednesday, September 22nd) at 3 p.m. in the Secretariat (Room C).

Fourth Committee.

The Fourth Committee will meet to-day (Wednesday, September 22nd) at 10.15 a.m. in the Secretariat (Room B).

Fifth Committee.

The Fifth Committee will meet to-day (Wednesday, September 22nd) at 10 a.m. in the Secretariat (Room C).

Sixth Committee: Sub-Committee (Slavery).

The Sub-Committee (Slavery) of the Sixth Committee will meet to-day (Wednesday, September 22nd) at 3 p.m. in the Secretariat (Room F).

II. THIRTEENTH PLENARY MEETING

held at the Salle de la Réformation on Tuesday, September 21st, 1926, at 10.30 a.m.

Report of the Agenda Committee on the Draft Resolution on Alcoholism.

The PRESIDENT submitted the following report of the Agenda Committee:

« The Agenda Committee met on September 15th at the Salle de la Réformation under the chairmanship of M. URRUTIA. It undertook a preliminary examination of the draft resolution on alcoholism submitted by M. SETÄLÄ, first delegate of Finland, M. ZALESKI, first delegate of Poland, and M. LÖFGREN, first delegate of Sweden, and which had been forwarded to it by the decision of the Assembly on September 16th, 1926.

« The Committee, having examined this resolution, noted the great importance of the question, which was an entirely new one as far as the Assembly was concerned. It felt bound to recognise that this grave question as raised in this manner did not, as a result of a preliminary examination, appear to be sufficiently defined. For these reasons, and owing to the recent date at which this proposal has been made, the Committee thinks that it would be preferable to place this question on the agenda of the next Assembly.

« It was nevertheless decided unanimously to propose that the Assembly should place this draft resolution on

session de ce projet de résolution, si cela convient aux auteurs de ladite proposition. En tout cas, la Commission ne peut que constater qu'il ne lui paraît pas possible que le projet de résolution soit étudié au cours de la présente session ordinaire de l'Assemblée.»

Le rapport de la Commission de l'ordre du jour est adopté.

Election des Membres non permanents du Conseil: Rapport de la Commission de l'ordre du jour.

Le PRÉSIDENT soumet le rapport suivant:

« La Commission de l'ordre du jour s'est réunie le 18 septembre 1926, sous la présidence de M. URRUTIA; elle a soumis à un examen le projet de résolution adopté par M. HAMBRO, délégué de la Norvège, sur la question de la nomination par le Conseil d'une commission chargée d'examiner certaines questions relatives à l'élection des Membres non permanents du Conseil.

« A la suite de cette étude préliminaire, il fut décidé à l'unanimité de proposer à l'Assemblée le renvoi à la première Commission du projet de résolution suivant:

« L'Assemblée demande au Conseil de nommer une commission qui sera chargée:

« 1^o D'examiner le système du vote unique transférable et le principe de la représentation proportionnelle en général, en ce qui concerne le problème de l'élection des Membres permanents du Conseil, et

« 2^o De présenter en temps voulu pour que l'Assemblée, à sa prochaine session ordinaire, puisse en être saisie, un rapport sur la méthode d'élection des Membres non permanents ».

Le rapport de la Commission de l'ordre du jour est adopté.

Rapport du Conseil sur l'établissement des réfugiés arméniens.

L'Assemblée décide d'ajouter à son ordre du jour la question des réfugiés arméniens que le Conseil avait, le 16 septembre 1926, décidé de lui renvoyer. Elle décide de renvoyer la question à la cinquième Commission.

Rapport sur l'œuvre de la Commission pour l'établissement des réfugiés grecs.

M. Desmond Fitzgerald (Etat libre d'Irlande), président de la deuxième Commission, et M. van Cauwelaert, rapporteur, montent à la tribune.

M. VAN CAUWELAERT (Belgique) donne lecture de son rapport et soumet à l'Assemblée la résolution suivante:

« L'Assemblée,

« 1. A appris avec satisfaction que l'œuvre d'établissement, poursuivie grâce à la collaboration entre les autorités helléniques et l'Office autonome, institué sous les auspices de la Société, a fait des progrès continus et satisfaisants au cours de l'année passée, dans la limite des fonds disponibles, qui sont actuellement presque épuisés.

« 2. Constate que cette œuvre d'établissement est en voie d'atteindre les résultats qu'on en attendait; plus de la moitié des 1.400.000 réfugiés, dénués de ressources, qui avaient pénétré en Grèce, ont reçu une assistance efficace pour leur établissement et sont devenus des citoyens utiles.

En dehors de sa signification humanitaire, ce plan d'établissement donne des résultats heureux en renforçant la vie économique du pays et en favorisant la stabilité sociale.

« 3. Exprime l'espoir que les conditions requises seront réalisées pour assurer, en temps voulu, les sommes nécessaires pour l'achèvement d'une œuvre, dont les résultats ont amplement justifié pour des raisons économiques, sociales et humanitaires le patronage que la Société a bien voulu lui accorder. »

M. CACLAMANOS (Grèce) insiste en faveur de l'adoption de la résolution proposée par la deuxième Commission; il veut pré-

the agenda of its next ordinary session if the authors agreed. In any case, the Committee can only note that it does not appear to it to be possible for the draft resolution to be examined during the course of the present session of the Assembly."

The report of the Agenda Committee was adopted.

Election of the Non-Permanent Members of the Council: Report of the Agenda Committee.

The PRESIDENT submitted the following report:

" The Agenda Committee met on September 18th under the chairmanship of M. URRUTIA. It undertook a preliminary examination of the draft resolution of M. HAMBRO (Norway) on the subject of the appointment by the Council of the Committee instructed to examine certain questions connected with the election of non-permanent Members of the Council.

" As a result of this preliminary investigation, it was unanimously decided to propose that the Assembly should forward to the First Committee the following draft resolution:

" ' The Assembly requests the Council to appoint a Committee:

" (1) To study the question of the single transferable vote and the principle of proportional representation in general, as regards the problem of the election of the non-permanent Members of the Council;

" (2) To report on the method of election of the non-permanent Members in sufficient time to lay the question before the next ordinary session of the Assembly."

The report of the Agenda Committee was adopted.

Report by the Council on the Settlement of Armenian Refugees.

The Assembly decided to add to its agenda the question of the establishment of Armenian refugees, which the Council, on September 16th, 1926, had decided to refer to it, and send the question to the Fifth Committee.

Report on the Work of the Greek Refugee Settlement Commission.

Mr. Desmond Fitzgerald (Irish Free State), Chairman of the Second Committee, and M. van Cauwelaert, Rapporteur, came to the platform.

M. VAN CAUWELAERT (Belgium) read his report and submitted the following resolution:

" The Assembly:

" (1) Has learnt with satisfaction that the work of settlement effected in collaboration between the Greek authorities and the Settlement Commission set up under the auspices of the League has made continuous and satisfactory progress during the past year within the limits of the available funds, which are now nearly exhausted;

" (2) Observes that this piece of work is attaining the results expected of it: more than half of the 1,400,000 destitute refugees who have entered Greece have been assisted to establish themselves and have become productive citizens. Apart from the humanitarian significance of the scheme, it is having permanent beneficial results in strengthening the economic life of the country and in promoting social stability;

" (3) Expresses the hope that conditions may be such that the money required may become available in due course for the completion of this work, which has progressed successfully under the League's auspices and the results of which have amply justified the association of the League with it."

M. CACLAMANOS (Greece) urged the adoption of the resolution proposed by the Second Committee. He would warmly

sender ses remerciements chaleureux au rapporteur, dont le rapport contient un lumineux compte rendu de l'œuvre accomplie en Grèce, pour l'établissement de 1.500.000 réfugiés sous les auspices et avec l'appui de la Société des Nations, à laquelle il désire exprimer la gratitude de son pays.

A propos du passage du rapport dans lequel il est dit :

« ...qu'on n'a édicté aucune restriction en ce qui concerne les districts où les réfugiés peuvent être établis ».

M. Caclamano déclare que la seule raison pour laquelle on n'a édicté aucune restriction d'aucune sorte, en ce qui concerne l'établissement des réfugiés grecs, est que personne n'en a jamais demandé; ce fait montre qu'il n'y avait pas de raison pour le faire.

En ce qui concerne les réfugiés, il passe en revue les mesures prises par la Société des Nations et par le Gouvernement grec, afin de les assister. En juin 1923, le Conseil a approuvé un emprunt international de 10 millions de livres sterling, mais cet emprunt n'a réellement été lancé que vers la fin de 1924; on s'est alors aperçu que la somme était insuffisante. Le capital nominal a été élevé à 12 millions de livres sterling dont 10 ont été mis à la disposition du Comité de la Commission pour l'établissement des réfugiés grecs; avant la fin de 1924, la Grèce elle-même avait dépensé plus de 4 millions de livres pour les réfugiés.

Le dernier rapport de M. Howland, président de la Commission pour l'établissement des réfugiés, montre que 750.000 réfugiés ont déjà été établis; la Macédoine grecque a été entièrement transformée; un sol vierge est maintenant, de toutes parts, couvert de riches moissons; on trouve partout des villages souriants et une population de travailleurs satisfaits; de nouvelles industries ont été fondées et sont en voie de développement; dans quelques années, les sacrifices du peuple grec recevront leur récompense dans l'accroissement des richesses du pays.

D'après M. Howland, 5 millions de livres suffiraient à terminer ce travail. L'œuvre de la Société des Nations en faveur des réfugiés grecs est une de celles qui montrent que la Société n'est pas une vaine conception de quelques utopistes, mais que, aidant à la reconstruction matérielle et à la consolidation des nations frappées de calamités, elle fait peu à peu disparaître les troubles sociaux et politiques et leurs conséquences inévitables.

Question du numérotage des alinéas des articles du Pacte : Rapport de la première Commission.

M. Motta (Suisse), président de la première Commission, et M. J. G. Latham (Australie), rapporteur, montent à la tribune.

M. J. G. LATHAM soumet à l'Assemblée son rapport et la résolution suivante :

« L'Assemblée a adopté, le 16 septembre 1926, la proposition suivante, présentée par l'honorable J. G. Latham, délégué de l'Australie :

« La première Commission est invitée à étudier la question de l'utilité qu'il pourrait y avoir à numérotter les alinéas des articles dans les exemplaires du Pacte publiés par la Société des Nations, et à faire rapport à l'Assemblée sur cette question. »

« La première Commission approuve à l'unanimité la proposition de M. Latham et, en conséquence, recommande à l'Assemblée d'adopter la résolution suivante :

« L'Assemblée charge le Secrétaire général de faire procéder au numérotage des alinéas des articles du Pacte dans tous les exemplaires qui seront publiés à l'avenir par le Secrétariat. »

M. SCIALOJA (Italie) estime que si, d'une part, il est utile pour les personnes désirant se reporter au Pacte de numérotter les alinéas des articles, on devrait aussi prévoir le cas d'amendements futurs et tenir compte des amendements existants; à moins qu'on ne le fasse très soigneusement, le numérotage des alinéas serait inutile, dans le cas où il deviendrait nécessaire de publier une nouvelle édition du Pacte après la ratification de chaque amendement; c'est pourquoi il désire attirer l'attention

thank the Rapporteur for a report which contained a most lucid account of the work accomplished in Greece for the establishment of 1,500,000 refugees under the auspices and with the aid of the League of Nations, to which he would express the gratitude of his country.

With reference to the statement in the report that "no restriction has been placed on the districts in which they may be lodged", M. Caclamano said that the only reason why no restriction of any kind had been placed on the establishment of Greek refugees was because no one had made any request for any restriction. The fact that no request had been made showed that there had been no reason for doing so.

With regard to the refugees, M. Caclamano passed in review the steps taken by the League and by the Greek Government to render them assistance. In June 1923, the Council had approved the floating of an international loan of ten millions sterling, but the loan had only in actual fact been floated towards the end of 1924, when it was discovered that the amount was insufficient. The nominal capital had been raised to 12 millions, of which 10 millions had been placed at the disposal of the Committee of the Greek Refugee Settlement Commission. Before the end of 1924, Greece, on her own account, had expended more than four million pounds sterling on refugees.

The last report of Mr. Howland, President of the Refugee Settlement Commission, showed that 750,000 refugees had already been established. Greek Macedonia had been entirely transformed. Virgin land was now covered with rich harvests in every direction. Smiling villages were everywhere to be found and a population of happy workers. New industries had been founded and were developing. In a few years the sacrifices of the Greek people would receive their reward in an increase of riches in the country.

According to Mr. Howland, five million pounds sterling would be sufficient to finish the task. The work of the League in connection with Greek refugees was one which would show that it was not a vain conception of Utopians, but that, by assisting the material reconstruction and consolidation of nations smitten with calamity, it was causing social and political troubles and their inevitable consequences little by little to disappear.

Question of numbering the Paragraphs of the Articles of the Covenant: Report by the First Committee.

M. Motta (Switzerland), Chairman of the First Committee, and Mr. J. G. Latham (Australia), Rapporteur, came to the platform.

Mr. J. G. LATHAM submitted his report, together with the following resolution :

" On September 16th, 1926, the Assembly adopted the following proposal made by the Honourable J. G. Latham, delegate of Australia :

" That the First Committee be requested to consider and to report to the Assembly upon the desirability of numbering the paragraphs of the articles of the Covenant published by the League."

" The First Committee unanimously approves Mr. Latham's suggestion and accordingly recommends the Assembly to adopt the following resolution :

" The Assembly instructs the Secretary-General to cause the paragraphs of the articles of the Covenant to be numbered in all future editions published by the Secretariat."

M. SCIALOJA (Italy) thought that, while for the convenience of persons referring to the Covenant it was useful to number the paragraphs of the articles, provision should also be made for future amendments and account taken of existing amendments. Unless care were taken, the numbering of the paragraphs would be ineffective were it to prove necessary to issue a new edition of the Covenant after the ratification of each amendment. He would therefore draw the Secretariat's

du Secrétariat sur la nécessité d'adopter un système mobile permettant que les articles fondamentaux du Pacte portent toujours les mêmes numéros. Les amendements consistant en nouveaux alinéas portaient les numéros 1(a), 3(b), etc., et le lecteur pourrait ainsi s'assurer immédiatement si l'article fait partie du texte original ou bien si c'est un amendement.

Le rapport et la résolution sont adoptés.

Travaux du Comité préparatoire de la Conférence économique.

M. Desmond Fitzgerald (Etat libre d'Irlande), président de la deuxième Commission, et M. Loucheur (France), rapporteur, prennent place à la tribune.

M. LOUCHEUR (France) désire exposer brièvement quelle fut la marche des travaux de la deuxième Commission et à quelles conclusions elle a abouti.

La longueur des tableaux élaborés par le Comité préparatoire de la Conférence économique, et le nombre des questions qui y étaient insérées a un peu effrayé certaines délégations qui se sont imaginé que le Comité préparatoire allait aboutir à la rédaction d'un programme long et touffu, ce qui aurait évidemment conduit la Conférence économique à un échec certain. M. Theunis, invité par la deuxième Commission à rendre compte des travaux du Comité préparatoire, a calmé toutes les inquiétudes. Lors de sa prochaine session, qui aura lieu à Genève, le 15 novembre prochain, le Comité préparatoire élaguera les questions qui risqueraient de troubler plus tard les travaux de la Conférence et essaiera de tracer l'axe de sa discussion.

La deuxième Commission s'est ralliée aux vues exprimées par M. Theunis et un accord unanime a été réalisé sur les grandes lignes du programme de la Conférence économique.

Une deuxième question s'est posée au sein de la deuxième Commission; celle de la composition même de la Conférence économique. Elle a été soulevée par le délégué de l'Australie et par le représentant de l'Empire Britannique. Deux thèses ont été soutenues. Pour les uns, la Conférence devait se composer exclusivement d'experts appelés à donner leur avis à titre individuel, sans directives de leur gouvernement. Le délégué de l'Empire Britannique faisait valoir que, si la Conférence était composée de représentants en quelque sorte mandatés par leur gouvernement, ils aborderaient avec moins de franchise et de hardiesse certains problèmes délicats.

Les autres se demandaient s'il n'était pas préférable de réunir une Conférence diplomatique, composée de représentants mandatés par leurs gouvernements, pour aboutir peut-être, à la fin, à des conventions internationales.

La Commission a d'abord été unanime pour repousser cette seconde thèse. La prochaine Conférence économique internationale n'aura donc, en aucune manière, un caractère diplomatique et ne devra pas aboutir à l'élaboration de conventions internationales.

Mais certains représentants, notamment celui de la France, M. Jouhaux, ont fait remarquer que, si la Conférence n'était composée que d'experts choisis par la Société des Nations elle-même, elle risquerait de voir son importance diminuer et de perdre de son autorité.

L'accord s'est fait sur un système qui a déjà reçu la sanction de l'expérience. La formule adoptée a été celle que l'on a appliquée pour la Conférence financière de Bruxelles: des représentants désignés par les gouvernements, mais qui n'aient pas reçu de ceux-ci des instructions formelles et qui puissent, par conséquent, étudier en toute liberté les importants problèmes qui leur seront soumis.

Une discussion plus importante s'est instituée à propos de la date de la réunion de cette conférence.

Les peuples attendent, avec un intérêt toujours croissant, les résultats des travaux entrepris ici. Sans doute, l'année qui vient de s'écouler n'a pas été perdue, puisque le Comité préparatoire a rassemblé et rassemble encore aujourd'hui des documents qui seront très utiles à la future conférence. Mais il ne faut pas risquer de perdre le temps en travaux préparatoires trop longs. Conformément à une thèse soutenue notamment par le représentant de la Suède, la résolution qui est soumise à

attention to the necessity of adopting a mobile system making it possible for the fundamental articles of the Covenant to bear the same numbers. Amendments consisting of new paragraphs should be numbered 1(a), 3(b), etc. and thus the reader would be able immediately to ascertain whether the article was part of the original text or an amendment.

The report and the resolution were adopted.

Work of the Preparatory Committee of the Economic Conference.

Mr. Desmond Fitzgerald (Irish Free State), Chairman of the Second Committee, and M. Loucheur (France), Rapporteur, came to the platform.

M. LOUCHEUR (France) desired to give a brief account of the work of the Second Committee and the conclusions which it had reached. The length of the tables drawn up by the Preparatory Committee for the Economic Conference and the number of questions inserted in them had caused some apprehension among certain delegations who had thought that the Preparatory Committee was about to draw up a long and thorny programme which would inevitably have caused the Economic Conference to fail.

M. Theunis, when asked by the Second Committee to give an account of the work of the Preparatory Committee, had allayed all these fears. At its next session, which would take place at Geneva on November 15th next, the Preparatory Committee would discard those questions which might appear to risk disturbing the future work of the Conference and would try to establish the scope of its discussions.

The Second Committee had agreed with the views expressed by M. Theunis, and unanimous agreement had been reached concerning the main lines of the Economic Conference's programme.

A second question had arisen: that of the composition of the Economic Conference. It had been raised by the Australian delegate and by the representative of Great Britain. Two theories had been put forward. Some delegations had maintained that the Conference ought to be composed exclusively of experts summoned to give their views in an individual capacity without instructions from their Governments. The British delegate had urged that, if the Conference were composed of representatives possessing any kind of instructions from their Governments, they would attack certain delicate problems with less courage and frankness.

Other delegations wondered whether it would not be preferable to summon a diplomatic conference composed of representatives acting on the instructions of their Governments with the object perhaps of drawing up international conventions.

The Committee had at first been unanimous in its rejection of this second theory. The next International Economic Conference would therefore in no way possess a diplomatic character, and it would not be its duty to achieve the drafting of international conventions.

Certain representatives, however, notably the representative of France, M. Jouhaux, had pointed out that, if the Conference were only composed of experts chosen by the League of Nations itself, there was a risk that its importance might be lessened and its authority lost.

An agreement had been reached on a system which had already received the sanction of experience. The formula adopted had been that applied with reference to the Financial Conference at Brussels. Representatives would be chosen by Governments but would not receive formal instructions and would be able consequently to study in full freedom the important problems to be submitted to them. A more important discussion had taken place regarding the date of the meeting of the Conference. The peoples of the world were awaiting the results of the work undertaken by the League with ever-increasing interest. Obviously the year which had just passed had not been lost, since the Preparatory Committee had collected, and was still collecting, documents which would be of great use to the future Conference. A loss of time, however, should not be risked by unduly prolonging the preparatory work. In conformity with the views upheld more especially by the representative of Sweden, the resolution submitted to

l'Assemblée propose d'indiquer une date impérative pour la prochaine réunion de la Conférence économique internationale.

Personnellement, le représentant de la France aurait désiré voir convoquer la Conférence pour le printemps prochain. Le représentant de la Suède proposait qu'elle fût réunie avant la prochaine session ordinaire de l'Assemblée. Par mesure de transaction, il proposa que la réunion eût lieu dans le courant de l'année 1927.

Le texte soumis à l'Assemblée porte simplement que la Conférence devra être réunie dans le plus bref délai, car la Commission n'a pas voulu, dans un sentiment de courtoisie que tous comprendront, s'immiscer dans les travaux actuellement en cours du Comité préparatoire.

L'an dernier, l'Assemblée a fait confiance au Conseil en lui confiant le soin de constituer le Comité préparatoire. Comme il existe un comité du Conseil qui suit les travaux du Comité préparatoire, l'Assemblée lui fera confiance également pour qu'à la session du mois de décembre, il puisse décider le plus rapidement possible la réunion de la Conférence internationale.

Parlant, non plus comme rapporteur, mais en son nom personnel, le délégué de la France désire expliquer pourquoi, à son avis, on ne peut tarder plus longtemps à provoquer cette réunion.

Chacun sait que la situation économique ne s'est pas améliorée depuis l'année dernière; il semble même que l'on soit à la veille de crises importantes dans diverses nations; certaines d'entre elles luttent pour essayer de sortir d'une situation créée, a-t-on dit, par la guerre. Or, on peut se demander si, avant la guerre, ceux qui avaient la charge de diriger les Etats se sont bien rendu compte du fait que, par suite d'une industrialisation poussée à l'excès dans certains pays, on négligeait précisément les sources de nourriture des habitants, en ne respectant pas l'équilibre nécessaire entre la production agricole et la production industrielle.

Or, il faut assurer chaque jour la subsistance d'un plus grand nombre d'hommes; il faut essayer de tenir compte des nouvelles frontières, de la situation créée à certains pays par de nouvelles barrières douanières dressées devant des nations avec lesquelles ils commerçaient auparavant. Si l'on tarde plus longtemps à examiner ensemble ce problème, on risque de le voir s'aggraver tellement que le remède deviendra introuvable.

Sans doute, en ce moment même, on essaie timidement, de ci de là, de trouver des remèdes, mais des remèdes mal étudiés quelquefois, qui risquent de faire naître d'autres troubles. On peut citer en exemple l'effort fait actuellement pour réunir les producteurs d'acier d'Allemagne, de Belgique, de France et de Luxembourg. Quand de tels efforts, louables en soi, sont faits en dehors d'un plan général, sans englober le plus grand nombre de nations possible, il naît aussitôt des appréhensions.

Si, au contraire, la Conférence économique avait été réunie, si elle avait tracé des règles permettant d'englober plus de nations dans ces sortes de cartels, si, en même temps, elle avait prévu des règles tutélaires pour assurer le contrôle des Etats, n'aurait-elle pas fait œuvre utile et bien travaillé à la solution du grand problème de la reconstruction économique?

Donc, il faut craindre que, pendant le temps que l'on discute à la Société des Nations, l'on ne voie s'aggraver par des solutions timides, insuffisantes, la situation à laquelle tous veulent remédier.

Une autre question se pose. La paix à laquelle tous travaillent, chacun sent qu'elle a encore des bases fragiles. Or, l'œuvre de la Conférence économique sera dans ce sens une des plus utiles. M. Loucheur a démontré l'an dernier que si l'on cherche bien les causes des guerres passées, on trouve à leur origine des raisons économiques. M. Scialoja disait que ce n'est pas seulement par des formules juridiques que l'on fera disparaître la guerre, mais en en faisant disparaître les causes. M. Stresemann, lui-même, dans son récent discours, traçait un plan général et disait: « Nous voyons la vie économique passer par dessus les vieilles frontières nationales et aspirer à des formules nouvelles de coopération internationale. » Il ajoutait: « Cela ne se fera pas avec des barrières dressées entre les territoires. »

Cependant, tous les jours se dressent de nouvelles barrières. Cela est illogique, et, pourtant, sera-t-il possible de faire disparaître des barrières dressées entre les peuples tant qu'une sécurité plus grande ne régnera pas entre eux?

On en arrive donc à cette conclusion que la solution des problèmes économiques doit mener à la sécurité et que la sécurité aidera singulièrement la solution des problèmes économiques.

the Assembly proposed to indicate a definite date for the near meeting of the International Economic Conference. Personally, the representative of France would have desired to see the Conference convened for next spring. The representative of Sweden had proposed that it should meet before the next Assembly. As a compromise it was proposed that it should meet during the course of the year 1927.

The text submitted to the Assembly stated merely that the Conference should meet in the shortest time possible, for the Committee had not desired, through motives of courtesy which everyone would understand, to involve itself in the work at present being carried out by the Preparatory Committee. In the previous year the Assembly had relied on the Council and had asked it to constitute the Preparatory Committee. As a Committee of the Council which was following the work of the Preparatory Committee was in existence, the Assembly could also rely upon it to decide as quickly as possible at its session of December the date of the meeting of the International Conference. Speaking not as Rapporteur but personally, the French representative desired to explain why in his view it would be impossible to postpone such a meeting any further.

Everyone was aware that the economic position of the world had not improved since the previous year. It appeared even that various nations were on the brink of an important crisis. Some of them were struggling to win their way out of a situation due, it was maintained, to the war. It was, however, open to question whether, before the war, those who had directed the policy of States had really taken into account the fact that, because certain countries had indulged in an excess of industry, the source of food supply for the inhabitants had been neglected and the necessary balance between agricultural production and industrial production had not been respected. It was necessary, however, for a daily food supply to be assured to an increasing number of men. An endeavour should be made to take account of new frontiers and of the situation created in certain countries by new Customs barriers erected against nations with which they had formerly traded. If any further delay occurred in examining the total problem, there was a danger that the situation would become so grave as to make it impossible to find a solution. Probably even at this moment timid efforts were being made here and there to find such remedies, but remedies improperly thought out sometimes proved the source of other kinds of trouble. As an example, he would refer to the effort at the moment being made by the producers of steel in Germany, Belgium, France and Luxembourg. When such efforts, worthy in themselves, were made outside a general plan, without including the greatest possible number of nations, apprehensions were at once created. If, on the other hand, the Economic Conference had met, if it had drawn up rules making it possible to include more nations in these species of 'cartels', and if at the same time it had made provision for rules to ensure State control, would it not have performed useful work towards solving the great problem of economic reconstruction?

It was to be feared, therefore, that during the time that the League of Nations was taking to discuss the matter, the position which everyone desired to set right would be rendered more serious by timid and inadequate solutions.

Another question arose. The peace for which all were working was still on somewhat unstable foundations. In this respect the work of the Economic Conference would be of the greatest use. M. Loucheur had shown last year that, if the causes of past wars were diligently investigated, their origin was to be found in economic reasons. M. Scialoja had said that it was not only by means of legal formulae that war would be destroyed but also by destroying its causes. M. Stresemann himself, in his recent speech, had drawn up a general plan and had said: "We see how economic life overleaps the old national boundaries and seeks new forms of international co-operation". He had added: "That end will not be reached by erecting barriers between the countries". Nevertheless new barriers were every day being set up. This was illogical, and yet was it possible to remove those barriers between peoples so long as the greatest sense of security did not reign amongst them?

The conclusion must be reached, therefore, that the solution of economic problems must lead to security and that security would aid the solution of economic problems.

C'est pour cela qu'au moment où l'Assemblée va être saisie de la question du désarmement, c'est parler à son heure que de venir lui dire: il faut résoudre aussi le problème économique, car, sans cela, les efforts de tous seraient vains. Il faut avoir le courage d'aborder franchement, avec confiance, la lutte contre les dangers qui, actuellement, menacent le monde. C'est la grande tâche à laquelle la Société est consacrée. Les peuples attendent d'elle la résolution et le courage.

Le baron VON RHEINBABEN (Allemagne) rappelle que, l'an passé, le rapporteur avait fait ressortir qu'une conférence économique universelle, sans une participation allemande, ne pourrait avoir que des résultats incomplets. Aujourd'hui que l'Allemagne peut, pour la première fois, se prononcer devant cette Assemblée sur la conférence économique universelle, son représentant profite de l'occasion pour déclarer que l'Allemagne sait apprécier parfaitement les grands principes et les buts élevés que le rapporteur a invoqués en présentant sa résolution.

La conflagration générale a ébranlé les rapports économiques qui existaient entre les nations. Elle a créé, dans nombre de pays, des industries qui, dans des circonstances normales, n'auraient pas vu le jour. Dans une grande partie du monde, elle a anéanti la puissance d'achat des masses. Par des prohibitions d'entrée et de sortie et par des interventions de l'Etat dans la vie économique, elle a fait dévier le courant de celle-ci. Enfin, en augmentant le nombre des frontières et en rétablissant des murailles douanières excessives, elle a créé des conditions qui, au point de vue économique, se traduisent par une crise générale et, au point de vue social, par un chômage sans précédent.

Les pays à monnaie instable s'efforcent de stabiliser leur change, mais voient, en même temps, se dresser devant eux le spectre de la stabilisation et de ses conséquences sociales. Les anciens principes ne s'adaptent plus à la situation nouvelle, et il faut chercher à former une opinion publique mondiale sur les voies qui mènent de la crise à la consolidation. Partout, on constate que l'on commence à s'en rendre compte. Les progrès des moyens de communication et de la technique moderne, qui ne sauraient se réaliser qu'au moyen de l'écoulement des marchandises en masse, font qu'on réclame partout la formation de vastes territoires unifiés, au point de vue économique, et non divisés par des cordons douaniers ou d'autres barrières érigées par les Etats.

Par ailleurs, on entend dire qu'une telle réorganisation territoriale et, d'une manière générale, toute nouvelle division internationale du travail entraîneraient l'écroulement d'entreprises existantes et l'aggravation du chômage.

Pour qu'une époque se transforme, il faut, avant tout, qu'elle se rende compte elle-même de son caractère spécial. La Conférence économique universelle est destinée à accélérer un mouvement de l'opinion dans ce sens.

En ce qui concerne diverses questions de détail qui ont été traitées en commission, la délégation allemande estime aussi qu'il appartiendra au Comité préparatoire de faire de certaines questions de principe le pivot de la Conférence. Il a déjà fait pressentir dans quelle direction l'Allemagne entend s'orienter à cet égard.

Il considère également qu'on ne devra essayer de passer d'une situation à une autre en faisant subir aux diverses économies nationales des pertes aussi minimales que possible. Une telle voie serait, par exemple, la conclusion d'accords internationaux relativement à la production et à la vente des produits, accords qui pourraient préparer et inaugurer, d'une manière efficace, une espèce de division internationale du travail. Dans cet ordre d'idées, c'est précisément au cours des dernières semaines qu'on est arrivé à un accord entre les industries métallurgiques allemande, française et luxembourgeoise, accord auquel il est à espérer de voir adhérer les industries belges dans un délai rapproché; ces accords ne sont pas conclus au détriment de l'intérêt commun, cela résulte du fait qu'ils ne l'ont été qu'après une prise de contact avec les industries mécaniques.

Pour la question de la composition de la Conférence, la délégation allemande croit qu'il importe de réserver aux gouvernements une certaine influence sur cette composition, en leur laissant le soin de choisir les experts réputés. Ces experts devront

It was for that reason that, at the moment when the Assembly was about to have submitted to it the question of disarmament, it would be much to the point to urge that the economic problem must also be solved, for without a solution of it the efforts of all would be in vain. Courage was needed to begin frankly and with confidence the campaign against the dangers now threatening the world. That was the great task to which the League had devoted itself. The peoples were waiting for it to show resolution and courage.

Baron VON RHEINBABEN (Germany) recalled that in the previous year the Rapporteur had pointed out that a universal economic conference without the participation of Germany could only achieve incomplete results. To-day Germany could, for the first time, lay her opinion before the Assembly on the subject of the universal economic conference. Her representative would take the opportunity of saying that Germany highly appreciated the great principles and lofty aims which the Rapporteur had voiced when submitting his resolution.

The general conflagration had consumed the economic relationships of nations. It had established in a number of countries industries which in normal circumstances would never have seen the light of day. In a large part of the world it had annihilated the purchasing power of the masses. By prohibitions of import or export, by the intervention of the State in economic life, it had turned the current of economic life into another channel; and, finally, by increasing the number of frontiers and by re-establishing excessive Customs barriers, it had brought about a condition of affairs which from the economic point of view had resulted in a general crisis and from a social point of view in unprecedented unemployment.

Countries with an unstable currency were trying to stabilise their currencies, but at the same time they could perceive standing over them the spectre of stabilisation and its social consequences. The old principles were no longer adaptable to the new situation, and an endeavour must be made to train world public opinion in the direction which led from crisis to stability. Everywhere it was to be noticed that account of this fact was being taken. Progress in methods of communication and in modern technical appliances which could never have been achieved except by the disposal of goods *en masse* had created a situation in which the formation of vast territories unified from the economic point of view, and not to be divided by Customs or other barriers set up by States, was being demanded.

It was maintained that such a territorial re-organisation and such a general fresh international division of labour would entail the destruction of existing enterprises and the consequent increase of unemployment.

In order that a change might be made in an epoch, it was above all necessary that the people living in it should themselves realise its special character. The Universal Economic Conference was destined to give impetus to the movement of public opinion in this direction.

With regard to the various questions of detail which had been dealt with in the Committee, the German delegate considered that it was for the Preparatory Committee to choose certain questions to form the pivot of the Conference's work. He had already indicated the line that Germany would take in this matter.

He also considered that an endeavour should be made to move from one situation to another in such a way as to cause as small a loss as possible to the national economic life in the various countries. Such a way, for example, would be by the conclusion of international agreements concerning the production and sale of goods. Such agreements could prepare and inaugurate in an effective manner a kind of international division of labour. In connection with this idea he would refer to the agreement concluded in the last few weeks between the German, French and Luxemburg metal industries, and it was to be hoped that the Belgian metal industries would become parties to it very shortly. Such agreements were not concluded to the detriment of the common good; this was shown by the fact that they had only been adopted after negotiations with the mechanical industries.

Regarding the question of the composition of the Conference, the German delegation considered that it was important that Governments should possess a certain amount of influence regarding this by being left to choose the most capable experts.

avoir la possibilité d'exprimer leurs opinions librement, sans être liés par des instructions gouvernementales. La date à laquelle la Conférence pourra être convoquée dépend nécessairement de la marche des travaux préparatoires. Aussi conviendrait-il d'en laisser la fixation aux soins du Comité préparatoire, qui a toute la confiance de la délégation allemande. La situation économique du monde commande de hâter non seulement la convocation de la Conférence et les décisions à prendre, mais notamment l'exécution pratique qui doit s'ensuivre, et qui est l'une des questions les plus importantes dont l'examen incombera à la Conférence.

M. ADELWARD (Suède) déclare que, pendant la discussion dans la deuxième Commission, il s'est trouvé en opposition, non pas contre le rapport que vient de lire M. Loucheur, mais contre la résolution soumise à l'Assemblée. Son opposition n'était pas dirigée directement contre les termes de cette résolution, mais plutôt contre ce que la résolution ne contient pas.

La Commission a discuté de la composition, du programme et de la date de la Conférence économique; mais une seule question est touchée dans la résolution, celle de la date; et tout ce qu'on en dit, c'est qu'on propose à l'Assemblée de souhaiter que la Conférence économique puisse être convoquée dans le plus bref délai possible.

La Commission n'a même pas voulu insister pour que la Conférence fût convoquée au cours de l'année prochaine. La raison de cette décision semble avoir été la crainte, que M. Adelswård ne peut comprendre, de certains dangers possibles. Il a eu, cependant, le grand plaisir d'entendre M. Loucheur exprimer son désir de voir la Conférence convoquée pour le printemps prochain.

Le rapport propose que les problèmes à étudier par la Conférence soient limités à un petit nombre de questions essentielles. Or, il croit que les économistes, les grands financiers, comme les grands commerçants dans presque tout le monde, commencent à être convaincus que la maladie économique dont souffre l'Europe est due, pour une large part, aux barrières qui sont établies aux frontières et ils semblent d'accord pour reconnaître que le grand remède à la situation serait d'ouvrir successivement les frontières à la libre circulation. Dans ces conditions, il lui paraît que le rapport eût dû faire mention de ces grandes vérités.

Tout repose sur l'opinion publique, qu'il faut d'abord convaincre, pour réussir à résoudre les grands problèmes; c'est là une raison pour laquelle il aurait désiré que la résolution fût plus formelle et plus explicite, sinon on ne pourra fortifier le prestige et l'autorité de la Société des Nations.

Le rapport et la résolution sont adoptés.

Trafic de l'opium et autres drogues nuisibles.

M. MENSCHORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Autriche), président de la cinquième Commission, et M. VEVERKA (Tchécoslovaquie), rapporteur, prennent place à la tribune.

M. VEVERKA soumet à l'Assemblée son rapport et la résolution suivante:

1. L'Assemblée adopte le rapport de la Commission consultative du trafic de l'opium et autres drogues nuisibles, ainsi que les résolutions qui y sont contenues;
2. L'Assemblée, vivement émue par les indications que contient le rapport de la Commission consultative au sujet de la gravité de la situation actuelle, en ce qui concerne le trafic illicite, ainsi que par les termes de la résolution que la Commission a adoptée et suivant laquelle il est extrêmement difficile d'assurer un contrôle efficace du trafic international de l'opium et des stupéfiants avant que la Convention de Genève n'ait été mise à effet, insiste auprès des gouvernements de tous les Etats membres de la Société pour qu'ils adhèrent à la Convention de Genève ou procèdent à la ratification de cette Convention, afin que, si cela est possible, les ratifications nécessaires à son entrée en vigueur, puissent être déposées au Secrétariat avant la fin de l'année.

Il désire ajouter que des questions aussi importantes ne seront résolues qu'à la condition de devenir une partie intégrale de

The experts must be allowed to express their views freely without being bound by instructions from their Governments.

The date on which the Conference might be convened necessarily depended on the speed with which the preparatory work was accomplished. The Preparatory Committee should be entrusted with the duty of fixing the date, and this Committee possessed the full confidence of the German delegation.

The economic situation of the world made it imperative to hasten not only the convening of the Conference and the decisions to be taken but especially the practical execution which must follow those decisions. This was one of the most important questions which the Conference would have to examine.

M. ADELWARD (Sweden) said that, during the discussion in the Second Committee, he had assumed an attitude of opposition not against the report submitted by M. Loucheur but against the resolution. He disagreed not so much with its terms but with the decision to omit certain questions from it.

The Committee had discussed the composition, the programme and the date of the Economic Conference, but the resolution only contained a reference to the date, and with regard to this matter it was merely proposed that the Assembly should express the hope that the Economic Conference should be convened as soon as possible. The Committee had not even desired to urge that the Conference should be convened during next year. The motive for this decision appeared to have been fears, which M. Adelswård could not understand, that certain dangers might arise. He was happy to know that M. Loucheur desired that the Conference should be convened next spring.

The report proposed that the problems to be settled by it should be limited to a small number of essential questions. He thought, however, that most economists, financiers and business men were beginning to be convinced that the economic ills from which Europe was suffering were due in large measure to the barriers set up along the frontiers of States, and that they agreed in recognising that the main remedy for the situation would be to open such frontiers one by one to free trade. He thought, therefore, that the report ought to have mentioned this great truth. Everything depended on public opinion, which must first be convinced before the great problems could be successfully solved. He would therefore desire the resolution to be more formal and more explicit, otherwise the prestige and authority of the League of Nations would not be increased.

The report and resolution were adopted.

Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.

M. MENSCHORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Austria), Chairman of the Fifth Committee, and M. VEVERKA (Czechoslovakia), Rapporteur, came to the platform.

M. VEVERKA submitted his report, together with the following resolution:

1. The Assembly adopts the report of the Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs, together with the resolutions contained therein.

2. The Assembly, impressed by the report of the Advisory Committee as to the gravity of the present situation in regard to the illicit traffic and by the resolution of the Committee that it was extremely difficult to secure an effective control of the international traffic in opium and drugs until the Geneva Convention has been brought into operation, urges on the Governments of all States Members of the League to proceed to ratify or adhere to the Geneva Convention, so that, if possible, the ratifications necessary to bring that Convention into force may be deposited with the Secretariat before the end of the year.

He would add that such important questions would never be solved until they excited the interest of public opinion,

l'opinion publique. L'œuvre des associations privées, des églises, etc., démontre combien l'œuvre de la Société des Nations est surveillée de près et avec combien de zèle sa tâche doit être poursuivie pour s'élever à la hauteur de la situation grave et inquiétante d'aujourd'hui. Il veut souligner l'unanimité avec laquelle la Commission a approuvé le rapport et particulièrement les mesures contre le trafic illicite, et recommandé la prompte ratification de la Convention de Genève. Il peut relever, une fois de plus, la responsabilité immense qui incomberait à l'Assemblée, si elle permettait à la vague néfaste de l'opium et des drogues nuisibles de s'étendre avec une rapidité plus grande que les remèdes qui lui sont apportés. Le coolie absorbe de l'opium, l'homme moderne et nerveux devient victime des drogues: il faut trouver un remède pour ces deux classes de victimes. Il désire exprimer la ferme conviction et l'espoir que la lutte contre l'opium et les drogues ira toujours grandissante et que la Société des Nations ne l'abandonnera jamais.

Le rapport et la résolution sont adoptés.

Contrôle de la fabrication privée des armes et munitions et des matériels de guerre.

M. Villegas (Chili), président de la troisième Commission, et M. Guerrero (Salvador), rapporteur, prennent place à la tribune.

M. GUERRERO (Salvador) donne lecture de son rapport et de la résolution suivante:

« L'Assemblée:

« Affirme à nouveau l'étroite liaison qui existe entre la question du contrôle de la fabrication privée des armes et munitions et des matériels de guerre et le commerce international;

« Constate qu'à la date de ce jour la Convention sur le contrôle du commerce international n'a été ratifiée que par deux pays signataires, et espère que les efforts faits en vue d'obtenir la ratification des principaux pays producteurs aboutiront le plus tôt possible;

« Prend acte des travaux effectués sous la direction du Conseil en matière de contrôle de la fabrication privée;

« Déclare partager l'avis du Conseil au sujet de la liaison qui existe entre cette question et le problème d'ensemble actuellement à l'étude de la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement;

« Insiste sur la nécessité d'aboutir le plus tôt possible à une convention, tout en reconnaissant la priorité qui devrait être accordée aux travaux de la Convention sur le désarmement;

« Et propose au Conseil de continuer les études sur la fabrication privée afin qu'elles puissent être incluses dans le programme de la Conférence du désarmement, si celle-ci peut être réunie avant la huitième session ordinaire de l'Assemblée, ou, dans le cas contraire, afin qu'elles puissent faire l'objet d'une conférence spéciale réunie le plus tôt possible. »

M. ESCALANTE (Venezuela) déclare que le Gouvernement vénézuélien a ratifié la Convention sur le contrôle du commerce international des armes et munitions et des matériels de guerre, et que les instruments de ratification seront déposés sous peu au Secrétariat. De ce fait, le nombre des ratifications de la Convention s'élève aujourd'hui à deux: celle de la France et du Venezuela. Il conviendrait donc d'introduire une légère modification dans le deuxième alinéa de la résolution, qui devrait se lire ainsi: « Constatant qu'à la date de ce jour, la Convention sur le contrôle du commerce international n'a été ratifiée que par deux pays signataires..... »

M. GUERRERO (Salvador) modifiera son rapport dans le sens demandé par M. Escalante.

M. MENSENDORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Autriche) expose que l'Autriche, profondément convaincue de l'importance

The work of private associations and of the churches, etc. showed how closely the work of the League was being followed, and how necessary it was to grapple with so disquieting a situation. He would emphasise the unanimity with which the Committee had approved the report, especially that part of it concerning the measures against illicit traffic and the recommendation for the prompt ratification of the Geneva Convention.

He would remind the Assembly of the immense responsibility which would be incurred if the fatal flood of opium and dangerous drugs was allowed to increase faster than the remedies designed to check it. The coolie took opium, and the modern over-educated nervous man became a drug victim — a phenomenon particularly noticeable at this epoch. A remedy must be found for both classes of victims. He would express the firm conviction and hope that the campaign against opium and drugs would increase in scope and that the League would never abandon it.

The report and resolutions were adopted.

Supervision of the Private Manufacture of Arms and Ammunition and Implements of War.

M. Villegas (Chile), Chairman of the Third Committee, and M. Guerrero (Salvador), Rapporteur, came to the platform.

M. GUERRERO (Salvador) read his report, together with the following resolution:

“ The Assembly:

“ Once again draws attention to the close connection which exists between the question of the supervision of the private manufacture of arms and ammunition and of implements of war and the international trade in these articles;

“ Notes that, up to the present, the Convention on the Supervision of the International Trade has been ratified by only two signatory countries, and hopes that the efforts which are being made to obtain the ratification of the principal producing countries will soon be successful;

“ Notes the work which has been carried out under the direction of the Council with regard to the supervision of private manufacture;

“ Declares that it is in agreement with the Council as regards the connection which exists between this question and the whole problem now being examined by the Preparatory Commission for the Disarmament Conference;

“ Lays stress upon the necessity of concluding a Convention as soon as possible, though it recognises that priority must be accorded to work in connection with the Convention on Disarmament;

“ And proposes that the Council should continue its enquiries regarding private manufacture in order that these questions may be included in the programme of the Disarmament Conference if this Conference can be convened before the Eighth Ordinary Session of the Assembly, or, if that is impossible, in order that a special conference may be convened as soon as possible to deal with the matter.”

M. ESCALANTE (Venezuela) said that the Government of Venezuela had ratified the Convention on the Control of the International Traffic in Arms, Ammunition and Implements of War and that the instruments of ratification would be deposited shortly with the Secretariat. The number of ratifications of that Convention now therefore amounted to two: France and Venezuela. This being so, a slight change in the second paragraph of the resolution would be necessary, and it should read: “ It notes that up to the present, the Convention on the Supervision of the International Trade has been ratified by only two signatory countries ”.

M. GUERRERO (Salvador) undertook to amend his report in the manner proposed by M. Escalante.

M. MENSENDORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Austria) said that his country, profoundly convinced of the great importance of

particulière de la tâche imposée à la Société par le premier paragraphe de l'article 8 du Pacte, et poursuivant elle-même une politique résolument pacifique, salue chaque nouveau progrès vers le but si ardemment désiré par tous les peuples. Le rapport soumis à l'Assemblée fait ressortir les conditions dans lesquelles, de l'avis de la troisième Commission, la Société devrait trancher la difficile question du contrôle de la fabrication privée des armements. L'Autriche, qui est désarmée et qui est tout particulièrement intéressée à voir disparaître un état de chose plus dangereux pour elle que pour d'autres, croit trouver dans le rapport soumis à l'Assemblée certains indices favorables à l'accomplissement de la tâche envisagée. En premier lieu, la résolution concernant la réunion d'une conférence pour le contrôle de la fabrication privée des armes, résolution proposée par la délégation française, se base sur l'espoir que les importants travaux accomplis depuis la réunion de la Commission préparatoire pour la Conférence générale du désarmement aboutiront, dans l'année à venir, à la convocation d'une conférence générale. En outre, les représentants de l'Empire Britannique ont fourni à la troisième Commission des indications sur les tentatives faites pour conduire à un accord entre Etats producteurs, afin de faciliter la ratification par eux de la Convention sur le contrôle du trafic des armes. On peut donc espérer voir se produire cette ratification, ainsi que la réduction des armements et l'adoption d'une convention pour le contrôle de la fabrication privée, grâce aux travaux de la conférence générale.

C'est cet espoir qui permet à l'Assemblée de se résigner plus facilement à l'abandon provisoire de la convocation de la Conférence pour le contrôle de la fabrication, conférence qui, dans l'esprit de beaucoup de délégations, devait se réunir dans un délai rapproché. Il s'incline devant les considérations qui ont amené la délégation française à proposer de rechercher la solution de la question plutôt par le moyen d'une conférence générale du désarmement que d'une conférence spéciale.

Cependant, au nom de l'Autriche, il tient à souligner tout spécialement l'alternative si nette posée dans le dernier paragraphe de la proposition soumise à l'Assemblée, à savoir: ou bien la réunion de la Conférence générale du désarmement avant la huitième session ordinaire de l'Assemblée, ou bien la convocation par le Conseil, sans délai ultérieur, d'une conférence spéciale pour le contrôle de la fabrication privée. Dans le cas où la conférence générale ne pourrait se réunir l'an prochain, le désappointement qui en résulterait serait fatalement accru, si la Société ne tentait pas au moins d'arriver à des solutions partielles, qui serviraient toujours à préparer et à faciliter la réduction générale des armements.

Le rapport et la résolution amendée sont adoptés.

Traité des femmes et des enfants.

M. Mensdorff-Pouilly-Dietrichstein (Autriche), président de la cinquième Commission, et M. Nagai (Japon), rapporteur, prennent place à la tribune.

M. NAGAI (Japon) présente son rapport et la résolution suivante:

« L'Assemblée approuve le rapport du Comité de la traite des femmes et des enfants, ainsi que les résolutions qui y sont contenues. »

Le rapport et la résolution sont adoptés.

Rapport présenté par la Commission de fixation des traitements sur le coût de la vie à Genève.

Sur la proposition du PRÉSIDENT, l'Assemblée décide de renvoyer à l'examen de la quatrième Commission le rapport qu'a présenté la Commission de fixation des traitements et que le Conseil lui a communiqué.

Projet de résolution de la délégation belge sur les mesures de protection à prendre en faveur des réfugiés.

L'Assemblée décide de renvoyer à la Commission de l'ordre du jour la résolution ci-dessous, présentée par la délégation

the task of the League imposed by the first paragraph of Article 8 of the Covenant, and pursuing, as she did, a resolutely peaceful policy, welcomed every fresh step towards the objects so ardently desired. The report before the Assembly contained the views of the Third Committee regarding the manner in which the difficult question of the control of private manufacture should be dealt with. Austria, which was disarmed, and specially interested in the disappearance of a state of affairs more dangerous for herself than for others, had discovered in the report submitted to the Assembly certain favourable indications that the task would be accomplished. First, the resolution concerning the meeting of a conference for the supervision of private manufacture proposed by the French delegation was based on the hope that the important work accomplished since the meeting of the Preparatory Committee for the General Disarmament Conference would result in the convening of a general conference next year. Secondly, mention had been made in the Third Committee by the representative of the British Empire of attempts to conclude an agreement between producing States in order to facilitate the ratification by them of the Convention on the Control of Traffic in Arms. It could be hoped, therefore, that that ratification would take place and that a reduction of armaments and the adoption of a convention on the control of private manufacture would be achieved through a general conference.

That being so, it was easier for the Assembly provisionally to abandon the convening of a conference on the supervision of manufacture, though many delegations had considered that such a conference ought to meet shortly. He quite understood, however, the reasons which had led the French delegation to propose that that question should be settled by a general disarmament conference rather than by a special conference.

Speaking for Austria, however, he would specially emphasise the alternative clearly stated in the final paragraph of the proposal before the Assembly to this effect: either the meeting of the General Conference on Disarmament before the Eighth Ordinary Session of the Assembly or the convening by the Council without further delay of a special conference for the supervision of private manufacture. Supposing the general conference could not meet next year, disappointment would increase unless the League attempted at least to achieve a partial solution of the problem which would make it in any case easier to prepare for the general reduction of armaments.

The report and the resolution, as amended, was adopted.

Traffic in Women and Children.

M. Mensdorff-Pouilly-Dietrichstein (Austria), Chairman of the Fifth Committee, and M. Nagai (Japan), Rapporteur, came to the platform.

M. NAGAI (Japan) submitted his report, together with the following resolution:

“ The Assembly approves the report of the Committee on the Traffic in Women and Children and the resolutions contained in that report. ”

The report and resolution were adopted.

Report of the Salaries Adjustment Committee with Reference to the Cost of Living in Geneva.

On the proposal of the PRESIDENT, the Assembly decided to refer the report of the Salaries Adjustment Committee, which had been forwarded to it by the Council, to the Fourth Committee for consideration.

Draft Resolution proposed by the Belgian Delegation on Measures of Protection for Refugees.

The Assembly referred the following resolution proposed by the Belgian delegation to the Agenda Committee, and decided

belge, étant entendu que, dans le cas où celle-ci serait d'avis de renvoyer la proposition à une commission, cela serait fait sans nouvelle décision de l'Assemblée:

« L'Assemblée invite le Conseil à demander au Haut Commissariat pour les réfugiés et à l'Organisation internationale du Travail d'étudier comment les mesures de protection, de placement et d'assistance, prises en faveur des réfugiés russes et arméniens, pourraient être étendues à d'autres groupes de réfugiés. »

III. SEPTIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION

La première Commission a tenu sa septième séance hier mardi, 21 septembre 1926, à 15 h., sous la présidence de M. MOTTA (Suisse), puis de M. LIMBURG (Pays-Bas).

Interprétation du préambule et des articles 3 et 4 du Pacte: Résolution proposée par le vicomte Cecil.

M. LATHAM (Australie), continuant son discours de la veille, expose que la Société n'a pas à s'occuper de toutes les questions qui ont donné lieu ou peuvent donner lieu à des différends internationaux: s'il en était autrement, elle devrait se mêler même de questions religieuses.

Puisque l'article 15, alinéa 8, du Pacte exclut de la sphère d'action de la Société, même dans les cas les plus graves — ceux où la paix du monde est menacée — les questions qui sont exclusivement de la compétence d'une des parties en cause, à plus forte raison faut-il admettre que, dans des questions qui ne touchent qu'à la coopération internationale, la Société n'a pas le droit de s'occuper de ce qui est exclusivement du domaine intérieur des Etats. S'il est impossible de trouver une définition permettant d'établir un cadre rigide à l'activité de la Société, il faut tout au moins établir des directives pour ses organes. Bien des activités, fort utiles en elles-mêmes, de la Société soulèvent des critiques justifiées parce qu'elles n'ont aucun rapport avec son but essentiel, qui est la sauvegarde de la paix.

Le mémorandum britannique laisse ouvert à la Société un large champ d'action et il croit que ce serait rendre service à la Société que de le transmettre à l'Assemblée à titre d'information.

M. ADATCI (Japon) ne voudrait pas qu'on puisse dire que la Société des Nations, créée pour assurer la paix du monde, et incapable de réaliser cet idéal, se rejette sur des questions qui ne sont pas de son domaine. Comme M. Scialoja, il croit cependant qu'une délimitation rigide des buts de la Société serait inopportune, car la Société, institution politique, doit être un organe souple, pouvant s'adapter aux circonstances.

Il constate que la plupart des activités nouvelles ont été proposées par des Commissions dites consultatives et approuvées ensuite par le Conseil. Il présente le projet de résolution suivant:

« L'Assemblée prie le Conseil de bien vouloir examiner en premier lieu si les nouveaux travaux entrent bien dans le cadre tracé par le Pacte toutes les fois qu'ils lui auront été proposés ou suggérés par ses Commissions consultatives. »

Le comte DE ROSTWOROWSKI (Pologne) croit impossible d'esquiver la discussion du problème soulevé par la délégation britannique. Il est dans l'intérêt bien entendu de la Société de délimiter aussi exactement que possible ses droits et ceux des Etats qui la composent.

M. ROLIN (Belgique) remarque que la délégation britannique a fait valoir que le préambule du Pacte limitait les buts et les méthodes de la Société. Se reportant au texte français du préambule, il constate qu'il en est bien ainsi pour les buts qui sont énoncés de façon absolue et sans restriction, mais non pour les méthodes, qui ne sont énumérées qu'à titre d'exemple. Il croit que la solution du problème en discussion se trouvera plutôt en considérant des espèces, qu'en cherchant à formuler

that, if the Agenda Committee reported that it should be submitted to a Committee, this procedure should be adopted without further reference to the Assembly:

“ The Assembly invites the Council to request the High Commissioner for Refugees and the International Labour Organisation to consider how far the measures taken to give protection to, to provide employment for, and to afford relief to Russian and Armenian refugees can be extended to other categories of refugees. ”

III. SEVENTH MEETING OF THE FIRST COMMITTEE

The First Committee held its seventh meeting yesterday (Tuesday, September 21st, 1926) at 3 p.m. under the chairmanship of M. MOTTA (Switzerland) and, later in the meeting, under the chairmanship of M. LIMBURG (Netherlands).

Interpretation of the Preamble and of Articles 3 and 4 of the Covenant: Resolution proposed by Viscount Cecil.

Mr. LATHAM (Australia), continuing his speech of the previous day, explained that it was the duty of the League to deal with all questions which had given, or might give, rise to international disputes. If the case had been otherwise, it would have had to deal even with religious questions.

Since Article 15, paragraph 8, of the Covenant excluded from the sphere of the League's action, even in the gravest cases — those in which the peace of the world was threatened — the questions which were exclusively within the competence of one of the parties to the case, *a fortiori*, it must be admitted that in questions which only concerned international co-operation the League had not the right to deal with what exclusively pertained to the internal policy of States. If it were impossible to find a definition making it possible to draw up a rigid plan for the League's activity, directions for its organisations should at any rate be laid down. Many of the League's activities, very useful in themselves, gave rise to justifiable criticism, because they had no connection with its essential object, which was to safeguard peace.

The British memorandum left a large field of action open to the League, and he thought that it would be doing it service to forward that memorandum to the Assembly for information.

M. ADATCI (Japan) did not wish it to be said that the League of Nations, created to ensure the peace of the world, and incapable of fulfilling this ideal, had recourse to questions which were not within its sphere. He thought with M. Scialoja, however, that a rigid definition of the objects of the League would be inopportune, for the League, which was a political institution, must be a supple organisation capable of adapting itself to circumstances.

He noted that most of the new activities had been proposed by Committees described as advisory and then approved by the Council. He would submit the following draft resolution:

“ The Assembly requests that when new work is proposed or suggested to the Council by its advisory committees, the Council will first of all examine whether such new work really falls within the limits traced by the Covenant. ”

Count ROSTWOROWSKI (Poland) thought that it would be impossible to avoid discussing the problem raised by the British delegation. It was in the real interests of the League to define as exactly as possible the rights of the League and the rights of the States composing it.

M. ROLIN (Belgium) pointed out that the British delegation had emphasised the fact that the Preamble to the Covenant limited the objects and methods of the League. Referring to the French text of the Preamble, he noted that this was certainly the case with regard to objects defined absolutely and without restriction, but not in cases concerning the methods, which were not enumerated except by way of example. He thought that the solution of the problem under discussion

de rigides principes généraux. Bien des activités de coopération internationale, qui permettent d'accentuer la marche du progrès, semblent pouvoir être poursuivies plus utilement par les méthodes adoptées jusqu'ici que par la conclusion de conventions internationales. Il convient d'ailleurs qu'il y a des raisons d'opportunité qui peuvent pousser à restreindre l'activité de la Société dans des domaines secondaires.

M. BARTHÉLEMY (France) présente le projet de résolution suivant :

« La Commission, après avoir pris connaissance avec le plus haut intérêt de la proposition du vicomte Cecil et du memorandum de la délégation britannique ;

« Partage les préoccupations qui ont inspiré ces deux documents ;

« Reconnaît que la Société des Nations doit éviter de disperser son activité sur des objets qui la détournerait de sa haute mission de préparer la paix du monde et de faciliter la coopération des peuples en vue du progrès pacifique de l'humanité ;

« Souhaite que toute matière, avant d'être admise dans l'activité de la Société, soit l'objet d'un examen attentif, sérieux et approfondi au point de vue de sa conformité avec les buts de la Société des Nations tels qu'ils sont définis par le Pacte ;

« Considère qu'il serait bon que sur la demande d'un Membre, la question fût soumise à l'attention du Conseil et, pendant les sessions, à la première Commission de l'Assemblée ;

« Mais estime que le Pacte se suffit à lui-même, et qu'il appartient au Conseil et à l'Assemblée, chacun dans les limites de leur compétence, d'exercer directement, sous l'autorité et dans le respect du Pacte, le contrôle de l'activité de la Société. »

M. OSUSKY (Tchécoslovaquie) rappelle que les préoccupations de la délégation britannique sont depuis des années celles de la quatrième Commission. Il croit que le contrôle juridique est très facile : c'est aux délégués à l'Assemblée, lors de la discussion du rapport du Secrétaire général, ou lors de la présentation à l'Assemblée des projets de résolutions des Commissions, à demander le renvoi de telle ou telle question à la première Commission, pour examen au point de vue constitutionnel. On dispose d'un bon instrument de contrôle, mais on ne s'en sert pas.

Sir George FOSTER (Canada), loin de croire les définitions dangereuses, estime au contraire qu'elles sont essentielles si l'on veut éviter des différends. Il faut savoir exactement ce qu'est la Société et ce que sont ses buts, si l'on veut pouvoir exercer une action éducative sur les masses populaires. Il propose de former un comité restreint, comprenant les auteurs des diverses propositions en présence, de façon qu'on puisse arriver à réaliser l'unanimité sur un texte.

M. CABALLERO (Paraguay) croit qu'on ne peut délimiter rigoureusement le domaine du droit international, qui tend à s'étendre continuellement. Le *statu quo* est préférable à des précisions qui ne peuvent que compromettre l'avenir, aujourd'hui illimité, de la Société des Nations.

Sir Cecil HURST (Empire Britannique) a eu l'impression, en cours de discussion, que, au fond, les vues des membres de la Commission qui ont pris la parole ne s'écartent pas beaucoup des siennes. La question de savoir si une proposition rentre dans le cadre d'activité de la Société devrait être examinée en tout premier lieu, antérieurement, à l'examen financier par la quatrième Commission. C'est le Conseil qui devrait être l'organe responsable de ce contrôle.

Il présente le projet de résolution suivant :

« La Commission émet le vœu que tout organe de la Société auquel est soumise une proposition devrait se convaincre que la question dont il s'agit rentre bien dans la sphère d'activité de la Société. En cas de doute, il en serait réitéré, si l'Assemblée est en session à sa première Commission, et, en d'autres temps, au Conseil. »

would better be found by considering special cases than by endeavouring to formulate rigid general principles. Many of the activities of international co-operation, which made it possible to hasten the march of progress, might be more usefully carried on by the methods hitherto adopted than by the conclusion of international conventions. He agreed that for reasons of opportunity there might be secondary spheres in which the activities of the League might be restricted.

M. BARTHÉLEMY (France) submitted the following draft resolution :

“ The Committee, after having taken note, with the deepest interest, of the proposals of Viscount Cecil and the memorandum of the British delegation :

“ Shares in the thoughts which inspired both documents.

“ It recognises the fact that the League of Nations must avoid concerning itself with objectives which would deter it from its high mission, which is to prepare the peace of the world and to facilitate the co-operation of peoples with a view to the pacific progress of mankind. ”

“ It expresses the wish that any matter, before being admitted within the sphere of action of the League, should be separately examined from the point of view of its conformity with the aims and purposes of the League such as defined by the Covenant.

“ It thinks it would be advisable that, upon the request of any one Member, the question should be submitted to the Council and through it to the First Committee of the Assembly.

“ It considers that the Covenant is self-sufficient, and it is for the Council and the Assembly, within the limits of their own jurisdiction, to exercise directly under the authority of the Covenant the control of the action of the League. ”

M. OSUSKY (Czechoslovakia) recalled that the scruples of the British delegation had been shared for years by the Fourth Committee. He thought that legal control was very easy ; it was for the delegates at the Assembly, when discussing the report of the Secretary-General or during the submission to the Assembly of the draft resolutions of the Committees, to ask for the submission of any particular question to the First Committee in order that it might be examined from the constitutional point of view. An adequate instrument of control existed, but it was not used.

Sir George FOSTER (Canada), far from thinking that definitions were dangerous, considered, on the contrary, that they were essential if disputes were to be avoided. It was necessary to know exactly in what the League consisted and what were its objects if an educative action on the popular masses was to be exercised. He proposed that a small committee should be established, comprising the authors of the various proposals moved, in order that a single text might be unanimously agreed.

M. CABALLERO (Paraguay) thought that it was impossible rigorously to define the field of international law, which was continually extending. The *status quo* was preferable to definitions which could only compromise the future of the League of Nations — at the moment limitless.

Sir Cecil HURST (British Empire) had the impression, during the discussion, that, in principle, the views of the members of the Committee who had spoken were not far removed from his own. The question whether a proposal came within the field of activities of the League must be examined, in the first place, prior to the financial examination conducted by the Fourth Committee. The Council ought to be the responsible organ for the exercise of this control. He submitted the following resolution :

“ The Commission recommends that any organ of the League to which a proposal is submitted should satisfy itself that the question to which it relates falls within the sphere of action of the League. In case of doubt, reference should be made, while the Assembly is in session, to the First Committee, and at other times to the Council. ”

La Commission nomme un Comité de rédaction composé de:

- M. ADATCI (Japan),
- M. BARTHÉLEMY (France),
- Sir Cecil HURST (Empire Britannique),
- M. ROLIN (Belgium).

IV. NEUVIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu sa neuvième séance hier mardi 21 septembre, à 15 heures, sous la présidence de M. Desmond FITZGERALD (Etat libre d'Irlande).

Travaux du Comité financier: Restauration financière de la Hongrie (suite).

M. Fulvio Suvich (Italie), rapporteur, donne lecture de son rapport, modifié d'après l'exposé du Commissaire général adjoint. Il signale en particulier les deux derniers excédents budgétaires, qui ont permis d'affecter une partie de l'emprunt à des investissements productifs; le solde non affecté dépasse 81.000.000 de couronnes-or. Les recettes gagées dépassent de huit fois le montant nécessaire. Les réformes administratives sont en voie d'exécution. Le déficit de la balance commerciale est en décroissance. Des traités de commerce comportant des abaissements de tarifs ont été conclus et sont en voie de conclusion.

La politique prudente, suivie par la Banque en constituant des réserves s'élevant à 55% de la circulation, en abaissant le taux de l'escompte, a permis d'aborder la réforme monétaire. A partir du 1^{er} janvier 1927, le «pengo» sera utilisé comme monnaie de compte; des maintenant les bilans sont établis dans cette monnaie.

Le Conseil a mis fin au contrôle à partir du 30 juin 1926; le Comité de contrôle restera en fonctions.

Il propose le projet de résolution suivant:

« L'Assemblée,

« 1. Prend acte que le Conseil, ayant constaté que la stabilité financière de la Hongrie est assurée, a mis fin aux fonctions du Commissaire général le 30 juin 1926; cette mesure termine l'œuvre de restauration qui a été achevée avec succès, dans le délai minimum envisagé dans le plan original;

« 2. Elle félicite de ce résultat le Gouvernement et le peuple hongrois, ainsi que le Commissaire général et le Comité financier qui avait préparé le plan primitif. Elle a le ferme espoir que, par une politique financière prudente, le Gouvernement hongrois maintiendra et renforcera à l'avenir la situation satisfaisante à laquelle il est maintenant parvenu.

« 3. Elle note avec satisfaction la conclusion d'accords commerciaux entre la Hongrie et les Etats limitrophes avec lesquels s'effectue la moitié du total de son commerce extérieur et réitère l'espoir exprimé lors de la dernière session ordinaire de l'Assemblée que le nouveau progrès ainsi réalisé en matière d'accords commerciaux de ce genre amènera une réduction progressive des tarifs en Europe centrale et contribuera à établir des relations économiques plus étroites. »

M. DE HEVESY (Hongrie) remercie la Société des Nations, le Commissaire général adjoint et le rapporteur de leur aide et de leur compréhension, et accepte les résolutions.

M. AVRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) est heureux de voir un pays voisin restauré par les soins de la Société des Nations et ses propres efforts. Le Royaume serbe, croate, slovène a conclu un traité de commerce avec la Hongrie

The Committee appointed a drafting Committee composed, as follows:

- M. ADATCI (Japan).
- M. BARTHÉLEMY (France).
- Sir Cecil HURST (British Empire).
- M. ROLIN (Belgium).

IV. NINTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee held its ninth meeting yesterday (Tuesday, September 21st) at 3 p.m. under the chairmanship of Mr. Desmond FITZGERALD (Irish Free State).

Work of the Financial Committee: Financial Reconstruction of Hungary (continuation).

M. Fulvio Suvich (Italy), Rapporteur, read his report, amended as a result of the statement made by the Assistant Commissioner-General. He made special reference to the two last budget surpluses which had made it possible to devote a portion of the loan to productive investments. The amount not so allocated exceeded 81 million gold crowns. The receipts earmarked for the service of the loan were eight times as much as were necessary. The administrative reforms were being carried out; the adverse trade balance was decreasing; commercial treaties comprising reductions in tariffs had been concluded or were being negotiated.

The Bank had followed a prudent policy by establishing reserves amounting to 55 per cent of the money in circulation and by reducing the bank rate, which had made a beginning of current reform possible. From January 1st, 1927, the "pengo" would be used as money of account. Accounts were at the moment kept in this currency. The Council had put an end to the control from June 30th, 1926. The Committee of Control would remain in office. He proposed the following resolution:

« The Assembly:

« 1. Notes that, the Council having ascertained that the financial stability of Hungary is assured, the functions of the Commissioner-General were brought to an end on June 30th, 1926, and that with this step the work of reconstruction has been brought to a successful close within the minimum period contemplated under the original plan;

« 2. Congratulates on this result the Hungarian Government and people, the Commissioner-General and the Financial Committee, who prepared the original plan. It confidently hopes that by a prudent financial policy the Hungarian Government will in the future maintain and consolidate the satisfactory position now attained;

« 3. Observes with satisfaction the conclusion of commercial agreements between Hungary and the neighbouring States, with whom about half of her total foreign trade is transacted: and repeats the hope expressed at the last ordinary session of the Assembly that the further progress of such commercial agreements may tend to bring about a progressive reduction of the tariffs in Central Europe and will thus contribute to establishing closer economic relations. »

M. DE HEVESY (Hungary) thanked the League of Nations, the Assistant Commissioner-General and the Rapporteur for their assistance and for the understanding which they had shown. He accepted the resolution.

M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) was glad to discover that a neighbouring country had been reconstructed thanks to the League of Nations and to its own efforts. The Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes

et une convention sur les communications et le transit sera bientôt ratifiée.

Le rapport et le projet de résolution sont adoptés et seront présentés par M. Fulvio Suvich à la prochaine séance de l'Assemblée.

Autriche.

M. STRASBURGER (Pologne), rapporteur, présente son rapport. L'année 1926 a vu le Gouvernement autrichien assumer la pleine responsabilité de sa politique financière.

Sur 568.700.000 couronnes-or, 79.900.000 ont couvert les déficits. 121.500.000 ont remboursé des crédits antérieurs; 230.600.000 ont été utilisées à des dépenses d'investissement. 35.400.000 ont constitué un dépôt équivalent à 6 mois du service de l'emprunt. Le reliquat total au 30 juin, soit 169.400.000 (?) couronnes-or, sera affecté à des investissements productifs, sur la base d'un rapport détaillé que présentera le gouvernement. La circulation est couverte jusqu'à 60%. La crise économique actuelle s'améliorera lentement si le Gouvernement autrichien persévère dans une politique énergique.

Il présente le projet de résolution suivant:

« L'Assemblée a pris connaissance de la résolution du Conseil du 9 juin 1926 par laquelle se sont terminées, à partir du 30 juin dernier, les fonctions du Commissaire général en Autriche.

« Elle se félicite que l'Autriche ait été en état de reprendre la pleine responsabilité de sa politique budgétaire et financière.

« Elle ne doute pas que le peuple et le Gouvernement autrichiens sauront par leur propre effort assurer définitivement les résultats de l'œuvre de reconstruction.

« Elle adresse ses remerciements aux pays qui ont apporté à l'Autriche le concours de leur crédit et rendu possible un grand acte de collaboration internationale. »

Le baron DI PAULI (Autriche) remercie le rapporteur. Ses éloges sont d'autant plus agréables à son pays qu'il a confiance de les avoir mérités, sous la direction de Mgr. Seipel.

Il accepte le projet de résolution, et tout particulièrement le quatrième paragraphe.

M. VEVERKA (Tchécoslovaquie), Vice-Président, représentant un pays voisin et ami, dont les intérêts sont liés à ceux de l'Autriche, accepte la résolution.

M. AVRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) déclare que son pays a les mêmes raisons d'apporter son appui. De nombreux traités ont été exécutés entre l'Autriche et son pays; une trêve de vingt ans a été accordée pour les réparations. Tous ces actes de collaboration entre d'anciens pays ennemis sont du meilleur augure pour la compréhension réciproque des nations.

M. MARCEL-PLAISANT (France) félicite le rapporteur et remercie le Comité financier; les vœux exprimés l'an dernier sont maintenant réalisés. C'est surtout à l'Autriche et au peuple autrichien, pour son abnégation et sa discipline, que ces félicitations doivent s'adresser.

M. Fulvio SUVICH (Italie) s'associe aux félicitations exprimées, et formule le vœu que l'Autriche sorte le plus tôt possible de la crise actuelle; il s'agit d'une situation générale que la Conférence économique doit essayer de résoudre.

Khan ABDUL QADIR (Inde) exprime après les pays voisins de l'Autriche la sympathie de l'Inde. Le poète Saadi a dit: « toute l'humanité est membre d'un seul corps... lorsqu'un des membres souffre, les autres ne peuvent fonctionner ».

Le commandeur Hilton YOUNG (Empire britannique) exprime la satisfaction de son pays. Les résultats obtenus par la coopération des forces de la Société des Nations et du meilleur des forces des deux pays sont magnifiques.

had concluded a commercial treaty with Hungary, and a convention on communications and transit would shortly be ratified.

The report and the draft resolution were adopted and will be submitted by M. Fulvio Suvich to the Assembly at its next meeting.

Austria.

M. STRASBURGER (Poland), Rapporteur, submitted his report. The year 1926 had seen the Austrian Government assume full responsibility for its financial policy. Out of 568,700,000 gold crowns, 79,900,000 had sufficed to cover the deficit; 121,500,000 had been used to repay former loans; 230,600,000 had been used for investment; 35,400,000 constituted a reserve fund equivalent to six months of the service of the loan. The total *reliquat* on June 30th (169,400,000 (?) gold crowns) would be used for productive investment on the basis of a detailed report to be submitted by the Government. The currency in circulation was covered to the extent of 60 per cent. The present economic crisis was slowly improving provided the Austrian Government persevered in an energetic policy. He submitted the following draft resolution:

“ The Assembly has taken note of the Council resolution of June 9th, 1926, whereby the functions of the Commissioner-General for Austria were brought to an end on June 30th, 1926.

“ It is gratified that Austria has been able to reassume full responsibility for her budgetary and financial policy.

“ It does not doubt that the Austrian people and the Austrian Government will by their own efforts be able finally to ensure the results of the work of reconstruction.

“ It expresses its thanks to the countries which have helped Austria with their credit and thus made possible a great act of international co-operation. ”

Baron DI PAULI (Austria) thanked the Rapporteur. His tribute of praise was all the more welcome to his country since Austria, under the direction of Monseigneur Seipel, considered she had deserved them.

He accepted the draft resolution, especially the fourth paragraph.

M. VEVERKA (Czechoslovakia), Vice-Chairman, as representative of a neighbouring and friendly country, whose interests were bound up with those of Austria, accepted the resolution.

M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) said that his country would also support the resolution for the same reasons. Numerous treaties had been concluded between Austria and his country. A respite for twenty years had been granted for the payment of reparations. All these acts of co-operation between former enemy countries were the best omen for the mutual understanding of nations.

M. MARCEL-PLAISANT (France) congratulated the Rapporteur and thanked the Financial Committee. The hopes expressed during the previous years had now been realised. He would especially congratulate Austria and the Austrian people for their self-denial and discipline.

M. Fulvio SUVICH (Italy) associated himself with the congratulations expressed and voiced the hope that Austria would surmount the present crisis as soon as possible. She was suffering from a general situation which the Economic Conference would endeavour to remedy.

Khan ABDUL QADIR (India) expressed the sympathy of India after the neighbours of Austria had done so. The poet Saadi had said: “ All humanity belongs to one body; when a limb of that body suffers, the others cannot work ”.

Commander Hilton YOUNG (British Empire) expressed the satisfaction of his country. The results obtained by the co-operation of the forces of the League and the best forces of the two countries had been magnificent.

Le baron DI PAULI (Autriche) remercie vivement les orateurs précédents. Son pays n'est encore que convalescent; il a besoin d'air, de mouvement et d'amis; mais sur ce dernier point, sa situation est des plus rassurantes.

Le rapport et le projet de résolution sont adoptés. M. Strasburger les présentera à la prochaine séance de l'Assemblée.

Réfugiés bulgares.

Le commandeur HILTON YOUNG (Empire Britannique) présente son rapport. Un emprunt de 2.250.000 livres a été autorisé par le Comité financier. De longues négociations ont été entreprises par les pays voisins. Le principe selon lequel les réfugiés ne devraient pas être massés sur les frontières amène le rapporteur à exprimer l'espoir que, par voie d'entente, on pourra pratiquement l'appliquer de façon à ne pas empêcher l'utilisation des terres propres à l'établissement, d'autant plus qu'aucune restriction de ce genre n'existe dans le plan grec.

Il présente le projet de proposition suivant:

« L'Assemblée:

« 1. A appris avec une vive satisfaction que les négociations poursuivies pendant les six derniers mois, ont abouti à l'adoption, par le Conseil, d'un projet d'établissement d'environ 120.000 réfugiés en Bulgarie;

« 2. Constate avec satisfaction que, grâce à une avance de 400.000 livres, l'œuvre d'établissement a déjà commencé;

« 3. Exprime l'espoir que la somme totale nécessaire à cette œuvre et évaluée à 2.250.000 livres pourra être souscrite dans un avenir prochain;

« 4. Désire exprimer son appréciation du travail remarquable accompli une fois de plus par le Comité financier sur l'avis duquel le plan d'établissement a été adopté par le Conseil et dont la longue et exceptionnelle expérience dans ces travaux de restauration a déjà porté ses fruits en Autriche, en Hongrie et en Grèce;

« 5. Exprime la conviction que l'exécution de ce plan permettra non seulement de soulager de nombreuses souffrances, mais encore de favoriser l'ordre économique et social à l'intérieur de la Bulgarie, et de consolider et d'améliorer les relations politiques de la Bulgarie avec les Etats voisins. »

M. MOLLOFF (Bulgarie) remercie le rapporteur. L'œuvre a été entreprise dans un but humanitaire, pacificateur et économique. Elle est en voie d'exécution. D'importantes difficultés ont été heureusement résolues dans le meilleur esprit de conciliation.

M. DENDRAMIS (Grèce) comme représentant d'un pays voisin apporte l'adhésion de son pays. Si aucune restriction n'a été imposée en Grèce, c'est qu'on en a pas demandé. Il demande donc une modification du rapport.

M. AVRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) témoigne de l'intérêt de son pays à l'œuvre d'établissement des réfugiés; étant donné la différence existant entre la situation des réfugiés grecs et bulgares et les bonnes intentions qui animent le pays limitrophe, il insiste également sur la modification demandée par son collègue grec.

Le commandeur HILTON YOUNG (Empire Britannique) admet que ces passages puissent ne pas être absolument opportuns, et accepte leur suppression. Par contre il ajoute un passage sur les négociations avec le Comité financier.

M. MOLLOFF (Bulgarie) accepte; mais les réfugiés bulgares ont changé de place après liquidation de leurs biens et n'ont aucun intérêt en dehors des frontières de leur pays.

M. AVRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) prend note de ces paroles et exprime l'espoir que certains des éléments mentionnés ne créeront aucune difficulté.

Baron DI PAULI (Austria) warmly thanked the preceding speakers. His country was still only convalescent; it needed air, movement and friends. With regard to friends, however, its situation was most satisfactory.

The report and the draft resolution were adopted. M. Strasburger would submit them to the Assembly at its next meeting.

Bulgarian Refugees.

Commander HILTON YOUNG (British Empire) submitted his report. A loan of 2,250,000 pounds sterling had been authorised by the Financial Committee. Long negotiations had been undertaken by the neighbouring countries. The principle according to which refugees should not be massed along the frontiers led the Rapporteur to express the hope that it could be applied in practice, by means of an agreement, in such a manner as not to prevent the use of lands capable of supporting refugees, all the more so as no restrictions of this kind existed in the Greek plan.

He submitted the following draft resolution:

« The Assembly:

« (1) Has learnt with great satisfaction that the negotiations of the last six months have resulted in the adoption by the Council of a scheme for the settlement of some 120,000 refugees in Bulgaria.

« (2) Observes with satisfaction that by means of an advance of £400,000 this work has already been begun.

« (3) Expresses the hope that the total sum estimated for this work — 2 1/4 million pounds — may be successfully subscribed in the near future.

« (4) Desires to express its appreciation of the valuable work once more done by the Financial Committee, on whose advice the plan was adopted by the Council, and whose long and unique experience in such work of reconstruction has borne fruit in Austria, Hungary and Greece.

« (5) Expresses the belief that the execution of this plan will not only alleviate widespread suffering but will also benefit economic and social order within Bulgaria, and consolidate and improve the political relations of Bulgaria with neighbouring countries. »

M. MOLLOFF (Bulgaria) thanked the Rapporteur. The work had been undertaken with a humanitarian, pacifying and economic object. It was now being executed. Important difficulties had been happily surmounted in the best spirit of conciliation.

M. DENDRAMIS (Greece), as the representative of a neighbouring country, agreed to the resolution. The only reason why no restriction had been imposed in Greece was that none had ever been demanded. He asked therefore that an amendment should be made in the report.

M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) referred to the interest of his country in the work of establishing refugees. In view of the differences of situation between the Greek and Bulgarian refugees and the good intentions which animated neighbouring countries, he would also urge the adoption of the amendment asked for by his Greek colleague.

Commander HILTON YOUNG (British Empire) agreed that these passages could not be described as altogether opportune and accepted their deletion. On the other hand, he would add another passage concerning the negotiations with the Financial Committee.

M. MOLLOFF (Bulgaria) accepted the addition. Bulgarian refugees, however, had changed their place of abode after the liquidation of their goods and had no interest outside the frontiers of their country.

M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) took note of this observation and expressed the hope that certain of the elements mentioned would give rise to no difficulty.

Khan ABDUL QADIR (Inde) déclare que cette œuvre ainsi que les deux précédentes est d'une importance exceptionnelle étant donné qu'elles ont fait entrer la Société des Nations dans le domaine des réalisations pratiques. Les ruines de la guerre et l'œuvre de reconstruction forment un contraste saisissant.

Le rapport et le projet de résolution sont adoptés et seront présentés par le commandeur Hilton Young à la prochaine séance de l'Assemblée.

Rapport sur les travaux du Comité financier.

M. AVRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes), rapporteur, présente son rapport sur les autres travaux accomplis par le Comité financier sur les points suivants : restauration des finances publiques de la Ville libre de Dantzig ; double imposition et évasion fiscale ; répression du faux monnayage.

Il signale en outre que le Comité financier publie un bulletin mensuel de statistiques, un mémorandum sur les monnaies et les banques centrales et que des volumes sur les balancés de paiements, sur le commerce extérieur et les finances publiques, paraîtront prochainement.

Il présente les projets de résolutions suivants :

I

« L'Assemblée a pris note des deux rapports du Comité financier sur le rétablissement des finances publiques de la Ville libre de Dantzig.

« Elle espère, suivant les conclusions de ces rapports, qu'il sera possible au Comité financier, lorsque la Ville libre aura réalisé l'effort de compression administrative et budgétaire indispensable de recommander l'émission d'un emprunt destiné à consolider la situation financière et économique de Dantzig. »

II

« L'Assemblée a noté qu'à la demande du Conseil, le Comité financier a entrepris une étude des méthodes de collaboration entre les gouvernements et les banques d'émission, pouvant faciliter la répression du faux monnayage. Il espère que ses travaux seront poursuivis activement de façon à ce que des propositions pratiques puissent être soumises aux délibérations du Conseil dans le plus court délai possible. »

III

« La deuxième Commission a pris connaissance, d'après les rapports du Comité financier, des résultats des travaux de la dernière réunion d'experts sur la double imposition et l'évasion fiscale.

« Elle espère que leurs travaux seront poursuivis et prépareront utilement le développement et l'harmonisation progressive du droit international en cette matière par voie de conventions générales ou de conventions partielles fondées sur des principes communs. »

M. STRASBURGER (Pologne) signale la valeur des travaux exposés dans le rapport. Comme représentant de la Pologne, il insiste sur l'intérêt particulier de la restauration financière de la Ville de Dantzig, seul accès de la mer pour son pays, et dont le trafic a doublé depuis 1914. L'accord entre la Société et Dantzig sur la répartition des produits des douanes, qui impose à la Pologne un lourd sacrifice de 14.000.000 de gulden par an vient d'être signé. Il demande une modification en conséquence. Il est certain que d'ici décembre la Ville libre réalisera les économies qu'on lui demande.

M. AVRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) prend acte avec satisfaction de la conclusion de l'accord entre la Pologne et Dantzig et modifie son rapport en conséquence.

En réponse à une question de M. Marcel Plaisant, il déclare

Khan ABDUL QADIR (India) said that this work, as well as the two preceding, were of exceptional importance in view of the fact that it caused the League of Nations to do something practical. The devastation of the war and the work of reconstruction formed a marked contrast.

The following draft resolutions were adopted and would be submitted by Commander Hilton Young to the Assembly at the next meeting.

Report on the Work of the Financial Committee.

M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes), Rapporteur, submitted his report on the work accomplished by the Financial Committee concerning the following points: reconstruction of the finances of the Free City of Danzig, double taxation and tax evasion, suppression of counterfeit currency. He pointed out that the Financial Committee was publishing a monthly bulletin of statistics and a memorandum on currency and on central banks and that volumes on the balance of payment and on external trade and public finance would shortly appear.

He submitted the following draft resolutions:

I.

“ The Assembly has taken note of the Financial Committee's two reports on the restoration of the public finances of the Free City of Danzig.

“ It trusts that, in accordance with the conclusions of these reports, it may be possible for the Financial Committee, now that the Free City has effected the necessary administrative and budgetary economies, to recommend the issuing of a loan designed to consolidate the financial and economic situation of Danzig.”

II.

“ The Assembly has noted that at the request of the Council the Financial Committee has undertaken a study of the methods whereby the Governments and banks of issue might collaborate to prevent the issuing of counterfeit currency.

“ It trusts that the Financial Committee's work will be actively pursued, so that practical proposals may be submitted to the Council for consideration at the earliest possible date.”

III.

“ The Assembly has taken note, according to the Financial Committee's reports, of the results of the work of the last meeting of experts on double taxation and tax evasion.

“ It trusts that their work will be continued and will serve as a useful preparation for the development and progressive unification of international law in the matter, by means of general conventions or of partial conventions based upon common principles.”

M. STRASBURGER (Poland) referred to the value of the work contained in the report. As representative of Poland, he urged the special interest underlying the financial reform of the Free City of Danzig, which was the only outlet to the sea possessed by his country and whose trade had doubled since 1914. The agreement between the League of Nations and the Free City of Danzig concerning the division of Customs receipts, which imposed on Poland the heavy sacrifice of 14 million gulden a year, had just been signed. In consequence, he asked for an amendment. It was obvious that by December the Free City would carry out the economies which had been asked for from it.

M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) took note with satisfaction of the conclusion of the agreement between Poland and Danzig and modified his report to take account of it. In reply to a question of M. Marcel

que le mémorandum sur les finances publiques est une nouvelle édition demandée par le Comité financier.

Le Dr JARAMILLO (Colombie) insiste sur l'intérêt qu'il y a pour tous les pays à voir des conventions et des accords résoudre les inconvénients résultant de la double imposition; il pourrait être utile de le préciser dans le texte de la résolution.

Le rapport et le projet de résolution sont adoptés et seront présentés par M. Avramovitch à la prochaine séance de l'Assemblée.

V. SEPTIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION

La quatrième Commission a tenu sa septième séance hier mardi 21 septembre 1926, à 10 h. 45, sous la présidence de M. Nicolas TITULESCO (Roumanie).

Examen des prévisions budgétaires de l'Organisation internationale du Travail (suite).

La Commission adopte successivement et sans modification les articles 4 à 21 (et dernier) du budget de l'Organisation internationale du Travail.

La discussion du chapitre IIa (Dépenses extraordinaires et temporaires) — Oeuvre des réfugiés russes et arméniens — est ajournée jusqu'au moment où la quatrième Commission sera saisie des recommandations de la cinquième Commission concernant cette œuvre.

Examen des prévisions de recettes du Secrétariat et des organisations spéciales ainsi que de l'Organisation internationale du Travail, pour 1927.

La Commission approuve formellement les prévisions de recettes inscrites aux budgets du Secrétariat, des organisations spéciales et de l'Organisation internationale du Travail pour 1927.

VI. QUATRIÈME SÉANCE DE LA SIXIÈME COMMISSION

La sixième Commission s'est réunie hier mardi 21 septembre, sous la présidence de M. DE BROUCKÈRE (Belgique).

Rapport sur la ratification des accords et conventions conclus sous les auspices de la Société des Nations.

La Commission adopte la résolution suivante présentée par sa Sous-Commission, sur la question de la ratification des accords et conventions conclus sous les auspices de la Société des Nations:

« L'Assemblée,

« Constatant avec regret que de nombreux accords et conventions conclus sous les auspices de la Société des Nations sont restés sans effet, ou ne sont entrés en vigueur qu'avec un retard excessif, par suite de la difficulté d'assurer un nombre suffisant de ratifications par les signataires,

« Désire attirer l'attention des gouvernements de tous les Etats membres de la Société sur la nécessité de prendre toutes mesures en leur pouvoir afin de faciliter et de hâter la ratification de tous accords et conventions signés en leur nom,

« Et décide de recommander au Conseil de la Société de se faire présenter tous les six mois un rapport sur l'état des ratifications et d'examiner les moyens d'accélérer la mise en vigueur de ces accords et conventions. »

La Commission charge le vicomte CECIL (Empire Britannique) de présenter le rapport à l'Assemblée sur cette question.

Plaisant, he said the memorandum on public finance was a new publication asked for by the Financial Committee.

Dr. JARAMILLO (Colombia) urged the interest for all countries presented by the conclusion of conventions and agreements for the solution of the inconvenience arising from double taxation. It might be of use to adopt a resolution concerning this matter.

The report and the draft resolution were adopted and would be submitted by M. Avramovitch to the Assembly at its next meeting.

V. SEVENTH MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE

The Fourth Committee held its seventh meeting yesterday (Tuesday, September 21st, 1926) at 10.45 a.m. under the chairmanship of M. Nicolas TITULESCO (Roumania).

Examination of the Budget Estimates of the International Labour Office (continuation).

The Committee adopted successively and without modification Articles 4 to 21 (and last) of the Budget of the International Labour Organisation.

The discussion of Chapter IIa (Expenditure, extraordinary and temporary) — Work of Russian and Armenian Refugees — was adjourned until the Fourth Committee was acquainted with the recommendations of the Fifth Committee regarding this work.

Examination of the Estimated Receipts of the Secretariat and Special Organisations, also of the International Labour Organisation for 1927.

The Committee formally approved the estimated receipts included in the budgets of the Secretariat, of the special organisations and of the International Labour Organisation for 1927.

VI. FOURTH MEETING OF THE SIXTH COMMITTEE

The Sixth Committee met yesterday (Tuesday, September 21st) under the chairmanship of M. DE BROUCKÈRE (Belgium).

Report on the Ratification of Agreements and Conventions concluded under the Auspices of the League of Nations.

The Committee adopted the following resolution, submitted by the Sub-Committee, on the question of the ratification of agreements and conventions concluded under the auspices of the League of Nations:

“ The Assembly,

“ Observing with regret that many conventions and agreements concluded under the auspices of the League of Nations have remained ineffective, or have only come into force after undue delay, owing to the difficulty experienced in securing a sufficient number of ratifications by the signatories:

“ Desires to call the attention of the Governments of all States Members of the League to the necessity for taking all measures in their power to facilitate and expedite the ratification in all cases of conventions and agreements signed in their name;

“ And decides to invite the Council of the League to call for a report every six months on the progress of ratification and to consider methods for securing the more rapid bringing into force of these agreements and conventions. ”

The Committee instructed Viscount CECIL (British Empire) to submit the report on this question to the Assembly.

Mandats.

Le Dr NANSSEN (Norvège) croit qu'il vaut mieux ouvrir en Commission plénière une discussion générale sur la question des mandats avant de préparer un rapport pour l'Assemblée.

La Commission constatera certainement avec satisfaction que la plupart des Puissances mandataires ont désigné, pour les représenter devant la Commission permanente des mandats, des fonctionnaires ayant une expérience personnelle ou une connaissance spéciale des conditions d'existence dans les territoires dont on examine la gestion, et aussi que, grâce aux dispositions prises par le Secrétariat, tous les rapports annuels des Puissances mandataires sont aujourd'hui tenus facilement et rapidement à la disposition du public. Il fait également allusion à la solution qui vient d'être apportée à la controverse ancienne relative à la frontière entre le territoire sous mandat du Sud-Ouest africain et l'Argola, et à l'utilisation des eaux de la rivière Kunène. Il pense que le Gouvernement de l'Union de l'Afrique du Sud devra tenir compte des observations faites par la Commission sur le statut juridique des chemins de fer et des ports du Sud-Ouest africain.

L'examen auquel a procédé la Commission des problèmes essentiels de l'administration des territoires sous mandat, par exemple la main-d'œuvre indigène, l'instruction et l'hygiène publiques, pourra peut-être profiter non seulement à ces territoires, mais encore à l'administration coloniale en général.

Par contre, le Dr Nansen désire appeler l'attention sur l'augmentation regrettable des importations de spiritueux dans les territoires sous mandat. Il espère que la Commission pourra prochainement achever de définir les conditions de l'exercice du mandat en ce qui concerne le trafic des spiritueux. Il regrette qu'en raison des circonstances politiques, il n'ait pas encore été possible à la Commission d'examiner l'administration de l'Irak, et il a bon espoir que cet examen se fera prochainement. Les travaux de la Commission pendant l'année écoulée ont été plus importants que jamais et ont touché à des questions de la plus haute importance politique. Il présente la résolution suivante:

« L'Assemblée,

« Rappelant l'avis du Conseil suivant lequel pleine latitude devrait être laissée à la Commission en ce qui concerne ses rapports et la décision suivant laquelle le Conseil devrait examiner l'ensemble de l'administration des Puissances mandataires afin de déterminer si cette administration est conforme aux intérêts de la population indigène,

« Désire manifester sa haute appréciation de l'œuvre admirable accomplie par la Commission permanente des mandats et du tact, du dévouement et de la complète impartialité dont elle a fait preuve en accomplissant sa difficile et délicate tâche. »

Le délégué de la Norvège en vient ensuite au projet de questionnaire sur les territoires sous mandat B et C, soumis au Conseil lors de sa dernière session, et qui a donné lieu à d'amples discussions et à certains malentendus. Ce questionnaire a été élaboré par la Commission après une étude approfondie et il ne voit pas en quoi il diffère, en principe, des précédents questionnaires qu'il doit remplacer et amplifier. Au cours de la discussion qui a eu lieu devant le Conseil au sujet du questionnaire, il a été émis certaines opinions sur la soi-disant tendance qu'aurait la Commission à élargir ses attributions, et sur certain territoire sous mandat qui formerait partie intégrante du territoire de la Puissance mandataire. Il est convaincu que ces opinions doivent être basées sur des malentendus ou sur un examen insuffisamment approfondi de ce que la Commission a proposé. Celle-ci a également demandé au Conseil s'il lui conviendrait d'établir des règles pour l'audition de pétitionnaires dans certains cas tout à fait exceptionnels. Ce point, lui aussi, a soulevé une discussion au sein du Conseil, et la Commission désirera peut-être entendre, du vice-président de la Commission des mandats, des éclaircissements sur cette question et sur la précédente. Il propose la résolution suivante:

« L'Assemblée décide de transmettre au Conseil le procès-verbal des délibérations de la sixième Commission au sujet de la question des mandats et d'inviter le Conseil à prendre ce procès-verbal en considération lors de la décision finale relative au projet de liste de questions concernant les rapports au Conseil sur les mandats B et C. »

Mandates.

Dr. NANSSEN (Norway) thought it would be preferable to have in the full Committee a general discussion of the mandates question before drafting a report to the Assembly.

The Committee certainly would note with satisfaction that most of the mandatory Powers had appointed as their representatives before the Permanent Commission, officials with personal experience or a special knowledge of the conditions of the territories under review, and also that, thanks to the arrangements made by the Secretariat, all the annual reports of the mandatory Powers were now easily and quickly available for the public. He also referred to the solution which had just been reached of the long-standing controversy regarding the frontier between the mandated territory of South-West Africa and Angola and the use of the waters of the Kunene River. He thought that the Government of the Union of South Africa ought to take account of the observations of the Commission regarding the legal status of the railways and harbours of South-West Africa.

The study by the Commission of the fundamental problems of the administration of the mandated territories, such as native labour, education, and public health, might not only be of profit to those territories but to colonial administration in general.

On the other hand, Dr. Nansen wished to call attention to the regrettable increase in the imports of alcoholic liquor into the mandated territories. He hoped that the Commission would soon be able to achieve the final definition of the terms of the mandates concerning the liquor traffic. He regretted that it had not yet been possible, as the result of political circumstances, for the Commission to examine the administration of Iraq, and trusted that this would soon take place. The work done by the Commission during the past year had been of greater importance than ever and had dealt with matters of the gravest political importance. He would propose the following resolution:

« The Assembly:

« Recalling the opinion of the Council that full latitude should be left to the Commission as regards reports, and its decision that the Council should examine the whole administration of the Mandatory Powers with a view to determining whether this administration has conformed to the interests of the native population:

« Desires to record its high appreciation of the admirable work performed by the Permanent Mandates Commission, and of the tact, devotion and complete impartiality which it has shown in carrying out its difficult and delicate task. »

Dr. Nansen would then refer to the draft list of questions on B and C mandated territories submitted to the Council at its recent session, and which had given rise to considerable discussion and to a certain amount of misunderstanding. This questionnaire had been drawn up by the Commission after very careful examination, and he did not understand how it differed in principle from the previous questionnaires which it was intended to replace and amplify. During the discussion of the questionnaire by the Council, certain statements had been made both as regarded the alleged tendency of the Commission to increase its powers and as regarded a certain mandated territory being an integral part of the territory of the mandatory Power. He was sure that these statements must be based on misunderstandings or on a not sufficiently careful examination of what the Commission had proposed. The Commission had also asked the Council whether it should draw up rules for the hearing of petitioners in certain quite exceptional cases. This point again had given rise to discussion at the Council, and the Committee might perhaps wish to have some information on this point, as well as on the previous point, from the Vice-Chairman of the Mandates Commission. He submitted the following draft resolution:

« The Assembly decides to transmit to the Council the procès-verbal of the discussions in the Sixth Committee on the question of mandates, and to invite the Council to take this procès-verbal into consideration when the draft list of questions relative to the Council reports on B and C Mandates come up for final decision. »

M. VAN REES (vice-président de la Commission permanente des mandats), après avoir remercié le Dr Nansen de son discours, qui sera certainement très apprécié par ses collègues de la Commission des mandats, donne quelques explications sur les deux points particuliers soulevés dans ce discours: la liste des questions et l'addition des pétitionnaires. Il rappelle les questionnaires pour les mandats B et C rédigés par la Commission lors de sa première session. Les questions mentionnées dans le nouveau questionnaire (Liste de questions), qui a un caractère définitif, sont, en effet, celles qui ont donné lieu au sein de la Commission, depuis cinq ans qu'elle existe, à de nombreuses discussions avec les représentants accrédités des Puissances mandataires. Aucune objection n'y a jamais été faite. La Liste de questions ne contient donc rien de nouveau. C'est seulement, présentées sous une forme écrite pour faciliter la rédaction des rapports des Puissances mandataires, les diverses questions traitées verbalement à plusieurs reprises par la Commission.

Au sujet de l'audition des pétitionnaires, il semble que des malentendus se soient produits quant à la portée de la question posée au Conseil par la Commission. L'exposé de la question qui se trouve dans le rapport de la Commission au Conseil est, en effet, extrêmement bref, mais l'état d'esprit des membres de la Commission et les considérations qui les ont amenés à s'en occuper — souci de conscience, et désir d'impartialité — ressortent clairement des procès-verbaux de ses sessions.

M. Van Rees ajoute que la Commission n'a jamais pensé entendre des pétitionnaires, sauf dans des cas tout à fait exceptionnels et en prenant toutes les précautions nécessaires pour ne pas porter atteinte à l'autorité des Puissances mandataires et pour ne pas froisser leurs susceptibilités.

M^{me} BUGGE-WICKSELL (Suède) s'associe pleinement aux points de vue exprimés par M. Van Rees et désire souligner quelques-unes des explications qu'il vient de donner. La Commission ne cherche qu'à remplir son devoir défini par le Pacte et par sa Constitution, élaborée et approuvée par le Conseil, et n'a nullement l'intention d'excéder sa compétence pour accroître encore sa tâche déjà lourde et délicate. Elle a toujours vivement apprécié la collaboration cordiale et féconde entre elle et les représentants accrédités des Puissances mandataires et espère que rien ne viendra la troubler. Elle a toujours pris soin de ne rien faire qui soit de nature à embarrasser les Puissances mandataires dans l'accomplissement de leur difficile mission. Il semble évident qu'on pourrait être persuadé qu'une Commission, composée en majeure partie d'administrateurs possédant une longue expérience coloniale, étudiera toujours avec soin les recommandations qu'elle juge utile de présenter.

M. FREIRE D'ANDRADE (Portugal) rappelle les termes du dernier alinéa de l'article 22 du Pacte, qui donnent à la Commission permanente des pouvoirs très étendus. La Commission n'a d'ailleurs nul désir d'élargir indûment sa tâche. Il est intéressant de constater que deux ans auparavant, à l'Assemblée, un représentant du Gouvernement britannique a reproché à la Commission de ne pas aller assez loin, car à son avis elle devait poser des principes généraux d'administration coloniale. Un des représentants d'une Puissance mandataire au Conseil a, par contre, adressé des critiques à la Commission pour le motif qu'elle entrait dans trop de détails. M. Freire d'Andrade fournit des statistiques d'où il résulte que la Commission, au cours de ses neuf sessions, a tenu 203 séances, et que les rapports annuels examinés par elle jusqu'ici représentent un total de 6.500 pages.

Le vicomte CECIL (Empire Britannique) s'associe à l'hommage rendu à la Commission pour le travail qu'elle a accompli. Il croit cependant qu'il est sage d'avoir présenté à l'esprit les attributions respectives du Conseil et de l'Assemblée en ce qui concerne les mandats. Le Conseil examine les rapports annuels des Puissances mandataires avec le concours de la Commission des mandats. L'Assemblée a, bien entendu, le droit d'émettre son avis sur les questions relatives aux mandats, mais elle fera preuve de sagesse, en s'imposant une certaine réserve et en s'en tenant aux questions générales. En tout cas, il ne serait guère opportun pour l'Assemblée d'entamer à son tour les discussions qui viennent d'avoir lieu au Conseil au sujet du rapport de la Commission permanente. On semble s'être exagéré l'importance de certaines observations qui ont été faites à cette occasion. Il rappelle à la sixième Commission que le problème du questionnaire et de l'audition des pétitionnaires n'est qu'au stade préli-

M. VAN REES, Vice-Chairman of the Permanent Mandates Commission, after having thanked Dr. Nansen for his speech, which would certainly be much appreciated by his colleagues on the Commission, gave explanations regarding two special points which Dr. Nansen had mentioned: the list of questions and the hearing of petitioners. He recalled that the questionnaires for B and C mandates had been drawn up by the Committee at its first session. The questions contained in the questionnaire (list of questions), which was of a final nature, were those which had given rise in the Commission during the five years of its existence to numerous discussions with the accredited representatives of the mandatory Powers. No objection had ever been made to them. The list consisted merely of the various questions dealt with verbally on several occasions by the Commission put in written form in order to facilitate the drawing-up of the report of the mandatory Powers.

With regard to the hearing of the petitioners, he thought that a misunderstanding had arisen regarding the meaning of the question put to the Council by the Commission. The explanation of the question contained in the report of the Commission to the Council was very short, but the mind of the members and the considerations which had led them to deal with the matter—the desire to be consciously impartial—were clearly apparent from the minutes of its sessions.

M. Van Rees added that the Commission had never thought of hearing petitioners except in very exceptional cases and when all the necessary precautions had been taken to avoid injuring the authority of the mandatory Powers or arousing their susceptibilities.

M^{me} BUGGE-WICKSELL (Sweden) fully associated herself with the point of view put forward by M. Van Rees and desired to emphasise some of the explanations which he had given. The Committee was only seeking to fulfil its duty as defined by the Covenant and by its constitution drawn up and approved by the Council. It in no way intended to go beyond its competence in order still further to increase its task, which was already a heavy and delicate one. It had always warmly appreciated the cordial and fruitful co-operation of the accredited representatives of the mandatory Powers and hoped that nothing would disturb it. It had always been careful to do nothing to embarrass the mandatory Powers in the accomplishment of their difficult task.

It seemed obvious that the Commission, composed for the most part of administrators with a long colonial experience, could be relied upon invariably to study with care such recommendations as it thought good to submit.

M. FREIRE D'ANDRADE (Portugal) recalled the last paragraph of Article 22 of the Covenant, which gave very wide powers to the Mandates Commission. The Commission was, however, not desirous of extending its task unduly. It was interesting to note that two years previously in the Assembly a representative of the British Government had criticised the Commission as not going far enough, because, in his view, it ought to lay down general principles of colonial administration. One of the representatives of a mandatory Power at the Council, on the other hand, had criticised the Commission on the ground that it entered into too great detail.

M. Freire d'Andrade gave some statistics showing that the Commission during its nine sessions had held 203 meetings, and that the annual reports studied by it up to the present numbered a total of 6,500 pages.

Viscount CECIL (British Empire) joined in the appreciation of the work of the Commission. He thought, however, that it was wise to bear in mind the respective functions of the Council and the Assembly regarding mandates. The Council examined the annual reports of the mandatory Powers with the assistance of the Mandates Commission. The Assembly was, of course, entitled to express its opinion on questions concerning mandates, but it would perhaps be wise to exercise a certain restraint and keep to general matters. In any case it would hardly be wise for the Assembly to go into the discussions which had just taken place in the Council on the subject of the report of the Mandates Commission. The importance of certain statements made on that occasion had, it seemed, been exaggerated. He would remind the Sixth Committee that the problem of the questionnaire and the hearing of petitioners was only in a preliminary stage, the Council having

minaire, le Conseil ayant demandé l'avis des Puissances mandataires, et la sixième Commission ne semble guère qualifiée pour exprimer actuellement une opinion. Il pense donc que, pour le moment, la Commission pourra se contenter d'exprimer sa haute appréciation de l'œuvre accomplie par la Commission des mandats, en s'abstenant de préjuger de l'action du Conseil dans des questions qui sont *sub judice*.

M. NEMOURS (Haïti) estime que les suggestions contenues dans le rapport de la Commission des mandats restent dans les limites de ses attributions, telles que les a définies le rapport de M. Hymans. L'audition des pétitionnaires soulève certainement plusieurs questions délicates, mais, au point de vue de la justice, il est en faveur de l'adoption des propositions de la Commission.

M. LOUWERS (Belgique) pense que la Commission doit se féliciter de l'occasion que le discours de M. Nansen lui a donné de procéder à un échange de vues entièrement franc au sujet des mandats. D'autre part, il considère que les points soulevés par ce discours donneront peut-être lieu à quelques difficultés étant donné qu'ils soulèvent la question des relations entre le Conseil, la Commission permanente des mandats et l'Assemblée en cette matière.

Il estime qu'on pouvait clore la discussion en adoptant le projet de résolution suivant :

« L'Assemblée,
« Ayant pris connaissance du rapport au Conseil relatif aux territoires sous mandat et des débats auxquels ce rapport a donné lieu au sein du Conseil,
« Le vice-président de la Commission permanente des mandats entendu,
« Remercie la Commission permanente des mandats du dévouement et du zèle qu'elle apporte à l'accomplissement de sa mission délicate,
« Fait confiance à l'esprit politique tant des membres de cette Commission que du Conseil pour assurer, dans un esprit cordial de collaboration avec les Puissances mandataires, l'application des principes du Pacte. »

M. SMIT (Afrique du Sud) désire souligner que l'idée d'une mise en accusation de la Commission devant le Conseil est tout à fait erronée. Tout le monde a été d'accord pour apprécier son œuvre, mais on a désiré, en même temps, la mettre en garde contre les dangers que pourrait peut-être impliquer une extension de son activité. La Commission des mandats ne devrait pas oublier qu'elle a affaire à des Etats souverains et que, étant seulement chargée d'examiner leurs rapports, elle n'a aucun droit d'initiative quelconque en ce qui concerne leur politique future.

M. Smit donne aussi quelques explications au sujet de la question du statut légal des chemins de fer du Sud-Ouest africain et sur la portée de l'expression « partie intégrante » qu'il a employée lors de la séance du Conseil.

M. YOSHIDA (Japon), tout en s'associant aux hommages rendus à la Commission des mandats, exprime la crainte que, vu le grand nombre et la dispersion des îles sous mandat japonais, il soit très difficile à son gouvernement de réunir toutes les données demandées par la Commission dans sa Liste de questions pour leur transmission au Conseil en temps utile.

Le Dr NANSSEN (Norvège) pense qu'il est parfaitement dans la compétence de la sixième Commission de s'occuper des questions qu'il a soulevées.

D'autre part, il est d'avis qu'il serait intéressant de tirer au clair la situation des représentants des Puissances mandataires au Conseil si, en matière de mandats, ils parlent en leur qualité de représentants de Puissances mandataires ou comme Membres du Conseil.

S'il est vrai que la Commission des mandats doit chercher une collaboration complète avec les Puissances mandataires, il semble néanmoins que sa tâche d'examiner les rapports annuels devra nécessairement lui permettre de faire quelques critiques.

M. DE JOUVENEL (France) craint que les propositions du Dr Nansen n'aient pour résultat de bouleverser la constitution de la Société des Nations en faisant de quelque sorte l'Assem-

bledé des Puissances mandataires, et la sixième Commission ne semble guère qualifiée pour exprimer actuellement une opinion. Il pense donc que, pour le moment, la Commission pourra se contenter d'exprimer sa haute appréciation de l'œuvre accomplie par la Commission des mandats, en s'abstenant de préjuger de l'action du Conseil dans des questions qui sont *sub judice*.

M. NEMOURS (Haïti) thought that the suggestions made in the report of the Commission were within the limits of its powers as defined in the report of M. Hymans. Several delicate questions were certainly connected with the hearing of petitioners, but from the point of view of justice he was in favour of accepting the proposals of the Commission.

M. LOUWERS (Belgium) thought the Committee should congratulate itself on having had the opportunity afforded by the speech of Dr. Nansen to proceed to an entirely frank exchange of views regarding the question of mandates. He considered that the points raised in Dr. Nansen's speech might give rise perhaps to certain difficulty in view of the fact that they raised the question of the relations between the Council and the Permanent Mandates Commission and the Assembly.

He thought that the discussion could be closed by the adoption of the following resolution :

“ The Assembly,
“ Having taken cognisance of the report to the Council relating to the mandated territories and of the discussion on the subject which has taken place in the Council;
“ And having heard the Vice-Chairman of the Permanent Mandates Commission:
“ Thanks the Permanent Mandates Commission for the devotion and the zeal with which it has carried out its delicate task;
“ Has confidence in the political judgment of the members of this Commission as well as of the Council to ensure the application of the principles of the Covenant in a cordial spirit of co-operation with the mandatory Powers.”

Mr. SMIT (South Africa) desired to emphasise the fact that the idea that the Commission was being accused before the Council was quite erroneous; everyone was agreed in their appreciation of its work, but it was at the same time desired to put it on its guard against the danger which might arise were its activity to be expended.

The Permanent Mandates Commission should not forget that it was faced by sovereign States and that, since it was its sole duty to examine their reports, it had no right of initiative whatever with regard to their future policy. Mr. Smit gave explanations regarding the legal status of the railways of South-West Africa and of the meaning of the expression “ integral parts ” which he had used at the session of the Council.

M. YOSHIDA (Japan), while associating himself with the tribute paid to the Permanent Mandates Commission, expressed the fear that, in view of the large number and widely spread position of the islands under Japanese mandate, it would be very difficult for his Government to collect all the statistics asked for by the Commission in its list of questions in sufficient time to forward them to the Council.

Dr. NANSSEN (Norway) thought that it was fully within the competence of the Sixth Committee to deal with the questions which he had raised.

He was also of opinion that it would be of interest to discover the position of the representatives of Mandatory Powers on the Council and to ascertain whether, as far as mandates were concerned, they spoke as representatives of the mandatory Power or as Members of the Council. Though it might be true that the Permanent Mandates Commission must endeavour to establish complete co-operation with the mandatory Powers, it was none the less true that its task, which consisted in examining annual reports, must necessarily imply the right to put forward criticism.

M. DE JOUVENEL (France) feared that the proposals of Dr. Nansen would have the result of upsetting the constitution of the League of Nations by making the Assembly to a certain

blée juge de certaines difficultés qui se sont élevées entre le Conseil et l'un de ses organismes consultatifs. Il pense donc qu'il vaut mieux remettre la discussion à sa place en adoptant la résolution proposée par M. Louwers.

L'expérience personnelle de M. de Jouvenel comme Haut Commissaire en Syrie, lui a permis de se rendre mieux compte des personnalités de certains pétitionnaires et de la valeur qu'il faut attacher à certaines pétitions. Les membres de la Commission des mandats devraient se rendre compte du retentissement qu'ont leurs discussions en Syrie; il pense même que l'existence de la Commission a peut-être eu pour effet de prolonger la révolte dans ce pays.

M. LATHAM (Australie) reconnaît avec ses collègues que la sixième Commission n'est guère le lieu pour une discussion de ce genre. Le partage des responsabilités présente des difficultés évidentes. La sixième Commission de l'Assemblée n'a pas, semble-t-il, à entrer dans le détail des questions concernant l'administration de la Puissance mandataire.

Faisant allusion à la proposition du Dr Nansen tendant à communiquer au Conseil le procès-verbal de la présente séance, il ne croit guère que la discussion qui vient d'avoir lieu influe d'une manière particulière sur la décision que prendra le Conseil quant aux problèmes du questionnaire et de l'audition des pétitionnaires. Il propose la résolution ci-après:

« L'Assemblée manifeste son appréciation du travail important accompli par la Commission permanente des mandats et attend avec intérêt les résultats de la considération par le Conseil des observations des Puissances mandataires sur le questionnaire rédigé par la Commission et sur la question de la procédure en ce qui concerne les pétitions adressées à la Commission. »

Le comte BONIN-LONGARE (Italie) a écouté avec un vif intérêt les discours du Dr Nansen, qui s'institue toujours le défenseur des droits de la Société des Nations, mais il a l'impression que la discussion qui a eu lieu ensuite a peut-être donné à certains points une importance exagérée. Il s'associe à l'hommage rendu par ses collègues aux travaux de la Commission des mandats, et désire cependant présenter certaines réserves sur les paroles prononcées par le délégué de l'Afrique du Sud au sujet de l'interprétation des termes du Pacte concernant l'administration de certains territoires sous mandat « comme faisant partie intégrante » du territoire de la Puissance mandataire.

M. VAN REES (vice-président de la Commission permanente des mandats) répondant à M. de Jouvenel, dit que la Commission ne fait que son devoir en s'occupant des pétitionnaires, et que sa procédure en cette matière a été strictement définie par une résolution du Conseil. La besogne est très difficile pour la Commission; blâmée, d'une part, pour accepter naïvement les documents officiels qui lui sont soumis, et se voyant, d'autre part, reprocher une soi-disant tendance à excéder sa compétence. Il tient cependant à souligner le sens de responsabilité morale et d'impartialité qui guide les travaux de la Commission.

Le PRÉSIDENT est d'avis que cette intéressante discussion ne doit pas aboutir à donner l'impression d'un conflit quelconque entre la Commission des mandats et certains délégués de la sixième Commission. Tous les membres de celle-ci tiennent à rendre hommage à l'œuvre de la Commission des mandats. Il sera sans doute possible à la sixième Commission de se mettre unanimement d'accord sur un texte de résolution.

Sur la proposition du PRÉSIDENT, la Commission charge un sous-comité de lui soumettre un texte de résolution lors de sa prochaine réunion. Le Sous-Comité est ainsi composé:

Vicomte CECIL (Empire Britannique);
M. DE JOUVENEL (France);
Comte BONIN-LONGARE (Italie);
M. LOUWERS (Belgique);
Dr NANSEN (Norvège);
M. LATHAM (Australie).

extent the deciding factor in certain difficulties which had arisen between the Council and one of its advisory organisations.

He thought, therefore, that it would be better to return to the proper sphere by adopting the resolution proposed by M. Louwers.

His personal experience as High Commissioner in Syria made it possible for him to form a better judgment of the personality of some of the petitioners and of the value which should be attached to certain petitions. The members of the Permanent Mandates Commission had to take into account the effect of their discussions in Syria. He thought that the existence of the Commission had perhaps had the effect of prolonging the revolt in that country.

Mr. LATHAM (Australia) agreed with other speakers that the Sixth Committee was hardly a suitable place for a discussion of this kind. The difficulties of divided responsibility were evident. It was hardly proper that the Sixth Committee of the Assembly should go into questions of detail regarding the administrations of the mandatory Power.

With regard to Dr. Nansen's proposal that the minutes of the present meeting should be transmitted to the Council, he hardly thought that the discussion which had just taken place would be of any special value to the Council when it was called upon to decide the problems of the questionnaire and the hearing of petitioners. He proposed the following resolution:

" The Assembly records its appreciation of the valuable work performed by the Permanent Mandates Commission and awaits with interest the consideration of the Council of the observations of the mandatory Powers upon the questionnaire drafted by the Commission and upon the subject of petitions addressed to the Commission. "

Count BONIN-LONGARE (Italy) had listened with great interest to the speech of Dr. Nansen, who always defended the rights of the League of Nations. He had the impression, however, that the discussion which followed had perhaps exaggerated the importance of certain points. He joined with other speakers in appreciating the value of the work of the Mandates Commission but desired to make certain reservations regarding the statement of the delegate of South Africa on the interpretation of the words of the Covenant concerning the administration of certain mandated territories " as integral portions " of the territory of the mandatory power.

M. VAN REES (Vice-Chairman of the Mandates Commission), replying to M. de Jouvenel, said that the Commission only did its duty when dealing with petitioners and that its procedure in this matter had been strictly defined by a resolution passed by the Council. The Commission had a very difficult task, being blamed from one side for naively accepting the official documents submitted to it, and, on the other hand, being criticised for an alleged tendency to go beyond its competence. He wished, however, to emphasise the sense of moral responsibility and impartiality which guided its labours.

The CHAIRMAN thought that this interesting discussion ought not to end with the impression that there was any kind of conflict between the Mandates Commission and certain delegates on the Sixth Committee. The Committee, all of whose members would wish to pay a tribute to the work of the Mandates Commission, would probably be able to agree unanimously on a draft resolution.

On the proposal of the Chairman, the Committee appointed a Sub-Committee composed of:

Viscount CECIL (British Empire);
M. DE JOUVENEL (France);
Count BONIN-LONGARE (Italy);
M. LOUWERS (Belgium);
Dr. NANSEN (Norway);
Mr. LATHAM (Australia),

to present a draft resolution at its next meeting.

VII. SIGNATURES ET RATIFICATIONS DES ACCORDS INTERNATIONAUX

M. CHAO-HSIN CHU, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Chine à Rome, premier délégué de la Chine à l'Assemblée de la Société des Nations, a signé au Secrétariat, le 20 septembre 1926, la Convention Concernant le contrôle du commerce international des armes et munitions et des matériels de guerre, conclue à Genève le 17 juin 1925.

Le Ministre des Affaires étrangères d'Esthonie a fait parvenir au Secrétariat, le 18 septembre 1926, les instruments de ratification, par le Gouvernement de la République d'Esthonie, des Protocoles relatifs aux amendements à l'article 16 du Pacte, adoptés par les cinquième et sixième sessions ordinaires de l'Assemblée de la Société des Nations.

VIII. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LE 21 SEPTMBRE 1926

Compte rendu provisoire: treizième séance.

Compte rendu définitif: dixième séance.

Assemblée: Ordre du jour N° 9.

- A. 75. Traite des femmes et des enfants: Rapport de la cinquième Commission à l'Assemblée.
- A. 76. Travaux du Comité préparatoire de la Conférence économique internationale: Rapport de la deuxième Commission à l'Assemblée.

VII. SIGNATURES AND RATIFICATIONS OF INTERNATIONAL ENGAGEMENTS

His Excellency M. CHAO-HSIN CHU, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of China at Rome, first delegate of China at the Assembly of the League of Nations, signed at the Secretariat on September 20th, 1926, the Convention for the Supervision of the International Trade in Arms and Ammunition and in Implements of War, concluded at Geneva on June 17th, 1925.

The Minister for Foreign Affairs of Esthonia deposited with the Secretariat on September 18th, 1926, the instruments of ratification by the Government of the Republic of Esthonia of the Protocols of the Amendments to Article 16 of the Covenant, adopted by the Fifth and Sixth Ordinary Sessions of the Assembly of the League of Nations.

VIII. DOCUMENTS DISTRIBUTED TO THE MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 21ST, 1926

Provisional Verbatim Record: Thirteenth Meeting.

Definitive Verbatim Record: Tenth Meeting.

Assembly Agenda 9.

- A. 75. Traffic in Women and Children: Report of the Fifth Committee to the Assembly.
- A. 76. Work of the Preparatory Committee of the International Economic Conference: Report of the Second Committee to the Assembly.

Service des documents de l'Assemblée

JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE.

Afin de mettre entre les mains des délégués, des journalistes et des visiteurs à l'Assemblée le programme quotidien et le résumé des séances, le *Journal de l'Assemblée* paraîtra tous les matins.

Le prix d'abonnement à la série du Journal publiée durant la septième session ordinaire de l'Assemblée est de Fr. 6.— (pour l'étranger: Fr. 9.—, port compris). Les exemplaires seront portés à domicile, pour autant que cela est possible; tous les autres seront expédiés par la poste.

COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLÉE.

Le *Compte rendu* donne le texte officiel des débats des séances plénières de l'Assemblée, les débats des Commissions étant résumés dans le *Journal de l'Assemblée*. Le compte rendu complet des séances plénières et des Commissions sera publié dans les *Actes de l'Assemblée*, édition définitive paraissant quelques mois après la clôture de l'Assemblée.

Prix de souscription au *Compte rendu*: Fr. 6.— (pour l'étranger: Fr. 9.—, port compris).

RAPPORT A LA SEPTIÈME SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS SUR L'ŒUVRE DU CONSEIL, SUR LE TRAVAIL DU SECRETARIAT ET SUR LES MESURES PRISES POUR EXÉCUTER LES DÉCISIONS DE L'ASSEMBLÉE.

Ce rapport résume l'œuvre du Conseil, les travaux des Conférences et des Commissions de la Société des Nations, ainsi que du Secrétariat depuis la sixième session de l'Assemblée jusqu'au 15 mai 1926. Comme ce rapport est discuté dans tous ses points par l'Assemblée, il est indispensable à ceux qui désirent suivre les séances en détail.

Prix: Fr. 4.—; *Rapport supplémentaire* pour la période 15 mai-31 août 1926: Fr. 2.—.

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE.

Prix: Fr. 0.50.

NOTE. — L'édition définitive des **ACTES DE LA SEPTIÈME ASSEMBLÉE** paraîtra au commencement de 1927. Les commandes sont reçues dès maintenant au Secrétariat de la Société des Nations: Service de vente des publications.

Les publications sont en vente aux adresses suivantes:

Au **SECRETARIAT DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS**:
Service de vente des publications (Villa Beauregard, annexe du bâtiment du Secrétariat), pendant les heures de bureau ordinaires;

A la **SALLE DE L'ASSEMBLÉE** (Salle de la Réformation, hall d'entrée), pendant les séances de l'Assemblée;

A la **LIBRAIRIE PAYOT & C^{ie}**, Place du Molard, Genève.

Service of Assembly Documents.

JOURNAL OF THE ASSEMBLY.

In order to provide delegates, journalists and visitors to the Assembly with a regular daily programme and résumé of the meetings, the *Journal of the Assembly* is issued each morning. Copies will be delivered to subscribers at their private addresses where possible, or sent by post.

The subscription to the series during the Seventh Ordinary Session of the Assembly is 6 francs (9 francs abroad, including postage).

VERBATIM RECORD OF THE ASSEMBLY.

The *Verbatim Record* gives the official text of the proceedings of the Plenary Meetings of the Assembly. The proceedings of the Committees are summarised in the *Journal of the Assembly*, the complete verbatim record being published in the definitive *Records of the Assembly* some months after the close of the Assembly.

Subscription to the *Verbatim Record*: 6 francs (9 francs abroad, including postage).

REPORT TO THE SEVENTH ORDINARY SESSION OF THE ASSEMBLY OF THE LEAGUE ON THE WORK OF THE COUNCIL, ON THE WORK OF THE SECRETARIAT AND ON THE MEASURES TAKEN TO EXECUTE THE DECISIONS OF THE ASSEMBLY.

This report summarises the work of the Council, of the Conferences and Committees of the League of Nations, and of the Secretariat from the date of the meeting of the Sixth Session of the Assembly until about May 15th, 1926. As the report is discussed at length by the Assembly, it is essential to those wishing to follow the meetings in detail.

Price: 4 francs; *Supplementary Report*, covering the period May 15th-August 31st, 1926: 2 francs.

AGENDA OF THE ASSEMBLY.

Price: 50 centimes.

NOTE. — The definitive **RECORDS OF THE SEVENTH ASSEMBLY** will be issued at the beginning of 1927. Orders for them may be left at the Secretariat Sales Department.

The publications are on sale in Geneva at the following addresses:

SECRETARIAT SALES DEPARTMENT (Villa Beauregard, annex to the Secretariat Building) during the ordinary office hours.

ASSEMBLY HALL (Salle de la Réformation, Public Entrance), during the Assembly meetings.

LIBRAIRIE PAYOT et C^{ie}, Place du Molard, Geneva.

LISTE DES DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

ALLEMAGNE
Theod. Thomas Komm. Gesch., Talstrasse 13, LEIPZIG.

ARGENTINE
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.

AUSTRALIE
Nouvelle-Galles du Sud: Angus & Robertson Ltd., 89-95, Castlereagh Street, SYDNEY.
Victoria: Robertson & Mullens Ltd., 107-113, Elizabeth Street, MELBOURNE.

BELGIQUE
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.

BOLIVIE
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.

BRESIL
Livreria F. Briguiet & Cia, 23, rua Sachet, RIO DE JANEIRO.

BULGARIE
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd « Tsar Osvo-boditel » No. 4a, SOFIA.

CANADA
League of Nations Society in Canada, 279, Wellington Street, OTTAWA.

CHILI
Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO-DE-CHILI.

COLOMBIE
Libreria Colombiana, P. O. Box 199, BOGOTÁ.

COSTA-RICA
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.

CUBA
Rambla Bouza y Cia, LA HAVANE.

DANEMARK
V. Pios Boghandel, Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.

EQUATEUR
Victor Janer, GUAYAQUIL.

ESPAGNE
Centro Editorial « Minerva », Tudescos, 39-41, MADRID, E. 12.

ÉTATS-UNIS
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, Mass.

FINLANDE
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.

FRANCE
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).

GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE DU NORD et COLONIES DE LA COURONNE
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W.C. 2.

GRECE
Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Constitution, ATHÈNES.

GUATEMALA
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantes, 10a, Calle Oriente No. 5, GUATEMALA.

HAÏTI
Librairie-papeterie, Mme D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.

HAWAÏ
Pan-Pacific Union, HONOLULU.

HONDURAS
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.

HONGRIE
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 S., BUDAPEST IV, Ker.

INDES NÉERLANDAISES
Algemeene Boekhandel, G. Kolff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.

ITALIE
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco-Minghetti, 26-29, ROME.

JAPON
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.

LETTONIE
Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.

LUXEMBOURG (G. D.)
Librairie J. Heintzé, M. Hagen, successeur, Place Guillaume, 8, LUXEMBOURG.

MEXIQUE
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.

NICARAGUA
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.

NORVÈGE
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, OSLO.

NOUVELLE-ZÉLANDE
Walter Nash, Fletcher's Buildings, 4, Willis Street, WELLINGTON.

PANAMA
Libreria I. Preciado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.

PAYS-BAS
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.

PÉROU
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.

POLOGNE
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.

PORTUGAL
J. Rodrigues & Ca, rua Aurea, 186-188, LISBONNE.

ROUMANIE
« Cartea Românească », 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.

SALVADOR
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.

SARRE (Basin de la)
Librairie Parisienne, Maison Marguet, M. Golbert, successeur, 4, Friedrich Wilhelmstrasse, SARBREUCK.

SERBES, CROATES ET SLOVÈNES (Royaume des)
Librairie « Vreme », BELGRADE.

SUEDE
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.

SUISSE
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTEUX, NEUCHÂTEL, BERNE.

TCHÉCOSLOVAQUIE
Librairie F. Topic, 11, Narodni, PRAGUE.

URUGUAY
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.

VENEZUELA
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser :
Service de vente des Publications de la Société des Nations,
GENÈVE (Suisse)
(Catalogue complet envoyé sur demande.)

AUTHORISED AGENTS FOR THE PUBLICATIONS OF THE LEAGUE OF NATIONS

ARGENTINE
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS AIRES.

AUSTRALIA
New South Wales: Angus & Robertson, Ltd., 89-95, Castlereagh Street, SYDNEY.
Victoria: Robertson & Mullens, Ltd., 107-113, Elizabeth Street, MELBOURNE.

BELGIUM
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUSSELS.

BOLIVIA
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.

BRAZIL
Livreria F. Briguiet & Cia, 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.

BULGARIA
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd « Tsar Osvo-boditel » No. 4a, SOFIA.

CANADA
League of Nations Society in Canada, 279, Wellington Street, OTTAWA.

CHILE
Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO DE CHILE.

COLOMBIA
Libreria Colombiana, P. O. Box 199, BOGOTÁ.

COSTA RICA
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.

CUBA
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.

CZECHOSLOVAKIA
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.

DENMARK
V. Pios Boghandel, Povl Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.

DUTCH EAST INDIES
Algemeene Boekhandel G. Kolff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.

ECUADOR
Victor Janer, GUAYAQUIL.

FINLAND
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.

FRANCE
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).

GERMANY
Theod. Thomas Komm. Gesch., Talstrasse 13, LEIPZIG.

GREAT BRITAIN, NORTHERN IRELAND and CROWN COLONIES
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.

GREECE
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitution, ATHENS.

GUATEMALA
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantes, 10a, Calle Oriente, No. 5, GUATEMALA.

HAÏTI
Librairie-Papeterie Mme D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.

HAWAII
Pan-Pacific Union, HONOLULU.

HONDURAS
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.

HUNGARY
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Bros.), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST IV, Ker.

ITALY
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco-Minghetti, 26-29, ROME.

JAPAN
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.

LATVIA
Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.

LUXEMBURG (G.-D.)
Librairie J. Heintzé, M. Hagen, successeur, Place Guillaume 8, LUXEMBURG.

MEXICO
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.

NETHERLANDS
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE HAGUE.

NEW ZEALAND
Walter Nash, Fletcher's Buildings, 4, Willis Street, WELLINGTON.

NICARAGUA
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.

NORWAY
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, OSLO.

PANAMA
Libreria I. Preciado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.

PERU
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.

POLAND
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.

PORTUGAL
J. Rodrigues & Ca., Rua Aurea 186-188, LISBON.

ROUMANIA
« Cartea Românească », 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.

SAAR BASIN
Librairie Parisienne, Maison Marguet, M. Golbert, successeur, 4, Friedrich Wilhelmstrasse, SARBREUCK.

SALVADOR
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.

SERBS, CROATS AND SLOVÈNES (Kingdom of the)
Librairie « Vreme », BELGRADE.

SPAIN
Centro Editorial « Minerva », Tudescos, 39-41, MADRID, E. 12.

SWEDEN
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.

SWITZERLAND
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTEUX, NEUCHÂTEL, BERNE.

UNITED STATES
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, Mass.

URUGUAY
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.

VENEZUELA
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries, apply:
Publication Sales Department of the League of Nations,
GENÈVE (Switzerland).
(Complete catalogue sent on application.)

JOURNAL

DE LA
SEPTIÈME SESSION
ORDINAIRE
DE L'
ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1926

OF THE
SEVENTH ORDINARY
SESSION
OF THE
ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1926

N° 16. — JEUDI 23 SEPTEMBRE 1926.

No. 16. — THURSDAY, SEPTEMBER 23RD, 1926.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressées à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beau-Regard.

Note: Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.

MAINTIEN DE L'ORDRE DANS LA SALLE D'ASSEMBLÉE

DÉCISION DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE.

1. Le rez-de-chaussée de la salle, à l'exception des sièges réservés au fond, sera affecté exclusivement aux délégués, délégués suppléants, experts, conseillers, secrétaires et membres du Secrétariat. Le public ou les membres des familles des personnes susmentionnées ne seront pas autorisés à y pénétrer.

2. Conformément à la pratique suivie dans les parlements nationaux, aucun applaudissement ne sera toléré dans les galeries réservées à la presse et au public.

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL.

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beau-Regard.

Note: The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.

MAINTENANCE OF ORDER IN THE ASSEMBLY HALL.

DECISION OF THE GENERAL COMMITTEE OF THE ASSEMBLY.

1. The ground floor of the Assembly Hall, except the reserved seats at the back, is intended exclusively for delegates, substitute delegates, experts, advisers, secretaries and members of the Secretariat. The public or members of the families of the persons mentioned above will not be admitted to this part of the hall.

2. In conformity with the practice followed in national parliaments, no applause will be allowed in the galleries reserved for the Press and for the public.

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	206
II. Cinquième séance de la Commission de l'ordre du jour	206
III. Huitième séance de la première Commission	207
IV. Neuvième séance de la première Commission	208
V. Dixième séance de la deuxième Commission	210
VI. Huitième séance de la quatrième Commission	216
VII. Neuvième séance de la quatrième Commission	216
VIII. Neuvième séance de la cinquième Commission	217
IX. Dixième séance de la cinquième Commission	219
X. Sixième Commission : Sous-Commission (Esclavage)	220
XI. Erratum au <i>Journal de l'Assemblée</i> N° 14	220
XII. Signature et ratification des accords internationaux	220
XIII. Documents distribués aux membres de l'Assemblée	220
XIV. Correction à la liste des membres des Commissions	221

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	206
II. Fifth Meeting of the Agenda Committee	206
III. Eighth Meeting of the First Committee	207
IV. Ninth Meeting of the First Committee	208
V. Tenth Meeting of the Second Committee	210
VI. Eighth Meeting of the Fourth Committee	216
VII. Ninth Meeting of the Fourth Committee	216
VIII. Ninth Meeting of the Fifth Committee	217
IX. Tenth Meeting of the Fifth Committee	219
X. Sixth Committee: Sub-Committee (Slavery)	220
XI. Erratum to <i>Assembly Journal</i> No. 14	220
XII. Signatures and Ratifications of International Engagements	220
XIII. List of Documents distributed to Members of the Assembly	220
XIV. Correction to the List of Members of Committees	221

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Séance plénière de l'Assemblée.

Il y aura une séance plénière de l'Assemblée aujourd'hui jeudi 23 septembre, à 10 h. 15, à la Salle de la Réformation.

Ordre du jour:

1. Ratification des accords et conventions conclus sous les auspices de la Société des Nations: Rapport de la sixième Commission. Rapporteur: le vicomte CECIL, délégué de l'Empire Britannique (Document A.83.1926.VII).
2. Commission préparatoire de la Conférence du désarmement: Rapport de la troisième Commission. Rapporteur: M. PAUL-BONCOUR, délégué de la France (Document A.93.1926.IX).
3. Protection de l'enfance: Rapport de la cinquième Commission. Rapporteur: Dr. RIDDELL, délégué du Canada (Document A.77.1926.IV).
4. Travaux de la Commission de coopération intellectuelle: Rapport de la deuxième Commission. Rapporteur: M. MUNCH, délégué du Danemark (Document A.80.1926.XII).
5. Reconstruction financière de la Hongrie: Rapport de la deuxième Commission. Rapporteur: M. SUVICH, délégué de l'Italie (Document A.81.1926.II).
6. Reconstruction financière de l'Autriche: Rapport de la deuxième Commission. Rapporteur: M. STRASBURGER, délégué de la Pologne (Document A.82.1926.II).
7. Etablissement des réfugiés bulgares: Rapport de la deuxième Commission. Rapporteur: le commandeur Hilton YOUNG, délégué de l'Empire Britannique (Document A.84.1926.II).
8. Travaux du Comité financier: Rapport de la deuxième Commission. Rapporteur: M. AVRAMOVITCH, délégué du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (Document A.85.1926.II).

Cinquième Commission.

La cinquième Commission se réunira aujourd'hui jeudi 23 septembre, à 15 heures, au Secrétariat (Salle C).

Sixième Commission: Sous-Commission (Esclavage).

La Sous-Commission (Esclavage) de la sixième Commission se réunira aujourd'hui jeudi 23 septembre, à 15 heures, au Secrétariat (Salle F).

Sixième Commission.

La sixième Commission se réunira aujourd'hui jeudi 23 septembre, à 15 h. 30, au Secrétariat (Salle F).

Bureau de l'Assemblée.

Le Bureau de l'Assemblée se réunira aujourd'hui jeudi 23 septembre, à 9 h. 45, à la Salle de la Réformation (Bureau de la Présidence).

II. CINQUIÈME SÉANCE DE LA COMMISSION DE L'ORDRE DU JOUR

La Commission de l'ordre du jour s'est réunie le mercredi 22 septembre, à 9 h. 45, au Secrétariat, sous la présidence de M. URRUTIA (Colombie).

I. PROGRAMME OF MEETINGS

Plenary Meeting of the Assembly.

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day, (Thursday, September 23rd) at 10.15 a.m. at the Salle de la Réformation.

Agenda:

1. Ratification of agreements and conventions concluded under the auspices of the League of Nations: Report of the Sixth Committee. Rapporteur: Viscount CECIL, delegate of the British Empire (Document A.83.1926.VII).
2. Preparatory Committee for the Disarmament Conference: Report of the Third Committee. Rapporteur: M. PAUL-BONCOUR, delegate of France (Document A.93.1926.IX).
3. Child Welfare: Report of the Fifth Committee. Rapporteur: Dr. RIDDELL, delegate of Canada (Document A.77.1926.IV).
4. Work of the Committee on Intellectual Co-operation: Report of the Second Committee. Rapporteur: M. MUNCH, delegate of Denmark (Document A.80.1926.XII).
5. Financial Reconstruction of Hungary: Report of the Second Committee. Rapporteur: M. SUVICH, delegate of Italy (Document A.81.1926.II).
6. Financial Reconstruction of Austria: Report of the Second Committee. Rapporteur: M. STRASBURGER, delegate of Poland (Document A.82.1926.II).
7. Settlement of Bulgarian Refugees: Report of the Second Committee. Rapporteur: Commander Hilton YOUNG, delegate of the British Empire (Document A.84.1926.II).
8. Work of the Financial Committee: Report of the Second Committee. Rapporteur: M. AVRAMOVITCH, delegate of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes (Document A.85.1926.II).

Fifth Committee.

The Fifth Committee will meet to-day (Thursday, September 23rd) at 3 p.m. in the Secretariat (Room C).

Sixth Committee: Sub-Committee (Slavery).

The Sub-Committee (Slavery) of the Sixth Committee will meet to-day (Thursday, September 23rd) at 3 p.m. in the Secretariat (Room F).

Sixth Committee.

The Sixth Committee will meet to-day (Thursday, September 23rd) at 3.30 p.m. in the Secretariat (Room F).

General Committee of the Assembly.

The General Committee will meet to-day (Thursday, September 23rd) at 9.45 a.m. at the Salle de la Réformation (President's Room).

II. FIFTH MEETING OF THE AGENDA COMMITTEE

The Agenda Committee met yesterday (Wednesday, September 22nd), at 9.45 a.m. at the Secretariat, under the chairmanship of M. URRUTIA (Colombia).

Elle procéda à l'examen du projet de résolution présenté à l'Assemblée par la délégation belge à la séance du 21 septembre sur la question de faire étudier par le Haut Commissariat pour les réfugiés et par l'Organisation internationale du Travail, comment les mesures de protection, de placement et d'assistance prises en faveur des réfugiés russes et arméniens pourraient être étendues à d'autres groupes de réfugiés (voir *Journal de l'Assemblée* N° 15, page 193).

Après une discussion sur ce projet de résolution, la Commission décida à l'unanimité de proposer au Président de l'Assemblée de renvoyer ce projet de résolution à l'étude de la cinquième Commission et de la quatrième pour les dépenses éventuelles qu'elle pourrait entraîner.

II. HUITIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION

La première Commission a tenu sa huitième séance hier, mercredi 22 septembre 1926, à 11 h., sous la présidence de M. MOTTA (Suisse).

Règlement pacifique des différends internationaux: Arbitrage, sécurité et réduction des armements.

Le PRÉSIDENT, rappelant que la troisième Commission a adopté un projet de résolution, estime que la première Commission pourrait se rallier à ces conclusions et renoncer à présenter à l'Assemblée un rapport indépendant.

M. ERICH (Finlande) ne voudrait pas que cette résolution fit croire que tous les Membres de la Société font leurs les interprétations de l'article 16 du Pacte adoptées par les signataires des Traités de Locarno dans l'annexe F de ces traités, et qui risquent de priver les Membres de la Société des garanties que leur donne cet article. La sécurité promise par le Pacte ne peut être limitée par une formule imprécise comme celle qui est proposée. Pour éviter tout malentendu, il propose de compléter le projet de résolution par l'insertion de la phrase suivante:

« La reconnaissance attribuée aux Accords de Locarno n'implique aucune adhésion, de la part des Etats non signataires desdits accords, à l'interprétation donnée à l'article 16 du Pacte dans l'annexe F. »

M. GAUS (Allemagne) annonce que la délégation allemande s'en tient au texte de la note envoyée à l'Allemagne le 1^{er} décembre 1925 par les autres Etats signataires des Traités de Locarno.

Le PRÉSIDENT propose, pour répondre aux scrupules de M. Erich, une déclaration par laquelle l'Assemblée spécifierait qu'en votant le projet de résolution de la troisième Commission, elle n'entend nullement faire sienne une interprétation quelconque d'un des articles du Pacte.

M. DUZMANS (Lettonie) craint que, sans le vouloir, on ne crée des réflexes juridiques, qui risquent d'entraîner à des interprétations regrettables. Il donne son appui à la formule proposée par le délégué de la Finlande.

M. LIMBURG (Pays-Bas) croit inutile, pour la thèse même de M. Erich, de compléter en quoi que ce soit le projet de résolution de la troisième Commission. Pour lui, l'annexe F des Traités de Locarno est *res inter alios acta*. Il ne croit pas que les théories de droit civil citées par M. Duzmans soient applicables au droit de la Société des Nations. La formule de M. Erich est dangereuse, parce qu'elle implique que la résolution est une reconnaissance, dans tous leurs détails, sauf en ce qui concerne l'article 16, des interprétations données par les Traités de Locarno.

M. ROLIN (Belgique) croit que la proposition de M. Erich revient à donner aux signataires des Traités de Locarno un désaveu sur une des parties essentielles de leur œuvre. Il présente une motion d'ordre aux termes de laquelle la discussion serait suspendue et une sous-commission examinerait si

It examined the draft resolution submitted to the Assembly by the Belgian delegation on September 21st on the question of requesting the High Commissioner for Refugees and the International Labour Office to consider how far the measures taken to protect, and to provide employment and relief for, Russian and Armenian refugees might be extended to other categories of refugees (see *Assembly Journal* No. 15, page 193).

The Committee unanimously decided, after discussing this resolution, to propose that the President of the Assembly should refer it for examination to the Fifth Committee and to refer to the Fourth Committee the question of the possible expenditure which it might involve.

III. EIGHTH MEETING OF THE FIRST COMMITTEE

The First Committee held its eighth meeting yesterday (Wednesday, September 22nd, 1926) at 11 a.m. under the chairmanship of M. MOTTA (Switzerland).

Pacific Settlement of International Disputes: Arbitration, Security and Reduction of Armaments.

The CHAIRMAN, referring to the fact that the Third Committee had adopted a draft resolution, said he thought that the First Committee might associate itself with the conclusions of that resolution and abandon the idea of submitting an independent report to the Assembly.

M. ERICH (Finland) said he would not like this resolution to convey the impression that all the Members of the League endorsed the interpretation of Article 16 of the Covenant adopted by the signatories of the Treaties of Locarno in Annex F of those treaties. That interpretation risked depriving the Members of the League of the guarantees embodied in Article 16. The security promised by the Covenant could not be limited by an indefinite formula such as was proposed. In order to avoid any misunderstandings, he proposed to complete the draft resolution by inserting the following sentence:

“ The recognition of the Agreements of Locarno does not imply any adherence on the part of the States which did not sign those Agreements to the interpretation given to Article 16 of the Covenant in Annex F. ”

M. GAUS (Germany) said that the German delegation abided by the text of the note sent to Germany on December 1st, 1925, by the other States which signed the Treaties of Locarno.

The CHAIRMAN, in order to satisfy the scruples of M. Erich, proposed a declaration by which the Assembly would indicate that, in voting the draft resolution of the Third Committee, it did not intend in any way to endorse any interpretation whatever of any of the Articles of the Covenant.

M. DUZMANS (Latvia) feared that legal consequences would quite involuntarily be created which risked giving rise to regrettable interpretations. He supported the formula proposed by the delegate of Finland.

M. LIMBURG (Netherlands) thought it was unnecessary, even from the point of view of the thesis of M. Erich, to complete in any way the draft resolution of the Third Committee. So far as he was concerned, Annex F of the Locarno Treaties was *res inter alios acta*.

He did not think that the theories of civil law quoted by M. Duzmans were applicable to the law of the League of Nations. The formula of M. Erich was dangerous, because it implied that the resolution was a recognition in every detail, except as regarded Article 16, of the interpretations given by the Treaties of Locarno.

M. ROLIN (Belgium) thought that the proposal of M. Erich amounted to disowning the signatories of the Treaties of Locarno in respect of one of the essential portions of their work. He presented a resolution on a point of order, proposing that the discussion should be suspended and that a sub-

l'on peut donner satisfaction aux États baltiques sans s'exposer à ce gros inconvénient.

M. ERICH (Finlande) n'avait pas l'intention de soulever un débat de fond sur la portée de l'article 16. Il accepterait la procédure proposée par le Président.

M. SCIALOJA (Italie) fait observer que par le projet de résolution de la troisième Commission, l'Assemblée n'approuve pas les Traités de Locarno en entier, mais se contente de donner son agrément à trois principes généraux de ces traités sur lesquels tout le monde est d'accord.

M. FROMAGEOT (France) constate qu'il n'est pas question, dans le texte proposé par la troisième Commission, de l'annexe F des Traités de Locarno; il croit que les craintes de M. Erich ne sont pas justifiées.

M. ERICH (Finlande) insiste pour qu'une mention dans le sens indiqué par le Président soit introduite dans le rapport de la Commission à l'Assemblée.

M. SCIALOJA (Italie) demande que le rapporteur se contente de spécifier de façon positive ce qu'implique l'adoption de la résolution, sans dire tout ce qu'elle n'implique pas.

Le PRÉSIDENT constate que la première Commission approuve le projet de résolution présenté par la troisième Commission.

Sur la proposition de sir Cecil HURST (Empire Britannique), M. MOTTA (Suisse) est nommé rapporteur de la Commission devant l'Assemblée.

IV. NEUVIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION

La première Commission a tenu hier mercredi 22 septembre 1926, à 15 h. 30, sa neuvième séance sous la présidence de M. MOTTA (Suisse).

Arbitrage et sécurité (suite).

M. DUZMANS (Lettonie) exprime le désir qu'il soit possible d'éliminer tout ce qui empêcherait l'un ou l'autre des Membres de la Société d'agréer de plein cœur au projet de résolution de la troisième Commission.

M. LATHAM (Australie) entend que l'approbation du projet de résolution de la troisième Commission ne doit pas impliquer une approbation de toutes les clauses particulières des Traités de Locarno, sans que d'autre part cette réserve doive impliquer une désapprobation d'une clause quelconque de ces traités.

M. ROLIN (Belgique) propose d'ajouter au projet de résolution un avant-dernier alinéa, rédigé comme suit :

« Souligne l'avantage que présente pour le développement intensif de la pratique de l'arbitrage d'adhésion des Membres de la Société à la déclaration facultative de compétence de la Cour permanente de Justice internationale, »

et d'ajouter au dernier alinéa, après les mots « ... des principes ci-dessus énoncés », les mots « à les prier de bien vouloir examiner notamment s'ils n'estiment pas possible d'adhérer sous telles conditions et réserves qui leur conviendraient au protocole facultatif de compétence de la Cour permanente de Justice internationale. »

Sir Cecil HURST (Empire Britannique), M. ESCALANTE (Venezuela) et sir Edward CHAMIER (Inde) déclarent que leurs gouvernements n'ayant pas adhéré au Protocole facultatif ou ayant l'intention d'examiner prochainement la question dans son ensemble, ils se voient obligés, sans vouloir faire aucune proposition aux amendements de M. Rolin, de s'abstenir.

M. LATHAM (Australie) ne pourrait se rallier à la proposition de M. Rolin pour des raisons de procédure.

committee should examine whether the wishes of the Baltic States might be met without giving rise to any serious inconvenience.

M. ERICH (Finland) said he had not any intention of provoking a debate of substance on the scope of Article 16. He would accept the procedure proposed by the Chairman.

M. SCIALOJA (Italy) observed that, by the draft resolution of the Third Committee, the Assembly would not be approving the Treaties of Locarno in their entirety but would merely be agreeing to the three general principles embodied in those treaties, in regard to which everyone was agreed.

M. FROMAGEOT (France) observed that Annex F of the Treaties of Locarno did not come within the scope of the text proposed by the Third Committee. He did not think that the misgivings of M. Erich were justified.

M. ERICH (Finland) insisted that a passage should be introduced into the report of the Committee of the Assembly in the sense indicated by the Chairman.

M. SCIALOJA (Italy) asked the Rapporteur to do no more than specify positively what was implied by the adoption of the resolution without indicating what was not implied.

The CHAIRMAN noted that the First Committee approved the draft resolution presented by the Third Committee.

On the proposal of Sir Cecil HURST (British Empire), M. MOTTA (Switzerland) was appointed Rapporteur of the Committee to the Assembly.

IV. NINTH MEETING OF THE FIRST COMMITTEE

The First Committee held its ninth meeting yesterday (Wednesday, September 22nd, 1926) at 3.30 p.m. under the chairmanship of M. MOTTA (Switzerland).

Arbitration and Security (continuation).

M. DUZMANS (Latvia) expressed the wish that it might be possible to eliminate everything which prevented any Member of the League from agreeing wholeheartedly with the draft resolution of the Third Committee.

Mr. LATHAM (Australia) understood that the draft resolution of the Third Committee did not imply approval of all the special clauses of the treaties of Locarno, and that, on the other hand, a reservation to this effect did not imply a disapproval of any clause in these treaties.

M. ROLIN (Belgium) proposed to add to the draft resolution a penultimate paragraph in the following terms :

“ Emphasises the advantage for the intensive development of the practice of arbitration of the adherence of the Members of the League to the Optional Declaration of Competence of the Permanent Court of International Justice. ”

He also proposed to introduce into the last paragraph the words “ to ask them to examine in principle whether they do not consider it possible to adhere, subject to such conditions and reservations as they consider necessary, to the Optional Protocol of Competence of the Permanent Court of International Justice ”.

Sir Cecil HURST (British Empire), M. ESCALANTE (Venezuela) and Sir Edward CHAMIER (India) said that, as their Governments had not adhered to the Optional Protocol, and as they intended to examine the question as a whole in the near future, they would be obliged, without wishing to raise any opposition to the amendments of M. Rolin, to abstain from supporting them.

Mr. LATHAM (Australia) said he could not support the proposal of M. Rolin, for reasons of procedure.

Sir George FOSTER (Canada), qui n'a pas eu le temps d'examiner cette proposition ni d'en référer à son gouvernement, prie son auteur de la retirer. Il ne voudrait pas qu'un vote à nombreuses abstentions donne l'impression d'une prise de position de la Commission contre la juridiction obligatoire de la Cour.

M. ROLIN (Belgique) retire sa proposition.

Le PRÉSIDENT et M. SCIALOJA (Italie) prennent la parole pour mettre au point le sens et les termes du rapport oral du Président à l'Assemblée.

Interprétation du préambule et des articles 3 et 4 du Pacte.

La Commission discute le projet de résolution présenté par la Sous-Commission N° 2 (document A. I/7/1926).

Sir Cecil HURST (Empire Britannique) est satisfait de ce projet.

M. SCIALOJA (Italie) voudrait éviter l'obligation pour les organes de la Société de se prononcer dans chaque cas; il craint de longs, donc coûteux débats de compétence.

M. LIMBURG (Pays-Bas), M. SCIALOJA (Italie), le PRÉSIDENT, M. BARTHÉLEMY (France) présentent des observations d'ordre rédactionnel.

M. FERRARA (Cuba) croit que le quatrième alinéa comporte une modification à l'article 4 du règlement intérieur de l'Assemblée.

M. DUZMANS (Lettonie) demande si la forme d'un vœu donnée à ce quatrième alinéa doit impliquer que l'examen préalable par les organes de la Société est facultatif.

M. BARTHÉLEMY (France) croit que l'Assemblée ne peut pas donner des ordres au Conseil, qu'elle ne peut que lui présenter des vœux.

Sir Cecil HURST (Empire Britannique) propose de renvoyer le projet de résolution à la Sous-Commission de rédaction.

Le PRÉSIDENT constate que la Commission est d'accord en tout quant au fond, et qu'il est impossible d'improviser, à la fin d'une longue séance, une rédaction satisfaisante.

La Commission charge le Comité de rédaction de rédiger, en tenant compte des vœux exprimés en cours de discussion, le projet de résolution. Elle décide qu'il ne lui présentera pas de rapport.

M. BARTHÉLEMY est nommé rapporteur à l'Assemblée.

Codification progressive du droit international: Proposition de M. Loudon, délégué des Pays-Bas.

M. LIMBURG (Pays-Bas) regrette qu'on ait si peu de renseignements au sujet du travail du Comité d'experts.

Il croit qu'il serait opportun que le Comité d'experts ne s'attaque pas à des matières qui, déjà maintenant, sont de la compétence d'organisations internationales existantes. Il voudrait enfin savoir si les rapports présentés par le Comité représentent l'avis de l'unanimité ou d'une grande majorité au moins des membres de ce Comité.

M. Marks von WURTEMBERG (Suède) constate qu'on connaît trop peu les travaux de ce Comité. Il croit que, avant d'agir, il conviendrait d'attendre la publication, qu'il croit prochaine, des procès-verbaux du Comité d'experts.

M. FROMAGEOT (France) rappelle que le Comité s'est trouvé en face d'une tâche immense. Il lui fallait d'abord dresser une liste complète des matières du droit international dont la solution par voie d'entente internationale paraîtrait la plus souhaitable. Le Comité n'avait jamais l'intention de déposséder de leurs compétences les organisations existantes. Jusqu'ici l'activité du Comité n'a été que de nature documentaire.

Sir George FOSTER (Canada) begged the author of this amendment to withdraw it, as he had not had time to examine the proposal or to refer it to his Government. He did not desire that a vote with numerous abstentions should give the impression that the Committee had taken up a position hostile to the compulsory jurisdiction of the Court.

M. ROLIN (Belgium) withdrew his proposal.

The CHAIRMAN and M. SCIALOJA (Italy) discussed the substance and terms of the oral report to be made by the Chairman to the Assembly.

Interpretation of the Preamble and Articles 3 and 4 of the Covenant.

The Committee discussed the draft resolution presented by the Second Sub-Committee (document A. I/7/1926).

Sir Cecil HURST (British Empire) said that he was satisfied with this draft.

M. SCIALOJA (Italy) said he wished to avoid making it compulsory for the bodies of the League to take a decision in each case. He feared that there would be very long and costly debates on the subject of competence.

M. LIMBURG (Netherlands), M. SCIALOJA (Italy), the CHAIRMAN and M. BARTHÉLEMY (France) made observations in regard to the text.

M. FERRARA (Cuba) thought that the fourth paragraph involved an amendment to Article 4 of the Rules of Procedure of the Assembly.

M. DUZMANS (Latvia) asked whether the form of a recommendation given to this fourth paragraph necessarily implied that a previous examination by the bodies of the League was optional.

M. BARTHÉLEMY (France) thought that the Assembly could not give orders to the Council and that it could only make recommendations to that body.

Sir Cecil HURST (British Empire) wished to refer the draft resolution to the Drafting Sub-Committee.

The CHAIRMAN noted that the Committee agreed as to the substance of the question; it was impossible to improvise a satisfactory text at the end of a long meeting.

The Committee instructed the Drafting Committee to draw up the draft resolution, taking into account the views expressed during the discussion. It was decided that the Sub-Committee should not present to it any report.

M. BARTHÉLEMY was nominated Rapporteur to the Assembly.

Progressive Codification of International Law: Proposal of M. Loudon, Delegate of the Netherlands.

M. LIMBURG (Netherlands) regretted that there was so little information in regard to the work of the Committee of Experts.

He thought it would be advisable for the Committee of Experts not to undertake to deal with subjects which were already within the competence of existing international organisations. Finally, he would like to know whether the reports presented by the Committee represented the unanimous views of the Committee or the views of a great majority at least of the members of the Committee.

M. Marks von WURTEMBERG (Sweden) noted that the work of this Committee was very little known. He thought that before acting it would be as well to await the publication, which he believed to be imminent, of the minutes of the Committee of Experts.

M. FROMAGEOT (France) said that the Committee had found itself confronted with an enormous task. It had first been necessary for it to draw up a complete list of the subjects of international law the solution of which, by means of international agreement, appeared to be most desirable. The Committee had never intended to intrude upon the competence of existing organisations. Hitherto the activity of the Com-

Il demande qu'on permette au Comité d'experts de continuer ses travaux.

M. GUERRERO (Salvador) croit que si des critiques doivent être faites c'est peut-être à la rédaction de la résolution adoptée par l'Assemblée en 1924 qu'il faut les adresser, plutôt qu'au Comité d'experts.

Sir Cecil HURST (Empire Britannique) croit que l'œuvre du Comité pour être utile doit conduire à la conclusion de conventions internationales, et à leur signature par un grand nombre d'Etats.

Il voudrait que les rapports ne fussent transmis aux gouvernements qu'après avoir été adoptés par une majorité prépondérante du Comité; actuellement, ce ne sont que des opinions individuelles.

M. LIMBURG (Pays-Bas), s'il est reconnaissant des renseignements reçus, doit dire qu'ils ne l'ont pas satisfait. Il se rallie au surplus à la suggestion du Président de faire parvenir au Comité d'experts le procès-verbal de cette discussion.

M. GUERRERO (Salvador) est d'accord à ce qu'on donne au Comité l'indication d'avoir à se prononcer sur les rapports de ses membres.

M. ROLIN (Belgique) voudrait éviter que des gouvernements puissent faire état de la présente discussion pour ne pas répondre aux questionnaires qu'ils ont reçus du Comité d'experts.

La Commission accepte la suggestion de son président de transmettre le procès-verbal du présent débat au Comité d'experts.

V. DIXIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu sa dixième séance hier mercredi 22 septembre, à 15 heures, sous la présidence de M. Desmond FITZGERALD (Etat libre d'Irlande).

Travaux du Comité économique.

M. NAGAI (Japon), rapporteur, présente son rapport. Une conférence internationale aura probablement lieu dans le premier semestre de 1927 sur l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation. La convention pour la simplification des formalités douanières a reçu vingt adhésions. L'étude de la répression des fausses déclarations en douane se poursuit activement. On envisage la possibilité de compléter le Protocole de 1923 sur l'arbitrage commercial. L'étude de la législation sur les lettres de change est poursuivie, dans le but d'assimiler progressivement les diverses législations nationales. A la Conférence tenue à La Haye en 1925 sur la propriété industrielle, le Comité a pu faire introduire dans la convention des dispositions pour la répression de la concurrence déloyale. En collaboration avec le Comité financier et le Bureau international du Travail, le Comité économique a poursuivi l'étude des crises économiques et du chômage. Il a également présenté au Conseil des recommandations destinées à écarter les obstacles qui s'opposent au relèvement économique de l'Autriche. Il a recommandé au Conseil de communiquer aux Etats, pour examen, les vœux de la Commission d'études des statistiques. La documentation réunie sur la protection de l'acheteur étranger contre des marchandises sans valeur sera prochainement publiée. Enfin, une collaboration fructueuse a été inaugurée avec la Commission de coopération intellectuelle pour l'étude du problème de la propriété scientifique.

Le rapporteur présente les projets de résolution suivants:

« L'Assemblée,

« 1^o Affirme une fois de plus sa conviction que les relations commerciales se trouveraient grandement améliorées par l'établissement d'une convention internationale ayant pour objet la suppression des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation;

mittee had been merely of a documentary character. He asked that the Committee of Experts should be allowed to continue its work.

M. GUERRERO (Salvador) believed that, if any criticism was made, it should be addressed, perhaps, to the drafting of the resolution adopted by the Assembly in 1924 rather than to the Committee of Experts.

Sir Cecil HURST (British Empire) thought that the work of the Committee, in order to be of use, should lead to the conclusion of international conventions and to their signature by a large number of States.

He desired that reports should not be forwarded to the Governments until they had been adopted by a preponderating majority of the Committee. At present these reports contained only individual opinions.

M. LIMBURG (Netherlands) said that, though he was grateful for the information received, he must confess that this information had not satisfied him. He associated himself all the more readily with the suggestion of the Chairman that the minutes of the present discussion should be forwarded to the Committee of Experts.

M. GUERRERO (Salvador) agreed that the attention of the Committee of Experts should be drawn to the fact that it had to take decisions on the reports of its members.

M. ROLIN (Belgium) said that he hoped that the Governments would not infer from the present discussion that it was not necessary to reply to the questionnaires which they had received from the Committee of Experts.

The Committee accepted the suggestion of its Chairman that the minutes of the present discussion should be forwarded to the Committee of Experts.

V. TENTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee held its tenth meeting yesterday (Wednesday, September 22nd) at 3 p.m. under the chairmanship of Mr. Desmond FITZGERALD (Irish Free State).

Work of the Economic Committee.

M. NAGAI (Japan), Rapporteur, submitted his report. An international conference would probably take place during the first half of 1927 on the abolition of prohibitions and restrictions on imports and exports. The Convention for the Simplification of Customs Formalities had received twenty adhesions. The investigation of the suppression of false declarations of Customs values was being actively carried on. The possibility was contemplated of completing the Protocol of 1923 on Commercial Arbitration. An examination of the legislation on bills of exchange had been carried on with the object of progressively assimilating the various national laws. At the Conference held at The Hague in 1925 on Industrial Property, the Committee had been successful in introducing into the Convention provisions for the suppression of unfair competition. With the co-operation of the Financial Committee and the International Labour Office, the Economic Committee was pursuing an investigation into economic crises and unemployment. It had also submitted recommendations to the Council intended to remove the obstacles which stood in the way of the economic reconstruction of Austria. It had recommended the Council to communicate to States for examination the recommendations of the Committee for the Study of Statistics. The information collected on the protection of the foreign buyer against worthless goods would shortly be published. Finally, fruitful co-operation had been begun with the Committee on Intellectual Co-operation in the investigation of the problem of scientific property.

He would submit the following draft resolution:

“ The Assembly:

“ (1) Again states its conviction that commercial relations would be greatly improved by the conclusion of an international convention for the abolition of import and export prohibitions and restrictions.

• « Vote avec satisfaction les progrès accomplis, grâce aux efforts du Comité économique, vers la réalisation du vœu exprimé par elle en 1924;

• « Prend acte de la résolution du Conseil de convoquer à cet effet, à une date aussi rapprochée que possible, une conférence de représentants des gouvernements des Etats membres et non membres de la Société des Nations, et exprime les vœux les plus chaleureux pour le plein succès de cette initiative;

• « 2^o Note avec satisfaction que le Protocole établi en 1923 continue à contribuer à la diffusion de l'arbitrage commercial et que le Comité économique s'est récemment attaché à étudier la possibilité d'établir un acte additionnel tendant à assurer l'exécution des sentences arbitrales rendues à l'étranger;

• « 3^o Constaté le nombre croissant de ratifications réunies par la convention internationale pour la simplification des formalités douanières et l'influence heureuse que cet acte international a exercé sur l'établissement de certains traités de commerce;

• « 4^o Enregistre avec satisfaction que les moyens préconisés par le Comité économique pour assurer une répression plus efficace de la concurrence déloyale ont, pour la plupart, trouvé place dans les nouvelles dispositions de la Convention de l'Union pour la protection de la propriété industrielle, révisée à La Haye en novembre 1925;

• « 5^o Suit avec intérêt les études du Comité économique en ce qui concerne la répression des fausses déclarations en douane, l'assimilation des législations en matière de lettres de change et de chèques, l'unification des méthodes de statistique économique, la protection de l'acheteur contre les marchandises sans valeur ainsi que ses recherches sur les causes des fluctuations excessives de l'activité économique. »

M. BASTIDE (France) retiendra seulement la question de la suppression des restrictions et prohibitions à l'importation et à l'exportation, et celle de l'exécution des sentences arbitrales. Sur le premier point, le projet de convention a reçu l'approbation officielle des organismes français compétents; le gouvernement estime qu'il doit être prochainement ratifié par une conférence diplomatique. Sur le deuxième point, la France, qui a déjà ratifié le Protocole de 1923, donne également son adhésion de principe à la diffusion de l'arbitrage commercial.

Sir Ramaswami AYYAR (Inde) déclare que son gouvernement est sympathique au principe de la suppression des restrictions et prohibitions dont souffre le commerce extérieur. La prochaine conférence devra étudier avec soin certaines restrictions irrégulières portant sur le commerce de l'Inde.

M. ZUMETA (Venezuela) rappelle l'histoire de la question de la protection de l'acheteur étranger depuis la quatrième session ordinaire de l'Assemblée. Il demande à quelle date la publication de la documentation réunie pourra être entreprise.

M. HEER (membre du Comité économique) répond que le surcroît de travail entraîné par le Comité préparatoire de la Conférence économique a retardé cette publication. Mais on pourra faire une édition provisoire ayant la prochaine Assemblée.

M. ZUMETA (Venezuela) remercie M. Heer et prie le rapporteur de bien vouloir souligner ce point dans son rapport.

Le commandeur Hilton YOUNG (Empire Britannique) apprécie les résultats obtenus par la convention sur la simplification des formalités douanières. Il félicite le Comité pour la tâche entreprise au sujet des fausses déclarations en douane. Quant aux restrictions à l'importation et à l'exportation, il est d'accord avec le délégué de la France sur l'opportunité d'une conférence diplomatique. Le Gouvernement britannique fera tout ce qui est en son pouvoir, pour arriver à la conclusion d'un accord sur les clauses d'arbitrage. Il félicite le Comité économique des résultats encourageants réalisés par sa collaboration avec la Commission de coopération intellectuelle pour la défense de la propriété scientifique.

• Le rapport et les projets de résolution sont adoptés.

“ It notes with satisfaction the progress which has been made, thanks to the efforts of the Economic Committee, towards the realisation of the recommendation made by the 1924 Assembly.

“ It notes the Council's resolution to convene, for this purpose, at as early a date as possible, a Conference of representatives of the Governments of States Members and non-Members of the League of Nations, and expresses a most earnest hope that this Conference's work will be crowned with success.

“ (2) It notes with satisfaction that the Protocol established in 1923 is still making its influence felt in the direction of a wider recognition of commercial arbitration, and that the Economic Committee has recently begun to consider the possibility of preparing an additional act, the object of which will be to ensure the execution of arbitral awards given abroad.

“ (3) It records the fact that the number of ratifications of the International Convention for the Simplification of Customs Formalities is increasing and notes that this international act has had a beneficial influence on the conclusion of certain treaties of commerce.

“ (4) It observes with satisfaction that most of the methods suggested by the Economic Committee to ensure more effective protection against unfair competition have, in most cases, been embodied in the new provisions of the Convention of the Union for the Protection of Industrial Property revised at The Hague in November 1925.

“ (5) It follows with interest the enquiries being conducted by the Economic Committee with regard to measures for the repression of false Customs declarations; the standardisation of legislation with regard to bills of exchange and cheques; the unification of economic statistical methods; the protection of the buyer against worthless goods, and the Committee's research work regarding the causes of excessive fluctuations in economic activity.”

M. BASTIDE (France) said he would refer only to the questions of the suppression of import and export restrictions and prohibitions and the execution of arbitral awards. With regard to the first point, a draft convention had received the unofficial approval of the French organisations concerned, and the Government thought that it would shortly be ratified by a diplomatic conference. On the second point, France, which had already ratified the Protocol of 1923, would also give its adhesion in principle to the spread of commercial arbitration.

Sir Ramaswami AYYAR (India) said that his Government sympathised in principle with the suppression of import and export restrictions and prohibitions, from which foreign trade was suffering. The forthcoming conference would study certain irregular restrictions which affected the trade of India.

M. ZUMETA (Venezuela) summarised the history of the question of the protection of the foreign buyer against worthless goods since the Fourth Ordinary Session of the Assembly. He asked on what date the publication of the information collected could be undertaken.

M. HEER, Member of the Economic Committee, replied that the excessive work entailed by the Preparatory Committee for the Economic Conference had retarded this publication. A provisional edition, however, could be published before the next Assembly.

M. ZUMETA (Venezuela) thanked M. Heer and asked the Rapporteur to emphasise this point in his report.

Commander Hilton YOUNG (British Empire) appreciated the results of the Convention for the Simplification of Customs Formalities. He congratulated the Committee on the task undertaken in respect of false declarations of Customs values. As far as import and export restrictions were concerned, he agreed with the French delegate on the advisability of summoning a diplomatic conference. The British Government would do all in its power to achieve the conclusion of an agreement on arbitration clauses. He congratulated the Economic Committee on the encouraging results obtained by its co-operation with the Committee on Intellectual Co-operation in the defence of scientific property.

The report and the draft resolution were adopted.

Ils seront présentés par M. NAGAI à la prochaine réunion de l'Assemblée.

Communication de la quatrième Commission.

Le PRÉSIDENT annonce que la quatrième Commission a adopté les crédits pour le Bureau de Singapour, mais a réduit d'autres articles du budget de l'hygiène. Le texte de la résolution devra être modifié ainsi:

« La deuxième Commission, considérant l'importance de l'œuvre accomplie par le Bureau des renseignements épidémiologiques de Singapour, première institution de la Société des Nations en Extrême-Orient; considérant, d'autre part, l'utilité de son action non seulement pour les pays d'Extrême-Orient mais aussi pour d'autres États membres de la Société, décide d'inscrire un crédit au budget de la Société pour les dépenses de ce Bureau pour l'exercice 1927. »

Organisation des communications et du transit.

Le Dr JARAMILLO (Colombie), rapporteur, présente son rapport. Il énumère les six conventions internationales adoptées aux Conférences de Barcelone en 1921 et de Genève en 1922, et rappelle l'importance qu'on attache à juste titre à voir les États signataires les ratifier.

Un comité spécial a été chargé d'étudier l'unification du jaugeage. Un autre étudie la sécurité en mer par l'unification possible des systèmes de signalisation. Les communications rapides avec la Société des Nations en cas de crise sont à l'étude. La Conférence internationale convoquée par le Gouvernement français a déterminé un grand progrès dans le trafic international. L'unification du droit privé en navigation intérieure est également à l'étude. La Commission du transit a achevé le principal de sa tâche en matière de réforme du calendrier, en présentant un rapport et une résolution à l'Assemblée. La Conférence sur les passeports s'est réunie à Genève en mai et a formulé d'importantes recommandations.

Il serait important que les échanges d'informations soient institués d'une manière suivie avec les pays d'Amérique latine. Le rapporteur émet le vœu qu'un résumé annuel des travaux soit traduit en espagnol et répandu dans ces pays.

La troisième Conférence générale, qui se réunira en 1927 étudiera d'ailleurs cette question.

Il présente le projet de résolution suivant:

« L'Assemblée:

« Prend acte des progrès accomplis par l'Organisation des communications et du transit depuis la sixième session ordinaire de l'Assemblée et notamment du succès obtenu par la Conférence européenne sur le jaugeage des bateaux de navigation intérieure et la Conférence sur le régime des passeports;

« Compte que la troisième Conférence générale des communications et du transit, qui doit se tenir en 1927 et examiner particulièrement l'ensemble des questions d'organisation et de documentation, ne manquera pas de se préoccuper à ce sujet d'améliorer dans toute la mesure du possible la liaison technique entre l'œuvre de l'Organisation des communications et du transit et les administrations et milieux spécialisés des pays non européens;

« Prend acte enfin de la conclusion des travaux du Comité spécial d'étude de la réforme du calendrier et s'associe aux constatations et suggestions faites quant à la réforme générale du calendrier et la stabilisation de la fête de Pâques dans le rapport de la Commission consultative et technique, ainsi qu'au vœu émis notamment par cette Commission que les hautes autorités compétentes prennent le plus tôt possible, en s'appuyant sur les travaux et enquêtes déjà effectuées, une décision définitive pour le règlement de la question de la stabilisation de la fête de Pâques. »

M. Fulvio SUVICH (Italie) reprend la question des communications avec les pays d'outre-mer et propose d'étendre les

They will be submitted to the Assembly by M. NAGAI at its next meeting.

Communication from the Fourth Committee.

The CHAIRMAN said that the Fourth Committee had adopted the credits for the Singapore Bureau but had reduced other items of the health budget. The text of the resolution should be amended as follows:

“ The Second Committee, in view of the importance of the work of the Singapore Bureau of Epidemiological Intelligence as the first institution of the League of Nations in the Far East, and in view of the utility of its work, not only for the Far Eastern countries but also for other States Members of the League, decides that provision for the expenses of the Bureau should be made in the Budget of the League for 1927. ”

Organisation for Communications and Transit.

Dr. JARAMILLO (Colombia), Rapporteur, submitted his report. He enumerated the six international conventions adopted by the Barcelona Conference in 1921 and the Geneva Conference in 1922 and emphasised the importance of inducing the States which had signed these conventions to ratify them.

A special committee had been instructed to study the unification of tonnage measurement. Another committee was studying security at sea by a possible unification of systems of signalling. The question of rapid communication with the League of Nations in times of crisis was under investigation. The international conference convened by the French Government had made great progress in the question of international traffic. The unification of private law in inland navigation was also under examination. The Transit Committee had finished the principal part of its task in the reform of the calendar by presenting a report and resolution to the Assembly. The Passport Conference had met at Geneva in May and had formulated important recommendations.

It was important that a continuous exchange of information should be instituted with the countries of Latin America. He expressed the wish that an annual summary of the work of the League should be translated into Spanish and distributed in those countries.

The Third General Conference, which would meet in 1927, would study this question.

He submitted the following draft resolution:

“ The Assembly:

“ Notes the progress accomplished by the Organisation for Communications and Transit since the Sixth Ordinary Session of the Assembly, and especially the success obtained by the European Conference on the Tonnage Measurement of Vessels employed in Inland Navigation and the Conference on the Regime of Passports;

“ Trusts that the Third General Conference on Communications and Transit, which will be held in 1927 and which will examine in particular the general questions of organisation and documentation, will consider the question of improving as far as possible technical liaison between the work of the Organisation for Communications and Transit and the specialised administrations and experts of non-European countries; and

“ Notes, finally, the conclusion of the work of the Special Committee of Enquiry into the Reform of the Calendar, and associates itself with the findings and suggestions regarding the general reform of the calendar and the stabilisation of Easter contained in the report of the Advisory and Technical Committee, and also with the recommendation made by that Committee urging the competent authorities as soon as possible to take a definite decision in accordance with the work and investigations already completed with a view to the settlement of the question of the stabilisation of Easter. ”

M. Fulvio SUVICH (Italy) summarised the question of communications with overseas countries and proposed to extend the suggestions made in this connection.

suggestions formulées à cet égard. A ce sujet il présente le projet de résolution ci-après:

« La deuxième Commission,

« Considérant que la troisième Conférence générale des communications et du transit aura à se préoccuper particulièrement de la liaison entre l'œuvre de l'Organisation et les pays extra-européens, ainsi que de la meilleure façon de développer les services que peut rendre l'Organisation à l'étude des grands problèmes de communications affectant les relations entre continents;

« Tenant compte des difficultés rencontrées à ce sujet par l'Organisation et signalées dans les rapports de la Commission consultative et technique des communications et du transit;

« Emet le vœu que, dans le cas où la quatrième Commission estimerait possible d'accorder les crédits nécessaires, le Conseil convoque cette Conférence dans une ville hors d'Europe. »

M. ROY (Canada) appuie cette proposition, qui présente un intérêt de propagande considérable.

Le baron DI PAULI (Autriche) appuie également la proposition.

M. BASTIDE (France) félicite le rapporteur. Il insiste sur l'importance des améliorations et de l'unification à apporter au régime des passeports. La Convention sur la navigation intérieure et la Convention sur les ports maritimes ont été, l'une ratifiée, l'autre déposée devant le Parlement français. Il explique la portée de la réserve française sur l'article 8 de cette Convention sur les ports maritimes, qui ne touche nullement au principe de la Convention. Il formule le vœu de voir se développer les résultats obtenus par la Conférence sur la circulation routière convoquée par le Gouvernement français. Enfin, il appuie la proposition de M. Suvich sur le siège de la prochaine conférence.

M. Fulvio SUVICH (Italie) espère que cette déclaration sur la réserve française résoudra les difficultés qui subsistent. Le Gouvernement italien l'étudie dans un esprit des plus favorables.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) remercie le rapporteur. Son gouvernement a envoyé les conventions de Barcelone et de Genève devant le Parlement. Malgré certaines difficultés intérieures, il espère que la ratification se fera prochainement.

Il félicite l'Italie de son initiative, qui sera extrêmement utile pour l'Europe et pour le continent qui sera choisi comme siège de la Conférence.

M. DENDRAMIS (Grèce) est prêt à accepter les résolutions et à appuyer la proposition du délégué italien, preuve de l'importance qu'on attache à l'intérêt des pays d'outre-mer, et moyen remarquable de propagande.

Le Jonkheer VAN EYSINGA (Pays-Bas) reconnaît l'avantage de cette proposition au point de vue du rapprochement des différentes parties du monde.

Il faut spécifier qu'il s'agirait d'un cas tout à fait exceptionnel. Faut-il créer un centre de renseignements, comme propose le rapport, ou organiser la Conférence hors d'Europe? Quel est le pays situé hors d'Europe qui est envisagé? Est-ce la troisième Conférence, dont le caractère est nettement technique, qui est la plus appropriée pour établir une meilleure liaison avec les Etats extra-européens?

M. Fulvio SUVICH (Italie) est parfaitement d'accord sur le caractère exceptionnel de cette proposition. Il a parlé d'une ville située hors d'Europe parce que le rapport au Conseil signale l'intérêt d'une liaison avec les Etats extra-européens. La Conférence du transit, n'aboutissant pas à des conventions, est composée de techniciens et présente un caractère d'assez grande mobilité.

M. HAAS (Secrétaire général de la section du transit) ajoute que la création d'un centre de renseignements ne peut pas être remplacé par la convocation de cette conférence, qui devra permettre au contraire de constituer plus facilement ce centre.

He would submit the following draft resolution:

“ The Second Committee,

“ Considering that the Third General Conference on Communications and Transit will have to deal particularly with the questions of liaison between the Organisation and countries outside Europe and the best method of extending the services which the Organisation is able to render in connection with the investigation of the main problems of communications affecting relations between continents; and

“ Taking into account the difficulties experienced in this connection by the Organisation which have been referred to in the reports of the Advisory and Technical Committee for Communications and Transit:

“ Expresses the hope that, should the Fourth Committee consider it possible to grant the necessary funds, the Council should convene this Conference in a town outside Europe. ”

M. ROY (Canada) supported this proposal, which had considerable interest from the point of view of propaganda.

M. DI PAULI (Austria) also supported the proposal.

M. BASTIDE (France) congratulated the Rapporteur and insisted on the importance of introducing improvements and unifying the system of passports.

The Convention on Inland Navigation had been ratified by France, and the Convention on Maritime Ports had been placed before the French Parliament. He explained the scope of the French reservation to Article 8 of the Convention on Maritime Ports, which in no way affected the principle of that Convention. He expressed the wish that the results obtained by the Conference on Road Traffic convened by the French Government should be further developed. Finally, he supported the proposal of M. Suvich as to the seat of the next conference.

M. Fulvio SUVICH (Italy) hoped that this declaration as to the French reservation would settle the difficulties which still remained. The Italian Government was giving to the matter its most favourable consideration.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) thanked the Rapporteur. His Government had placed the Conventions of Barcelona and Geneva before Parliament. In spite of certain domestic difficulties, he hoped that the Conventions would shortly be ratified.

He congratulated Italy on her initiative, which would be extremely useful both for Europe and for the continent which would be chosen as seat of the Conference.

M. DENDRAMIS (Greece) said he was prepared to accept the resolutions and to support the proposal of the Italian delegate, which was a proof of the importance which was attached to the interests of overseas countries and a valuable means of propaganda.

Jonkheer VAN EYSINGA (Netherlands) recognised the value of this proposal from the point of view of bringing closer together the different parts of the world.

It was necessary to insist that this was an altogether exceptional case. Should a centre of information be established, as was proposed in the report, or should the conference be organised outside Europe? What was the country outside Europe which was considered suitable? Would the third conference, which was of a fairly technical kind, be the most appropriate to establish a better liaison between extra-European States?

M. Fulvio SUVICH (Italy) fully agreed regarding the exceptional character of the proposal. He had mentioned a city outside Europe because the report to the Council urged the usefulness of establishing a connection with extra-European States. The Transit Conference, as it did not result in the drafting of conventions and was composed of technical experts, was of a mobile character.

M. HAAS, Secretary-General of the Transit Section, added that the establishment of a centre of information could not be a substitute for the convocation of a conference, as it was the conference itself which should make it possible more

Quant au choix de la ville, les différences de prix de transport sont minimales et ne varient pas proportionnellement aux distances, et les frais de séjour sont les mêmes en tout état de cause. L'ordre du jour n'est pas strictement technique. Si la Conférence devait avoir lieu hors d'Europe on le rendrait le plus intéressant possible au point de vue des relations entre continents.

Le commandeur Hilton YOUNG (Empire Britannique) dit qu'il y a de très grands avantages à tenir des réunions hors de Genève, non seulement au point de vue très important de la publicité, mais encore au point de vue de l'intérêt que présente, pour la jeune constitution de la Société des Nations, un contact avec d'autres civilisations.

M. AVRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) estime personnellement que toutes les questions de communication constituent la base primordiale de l'œuvre entreprise par la Société. Ces questions offrent également un aspect économique et juridique. Il y aurait un grand avantage à signaler à la Conférence d'octobre sur les horaires des chemins de fer la question des relations avec la Société. L'amélioration des passeports présente un intérêt considérable.

Le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes s'efforcera d'envoyer au moins un délégué à la conférence qu'on propose de tenir hors d'Europe. Il est à souhaiter que ces conférences puissent avoir lieu en divers endroits du monde. Des facilités ou même la gratuité de transport pourrait être envisagée.

M. TARNOWSKI (Pologne) exprime sa gratitude de l'aide qu'ont reçue les ingénieurs de son pays dans l'établissement d'un réseau considérable de voies navigables.

M. ZUMETA (Venezuela) remercie ses collègues de l'accueil fait à la proposition italienne. Il rappelle cependant les craintes et la volonté de restriction formulées à la quatrième Commission. Quel que soit le caractère exceptionnel qu'on tienne à donner à cette réunion, il est bien évident que l'Amérique du Sud ne pourra pas être la seule à en être favorisée.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) fait observer que trois conférences sont en préparation: désarmement, conférence économique et conférence du transit. Il est très possible que la première doive nécessairement être réunie hors de Suisse. La dernière étant très réduite serait, à son avis, spécialement désignée pour une réunion hors d'Europe. Le pays d'Amérique latine qui recevra cet honneur assumera aussi les charges. Le choix doit être fait avec tact et prudence, après détermination d'un chiffre maximum de dépenses.

Il présente trois questions qu'il serait utile de faire figurer au programme de cette conférence.

M. ANDERSEN (Danemark) apprécie l'esprit de la proposition italienne. D'un autre côté, les observations de M. Van Eysinga méritent l'attention. Peut-être pourrait-on concilier les deux points de vue en complétant ainsi la résolution:

- La deuxième Commission,
- Considérant, etc.,
- Tenant compte, etc.,
- Soulignant le fait qu'en général le siège de la Société des Nations doit rester le centre des diverses conférences entreprises sous ses auspices,
- Emet le vœu que, dans le cas où la quatrième Commission estimerait possible d'accorder les crédits nécessaires, le Conseil, à titre exceptionnel, convoque cette conférence dans une ville hors d'Europe. »

Le général LAIDONER (Estonie) appuie cet amendement.

Le Jonkheer VAN EYSINGA (Pays-Bas) fait observer qu'il s'agit d'un vœu sur lequel la Commission de contrôle le prononcera; il faudra donc le préciser. Il se rallie à l'amendement de M. Andersen tout en signalant le danger du précédent créé par une réunion en Amérique latine.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) ne saurait admettre que la réunion d'une conférence hors d'Europe puisse constituer

easily to establish the centre. With regard to the choice of the town, the differences in the cost of transport were very small and did not vary in proportion to the distance. The cost of living was the same in any case.

The agenda was not strictly technical. If the conference were held outside Europe, it could be made as interesting as possible from the point of view of the relations between continents.

Commander Hilton YOUNG (British Empire) said there were very great advantages in holding meetings elsewhere than in Geneva, not only from the very important point of view of publicity but also from the point of view of the usefulness of bringing the young constitution of the League of Nations into contact with other civilisations.

M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) thought personally that all the questions of communication formed the primary basis of the work undertaken by the League. Such questions had both an economic and a legal aspect. It would be very useful to refer to the conference on railway time-tables to meet in October the question of relations with the League. An improvement of passports was of considerable interest.

The Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes would try to send at least one delegate to the conference, which it was proposed to be held outside Europe. It was to be hoped that such conferences would take place in various parts of the world. Facilities for travel or even free travel might be contemplated.

M. TARNOWSKI (Poland) expressed his thanks for the help which the engineers of his country had received in establishing a considerable network of navigable waterways.

M. ZUMETA (Venezuela) thanked his colleagues for the manner in which they had welcomed the Italian proposal. He emphasised, however, the fears expressed by the Fourth Committee and its desire to restrict expenditure.

Whatever might be the exceptional character which would be given to this meeting, it was obvious that South America could not be the only country to be favoured.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) pointed out that three conferences were in preparation: a disarmament conference, an economic conference and a transit conference.

It was, however, possible that the first of these might of necessity have to meet outside Switzerland. The last, being very small, was, in his opinion, specially suitable for a meeting outside Europe. The country of Latin America which might be chosen to receive this honour would also assume the expenditure. The choice ought to be made with tact and prudence after the maximum figure for the expenditure had been settled.

He submitted three questions which it would be useful to put on the programme of this conference.

M. ANDERSEN (Denmark) appreciated the spirit underlying the Italian proposal. On the other hand, the observations of M. Van Eysinga deserved the attention of the Committee. Perhaps the two points of view might be conciliated by completing the resolution in the following manner:

- “ The Second Committee,
- “ Considering, etc.,
- “ Taking into account, etc.;
- “ Emphasising the fact that as a general rule the seat of the League of Nations should remain the centre of the various conferences undertaken under its auspices:
- “ Expresses the hope that, should the Fourth Committee consider it possible to grant the necessary funds, the Council, as an exceptional measure, convene this Conference in a town outside Europe. ”

General LAIDONER (Estonia) supported this amendment.

Jonkheer VAN EYSINGA (Netherlands) observed that this was a recommendation in regard to which the Supervisory Commission would have to take a decision. It would therefore be necessary to define it more clearly. He supported the amendment of M. Andersen, pointing out, however, the danger of the precedent created by a meeting to be held in Latin America.

M. FERNANDEZ Y MEDINA (Uruguay) said he could not admit that a meeting of the Conference outside Europe constituted

un danger. L'Amérique latine a accepté cette proposition avec satisfaction, mais ne l'a nullement provoquée.

Le baron DI PAULI (Autriche), représentant un pays catholique, ne saurait se rallier à une réforme du calendrier faite en dehors ou en dépit des réserves du Saint-Siège. L'un des vœux proposés pourrait être considéré comme un moyen de forcer la main à la plus haute autorité catholique.

M. Fulvio SUVICH (Italie), rapporteur, estime que la Conférence extra-européenne doit rester une exception, mais chaque fois qu'on doit tenir une réunion hors de Genève, la Société des Nations doit faire tous ses efforts dans ce sens.

Il propose donc de modifier ainsi le texte d'amendement de M. Andersen :

- « La deuxième Commission,
- « Considérant, etc.,
- « Tenant compte, etc.,
- « En instituant une exception à la pratique actuelle de tenir les conférences de la Société des Nations,
- « Emet le vœu que, dans le cas où la quatrième Commission estimerait possible d'accorder les crédits nécessaires, le Conseil convoque cette conférence dans une ville hors d'Europe. »

Le Jonkheer VAN EYSINGA (Pays-Bas) précise, qu'à son avis, le fait de tenir plusieurs conférences en dehors de l'Europe présenterait un danger de désorganisation pour le Secrétariat.

Revenant à l'intervention du baron di Pauli sur le calendrier, il rappelle que du côté catholique, le Révérend Père Gianfranceschi avait été désigné par le Saint-Siège comme membre du Comité d'études. L'aspect religieux du problème n'a pas été perdu de vue; le rapport a été adopté à l'unanimité.

On a constaté que des difficultés de dogme n'existeraient pas sur la stabilisation de Pâques.

M. ANDERSEN (Danemark) accepte la modification proposée par M. Fulvio Suvich.

M. AVRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) déclare que, dans son pays, la coexistence de trois religions rend hautement désirable l'aboutissement de l'œuvre d'unification du calendrier.

Le Dr JARAMILLO (Colombie), rapporteur, remercie ses collègues.

A titre transactionnel, et pour des raisons d'opportunité, afin d'éviter des discussions de caractère religieux, il s'abstient d'aborder le fond du problème sur la réforme du calendrier, et propose de modifier ainsi le projet de résolution :

- « L'Assemblée,
- « Prend acte, etc.,
- « Compte, etc.,
- « Prend acte enfin de la conclusion des travaux du Comité spécial d'étude de la réforme du calendrier et s'associe aux suggestions et conclusions faites par la Commission consultative et technique. »

Le rapport sera modifié en conséquence.

Le baron DI PAULI (Autriche) accepte cet amendement.

Le rapport et les résolutions ainsi amendées et la résolution du délégué italien sont adoptés. Ils seront présentés par le Dr Jaramillo à la prochaine session de l'Assemblée.

Le PRÉSIDENT remercie ses collègues et le Secrétariat, et résume les travaux accomplis.

M. AVRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) remercie le Président au nom de toute la Commission, et le félicite d'avoir pu conduire les travaux à bonne fin en dix séances.

La session est close.

a danger. Latin America had accepted this proposal with satisfaction but had not in any way inspired it.

Baron DI PAULI (Austria), speaking as a representative of a Catholic country, said he could not support a reform of the calendar made without reference to or in spite of the reservations of the Holy See. One of the recommendations proposed might be regarded as a means of forcing the hand of the highest Catholic authority.

M. Fulvio SUVICH (Rapporteur) thought that an extra-European conference should remain an exception. Each time, however, that a meeting must be held outside Geneva, the League of Nations should do its utmost to make it possible.

He accordingly proposed to modify as follows the amendment of M. Andersen :

- « The Second Committee,
- « Considering that, etc.,
- « Taking into account, etc.;
- « Authorising an exception to the present practice of holding conferences of the League of Nations;
- « Expresses the hope that, should the Fourth Committee consider it possible to grant the necessary credits, the Council should convene this Conference in a town outside Europe. »

Jonkheer VAN EYSINGA (Netherlands) said that in his opinion the fact of holding several conferences outside Europe would risk disorganising the Secretariat.

Referring to the observation of Baron di Pauli on the calendar, he would remind the Committee that the Reverend Father Gianfranceschi had been appointed by the Holy See as Catholic representative to sit as a member of the Committee of Enquiry. Sight had not been lost of the religious aspect of the problem. The report had been unanimously adopted.

It had been noted that no difficulties from the point of view of doctrine remained so far as the stabilisation of Easter was concerned.

M. ANDERSEN (Denmark) accepted the amendment proposed by M. Fulvio Suvich.

M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) said that in his country the co-existence of three religions rendered it highly desirable that the work of unifying the calendar should be successfully accomplished.

Dr. JARAMILLO (Colombia), Rapporteur, thanked his colleagues.

As a compromise, and for reasons of convenience, he would, in order to avoid any discussions of a religious character, abstain from alluding to the substance of the problem of the reform of the calendar. He proposed to amend as follows the draft resolution :

- « The Assembly,
- « Notes, etc.,
- « Trusts that, etc.;
- « Notes finally the conclusion of the work of the special Committee of Enquiry into the Reform of the Calendar and associates itself with the findings and suggestions of the Advisory and Technical Committee. »

It was decided that the report should be amended accordingly.

Baron DI PAULI (Austria) accepted this amendment.

The report and the resolutions thus amended and the resolution of the Italian delegate were adopted. It was decided that they should be presented by Dr. Jaramillo to the next session of the Assembly.

The CHAIRMAN thanked his colleagues and the Secretariat and summarised the work which had been done.

M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) thanked the Chairman on behalf of the Committee and congratulated him for having conducted its work to a successful conclusion in ten meetings.

The session was closed.

VI. HUITIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION

La quatrième Commission a tenu sa huitième séance hier mercredi 22 septembre 1926, à 10 h. 15, sous la présidence de M. Nicolas TITULESCO (Roumanie).

Rapport de la Commission de fixation des traitements sur le coût de la vie à Genève.

Le rapport de la Commission de fixation des traitements sur le coût de la vie à Genève adopté par le Conseil et transmis par l'Assemblée est envoyé pour étude à la Commission de contrôle.

Prévisions budgétaires de l'Organisation internationale d'hygiène (article 23 du budget du Secrétariat et des Organisations spéciales).

La Commission, après avoir pris connaissance de la demande de crédit supplémentaire de 25.000 francs relative au Bureau de renseignements épidémiologiques de Singapour modifiée de la manière suivante les allocations budgétaires proposées pour l'Organisation d'hygiène:

Le montant afférent à la rubrique I — « Secrétariat, chiffre 5: câblogrammes, télégrammes et téléphones » est réduit de 10.000 à 8.885 francs.

Le chiffre 3 de la rubrique II devient: « Notifications sanitaires, contribution aux dépenses du Bureau de Singapour et enquêtes épidémiologiques ». Son montant est porté de 65.000 à 75.000 francs.

Amendement à l'article 6 du Statut de la Caisse de prévoyance du personnel.

La Commission approuve l'amendement proposé par le Conseil d'administration de la caisse de prévoyance du personnel (voir document A.72.1926.X).

Contributions arriérées.

La Commission entre en séance privée pour discuter la question des contributions arriérées. La suite de l'examen de cette question est ajournée à la séance suivante.

VII. NEUVIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION

La quatrième Commission a tenu sa neuvième séance hier mercredi 22 septembre, à 22 heures 30, sous la présidence de M. Nicolas TITULESCO (Roumanie).

Examen du rapport de la Sous-Commission des contributions arriérées (suite).

La Commission continue et termine la discussion du rapport de la Sous-Commission.

Elle adopte la résolution suivante:

« L'Assemblée:

« 1. Autorise le Secrétaire général, comme suite aux négociations antérieures, à rayer des comptes de la Société la somme de 22.478,71 francs-or, due par le Panama, en ce qui concerne l'exercice 1925.

« 2. Invite le Secrétaire général:

a) A donner, le cas échéant, son appui à toutes démarches qu'il jugera utiles pour le recouvrement des arriérés;

b) A faire au Conseil, au cours de sa session de juin 1927, un rapport détaillé sur l'état des contributions arriérées;

VI. EIGHTH MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE

The Fourth Committee held its eighth meeting on Wednesday, September 22nd, 1926, at 10.15 a.m. under the chairmanship of M. Nicolas TITULESCO (Roumania).

Report of the Salaries Adjustment Committee on the Cost of Living in Geneva.

The report of the Salaries Adjustment Committee on the cost of living in Geneva, adopted by the Council and forwarded by the Assembly to the Committee, was submitted to the Supervisory Commission for examination.

Budget Estimates of the International Health Organisation (item 23 of the Budget of the Secretariat and Special Organisations).

The Committee, after having taken note of the request for an additional credit of 25,000 francs to meet the expenses of the Bureau of Epidemiological Intelligence at Singapore, changed as follows the budget provisions proposed for the Health Organisation:

The amount under sub-heading I — "Secretariat; item 5: Cablegrams and Telephones" — was reduced from 10,000 to 8,885 francs.

Item 3 of sub-heading II became: "Sanitary Notifications, Contribution to the Expenses of the Bureau of Singapore and Epidemiological Enquiries". The figure was raised from 65,000 to 75,000 francs.

Amendment to Article 6 of the Staff Provident Fund.

The Committee approved the amendment proposed by the Governing Body of the Staff Provident Fund (see document A.72.1926.X).

Contributions in Arrear.

The Committee discussed in private the question of contributions in arrear. The continuation of the examination of this question was adjourned to the following meeting.

VII. NINTH MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE

The Fourth Committee held its ninth meeting yesterday (Wednesday, September 22nd) at 10.30 p.m. under the chairmanship of M. Nicolas TITULESCO (Roumania).

Consideration of Report of the Sub-Committee on Contributions in Arrears (continued).

The discussion on the report of the Sub-Committee was continued and concluded.

The Committee adopted the following resolution:

"The Assembly:

"(1) Authorises the Secretary-General, as the result of previous negotiations, to write off from the accounts of the League the sum of 22,478.71 gold francs due from Panama for the financial year 1925;

"(2) Requests the Secretary-General:

"(a) To give his support, when necessary, to any steps which he may consider useful with a view to the recovery of arrears;

"(b) To submit to the Council at its session of June 1927 a detailed report on the position with regard to contributions in arrears;

- « 3. Invite la Chine à proposer des moyens efficaces et concrets en vue du paiement de ses contributions arriérées et qui puissent être acceptés par la Société des Nations;
- « 4. Invite le Conseil à faire étudier pour renseigner la huitième Assemblée, quelle est la situation juridique des Etats qui ne s'acquittent pas de leurs contributions à la Société des Nations. »

La séance est levée à minuit.

VIII. NEUVIEME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION

La cinquième Commission a tenu sa neuvième séance hier mercredi 22 septembre, à 10 heures, sous la présidence de M. MENSENDORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Autriche).

Protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient: Rapport à l'Assemblée.

M^{me} Edith LYTTTELTON (Empire Britannique) donne lecture de son projet de rapport à l'Assemblée.

La Commission *approuve* les termes de ce rapport et des résolutions suivantes qui seront soumises à l'Assemblée, sous réserve de leur adoption par la quatrième Commission:

« L'Assemblée:

- « 1. Tient à exprimer son admiration pour l'œuvre accomplie par Miss Jeppe, et sa gratitude pour le dévouement dont elle a fait preuve;
- « 2. Approuve le rapport de Miss Jeppe et exprime sa satisfaction des résultats obtenus au cours de l'année écoulée;
- « 3. Décide que la mission de recherche des femmes et des enfants qui a été confiée à Miss Jeppe par la Société des Nations sera prolongée, pour cette année encore, dans les conditions fixées par la dernière Assemblée, c'est-à-dire sous la haute autorité de la Puissance qui exerce le mandat en Syrie au nom de la Société des Nations;
- « 4. Considérant que l'œuvre de colonisation arménienne ainsi que toute autre œuvre entreprise à titre personnel par Miss Jeppe en annexe à la mission de recherche des femmes et des enfants, dont elle a été investie par la Société des Nations, rentrent dans la catégorie des œuvres dont la Puissance mandataire a, dans un intérêt d'ordre général, remis le contrôle à un organisme central représentant le service des réfugiés du Bureau international du Travail et le Comité international de la Croix-Rouge; invite Miss Jeppe à se mettre d'accord pour la direction d'ensemble de ces œuvres mentionnées sous No 3, avec l'organisation de liaison constituée par la Puissance mandataire;
- « 5. Décide d'adopter un crédit de 45.000 francs-or pour la mission de Miss Jeppe;
- « 6. Considérant que Miss Jeppe estime que sa mission sera remplie cette année, l'invite à soumettre à la prochaine Assemblée un rapport définitif sur les résultats d'ensemble de sa mission;
- « 7. Tient à remercier le Dr Kennedy et Miss Mills pour l'œuvre remarquable qu'ils ont accomplie à la Maison de la Société des Nations à Constantinople, et, considérant que l'œuvre est près de se terminer, et pourra en fait prendre fin l'an prochain, décide d'allouer au Dr Kennedy, pour 1927, la somme de 20.000 francs-or. »

Communication de la délégation française.

M. LABROUSSE (France) informe la Commission de son intention de répondre par un discours à l'Assemblée à certaines critiques injustifiées qui ont été formulées sur l'orientation humanitaire prise par les travaux de la cinquième Commission.

- « (3) Requests China to propose effective and concrete methods, acceptable to the League of Nations, with a view to the payment of her contributions in arrears;
- « (4) Requests the Council to have a study made of the legal position of States which do not pay their contributions to the League of Nations, with a view to informing the Assembly at its Eighth Ordinary Session. »

The Committee rose at midnight.

VIII. NINTH MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE

The Fifth Committee held its ninth meeting yesterday (Wednesday, September 22nd) at 10 a.m. under the direction of M. MENSENDORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Austria).

Protection of Women and Children in the Near East: Report to the Assembly.

Dame Edith LYTTTELTON (British Empire) read her draft report to the Assembly.

The Committee approved the terms of this report, together with the following resolutions to be submitted to the Assembly, on the understanding that they would be adopted by the Fourth Committee:

« The Assembly:

- « 1. Desires to express its admiration for the work Miss Jeppe has performed and its gratitude for the devoted way she has carried it out;
- « 2. Approves Miss Jeppe's report and expresses its satisfaction with the results obtained during the course of the past year;
- « 3. Decides that the mission for the rescue of women and children which has been entrusted to Miss Jeppe by the League of Nations shall be prolonged for one year more under the conditions fixed by the last Assembly, that is to say, under the high authority of the Power which holds a mandate in Syria under the League of Nations;
- « 4. Seeing that the work of Armenian colonisation and any other work undertaken by Miss Jeppe personally in connection with the mission for the rescue of women and children entrusted to her by the League of Nations fall within the class of work entrusted by the mandatory Power to a central organ representing the Refugee Service at the International Labour Office and the direction of the International Red Cross Committee, in the general interest, invites Miss Jeppe to come to an understanding, as regards the general direction of these works mentioned under heading 3, with the liaison organisation established by the mandatory Power;
- « 5. Approves a credit of 45,000 gold francs for Miss Jeppe's mission; and
- « 6. Seeing that Miss Jeppe is of opinion that her task will be discharged during the coming year, requests her to submit to the next Assembly a final report on all the results of her mission;
- « 7. Desires to thank Dr. Kennedy and Miss Mills for the admirable work they have done in connection with the League of Nations House in Constantinople, and, seeing that the work is nearing its conclusion and will practically come to an end next year, decides that the sum of 20,000 gold francs be allocated to Dr. Kennedy for 1927. »

Communication by the French Delegation.

M. LABROUSSE (France) informed the Committee of his intention to reply in a plenary meeting of the Assembly to certain unjustified criticisms which had been made on the humanitarian direction taken by the work of the Fifth Committee.

Le PRÉSIDENT remercie M. Labrousse au nom de la Commission.

Réfugiés russes et arméniens (suite).

M. BREITSCHIED (Allemagne), rapporteur, explique les raisons qui ont motivé la mention dans son rapport du problème du chômage. Il considère que les objections formulées à cet égard par quelques délégués au cours de la dernière séance de la Commission proviennent d'un malentendu qu'une reprise de la discussion pourra sans doute dissiper.

Sir Basanta MULLICK (Inde) fait part des instructions qu'il vient de recevoir de son gouvernement au sujet de l'arrangement conclu à Genève le 12 mai. Il en ressort que l'attitude adoptée par le Gouvernement de l'Inde est, dans ses grandes lignes, identique à celle du Gouvernement britannique.

M. PARA-PÉREZ (Venezuela), Vice-Président, se voit obligé de renouveler la déclaration qu'il a faite au cours de la séance précédente et de rappeler les arguments d'ordre économique qu'il a fait valoir contre le passage du rapport consacré au chômage.

M. DI PAULI (Autriche) expose, en s'appuyant de citations empruntées aux procès-verbaux des séances tenues par la cinquième Commission l'année dernière, que le passage incriminé du rapport de M. Breitscheid ne lui semble pas dépasser les limites du problème tel qu'il a été défini par l'Assemblée à sa sixième session ordinaire. Il lui paraît d'autre part qu'à de nombreux points de vue, le chômage et l'émigration ne constituent qu'un seul et même problème.

M. MANNING (Australie) énumère les raisons pour lesquelles il ne lui est pas possible de se rallier à la thèse défendue par M. Breitscheid et prie celui-ci de retirer de son rapport le passage en question afin de rendre possible un vote unanime de la Commission. L'opinion publique australienne, qui porte un grand intérêt aux travaux de la Société des Nations, pourrait s'alarmer si elle avait l'impression que la Société s'occupe d'affaires intérieures.

M. JACKLIN (Afrique du Sud) rend hommage à l'œuvre accomplie par le Haut Commissaire pour les réfugiés. Il propose que le passage incriminé du rapport de M. Breitscheid soit retiré jusqu'au moment où l'on connaîtra les conclusions de l'étude à entreprendre à la suite de la motion dont l'Assemblée a été saisie la veille.

Le comte GRAVINA (Italie) s'oppose également au passage de M. Breitscheid consacré au chômage, cette question ne figurant pas à l'ordre du jour de la Commission.

M. DENDRAMIS (Grèce) fait une déclaration dans le même sens.

M. DI PAULI (Autriche) propose une rédaction transactionnelle consistant à renvoyer la question du chômage à la Conférence économique internationale.

M. RADITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) souligne l'importance d'une limitation des débats de la Commission à la question proprement dite des réfugiés. Il se joint au Vice-Président et aux orateurs précédents pour demander au représentant de l'Allemagne de renoncer à la mention du chômage dans son rapport.

M. Albert THOMAS (Directeur du Bureau international du Travail) donne un aperçu historique de la question et explique à la Commission les circonstances dans lesquelles on a envisagé l'utilisation des agents du Service des réfugiés pour contribuer à combattre le chômage. Dans sa séance de la veille, l'Assemblée a d'ailleurs été saisie d'un projet de résolution émanant de la délégation belge, et visant à l'extension à d'autres groupes de réfugiés des mesures prises en faveur des réfugiés russes et arméniens. M. Thomas recommande à la Commission d'adopter le projet de résolution que vient de lui soumettre le représentant de l'Autriche et auquel il propose d'apporter quelques amendements.

M. POSNER (Pologne) se déclare convaincu par les arguments développés par M. Albert Thomas et suggère un amendement de forme au rapport de M. Breitscheid. Il attire ensuite l'atten-

The CHAIRMAN thanked M. Labrousse on behalf of the Committee.

Russian and Armenian Refugees (continuation).

M. BREITSCHIED (Germany), Rapporteur, gave the reasons why he had mentioned the problems of unemployment in his report. He considered that the objections raised by some delegates in this connection during the last meeting of the Committee had been due to a misunderstanding which a renewal of the discussion would probably remove.

Sir Basanta MULLICK (India) informed the Committee that he had received instructions from his Government regarding the arrangement concluded in Geneva on May 12th. From this it appeared that the attitude adopted by the Government of India was in its general lines identical with that of the British Government.

M. PARRA-PÉREZ (Venezuela), Vice-Chairman, felt compelled to renew the statement which he had made during the preceding meeting and recalled the arguments of an economic kind which he had put forward against the passage of the report concerning unemployment.

M. DI PAULI (Austria), quoting, in support of his argument, passages from the minutes of meetings of the Fifth Committee of the previous year, contended that the passage in the report of M. Breitscheid to which objection had been made did not appear to him to go beyond the limits of the problems as defined by the Assembly at its Sixth Ordinary Session. He further thought that from numerous points of view unemployment and emigration formed a single and connected problem.

Mr. MANNING (Australia) gave reasons why it was not possible for him to agree with the view put forward by M. Breitscheid. He asked him to delete from his report the passage in question in order to make it possible for the Committee to adopt it unanimously. Australian public opinion, which took great interest in the work of the League of Nations, might become alarmed if it received the impression that the League was dealing with domestic affairs.

Mr. JACKLIN (South Africa) paid a tribute to the work accomplished by the High Commissioner for Refugees. He proposed that the passage in the report of M. Breitscheid to which objection had been made should be withdrawn until the conclusions of the enquiry to be made as the result of the proposal put before the Assembly on the previous day were known.

Count GRAVINA (Italy) also objected to the passage in the report of M. Breitscheid concerning unemployment. This question was not upon the agenda of the Committee.

M. DENDRAMIS (Greece) made a similar statement.

M. DI PAULI (Austria) proposed a compromise to the effect that the question of unemployment should be referred to the International Economic Conference.

M. RADITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes) emphasised the importance of limiting the discussion in the committee strictly to the question of refugees, and joined with the Vice-Chairman and preceding speakers in asking the representative of Germany to refrain from mentioning unemployment in his report.

M. Albert THOMAS (representative of the International Labour Office) gave a summary of the question and explained the circumstances in which the use of agents of the Refugee Service to assist in the campaign against unemployment had been contemplated. During its meeting of the previous day, the Assembly had been asked to consider a draft resolution from the Belgian delegate concerning the extension to other groups of refugees of the measures taken to assist the Russian and Armenian refugees. He would ask the Committee to adopt the draft resolution which had just been submitted by the representative of Austria and which he proposed to amend in certain respects.

M. POSNER (Poland) said that he had been convinced by the arguments put forward by M. Albert Thomas and suggested an amendment of form to the draft of M. Breitscheid. He

tion de la Commission sur le fait que la suppression projetée du bureau de Varsovie du Service des réfugiés lui paraît prématurée.

M. BREITSCHIED (Allemagne) propose que le texte soumis par la délégation autrichienne, amendé par M. Albert Thomas, soit examiné par une sous-commission qui jugerait si ce texte doit être inséré dans le rapport à la place du passage incriminé, ou s'il doit faire l'objet d'une résolution distincte.

M. RIDDELL (Canada) rappelle que son gouvernement porte un grand intérêt à la question des réfugiés. Il est par contre adversaire de l'extension de l'œuvre entreprise dans le sens d'une action contre le chômage. Aussi doit-il repousser le projet de résolution du délégué de l'Autriche.

M. MANNING (Australie), appuyé par M^{me} Edith LYTELTON (Empire Britannique), demande d'ajourner l'examen de la proposition tendant à renvoyer la motion du représentant de l'Autriche à une sous-commission, afin de permettre aux délégations d'étudier le texte de cette motion.

La Commission décide de poursuivre la discussion au cours d'une séance de nuit.

IX. DIXIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION

La cinquième Commission a tenu sa dixième séance hier mercredi 22 septembre, à 22 heures, sous la présidence du comte MENSENDORF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Autriche).

Réfugiés grecs et arméniens.

La Commission adopte une résolution qui sera publiée ultérieurement.

Etablissement des réfugiés arméniens.

Après discussion, la Commission adopte la résolution suivante:

« L'Assemblée:

« 1^o Prend acte du rapport de la Commission d'établissement des réfugiés arméniens et l'adopte; elle exprime son appréciation de l'œuvre accomplie par cette Commission en ce qui concerne l'élaboration d'un projet pratique dont une enquête sérieuse a montré les possibilités techniques de réalisation, ce projet devant avoir pour résultat d'établir au moins 25.000 Arméniens dans leur foyer national;

« 2^o Prend acte de la résolution du Conseil du 16 septembre 1926, déclarant que, s'il est possible d'obtenir les fonds destinés à faire face aux premières dépenses nécessitées par le projet, le Conseil sera disposé sous certaines conditions et s'il en est prié par les parties intéressées, à désigner une ou plusieurs personnes qui seront chargées de surveiller l'emploi de ces fonds pour les fins mentionnées dans le projet;

« 3^o Demande au Conseil d'envisager la possibilité de constituer, après enquête, sous la présidence d'un membre désigné par le Conseil, un petit comité qui sera composé en partie des représentants des organisations privées intéressées à la réalisation du projet, afin d'étudier la possibilité de recueillir les fonds nécessaires et de les utiliser pour les fins mentionnées dans la République arménienne; »

« 4^o Décide de soumettre à l'appréciation du Conseil l'allocation d'un crédit de 25.000 francs dans le budget de l'année prochaine en vue de faire face aux dépenses de ce Comité au cas où il serait constitué. »

Extension, à d'autres groupes de réfugiés des mesures prises en faveur des réfugiés russes et arméniens.

La Commission adopte et soumet à l'Assemblée la proposition suivante de la délégation belge:

« L'Assemblée invite le Conseil à demander au Haut Commissariat pour les réfugiés et à l'Organisation interna-

next drew the Committee's attention to the fact that the proposed suppression of the Warsaw Bureau and Refugee Service appeared to him to be premature.

M. BREITSCHIED (Germany) proposed that the text submitted by the Austrian delegate as amended by M. Albert Thomas should be examined by a sub-committee, which would decide whether the text ought to be inserted in the report in place of the passage to which objection had been taken or whether it ought to be made the object of a special resolution.

Dr. RIDDELL (Canada) said that his Government took great interest in the question of refugees. It was, on the other hand, against extending the work undertaken in order to include unemployment. He must therefore refuse to accept the proposal of the Austrian delegate.

Mr. MANNING (Australia), supported by Dame Edith LYTELTON (British Empire), asked that the examination of the proposal that the motion submitted by the Austrian representative should be sent to a Sub-Committee should be adjourned in order to make it possible for delegates to examine the text of the motion.

The Committee decided to continue the discussion at an evening meeting.

IX. TENTH MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE

The Fifth Committee held its tenth meeting yesterday (Wednesday, September 22nd) at 10 p.m. under the chairmanship of Count MENSENDORF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Austria).

Russian and Armenian Refugees.

The Committee adopted a resolution which would be published later.

Settlement of Armenian Refugees.

After a discussion, the Committee adopted the following resolution:

“ The Assembly:

“ (1) Takes note of and adopts the report of the Armenian Refugee Settlement Commission and expresses its appreciation of the valuable work done by this Commission in the elaboration of a workable scheme, found after careful enquiry to be technically sound, which it is estimated will result in the settlement of at least 25,000 Armenians in their national home;

“ (2) Takes note of the resolution of the Council of September 16th, 1926, stating that if the money to finance the initial outlay required by the scheme is forthcoming, the Council would, subject to certain conditions, and if requested to do so by the parties interested, be willing to appoint a person or persons to supervise the due expenditure of that money for the objects specified in the scheme;

“ (3) Requests the Council to consider the possibility, after due enquiry, of setting up a small committee, under the chairmanship of a member appointed by the Council and consisting partly of representatives of private organisations interested in the promotion of this scheme, to investigate the possibility of obtaining the sum required and of using it for the purposes of the plan in the Republic of Armenia;

“ (4) Decides that, at the discretion of the Council, a sum of 25,000 francs shall be included in the budget for next year to meet the expenses of this Committee if such a Committee is set up.”

Question of extending to other Refugees the Measures taken to assist Russian and Armenian Refugees.

The Committee adopted and will submit to the Assembly the following resolution proposed by the Belgian delegation:

“ The Assembly invites the Council to request the High Commissioner for Refugees and the International Labour

tionale du Travail d'étudier comment les mesures de protection, de placement et d'assistance prises en faveur des réfugiés russes et arméniens pourraient être étendues à d'autres groupes de réfugiés. »

Résolution sur le chômage.

Cette résolution proposée par M. Breitscheid (Allemagne) est renvoyée à une sous-commission qui présentera un rapport à la prochaine séance.

La séance est levée à minuit quarante-cinq.

X. SIXIÈME COMMISSION: SOUS-COMMISSION (ESCLAVAGE)

La Sous-Commission (Esclavage) de la sixième Commission s'est réunie hier mercredi 22 septembre, sous la présidence de M. DE BROUCKÈRE (Belgique).

Après un échange de vues, la Sous-Commission a adopté le projet de Convention sur l'esclavage. Ce texte sera soumis aujourd'hui à la sixième Commission et sera publié dans le Journal de l'Assemblée de demain.

XI. ERRATUM

Le treizième alinéa du texte français, page 176, du N° 14 du Journal de l'Assemblée (mardi 21 septembre 1926) doit se lire comme suit:

« Les délégués de l'Empire Britannique, de l'Esthonie, de la Grèce, de la France, de la Suisse et du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes présentent les vues de leurs gouvernements sur la possibilité qu'il y aurait d'exécuter les arrangements relatifs aux certificats; ils font aussi quelques réserves. »

XII. SIGNATURES ET RATIFICATIONS DES ACCORDS INTERNATIONAUX

M. le Dr Fridtjof NANSEN, délégué de la Norvège à l'Assemblée de la Société des Nations, a signé au Secrétariat le 22 septembre 1926 le renouvellement de l'acceptation de la disposition facultative du Protocole de signature de la Cour permanente de Justice internationale pour une nouvelle période de dix années, en faisant la déclaration suivante:

« Au nom du Gouvernement norvégien et sans réserve de ratification, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale vis-à-vis de tout autre Membre ou Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, purement et simplement, pour la durée de dix années à compter du 3 octobre 1926.

Fridtjof NANSEN. »

« Genève, le 22 septembre 1926.

XIII. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LE 22 SEPTEMBRE 1926.

- A. 77. Protection de l'enfance: Rapport de la cinquième Commission à l'Assemblée.
- A. 78. Coût de la vie à Genève: Rapport de la Commission de fixation des traitements.
- A. 79. Arbitrage, sécurité: Rapport de la troisième Commission.

Organisation to consider how far the measures taken to give protection to, to provide employment for and to afford relief to Russian and Armenian refugees can be extended to other categories of refugees. »

Resolution regarding Unemployment.

This resolution, proposed by M. BREITSCHIED (Germany), was referred to a Sub-Committee which will report at the next meeting.

The Committee rose at 12.45 a.m.

X. SIXTH COMMITTEE: SUB-COMMITTEE (SLAVERY).

The Sub-Committee of the Sixth Committee (Slavery) met yesterday (Wednesday, September 22nd, 1926) under the chairmanship of M. DE BROUCKÈRE (Belgium).

After an exchange of views, the Sub-Committee adopted the draft text of a Convention on Slavery. This text will be submitted to-day to the Sixth Committee and will be published in the Assembly Journal of to-morrow.

XI. ERRATUM

Paragraph 13 of the French text, page 176 of Assembly Journal No. 14 (Tuesday, September 21st, 1926) should read as follows:

« Les délégués de l'Empire Britannique, de l'Esthonie, de la Grèce, de la France, de la Suisse et du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes présentent les vues de leurs gouvernements sur la possibilité qu'il y aurait d'exécuter les arrangements relatifs aux certificats; ils font aussi quelques réserves ».

XII. SIGNATURES AND RATIFICATIONS OF INTERNATIONAL ENGAGEMENTS

Dr. Fridtjof NANSEN, delegate of Norway to the Assembly of the League of Nations, signed at the Secretariat on September 22nd, 1926, a renewal of the acceptance of the Optional Clause of the Protocol of Signature of the Permanent Court of International Justice for a further period of ten years. He made the following declaration:

« On behalf of the Norwegian Government, and not being subject to reservation as to ratification, I recognise, in relation to any other Member or State accepting the same obligation — that is to say on condition of reciprocity — the jurisdiction of the Court as compulsory ipso facto and without special agreement for a period of ten years as from October 3rd, 1926.

Fridtjof NANSEN. »

« Geneva, September 22nd, 1926.

XIII. DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 22ND, 1926.

- A. 77. Child Welfare: Report of the Fifth Committee to the Assembly.
- A. 78. Cost of Living at Geneva: Report of the Salaries Adjustment Committee.
- A. 79. Arbitration, Security: Report of the Third Committee to the Assembly.

- A. 80. Travaux de la Commission internationale de coopération intellectuelle: Rapport de la deuxième Commission à l'Assemblée.
- A. 86. Extension à d'autres groupes de réfugiés des mesures prises en faveur des réfugiés russes et arméniens: Projet de résolution déposé par la délégation belge le 21 septembre 1926.
- A. 87. Traite des femmes et des enfants: Résolution adoptée par l'Assemblée le 21 septembre 1926.
- A. 88. Travaux du Comité préparatoire de la Conférence économique internationale: Résolution adoptée par l'Assemblée le 21 septembre 1926.
- A. 89. Numérotage des alinéas des articles du Pacte: Résolution adoptée par l'Assemblée le 21 septembre 1926.
- A. 90. Travaux de l'Office autonome pour l'établissement des réfugiés grecs: Résolution adoptée par l'Assemblée le 21 septembre 1926.
- A. 91. Trafic de l'opium et autres drogues nuisibles: Résolutions adoptées par l'Assemblée le 21 septembre 1926.
- A. 92. Contrôle de la fabrication privée des armes et munitions et des matériels de guerre: Résolution adoptée par l'Assemblée le 21 septembre 1926.

XIV. CORRECTION A LA LISTE DES MEMBRES DES COMMISSIONS

Sixième Commission.

M. AKEL, délégué de l'Esthonie, ayant quitté Genève, sera remplacé par M. LAIDONER.

- A. 80. Work of the International Committee on Intellectual Co-operation: Report of the Second Committee to the Assembly.
- A. 86. Question of Extending to other Refugees the Measures taken to assist Russian and Armenian Refugees: Draft resolution proposed by the Belgian delegation on September 21st, 1926.
- A. 87. Traffic in Women and Children: Resolution adopted by the Assembly on September 21st, 1926.
- A. 88. Work of the Preparatory Committee for the International Economic Conference: Resolution adopted by the Assembly on September 21st, 1926.
- A. 89. Numbering of the Paragraphs of the Articles of the Covenant: Resolution adopted by the Assembly on September 21st, 1926.
- A. 90. Work of the Greek Refugee Settlement Commission: Resolution adopted by the Assembly on September 21st, 1926.
- A. 91. Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs: Resolutions adopted by the Assembly on September 21st, 1926.
- A. 92. Supervision of the Private Manufacture of Arms and Ammunition and of Implements of War: Resolution adopted by the Assembly on September 21st, 1926.

XIV. CORRECTION TO THE LIST OF MEMBERS OF COMMITTEES

Sixth Committee.

M. AKEL, delegate of Esthonia, having left Geneva, will be replaced by M. LAIDONER.

Service des documents de l'Assemblée

JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE.

Afin de mettre entre les mains des délégués, des journalistes et des visiteurs à l'Assemblée le programme quotidien et le résumé des séances, le *Journal de l'Assemblée* paraîtra tous les matins.

Le prix d'abonnement à la série du Journal publiée durant la septième session ordinaire de l'Assemblée est de Fr. 6.— (pour l'étranger: Fr. 9.—, port compris). Les exemplaires seront portés à domicile, pour autant que cela est possible; tous les autres seront expédiés par la poste.

COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLÉE.

Le *Compte rendu* donne le texte officiel des débats des séances plénières de l'Assemblée, les débats des Commissions étant résumés dans le *Journal de l'Assemblée*. Le compte rendu complet des séances plénières et des Commissions sera publié dans les *Actes de l'Assemblée*, édition définitive paraissant quelques mois après la clôture de l'Assemblée.

Prix de souscription au *Compte rendu*: Fr. 6.— (pour l'étranger: Fr. 9.—, port compris).

RAPPORT A LA SEPTIÈME SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS SUR L'ŒUVRE DU CONSEIL, SUR LE TRAVAIL DU SÉCRÉTARIAT ET SUR LES MESURES PRISES POUR EXÉCUTER LES DÉCISIONS DE L'ASSEMBLÉE.

Ce rapport résume l'œuvre du Conseil, les travaux des Conférences et des Commissions de la Société des Nations, ainsi que du Secrétariat depuis la sixième session de l'Assemblée jusqu'au 15 mai 1926. Comme ce rapport est discuté dans tous ses points par l'Assemblée, il est indispensable à ceux qui désirent suivre les séances en détail.

Prix: Fr. 4.—; *Rapport supplémentaire* pour la période 15 mai-31 août 1926: Fr. 2.—.

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE.

Prix: Fr. 0.50.

NOTE. — L'édition définitive des **ACTES DE LA SEPTIÈME ASSEMBLÉE** paraîtra au commencement de 1927. Les commandes sont reçues dès maintenant au Secrétariat de la Société des Nations: Service de vente des publications.

Les publications sont en vente aux adresses suivantes:

Au **SÉCRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS**: Service de vente des publications (Villa Beauregard, annexe du bâtiment du Secrétariat), pendant les heures de bureau ordinaires;

A la **SALLE DE L'ASSEMBLÉE** (Salle de la Réformation, hall d'entrée), pendant les séances de l'Assemblée;

A la **LIBRAIRIE PAYOT & C^{ie}**, Place du Molard, Genève.

Service of Assembly Documents

JOURNAL OF THE ASSEMBLY.

In order to provide delegates, journalists and visitors to the Assembly with a regular daily programme and résumé of the meetings, the *Journal of the Assembly* is issued each morning. Copies will be delivered to subscribers at their private addresses where possible, or sent by post.

The subscription to the series during the Seventh Ordinary Session of the Assembly is 6 francs (9 francs abroad, including postage).

VERBATIM RECORD OF THE ASSEMBLY.

The *Verbatim Record* gives the official text of the proceedings of the Plenary Meetings of the Assembly. The proceedings of the Committees are summarised in the *Journal of the Assembly*, the complete verbatim record being published in the definitive *Records of the Assembly* some months after the close of the Assembly.

Subscription to the *Verbatim Record*: 6 francs (9 francs abroad, including postage).

REPORT TO THE SEVENTH ORDINARY SESSION OF THE ASSEMBLY OF THE LEAGUE ON THE WORK OF THE COUNCIL, ON THE WORK OF THE SECRETARIAT AND ON THE MEASURES TAKEN TO EXECUTE THE DECISIONS OF THE ASSEMBLY.

This report summarises the work of the Council, of the Conferences and Committees of the League of Nations, and of the Secretariat from the date of the meeting of the Sixth Session of the Assembly until about May 15th, 1926. As the report is discussed at length by the Assembly, it is essential to those wishing to follow the meetings in detail.

Price: 4 francs; *Supplementary Report*, covering the period May 15th - August 31st, 1926: 2 francs.

AGENDA OF THE ASSEMBLY.

Price: 50 centimes.

NOTE. — The definitive **RECORDS OF THE SEVENTH ASSEMBLY** will be issued at the beginning of 1927. Orders for them may be left at the Secretariat Sales Department.

The publications are on sale in Geneva at the following addresses:

SECRETARIAT SALES DEPARTMENT (Villa Beauregard, annex to the Secretariat Building) during the ordinary office hours.

ASSEMBLY HALL (Salle de la Réformation, Public Entrance), during the Assembly meetings.

LIBRAIRIE PAYOT et C^{ie}, Place du Molard, Geneva.

LISTE DES DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

- ALLEMAGNE**
Theod. Thomas Komm. Gesch., Talstrasse 13, LEIPZIG.
- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.
- AUSTRALIE**
Nouvelle-Galles du Sud: Angus & Robertson Ltd., 89-95, Castlereagh Street, SYDNEY.
Victoria: Robertson & Mullens Ltd., 107-113, Elizabeth Street, MELBOURNE.
- BELGIQUE**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRESIL**
Livreria F. Briguet & Cia, 23, rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIE**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd « Tsar Osvo-boditel » No. 4a, SOFIA.
- CANADA**
League of Nations Society in Canada, 279, Wellington Street, OTTAWA.
- CHILI**
Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO-DE-CHILI.
- COLOMBIE**
Libreria Colombiana, P. O. Box 199, BOGOTÁ.
- COSTA-RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia, LA HAVANE.
- DANEMARK**
V. Pios Boghandel, Povel Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.
- EQUATEUR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE**
Centro Editorial « Minerva », Tudescos, 39-41, MADRID, E. 12.
- ÉTATS-UNIS**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, Mass.
- FINLANDE**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).
- GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE DU NORD et COLONIES DE LA COURONNE**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W.C. 2.
- GRÈCE**
Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Constitution, ATHÈNES.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantès, 10a, Calle Oriente No. 5, GUATEMALA.
- HAÏTI**
Librairie-papeterie, Mme D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.
- HAWAÏ**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- HONGRIE**
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 S., BUDAPEST IV, Ker.
- INDES NÉERLANDAISES**
Algemeene Boekhandel, G. Kolff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.
- ITALIE**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco-Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPON**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- LETTONIE**
Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.
- LUXEMBOURG (G. D.)**
Librairie J. Heintzé, M. Hagen, successeur, Place Guillaume 8, LUXEMBOURG.
- MEXIQUE**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- NORVEGE**
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, OSLO.
- NOUVELLE-ZÉLANDE**
Walter Nash, Fletcher's Buildings, 4, Willis Street, WELLINGTON.
- PANAMA**
Libreria I. Preciado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PAYS-BAS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.
- PÉROU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- PORTUGAL**
J. Rodrigues & Ca, rua Aurea, 186-188, LISBONNE.
- ROUMANIE**
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- SARRE (Bassin de la)**
Librairie Parisienne, Maison Marguet, M. Golbert, successeur, 4, Friedrich Wilhelmstrasse, SARREBRUCK.
- SERBES, CROATES ET SLOVÈNES (Royaume des)**
Librairie « Vreme », BELGRADE.
- SUÈDE**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE**
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTRÉUX, NEUCHÂTEL, BERNÉ.
- TCHÉCOSLOVAQUIE**
Librairie F. Topic, 11, Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser :

Service de vente des Publications de la Société des Nations,
GENÈVE (Suisse)

(Catalogue complet envoyé sur demande.)

AUTHORISED AGENTS FOR THE PUBLICATIONS OF THE LEAGUE OF NATIONS

- ARGENTINE**
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS AIRES.
- AUSTRALIA**
New South Wales: Angus & Robertson, Ltd., 89-95, Castlereagh Street, SYDNEY.
Victoria: Robertson & Mullens, Ltd., 107-113, Elizabeth Street, MELBOURNE.
- BELGIUM**
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUSSELS.
- BOLIVIA**
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRAZIL**
Livreria F. Briguet & Cia, 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- BULGARIA**
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd « Tsar Osvo-boditel » No. 4a, SOFIA.
- CANADA**
League of Nations Society in Canada, 279, Wellington Street, OTTAWA.
- CHILE**
Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO DE CHILE.
- COLOMBIA**
Libreria Colombiana, P. O. Box 199, BOGOTA.
- COSTA RICA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- CUBA**
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.
- CZECHOSLOVAKIA**
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.
- DENMARK**
V. Pios Boghandel, Povel Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.
- DUTCH EAST INDIES**
Algemeene Boekhandel G. Kolff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.
- ECUADOR**
Victor Janer, GUAYAQUIL.
- FINLAND**
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE**
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).
- GERMANY**
Theod. Thomas Komm. Gesch., Talstrasse 13, LEIPZIG.
- GREAT BRITAIN, NORTHERN IRELAND and CROWN COLONIES**
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.
- GREECE**
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitution, ATHENS.
- GUATEMALA**
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantes, 10a, Calle Oriente, No. 5, GUATEMALA.
- HAÏTI**
Librairie-Papeterie Mme D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.
- HAWAII**
Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- HUNGARY**
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Bros.), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST IV, Ker.
- ITALY**
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco-Minghetti, 26-29, ROME.
- JAPAN**
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- LATVIA**
Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.
- LUXEMBURG (G.-D.)**
Librairie J. Heintzé, M. Hagen, successeur, Place Guillaume 8, LUXEMBURG.
- MEXICO**
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NETHERLANDS**
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE HAGUE.
- NEW ZEALAND**
Walter Nash, Fletcher's Buildings, 4, Willis Street, WELLINGTON.
- NICARAGUA**
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.
- NORWAY**
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, OSLO.
- PANAMA**
Libreria I. Preciado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.
- PERU**
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLAND**
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.
- PORTUGAL**
J. Rodrigues & Ca., Rua Aurea 186-188, LISBON.
- ROUMANIA**
« Cartea Românească », 3-5, Boul. Academiei, BUCHAREST.
- SAAR BASIN**
Librairie Parisienne, Maison Marguet, M. Golbert, successeur, 4, Friedrich Wilhelmstrasse, SAARBRUCK.
- SALVADOR**
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.
- SERBS, CROATS AND SLOVENES (Kingdom of the)**
Librairie « Vreme », BELGRADE.
- SPAIN**
Centro Editorial « Minerva », Tudescos, 39-41, MADRID, E. 12.
- SWEDEN**
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SWITZERLAND**
Librairie Payot & Cie, GENEVA, LAUSANNE, VEVEY, MONTRÉUX, NEUCHÂTEL, BERNÉ.
- UNITED STATES**
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, Mass.
- URUGUAY**
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.
- VENEZUELA**
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries, apply:

Publication Sales Department of the League of Nations,
GENEVA (Switzerland).

(Complete catalogue sent on application.)

JOURNAL

DE LA
SEPTIÈME SESSION
ORDINAIRE
DE L'
ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1926

OF THE
SEVENTH ORDINARY
SESSION
OF THE
ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1926

N° 17. — VENDREDI 24 SEPTEMBRE 1926.

No. 17. — FRIDAY, SEPTEMBER 24TH, 1926.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressées à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beau-Regard.

Note: Le *Journal* est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beau-Regard.

Note: The *Journal* is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.

MAINTIEN DE L'ORDRE DANS LA SALLE D'ASSEMBLÉE

DÉCISION DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE.

I. Le rez-de-chaussée de la salle, à l'exception des sièges réservés au fond, sera affecté exclusivement aux délégués, délégués suppléants, experts, conseillers, secrétaires et membres du Secrétariat. Le public ou les membres des familles des personnes susmentionnées ne seront pas autorisés à y pénétrer.

2. Conformément à la pratique suivie dans les parlements nationaux, aucun applaudissement ne sera toléré dans les galeries réservées à la presse et au public.

MAINTENANCE OF ORDER IN THE ASSEMBLY HALL

DECISION OF THE GENERAL COMMITTEE OF THE ASSEMBLY

1. The ground floor of the Assembly Hall, except the reserved seats at the back, is intended exclusively for delegates, substitute delegates, experts, advisers, secretaries and members of the Secretariat. The public or members of the families of the persons mentioned above will not be admitted to this part of the hall.

2. In conformity with the practice followed in national parliaments, no applause will be allowed in the galleries reserved for the Press and for the public.

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	224
II. Quatorzième séance plénière de l'Assemblée	224
III. Sixième séance du Comité de l'ordre du jour	232
IV. Dixième séance de la première Commission	232
V. Dixième séance de la cinquième Commission: suite	234
VI. Onzième séance de la cinquième Commission	234
VII. Cinquième séance de la sixième Commission	235
VIII. Liste des documents distribués aux membres de l'Assemblée	238

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	224
II. Fourteenth Plenary Meeting of the Assembly	224
III. Sixth Meeting of the Agenda Committee	232
IV. Tenth Meeting of the First Committee	232
V. Tenth Meeting of the Fifth Committee: continuation	234
VI. Eleventh Meeting of the Fifth Committee	234
VII. Fifth Meeting of the Sixth Committee	235
VIII. List of Documents distributed to Members of the Assembly	238

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Séance plénière de l'Assemblée.

Il y aura une séance plénière de l'Assemblée aujourd'hui vendredi 24 septembre, à 17 heures, à la Salle de la Réformation.

Ordre du jour:

1. Suite de la discussion sur la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement: Rapport de la troisième Commission. Rapporteur — M. PAUL-BONCOUR, délégué de la France (Document A.93.1926.IX).
2. Protection de l'enfance: Rapport de la cinquième Commission. Rapporteur — Dr. RIDDELL, délégué du Canada (Document A.77.1926.IV).
3. Travaux de la Commission de coopération intellectuelle: Rapport de la deuxième Commission. Rapporteur — M. MUNCH, délégué du Danemark (Document A.80.1926.XII).
4. Restauration financière de la Hongrie: Deuxième rapport de la deuxième Commission. Rapporteur — M. SUVICH, délégué de l'Italie (Document A.81.1926.II).
5. Reconstruction financière de l'Autriche: Rapport de la deuxième Commission. Rapporteur — M. STRASBURGER, délégué de la Pologne (Document A.82.1926.II).
6. Etablissement des Réfugiés bulgares: Rapport de la deuxième Commission. Rapporteur — Le commandeur Hilton YOUNG, délégué de l'Empire Britannique (Document A.84.1926.II).
7. Travaux du Comité financier: Rapport de la deuxième Commission. Rapporteur — M. AVRAMOVITCH, délégué du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (Document A.85.1926.II).
8. Travaux du Comité économique: Rapport de la deuxième Commission. Rapporteur — M. NAGAI, délégué du Japon (Document A.94.1926).
9. Travaux de l'Organisation d'hygiène: Rapport de la deuxième Commission. Rapporteur — M. FERNANDEZ Y MEDINA, délégué de l'Uruguay (Documents A.63 et A.63 a).

Deuxième Commission.

La deuxième Commission se réunira aujourd'hui vendredi 24 septembre, à 10 h. 30, au Secrétariat (Salle C).

Quatrième Commission.

La quatrième Commission se réunira aujourd'hui vendredi 24 septembre, à 10 h. 30, au Secrétariat (Salle B).

Cinquième Commission.

La cinquième Commission se réunira aujourd'hui vendredi 24 septembre, à 15 h., au Secrétariat (Salle C).

Sixième Commission.

La sixième Commission se réunira aujourd'hui vendredi 24 septembre, à 10 h., au Secrétariat (Salle F).

II. QUATORZIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue à la Salle de la Réformation le jeudi 23 septembre 1926, à 10 h. 15.

Facilités aux journalistes: Proposition de résolution de la délégation du Chili.

M. QUEZADA (Chili) rappelle à l'Assemblée qu'elle a adopté, l'an dernier, une résolution présentée par la délégation du Chili, tendant à la convocation d'une réunion internationale de la presse afin d'examiner comment on pourrait favoriser la diffu-

I. PROGRAMME OF MEETINGS.

Plenary Meeting of the Assembly.

There will be a plenary meeting of the Assembly to-day (Friday, September 24th) at 5 p.m. at the Salle de la Réformation.

Agenda:

1. Continuation of the Discussion on the Preparatory Committee for the Disarmament Conference: Report of the Third Committee. Rapporteur — M. PAUL-BONCOUR, delegate of France (Document A.93.1926.IX).
2. Child Welfare: Report of the Fifth Committee. Rapporteur — Dr. RIDDELL, delegate of Canada (Document A.77.1926.IV).
3. Work of the Committee on Intellectual Co-operation: Report of the Committee. Rapporteur — M. MUNCH, delegate of Denmark (Document A.80.1926.XII).
4. Financial Reconstruction of Hungary: Report of the Second Committee. Rapporteur — M. SUVICH, delegate of Italy (Document A.81.1926.II).
5. Financial Reconstruction of Austria: Report of the Second Committee. Rapporteur — M. STRASBURGER, delegate of Poland (Document A.82.1926.II).
6. Settlement of Bulgarian Refugees: Report of the Second Committee. Rapporteur — Commander Hilton YOUNG, delegate of the British Empire (Document A.84.1926.II).
7. Work of the Financial Committee: Report of the Second Committee. Rapporteur — M. AVRAMOVITCH, delegate of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes (Document A.85.1926.II).
8. Work of the Economic Committee: Report of the Second Committee. Rapporteur — M. NAGAI, delegate of Japan (Document A.94.1926).
9. Work of the Health Organisation: Report of the Second Committee. Rapporteur — M. FERNANDEZ Y MEDINA, delegate of Uruguay (Documents A.63 and A.63 a).

Second Committee.

The Second Committee will meet to-day (Friday, September 24th) at 10.30 a.m. in the Secretariat (Room C).

Fourth Committee.

The Fourth Committee will meet to-day (Friday, September 24th) at 10.30 a.m. in the Secretariat (Room B).

Fifth Committee.

The Fifth Committee will meet to-day (Friday, September 24th) at 3 p.m. in the Secretariat (Room C).

Sixth Committee.

The Sixth Committee will meet to-day (Friday, September 24th) at 10 a.m. in the Secretariat (Room F).

II. FOURTEENTH PLENARY MEETING

held at the Salle de la Réformation on Thursday, September 23rd, 1926, at 10.15 a.m.

Facilities for Journalists: Proposal of the Delegation of Chile.

M. QUEZADA (Chile) reminded the Assembly that last year it had adopted a resolution, submitted by the delegation of Chile, to the effect that there should be an international meeting of representatives of the Press in order to examine how it

sion des nouvelles et, par là, aider à diminuer les chances de malentendus entre les peuples.

Le Comité des agences d'informations s'est réuni à Genève le mois dernier et a obtenu des résultats très appréciables. Ce travail continue et une réunion d'experts en matière de presse pourra être convoquée plus tard, comme cela est prévu par les résolutions du Conseil et de l'Assemblée.

Le Comité international des journalistes accrédités auprès de la Société des Nations à Genève peut constituer le noyau du futur Comité d'experts prévu dans le projet chilien, et on espère que des facilités spéciales pourraient être assurées aux membres de ce Comité. Ce pourrait être, entre autres, une sorte de reconnaissance officielle des cartes d'identité des journalistes, portant le nom et la photographie de leur détenteur, avec une recommandation signée par le Secrétariat général. Ces cartes ont été d'une grande utilité pour les journalistes en particulier pour traverser les frontières. L'Association des journalistes prendrait soin de n'admettre à ces privilèges que des journalistes en activité et dont la réputation est bien établie. L'Association comprend aujourd'hui 160 membres représentant la presse de vingt-cinq pays différents qui viennent régulièrement à Genève pour assister aux réunions de la Société.

Un contrôle sera certes nécessaire et, à cet effet, l'Association devrait envoyer des copies de ces cartes aux différents Ministères des Affaires étrangères. Il croit savoir que l'Association serait disposée à remplir cette condition, et il soumet la résolution suivante:

- « L'Assemblée de la Société des Nations, dans le but de faciliter le travail des journalistes qui suivent les débats
- de la Société à Genève, recommande à la considération des gouvernements la possibilité d'accorder aux porteurs de cartes d'identité de l'Association internationale des journalistes accrédités auprès de la Société des Nations toutes les facilités qu'ils jugeront possibles pour les aider à traverser les frontières dans l'exercice de leurs devoirs professionnels. »

Le PRÉSIDENT propose de renvoyer immédiatement cette résolution à la Commission de l'ordre du jour et demande l'autorisation de la renvoyer, après rapport de la Commission de l'ordre du jour, sans autre formalité, à la sixième Commission.

Ratification des accords et conventions conclus sous les auspices de la Société des Nations: Rapport de la sixième Commission.

M. de Brouckère (Belgique), président de la sixième Commission et le vicomte Cecil (Empire Britannique), rapporteur, prennent place à la tribune.

Le vicomte CECIL rappelle à l'Assemblée qu'il lui avait soumis une proposition tendant à chercher les moyens d'assurer une ratification plus rapide des conventions signées sous les auspices de la Société des Nations. Il avait proposé que l'on demande au Conseil de nommer un comité chargé d'examiner les mesures à prendre. Cette proposition a été renvoyée à la sixième Commission et examinée par une sous-commission de la sixième Commission.

La sixième Commission a été unanimement d'accord sur l'idée d'accélérer la ratification des conventions. Elle n'a pourtant pas cru à propos de recommander une modification radicale de la méthode actuellement en usage. Il aurait fallu en effet procéder à un débat approfondi, auquel auraient pris part tous les Membres de l'Assemblée. La Sous-Commission n'a pas non plus cru possible de demander au Conseil la constitution d'un comité permanent chargé d'examiner la question. La Commission a pourtant recommandé au Conseil d'examiner tous les six mois la situation au point de vue de la ratification des conventions signées sous les auspices de la Société des Nations, afin de voir quelles mesures il y aurait lieu de prendre pour hâter leur ratification.

Il serait loisible au Conseil, par exemple, de se mettre en rapport direct avec les gouvernements pour s'assurer des difficul-

might be possible to encourage the distribution of news and thereby diminish the opportunities for misunderstandings between the nations.

A committee of representatives of the principal Press agencies had met at Geneva last month and had made considerable progress. The work would continue, and a meeting of Press experts might be convened later, as contemplated in the resolutions of the Council and the Assembly.

The International Committee of Journalists accredited to the League in Geneva might constitute the nucleus of the future committee of experts contemplated by the Chilean scheme, and it was hoped that special facilities might be assured to its members. These facilities might include a kind of official recognition of identity cards for journalists bearing the name and photograph of the persons holding them, together with a recommendation signed by the Secretary-General. These cards had been of great assistance to the journalists in crossing the frontiers. Care would be taken by the Association of Journalists only to admit to these privileges practising journalists whose reputation was well established. The present Association included 160 members of the Press, representing 25 countries, who came regularly to Geneva to be present at meetings convened by the League.

Supervision was necessary, and for this purpose the Association should send copies of these cards to the various Ministers for Foreign Affairs. He believed the Association would be ready to comply with this condition.

He would submit the following resolution:

- "The Assembly of the League of Nations, with a view to facilitating the work of journalists who attend the meetings of the League at Geneva, recommends the Governments to consider the possibility of granting to bearers of identity cards issued by the International Association of Journalists accredited to the League of Nations all possible facilities which will assist them to cross frontiers in the fulfilment of their professional duties."

The PRÉSIDENT proposed to refer this resolution immediately to the Agenda Committee and suggested that he should be authorised, on the report of the Agenda Committee, to refer it to one of the Committees of the Assembly without any further formalities.

Ratification of Agreements and Conventions concluded under the Auspices of the League of Nations: Report of the Sixth Committee.

M. de Brouckère (Belgium), Chairman of the Sixth Committee, and Viscount Cecil (British Empire), Rapporteur, came to the platform.

Viscount CECIL reminded the Assembly that he had submitted to it a proposal intended to secure the more rapid ratification of conventions which had been agreed to under the auspices of the League of Nations. He proposed that the Council should be asked to appoint a committee to ascertain what might usefully be done. This proposal had been referred to the Sixth Committee and had been examined by a small sub-committee of the Sixth Committee.

Every member of the Sixth Committee had agreed that some effort should be made to increase the rapidity of the ratification of conventions. The Committee, however, had not felt it possible to recommend any drastic alteration in the existing procedure, as this could only be altered after a very elaborate discussion and with the assistance and support of all the Members of the Assembly. Nor had the Committee thought it advisable to ask the Council to appoint a standing committee to deal with the matter. The Committee recommended, however, that the Council should consider at least every six months the position in regard to the various conventions signed or agreed to under the auspices of the League, and discuss what steps, if any, should be taken in order to hasten their ratification.

The Council might, for example, communicate directly with the Governments and ascertain what were the difficulties

tés qui s'opposent à la ratification. La sixième Commission estime qu'il vaut mieux laisser au Conseil une grande liberté d'action.

Il soumet la résolution suivante:

« L'Assemblée,

« Constatant avec regret que de nombreux accords et conventions conclus sous les auspices de la Société des Nations sont restés sans effet, ou ne sont entrés en vigueur qu'avec un retard excessif, par suite de la difficulté d'assurer un nombre suffisant de ratifications par les signataires,

« Désire attirer l'attention des gouvernements de tous les Etats membres de la Société sur la nécessité de prendre toutes mesures en leur pouvoir afin de faciliter et de hâter la ratification de tous accords et conventions signés en leur nom,

« Et décide de recommander au Conseil de la Société de se faire présenter tous les six mois un rapport sur l'état des ratifications et d'examiner les moyens d'accélérer la mise en vigueur de ces accords et conventions. »

M. BASTIDE (France) exprime la pleine adhésion de son pays à la proposition du vicomte Cecil et rend hommage au dévouement qui l'anime à l'égard de la Société des Nations et désire l'assurer de la collaboration de la délégation française.

La France a toujours déploré — et elle a conformé ses actes à ses paroles — que les décisions prises à Genève, dans les petites, mais surtout dans les grandes choses, ne soient pas toujours suivies d'effet. Il faut que le rayonnement de ce qui se fait ici force, s'il en est besoin, les indifférences gouvernementales. Il importe surtout que deux diplomaties ne cheminent pas parallèlement: celle qui se fait ici, dans un esprit nouveau et dans une atmosphère épurée, et celle des anciens âges qui ne survivrait à elle-même, en vertu de quelque paradoxe historique.

Il ne faudrait pas que les initiatives prises à Genève d'après les aspirations des peuples puissent se voir exposées à des échecs. En l'affirmant, la France tient à affirmer une fois de plus l'unité et l'indivisibilité de sa politique extérieure.

La résolution est adoptée.

Commission préparatoire de la Conférence du désarmement: Rapport de la troisième Commission.

M. Villegas (Chili), président de la troisième Commission, et M. Paul-Boncour (France), rapporteur, prennent place à la tribune.

M. PAUL-BONCOUR (France), après avoir donné lecture de son rapport, se félicite de ce que, dans deux séances consécutives, par un heureux rapprochement, l'Assemblée traite des deux grandes œuvres auxquelles elle doit s'attacher sans relâche: la Conférence économique et le désarmement; deux tâches qui tendent au même but: écarter les causes de conflit entre les peuples et assurer la paix du monde.

Cette préoccupation a son origine et sa base dans les termes mêmes du Pacte. Elle se trouve, par le rapprochement de l'article 8 et du Préambule de la partie V des Traités de paix, dans les traités de paix eux-mêmes, que personne ici ne sera surpris d'entendre évoquer par le représentant de la France, puisqu'il est de son devoir d'en parler. Les limitations spéciales imposées à certaines nations ne l'ont été que comme la condition de la réduction générale des armements qui doit les suivre.

Le rapporteur rappelle ensuite les étapes successives franchies pour arriver au résultat final: Traité d'assistance mutuelle, Protocole, étapes marquées par des échecs apparents et passagers. Il y a eu ensuite les Accords de Locarno. Ceux-ci n'ont pas été un recommencement des vieilles diplomaties, des vieux arrangements toujours défensifs dans leurs apparences, mais qui, toujours aussi, avaient une sorte de pointe offensive tournée vers l'un ou l'autre des groupements qui se trouvaient en présence.

Les Accords de Locarno ont été — et c'est ce que, dans un autre rapport que présentera M. Markovitch, la troisième Commission propose également à l'Assemblée de constater, d'accord avec la première Commission — une affirmation et

which prevented them from ratifying. The Sixth Committee considered that it would be better to leave the Council a wide discretion in the matter.

He submitted the following resolution:

“ The Assembly,

“ Observing with regret that many conventions and agreements concluded under the auspices of the League of Nations have remained ineffective or have only come into force after undue delay owing to the difficulty experienced in securing a sufficient number of ratifications by the signatories:

“ Desires to call the attention of the Governments of all States Members of the League to the necessity of taking all measures in their power to facilitate and expedite the ratification in all cases of conventions and agreements signed in their name;

“ And decides to invite the Council of the League to call for a report every six months on the progress of ratification and to consider methods for securing the more rapid bringing into force of these agreements and conventions. ”

M. BASTIDE (France) said that his country entirely adhered to the proposal of Viscount Cecil, and he paid a tribute to the devotion of Viscount Cecil to the League of Nations. He desired to assure Viscount Cecil of the cordial collaboration of the French delegation.

France had always deplored, as was shown both by her actions and her words, that decisions taken at Geneva both in small and great affairs were not always carried out in practice. It was necessary that the force of what was done in Geneva should if necessary be felt by the indifferent Governments. It was, above all, necessary that two schools of diplomacy should not continue side by side. Diplomacy at Geneva was conducted in a new spirit and in a purified atmosphere, whereas that of former times survived by virtue of some strange historical paradox.

It was necessary that the initiative taken at Geneva in fulfilment of the aspirations of the nations should not be checked elsewhere. France, in making this statement, again affirmed the unity and indivisibility of her foreign policy.

The resolution was adopted.

Preparatory Committee for the Disarmament Conference: Report of the Third Committee.

M. Villegas (Chile), Chairman of the Third Committee, and M. Paul-Boncour (France), Rapporteur, came to the platform.

M. PAUL-BONCOUR (France), after having read his report, said he was glad to note that, in two consecutive meetings, the Assembly, by a happy chance, was dealing with the two principal objects at which it must aim persistently: the Economic Conference and Disarmament. They were tasks which had the same end: to remove the causes of dispute between peoples and to ensure the peace of the world.

The origin of this preoccupation and its basis were to be sought in the terms of the Covenant. It was to be found in the Peace Treaties, in the combination of Article 8 and the Preamble of Part V of the Treaties, and no one could be surprised if the French representative referred to these, since it was his duty to do so. Special limitations laid on certain nations had only been imposed as a condition for the general reduction of armaments which was to follow.

He recalled the successive stages traversed in order to reach the final result: the Treaty of Mutual Assistance and the Protocol, both stages marked by checks which had been temporary and more apparent than real.

Next had come the Locarno Agreements. These Agreements did not mark a recrudescence of the old diplomacy or of the old arrangements, always defensive in appearance but which had always had a kind of offensive side turned to one or other of the groups opposed to one another.

The Locarno Agreements had been—and the Third Committee proposed, in agreement with the First Committee, to bring this fact to the Assembly's notice in another report submitted by M. Markovitch—a reaffirmation and not a denial

non pas une négation des principes du Protocole. Ils ont respecté cet agencement qui fait dépendre l'organisation de la paix, non plus d'ententes particulières entre une ou plusieurs Puissances, mais d'accords fondés sur l'arbitrage.

D'autres accords se sont faits ou d'anciens accords se sont refondus dans le sens même de ces principes. Sans doute, M. Markovitch expliquera-t-il demain que, devant la multiplicité de ces accords, la troisième Commission est presque inquiète et proposera-t-il à l'Assemblée de chercher les moyens d'étudier le contenu de ces traités qui se présentent chaque année à l'enregistrement de la Société des Nations sous des étiquettes différentes. La troisième Commission constate cependant qu'une partie au moins des conditions politiques exigées par l'article 8 du Pacte pour la réduction et la limitation générale des armements est réalisée. Sur l'initiative du Conseil, le jour où ces travaux techniques seront achevés, la Conférence de réduction et de limitation des armements pourra être convoquée.

Ainsi, la Conférence n'est plus parmi les travaux à faire. Les grandes lignes d'un questionnaire ont été tracées; celui-ci a été soumis à la Commission préparatoire, modifié et développé par elle. Cette commission a, ensuite, transmis aux organismes techniques, militaire et économique, l'ensemble des questions. Après l'exposé fait devant la troisième Commission par le délégué des Pays-Bas, président de la Commission préparatoire, il a paru que les travaux étaient dans un tel état d'avancement que leur achèvement final pouvait être escompté dans les mois suivant la réunion de cette Assemblée.

Si l'on a la sagesse de laisser les travaux des techniciens s'achever, ainsi que les membres de la Commission technique le font entrevoir, dans un délai relativement court, et en supposant que les gouvernements, sans doute déjà tenus au courant par leurs techniciens des travaux qui se déroulent, en seront saisis assez à temps pour qu'une commission préparatoire puisse se réunir au début de l'année prochaine, alors on peut avoir l'espérance légitime que la Conférence de limitation et de réduction des armements se réunira avant la prochaine Assemblée.

Parlant en son nom personnel, ou plutôt des pays qu'il représente, le délégué de la France estime que le délai qu'il faut calculer entre la réunion de la Commission préparatoire et la réunion de la Conférence varie évidemment suivant la conception pratique que l'on se fait des travaux de la Commission préparatoire et de la Conférence elle-même.

Il croit, pour sa part, que la Commission préparatoire n'est là que pour définir, délimiter un programme, mais que c'est la Conférence seule qui aura la parole pour développer ce programme et dresser une convention. Cela pour deux raisons: la première c'est que toutes les nations ne sont pas représentées à la Commission préparatoire. La deuxième raison, c'est que la future Conférence ne sera pas une conférence où, d'autorité, la Société des Nations viendra fixer les attributions d'armements laissées à chaque nation. Cela eût été possible, si, au début, Léon Bourgeois avait pu faire triompher sa conception, d'après laquelle la Société elle-même eût, seule, disposé de la force internationale. Cela eût encore été possible dans les conceptions du Traité d'assistance mutuelle et du Protocole, où, sans doute, les Etats gardaient leurs forces respectives, mais où, par l'organisation d'un système général de sécurité pouvant agir assez vite pour prévenir les conflits ou pour intervenir dans tous les conflits, la Société des Nations prenait la charge de la sécurité générale.

Il ne s'agit pas de récriminer. Il est certain que le Pacte reste une garantie extrêmement sérieuse de sécurité et que, par le jeu des conciliations et des arbitrages, il étend sur le monde une atmosphère que celui-ci, jusqu'ici, n'avait pas connue.

Il n'en est pas moins vrai que, faute des précisions qu'on s'efforçait d'apporter, il n'y a pas la prise en charge certaine, immédiate de la sécurité des nations par la Société elle-même et, qu'en conséquence, force est bien aux nations de juger d'abord de ce qui leur est nécessaire pour l'assurer.

Une conférence de limitation et de réduction générale des armements doit donc être envisagée, non pas comme une conférence où l'organisme international impose les limitations et les réductions, mais comme une conférence où chacune des nations apporte celles qu'elle croit devoir proposer. Il ne s'agira

of the principles of the Protocol. They had respected this arrangement, which had caused the organisation of peace to depend no longer on special agreements between one or more Powers but on agreements founded on the principle of arbitration.

Other agreements had been made, or former agreements had been re-modelled, in accordance with these principles. As M. Markovitch would doubtless explain on the following day, the Third Committee, faced with these numerous agreements, had been somewhat disquieted, and it would propose that the Assembly should seek means to investigate the contents of these treaties, which were being submitted to the League very year for registration under different titles. The Third Committee nevertheless noted that part at least of the political conditions required by Article 8 of the Covenant for the reduction and general limitation of armaments had now been realised. On the initiative of the Council, the Conference for the Reduction and Limitation of Armaments could be convened as soon as the technical work had been finished.

Thus the Conference was no longer one of the tasks which had still to be undertaken. The main lines of a questionnaire had been drawn up and the questionnaire had been submitted to the Preparatory Committee and amended and developed by it. That Committee had subsequently forwarded all the questions to the technical, military and economic organisations. After the statement made to the Third Committee by the representative of the Netherlands, who was also Chairman of the Preparatory Committee, it would appear that the work had been so far advanced as to make it possible to count on its completion in the months following the present session of the Assembly.

If the Assembly were wise enough to allow the work of the technical experts to be brought to an end, as the Technical Committee expected, in a comparatively short time, and assuming that the Governments, which had probably already been kept informed by their experts of the work which was being done, were informed in sufficient time to make it possible for a Preparatory Committee to meet at the beginning of next year, it could legitimately be hoped that the Conference for the Limitation and Reduction of Armaments would meet before the next ordinary session of the Assembly.

Speaking personally—or rather for the country which he represented—he considered that the necessary interval of time between the meeting of the Preparatory Committee and the meeting of the Conference would obviously vary according to the practical idea which was taken of the work of the Preparatory Committee and the work of the Conference itself.

As far as he was concerned, he considered that the only duty of the Preparatory Committee was to define and draw up a programme but that it was for the Conference alone to develop that programme and draw up a convention. He held this view for two reasons: first, because all nations were not represented on the Preparatory Committee; secondly, because the future Conference would not be one in which the League of Nations on its own authority would fix the armaments to be granted to each country. Such a procedure would have been possible if M. Leon Bourgeois had been able to obtain the triumph of his idea that only the League of Nations ought to possess an international force. This would also have been possible under the Treaty of Mutual Assistance and the Protocol. Under those instruments, States would doubtless have kept their respective forces, but, owing to the organisation of a general system of security, making it possible to take action quickly enough to prevent the outbreak of disputes or to intervene in all disputes, the League of Nations would have assumed responsibility for general security. He had no wish to indulge in recrimination. It was obvious that the Covenant remained as a serious guarantee of security and that by means of conciliation and arbitration it was spreading an atmosphere over the whole world to which it had hitherto been a stranger.

It was none the less true that, failing the definitions which the League was now trying to establish, it had not taken definite and immediate charge of the safety of nations, and that in consequence nations had been left to judge what forces were necessary to ensure their own particular safety.

A Conference on the Limitation and Reduction of Armaments must therefore be contemplated, but it should not be considered as a conference in which an international organisation imposed limitations and reductions but as a conference where each nation brought such proposals for reductions as it considered

pas seulement de s'asseoir autour de la table et de délibérer de problèmes généraux; il faudra que chacun vienne dire, par rapport à la sécurité générale et aux conditions spéciales qui peuvent résulter d'accords particuliers, comment il comprend — c'est ce que l'article 8 définit si bien — ce qu'est le minimum compatible avec la défense nationale. C'est parce que ces propositions constitueront le premier acte sérieux de la conférence que les choses ne peuvent pas être fortement entamées avant que la conférence elle-même se réunisse.

Il est trop clair que les Etats ne confieront pas de telles « confidences » à une commission préparatoire dont on ne saurait pas encore quelle sera l'issue. Ils ne prendront la grave responsabilité de les faire que le jour où ce sera la conférence elle-même qui sera réunie pour en délibérer.

Mais il n'y aurait pas de conférence, il n'y aurait qu'un travail d'enregistrement, si ces propositions devaient rester telles qu'elles seront apportées. L'intérêt de la conférence sera constitué par les échanges de vues, les comparaisons, auxquels il sera procédé, et qui amèneront nécessairement des modifications et, il faut l'espérer, des réductions dans ces propositions elles-mêmes.

Mais pour que ces discussions fussent utiles, il fallait tout d'abord que fussent fixés leurs éléments. Lorsque des nations viendront, pour justifier leurs propositions, invoquer, celle-ci, sa population, celle-là, l'absence de frontières naturelles, cette autre, les difficultés de la mobilisation, etc., dans quelle situation la conférence se serait-elle trouvée si, pour apprécier ces justifications réciproques, elle avait été obligée de commencer par faire l'examen technique qui est demandé en ce moment aux commissions spéciales? On comprend dès lors l'intérêt de ces travaux. Et l'on comprend aussi pourquoi, malgré des lenteurs inévitables, souvent mal comprises de l'opinion publique, le travail qui se poursuit dans les commissions techniques est la condition même d'une conversation utile et profitable entre les nations réunies pour la conférence.

Si on l'envisage ainsi, on ne peut pas concevoir une conférence de limitation et de réduction des armements qui se terminerait par un simple énoncé de principes généraux ou, au contraire, par un barème mathématique et uniformément appliqué, quelle que soit la diversité des situations.

Si la conférence est ainsi comprise, quel en sera le résultat, et pourquoi est-il si désirable qu'elle se réunisse le plus vite possible? Parce qu'il y a l'article 8 du Pacte. Grâce à cet article, une convention internationale de réduction et de limitation des armements serait déjà un progrès considérable — même si, dans l'hypothèse la plus modeste, cette convention n'était que la fixation et la consécration d'un état de choses actuel —, le représentant de la France démontrera tout à l'heure qu'à son avis il peut en être autrement —, même si elle ne comportait pas de réduction comparativement à l'état de choses actuel, même si, conformément à l'article 8 du Pacte, elle se contentait de fixer cette réduction.

Si l'on pèse bien les conséquences de l'article 8, on pèse par là même l'importance d'une conférence de limitation et de réduction des armements, envisagée même, sous son plan le plus réduit, comme cette première étape que, très sagement, la troisième Commission demande à l'Assemblée d'envisager, sachant que l'œuvre du désarmement ne sera pas tout à fait un achèvement et qu'elle est une marche continue vers un but, avec ses étapes inévitables.

Ce plan réduit, grâce à l'article 8, implique qu'à l'avenir, les nations ne pourront plus procéder à des augmentations, en surplus des chiffres fixés qu'elles auront acceptés dans la convention, sans que le Conseil de la Société des Nations en ait délibéré.

C'est la course aux armements fauchée net dans l'élan qu'elle s'apprête infailliblement à reprendre, s'il n'y a pas de convention internationale, le jour où seront effacées les images de la guerre et où, les situations financières s'étant rétablies, on sera tenté d'en consacrer le meilleur aux œuvres de destruction.

C'est autre chose encore, et de plus grave. Cette convention — cela ressort nettement du rapport dont il vient d'être donné lecture — ne pourra s'appliquer qu'à une période limitée, servant d'expérience destinée à rassurer, pour ainsi dire, les nations et à les engager dans la deuxième étape, à être plus hardies que

it ought to make. It was not a mere question of sitting round a table and discussing general problems. Every nation attending the Conference must state, with reference to general security and to the special conditions which might result from the conclusion of special agreements, in what manner it understood — and it was this which Article 8 so well defined — the amount regarded to be the minimum compatible for its national defence. It was because these proposals would constitute the first serious act of the Conference that it would be impossible to make any very definite beginning before the Conference itself had met.

It was clear that the States would not entrust such matters to a preparatory committee the result of whose work was not yet known. They would only seriously engage their responsibility on the day when the Conference itself met to discuss the matter.

There would, however, be no conference; there would only be a work of registration if these proposals were to remain as they would be submitted. The importance of the Conference would reside in the exchange of views and the comparisons which would be made and which would necessarily result in modifications and, he hoped, in reductions in the proposals themselves.

In order that these discussions might be useful, however, it was first of all necessary that the factors on which they were based should be fixed. When States came to the Conference in order to justify their proposals, one basing them on population, another on the absence of national frontiers, another on the difficulties of mobilisation, etc., what would be the position of the Conference if, in order to appreciate the arguments brought forward, it were obliged to begin to make the technical examination which was at present being requested from the sub-committees? At that moment the importance of this preparatory work would be understood. It would be also understood that, in spite of the inevitable slowness of the work, often misunderstood by public opinion, the task which was being done by the technical committees was an essential preliminary to any useful or profitable conversation between the nations assembled at the Conference.

Looking at the matter thus, one could not conceive of a conference for the limitation and reduction of armaments which would terminate in a mere enunciation of general principles, or in a methodical and uniformly applied scale irrespective of the diversity of the circumstances.

If the Conference were understood in this way, what would be its result, and why was it desirable for it to meet as quickly as possible? The reason lay in the existence of Article 8 of the Covenant. Under this article, an international convention for the reduction and limitation of armaments would in itself represent a considerable progress, even if, on the most modest supposition, this convention merely defined and sanctioned the existing position—he had just shown that in his opinion the result would be otherwise—even if it did not involve a reduction proportionate to the existing position; even if, in conformity with Article 8 of the Covenant, it were limited to fixing this reduction. If the consequences of Article 8 were well weighed, the importance would be appreciated of a conference for the limitation and reduction of armaments, even though contemplated on the most reduced scale, as representing the first stage which very wisely the Third Committee was asking the Assembly to approve, knowing that the work of disarmament would not be an accomplished task but that it was a continuous process towards an object through stages that were inevitable.

This reduced plan, thanks to Article 8, implied that in future the nations would not any longer be able to increase their armaments above the fixed figures which they accepted in the Convention without the Council of the League of Nations having discussed the matter.

This implied an end to the race in armaments, which would invariably be resumed with greater intensity if there were no international convention. As soon as the memories of the war were obliterated and the financial position restored, the nations, failing a convention, would again devote themselves as intensely as ever to works of destruction.

There was another thing which was still more grave. This convention—a fact which emerged clearly from the report which he had just read—could only apply to a limited period and serve as an experiment to reassure, so to speak, the nations, and to get them to embark upon a second stage and to act more

dans la première. Durant les périodes fixées pour l'accomplissement des dispositions de cette convention, les nations, pour pouvoir y modifier quelque chose, devront revenir devant l'organisme international lui-même.

C'est le statut des armements transporté du plan national sur le plan international.

Mais ceci imposera, semble-t-il, à la Société des Nations des devoirs nouveaux. Le délégué de la France aborde ici un problème qu'il évoque personnellement, ou, plus exactement, — car la France a posé ses responsabilités — au nom du pays qu'il représente, et c'est une question qui soulève au sein même de la Commission préparatoire et soulèvera au sein de la Conférence des divergences assez graves.

Il ne conçoit pas une convention internationale, à laquelle l'article 8 donne la portée qu'il vient d'indiquer, comme pouvant se passer d'un contrôle international correspondant. Si vraiment les nations sont contraintes, de par l'article 8, à revenir devant la Société pour modifier quelque chose à la convention qu'elles auront souscrites, il ne voit pas très bien la Société leur refusant le moyen de le faire avant de s'être informée si vraiment les arguments invoqués sont exacts.

Quelle est la procédure qui permettra à la Société de s'en assurer ?

Le délégué de la Belgique, M. de Brouckère, a déjà esquissé, au cours des discussions, une procédure qui s'inspirerait des articles 419 et 420 de la Charte du travail et où, sur la plainte d'un Etat déterminé, la Société des Nations pourra décider une enquête pour examiner le bien-fondé de la plainte. Mais ce n'est pas le moment ni le lieu d'indiquer dans les détails cette procédure, dont il ne voit pas le fonctionnement sans la nécessité, pour la Société, d'assumer des responsabilités nouvelles et de jouer vraiment ce qui est l'essentiel de son rôle, devant une menace de guerre.

Même dans l'hypothèse qu'il a envisagée, et qui est la plus réduite, c'est-à-dire dans celle où la première conférence ne pourrait aboutir qu'à une stabilisation de ce qui existe, on voit le résultat : course aux armements arrêtée, Société des Nations contrainte de se préoccuper des risques de conflits et de les écraser dans leurs germes. Il croit que, dès cette première étape, s'il en juge par la situation politique actuelle, des réductions, au moins pour certaines nations, sont possibles sur l'état présent, à condition qu'on veuille bien les chercher là seulement où elles sont possibles et contrôlables, car il ne peut pas séparer, pour sa part, l'idée d'un contrôle de celle d'une convention internationale.

Qu'entend le représentant de la France par réductions « possibles et contrôlables » ?

Il comprend que le désarmement apparaisse comme une chose très simple aux nations que l'étendue des mers, le cours apaisé de leur histoire, ou la géographie qui les place en dehors des routes naturelles d'invasion, dispensent de la hantise de l'invasion. Les autres nations, qui ont une géographie et une histoire différentes, ne veulent plus revoir jamais ces invasions qui, comme un flux et un reflux, à tour de rôle, ont dévasté et empoisonné la vie des principales nations de l'Europe. Celles-là, pour venir avec l'esprit libre et le cœur loyal qui sont la condition même du succès d'une conférence de cette nature, ont besoin de savoir que le problème a été envisagé sous tous ses aspects, non pas pour le compliquer, mais pour aller tout droit, là seulement où il peut être résolu.

Si l'on était encore aux époques où la guerre se faisait comme dans les tableaux de Van der Meulen, où des gens bien habillés assistent à des opérations d'armées qui occupaient à peu près autant d'hommes que les divisions d'aujourd'hui, il ne serait probablement pas question de conférence de désarmement.

Aujourd'hui, ce n'est plus la même chose, parce que les nations jouent vraiment dans la guerre toute leur destinée, parce qu'elles y engagent toutes leurs ressources ; parce qu'on a vu, dans la boue sanglante des tranchées, dans toutes les nations, jusqu'à trois générations coude à coude, parce qu'il faut, pour ravitailler ces immenses armées, des ressources et des matières premières et, pour les transporter, des chemins de fer, des navires ; parce que les batailles, qui se gagnaient autrefois par les jambes des soldats, se gagnent aujourd'hui avec des automobiles et des voies ferrées ; et aussi parce que, par une loi dont lui-même se refuse d'ailleurs à accepter la fatalité,

boldly than during the first stage. During the periods fixed for the carrying-out of the provisions of the Convention, the nations, in order to be able to modify any arrangement, must refer the matter to the international organisation.

The status of armaments was thereby removed from the national to the international sphere.

This, however, appeared to impose on the League new duties. He was entering here upon a problem which he personally raised, or which, more precisely—since France had weighed her responsibilities—he raised on behalf of the country which he represented. It was a question which had given rise in the Preparatory Committee, and would give rise in the Conference, to very serious differences of opinion.

He could not conceive of an international convention, to which Article 8 gave the scope which he had just indicated, as existing without a corresponding international control. If the nations were obliged under Article 8 to come before the League in order to modify any provision of the Convention to which they had subscribed, he did not see how the League of Nations could refuse their application before ascertaining whether the arguments brought forward in support of it were exact.

What was the procedure which would enable the League to ascertain the facts ?

The Belgian delegate, M. de Brouckère, had already outlined during the discussion a procedure based on Articles 419 and 420 of the Labour Charter, according to which, when a particular State made a complaint, the League of Nations could decide to hold an enquiry with the object of discovering whether that complaint was or was not well founded. It was not, however, the moment nor the place to describe this procedure in detail. He did not see how it would work without the League of Nations having to assume fresh responsibilities and having to play its essential role when threatened with war.

Even on the supposition which he had put forward — the most restricted of all — according to which the first conference would prove unable to do more than stabilise what was already in existence, the result could be foreseen. There would be an end to the race in armaments, and the League of Nations would be compelled to deal with the risks of disputes and to destroy them at their outset. He thought that, in this first stage, judging by the present political situation, reductions, at any rate in the case of certain nations, were possible, as compared with the present position, provided that the effort were made only in cases where reduction was practicable and susceptible of control, for he himself could not separate the idea of control from that of an international convention.

What was meant by reductions "practicable" and "susceptible of control" ? He quite understood that disarmament appeared a very simple thing to nations which the wide sea, their peaceful history or their geographical position had placed outside the natural routes of invasion and freed from the haunting fear of aggression. The other nations with a different geographical position and with a different history desired never to see the return of these invasions which, like succeeding waves, had devastated and poisoned the life of the principal nations of Europe. Such nations, in order to give freely and with loyal hearts (which were essential conditions of the success of a conference of this kind), required to know that the problem had been contemplated in all its aspects, not in order to complicate it but in order to go straight forward in the sole direction leading to a solution.

If the world were still in the period when war was fought as in the pictures of Van der Meulen, where well-dressed men assisted at the operations of armies composed almost of as many men as of divisions nowadays, there would probably have been no question of a disarmament conference.

Nowadays everything was changed. Nations threw their whole fate into the balance when undertaking war, because they devoted all their resources to it ; because in the blood-soaked mud of the trenches three generations took their stand shoulder to shoulder ; because it required foodstuffs and raw materials to feed these immense armies with railways and vessels to transport them ; because battles, which were formerly won by marching, were now won by motor-cars and railways ; and also because, by a law the inevitability of which he refused to accept, even the product of human genius, which ought to be devoted to the protection of life, was immediately twisted

même les conquêtes du génie humain, même ce qui ne devrait être consacré qu'à la production pour la vie, est immédiatement accaparé par les œuvres de mort, qu'il s'agisse des découvertes des chimistes ou des progrès de l'aviation.

Puisqu'il en est ainsi, puisque le génie humain, densité des voies ferrées, productions économiques, usines, navires, tout cela constitue la véritable puissance d'attaque d'un pays dans les guerres modernes, ce « potentiel de guerre » est une réalité à laquelle on ne peut pas se dérober quand on étudie le problème du désarmement.

Cette analyse, à laquelle se sont attachées les commissions techniques, veut dire deux choses. Elle veut dire d'abord qu'une conférence de limitation et de réduction des armements ne serait pas possible s'il n'y avait pas une Société des Nations, résolue à accomplir sa fonction et composée de nations résolues à tenir tous les engagements qu'elles ont souscrits en souscrivant au Pacte. Le potentiel de guerre, l'analyse de tous les éléments qui composent, à l'heure actuelle, la puissance d'attaque d'une nation, ne sont pas destinés à compliquer le problème pour empêcher de le résoudre; ils sont destinés à faire comprendre qu'il n'y a qu'un moyen de faire disparaître les inégalités de ressources en cas de guerre et, par conséquent, de donner aux nations l'état d'esprit nécessaire pour qu'elles viennent à la Conférence avec le désir de la faire aboutir. C'est l'application même de l'article 16 du Pacte, qui est, à lui seul, une définition du potentiel de guerre et qui comporte l'obligation, pour l'ensemble des Etats contractants, de priver de tout secours l'Etat responsable de l'agression, de mettre toutes leurs ressources économiques à la disposition de l'Etat attaqué, et de faciliter l'accès, à l'Etat attaqué, de ce qui lui est nécessaire pour se défendre contre l'agression.

Si le Pacte n'a prévu que sous la forme de recommandation le secours militaire, aérien et naval, cependant il y a une obligation de faire de telles recommandations dans chaque cas particulier qui pourra se réaliser dans la pratique. Il ne faut pas se dissimuler que, à chaque étape du désarmement, on rencontrera la nécessité d'apporter au fonctionnement du Pacte, et surtout à la rapidité de son fonctionnement, des précisions qu'il n'a pas encore.

Cette analyse apprend ensuite, par sa complexité même, que si l'on veut vraiment aboutir à des solutions pratiques et résoudre en partie au moins le problème, il faut aller tout droit là où il peut être résolu, c'est-à-dire s'appliquer à réduire ce qui est visible, ce qui est permanent, ce qui est contrôlable et ce qui, par une heureuse rencontre, se trouve d'ailleurs être ce qu'il y a de plus menaçant pour la paix, et constitue le risque le plus aigu, pour la Société des Nations, de ne pas pouvoir remplir son rôle.

L'opinion publique, dans son bon sens, est en accord avec la technicité: ce qu'il importe de réduire, c'est cela surtout qui, pour les peuples, constitue le fardeau des armements, c'est-à-dire les armements entretenus en permanence en temps de paix: les navires de guerre, les avions.

Ce sont ces mêmes armements qui constituent pour la paix le plus grave danger. Le représentant de la France se défend de partager l'opinion si fautive que le désarmement est par lui-même une condition de paix. La condition de la paix, c'est la sécurité; mais il est certain aussi que l'insécurité, par la rivalité des armements, crée un état de choses tel qu'un jour, pour récupérer ses frais, pour alléger son fardeau, un peuple cède à la tentation mauvaise d'aller sur les champs de bataille et, en jetant en l'espace de quelques heures sur les pays voisins ses forces entretenues en temps de paix, risque de rendre inopérante, en la devançant, l'action de la Société.

Le Pacte existe, son obligation morale est indéniable, son obligation politique ne l'est pas moins, mais il est certain que, par ses prudenances mêmes, par ses nécessités, le fonctionnement du Pacte est lent. Donc, ce qui devra sortir d'une conférence, c'est qu'il n'y ait plus une nation qui, sur terre, sur mer ou dans les airs, puisse avoir une puissance d'attaque toujours prête, lui permettant de devancer l'action conciliatrice, la mission d'arbitrage et l'intervention active de la Société des Nations.

Cet aperçu de la Conférence future, cette délimitation qui peut comporter, en certaines de ses parties, quelque chose d'erroné, étaient indispensables pour qu'au moment où l'Assemblée s'apprête, sans doute, à sanctionner les propositions de sa troisième Commission, au moment où se rapproche l'heure de

into an instrument of death, whether it was a chemical discovery or a discovery promoting the progress of flying.

Since this was so, since human intelligence, the network of railway lines, economic products, factories, ships, all constituted a real power of attack possessed by a country in modern warfare, this potential war strength was a reality which could not be disregarded when the problem of disarmament was investigated.

The analysis, which was being carried out by the two technical committees, meant two things. First, that a conference for the limitation and reduction of armaments would be impossible without a League of Nations resolved to fulfil its task and composed of nations determined to fulfil all the engagements which they had undertaken when subscribing to the Covenant. The potential war strength, the analysis of all the elements composing it at the moment, the power of attack possessed by a nation, were not destined to complicate the problem merely in order to present its solution. They were intended to make it understood that there was only one method of causing the inequality of resources in warfare to disappear, and so give to the nations the frame of mind necessary to enable them to come to the Conference with the desire to achieve success. This method was the application of Article 16 of the Covenant, which was in itself a definition of potential war strength and which contained the obligation for all the contracting States to deprive of all assistance a State responsible for aggression, to place all their economic resources at the disposal of the State attacked, and to facilitate the access of the State attacked of what was necessary for it to defend itself against aggression.

The Covenant had prudently only provided for military, naval and air assistance in the form of a recommendation. Nevertheless, an obligation existed to make such recommendations in each particular case which might occur in practice. The Assembly should not forget that at each stage in disarmament the necessity would be encountered of providing for the application of the Covenant, and particularly in respect of the rapidity of its application, detailed machinery which did not yet exist.

This analysis showed, by its very complexity, that, if there was a real desire to achieve practical solutions and to settle at least a portion of the problem, it was necessary to go at once to the point where the question might be settled and make an endeavour to reduce what was visible, permanent and susceptible of control—what by a happy chance happened to be the most threatening factor for the peace of the world and constituted the gravest risk of the League of Nations not being able to fulfil its task.

Public opinion on this point went side by side with technical considerations. The armaments which it was important to reduce, and which for the nations constituted their heaviest burden, were the armaments maintained in time of peace: the soldiers, ships of war and aircraft.

It was these same armaments which constituted the gravest menace for peace. He was far from sharing the false view that disarmament was in itself a condition of peace. The sole condition of peace was security. It was certain, however, that insecurity, leading to a rivalry in armaments, created a position such that one day a nation, in order to obtain some return for the money expended and to lighten its burden, might yield to the bad temptation of resorting to war, and, by throwing into the field in a few hours forces maintained in time of peace, might render of no avail the action of the League of Nations by acting in advance of it.

The Covenant existed. Its moral obligation was indisputable. Its political obligation was not less so, but it was certain that, owing to the prudence of its provisions and the necessities which it expressed, the working of the Covenant was slow. As a result of the Conference, there must no longer be any nation on land or sea or in the air possessing an offensive force, always prepared, which would enable it to act in advance of the conciliatory procedure and the task of arbitration and active intervention of the League of Nations.

This view of the future Conference, this definition of its work—which might in certain respects be mistaken—was indispensable. At the moment when the Assembly was doubtless preparing to sanction the proposals of the Third Committee and when the meeting of the Conference was drawing near, it

la Conférence, on sache d'avance — un peu du moins — ce qu'elle sera. Ainsi seront justifiés les espoirs et en même temps évitées les désillusions.

Pour franchir ce que l'on doit appeler, — il faut bien le dire à l'opinion publique — seulement une première étape, l'heure est favorable, grâce à l'accroissement si heureux qu'a constitué pour la Société l'entrée de l'Allemagne; elle l'est aussi de par l'atmosphère morale que, seuls, peuvent railler ceux qui n'étaient pas ici; elle l'est parce que des accords particuliers ont précisé, pour certaines nations plus engagées dans le débat, les conditions de sécurité. Cette heure, il ne faut pas la laisser passer. Par une convention, si réduite que doive être sa portée, la course aux armements va être définitivement arrêtée. Mais si cette convention n'intervenait pas, il est à craindre qu'on ne reprenne très vite cette course aux armements qui a été l'angoisse de l'Europe pendant près de cinquante années.

Le jour où le rétablissement financier, auquel travaillera la Conférence économique, aura permis de retrouver des disponibilités nouvelles, le jour où les images de la guerre auront commencé de s'atténuer, le jour où les générations qui ne l'ont pas faite succéderont à la génération actuelle, les horreurs véritables des champs de bataille s'effaceront et l'on ne connaîtra plus que ce que gardent de beau et d'héroïque les manuels d'histoire et les œuvres d'art.

M. VILLEGAS (Chili) apporte l'adhésion de son pays au rapport et à la résolution. Il se rejouit de voir accélérer les travaux préparatoires de la Conférence du désarmement. On a souvent déclaré devant l'Assemblée que la situation des pays de l'Amérique du Sud vis-à-vis du problème du désarmement était différente de celle des Etats d'Europe, étant donné qu'ils ne sont pas menacés par le danger de la paix armée, leurs armements n'étant même pas suffisants pour leur sécurité nationale. Il n'est donc question, pour le Chili et les autres pays sud-américains, que d'éviter une course possible aux armements. La raison en est que les nations de l'Amérique du Sud ont résolu leurs problèmes particuliers par le moyen d'accords régionaux. Le désarmement est pourtant, pour l'Amérique du Sud, une des conditions indispensables du maintien de la paix; en effet, la dernière guerre a eu les plus funestes conséquences même pour des pays qui n'y avaient pas pris une part active. Le Chili a donné des preuves de son désir de collaborer avec la Société des Nations à ce sujet, puisque, depuis plus d'un quart de siècle, il a soumis tous ses conflits internationaux à l'arbitrage, qu'il a aussi donné son adhésion à tous les efforts faits par la Société des Nations en faveur de la paix, qu'il a signé le Protocole de 1924 et fait tous ses efforts pour assurer l'universalité de la Société des Nations.

Le Chili se réjouit avec enthousiasme de l'admission de l'Allemagne, admission longtemps attendue, qui est une très importante étape vers l'universalité. Il suit attentivement et avec optimisme la collaboration des Etats-Unis d'Amérique à la Commission préparatoire du désarmement. Le délégué chilien exprime l'espoir que l'on trouvera une solution satisfaisante en ce qui concerne les réserves faites par les Etats-Unis pour la signature du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

Le Chili regarde avec satisfaction la coopération de plus en plus efficace de la République Argentine à la Société. Ses représentants ont fait preuve de la plus haute compétence, aussi bien au Conseil d'administration du Bureau international du Travail qu'à la Commission du désarmement et qu'à la Commission de réorganisation du Conseil. Tout fait espérer que l'Argentine prendra bientôt dans la Société des Nations la place qui revient à l'une des nations les plus progressistes de l'Amérique du Sud.

Il est pourtant impossible de dissimuler le regret que fait éprouver l'absence de deux pays dont la coopération a été si précieuse. L'Espagne, unie au Chili par les liens du sang, a quitté la Société des Nations, et le Chili espère ardemment son retour. Il regrette particulièrement la décision du Brésil, dont il respecte les motifs, mais qui prive la Société de la très importante collaboration d'une grande nation.

La délégation chilienne exprime le vœu très sincère que le Conseil puisse trouver, dans le cadre des intérêts généraux de la Société, des modalités donnant satisfaction au Brésil et lui permettent de rentrer dans la Société des Nations.

should be known in advance, to some extent at least, what was to be the nature of the Conference. In this way hopes would be justified and at the same time disappointment would be avoided.

To enter upon what must be called—and he would insist on this point to the public—only a first stage, the moment was favourable, thanks to the fortunate strengthening of the League of Nations by the entry of Germany. It was also favourable owing to the moral atmosphere which alone could associate those who were not present with the work. Finally, the moment was favourable because special agreements had defined for certain nations who were more interested in the matter their conditions of security. It was necessary that this moment should not be allowed to pass. By a convention, however limited might be its scope, the race in armaments would be definitely stopped. If this convention were not established, it was to be feared that the nations would very quickly enter once again upon the race in armaments, which had been the curse of Europe for nearly fifty years.

When the financial reconstruction for which the Economic Conference would work had enabled the countries to acquire new resources, when the memories of war had begun to grow dim, when the generations which had not been engaged in war succeeded the present generation, the real horrors of the battlefields would be effaced, and there would only remain the conceptions of beauty and heroism in war such as were to be found in history-books and works of art.

M. VILLEGAS (Chile) adhered in the name of his country to the report and the resolution. He was happy to see that the preparatory work for the Disarmament Conference was being hastened. The Assembly had often been reminded that the countries of South America were in a different position from the States of Europe with regard to the problem of disarmament, since they were not threatened by the danger of armed peace and their armaments were not even adequate for their own national security. Chile and the other South American countries were only interested therefore in avoiding a possible armaments race. The reason for this state of affairs lay in the fact that the South American countries had solved their special problems by means of regional agreements. Disarmament, however, was, in the eyes of South America, an indispensable condition for the maintenance of peace, for the gravest consequences had resulted from the late war even for countries which had taken no active part in it. Chile had shown her desire to co-operate with the League in this matter by having submitted all her international disputes to arbitration for more than a quarter of a century, by her adherence to every effort made by the League in favour of peace, by signing the Protocol of 1924, and by her efforts to promote the universal character of the League.

Chile enthusiastically rejoiced at the admission of Germany, which had been long awaited and which contributed powerfully towards the universality of the League. She followed attentively and with optimism the co-operation of the United States of America in the Preparatory Committee for Disarmament and expressed the hope that a satisfactory solution would be found regarding the reservations attached by the United States to her signature of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

Chile was glad to note the increasingly effective co-operation of the Argentine Republic with the League. Her representatives had shown the greatest skill, both on the Governing Body of the International Labour Office, in the Committee on Disarmament and in the Committee appointed to study the composition of the Council. Everything pointed to the hope that Argentina would shortly take the place within the League to which she was entitled as one of the most progressive nations in South America.

It was impossible, however, to disguise regret at the absence of two countries whose co-operation had been of great use. Spain, bound to Chile by ties of blood, had left the League, and Chile warmly hoped that she would return. Chile particularly regretted the decision of Brazil, whose motives she respected but who had deprived the League of the important co-operation of a great nation.

The Chilean delegation expressed the very sincere hope that the Council might be able to find in the general interests of the League means whereby satisfaction could be given to Brazil in order that she might return to the League.

M. COMNENE (Roumanie) fait allusion à l'œuvre remarquable accomplie par la Sous-Commission technique A de la Commission préparatoire du désarmement. Elle a tenu environ cent-cinquante séances et jamais enquête n'a été plus soigneusement conduite. C'est pourquoi il regrette beaucoup d'entendre certaines critiques dirigées contre cette Sous-Commission, surtout à propos de la lenteur de ses travaux.

Pendant des siècles, l'humanité n'a cessé de faire la guerre, et voilà que l'on s'attend à ce qu'une solution soit trouvée en quelques semaines à ce problème formidable. La signature du Pacte a été la première manifestation des peuples de leur désir de paix. Ils se rendent compte aujourd'hui qu'il n'y a pas de paix sans un commencement, au moins, de désarmement, bien qu'il soit à peine possible, plusieurs générations encore, de désarmer complètement. La Commission préparatoire se préoccupe du désarmement partiel qui, peu à peu, prend forme, si bien qu'un plan pourra bientôt être présenté.

Il faut par conséquent bannir le scepticisme. Il ne faut pas non plus d'une précipitation qui pourrait mettre en danger le travail de la Commission. Il vaut mieux ne pas s'engager à terminer la besogne à date fixe. Les conférences hâtivement préparées échouent invariablement et un échec en matière de désarmement aurait des répercussions funestes sur la Société des Nations. C'est pourquoi l'œuvre de la Commission doit être continuée sans relâche, sans jamais perdre de vue l'idéal qu'elle s'est proposé.

III. SIXIÈME SÉANCE DE LA COMMISSION DE L'ORDRE DU JOUR

La Commission de l'ordre du jour s'est réunie le 23 septembre 1926, à 14 heures 50, au Secrétariat, sous la présidence de M. URRUTIA (Colombie).

La Commission procède à l'examen du projet de résolution présenté à l'Assemblée par la délégation du Chili, à la séance du matin du 23 septembre, et consistant à recommander aux gouvernements d'accorder des facilités aux journalistes accrédités auprès de la Société des Nations.

La Commission constate que ce projet de résolution doit être soumis à l'étude préalable de la deuxième Commission.

Le vicomte CECIL (Empire Britannique) soulève la question de procédure. En raison des règles établies par le règlement intérieur de l'Assemblée, et étant donné l'importance de la question et l'imminence de la clôture des travaux de l'Assemblée, il demande s'il ne serait pas opportun, à cette occasion, d'exprimer devant l'Assemblée des doutes sur l'utilité de recevoir des projets de résolution à une date trop avancée.

Après une discussion sur ces questions de procédure, la Commission décide d'ajouter au rapport un rappel au paragraphe 4 de l'article 4 du règlement intérieur de l'Assemblée.

IV. DIXIÈME SÉANCE DE LA PREMIÈRE COMMISSION

La première Commission a tenu sa dixième séance hier jeudi 23 septembre 1926, à 17 heures, sous la présidence de M. MOTTA (Suisse).

Nomination par le Conseil d'une commission chargée d'examiner certaines questions relatives à l'élection des Membres non permanents du Conseil: Projet de résolution déposé par M. Hambro, délégué de la Norvège.

M. VOGT (Norvège) annonce que la délégation norvégienne modifie la proposition présentée à l'Assemblée par M. Hambro, en ce sens que, pour des raisons financières, elle renonce à demander la nomination d'une commission spéciale. Il propose, pour assurer une représentation équitable au Conseil de tous les Membres de la Société, l'adoption du système du vote transférable, exposé dans un mémoire du vicomte Cecil, et pratiqué pour les élections au Sénat danois, en Irlande et dans l'Afrique du Sud.

M. COMNENE (Roumania) referred to the remarkable work accomplished by the technical Sub-Committee A of the Preparatory Committee on Disarmament. It had held some 150 meetings, and never had an enquiry been more carefully conducted. He therefore much regretted to hear the criticisms which had been directed against the Sub-Committee, especially on the score of the slowness of its work.

For centuries mankind had not ceased to make war, and yet it was expected that within a few weeks a solution of this formidable problem could be found. The signature of the Covenant had been the first step which showed that the nations desired peace. They now understood that there could be no peace without at any rate a beginning of disarmament, though for several generations it would be scarcely possible to disarm completely. Partial disarmament was being sought by the Preparatory Committee — it was beginning little by little to take form, and soon the scheme would be ready for presentation.

There was therefore no need for scepticism. It was useless to go too fast, for that might imperil the work. It was better to assume no undertaking as to the date on which that work would be at an end. Too hasty a preparation for conferences led invariably to non-success, and non-success in the matter of disarmament could not but have a most unfortunate effect upon the League. The work should be continued, therefore, without pause, with the ideal kept ever in view.

III. SIXTH MEETING OF THE AGENDA COMMITTEE

The Agenda Committee met yesterday (September 23rd, 1926) at 2.50 p.m. at the Secretariat under the chairmanship of M. URRUTIA (Colombia).

It examined the draft resolution submitted to the Assembly by the Chilean delegation on the morning of September 23rd on the question of recommending Governments to grant facilities to journalists accredited to the League of Nations.

The Committee noted that the draft resolution should be submitted for previous examination to the Second Committee.

Viscount CECIL (British Empire) raised the question of procedure. In view of the regulations established by the rules of procedure of the Assembly, and considering the importance of the question and the fact that the work of the Assembly was shortly to be concluded, he would ask whether it was not advisable to take this opportunity of expressing to the Assembly some doubt as to the advisability of receiving draft resolutions too late in the session.

After a discussion of these questions of procedure, it was decided to add to the report a reference to paragraph 4 of Article 4 of the Rules of Procedure of the Assembly.

IV. TENTH MEETING OF THE FIRST COMMITTEE

The First Committee held its tenth meeting yesterday (Thursday, September 23rd) at 5 p.m. under the chairmanship of M. MOTTA (Switzerland).

Appointment by the Council of a Committee instructed to examine Certain Questions relating to the Election of the Non-Permanent Members of the Council: Draft Resolution submitted by M. Hambro, Delegate of Norway.

M. VOGT (Norway) said the Norwegian delegation had modified the proposal submitted to the Assembly by M. Hambro. For financial reasons it had abandoned the idea of asking for the appointment of a special committee. It proposed, in order to ensure a just representation on the Council of all the Members of the League, the adoption of the system of the transferable vote explained in a memorandum of Viscount Cecil and used for the elections to the Danish Senate, in Ireland and in South Africa.

Il demande que cette question soit mise à l'étude pour pouvoir être discutée à la prochaine Assemblée, et présente le projet de résolution suivant:

« L'Assemblée prie le Conseil de faire étudier par le Secrétariat le système du vote unique transférable, ainsi que le principe de la représentation proportionnelle en général, en égard au problème de l'élection des Membres non permanents du Conseil dans l'intention de soumettre cette question à la prochaine session ordinaire de l'Assemblée. »

M. ZAHLE (Danemark) déclare que sa délégation appuie la proposition norvégienne.

Le PRÉSIDENT constate que la proposition norvégienne, telle que vient de la formuler M. Vogt, laisse la question intacte et n'entraîne pas, pour la Société, de nouvelles dépenses:

Sur la demande de M. LATHAM (Australie), il est décidé que le rapport à l'Assemblée mentionnera que les gouvernements auront la faculté d'envoyer au Secrétariat des memoranda à ce sujet.

La Commission adopte le projet de résolution présenté par M. Vogt.

M. ZAHLE (Danemark) est nommé rapporteur.

Examen du projet de résolution de M. Lange, délégué de la Norvège, renvoyée à la première Commission par la troisième Commission dans sa séance du 18 septembre 1926, et tendant à charger le Secrétariat de faire élaborer un relevé aussi complet que possible des engagements actuellement en vigueur entre Etats, instituant le recours obligatoire au règlement judiciaire ou amiable des conflits qui viendraient à surgir entre eux.

Le PRÉSIDENT signale que cette proposition, qui entraînerait des dépenses nouvelles, devrait, avant de pouvoir être présentée à l'Assemblée, être approuvée par la quatrième Commission.

M. LEITMAIER (Autriche) appuie la proposition, qu'il complète en proposant la publication par le Secrétariat, de temps à autre, de suppléments permettant de tenir compte des nombreux et importants traités d'arbitrage qui seront conclus postérieurement à la première publication.

Le PRÉSIDENT rappelle que les traités d'arbitrage conclus par des Membres de la Société sont déjà publiés par celle-ci.

M. VOGT (Norvège) estime que la Société des Nations doit pouvoir contrôler les traités existants pour savoir s'ils sont en contradiction avec le Pacte.

Sir Cecil HURST (Empire Britannique) constate que M. Lange propose une réédition des ouvrages qu'il a publiés pour l'Union parlementaire en 1914. Il craint qu'un tel ouvrage, publié sous les auspices de la Société des Nations, n'implique une interprétation par celle-ci des traités qui y seraient résumés.

M. FROMAGEOT (France) partage les appréhensions de sir Cecil Hurst; il remarque que la lacune signalée par M. Lange est remplie par la collection des traités d'arbitrage existants publiée par la Cour permanente d'arbitrage de La Haye en 1914 et 1917.

M. LIMBURG (Pays-Bas) estime que ce travail imposerait au Secrétariat une charge plus considérable qu'on ne se l'imagine, et qu'il devrait être effectué, non par la Société des Nations, mais par une institution privée.

M. VOGT (Norvège), constatant qu'il serait impossible d'obtenir l'unanimité de la Commission, retire sa proposition.

L'ordre du jour de la Commission étant épuisé, sir Cecil HURST (Empire Britannique) remercie, au nom de la Commission, le Président pour le tact et l'habileté avec lesquels il a dirigé les travaux de la Commission.

He asked that this question should be examined, in order that it might be discussed at the next Assembly, and submitted the following draft resolution:

“ The Assembly requests the Council to have a study made by the Secretariat of the system of the single transferable vote and the principle of proportional representation in general in connection with the problem of the election of the non-permanent Members of the Council with a view to laying this question before the next ordinary session of the Assembly. ”

M. ZAHLE (Denmark) said that his delegation supported the Norwegian proposal.

The CHAIRMAN noted that the Norwegian proposal, as just formulated by M. Vogt, left the question intact and did not involve any new expenditure for the League.

It was decided, on the request of Mr. LATHAM (Australia), that the report to the Assembly should mention that the Governments would have the opportunity of sending to the Secretariat memoranda on this subject.

The Committee adopted the draft resolution submitted by M. Vogt.

M. ZAHLE (Denmark) was appointed Rapporteur.

Examination of the Draft Resolution of M. Lange, Delegate of Norway, referred to the First Committee by the Third Committee at its Meeting of September 18th, 1926, to the Effect that the Secretariat should be asked to have as Complete a Statement as Possible made of the Undertakings at present in Force between States providing for Obligatory Resort to a Judicial or Friendly Settlement of Disputes arising between Them.

The CHAIRMAN said that this proposal, which would involve new expenditure, should, before it could be presented to the Assembly, be approved by the Fourth Committee.

M. LEITMAIER (Austria) supported the proposal, which he completed by suggesting that the Secretariat should publish from time to time supplements which would enable account to be taken of the numerous and important arbitration treaties concluded subsequent to the first publication.

The CHAIRMAN reminded the Committee that the arbitration treaties concluded by Members of the League were already published by the League.

M. VOGT (Norway) thought that the League of Nations should be able to supervise existing treaties in order to ascertain whether they were in contradiction with the Covenant.

Sir Cecil HURST (British Empire) noted that M. Lange proposed to publish a new edition of the works which he had published for the Parliamentary Union in 1914. He feared that such a work, published under the auspices of the League of Nations, would imply an interpretation by that organisation of the treaties summarised in it.

M. FROMAGEOT (France) shared the fears of Sir Cecil Hurst. The omission referred to by M. Lange had been filled by the collection of existing Arbitration Treaties published by the Permanent Court of Arbitration at The Hague in 1914 and 1917.

M. LIMBURG (Netherlands) thought that this work would impose a more considerable task on the Secretariat than could be at first sight imagined and that it should be carried out not by the League of Nations but by a private institution.

M. VOGT (Norway), noting that it would be impossible to obtain unanimity in the Committee, withdrew his proposal.

The discussion of the Committee's agenda being concluded, Sir Cecil HURST (British Empire) thanked the Chairman on behalf of the Committee for the tact and ability with which he had presided over it.

V. DIXIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION
(Suite.)

La résolution suivante, adoptée par la cinquième Commission à sa dixième séance, est publiée afin de compléter le compte rendu donné dans le N° 16 du *Journal de l'Assemblée*, page 219.

La Commission suggère à l'Assemblée d'adopter les résolutions suivantes:

Après avoir examiné attentivement le rapport du Haut Commissaire et du Bureau International du Travail sur les questions concernant les réfugiés,

« L'Assemblée,
« Approuve ce rapport,
« Exprime sa vive appréciation de l'œuvre importante accomplie par eux en faveur des réfugiés;

« Exprime l'opinion que cette œuvre doit être menée à une conclusion satisfaisante, aussi bien dans l'intérêt des réfugiés eux-mêmes que dans l'intérêt de l'ordre politique économique et social;

« Considérant la situation précaire de milliers de réfugiés arméniens dans le Proche-Orient,

« Invite le Conseil d'administration du Bureau international du Travail et le Haut Commissaire pour les réfugiés à étudier la possibilité de donner une suite effective aux demandes de coopération qui leur seront adressées en vue de l'établissement définitif de ces réfugiés et de coordonner l'activité des organisations privées qui travaillent en faveur des réfugiés;

« Insiste auprès des gouvernements des Etats membres afin qu'ils facilitent l'établissement des réfugiés russes et arméniens sans travail en notifiant dans le plus bref délai possible leur ratification de l'Arrangement élaboré le 12 mai 1926 par la Conférence intergouvernementale, particulièrement en ce qui concerne les contributions au au fonds de roulement et la délivrance de visas aux réfugiés, sur la recommandation du Haut Commissaire et du Bureau international du Travail, et

« Invite le Conseil d'administration du Bureau international du Travail à désigner un « co-trustee » qui sera chargé d'assurer avec le Dr Nansen l'administration de ce fonds;

« Considérant la nécessité de maintenir une délégation du service des réfugiés à Berlin, en raison du grand nombre de réfugiés qui se trouvent en Allemagne;

« Prend acte du fait qu'il sera possible que le Gouvernement allemand contribue pour une moitié aux dépenses nécessaires;

« Insiste pour que l'Assemblée augmente de 18,750 francs le budget des réfugiés, afin que l'importante délégation du Service des réfugiés puisse être maintenue à Berlin. »

VI. ONZIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION

La cinquième Commission a tenu sa onzième séance hier jeudi 23 septembre, à 15 heures, sous la présidence du comte MENSdorFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Autriche).

Etablissement des réfugiés arméniens: Rapport de la cinquième Commission à l'Assemblée.

Le rapport du Dr BREITSCHIED (Allemagne) est adopté avec un amendement de M^{me} Edith Lyttelton (Empire Britannique).

Rapport à l'Assemblée sur l'extension à d'autres réfugiés des mesures pour venir en aide aux réfugiés russes et arméniens.

Le rapport adopté à la séance précédente est amendé sur la suggestion de M. Albert THOMAS (Directeur du Bureau international du Travail), avec le consentement du délégué belge. Le délégué tchécoslovaque fait une réserve.

Réugiés russes et arméniens: Rapport de la cinquième Commission à l'Assemblée.

Le rapport du Dr BREITSCHIED (Allemagne) est adopté.

V. TENTH MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE
(Continuation)

The following resolution, adopted by the Fifth Committee at its tenth meeting, is published to complete the account in *Assembly Journal* No. 16, p. 219.

The Fifth Committee suggests that the Assembly should adopt the following resolutions:

“ Having carefully examined the report of the High Commissioner and of the International Labour Office on the refugee questions,

“ The Assembly:

“ Approves that report;

“ Expresses its high appreciation of the important work which they have accomplished for the refugees;

“ Expresses the opinion that this work should be prosecuted to a satisfactory conclusion in the interests both of the refugees themselves and of political, economic and social order;

“ Having regard to the precarious position of thousands of Armenian refugees in the Near East;

“ Invites the Governing Body of the International Labour Office and the High Commissioner for Refugees to consider the possibility of making an effective response to the appeals for their co-operation in the permanent settlement of these refugees and of co-ordinating the activities of private organisations working for the refugees;

“ Urges the Governments of the States Members to further the settlement of unemployed Russian and Armenian refugees by giving notice as soon as possible of their ratification of the Arrangement drawn up by the Inter-Governmental Conference on May 12th, 1926, particularly as regards contributions to the working capital fund (“ revolving fund ”) and the issue of visas to refugees on the recommendation of the High Commissioner and of the International Labour Office; and

“ Invites the Governing Body of the International Labour Office to appoint a co-trustee to be responsible jointly with Dr. Nansen for the administration of the fund in question.

“ Considering the necessity of maintaining a delegation of the Refugee Service in Berlin in view of the large number of refugees in Germany;

“ Takes note of the possibility of a contribution of one-half the cost being made by the German Government;

“ Urges the Assembly to increase the refugee budget by 18,750 francs in order that the important delegation of the Refugee Service may be maintained in Berlin. ”

VI. ELEVENTH MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE

The Fifth Committee held its eleventh meeting yesterday (Thursday, September 23rd) at 3 p.m. under the chairmanship of Count MENSdorFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Austria).

Settlement of Armenian Refugees: Report of the Fifth Committee to the Assembly.

The report of Dr. BREITSCHIED (Germany), with an amendment proposed by Dame Edith Lyttelton (British Empire), was adopted.

Report to the Assembly on the Extension to Other Refugees of the Measures taken to assist Russian and Armenian Refugees.

The report adopted at the previous meeting was amended; at the suggestion of M. Albert THOMAS (Director of the International Labour Office), with the consent of the Belgian delegate. A reservation was made by the Czechoslovak delegate.

Russian and Armenian Refugees: Report of the Fifth Committee to the Assembly.

The report of Dr. BREITSCHIED (Germany) was adopted.

Réfugiés arméniens et russes: Résolution soumise par la délégation allemande.

Le Dr BREITSCHIED (Allemagne) constate que la Commission renvoie la question à la Conférence économique internationale, sans prendre elle-même la responsabilité d'une décision définitive.

M. Albert THOMAS (Directeur du Bureau international du Travail) et le Dr BREITSCHIED (Allemagne) en réponse aux objections soulevées par M^{me} Edith LYTTTELTON (Empire Britannique) expliquent la portée de la proposition.

Une discussion a lieu ensuite sur le point de savoir s'il était régulier d'inscrire la question à l'ordre du jour, discussion qui aboutit au retrait, par le Dr Breitscheid, de sa résolution.

M^{me} Edith LYTTTELTON (Empire Britannique) remercie le délégué allemand de la courtoisie dont il a fait preuve en retirant sa motion, par égard pour l'opinion de la minorité.

La Commission décide de tenir une dernière séance où elle recevra le rapport de la quatrième Commission sur les résolutions qui lui ont été renvoyées.

VII. CINQUIÈME SÉANCE DE LA SIXIÈME COMMISSION

La sixième Commission s'est réunie hier jeudi 23 septembre, sous la présidence de M. DE BROUCKÈRE (Belgique).

Projet de convention sur l'esclavage: Rapport de la Sous-Commission.

Le vicomte CECIL (Empire Britannique), rapporteur de la Sous-Commission, présente le projet de Convention sur l'esclavage.

La Convention est adoptée sous la forme suivante:

PROJET DE CONVENTION RELATIVE A L'ESCLAVAGE.

Preamble.

Considérant que les signataires de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles de 1889-90 se sont déclarés également animés de la ferme intention de mettre fin au trafic des esclaves en Afrique;

Considérant que les signataires de la Convention de Saint-Germain-en-Laye de 1919, ayant pour objet la révision de l'Acte général de Berlin de 1885 et de la Déclaration de Bruxelles de 1890, ont affirmé leur intention de réaliser la suppression complète de l'esclavage, sous toutes ses formes, et de la traite des esclaves par terre et par mer;

Prenant en considération le rapport de la Commission temporaire de l'esclavage, nommée par le Conseil de la Société des Nations le 12 juin 1924;

Désireux de compléter et de développer l'œuvre réalisée grâce à l'Acte de Bruxelles et de trouver le moyen de donner effet pratique, dans le monde entier, aux intentions exprimées, en ce qui concerne la traite des esclaves et l'esclavage, par les signataires de la Convention de Saint-Germain-en-Laye et reconnaissant qu'il est nécessaire de conclure à cet effet des arrangements plus détaillés que ceux qui figurent dans cette convention;

Estimant, en outre, qu'il est nécessaire d'empêcher que le travail forcé ne développe des conditions analogues à celles de l'esclavage;

Ont décidé de conclure une convention et ont désigné comme plénipotentiaires à cet effet:

Lesquels, après avoir exhibé leurs pleins pouvoirs, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Aux fins de la présente Convention, il est entendu que:

1^o L'esclavage est l'état ou condition d'un individu sur lequel s'exercent les attributs du droit de propriété ou certains d'entre eux;

Russian and Armenian Refugees: Resolution submitted by the German Delegation.

Dr. BREITSCHIED (Germany) pointed out that the Committee was referring the question to the International Economic Conference and not itself taking the responsibility of a final decision.

M. Albert THOMAS (Director of the International Labour Office) and Dr. BREITSCHIED (Germany), in reply to objections raised by Dame Edith LYTTTELTON (British Empire), explained the intention of the proposal.

A discussion ensued as to whether the appearance of the item on the agenda was in order, which terminated in the withdrawal by Dr. Breitscheid of his resolution.

Dame Edith LYTTTELTON (British Empire) thanked the German delegate for his courtesy in withdrawing his motion in deference to the wishes of the minority.

It was decided to hold a final meeting to receive the report of the Fourth Committee on the resolutions referred to it.

VII. FIFTH MEETING OF THE SIXTH COMMITTEE

The Sixth Committee met yesterday (Thursday, September 23rd) under the chairmanship of M. DE BROUCKÈRE (Belgium).

Draft Convention relating to Slavery: Report of the Sub-Committee.

Viscount CECIL (British Empire), Rapporteur of the Sub-Committee, submitted the Draft Convention on Slavery.

The Convention was adopted in the following form:

DRAFT CONVENTION RELATING TO SLAVERY.

Preamble.

Whereas the signatories of the General Act of the Brussels Conference of 1889-90 declared that they were equally animated by the firm intention of putting an end to the traffic in African slaves;

Whereas the signatories of the Convention of Saint Germain-en-Laye of 1919 to revise the General Act of Berlin of 1885 and the General Act and Declaration of Brussels of 1890 affirmed their intention of securing the complete suppression of slavery in all its forms and of the slave trade by land and sea;

Taking into consideration the report of the Temporary Slavery Commission constituted by the Council of the League of Nations on June 12th, 1924;

Desiring to complete and extend the work accomplished under the Brussels Acts and to find a means of giving practical effect throughout the world to such intentions as were expressed in regard to slave trade and slavery by the signatories of the Convention of Saint Germain-en-Laye, and recognising that it is necessary to conclude to that end more detailed arrangements than are contained in that Convention;

Considering, moreover, that it is necessary to prevent forced labour from developing into conditions analogous to slavery:

Have decided to conclude a Convention and have accordingly appointed as their Plenipotentiaries:

Who, having communicated their full powers, have agreed as follows:

Article I.

For the purpose of the present Convention, the following definitions are agreed upon:

1. Slavery is the status or condition of a person over whom any or all of the powers attaching to the right of ownership are exercised.

2° La traite des esclaves comprend tout acte de capture, d'acquisition ou de cession d'un individu en vue de le réduire en esclavage; tout acte d'acquisition d'un esclave en vue de le vendre ou de l'échanger; tout acte de cession par vente ou échange d'un esclave acquis en vue d'être vendu ou échangé, ainsi qu'en général, tout acte de commerce ou de transport d'esclave.

Article 2.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, en tant qu'elles n'ont pas déjà pris les mesures nécessaires, et chacune en ce qui concerne les territoires placés sous sa souveraineté, juridiction, protection, suzeraineté ou tutelle:

- a) À prévenir et réprimer la traite des esclaves;
- b) À poursuivre la suppression complète de l'esclavage sous toutes ses formes, d'une manière progressive et aussitôt que possible.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre toutes mesures utiles en vue de prévenir et réprimer l'embarquement, le débarquement et le transport des esclaves dans leurs eaux territoriales, ainsi qu'en général, sur tous les navires arborant leurs pavillons respectifs.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à négocier, aussitôt que possible, une convention générale sur la traite des esclaves leur donnant des droits et leur imposant des obligations de même nature que ceux prévus dans la Convention du 17 juin 1925 concernant le commerce des armes (articles 12, 20, 21, 22, 23, 24 et paragraphes 3, 4, 5 de la Section II de l'Annexe II) sous réserve des adaptations nécessaires, étant entendu que cette convention générale ne placera les navires (même de petit tonnage) d'aucune des Hautes Parties contractantes dans une autre position que ceux des autres Hautes Parties contractantes.

Il est également entendu qu'avant comme après l'entrée en vigueur de ladite Convention générale, les Hautes Parties contractantes gardent toute liberté de passer entre elles, sans toutefois déroger aux principes stipulés dans l'alinéa précédent tels arrangements particuliers qui, à raison de leur situation spéciale, leur paraîtront convenables pour arriver le plus promptement possible à la disparition totale de la traite.

Article 4.

Les Hautes Parties contractantes se prêteront mutuellement assistance pour arriver à la suppression de l'esclavage et de la traite des esclaves.

Article 5.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent que le recours au travail forcé ou obligatoire peut avoir de graves conséquences et s'engagent chacune, en ce qui concerne les territoires soumis à sa souveraineté, juridiction, protection, suzeraineté ou tutelle, à prendre des mesures utiles pour éviter que le travail forcé ou obligatoire ne crée une situation analogue à l'esclavage.

Il reste entendu:

1° Que sous réserve des dispositions transitoires énoncées au paragraphe 2 ci-dessous, le travail forcé ou obligatoire ne peut être exigé que pour des fins publiques;

2° Que dans les territoires où le travail forcé ou obligatoire, pour d'autres fins que des fins publiques, existent encore, les Hautes Parties contractantes s'efforceront d'y mettre progressivement fin, aussi rapidement que possible, et que, tant que ce travail forcé ou obligatoire existera, il ne sera employé qu'à titre exceptionnel, contre une rémunération adéquate et à la condition qu'un changement du lieu habituel de résidence ne peut être imposé.

3° Et que, dans tous les cas, les autorités centrales compétentes du territoire intéressé assumeront la responsabilité du recours au travail forcé ou obligatoire.

Article 6.

Les Hautes Parties contractantes, dont la législation ne serait pas dès à présent suffisante pour réprimer les infractions aux lois et règlements édictés en vue de donner effet aux fins de la présente Convention, s'engagent à prendre les mesures

2. The slave trade includes all acts involved in the capture, acquisition or disposal of a person with intent to reduce him to slavery; all acts involved in the acquisition of a slave with a view to selling or exchanging him; all acts of disposal by sale or exchange of a slave acquired with a view to being sold or exchanged, and, in general, every act of trade or transport in slaves.

Article 2.

The High Contracting Parties undertake, each in respect of the territories placed under its sovereignty, jurisdiction, protection, suzerainty or tutelage, so far as they have not already taken the necessary steps:

- (a) to prevent and suppress the slave trade;
- (b) to bring about, progressively and as soon as possible, the complete abolition of slavery in all its forms.

Article 3.

The High Contracting Parties undertake to adopt all appropriate measures with a view to preventing and suppressing the embarkation, disembarkation and transport of slaves in their territorial waters and upon all vessels flying their respective flags.

The High Contracting Parties undertake to negotiate as soon as possible a general Convention with regard to the slave trade which will give them rights and impose upon them duties of the same nature as those provided for in the Convention of June 17th, 1925, relative to the Trade in Arms (Articles 12, 20, 21, 22, 23, 24, and paragraphs 3, 4 and 5 of Section II of Annex II) with the necessary adaptations, it being understood that this general Convention will not place the ships (even of small tonnage) of any signatory State in a position different from that of the other signatory States.

It is also understood that before or after the coming into force of this general Convention, the High Contracting Parties are entirely free to conclude between themselves, without, however, derogating from the principles laid down in the preceding article, such special agreements as, by reason of their peculiar situation, might appear to be suitable in order to bring about as soon as possible the complete disappearance of the slave trade.

Article 4.

The High Contracting Parties shall give to one another every assistance with the object of securing the abolition of slavery and the slave trade.

Article 5.

The High Contracting Parties recognise that recourse to compulsory or forced labour may have grave consequences and undertake, each in respect of the territories placed under its sovereignty, jurisdiction, protection, suzerainty or tutelage, to take all necessary measures to prevent conditions analogous to those of slavery from resulting from compulsory or forced labour.

It is agreed that:

(1) Subject to the transitional provisions laid down in paragraph (2) below, compulsory or forced labour may only be exacted for public purposes;

(2) In territories in which compulsory or forced labour for other than public purposes still survives, the High Contracting Parties shall endeavour progressively and as soon as possible to put an end to the practice. So long as such forced or compulsory labour exists, this labour shall invariably be of an exceptional character, shall always receive adequate remuneration, and shall not involve the removal of the labourers from their usual place of residence.

(3) In all cases, the responsibility for any recourse to compulsory or forced labour shall rest with the competent central authorities of the territory concerned.

Article 6.

Those of the High Contracting Parties whose laws do not at present make adequate provision for the punishment of infractions of laws and regulations enacted with a view to giving effect to the purposes of the present Convention, under-

nécessaires pour que ces infractions soient punies de peines sévères.

Article 7.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se communiquer entre elles et au Secrétaire général de la Société des Nations les lois et règlements qu'elles édicteront en vue de l'application des stipulations de la présente Convention.

Article 8.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que tous les différends qui pourraient élever entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention seront, s'ils ne peuvent être réglés par des négociations directes, envoyés pour décision à la Cour permanente de Justice internationale. Si les Etats entre lesquels surgit un différend, ou l'un d'entre eux, n'étaient pas parties au Protocole du 16 décembre 1920 relatif à la Cour permanente de Justice internationale, ce différend sera soumis, à leur gré et conformément aux règles constitutionnelles de chacun d'eux, soit à la Cour permanente de Justice internationale, soit à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux, soit à tout autre tribunal d'arbitrage.

Article 9.

Chacune des Hautes Parties contractantes peut déclarer, soit au moment de sa signature, soit au moment de sa ratification ou de son adhésion que, en ce qui concerne l'application des stipulations de la présente convention ou de quelques-unes d'entre elles, son acceptation n'engage pas soit l'ensemble soit tel des territoires placés sous sa souveraineté, juridiction, protection, suzeraineté ou tutelle et peut ultérieurement adhérer séparément, en totalité ou en partie, au nom de l'un quelconque d'entre eux.

Article 10.

S'il arrivait qu'une des Hautes Parties contractantes voulût dénoncer la présente Convention, la dénonciation sera notifiée par écrit au Secrétaire général de la Société des Nations, qui communiquera immédiatement une copie certifiée conforme de la notification à toutes les autres Hautes Parties contractantes en leur faisant savoir la date à laquelle il l'a reçue. La dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée et un an après que la notification en sera parvenue au Secrétariat général de la Société des Nations. La dénonciation pourra également être effectuée séparément pour toute colonie, possession ou tout protectorat ou territoire d'outre-mer.

Article 11.

La présente Convention, qui portera la date de ce jour et dont les textes français et anglais feront également foi, restera ouverte jusqu'au 1^{er} avril 1927 à la signature des Etats membres de la Société des Nations. Le Secrétaire général de la Société des Nations portera ensuite la présente Convention à la connaissance des Etats non signataires, y compris les Etats qui ne sont pas membres de la Société des Nations, en les invitant à y adhérer. L'Etat qui désire adhérer notifiera par écrit son intention au Secrétaire général de la Société des Nations en lui transmettant l'acte d'adhésion qui sera déposé dans les archives de la Société. Le Secrétaire général transmettra immédiatement à toutes les autres Hautes Parties contractantes une copie certifiée conforme de la notification ainsi que de l'acte d'adhésion, en indiquant la date à laquelle il l'a reçue.

Article 12.

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification en seront déposés au Bureau du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en fera la notification aux Hautes Parties contractantes. La Convention produira ses effets pour chaque Haute Partie contractante dès la date du dépôt de sa ratification ou de son adhésion.

take to adopt the necessary measures in order that severe penalties may be imposed in respect of such infractions.

Article 7.

The High Contracting Parties undertake to communicate to each other and to the Secretary-General of the League of Nations any laws and regulations which they may enact with a view to the application of the provisions of the present Convention.

Article 8.

The High Contracting Parties agree that disputes arising between them relating to the interpretation or application of this Convention shall, if they cannot be settled by direct negotiation, be referred for decision to the Permanent Court of International Justice. In case either or both of the States to such a dispute should not be parties to the Protocol of December 16th, 1920, relating to the Permanent Court of International Justice, the dispute shall be referred, at the choice of the Parties and in accordance with the constitutional procedure of each State, either to the Permanent Court of International Justice or to a court of arbitration constituted in accordance with the Hague Convention for the Pacific Settlement of International Disputes of October 18th, 1907, or to some other court of arbitration.

Article 9.

At the time of signature or ratification or of accession, each High Contracting Party may declare that its acceptance of the present Convention does not bind some or all of the territories placed under its sovereignty, jurisdiction, protection, suzerainty or tutelage in respect of all or any provisions of the Convention; it may subsequently accede separately on behalf of any one of them or in respect of any provision to which any one of them is not a party.

Article 10.

In the event of a High Contracting Party wishing to denounce the present Convention, the denunciation shall be notified in writing to the Secretary-General of the League of Nations, who will at once communicate a certified true copy of the notification to all the other High Contracting Parties informing them of the date on which it was received. The denunciation shall only have effect in regard to the notifying State, and one year after the notification has reached the Secretary-General of the League of Nations. Denunciation may also be made separately in respect of any oversea colony, possession, protectorate or territory.

Article 11.

The present Convention, which will bear this day's date and of which the French and English texts are both authentic, will remain open for signature by States Members of the League of Nations until April 1st, 1927. The Secretary-General of the League of Nations will subsequently bring the present Convention to the notice of States which have not signed it, including States which are not Members of the League of Nations, and invite them to accede thereto. A State desiring to accede to the Convention shall notify its intention in writing to the Secretary-General of the League of Nations and transmit to him the instrument of accession, which shall be deposited in the archives of the League. The Secretary-General shall immediately transmit to all other States a certified true copy of the notification and the instrument of accession, informing them of the date on which he received them.

Article 12.

The present Convention will be ratified and the instruments of ratification shall be deposited in the office of the Secretary-General of the League of Nations. The Secretary-General will inform all signatory or acceding States of such deposit. The Convention will come into operation for each High Contracting Party on the date of the deposit of its ratification or of its accession.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont revêtu la présente Convention de leur signature.

Fait à Genève, le 1926, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives de la Société des Nations, et une copie certifiée conforme sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

[En raison du peu de temps dont on a disposé, il est impossible de garantir la complète exactitude du texte ci-dessus. Le texte définitif sera distribué aussitôt que possible à tous les membres de l'Assemblée.]

Reserves des délégués de l'Inde et du Portugal.

Le représentant de l'Inde fait, au nom de son gouvernement, une réserve sur l'application des articles 2b), 5, 6 et 7 à certains territoires qui seront spécifiés lors de la signature de la Convention au nom du Gouvernement de l'Inde.

Le représentant du Portugal fait, au nom de son gouvernement, certaines réserves sur l'article 8 (jurisdiction de la Cour permanente de Justice internationale).

Outre le projet de Convention, la Commission adopte la résolution suivante:

« L'Assemblée:

« I. Approuve la Convention relative à l'esclavage élaborée par la sixième Commission et espère vivement qu'elle sera signée et ratifiée, aussitôt que possible, par tous les Membres de la Société des Nations;

« Charge le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour porter officiellement cette Convention à la connaissance de tous les Etats membres ou non membres de la Société des Nations, qui ne l'ont pas signée avant la fin de la présente Assemblée, afin qu'ils la signent ou puissent y adhérer, conformément aux stipulations de son article 11.

« II. L'Assemblée, tout en reconnaissant que le travail forcé pour des fins publiques est parfois nécessaire, estime qu'en règle générale, il ne faudrait y avoir recours que lorsqu'il est impossible de se procurer de la main-d'œuvre volontaire et qu'une rémunération adéquate devrait être versée en échange de ce travail forcé.

« III. L'Assemblée désire que la Société des Nations continue à s'intéresser aux mesures destinées à assurer l'abolition progressive de l'esclavage et des conditions analogues, et elle invite, en conséquence, le Conseil à préparer et à communiquer chaque année à l'Assemblée un document indiquant les lois et règlements que les parties à la Convention de l'esclavage auront, en vertu de l'article 7, communiqué au Secrétaire général et à y joindre éventuellement les informations supplémentaires que les Membres de la Société seraient disposés à fournir spontanément sur les mesures prises par eux à cet effet. »

VIII. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE, LE 23 SEPTEMBRE 1926

Compte rendu provisoire: quatorzième séance.

Compte rendu définitif: onzième séance.

Compte rendu définitif: douzième séance.

Assemblée: Ordre du jour N° 10.

- A. 81. Restauration financière de la Hongrie: Rapport présenté par la deuxième Commission à l'Assemblée.
- A. 82. Restauration financière de l'Autriche: Rapport présenté par la deuxième Commission à l'Assemblée.
- A. 83. Ratification des accords et conventions conclus sous les auspices de la Société des Nations: Rapport présenté à l'Assemblée par la sixième Commission.
- A. 84. Etablissement des réfugiés bulgares: Rapport présenté par la deuxième Commission à l'Assemblée.
- A. 85. Travaux du Comité financier: Rapport présenté par la deuxième Commission à l'Assemblée.
- A. 93. Commission préparatoire de la Conférence du désarmement: Rapport de la troisième Commission à l'Assemblée.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Geneva the 1926, in one copy, which will be deposited in the archives of the League of Nations. A certified copy shall be forwarded to each High Contracting Party.

[Owing to exigencies of time, the accuracy of the above text cannot be fully guaranteed. The final text will be circulated to all Members of the Assembly as soon as possible.]

Reservations of the Indian and Portuguese Delegates.

The representative of India made a reservation on behalf of his Government regarding the application of Articles 2 (b), 5, 6, and 7 to certain territories to be specified when the Convention is signed in the name of India.

The Portuguese representative made certain reservations on behalf of his Government concerning Article 8 (jurisdiction of the Permanent Court of International Justice).

In addition to the Draft Convention, the Committee adopted the following resolution:

“ The Assembly:

“ I. Approves the Convention on Slavery drafted by its Sixth Committee and earnestly trusts that it will be signed and ratified as soon as possible by all the Members of the League of Nations;

“ Instructs the Secretary-General to take the necessary steps to bring the Convention officially to the knowledge of all States Members or non-Members of the League of Nations which may not have signed it before the end of the present Assembly, to the end that they may sign or adhere to it in accordance with the provisions of Article 11 of the Convention.

“ II. The Assembly, while recognising that forced labour for public purposes is sometimes necessary, is of opinion that, as a general rule, it should not be resorted to unless it is impossible to obtain voluntary labour, and should receive adequate remuneration.

“ III. The Assembly desires that the League of Nations should continue to interest itself in securing the progressive abolition of slavery and conditions analogous thereto, and therefore begs that the Council will prepare and communicate to the Assembly every year a document mentioning the laws and regulations which parties to the Convention on Slavery, in accordance with Article 7, will have communicated to the Secretary-General, and that the Council will include therein any supplementary information which the Members of the League may be disposed spontaneously to furnish with regard to the measures taken by them to this end. ”

VIII. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 23RD, 1926.

Provisional Verbatim Record: Fourteenth Meeting.

Definitive Verbatim Record: Eleventh Meeting.

Definitive Verbatim Record: Twelfth Meeting.

Assembly Agenda No. 10.

- A. 81. Financial Reconstruction of Hungary: Report of the Second Committee to the Assembly.
- A. 82. Financial Reconstruction of Austria: Report of the Second Committee to the Assembly.
- A. 83. Ratification of the Agreements and Conventions concluded under the Auspices of the League of Nations: Report of the Sixth Committee to the Assembly.
- A. 84. Settlement of Bulgarian Refugees: Report of the Second Committee to the Assembly.
- A. 85. Work of the Financial Committee: Report of the Second Committee to the Assembly.
- A. 93. Preparatory Commission for the Disarmament Conference: Report of the Third Committee to the Assembly.

JOURNAL

DE LA
SEPTIÈME SESSION
ORDINAIRE
DE L'
ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1926

OF THE
SEVENTH ORDINARY
SESSION
OF THE
ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1926

N° 18. — SAMEDI 25 SEPTEMBRE 1926.

No. 18. — SATURDAY, SEPTEMBER 25TH, 1926.

COMMUNICATIONS A LA RÉDACTION DU JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE

Les communiqués et informations à insérer dans le *Journal* doivent être adressées à M. John Palmer, rédacteur en chef, bureau 290, villa Beau-Regard.

Note: Le *Journal* est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.

MAINTIEN DE L'ORDRE DANS LA SALLE D'ASSEMBLÉE

DÉCISION DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE.

1. Le rez-de-chaussée de la salle, à l'exception des sièges réservés au fond, sera affecté exclusivement aux délégués, délégués suppléants, experts, conseillers, secrétaires et membres du Secrétariat. Le public ou les membres des familles des personnes susmentionnées ne seront pas autorisés à y pénétrer.

2. Conformément à la pratique suivie dans les parlements nationaux, aucun applaudissement ne sera toléré dans les galeries réservées à la presse et au public.

SOMMAIRE :

	Pages
I. Programme des séances	240
II. Quinzième séance plénière de l'Assemblée	241
III. Onzième séance de la deuxième Commission	247
IV. Dixième séance de la quatrième Commission	249
V. Onzième séance de la quatrième Commission	249
VI. Douzième séance de la cinquième Commission	250
VII. Sixième séance de la sixième Commission	250
VIII. Erratum au <i>Journal de l'Assemblée</i> No 17	251
IX. Liste des documents distribués aux membres de l'Assemblée	252
X. Correction à la liste des membres des délégations	252

COMMUNICATIONS TO THE EDITOR OF THE ASSEMBLY JOURNAL

Material to be included in the *Journal* should be addressed to the Editor, Mr. John Palmer, Room 290, Villa Beau-Regard.

Note: The *Journal* is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.

MAINTENANCE OF ORDER IN THE ASSEMBLY HALL

DECISION OF THE GENERAL COMMITTEE OF THE ASSEMBLY.

1. The ground floor of the Assembly Hall, except the reserved seats at the back, is intended exclusively for delegates, substitute delegates, experts, advisers, secretaries and members of the Secretariat. The public or members of the families of the persons mentioned above will not be admitted to this part of the hall.

2. In conformity with the practice followed in national parliaments, no applause will be allowed in the galleries reserved for the Press and for the public.

CONTENTS :

	Page
I. Programme of Meetings	240
II. Fifteenth Plenary Meeting of the Assembly	241
III. Eleventh Meeting of the Second Committee	247
IV. Tenth Meeting of the Fourth Committee	249
V. Eleventh Meeting of the Fourth Committee	249
VI. Twelfth Meeting of the Fifth Committee	250
VII. Sixth Meeting of the Sixth Committee	250
VIII. Erratum to <i>Assembly Journal</i> No. 17	251
IX. List of Documents distributed to Members of the Assembly	252
X. Correction to the List of Members of Delegations	252

I. PROGRAMME DES SÉANCES

Séance plénière de l'Assemblée.

Il y aura deux séances plénières de l'Assemblée aujourd'hui samedi 25 septembre, à la Salle de la Réformation.
La séance du matin aura lieu à 10 heures.

Ordre du jour :

1. Arbitrage, sécurité et réduction des armements: Rapport du Conseil sur les progrès réalisés, au point de vue de la sécurité générale, par la conclusion de conventions et traités.
 - a) Rapport de la troisième Commission: Rapporteur: M. MARKOVITCH, délégué du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (Document A.79.1926.IX).
 - b) Exposé de M. MOTTA, délégué de la Suisse, au nom de la première Commission.
2. Examen du chapitre du rapport sur l'œuvre du Conseil relatif aux travaux du Comité d'experts pour la modification progressive du droit international: Exposé de M. MOTTA, délégué de la Suisse, au nom de la première Commission.
3. Nomination par le Conseil d'une Commission chargée d'examiner certaines questions relatives à l'élection des Membres non permanents du Conseil: Rapport de la première Commission. Rapporteur: M. ZAHLE, délégué du Danemark (Document A. 100. 1926. V.).
4. Interprétation du préambule et des articles 3 et 4 du Pacte: Rapport de la première Commission. Rapporteur: M. BARTHÉLEMY, délégué de la France (Document A. 102.1926.IV).
5. Travaux de l'Organisation des communications et du transit et la proposition de la délégation du Chili concernant les facilités à accorder aux journalistes qui suivent les débats de la Société des Nations: Rapport de la deuxième Commission. Rapporteur: M. JARAMILLO, délégué de la Colombie (Document A.96.1926.VIII.).
6. Mandats: Résolution proposée par la sixième Commission. Rapporteur: M. DE BROUCKÈRE, délégué de la Belgique (Document A.103.1926.VI.).
7. Convention relative à l'esclavage. Rapport de la sixième Commission. Rapporteur: le vicomte CECIL, délégué de l'Empire Britannique (Document A.104.1926.VI.).

L'heure de la séance de l'après-midi sera annoncée par le Président à la fin de la séance du matin.

Ordre du jour :

1. Réfugiés russes et arméniens: Rapport de la cinquième Commission. Rapporteur: M. le Dr BREITSCHIED, délégué de l'Allemagne.
2. Extension à d'autres groupes de réfugiés des mesures prises en faveur des réfugiés russes et arméniens: Rapport de la cinquième Commission. Rapporteur: M. DE BROUCKÈRE, délégué de la Belgique (Document A.99.1926.).
3. Etablissement des réfugiés arméniens: Rapport de la cinquième Commission. Rapporteur: M. le Dr BREITSCHIED, délégué de l'Allemagne.
4. Protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient: Rapport de la cinquième Commission. Rapporteur: M^{me} Edith LYTELTON, déléguée de l'Empire Britannique (Document A.106.1926.IV.).
5. Rapport général sur les questions financières: Rapport de la quatrième Commission. Rapporteur: M. OLDENBURG, délégué du Danemark (Document A.105.1926.X.).
6. Contributions arriérées: Rapport de la quatrième Commission. Rapporteur: M. DE VASCONCELLOS, délégué du Portugal (Document A.95.1926.X.).
7. Discours de clôture du Président.

Quatrième Commission.

La quatrième Commission se réunira aujourd'hui samedi 25 septembre, à 9 h. 30, au Secrétariat (Salle B).

I. PROGRAMME OF MEETINGS

Plenary Meetings of the Assembly.

There will be two plenary meetings of the Assembly to-day (Saturday, September 25th) at the Salle de la Réformation.
The morning meeting will take place at 10 a.m.

Agenda:

1. Arbitration, Security and Reduction of Armaments: Report by the Council on the Progress in General Security brought about by the Conclusion of Conventions and Treaties.
 - (a) Report of the Third Committee. Rapporteur: M. MARKOVITCH, Delegate of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes (Document A.79. 1926. IX).
 - (b) Statement by M. MOTTA, Delegate of Switzerland, on behalf of the First Committee.
2. Examination of the Section of the Report on the Work of the Council regarding the Work of the Committee of Experts for the Progressive Codification of International Law: Statement by M. MOTTA, Delegate of Switzerland, on behalf of the First Committee.
3. Appointment by the Council of a Committee entrusted to examine certain Questions regarding the Election of the Non-Permanent Members of the Council: Report of the First Committee. Rapporteur: M. ZAHLE, Delegate of Denmark (Document A. 100. 1926. V.).
4. Interpretation of the Preamble and of Articles 3 and 4^o of the Covenant: Report of the First Committee. Rapporteur: M. BARTHÉLEMY, Delegate of France (Document A. 102. 1926. IV).
5. Work of the Organisation for Communications and Transit and the Proposal of the Delegation of Chile concerning Facilities to be accorded to Journalists who attend the Meetings of the League of Nations: Report of the Second Committee. Rapporteur: M. JARAMILLO, Delegate of Colombia (Document A. 96. 1926. VIII).
6. Mandates: Resolution proposed by the Sixth Committee. Rapporteur: M. DE BROUCKÈRE, Delegate of Belgium (Document A. 103. 1926. VI).
7. Convention on Slavery: Report of the Sixth Committee. Rapporteur: Viscount CECIL, Delegate of the British Empire (Document A. 104. 1926. VI).

The time of the afternoon meeting will be announced by the President at the end of the morning meeting.

Agenda:

1. Russian and Armenian Refugees: Report of the Fifth Committee. Rapporteur: Dr. BREITSCHIED, Delegate of Germany.
2. Question of extending to Other Refugees the Measures taken to assist Russian and Armenian Refugees: Report of the Fifth Committee. Rapporteur: M. DE BROUCKÈRE, Delegate of Belgium (Document A. 99. 1926.).
3. Establishment of Armenian Refugees: Report of the Fifth Committee. Rapporteur: Dr. BREITSCHIED, Delegate of Germany.
4. Protection of Women and Children in the Near East: Report of the Fifth Committee. Rapporteur: Dame Edith LYTELTON, Delegate of the British Empire (Document A. 106. 1926. IV).
5. General Report on Financial Questions: Report of the Fourth Committee. Rapporteur: M. OLDENBURG, Delegate of Denmark (Document A. 105. 1926. X).
6. Contributions in Arrears: Report of the Fourth Committee. Rapporteur: M. DE VASCONCELLOS, Delegate of Portugal (Document A. 95. 1926. X).
7. Closing speech by the President.

Fourth Committee.

The Fourth Committee will meet to-day, Saturday, September 25th, 1926, at 9.30 p.m. in the Secretariat, Room B.

II. QUINZIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue à la Salle de la Réformation, le vendredi 24 septembre 1926,
à 17 heures.

Déclaration de la délégation chinoise.

M. CHAO-HSIN CHU (Chine) annonce que, conformément à la déclaration qu'il avait faite, au mois de mai dernier, devant le Comité chargé d'étudier la composition du Conseil, le Gouvernement chinois offrira à la bibliothèque de la Société des Nations une collection complète de l'Encyclopédie chinoise dès que celle-ci aura été réimprimée.

Il désire ensuite appeler l'attention de l'Assemblée sur un incident d'ordre international qui s'est produit en Chine. Les 8 juillet, 2 et 29 août, plusieurs bateaux marchands britanniques ont remonté le Yang-Tsé et ont coulé un certain nombre de bateaux et embarcations de bois indigènes. Plus de cent passagers, officiers et soldats ont été noyés. Les autorités chinoises se sont trouvées empêchées de faire une enquête à bord des bateaux britanniques par un croiseur britannique qui a menacé de bombarder les habitants des villages.

Pendant que les autorités chinoises discutaient à ce sujet avec le consul britannique de Chong-King, une canonnière britannique arriva, le 5 septembre, à Wanhsien et ouvrit le feu sur la ville, tuant plus de cent hommes de la police. D'autres croiseurs britanniques ont, par la suite, bombardé la ville de Wanhsien, et détruit plus de mille maisons. Il y a eu plus de mille morts dans la population civile.

La délégation chinoise a reçu pour instructions de porter ces faits à la connaissance de l'Assemblée.

Le vicomte CECIL (Empire Britannique) dit que ce n'est pas sans étonnement qu'il a entendu la déclaration du délégué chinois. Le Gouvernement britannique n'a pas été avisé que la question serait soulevée, et il regrette d'être empêché, par cette procédure inusitée, de répondre d'une manière aussi peu détaillée que ce soit aux allégations qui viennent d'être formulées. Cependant, il connaît suffisamment la question pour affirmer que la délégation britannique n'approuve en aucune manière l'exposé qu'a fait le délégué de la Chine, et que la façon dont cette délégation envisage l'incident est toute différente.

La question fait l'objet de négociations en Chine, et il faut espérer que l'on arrivera à un résultat pacifique. Des exposés tels que celui que vient de faire le délégué de la Chine ne sont toutefois nullement de nature à faciliter un règlement amical.

Commission préparatoire de la Conférence du désarmement: Rapport de la troisième Commission (suite).

M. Paul-Boncour (France), rapporteur de la troisième Commission, prend place à la tribune.

Le vicomte CECIL (Empire Britannique) déclare se rallier entièrement aux vues exprimées la veille par M. Paul-Boncour. C'est pour lui un grand sujet de satisfaction que de constater que l'accord intervenu entre lui-même et M. de Jouvenel quelque trois ou quatre ans plus tôt, et qui comprenait certains larges principes sur lesquels pourrait se fonder avec succès une politique du désarmement, est aujourd'hui universellement admis. Il est aujourd'hui reconnu que la limitation et la réduction des armements doivent aller de pair avec la sécurité; que, pour être efficace, le désarmement doit être général; que l'on peut réaliser la sécurité soit par accords régionaux, soit par un accord général; enfin, qu'il y aurait de nombreux avantages à tracer un plan général de sécurité.

Le représentant de la France a parlé du problème du potentiel de guerre. A son avis, cette controverse sera bientôt d'ordre totalement historique. Il espère aussi que la question du contrôle, sur laquelle les avis diffèrent encore, cessera d'exister dès que l'on sera parvenu à un accord sur la vaste question du désarmement.

Le problème du désarmement est absolument vital pour la Société des Nations. Des armements sur le pied de guerre constituent une continuelle menace d'agression et imposent une charge effroyable aux finances des Etats. Bien plus graves encore sont leurs répercussions psychologiques. Aussi longtemps que dureront ces armements excessifs, toute la formation morale des peuples sera imprégnée de l'idée que tôt ou tard il y aura la guerre et qu'ils doivent se préparer à faire les

II. FIFTEENTH PLENARY MEETING

held at the Salle de la Réformation on Friday, September 24th,
1926, at 5 p.m.

Declaration by the Chinese Delegation.

M. CHAO-HSIN CHU (China) said that in conformity with the statement which he had made to the Committee on the Composition of the Council in May, the Chinese Government would present to the Library of the League of Nations a complete set of the Chinese encyclopædia as soon as it had been reprinted.

He next desired to call the attention of the Assembly to an international incident which had occurred in China. Several British merchant ships had, on July 8th, August 2nd, and August 29th, sailed up the Yangtse and had wrecked a number of native wooden ships and small boats. Over 100 passengers, military officers and soldiers had been drowned. The Chinese authorities had been hindered from making an enquiry on board the British ships by a British cruiser which had threatened the villagers with a bombardment.

While the Chinese authorities were discussing the matter with the British Consul in Chungking, a British gunboat had arrived at Wanhsien on September 5th and opened fire on the town, killing over 100 police. Other British cruisers had subsequently bombarded the town of Wanhsien and destroyed over 1,000 houses. More than 1,000 civilian lives had been lost.

The Chinese delegation had been instructed to bring these facts before the notice of the Assembly.

Viscount CECIL (British Empire) said that he had heard the statement of the Chinese delegate with some astonishment. The British Government had received no notice that the matter would be raised, and he regretted that this very strange procedure prevented him from replying in any detail to the allegations made. He was sufficiently acquainted with the facts, however, to say that the British delegation did not in any way agree with the statement of the Chinese delegate and that its view of the incident was entirely different.

The matter was the subject of negotiation in China, and it was hoped that a peaceful issue would be found. Statements such as had just been made by the Chinese delegate were not, however, likely in any way to assist a friendly settlement.

Preparatory Committee for the Disarmament Conference: Report of the Third Committee (continued).

M. Paul-Boncour (France), Rapporteur for the Third Committee, came to the platform.

Viscount CECIL (British Empire) said that he was in full agreement with the views expressed by M. Paul-Boncour of the previous day. It was a great satisfaction to him to note that the agreement reached between himself and M. de Jouvenel some three or four years ago, which had embodied certain broad principles on which a successful policy of disarmament might be based, were now universally admitted. It was now agreed that the limitation and reduction of armaments must go hand in hand with security; that disarmament, to be effective, must be general; that security might be reached either regionally or by general agreement; and that there would be many advantages in framing a general scheme of security.

M. Paul-Boncour had referred to the problem of the "potential de guerre". He thought that controversy would soon be wholly historical. He also hoped that the question of control, on which differences of opinion still existed, would disappear as soon as an agreement on the broad question of disarmament had been reached.

The question of disarmament was absolutely vital to the League of Nations. Armaments on a war scale constituted a continual threat of aggression and imposed a tremendous strain on the finances of the nations. Even more serious was their psychological effect. The whole training of nations, so long as excessive armaments existed, would be coloured by the idea that sooner or later war would ensue and that they must be prepared to make the necessary sacrifices. It would

sacrifices nécessaires. C'est ainsi qu'il sera impossible de détourner l'esprit du peuple des idées de guerre pour le ramener vers un idéal de paix.

La condition essentielle du succès de la Conférence réside dans une préparation complète. Il rend hommage à l'énergie et au savoir dont a fait preuve la Commission technique, qui a accompli un travail admirable et a montré le plus absolu dévouement.

Toutefois, ce n'est pas sur le terrain technique que se réglera finalement la question, mais sur une large base politique. Le problème fondamental consiste dans l'attribution aux diverses nations, ou dans la répartition entre elles, d'une certaine échelle d'armements. Qu'est-ce que chaque nation sera disposée à accepter comme suffisant à garantir ses intérêts essentiels? C'est là une question d'ordre politique qui touche à la racine même de l'existence des Etats.

En une telle matière, il appartiendra aux gouvernements des divers pays de donner l'exemple et de prendre la décision. Ils seront invités à dire quels armements ils sont disposés à accepter. La décision est extrêmement grave, mais si les gouvernements et les nations font preuve de résolution, il ne doute pas que la décision ne soit prise.

Il est personnellement convaincu qu'il existe parmi les nations un désir profond de désarmement et que tous les gouvernements réunis au sein de la Commission préparatoire sont également sincères. Il reste cependant le grand problème consistant à fixer les proportions entre les différents Etats, et la Conférence est condamnée à l'échec si elle n'est pas précédée de la préparation technique la plus étudiée.

C'est pourquoi il se demande si la troisième Commission a été bien inspirée en fixant une date même éloignée pour la réunion de la Conférence. Il espère que la Conférence pourra se réunir avant la prochaine Assemblée, mais il aimerait mieux l'ajourner de six mois, voire de douze mois, si cela devrait permettre à la préparation technique d'être assez complète pour que soit atteint le but final auquel on vise.

Il se permet de souligner la nécessité pour les gouvernements d'avoir derrière eux l'opinion publique de leur pays, et à ce propos il insiste sur la grande influence, pour le bien comme pour le mal, de la presse mondiale. La responsabilité des représentants de la presse n'est pas moins grande que celle des délégués de l'Assemblée.

M. VON SCHUBERT (Allemagne) déclare que, même avant son entrée à la Société des Nations, l'Allemagne a participé avec empressement aux travaux de la Commission préparatoire, et pendant les délibérations les représentants allemands se sont constamment inspirés de l'intérêt général, obéissant à la conviction que, dans les circonstances actuelles, la réduction des armements doit être considérée comme la plus grande tâche de la Société des Nations.

M. Paul-Boncour a clairement indiqué les principes sur lesquels doit s'appuyer tout effort de désarmement; il a parlé de l'article 8 du Pacte et du préambule de la partie V du Traité de Versailles, et a fait observer que les limitations spéciales imposées à certaines nations ne l'ont été que comme la condition de la réduction générale des armements qui doit les suivre.

Tout le monde est d'accord sur le but à atteindre: On veut mettre un terme à l'insécurité qui résulte, pour les divers pays, non pas seulement de la course aux armements, mais encore de l'inégalité des armements qui existe à l'heure actuelle. On a dit qu'une convention internationale marquerait un progrès considérable même si elle ne faisait que consacrer le *statu quo*. Mais la délégation allemande estime qu'on doit diriger dès maintenant la tâche de la Commission préparatoire vers un but qui est de diminuer l'inégalité trop grande existant entre les armements des Membres de la Société des Nations et de la rendre ainsi plus apte à remplir ses fonctions.

Le PRÉSIDENT présente à l'Assemblée le projet de résolution suivant:

• L'Assemblée prend acte du rapport qui lui a été soumis par le Secrétariat et des renseignements si complets fournis à la troisième Commission par le président de la Commission préparatoire sur les travaux de cette Commission et sur ceux de ses Sous-Commissions techniques A et B et de la Commission mixte.

• Elle exprime son entière satisfaction des travaux accomplis et en remercie les auteurs.

thus be impossible to divert the minds of the people from ideas of war to the contemplation of peace.

The essential condition of the success of the Conference was a full and complete preparation. He welcomed the energy and knowledge shown by the technical committee, which had done admirable work and shown the utmost devotion.

The question, however, would finally be determined not only on technical grounds but on a broad political basis. The fundamental problem was the attribution or allocation of a certain scale of armaments to the various nations. What would each nation be prepared to accept as sufficient for its essential interests? That was a political question which went to the very root of the existence of States.

It was a question on which the Governments of the various countries would themselves have to give a lead and take the decision. They would be required to say what armaments they were prepared to accept. The decision was extremely grave, but he did not doubt, provided the Governments and nations were in earnest, that the decision would be taken.

Personally he was convinced that there was a profound desire for disarmament amongst the nations and that all the Governments meeting in the Preparatory Committee were equally sincere. There still remained, however, the great problem of fixing the proportions as between the different States, and the Conference was bound to fail unless it were preceded by the most careful technical preparation.

He accordingly had some doubt whether the Third Committee had been wise in fixing even a remote date for the meeting of the Conference. He hoped the Conference would be able to meet before the next Assembly, but he would rather postpone it for six or even twelve months if thereby the technical preparations might be sufficiently complete to hold out prospects of ultimate success.

He would emphasise the necessity for the Governments of having behind them the public opinion of their countries, and in this connection he would insist on the great influence, for good or evil, of the Press of the world. As great a responsibility rested upon the representatives of the Press as upon the delegates to the Assembly.

M. VON SCHUBERT (Germany) said that Germany had, even before her entry into the League of Nations, eagerly participated in the work of the Preparatory Committee, and throughout the discussions of the Committee the German representatives had constantly been inspired by the general interests in the conviction that at present the reduction of armaments must be regarded as the greatest task of the League of Nations.

M. Paul-Boncour had clearly indicated the principles on which the effort towards disarmament must be based. He had referred to Article 8 of the Covenant and the Preamble of Part V of the Treaty of Versailles, and had pointed out that the special limitations imposed on certain countries should be regarded as conditional upon the general reduction of armaments which was to follow.

Everyone was agreed on the object to be pursued. It was desired to put an end to the insecurity which resulted for various countries not only from the race in armaments but from an inequality in armaments such as existed at that moment. It had been said that an international convention would represent a considerable progress, even though it were based on the *status quo*. The German delegation, however, considered that the work of the Preparatory Committee should be at once directed towards decreasing the two great inequalities at present existing between the armaments of Members of the League and thereby putting the League in a better position to fulfil its duties.

The PRESIDENT submitted to the Assembly the following draft resolution:

"The Assembly takes note of the report submitted to it by the Secretariat and the very full information furnished to the Third Committee by the President of the Preparatory Commission on the work of that Commission, its technical Sub-Commissions A and B, and the Joint Commission.

"It expresses its complete satisfaction with the work performed and thanks those who have contributed to it.

« Soucieuse de voir aboutir, dans les délais les plus rapides, le programme des études dont elle a pris elle-même l'initiative par sa résolution du 25 septembre 1925, elle prie le Conseil d'inviter la Commission préparatoire à prendre ses dispositions pour hâter l'achèvement des travaux techniques afin d'être en mesure d'arrêter, au début de l'année prochaine, le programme d'une Conférence de limitation et de réduction des armements, en rapport avec les conditions actuelles de la sécurité régionale et générale, qu'elle demande au Conseil de réunir, sauf impossibilité matérielle, avant la huitième session ordinaire de l'Assemblée. »

Cette résolution est adoptée.

Travaux de la Commission internationale de la Coopération intellectuelle. Rapport de la deuxième Commission.

M. Desmond Fitzgerald (Etat libre d'Irlande), président de la deuxième Commission et le Dr Munch (Danemark), rapporteur, montent à la tribune.

Le Dr MUNCH (Danemark) présente son rapport, et le projet de résolution suivant:

« L'Assemblée approuve l'Organisation de coopération intellectuelle telle qu'elle se présente aujourd'hui, avec la Commission internationale et ses Sous-Commissions, les Commissions nationales, l'Institut international. Elle estime que cette organisation constitue désormais un mécanisme capable de resserrer les relations intellectuelles entre les nations et d'améliorer les conditions du travail intellectuel dans le monde. Elle note avec satisfaction l'assurance donnée par le Conseil d'administration de l'Institut international que cette institution est conduite de façon à assurer une parfaite égalité de traitement entre toutes les nations. Elle signale à tous les membres de l'Assemblée l'heureuse initiative de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, qui, suivant le geste généreux de la France, ont accordé à l'Institut international une subvention.

« D'autre part, l'Assemblée tient à souligner le caractère pratique et l'opportunité des projets de coopération intellectuelle internationale, dont la Commission et l'Institut poursuivent en ce moment la réalisation. Elle signale en particulier l'intérêt des projets suivants: réunion d'un congrès des arts populaires; création de l'Office international des musées; union des bibliothèques de tous les pays pour faciliter les recherches du public; coordination par collaboration internationale de la bibliographie analytique des diverses sciences.

« L'Assemblée, ayant examiné, dans sa seconde Commission, le rapport du Sous-Comité d'experts pour l'enseignement aux enfants et à la jeunesse des buts de la Société des Nations, demande instamment aux gouvernements des Etats membres de la Société de bien vouloir étudier ce rapport avec sympathie et de prendre les mesures nécessaires pour donner effet à la totalité ou à une partie des recommandations dont ils jugeraient l'adoption possible dans leurs pays respectifs.

« L'Assemblée invite les Etats à prendre en considération et à faire étudier par les institutions compétentes la création éventuelle de bourses pour étudiants d'universités, leur permettant de séjourner à Genève avant et pendant les Assemblées annuelles, pour y suivre de près les travaux de la Société des Nations. »

M^{me} Edith LYTELTON (Empire Britannique) parle en faveur de la résolution.

La résolution est adoptée.

Restauration financière de la Hongrie: Rapport de la deuxième Commission.

M. Fulvio SUVICH (Italie), rapporteur, présente son rapport et la résolution suivante:

« L'Assemblée:
« 1^o Prend acte de ce que le Conseil, ayant constaté que la stabilisation financière de la Hongrie est assurée, a mis

« Being desirous that the investigations in regard to which the Assembly itself took the initiative in its resolution of September 25th, 1925, should be brought to a successful conclusion as soon as possible, it requests the Council to call upon the Preparatory Commission to take steps to hasten the completion of the technical work and thus be able to draw up, at the beginning of next year, the programme for a conference on the limitation and reduction of armaments corresponding to existing conditions in regard to regional and general security, and it asks the Council to convene this conference before the Eighth Ordinary Session of the Assembly unless material difficulties render this impossible. »

The resolution was adopted.

Work of the International Committee on Intellectual Co-operation: Report of the Second Committee.

Mr. Desmond Fitzgerald (Irish Free State), Chairman of the Second Committee, and Dr. Munch (Denmark), Rapporteur, came to the platform.

Dr. MUNCH (Denmark) submitted his report and presented the following draft resolution:

« The Assembly approves the Intellectual Co-operation Organisation, as at present constituted — with the International Committee and its sub-committees, the National Committees and the International Institute. It considers that this organisation now provides a mechanism capable of strengthening the intellectual relations between nations and of improving the conditions of intellectual work in the world. It notes with satisfaction the assurance given by the Governing Board of the International Institute to the effect that that institution is so conducted as to ensure perfect equality of treatment between all nations. It draws the attention of all the members of the Assembly to the felicitous step taken by Poland and by Czechoslovakia, who, following France's generous action, have granted a subsidy to the International Institute.

« Further, the Assembly wishes to emphasise the practical character and the expediency of the plans for international intellectual co-operation which the Committee and the Institute are at the present moment proceeding to carry out. It lays particular stress on the importance of the following plans: the convening of a congress of popular art, the creation of an international museums office, the union of the libraries of all countries in order to facilitate research by the public, the co-ordination, by means of international collaboration, of the analytical bibliographies of the various sciences.

« The Assembly, having considered in its Second Committee the report of the Sub-Committee of Experts on the instruction of children and youth in the aims and objects of the League of Nations, urges the Governments of the States Members of the League to give this report their sympathetic consideration and to take the measures necessary to give effect to all or any of its recommendations which may be found suitable for adoption in their respective countries.

« The Assembly invites the various States to consider, and asks the competent institutions to examine, the possibility of establishing scholarships for university students, whereby they would be enabled to visit Geneva both before and during the annual Assemblies in order to obtain first-hand knowledge of the work of the League of Nations. »

Dame Edith LYTELTON (British Empire) spoke in support of the resolution.

The resolution was adopted.

Financial Reconstruction of Hungary: Report of the Second Committee.

M. SUVICH (Italy), Rapporteur, submitted his report, together with the following resolution:

« The Assembly:
« (1) Notes that, the Council having ascertained that the financial stability of Hungary is assured, the functions

fin aux fonctions du Commissaire général le 30 juin 1926; cette mesure termine l'œuvre de restauration qui a été achevée avec succès, dans le délai minimum envisagé dans le plan original.

« 2^o Elle félicite de ce résultat le Gouvernement et le peuple hongrois, ainsi que le Commissaire général et le Comité financier, qui avait préparé le plan primitif. Elle a le ferme espoir que, par une politique financière prudente, le Gouvernement hongrois maintiendra et renforcera à l'avenir la situation satisfaisante à laquelle il est maintenant parvenu.

« 3^o Elle note avec satisfaction la conclusion d'accords commerciaux entre la Hongrie et les Etats limitrophes avec lesquels s'effectue la moitié du total de son commerce extérieur, et réitère l'espoir, exprimé lors de la dernière session ordinaire de l'Assemblée, que le nouveau progrès ainsi réalisé en matière d'accords commerciaux de ce genre amènera une réduction progressive des tarifs en Europe centrale et contribuera à établir des relations économiques plus étroites. »

La résolution est adoptée.

Restauration financière de l'Autriche.

M. STRASBURGER (Pologne), rapporteur, présente son rapport et le projet de résolution suivant:

« L'Assemblée

« A pris connaissance de la résolution du Conseil du 9 juin 1926 par laquelle se sont terminées, à partir du 30 juin dernier, les fonctions du Commissaire général en Autriche;

« Se félicite que l'Autriche ait été en état de reprendre la pleine responsabilité de sa politique budgétaire et financière;

« Ne doute pas que le peuple et le Gouvernement autrichiens sauront par leur propre effort assurer définitivement les résultats de l'œuvre de reconstruction,

« Et adresse ses remerciements aux pays qui ont apporté à l'Autriche le concours de leur crédit et rendu possible un grand acte de collaboration internationale. »

La résolution est adoptée.

Etablissement des réfugiés bulgares.

Le commandeur HILTON YOUNG (Empire Britannique) présente son rapport et le projet suivant de résolution:

« L'Assemblée:

« 1^o A appris avec une vive satisfaction que les négociations poursuivies pendant les six derniers mois ont abouti à l'adoption, par le Conseil, d'un projet d'établissement d'environ 120.000 réfugiés en Bulgarie;

« 2^o Constate avec satisfaction que, grâce à une avance de £400.000, l'œuvre d'établissement a déjà commencé;

« 3^o Exprime l'espoir que la somme totale nécessaire à cette œuvre, et évaluée à £ 2.250.000, pourra être soustraite dans un avenir prochain;

« 4^o Désire exprimer son appréciation du travail remarquable accompli une fois de plus par le Comité financier, sur l'avis duquel le plan d'établissement a été adopté par le Conseil, et dont la longue et exceptionnelle expérience dans ces travaux de restauration a déjà porté ses fruits en Autriche, en Hongrie et en Grèce;

« 5^o Exprime la conviction que l'exécution de ce plan permettra non seulement de soulager de nombreuses souffrances, mais encore de favoriser l'ordre économique et social à l'intérieur de la Bulgarie, et de consolider et d'améliorer les relations politiques de la Bulgarie avec les Etats voisins. »

M. MOLLOFF (Bulgarie) prend la parole pour soutenir cette résolution.

La résolution est adoptée.

of the Commissioner-General were brought to an end on June 30th, 1926, and that with this step the work of reconstruction has been brought to a successful close within the minimum period contemplated under the original plan;

“(2) Congratulates on this result the Hungarian Government and people, the Commissioner-General, and the Financial Committee, who prepared the original plan. It confidently hopes that, by a prudent financial policy, the Hungarian Government will in the future maintain and consolidate the satisfactory position now attained;

“(3) Observes with satisfaction the conclusion of commercial agreements between Hungary and the neighbouring States with whom about half of her total foreign trade is transacted: and repeats the hope expressed at the last ordinary session of the Assembly that the further progress of such commercial agreements may tend to bring about a progressive reduction of the tariffs in Central Europe and will thus contribute to establishing closer economic relations.”

The resolution was adopted.

Financial Reconstruction of Austria.

M. STRASBURGER (Poland), Rapporteur, submitted his report and the following draft resolution:

“ The Assembly

“ Has taken note of the Council resolution of June 9th, 1926, whereby the functions of the Commissioner-General for Austria were brought to an end in 1926;

“ Is gratified that Austria has been able to reassume full responsibility for her budgetary and financial policy;

“ Does not doubt that the Austrian people and the Austrian Government will by their own efforts be able finally to ensure the results of the work of reconstruction;

“ And expresses its thanks to the countries which have helped Austria with their credit and thus made possible a great act of international co-operation.”

The resolution was adopted.

Settlement of Bulgarian Refugees.

Commander HILTON YOUNG (British Empire), Rapporteur, submitted his report, together with the following resolution:

“ The Assembly:

“(1) Has learnt with great satisfaction that the negotiations of the last six months have resulted in the adoption by the Council of a scheme for the settlement of some 120,000 refugees in Bulgaria;

“(2) Observes with satisfaction that, by means of an advance of £400,000, this work has already been begun;

“(3) Expresses the hope that the total sum estimated for this work — namely, £2,250,000 — may be successfully subscribed in the near future;

“(4) Desires to express its appreciation of the valuable work once more done by the Financial Committee, whose advice the plan was adopted by the Council, and whose long and unique experience in such work of reconstruction has borne fruit in Austria, Hungary and Greece;

“(5) Expresses the belief that the execution of this plan will not only alleviate widespread suffering but will also benefit economic and social order within Bulgaria and consolidate and improve the political relations of Bulgaria with neighbouring countries.”

M. MOLLOFF (Bulgaria) spoke in support of the resolution.

The resolution was adopted.

Travaux du Comité financier.

M. AVRAMOVITCH (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes), rapporteur, lit son rapport et présente la résolution suivante:

I

« L'Assemblée a pris note de deux rapports du Comité financier sur le rétablissement des finances publiques de la Ville libre de Dantzig.

« Elle espère, suivant les conclusions de ces rapports, qu'il sera possible au Comité financier, lorsque la Ville libre aura réalisé l'effort de compression administrative et budgétaire indispensable, de recommander l'émission d'un emprunt destiné à consolider la situation financière et économique de Dantzig.

II

« L'Assemblée a noté, qu'à la demande du Conseil, le Comité financier a entrepris une étude des méthodes de collaboration entre les gouvernements et les banques d'émission pouvant faciliter la répression du faux monnayage. Il espère que ses travaux seront poursuivis activement, de façon que des propositions pratiques puissent être soumises aux délibérations du Conseil dans le plus court délai possible.

III

« L'Assemblée a pris connaissance, d'après les rapports du Comité financier, des résultats des travaux de la dernière réunion d'experts sur la double imposition et l'évasion fiscale.

« Elle espère que leurs travaux seront poursuivis et prépareront utilement le développement et l'harmonisation progressive du droit international en cette matière par voie de conventions générales ou de conventions partielles fondées sur des principes communs. »

La résolution est adoptée.

Travaux du Comité économique.

M. Nagai (Japon), rapporteur, prend place à la tribune.

M. NAGAI donne lecture de son rapport et présente les résolutions suivantes:

« L'Assemblée:

« 1^o Affirme une fois de plus sa conviction que les relations commerciales se trouveraient grandement améliorées par l'établissement d'une Convention internationale ayant pour objet la suppression des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation;

« Voit avec satisfaction les progrès accomplis, grâce aux efforts du Comité économique, vers la réalisation du vœu exprimé par elle à sa session ordinaire de 1924;

« Prend acte de la résolution du Conseil de convoquer à cet effet, à une date aussi rapprochée que possible, une Conférence de représentants des gouvernements des Etats membres et non membres de la Société des Nations, et exprime les vœux les plus chaleureux pour le plein succès de cette initiative;

« 2^o Note avec satisfaction que le Protocole établi en 1923 continue à contribuer à la diffusion de l'arbitrage commercial et que le Comité économique s'est récemment attaché à étudier la possibilité d'établir un acte additionnel tendant à assurer l'exécution des sentences arbitrales rendues à l'étranger;

« 3^o Constate le nombre croissant de ratifications réunies par la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières et l'influence heureuse que cet acte international a exercée sur l'établissement de certains traités de commerce;

« 4^o Enregistre avec satisfaction que les moyens préconisés par le Comité économique pour assurer une répression plus efficace de la concurrence déloyale ont, pour la plupart, trouvé place dans les nouvelles dispositions de la

Work of the Financial Committee.

M. AVRAMOVITCH (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes), Rapporteur, read his report and submitted the following resolution:

I.

" The Assembly has taken note of the Financial Committee's two reports on the restoration of the public finances of the Free City of Danzig.

" It trusts that, in accordance with the conclusions of these reports, it may be possible for the Financial Committee, when the Free City has effected the necessary administrative and budgetary economies, to recommend the issuing of a loan designed to consolidate the financial and economic situation of Danzig.

II.

" The Assembly has noted that, at the request of the Council, the Financial Committee has undertaken a study of the methods whereby the Governments and Banks of Issue might collaborate to prevent the issuing of counterfeit currency.

" It trusts that the Financial Committee's work will be actively pursued, so that practical proposals may be submitted to the Council for consideration at the earliest possible date.

III.

" The Assembly has taken note, according to the Financial Committee's reports, of the results of the work of the last meeting of experts on double taxation and tax evasion.

" It trusts that their work will be continued and will serve as a useful preparation for the development and progressive unification of international law in the matter by means of general conventions or of partial conventions based upon common principles."

The resolution was adopted.

Work of the Economic Committee.

M. Nagai (Japan), Rapporteur, came to the platform.

M. NAGAI read his report and submitted the following resolutions:

" The Assembly:

" (1) Again states its conviction that commercial relations would be greatly improved by the conclusion of an international convention for the abolition of import and export prohibitions and restrictions.

" It notes with satisfaction the progress which has been made, thanks to the efforts of the Economic Committee, towards the realisation of the recommendation made by the Ordinary Session of the Assembly in 1924.

" It notes the Council's resolution to convene, for this purpose, at as early a date as possible, a conference of representatives of the Governments of States Members and non-Members of the League of Nations, and expresses a most earnest hope that this conference's work will be crowned with success.

" (2) It notes with satisfaction that the Protocol established in 1923 is still making its influence felt in the direction of a wider recognition of commercial arbitration, and that the Economic Committee has recently begun to consider the possibility of preparing an additional act, the object of which will be to ensure the execution of arbitral awards given abroad.

" (3) It records the fact that the number of ratifications of the International Convention for the Simplification of Customs Formalities is increasing and notes that this international act has had a beneficent influence on the conclusion of certain treaties of commerce.

" (4) It observes with satisfaction that most of the methods suggested by the Economic Committee to ensure more effective protection against unfair competition have, in most cases, been embodied in the new provisions of the

Convention de l'Union pour la protection de la propriété industrielle, révisée à La Haye en novembre 1925;

« 5^o Suit avec intérêt les études du Comité économique en ce qui concerne la répression des fausses déclarations en douane, l'assimilation des législations en matière de lettres de change et de chèques, l'unification des méthodes de statistique économique, la protection de l'acheteur contre les marchandises sans valeur, ainsi que ses recherches sur les causes des fluctuations excessives de l'activité économique. »

Les résolutions sont adoptées.

Travaux de l'organisation d'hygiène.

M. Fernandez y Medina (Uruguay), rapporteur, prend place à la tribune.

M. FERNANDEZ Y MEDINA donne lecture de son rapport et présente les résolutions suivantes:

« L'Assemblée,

« Ayant pris connaissance des rapports relatifs à l'œuvre de l'Organisation d'hygiène (Documents A. 6. 1926, A. 6(a). 1926 et A. 17. 1926) constate avec satisfaction que son action devient toujours plus grande et plus utile et tend à devenir universelle;

« Se félicite des efforts poursuivis et des résultats obtenus par le Comité d'hygiène et ses organes ainsi que par les diverses personnalités chargées de missions spéciales et assure sa sympathie et son intérêt aux savants, membres de la Commission internationale de la maladie du sommeil, qui poursuivent des travaux parfois dangereux, en Afrique équatoriale;

« Elle se réjouit de la collaboration intime établie avec les autorités sanitaires et médicales du Japon, comme suite à l'échange et aux conférences qui ont eu lieu dans ce pays, ainsi qu'avec les administrations sanitaires d'autres pays d'Extrême-Orient, grâce à l'intermédiaire du Comité consultatif du Bureau de renseignements épidémiologiques de la Société à Singapour;

« Relève particulièrement le programme des recherches et des enquêtes spéciales sur les problèmes d'hygiène de l'Extrême-Orient auxquelles ont promis leur concours les administrations de la Chine, des Îles Philippines, des Indes britanniques, des Indes néerlandaises, de l'Indochine, du Japon et du Siam;

« Et prie le Conseil de renvoyer à l'examen du Comité d'hygiène les résolutions soumises par les délégations de Cuba¹, de la Tchécoslovaquie² et de l'Uruguay³.

Projet de résolution.*

« L'Assemblée,

« Considérant l'importance de l'œuvre accomplie par le Bureau des renseignements épidémiologiques de Singapour

¹ « La deuxième Commission, conformément aux résolutions des cinquième et sixième sessions ordinaires de l'Assemblée sur la mortalité infantile et la protection de l'enfance, prie le Conseil d'inviter le Comité d'hygiène à examiner dans quelles mesures il pourrait, au moment opportun, élargir aux autres problèmes de l'eugénisme son plan d'études internationales. »

² « La deuxième Commission, considérant l'importance de l'éducation physique comme moyen de prévenir les maladies et considérant l'intérêt que portent de nombreux pays à cette question, prie le Conseil d'inviter le Comité d'hygiène à examiner l'opportunité d'inclure dans le programme de ses travaux, l'étude internationale de l'éducation physique, y compris l'hygiène scolaire et à examiner quels sont les problèmes particuliers qui peuvent nécessiter une étude comparative et une coordination de recherches et d'enquêtes nationales. »

³ « La deuxième Commission, en constatant que le plan d'étude de la Conférence économique internationale comprend l'étude du problème de l'alimentation (document A.24.1926.II), attire l'attention sur l'intérêt qu'il y aurait à suppléer à cette enquête par une étude du problème au point de vue de l'amélioration de la race. Cette étude tiendrait compte notamment des travaux de l'Organisation d'hygiène relatifs à la mortalité infantile ainsi que des travaux de l'Institut japonais des recherches sur le problème de l'alimentation inclus dans la documentation du Comité d'hygiène. »

* Présenté par la deuxième Commission après approbation de la quatrième Commission.

Convention of the Union for the Protection of Industrial Property revised at The Hague in November 1925.

“(5) It follows with interest the enquiries being conducted by the Economic Committee with regard to measures for the repression of false Customs declarations; the standardisation of legislation with regard to bills of exchange and cheques; the unification of economic statistical methods; the protection of the buyer against worthless goods, and the Committee's research work regarding the causes of excessive fluctuations in economic activity.”

The resolutions were adopted.

Report on the Work of the Health Organisation.

M. Fernandez y Medina (Uruguay), Rapporteur, came to the platform.

M. FERNANDEZ Y MEDINA read his report and submitted the following resolutions:

“ The Assembly:

“ Having taken note of the reports dealing with the work of the Health Organisation (documents A.6.1926, A.6(a).1926 and A.17.1926), notes with satisfaction the growth and increasing usefulness of that work with its tendency to universality;

“ Expresses its gratification at the work undertaken and the results obtained by the Health Committee and its organs as well as by the various experts entrusted with special missions, and wishes to express its sympathetic interest with the scientists of the International Commission on Sleeping-Sickness who are conducting their sometimes dangerous enquiry in Equatorial Africa.

“ The Assembly notes with satisfaction the close collaboration established with the sanitary and medical authorities of Japan as a result of the interchange and the conferences held in that country; and with the sanitary administrations of other Far Eastern countries, through the intermediary of the Advisory Council of the Epidemiological Intelligence Bureau of the League at Singapore;

“ Notes in particular the plan of research work and special enquiries into health problems of the Far East in which the administrations of British India, China, the Dutch Indies, French Indo-China, Japan, the Philippine Islands and Siam have promised their assistance;

“ And requests the Council to refer the resolutions proposed by the Cuban¹, Czechoslovak² and Uruguayan³ delegations to the Health Committee for consideration.”

Draft Resolution.*

“ The Assembly,

“ In view of the importance of the work of the Singapore Bureau of Epidemiological Intelligence as the first insti-

¹ “ The Second Committee, in conformity with the resolutions of the Fifth and Sixth Ordinary Sessions of the Assembly on the subject of infant mortality and the protection of children, requests the Council to ask the Health Committee to consider to what extent it could, at a suitable time, enlarge its scheme of international enquiry to include other problems of eugenics.”

² “ The Second Committee, considering the importance of physical culture as a means for preventing disease and in view of the interest which numerous countries take in that question, asks the Council to instruct the Health Committee to consider the inclusion in the programme of its work of the international investigation of physical culture, including scholastic hygiene, and to decide what special problems may necessitate a comparative study and a co-ordination of national research work and national enquiries.”

³ “ The Second Committee, having taken note that the International Economic Conference's plan of enquiry is to include an examination of the problems of nutrition (document A.24.1926.II), points out the interest which would attach to the supplementing of this enquiry by a study of the problem from the standpoint of race improvement. This study should take into account the work of the Health Organisation regarding infant mortality, as well as the reports by the Japanese Institute of Research into Nutrition Problems comprised in the publications of the Health Committee.”

* Submitted by the Second Committee after approval by the Fourth Committee.

première institution de la Société des Nations en Extrême-Orient, considérant d'autre part l'utilité de son action non seulement pour les pays d'Extrême-Orient mais aussi pour d'autres Etats membres de la Société.

« Décide d'inscrire un crédit au budget de la Société pour les dépenses de ce Bureau pour l'exercice 1927. »

Les résolutions sont adoptées.

Protection de l'enfance.

M. MENSENDORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Autriche), président de la cinquième Commission, et M. RIDDELL (Canada), rapporteur, prennent place à la tribune.

M. RIDDELL présente son rapport ainsi que les résolutions suivantes:

« L'Assemblée:

« 1. Prend acte du rapport présenté par le Comité de la protection de l'enfance et exprime son appréciation de l'œuvre accomplie par le Comité.

« 2. Approuve les propositions contenues dans les résolutions III, V et VIII, qui prévoient la continuation des enquêtes sur la protection de la première enfance, l'âge du consentement et du mariage et les allocations familiales.

« 3. Approuve la résolution XIV du Comité de la protection de l'enfance sous la réserve que les indications qu'elle comporte seront confirmées par les études ultérieures du problème général de l'alcoolisme.

« 4. Donne son approbation à la résolution VI relative au travail des enfants.

« 5. Considère que le Comité de la protection de l'enfance est l'organisme le plus qualifié pour entreprendre l'enquête sur les tribunaux pour enfants, mais, étant donné les circonstances, elle se rallie à la mesure dont il est proposé de laisser le soin au Conseil en ce qui concerne la résolution XIII.

« 6. Exprime le vœu que le Comité poursuive activement son enquête au sujet des effets produits sur les enfants par le cinématographe, en vue d'établir un rapport qui sera communiqué, à titre de renseignement, aux gouvernements.

« 7. (I) Reconnaît l'importance, dans la vie des enfants et des jeunes gens, de la récréation telle qu'elle est définie dans la résolution XI; toutefois, des doutes ayant été exprimés sur le point de savoir si cette question est l'une de celles qui justifient une intervention de la Société des Nations, l'Assemblée, en raison de l'approbation donnée l'an dernier par le Conseil et l'Assemblée quant à la mise à l'étude de ce problème, approuve que la Commission consultative en poursuive l'examen, mais estime que cet examen devrait se borner, comme l'indique la résolution de la cinquième session ordinaire de l'Assemblée, à l'étude comparée des aspects de la question sur lesquels « la comparaison des diverses méthodes suivies et des essais effectués dans différents pays..... et la coopération internationale » peuvent aider les gouvernements à traiter ces problèmes.

« (II) Recommande que la question de l'éducation biologique, au sujet de laquelle des doutes analogues ont été exprimés, soit, pour le moment, ajournée.

« 8. Approuve, d'une manière générale, les résolutions adoptées par le Conseil le 9 juin et le 2 septembre 1926. »

Les résolutions sont adoptées.

III. ONZIÈME SÉANCE DE LA DEUXIÈME COMMISSION

La deuxième Commission a tenu sa onzième séance hier vendredi 24 septembre 1926, à 10 h. 30, sous la présidence de M. Desmond FITZGERALD (Etat-libre d'Irlande).

tion of the League of Nations in the Far East, and in view of the utility of its work not only for the Far Eastern countries but also for other States Members of the League:

« Decides that provision for the expenses of the Bureau should be made in the Budget of the League for 1927. »

The resolutions were adopted.

Protection of Children.

M. MENSENDORFF-POUILLY-DIETRICHSTEIN (Austria), Chairman of the Fifth Committee, and Mr. RIDDELL (Canada), rapporteur, came to the platform.

Mr. RIDDELL (Canada) submitted his report, together with the following resolutions:

« The Assembly,

« 1. Takes note of the report presented by the Child Welfare Committee and desires to express its thanks for the work done by the Committee;

« 2. Approves the proposals contained in Resolutions III, V and VIII for pursuing the enquiries into the protection of infant life, the age of consent and of marriage and the subject of family allowances;

« 3. Approves Resolution XIV of the Child Welfare Committee, subject to the conclusions it contains being confirmed by subsequent investigation into the general problem of alcoholism;

« 4. Expresses its concurrence with Resolution VI relating to child labour;

« 5. Considers that the enquiry into Children's Courts can most suitably be undertaken by the Child Welfare Committee, but in the circumstances agrees with the course proposed to be taken by the Council in regard to Resolution XIII;

« 6. Expresses the wish that the Committee should actively pursue the enquiry into the effect of the cinema on children with a view to the presentation of a report for the information of the Governments;

« 7. (i) Recognises the importance of recreation in the life of children and young persons as expressed in Resolution XI, but, as doubts have been expressed how far the subject is one which is suitable for action by the League of Nations, the Assembly, in view of the sanction of the study of this subject given last year by the Council and the Assembly, approves its continued study by the Advisory Committee, but considers that it should be confined, as indicated in the resolution of the Fifth Ordinary Session of the Assembly, to the comparative study of those aspects of the subject on which 'the comparison of the methods and experiences of different countries and international co-operation' may be likely to assist the Government in dealing with them;

« (ii) Recommends that the subject of biological education as to which similar doubts have been expressed should be postponed for the present;

« 8. Agrees generally with the Resolution adopted by the Council on June 9th and September 2nd, 1926. »

The resolutions were adopted.

III. ELEVENTH MEETING OF THE SECOND COMMITTEE

The Second Committee held its eleventh meeting yesterday (Friday, September 24th) at 10.30 a.m. under the chairmanship of Mr. Desmond FITZGERALD (Irish Free State).

Projet de résolution déposé par la délégation du Chili.

M. QUESNAY, secrétaire de la Commission, donne lecture de la lettre suivante adressée par le président de la septième session de l'Assemblée au président de la deuxième Commission:

« 23 septembre 1926.

« Monsieur le Président,

« L'Assemblée de ce jour a été saisie par la délégation du Chili du projet de résolution suivant:

« L'Assemblée de la Société des Nations, dans le but de faciliter le travail des journalistes qui suivent les débats de la Société à Genève, recommande à la considération des gouvernements la possibilité d'accorder aux porteurs de cartes d'identité de l'Association internationale des journalistes accrédités auprès de la Société des Nations toutes les facilités qu'ils jugeront possibles pour les aider à traverser les frontières dans l'exercice de leurs devoirs professionnels. »

« Afin de prévenir toute perte de temps, l'Assemblée, sur ma proposition, a décidé que cette question serait préalablement soumise à l'examen de sa Commission de l'ordre du jour et que, conformément aux suggestions de celle-ci, la question pourrait être, sans autre formalité, renvoyée à l'une ou l'autre des commissions compétentes.

« La Commission de l'ordre du jour s'étant réunie cet après-midi, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une copie de son rapport. Vous constaterez qu'il conclut au renvoi de la question à la deuxième Commission.

« Je vous serais donc très obligé de vouloir bien saisir de ce projet de résolution la Commission placée sous votre présidence, afin que son rapport puisse être présenté à l'Assemblée dans le plus bref délai.

(Signé) NINTCHITCH. »

M. HAAS, secrétaire général de la Commission du transit, sur l'invitation du président, rappelle que la Conférence des passeports avait examiné une lettre du président de l'Association internationale des journalistes accrédités auprès de la Société des Nations, demandant qu'on examinât quelles facilités pouvaient être accordées aux porteurs de cartes de cette association.

La Conférence n'avait pas vu la possibilité de dispenser de passeports les titulaires d'autres pièces d'identité, ni de leur substituer une autre pièce d'identité, même lorsqu'il s'agissait de missions officielles de la Société des Nations; de même, elle estimait qu'on ne pouvait accorder la dispense de visas. En revanche, elle avait estimé à l'unanimité qu'il serait opportun de prévoir la gratuité de visas, ainsi que la possibilité de les obtenir le samedi après-midi et, en cas d'urgence, le dimanche.

Une nouvelle résolution de l'Assemblée ne changerait probablement rien à ces décisions; en tout cas, il est nécessaire de tenir compte, en prenant acte tout au moins du fait que la Conférence des passeports a donné des assurances satisfaisantes, afin de rappeler aux gouvernements que les décisions de la Conférence doivent être appliquées dans un esprit très libéral.

M. DENDRAMIS (Grèce) appuie le projet de résolution; il est prêt à recommander à son gouvernement d'accorder le visa gratuit. Chaque fois qu'un cas spécial sera signalé par la Société des Nations, la délégation hellénique donnera au journaliste une lettre lui accordant toutes les facilités pour la traversée des frontières. Il propose de modifier comme suit le projet de résolution:

« L'Assemblée de la Société des Nations, dans le but de faciliter le travail des journalistes qui suivent les débats de la Société à Genève, recommande aux gouvernements membres de la Société des Nations de donner une suite favorable aux recommandations prises par la Conférence des passeports, en ce qui concerne les facilités à accorder aux journalistes accrédités auprès de la Société des Nations pour les aider à traverser les frontières dans l'exercice de leurs devoirs professionnels. »

Le baron DI PAULI (Autriche) accepte ce texte amendé. Cette question ne se pose pour ainsi dire pas pour l'Autriche; le visa

Draft Resolution submitted by the Delegation of Chile.

M. QUESNAY, Secretary of the Committee, read the following letter addressed by the President of the Seventh Ordinary Session of the Assembly to the Chairman of the Second Committee.

“ September 23rd, 1926.

“ Mr. Chairman,

“ The Assembly to-day was asked to consider the following draft resolution by the delegation of Chile:

“ The Assembly of the League of Nations, with a view to facilitating the work of journalists who attend the meetings of the League at Geneva, recommends the Governments to consider the possibility of granting to bearers of identity cards issued by the International Association of Journalists accredited to the League of Nations all possible facilities which will assist them to cross frontiers in the fulfilment of their professional duties.”

“ In order to avoid loss of time, the Assembly, on my proposal, decided that this question should first be submitted to the Agenda Committee for examination and that, in accordance with whatever suggestion the latter Committee might make, the question should be referred without further formalities to one or other of the competent Committees.

“ The Agenda Committee met this afternoon, and I have the honour to hand you herewith a copy of its report. You will note that it proposes that the question be referred to the Second Committee.

“ I should be obliged, therefore, if you would bring this proposal before your Committee so that its report may be presented to the Assembly in the shortest possible time.

(Signed) NINTCHITCH.”

M. HAAS, Secretary-General of the Transit Committee, on the invitation of the Chairman, said that the Passport Conference had examined a letter from the Chairman of the International Association of Journalists accredited to the League of Nations asking that an enquiry should be made into the facilities which might be granted to bearers of identity cards issued by the Association.

The Conference had not thought it possible for the bearers of identity cards to dispense with passports, or that any other papers could be substituted for passports, even though their bearers were engaged upon official missions of the League of Nations. It had also considered that it was equally impossible to dispense with visas. On the other hand, it had unanimously felt that it would be desirable to provide for gratuitous visas and make it possible for visas to be obtained on Saturday afternoon and in urgent cases on Sunday.

A new resolution of the Assembly would probably not affect these decisions. In any case, it was necessary to take account of these decisions and to note at least that the Passport Conference had given satisfactory assurances so that the Governments might be reminded of the advisability of applying the decisions of the Conference in a liberal spirit.

M. DENDRAMIS (Greece) supported the draft resolution. He was prepared to recommend his Government to grant visas without payment. The Greek delegation would, whenever a special case was brought to its notice by the League of Nations, grant to the journalist a letter according him every facility for crossing the frontiers. He proposed that the draft resolution should be modified as follows:

“ The Assembly of the League of Nations, with a view to facilitating the work of journalists who attend the meetings of the League at Geneva, recommends Governments Members of the League of Nations to take into favourable consideration the recommendations of the Passport Conference in regard to the granting of facilities to journalists accredited to the League of Nations in order to assist them in crossing frontiers in the fulfilment of their professional duties.”

Baron DI PAULI (Austria) accepted this amended text. The question hardly arose for Austria. The Austrian visa had been

est aboli avec la Suisse; en outre, un voyageur non muni de visa peut l'obtenir à la frontière. Enfin, l'Autriche s'efforce depuis longtemps de réaliser l'abolition complète des visas. Dans le cas particulier des journalistes, les autorités consulaires autrichiennes sont toujours disposées à leur donner satisfaction.

M. HAAS, secrétaire général de la Commission du transit, propose que la Commission tienne compte des diverses opinions exprimées en adoptant le texte suivant:

« L'Assemblée de la Société des Nations, désireuse de faciliter le travail des journalistes qui suivent les débats de la Société à Genève, prend note des déclarations libérales qui ont été faites lors de la Conférence des passeports quant aux facilités à accorder aux porteurs de cartes d'identité de l'Association internationale des journalistes accrédités auprès de la Société des Nations pour les aider à traverser les frontières dans l'exercice de leurs devoirs professionnels. »

M. DENDRAMIS (Grèce) et le Dr JARAMILLO (Colombie), rapporteur, acceptent cette nouvelle rédaction, qui sera insérée dans le rapport à l'Assemblée.

IV. DIXIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION

La Quatrième Commission a tenu sa dixième séance hier vendredi 24 septembre 1926, à 10 heures 30, sous la présidence de M. Nicolas TITULESCO (Roumanie).

Examen du rapport de la Commission de contrôle à la quatrième Commission.

Le rapport de la Commission de contrôle à la quatrième Commission (document A.IV/8.1926) est adopté de même que les deux résolutions qui y sont proposées relatives l'une aux demandes de remboursement présentées par les membres des Commissions, l'autre aux publications de la Société.

Examen du rapport de la Commission de contrôle à la quatrième Commission sur les modifications à apporter au budget de 1927.

La Commission adopte le rapport de la Commission de contrôle sur les modifications à apporter au budget de 1927.

M. HAMBRO, délégué de la Norvège, réservant son assentiment sur quelques points.

Au sujet du paragraphe 1 a) Crédits — supplémentaires pour les réfugiés russes et arméniens, il est donné acte d'une déclaration des délégations de l'Uruguay et du Venezuela qui estiment que, par suite du manque de données numériques précises, il est impossible de prévoir quand pourra prendre fin l'œuvre des réfugiés. Ces délégations sont décidées à voter l'année prochaine contre l'adoption des crédits pour les réfugiés russes et arméniens si ces données ne sont pas fournies à la quatrième Commission, ou si encore elles ne leur donnent pas satisfaction.

V. ONZIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION

La Commission s'est réunie vendredi 24 septembre, à 15 h. 30. Elle a adopté sous réserve de certaines légères modifications de forme le rapport général sur les questions financières rédigé par son rapporteur, M. A. OLDENBURG (Danemark).

Elle a désigné MM. les délégués du CANADA, du DANEMARK, de l'ITALIE, du JAPON et de la TCHÉCOSLOVAQUIE pour discuter avec les représentants de la cinquième Commission les crédits supplémentaires afférents à l'établissement des réfugiés arméniens et au Bureau de Berlin du Haut Commissariat pour les réfugiés, crédits qu'à sa dixième séance la Commission avait refusé d'accepter.

abolished for Switzerland. Moreover, a traveller not furnished with a visa might obtain one at the frontier. Finally, Austria had for a long time been endeavouring to bring about the complete abolition of visas. In the special case of the journalists the Austrian consular authorities were always ready to meet their wishes.

M. HAAS, Secretary-General of the Transit Committee, proposed that the Committee should take account of the various opinions expressed by adopting the following text:

“ The Assembly of the League of Nations, desirous of facilitating the work of the journalists who attend the meetings of the League at Geneva, takes note of the liberal declarations made at the Passport Conference as to the facilities to be granted to the bearers of identity cards issued by the International Association of Journalists accredited to the League of Nations to assist them in crossing the frontiers in fulfilment of their professional duties. ”

M. DENDRAMIS (Greece) and Dr. JARAMILLO (Colombia), Rapporteur, accepted this new text, and it was understood that the new text would be inserted in the report to the Assembly.

IV. TENTH MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE

The Fourth Committee held its tenth meeting on September 24th, 1926, at 10.30 a.m. under the chairmanship of M. Nicolas TITULESCO (Roumania).

Examination of the Report of the Supervisory Commission to the Fourth Committee.

The report of the Supervisory Commission to the Fourth Committee (Document A.IV/8.1926) was adopted, together with the two resolutions contained in that report, one relating to requests for repayment presented by members of Committees and the other relating to publications of the League.

Examination of the Report of the Supervisory Commission to the Fourth Committee on the Changes to be made in the Budget for 1927.

The Committee adopted the report of the Supervisory Commission on the changes to be made in the budget for 1927.

M. HAMBRO, delegate of Norway, reserved his assent on various points.

In regard to paragraph 1 a) (Supplementary Credits for the Russian and Armenian Refugees) a declaration of the delegations of Uruguay and Venezuela was noted. These delegations considered that owing to a lack of precise figures it was impossible to foresee when the work for the refugees would come to an end, and they had decided to vote next year against the adoption of the credits for the Russian and Armenian refugees if these figures were not given to the Fourth Committee or if the Fourth Committee did not meet their wishes in the matter.

V. ELEVENTH MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE.

The Fourth Committee held its eleventh meeting on Friday, September 24th, at 3.30 p.m.

It adopted, subject to certain slight amendments, the general report on financial questions drafted by its Rapporteur, M. A. OLDENBURG (Denmark).

It appointed the delegates of CANADA, CZECHOSLOVAKIA, DENMARK, ITALY and JAPAN to discuss with the representatives of the Fifth Committee the supplementary credits for the settlement of Armenian refugees and for the Berlin Office of the High Commissariat for Refugees, which had been refused by the Committee at its tenth meeting.

VI. DOUZIÈME SÉANCE DE LA CINQUIÈME COMMISSION

La douzième séance de la cinquième Commission a eu lieu vendredi 24 septembre 1926, à 15 heures.

Protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient.

On annonce la décision de la quatrième Commission où celle-ci déclare qu'il n'est pas opportun d'accorder les crédits demandés dans le rapport de la cinquième Commission.

On donne lecture d'une lettre de Miss Jeppe qui se déclare prête à continuer sa tâche même si les fonds demandés à la Société des Nations ne sont pas accordés.

Mme Edith LYTTELTON (Empire Britannique) propose une résolution acceptant la décision de la quatrième Commission, étant donné que Miss Jeppe essaiera de réunir l'argent qui lui est nécessaire pour poursuivre sa tâche dans les conditions où elle l'a poursuivie jusqu'ici sous le patronage de la Société des Nations.

Cette résolution est adoptée.

On décide, en outre, d'offrir à Miss Mills de lui prêter le matériel d'installation d'une maison neutre si elle désire continuer, à titre personnel, son œuvre à Constantinople.

Etablissement des réfugiés arméniens.

On donne communication de la décision de la quatrième Commission refusant d'accorder les crédits demandés dans le rapport de la cinquième Commission.

Sur la proposition de Mlle FORCHHAMMER (Danemark) secondée par Dr BREITSCHIED (Allemagne), rapporteur, la Commission désigne cinq délégués pour discuter la question avec les membres de la quatrième Commission.

Réfugiés russes et arméniens.

On donne communication de la décision de la quatrième Commission refusant d'accorder les crédits demandés pour le maintien de l'Office des réfugiés de Berlin.

On décide que les mêmes délégués qui seront chargés de se mettre en communication avec la quatrième Commission pour discuter la question précédente seront invités à faire entrer cette question dans leurs délibérations.

Clôture de la session.

Le PRÉSIDENT espère que cette séance est la dernière. Il remercie les délégués de l'indulgence qu'ils ont eue à son égard et rend hommage à Dame Rachel Crowdy et au Secrétariat.

Mme Edith LYTTELTON, appuyée par M. PARRA-PÉREZ et M. LABROUSSE, remercie le président au nom du Comité pour la façon dont il a accompli ses fonctions.

VII. SIXIÈME SÉANCE DE LA SIXIÈME COMMISSION

La sixième Commission a tenu sa sixième et dernière séance vendredi 24 septembre 1926, à 10 heures, sous la présidence de M. DE BROUCKÈRE (Belgique).

Esclavage: Projet de rapport à l'Assemblée.

Après un échange de vues auquel ont pris part: le vicomte CECIL (Empire Britannique), M. OOMS (Libéria), le comte BONIN-LONGARE (Italie), M. LOUWERS (Belgique), le prince ARFA (Perse), sir William Henry HOARE VINCENT (Inde), M. AUBERT (France), le comte VAN LYNDEN VAN SANDENBURG (Pays-Bas), le général FREIRE D'ANDRADE (Portugal), le dedjazmatch GUETATCHEOU (Ethiopie), le PRÉSIDENT et M. GOHR (président de la Commission temporaire de l'esclavage), la Commission adopte, sous réserve de divers amendements, le projet de rapport à l'Assemblée soumis par le vicomte CECIL (Empire Britannique).

VI. TWELFTH MEETING OF THE FIFTH COMMITTEE

The twelfth meeting of the Fifth Committee was held yesterday (Friday, September 24th) at 3 p.m.

Protection of Women and Children in the Near East.

The decision of the Fourth Committee to the effect that it was not thought desirable to grant the credits asked for in the reports of the Fifth Committee was announced.

A letter was read from Miss Jeppe in which she stated her readiness to continue the work even if the funds asked for were not granted by the League.

Dame Edith LYTTELTON (British Empire) proposed a resolution accepting the decision of the Fourth Committee in view of the fact that Miss Jeppe would attempt to collect money to carry on her work under the same conditions as before under League patronage.

The above resolution was adopted.

It was further decided to offer a loan of the equipment of a Neutral House to Miss Mills if she wished to carry on her work at Constantinople in a private capacity.

Settlement of Armenian Refugees.

The decision of the Fourth Committee refusing to grant the credits asked for in the Report of the Fifth Committee was communicated.

On the proposal of Mlle. FORCHHAMMER (Denmark), seconded by Dr BREITSCHIED (Germany), Rapporteur, the Committee selected five delegates to discuss the question with members of the Fourth Committee.

Russian and Armenian Refugees Question.

The decision of the Fourth Committee refusing to grant the credits asked for the maintenance of the Berlin Refugee Office was announced.

It was decided that the same delegates who were approaching the Fourth Committee on the above question should be asked to include this matter in their deliberations.

Close of the Session.

The CHAIRMAN hoped that this would be the final meeting. He thanked the delegates for their indulgence towards him and paid a tribute to Dame Rachel Crowdy and the Secretariat.

Dame Edith LYTTELTON, supported by M. PARRA-PÉREZ and M. LABROUSSE, congratulated the Chairman on behalf of the Committee on the manner in which he had carried out his task.

VII. SIXTH MEETING OF THE SIXTH COMMITTEE

The Sixth Committee held its sixth and last meeting yesterday (Friday, September 24th, 1926), at 10 a.m. under the chairmanship of M. DE BROUCKÈRE (Belgium).

Slavery: Draft Report to the Assembly.

The Committee adopted, subject to various amendments, the draft report to the Assembly submitted by Viscount CECIL (British Empire) after an exchange of views in which the following members took part: Viscount CECIL (British Empire), M. OOMS (Liberia), Count BONIN-LONGARE (Italy), M. LOUWERS (Belgium), Prince ARFA (Persia), Sir William Henry Hoare VINCENT (India), M. AUBERT (France), Count VAN LYNDEN VAN SANDENBURG (Netherlands), General FREIRE D'ANDRADE (Portugal), Dedjazmatch GUETATCHEOU (Abyssinia), the CHAIRMAN and M. GOHR, Chairman of the Temporary Slavery Commission.

Divers délégués informent la Commission que leurs gouvernements les ont autorisés à signer la Convention.

Various delegates informed the Committee that they had been authorised by their Governments to sign the Convention.

Travail forcé: Résolution proposée par la délégation norvégienne.

Forced Labour: Resolution proposed by the Norwegian Delegation.

Après une discussion à laquelle prennent part M. Albert THOMAS (Directeur du Bureau international du Travail) et les membres suivants de la Commission: le vicomte CECIL (Empire Britannique), sir Joseph COOK (Australie), le comte VAN LINDEN VAN SANDENBURG (Pays-Bas), le Dr NANSSEN (Norvège), le comte BONIN-LONGARE (Italie), M. LOUWERS (Belgique), M. VON SCHUBERT (Allemagne), le général FREIRE D'ANDRADE (Portugal), M. AUBERT (France) et sir William Henry HOARE VINCENT (Inde), la Commission adopte la résolution suivante:

There was a discussion in which M. Albert THOMAS (Director of the International Labour Office) and the following members of the Committee took part: Viscount CECIL (British Empire), Sir Joseph COOK (Australia), Count VAN LINDEN VAN SANDENBURG (Netherlands), Dr. NANSSEN (Norway), Count BONIN-LONGARE (Italy), M. LOUWERS (Belgium), M. VON SCHUBERT (Germany), General FREIRE D'ANDRADE (Portugal), M. AUBERT (France) and Sir William Henry Hoare VINCENT (India).
The Committee adopted the following resolution:

« L'Assemblée,
« Prenant acte des travaux entrepris par le Bureau international du Travail en accord avec la mission qui lui a été confiée et dans le cadre de sa constitution;
« Considérant que ces études comprennent naturellement les problèmes du travail forcé;
« Prie le Conseil d'informer le Conseil d'administration du Bureau international du Travail du vote de la présente convention et d'attirer son attention sur l'importance que présentent les travaux entrepris par le Bureau en vue d'étudier les modalités les plus appropriées afin d'éviter que le travail forcé ou obligatoire n'amène une situation analogue à l'esclavage. »

“ The Assembly,
“ Taking note of the work undertaken by the International Labour Office in conformity with the mission entrusted to it and within the limits of its constitution;
“ Considering that these studies naturally include the problem of forced labour:
“ Requests the Council to inform the Governing Body of the International Labour Office of the adoption of the present Convention and to draw its attention to the importance of the work undertaken by the Office with a view to studying the best methods of preventing forced labour from developing into conditions analogous to slavery.”

Le délégué des Pays-Bas s'abstient.

The delegate of the Netherlands abstained.

Mandats: Projet de résolution proposé par la Commission de rédaction.

Mandates: Draft Resolution proposed by the Drafting Committee

La Commission adopte le projet de résolution suivant, soumis par la Commission de rédaction qui avait été nommée à sa quatrième séance:

The Committee adopted the following draft resolution, submitted by the Drafting Committee appointed at its fourth meeting:

« L'Assemblée,
« Ayant pris connaissance du rapport au Conseil relatif aux territoires sous mandat et des débats auxquels ce rapport a donné lieu au sein du Conseil;
« Le vice-président de la Commission permanente des mandats entendu;
« Remercie la Commission permanente des mandats du dévouement et du zèle qu'elle apporte à l'accomplissement de sa mission délicate;
« Fait confiance tant aux membres de cette Commission qu'à ceux du Conseil pour assurer, dans un esprit cordial de collaboration avec les Puissances mandataires, l'application des principes de l'article 22 du Pacte. »

“ The Assembly,
“ Having taken cognisance of the Report to the Council relating to the mandated territories and of the discussion on the subject which has taken place in the Council;
“ And having heard the Vice-Chairman of the Permanent Mandates Commission;
“ Thanks the Permanent Mandates Commission for the devotion and the zeal with which it has carried out its delicate task; and
“ Has confidence in the members of this Commission, as well as in the Members of the Council, to ensure the application of the principles of Article 22 of the Covenant in a cordial spirit of co-operation with the mandatory Powers.”

VIII. ERRATUM

VIII. ERRATUM

Journal de l'Assemblée, N° 17, page 230 — QUATORZIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE DE L'ASSEMBLÉE

Assembly Journal No. 17, page 230 — FOURTEENTH PLENARY MEETING OF THE ASSEMBLY.

Le résumé du discours prononcé par M. VILLEGAS (Chili) contenait le passage suivant:

The following passage occurred in the summary of the speech of M. VILLEGAS (Chile):

« La raison en est que les nations de l'Amérique du Sud ont résolu leurs problèmes particuliers par le moyen d'accords régionaux. »

“ The reason for this state of affairs lay in the fact that the South American countries had solved their special problems by means of regional agreements.”

Ce passage doit être rectifié de la manière suivante:

This passage should read as follows:

« Ce critère différent, qui s'explique par les conditions politiques, économiques et géographiques du continent sud-américain, si divergentes de celles de l'Europe, fait apparaître le besoin de procéder à la solution des problèmes particuliers de l'Amérique du Sud par le moyen d'accords régionaux, ainsi que l'ont fait valoir, au sein de la Commission préparatoire, avec une parfaite unité de vues, les représentants de l'Argentine, du Brésil et du Chili. »

“ This different criterion, explained by the political, economic and geographical conditions of the South American Continent, which differed so greatly from those of Europe, had given rise to the need of endeavouring to settle the special South American problems by means of regional agreements, as had been pointed out in the Preparatory Committee with complete unanimity by the representatives of the Argentine, Brazil and Chile.”

IX. LISTE DES DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX
MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LE 24 SEPTEMBRE 1926.

Assemblée: Ordre du jour N° II.

- A. 58. Comité financier: Rapport au Conseil sur les travaux de la vingt-quatrième session du Comité.
- A. 63a. Annexe au rapport sur les travaux de l'Organisation d'hygiène: Projet de résolution.
- A. 77. Erratum. Protection de l'enfance: Rapport de la cinquième Assemblée.
- A. 94. Travaux du Comité économique: Rapport et projet de rapport présentés par la deuxième Commission de l'Assemblée.
- A. 95. Contributions arriérées: Rapport de la quatrième Commission à l'Assemblée.
- A. 97. Facilités pour les journalistes qui suivent les débats de la Société des Nations: Projet de résolution déposé par la délégation du Chili, le 23 septembre 1926.
- A. 98. Ratification des accords et conventions conclus sous les auspices de la Société des Nations: Résolution adoptée par l'Assemblée, le 23 septembre 1926.
- A. 99. Extension à d'autres groupes de réfugiés des mesures prises en faveur des réfugiés russes et arméniens: Rapport de la cinquième Commission à l'Assemblée.
- A. 100. Nomination par le Conseil d'une Commission chargée d'examiner certaines questions relatives à l'élection des Membres non permanents du Conseil: Rapport de la première Commission au sujet du projet de résolution déposé par M. Hambro, délégué de la Norvège.

X. CORRECTION A LA LISTE DES MEMBRES DES
DÉLÉGATIONS

S.E. M. MITILINEU, ministre des Affaires étrangères de Roumanie, ayant quitté Genève, la délégation roumaine se compose comme suit:

- M. Nicolas TITULESCO, premier délégué.
M. P. COMNÈNE, deuxième délégué.
M. D. NEGULESCO, troisième délégué.

IX. LIST OF DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS
OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 24th, 1926.

Assembly Agenda II.

- A. 58. Financial Committee: Report to the Council on the Work of the Twenty-fourth Session of the Committee.
- A. 63a. Annex to the Report on the Work of the Health Organisation: Draft Resolution.
- A. 77. Erratum — Child Welfare: Report of the Fifth Committee to the Assembly.
- A. 94. Work of the Economic Committee: Report and Draft Resolutions presented by the Second Committee to the Assembly.
- A. 95. Contributions in Arrears: Report by the Fourth Committee to the Assembly.
- A. 97. Facilities for Journalists who attend the Meetings of the League at Geneva: Draft Resolution proposed by the Chilean Delegation on September 23rd, 1926.
- A. 98. Ratification of the Agreements and Conventions concluded under the Auspices of the League of Nations: Resolution adopted by the Assembly on September 23rd, 1926.
- A. 99. Question of extending to other Refugees the Measures taken to assist Russian and Armenian Refugees: Report of the Fifth Committee to the Assembly.
- A. 100. Appointment by the Council of a Committee to examine Certain Questions relating to the Election of Non-Permanent Members of the Council: Report of the First Committee on the Draft Resolution proposed by M. Hambro, Delegate of Norway.

X. CORRECTION TO THE LIST OF MEMBERS OF
DELEGATIONS

H.E. M. MITILINEU, Minister for Foreign Affairs of Roumania, having left Geneva, the Roumanian delegation will be composed as follows:

- M. Nicolas TITULESCO, first delegate.
M. P. COMNENE, second delegate.
M. D. NEGULESCO, third delegate.

Service des documents de l'Assemblée

JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE.

Afin de mettre entre les mains des délégués, des journalistes et des visiteurs à l'Assemblée le programme quotidien et le résumé des séances, le *Journal de l'Assemblée* paraîtra tous les matins.

Le prix d'abonnement à la série du Journal publiée durant la septième session ordinaire de l'Assemblée est de Fr. 6.— (pour l'étranger, Fr. 9.—, port compris). Les exemplaires seront portés à domicile, pour autant que cela est possible; tous les autres seront expédiés par la poste.

COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLÉE.

Le *Compte rendu* donne le texte officiel des débats des séances plénières de l'Assemblée, les débats des Commissions étant résumés dans le *Journal de l'Assemblée*. Le compte rendu complet des séances plénières et des Commissions sera publié dans les *Actes de l'Assemblée*, édition définitive paraissant quelques mois après la clôture de l'Assemblée.

Prix de souscription au *Compte rendu*: Fr. 6.— (pour l'étranger: Fr. 9.—, port compris).

RAPPORT A LA SEPTIÈME SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS SUR L'ŒUVRE DU CONSEIL, SUR LE TRAVAIL DU SECRETARIAT ET SUR LES MESURES PRISES POUR EXÉCUTER LES DÉCISIONS DE L'ASSEMBLÉE.

Ce rapport résume l'œuvre du Conseil, les travaux des Conférences et des Commissions de la Société des Nations, ainsi que du Secrétariat depuis la sixième session de l'Assemblée jusqu'au 25 mai 1926. Comme ce rapport est discuté dans tous ses points par l'Assemblée, il est indispensable à ceux qui désirent suivre les séances en détail.

Prix: Fr. 4.—; *Rapport supplémentaire* pour la période 15 mai-31 août 1926: Fr. 2.—.

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE.

Prix: Fr. 0.50.

NOTE. — L'édition définitive des **ACTES DE LA SEPTIÈME ASSEMBLÉE** paraîtra au commencement de 1927. Les commandes sont reçues dès maintenant au Secrétariat de la Société des Nations: Service de vente des publications.

Les publications sont en vente aux adresses suivantes:

Au **SECRETARIAT DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS**: Service de vente des publications (Villa Beauregard, annexe du bâtiment du Secrétariat), pendant les heures de bureau ordinaires;

A la **SALLE DE L'ASSEMBLÉE** (Salle de la Réformation, hall d'entrée), pendant les séances de l'Assemblée;

A la **LIBRAIRIE PAYOT & C^{IE}**, Place du Molard, Genève.

Service of Assembly Documents

JOURNAL OF THE ASSEMBLY.

In order to provide delegates, journalists and visitors to the Assembly with a regular daily programme and résumé of the meetings, the *Journal of the Assembly* is issued each morning. Copies will be delivered to subscribers at their private addresses where possible, or sent by post.

The subscription to the series during the Seventh Ordinary Session of the Assembly is 6 francs (9 francs abroad, including postage).

VERBATIM RECORD OF THE ASSEMBLY.

The *Verbatim Record* gives the official text of the proceedings of the Plenary Meetings of the Assembly. The proceedings of the Committees are summarised in the *Journal of the Assembly*, the complete verbatim record being published in the definitive *Records of the Assembly* some months after the close of the Assembly.

Subscription to the *Verbatim Record*: 6 francs (9 francs abroad, including postage).

REPORT TO THE SEVENTH ORDINARY SESSION OF THE ASSEMBLY OF THE LEAGUE ON THE WORK OF THE COUNCIL, ON THE WORK OF THE SECRETARIAT AND ON THE MEASURES TAKEN TO EXECUTE THE DECISIONS OF THE ASSEMBLY.

This report summarises the work of the Council, of the Conferences and Committees of the League of Nations, and of the Secretariat from the date of the meeting of the Sixth Session of the Assembly until about May 15th, 1926. As the report is discussed at length by the Assembly, it is essential to those wishing to follow the meetings in detail.

Price: 4 francs; *Supplementary Report*, covering the period May 15th-August 31st, 1926: 2 francs.

AGENDA OF THE ASSEMBLY.

Price: 50 centimes.

NOTE. — The definitive **RECORDS OF THE SEVENTH ASSEMBLY** will be issued at the beginning of 1927. Orders for them may be left at the Secretariat Sales Department.

The publications are on sale in Geneva at the following addresses:

SECRETARIAT SALES DEPARTMENT (Villa Beauregard, annex to the Secretariat Building) during the ordinary office hours.

ASSEMBLY HALL (Salle de la Réformation, Public Entrance), during the Assembly meetings.

LIBRAIRIE PAYOT et C^{IE}, Place du Molard, Geneva.

LISTE DES DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

ALLEMAGNE
Theod. Thomas Komm. Gesch., Talstrasse 13, LEIPZIG.

ARGENTINE
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.

AUSTRALIE
Nouvelle-Galles du Sud: Angus & Robertson Ltd., 89-95, Castlereagh Street, SYDNEY.
Victoria: Robertson & Mullens Ltd., 107-113, Elizabeth Street, MELBOURNE.

BELGIQUE
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.

BOLIVIE
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.

BRESIL
Livreria F. Brigulet & Cia, 23, rua Sachet, RIO DE JANEIRO.

BULGARIE
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd « Tsar Osvo-boditel » No. 4a, SOFIA.

CANADA
League of Nations Society in Canada, 279, Wellington Street, OTTAWA.

CHILI
Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO-DE-CHILI.

COLOMBIE
Libreria Colombiana, P. O. Box 199, BOGOTÁ.

COSTA-RICA
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.

CUBA
Rambla Bouza y Cia, LA HAVANE.

DANEMARK
V. Pios Boghandel, Povel Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.

ÉQUATEUR
Victor Janer, GUAYAQUIL.

ESPAGNE
Centro Editorial « Minerva », Tudescos, 39-41, MADRID, E. 12.

ÉTATS-UNIS
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, Mass.

FINLANDE
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.

FRANCE
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).

GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE DU NORD et COLONIES DE LA COURONNE
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDRES, W.C. 2.

GRÈCE
Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Constitution, ATHÈNES.

GUATÉMALA
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantes, 10a, Calle Oriente No. 5, GUATÉMALA.

HAÏTI
Librairie-papeterie, Mme D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.

HAWAÏ
Pan-Pacific Union, HONOLULU.

HONDURAS
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.

HONGRIE
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7 S., BUDAPEST IV, Ker.

INDES NÉERLANDAISES
Algemeene Boekhandel, G. Kolff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.

ITALIE
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco-Minghetti, 26-29, ROME.

JAPON
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.

LETTONIE
Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.

LUXEMBOURG (G. D.)
Librairie J. Heintzé, M. Hagen, successeur, Place Guillaume 8, LUXEMBOURG.

MEXIQUE
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.

NICARAGUA
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.

NORVÈGE
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, OSLO.

NOUVELLE-ZÉLANDE
Walter Nash, Fletcher's Buildings, 4, Willis Street, WELLINGTON.

PANAMA
Libreria I. Preclado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.

PAYS-BAS
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.

PÉROU
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.

POLOGNE
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.

PORTUGAL
J. Rodrigues & Ca, rua Aurea, 186-188, LISBONNE.

ROUMANIE
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.

SALVADOR
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.

SARRE (Bassin de la)
Librairie Parisienne, Maison Marguet, M. Golbert, successeur, 4, Friedrich Wilhelmstrasse, SARRERBRUCK.

SERBES, CROATES ET SLOVÈNES (Royaume des)
Librairie « Vreme », BELGRADE.

SUÈDE
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.

SUISSE
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTRUX, NEUCHÂTEL, BERNE.

TCHÉCOSLOVAQUIE
Librairie F. Topic, 11, Narodni, PRAGUE.

URUGUAY
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.

VENEZUELA
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser :
Service de vente des Publications de la Société des Nations,
GENÈVE (Suisse)
(Catalogue complet envoyé sur demande.)

AUTHORISED AGENTS FOR THE PUBLICATIONS OF THE LEAGUE OF NATIONS

ARGENTINE
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS AIRES.

AUSTRALIA
New South Wales: Angus & Robertson, Ltd., 89-95, Castlereagh Street, SYDNEY.
Victoria: Robertson & Mullens, Ltd., 107-113, Elizabeth Street, MELBOURNE.

BELGIUM
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUSSELS.

BOLIVIA
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.

BRAZIL
Livreria F. Brigulet & Cia, 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.

BULGARIA
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd « Tsar Osvo-boditel » No. 4a, SOFIA.

CANADA
League of Nations Society in Canada, 279, Wellington Street, OTTAWA.

CHILE
Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO DE CHILE.

COLOMBIA
Libreria Colombiana, P. O. Box 199, BOGOTÁ.

COSTA RICA
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.

CUBA
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.

CZECHOSLOVAKIA
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.

DENMARK
V. Pios Boghandel, Povel Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.

DUTCH EAST INDIES
Algemeene Boekhandel G. Kolff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.

ECUADOR
Victor Janer, GUAYAQUIL.

FINLAND
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.

FRANCE
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).

GERMANY
Theod. Thomas Komm. Gesch., Talstrasse 13, LEIPZIG.

GREAT BRITAIN, NORTHERN IRELAND and CROWN COLONIES
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.

GREECE
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitution, ATHENS.

GUATEMALA
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantes, 10a, Calle Oriente, No. 5, GUATEMALA.

HAITI
Librairie-Papeterie Mme D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.

HAWAII
Pan-Pacific Union, HONOLULU.

HONDURAS
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.

HUNGARY
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Bros.), Kossuth Lajos-Utca 7 SZ., BUDAPEST IV, Ker.

ITALY
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco-Minghetti, 26-29, ROME.

JAPAN
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.

LATVIA
Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.

LUXEMBURG (G.-D.)
Librairie J. Heintzé, M. Hagen, successeur, Place Guillaume 8, LUXEMBURG.

MEXICO
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.

NETHERLANDS
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE HAGUE.

NEW ZEALAND
Walter Nash, Fletcher's Buildings, 4, Willis Street, WELLINGTON.

NICARAGUA
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA RICA.

NORWAY
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, OSLO.

PANAMA
Libreria I. Preclado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.

PERU
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.

POLAND
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.

PORTUGAL
J. Rodrigues & Ca., Rua Aurea 186-188, LISBON.

ROUMANIA
« Cartea Românească » 3-5, Boul. Academiei, BUCHAREST.

SAAR BASIN
Librairie Parisienne, Maison Marguet, M. Golbert, successeur, 4, Friedrich Wilhelmstrasse, SARRERBRUCK.

SALVADOR
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.

SERBS, CROATS AND SLOVENES (Kingdom of the)
Librairie « Vreme », BELGRADE.

SPAIN
Centro Editorial « Minerva », Tudescos, 39-41, MADRID, E. 12.

SWEDEN
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.

SWITZERLAND
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTRUX, NEUCHÂTEL, BERNE.

UNITED STATES
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, Mass.

URUGUAY
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.

VENEZUELA
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries, apply:
Publication Sales Department of the League of Nations,
GENEVA (Switzerland).
(Complete catalogue sent on application.)

JOURNAL

DE LA
SEPTIÈME SESSION
ORDINAIRE
DE L'
ASSEMBLÉE
DE LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS
GENÈVE 1926

OF THE
SEVENTH ORDINARY
SESSION
OF THE
ASSEMBLY
OF THE
LEAGUE OF NATIONS
GENEVA 1926

N° 19. — DIMANCHE 26 SEPTEMBRE 1926.

No. 19. — SUNDAY, SEPTEMBER 26TH, 1926.

Note: Le Journal est publié pour la commodité de MM. les délégués et du public. On n'y trouvera pas un compte rendu complet et définitif des séances de l'Assemblée et des Commissions; il ne doit donc pas être employé comme source officielle de documentation.

Note: The Journal is issued for the convenience of the delegates and the public. It is not intended to serve as a complete and permanent record of the discussions which take place in the Assembly and its Committees, and it should not therefore be used for purposes of official record or reference.

SOMMAIRE :

	Pages
I. Douzième séance de la quatrième Commission	253
II. Seizième séance plénière de l'Assemblée	254
III. Dix-septième et dernière séance plénière de l'Assemblée.	263
IV. Liste des documents distribués aux membres de l'Assemblée	270

CONTENTS :

	Page
I. Twelfth Meeting of the Fourth Committee.	253
II. Sixteenth Plenary Meeting of the Assembly	254
III. Seventeenth and last Plenary Meeting of the Assembly	263
IV. List of Documents distributed to the Members of the Assembly	270

I. DOUZIÈME SÉANCE DE LA QUATRIÈME COMMISSION

La quatrième Commission a tenu sa douzième séance hier samedi 25 septembre, à 9 heures 30, sous la présidence de M. Nicolas TITULESCO (Roumanie).

Examen du rapport de la délégation de la quatrième Commission au Comité mixte des quatrième et cinquième Commissions : Demande de crédits supplémentaires afférents à l'établissement des réfugiés arméniens (25.000 francs).

Sur la recommandation de la délégation, la résolution suivante est adoptée par 9 voix contre 7 :

« Il est accordé, sous réserve des conditions précédemment fixées, une somme de 15.000 francs pour pourvoir à l'impression et à la distribution des prospectus concernant l'opération financière projetée, et pour permettre au Dr Nansen — ou à son représentant — de développer ses propositions devant des souscripteurs éventuels d'Europe ou d'Amérique. »

Demande de crédits supplémentaires afférents à la délégation de Berlin pour les réfugiés russes (18.750 francs).

Sur la recommandation de la délégation, le crédit supplémentaire est adopté à la majorité, les représentants de la Tchécoslovaquie et de l'Uruguay se prononçant contre cette demande.

I. TWELFTH MEETING OF THE FOURTH COMMITTEE

The Fourth Committee held its twelfth meeting on Saturday (September 25th) at 9.30 a.m. under the chairmanship of M. Nicolas TITULESCO (Roumania).

Consideration of the Report of the Delegation of the Fourth Committee to the Mixed Committee of the Fourth and Fifth Committees : Request for Supplementary Credits for the Armenian Settlement Scheme (25,000 francs).

On the recommendation of the delegation, the following resolution was adopted by 9 votes to 7 :

“ That a sum of 15,000 francs be allowed, subject to the conditions already set forth, in order to provide for the printing and distribution of literature regarding the proposed financial operation, and to permit Dr. Nansen — or his representative — to lay his proposals before possible contributors in Europe or America. ”

Request for Supplementary Credits for the Delegation for Russian Refugees in Berlin (18,750 francs).

On the recommendation of the delegation, the supplementary credit was adopted by a majority, the representatives of Czechoslovakia and Uruguay voting against it.

II. SEIZIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue à la Salle de la Réformation, le samedi 25 septembre, à 10 heures.

Communication du Président: Motion d'ordre.

Le PRÉSIDENT appelle l'attention de l'Assemblée sur l'interprétation qu'il convient de donner à certaines dispositions du règlement intérieur, selon lesquelles les délégations peuvent solliciter du président l'autorisation de faire une communication ne se rattachant pas aux questions inscrites à l'ordre du jour de la séance.

L'article 13 du règlement intérieur contient la disposition suivante:

« Au début de chaque séance, le Président soumet à l'Assemblée toutes les communications adressées à l'Assemblée ou à la Société des Nations dont l'importance lui paraît justifiée. »

D'autre part, le paragraphe premier de l'article 15 du même règlement intérieur dispose:

« Aucun représentant ne peut prendre la parole à l'Assemblée sans avoir, au préalable, obtenu l'autorisation du président. »

S'il est du devoir du Président de se montrer libéral en accordant à une délégation qui en exprime la demande l'autorisation d'adresser une communication à l'Assemblée, il y a une obligation, pour chaque délégation, de mettre le Président en mesure de donner son autorisation en connaissance de cause, en l'informant par avance de l'objet et de la nature de cette communication. Cette observation, qu'il a tenu à faire, lui paraît inspirée des intentions qui furent celles des auteurs du règlement intérieur, et il est certain qu'il suffira de rappeler ces règles pour que toutes les délégations se sentent tenues de s'y conformer.

Arbitrage, sécurité et réduction des armements.

M. Villegas (Chili), président de la troisième Commission, et M. Markovitch (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes), rapporteur, prennent place à la tribune.

M. MARKOVITCH rappelle que l'on avait constaté l'année dernière que le Protocole pour le règlement pacifique des différends internationaux, élaboré en 1924, ne pouvait être accepté par les gouvernements des différents pays, bien que l'on admît la validité des principes généraux établis par ce Protocole. Par contre, l'Assemblée avait l'espoir que les pourparlers engagés entre les Puissances occidentales en vue de la conclusion d'un pacte de garantie donneraient un résultat favorable. Ces négociations ont abouti aux Traités de Locarno, dont la mise en vigueur a été rendue possible par l'admission de l'Allemagne dans la Société. La troisième Commission tient à souligner l'importance capitale des dispositions générales de ces traités. On y trouve, en effet, quelques principes qui, s'ils étaient adoptés comme règle générale pour la politique étrangère de chaque pays, contribueraient largement au maintien de la paix et au rétablissement définitif de la confiance entre les peuples. Aux termes de ces traités, les Etats signataires se garantissent mutuellement le maintien du *statu quo* territorial et l'inviolabilité de leurs frontières. Ils s'engagent à ne pas recourir à la guerre ou à ne se livrer à aucune attaque, et à régler par voie pacifique toutes les questions qui viendraient à les diviser et qui n'auraient pu être résolues par les procédés diplomatiques ordinaires. En signant des conventions d'arbitrage, ces Etats ont montré la voie que toutes les nations, intéressées au même titre au maintien de la paix, doivent suivre dans leur politique pratique.

La troisième Commission n'a pas voulu entrer dans l'examen de détail des clauses des Traités de Locarno; elle s'est bornée

II. SIXTEENTH PLENARY MEETING

held at the Salle de la Réformation on Saturday, September 25th, 1926, at 10 a.m.

Communication by the President: Point of Order.

The PRESIDENT said that he desired to call the attention of the Assembly to an interpretation which appeared to be necessary of certain provisions of the Rules of Procedure according to which delegations might ask the President for permission to make a communication to the Assembly relating to questions which were not on the agenda.

Rule 13 contained the following provision:

“ At the beginning of each meeting the President shall present to the Assembly all communications addressed to the Assembly or to the League the importance of which appears to him to warrant such action. ”

Rule 15, paragraph 1, of the Rules of Procedure read as follows:

“ No representative may address the Assembly without having previously obtained the permission of the President. ”

While it was the duty of the President to show himself liberal in granting to any delegation which so requested permission to address a communication to the Assembly, it was the duty of each delegation to enable the President to give his permission with a full knowledge of the facts. The President should therefore be informed in advance of the subject and nature of the communication. This observation, which he felt bound to make, seemed to him to be in accordance with the intentions of those who had drafted the Rules of Procedure, and he trusted it would be sufficient to remind the Assembly of these Rules in order that all delegations might in future conform to them.

Arbitration, Security and Reduction of Armaments.

M. Villegas (Chile), Chairman of the Third Committee, and M. Markovitch (Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes), Rapporteur, came to the platform.

M. MARKOVITCH said it had been realised last year that the Protocol for the Pacific Settlement of International Disputes drafted in 1924, though the validity of its general principles was admitted, could not be accepted by the Governments of various countries. The hope, however, was entertained that negotiations then proceeding between the Western Powers with the view to the conclusion of a treaty of guarantee would be successful. These negotiations had resulted in the Treaties of Locarno, and the entry of Germany into the League had made it possible for these treaties to be carried out. The Third Committee desired to emphasise the essential importance of the general provisions of these treaties. They contained certain principles which, if adopted as general rules for the conduct of foreign policy, would largely contribute to the maintenance of peace and the re-establishment of permanent confidence between the nations. Under these treaties the signatory Powers mutually guaranteed the maintenance of the territorial *status quo* and the inviolability of their frontiers. They undertook not to resort to war or any act of aggression, and to settle by peaceful means all questions which divided them and which could not be settled by the ordinary diplomatic procedure. By thus signing arbitration agreements they had taken a step which all the nations interested in the maintenance of peace should adopt as a practical policy.

The Third Committee had not examined any special clauses of the Treaties of Locarno in detail but had confined itself

à un examen purement politique et la résolution qu'elle propose à l'Assemblée est essentiellement une résolution politique. La rapporteur présente le projet de résolution suivant:

« L'Assemblée,

« Ayant examiné les rapports du Conseil sur l'arbitrage, la sécurité et le règlement pacifique des différends internationaux,

« Constate que le vœu de la sixième session ordinaire de l'Assemblée proclamant que le besoin le plus pressant était d'établir la confiance mutuelle entre les nations a été suivi d'effet. Elle en voit une preuve évidente dans le nombre toujours croissant de conventions d'arbitrage et de traités de sécurité conçus dans l'esprit du Pacte de la Société des Nations et en harmonie avec les principes du Protocole de Genève (arbitrage, sécurité, désarmement). Elle souligne, en particulier, l'importance des Traités de Locarno dont l'entrée en vigueur a été rendue possible par l'admission de l'Allemagne dans la Société des Nations et dont le but principal est d'assurer la paix dans une des régions les plus sensibles de l'Europe;

« Voit dans ces derniers traités un progrès appréciable dans l'établissement de la confiance mutuelle entre les nations;

« Estime que les accords de ce genre ne doivent pas nécessairement être limités à une région restreinte, mais peuvent s'appliquer à diverses régions du monde;

« Affirme sa conviction que les idées générales qui se dégagent des clauses des Traités de Locarno, en tant qu'ils organisent la procédure de conciliation et d'arbitrage et la sécurité par la garantie mutuelle des Etats contre toute agression non provoquée, sont susceptibles d'être admises parmi les règles fondamentales devant régir la politique étrangère de chaque nation civilisée;

« Exprime l'espoir que ces principes seront reconnus par tous les Etats et qu'ils seront mis en pratique le plus tôt possible par tous les Etats ayant intérêt à contracter de tels traités;

« Invite le Conseil à recommander aux Etats membres de la Société des Nations la mise en pratique des principes ci-dessus énoncés, et à offrir éventuellement ses bons offices pour la conclusion d'accords appropriés de nature à établir la confiance et la sécurité, conditions indispensables pour maintenir la paix internationale, et, par là, faciliter la réduction et la limitation des armements de tous les Etats. »

Le baron VON WURTEMBERG (Suède) expose que la délégation suédoise attache une importance particulière à deux considérations figurant dans le rapport de la troisième Commission.

Le rapport fait ressortir que certains Etats sont à même d'aller plus loin vers un régime plus strictement judiciaire que celui des Traités de Locarno. La Suède se trouve parmi ces Etats. Ce pays a conclu des conventions comportant un règlement judiciaire de tous les différends, sans aucune exception, non seulement en ce qui concerne les différends où les parties se contestent un droit, mais encore les différends politiques. La Suède a ainsi récemment conclu de semblables traités avec le Danemark et la Finlande, et s'est déclarée prête à conclure un traité identique avec la Norvège. Il convient donc de faire observer que les stipulations des Traités de Locarno ne doivent pas décourager les Etats de conclure des traités allant plus loin dans la voie du règlement judiciaire.

Le rapport indique, en outre, qu'il y a des Etats qui n'estiment pas avoir besoin de se rallier strictement au système de garantie mutuelle consacré par les Traités de Locarno. La Suède, qui s'est rangée jusqu'ici aux côtés de ces Etats, maintiendra à l'avenir la même attitude.

Les considérations que le délégué suédois vient de développer se trouvent exprimées dans la résolution, où il est expressément reconnu qu'il y a des Etats dont les intérêts n'exigent pas la conclusion de traités tout à fait conformes à ceux de Locarno.

M. CASSIN (France) apporte la pleine adhésion de la délégation française à la résolution soumise à l'Assemblée par la troisième Commission, non seulement parce que la France est un des pays signataires des Accords de Locarno, mais pour des raisons générales de principe.

to a purely political examination, and the conclusions submitted to the Assembly were essentially political.

He begged to submit the following draft resolution:

“ The Assembly,

“ Having examined the reports of the Council on Arbitration, Security and the Pacific Settlement of International Disputes:

“ Records the fact that the resolution of the Sixth Ordinary Session of the Assembly to the effect that the most urgent need of the present time is the re-establishment of mutual confidence between nations has had definite results. It sees clear proof of this in the ever-increasing number of arbitration conventions and treaties of security conceived in the spirit of the Covenant of the League of Nations and in harmony with the principles of the Geneva Protocol (Arbitration, Security and Disarmament). It emphasises in particular the importance of the Treaties of Locarno, the coming into force of which has been rendered possible by the admission of Germany into the League of Nations and the principal object of which is to ensure peace in one of the most sensitive regions of Europe;

“ Sees in the last-mentioned treaties a definite step forward in the establishment of mutual confidence between nations;

“ Considers that agreements of this kind need not necessarily be restricted to a limited area but may be applied to different parts of the world;

“ Asserts its conviction that the general ideas embodied in the clauses of the Treaties of Locarno, whereby provision is made for conciliation and arbitration and for security by the mutual guaranteeing of States against any unprovoked aggression, may well be accepted amongst the fundamental rules which should govern the foreign policy of every civilised nation;

“ Expresses the hope that these principles will be recognised by all States and will be put into practice as soon as possible by all States in whose interest it is to contract such treaties;

“ And requests the Council to recommend the States Members of the League of Nations to put into practice the above-mentioned principles and to offer, if necessary, its good offices for the conclusion of suitable agreements likely to establish confidence and security — the indispensable conditions of the maintenance of international peace — and, as a result, to facilitate the reduction and limitation of the armaments of all States. ”

Baron VON WURTEMBERG (Sweden) said that his delegation attached special importance to two considerations contained in the report of the Third Committee.

The report emphasised that certain States were in a position to go further towards a more strictly judicial regime than that embodied in the Treaties of Locarno. Sweden was included among these States. His country had concluded conventions which provided for a judicial settlement of all disputes without any exception, not only disputes in which the parties were at issue on a matter of law but also political disputes. Sweden had recently concluded such treaties with Denmark and Finland and had declared herself ready to conclude a similar treaty with Norway. He would emphasise that the provisions of the Treaties of Locarno should not discourage States from concluding treaties which went still further in the direction of judicial settlement.

The report further indicated that there were States which did not think it necessary to associate themselves strictly with the system of mutual guarantee embodied in the Treaties of Locarno. Sweden, who was among these States, would in future maintain the attitude she had assumed in the past.

The considerations to which he had drawn attention were alluded to in the resolution, in which it was explicitly recognised that there were certain States whose interests did not require the conclusion of treaties wholly similar to those of Locarno.

M. CASSIN (France) said that the French delegation entirely adhered to the resolution submitted to the Assembly by the Third Committee, not only because France was one of the signatories of the Treaties of Locarno but for general reasons of principle.

La résolution affirme encore la continuité de la méthode choisie en 1924 et, comme en 1925, l'Assemblée affirme sa fidélité à la triple formule indivisible: arbitrage, sécurité et réduction des armements.

La rapport et la résolution sont adoptés.

Examen du chapitre du rapport sur l'œuvre du Conseil relatif aux travaux du Comité d'experts pour la codification progressive du droit international.

M. Motta (Suisse), président et rapporteur de la première Commission, monte à la tribune.

M. MOTTA déclare que la première Commission a fait un examen particulier du chapitre du rapport du Conseil sur l'activité du Comité d'experts pour la codification progressive du droit international. La Commission n'a pas jugé bon d'instituer en ce moment un débat général sur la question. La codification du droit international est une des œuvres maîtresses de la Société des Nations, elle touche de près le règlement pacifique des conflits internationaux et le désarmement. Cette matière a été confiée à l'étude d'un Comité de juristes et un débat sur ce point devant l'Assemblée ne serait actuellement ni sage ni utile.

La Commission s'est bornée à un échange de vues. Elle a décidé que le procès-verbal de ses discussions devrait être transmis au Comité de juristes.

L'Assemblée prend acte de la déclaration faite par le président de la première Commission.

Nomination par le Conseil d'une Commission chargée d'examiner certaines questions relatives à l'élection des Membres non permanents du Conseil: Rapport de la première Commission.

M. Zahle (Danemark), rapporteur, monte à la tribune.

M. ZAHLE déclare que, dans un memorandum daté du 12 mai 1926, le vicomte Cecil (Empire Britannique) a attiré l'attention de la Commission d'études sur le système du vote unique transférable en ce qui concerne l'élection des Membres non permanents du Conseil. Cette Commission n'a pourtant pas étudié la question estimant qu'elle sortait quelque peu du cadre de ses travaux.

La délégation norvégienne, se basant sur les avantages que pourraient présenter un tel système, a proposé à l'Assemblée une résolution ainsi conçue:

« L'Assemblée invite le Conseil à nommer une Commission chargée:

1^o D'examiner le système du vote unique transférable et le principe de la représentation proportionnelle en général, en ce qui concerne le problème de l'élection des Membres non permanents du Conseil, et

2^o De présenter, en temps voulu pour que l'Assemblée, à sa prochaine session ordinaire, puisse en être saisie, un rapport sur la méthode d'élection des Membres non permanents du Conseil. »

La première Commission a examiné cette résolution. Il résulte de ses discussions que le délégué norvégien a soumis une version amendée ainsi conçue:

« L'Assemblée prie le Conseil de faire étudier par le Secrétariat le système du vote unique transférable ainsi que le principe de la représentation proportionnelle en général, en égard au problème de l'élection des Membres non permanents du Conseil dans l'intention de soumettre cette question à la prochaine session ordinaire de l'Assemblée. »

La première Commission n'a pas discuté la question de fond et le président de la Commission a constaté que la résolution amendée laissait le problème intact et n'entraînait pas de dépenses nouvelles pour la Société.

The resolution affirmed once more the continuity of the method adopted in 1924, and, as in 1925, the Assembly again proclaimed its allegiance to the inseparable triple formula: arbitration, security and reduction of armaments.

The report and resolution were adopted.

Examination of the Section of the Report on the Work of the Council regarding the Work of the Committee of Experts on the Progressive Codification of International Law.

M. Motta (Switzerland), Chairman and Rapporteur of the First Committee, came to the platform.

M. MOTTA said that the First Committee had made a special examination of the section of the Report on the Work of the Council regarding the work of the Committee of Experts on the Progressive Codification of International Law. It did not think that it was advisable at that moment to have a general discussion of the subject. The codification of international law was one of the leading tasks of the League of Nations and was closely connected with the peaceful settlement of international disputes and disarmament. The subject had, however, been entrusted for examination to a committee of jurists, and at the moment a discussion in the Assembly would neither be prudent or useful.

The First Committee had confined itself to an exchange of views and had decided that the minutes of its discussions should be forwarded to the Committee of Jurists.

The Assembly noted the declaration made by the Chairman of the First Committee.

Appointment by the Council of a Committee entrusted with the Examination of Certain Questions regarding the Election of the Non-Permanent Members of the Council: Report of the First Committee.

M. Zahle (Denmark), Rapporteur, came to the platform.

M. ZAHLE said that, in a memorandum dated May 12th, 1926, Viscount Cecil (British Empire) had drawn the attention of the Committee instructed to examine the question of the election of the non-permanent Members to the system of the single transferable vote. That Committee had not, however, examined this question, considering that it hardly came within the scope of its work.

The Norwegian delegation, convinced of the advantages of such a system, had submitted to the Assembly the following resolution:

« The Assembly requests the Council to appoint a Committee:

(1) To study the question of the single transferable vote and the principle of proportional representation in general, as regards the problem of the election of the non-permanent Members of the Council.

(2) To report on the method of election of the non-permanent Members in sufficient time to lay the question before the Assembly at its next ordinary session. »

The First Committee had examined this resolution, and, as a result of its discussions, the Norwegian delegate had submitted an amended version in the following terms:

« The Assembly requests the Council to instruct the Secretariat to study the system of the single transferable vote and of the principle of proportional representation in general, in connection with the problem of the election of the non-permanent Members of the Council, in order that this question may be laid before the next ordinary session of the Assembly. »

The First Committee had not discussed the substance of the question, and the Chairman of the Committee had noted that the amended resolution left the problem intact and did not involve any further expenditure by the League.

Les Etats membres de la Société auront la faculté d'envoyer au Secrétariat des aide-mémoires au sujet de la question.

Le rapport et la résolution sont adoptés.

Travaux de l'Organisation des communications et du transit et proposition de la délégation du Chili concernant les facilités à accorder aux journalistes qui suivent les débats de la Société des Nations: Rapport de la deuxième Commission.

M. Desmond Fitzgerald (Etat libre d'Irlande), président de la deuxième Commission, et M. Jaramillo (Colombie), rapporteur, prennent place à la tribune.

M. JARAMILLO donne lecture de son rapport et soumet les projets de résolution suivants:

« 1^o L'Assemblée,

« Prend acte des progrès accomplis par l'Organisation des communications et du transit depuis la sixième session ordinaire de l'Assemblée et, notamment, du succès obtenu par la Conférence européenne sur le jaugeage des bateaux de navigation intérieure et la Conférence sur le régime des passeports;

« Compte que la troisième Conférence générale des communications et du transit, qui doit se tenir en 1927 et examiner particulièrement l'ensemble des questions d'organisation et de documentation, ne manquera pas de se préoccuper à ce sujet d'améliorer dans toute la mesure du possible la liaison technique entre l'œuvre de l'Organisation des communications et du transit et les administrations et milieux spécialisés des pays non européens;

« Prend acte, enfin, de la conclusion des travaux du Comité spécial d'étude de la réforme du calendrier et s'associe aux constatations et suggestions faites par la Commission consultative et technique. »

« 2^o L'Assemblée de la Société des Nations, désireuse de voir donner toute l'aide possible aux journalistes qui suivent les débats de la Société à Genève,

« Prend acte des déclarations libérales faites lors de la Conférence des passeports quant aux facilités à accorder pour la traversée des frontières aux porteurs de cartes d'identité de l'Association internationale des journalistes accrédités auprès de la Société des Nations. »

Le rapport et les résolutions sont adoptés.

Interprétation du préambule et des articles 3 et 4 du Pacte: Rapport de la première Commission.

M. Motta (Suisse), président de la première Commission, et M. Barthélemy (France), rapporteur, prennent place à la tribune.

M. BARTHÉLEMY rappelle que le vicomte Cecil avait déposé une proposition invitant le Conseil à nommer une Commission spéciale, chargée de présenter un rapport sur la définition de la sphère d'activité de la Société. Le délégué britannique a retiré la première partie de sa proposition, qui tendait à demander au Conseil de nommer une Commission spéciale et a proposé simplement de faire nommer, par la première Commission, une sous-commission qui serait chargée de présenter ce rapport délimitant la sphère d'activité de la Société.

La première Commission a décliné cette mission; elle se borne à recommander le respect du Pacte dans sa lettre et surtout dans son esprit, estimant que le Pacte se suffit à lui-même, et elle propose l'adoption de la résolution suivante:

« L'Assemblée, après avoir pris connaissance avec le plus haut intérêt de la proposition du vicomte Cecil et du memorandum de la délégation britannique annexés à la présente résolution,

« Partage les préoccupations qui ont inspiré ces deux documents;

« Reconnaît que la Société des Nations doit éviter de disperser son activité sur des objets qui la détourneraient de sa haute mission de préparer la paix du monde et de faciliter la coopération des peuples en vue du progrès pacifique de l'humanité; »

It was understood that the Members of the League would be able to send to the Secretariat memoranda dealing with the question.

The report and resolution were adopted.

Work of the Organisation for Communications and Transit and the Proposal of the Delegation of Chile concerning facilities to be accorded to Journalists who attend the Meetings of the League of Nations: Report of the Second Committee.

Mr. Desmond Fitzgerald (Irish Free State), Chairman of the Second Committee, and Dr. Jaramillo (Colombia), Rapporteur, came to the platform.

M. JARAMILLO read his report and submitted the following draft resolutions:

1. "The Assembly:

"Notes the progress accomplished by the Organisation for Communications and Transit since the Sixth Ordinary Session of the Assembly, and especially the success obtained by the European Conference on the Measurement of Vessels employed in Inland Navigation and the Conference on the Passports Regime;

"Trusts that the Third General Conference on Communications and Transit, which will be held in 1927 and which will examine in particular the general questions of organisation and documentation, will consider the question of improving, as far as possible, technical liaison between the work of the Organisation for Communications and Transit and the specialised administration and experts of non-European countries; and

"Notes, finally, the conclusion of the work of the Special Committee of Enquiry into the Reform of the Calendar and associates itself with the findings and suggestions made by the Advisory and Technical Committee."

2. "The Assembly of the League of Nations, desiring that all possible assistance should be given to journalists attending the meetings of the League at Geneva:

"Takes note of the liberal statements made at the time of the Passports Conference with regard to the facilities for crossing frontiers to be granted to bearers of identity cards issued by the International Association of Journalists accredited to the League of Nations."

The report and resolutions were adopted.

Interpretation of the Preamble and of Articles 3 and 4 of the Covenant: Report of the First Committee.

M. Motta (Switzerland), Chairman of the First Committee, and M. Barthélemy (France), Rapporteur, came to the platform.

M. BARTHÉLEMY said that Viscount Cecil had submitted a proposal inviting the Council to appoint a special committee to present a report on the definition of the sphere of action of the League. The British delegate had withdrawn the first part of his proposal to the effect that the Council should be asked to appoint a special committee, and had proposed that a sub-committee should be appointed by the First Committee to submit a report on the subject.

The First Committee had declined to undertake this task. It confined itself to recommending that the Covenant should be respected in the letter and in the spirit, considering that the Covenant sufficed in itself. He accordingly proposed the following resolution:

"The Assembly, having considered with the deepest interest Viscount Cecil's proposal and the memorandum of the British delegation annexed to the present resolution:

"Shares the feelings which inspired these two documents;

"Recognises that the League of Nations should avoid dissipating its activity upon subjects which might divert it from its lofty mission of promoting the peace of the world and facilitating co-operation between nations for the peaceful progress of mankind;

« Emet le vœu que tout organe de la Société saisi d'une proposition ne la prenne en considération qu'après s'être assuré qu'elle est conforme aux buts de la Société tels qu'ils résultent du Pacte et qu'elle présente un intérêt réel en vue d'atteindre ces buts;

« Décide que, en cas de doute, et si la demande en est faite dans un organe de la Société, la question sera portée, dans l'intervalle des sessions de l'Assemblée, au Conseil et, pendant la durée de ces sessions, à la Commission que l'Assemblée charge spécialement des questions juridiques et constitutionnelles;

« La présente résolution sera portée par les soins du Secrétaire général à la connaissance des divers organes de la Société. »

Il est à remarquer que la proposition du vicomte Cecil et le memorandum déposé par la délégation britannique à l'appui de cette proposition sont annexés à la résolution. Cela ne veut pas dire que la Commission partage absolument les conclusions du memorandum de la délégation britannique, mais seulement que, tant par la haute personnalité de leurs auteurs que par l'intérêt des questions soulevées, la proposition et le memorandum méritent la plus grande considération.

Il faut encore remarquer que si l'Assemblée, à cette occasion, est heureuse d'affirmer sa souveraineté, elle emploie, au paragraphe 4, la modeste formule: « émet le vœu ». C'est que la Commission n'a pas voulu trancher la question très délicate des relations entre le Conseil et l'Assemblée.

Ce vœu s'adresse aux organes de la Société. A ce sujet, le rapporteur est chargé de déclarer que le Bureau international du Travail n'est pas un organe de la Société; le seul droit incontestable de l'Assemblée est de voter les ressources nécessaires au Bureau international du Travail.

En quatrième lieu, il est bien entendu que, lorsqu'une matière nouvelle se présente aux délibérations de l'Assemblée, il n'est pas nécessaire qu'il y ait un débat particulier, clos par un vote, sur la question préalable de constitutionnalité ou d'opportunité. Comme l'a expliqué le représentant de l'Italie, il ne faut pas pousser les organes de la Société à des débats qui seraient superflus. L'Assemblée se contente d'appeler, d'une manière particulièrement accentuée, l'attention de ses organes sur la nécessité de ne pas accepter aveuglément toute matière quelconque pour la faire entrer dans la sphère d'activité de la Société.

Peut-être, en déposant sa proposition, le vicomte Cecil pensait-il à des faits du passé; il peut, au premier abord, paraître un peu étrange que ce soit au bout de six ans que la Société se préoccupe de définir sa compétence. Mais le délégué britannique n'a pas donné sur ce point de plus amples éclaircissements.

Définir, c'est limiter, c'est-à-dire restreindre. Or, la Commission a reculé devant la difficulté d'une définition, contrairement à l'opinion du représentant du Canada, selon lequel toute définition n'est pas périlleuse. Sans doute, la délégation française estime, elle aussi, qu'il faut des règles de conduite, dans la vie privée comme dans la vie publique, mais elle estime aussi que toute définition n'est pas bonne en un moment quelconque.

Le représentant de la France constate en passant que la délégation britannique pensait à une définition universelle et abstraite, alors que, en général, c'est à son propre pays que l'on reproche d'aimer ces définitions universelles, d'avoir ce goût de l'abstraction, cette superstition du texte écrit, tandis que jusqu'ici on considérait qu'une des nombreuses supériorités de l'esprit britannique était son caractère pratique, ce soin de ne pas trop écrire, de se confier à la coutume, ce souci de trancher des difficultés au moment où elles se posent.

La proposition du vicomte Cecil se borne à suggérer la nomination d'une Commission; mais il y a en outre le memorandum britannique; celui-ci: 1° affirme une certaine méthode d'interprétation du Pacte; 2° il fournit les éléments de la définition de la sphère d'activité de la Société; 3° il fournit une certaine procédure qui devrait être nécessairement celle dans laquelle se manifeste l'activité de la Société.

Quelle méthode convient-il d'appliquer lorsque l'on se trouve en présence d'un texte comme le Pacte? M. Paul-Boncour disait, l'autre jour, que plus on étudie le Pacte, plus il faut être reconnaissant à ceux qui, au lendemain immédiat de la guerre, ont conçu cet instrument précis et précieux

« Recommends that each body forming part of the League, before taking into consideration any proposal submitted to it, should satisfy itself that the proposal is in accordance with the objects of the League as indicated by the Covenant and possesses real importance from the point of view of the attainment of those objects;

« Decides that in case of doubt, and if so requested by a member of the body, the question shall be submitted to the Council in the interval between the sessions of the Assembly, and, during those sessions, to the Committee appointed by the Assembly for legal and constitutional questions.

« The present resolution shall be brought by the Secretary-General to the knowledge of the various bodies forming part of the League. »

First, it would be observed that the proposals of Viscount Cecil and the memorandum submitted by the British delegation in support of them were annexed to the resolution. This does not mean that the Committee agreed with the conclusions contained in the memorandum of the British delegation but only that, in deference to the great distinction of its authors, and in view of the importance of the questions raised, the proposals in the memorandum deserved the most careful consideration.

Secondly, it would be noted that, though the Assembly on this occasion was happy to affirm its sovereignty, it used in paragraph 4 the modest formula of a recommendation. This was because the Committee had not desired to deal with the very delicate relations between the Council and the Assembly.

Thirdly, the recommendation was addressed to the bodies of the League. In this connection he was instructed to point out that the International Labour Office was not a body of the League. The only indisputable right of the Assembly in regard to the Labour Office was to vote the necessary financial resources.

Fourthly, it was understood that when a new subject came up for discussion by the Assembly, it was not necessary that there should be a special debate closed by a vote on the previous question whether it was advisable or constitutional to deal with it. As had been explained by the representative of Italy, it was necessary not to force the bodies of the League into discussions which were superfluous. The Assembly should be satisfied with drawing the attention of its bodies in a specially emphatic way to the necessity of not blindly accepting any subject whatever as coming within the sphere of action of the League.

Perhaps Lord Cecil, in submitting his proposal, was thinking of past events. It might at first sight seem a little strange that at the end of six years the League should be dealing with the question of its competence. The British delegate, however, had not on this point given any further explanations.

To define a sphere of action was to limit or restrict it. The Committee had recoiled from the difficulty of giving a definition, though the representative of Canada had contended that definition was not always dangerous. Doubtless the French delegation itself thought that guiding rules were necessary in private as in public life, but it also considered that definition was not always a good thing at a particular moment.

He would note in passing that the British delegation contemplated a universal and abstract definition, whereas usually it was his own country which was reproached with a predilection for universal definitions and a liking for abstractions. Hitherto it had been regarded as one of the many superiorities of the British mind that it had a practical bend; that it always took care not to set down too much on paper but trusted to custom and preferred to settle difficulties as they arose.

The proposal of Viscount Cecil was limited to suggesting that a committee should be appointed. There was, however, the British memorandum. This memorandum: (1) laid down a certain method of interpretation of the Covenant; (2) provided the basis for a definition of the sphere of action of the League; (3) proposed a certain procedure to which the activities of the League would be required to conform.

What was the best method to apply in dealing with a text like the Covenant? M. Paul-Boncour had said the other day that the more the Covenant was studied the more gratitude seemed to be due to those who immediately after the war had conceived this precise and valuable instrument for the organ-

d'organisation et de maintien de la paix. Or, précisément à raison de l'émotion universelle dans laquelle a été rédigé le Pacte, il faut bien que l'on applique la règle d'après laquelle il faut chercher et ce qu'ont dit les auteurs du Pacte, et ce qu'ils ont voulu dire.

Le Préambule propose deux buts à la Société: 1^o développer la coopération entre les nations; 2^o leur garantir la paix et la sécurité. L'article 23 dit: « Les Membres de la Société s'efforceront d'assurer et de maintenir des conditions de travail équitables et humaines pour l'homme, la femme et l'enfant ». Article 25: Adoucissement de la souffrance dans le monde. Article 22: Bien-être et développement des peuples sous mandat. Lorsque l'on a ce texte, d'où découle d'une façon si lumineuse l'esprit du Pacte, de quel droit, lorsque l'on arrive à des énumérations de missions spéciales pour la Société, jugerait-on que ces énumérations sont limitatives et qu'elles ne sont pas simplement énumératives ou, comme disent encore les juristes, simplement exemplatives ?

Le rapporteur considère, pour sa part, que l'esprit du Pacte est assez clair pour justifier toutes les activités de la Société des Nations dans l'esprit de la coopération des peuples et du maintien de la paix.

En second lieu, le memorandum de la délégation britannique fournit des éléments de définition. La Société des Nations pourrait s'occuper: 1^o de ce qui est l'objet d'un traité; 2^o de ce qui pourrait devenir l'objet d'un traité.

En troisième lieu, quoique cette pensée ne soit peut-être pas très nettement affirmée — un traité ne pourrait s'occuper que de ce qui est international. Pour ce qui est national, la Société des Nations pourra simplement réunir des éléments d'information.

Or, quelle serait la mesure d'une science qui n'aurait pas de résultat pratique, ou d'une information qui ne serait pas dirigée vers l'action ? Pour le délégué de la France, la Société peut statuer sur tout ce qui est de nature à favoriser la coopération des peuples et le maintien de la paix.

L'inconvénient d'une définition restrictive est qu'elle ajouterait au Pacte en le limitant, qu'elle risquerait de jeter un blâme rétrospectif sur certaines initiatives de l'Assemblée et même sur certaines initiatives généreuses auxquelles s'est cordialement associé le vicomte Cecil: relèvement de l'Autriche, aide financière à la Hongrie, concours donnés aux réfugiés grecs et bulgares, aux Arméniens, aux Russes; etc., toutes les œuvres Nansen.

Il y a des malaises si graves, si profonds, que les pays qui les subissent constituent un élément de trouble dans l'ensemble du monde; et que, surtout lorsque ces malaises résultent de la guerre, la paix ne peut pas être considérée comme solidement assise tant qu'ils ne sont pas guéris.

En second lieu, une définition restrictive constituerait une gêne pour l'avenir. Si, quelque jour, on pensait par exemple à guérir le malaise des changes, devrait-on laisser une telle initiative en dehors des délibérations de l'Assemblée ?

Si au contraire il s'agit d'empêcher la Société de s'occuper de piscines pour les grandes personnes, est-ce la peine de mettre en mouvement un tel appareil ?

Le memorandum de la délégation britannique a tenté une définition du national et de l'international. C'est là une définition bien délicate, car tout est question de latitude, d'époque, d'esprit de l'humanité à un moment donné. Les matières sortant perpétuellement du national pour entrer dans l'international, et inversement.

Le délégué de l'Empire Britannique, le vicomte Cecil, a donné un excellent exemple du national: la réforme de la Chambre des Lords. Mais est-ce à dire que la constitution intérieure soit indifférente au point de vue international ? Bien des esprits pensent au contraire que la démocratie parlementaire est la méthode la plus favorable au point de vue international. Et n'est-ce pas aussi l'esprit du Pacte, puisqu'il n'admet dans la Société que les Etats qui se gouvernent librement ? Cependant, personne ne voudrait porter à cette tribune des questions aussi brûlantes.

De même pour l'hygiène, l'assistance, la législation du travail, va-t-on distinguer ce qui est national ou international dans ces matières ?

Avec de telles subtilités, la Société entrerait dans des difficultés dont elle ne sortirait pas.

ising and maintenance of peace. It was in the light of the universal feeling in response to which the Covenant had been drafted that it was necessary to apply the rules necessary in order to ascertain what the authors of the Covenant expressed and what they had wished to signify.

The Preamble defined the objects of the League as twofold: first, to develop co-operation between nations and, secondly, to guarantee peace and security. Article 23 laid down that the Members of the League would endeavour to secure and maintain fair and humane conditions of labour for men, women and children. Article 25 referred to the mitigation of suffering throughout the world. Article 22 referred to the well-being and development of the peoples subject to mandate. When one studied this text, in which the spirit of the Covenant was so clearly expressed, it might be asked by what right, when one came to make a list of the special duties of the League, such lists could be regarded as limitative, and not, on the contrary, merely enumerative or, as the lawyers said, given as examples.

He personally considered that the spirit of the Covenant was sufficiently clear to justify all the activities of the League of Nations, in furtherance of the co-operation of peoples and the maintenance of peace.

Secondly, the memorandum of the British delegation contained the basis of a definition. The League of Nations was to deal: (1) with the subject-matter of a treaty; (2) with such questions as might become the subject-matter of a treaty.

Thirdly, though this idea was not very clearly stated, a treaty could only deal with a subject which was international. The League of Nations, in regard to national questions, could merely collect the necessary information.

What would be the standing of a science which could have no practical result, or information which was not directed towards some sort of action ? He himself considered that the League might deal with any subject which was of a character to encourage co-operation between nations and the maintenance of peace.

The disadvantage of a limitative definition was that it would add to the Covenant by limiting it, that it ran the risk of throwing a retrospective censure upon certain measures of the Assembly, and even upon certain generous enterprises with which Viscount Cecil had cordially associated himself, such as the reconstruction of Austria and Hungary, the relief given to the Greek, Bulgarian, Armenian and Russian refugees — in fact to all the work associated with Dr. Nansen.

There were troubles so serious and so profound that the countries subject to them constituted an element of unrest in the world as a whole; and, when such troubles resulted from the war, peace could hardly be regarded as solidly established until some remedy was found for them.

Secondly, a limitative definition would constitute a hindrance for the future. If some day, for example, the League desired to find a remedy for the disorganisation of the exchanges, could it be said that such initiative lay outside the sphere of the discussions of the Assembly ?

If, on the contrary, it were merely a question of preventing the League from dealing with swimming-baths for adults, was it necessary to put in motion so complicated a machinery ?

The memorandum of the British delegation had put forward a definition of what was national and what was international. Such a definition was a very delicate matter. It was all a question of latitude, epoch and the public opinion of the world at a given moment. Matters perpetually emerged from the national in order to enter the international sphere, and inversely.

The delegate of the British Empire, Viscount Cecil, had given an excellent example of a national question: namely, the reform of the House of Lords. Did this, however, mean that the internal constitution of a State was a matter of indifference from the international point of view ? Many people held a contrary view and considered that a democratic and parliamentary constitution was the most desirable from the international point of view. Was not such an assumption in accordance with the spirit of the Covenant, since it admitted to the League only States which were freely governed ? No one, nevertheless, desired to bring such burning questions before the Assembly.

Similarly in the domain of health, relief and labour legislation, was it possible to distinguish what was national from what was international ? By dealing with such subtleties the League would encounter difficulties from which it would be unable to find an issue.

Le memorandum de la délégation britannique impose- rait une certaine procédure à l'activité de la Société des Nations. Ce serait seulement par préparation d'un traité international ou par création d'un bureau international que la Société pourrait agir. La première Commission a pensé que, dans chaque hypothèse déterminée, il appartient à la Société de décider si la matière envisagée présente un intérêt assez universel pour être traité par la Société.

Une fois cette décision prise, il appartient à l'Assemblée de choisir la procédure qui lui paraît le plus favorable. Notamment, des résolutions de l'Assemblée, prises conformément au Pacte et au règlement, peuvent parfaitement servir de base à une action de la Société, la règle de l'unanimité nécessaire des Etats membres de l'Assemblée étant une garantie suffisante que des excès ne seront pas commis.

Toutefois, sur la question d'opportunité, la première Commission partage les préoccupations qui ont inspiré le memorandum et la résolution de la délégation britannique. Il faut tenir compte des contingences politiques, des possibilités pratiques, et, tout particulièrement, des possibilités financières.

La résolution soumise à l'Assemblée, recommande à celle-ci de ne pas tout accepter sans examen, mais de choisir. Il y a des questions majeures qui sont de la compétence juridique de l'Assemblée et que, cependant, celle-ci ne doit pas admettre, soit parce que, à un moment donné, elle serait impuissante à les résoudre, soit faute d'argent, soit encore parce qu'il s'agirait d'une question extrêmement délicate qui touche à la politique intérieure des Etats. Il existe aussi des questions minuscules qu'il n'appartient pas à la Société des Nations d'examiner. Cette insitution ne doit pas apparaître comme une académie d'idéologues, comme le dernier refuge de certain sentimentalisme. Il y a des problèmes qui ne doivent être abordés que lorsque l'opinion publique est mûre.

De plus, l'importance d'une question est une notion toute relative. Tels pays considèrent comme primordiale la question de l'opium, tels autres, la question des maladies contagieuses, et tels autres pays — les plus nombreux — estiment que c'est le maintien de la paix qui est l'œuvre primordiale de la Société.

Le sens de la résolution est bien clair: elle signifie que les questions ne doivent pas être abordées à la légère, qu'il existe des règles non écrites du Pacte, et que ces règles sont le sens de l'opportunité, la compréhension des possibilités pratiques et enfin le respect de ce que Roosevelt appelait un jour « le sublime bon sens ». Le rapporteur pense que l'unanimité doit se faire, dans cette Assemblée, sur tous les points.

Le Dr BENES (Tchécoslovaquie), sans s'opposer à la résolution, attire l'attention sur les graves conséquences de la proposition britannique. Il reconnaît que la Société des Nations ne doit pas entreprendre de tâches qui ne soient pas dans la sphère de coopération internationale. Mais une résolution sur ce sujet intéresse non seulement la première Commission mais les autres Commissions de l'Assemblée. Les arguments du rapporteur ont un grand poids mais comme les autres commissions n'ont pas eu l'occasion de discuter le projet de résolution, il propose d'ajourner la décision jusqu'à la prochaine session de l'Assemblée.

Le vicomte CECIL (Empire Britannique) déclaré que la mentalité des races française et britannique est si différente que, malgré toute la bonne volonté, les malentendus sont fréquents. M. Barthélemy a fait un brillant discours mais ce discours repose sur une fausse interprétation complète du memorandum britannique. La délégation britannique n'a pas eu l'intention d'établir une définition nette et absolue de ce qui est ou de ce qui n'est pas de la compétence de la Société des Nations. Ce memorandum est simplement destiné à montrer que la Société des Nations est constituée pour traiter des questions internationales et non pas des questions nationales, et qu'elle n'est pas destinée à prendre la place des organismes constitués dans les différentes nations. Il est extrêmement difficile de faire une ligne de démarcation entre ce qui est international et ce qui est national, car cette ligne varie nécessairement; mais le memorandum n'est pas un exposé complet et a été uniquement présenté comme base de discussion. Le vicomte Cecil avait espéré que la première Commission aurait travaillé sur ce memorandum, de façon à donner des indications plus utiles sur ce qui est de la compétence de la Société des

The memorandum of the British delegation imposed a certain procedure in regard to the activity of the League of Nations. The League would only be able to act in preparation for an international treaty or by the creation of an international bureau. The First Committee had thought that it would be for the League in each case to decide whether a subject proposed had a sufficiently universal interest to be dealt with by the League.

Once this decision was taken, it would be for the Assembly to choose the procedure which seemed most suitable. Resolutions of the Assembly, taken under the Covenant and under the Rules of Procedure, would quite well serve as a basis for action by the League. The rule of unanimity imposed on the States Members of the Assembly was a sufficient guarantee that there would be no abuses of competence.

The Committee shared the anxieties which had inspired the memorandum and the resolution of the British delegation in regard to the question of the advisability of taking up certain questions. It was necessary to take account of political circumstances and practical possibilities and, particularly, to have regard to the financial aspect.

The resolution submitted to the Assembly recommended it not to accept any questions without examination but to make a choice between them. There were important questions which were within the legal competence of the Assembly and which nevertheless the Assembly could not take up either for lack of money or because such questions were extremely delicate and affected the domestic policy of States. There were other less important questions with which the League should not permit itself to deal. This institution must not appear as an academy of idealists and as the last refuge of certain sentimental tendencies. There were problems which could not be entered upon until public opinion was ripe for them.

Moreover, the importance of questions was entirely relative. Certain countries regarded the opium questions as of first importance. Others attached more importance to the question of epidemics, and still other countries, more numerous than the rest, thought that the principal task of the League was the maintenance of peace.

The meaning of the resolution was quite clear. It meant that questions should not be lightly taken up and that there existed unwritten rules derived from the Covenant. These rules were based on an appreciation of opportunities as they arose, on an understanding of practical possibilities, and on respect for what Roosevelt used to call "the highest commonsense". He thought that unanimity could be achieved in the Assembly in regard to all these points.

Dr. BENES (Czechoslovakia), while not opposing the resolution, drew attention to the grave consequences of the British proposal. He agreed that the League should not undertake tasks which were not within the sphere of international co-operation. A resolution on the subject, however, interested not only the First Committee but the other Committees of the Assembly. The arguments of the Rapporteur had a good deal of force; but, as the other Committees had not had an opportunity of discussing the draft resolution, he would propose that a decision upon it should be postponed until the next session of the Assembly.

Viscount CECIL (British Empire) said that the mentality of the French and British races was so different that, despite the best good will, misunderstandings were frequent. M. Barthélemy had made a brilliant speech but it had been based on a complete misapprehension of the British memorandum. The British delegation had not desired to lay down a hard-and-fast definition as to what was or was not within the competence of the League. The memorandum was solely designed to show that the League was constituted to deal with international matters and not with national matters, and that it was not intended to take the place of organs nationally constituted. To draw a line between what was international and what was national was extremely difficult, for that line necessarily changed its position. The memorandum, however, was not a complete statement, and had been merely put forward as a basis of discussion. He had hoped that the First Committee would elaborate it so as to give a more useful indication of what was and what was not within the League's competence. The memorandum might be at fault in not having mentioned so important an international question as the assistance afforded

Nations et ce qui lui échappe. Ce memorandum peut avoir commis des fautes en ne mentionnant pas une question aussi importante et d'un caractère international aussi certain que l'assistance accordée aux réfugiés et les mesures prises par la Société des Nations en Hongrie, en Autriche, en Grèce et en Bulgarie, mais on ne peut l'attaquer, en prétendant qu'il cherche à établir une définition stricte, que si l'on se méprend complètement sur ses termes. Cette proposition a été faite afin de rassurer l'opinion publique de certains pays en lui montrant que la Société des Nations n'a pas l'intention de s'immiscer dans la souveraineté nationale et le vicomte Cecil avait espéré un discours plus encourageant que celui qui vient d'être prononcé par le représentant de la France. Lui-même donne la préférence au rapport de la Commission plutôt qu'aux arguments qui en recommandent l'adoption et il pense que le paragraphe essentiel de ce rapport, stipulant que chaque organisme de la Société des Nations doit s'assurer que les questions qu'il aborde sont bien conformes au but de la Société tel qu'il résulte du Pacte, constitue une indication des plus utiles. Mais ce n'est pas une définition et, personnellement, il aurait accepté d'adopter le rapport sous sa forme actuelle. Cependant, comme le Dr. Benès a suggéré qu'il est désirable de procéder à un nouvel examen et que l'Assemblée n'a pas pu discuter à fond, en raison de la tâche considérable qu'elle a eu devant elle la semaine précédente, il accepte que l'adoption de cette résolution soit ajournée jusqu'à la prochaine session de l'Assemblée.

Sir George FOSTER (Canada) déclare qu'autant qu'il a pu en juger, M. Barthélemy a combattu un point qui n'avait pas été effectivement soulevé.

Il n'est pas certain qu'en votant pour la résolution, il ne semblerait pas donner son adhésion aux arguments qui ont été apportés à l'appui de cette résolution et qu'il ne considère pas comme valables. Il est donc d'accord pour que la discussion en soit reprise à une autre session de l'Assemblée.

Cependant, il donne son adhésion aux observations du vicomte Cecil lorsque celui-ci fait remarquer que les appréhensions sur les méthodes de travail de la Société des Nations lui font courir un danger très réel. On a exprimé la crainte de la voir empiéter sur le droit et les privilèges nationaux des divers pays ? On doit éviter, avec le plus grand soin, de prendre des mesures qui puissent soulever de tels soupçons.

Il se rallie à la proposition du Dr. Benès.

M. MOTTA (Suisse), en sa qualité de président de la première Commission, accepte la proposition du Dr. Benès d'ajourner la discussion de la question jusqu'à la prochaine session de l'Assemblée. Il espère qu'en agissant ainsi, il interprète les vœux de la première Commission. La question est délicate et importante et mérite une discussion plus profonde; les membres de la première Commission n'ont pas pu la discuter suffisamment, bien que la résolution qui en propose l'adoption ait été passée à l'unanimité. L'esprit de la résolution est que tous les organismes de la Société des Nations doivent être absolument certains que chaque partie de leur tâche est dans le domaine du Pacte et présente une utilité réelle pour la Société des Nations.

Il n'est pas question de penser que la tâche accomplie jusqu'ici par la Société des Nations appartienne aux catégories de questions que la résolution avait l'intention de viser.

La proposition du Dr. Benès, aux termes de laquelle la résolution de la première Commission devra être examinée à la prochaine session ordinaire de l'Assemblée, est adoptée.

Mandats: Résolution proposée par la sixième Commission.

M. de BROUCKÈRE (Belgique), rapporteur, prend place à la tribune.

M. DE BROUCKÈRE donne lecture de la résolution suivante:

« L'Assemblée,

« Ayant pris connaissance du rapport au Conseil relatif aux territoires sous mandat et des débats auxquels ce rapport a donné lieu au sein du Conseil;

« Le vice-président de la Commission permanente des mandats entendu;

« Remercie la Commission permanente des mandats du dévouement et du zèle qu'elle apporte à l'accomplissement de sa mission délicate;

to refugees, and the League's action in Hungary, Austria, Greece and Bulgaria; but to attack the memorandum on the grounds that it sought to lay down a strict definition could only be the result of a complete misunderstanding of its terms.

He had made his proposal in order to reassure public opinion in certain countries that the League had no intention of interfering with national sovereignty, and he had hoped that a more helpful kind of speech than that made by the French representative would have been forthcoming. He himself preferred the report of the Committee to the arguments by which it was recommended, and he thought that the essential paragraph in that report to the effect that each body forming part of the League should satisfy itself that its proposals were in conformity with the objects of the League as indicated by the Covenant laid down a useful guide. This was not a definition, and he would personally have agreed to adopt the report as it stood. As, however, Dr. Benes had suggested that further consideration was desirable, and as, owing to the great amount of work which had fallen upon the Assembly during the previous week, full opportunity had not been allowed for discussing it, he would consent to the adoption of such a resolution being postponed until the next session of the Assembly.

Sir George FOSTER (Canada) said that, as far as he could understand, M. Barthélemy had been combating something which had not in actual fact been asserted.

He was not sure that, if he voted for the resolution, he would not be endorsing the arguments presented in support of it, which he considered unreasonable. He would therefore agree that the discussion of the question should be continued at another session of the Assembly.

He would, however, endorse the observations of Viscount Cecil to the effect that there was a very real danger to the League in the apprehensions existing regarding its methods of work. Fears had been expressed that it might be entrenching upon the national rights and privileges of the various countries. The League must be very careful to take no action which could give rise to that suspicion.

He would support the proposal of Dr. Benes.

M. MOTTA (Switzerland), as Chairman of the First Committee, consented to the proposal of Dr. Benes to adjourn the matter until the next session of the Assembly. He hoped that in doing so he was interpreting the wishes of the First Committee. The question was delicate and important and merited longer discussion. Members of the First Committee had not discussed it sufficiently, though the resolution which it was proposing had been unanimously adopted. The essence of the resolution was that all organisations of the League should make quite certain that each item of their work came within the scope of the Covenant and was of real use to the League.

There was no question of thinking that the work which had hitherto been begun by the League belonged to those categories of questions which the resolution was intended to cover.

The proposal of Dr. Benes that the resolution of the First Committee should be considered by the Assembly at its next ordinary session was adopted.

Mandates: Resolution proposed by the Sixth Committee.

M. DE BROUCKÈRE (Belgium), Rapporteur, came to the platform.

He submitted the following resolution:

“ The Assembly,

“ Having taken cognisance of the report to the Council relating to the mandated territories and of the discussion on the subject which has taken place in the Council;

“ And having heard the Vice-Chairman of the Permanent Mandates Commission;

“ Thanks the Permanent Mandates Commission for the devotion and the zeal with which it has carried out its delicate task;

« Fait confiance tant aux membres de cette Commission qu'à ceux du Conseil pour assurer, dans un esprit cordial de collaboration avec les Puissances mandataires, l'application des principes de l'article 22 du Pacte. »

Il désire dégager brièvement les idées sur lesquelles un accord unanime a été obtenu au sein de la sixième Commission. La Commission a été unanime pour rendre un hommage ému au zèle et au dévouement avec lesquels les membres de la Commission des mandats ont accompli une tâche difficile. Quelques doutes ont été manifestés à cet égard dans le public. Après les délibérations de la sixième Commission faisant suite aux déclarations si nettes et si précises du Conseil, ces doutes seront maintenant entièrement dissipés.

Les membres de la Commission des mandats ont à accomplir une tâche très délicate. On ne fait jamais appel à eux lorsque les choses vont bien, mais ils se trouvent dans la nécessité d'intervenir, pour l'apaiser, chaque fois que se produit un commencement de différend. On peut leur rendre cet hommage que quelque difficile qu'ait été leur besogne ils l'ont toujours exécutée à leur honneur.

Tous les membres de la Commission se sont trouvés d'accord aussi pour reconnaître l'importance des travaux de la Commission des mandats. La compétence de cette commission est très nettement définie par le paragraphe final de l'article 22: « Une Commission permanente sera chargée de recevoir et d'examiner les rapports annuels des mandataires et de donner au Conseil son avis sur toutes les questions relatives à l'exécution des mandats. » La Société des Nations se trouve directement engagée dans l'administration exercée par les nations mandataires; elle ne pourra donc jamais se désintéresser de la manière dont le mandat est exercé.

La Commission des mandats n'entend pas être le juge mais la collaboratrice des Puissances mandataires. Mais cette collaboration n'exclut ni les conseils ni la critique constructive qui aide le mandataire à mieux faire.

La Commission des mandats a depuis longtemps rédigé un questionnaire pour permettre aux Puissances mandataires de dresser plus facilement leur rapport annuel. Il s'agit maintenant de donner à ces questionnaires une forme nouvelle, ce qui ne peut être fait qu'après consultation des Etats intéressés. Il n'est pas douteux qu'une entente parfaite puisse s'établir à ce sujet entre les Etats et la Commission.

Il convient de noter cette déclaration de la Commission des mandats que jamais elle n'a songé à organiser le droit de pétition de façon à ce que les seuls pétitionnaires puissent être entendus. A ce sujet, et parlant au nom de son pays, le délégué de la Belgique déclare que son gouvernement maintient absolument son opinion première quant à l'exercice du droit de pétition. Il n'entend point que l'on érige une tribune du haut de laquelle des réquisitoires seraient prononcés contre les Puissances mandataires; mais il n'écarte point *a priori* toute procédure qui donnerait à la Commission, dans des cas nettement définis, et limités, le droit d'accomplir des devoirs d'enquête en entendant les déclarations des deux parties.

A propos de la séance du Conseil où le rapport de la Commission des mandats a été discuté, on a parlé de crise. Le ton plus passionné de certains débats indique au contraire que la Société des Nations est devenue plus réelle. Des problèmes nouveaux se posent devant la Société des Nations, à cause même de sa croissance.

Le Dr NANSEN (Norvège) estime que la valeur des débats de la sixième Commission sur la question des mandats a été sérieusement diminuée par la précipitation avec laquelle ils ont été menés. Il désire joindre à celle de la délégation britannique la protestation de la délégation norvégienne contre l'habitude de chercher à terminer l'Assemblée à une date fixe, choisie avant que les travaux de l'Assemblée n'aient été réellement commencés.

Le débat sur les mandats à la sixième Commission a été extrêmement important, et la résolution proposée remplit parfaitement le but que se proposaient tous les membres de la Commission c'est-à-dire l'expression de la confiance pleine et entière de la Société des Nations envers les membres de la Commission permanente des mandats.

Cette Commission, faisant preuve d'une activité extraordinaire, a traité des questions extrêmement graves. La sixième Commission a reconnu à l'unanimité qu'elle a rempli avec un

« Has confidence in the members of this Commission, as well as in the Members of the Council, to ensure the application of the principles of Article 22 of the Covenant in a cordial spirit of co-operation with the mandatory Powers. »

He desired briefly to present the views on which a unanimous agreement had been reached in the Sixth Committee.

The Committee had been unanimous in paying a tribute to the zeal and devotion with which the members of the Mandates Commission had accomplished a difficult task. Some doubts had been publicly expressed in the matter. After the discussions of the Sixth Committee, following upon clear and precise declarations in the Council, these doubts would not be entirely removed.

The members of the Mandates Commission had to accomplish a very delicate task. No appeal was made to the Mandates Commission when affairs were proceeding smoothly, but they found themselves called upon to intervene whenever a dispute seemed likely to arise. It might be said of the Commission that, however difficult their task might be, the way in which they performed it had always done them honour.

All the members of the Committee were agreed in recognising the importance of the work of the Mandates Commission. The competence of the Commission was very clearly defined in the last paragraph of Article 22: "The Permanent Mandates Commission shall be constituted to receive and examine the annual reports of the mandatories and advise the Council on all matters relating to the observance of the mandates." The League of Nations was thus directly interested in the administration exercised by the mandatory States. It could never be indifferent to the way in which the mandates were exercised.

The Mandates Commission did not set up to be a judge but desired to collaborate with the mandatory Powers. This collaboration did not, however, exclude advice or constructive criticism which might assist the mandatory to improve its administration.

The Mandates Commission had some time ago drafted a questionnaire to enable the mandatory Powers to draw up more easily their annual reports. The problem now was to give to these questionnaires a new form, and this could only be done after the States concerned had been consulted. There was no doubt that complete agreement would be reached on this subject between the Governments and the Commission.

It would be well to note the declaration of the Mandates Commission that it had never dreamed of organising the right of petition in such a way that only the petitioners would be heard. Speaking on behalf of his country, he would state that his Government maintained absolutely its first opinion as to the exercise of the right of petition. The Belgian Government did not contemplate the institution of a tribunal from which complaints and investigations might be directed at the mandatory Powers. It did not, however, reject *a priori* any procedure which would enable the Commission, in well-defined and limited cases, to exercise the right of accomplishing its duties of investigation by hearing declarations from both parties.

Reference had been made to a crisis in connection with the meeting of the Council at which the report of the Mandates Commission had been discussed. The passionate tone of certain discussions indicated that the League of Nations was becoming more of a reality. New problems were coming before the League owing to its development.

Dr. NANSEN (Norway) said that in his view the value of the discussions of the Sixth Committee on the question of mandates had been seriously reduced by the haste with which they had been conducted. He would, on behalf of his delegation, endorse the protest of the British delegation against the practice of seeking to end the Assembly at a fixed date chosen before the work of the Assembly had properly begun.

The discussion in the Sixth Committee on mandates had been of the very greatest value, and the resolution proposed fulfilled adequately the purpose which every member of the Sixth Committee had kept in view: namely, to express the full and unabated confidence of the League in the members of the Permanent Mandates Commission.

That Commission had, in a year of extraordinary activity, dealt with issues of the greatest possible gravity. The Sixth Committee had unanimously recognised that it had fulfilled

grand courage, une grande sagesse et un grand dévouement, sa tâche consistant à exécuter le Pacte, les décisions du Conseil et des Assemblées précédentes.

Il espère que, si l'on n'obtient pas une solution satisfaisante à certains problèmes, en particulier à celui du trafic des spiritueux, la prochaine Assemblée leur consacra l'attention nécessaire.

Dans la résolution qu'on lui demande d'adopter, l'Assemblée exprime sa confiance dans la Commission des mandats, et approuvera ses actes. Elle exprimera également sa confiance absolue dans la justesse du système des mandats, au moyen duquel tout le monde est convaincu que les Puissances mandataires arriveront à établir de nouveaux principes de coopération entre les peuples les plus civilisés et les races les plus arriérées, pour le bien général de l'humanité.

La résolution est adoptée.

II. DIX-SEPTIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue à la Salle de la Réformation, le samedi 25 septembre, à 15 heures.

Convention relative à l'esclavage: Rapport de la sixième Commission.

M. de Brouckère (Belgique), président de la sixième Commission, et le vicomte Cecil (Empire Britannique), rapporteur, prennent place à la tribune.

Le vicomte CECIL, en présentant son rapport, fait allusion à la façon trop hâtive dont les Commissions de l'Assemblée ont dû travailler pendant les derniers jours. Il espère que, lors des sessions futures, on se rendra compte qu'il est impossible à l'Assemblée d'accomplir son travail pendant une session de moins de quatre semaines.

La Convention qu'il soumet à l'Assemblée est, dans l'ensemble, analogue à celle de l'année dernière. Elle se propose trois buts principaux. Le premier est de mettre fin à la traite des esclaves; le deuxième, d'arriver à la suppression de l'esclavage sous toutes ses formes; le troisième, de réglementer internationalement la question du travail forcé.

La sixième Commission a revu l'ancien projet de convention article par article et y a introduit certains amendements. Le rapport présenté par la sixième Commission doit se lire concurremment avec le rapport présenté l'an passé. L'ensemble des deux rapports pourra servir de commentaire exact et complet du projet de convention et des amendements qui ont été apportés au texte primitif.

Le délégué britannique résume ensuite le rapport de la sixième Commission, en attirant spécialement l'attention sur les points où la nouvelle Convention diffère de celle qui avait été soumise à la précédente Assemblée.

Il ajoute en terminant que la Convention est dès maintenant ouverte à la signature dans le Bureau de la Présidence.

Les Etats suivants ont déjà fait connaître leur intention de signer la convention: Albanie, Allemagne, Autriche, Belgique, Empire Britannique, Australie, Canada, Inde, Chine, Cuba, Danemark, République dominicaine, Esthonie, Ethiopie, Grèce, Lithuanie, Norvège, Panama, Paraguay, Perse, Salvador, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Tchécoslovaquie et Uruguay. Le délégué de la Nouvelle-Zélande a déclaré que seule une question de forme l'empêchait de signer la Convention. Le rapporteur soumet ensuite les résolutions suivantes:

I. «L'Assemblée:

« Approuve la Convention relative à l'esclavage élaborée par la sixième Commission et espère vivement qu'elle sera signée et ratifiée, aussitôt que possible, par tous les Membres de la Société des Nations.

« Charge le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour porter officiellement cette convention à la connaissance de tous les Etats membres ou non membres de la Société des Nations, qui ne l'ont pas signée avant la fin de la présente Assemblée, afin qu'ils puissent la signer ou y adhérer, conformément aux stipulations de son article II. »

its duties in pursuance of the Covenant, of the decisions of the Council and of previous Assemblies with great courage, great wisdom and great devotion.

He hoped that, if satisfactory solutions were not reached in regard to certain matters, particularly on the subject of the liquor traffic, the next Assembly would give its careful consideration to them.

By the resolution which it was asked to adopt, the Assembly would express its confidence in the Mandates Commission and would approve its actions. It would affirm also its unabated confidence in the excellence of the mandates system, through which everyone believed that the mandatory Powers would be able to build up new principles of co-operation between the advanced and backward peoples of the world for the mutual benefit of both.

The resolution was adopted.

II. SEVENTEENTH PLENARY MEETING

held at the Salle de la Réformation on Saturday, September 25th, 1926, at 3 p.m.

Slavery Convention: Report of the Sixth Committee.

M. de Brouckère (Belgium), Chairman of the Sixth Committee, and Viscount Cecil (British Empire), Rapporteur, came to the platform.

Viscount CECIL, submitting his report, alluded to the conditions of great pressure under which the Committees of the Assembly had worked during the last few days. He hoped, in regard to future Assemblies, that it would be recognised that it was impossible for the Assembly to accomplish its work during a session of less than four weeks.

The Convention which he was submitting to the Assembly was in the main similar to the Convention drafted last year. It dealt with three main objects. The first was to put an end to the slave trade; the second was to procure the abolition of slavery in all its forms; the third was to deal internationally with the question of forced labour.

The Sixth Committee had examined the old convention clause by clause and had introduced certain amendments. The report presented by the Sixth Committee should be read in connection with the report presented last year. The two reports taken together would serve as a complete and adequate commentary on the proposed convention and on the amendments which had been made in the previous draft.

Viscount Cecil then summarised the report of the Sixth Committee, drawing particular attention to the points in which the new convention differed from that which had been submitted to the previous Assembly.

He added, on the conclusion of his summary, that the convention was now open for signature in the President's room.

The following States had already signified their intention of signing: Albania, Germany, Austria, Belgium, the British Empire, Australia, Canada, India, China, Cuba, Denmark, the Dominican Republic, Esthonia, Abyssinia, Greece, Lithuania, Norway, Panama, Paraguay, Persia, Salvador, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, Czechoslovakia, and Uruguay. The delegate of New Zealand had stated that he was only prevented from signing by a mere formality.

In conclusion, he would submit the following resolutions:

I. "The Assembly:

" Approves the Slavery Convention drafted by its Sixth Committee and earnestly trusts that it will be signed and ratified as soon as possible by all the Members of the League of Nations;

" Instructs the Secretary-General to take the necessary steps to bring the Convention officially to the knowledge of all States Members or non-members of the League of Nations which may not have signed it before the end of the present Assembly, to the end that they may sign or adhere to it in accordance with the provisions of Article II of the Convention."

II. « L'Assemblée,

« Tout en reconnaissant que le travail forcé pour des fins publiques est parfois nécessaire,
 « Estime qu'en règle générale, il ne faudrait y avoir recours que lorsqu'il est impossible de se procurer de la main-d'œuvre volontaire et qu'une rémunération adéquate devrait être versée en échange de ce travail forcé. »

III. « L'Assemblée

« Désire que la Société des Nations continue à s'intéresser aux mesures destinées à assurer l'abolition progressive de l'esclavage et des conditions analogues, et elle invite, en conséquence, le Conseil à préparer et à communiquer chaque année à l'Assemblée un document indiquant les lois et règlements que les parties à la Convention de l'esclavage auront, en vertu de l'article 7, communiqué au Secrétaire général et à y joindre éventuellement les informations supplémentaires que les Membres de la Société seraient disposés à fournir spontanément sur les mesures prises par eux à cet effet. »

IV. « L'Assemblée,

« Prenant acte des travaux entrepris par le Bureau international du Travail en accord avec la mission qui lui a été confiée et dans le cadre de sa constitution;
 « Considérant que ces études comprennent naturellement les problèmes du travail forcé;
 « Prie le Conseil d'informer le Conseil d'administration du Bureau international du Travail du vote de la Convention relative à l'esclavage et d'attirer son attention sur l'importance que présentent les travaux entrepris par le Bureau en vue d'étudier les modalités les plus appropriées afin d'éviter que le travail forcé ou obligatoire n'amène une situation analogue à l'esclavage. »

Le comte BONIN-LONGARE (Italie) rappelle que, dès que l'Italie a pénétré dans les régions où s'est constitué son domaine colonial, elle y a partout proclamé l'abolition de l'esclavage sous toutes ses formes, bien que sa mission ait, de ce fait, été rendue parfois plus difficile. La délégation italienne aurait préféré qu'on s'en tint au texte élaboré en 1925, en raison de l'urgence d'intensifier la lutte contre l'esclavage. Cependant, par esprit de conciliation, elle a accepté de discuter les divers amendements présentés, s'appliquant seulement à en éliminer ce qui pouvait compliquer et, par suite, rendre plus difficile l'œuvre de répression. La délégation italienne est reconnaissante à la délégation britannique de n'avoir pas maintenu son amendement à l'article 3, tendant à assimiler la traite à la piraterie. Le texte adopté laisse la porte ouverte aux accords particuliers, qui pourront certainement être l'arme la plus efficace pour la suppression de la traite. Elle aurait également préféré qu'on abandonnât l'article 6 et qu'on supprimât, plutôt que de le réglementer, le travail forcé sous toutes ses formes. Elle a accepté volontiers la suppression de l'ancien article 8, pour donner satisfaction aux remarques de la Nonciature apostolique à Berne sur les dispositions d'autres conventions relatives aux missions et à l'amélioration des conditions morales des indigènes. La délégation italienne approuve sans réserve le texte de la Convention et espère que des accords particuliers, tels que ceux prévus à l'article 3, compléteront bientôt l'œuvre entreprise.

M. FREIRE D'ANDRADE (Portugal) informe l'Assemblée que le premier délégué du Portugal vient de recevoir pleins pouvoirs pour signer le Protocole. Son pays a donné et donnera son entière adhésion à toutes les mesures que l'Assemblée jugera nécessaire d'adopter contre l'esclavage. Il fait ensuite un bref historique de la question.

Le rapport de la Commission temporaire de l'esclavage avait été approuvé par la sixième Assemblée, et la délégation britannique proposa alors de rendre effectives, au moyen d'une convention, les suggestions de cette Commission. Après des discussions assez difficiles, la sixième Assemblée approuve un projet de Protocole, qui devait être signé au début de la présente session. Cependant, cette année, la discussion a repris, en sorte que plusieurs pays ne seront peut-être plus à même de signer immédiatement un texte différent de celui qui leur avait déjà été présenté. Peut-être aurait-il été sage d'attendre, pour modifier le Protocole, la Conférence internationale sur la main-d'œuvre indigène, que prépare le Bureau international du Travail.

II. "The Assembly:

"While recognising that forced labour for public purposes is sometimes necessary:
 "Is of opinion that, as a general rule, it should not be resorted to unless it is impossible to obtain voluntary labour and should receive adequate remuneration."

III. "The Assembly:

"Desires that the League of Nations should continue to interest itself in securing the progressive abolition of slavery and conditions analogous thereto and therefore begs that the Council will prepare and communicate to the Assembly every year a document mentioning the laws and regulations which parties to the Convention on Slavery, in accordance with Article 7, will have communicated to the Secretary-General, and that the Council will include therein any supplementary information which the Members of the League may be disposed spontaneously to furnish with regard to the measures taken by them to this end."

IV. "The Assembly:

"Taking note of the work undertaken by the International Labour Office in conformity with the mission entrusted to it and within the limits of its constitution;
 "Considering that these studies naturally include the problem of forced labour:
 "Requests the Council to inform the Governing Body of the International Labour Office of the adoption of the Slavery Convention, and to draw its attention to the importance of the work undertaken by the Office with a view to studying the best means of preventing forced or compulsory labour from developing into conditions analogous to slavery."

Count BONIN-LONGARE (Italy) said that Italy, immediately upon entering into the districts which formed her colonial domain, had everywhere proclaimed the abolition of slavery in all its forms, though thereby her mission had sometimes been rendered more difficult. The Italian Delegation would have preferred to abide by the text framed in 1925 owing to the urgent need of strengthening the campaign against slavery. Nevertheless, in a spirit of conciliation, it had agreed to discuss the various amendments submitted, endeavouring only to eliminate those which might complicate, and therefore render more difficult, the work of repression. The Italian Delegation was grateful to the British Delegation for not having pressed its amendment to Article 3, which assimilated the slave trade with piracy. The text adopted left the way open for special agreements which would certainly be the most effective means of suppressing the slave trade. The Italian Delegation would also have preferred to abandon Article 6, and to suppress, rather than regulate, forced labour in all its forms. It had willingly accepted the suppression of the former Article 8, in order to meet the observations of the Apostolic Nonce at Berne regarding the provisions of other conventions relating to missions and the improvement of moral conditions among the natives. The Italian Delegation unreservedly approved the text of the Convention, and hoped that special agreements, such as were contemplated under Article 3, would very soon complete the work which had been undertaken.

M. FREIRE D'ANDRADE (Portugal) said that the first delegate of Portugal had just received full powers to sign the Protocol. His country would give its entire adhesion to any steps which the Assembly might feel necessary to adopt against slavery. He gave a short historical account of the question.

The Temporary Slavery Committee had been approved by the Sixth Assembly, and the British Delegation had proposed to carry into effect the suggestions of this Committee by means of a convention. After discussions, which had been fairly difficult, the Sixth Committee had approved a draft protocol, which was to have been signed at the beginning of the present session. This year, however, the discussions had been resumed, and several countries would not perhaps be in a position to sign immediately a text which differed from that which had been already submitted to them. Perhaps it would have been wise, before modifying the Protocol, to wait for the International Conference on Native Labour which was being prepared by the International Labour Office.

Le délégué du Portugal, analysant ensuite le nouveau projet de Protocoles, insiste sur la question du travail obligatoire. Il a été admis que le travail obligatoire serait prohibé ou permis, selon qu'il serait destiné à des entreprises privées ou à des fins publiques. Le Gouvernement portugais était d'avis qu'il aurait tout avantage à définir le travail obligatoire. Toutefois, il estimait qu'une organisation spécialement outillée comme le Bureau international du Travail devait être chargée d'étudier cette difficile question, si importante pour l'avenir des populations des territoires sous mandat ou ailleurs. Une résolution qui va être présentée à l'Assemblée réalise le vœu depuis longtemps exprimé par le Gouvernement portugais.

L'année dernière, le délégué de l'Espagne avait fortement attaqué l'article 6 du Protocole. A cette occasion, M. Freire d'Alfdrade exprime son profond regret de l'absence de l'Espagne et du Brésil et son ferme espoir de voir ces nations prendre les places auxquelles elles ont droit par les éminents services qu'elles ont rendus à la Société. Il ajoute que si la définition du travail obligatoire avait été plutôt formulée, les arguments de M. de Palacios auraient perdu beaucoup de leur valeur. Dans un acte international, il faut éviter la possibilité d'interprétations diverses, pour que ceux qui le signent sachent bien quels devoirs ils assument.

En terminant, le délégué du Portugal attire spécialement l'attention sur les suggestions présentées par la Commission de l'esclavage dans la section B du chapitre VII de son rapport; d'autre part, l'exposé fait dans la section A de ce même chapitre doit servir de guide pour établir ce que sont les fins publiques mentionnées au numéro 1 de l'article 6 du Protocole.

Sir William VINCENT (Inde) a reçu pour instructions de présenter les réserves suivantes:

« D'après les termes de l'article 9 de cette Convention je déclare que ma signature n'engage pas mon pays en ce qui concerne la mise en vigueur de l'article 2 alinéa b, des articles 5, 6 et 7 de cette convention dans les territoires suivants: la Birmanie, les districts de Naga s'étendant à l'ouest et au sud de la vallée du Hukawng, limitée au nord et à l'ouest par la frontière de L'Assam, à l'Est par la rivière de Nanphuk et au Sud par le Singalng Hkamti et les districts de Somra; dans l'Assam, les districts de Sadiya et ceux de la frontière de Balipara, le territoire qui se trouve à l'est des Naga Hill District, jusqu'à la frontière de Birmanie, et une petite région au sud du district des Lushai Hills; ainsi que sur les territoires indous appartenant à un prince ou à un chef sous la suzeraineté de sa majesté. »

« Je déclare également que la signature que je donne à la Convention n'engage pas mon pays pour l'article 3, dans la mesure où cet article peut amener l'Inde à participer à une convention ou les navires, pour la simple raison qu'ils seraient possédés, équipés ou commandés par des Hindous, ou du simple fait que la moitié de l'équipage est composé d'Hindous, seraient classés comme navires indigènes ou se verraient refuser tous privilège, droit ou immunité, appartenant aux mêmes navires des autres Etats signataires du Pacte, ou se verraient imposer des charges ou des restrictions de droits qui ne tomberaient pas sur les mêmes navires des autres Etats signataires du Pacte. »

« La réserve faite par l'Inde au sujet de la fouille des bateaux suspects n'entravera en aucune manière l'exécution d'un accord efficace en cette matière. Aucun navire indien ne se livre à la traite des esclaves et la législation indienne interdit sous de sévères pénalités l'esclavage et la traite des esclaves. »

« La réserve concernant les Etats indiens n'est pas due au fait que l'esclavage sévit dans ces Etats, elle provient de leur situation constitutionnelle. La Convention sera portée à la connaissance de tous les Etats; elle contient d'ailleurs des dispositions permettant d'étendre ses stipulations aux régions en question s'il était nécessaire ou utile de le faire. »

Les gouvernements locaux font des efforts pour supprimer l'esclavage dans les régions placées sous leur administration. L'an dernier, dans l'une de ces régions, on a libéré 3.000 esclaves et une expédition spéciale a été cette année dirigée vers une autre région.

Dans les provinces, on s'efforce, avec des progrès constants, d'empêcher tout état de travail forcé se rapprochant de l'esclavage. Le travail forcé pour des fins privées n'est pas légalement reconnu en Inde. Le travail forcé est parfois reconnu comme une forme de servage, mais cette obligation a fait place à des paiements en argent, et il a été voté une loi interdisant toute

He next analysed the new draft Protocol, laying emphasis on the question of forced labour. It had been admitted that forced labour would be prohibited or permitted according as it was used for private enterprises or for public services. The Portuguese Government was of opinion that it was extremely advisable to define forced labour, and it considered that an organisation specially qualified for the purpose like the International Labour Office should be asked to undertake an enquiry into this difficult question, which was so important for the future of the populations of the mandated territories and of other countries. A resolution which was to be submitted to the Assembly gave effect to the desire which had been expressed a long while ago by the Portuguese Government.

Last year the delegate of Spain had made a severe attack upon Article 6 of the Protocol. He would on this occasion express his deep regret at the absence of Spain and Brazil and his firm hope to see these nations take the places to which they were entitled in view of the distinguished services which they had rendered the League. He would add that, if the definition of forced labour had been sooner framed, the arguments of M. de Palacios would have lost much of their force. In an international document it was necessary to avoid any possibility of divergent interpretations in order that those who signed it might be thoroughly well aware of the duties which they assumed.

In conclusion he would draw special attention to the suggestions presented by the Committee on Slavery in Section B of Chapter 7 of its report. Further, the summary given in Section A of the same chapter should serve as a guide in determining what were the public services mentioned in No. 1 of Article 6 of the Protocol.

Sir William VINCENT (India) said he was instructed to make the following reservations:

“ Under the terms of Article 9 of this Convention I declare that my signature is not binding as regards the enforcement of Article 2, sub-section (b), Articles 5, 6 and 7 of this Convention upon the following territories; namely, in Burma; the Naga tracts lying west and south of the Hukawng Valley, bounded on the north and west by the Assam boundary, on the east by the Nanphuk River and on the south by the Singalng Hkamti and the Somra tracts; in Assam, the Sadiya and Balipara Frontier tracts, the tribal area to the east of the Naga Hills district up to the Burma boundary, and a small tract in the south of the Lushai District; nor on the territories in India of any Prince or Chief under the suzerainty of His Majesty. ”

“ I also declare that my signature to the Convention is not binding in respect of Article 3 in so far as that Article may require India to enter into any Convention whereby vessels, by reason of the fact that they are owned, fitted out or commanded by Indians, or of the fact that one-half of the crew is Indian, are classified as native vessels, or are denied any privilege, right or immunity enjoyed by similar vessels of other States signatories of the Covenant, or are made subject to any liability or disability to which similar ships of such other States are not subject. ”

The reservation made by India in regard to the searching of suspect ships would not in any way impede the execution of an effective agreement on this subject. No Indian ships were engaged in the slave trade, and the law of India prohibited slavery and the slave trade under severe penal clauses.

The reservation in regard to the Indian States was not due to the fact that slavery prevailed in those States but arose from their constitutional position. The convention would be brought to the notice of all States, and provisions existed in the convention for extending its obligations to those areas should it be necessary or desirable to do so.

Efforts were being made by the local Governments to eradicate slavery in the administered areas. 3,000 slaves had been released last year in one of those areas, and a special expedition had been sent during the present year to another area.

In the provinces, steady progress was being made to prevent any condition of forced labour approaching to slavery. Forced labour for private purposes had no legal recognition in India. Forced labour was sometimes recognised as a pre-dial obligation, but this obligation had been commuted for cash payments and an enactment passed prohibiting any kind of

espèce de servitude pour dettes. L'application, au moyen de sanctions pénales, des contrats de travail (indentured labour), sous quelque forme que ce soit, a été abolie.

Dernièrement, dans l'Etat indépendant du Népal, 59.000 esclaves ont été libérés, pour une somme de 275.000 livres, versée par l'Etat.

Le délégué de l'Inde donne ces indications pour montrer que l'Inde, bien qu'ayant cru devoir soumettre la Convention à un examen très attentif, a déjà été très avant vers la réalisation des buts que se propose la Convention. Le Gouvernement indien doit étudier les répercussions d'une convention de ce genre sur une vaste population dont les conditions et les coutumes sont très variables. L'Inde n'est pas moins désireuse qu'aucun autre Etat de voir l'esclavage disparaître du globe.

Le prince ARFA (Perse) déclare que, pour l'article 3, son adhésion ne pourra obliger la Perse à se lier par aucun arrangement ou Convention qui ferait rentrer ses navires dans la classe des navires indigènes prévue par la Convention sur le trafic des armes.

Il félicite la Société des Nations d'avoir mis sur pied cette Convention sur l'esclavage, en souhaitant qu'elle contribue à faire disparaître définitivement le trafic que la Perse a déjà aboli depuis longtemps.

M. SEROT (France) déclare que sa délégation recommandera à son gouvernement de signer cette Convention, dont il n'a pu connaître encore la forme définitive.

Cette Convention, dont les principes sont depuis longtemps déjà appliqués dans les colonies françaises, reproduit en les précisant la plupart des articles de la Convention élaborée l'année dernière. La délégation française est heureuse que sa proposition sur le trafic des esclaves ait été adoptée par la Commission.

Le rapport et résolutions sont adoptés.

Le PRÉSIDENT annonce que la convention sur l'esclavage est ouverte à la signature des délégations à partir du 25 septembre 1926.

Etablissement des réfugiés arméniens.

Le comte Mensdorff-Pouilly-Dietrichstein (Autriche), président de la cinquième Commission, et le Dr. Breitscheid (Allemagne), rapporteur, prennent place à la tribune.

M. BREITSCHIED (Allemagne), rapporteur, donne lecture du rapport de la cinquième Commission et du projet de résolution suivant:

« L'Assemblée:

« 1^o Prend acte du rapport de la Commission d'établissement des réfugiés arméniens et l'adopte; elle exprime son appréciation de l'œuvre accomplie par cette Commission en ce qui concerne l'élaboration d'un projet pratique dont une enquête sérieuse a montré les possibilités techniques de réalisation, ce projet devant avoir pour résultat d'établir au moins 25.000 Arméniens dans leur foyer national;

« 2^o Prend acte de la résolution du Conseil du 16 septembre 1926, déclarant que, s'il est possible d'obtenir les fonds destinés à faire face aux premières dépenses nécessitées par le projet, le Conseil sera disposé, sous certaines conditions et s'il en est prié par les parties intéressées, à désigner une ou plusieurs personnes qui seront chargées de surveiller l'emploi de ces fonds pour les fins mentionnées dans le projet;

« 3^o Demande au Conseil d'envisager la possibilité de constituer, après enquête, sous la présidence d'un membre désigné par le Conseil, un petit comité qui sera composé en partie des représentants des organisations privées intéressées à la réalisation du projet, afin d'étudier la possibilité de recueillir les fonds nécessaires et de les utiliser pour les fins mentionnées dans la République arménienne;

« 4^o Décide que le crédit de 15.000 francs soit voté sous réserve des conditions déjà mentionnées, afin de couvrir les frais d'impression et de distribution des documents relatifs à l'opération financière projetée, et de permettre

servitude for debt. The enforcement by penal sanctions of any form of indentured labour or labour contracts had been abolished.

Recently in the independent State of Nepal, 59,000 slaves had been released at a cost of £275,000 paid by the State.

He gave these facts to show that India, although it had felt it necessary to examine the convention very carefully, had already gone a great way to secure the objects for which the convention was intended. The Indian Government had to consider the effect of such a convention on a vast population living under very varying conditions and customs. India was second to no State in its desire to eradicate slavery from the world.

Prince ARFA (Persia) said that, in respect of Article 3, his adherence would not oblige Persia to enter into any undertaking or convention which would have the effect of bringing her vessels within the category of native vessels as defined by the Convention on the Traffic in Arms.

He congratulated the League of Nations for having successfully produced the Slavery Convention, and hoped that it would contribute to bringing about a final disappearance of the slave trade, which Persia herself had long ago abolished.

M. SEROT (France) said that his delegation would recommend his Government to sign the convention, but he had not yet been able to examine the Convention in its final form.

This Convention, the principles of which had for a long time been applied in the French colonies, reproduced with rather more precision the majority of the articles of the Convention framed last year. The French delegation was happy to note that its proposal in regard to the slave trade had been adopted by the Committee.

The report and resolutions were adopted.

The PRESIDENT said that the Slavery Convention was open for signature by the delegations as from September 25th, 1926.

Settlement of Armenian Refugees.

Count Mensdorff-Pouilly-Dietrichstein (Austria), Chairman of the Fifth Committee, and Dr. Breitscheid (Germany), Rapporteur, came to the platform.

M. BREITSCHIED (Germany), Rapporteur, read the report of the Fifth Committee and submitted the following draft resolution:

“ The Assembly:

“(1) Takes note of and adopts the report of the Armenian Refugee Settlement Commission and expresses its appreciation of the valuable work done by this Commission in the elaboration of a workable scheme, found after careful enquiry to be technically sound, which it is estimated will result in the settlement of at least 25,000 Armenians in their national home;

“(2) Takes note of the resolution of the Council of September 16th, 1926, stating that, if the money to finance the initial outlay required by the scheme is forthcoming, the Council would, subject to certain conditions, and if requested to do so by the parties interested, be willing to appoint a person or persons to supervise the due expenditure of that money for the objects specified in the scheme;

“(3) Requests the Council to consider the possibility, after due enquiry, of setting up a small committee, under the chairmanship of a member appointed by the Council, and consisting partly of representatives of private organisations interested in the promotion of this scheme, to investigate the possibility of obtaining the sum required and of using it for the purposes of the plan in the Republic of Armenia;

“(4) Decides that a sum of 15,000 francs be allowed, subject to the conditions already set forth, in order to provide for the printing and distribution of literature regarding the proposed financial operation and to permit

au Dr Nansen ou à son représentant de présenter ses propositions à des souscripteurs possibles en Europe ou en Amérique »

Le rapport et la résolution sont adoptés.

Refugiés russes et arméniens.

Le Dr BREITSCHIED (Allemagne), rapporteur, propose à l'Assemblée la résolution suivante:

- « L'Assemblée,
 - « Après avoir examiné attentivement le rapport du Haut Commissaire et du Bureau international du Travail sur les questions concernant les réfugiés,
 - « Approuve ce rapport;
 - « Exprime sa vive appréciation de l'œuvre importante accomplie par eux en faveur des réfugiés;
 - « Exprime l'opinion que cette œuvre doit être menée à une conclusion satisfaisante, aussi bien dans l'intérêt des réfugiés eux-mêmes que dans l'intérêt de l'ordre politique, économique et social;
 - « Considérant la situation précaire de milliers de réfugiés arméniens dans le Proche-Orient,
 - « Invite le Conseil d'administration du Bureau international du Travail et le Haut Commissaire pour les réfugiés à étudier la possibilité de donner une suite effective aux demandes de coopération qui leur seront adressées en vue de l'établissement définitif de ces réfugiés et de coordonner l'activité des organisations privées qui travaillent en faveur des réfugiés;
 - « Insiste auprès des gouvernements des États membres, afin qu'ils facilitent l'établissement des réfugiés russes et arméniens sans travail en notifiant dans le plus bref délai possible leur ratification de l'Arrangement élaboré le 12 mai 1926 par la Conférence intergouvernementale, particulièrement en ce qui concerne les contributions au fonds de roulement et la délivrance de visas aux réfugiés, sur la recommandation du Haut Commissaire et du Bureau international du Travail et,
 - « Invite le Conseil d'administration du Bureau international du Travail à désigner un « co-trustee » qui sera chargé d'assurer avec le Dr Nansen l'administration de ce fonds;
 - « Considérant la nécessité de maintenir une délégation du service des réfugiés à Berlin, en raison du grand nombre de réfugiés qui se trouvent en Allemagne,
 - « Prend acte du fait qu'il sera possible que le Gouvernement allemand contribue pour une moitié aux dépenses nécessaires;
 - « Insiste pour que l'Assemblée augmente de 18.750 francs le budget des réfugiés afin que l'importante délégation du service des réfugiés puisse être maintenue à Berlin. »

La Résolution est adoptée.

Extension à d'autres groupes de réfugiés des mesures prises en faveur des réfugiés russes et arméniens. Rapport de la cinquième Commission.

M. de Brouckère (Belgique), rapporteur, prend place à la tribune.

M. DE BROUCKÈRE présente la proposition suivante de la délégation belge, adoptée par la cinquième Commission:

- « L'Assemblée invite le Conseil à demander au Haut Commissariat pour les réfugiés et à l'Organisation internationale du Travail, d'étudier comment les mesures de protection de placement et d'assistance déjà prises en faveur des réfugiés russes et arméniens pourraient être étendues à d'autres groupes analogues de réfugiés. »

Il est inutile de rappeler qu'hélas, il y a d'autres réfugiés encore, et que parfois, dans les groupes de réfugiés russes et arméniens, se mêlent des personnes d'autres nationalités. N'y a-t-il pas lieu de faire le même effort en leur faveur?

La proposition belge se contente de poser la question. Elle désire qu'on fasse l'enquête nécessaire.

Le rapport et la résolution de la cinquième Commission sont adoptés.

Dr. Nansen — or his representative — to lay his proposals before possible contributors in Europe or America."

The report and resolution were adopted.

Russian and Armenian Refugees.

Dr. BREITSCHIED (Germany), Rapporteur, submitted the following resolution:

- " The Assembly:
 - " Having carefully examined the report of the High Commissioner and of the International Labour Office on the refugee questions;
 - " Approves that report;
 - " Expresses its high appreciation of the important work which they have accomplished for the Refugees;
 - " Expresses the opinion that this work should be prosecuted to a satisfactory conclusion in the interest both of the refugees themselves and of political, economic and social order;
 - " Having regard to the precarious position of thousands of Armenian refugees in the Near East;
 - " Invites the Governing Body of the International Labour Office and the High Commissioner for Refugees to consider the possibility of making an effective response to the appeals for their co-operation in the permanent settlement of these refugees and of co-ordinating the activities of private organisations working for the refugees;
 - " Urges the Governments of the States Members to further the settlement of unemployed Russian and Armenian refugees by giving notice as soon as possible of their ratification of the Arrangement drawn up by the Inter-Governmental Conference on May 12th, 1926, particularly as regards contributions to the working capital fund (" revolving fund ") and the issue of visas to refugees on the recommendation of the High Commissioner and of the International Labour Office; and
 - " Invites the Governing Body of the International Labour Office to appoint a co-trustee to be responsible jointly with Dr. Nansen for the administration of the fund in question;
 - " Considering the necessity of maintaining a delegation of the Refugee Service in Berlin in view of the large number of refugees in Germany;
 - " Takes note of the possibility of a contribution of one-half the cost being made by the German Government;
 - " Urges the Assembly to increase the Refugee Budget by 18,750 francs in order that the important delegation of the Refugee Service may be maintained in Berlin. "

The resolution was adopted.

Extension to other Refugees of the Measures taken to assist Russian and Armenian Refugees: Report of the Fifth Committee.

M. de Brouckère (Belgium), Rapporteur, came to the platform.

M. DE BROUCKÈRE presented the following proposal of the Belgian Delegation, as adopted by the Fifth Committee:

- " The Assembly invites the Council to request the High Commissioner for Refugees and the International Labour Organisation to consider how far the measures already taken to give protection to, to provide employment for, and to afford relief to, Russian and Armenian refugees can be extended to other analogous categories of refugees. "

He said it was unnecessary to point out that there were other refugees in addition to the Armenian and Russian refugees and that among these refugees there might be persons of other nationalities. Was it not right to make the same effort on their behalf?

The Belgian proposal merely raised the question and asked that the necessary enquiries should be made.

The report and resolution of the Fifth Committee were adopted.

Protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient.

M^{me} Edith Lyttelton (Empire Britannique), rapporteur, monte à la tribune.

M^{me} Edith LYTTTELTON rappelle en termes chaleureux l'œuvre de Miss Jeppe dans le Proche-Orient. Son courage et ses capacités sont dignes des plus grands éloges.

La cinquième Commission regrette profondément la décision de la quatrième Commission de ne pas continuer à verser le subside jusqu'ici accordé à l'œuvre de Miss Jeppe. Malgré ce refus Miss Jeppe a décidé de continuer, et elle a pu obtenir de l'argent en Allemagne et en Angleterre. Elle travaillera exactement dans les mêmes conditions qu'auparavant, c'est-à-dire sous la surveillance suprême de la Puissance mandataire, dont elle parle dans les meilleurs termes. Les fonctionnaires britanniques ont été des plus courtois et lui sont venus en aide le plus possible. Au cours de l'année précédente, 300 femmes, enfants et jeunes gens ont été secourus. Cette année, en raison du fait que certaines tribus kurdes ont pénétré en Syrie, elle espère pouvoir secourir un très grand nombre de jeunes filles. Son œuvre est terminée car elle considère avoir maintenant secouru la plus grande partie des femmes, jeunes filles et enfants qui avaient besoin de son aide. Celles qui restent sont presque toutes mères et il leur est naturellement difficile de se refuser à continuer la vie qu'elles ont au début été obligée de mener.

La quatrième Commission a pris une décision analogue au sujet de la Maison neutre de Constantinople, mais Miss Mills qui l'a dirigée a décidé de continuer encore un an grâce à des fonds souscrits au dehors. La cinquième Commission demande que l'installation de la maison lui soit laissée encore un an. Elle propose les résolutions suivantes :

« L'Assemblée :

« 1^o Tient à exprimer son admiration pour l'œuvre accomplie par Miss Jeppe, et sa gratitude pour le dévouement dont elle a fait preuve ;

« 2^o Approuve le rapport de Miss Jeppe et exprime sa satisfaction des résultats obtenus au cours de l'année écoulée ;

« 3^o Décide que la mission de recherche des femmes et des enfants, qui a été confiée à Miss Jeppe par la Société des Nations, sera prolongée cette année encore, dans les conditions fixées par la dernière session ordinaire de l'Assemblée, c'est-à-dire sous la haute autorité de la Puissance qui exerce le mandat en Syrie au nom de la Société des Nations ;

« 4^o Considérant que l'œuvre de colonisation arménienne, ainsi que toute autre œuvre entreprise à titre personnel par Miss Jeppe, en annexe à la mission de recherche des femmes et des enfants dont elle a été investie par la Société des Nations, rentrent dans la catégorie des œuvres dont la Puissance mandataire a, dans un intérêt d'ordre général, remis le contrôle à un organisme central représentant le service des réfugiés du Bureau international du Travail et le Comité international de la Croix-Rouge, invite Miss Jeppe à se mettre d'accord, pour la direction d'ensemble de ces œuvres mentionnées sous N^o 3, avec l'organisme de liaison constitué par la Puissance mandataire ;

« 5^o Considérant que Miss Jeppe estime que sa mission sera remplie cette année, l'invite à soumettre à la prochaine session ordinaire de l'Assemblée un rapport définitif sur les résultats d'ensemble de sa mission ;

« 6^o Remercie Miss Mills de son dévouement et de l'œuvre excellente qu'elle a accomplie, et regrette qu'il n'ait pas été possible de maintenir, pour une autre année, la subvention accordée par la Société des Nations. »

Les résolutions sont adoptées.

Rapport de la quatrième Commission.

M. Titulesco (Roumanie), président de la quatrième Commission, et M. Oldenburg (Danemark), rapporteur, prennent place à la tribune.

M. OLDENBURG (Danemark) résume son rapport et soumet les projets de résolutions suivants :

« I. L'Assemblée de la Société des Nations, en vertu de l'article 38 du règlement concernant la gestion des finances

Protection of Women and Children in the Near East.

Dame Edith Lyttelton (British Empire), Rapporteur, came to the platform.

Dame Edith LYTTTELTON referred in warm terms to the work done by Miss Jeppe in the Near East. Her courage and resource were worthy of the highest praise.

The Fifth Committee much regretted the decision of the Fourth Committee not to continue the subsidy for Miss Jeppe's work. Despite refusal to grant a subsidy, Miss Jeppe had determined to continue and had succeeded in raising the money from England and Germany. Miss Jeppe would work under precisely the same conditions as formerly—that was under the supreme control of the mandatory Power of whom she spoke in the highest terms. The British officials had been courteous and helpful in the highest degree. In the previous year 300 women, children and boys had been rescued. In the present year, owing to the fact that certain Kurdish tribes had entered Syria, she hoped to be able to rescue a considerable number of girls. Her work was over because she considered that she had now rescued the greater part of the women, girls and children who were in unhappy circumstances. Those who remained were largely mothers, and it was naturally difficult for them to refuse to continue the life which they had originally been forced to lead.

The Fourth Committee had taken a similar decision regarding the neutral house in Constantinople, but Miss Mills, who was in charge of it, had decided to continue for another year on money subscribed from outside. The Fifth Committee asked that the equipment of the house should be placed at her disposal for another year. She would propose the following resolutions :

« The Assembly :

« (1) Desires to express its admiration for the work Miss Jeppe has performed and its gratitude for the devoted way she has carried it out ;

« (2) Approves Miss Jeppe's report and expresses its satisfaction with the results obtained during the course of the past year ;

« (3) Decides that the mission for the rescue of women and children which has been entrusted to Miss Jeppe by the League of Nations shall be prolonged for one year more under the conditions fixed by the last ordinary session of the Assembly, that is to say, under the high authority of the Power which holds a mandate in Syria under the League of Nations ;

« (4) Seeing that the work of Armenian colonisation and any other work undertaken by Miss Jeppe personally in connection with the mission for the rescue of women and children entrusted to her by the League of Nations fall within the class of work entrusted by the mandatory Power to a central organ representing the Refugee Service at the International Labour Office and the direction of the International Red Cross Committee, in the general interest, invites Miss Jeppe to come to an understanding, as regards the general direction of those works mentioned under heading 3, with the liaison organisation established by the mandatory Power ;

« (5) Seeing that Miss Jeppe is of opinion that her task will be discharged during the coming year, requests her to submit to the next ordinary session of the Assembly a final report on all the results of her mission ;

« (6) Thanks Miss Mills for her devoted and excellent work and regrets that it has not been found possible to continue the grant from the League of Nations for another year. »

The resolutions were adopted.

Report of the Fourth Committee.

M. Titulesco (Roumania), Chairman of the Fourth Committee, and M. Oldenburg (Denmark), Rapporteur, came to the platform.

M. OLDENBURG (Denmark) summarised his report and submitted the following draft resolutions :

« I. The Assembly of the League of Nations, in virtue of Article 38 of the Regulations for the Financial Adminis-

de la Société des Nations, arrête définitivement les comptes vérifiés de la Société des Nations pour le septième exercice financier, clos le 31 décembre 1925.

« 2. L'Assemblée, en vertu de l'article 17 du règlement concernant la gestion des finances de la Société des Nations,

« Arrête, pour l'exercice 1927, le budget général de la Société des Nations, du Secrétariat et des organisations spéciales de la Société, de l'Organisation internationale du Travail et de la Cour permanente de Justice internationale, s'élevant, y compris les crédits supplémentaires, à la somme totale de 24.512.341 francs-or.

« Et décide que les budgets précités seront publiés dans le *Journal Officiel*.

« 3. L'Assemblée adopte, dans la mesure où elles ont été approuvées par la quatrième Commission, les conclusions des différents rapports de la Commission de contrôle qui ont été soumis à son examen.

« 4. L'Assemblée approuve le barème faisant ressortir la part proportionnelle des Membres de la Société dans le fonds pour les constructions de la Société (voir document A. 39.1926).

« 5. L'Assemblée fixe à 79 le nombre d'unités attribué à l'Allemagne dans le barème de répartition des dépenses de la Société.

« 6. L'Assemblée adopte les conclusions du rapport de la quatrième Commission. »

M. HAMBRO (Norvège) s'associe aux observations du vicomte Cecil sur la précipitation avec laquelle l'Assemblée a accompli sa tâche pendant cette session. Il attire spécialement l'attention sur la règle 17 du règlement intérieur sur la distribution des propositions et sur la règle 14, paragraphe 6 sur les procès-verbaux des Commissions. Les Commissions sont obligées de donner satisfaction aux vœux de l'Assemblée générale et de tenir leurs séances pendant que l'Assemblée siège. La quatrième Commission, par exemple, s'est réunie ce matin même et toutes ses résolutions n'ont pas encore été imprimées et distribuées. Sans faire d'objection formelle, il attire l'attention sur ce fait car il n'est pas conforme au règlement intérieur; ceci dit il tient à exprimer l'absolue confiance qu'il a pour le travail accompli; le rapporteur, le budget, et la Commission de contrôle.

Il n'existe pas de meilleure méthode de faire de la propagande pour la Société des Nations que le travail de l'Assemblée. Si l'on cesse de s'intéresser à l'Assemblée, l'intérêt que la presse éprouve pour la Société des Nations disparaîtra. La presse n'a pas manqué de présenter des commentaires désagréables sur la façon dont l'Assemblée a précipité ses travaux, et les délégués qui, comme M. Hambro, siégeaient pour la première fois, ont eu la même impression.

Il faudrait signaler deux points au sujet du budget.

En premier lieu il est nécessaire que toutes petites nations et les nations éloignées obtiennent une meilleure représentation au Secrétariat et au Bureau international du Travail. Il ne formule pas de plainte, mais rappelle à l'Assemblée les difficultés qu'éprouvent les fonctionnaires appartenant aux nations dont la langue maternelle n'est pas l'une des deux langues officielles de la Société des Nations. Cependant il a relevé avec satisfaction les remarques du Secrétaire général qui figurent au rapport, d'après lesquelles une connaissance parfaite des deux langues officielles ne constitue une condition absolument indispensable que pour certaines catégories du personnel.

En nommant deux nouveaux fonctionnaires de rang élevé ainsi que les sous-secrétaires et chefs de section, le Conseil doit avoir soin de ne pas donner au monde l'impression que les ressortissants des grandes Puissances auront seuls la possibilité d'être désignés.

L'Assemblée doit se rappeler que le premier président de la Cour permanente de Justice internationale était un Hollandais et le second un Suisse. Il est important que chaque délégué qui vient à l'Assemblée soit en mesure de trouver un membre du personnel du Secrétariat capable de lui expliquer dans sa langue la tâche de la Société des Nations. Il fait confiance au Conseil pour faire tout ce qui sera en son pouvoir; évidemment il est impossible de procéder trop hâtivement.

Le baron VON WURTEMBERG (Suède) s'associe aux observations du représentant de la Norvège sur la hâte avec laquelle l'Assemblée termine ses travaux.

Les résolutions sont adoptées.

ration of the League, finally approves the audited accounts of the League for the seventh financial period, ending December 31st, 1925.

« 2. The Assembly, in virtue of Article 17 of the Regulations for the Financial Administration of the League:

« Approves, for the financial year 1927, the general Budget of the League, of the Secretariat and of the Special Organisations of the League, of the International Labour Organisation and of the Permanent Court of International Justice, including supplementary credits the total amount of which is 24,512,341 gold francs.

« And decides that the said budgets shall be published in the *Official Journal*.

« 3. The Assembly adopts, in so far as they have been approved by the Fourth Committee, the conclusion of the various reports of the Supervisory Commission submitted to its consideration.

« 4. The Assembly approves the schedule showing the proportional interest of each Member of the League in the League building fund (see Document A.39.1926).

« 5. The Assembly fixes at 79 the number of units allocated to Germany in the scale of allocation of the League's expenditure.

« 6. The Assembly adopts the conclusions of the report of the Fourth Committee. »

M. HAMBRO (Norway) associated himself with the observations made by Viscount Cecil regarding the hurried manner in which the Assembly had performed its work throughout the session. He would specially call attention to Rule 17 of the Rules of Procedure, concerning the circulation of proposals, and Rule 14, paragraph 6, concerning the Minutes of Committees. The Committees were obliged to comply with the wishes of the General Assembly and to hold their meetings while the Assembly was in session. The Fourth Committee had, for instance, met only that morning, and all its resolutions had not yet been printed and distributed. While making no formal objection, he would call attention to this fact, because it was not in conformity with the Rules of Procedure, though he would express the greatest confidence in the work, in the Rapporteur, in the Budget and in the Supervisory Commission.

There was no better method of making propaganda for the League than through the work of the Assembly. If interest were lost in the Assembly, then the interest of the Press in the League would die. The Press had not failed to comment adversely on the way the Assembly had hurried through its work, and a similar impression had been made on delegates who, like himself, were attending the Assembly for the first time. He desired to emphasise two points with regard to the Budget.

First, the necessity for all small and distant nations to foster a better representation on the Secretariat and on the International Labour Office. While making no complaint, he would remind the Assembly of the difficulties encountered by officials belonging to nations whose mother-tongue was not either of the official languages of the League. He had been satisfied, however, by the remarks of the Secretary-General included in the report that only for certain classes of the staff of the Secretariat would a perfect knowledge of both official languages be a necessary qualification.

In appointing the new higher officials of the League and the Under-Secretaries and Chiefs of Section, the Council must take care not to give the world at large the impression that only the citizens of great Powers should have an opportunity of filling them.

The Assembly should remember that the first President of the Permanent Court of International Justice was a Dutchman and the second a Swiss. It was important that every delegate coming to the Assembly should be able to find some member of the staff of the Secretariat capable of explaining the work of the League to him in his own language. He was confident that the Council would do everything in its power, and it was naturally impossible to proceed too hastily.

Baron VON WURTEMBERG (Sweden) associated himself with the observations of the representative of Norway concerning the haste with which the Assembly was concluding its labours.

The resolutions were adopted.

Contributions arriérées.

M. DE VASCONCELLOS (Portugal) monte à la tribune.
Il rappelle à l'Assemblée la nature confidentielle du rapport qui a été discuté d'une façon approfondie; la discussion a eu pour résultat l'adoption des résolutions suivantes:

«L'Assemblée:

« 1. Autorise le Secrétaire général, comme suite aux négociations antérieures, à rayer des comptes de la Société la somme de 22,478,71 francs-or, due par le Panama en ce qui concerne l'exercice 1925;

« 2. Invite le Secrétaire général:

« a) A donner, le cas échéant, son appui à toutes démarches qu'il jugera utiles pour le recouvrement des arriérages;

« b) A faire au Conseil, au cours de sa session de juin 1927, un rapport détaillé sur l'état des contributions arriérées;

« 3. Invite la Chine à proposer des moyens efficaces et concrets en vue du paiement de ses contributions arriérées et qui puissent être acceptés par la Société des Nations;

« 4. Invite le Conseil à faire étudier pour renseigner l'Assemblée, à sa huitième session ordinaire, quelle est la situation juridique des Etats qui ne s'acquittent pas de leurs contributions à la Société des Nations. »

Ces résolutions sont adoptées.

Discours de clôture du Président.

Le PRÉSIDENT prononce le discours de clôture.

IV. DOCUMENTS DISTRIBUÉS AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LE 25 SEPTEMBRE 1926

Assemblée: Ordre du jour N° 12.

Assemblée: Ordre du jour N° 13.

Compte rendu provisoire: Quizième séance.

Compte rendu provisoire: Seizième séance.

A. 44. Erratum au Rapport sur les réfugiés arméniens et russes.

A. 94. Erratum. Travaux du Comité économique.

A. 96. Organisation des communications et du transit: Rapport sur l'œuvre de l'Organisation entre la sixième et la septième sessions ordinaires de l'Assemblée.

A. 99(1). Extension à d'autres groupes de réfugiés des mesures prises en faveur des réfugiés russes et arméniens: Rapport de la cinquième Commission de l'Assemblée.

A. 102. Interprétation du préambule et des articles 3 et 4 du Pacte: Rapport de la première Commission.

A. 103. Mandats: Résolution proposée par la sixième Commission.

A. 104. Convention relative à l'esclavage: Rapport de la sixième Commission à l'Assemblée.

A. 105. Questions financières: Rapport général présenté par la quatrième Commission à l'Assemblée.

A. 106. Protection des femmes et des enfants dans le Proche-Orient: Rapport de la cinquième Commission à l'Assemblée.

A. 107. Travaux de la Commission internationale de coopération intellectuelle: Résolutions adoptées par l'Assemblée le 24 septembre 1926.

A. 108. Travaux de la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement: Résolution adoptée par l'Assemblée le 24 septembre 1926.

A. 109. Problèmes des réfugiés russes et arméniens: Rapport de la cinquième Commission à l'Assemblée.

A. 110. Rapport de la quatrième Commission à l'Assemblée sur les modifications à apporter au budget de 1927.

A. 111. Etablissement des réfugiés arméniens: Rapport de la cinquième Commission à l'Assemblée.

Contributions in Arrears.

M. DE VASCONCELLOS (Portugal) came to the platform. He reminded the Assembly of the confidential nature of the report which had been carefully discussed at great length and had resulted in the adoption of the following resolutions, which he would submit:

«The Assembly:

« 1. Authorises the Secretary-General, as the result of previous negotiations, to write off from the account of the League the sum of 22,478,71 gold francs due from Panama for the financial year 1925;

« 2. Requests the Secretary-General:

« (a) To give his support, when necessary, to any steps which he may consider useful with a view to the recovery of arrears;

« (b) To submit to the Council at its session on June 1927 a detailed report on the position with regard to contributions in arrears;

« 3. Requests China to propose effective and concrete methods, acceptable to the League of Nations, with a view to the payment of her contributions in arrears;

« 4. Requests the Council to have a study made of the legal position of States which do not pay their contributions to the League of Nations, with a view to informing the Assembly at its Eighth Ordinary Session. »

The resolutions were adopted.

Closing Speech of the President.

The PRESIDENT made his closing speech.

IV. DOCUMENTS DISTRIBUTED TO MEMBERS OF THE ASSEMBLY ON SEPTEMBER 25th, 1926.

Assembly Agenda 12.

Assembly Agenda 13.

Provisional Verbatim Record: Fifteenth Meeting

Provisional Verbatim Record: Sixteenth Meeting.

A. 44. Erratum to Report on Armenian and Russian Refugees.

A. 94. Erratum. Work of the Economic Committee.

A. 96. Organisation for Communications and Transit. Report on the Work of the Organisation between the Sixth and Seventh Ordinary Sessions of the Assembly.

A. 99(1). Question of extending to other Refugees the Measures taken to assist Russian and Armenian Refugees. Report of the Fifth Committee to the Assembly.

A. 102. Interpretation of the Preamble and Articles 3 and 4 of the Covenant. Report of the First Committee to the Assembly.

A. 103. Mandates. Resolution proposed by the Sixth Committee.

A. 104. Slavery Convention. Report by the Sixth Committee to the Assembly.

A. 105. Financial Questions. General Report submitted by the Fourth Committee to the Assembly.

A. 106. Protection of Women and Children in the Near East. Report of the Fifth Committee to the Assembly.

A. 107. Work of the International Committee on Intellectual Co-operation. Resolutions adopted by the Assembly on September 24th, 1926.

A. 108. Work of the Preparatory Commission for the Disarmament Conference. Resolution adopted by the Assembly on September 24th, 1926.

A. 109. Armenian and Russian Refugee Problems. Report of Fifth Committee to the Assembly.

A. 110. Report of the Fourth Committee to the Assembly on modifications to be made in the 1927 Budget.

A. 111. Settlement of Armenian Refugees. Report of the Fifth Committee to the Assembly.

Service des documents de l'Assemblée

JOURNAL DE L'ASSEMBLÉE.

Afin de mettre entre les mains des délégués, des journalistes et des visiteurs à l'Assemblée le programme quotidien et le résumé des séances, le *Journal de l'Assemblée* paraîtra tous les matins.

Le prix d'abonnement à la série du Journal publiée durant la septième session ordinaire de l'Assemblée est de Fr. 6.— (pour l'étranger: Fr. 9.—, port compris). Les exemplaires seront portés à domicile pour autant que cela est possible; tous les autres seront expédiés par la poste.

COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLÉE.

Le *Compte rendu* donne le texte officiel des débats des séances plénières de l'Assemblée, les débats des Commissions étant résumés dans le *Journal de l'Assemblée*. Le compte rendu complet des séances plénières et des Commissions sera publié dans les *Actes de l'Assemblée*, édition définitive paraissant quelques mois après la clôture de l'Assemblée.

Prix de souscription au *Compte rendu*: Fr. 6.— (pour l'étranger: Fr. 9.—, port compris).

RAPPORT A LA SEPTIÈME SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS SUR L'ŒUVRE DU CONSEIL, SUR LE TRAVAIL DU SÉCRÉTARIAT ET SUR LES MESURES PRISES POUR EXÉCUTER LES DÉCISIONS DE L'ASSEMBLÉE.

Ce rapport résume l'œuvre du Conseil, les travaux des Conférences et des Commissions de la Société des Nations, ainsi que du Secrétariat depuis la sixième session de l'Assemblée jusqu'au 15 mai 1926. Comme ce rapport est discuté dans tous ses points par l'Assemblée, il est indispensable à ceux qui désirent suivre les séances en détail.

Prix: Fr. 4.—; *Rapport supplémentaire* pour la période 15 mai-31 août 1926: Fr. 2.—.

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE.

Prix: Fr. 0.50.

NOTE. — L'édition définitive des **ACTES DE LA SEPTIÈME ASSEMBLÉE** paraîtra au commencement de 1927. Les commandes sont reçues dès maintenant au Secrétariat de la Société des Nations: Service de vente des publications.

Les publications sont en vente aux adresses suivantes:

AU SÉCRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS:
Service de vente des publications (Villa Beauregard, annexe du bâtiment du Secrétariat), pendant les heures de bureau ordinaires;

A la SALLE DE L'ASSEMBLÉE (Salle de la Réformation, hall d'entrée), pendant les séances de l'Assemblée;

A la LIBRAIRIE PAYOT & C^{IE}, Place du Molard, Genève.

Service of Assembly Documents

JOURNAL OF THE ASSEMBLY.

In order to provide delegates, journalists and visitors to the Assembly with a regular daily programme and résumé of the meetings, the *Journal of the Assembly* is issued each morning. Copies will be delivered to subscribers at their private addresses where possible, or sent by post.

The subscription to the series during the Seventh Ordinary Session of the Assembly is 6 francs (9 francs abroad, including postage).

VERBATIM RECORD OF THE ASSEMBLY.

The *Verbatim Record* gives the official text of the proceedings of the Plenary Meetings of the Assembly. The proceedings of the Committees are summarised in the *Journal of the Assembly*, the complete verbatim record being published in the definitive *Records of the Assembly* some months after the close of the Assembly.

Subscription to the *Verbatim Record*: 6 francs (9 francs abroad, including postage).

REPORT TO THE SEVENTH ORDINARY SESSION OF THE ASSEMBLY OF THE LEAGUE ON THE WORK OF THE COUNCIL, ON THE WORK OF THE SECRETARIAT AND ON THE MEASURES TAKEN TO EXECUTE THE DECISIONS OF THE ASSEMBLY.

This report summarises the work of the Council, of the Conferences and Committees of the League of Nations, and of the Secretariat from the date of the meeting of the Sixth Session of the Assembly until about May 15th, 1926. As the report is discussed at length by the Assembly, it is essential to those wishing to follow the meetings in detail.

Price: 4 francs; *Supplementary Report*, covering the period May 15th-August 31st, 1926: 2 francs.

AGENDA OF THE ASSEMBLY.

Price: 50 centimes.

NOTE. — The definitive **RECORDS OF THE SEVENTH ASSEMBLY** will be issued at the beginning of 1927. Orders for them may be left at the Secretariat Sales Department.

The publications are on sale in Geneva at the following addresses:

SECRETARIAT SALES DEPARTMENT (Villa Beauregard, annex to the Secretariat Building) during the ordinary office hours.

ASSEMBLY HALL (Salle de la Réformation, Public Entrance), during the Assembly meetings.

LIBRAIRIE PAYOT et C^{IE}, Place du Molard, Geneva.

LISTE DES DEPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

ALLEMAGNE
Theod. Thomas Komm. Gesch., Talstrasse 13, LEIPZIG.

ARGENTINE
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS-AIRES.

AUSTRALIE
Nouvelle-Galles du Sud: Angus & Robertson Ltd., 89-95, Castlereagh Street, SYDNEY.
Victoria: Robertson & Mullens Ltd., 107-113, Elizabeth Street, MELBOURNE.

BELGIQUE
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUXELLES.

BOLIVIE
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.

BRAZIL
Livraria F. Briguelet & Cia, 23, rua Sachet, RIO DE JANEIRO.

BULGARIE
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd « Tsar Osoboditel » No. 4a, SOFIA.

CANADA
League of Nations Society in Canada, 279, Wellington Street, OTTAWA.

CHILI
Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO-DE-CHILI.

COLOMBIE
Libreria Colombiana, P. O. Box 199, BOGOTÁ.

COSTA-RICA
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.

CUBA
Rambla Bouza y Cia, LA HAVANE.

DANEMARK
V. Pios Boghandel, Povel Branner, 13, Nørregade, COPENHAGUE.

ÉQUATEUR
Victor Janer, GUAYAQUIL.

ESPAGNE
Centro Editorial « Minerva », Tudescos, 39-41, MADRID, E. 12.

ÉTATS-UNIS
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.

FINLANDE
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HÅLSINGFORS.

FRANCE
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).

GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE DU NORD ET COLONIES DE LA COURONNE
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.

GRÈCE
Eleftheroudakis & Barth, Librairie internationale, Place de la Constitution, ATHÈNES.

GUATÉMALA
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantes, 10a, Calle Oriente No. 5, GUATÉMALA.

HAÏTI
Librairie-papeterie, Mme D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.

HAWAÏ
Pan-Pacific Union, HONOLULU.

HONDURAS
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.

HONGRIE
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Frères), Kossuth Lajos-Utca 7, BUDAPEST IV, Ker.

INDES NEÉRLANDAISES
Algemeene Boekhandel, G. Kolff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.

ITALIE
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco-Minghetti, 26-29, ROME.

JAPON
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKYO.

LETTONIE
Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.

LUXEMBOURG (G. D.)
Librairie J. Heintzé, M. Hagen, successeur, Place Guillaume 8, LUXEMBOURG.

MEXIQUE
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.

NICARAGUA
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.

NORVEGE
Olaf Norli, Universitetsgaten, 24, OSLO.

NOUVELLE-ZÉLANDE
Walter Nash, Fletcher's Buildings, 4, Willis Street, WELLINGTON.

PANAMA
Libreria I. Preciado y Cia., Lda, Apartado de Correo 71, PANAMA.

PAYS-BAS
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, LA HAYE.

PÉROU
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.

POLOGNE
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.

PORTUGAL
J. Rodrigues & Ca, rua Aurea, 186-188, LISBONNE.

ROUMANIE
« Cartea Românească », 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.

SALVADOR
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.

SARRE (Basin de la)
Librairie Parisienne, Maison Marguet, M. Golbert, successeur, 4, Friedrich Wilhelmstrasse, SARREBRUCK.

SERBES, CROATES ET SLOVÈNES (Royaume des)
Librairie « Vreme », BELGRADE.

SUEDE
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.

SUISSE
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTRÉUX, NEUCHÂTEL, BERNE.

TCHÉCOSLOVAQUIE
Librairie F. Topic, 11, Narodni, PRAGUE.

URUGUAY
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.

VENEZUELA
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

Pour les autres pays, s'adresser :
Service de vente des Publications de la Société des Nations,
GENÈVE (Suisse)
(Catalogue complet envoyé sur demande.)

AUTHORISED AGENTS FOR THE PUBLICATIONS OF THE LEAGUE OF NATIONS

ARGENTINE
Libreria « El Ateneo », calle Florida 371, BUENOS AIRES.

AUSTRALIA
New South Wales: Angus & Robertson, Ltd., 89-95, Castlereagh Street, SYDNEY.
Victoria: Robertson & Mullens, Ltd., 107-113, Elizabeth Street, MELBOURNE.

BELGIUM
Agence Dechenne, Messageries de la Presse, S. A., 18-20, rue du Persil, BRUSSELS.

BOLIVIA
Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.

BRAZIL
Livraria F. Briguelet & Cia, 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.

BULGARIA
Librairie Française et Etrangère, S. & J. Carasso, Bd « Tsar Osoboditel » No. 4a, SOFIA.

CANADA
League of Nations Society in Canada, 279, Wellington Street, OTTAWA.

CHILE
Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO DE CHILE.

COLOMBIA
Libreria Colombiana, P. O. Box 199, BOGOTÁ.

COSTA RICA
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.

CUBA
Rambla Bouza y Cia., HAVANA.

CZECHOSLOVAKIA
Librairie F. Topic, 11 Narodni, PRAGUE.

DENMARK
V. Pios Boghandel, Povel Branner, 13, Nørregade, COPENHAGEN.

DUTCH EAST INDIES
Algemeene Boekhandel G. Kolff & Co., BATAVIA-WELTEVREDEN.

ECUADOR
Victor Janer, GUAYAQUIL.

FINLAND
Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HÅLSINGFORS.

FRANCE
Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 136, Boulevard Saint-Germain, PARIS (VI^e).

GERMANY
Theod. Thomas Komm. Gesch., Talstrasse 13, LEIPZIG.

GREAT BRITAIN, NORTHERN IRELAND and CROWN COLONIES
Constable & Co., Ltd., 10 & 12, Orange Street, LONDON, W.C. 2.

GREECE
Eleftheroudakis & Barth, International Library, Place de la Constitution, ATHENS.

GUATEMALA
J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantes, 10a, Calle Oriente, No. 5, GUATEMALA.

HAÏTI
Librairie-Papeterie Mme D. Viard, angle des rues du Centre et des Casernes, PORT-AU-PRINCE.

HAWAII
Pan-Pacific Union, HONOLULU.

HONDURAS
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.

HUNGARY
Ferdinand Pfeifer (Zeidler Bros.), Kossuth Lajos-Utca 7, BUDAPEST IV, Ker.

ITALY
Libreria Fratelli Bocca, Via Marco-Minghetti, 26-29, ROME.

JAPAN
Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKYO.

LATVIA
Latvijas Telegrafa Agentura, Kr. Barona Iela, 4, RIGA.

LUXEMBURG (G.-D.)
Librairie J. Heintzé, M. Hagen, successeur, Place Guillaume 8, LUXEMBURG.

MEXICO
Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.

NETHERLANDS
Martinus Nijhoff, Boekhandelaar-Uitgever, Lange Voorhout 9, THE HAGUE.

NEW ZEALAND
Walter Nash, Fletcher's Buildings, 4, Willis Street, WELLINGTON.

NICARAGUA
Libreria Viuda de Lines, SAN JOSE DE COSTA RICA.

NORWAY
Olaf Norli, Universitetsgaten 24, OSLO.

PANAMA
Libreria I. Preciado y Cia., Lda., Apartado de Correo 71, PANAMA.

PERU
Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.

POLAND
Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), WARSAW.

PORTUGAL
J. Rodrigues & Ca., Rua Aurea 186-188, LISBON.

ROUMANIA
« Cartea Românească », 3-5, Boul. Academiei, BUCAREST.

SAAR BASIN
Librairie Parisienne, Maison Marguet, M. Golbert, successeur, 4, Friedrich Wilhelmstrasse, SAARBRUCK.

SALVADOR
Libreria Mata y Centell, SAN SALVADOR.

SERBS, CROATS AND SLOVÈNES (Kingdom of the)
Librairie « Vreme », BELGRADE.

SPAIN
Centro Editorial « Minerva », Tudescos, 39-41, MADRID, E. 12.

SWEDEN
C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.

SWITZERLAND
Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTRÉUX, NEUCHÂTEL, BERNE.

UNITED STATES
World Peace Foundation, 40, Mt. Vernon Street, BOSTON 9, MASS.

URUGUAY
Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.

VENEZUELA
Luis Nieves, Oeste 8, No. 17, CARACAS.

For other countries, apply:
Publication Sales Department of the League of Nations,
GENÈVE (Switzerland).
(Complete catalogue sent on application.)